HJ
1

REVUE

DES

DEUX MONDES

LXXVIIIe ANNEE. — CINQUIÈME PÉRIODE

Digitized by the Internet Archive
in 2024 with funding from
Getty Research Institute

https://archive.org/details/revuedesdeuxmon1908unse_0

REVUE

DES

DEUX MONDES

LXXVIIIe ANNÉE. — CINQUIÈME PÉRIODE

TOME QUARANTE-QUATRIÈME

SCOLASTICAT — SOC. DE MARIE

PARIS

BUREAU DE LA REVUE DES DEUX MONDES

RUE DE L'UNIVERSITÉ, 15

1908

THE GETTY CENTER

L'OMBRE DU PASSÉ

DEUXIÈME PARTIE (1)

VII

Le jour vint où Adone put enfin aller à l'école de Viadana. Sa mère l'y accompagna, pour le présenter à son futur professeur et au directeur de l'école. C'était un matin d'octobre, froid et brumeux. Adone, dans sa hâte de partir, n'avait mangé qu'une tranche de polenta, et, à moitié route, il commençait presque à avoir faim. Mais qu'importaient la faim, le froid, le brouillard? Il marchait en sifflant, les mains dans ses poches, un cahier et le livre de la troisième élémentaire sous le bras; et il lui semblait qu'il partait à la conquête du monde.

A travers le brouillard qui commençait à s'éclaircir, on entrevoyait confusément le fleuve. Çà et là quelques arbres se dressaient, tout jaunes, pareils à des flammes au milieu de la fumée. L'enfant se rappelait le voyage fait à Viadana sous le manteau de son oncle, le petit sac plein d'or, la promesse du colosse. Comme il avait été heureux, ce jour-là! Mais aujourd'hui il se sentait plus heureux encore : il avait réalisé le grand rêve de sa vie ! Peu lui importait de ne pas avoir l'argent du sac. Est-ce qu'on a besoin d'avoir de l'argent pour aller à l'école?

— N'est-ce pas, maman? demanda-t-il tout à coup, suivant le fil de ses secrètes pensées.

(1) Voyez la *Revue* du 15 février.

La maman cheminait d'un pas alerte, la tête coiffée de son foulard jaune, les pieds chaussés des vieux souliers que lui avait donnés la sœur du curé.

— N'est-ce pas, maman, que, pour aller à l'école, on n'a pas besoin d'avoir beaucoup d'argent? Qu'est-ce que ça coûte? Rien du tout!

— Plus tard, mon chéri, ça coûtera; et, si tu vas terminer tes études à Crémone ou à Padoue, ça coûtera même très cher... Espérons que ta tante ne refusera pas de mettre la main à la poche.

— Oui, espérons-le! dit Adone.

Et il devint songeur.

Arrivés à Viadana, ils se rendirent d'abord chez le directeur de l'école, qui les accueillit avec bienveillance. C'était un vieux prêtre, grand ami du curé de Casalino, qui lui avait déjà parlé d'Adone. Il fixa des yeux un peu vitreux dans les yeux clairs du garçonnet.

— Très bien, très bien! dit-il ensuite, en agitant ses doigts longs et fins. Voilà des yeux qui promettent. Sais-tu à quoi les yeux servent, mon enfant?

— A voir! répondit promptement Adone.

— Bravo, bravo! Mais ils nous servent aussi à révéler nos pensées : ce sont les fenêtres de l'âme.

Le professeur, blond et gras comme un bourgeois cossu, accueillit avec non moins de bienveillance la pauvre femme et le nouvel écolier. Les yeux d'Adone le frappèrent, lui aussi.

— L'intelligence ne manque pas, dit-il en donnant à l'enfant de petites tapes sur la joue. Reste à savoir s'il y aura autant de bonne volonté.

En dépit de ces éloges, l'écolier demeura soucieux et presque triste pendant tout le temps de la classe : le professeur lui avait dit qu'il faudrait acheter au moins le livre de lecture. Comment faire, puisque Tognina ne voulait rien dépenser? Et d'ailleurs, si elle achetait des livres, il ne lui resterait plus de quoi payer ses impôts!

Au retour, il avait une faim si terrible qu'en passant, il s'arrêta chez sa mère : il lui semblait qu'il ne pourrait jamais arriver jusque chez sa tante. Par bonheur, sa mère l'attendait, et elle lui avait préparé une petite fouace qu'il dévora avidement, assis sur la marche de la porte. Ses petits frères le regar-

daient avec envie. Ottavio ramassa un petit morceau de la fouace, qui était tombé à terre, et il le mangea sans même l'essuyer.

Cependant, Adone songeait à son avenir, à l'époque où il serait instituteur et où il pourrait aider sa maman et ses petits frères. Mais, en attendant, il fallait se procurer le livre. Sa mère lui répétait :

— Demande à Tognina de te l'acheter.

L'enfant doutait fort du succès de la démarche, et il finit par répondre à sa mère :

— Ne t'inquiète pas. De toute façon, je m'arrangerai pour l'avoir.

Revenu chez sa tante, il chercha encore à manger. On ne lui avait rien laissé; ou plutôt, on lui avait laissé un peu de soupe, mais tante Elena lui dit que Fiorello l'avait prise. Adone protesta; mais, bon gré mal gré, il lui fallut se contenter d'un morceau de polenta froide. Ensuite, il se mit en quête de sa tante, pour lui parler du livre.

La petite femme ne se sentait pas bien, ce jour-là : elle avait une forte douleur à un genou et elle pouvait à peine plier le coude. Lorsqu'elle vit son neveu, elle fixa sur lui ses petits yeux indifférens, et il n'eut plus le courage de lui parler de la dépense à faire.

Le lendemain matin, il se leva plus tôt que d'habitude, descendit dans la cour et alla au poulailler. Par crainte que, ce jour-là encore, on ne lui laissât rien à manger, il ramassa deux œufs, les cacha dans sa poche; et, un moment après, les deux œufs allèrent s'enfouir dans la fameuse corbeille aux trésors.

Il y avait dans cette corbeille une boîte. Adone la prit, l'ouvrit délicatement, en retira une seconde boîte, et de la seconde boîte une troisième. Il enveloppa la troisième dans une feuille de papier jaune, mit le tout dans sa poche; puis il partit pour l'école. Ce mystérieux petit paquet ressemblait beaucoup à celui qu'il avait emporté dans l'île déserte.

Toujours du brouillard, mais un brouillard léger, à travers lequel on apercevait le ciel pâle. Devant la grille du château Dargenti, Adone, quelque pressé qu'il fût, s'arrêta, stupéfait. Il n'avait jamais imaginé que cette grille pût s'ouvrir un jour, et voilà qu'elle était ouverte! Qui l'avait ouverte? Un voleur, peut-être? Il eut la tentation de pénétrer dans le jardin; mais il ne s'y risqua pas, sans trop savoir lui-même si c'était du voleur

ou de Jusfin qu'il avait peur. Dans la grande allée, l'herbe était foulée, comme si des chevaux avaient passé là. Adone palpitait de curiosité, mais aussi d'appréhension vague : l'enchantement, qui, naguère, enveloppait le parc et le château, venait de se dissiper tout à coup.

A mi-chemin, près de Casale, il rejoignit trois petits garçons de ce village, qui se rendaient comme lui à l'école de Viadana. Deux d'entre eux, patauds et bruns, mal vêtus, semblaient être des frères, évidemment pauvres. Quant au troisième, Adone l'avait déjà vu en classe : c'était un blondin au teint pâle, au nez long, vêtu comme un petit monsieur, portant des souliers jaunes et des bas rouges. Tous trois discutaient pour savoir s'ils s'arrêteraient chez Bellus, — un homme qui habitait une masure, à proximité de la digue, et qui vendait des liqueurs et des fruits aux passans.

— Moi, je m'y arrêterai, pour sûr ! déclarait le blondin aux bas rouges, en faisant sauter et en rattrapant dans sa main une pièce de dix centimes. Je veux même boire de l'eau-de-vie !

Ils s'arrêtèrent en face de la masure. Adone se rappela qu'il y était entré maintes fois avec son oncle, et, machinalement, il suivit les autres. Les frères achetèrent en commun pour un sou de châtaignes sèches. Le blondin voulut à toute force boire de l'eau-de-vie ; mais, dès qu'il en eut goûté, il fit la grimace et recracha.

Le patron, un brave homme tout en ventre, considérait de ses yeux saillans le quatrième écolier, comme pour lui demander s'il ne voulait rien. Adone rougit ; mais il montra avec orgueil son petit paquet :

— J'ai quarante sous là dedans. Seulement, je les réserve pour m'acheter le livre d'école.

— Tu es le neveu de Giovanni la Pioppa ? demanda l'homme, qui venait de le reconnaître. Comment va ta tante ?

— Elle va bien... Ou plutôt, non : elle a des douleurs au genou.

— Ah ! ses douleurs habituelles ! Dis-lui de se frictionner le genou avec un peu d'huile chaude... Tiens, prends ça.

Et il lui donna une poignée de châtaignes.

Après la classe, les quatre écoliers se retrouvèrent sur le chemin et firent route ensemble jusqu'à Casale. Adone n'avait plus son petit paquet, dont il s'était séparé à contre-cœur. Mais n'im-

porte : il était fier d'avoir été l'un des premiers à apporter l'argent du livre. Il revoyait encore la figure affable et gaie de son professeur, et le bon sourire avec lequel celui-ci l'avait regardé, tandis qu'il dénouait la ficelle du paquet.

— Rien que des *palanche?* Et comme elles sont vieilles! Est-ce que ta tante a toute sa fortune en billon?

Adone ne sourit pas, ne rougit pas, ne dit pas que cette petite somme lui appartenait en propre, recueillie patiemment sou par sou, durant des mois et des mois, et qu'il avait rêvé de faire, muni de ce mince trésor, un voyage à travers le monde. Il compta les sous dix par dix, jusqu'à quarante.

— Bien, bien! Assez! dit le professeur en lui rendant dix sous.

Et l'enfant remit dans sa poche les chères *palanchine*, tout en rêvant au moyen à prendre pour qu'elles se multipliassent encore.

Dans le trajet, tandis que les deux autres s'attardaient à jeter des pierres dans les fossés ou à marauder quelques grappes de raisin dans les vignes, Adone et le blondin se firent de mutuelles confidences.

— Tu n'as plus ton père? demanda l'écolier aux bas rouges.

— Non. Et toi? demanda Adone.

— Moi, oui. Mon père est teinturier; et il est l'ami du directeur de l'école. Par conséquent, j'aurai des bons points, à l'examen de fin d'année.

— Moi aussi, j'aurai des bons points, si je veux! J'étudierai jour et nuit...

— Tu deviendras aveugle!

— Oh! j'ai de bons yeux, mon cher! protesta Adone, en ouvrant tout grands ses yeux splendides. Jamais je ne deviendrai aveugle, moi!... Et puis, s'il le faut, je mettrai des lunettes...

Ils se quittèrent devant le chemin de traverse qui menait de la digue à Casale, en se promettant de se retrouver le lendemain.

— Quand tu seras arrivé ici, tu m'appelleras à haute voix; et tu m'attendras, si je suis en retard.

— Quel nom faudra-t-il que je crie?

— Tu crieras : Marco!... Et moi, qu'est-ce que je crierai?

— Tu crieras : Adone!

Quelques instans plus tard, un cri partit du fond de la traverse :

— Adone !

Et un autre cri répondit :

— Marco !

— Adieu, Adone !

— Adieu, Marco !

Cette fois, Adone ne se détourna plus de son chemin pour aller chez sa mère : il avait hâte de revoir le château Dargenti et la grille ouverte. Il prit donc sa course et arriva tout essoufflé. Mais il eut une désillusion : la grille était close ! Toutefois, il y avait encore sur l'herbe des taches blanches, comme de chaux, et plusieurs fenêtres étaient ouvertes. Malgré la faim qui le tourmentait, il resta longtemps attaché aux barreaux de la grille.

Soudain il tressaillit : une figure passait et repassait derrière les fenêtres. C'était une figure étrange, vêtue d'une blouse grise, avec un bonnet de papier vert sur des cheveux blonds. A un certain moment, cette figure se retourna, et Adone vit deux pommettes rouges et saillantes, deux moustaches jaunâtres sur une bouche ironique. Il reconnut Candido, le maçon.

— Candido ! Candido ! se mit-il à crier.

Le bonnet vert se pencha dans l'embrasure d'une fenêtre.

— Eh bien ! qu'y a-t-il ?

— Dis-moi, Candido : qu'est-ce que tu fais ?

— Va te faire dorer à Méoli !

Adone se décida enfin à partir ; et, dès qu'il fut rentré chez sa tante, il chercha à manger. Il trouva de la soupe, qu'il avala gloutonnement ; il trouva un reste de beurre, qu'il dévora ; il chercha encore, et il fit disparaître tout ce qui lui tomba sous la main. Lorsqu'il fut rassasié, il monta chez sa tante, toujours claquemurée entre ses chaises et ses pots de confitures, et il lui apprit la grande nouvelle.

— Sais-tu qu'il y a du monde au château Dargenti ?

— Déjà ? répondit la petite femme, de sa voix incolore On dit que le château a été acheté par une vieille dame de Parme. Est-ce que tu l'as vue ?

— La vieille dame ? Non ; mais j'ai vu Candido.

Et il se mit à tournailler dans la chambre, regardant les pots rangés sur la cheminée, passant le doigt sur l'étoffe des chaises. Il aurait voulu que sa tante l'interrogeât sur l'école, sur le professeur, sur ses camarades ; mais elle paraissait avoir oublié qu'il

allait à l'école, qu'il avait un professeur et des camarades; elle ne pensait qu'à ses douleurs rhumatismales, et tout le reste lui était indifférent. Il fallait que les nouveautés survenues au château Dargenti fussent bien extraordinaires, pour qu'elle leur eût prêté une minute d'attention.

— Peut-être Sison sait-il quelque chose, ajouta Adone. Jusfin doit lui avoir parlé de cette affaire.

Et il courut aux informations. En traversant le vestibule, il annonça à Carissima :

— Tu sais : le château Dargenti va être habité par une vieille dame!

— A présent que la mauvaise saison commence? objecta la couturière, sans arrêter sa machine à coudre.

— Oui, à présent! Candido est en train de nettoyer les chambres.

Il se rendit ensuite chez le cordier; mais la porte de Sison était close, la cour déserte. Alors il alla chez l'allumettier. Le gringalet travaillait dans son petit vestibule : car il faisait déjà froid dans la cour. Depuis quelque temps, il souffrait d'une toux obstinée, qui le rendait plus débile et plus morose que d'habitude.

— Si je dois mourir, disait-il à sa femme, que la volonté de Dieu soit faite! Devant la mort nous sommes tous égaux : à cet égard du moins, il n'y a réellement aucune différence entre les hommes!

— C'est le froid qui te fait tousser, répondait la femme d'une voix monotone. Davide raconte qu'il existe un pays où l'on a chaud, même en hiver. C'est là qu'il faudrait aller, pour se guérir...

Adone entra comme un coup de vent.

— Quelle est la vieille dame qui doit habiter le château Dargenti? demanda-t-il à brûle-pourpoint.

— Une vieille dame?... Le château Dargenti?

— Oui, oui. Une dame de Parme, vieille, très vieille!

Alors le gringalet se souvint que, quelques semaines auparavant, Jusfin avait dit à Sison que le château et le parc seraient mis en vente; mais il n'en savait pas davantage.

Adone retourna donc chez Sison, pour tâcher d'y apprendre quelque chose de plus précis sur la mystérieuse dame. Mais le cordier était encore absent, et sa fille Andromaca n'avait entendu parler de rien.

— Viens avec moi voir le château, dit-elle, piquée par la curiosité.

Ils y allèrent ensemble. La grille était toujours close; la pelouse de l'église était déserte; mais, dans la ruelle, ils virent s'avancer vers eux Pino, le fils du fromager, beau jeune homme à la face rose, aux grands yeux noirs et aux dents si blanches qu'on les remarquait de loin.

— Que regardez-vous donc? demanda-t-il.

Et il entoura du bras la taille de la jeune fille.

Ils restèrent quelques minutes à regarder, tous les trois. Pino serrait Andromaca contre lui, et leurs joues s'effleuraient presque. Adone, grimpé sur la grille, observait le château et bavardait, convaincu que les deux autres s'intéressaient beaucoup aux hypothèses qui lui passaient par la tête. Le soleil venait de se coucher, et un voile de brume commençait à s'étendre sur les grands arbres du parc; l'herbe humide exhalait une senteur enivrante. Tout à coup Andromaca poussa un léger cri; puis elle se mit à rire, s'agita, essaya de se délivrer du bras qui la retenait prisonnière. Adone, intrigué, se retourna vers eux. Pino souriait d'une manière étrange, en montrant toutes ses belles dents et en plongeant ses regards dans les yeux de la jeune fille. Et elle riait, se débattait, mais elle le regardait de la même manière. Alors Adone éprouva un transport de jalousie et voulut protéger la jeune fille.

— Qu'est-ce que tu fais? cria-t-il au jeune homme. Laisse-la tranquille! Je te défends de la toucher!

Les amoureux éclatèrent de rire, mais ils continuèrent à se regarder dans les yeux. Et lui, sans savoir pourquoi, il eut la sensation d'une chaleur qui lui montait à la face et aux oreilles, et il ne pensa plus à la vieille dame qui viendrait habiter le château Dargenti.

La vieille dame ne vint pas cette année-là; mais tout le village sut bientôt à quoi s'en tenir sur son compte. C'était la marquise Pigozzi, belle-mère du dernier Dargenti, femme très sévère, très riche, qui, après avoir laissé mourir presque dans l'indigence un gendre vicieux, avait payé les dettes et racheté le patrimoine.

On travailla tout l'automne à remettre le château en état. Chaque fois qu'Adone s'arrêtait près de la grille, il voyait passer

et repasser, dans l'embrasure des fenêtres ouvertes, la silhouette jaune et mince de Candido, la silhouette brune et lourde du vieux forgeron, la silhouette grêle du menuisier, blond comme la sciure de ses planches ; il remarquait dans l'allée des tas de chaux et de sable, sur l'herbe les traces de pas laissées par les ouvriers ; et, quelquefois, l'envie lui venait d'entrer, de satisfaire sa curiosité ancienne ; mais il n'osait pas, ou, pour mieux dire, il ne voulait pas. Ce n'était plus maintenant le gamin fureteur et imaginatif de naguère ; c'était un jeune garçon, un écolier, un « étudiant de onze ans et demi, » comme il le déclarait dans l'épigraphe dont il avait orné les couvertures de tous ses cahiers et de tous ses livres.

Du reste, cette allée salie par la chaux, cette herbe piétinée, ces fenêtres ouvertes qu'animaient les figures connues des travailleurs, ne le charmaient plus autant. Le mystère se dissipait ; le château Dargenti devenait une maison comme une autre, plus grande et plus belle sans doute, mais qui n'avait rien d'extraordinaire. Le parc, enveloppé de brouillard, silencieux et sombre, tentait bien encore sa fantaisie d'enfant ; mais il remettait d'un jour à l'autre le projet d'y pénétrer. Pour ce voyage d'exploration, il aurait voulu avoir un camarade : car, avouons-le tout de suite, il lui restait une crainte confuse de s'y aventurer seul. Crainte de quoi ? Il l'ignorait lui-même ; mais le fait est qu'il avait peur. Est-ce qu'on sait jamais ? Jusfin lui avait raconté qu'autrefois les Dargenti avaient mis dans leur parc une quantité de bêtes étranges, des cerfs aux cornes semblables à des branches d'arbre, des sangliers aux énormes défenses. Et si, par hasard, une de ces bêtes vivait encore ? Sans doute, pour la faire fuir, il suffirait de lui donner un coup de bâton ; mais, tout de même, il valait mieux ne pas être seul. Adone avait invité Marco à l'accompagner ; mais le blondin, comprenant qu'il y aurait peut-être du péril, ne s'était pas soucié de tenter l'aventure. Marco était un petit bonhomme plein de prudence ; froid, oui ; indolent et taquin, oui ; mais plein de prudence !

Les deux camarades se retrouvaient chaque matin entre Casale et Viadana, et faisaient route ensemble, toujours se disputant, et, malgré les disputes, s'aimant bien. A la longue, ils devinrent inséparables et prirent l'habitude de se tenir à l'écart des autres écoliers. Ils avaient besoin d'être seuls, pour discuter librement et pour se quereller tout à leur aise. Ils causaient sans

cesse de leurs parens, des choses que possédaient leurs parens, et chacun vantait ce qui était à lui.

— Notre clocher est plus élevé que le vôtre, disait Marco. Oui, je t'affirme qu'il est plus élevé ! Il a cent mètres de plus !

— Tu me fais rire ! Le curé lui-même a dit que le plus élevé, c'est le nôtre !... Le nôtre a mille mètres de plus !

— Tais-toi, ou je te rosse !

— Essaie un peu !

Quelquefois, ils déposaient leurs livres à terre et s'empoignaient ; mais cela ne les empêchait pas de se réconcilier aussitôt après et de reprendre la discussion.

Tous les écoliers faisaient halte chez Bellus ; et, depuis que le froid était devenu intense, le gros homme allumait tous les jours un monceau de sciure, pour que ses petits cliens pussent se dégourdir et se réchauffer. Par la fenêtre de la cuisine aux murs sordides, on apercevait le paysage neigeux. Les enfans, presque tous pauvres, aux petites faces rouges de froid, étaient affublés d'une façon ridicule et pittoresque. Adone disparaissait dans un vaste manteau gris de son défunt oncle, et il avait sur la tête un bonnet fourré, de provenance inconnue. Quoique raccourci, ce manteau balayait le sol, de sorte qu'il avait toujours les bords ourlés de boue ; et, en outre, il était rapiécé, ce qui faisait dire à Marco qu'Adone, avec sa houppelande, ressemblait à une cabane dont on aurait fermé la porte et les fenêtres.

Cet hiver-là, beaucoup de gens furent malades. Tognina dut garder le lit plusieurs semaines, à cause de ses douleurs rhumatismales ; et Pirloccia lui-même, au retour d'un de ses voyages, fut atteint d'une bronchite. Aussi Adone était-il négligé plus que jamais. Tante Elena avait tant à faire ! Mais Carissima l'emmenait très souvent à l'écart, pour le charger de vendre les œufs, le blé et tout ce qu'elle pouvait dérober à la maison. Il s'acquittait volontiers de cette tâche, et, encouragé par l'exemple, il « s'arrangeait » aussi pour son propre compte. A défaut de mieux, il ramassait et vendait les chiffons, les os, les cendres, les bouteilles vides, pourvoyant ainsi à ses frais d'école et entretenant son petit magot. Puisque personne ne pensait à lui, il fallait bien qu'il avisât à se tirer d'affaire lui-même. C'était ce que disait son professeur : « Aide-toi, le ciel t'aidera. »

Et il commençait à s'*aider* dès le grand matin. Il se levait, ne trouvait rien à se mettre sous la dent ; alors il prenait un

peu de farine, un peu de beurre ou de saindoux, un peu d'eau froide, et il pétrissait un *chissolin* qu'il posait sur les charbons. Bientôt la petite fouace devenait rouge et noire, ou noire d'un côté, blanche et boursouflée de l'autre; et bientôt aussi elle avait disparu. Cuite ou crue, elle paraissait toujours excellente à l'écolier.

Et puis, en route par les chemins fangeux, où les sabots laissaient dans la boue blanchâtre, presque liquide, l'empreinte des pas accélérés par la hâte d'arriver au but. Sous sa houppelande, notre petit bonhomme marchait alertement, et les sabots ne pesaient guère à ses pieds faits pour la course. Il allait, allait. Souvent la gelée avait durci le chemin, le ciel profond était d'un bleu de cristal, toute la campagne était froide, transparente et lumineuse. Alors l'écolier se sentait léger et joyeux comme un oiseau. Il lui semblait qu'il avait sur le visage un masque de glace, et, à travers cette transparence cristalline, il voyait loin, très loin dans l'avenir, avait l'illusion de courir après son rêve de bonheur, de justice, de fortune. Oui, il fallait courir, traîner ses gros sabots, traîner son manteau rapiécé; il fallait rompre maintes portes de verre, se blesser, s'inonder de sang; mais, derrière la dernière porte, là-bas, dans le lointain, il y avait un monde merveilleux qui n'était plus glacé, qui n'était plus désolé comme la plaine neigeuse; et ce monde, c'était la vie.

VIII

Tante Elena s'avança sur le seuil de la porte, regarda le ciel grisâtre et dit :

— Pour la saint Benoît
L'hirondelle vient au toit;
Si elle n'est pas arrivée,
C'est qu'elle est morte ou blessée (1).

C'était le 21 mars, fête de saint Benoît, et les hirondelles n'avaient pas encore paru. L'hiver continuait, rigoureux, implacable, et l'aspect du ciel annonçait toujours de la neige.

A son tour, Pirloccia se montra sur la porte. Il était plus laid, plus décharné, plus noir que d'habitude, et il ressemblait à

(1) En dialecte : » Per san Benedett, — la rondanina la ven al tett; — e s'l'è mia 'gnida, — u ch'l'è morta u ch'l'è frida. »

un vrai diable. Il regarda aussi le ciel et toussa. De l'autre côté de la haie, à droite, la toux de l'allumettier lui répondit, — une petite toux lasse; — et, de l'autre côté de la haie, à gauche, lui répondit la toux rageuse et forte de Sison. Le bébé de Carissima se mit à tousser comme les autres. Tout le monde toussait. Juste à ce moment, Adone descendit dans le vestibule avec sa houppelande, son bonnet, ses sabots, prêt à partir pour l'école; et, lorsqu'il passa entre tante Elena et Pirloccia, il heurta un peu celui-ci.

— En voilà un qui se moque de l'hiver! grogna le nabot, considérant avec dépit l'écolier qui s'éloignait. Il n'est jamais malade et il ne se préoccupe de rien. Sa seule maladie est un excès d'appétit.

Adone continua son chemin sans répondre. Pirloccia toussa encore, cracha, vociféra :

— Attends seulement que la belle saison soit revenue, et tu iras garder les vaches au pré, fainéant !

Tognina, sur le conseil de son frère, qui désormais était le maître chez elle, avait acheté une paire de vaches. Adone admirait ces énormes bêtes; mais l'idée de les conduire au pâturage ne lui souriait pas du tout.

— Moi, je vais à l'école! riposta-t-il en se retournant. C'est vous qui les garderez.

— Ah! vraiment? Nous verrons bien!

— Nous verrons bien!

Le nabot continua de bougonner, et Adone s'en alla. Mais la tristesse et l'humiliation l'accablaient. Les persécutions de Pirloccia et de ses fils commençaient à le décourager, et il se demandait sans cesse le pourquoi de cette grande injustice. Que faisait-il de mal, pour être ainsi maltraité? Quel motif avait Pirloccia d'être si méchant? Tous les autres étaient bons, dans le village : l'allumettier était un véritable saint; le menuisier, le forgeron, le marchand de tabac étaient de bonnes gens; Sison même, quoiqu'il grommelât sans cesse, avait bon cœur et aimait beaucoup les siens; sa mère, à lui Adone, était parfaitement bonne, encore qu'elle fût une victime, une martyre de la pauvreté. Mais ce qui paraissait surtout monstrueux à l'enfant, c'était l'indifférence et la désaffection de sa tante. Pourquoi Tognina ne le traitait-elle pas comme elle traitait ses autres neveux? Pourquoi ne l'aimait-elle pas comme elle aimait les *choses* qui lui appar-

tenaient? Hélas! pour elle, Adone valait moins qu'une chaise, moins qu'une commode, moins qu'un pot de confitures!

Et ne pas pouvoir s'affranchir, ne pas pouvoir vivre avec sa maman et ses petits frères! Pourquoi sa mère était-elle si pauvre? Ah! certes, il aurait mieux aimé errer par le monde en demandant l'aumône, que d'aller manger le pain, déjà si maigre, de sa mère et de ses frères. Il se rappelait toujours qu'Ottavio et Reno l'avaient regardé avec envie, tandis qu'il mangeait la fouace, au retour de Viadana, la première fois qu'il était allé à l'école. Et voilà qu'aujourd'hui Pirloccia le menaçait de lui faire garder les vaches! Mais, si Pirloccia était homme à tenir parole, Adone, lui, était capable aussi de se révolter!

Se révolter? Et comment? C'était facile à dire; mais, entre dire et faire, il y a un abîme. Tout en marchant d'un pas rapide, l'enfant sentait sur ses petites épaules le poids de son destin, sentait dans son cœur le désespoir de sa faiblesse et de sa misère. Comment se débarrasser de tout cela? Son destin, de même que sa houppelande, était lourd, mais commode. S'en débarrasser tout de suite, c'était s'exposer à mourir de froid. Plus tard, heureusement, le froid passerait, le soleil réchaufferait le sol, ferait croître la bonne herbe qui tapisserait la digue et les rebords des sentiers; et alors Adone pourrait rejeter son vieux manteau, quitter ses sabots, et, comme l'oiseau qui s'évade de sa cage, s'élancer en plein ciel. Quel bonheur! A la seule idée de l'avenir, son cœur exultait; et bientôt la rencontre de Marco, la halte chez Bellus, la chaleur du feu, les châtaignes sèches achevaient de le rasséréner et de lui rendre sa gaîté.

Au surplus, la saison n'était pas si triste ni si dure que le prétendait ce Pirloccia à l'âme obtuse. Il faisait encore froid, sans doute; mais Adone, avec sa sensibilité exquise, pressentait déjà que l'hiver était fini. La terre avait des palpitations timides, comme un jeune cœur épris d'amour, et elle se couvrait d'une verte toison; çà et là, on respirait le parfum de quelques violettes, et, sur les arbres, les bourgeons rougeâtres commençaient à éclater. Le fleuve se gonflait, jaune et bleu, et le tic tac des moulins se faisait entendre de nouveau, comme s'ils se réveillaient d'un long sommeil.

A l'école, Adone faisait de rapides progrès. Son professeur l'aimait, causait volontiers avec lui; et, un jour, il lui donna un petit livre illustré qui, pendant longtemps, ravit l'écolier en

extase. C'était l'histoire de Robinson Crusoé. La fantaisie d'Adone n'avait jamais imaginé une aussi belle histoire. Pendant quelque temps, il ne pensa qu'à Robinson. Il lut et relut le petit livre, le sut bientôt par cœur, et il n'en continua pas moins de le relire. S'il voulait en lire seulement quelques pages, cela lui était impossible : il avait besoin de reprendre le livre depuis le commencement, d'en relire toutes les pages, l'une après l'autre, comme les petits enfans qui, sachant mot à mot une fable préférée, ne désirent pas moins l'entendre raconter encore tout entière. La nuit, il voyait en rêve Robinson; le jour, lorsqu'il passait sur la digue, il se rappelait cette après-midi où Pigoss l'avait abandonné dans l'île. « Pourquoi ne vivrais-je pas, comme Robinson, dans un lieu désert? se disait-il. Je me construirais une cabane, je me nourrirais de poissons et d'oiseaux. De cette façon-là, je serais tranquille toute ma vie. »

Un fâcheux incident lui redonna l'envie de fuir. C'était en avril, après Pâques, le dimanche avant la fête de Saint-Marc. Il était sous le hangar à écouter les bavardages de tante Elena et de Carissima, lorsque Pirloccia survint. Le nabot, habillé de neuf, portait un vêtement de drap très dur, un mauvais chapeau gris et une cravate bleue, aux bouts flottans. Il avait sans doute un peu bu : car, en entrant, il trébucha contre la marche de la porte et faillit choir. Sitôt qu'il fut entré, il regarda Adone et lui cria :

— Allons, debout, propre à rien!

— Qu'est-ce que vous me voulez?

— Debout, te dis-je! Mène paître les vaches.

L'enfant eut le cœur serré, mais il ne bougea pas.

— Eh bien! à qui est-ce que je parle? Au mur, peut-être? Non, feignant, c'est à toi!... Il faut que ça finisse! Tu es grand et gros, tu manges pour trois. Vite, debout!

— Je ne veux pas y aller, murmura Adone. D'ailleurs, c'est aujourd'hui dimanche...

— Oui, intervint Tognina, timidement. Il pourrait commencer demain...

— C'est ça, demain, demain! L'entendez-vous, la sotte? Tu l'élèves bien, ton vilain merle! Laisse-le grandir encore, et tu verras comme il te crèvera les yeux!... C'est aujourd'hui qu'il commencera, aujourd'hui même! Debout, feignant, ou je te

tire les oreilles!... Il faut que ça finisse, te dis-je, et je vais m'occuper de toi tout de bon. Allons, décampe, et plus vite que ça!... Je t'enverrai aussi ramasser le fumier!

Il empoigna Adone par le bras, le mit debout, le poussa dehors. Adone regardait désespérément sa tante; mais celle-ci, devenue plus pâle que d'habitude, détournait les yeux et ne disait plus rien.

Pirloccia, toujours poussant, conduisit Adone à l'écurie, qui donnait sur la basse-cour, derrière la maison. Les deux grandes vaches rousses tournèrent lentement la tête. Bousculé par le nabot, Adone alla se heurter contre le flanc de l'une d'elles. La bête tressaillit; elle était plus grande que lui, énorme, chaude et ruminante. Il eut peur du monstrueux animal, éprouva une haine furibonde contre les deux vaches : il aurait voulu les tuer. Pirloccia les détacha et mit dans la main de l'enfant l'extrémité de leurs longes.

Adone ne parlait pas, ne pleurait pas ; mais son visage, d'ordinaire si rose, était devenu verdâtre. Il laissa tomber les longes. Pirloccia, hurlant, lui asséna une, deux, vingt taloches. Alors le garçonnet vit rouge; une chaleur lui monta à la tête, un grondement sourd bourdonna dans ses oreilles; il éprouva une féroce envie de mordre, de déchirer quelque chose avec ses petites dents; et, comme un chat enragé, il s'élança contre son ennemi, le happa au poignet. Le sang jaillit et mouilla les lèvres de l'enfant qui en perçut la saveur un peu aigre.

Lorsque Adone revint au sentiment de la réalité, il vit que son bourreau, dont la face brune était congestionnée par la douleur et par la colère, grimaçait d'un rire diabolique. Il comprit aussitôt qu'il était perdu, s'il ne prenait pas la fuite, et, sans savoir comment, il réussit à s'échapper de l'étable, à sortir de la basse-cour et à gagner la campagne. Il courait, volait, poursuivi un instant par le nabot, qui ne tarda pas à manquer d'haleine; mais l'enfant croyait toujours entendre derrière lui la voix sinistre. Enfin il s'arrêta, essoufflé; il regarda autour de lui, ne vit personne; et alors il se laissa tomber par terre, pris d'un accès de désespoir.

Peu à peu, il se calma; puis il se releva, se mit à errer dans les champs. Que faire? S'il rentrait à la maison, Pirloccia ne manquerait pas de l'assommer. Mais il ne voulait pas non plus aller chez sa mère : car il sentait bien qu'il avait eu tort, et il

craignait d'affliger cette pauvre maman. Il rôda autour du village, s'arrêtant et frissonnant chaque fois qu'il entendait un bruit de pas. La propriété de Tognina était close de fossés larges et profonds, de talus herbeux, et il en connaissait tous les arbres. Celui-ci, grand et robuste, c'était le cerisier dont les feuilles délicates et luisantes s'allumaient de reflets roses, au coucher du soleil; celui-là, c'était le prunier; cet autre, c'était le noyer gigantesque. Au bout de l'allée centrale qui aboutissait à la route, il y avait deux peupliers très hauts qui montaient la garde, et le soleil s'abaissait derrière eux, dans un ciel d'un azur tendre et suave.

Adone pensait aux autres enfans de son âge qui, en ce moment, allaient à la promenade ou à l'église, et qui étaient l'orgueil de leur famille. Mais lui, seul, désespéré, il était obligé de se cacher comme s'il avait commis un crime! Et il se souvenait des beaux jours de fête, alors que vivait son oncle Giovanni, et qu'il l'accompagnait à l'église, et que chacun s'arrêtait pour les saluer et pour leur sourire!

A force d'errer de tous côtés, il franchit la route, sauta un talus, se trouva dans un autre champ, puis dans un autre, puis sur le chemin qui conduisait chez sa mère. Quelque chose de mystérieux l'attirait là-bas. « Eh bien, oui, j'irai! Mais je ne lui raconterai pas ce que j'ai fait. »

Il y alla, et il eut la surprise de ne pas voir sa mère sur la marche de la porte. Ottavio, qui était devenu un galopin ventru, rouge et sale, jouait près du puits avec un petit rossignol mort, dont il déployait les ailes et qu'il prétendait faire voler.

— Qui te l'a donné? demanda Adone, plein de compassion pour l'oiselet.

— Je l'ai trouvé moi-même! répondit le mioche. Il a bobo, regarde, là, sous l'aile. Checcho (1) aussi a bobo dans le cou.

Checcho, c'était l'aîné des frères; il n'avait que quinze ans, mais il était déjà ouvrier maçon, et, par son travail, il venait en aide à sa pauvre mère. Adone, anxieux, se précipita dans la maisonnette, monta l'escalier de bois, vit le malade étendu sur le lit, avec un bandage au cou.

— Il a un abcès derrière l'oreille, dit la mère.

Adone s'épouvanta. Il ne savait pas encore distinguer les

(1) Diminutif de Francesco.

maladies graves et les maladies légères, et la mort subite de son oncle lui avait laissé une instinctive terreur des maux physiques. Oui, oui, Francesco pouvait mourir d'un moment à l'autre, comme était mort l'oncle Giovanni!

Il demeura quelques instans dans la chambre; puis il redescendit, s'assit sur le bord du puits et recommença à pleurer. Ottavio, croyant qu'il pleurait à cause de l'oiseau mort, le regarda fixement et se mit à pleurer aussi. La mère, les entendant pleurer, accourut près d'eux, voulut savoir ce qu'ils avaient. Et Adone ne put résister davantage; il se jeta à son cou comme un petit enfant, et, toujours pleurant, il lui raconta son aventure.

Naturellement la mère lui donna tort; mais elle n'en promit pas moins de le reconduire elle-même chez sa tante et de demander pardon pour lui. D'abord, il se révolta : « Non, non, il ne voulait pas demander pardon! » Mais sa mère lui dit d'une voix triste :

— Mon cher petit homme, il faut avoir de la patience. Même quand on n'est pas en faute, on est souvent obligé de demander pardon. Les pauvres doivent se soumettre... Ne me fais pas de chagrin... Vois comme ton frère est malade!

Parce que son frère était malade et parce que sa maman souffrait, il céda. Il revint donc à la maison, cramponné aux jupes maternelles et se faisant de sa mère un rempart contre tous les dangers possibles.

Pirloccia n'était pas là. Tognina accueillit l'enfant et la mère avec son habituelle indifférence de personne mal portante, qui ne pense qu'à ses propres maux. Mais tante Elena hocha la tête, allongea les lèvres, marmotta :

— Cette fois-ci, la sottise a été trop grosse! Que va-t-il arriver, mon Dieu? Que va-t-il arriver?

Tognina dit à Adone de manger et d'aller se coucher tout de suite. Il obéit; mais il fut longtemps avant de fermer les yeux. Dans son grenier, où l'on avait transporté quantité d'objets hors d'usage, qui encombraient autrefois la chambre basse occupée maintenant tout entière par les balais de Pirloccia, il faisait froid, ça sentait mauvais, la lune jetait une clarté blafarde et les souris jouaient follement à la course. Adone avait fini par aimer ces petites bêtes; mais, cette nuit-là, les souris l'agaçaient : il lui semblait qu'elles se poursuivaient comme Pirloccia l'avait poursuivi, après la scène de l'étable.

Enfin il s'endormit, et il rêva aussitôt d'une île toute verte, bordée de peupliers; mais c'était une île où, comme dans les champs de Tognina, il y avait des emblaves, et où les petites troches du blé pullulaient autour d'un cerisier fleuri. Tout à coup, Robinson apparaissait derrière une haie, vêtu de peaux, souriant, conduisant deux vaches au pâturage. Et puis, le rêve changeait soudain, devenait horrible... Mais non, hélas! ce n'était plus un rêve : Pirloccia en personne était là, qui avait surpris Adone dans son sommeil et qui le rouait de coups!

— Attrape, attrape! Ici tu ne peux pas te sauver, maudit garnement! Attrape! Attrape encore! Ça t'apprendra!... Puisses-tu t'en aller au diable!

Et les bourrades, les soufflets, les coups de poing pleuvaient sur le pauvre petit, tandis que la voix méchante du nabot résonnait dans le silence du grenier blanc de lune. On n'entendait plus les souris : elles avaient eu peur de ce vilain homme.

Quand Pirloccia partit, fatigué de frapper sa victime, Adone se tordit encore quelques instans sur sa couche, comme si l'autre continuait à le battre. Puis il s'assit et se mit à hurler, et il lui sembla que son hurlement de protestation se répandait par tout le monde. Mais personne, hélas! ne l'entendit, personne ne vint; et il fut seul à avoir pitié de lui-même.

Il se recoucha, se pelotonna dans son lit, cessa de pleurer; et, au lieu de penser à sa mère ou à quelque autre parent qui aurait pu le défendre, il pensa au fils de Luigion. « Cette fois-ci, se dit-il, je me sauve! Je vais à Milan, je vais chez Davide. Je connais la route... Oui, oui, je vais chez Davide : rue Sainte-Radegonde, nº 33. J'y vais... »

Il se leva avec précaution, s'habilla, fouilla dans la corbeille aux trésors. Le voyage de Casalino à Milan lui semblait aussi facile que le voyage de Casalino à Viadana.

IX

Lorsqu'il traversa Casalmaggiore, le jour commençait à poindre. La clarté de la lune, déjà basse à l'horizon, se confondait avec les lueurs bleuâtres de l'aube, et un léger voile de brouillard flottait sur la ville endormie. Adone croyait avoir déjà fait une bonne partie du trajet, et, malgré le chagrin d'avoir abandonné son pays natal sans dire adieu à sa mère et à son

frere malade, il se sentait vif comme un oiseau. D'ailleurs, il ne se pressait pas : il était sûr que Pirloccia et sa tante n'enverraient personne à sa poursuite. « Hier soir, Pirloccia m'a dit de m'en aller au diable. Eh bien! je m'en vais. Dès que je serai là-bas, j'écrirai à maman. »

Bientôt, en dépit de ses préoccupations et de la lassitude qu'il commençait à ressentir après cette nuit sans sommeil et cette grêle de coups, il eut faim. Mais, cette fois, il ne serait pas pris au dépourvu : il avait dans son balluchon, outre les sous de son trésor, quelques tranches de polenta, du beurre, du fromage, des œufs. Il s'assit sur un tas de sable et défit le balluchon. Le soleil se levait à l'extrémité de la route qui, en cet endroit, était bordée de grands arbres. Les jeunes feuilles et l'herbe tendre, saupoudrées de rosée, scintillaient comme une végétation de diamans; les oiseaux chantaient, encore un peu engourdis par la fraîcheur nocturne

Adone pensait à Robinson, et, tout en mangeant sa polenta froide, il trouvait quelque ressemblance entre lui-même et son héros favori. Mais une bicyclette passa, rapide, scintillante, et il comprit que la comparaison était absurde. Toutefois, il avait besoin de penser à Robinson, pour penser à quelque chose de beau et d'extraordinaire, qui le distrairait de ses réflexions pénibles. Le souvenir de l'épouvantable scène de la nuit précédente le faisait frissonner.

Il se remit en marche en se disant : « Cette nuit, je dormirai à la belle étoile et j'allumerai du feu dans un coin, sous un arbre. J'ai des allumettes. C'est alors que je pourrai vraiment me comparer à Robinson. »

Il cheminait, cheminait, sur la route belle et droite qui, courant à travers les champs d'un vert tendre, semblait aboutir à l'azur lumineux du ciel. Midi approchait, et cette heure-là le faisait toujours penser à une table bien servie et à un joli plat de nouilles fumantes. Mais, comme il lui fallait économiser ses provisions, il se contenta de s'étendre à l'ombre d'une haie, sur le bord de la route, et il se mit à sommeiller et à rêver. Dans son rêve, il était couché au bord d'une prairie, sur la route de Casalino, et, tout à coup, une ombre s'allongeait sur l'herbe, un homme s'approchait : c'était son oncle. « Debout, *sgambirlo*, debout! Allons déjeuner! Toguina nous attend. » Et l'oncle le

touchait légèrement avec le bout de son bâton. Alors il se relevait, effrayé, mais heureux. Eh quoi? son oncle n'était donc pas mort? « Mais non, petit nigaud! Je faisais semblant. Je reviens d'un voyage dans l'autre monde. C'est très facile d'y aller, tu sais. Ne te rappelles-tu pas ce que l'instituteur raconte d'un poète qui s'appelait Dante Alighieri? Allons, debout, debout! »

Tout en rêvant, Adone se rendait compte que son rêve était absurde. Non, les morts ne reviennent pas, il le savait fort bien; non, il n'avait plus d'oncle, il n'avait plus de logis. Ah! mieux valait penser à Robinson, ou encore s'imaginer qu'il rencontrait une petite vieille au dos voûté, appuyée sur deux cannes. La petite vieille s'avançait, regardant par terre, semblant chercher un objet perdu. « Que cherchez-vous, ma petite vieille? » Elle ne pouvait pas relever la tête; mais elle tournait vers lui des yeux clairs, des yeux d'enfant. « Rien, rien, mon mignon. Mais j'ai grand'faim. » Alors il lui offrait le reste de sa pitance. Et soudain la petite vieille souriait, se redressait, devenait une belle dame qui possédait une villa magnifique, là, derrière les arbres. « Viens, mon petit; tu es bon, et je te garderai avec moi. Justement j'étais en quête d'un enfant qui eût bon cœur. »

Dans le profond silence de la campagne et de la route toute jaune et noire de soleil et d'ombre, une voix aiguë résonna. Adone ouvrit les paupières, et, au lieu de la petite vieille, il aperçut une fillette d'une dizaine d'années, aux gros pieds nus, aux jambes brunies, mal cachées par les lambeaux d'une robe rouge à pois noirs, trop courte.

— Arrêtons-nous ici! suppliait la fillette.

— Non; plus loin, plus loin! répondait une voix de femme, lasse et haletante.

— Oh! maman! Ici, il y a de l'ombre! J'ai si chaud! J'ai si faim! Je veux manger, je veux boire!

— Pour ton déjeuner, je te donnerai le fouet!

Adone éclata de rire. La fillette se retourna, fixa sur lui ses petits yeux luisans et méchans. Il remarqua qu'elle ressemblait beaucoup à sa sœur Éva, qu'elle avait la même face ronde comme une pomme, au milieu d'un nuage de cheveux dorés; et cette remarque fit qu'il cessa de rire. Cependant, une femme très maigre, vêtue de deuil, coiffée d'un foulard jaune, s'avançait en poussant une voiture à bras couverte d'une bâche en toile grise. Le long des ridelles pendillait une guirlande de corbeilles

d'osier; il y avait dans la voiture deux gros paquets, divers ustensiles de cuisine; et une manne se balançait entre les roues, au ras du sol. Il était incroyable qu'une femme si maigre et si blême fût capable de pousser une telle charge. Elle paraissait malade, et, lorsqu'elle arrêta sa voiture, après l'avoir rapprochée de la haie, elle respira profondément, comme quelqu'un dont la respiration a été longtemps gênée.

— J'ai faim, j'ai soif! répétait la fillette en fouillant dans la voiture.

La femme lui donna une gifle.

— Patience, mon Dieu! Laisse-moi respirer.

Et elle se courba pour regarder dans la manne, y introduisit la main. Ensuite elle retira de la voiture un petit paquet et se dirigea vers la haie. Alors elle vit Adone et elle lui demanda aussitôt :

— Y a-t-il encore loin, d'ici à Casale?

— Eh eh!... fit-il, en étendant le bras comme pour dire : « Il y a encore un bon bout de chemin. »

— Mon Dieu, mon Dieu! gémit la femme, en s'asseyant à côté de lui.

La fillette se jeta sur la femme, allongea les mains vers le paquet. Visiblement elle mourait de faim, et pendant quelques minutes, elle ne s'occupa que du morceau de pain reçu de la femme. Enfin celle-ci se prépara elle-même à manger; mais elle offrit d'abord à Adone le paquet de ses provisions.

— Veux-tu manger avec nous?

Il rougit et les larmes lui vinrent aux yeux, tant cette invitation le toucha. Elle était affamée, la malheureuse, et néanmoins elle pensait aux autres! Il répondit, en touchant du doigt son propre balluchon :

— Merci. J'ai là ce qu'il me faut, et j'ai mangé tout à l'heure.

La fillette dressa l'oreille.

— Qu'est-ce que tu as? demanda-t-elle en se penchant vers lui.

Quoique cette effronterie ne plût guère à Adone, il dénoua son balluchon, exhiba ce qu'il avait.

— Oh! des œufs!... Oh! du fromage!... Oh! du beurre! s'écria la fillette, les yeux brillans de convoitise. Donne-m'en!

— Comme tu es mal élevée! dit la femme en écartant la fillette.

Après quoi, la femme engagea la conversation avec Adone comme avec une grande personne.

— Oui, dit-elle en refaisant son paquet, je suis de la province de Crémone. Mon mari était de Casale ; il était tailleur de pierres, et il est mort cet hiver, en Prusse. Cette petite était sa fille d'un premier lit. Voilà l'héritage qu'il m'a laissé. Ah ! si seulement Caterina était sage ! Mais elle est méchante comme un diablotin.

— Oh ! non, maman, non, maman ! je ne serai plus méchante ! protesta la fillette en donnant à la femme un gros baiser.

Et elle était si jolie, si câline, que l'autre la considéra avec un sourire d'adoration.

La veuve reprit le récit de sa douloureuse histoire. Elle fabriquait des paniers pendant l'hiver, et elle les vendait pendant la belle saison. Elle avait accompagné son mari jusqu'en Allemagne et en Hongrie. Mais, depuis que le mari était mort, elle était tombée malade, et elle n'avait plus la force de pousser sa carriole. Elle avait encore à Casale des parens de son mari, entre autres un teinturier très riche, et une vieille femme, Barberina Bignami, surnommée la *Suppèi*.

— Je les connais ! s'écria Adone. Ce sont des amis à moi ! Marco Bignami est mon camarade d'école : il a toujours des bas neufs.

Cette particularité intéressante frappa la veuve.

— C'est donc vrai, qu'ils sont riches ?

— Je le crois bien ! Ils ont une salle toute pleine d'étoffes imprimées. C'est lui, le teinturier, qui invente les dessins... J'en ai vu une très belle, verte avec une quantité de petit pois noirs, comme ceux-ci.

Et il indiqua la robe de Caterina. La fillette, agenouillée sur l'herbe, écoutait, bouche béante. Lorsqu'elle apprit que son parent le teinturier avait une étoffe verte à pois noirs, elle en éprouva une joie si vive qu'elle se releva d'un bond et fit une cabriole. Peut-être espérait-elle que le teinturier lui ferait cadeau d'une robe. Mais, en attendant, celle qu'elle portait s'écarta, et, dans le saut, laissa voir deux genoux anguleux et sales. Adone les aperçut et rougit : cette fillette, sans qu'il sût pourquoi, lui plaisait et le dégoûtait. Elle ne ressemblait à aucune des autres fillettes qu'il avait connues jusqu'alors.

Pendant plus d'une heure, la veuve, la fillette et Adone res-

tèrent ensemble sur le bord de la route, à l'ombre de la haie. Il fit quelques allusions à ses propres affaires, mais il ne raconta pas qu'il s'était sauvé de chez lui. Du reste, la femme ne lui adressa aucune question; elle souffrait, bâillait, toussait, semblait n'avoir plus la force de bouger. Au contraire Caterina riait et bavardait, parfaitement insouciante du passé, indifférente à l'avenir. Adone se laissait gagner par cette allégresse d'oiseau repu, et il devenait insouciant, lui aussi, comme aux jours où il avait été le plus heureux. Il se mit à jouer avec Caterina; et, tant que la marchande de paniers et la fillette demeurèrent en sa compagnie, il ne pensa plus à continuer son voyage.

Il s'approcha de la carriole, toucha les paniers; il se pencha, regarda dans la manne, vit qu'il y avait sur une couche d'herbe deux poussins de quelques jours à peine, pareils à deux cocons de soie, l'un tout jaune, avec de petits yeux très noirs, et l'autre tout noir, avec le bec jaune.

— Mon Dieu, mon Dieu, comme ils sont jolis! dit-il avec tendresse.

Et il sourit aux poussins, tendit la main pour les caresser. Mais Caterina, brusquement devenue sauvage, le repoussa en arrière.

— Ils sont à moi! s'écria-t-elle, menaçante. Je te défends de les prendre!

— Qui pense à te les prendre?

— Ils sont à moi! Je les ai volés moi-même!

— Bravo! applaudit Adone.

— Je te défends d'y toucher! Laisse-les tranquilles! Ils sont à moi!

Sur ces entrefaites, la veuve se leva et dit :

— Allons, ma fille, il faut repartir!

Et, saisissant les limons de la carriole avec ses grosses mains où semblait s'être ramassée toute l'énergie de son corps chétif, elle poursuivit sa route.

Adone, lui aussi, poursuivit la sienne en sens contraire.

Comme il commençait à distinguer dans le lointain les maisons de San Giovanni, il entendit derrière lui le roulement d'un cabriolet. Il se retourna et vit que le cabriolet était conduit par Pirloccia. L'apparition du diable en personne ne l'aurait pas

effrayé davantage. Il bondit hors de la route, s'élança à travers champs. Mais Pirloccia lui criait :

— Arrête-toi, Adone, arrête-toi!... Écoute, écoute!... Ton frère se meurt!... C'est ta mère qui m'envoie pour te supplier de revenir!

L'enfant s'arrêta net, frappé de ces paroles et surtout du ton affable de Pirloccia: celui-ci paraissait un autre homme. Adone tremblait de peur; mais, dans le fond, il était flatté de l'importance que lui attribuait le nabot en se mettant à sa poursuite; et, avec la finesse de l'instinct, il devinait que son bourreau avait quelque forte raison pour ne pas le laisser partir. En outre, il songeait à sa pauvre maman qui devait être au désespoir.

Pirloccia, sans descendre de voiture, continuait à prier Adone « d'être gentil. »

— Viens donc! Je ne te mangerai pas! répétait-il en agitant les mains. Je te promets que je ne te ferai aucun mal... Viens, viens! Fais-nous ce plaisir, mon cher petit!

Adone se rapprocha peu à peu de la route; puis, subitement, il grimpa dans le cabriolet. Cet acte de confiance attendrit davantage encore le nabot qui, tout en fouettant son cheval, se mit à causer.

— Puisque nous sommes sur le chemin, dit-il, poussons jusqu'à San Giovanni : j'ai à y régler une petite affaire. Tu veilleras sur le cheval... Ta maman se désole parce que Francesco a un furoncle malin, et c'est elle qui est venue me demander de courir après toi... Quelqu'un lui a dit qu'il t'avait vu sur cette route...

Adone écoutait, ému et défiant. Cependant le cabriolet avançait toujours. Comme on était bien dans cette voiture! Après avoir tant marché à pied, quel plaisir de se faire traîner par ce petit cheval robuste! La campagne, vue de là-haut, était plus belle, plus ensoleillée, l'horizon se découvrait plus large; et tout cela contribuait à calmer l'enfant, quoiqu'il pensât encore avec tristesse à son frère si malade et à sa pauvre mère si affligée. Il avait envie de parler, de dire sa rencontre avec la marchande de paniers, de demander à Pirloccia s'il avait vu la femme et la fillette; mais il lui répugnait d'adresser la parole à ce terrible nabot, qui désormais incarnait pour lui la trahison et le mensonge.

Pirloccia s'attarda à San Giovanni jusqu'à la nuit tombante,

et Adone, resté dans la voiture, s'ennuya beaucoup, pensant toujours à sa mère affligée, à son frère malade, et s'étonnant que Pirloccia ne se pressât pas davantage de rentrer à Casalino. Lorsque le nabot reparut, Adone était pâle, avait les yeux cernés. Au bout de quelques minutes, Pirloccia, qui l'entendait soupirer en silence, lui dit avec une insolite douceur :

— Ta mère prétend que Franceschino va très mal, mais ce n'est pas vrai. Il a un furoncle ; mais on ne meurt pas d'un furoncle, que diable !... Hop, hop, Rondinello ! Il se fait tard ! Allonge le pas !

Rondinello, le petit cheval, trottait bien. Le soleil s'était couché ; le ciel rougissait et se violaçait à l'horizon ; les arbres, les cultures, l'eau des ruisseaux, toute la campagne se teignait en rose, et l'herbe fraîche exhalait une senteur de plus en plus pénétrante. Adone se disait que Pirloccia l'avait trompé encore une fois en lui faisant croire que Francesco était mourant : cet homme-là était né pour mentir ! Mais d'ailleurs il ne regrettait pas de revenir en arrière : il était si fatigué qu'il lui semblait que des années s'étaient écoulées depuis la scène de la nuit précédente. Et il bâillait de faim, de tristesse, de lassitude, les yeux tristes comme ceux d'un homme qui n'est pas heureux.

La pleine lune montait au bout de la route, jaune d'or sur l'horizon couleur lilas ; elle montait, montait, dépassait la ligne des arbres immobiles, s'avançait dans les voies silencieuses du ciel. L'enfant bâillait, fermait les yeux, serrait sous son bras le balluchon où un œuf s'était cassé et avait taché de jaune la serviette qui enveloppait le paquet. Le sommeil accablait Adone ; mais il avait peur de s'endormir près de Pirloccia. Et il rouvrait les yeux avec peine, voyait la lune qui, de plus en plus claire, de plus en plus petite, continuait à s'avancer dans le ciel.

Le lendemain, lorsqu'il revit sa mère, elle pleura, le supplia de ne plus être méchant, de ne plus faire de pareilles escapades, de ne plus lui causer de chagrin.

— Tu es grand, à présent ; tu n'es plus un bambin, mon cher petit homme. Tu devrais avoir honte de tes sottises... Se sauver, c'est aisé à dire ; mais ensuite, où irais-tu ?... Chez Davide ? Ne sais-tu pas que Davide est aussi pauvre que nous ?... Allons, n'y pensons plus : ce sont des enfantillages dignes d'un bébé de cinq ans.

Adone hochait la tête. Non, non, ce n'étaient pas des enfantillages! Et pourtant il était bien obligé de reconnaître que, dans une certaine mesure, sa mère avait raison. Il courba donc la tête et il se résigna encore une fois.

Sa mère tâcha en outre de lui persuader qu'il fallait se rendre utile, quand on vivait aux crochets des autres. Quel inconvénient y aurait-il, par exemple, à faire paître les vaches? Est-ce que cela l'empêcherait d'étudier ses leçons?

Il conduisit donc les vaches à la pâture. Lorsqu'il rentrait de l'école, il ne pouvait plus aller flâner chez l'allumettier ou chez le cordier, ni courir les champs : il devait conduire sur la digue ou dans les douves ces deux bêtes énormes, qui lui faisaient peur. Et, si quelqu'un de sa connaissance l'apercevait avec elles, il rougissait : car il se considérait déjà comme un étudiant en train de devenir un professeur, et il craignait que, plus tard, ses élèves ne lui reprochassent d'avoir été vacher.

Le soir, au retour de la pâture, Pirloccia exigeait aussi qu'Adone portât le lait chez le fromager. La fromagerie était située à l'autre bout de Casalino, du côté de Casale; et Adone avait à traverser tout le pays avec son seau de lait, ce qui lui paraissait aussi humiliant que pénible.

Avec le temps, il devint l'ami de Pino, fils aîné du fromager, et il s'intéressa à la fabrication du parmesan. Le père, grand et blond, à la face un peu replète, au menton rond, à la barbiche d'un gris jaunâtre, agitait le lait en faisant osciller avec lenteur l'énorme chaudière pendue au-dessus du fourneau creusé dans le carrelage; et son fils, beau garçon au teint rose et aux dents blanches, vêtu d'un tricot noir qui dessinait les formes de sa poitrine et le sillon de ses épaules, pressait dans les moules de bois le fromage doré, battait le beurre, jetait des fagots dans l'âtre. Ce garçon chantait toujours, était gai et serein comme un jeune dieu; et Adone éprouvait pour lui une admiration singulière.

Quelquefois Pino priait Adone de présenter ses complimens à Andromaca, et il ajoutait aux complimens de bizarres messages :

— Tu lui diras qu'à huit heures précises la lune se lèvera sur la grille du château Dargenti.

Ou bien :

— A huit heures précises, la belle Française se promènera le long du ruisseau.

Adone comprenait parfaitement ce langage ; et, un soir, au lieu de la belle Française, il vit Pino et Andromaca se promener le long du ruisseau, enlacés par la taille. Il ressentait pour cette fille une sorte d'amour, et néanmoins il se chargeait des messages de Pino avec un plaisir mêlé de curiosité et de jalousie. Déjà il était déniaisé, et ses camarades d'école se chargeaient de l'instruire, au jour le jour, sur ce qu'il pouvait ignorer encore. Pour cette matière-là, aucun d'eux n'était en retard.

Le 25 avril, à l'occasion de la Saint-Marc, Adone alla voir son ami Marco, dont on célébrait la fête, et il passa toute l'après-midi à Casale.

Les deux amis firent d'abord un joli goûter; puis ils visitèrent le laboratoire, où le teinturier préparait ces étoffes dont les couleurs excitaient l'admiration d'Adone; enfin ils allèrent se promener dans les champs.

Il y avait devant la maison de Marco une ruelle humide et solitaire, au bout de laquelle s'élevait une maisonnette de briques rouges qui n'avait qu'un rez-de-chaussée et un étage, et dont la porte s'ouvrait du côté opposé à la ruelle. En face de cette maisonnette était une *maestà*, c'est-à-dire une chapelle close par une grille de fer et à l'intérieur de laquelle, sur un autel fleuri, un saint Michel d'aspect terrible foulait aux pieds un dragon verdâtre. Or Adone eut la surprise de voir, assise sur un tronc d'arbre, près de cette chapelle, la fillette à la robe rouge semée de pois noirs; mais la robe avait été lavée, avait été garnie d'une bordure de deuil; les cheveux blonds, réunis en deux tresses, paraissaient avoir été lavés aussi ; et les gros pieds s'enfonçaient à moitié dans de vieilles galoches. Il rougit du plaisir de la revoir, et aussi de la crainte que Marco ne connût quelque chose de son aventure. Mais Marco passa tout droit, et Adone n'osa pas adresser la parole à la fillette.

— Elle est ta parente ? demanda-t-il à Marco, un peu plus loin.

— Mais non ! répondit Marco avec mépris. C'est une gueuse, une bohémienne.

— Une bohémienne ? Tu es fou !

— Oui, une bohémienne ! Je te dis que oui !... Elle est arrivée l'autre jour avec une femme malade. Elles se sont d'abord présentées chez nous. Ensuite elles sont allées chez tante Barbe-

rina, qui demeure dans la maisonnette rouge, et celle-ci les a recueillies chez elle... Tante Barberina est un peu toquée, tu sais!

— Un peu toquée? Pas possible!

— Oui, un peu toquée! Elle ressemble à un homme; elle porte un chapeau de feutre et une canne; elle fume la pipe et elle a une voix terrible. Mais elle sait de belles histoires.

— Ah! dit Adone, songeur. C'est donc cette vieille femme qui marche avec un bâton? Je la connais. Est-ce qu'elle est riche?

— Peuh! fit Marco. Tu demandes si la *Suppèi* est riche? Elle n'a pas le sou! Dans sa jeunesse, elle vendait des galoches. Mais elle a en Amérique un fils qui, de temps à autre, lui envoie un peu d'argent.

Lorsqu'ils repassèrent, la fillette n'était plus là. Adone regarda curieusement dans la maisonnette par une fenêtre ouverte, entrevit une petite chambre au milieu de laquelle il y avait une table de noyer et, sur la table, une lampe à pétrole avec quelques bibelots de verre et de marbre. Contre la muraille, au-dessus de la cheminée, s'étalait le portrait de Mazzini, entouré d'un cordon de photographies blafardes; et, dans le demi-jour de cette pièce humide, cette figure d'homme maigre et farouche, ces photographies livides et cadavériques faisaient penser à une assemblée de morts. Par une porte entre-bâillée arrivait un chant religieux, d'une tristesse funèbre, chanté par deux voix, l'une forte et masculine, l'autre lasse et voilée. Ce devaient être les voix de la marchande ambulante et de la vieille *Suppèi*.

— Pourquoi t'arrêtes-tu? cria Marco, en tirant son camarade par le pan de la jaquette. Viens!

— Je voudrais entrer, proposa Adone. La porte est de l'autre côté de la maison?

— Oh! moi, je n'entre pas, déclara Marco à voix basse. Maman me l'a défendu, parce que cette femme a un mal qui se gagne.

Adone n'insista point. Il fit seulement réflexion qu'il avait été plus d'une heure en compagnie de la marchande et qu'elle ne lui avait pas communiqué son mal.

Un autre jour, il rencontra chez Marco cette fameuse tante Barberina, à laquelle il pensait souvent. Le fait est qu'elle avait un visage d'homme, avec un gros nez rouge et une paire de

petits yeux bleus très vifs, qu'elle portait un chapeau de feutre grisâtre et qu'elle s'appuyait sur un bâton attaché autour de son poignet par une courroie de cuir. Elle semblait fort en colère, parlait d'une voix forte et rauque; et, tout en frappant avec son bâton sur le seuil de la porte, elle déblatérait contre les parens impitoyables qui refusaient de venir en aide à la marchande de paniers.

— Il n'y a que les pauvres qui comprennent la misère et la détresse du prochain! disait-elle. Ceux qui ont de quoi ne pensent qu'à eux-mêmes, à leur cher ventre!

Adone, frappé de ces paroles, se rappela Tognina et ses chaises. Néanmoins, comme Marco riait, — et, en effet, lorsque la tante Barberina entrait en rage, elle était assez ridicule, — il se mit à rire aussi. Sur quoi, la vieille les menaça de son bâton.

La mère de Marco, belle femme rubiconde, grasse et calme, répondit à la *Suppèi* que la marchande de paniers pouvait très bien continuer à travailler de son métier. Au surplus, Caterina était trop mal apprise : un vrai diable, et, qui pis est, une petite voleuse!

— Mais je l'enverrai à l'école! vociférait la vieille en se frappant le front avec la pomme de sa canne. Elle a de l'esprit, cette petite! Elle apprend tout à la minute. Elle vaut mieux que certains garçons qui ont l'air d'être bien élevés!

— Parfaitement, parfaitement! repartit la rubiconde Mme Bignani, piquée de l'allusion faite à Marco. Envoyez-la donc à l'école. Mais, s'il lui arrive encore de toucher à mes œufs, je me charge de lui donner de l'instruction et de la mémoire en la corrigeant comme elle le mérite!

X

Il se produisit à cette époque un fait extraordinaire : — extraordinaire, non seulement pour Adone, mais pour tous les habitans de Casalino. La vieille marquise Pigozzi se décida à venir passer l'été et l'automne dans son château restauré.

A peine sut-on qu'elle viendrait, les discussions et les commentaires marchèrent bon train. Il y avait beaucoup de gens à qui le nom de la marquise ne plaisait pas.

— Quel vilain nom! Mme la marquise Pigozzi!... Est-ce qu'elle serait parente de Pigoss?

Et tout le monde s'amusait à turlupiner le vieux passeur qui, lorsqu'on l'appelait « marquis Pigoss, » se contentait de sourire, comme s'il était fier de son nouveau titre.

Cependant on avait mis des rideaux aux fenêtres; Jusfin avait planté des dahlias et des tournesols dans le jardin anglais; sur les balustrades du perron resplendissaient deux grands vases d'émail bleu, où s'étalaient superbement des arbustes à fleurs rouges. Les femmes et les vieillards s'arrêtaient devant la grille pour regarder tout cela, et Adone, passant et repassant près d'eux, écoutait avec curiosité leurs réflexions. Carissima, elle, attendait avec impatience l'arrivée de la nouvelle propriétaire : elle s'était recommandée à Jusfin pour avoir du travail au château, et elle espérait s'entendre aussi avec le cuisinier pour les petits larcins qu'elle commettait chez Tognina. Quant à Luigion, il ne s'intéressait guère à cet événement; sa santé l'inquiétait : malgré la chaleur, il toussait beaucoup, et il avait mal à une oreille.

Un soir, tandis qu'Adone rôdait près de la grille, il vit arriver un grand carrosse attelé de deux chevaux dont la robe sombre et luisante avait la couleur du noyer. Le carrosse entra rapidement au château, fit halte devant le perron. Deux dames, accompagnées d'une fillette, en descendirent, gravirent les marches, disparurent dans les appartemens. Laquelle des deux dames était la marquise? A distance et dans l'obscurité, il n'y avait pas moyen de le savoir.

Le lendemain, qui était un dimanche, Adone partit de bonne heure pour la grand'messe, et il remarqua aussitôt que les hommes, debout sur la pelouse de l'église, regardaient tous vers le château. Dans l'église même, fraîche et claire, les femmes vêtues de bleu, de rose ou de mauve, avec un voile noir gracieusement posé sur la tête, se tenaient dans le voisinage du portail, agitées et curieuses.

Enfin la grille s'ouvrit, et les trois personnes qu'Adone avait aperçues la veille réapparurent. La fillette, qui marchait la première, était tout habillée de blanc, coiffée d'un chapeau de gaze blanche, et la gaze était si fine qu'à chaque pas l'étoffe tremblait. Cette fois, Adone put l'examiner à son aise, et elle ne lui parut guère jolie, avec son teint olivâtre, avec ses yeux cernés, avec ses cheveux peu abondans, qui tombaient sur des épaules maigres. Mais elle avait une allure distinguée, marchait

presque sur la pointe de ses petits souliers blancs. Somme toute, elle avait de la grâce : elle ressemblait à un papillon qui va prendre son vol.

Quant aux deux femmes, l'une, petite, boulotte, habillée de noir, avec des lunettes qui brillaient au soleil, était l'institutrice, et Adone apprit qu'elle s'appelait Madame Maria ; l'autre, grande, svelte, un peu raide, vêtue comme une jeune fille, était la vieille marquise.

Pendant toute la messe, Adone ne quitta pas des yeux les deux femmes, et spécialement la fillette. Celle-ci, agenouillée sur sa chaise, lisait dans un coquet paroissien, d'un air indifférent; mais, de temps à autre, elle promenait autour d'elle ses yeux d'un beau châtain doré, et une expression de curiosité furtive animait son visage délicat. A un certain moment, elle bâilla et se mit à jouer avec son livre : évidemment, elle s'ennuyait de rester si longtemps à l'église.

Après l'évangile, le curé fit un bout de sermon ; puis, au nom des habitans, il souhaita la bienvenue à la châtelaine, rappela avec émotion le bon temps où l'on pouvait dire que le château était l'âme du pays ; et il exprima l'espoir que ce bon temps reviendrait, ou, pour mieux dire, qu'il était déjà revenu. Les paroles du curé n'éveillèrent sur la physionomie de la marquise aucune expression, ni de plaisir, ni de douleur. Mais la grosse Madame Maria ne cessait pas de sourire ; et elle faisait signe que oui, que oui, avec la tête, comme si la marquise l'avait chargée de répondre pour elle.

Le bon temps revint, en effet, sinon pour tout le monde, au moins pour le curé. La marquise l'invitait à dîner deux ou trois fois par semaine. De son côté, Carissima obtint les bonnes grâces du cuisinier, et elle trouva de l'ouvrage au château. Peu à peu, les gens s'accoutumèrent à voir ouvertes les fenêtres de la noble maison, et ils recommencèrent à s'occuper de leurs propres affaires.

L'été s'écoula, puis l'automne. En octobre, le cousin Carlino fit un petit séjour au village ; mais il alla se loger chez d'autres parens, et c'est à peine si Adone le vit deux ou trois fois. Carlino lui-même ne s'occupait plus du gamin.

Aux premiers froids, la marquise repartit, et, de nouveau, la silhouette de Jusfin régna, seule et majestueuse, derrière la

grille close. Adone reprit le chemin de l'école, toujours enveloppé de son grand manteau qui, à cette heure, n'effleurait plus le sol; et Bellus rouvrit sa masure à la clientèle enfantine qu'il appelait « les oiseaux d'hiver. »

Cette année-là, quelques fillettes de Casalino et de Casale, qui fréquentaient l'école technique de Viadana, se joignirent aux garçons. Elles aussi, frileuses étudiantes, étaient obligées quelquefois de faire halte chez Bellus, pour se réchauffer un peu; mais, d'ordinaire, elles passaient tout droit le long de la digue et suivaient sagement les sentiers, dédaignant de se joindre à ces polissons qui s'attardaient à sauter les ruisseaux ou à jouer sur le chemin. D'ailleurs, les garçons ne faisaient pas attention à elles. Pourtant, un certain jour, comme Adone faisait route en compagnie de Marco, il reconnut une fillette qui marchait devant eux, emmitouflée dans un châle à carreaux noirs et gris. Cette fillette se rendait certainement à l'école, puisqu'elle avait un petit cartable pendu au bras par une cordelette. Ses épaules et sa tête disparaissaient sous le châle; mais, en compensation, on voyait ses jambes rouges et ses gros pieds chaussés de galoches.

— C'est Caterina, dit Adone à Marco. Elle va donc à l'école de Viadana?

— Oui. Tante Barberina l'envoie là-bas, parce qu'à l'école de Casale, elle s'est querellée avec ses compagnes. Elle a griffé les autres élèves, qui ne voulaient pas d'elle pour voisine.

— Et pourquoi?

— Parce qu'elle leur aurait communiqué le mal de sa belle mère.

— Comment le leur aurait-elle communiqué, puisqu'elle-même se porte bien? objecta Adone, toujours prompt à défendre les causes justes. Moi, je n'ai pas peur de la contagion, et, pour te le prouver, je vais la rejoindre.

— Si tu t'approches d'elle, je n'irai plus jamais avec toi! Non, jamais de ma vie! déclara Marco, furieux, tout en poussant du pied les cailloux qu'il rencontrait sur la chaussée.

Caterina se retourna. Elle avait la face rose, les yeux brillans, les lèvres rouges; elle était belle comme une petite madone, avec ce châle gris et noir, et elle paraissait l'image vivante de la santé. Néanmoins, lorsque Adone et Marco l'eurent rattrapée, ils évitèrent de passer auprès d'elle. Caterina ne leur dit rien,

mais elle remarqua le détour qu'ils faisaient; et, lorsque Adone, une minute plus tard, se retourna vers la fillette, elle lui tira la langue en indiquant du doigt Marco. Adone comprit que ce témoignage de mépris ne s'adressait pas à lui-même, et il se mit à rire.

Cette année encore, l'hiver fut long et rigoureux. Tognina dut s'aliter, avec de l'enflure aux genoux, et personne ne s'occupait d'elle. Étendue sur son lit de plume, ratatinée et noire comme une momie, elle paraissait résignée à sa solitude et se contentait de la compagnie silencieuse de ses chaises et de ses pots de confiture. Adone éprouvait pour elle un sentiment de compassion. Il la considérait comme un être faible, presque comme une enfant; et, si elle lui avait témoigné un tant soit peu d'affection, il se serait profondément attaché à elle. Mais elle ne se souciait ni de lui ni des autres, et, apparemment, elle ne se souciait pas beaucoup non plus de sa propre personne, puisqu'elle ne protestait jamais, ne se plaignait jamais de l'abandon où on la laissait.

Un soir, à la brune, Adone en passant devant la porte de Tognina, entendit une plainte faible, un peu semblable au miaulement d'une chatte.

— Qu'est-ce que tu as, ma tante? demanda-t-il en ouvrant la porte.

La plainte s'interrompit. Une morne pénombre emplissait la chambre. Adone s'approcha de la couche où Tognina disparaissait presque entre les oreillers.

— Est-ce que tu dors, ma tante?... Veux-tu que j'allume de la lumière? As-tu froid? Désires-tu quelque chose?

Elle resta muette. Ainsi gisante, les yeux clos, la tête enveloppée dans un fichu de laine jaunâtre, elle ressemblait à un cadavre. Adone, qui se rappelait toujours la mort de son oncle et qui était hanté par l'idée fixe que tout le monde pouvait mourir d'une minute à l'autre, crut que sa tante était morte. Pris d'une mystérieuse terreur, il n'eut pas même la force de crier; et il s'appuya contre le lit, faillit s'évanouir.

— Qu'est-ce que tu as, Adone? demanda enfin Tognina.

Inquiète du silence de l'enfant, elle allongea la main vers les allumettes, monta la mèche de la lampe, fit de la lumière. Adone ne bougeait pas. Elle se mit à gémir, appela; mais per-

sonne ne répondit, personne ne vint à cet appel. Par un pénible effort, elle se souleva en geignant, aspergea la face d'Adone avec l'eau du verre posé sur sa table de nuit. Alors l'enfant rouvrit les yeux, vit sa tante penchée vers lui, la face aussi jaune que son fichu de laine; et il entendit qu'elle lui disait :

— Adone, mon cher enfant, relève-toi !... Qu'est-ce que tu as? Tu t'es trouvé mal?... Relève-toi, mon cher petit, relève-toi !... Comme tu m'as fait peur! Relève-toi donc, mon bellot!

C'était si bon, de s'entendre appeler ainsi! Il se releva, passa ses mains sur son visage et sur ses vêtemens mouillés, dit à sa tante :

— Je croyais que tu étais morte, là, toute seule, dans les ténèbres!... Ah! moi aussi, j'ai eu peur!

Tognina le considéra avec une sorte de surprise, et elle lui demanda :

— Tu as eu peur, mon pauvre petit?... C'est donc vrai, que tu m'aimes bien?

— Oh! oui, ma tante, je t'aime bien!

— J'ai appelé fort. Pourquoi n'est-il venu personne?

— Carissima prépare la polenta; Fiorello garde le bébé; les autres ne sont pas à la maison.

— Écoute, Adone, dit alors Tognina en glissant sa main sous l'oreiller. Je vais te donner la clef du cellier. Tu prendras une écuelle, la grande, celle qui est bordée de rouge, et tu l'empliras de vin. Tu diras à Carissima de faire chauffer le vin et d'y mettre un peu de sucre; puis tu me l'apporteras, et nous le boirons ensemble. C'est très bon pour la peur. Va, et ne donne la clef à personne...

Il s'empressa de faire la commission. Fiorello, qui tenait entre ses bras le bébé malade, ne put en croire ses yeux lorsqu'il vit dans la main d'Adone cette clef que Tognina ne confiait jamais à personne. Carissima, elle, en parut très contente. Elle fit chauffer le vin, donna du sucre à Adone; puis elle se mit à couper la polenta avec le fil, en fredonnant une chanson.

— Demande à la tante si elle veut une tranche de polenta toute chaude, dit-elle, pendant qu'Adone versait le vin bouillant dans l'écuelle bordée de rouge... Et puis, écoute un peu... Puisque tu as la clef, si nous faisions une chose?... Si nous prenions un saucisson?...

— Non, non! s'écria l'enfant.

Et il ajouta :

— Si tu en veux un..., je pourrai le dire à ma tante.

— Nigaud ! Garde-toi bien de lui rien dire. Allons, dépêche !

Depuis ce soir-là, il se prit à aimer sa tante comme il ne l'avait jamais aimée. Il lui semblait qu'il la protégeait, qu'il lui était indispensable. Celle-ci ne lui témoignait plus la même bonté, le grondait même souvent, le renvoyait; mais il revenait toujours auprès d'elle.

Il commençait à entrer dans une période critique. Il était nerveux, excitable; il avait besoin de jouir, de haïr, de souffrir, mais surtout d'aimer. Il suffisait qu'on lui fît la moindre gentillesse pour qu'il s'enflammât d'affection et de reconnaissance. Il avait un peu oublié Davide; mais il pensait continuellement à son professeur, — un garçon pâle et maladif, qui était d'une excessive indulgence envers ses élèves; — et il pensait aussi à Marco avec une tendresse jalouse.

Toutefois son amour le plus fort, après celui qu'il portait à sa mère, était pour Andromaca. La fille du cordier devenait de jour en jour plus belle, plus grande, plus svelte, avec une fossette au menton et des yeux larges, dorés, voluptueux. Mais son père était si pauvre que Pino, le fils du fromager, ne se décidait pas à la demander en mariage, parce qu'elle n'avait pas même de trousseau. Les deux amoureux n'en continuaient pas moins à se voir en secret, et c'était toujours Adone qui transmettait les messages. Un jour, il entendit Carissima dire que Pino n'épouserait jamais Andromaca.

— Eh bien, alors, c'est moi qui l'épouserai ! déclara-t-il.

A ces mots, on tomba sur le pauvre Adone, on se gaussa de lui, on alla répéter le propos à la jeune fille. Et, dorénavant, chaque fois que celle-ci le voyait, elle l'embrassait, le forçait à danser, l'appelait son petit mari. Il la laissait faire; et, quand la jeune fille le pressait contre elle et l'entraînait en batifolant dans la cour ou dans la cuisine, il éprouvait un doux vertige, une vague sensation d'ivresse.

Un soir qu'Andromaca était seule dans la cuisine obscure, encombrée de cordes et de bottes de chanvre, Adone survint et lui dit tout bas :

— Pino te salue. Il espère que le safran coûtera moins cher, cette année.

Cette phrase avait sans doute pour la jeune fille une agréable

signification : car elle s'élança vers Adone, le saisit à bras-le-corps, le fit danser plus gaiement que d'habitude; et, tout en dansant, elle fredonnait :

— Eh bien ! nous en achèterons beaucoup ! Eh bien ! nous nous épouserons... Toi et moi, mon cher petit mari !

— Te rappelles-tu, demanda Adone, qu'une fois, sous la treille, nous avons joué à un joli jeu? Veux-tu y jouer encore ?

— A quel jeu?

— Voici. Tu courais, je te rattrapais, nous faisions semblant de nous battre et nous tombions tous les deux par terre... Une fois, tu m'as mordu les lèvres...

— Ah, oui ! s'écria-t-elle, de plus en plus gaie. Tu veux que je te morde ? Tiens !... Es-tu content ?... Tiens !... Oua, oua, oua !

Elle feignait d'aboyer, et elle le mordillait. Il pâlit de plaisir, la saisit, lui mordit très fort la joue droite.

— Oh, sapristi ! Toi, tu mords tout de bon ! lui reprocha-t-elle en le repoussant. A bas les pattes, méchant chien ! A bas les pattes, ou je t'envoie une taloche !

Il ne savait pas s'il devait rire ou pleurer ; mais il la regardait d'un air si mortifié qu'elle se radoucit, et, tout en passant sa main sur la joue où les dents d'Adone avaient laissé une marque :

— Tu devrais, lui dit-elle, te chercher une fiancée de ton âge, une jeune chienne comme toi, pour jouer à ce jeu. Va-t'en, va-t'en ! Moi, je ne veux plus y jouer.

Et alors il pensa à Caterina, revit en imagination la petite personne emmitouflée qui parcourait la digue en traînant ses galoches, revit les joues rouges et rondes comme des pommes; et il se dit qu'en effet il serait agréable de jouer avec elle comme avec Andromaca.

XI

Au retour du printemps, Adone quitta encore une fois son grand manteau, et Caterina se délivra de son châle. Marco voulut les imiter, ôta cette pèlerine à capuchon qu'Adone lui enviait, et, à l'insu de sa mère, il endossa un petit costume neuf, d'une étoffe très mince.

Le lendemain, Adone l'attendit, l'appela vainement à l'entrée de la ruelle.

— Où donc est Marco? demanda-t-il à un petit garçon que les deux amis avaient plus d'une fois taquiné.

— Est-ce que je sais? répondit le petit garçon, de mauvaise humeur.

Et il passa outre.

« Marco m'aurait-il trahi? se demanda Adone avec tristesse. Il me menace toujours de m'abandonner, si je ne fais pas ce qu'il veut. Or, j'ai parlé hier à Caterina, et il me l'avait défendu... »

Sur ces entrefaites, Caterina parut au bout de la ruelle. Elle s'avançait d'un pas indolent, vêtue d'une robe d'indienne bleue, dure et gonflée comme un ballon.

— As-tu vu Marco?

— Non. Il est malade.

— Malade? Qu'est-ce qu'il a?

— Eh bien, il est malade!

— Mais qu'est-ce qu'il a? insista Adone, impatienté.

— Je n'en sais rien. Sa mère pleure...

Le jour suivant, Adone alla voir Marco. On ne le fit entrer que quelques minutes, et c'est à peine s'il reconnut son camarade. Celui-ci avait la face ardente, les yeux brillans. Le médecin parlait d'une congestion pulmonaire.

Toute la nuit, Adone pensa au malade. Mais il se disait : « Dans deux ou trois jours, Marco sera guéri. »

Le lendemain, Caterina attendit Adone sur la digue, et, dès qu'il l'eut rejointe, elle lui dit sans s'émouvoir :

— Marco est mort.

— Menteuse! hurla-t-il.

Et il eut envie de lui jeter des pierres, tant les paroles de la fillette l'avaient exaspéré.

— Va donc y voir, si tu ne me crois pas! répliqua-t-elle en lui tournant le dos.

Non, il ne pouvait pas croire à une pareille chose! Il prit sa course, rattrapa deux écoliers qui le précédaient sur le chemin, les interrogea, tremblant d'anxiété. Hélas! ils lui confirmèrent la nouvelle : Marco était mort!

Mort! disparu pour jamais!... Adone ne pleura pas, ne se désespéra pas; mais, durant toute une semaine, il vécut comme un hébété. « Je ne le verrai plus! se disait-il. Que ferai-je sans lui?... Moi aussi, je peux mourir... Je peux mourir demain. Je peux mourir tout de suite... » L'idée de la mort l'obsédait; mais

elle lui causait plus d'étonnement que d'épouvante. Il disait à l'allumettier :

— Tous nous sommes nés et tous nous devons mourir... Mon oncle est mort; mais il était vieux, lui. Marco n'était pas vieux, et il est mort tout de même... Moi, je veux faire mon possible pour ne pas mourir. Je mettrai mon manteau en plein été.

— Bonne précaution ! répondait le gringalet. Mais un caillou suffit pour que tu tombes et que tu te casses la tête.

— Je regarderai à terre !

— Cela ne t'empêchera pas de mourir. Aujourd'hui ou demain, il faut qu'on meure ! Et tout le monde, tu sais ! En cela du moins, le Seigneur a été juste. Le roi meurt comme le gueux. Nous cheminons tous vers la tombe.

Pendant longtemps, Adone songea à Marco, qui gisait, glacé et rigide, au fond de sa petite fosse. Quand la pluie tombait, il pensait que son pauvre camarade devait avoir froid, devait être mouillé ; et cette idée lui donnait le frisson. Il se rappelait leurs sermens de ne jamais se trahir, et il prenait la résolution de ne plus avoir d'autre ami. Il s'en allait seul sur la digue et dans les sentiers, comme pour y rechercher les traces de Marco et pour se souvenir plus librement de son cher camarade ; et il évitait de parler à Caterina, parce que Marco n'avait pas aimé la fillette.

Mais, un matin, Caterina, plus alerte que de coutume, le rattrapa sur la route.

— Adone, lui dit-elle en l'abordant, j'ai une commission à te faire. La mère de Marco désire te voir.

— Tout de suite?

— Oui, tout de suite... Ou plutôt, non; quand tu passeras par Casale... Quand il te plaira...

— Pourquoi désire-t-elle me voir?

— Est-ce que je sais? Peut-être pour te montrer le portrait de Marco mort... Moi, je n'ai pas voulu le voir, ce portrait : les morts me font peur.

— Tu as peur d'une photographie, bêtasse? Tu n'es pas sotte à moitié !

— Le sot, c'est toi! Le bêta, c'est toi! riposta Caterina. Je t'affirme qu'il faut avoir peur des morts. Tu crois qu'ils ne bougent plus? Tu te trompes! Ils se lèvent la nuit, sortent de leur fosse, rôdent par le monde; et, s'ils rencontrent quelqu'un

qui leur a fait du mal, ils l'empoignent, le battent, le griffent..

Et Caterina feignait de battre et de griffer quelqu'un.

— Sotte! répéta Adone. Pourquoi grifferaient-ils les gens?

— Pour se venger! Les morts ont beaucoup de force. Quand nous sommes vivans, nous sommes faibles, et n'importe qui peut nous maltraiter. Mais, plus tard, quand nous sommes morts, nous nous vengeons. C'est naturel!

Adone devint rêveur. La théorie fantastique de Caterina lui plaisait. Oui, c'était probablement comme cela : puisqu'il n'y a pas de justice en cette vie, il faut bien que chacun se fasse justice après la mort. Pourtant il répéta :

— Va donc, sotte! Les morts ne bougent plus! Quand j'étais petit, je croyais aux revenans; mais, à présent, j'ai cessé d'y croire.

— Et moi, je te dis que c'est vrai! Écoute un peu... J'ai *vu* un revenant de mes propres yeux, moi qui te parle!

Adone se mit à rire, mais de moins bon cœur qu'il n'en avait l'habitude. Et voici ce qui advint: l'écolier continua de discuter avec Caterina comme il discutait avec Marco, dans les premiers temps de leur liaison; et, quoiqu'il traitât la fillette avec une nuance de dédain, il ne laissait pas de lui donner secrètement raison sur beaucoup de choses. Il lui était plus facile de s'entendre avec elle qu'avec son défunt ami; persécutés l'un et l'autre, le garçonnet et la fillette se comprenaient mieux. Un fil invisible unissait leurs petites âmes avides de joie, mais déjà touchées par la douleur.

Il alla chez la mère de Marco. En le voyant, elle se mit à pleurer, l'embrassa, le regarda au fond des yeux, comme pour chercher dans ces prunelles l'image de son fils; puis elle lui dit :

— Je désirais te faire un cadeau, te donner le costume d'été de mon pauvre enfant. Veux-tu le prendre? Ta tante ne dira rien?

Il rougit; mais il comprit qu'un refus chagrinerait cette mère déjà si triste, et il accepta.

Ensuite elle lui montra la photographie du mort, qui, les yeux mi-clos, la bouche un peu contractée, semblait dormir, mais d'un pénible sommeil. Adone, en le contemplant, se souvint des paroles de Caterina, et, malgré lui, il éprouva une impression étrange. Non, ce portrait n'était pas celui de son ami; c'était

le portrait d'un autre, d'un être lointain et mystérieux, d'un enfant qui, le jour, dormait en rêvant aux offenses reçues, aux chagrins éprouvés, aux douleurs souffertes, et qui, la nuit, se réveillait et allait à la recherche de ses ennemis, pour se faire justice lui-même.

La mère de Marco lui donna le costume enveloppé dans un carton.

— J'ai mis aussi la cravate, dit-elle.

Et Adone rougit une seconde fois, mais de plaisir : il n'avait pas de cravate et il désirait en posséder une. Lorsqu'il partit, son carton sous le bras :

— Viens souvent me voir, lui recommanda la mère.

Caterina attendait Adone, accoudée à la fenêtre de la maisonnette.

— Qu'est-ce qu'elle te voulait? demanda-t-elle en se penchant sur la barre d'appui.

— Rien! répondit-il, par discrétion.

— Tu dis : rien. Mais je sais bien, moi, ce que c'était! Elle voulait te donner le costume de Marco, parce que tu n'as pas de vêtemens d'été. Elle a dit à grand'maman Barberina qu'elle te le donnerait; et grand'maman Barberina l'a rabrouée en lui disant que tu n'avais pas besoin qu'on te fît l'aumône, puisque tes parens sont riches. Et grand'maman Barberina lui a dit encore que ta tante te battrait, si tu rapportais le costume chez elle!

— Oui, admit Adone, ma tante me grondera peut-être.

— Eh bien, écoute, reprit la fillette. Veux-tu que je le cache ici, ton costume?... Donne-le-moi!

— Non, je le cacherai chez maman.

Mais elle insista, allongea ses petits bras, regarda l'écolier avec des yeux qui brillaient.

— De quoi as-tu peur? Je le serrerai dans le tiroir de la commode. Maman ne vient jamais dans cette chambre. Donne-le-moi!

Il hésitait. Mais Caterina semblait avoir une si folle envie de lui rendre ce service, elle lui répétait ce « donne-le-moi » avec tant de grâce caressante, qu'il craignit de l'offenser par un refus.

— Donne-le-moi!

Il déposa le carton sur l'appui de la fenêtre.

— Mais je voudrais prendre la cravate, murmura-t-il.

— Eh bien, entre! dit-elle. Je te ferai voir l'endroit où je placerai la boîte... Entre vite: je suis seule à la maison...

Adone escalada la fenêtre; puis, avec l'aide de Caterina, il ouvrit le carton, en retira la cravate verte à pois rouges, qu'il avait tant admirée au cou de Marco; et, comme il n'osait pas la mettre, Caterina lui donna encore un bon conseil:

— Mets-la, maintenant que personne ne peut te voir. Tu l'ôteras, quand tu arriveras à Casalino.

A partir de ce jour, l'amitié d'Adone et de Caterina devint plus intime.

Tognina permit à son neveu d'accepter le cadeau de Mme Bignami, et il alla à Casale pour y reprendre son costume. En arrivant près de la maisonnette, il vit la marchande de paniers agenouillée devant la *maestà*. Cette pauvre femme faisait peur, tant elle était maigre et hâve : avec ses pommettes rouges et ses lèvres livides, elle ressemblait à un cadavre dont, par un jeu macabre, on aurait teint les joues avec du carmin. Elle se leva péniblement, voulut dire quelque chose; mais elle ne pouvait presque plus parler.

— Est-ce que la marquise Pigozzi est arrivée? murmura-t-elle d'une voix sourde.

— Non, pas encore, répondit Adone. Il paraît qu'elle viendra en septembre.

— Quand elle sera là, je te prie de m'avertir... Surtout, n'oublie pas!

En ce moment, Caterina se montra à la fenêtre de la petite maison.

— Rentrez, maman, rentrez vite! dit-elle. Cela vous fait mal, de rester dehors. Allons, rentrez vite!

La femme s'éloigna en s'appuyant au mur. Adone s'approcha de la fenêtre.

— Je vais te rendre la boîte tout de suite! lui dit Caterina à voix basse.

Mais, tandis qu'elle allait à la commode, la porte s'ouvrit, et la figure singulière de la vieille *Suppèi* se dessina dans la baie comme dans un cadre lumineux.

— Que faites-vous donc, petits drôles? s'écria-t-elle de sa voix rude. Qu'est-ce qu'il y a? qu'est-ce qu'il y a?

— Rien, grand'maman! répondit Caterina, revenue vivement près de la fenêtre.

— Rien? Je t'en donnerai, du rien, moi! Il y a longtemps que je vous observe. Que signifient toutes ces manigances? Pourquoi ces allées et venues? On m'a dit...

— Eh bien, qu'est-ce qu'on vous a dit? interrogea hardiment Adone. Est-ce que nous faisons du mal?

— Oui, mon cœur, affirma la vieille en courant vers la fenêtre. Vous êtes deux polissons, deux vauriens, on sait ça! Vous manigancez quelque chose en secret...

— Eh bien, en voilà assez! s'écria Caterina, d'un ton décidé. Je vais vous dire la chose... Mais me permets-tu de la dire, Adone?

Il consentit, et Caterina raconta l'affaire du costume. Alors la vieille changea de physionomie; elle ne se fâcha plus contre les deux enfans, mais, avec son bâton, elle menaça un personnage invisible.

Cette année-là, Davide obtint son diplôme de licence, et il revint au village pour s'y reposer tout l'été. Cela fit qu'Adone négligea beaucoup Andromaca et vint passer chez l'allumettier tout le temps dont il disposait, c'est-à-dire les heures où il n'était pas obligé de faire paître les vaches ou de garder les fruits et les melons dans les champs de sa tante.

Davide exerçait sur lui une fascination plus forte encore que celle d'Andromaca. Pour cet enfant parvenu au seuil de l'adolescence et qui regardait devant lui avec émoi et avec curiosité, comme un voyageur aux yeux duquel se découvre un panorama grandiose, la fille de Sison représentait déjà l'amour et le plaisir; mais l'étudiant qui arrivait des grandes villes et qui devait y retourner représentait pour lui quelque chose de plus encore : tout un monde lointain, splendide comme le soleil.

Une fois, Davide l'emmena avec lui à la pêche. C'était un après-midi mélancolique. De gros nuages d'un violet bronzé obscurcissaient le ciel, et les eaux violâtres avaient quelque chose de lugubre.

Adone comprenait déjà les beautés de la nature. Il admirait les étranges profils des nuages et les reflets de l'eau. Il ne croyait plus à la ville ensevelie sous le fleuve; mais il se demandait si ce paysage ondulant que l'on y voyait renversé, avec ce

fond de ciel vague et lointain qui se creusait comme un abîme, n'avait pas sous l'eau une réelle existence. Les nuées diffuses lui paraissaient être le masque du ciel; mais le ciel n'aimait pas ce masque, et, dès qu'il pouvait s'en débarrasser, il le déchirait et l'éparpillait dans l'espace. Au contraire, les petits nuages lui plaisaient beaucoup par leur mobilité, par leurs jeux variables, par leurs aspects changeans : il lui aurait plu de voyager comme eux à travers l'infini.

La pêche fut abondante ; mais pourtant Davide resta morose. Adone espérait qu'il chanterait, au retour; mais le jeune homme préféra causer avec le vieux batelier, qui lui demandait s'il ne songeait pas à prendre femme.

— Oui, pour la faire mourir de faim! s'écria le jeune homme d'un ton bourru. Il faut que j'étudie encore deux ans!

— Et après, on te nommera instituteur dans une école de garçons?

— Moi aussi, interrompit Adone, je serai instituteur!

— Toi, c'est aux filles que tu feras l'école! répliqua le vieux avec malice. Il paraît que tu leur fais déjà la cour.

Adone protesta, le visage empourpré comme le ciel à l'horizon. Mais le batelier poursuivit, s'adressant à Davide :

— J'ai ouï dire qu'il y a une gamine, une belle gamine de Casale...

— Ce n'est pas vrai, ce n'est pas vrai! Elle est seulement ma camarade!... Elle s'appelle Caterina, et sa mère est mourante.

Puis Adone raconta que la marchande de paniers attendait l'arrivée de la châtelaine, afin de lui demander un secours.

— Demander un secours pour mourir! reprit l'étudiant d'une voix sarcastique.

— Tout le monde l'attend, cette marquise! ricana Pigoss. Tous les fainéans, tous les désespérés. Le meunier lui-même, qui s'est cassé un bras, l'attend comme les autres.

— Ils n'ont pas autre chose à attendre! marmotta Davide, amèrement.

La marquise, si impatiemment attendue, arriva en septembre. Cette fois, Adone ne vit pas entrer au château le grand carrosse noir, tiré par les chevaux bruns. A cette époque de l'année, il devait passer une grande partie des nuits dans la melonnière, à l'extrémité des champs de Tognina, en compagnie d'un vieux chien, Turco, acheté pour quelques sous. Turco avait

été, dans son temps, un bon chien de garde, gros, fort, et, à l'occasion, féroce; devenu vieux, édenté, presque aveugle, il tâchait encore de remplir consciencieusement sa fonction. Il aboyait, même lorsque cela n'était pas nécessaire; il aboyait trop, contre des êtres invisibles, contre ses propres maîtres. On ne lui donnait rien à manger, et Pirloccia répétait qu'on le tuerait aussitôt après la vendange. Pas plus que les autres, Adone n'aimait son hargneux compagnon de garde, mais il en avait pitié : il lui semblait que Turco comprenait son triste sort et qu'il aboyait en manière de protestation contre l'iniquité des hommes.

Les nuits étaient tièdes, silencieuses, embaumées par l'odeur des herbes et des melons. Quelques traînées de nuages grisâtres voilaient les étoiles, et les arbres, sombres sur le fond incolore du ciel, prenaient des aspects de fantômes, mais trop noirs et trop immobiles pour inspirer de l'effroi.

« Il n'est pourtant pas impossible que ce soient des fantômes d'arbres morts, se disait Adone, étendu sous son abri de roseaux. Pourquoi les arbres morts ne reviendraient-ils pas, eux aussi? Mais, moi, je suis un homme, et les hommes vivans n'ont peur que des fantômes d'hommes morts. » Cette pensée lui donnait un petit frisson; puis il se disait : « Sans doute, si je voyais quelque chose de blanc, je *pourrais* avoir peur : ce serait peut-être le fantôme de mon oncle ou de Marco. Mais non, je n'ai pas peur. C'est bon pour cette sotte de Caterina, de croire à de semblables balivernes. Moi, je n'y crois pas. »

Et pourtant il avait peur.

Ce fut à cette époque qu'il assista à une scène inoubliable.

C'était le 8 septembre. Il cheminait sur la digue, lorsqu'il aperçut au loin Caterina, vêtue de sa petite robe bleue un peu défraîchie, traînant ses savates, la tête nimbée d'or par la splendeur du couchant. Quand elle fut à portée de la voix :

— Où vas-tu? lui cria-t-il.

Elle répondit par un geste qui indiqua la direction de Casalino. Adone comprit, s'approcha d'elle.

— Et comment t'y prendras-tu?

— Eh bien, j'entrerai par la porte charretière!

— Sotte! Il n'y a pas de porte charretière! Il y a une belle grille. Et ensuite, que feras-tu?

— Est-ce que je sais?

— On ne te laissera pas entrer, sois-en sûre!

— Moi, au contraire, je suis sûre d'entrer! Je dirai : « Il faut que je parle à Mme la marquise »... Et d'ailleurs, si on ne me laisse pas entrer, regarde : j'ai pris mes précautions...

— Une lettre? dit Adone, étonné. C'est toi qui l'as écrite? Fais voir.

— Elle est cachetée, n'y touche pas! dit-elle en remettant la lettre dans la poche de sa robe.

— Dis-moi au moins ce que tu as écrit.

Elle le lui dit; puis elle ajouta :

— Grand'maman n'en sait rien. Elle répète toujours : « Si vous demandez la charité à n'importe qui, je vous chasse de chez moi comme des poules! »

Et elle agita sa jupe, à la façon d'une fermière qui chasse la volaille importune.

— Alors, pourquoi vas-tu là-bas? interrogea-t-il, pensif.

— Parce que maman dit que grand'maman est très pauvre.

Il ne questionna plus. Il accompagna Caterina, curieux et troublé. Tout en marchant, elle lui disait :

— Qui sait ce que me donnera la marquise? Qui sait? Qui sait?

— Qui sait? répétait-il, de plus en plus rêveur.

Et il pensait en lui-même que, s'il avait été dans la peau de la marquise, il aurait accueilli avec enthousiasme cette pauvre Caterina, lui aurait donné une bourse pleine d'or. « Prends, ma chère petite, lui aurait-il dit. Prends, retourne chez toi, et dis à la *Suppèi* que tu as trouvé cette bourse dans la rue. Quant à ta maman, je la ferai conduire dans ce pays où il fait chaud, même en hiver, et où les phtisiques guérissent. Va, ma chère petite... Mais non, attends un peu : voici pour toi une tranche de tourte ; elle est très bonne. Et en voici une autre pour ta mère... »

Lorsqu'ils furent arrivés près de la grille, il s'éveilla de son rêve, jeta un coup d'œil dans le parc, se dissimula au coin du mur.

La grille était entr'ouverte, et, à quelques pas de distance, dans l'allée sablée, se trouvait Maddalena Dargenti, prête à partir pour la promenade. Comme d'habitude, elle était habillée de blanc, avec un chapeau à larges bords et de fines chaussures

blanches. Caterina, ébahie, contrariée par la présence de cette demoiselle, tenait les regards fixés sur la fillette. Celle-ci, agacée par l'insistance avec laquelle l'autre la dévisageait, lui tourna le dos; puis, comme Caterina entrait et s'avançait derrière elle, elle fit volte-face, et ses yeux eurent un éclair de méchanceté.

— Qu'est-ce que tu veux? demanda-t-elle, hautaine.

— Je veux parler à Mme la marquise Pigozzi, répondit Caterina.

— Pourquoi veux-tu lui parler? Qui t'envoie?

— Moi!

— Ah! tu t'envoies toi-même?... Ma grand'mère ne reçoit personne. Dis-moi ce que tu lui veux.

— Non, j'entrerai! affirma Caterina, en s'avançant et en indiquant le château.

— Reste là! Mademoiselle va venir! s'écria Maddalena, en colère.

Et elle se plaça devant l'autre, pour lui barrer le passage. Mais Caterina ne fut pas intimidée. Quelques secondes s'écoulèrent. Tout à coup Maddalena, sans doute lasse de tenir ainsi l'intruse en respect, répéta impérieusement :

— Reste là!

Et elle se mit à courir vers le château. Alors Adone allongea la tête et assista à une scène étrange. Caterina courait après la petite Dargenti. Celle-ci, arrivée au perron, s'arrêta, se retourna, poussa un petit cri de rage; et, soudain, elle se pencha jusqu'à terre, se redressa, jeta contre Caterina son soulier. Caterina porta la main à son front, sans prononcer un mot, sans ouvrir la bouche; et elle retourna sur ses pas, s'éloigna du château.

Il faisait nuit: une nuit un peu fraîche et triste. De grands nuages blanchâtres flottaient, se dissolvaient lentement dans le ciel d'un azur sombre; et l'on aurait cru que ce voile blême et mobile était le fond du ciel, tandis que les trouées d'azur étaient des nuages bleus qui se déformaient, s'élargissaient, ou se rétrécissaient, piqués çà et là d'étoiles. Un vent léger faisait mouvoir les cimes obscures des arbres; les grands fantômes végétaux s'agitaient, soupiraient un chant lugubre. Et Turco aboyait avec insistance; sa voix plaintive emplissait la nuit et éveillait un écho qui semblait être l'aboiement d'un autre chien. Qu'avait-il donc, Turco, ce soir-là? Il était plus hargneux et plus la-

mentable que d'habitude. Peut-être avait-il froid, peut-être comprenait-il que l'automne approchait, peut-être se rappelait-il la menace de son maître...

Adone, étendu sous l'abri de roseaux, était las, mais il ne pouvait dormir. Il pensait à trop de choses. Ainsi, la pauvre Caterina n'avait rien obtenu, n'avait pas même pu faire entendre sa prière! Et Maddalena était méchante, aussi méchante que Pirloccia! « Si jamais j'en ai l'occasion, se disait Adone, je lui enverrai deux ou trois coups de poing qu'elle sentira, pour sûr! »

Lorsqu'il avait reconduit Caterina à Casale, par la digue, il lui avait dit :

— Tu aurais dû la griffer ou lui jeter des pierres.

— Mais il n'y avait pas de pierres!

— Et qu'est-ce que tu vas raconter à ta maman?

— Je lui dirai que la porte était fermée.

— Et qu'est-ce que tu feras de la lettre?

— Je l'enverrai par la poste. Il faut un timbre, n'est-ce pas? Mais on peut aussi n'en pas mettre...

— Moi, je n'enverrais rien du tout! avait-il reparti fièrement.

Et à cette heure il songeait : « Cette petite Caterina est incapable de comprendre : elle est si sotte! Après l'injure qu'elle a reçue, est-il possible qu'elle songe encore à envoyer la lettre? Ah! si c'était moi... »

GRAZIA DELEDDA.

(*La troisième partie au prochain numéro.*)

ESQUISSES CONTEMPORAINES

FERDINAND BRUNETIÈRE

I

LES DEUX PREMIÈRES INCARNATIONS

« Ce qu'il y a de certain, c'est que la poésie, comme aussi bien l'art en général, comme la philosophie, comme la religion, traversent en ce moment une crise dont il serait présomptueux de vouloir prédire ce qu'il en sortira. » (*La Poésie intime*, *Revue des Deux Mondes* du 1er août 1875, p. 684.)

J'aurais voulu, hélas ! esquisser, de son vivant même, ce portrait qu'il ne verra pas. Il avait sa place marquée dans cette série d'études contemporaines dont il avait approuvé le dessein avec son ardeur de générosité coutumière. Car il n'a pas été seulement, comme l'a si bien dit M. Jules Lemaître, « une grande force bienfaisante : » il a été, — MM. Barboux et Claretie le rappelaient hier excellemment à l'Académie, — il a été l'une des personnalités les plus originales et, en même temps, les plus hautement représentatives de ce dernier demi-siècle. Et l'histoire intellectuelle et morale de sa génération s'est si fidèlement reflétée à travers la sienne, qu'en étudiant l'une, c'est l'autre aussi qu'on se trouve involontairement retracer.

I

Lorsqu'il débuta ici même en 1875, par un article qui fit quelque bruit, sur *le Roman réaliste contemporain*, il n'avait pas vingt-six ans. « Ce maigre et pâle jeune homme, aux yeux dominateurs sous les verres de son lorgnon, avait déjà, comme répandue sur toute sa personne, cette puissance qu'il a gardée jusqu'à la fin, malgré l'accablement physique des dernières années : *l'autorité*. » Et M. Paul Bourget, à qui j'emprunte ce témoignage, nous a peint en termes saisissans le dur, l'héroïque et fécond noviciat auquel s'était d'abord condamné, pour vivre, pour apprendre, et pour percer, le futur maître écrivain des *Études critiques*. Répétiteur à l'institution Lelarge, passant ses nuits à « travailler, » après avoir « besogné, » lisant et retenant tout, s'intéressant à tout, discutant sur tout, il acquérait déjà ce fond de savoir encyclopédique que, jusqu'au bout, il ne devait cesser d'accroître (1). Quand il publia son premier article, où il est déjà tout entier, il était prêt à jouer, dans la lutte pour la vie spirituelle, le grand rôle auquel il était prédestiné par son talent, par son admirable énergie, par sa légitime ambition.

Regretta-t-il jamais sérieusement ces rudes années d'apprentissage? J'ai quelque peine à le croire. Il ne faut jamais se plaindre d'avoir eu des débuts difficiles : c'est là une expérience salutaire, et à laquelle rien ne peut suppléer dans l'avenir ; ceux-là seuls comprennent bien la vie, qui ont eu à en souffrir. Du moins, chez les fortes et hautes natures, rien ne vaut, au début de l'existence, pour tremper la volonté, une école de ce genre : elles en sortent munies, assurées contre les autres et contre elles-mêmes, pour toujours.

Tout le Brunetière qui s'est développé depuis avec tant d'éloquence, — nous dit encore M. Bourget, — était dans ses conversations de sa vingt-cinquième année. La maîtresse idée de son esprit était dès lors celle de l'ordre, et de *l'ordre français*. L'individualisme anarchique faisait l'objet de sa haine. Le XVIIe siècle et Bossuet revenaient sans cesse dans ses propos. Je crois l'entendre me disant : « Ce coquin de Fénelon ! » du même accent que

(1) Voir à ce sujet le très instructif *Catalogue de la Bibliothèque de feu M. Ferdinand Brunetière* (Paris, Émile Paul, in-8). Ces 12 000 volumes, qu'on est en train de vendre en ce moment, ne sont pas des livres simplement feuilletés ; ce sont des livres *lus* et, souvent même, annotés.

s'il se fût agi d'un camarade indélicat, et dont il eût eu à se plaindre personnellement, tant était déjà forte sa ferveur pour l'impérieux évêque de Meaux...

D'où provenait chez lui cette « passion de la règle, » si rare d'ordinaire parmi les jeunes gens, et qui, à première vue, ne semble guère convenir aux individualités très fortes? Affaire d'éducation familiale, peut-être, ou d'hérédité, — car il était d'origine vendéenne ; — affaire aussi de tempérament personnel, car il avait l'humeur volontiers contredisante, et, l'individualisme étant à la mode au temps de sa jeunesse, nul ne s'étonnera, — il l'a du reste avoué un jour (1), — qu'il ait été violemment tenté de rompre en visière avec cette dangereuse attitude de l'opinion contemporaine. Ajoutons que, qui dit individualité vigoureuse ne dit pas, en fait, et nécessairement, farouche individualiste. L'individualisme n'est pas toujours signe de force : il est souvent même une marque de faiblesse. Les vrais forts sont ceux qui créent autour d'eux l'ordre et la discipline : soit que, comme un Bossuet, ils ajoutent à la tradition l'autorité de leur voix et la force de leur exemple; soit encore que, comme un Calvin, ils refassent de toutes pièces une tradition qu'ils imposent aux autres. Brunetière ressemblait surtout au premier par l'ardeur impérieuse et par la brusque vigueur de l'élan. Quand il le rencontra sur sa route, il se reconnut, il s'aima en lui. Il aurait pu choisir plus mal.

Une autre influence décisive, et qui vint corroborer les précédentes, fut celle des événemens de 1870. On ne saurait, je crois, s'en exagérer l'importance. C'est M. Jules Lemaître qui faisait récemment observer que d'avoir vu ou de n'avoir pas vu la guerre créait entre les Français une véritable différence de mentalité. L'observation est d'une pénétrante justesse, et elle ne s'applique à personne mieux qu'à Ferdinand Brunetière. Il avait vu

(1) « Au début de ma vie littéraire, je n'ai peut-être obéi qu'à un mouvement de mauvaise humeur, en attaquant ces nombreuses écoles dont les adeptes avaient la rage de se mettre toujours en scène, et de ne parler de rien, de ne s'intéresser à rien qu'à propos d'eux et de leur personne. Mais ma mauvaise humeur, en ce cas, m'avait bien inspiré, j'ai su depuis le reconnaître, et ce n'était pas en moi, mais hors de moi, qu'elle avait ses raisons et ses causes. *Dilettantisme, Individualisme, Internationalisme*, j'ai vu depuis que tout cela se tenait, et que les conséquences n'en étaient pas seulement littéraires, et que l'influence dissolvante en menaçait jusqu'aux plus chères et aux plus nécessaires des idées dont la France avait vécu jusqu'alors... » (Allocution du 15 février 1900, *Bossuet et Brunetière*, Besançon, Bossane, 1900, p. 35-36.)

la guerre, ayant fait, pendant le siège de Paris, tout son devoir, et même plus que son devoir de soldat; il avait été témoin des convulsions anarchiques de la Commune. Et nul doute que cette douloureuse expérience nationale ne lui ait laissé, comme à tant d'autres, avec de sombres souvenirs et d' « inconsolables regrets, » le désir passionné et l'espoir indéfectible d'une France unie, disciplinée, forte comme jadis de ses traditions et de ses gloires, et comme jadis encore, capable d'imposer sa volonté aux puissans de ce monde. Qu'on relise l'article *Un manuel allemand de géographie*, les discours sur *l'Idée de patrie*, sur *la Nation et l'Armée*, surtout peut-être l'émouvante allocution aux orphelines alsaciennes et lorraines du Vésinet, et l'on se rendra compte combien les impressions de l'année terrible ont laissé dans sa sensibilité et dans sa pensée même de traces profondes et durables. Le patriotisme a été l'une des maîtresses pièces de la personnalité morale de Brunetière, — un patriotisme d'autant plus vibrant, ombrageux et inquiet qu'il avait été plus éprouvé et plus alarmé dans sa fierté.

Et il a été aussi l'une des pièces essentielles de sa personnalité littéraire. La littérature a été de tout temps l'un des facteurs les plus agissans de la grandeur nationale. Aucune littérature moderne ne peut se vanter d'avoir exercé sur la pensée européenne une hégémonie aussi incontestée, aussi étendue et aussi prolongée que notre littérature classique : Pascal et Molière n'ont peut-être pas moins fait que Louis XIV ou Napoléon pour répandre hors de nos frontières l'éclat du nom français, — et leur œuvre leur a survécu, et leur action n'est point encore achevée. Il suit de là que ce ne serait certes pas rendre un mince service au pays que d'entretenir dans les esprits le culte de nos grands écrivains et des rares qualités qui ont fait leur fortune; que de veiller avec un soin jaloux à ce que rien n'altère et ne compromette le glorieux patrimoine qu'ils nous ont transmis; que de contribuer, par ses conseils et par son exemple, sans rien répudier des nouveautés légitimes, à orienter la littérature contemporaine dans une voie conforme aux traditions les plus heureuses du génie français, de telle sorte qu'elle continue à mériter les suffrages admiratifs de l'étranger... Voit-on naître ici l'inspiration secrète et toujours présente de l'œuvre critique de Brunetière? Quand, après quelques mois passés dans une étude de province, il revint à Paris, avec une montre en argent

et soixante-quinze francs dans son gousset pour tenter la fortune (1), il n'est pas douteux qu'il obéissait déjà à une arrière-pensée de cette nature.

Il a exposé plus tard, à la fin d'un article *Sur la Littérature*, son constant idéal et son programme d'alors dans une page décisive, et qu'il faut citer tout entière :

Si j'ai cru longtemps : — qu'en se faisant une loi de ne jamais toucher aux personnes, de les distinguer ou de les séparer de leur œuvre, et de ne discuter que les idées ou le talent; — qu'en parlant de ses contemporains comme on aurait pu faire des Latins ou des Grecs, avec la même liberté, mais avec le même détachement de soi; — qu'en essayant de se placer au point de vue de l'histoire, et de se dégager de son propre goût, sinon pour entrer dans les raisons du goût des autres, mais *pour maintenir les droits de la tradition, qui sont ceux de l'esprit français lui-même, et, en un certain sens, de la patrie;* — qu'en ne négligeant aucun moyen d'accroître l'étendue de ses informations, d'en réparer laborieusement l'insuffisance ou la pauvreté; — qu'en évoluant pour ainsi dire avec les auteurs eux-mêmes, et en s'efforçant de triompher du mauvais amour-propre qui nous fait mettre quelquefois l'accord de nos doctrines au-dessus de la sincérité de notre impression; — qu'en se défendant de juger en son nom, et en réduisant au plus petit nombre possible les principes du jugement esthétique ou moral; — si j'ai cru que l'on réconcilierait les auteurs et la critique, je suis désabusé... Mais, bien loin de décourager la critique, n'est-ce pas ce qui doit, au contraire, l'assurer de son utilité? Car ne provoquerait-elle pas moins d'impatience autour d'elle, si elle n'était pas *une forme de l'action?* Et si, d'autant qu'elle est plus impartiale, ou plus impersonnelle, qu'elle s'efforce au moins de l'être, et qu'elle s'en pique, il semble justement qu'on la trouve plus importune, est-il au monde une preuve plus claire que les *idées* sont des *forces?* et que la « littérature » est quelque chose de plus qu'un divertissement de mandarins, buvant du vin exquis dans « des tasses mille fois remplies, » et traçant avec leur pinceau des « caractères légers comme des nuages de fumée? »

Cette page qui éclaire et domine toute son œuvre, le jeune homme qui, en 1875, commençait sa campagne contre le roman naturaliste, aurait pu déjà la signer et l'écrire. Il l'avait déjà dans l'esprit. Dès son premier article, il se pose pour ce qu'il sera presque exclusivement aux yeux de tous, quinze années durant, le *critique de la tradition* par excellence.

Au service de ses idées et de son œuvre il apportait des qualités de tout premier ordre, et qui eussent fait la fortune

(1) Comte d'Haussonville, Réponse au discours de réception de M. Brunetière (*A l'Académie française et autour de l'Académie*, Paris, Hachette, 1907, p. 10).

d'une volonté moins énergique que la sienne : une ardeur de passion singulière, et qui, pour la joie inlassée avec laquelle elle se dépensait dans la polémique, nous rappelait invinciblement Voltaire; une verve oratoire et une vigueur de dialectique capables de forcer, d'ébranler tout au moins les opinions les plus assurées; une abondance verbale, une promptitude d'éloquence parlée ou écrite, un besoin impérieux de croire, d'entraîner, de persuader, disons le mot, de convertir, qui faisaient de lui, par instans, un véritable apôtre; une largeur, une force et une lucidité d'intelligence peu communes, et qui, servies par une merveilleuse mémoire, une facilité de lecture, une étendue et une précision d'information dont il n'y a pas beaucoup d'exemples, lui permettaient d'aborder en public les questions les plus hautes et les plus diverses; un sérieux de pensée et une âpreté de conviction qui ignoraient les ménagemens, les compromis, et même l'indulgence; avec cela, une science et un art de la composition classique que, seul peut-être de notre temps, un Taine a aussi pleinement possédé; un style enfin qu'à l'instar de celui de nos écrivains du grand siècle, il fallait *parler* pour en saisir toutes les nuances et les ressources, mais qui, à la simple lecture visuelle, apparaît déjà singulièrement ferme et fort de substance, et si original qu'on le reconnaîtrait entre mille autres... Au total, une personnalité complexe et puissante, et qui, à quoi qu'elle s'appliquât, devait marquer de sa robuste empreinte le champ d'études ou d'action où elle allait s'exercer.

Ce champ d'action, ce fut d'abord la critique littéraire. Il y avait là une place à prendre. Sainte-Beuve était mort; Nisard n'écrivait plus; Taine était plongé dans ses recherches d'archives. Seuls Edmond Scherer et Émile Montégut pratiquaient encore; mais le premier n'avait jamais eu qu'une autorité assez restreinte et souvent fort discutée, — voyez à cet égard les justes impressions de Taine dans sa *Correspondance;* — et quant à Émile Montégut, ce merveilleux esprit, si souple, si libre, si ingénieux, si pénétrant et si vivant, — Brunetière aimait à reconnaître tout ce qu'il lui devait, — il était incapable de se cantonner dans la pure « critique des livres du jour. » En 1875, il nous manquait donc un vrai juge autorisé et sûr des choses de l'esprit. Quelques années plus tard, en 1882, ici même, dans un article qui eut un certain retentissement, sur *la Critique*

contemporaine et les causes de son affaiblissement, Caro le déplorait encore. L'article se trompait un peu de date : car, à cette époque, avec Brunetière, la critique était en train de se relever.

II

Au moment où le jeune écrivain entrait en scène, la tradition nationale, dont il se déclarait le belliqueux champion, était menacée par trois sortes d'adversaires : les naturalistes, les derniers romantiques et les érudits. Les uns, les érudits, en vantant par-dessus les nues la littérature française du moyen âge aux dépens de la littérature classique, « mettaient en péril les plus rares qualités de l'esprit français : » ils tentaient à la lettre de « brouiller l'histoire, et de déplacer par un coup de force le centre d'une grande littérature. » Les autres, les derniers romantiques, dramaturges sans talent comme Vacquerie, poètes malsains imitateurs de Baudelaire, critiques « impressionnistes, » théoriciens de l'art pour l'art, ou producteurs intarissables de « littérature personnelle, » tous, dans leur fureur d'égotisme, se faisant le centre du monde, négligeaient d'étudier la nature et l'homme, et, entre leurs mains, la littérature, au lieu d'être, comme au XVIIe siècle, « un ornement de la vie commune » et un moyen d'action sociale, devenait un divertissement puéril, ou un simple « instrument de volupté solitaire. » Et quant aux autres, les naturalistes, leur tort inexpiable était de « compromettre dans leurs aventures le bon renom d'une grande doctrine d'art » qui avait été précisément celle de nos grands classiques : au lieu de se faire une loi « de la probité de l'observation, de la sympathie pour la souffrance, de l'indulgence aux humbles, de la simplicité de l'exécution, » ils affectaient « la superstition de l'écriture artiste, le pessimisme littéraire et la recherche de la grossièreté. » Contre tous ces « ennemis de l'âme française, » on sait avec quelle vigueur, quelle « vivacité de plume, » quelle habileté polémique aussi, Ferdinand Brunetière mena le bon combat. On peut dire qu'il ne cessa de lutter que lorsqu'il jugea avoir cause gagnée. Il n'est guère douteux, par exemple, qu'il n'ait avancé de plusieurs années, sinon même consommé « la banqueroute du naturalisme. »

Car c'est contre le naturalisme contemporain qu'il a tout de

suite dirigé son principal effort. Avec une sûreté de coup d'œil bien remarquable, il s'était rendu compte que, « aucun autre genre n'égalant le roman en faveur et, par suite, en fécondité, » le meilleur moyen qu'il y eût d'agir sur la conception générale de l'œuvre littéraire, et, partant, sur les goûts et les idées du grand public, serait de redresser, dans l'esprit des écrivains et des lecteurs, la vraie notion de l'œuvre romanesque; et c'est à quoi il s'employa avec un succès croissant. Il est sorti de cette campagne un beau livre, *le Roman naturaliste*, simple « recueil d'articles, » sans doute, comme l'auteur s'en excusait dans sa *Préface*, mais recueil ayant bien son unité intérieure, et dont quelques chapitres, — sur Flaubert, sur George Eliot, peut-être surtout, — ne sont pas loin de valoir tout un vrai livre. Peu d'ouvrages de critique ont rencontré, auprès de ceux qui lisent, une faveur aussi marquée et aussi continue (1). C'est qu'à vrai dire *le Roman naturaliste* est une date dans l'histoire de la littérature contemporaine, une date qui, en un certain sens, n'est guère moins importante que celle même de *Madame Bovary*. Le livre marque le moment précis où l'école, fondée par Flaubert et continuée par Zola, en pleine possession apparente de l'opinion, commence à décliner et va prochainement s'effondrer sous ses propres excès, où ses disciples s'apprêtent à devenir ses transfuges, et où le goût public enfin se détourne d'elle et déjà réclame d'autres « formules » et d'autres œuvres. Les premiers livres de Loti et de M. Paul Bourget, la publication du *Roman russe* allaient achever la débâcle. Quand on relit aujourd'hui, loin du bruit de la mêlée, *le Roman naturaliste*, on ne peut s'empêcher de songer, — la comparaison n'eût pas été pour déplaire à Brunetière, — aux *Satires* de Boileau, « ce vrai modèle, s'il en fut, du bon sens critique et de la probité littéraire. » C'est bien le même combat que livrent les deux critiques, au nom de la même esthétique, contre ceux qui travestissent la nature; et tous deux frayent courageusement la voie à ceux en qui ils pressentent les maîtres de demain. Seulement, l'auteur du *Roman naturaliste* avait sur le vieux poète du XVIIe siècle la supériorité d'une plus vaste culture et d'un esprit plus philosophique; et cela se sent dans son livre à l'abondance des renseignemens et des aperçus et à l'intérêt des idées générales. D'autre part, les adversaires

(1) *Le Roman naturaliste* était arrivé en 1905 à la 9e édition. La 1re édition est de 1882 : le livre a été refondu à deux reprises, en 1891 et 1896.

qu'il avait devant lui étaient loin d'avoir la médiocrité de talent que Boileau dénonçait justement chez la plupart de ses « victimes : » ni Flaubert, ni Daudet, ni Zola, ni Maupassant ne sont, certes, des écrivains méprisables. Brunetière aimait trop le talent, quel qu'il fût, pour ne pas s'en rendre loyalement compte, et pour ne pas le reconnaître bien haut. En dépit de quelques duretés, « inévitables, on le sait, dans l'entraînement de la polémique, » il a rendu pleine justice à chacun d'eux; et, s'il a plus appuyé sur leurs défauts que sur leurs qualités, c'est que « naturaliste lui-même, » il en voulait aux prétendus naturalistes de discréditer la doctrine; mais il a très bien vu et très vivement senti leurs vraies qualités, et je ne crois pas qu'au moment de leur apparition, personne ait plus finement mis en lumière les mérites et l'originalité de *l'Évangéliste* d'Alphonse Daudet, ou encore des *Nouvelles* de cet étonnant Maupassant. Ce juge difficile et même austère n'avait point en combattant perdu la faculté de goûter et d'admirer.

Mais il ne s'en tenait pas là. La littérature contemporaine, si féconde et diverse qu'elle fût, ne suffisait pas à absorber sa prodigieuse activité. Toujours prêt à dire son mot dès qu'une œuvre intéressante en elle-même, ou par les questions qu'elle posait, paraissait à l'horizon, il n'était pas homme à se cantonner, ou à s'ensevelir dans le présent. Peu d'hommes ont été aussi sérieusement convaincus, selon le mot d'Auguste Comte, qu'il aimait à citer, que « l'humanité se compose en tout temps de plus de morts que de vivans. » « O morts illustres! — s'écriait-il un jour dans un très beau mouvement, — morts vénérés, morts aimés, qui vous reposez des agitations de la vie dans la paix de la gloire ou dans le calme profond du néant, nous ne vous oublierons pas! » Il les oubliait si peu, qu'il saisissait le moindre prétexte pour revenir à eux ou pour en parler; parfois même, il n'avait besoin d'aucun prétexte d'actualité pour leur consacrer de copieux et savans articles. Et ainsi, parallèlement à son œuvre proprement critique, la prolongeant, si l'on peut dire, dans le passé, il édifiait au jour le jour toute une œuvre d'histoire littéraire qui, pour l'originalité de la méthode, la justesse et la vivacité de l'intuition esthétique, la connaissance approfondie et personnelle des sujets et des textes, l'abondance des vues générales, égale souvent et quelquefois dépasse quelques-unes des études les plus vantées, sinon de Taine ou de

Sainte-Beuve, tout au moins de Vinet et de Nisard. A tous ces maîtres d'ailleurs, Brunetière devait quelque chose, et il n'est que juste de leur faire leur part dans la formation de son esprit : Sainte-Beuve lui avait donné le sens de l'histoire, le goût de l'érudition précise et minutieuse ; Taine, celui des idées philosophiques et des recherches scientifiques ; Nisard lui avait enseigné le culte de la perfection classique, et Vinet le prix de la vie intérieure et de la pénétration morale. A Eugène Fromentin, à Émile Montégut, il emprunta aussi plus d'une observation de détail, plus d'une vue féconde sur la « technique » de l'art littéraire, sur la succession des écoles et des œuvres d'art, sur les littératures étrangères enfin. Mais tous ces enseignemens et toutes ces influences, il les avait fondus dans l'unité d'une personnalité à la fois très réceptive et très forte ; et il y a trop ajouté de son propre fond, pour qu'on soit en droit de nier sa robuste originalité.

Dans la *Préface*, — supprimée depuis, — de la première édition de ce recueil d'*Études critiques*, où il a successivement rassemblé ses principaux travaux d'histoire littéraire, Ferdinand Brunetière indiquait brièvement les remaniemens et les corrections qu'il avait fait subir à ses articles en les réimprimant ; et il ajoutait : « J'ai surtout essayé, dans ce travail de revision, de lier entre eux ces morceaux et de les ramener tous, comme j'espère qu'on pourra le voir, à n'être que l'expression, diverse selon les sujets et les hommes, de quelques idées fondamentales, toujours les mêmes. » Quelles étaient ces « idées fondamentales ? » Il est facile de les démêler. La première est qu'il y a une « tradition : » nous pouvons la méconnaître, nous pouvons même la nier et nous efforcer de la détruire, en quoi d'ailleurs nous avons tort et faisons œuvre de barbares ; mais, en attendant, quoi que nous fassions, elle s'impose à nous : « les qualités dont nous sommes le plus fiers, et les défauts dont nous nous montrons le plus orgueilleux, c'est d'héritage que nous les tenons. » Cette tradition, qui n'est point tout le passé, mais simplement ce qui surnage et survit du passé, elle nous vient, à nous autres, Français, des Grecs et des Latins. Mal connue, obscurcie, dénaturée pendant tout le moyen âge, elle nous est revenue à l'époque de la Renaissance ; elle s'est épanouie avec une incomparable splendeur pendant tout le XVIIe siècle ; elle a suffi alors à quelques-uns des plus

beaux génies dont puisse s'honorer la littérature universelle, et que nous appelons classiques, parce qu'ils ont eu le bonheur de produire leur œuvre au moment où la langue qu'ils parlaient, les genres où ils s'exerçaient, et le génie national qu'ils exprimaient atteignaient toute leur perfection respective. Mais cette heureuse réussite n'a duré qu'un temps. Dès le siècle suivant, la tradition a été battue en brèche par ceux-là mêmes qui auraient dû la défendre. Et peu à peu, il s'est formé en France une littérature toute nouvelle qui nous a certainement enrichis d'œuvres considérables, puissantes et neuves, mais qui, au total, nous a fait peut-être payer un peu cher les acquisitions dont elle nous a dotés. Telle est bien, semble-t-il, la philosophie de l'histoire de la littérature française qui se dégage des innombrables études fragmentaires que Brunetière a consacrées à notre passé littéraire ; et si elle est discutable, comme toutes les philosophies de l'histoire, nul ne niera qu'elle ne soit parfaitement cohérente, et qu'elle n'explique un très grand nombre de faits. J'en sais d'autres dont on ne pourrait en dire autant. Et il faut s'empresser d'ajouter que l'auteur des *Études critiques* a mis tant d'ardeur, d'ingéniosité, de science et de talent à la développer et à la défendre, qu'il a fini par la rendre persuasive pour un très grand nombre d'esprits. Je ne crois pas qu'à l'heure actuelle, il en est une autre qui puisse lui disputer la maîtrise des jeunes intelligences françaises.

Ce qui n'a pas peu contribué à faire le succès de ces idées, c'est que leur inventeur n'était rien moins que le « traditionaliste » figé, docile et étroit que l'on s'est parfois représenté. Ceux qui le comparaient à Gustave Planche, — ou même à Désiré Nisard, — ne l'ont sans doute jamais lu. On a dit de lui, — c'est un adversaire, — qu' « il apparut comme un démolisseur et un iconoclaste ; » et le mot ne laisse pas de comporter une large part de vérité. Cet orthodoxe avait souvent des allures d'hérétique. Ce conservateur faisait volontiers figure de révolutionnaire. Cet apôtre du bon sens excellait à donner à la vérité la forme d'un paradoxe. Ce défenseur de la tradition prenait avec elle des libertés singulières. Il a traité les anciens, tous les anciens, même ses chers classiques du XVIIe siècle, avec autant de vivacité et d'indépendance que ses contemporains : Fénelon n'a pas eu plus à se louer de lui que Zola, et Descartes que Renan. Il avait horreur des jugemens tout faits et des vérités de

convention ; il prenait, à bousculer de vénérables légendes, le même plaisir qu'à « éreinter » de mauvais auteurs. Il avait un impérieux besoin de voir clair, de n'être dupe ni des idées, ni des hommes, et de n'admirer qu'à bon escient. Aussi a-t-il, en histoire littéraire, redressé nombre d'idées fausses, de jugemens erronés, et qui se transmettaient d'âge en âge. Toute son érudition n'allait qu'à lui permettre de serrer la réalité de plus près, et de la rendre telle qu'il la voyait. Et il la rendait en effet avec une rudesse de franchise, une brusquerie originale, un dédain des précautions oratoires, une âpreté d'accent qui donnaient à sa critique une saveur, une intensité, et comme une flamme de vie auxquelles, depuis longtemps, en cet ordre d'idées et d'études, on n'était plus habitué. Et assurément, il se trompait quelquefois, comme nous nous trompons tous ; et comme à nous tous, il lui est arrivé de faire pencher la balance en faveur des écrivains dont les idées se rapprochaient des siennes ; mais même dans ses duretés, ou, si l'on y tient, ses « injustices » à l'égard des auteurs qu'il n'aimait guère, il y avait, — ne parlons pas de sa sincérité qui est ici hors de cause, — avec bien des vérités mêlées, un désir d'impartialité, d'objectivité, une liberté de pensée et de langage que ses ennemis mêmes ont plus d'une fois été forcés de reconnaître. Traditionaliste, certes, mais le plus indépendant des traditionalistes, et qui, pour des raisons d'ordre général, consentait bien à se ranger sous la règle, mais qui voulait éprouver les titres de cette tradition qu'il était prêt à défendre, et qui n'a jamais abdiqué l'autonomie de son sens propre, ni aliéné les droits légitimes de son libre jugement.

Ainsi conçues et ainsi pratiquées, la critique et l'histoire impliquaient de toute évidence une philosophie générale, une certaine façon de comprendre non seulement l'art et la littérature, mais l'homme et la vie, dont le logicien qui était en Brunetière ne pouvait manquer d'avoir pris nettement conscience. De fait, il n'était pas homme à ne s'être pas interrogé et à n'avoir point pris, — au moins provisoirement, — parti sur les questions essentielles. « Mais pour les *Pensées*, écrivait-il un jour, quelle qu'en soit la valeur comme apologie du christianisme, le problème qu'y agite l'âme passionnée de Pascal n'a pas cessé d'être celui *qu'il faut* que tout être qui pense aborde, discute et résolve *une fois au moins dans sa vie*. » Ce problème, comment lui-même l'avait-il tout d'abord résolu ?

D'une manière générale, et d'assez bonne heure, trois principales influences semblent s'être partagé la direction de sa pensée : celle de l'évolutionnisme, celle du pessimisme, celle du positivisme.

Ferdinand Brunetière avait-il, dès sa première jeunesse, fait d'Auguste Comte l'étude approfondie que devait révéler l'un de ses derniers livres ? On en peut douter ; mais ce qui est sûr, c'est qu'il connaissait alors très suffisamment la doctrine, qui, d'ailleurs, s'apparentait avec le tour volontiers réaliste de son esprit, et qui, par Renan, par Taine, par Littré, de tous les points de l'horizon, en quelque sorte, lui arrivait comme l'un des élémens constitutifs de l'atmosphère de l'époque.

Il était né pessimiste, — « car on naît pessimiste, écrivait-il, on ne le devient pas. » — « Et comme si c'était une loi de la nature humaine, — lisons-nous dans l'un de ses premiers articles, — le signe de son imperfection, *la marque indélébile de sa perversité foncière...* » Quelles expériences intimes l'avaient-elles affermi dans cette conviction profonde ? Nous l'ignorons : mais, sur ce point de doctrine, nous le savons, il n'a jamais varié. Et pourtant, quand il s'exprimait ainsi, il n'avait pas encore découvert Schopenhauer : un compte rendu du livre de Caro sur *le Pessimisme*, daté de la même époque, — 1879, — nous le montre encore fort ignorant de l'amère philosophie dont il va devenir un adepte si fervent. Quand, cinq ou six ans plus tard, il aura pris contact avec elle, il ne perdra pas une occasion de la défendre contre ses adversaires, et, avec je ne sais quelle sombre et farouche éloquence, d'en célébrer la haute vertu moralisatrice : l'une de ses premières conférences, en 1886, et qui le révéla comme orateur, fut sur *les Causes du pessimisme* (1), et il s'y montrait déjà un apôtre enthousiaste de l'Évangile selon Schopenhauer.

Il était aussi, et de longue date, un disciple de Darwin. Un des premiers articles qu'il publia à la *Revue Bleue*, en 1875, étudiait *l'Évolution du transformisme*, et il ne cessa pas, depuis lors, de se tenir au courant des théories et des recherches qu'avait provoquées *l'Origine des Espèces*. La doctrine de l'évolution lui apparaissait dès cette époque comme le dernier produit, philosophique et scientifique à la fois, de l'esprit humain ;

(1) Cette très belle conférence n'a, malheureusement, pas été recueillie en volume, mais elle a été publiée par la *Revue Bleue* du 30 janvier 1886.

il n'en mettait point en doute la « moralité, » — on sait que, sur ce point, sa pensée n'a guère changé. — Et peut-être se serait-il rallié avec moins d'empressement à la doctrine, s'il n'y avait pas eu entre elle et lui de nombreux points de contact : il était, quoi qu'on en ait dit, par nature d'esprit, un « évolutif; » et il l'a, du reste, par sa vie même et par son œuvre, très amplement prouvé.

Toutes ces lectures et ces influences, — on ignore exactement à quelle date et dans quelles circonstances, — semblent bien, de très bonne heure, l'avoir détaché de tout dogmatisme religieux. Si fermes et si motivées que dussent être d'ailleurs ses négations, il se gardait bien de les exprimer publiquement. Dans un curieux article de ses débuts, et qu'il n'a point recueilli en volume, sur Renan, il prenait contre l'exquis ironiste la défense des « préjugés sociaux, » et « des choses dont parfois l'aspect peut être ridicule, mais est touchant dans son ridicule même, et nécessaire dans son fond à l'existence morale de l'humanité. » Et il ajoutait : « Nous sommes hardiment de l'école de ceux qui, s'ils avaient la main pleine de vérités, hésiteraient à l'ouvrir ou *ne le feraient qu'avec d'infinies précautions.* » Mais sa pensée ne laissait pas de lui échapper quelquefois. A propos des *Blasphèmes :* « Si les doctrines que M. Richepin s'est proposé « de frapper jusque dans leurs avatars les plus subtils ou les plus séduisans » n'avaient jamais dû soutenir de plus rudes assauts que les siens, beaucoup d'entre elles seraient *aujourd'hui moins branlantes qu'elles ne le sont.* » Ailleurs encore, à propos de simples « livres d'étrennes : » « Au fond de tout mysticisme, *même le plus pur*, il y a je ne sais quoi de malsain et de douteux. »

A différens signes, cependant, on pouvait penser que la question n'était point définitivement résolue pour lui, qu'elle demeurait encore ouverte. « Ce qu'il y a de certain, — déclarait-il ici même, dès son second article, — c'est que la poésie, comme aussi bien l'art en général, comme la philosophie, comme la religion, traversent en ce moment une crise dont il serait présomptueux de vouloir prédire ce qu'il en sortira. » Et autant il mettait de piété à étudier un Bossuet ou un Pascal, — Pascal, « celui de nos grands écrivains, disait-il, que j'aime et je respecte le plus, » — autant il mettait de vivacité à malmener les « libres penseurs, » comme Molinier, ou comme Émile Deschanel, qui ne parlaient pas de ces grands et nobles esprits avec tout le

« respect » qu'ils méritaient. Il faisait mieux : il s'en prenait, — avec quelle virulence ! — au maître de chœur, au patriarche de Ferney lui-même. Qu'on se rappelle les dernières pages de son premier article sur Voltaire, — il est de 1878, — et surtout le parallèle entre Bossuet et Voltaire qui le termine :

L'évêque n'a pris les armes que pour *soutenir*, *défendre* et *fortifier ;* le courtisan de Frédéric et de Catherine II n'est entré dans la lutte que pour *détruire*, *dissoudre* et *achever les déroutes* que d'autres avaient commencées. Bossuet n'a combattu que pour les choses qui donnent du prix à la société des hommes, religion, autorité, respect : Voltaire, sauf deux ou trois fois peut-être, n'est intervenu que dans sa propre cause... Et le prêtre du XVIIe siècle a vu plus loin et plus juste que le pamphlétaire du XVIIIe.

Quand on est demeuré fidèle, depuis vingt ans, — écrivait-il plus tard à un critique, — à cette haine constante de Voltaire et à ce respect pour Bossuet, on peut bien avoir varié d'opinion sur Marivaux, je suppose, ou sur les *Parnassiens*, mais il y a des chances pour qu'on soit demeuré au fond le même, et vous l'avouerai-je ? en dépit de l'évolution, j'ai eu peur quelquefois que ce ne fût mon cas (1).

Et enfin, il ne se contentait pas d'étudier, avec une respectueuse sympathie, le christianisme dans l'œuvre de ses représentans les plus qualifiés ; il était, — deux ou trois articles peu remarqués en témoignent, — fort curieux de l'histoire des religions comparées, et, en particulier, des recherches relatives au bouddhisme. Le bouddhisme était, à ses yeux, « l'événement qu'on peut appeler, avec l'apparition du christianisme, le plus considérable de l'histoire du monde. »

Ce qu'on ne peut nier, ajoutait-il, c'est que ces spéculations sur l'évolution de l'esprit humain à la recherche d'un Dieu soient faites pour séduire les esprits même les plus fermes et les plus froids. C'est ici, quoi qu'on veuille et quoi qu'on puisse faire, le fort indestructible de toute religion, de toute théologie, de toute métaphysique. Car, comme on ne fera pas que tout homme qui pense ne s'interroge quelquefois sur le sens possible et sur le but de la vie, on ne fera pas que toutes religions et toutes métaphysiques, mortes ou vivantes, actuelles ou futures, ne contiennent le meilleur et le plus pur de ce qu'il y a dans l'esprit humain.

Si, d'ailleurs, il n'hésitait pas à souligner au passage les curieuses analogies que présentent les religions de l'Inde avec

(1) Lettre inédite du 16 septembre 1898.

celle de Jésus, il avait déjà le pressentiment très net de l'originalité réelle, et on serait tenté de dire de l'*unicité* du christianisme. « S'il y a, — écrira-t-il par exemple, — s'il y a dans toute religion d'amour un principe d'erreur et de corruption prochaine, l'esprit du christianisme n'a rien négligé de ce qui pouvait en contrarier, en gêner, en étouffer enfin le développement, tandis que, dans l'Inde au contraire, le tempérament d'une race également superstitieuse et sensuelle, ayant suivi sa pente, n'a recueilli du krichnaïsme que ce qu'il avait de plus dangereux. » — Il est toujours facile, je le sais, de prédire après coup: il semble pourtant que, dès cette époque, un observateur attentif de sa pensée aurait pu saisir, dans les écrits de Ferdinand Brunetière, les traces visibles d'une certaine inquiétude religieuse, et prévoir que, sur ces questions, il n'avait pas dit encore son dernier mot.

Il est toutefois indéniable que, dans cette période de sa vie, le problème religieux est fort loin d'être sa préoccupation dominante : il s'y intéresse surtout, ou du moins il ne l'aborde publiquement que sous sa forme historique. Une autre question essentielle, et qu'il voulait délibérément ne compliquer d'aucune autre, — « je ne veux pas, dira-t-il quelque part, mêler la question religieuse à la question morale, » — l'attire, le retient, l'obsède au milieu de son œuvre de critique et d'histoire littéraire. On peut même dire que la façon dont il concevait sa tâche de critique et d'historien littéraire l'amenait presque nécessairement à l'étude et l'entretenait dans la méditation constante de ce problème, qui est le problème moral, tel qu'il se pose de notre temps. Qu'on se souvienne en quels termes, d'un accent si personnel, et presque confidentiel, Ferdinand Brunetière, ici même, louait Caro et Émile Montégut. « Ce qui ajoutait, — disait-il de ce dernier, — à l'intérêt de sa conversation, c'est qu'elle *aboutissait toujours à la morale;* et en effet, dès qu'on les prend d'un peu haut, ce ne sont pas seulement les questions politiques, les questions historiques, les questions sociales *qui se changent en questions morales : ce sont aussi les questions esthétiques.* » Si l'on rapproche de ce mot son article sur George Eliot, — l'un des écrivains auxquels il avouait devoir le plus, — ses deux articles sur *le Disciple* de M. Bourget, et tant d'autres déclarations éparses un peu partout dans son œuvre, on se rendra compte que personne, de nos jours, n'a observé, n'a épié,

d'un regard plus attentif et plus anxieux, en historien, en sociologue et en moraliste tout ensemble, « la crise morale des temps nouveaux (1). »

Elle n'est pas nouvelle, cette crise; mais, depuis une trentaine d'années, en France surtout, et sous différentes influences, elle a pris une douloureuse, une terrible acuité. Ce qui est en question, ce sont nos raisons mêmes de vivre. Tant d'idées nouvelles ont été jetées dans la circulation, tant de théories ont été conçues, tant de doutes ont été formés sur les notions qu'on jugeait autrefois les plus évidentes, que nous ne savons plus si, oui ou non, la vie mérite qu'on la vive. Et nous savons moins encore comment nous devons la vivre. Nous rangerons-nous à la tradition? Ou tenterons-nous délibérément des voies nouvelles? Et si oui, entre les innombrables systèmes de morale qui se succèdent tous les jours, qui se disputent avec fracas la faveur publique, lequel choisirons-nous, et au nom de quel principe? Car ils se contredisent tous, et non pas seulement sur les idées générales qui les fondent, mais sur le détail des devoirs qu'ils imposent, ou des conseils qu'ils suggèrent. Positivistes, criticistes, évolutionnistes, pessimistes, idéalistes, naturalistes, que sais-je encore? autant d'hypothèses, et autant de solutions différentes du problème moral. Puisqu'il est entendu que la morale devra être indépendante de la religion, le sera-t-elle aussi de la métaphysique? Et si oui, sur quoi l'appuierons-nous? Sur une idée? sur un sentiment? ou sur un fait? Sur la science? sur l'intérêt individuel? ou sur l'utilité sociale? Constituerons-nous une morale du « surhomme? » une morale de la concurrence? ou une morale de la solidarité? Et à la solidarité de fait qui nous unit à tous les autres hommes, — et que nous pouvons répudier d'ailleurs, — reussirons-nous à substituer la solidarité consentie, recherchée, poursuivie, aimée pour elle-même, celle qui oblige et qui lie, et qui est la vraie solidarité morale? Enfin, la morale que nous aurons édifiée sera-t-elle impérative, et à quel titre? Ou bien sera-t-elle sans obligation, ni sanction? Et qu'on ne dise pas que toutes ces questions théoriques importent peu à la pratique : en fait, c'est bien à la pratique qu'elles abou-

(1) *La Crise morale des temps nouveaux* est le titre d'un livre récent et excellent qui, publié par M. Paul Bureau, au mois de mai 1907 (Paris, Bloud), vient d'arriver à la 10e édition, et qui prouve, par son succès même, que la crise est aujourd'hui plus actuelle que jamais, et qu'elle n'est pas près d'être achevée.

tissent tôt ou tard. Suivant la réponse que nous y aurons faite, nous aurons telle ou telle opinion sur les droits respectifs de l'individu et de l'État, sur les rapports des sexes, sur le maintien ou l'abolition de la peine de mort, sur la notion de propriété, sur l'idée de patrie... C'est en réalité tout le détail de notre vie quotidienne, et non pas seulement les actes décisifs de notre existence, qui se trouve ainsi engagé, réglé, déterminé. Et y a-t-il, on le demande, pour tout homme qui pense, problème plus troublant et plus formidable ?

Et voici ce qui rend, pour nous, Français, à l'heure actuelle, le problème plus particulièrement angoissant. Autrefois, il se posait sans doute, mais il se posait surtout entre philosophes. Les spéculations sur la morale n'agitaient guère plus l'opinion publique que les discussions entre mathématiciens. Fortement assise sur ses bases, la tradition imposait à tous, aux individus, comme au corps social, comme à l'État lui-même, une même conception de la vie et de la conduite. Même en violant ces lois du devoir, on les respectait; en les transgressant, on les reconnaissait encore. Assurément, il y avait, comme il y en a toujours eu, des « libres penseurs » qui étaient en même temps des « libres viveurs, » et qui ne manquaient pas de raisons spécieuses pour légitimer leur conduite. Ils restaient des isolés : la propagande encyclopédique elle-même n'avait pas entamé la grosse masse de la nation. Aujourd'hui, il n'en va plus ainsi. D'abord, les philosophes, ou du moins ceux qui se piquent de penser par eux-mêmes, sont devenus légion ; les systèmes se sont multipliés presque à l'infini. D'autre part, les idées abstraites ne sont plus comme jadis reléguées dans les lointains brouillards du ciel métaphysique : elles sont descendues sur la terre ; par tous les moyens de diffusion dont dispose la civilisation contemporaine, par la tribune, par la littérature, par la presse, elles sont allées atteindre les esprits les plus divers; souvent, elles sont allées porter le trouble et le doute dans les consciences les moins préparées pour les recevoir : exprimées sans précautions, avec cette virtuosité logique, cette intempérance paradoxale, cette liberté sans frein qui caractérisent l'esprit français dépouillé de son lest héréditaire, elles ont déposé, dans combien d'âmes ! le germe du seul principe qui leur fût commun, le mépris de l'ancienne tradition.

A cette œuvre de destruction souvent involontaire les événe-

mens politiques sont venus à leur tour apporter un puissant appui. Le développement de notre démocratie a permis à de simples notions abstraites de devenir des forces sociales, vivantes et agissantes : les spéculations de nos philosophes ont passé dans les lois nouvelles : c'est au nom des théories, plus ou moins bien comprises, de Taine que Naquet a demandé et obtenu la législation du divorce. Au lieu de se raidir, comme n'eût pas manqué de faire l'État de jadis, contre les tendances nouvelles, l'État d'aujourd'hui les encourage, et, parfois même, les provoque. Ce n'est point parmi nos professeurs de philosophie, ni surtout parmi nos instituteurs, que la tradition trouvera ses derniers champions. Et ainsi, de proche en proche, tandis que, mal défendue parfois, attaquée de toutes parts, perdant de jour en jour des positions anciennes, la vieille règle des mœurs paraît s'effondrer sous les coups, en face d'elle se dressent mille doctrines nouvelles, sans cohésion entre elles, sans prise directe et vigoureuse sur la majorité des consciences, et qui ne se réconcilient et ne s'unissent que dans leurs négations. Anarchie dans les idées, dans les âmes et dans la conduite, voilà le spectacle que présente à l'observateur impartial une portion notable, — et croissante, — de la société française contemporaine.

Cette « crise actuelle de la morale, » Ferdinand Brunetière n'a pas été le seul, mais il a été l'un des premiers, et l'un des plus obstinés à en dénoncer la douloureuse gravité. Dès 1882, dans l'article sur Renan que nous rappelions tout à l'heure, commentant avec une approbative inquiétude le mot célèbre : « Nous vivons de l'ombre d'une ombre, du parfum d'un vase vide, » il ajoutait :

Vous êtes-vous demandé cependant d'où venait, depuis quelques années, chez tous ceux du moins qui ne bornent pas leurs soucis à l'heure présente, cette préoccupation de l'avenir de la morale ? et ces efforts multipliés, dans le désordre actuel des doctrines philosophiques, pour constituer les lois de la conduite sur des bases nouvelles ? et ces tentatives enfin, pour trouver quelque part un premier anneau où suspendre la chaîne des devoirs ? C'est que l'on sent bien, selon l'expression de M. Renan, que nous ne subsistons que d'un « reste de vertu... » Ce que les préjugés sociaux, dont il n'est peut-être pas un qui n'ait eu sa raison suffisante, ce que les traditions héréditaires, capitalisées en quelque sorte pendant des siècles dans les mêmes familles, ce que « l'étroitesse d'esprit, » puisque M. Renan a prononcé le mot, et ce que j'aimerais mieux appeler, si je n'avais peur du

barbarisme, l'intransigeance du devoir, peuvent produire, et de quel secours ils peuvent être à l'humanité, nous le savons, et, à vrai dire, nous nous abritons encore dans l'édifice social qu'ils nous ont élevé. Mais quand cette « largeur d'esprit » qui, comprenant tout, excuse tout, aura triomphé de l'antique étroitesse, quand les traditions héréditaires auront disparu sans retour, et que nous en aurons dissipé le capital, quand enfin nous aurons débarrassé l'homme de tous les préjugés sociaux, il est permis de se demander ce qu'il adviendra de la morale à son tour, et quelles seront les lois qui gouverneront la conduite, ou seulement s'il y aura des lois...

Cette page, que Brunetière a, depuis, plusieurs fois récrite, n'est pas d'un pur critique : elle est d'un *moraliste*, je veux dire d'un homme « qui comprend toute la gravité d'un problème moral, qui en voit toutes les liaisons avec toute l'étendue de la conduite humaine, qui sent la difficulté d'en accorder la solution avec ces principes obscurs et cependant certains sans lesquels il n'y a plus de morale, à ce qu'il semble, *ni même de société des hommes.* »

Et elle est d'un *moraliste social*. Ce qui préoccupe Brunetière, manifestement, c'est sans doute la question de savoir ce que l'homme individuel, dans le secret de sa conscience, doit décréter pour le bon aménagement de sa vie intérieure ; mais c'est surtout la manière dont les hommes doivent vivre entre eux. L'homme qu'il a sans cesse devant les yeux, c'est « l'homme réel et vivant, l'homme social, engagé dans les relations de la vie quotidienne, l'homme enfin tel qu'on ne le peut abstraire de la société des autres hommes sans faire évanouir le sujet lui-même de l'observation. » Il y a une belle parole d'un autre moraliste social, de George Eliot, que Brunetière cite quelque part avec admiration, et qui pourrait lui servir de devise : « Nos vies sont tellement liées entre elles qu'il est absolument impossible que les fautes des uns ne retombent pas sur les autres ; même la justice fait ses victimes ; et nous ne pouvons concevoir aucun châtiment qui ne s'étende en ondulations de souffrances imméritées bien au delà du but qu'il a touché. » Et conformément à cette pensée maîtresse, il demande qu'on ne touche à l'institution sociale « que d'une main prudente, presque timide, avec des précautions pieuses ; » et quand lui-même abordera publiquement des « questions de morale, » d'abord, ce seront des « questions de morale sociale, » comme par exemple cette étude sur *la Recherche de la paternité* qui, publiée ici même, semblait en

annoncer d'autres analogues, lesquelles n'ont pas vu le jour; et ensuite, il se fera une loi de ne jamais quitter le terrain des faits, de ne jamais perdre de vue la réalité saisissable de l'expérience historique et de l'observation courante, de se défier toujours des solutions radicales et encore inéprouvées, et, au lieu de déclamer, comme il aurait pu en être tenté aussi bien qu'un autre, contre les « préjugés » vulgaires, il s'efforcera d'en rechercher et d'en montrer l'origine et le fondement dans les nécessités permanentes de la vie morale et sociale. Il y a des méthodes plus brillantes et plus faciles: ce ne sont peut-être pas les plus scrupuleuses et les plus utiles.

Ainsi donc, et dès ses premiers travaux, il y avait en Ferdinand Brunetière un moraliste très avisé, très anxieux aussi, très libre d'ailleurs et détaché de tout dogmatisme, d'autant plus ouvert et curieux de toutes les manifestations de la vie morale et même religieuse, un moraliste très prudent enfin, très soucieux des droits et des intérêts généraux de la collectivité, très armé contre les revendications intéressées de l'individualisme. Et ce moraliste-là, il n'était pas besoin de fouiller très avant, — ou de le contredire très longtemps, — pour le voir surgir et percer sous le critique littéraire. Mais il n'en est pas moins vrai que, à prendre les choses du dehors, la critique, l'histoire littéraire et l'esthétique absorbent alors le plus clair de son activité. La morale n'y perdait rien, puisque, nous l'avons vu, son œuvre critique était pour lui un moyen, et un moyen très efficace, d'agir sur les idées, et, partant, sur les mœurs: mais enfin, elle n'émergeait pas au premier plan. Nommé en 1886 maître de conférences de littérature française à l'École normale, il allait, quelques années durant, s'enfoncer plus que jamais dans son rôle de critique et d'historien littéraire. L'enseignement va produire en lui son effet naturel: les questions de méthode vont se poser à son esprit avec une insistance croissante; et du critique de la tradition ne va pas tarder à se dégager le *critique évolutionniste*.

III

« Je ne vois, — écrivait Scherer en 1884, dans son mémorable article sur *la Crise actuelle de la morale*, — je ne vois dans la philosophie que l'esthétique à laquelle on n'ait pas en-

core appliqué la méthode évolutionniste, et il faudra bien que l'esthétique se renouvelle à son tour en cherchant à la même source l'explication des questions sur lesquelles elle s'acharne depuis si longtemps avec de si minces résultats. » Je ne sais si Brunetière a longuement médité ces lignes : on ne saurait, en tout cas, mieux définir l'œuvre critique à laquelle, de 1889 à 1895, et, même, jusqu'à la fin de sa vie, il allait délibérément se consacrer.

A dire vrai, cette idée d'appliquer à la critique et à l'histoire littéraire la méthode évolutive n'était pas nouvelle chez lui ; et il serait facile de montrer qu'en fait, il s'y était toujours secrètement conformé, et même que, dès ses premiers articles, l'expression théorique en venait assez souvent sous sa plume.

Les genres littéraires, — écrivait-il ici même, en 1879, dans un article non recueilli sur Vacquerie, — les genres littéraires ont leur fortune, et cette fortune est changeante. Comme toutes choses de ce monde, ils ne naissent que pour mourir. Ils s'usent à mesure qu'ils enfantent leurs chefs-d'œuvre. Comme des originaux dont on tirerait des copies, et de ces copies à leur tour des copies de copies, les épreuves successives iraient s'affaiblissant, perdant et gâtant chacune quelque trait du modèle, jusqu'à ce qu'enfin la dernière fût précisément ce que l'imitation plate et servile d'un écolier peut être à l'œuvre inspirée d'un maître : ainsi les genres littéraires périssent, et quelque effort que l'on fasse, dès qu'ils ont atteint un certain degré de perfection, ne peuvent plus que déchoir, languir et disparaître.

La doctrine de l'évolution des genres est là en germe, et même déjà plus qu'en germe.

On sait qu'elle consiste essentiellement à assimiler les genres littéraires à de véritables espèces vivantes : comme les espèces de l'histoire naturelle, ils vivent, c'est-à-dire naissent, se développent et meurent ; et il s'agit de savoir suivant quelles lois. *Naître* et *mourir* sont d'ailleurs des expressions impropres : rien ne naît, et rien ne meurt, mais tout *évolue ;* la question à se poser à propos des genres est de rechercher de quoi ils se forment, et en quoi ils se transforment. Et comme ils ne sont pas isolés dans l'histoire, qu'ils vivent, ainsi que les espèces, d'une vie non pas seulement individuelle, mais collective, il y a lieu enfin d'étudier les rapports qu'ils entretiennent entre eux, et les lois de la « concurrence vitale » qui régit leur développement respectif.

Telle est, réduite à ses termes les plus généraux, la théorie

originale que Ferdinand Brunetière, après l'avoir exposée dans son enseignement à l'École normale, a développée et illustrée dans une série de conférences, puis dans quatre volumes successifs, et dans nombre d'articles. Il a porté dans cette nouvelle campagne cette puissance d'information, cette abondance de preuves, cette virtuosité dialectique et cette intrépidité de conviction qui caractérisaient chacune de ses démarches. Les objections, bien loin de l'ébranler, le fortifiaient dans sa croyance intime, et souvent même, entre ses mains, se retournaient en argumens nouveaux contre l'adversaire. On a prétendu parfois que, sous la poussée des contradictions, il avait, d'assez bonne heure, dû reconnaître qu'il s'était épris d'une doctrine un peu aventureuse, et qu'il s'en était intérieurement très vite détaché. C'est exactement le contraire de la vérité, et, entre tant de preuves qu'on en pourrait fournir, il suffit de se reporter à la courte *Préface* de son *Histoire de la littérature française classique* pour reconnaître que, aux yeux de son inventeur, la théorie de l'évolution des genres n'avait jamais cessé d'être l'expression d'une vérité peut-être provisoire, en tout cas, et en attendant mieux, singulièrement utile et féconde.

Aventureuse d'ailleurs, ou véridique, l'hypothèse était de nature à séduire Brunetière, et il est aisé d'en entrevoir les raisons. D'abord, ainsi que le faisait observer l'auteur d'un livre sur Hæckel, Léon-A. Dumont, c'est une idée éminemment conservatrice que celle d'*évolution :* n'est-ce pas la traduction, en termes tout contemporains, du célèbre axiome : Rien ne se perd, rien ne se crée dans la nature? Elle est même, au fond, toute voisine de l'idée de *tradition :* car, qu'est-ce que la tradition, sinon l'évolution accomplie, réalisée dans le domaine de l'histoire littéraire ou morale, et dont nous recueillons les résultats? Le véritable évolutionniste ne risquera jamais de ne pas faire sa large part au passé (1), puisque le présent et l'avenir en sont le prolongement naturel et nécessaire. D'autre part, la doctrine évolutive, étant de date assez récente, et n'ayant pas encore été appliquée à l'esthétique et à l'histoire littéraire, elle avait de quoi scandaliser un certain nombre d'esprits, ce qui n'était

(1) « Pour rompre avec le passé, il faudrait rompre avec la dernière goutte du sang de nos veines. » Cette belle formule d'un philosophe évolutionniste et d'un Anglais, Herbert Spencer, ne pouvait naître que dans le pays de la tradition par excellence.

point pour déplaire à l'auteur du *Roman naturaliste :* ses allures volontiers provocantes de théologien quelque peu hétérodoxe d'apparence s'accommodaient fort bien de ce rôle : n'allait-il pas lui permettre d'enlever à ses critiques le droit de le compter parmi les « réactionnaires, » les simples « prophètes du passé? » Et enfin, à y bien réfléchir, n'était-ce pas à une tentative de cette sorte qu'aboutissait, après Sainte-Beuve et après Taine surtout, pour un esprit généralisateur et systématique, tout l'effort de la critique moderne? Si Taine, après 1870, avait commencé sa carrière critique, il est en effet infiniment probable qu'au lieu de s'appuyer sur les travaux de Geoffroy Saint-Hilaire et de Cuvier, il se fût appuyé sur ceux de Darwin et de Hæckel (1).

Venu après Taine, Ferdinand Brunetière ne pouvait manquer de suivre son exemple. Il s'en promettait au reste certains bénéfices qui, pour une nature comme la sienne, n'étaient pas à négliger. En premier lieu, il est certain que, si l'on parvenait à découvrir les vraies lois des genres littéraires, on posséderait un élément important du jugement critique : toutes choses égales d'ailleurs, une œuvre serait plus ou moins parfaite, suivant qu'elle se conformerait plus ou moins fidèlement à la loi du genre auquel elle appartient. De plus, la théorie de l'évolution fournit, à n'en pas douter, un moyen de simplifier et d'animer l'histoire littéraire : elle permet de la « désencombrer » de toutes les œuvres médiocres qui, n'ayant exercé aucune influence, sont restées comme en marge du courant de la vie ; elle y introduit un principe d'unité et de continuité ; elle y fait pénétrer l'air, la clarté et le mouvement. Enfin, au lieu d'absorber, comme le faisait Taine, les hautes individualités dans leurs alentours et leur milieu, de les opprimer sous « les grandes pressions environnantes, » elle leur rend leur rôle et leur action ; elle en fait des « facteurs » essentiels de l'évolution littéraire. Tous ces avantages, il semble bien que Brunetière les ait personnellement retirés de la méthode qu'il avait inaugurée. Un de ses libres disciples, M. Lanson, l'a dit avec une heureuse brièveté : « Il a ouvert et rempli un chapitre nouveau de l'histoire de la critique. »

(1) On trouve dans un article que Taine n'a pas recueilli en volume, sur le *Ménandre* de Guillaume Guizot (*Revue de l'Instruction publique* du 10 mai 1885), une phrase qui nous offre, sinon la formule même, tout au moins la justification psychologique de la théorie de l'évolution des genres : « Les genres de l'art sont définis par la diversité des facultés qui le produisent et des besoins qu'il satisfait. »

Son lourd enseignement à l'École normale, ses multiples conférences de l'Odéon ou de la Sorbonne, sur les *Époques du théâtre français*, sur *Bossuet*, sur l'*Évolution de la poésie lyrique en France au XIXe siècle*, lui laissaient encore le loisir de poursuivre son œuvre de critique au jour le jour, et même d'historien littéraire. En pleine possession de sa méthode et de son talent, il s'affirmait et se développait en tous sens. Très attentif à toutes les manifestations de la littérature contemporaine, même aux premiers balbutiemens de la littérature de demain, il ne se contentait pas de juger, il conseillait, il dirigeait les talens nouveaux en quête d'un nouvel idéal d'art ; il s'efforçait de leur révéler à eux-mêmes le vrai sens de leur effort et la légitimité de leurs tendances instinctives : tel est l'objet avoué, par exemple, des articles sur *la Réforme du théâtre*, sur *le Roman de l'avenir*, sur *le Symbolisme contemporain*. En 1889, il joignait à ses précédentes « spécialités, » pour la conserver deux années durant, celle de critique dramatique. Surtout, il se révélait chaque jour davantage professeur et conférencier de tout premier ordre. Écrivain longtemps discuté, — à tort, selon nous, et par ceux qui ont un peu perdu le sens de la forte langue française, — il s'imposa du premier coup comme orateur d'idées. Quelle fut à cet égard sa maîtrise, M. de Vogüé l'a dit ici même en des pages qui décourageraient de plus téméraires que nous, et qui sont encore présentes à la mémoire de nos lecteurs. Mais peut-être est-il bon d'insister sur son œuvre et son action comme professeur.

Il y aurait lieu de le faire longuement dans une étude détaillée sur Ferdinand Brunetière. Car son œuvre se fût-elle bornée à son enseignement oral à l'École normale, elle compterait encore dans l'histoire de la littérature d'aujourd'hui. Elle compterait autant que, dans un autre ordre, celle d'un homme qui n'a, pour ainsi dire, rien écrit, et qui pourtant a mis sa marque, directement et indirectement, sur tant d'esprits contemporains, qu'il a sa place fortement marquée dans l'histoire de la philosophie de notre temps : je veux parler de celui que Renan lui-même appelait « notre penseur éminent, M. Lachelier, l'inventeur du mouvement tournant philosophique le plus surprenant des temps modernes depuis Kant. » L'enseignement à l'École normale, — à l'ancienne École normale, — était pour un maître puissant et *complet*, comme l'était Brunetière, un moyen d'action incomparable. Former chaque année et dis-

cipliner un groupe de jeunes esprits actifs, indépendans, ou se croyant tels, et qui, à leur tour, en formeront d'autres, les munir d'idées générales, de méthodes de travail, de directions intellectuelles, c'était là pour lui une œuvre extrêmement séduisante et à très longue portée : il s'y donna avec une conscience, une activité, une fougue, dont ceux mêmes qui lui résistaient ont gardé le vivant souvenir. Tant de labeur dépensé pour les autres ne fut d'ailleurs point perdu pour lui-même. Il n'est que d'enseigner pour apprendre : Brunetière apprit donc beaucoup en préparant ses cours d'École normale : les articles et les livres sortis de cet enseignement sont là pour en témoigner. En même temps que son information s'étendait, sa méthode se précisait, opérait sur de plus vastes ensembles, acquérait à la fois plus de rigueur et plus d'ampleur ; son esprit s'assouplissait pour atteindre d'autres esprits, parfois exigeans et toujours difficiles ; son talent d'exposition oratoire se fortifiait, s'élargissait, déployait toute la fécondité de ses ressources. Enfin, au contact de ses divers auditoires, il prenait pleinement conscience de sa rare puissance de persuasion : nos livres, quelques échos lointains qu'ils éveillent, ne nous donnent jamais, comme la parole publique, la sensation directe, immédiate, de la prise que nous pouvons avoir sur les âmes. Orateur né comme il l'était, Ferdinand Brunetière ne pouvait pas ne pas sentir que, avec quelque sérieux qu'il traitât la critique et l'histoire littéraire, son éloquence, son succès, son action enfin dépassaient la pure littérature. J'imagine que, parfois, le mot célèbre de Pascal à Fermat sur la géométrie qui « n'est qu'un métier, » et qui « est bonne pour faire l'essai, mais non l'emploi de notre force, » devait lui traverser l'esprit, et qu'il ne pouvait manquer d'en faire l'application à la critique. La pensée d'un autre rôle à jouer devait lui être trop naturelle, pour que, de temps à autre, il ne l'accueillît pas avec faveur. Quand on a un tempérament d'apôtre, il est difficile de passer sa vie à prêcher la doctrine de l'évolution des genres.

Pourquoi ne le dirions-nous pas ? — s'écriait-il, tout au début de sa carrière. — Les hommes tels que M. Renan, dans la situation qu'il occupe, avec l'influence qu'il exerce, dans toute la maturité de l'intelligence et dans tout l'éclat du talent, ont un peu charge d'âmes. Ils ne vivent plus, ni ne pensent, ni ne parlent pour eux seulement, mais pour tous ceux qui les écoutent, et qui les lisent, et dont ils sont les guides. Car la jeunesse est toujours la même ; le talent lui suffit ; c'est son honneur d'y être toujours prise...

Ce n'était point là le langage d'un pur « littérateur; » c'était déjà celui d'un homme d'action, d'un homme que les questions littéraires ou historiques pourront bien « divertir » un temps, mais qui n'y trouvera pas toujours, — si tant est qu'il l'y ait jamais trouvé, — « l'apaisement de son inquiétude. »

« Il n'y aura jamais, — écrivait-il huit ans plus tard, en 1890, — il n'y aura jamais dans la langue française de plus éloquente invective que les *Provinciales;* de plus beau livre que les fragmens mutilés des *Pensées;* et de plus grand écrivain, que l'on doive plus assidûment relire, plus passionnément aimer, et plus profondément respecter que Pascal. » A cette école, et à celle aussi de Bossuet, qu'il étudiait beaucoup vers le même temps, il apprenait, — ou réapprenait, — diverses choses qu'il définissait plus tard (1) en ces termes : l'horreur du dilettantisme; l'art d'aller au point vif des questions; et la distinction des différens ordres de vérités. Ce n'était point d'ailleurs qu'il fût disposé à accepter leurs conclusions à tous deux. Il le laissait clairement entendre dans un article, également daté de 1890, et l'un des plus suggestifs à tous égards qu'il ait écrits, sur Vinet :

Est-il bien nécessaire d'être « chrétien » pour penser comme lui? Ses préoccupations, qui sont pour lui la conséquence de son christianisme, ne pourraient-elles pas s'en détacher peut-être? Et indépendamment de toute idée religieuse, ne peut-on pas croire que, de tous les problèmes, *le plus important et le plus tragique pour nous*, c'est encore celui de notre destinée? Je le crois, pour ma part; et qu'il l'est d'autant plus que nous sommes plus libres et plus dégagés de toute espèce de confession... Moins nous sommes « chrétiens, » plus ces questions ont donc d'intérêt et d'importance pour nous. Bien loin d'en diminuer la grandeur, on l'augmenterait plutôt en les *laïcisant*...

Et quelques mois après, dans un article capital sur *la Philosophie de Schopenhauer et les conséquences du pessimisme*, il précisait, il livrait toute sa pensée d'alors. Il y défendait éloquemment la doctrine contre les objections qu'on lui avait adressées; il montrait que, bien loin d'entraîner les conséquences décourageantes et immorales que l'on prétendait parfois, elle était au contraire génératrice d'énergie et de charité. Ses conclusions étaient significatives : « Ce qu'il y avait de plus élevé, disait-il, mais surtout de plus difficile à faire admettre aux hommes dans

(1) *Ce que l'on apprend à l'école de Bossuet*, conférence faite en 1900 à Besançon dans la brochure citée plus haut, *Bossuet et Brunetière*.

la morale du bouddhisme ou du christianisme, la gloire de l'auteur du *Monde comme volonté et comme représentation* est de l'avoir proprement et véritablement *laïcisé*... L'enseignement que les grandes religions pessimistes avaient dérivé, pour ainsi dire, de la révélation; et à l'origine duquel, en mettant le miracle ou le mythe, elles avaient donc aussi mis l'obligation de croire, l'abdication du sens propre, l'acte de foi, Schopenhauer l'a tiré du seul spectacle de la vie. » Et, mêlant cette fois la question religieuse à la question morale, il ajoutait :

Les religions pourront donc passer, en tant que leurs mystères, sans lesquels elles ne sont que des philosophies, prétendront s'imposer à la raison, *désormais et pour toujours émancipée par la science*. Elles ne passeront point, en tant qu'elles sont quelque chose de plus et d'autre que la science; en tant qu'elles touchent à des problèmes qui, pour ne pas pouvoir être mis en équations, n'en sont pas moins réels ni moins graves; en tant qu'elles répondent à d'autres besoins, plus universels, plus profonds, — *et plus noble peut-être*, — que celui de connaître.

Ne le voyons-nous pas bien depuis quelques années?... De là cette *renaissance de l'idéalisme*. De là ce *besoin de croire* [on a reconnu au passage les titres mêmes de deux futurs « discours de combat, »] qui se manifeste quelquefois d'une étrange manière, il est vrai, mais qui n'en est pas moins sincère. De là cet effort que l'on fait un peu dans tous les sens et dans toutes les directions : ceux-ci pour démontrer « la vertu morale du christianisme, » et que les morceaux en sont bons; ceux-là, dont on a tort de rire, pour acclimater parmi nous je ne sais quel bouddhisme; d'autres encore pour établir sur des bases nouvelles les vérités qui chancellent sur les fondemens qu'on leur donnait jadis; et tous ensemble, si l'on y veut bien regarder d'assez près, pour sauver de la religion ce qu'ils sentent bien qu'on ne pourrait en laisser périr sans laisser l'homme retourner à l'animalité. Le pessimisme en général, et la philosophie de Schopenhauer en particulier, nous en offrent les moyens. Croyons fermement avec lui que la vie est mauvaise... Croyons que l'homme est mauvais... Et croyons que la mort, dont on nous a fait si longtemps un épouvantail, est vraiment, au contraire, une libératrice; ce qui nous permettra de la regarder fixement, de vaincre ce que la peur que nous en avons mêle de lâcheté dans tous nos actes, et de la braver au besoin. *Croyons-le, parce que tout cela est aisé à croire; croyons-le*, parce que tout cela est bon à pratiquer; et croyons-le enfin, parce que tout cela est maintenant court, simple, et facile à prouver.

Ces paroles sont assez claires. A l'époque où nous sommes parvenus, Ferdinand Brunetière croit avoir trouvé la solution du problème dont la hantise le poursuit depuis si longtemps; et l'ayant trouvée, il se hasarde à sortir de sa réserve antérieure,

et à divulguer les « vérités » qu'il croit avoir découvertes. Très respectueux, certes, de la religion, de toutes les religions, car il sait « tout ce qu'elles ont inspiré d'efforts, de sacrifices et de dévouemens, » très hostile aussi à toutes les mesures, ouvertes ou sournoises, de persécution irréligieuse, — son article de 1886 sur *la France juive*, de M. Drumont, est très net à cet égard, — il est convaincu que les diverses religions positives sont des formes périmées et dépassées de la pensée ou de l'activité humaines; mais il estime d'autre part que la science et la philosophie en ont laïcisé les parties durables et nécessaires, à savoir la morale. En un mot, il croit fermement à la possibilité de fonder une morale, une vraie morale, dont les prescriptions, assez peu différentes, semble-t-il, de celles de la morale chrétienne, s'imposeront, non seulement à l'homme individuel, mais à l'homme social, et de la fonder sur tout autre chose que sur l'idée religieuse.

J'ai cru, — écrivait-il plus tard à l'un de ses critiques, — j'ai cru, comment dirai-je?... à l'idée du *Congrès des religions!* Oui, j'ai cru un moment, et dix ans avant Chicago, que de la *totalisation*, si je puis ainsi dire, et de la *compensation* des religions les unes par les autres, on pourrait dégager une religion, ou une morale quasi laïques et indépendantes, non pas précisément de toute philosophie de la vie, mais de toute *confession* particulière. Et j'avais trente-cinq ans quand cela m'arriva. Et je l'ai cru six ou sept ans... (16 septembre 1898).

Mais son siège n'était pas si bien fait qu'il ne regardât pas visiblement encore, et avec une curiosité passionnée, du côté de la religion. Il reprochait par exemple à M. Lavisse, dans sa *Vue générale de l'histoire politique de l'Europe*, « de n'avoir pas fait la place assez large à l'histoire religieuse; » il louait avec une vivacité singulière le livre de Léon Grégoire sur *le Pape, les Catholiques et la Question sociale*. C'était d'ailleurs le temps où « un grand et bienfaisant pape » prononçait, en matière politique et sociale, des paroles libératrices; où l'Encyclique *Rerum novarum* faisait naître dans toute la jeunesse d'ardens enthousiasmes et de fécondes espérances; où un homme, dont on a pu dire qu' « il a été toute sa vie obsédé par le problème religieux, » Eugène Spuller, osait parler d' « esprit nouveau; » où les passions politiques se calmaient; où une « République athénienne » semblait devoir se lever en France... Comment Ferdinand Brunetière aurait-il été insensible à ce mouvement qui

emportait alors tant de nobles esprits et séduisait tant d'âmes généreuses?

Mais les convictions lentement formées ne s'usent pas en un jour; « il y faut du temps; il y faut de la réflexion; » il y faut surtout l'épreuve de la vie et l'expérience des hommes. L'idée d'une laïcisation possible et souhaitable de la morale lui tenait trop au cœur, pour qu'il y renonçât sans coup férir. En février 1892, à propos du livre de M. Rébelliau sur *Bossuet historien du protestantisme*, il écrivait ici même : « Bossuet a-t-il vu ce qu'aujourd'hui même encore beaucoup de protestans ne voient pas ou ne veulent pas voir, qu'à travers toutes ces variations, s'il y avait comme un dessein plus secret dont la Réforme ne se fût jamais écartée, c'était celui d'émanciper du joug théologique, et, comme nous dirions, de *laïciser* non seulement la pensée, mais surtout la morale?... Cette idée qu'une religion n'est pas nécessairement une morale, et que même elle en peut être le contraire, on la trouve déjà formée chez quelques contemporains de Bossuet... Mais je doute qu'elle soit entrée dans l'esprit de Bossuet... Il ne pouvait voir dans l'entreprise de séparer la religion d'avec la morale, que libertinage et qu'immoralité. *Là serait le point faible de l'Histoire des Variations.* » Quelques mois plus tard, à la fin d'un curieux article, un peu âpre d'accent, sur *la Critique de Bayle*, il disait : « Dans le temps où nous vivons, si rien ne serait plus urgent que de défendre l'institution sociale contre les assauts, ou plutôt contre les cheminemens de l'individualisme; si d'ailleurs il est vrai que la doctrine de l'évolution ait laïcisé le dogme du péché originel; et *s'il importe enfin, pour deux ou trois raisons très fortes, que la morale achève de s'affranchir des religions positives...* » Enfin, en juillet 1894, avec quelque témérité peut-être, dans un discours de distribution des prix, il posait publiquement la grave question de la croyance. Il y combattait avec sa vigueur habituelle le dilettantisme et l'individualisme. « Si vous cherchez, disait-il, les causes du désordre moral dont nous souffrons depuis plus d'un siècle, c'est là que vous le trouverez, dans cette apothéose de l'individu; et si votre fortune veut un jour que vous en triomphiez, je vous le signale, voilà l'ennemi! » Et pour vaincre cet ennemi séculaire, il se demandait que faire, et que croire :

Mais que croirez-vous? Car enfin, ni nous ne croyons comme nous le voulons, ni nous ne croyons ce que nous voulons, mais seulement ce que

nous pouvons ! Je réponds que c'est ce qui n'est pas prouvé : que notre foi ne soit pas dans notre dépendance ; et *peut-être sommes-nous les maîtres de notre croyance dans la mesure exacte où nous le sommes de notre volonté.* Ainsi du moins l'ont pensé un Pascal ou un Kant. Mais si nous n'avions pas le courage de les suivre, qui donc a décidé qu'en cessant d'exprimer l'adhésion du fidèle aux enseignemens de la religion, les mots de croyance et de foi, comme une écorce creuse, se videraient brusquement de toute espèce de sens et de vertu ? Ce qu'à Dieu ne plaise !... Contentons-nous donc, en ce cas, des certitudes que nous donne l'histoire... Puisqu'il n'en faut pas plus pour nous révéler en nous autre chose que nous-mêmes, il n'en faut pas plus pour nous arracher au culte de nous-mêmes ; *et hæc est victoria, quæ vincit mundum, fides nostra. La véritable foi, celle qui vaincra l'égoïsme et qui nous communiquera la fièvre généreuse de l'action, c'est la foi de l'individu dans les destinées de l'espèce ;* et, quoi que les sceptiques en disent, n'est-il pas vrai que le passé nous est ici garant de l'avenir ?

Et il concluait en ces termes :

Croyons donc ce que nous pouvons, *mais croyons quelque chose,* puisque nous savons, puisque vous voyez qu'*il n'en faut pas davantage pour agir.* A défaut d'une autre croyance, faisons-nous une foi de ce besoin d'action qui est la loi même de l'humanité, puisque, à vrai dire, l'inaction et la mort ne sont au fond qu'une même chose. *N'en obscurcissons pas l'évidence d'une métaphysique inutile...* et je ne sais, après cela, si, comme on vous le promettait et comme je le souhaiterais, je ne sais

Si le siècle qui vient verra de grandes choses,

mais nous n'aurons du moins démérité ni de nos maîtres, ni de la France, ni de l'humanité.

Est-ce que je me trompe ? Il me semble sentir, dans ces dernières paroles, je ne sais quel accent de lassitude et de découragement. Cette foi un peu vague dans les destinées de l'espèce que l'orateur nous propose, il a l'air lui-même de n'être pas très sûr qu'elle suffise véritablement. Trois mois après, il partait pour Rome. Un homme nouveau commençait, — et la littérature même n'allait rien y perdre.

VICTOR GIRAUD.

L'ALLEMAGNE ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE

AU DÉBUT DE 1908

I

Le monde vient de traverser une crise financière d'une violence peu commune. Nous en avons, il y a trois mois, étudié les effets dans le pays où elle s'est manifestée avec le plus d'intensité, aux États-Unis (1). La situation de l'Allemagne, au cours de l'année 1907, n'a pas été pour nous un sujet de préoccupation moindre : mais il n'y a point de comparaison à établir entre elle et l'Amérique. Il nous a paru particulièrement utile de chercher à donner à nos lecteurs un tableau fidèle de ce pays, au lendemain du jour où l'on a répandu tant de bruits inquiétans sur lui, et où l'on a été jusqu'à dépeindre la position de ses banques et de ses industries comme presque désespérée. Le contraste entre le calme relatif qui régnait à Paris et la nervosité de la bourse de Berlin, quelques faillites retentissantes, entre autres celles de la vieille maison Haller Soehle, à Hambourg, et d'un spéculateur berlinois engagé dans des affaires minières et immobilières, l'élévation anormale du loyer de l'argent sur les places allemandes, les offres multipliées à Paris d'effets de commerce, de traites de banque et même de bons du Trésor allemands à des taux très supérieurs à ceux qui se pratiquaient au même moment pour les valeurs françaises analogues, des rumeurs aussi vagues qu'inexactes répandues sur de prétendues demandes di-

(1) Voyez, dans la *Revue* du 15 décembre 1907, notre étude sur *la Crise américaine*.

plomatiques qui auraient eu pour but d'ouvrir, en quelque sorte de force, nos marchés aux fonds allemands, tout cet ensemble de circonstances, dans une atmosphère déjà chargée de courans orageux venus d'outre-Atlantique, détermina, durant quelques semaines, nous pourrions dire quelques mois, des jugemens erronés dans la presse et dans l'opinion françaises.

La crise de 1907 s'est développée aux États-Unis avec une violence extraordinaire, parce qu'à côté des facteurs pour ainsi dire naturels et réguliers de toute crise, des élémens imprévus, la politique du président Roosevelt d'une part, la malhonnêteté de certains créateurs d'affaires de l'autre, y ont amené des troubles exceptionnels. En Allemagne, au contraire, elle a suivi un cours normal : elle n'a été que l'aboutissement d'une période prospère. En réalité, on pourrait presque dire qu'il n'y a pas eu, qu'il n'y a pas de crise allemande, en ce sens que la vitalité d'aucune des grandes entreprises de banque, de commerce, d'industrie n'est atteinte, et que l'activité générale, ralentie dans beaucoup de cas, n'est arrêtée sur aucun point : nous assistons simplement à l'évolution inévitable des sociétés humaines, qui passent par des époques de production et de consommation intenses suivies de périodes de calme et de contraction.

Pour bien comprendre la situation actuelle, il est nécessaire de remonter un peu en arrière, et de rappeler les étapes du développement rapide de l'Empire allemand, le dernier venu, mais non le moindre des grands États européens, né de nos fautes, de nos revers, et de la persévérance d'un Guillaume Ier, aidé par le génie d'un Bismarck. La Confédération germanique, que remplaça, en 1867, la Fédération de l'Allemagne du Nord, appuyée sur une Union douanière, ne comptait guère comme facteur économique. La Prusse, le principal de ses élémens, celui autour duquel tous les autres devaient s'agglomérer, était, vers le milieu du XIXe siècle, un État agricole plutôt qu'industriel. Mais, au lendemain de la guerre de 1870, la scène changea brusquement. Des industries puissantes s'organisèrent : les deux centres principaux en furent : la Silésie, à l'Est; la Westphalie, le pays rhénan et le bassin de la Sarre, à l'Ouest. Les entreprises houillères et métallurgiques qui existaient se développèrent avec fougue; de nouvelles créations surgirent de toutes parts. Les financiers allemands, enivrés eux aussi par les victoires militaires, éblouis par la pluie d'or des cinq milliards, se

lancèrent à corps perdu dans le tourbillon qui aboutit au krach de 1873, aussi meurtrier à Berlin qu'à Vienne. Nombre de banques suspendirent leurs paiemens; beaucoup d'usines qu'elles commanditaient fermèrent leurs portes. Il fallut des années pour réparer le désastre et rendre la confiance aux financiers et au public. Néanmoins, on se remit à la tâche. Le gouvernement prussien, tout entier à son programme d'unification, racheta presque toutes les lignes de chemins de fer existant sur son territoire, en construisit de nouvelles et constitua un réseau de plus de 30 000 kilomètres, auquel il chercha à donner le maximum d'efficacité pour stimuler de son mieux l'industrie nationale : d'une part, il poussait les embranchemens dans toutes les directions où les usines et les fabriques en avaient besoin; de l'autre, il mettait en vigueur des tarifs habilement combinés en vue de faciliter l'arrivée des matières premières aux usines de transformation, de favoriser l'exportation des produits fabriqués et d'amener au plus bas prix possible dans les ports le fret destiné aux compagnies de navigation nationales, dont l'essor a été aussi rapide que celui des industries terrestres. Grâce à cette politique intelligente, les marchés allemands, celui de Berlin en première ligne, reprirent une grande importance : aux environs de 1880, ce dernier avait conquis une place éminente en Europe, notamment en ce qui concerne les émissions de fonds internationaux. Mais alors le parti agrarien, si écouté dans les conseils des Hohenzollern, fit sentir son influence sur l'orientation économique de l'Empire : ligué avec les grands industriels, il convertit Bismarck aux idées protectionnistes, et commença contre les marchés des valeurs mobilières une campagne acharnée, qui, en des étapes successives, a provoqué une législation de plus en plus hostile à la bourse, destructive des marchés à terme, et restrictive, par conséquent, des transactions. Depuis ce moment, les places de Berlin et de Francfort ont beaucoup perdu de leur suprématie au point de vue des affaires financières internationales, qui sont demeurées l'apanage de Londres et de Paris, de cette dernière ville surtout, après que la guerre du Transvaal eut ébranlé le crédit anglais et imposé au Royaume-Uni une épreuve, dont les effets désastreux commencent seulement à s'atténuer aujourd'hui. Ce n'est que tout récemment que le gouvernement allemand, ouvrant enfin les yeux à l'évidence, a reconnu le tort qu'il avait causé au pays par la campagne anti-boursière,

et que le chancelier de Bülow a déposé un projet de loi qui supprime une partie des restrictions imposées maladroitement à la liberté des échanges.

Mais si le rôle financier de Berlin a diminué, la force économique de l'Allemagne n'a pas fait de même. Grâce au merveilleux essor de sa population, qui, en moins de quarante ans, a passé de 40 à 60 millions d'âmes, elle a mis en pleine valeur ses gisemens de houille et de fer, et organisé une industrie sidérurgique qui occupe le second rang dans le monde, après les États-Unis. A côté d'elle, l'industrie électrique sous toutes ses formes, celle des produits chimiques, de la soie, des tissus, et vingt autres se sont développées de la manière la plus remarquable, si bien que la production agricole est devenue insuffisante pour nourrir ces millions d'ouvriers, que les objets fabriqués de toute sorte, et non plus les céréales, forment aujourd'hui le fond de l'exportation, et que l'Allemagne est devenue une puissance essentiellement industrielle, avec les avantages et aussi les difficultés que comporte ce régime.

Ce sont ces dernières qu'il faut rappeler ici, parce qu'elles ont amené les phénomènes de 1907, identiques en grande partie à ceux qui étaient déjà apparus au commencement du xxe siècle, après la période brillante qui avait clos le xixe et avait trouvé son apogée vers 1900, au moment, ou plutôt à la veille de l'Exposition universelle de Paris. Alors déjà, l'Europe avait connu la réaction inévitable qui suit les années de grande prospérité, la baisse des matières premières, des métaux, des actions de sociétés dont l'activité et les bénéfices dépendent précisément de l'état général des marchés. Les cours poussés au delà des bornes raisonnables, aux heures où le public s'imagine que rien ne se mettra en travers de l'expansion indéfinie des forces productrices, s'abaissèrent à un niveau déprécié quand l'horizon sembla fermé et que tout le monde se laissa aller au découragement. L'Allemagne fut durement éprouvée en 1901 : les commandes se firent rares, des entreprises mal conçues et mal dirigées s'écroulèrent, entraînant même dans leur chute une banque importante de Leipzig. Cependant, la structure de l'édifice était devenue plus solide qu'en 1873 et la résistance opposée fut tout autre. Peu à peu le mal s'atténua; les élémens de vitalité qui abondaient reprirent le dessus; les entreprises viables fortifièrent leur situation, s'unirent dans certains cas. Les cartels, si

persévérans dans leurs efforts pour syndiquer les producteurs des divers ordres, réglementer les prix et assurer les débouchés, aidèrent l'industrie à traverser les années difficiles : aussi, lorsque l'oscillation en sens inverse se dessina et que vers 1906 l'activité redevint intense dans toutes les directions, l'Allemagne se trouvait-elle armée de pied en cap et prête à profiter de ce que sa langue désigne du nom de « conjonction, » c'est-à-dire la réunion des divers élémens qui assurent et caractérisent une époque de prospérité. Beaucoup de ses entreprises d'ailleurs, il est essentiel de le remarquer, n'avaient pas cessé, même pendant la dépression, de travailler avec fruit et de distribuer des dividendes à leurs actionnaires. Celui de la « Laura, » grand producteur de charbons, de fer et d'acier en Silésie, n'est pas descendu au-dessous de 10 p. 100 depuis cinq ans. Celui de la Bochumer, l'une des principales sociétés westphaliennes, n'a pas été inférieur à 7 p. 100 depuis 1902, et a dépassé 16 p. 100 l'an dernier. Le Phœnix, autre entreprise minière et métallurgique, a distribué 17 p. 100. Nous pourrions multiplier ces citations. Nous constaterions que le nombre de compagnies puissantes, dotées de réserves considérables, ayant eu la sagesse de pratiquer de larges amortissemens, va en augmentant et que, dans son ensemble, l'Allemagne industrielle paraît de plus en plus capable de dominer les circonstances adverses : 1907 a marqué sous ce rapport un progrès sur 1901. Les défaillances ont été moins nombreuses, et, en dépit de sombres prédictions, le défilé paraît franchi. Il est probable que, si le péril aigu est écarté, l'ère des difficultés n'en est pas moins ouverte et se prolongera ; mais il n'y a pas là autre chose qu'un phénomène régulier d'alternance. Les mesures les plus sages, les organisations les plus savantes peuvent en atténuer l'intensité ; elles ne sauraient le supprimer.

II

Parmi les rouages de ce vaste mécanisme, il en est un qui doit nous occuper tout d'abord, parce qu'il a joué et joue un rôle primordial dans l'évolution contemporaine du pays : c'est la banque. Tout le monde parle, et à tout propos, de ces établissemens, dont plusieurs rayonnent en dehors même des frontières nationales, après avoir grandi avec une vitesse égale à celle des industries auxquelles ils sont intimement liés. Dès le

début de l'Empire, ils avaient mis leurs forces au service des sociétés nouvelles qui avaient besoin de capitaux et de crédit. Encouragés par le gouvernement impérial, qui sentait tout le prix de l'appui que les organismes financiers pouvaient et devaient donner aux créations de l'industrie et aux relations commerciales, ils évoluèrent avec une rapidité telle qu'il faudrait en refaire constamment l'histoire, à quelques années d'intervalle, pour tenir le lecteur au courant (1). Les augmentations de capital se sont succédé, à de certains momens, pour ainsi dire sans interruption: elles ont été accompagnées d'un accroissement parallèle des réserves, dont une partie a été constituée au moyen de la prime payée par les souscripteurs d'actions nouvelles.

Au premier rang se trouve la Banque de l'Empire, fondée en 1875, le premier et principal institut d'émission du pays, destiné, dans un avenir plus ou moins prochain, à concentrer entre ses mains le monopole des billets de banque. Seules, les banques de Bavière, de Saxe, de Wurtemberg et de Bade conservent encore, à côté d'elle, le droit de créer des billets; mais la circulation des quatre établissemens réunis ne représente guère que le dixième de celle de la *Reichsbank* (2), qui est désormais maîtresse de régler à son gré les taux de l'escompte et de gouverner le marché monétaire, conformément au programme que lui a tracé sa charte constitutive. Son privilège, déjà deux fois renouvelé en 1890 et en 1900, ne lui est chaque fois consenti que pour dix ans; et chaque fois le gouvernement exige une part plus grande dans les bénéfices, dont les actionnaires ne touchent actuellement que le quart. Avant partage, un modeste intérêt de 3 1/2 p. 100 leur est servi sur leur capital de 180 millions de marks, supérieur de 25 p. 100 à celui de la Banque de France. Le système d'émission de la Reichsbank est simple : elle est autorisée à créer trois fois plus de billets qu'elle n'a d'espèces en caisse, à condition que l'écart entre ces deux chiffres soit couvert par un portefeuille d'effets de commerce; lorsque sa circulation dépasse le montant du métal augmenté d'une somme fixée par la loi qui s'appelle le contingent et qui est d'environ un demi-

(1) Voyez notre article sur *les Marchés financiers de l'Allemagne* dans la *Revue* du 15 novembre 1897.

(2) La moyenne de la circulation totale des cinq banques en 1906 a été de 1 531 millions de marks, dont 1 387 pour la Reichsbank et 144 pour les quatre autres.

milliard de marks, elle paie un impôt de 5 p. 100 sur l'excédent. Le législateur a pensé, d'après l'expérience acquise, que cette faculté donnée à la banque d'avoir une circulation triple de son avoir métallique était suffisante pour les besoins du pays, et il a mis un frein à la création excessive de papier non couvert par des espèces en imposant la taxe de 5 p. 100 à partir d'un certain niveau. En effet la *Reichsbank* et les autres instituts d'émission ne sont amenés à créer et à maintenir en circulation des billets pour un montant qui dépasse leur encaisse et leur contingent, que si le taux d'escompte est d'au moins 5 p. 100, limite au-dessous de laquelle ils travailleraient à perte.

Ces détails sont importans à connaître, car la Reichsbank est le pivot des affaires en Allemagne, comme la Banque de France l'est pour les nôtres. Et, bien que le système d'émission et l'organisation des deux établissemens soient très différens, ils jouent l'un et l'autre un rôle primordial : c'est vers eux que tous les regards se tournent en temps de crise, c'est sur leur conduite que les autres banques du pays règlent la leur, c'est elles qui déterminent ou du moins qui indiquent, par la fixation de leurs taux d'escompte et d'avances, le prix du loyer des capitaux. Or toute crise se traduit par une élévation de ce loyer, qui est le baromètre de la situation économique.

La caractéristique de l'année 1907 a été en Allemagne, comme dans le reste du monde, un renchérissement extrême des taux d'intérêt. Ce renchérissement s'est marqué tout d'abord dans le prix des capitaux flottans, c'est-à-dire de ceux qui s'emploient en escompte de papier de commerce, en avances sur titres, en reports à la Bourse. Ces capitaux sont ceux dont le prix subit les oscillations les plus vives et traduit le mieux la situation générale. Le fait que les possesseurs ne s'en dessaisissent que pour une courte période leur permet de modifier incessamment les conditions auxquelles ils les prêtent; au contraire, les taux des placemens faits à plus longue échéance ne sont pas susceptibles de variations aussi brusques : ils finissent cependant, lorsque la période de cherté des capitaux flottans se prolonge, par être influencés à leur tour, et cela dans l'ordre suivant. Les placemens en valeurs mobilières à revenu fixe, fonds d'État, obligations industrielles de toute nature, sont les seconds à se ressentir de la cherté de l'argent; comme ces titres se négocient aisément sur des marchés considérables et donnent lieu à

des échanges constans, ils subissent au bout de quelque temps le contre-coup de la hausse des taux d'escompte, c'est-à-dire qu'ils baissent. Les actions de banques et d'entreprises commerciales ou industrielles ne suivent pas aussi vite la même marche, parce que le revenu en est plus incertain et que, dans quelques cas, il peut même s'accroître par suite du renchérissement de l'argent. Quant aux placemens fonciers, ils sont les derniers à voir leur taux se modifier : faits en général pour une très longue durée, ils se règlent d'après la moyenne des probabilités d'une période de beaucoup d'années. Aussi voit-on, en temps de crise, le marché des immeubles moins affecté que celui des valeurs mobilières. Cependant, l'organisation moderne du crédit a mobilisé en partie ce domaine, particulièrement celui qui est constitué par les maisons urbaines, sous forme d'obligations hypothécaires : celles-ci étant des valeurs mobilières participent dans une certaine mesure aux fluctuations de ces dernières et traduisent alors, par leurs propres écarts, les changemens survenus dans le marché des capitaux.

Le taux d'escompte moyen de la Banque de l'Empire allemand s'est élevé de 3,14 pour 100 en 1895 par degrés jusqu'à 5,33 en 1900 ; il est redescendu à 3,32 en 1902 et s'est relevé jusqu'à 5 pour 100 en 1906 et 6,03 pour 100 en 1907. Les variations de l'année 1907 ont été les suivantes : de 7, puis 6 pour 100 en janvier, le taux s'est abaissé à 5 et demi en avril, est resté à ce niveau jusqu'en octobre ; il s'est alors brusquement élevé à 6 et demi, puis à 7 et demi pour 100 en novembre. Ce n'est qu'en janvier 1908 qu'il est redescendu à 6 et demi, puis à 6 pour 100. En même temps que les taux s'élevaient, la quantité des billets émis croissait. La limite au delà de laquelle la Reichsbank paie à l'État un impôt de 5 pour 100, a été presque constamment dépassée en 1907. Le droit de timbre sur les effets de commerce, qui donne la mesure de l'activité des transactions, a augmenté de mois en mois ; les huit premiers mois de 1907 indiquent de ce chef une majoration de 9,38 pour 100 sur la même période de 1906, qui avait elle-même dépassé la précédente de plus de 10 pour 100.

Toutes les indications étaient concordantes, et la seule inspection des bilans que la Reichsbank publie quatre fois par mois avertissait le monde des affaires de la situation. Celle-ci ne pouvait évidemment se prolonger : bien qu'on n'ait

pas payé à Berlin les taux extravagans que les câbles de New-York nous annonçaient à chaque instant avoir été pratiqués sur les places américaines, l'escompte s'y maintenait à des hauteurs que personne n'eût osé prédire il y a une dizaine d'années. Un point à noter a été la hausse des changes étrangers ou, ce qui revient au même, la baisse du papier allemand sur les autres places : ainsi à Paris on a pu acheter un effet de 1 000 marks au prix de 1 224 francs, alors que 1 000 marks de monnaie allemande contiennent 1 234 francs d'or. La confiance de l'étranger dans le maintien de l'étalon d'or en Allemagne, ou plutôt dans la possibilité d'y obtenir à tout moment le paiement de ses créances en or, a donc paru atteinte. Cependant la Banque impériale est légalement obligée de rembourser ses billets en or; ce métal est la seule monnaie libératoire : mais la crainte qu'éprouvent les autres banques de déplaire à l'établissement central en lui demandant du métal jaune empêche l'exportation de numéraire, qui serait cependant le vrai moyen de ramener les changes à leur niveau normal.

Ce côté monétaire de la crise méritait d'être signalé, car il a joué un rôle en augmentant la perplexité des capitalistes étrangers, qui hésitaient à envoyer leurs fonds en Allemagne pour deux raisons : la première, qu'ils éprouvaient des doutes sur la solidité de leurs débiteurs, et la seconde qu'ils se sont demandé en outre si, à un moment donné, les paiemens en or ne seraient pas suspendus. Il s'est passé en 1907, quoique à un degré moindre, quelque chose d'analogue à ce dont nous avions été les témoins en 1893 aux États-Unis : les dispositions du Congrès de Washington, qui semblait vouloir à tout prix persévérer dans sa politique argentiste et relever le cours du métal blanc, avaient alors fait craindre à l'Europe que le dollar ne cessât d'être un poids déterminé d'or. Beaucoup de porteurs de valeurs américaines se hâtèrent de les vendre, pour échapper à la dépréciation de l'étalon monétaire dont ils se croyaient menacés. En 1907, malgré les discours prononcés au Reichstag par certains agrariens toujours entichés de bimétallisme, il n'a pas été sérieusement question de porter atteinte à la qualité du mark impérial, qui, plus que jamais, demeure un lingot d'or : mais, au cours de la panique, ce doute est venu s'ajouter aux autres et redoubler, vis-à-vis de l'Allemagne, la méfiance déjà grande des capitalistes mal renseignés.

Comment se comportaient en même temps les autres établis-

semens de banque, comment leur situation apparaissait-elle au milieu de la tourmente, dans quelle mesure pouvaient-ils continuer à rendre service à leur clientèle? C'est ce qu'il convient d'examiner maintenant.

III

Les banques particulières ne jouent pas dans la vie économique de l'Allemagne un rôle inférieur à celui de la Reichsbank. Celle-ci a pour fonctions essentielles de régulariser la circulation fiduciaire, de veiller à l'intégrité de l'étalon monétaire et de faciliter aux diverses parties de l'Empire le règlement de leurs comptes : elle constitue une vaste chambre de compensation qui, avec ses 500 succursales et bureaux, donne à chacun le moyen de verser gratuitement toute somme au crédit d'un autre client. Elle dispense aussi dans une certaine mesure le crédit, puisque, au moyen de ses billets, elle escompte des traites et consent des avances; elle vient enfin en aide au Trésor dont elle a presque constamment, depuis quelques années, des bons à court terme en portefeuille. Mais les véritables réservoirs du crédit sont les banques, que la terminologie allemande désigne très justement du nom de *Kreditbanken*, les distinguant ainsi des banques d'émission (*Zettelbanken*) et des banques foncières (*Hypothekenbanken*). Ces établissemens sont en contact direct avec les commerçans et les industriels, dont ils prennent le papier : leurs ressources proviennent de leurs capitaux de fondation, de leurs réserves et de leurs dépôts. Ces derniers n'ont pas encore atteint en Allemagne de chiffres comparables à ceux des États-Unis ni de l'Angleterre : ils seraient cependant assez considérables pour justifier l'existence de banques dont la fonction exclusive serait de les recevoir et de les faire fructifier, comme les *Joint stock banks* anglaises, ou le Crédit lyonnais à Paris. Néanmoins nous ne voyons pas encore les établissemens de dépôts former une catégorie spéciale dans la classification des banques d'outre-Rhin.

Cela tient surtout à ce que, dans la rapidité de leur croissance, celles-ci n'ont pas eu le loisir de se spécialiser. Les hommes éminens qui les dirigent ont appliqué leur énergie à la création de l'outillage économique, et ils ont eu besoin d'avoir directement sous la main le plus de ressources possible, qu'ils préfé-

raient ne pas voir se détourner vers des caisses, où elles auraient été moins directement sous leur contrôle. Ce sont donc, en dehors des caisses d'épargne gouvernementales, les banques dites de crédit qui reçoivent les dépôts du public : à la fin de 1906, les 45 principales en avaient pour 1 811 millions de marks ; en outre, elles devaient à des créanciers en compte courant 3 453 millions. Cet ensemble imposant de ressources avait reçu des emplois dont le tableau ci-joint, qui résume les chiffres essentiels des bilans des 9 grandes banques de Berlin et des 36 plus importantes du reste de l'Empire, indique la nature :

ACTIF	Millions de marks.	PASSIF	Millions de marks.
Encaisse	694	Capital actions	2 199
Effets de commerce	2 087	Réserves	542
Titres	607	Dépôts	1 811
Reports et avances	1 227	Créditeurs	3 453
Participations	342	Acceptations	1 607
Commandites	369	Divers	20
Débiteurs	4 306		
Total	9 632	Total	9 632

Ces chiffres mettent en relief d'une façon saisissante le rôle joué par les banques de crédit. Ils appellent diverses observations. Tout d'abord, on est frappé de la grandeur du capital et des réserves, ainsi que de la proportion de ces dernières, qui représentent le quart des capitaux versés : toutes les actions sont d'ailleurs entièrement libérées, contrairement à ce qui se passe en Angleterre où, sur la plupart des actions des banques de dépôt, il n'a été versé qu'une fraction par les actionnaires, toujours responsables du solde. Plusieurs de nos sociétés de crédit françaises, notamment la Société générale et le Crédit industriel et commercial, sont organisées sur la même base, c'est-à-dire avec des actions libérées partiellement. Le chiffre du capital et des réserves des banques allemandes dépasse de 50 pour 100 celui des dépôts proprement dits ; il représente plus de la moitié des sommes dues aux créanciers de diverse nature, et 40 pour 100 de la totalité des engagemens de ces établissements, si l'on y comprend leurs acceptations, c'est-à-dire leurs promesses d'acquitter à échéance déterminée les traites fournies sur eux par leurs cliens.

Les emplois faits par les banques des ressources mises à leur disposition consistent pour un sixième à peu près en titres, participations et commandites. Ce sont là, dans une certaine mesure, des immobilisations; cependant, certains titres pourraient être réalisés plus ou moins aisément à la bourse. Les cinq autres sixièmes sont représentés par l'encaisse, c'est-à-dire le métal, les billets et aussi les sommes dont chaque établissement est créditeur à vue à la Reichsbank ou chez des confrères; par un portefeuille d'effets de commerce qui peuvent, en partie tout au moins, être réescomptés à la Reichsbank, laquelle donnerait des billets en échange du papier à échéance plus ou moins courte, et enfin par les débiteurs, qui absorbent près de la moitié de l'actif. Ces derniers comptes forment le point délicat du bilan des banques allemandes, qui avancent des milliards à des sociétés et à des particuliers dont elles deviennent, sous cette forme indirecte, quelque peu les commanditaires.

L'accroissement considérable des dépôts est d'autant plus significatif que parallèlement ceux des seules caisses d'épargne prussiennes se sont élevés à plus de 8 milliards de marks. En présence de chiffres pareils, on est mal venu à parler de la pauvreté de l'Allemagne et de l'absence d'esprit d'économie chez ses habitans. Ce qui est vrai, c'est qu'au cours des deux dernières années, la position des banques ne s'est pas améliorée sous le rapport des disponibilités immédiates. Les comptes débiteurs ont grossi, non seulement absolument, mais relativement aux autres élémens de l'actif, et, comme nous l'avons expliqué, ils ne représentent pas une ressource liquide. La plus grande partie de ces comptes, les trois quarts environ, sont couverts par des gages, mais ceux-ci ne sont pas toujours aisément réalisables. L'augmentation des reports indique que les banques ont étendu l'appui qu'elles donnent aux bourses, qui ont d'autant plus besoin d'elles que les lois allemandes interdisent, dans beaucoup de cas, les négociations à terme, et que les acheteurs au comptant demandent des avances qui les aident à lever leurs titres. Dans l'ensemble, les bilans de fin 1906 indiquaient l'excessive activité de la vie économique et donnaient un avertissement qui, joint au renchérissement de l'argent, signalait l'approche des temps difficiles.

Les relations entre les banques et les sociétés industrielles sont particulièrement intimes et suivies. Autour de chacune des

principales banques gravitent une série d'entreprises minières, métallurgiques, électriques et autres qu'elle a fondées, appuyées, ou développées, et à la vie desquelles elle est étroitement liée. Elle leur fournit le fonds de roulement nécessaire, assure, le cas échéant, leurs augmentations de capital, le placement de leurs obligations: si le public n'est pas disposé à acquérir ces titres, la banque intéressée augmente ses avances en compte courant. Ces diverses opérations se font sur une grande échelle, d'autant plus que les banques, si puissantes déjà par elles-mêmes, — une d'entre elles, la *Deutsche Bank*, a 200 millions de marks de capital et 100 millions de réserve, ensemble 375 millions de francs, soit 25 de plus que le Crédit lyonnais, — ne sont pas restées isolées et se sont presque toutes groupées, de façon à centraliser plus fortement encore ce que les Anglais appellent la puissance bancaire, *banking power*.

Tantôt plusieurs banques ont fusionné; tantôt une banque de la capitale a absorbé un certain nombre d'établissemens provinciaux; parfois elle les a commandités, de façon à en être maîtresse, tout en laissant subsister, en façade, leur autonomie apparente; souvent, dans les derniers temps, des établissemens, déjà très puissans par eux-mêmes, ont établi entre eux une communauté d'intérêts, en s'assurant par exemple un partage réciproque de bénéfices, en échangeant des administrateurs et en convenant de s'intéresser l'un l'autre aux affaires conclues par chacun d'eux.

Parallèlement, les industries se sont agglomérées; il y a eu surtout réunion de forges, fonderies, hauts fourneaux avec des houillères. La nécessité de s'assurer les tonnages formidables de combustible qu'exigent les usines modernes et, dans beaucoup de cas, le désir d'échapper au joug du syndicat des charbons et des cokes, ont poussé un grand nombre de fabricans à fusionner leurs entreprises avec celle des producteurs de houille. Ils ont ainsi organisé des entreprises mixtes (*gemischte werke*) qui se suffisent à elles-mêmes, puisqu'elles possèdent le charbon, le minerai et les installations nécessaires pour fondre, laminer et souvent transformer le fer en acier.

Les administrateurs des banques sont aussi à la tête des affaires industrielles, et, si, dans certains cas, des abus ont été signalés, si on a constaté par exemple la présence d'une même personne dans une vingtaine de conseils, il n'en est pas moins

vrai que cette liaison intime des deux facteurs a contribué efficacement à l'essor du pays. Une industrie gigantesque n'aurait pu se créer en un quart de siècle sans l'appui qu'elle a trouvé chez les financiers, sans une collaboration de chaque jour qui permettait aux directeurs des banques, responsables de l'emploi des capitaux de leurs actionnaires et de leurs déposans, de suivre pas à pas les travaux des mines, les constructions d'usines, l'organisation des débouchés, et la conclusion de traités entre les divers groupes. On sait l'importance capitale que ces ententes ont prise : l'Allemagne est la terre classique des cartels, c'est-à-dire des arrangemens entre industriels qui réglementent la production, en particulier du charbon, du coke, du fer et de l'acier : l'intervention des financiers dans ces négociations en a plus d'une fois assuré le succès.

L'examen de la situation des banques allemandes de crédit permet de comprendre ce qui s'est passé au cours de l'année dernière et d'expliquer le phénomène en apparence bizarre du commerce et de l'industrie prospérant, alors que les capitaux se raréfiaient et que les valeurs mobilières ne cessaient de baisser à la Bourse. Au moment même où forges, aciéries, houillères, publiaient des bilans réjouissans et distribuaient de gros dividendes, leurs bailleurs de fonds éprouvaient de vives inquiétudes et se demandaient, dans beaucoup de cas, comment ils continueraient à leur venir en aide. Quant au public qui avait acheté les actions de ces entreprises sur la connaissance ou dans l'attente des résultats brillans de leur activité, il n'avait pas, dans beaucoup de cas, les ressources nécessaires pour payer ce qu'il avait acheté, et il était obligé de se défaire à tout prix de valeurs d'un revenu satisfaisant, et qui, pour un capitaliste véritable, eussent constitué de bons emplois.

On ne saurait donner une idée complète du système de banque allemand sans parler des banques hypothécaires, qui ont pour mission de distribuer le crédit foncier, c'est-à-dire de faire des avances aux propriétaires d'immeubles urbains et ruraux. Leur rôle a été considérable, en particulier dans les villes, qui ont pris depuis 1870 un développement si rapide. L'Allemagne est le pays d'Europe qui possède le plus de grands centres : elle comptait, au 1er décembre 1905, 41 villes de plus de 100000 habitans ; il a fallu construire sans relâche pour loger une population qui se multipliait et qui se groupait autour des

mines et des usines. Le capital nécessaire a été fourni en grande partie par des établissemens spéciaux. Contrairement à ce qui se passe chez nous où, en dehors des particuliers, une seule grande société, le Crédit foncier de France, offre aux emprunteurs sur hypothèque les sommes dont ils ont besoin, c'est une nombreuse catégorie de caisses qui sont ici à leur disposition. Nous ne ferons que mentionner les associations de grands propriétaires qui, sous le nom de *Landschaften*, ont organisé depuis longtemps le crédit territorial mutuel, et les *Landbanken* et *Landkassen* qui fournissent des ressources à la propriété moyenne en créant des lettres de gage. Nous mentionnerons plus spécialement les banques par actions, qui, sous le nom de *Hypothekenbanken*, sont constituées avec des capitaux considérables et se procurent ensuite, au moyen de l'émission d'obligations, les milliards qu'elles avancent aux propriétaires (1). Au 31 décembre 1906, les 37 principales banques hypothécaires, dont le capital atteignait près de 800 millions de marks, soit un milliard de francs avaient des créances pour 9092 millions de marks et pour 8775 millions d'obligations en circulation. Ces chiffres représentaient un progrès d'environ 20 pour 100 en quatre ans et le triple à peu près de ceux qui leur correspondent dans le bilan du Crédit foncier de France.

IV

L'industrie allemande a été, plus encore que la banque, le facteur déterminant des progrès réalisés par nos voisins; elle a fixé l'attention du monde et provoqué la jalousie des Anglais, qui ont trouvé en elle leur plus redoutable concurrent européen. Nous avons déjà, dans les pages qui précèdent, indiqué à grands traits l'évolution rapide qui, en un quart de siècle, a fait de l'Allemagne le second État industriel du globe, au moins en ce qui concerne l'industrie sidérurgique, laquelle sert en général de point de comparaison. Elle produit en ce moment

(1) Ces établissemens sont mêlés d'une façon directe au mouvement financier du pays, parce qu'ils puisent sur le marché les sommes dont ils ont besoin pour les prêter à leur tour aux propriétaires, acquéreurs ou constructeurs d'immeubles. Nul plus qu'eux ne désire l'abondance des capitaux ni ne souffre de leur rareté; c'est ainsi qu'en 1906 il a été admis à la cote de Berlin deux tiers en moins d'obligations hypothécaires qu'en 1905, ce qui indique la difficulté que les banques ont éprouvée à les vendre.

environ 12 millions de tonnes de fer et 175 millions de tonnes de charbon, c'est-à-dire la moitié à peu près de ce que fournissent les États-Unis. Déjà, en 1903, la production de fer avait dépassé celle de l'Angleterre; elle est supérieure à celle du reste du monde, Amérique et Royaume-Uni exceptés. L'Allemagne exporte beaucoup; elle obtient ainsi les moyens d'acquitter les énormes importations qu'enregistrent chaque année les douanes impériales, et qui se sont élevées de 4 milliards 3/4 de marks, en 1897, à 7 milliards et demi, en 1906. Dans la même période, les exportations ont passé de 3 600 millions à 6 120 millions, croissant ainsi de 69 pour 100. Parmi les exportations, nous relevons celles de fonte, de minerai de fer, de charbon, de cimens, de produits chimiques. Pour ces derniers toutefois, des plaintes s'élèvent parmi les intéressés au sujet des nouveaux tarifs et des traités de commerce, qui, disent-ils, ne la protègent pas assez contre la concurrence étrangère; mais cela n'a pas empêché les fabriques de cet ordre, réunies en trois groupes principaux et fortes de leur entente, de continuer à réaliser des bénéfices formidables. D'une façon générale, les dividendes répartis pour la dernière année ont été, dans beaucoup de cas, les plus élevés que les actionnaires aient jamais touchés. En voici quelques exemples : parmi les houillères et fonderies, la Bismarck Hütte a distribué 25 contre 22 pour 100 l'année précédente, l'Union de Bochum 16 2/3 contre 15; la Harpener, 12 contre 11; Hösch 18 contre 15; Phénix 17 contre 15; les aciéries rhénanes 15 contre 12; les usines à tuyaux de Mannesman 12 contre 5; les houillères Frédéric 16 contre 10; les usines Mannstädt 20 contre 14; les Vanderzyften 16 au lieu de 13. L'industrie des machines n'a pas été moins brillante : Archimedes distribue 11 au lieu de 7 et demi; Egestorff 25 au lieu de 20; Kappel 24 au lieu de 16; Kirchner 15 au lieu de 12; la fabrique de wagons de Dusseldorff 22 au lieu de 19; la fabrique de matériel de chemins de fer de Görlitz 20 au lieu de 18. Dans le département électrique, nous voyons la Société générale d'électricité répartir 12 au lieu de 11 pour 100; Siemens et Halske et la Société d'électricité de Berlin passer chacun de 10 à 11. Les statistiques indiquent des résultats analogues pour les industries textiles et les cimens, à l'exception de ceux de Silésie.

Cette prospérité explique pourquoi, alors que les bourses accusaient déjà une lassitude extrême, les industriels n'en con-

tinuaient pas moins à recueillir de nouveaux capitaux. Au cours des onze premiers mois de 1907, il a encore été créé pour 1 222 millions de titres de cette nature, c'est-à-dire un dixième de moins seulement que pendant la période correspondante de 1906. Les émissions d'autres titres n'ont guère porté que sur des emprunts d'État et de villes, qui avaient besoin de fonds à tout prix pour équilibrer leurs budgets et qui ont dû les céder à des conditions d'intérêt relativement élevées ; même les obligations hypothécaires, dont le débit est, en général, si large en Allemagne, n'ont été admises sur le marché qu'en quantité modique, 51 millions de marks au lieu de 151 millions en 1906.

En présence d'un ensemble d'indications favorables à l'industrie, on doit se demander pourquoi, depuis de si longs mois, il était question de crise et quels symptômes avant-coureurs d'un changement ont pu justifier le pessimisme du monde financier, précisément en ce qui concerne l'avenir de cette industrie. En voici quelques-uns. Les Allemands tiennent une statistique minutieuse de ce qu'ils appellent le marché du travail, qui note, pour chaque centaine d'emplois vacans, le nombre correspondant de demandes. Nous empruntons au *Journal de Francfort* le tableau qui donne, pour les onze premiers mois de 1906 et de 1907, le relevé de ces demandes pour 100 vacances :

	Janvier.	Février.	Mars.	Avril.	Mai.	Juin.	Juillet.	Août.	Sept.	Octob.	Nov.
1906.	139	125	102	99	101	102	105	98	91	107	138
1907.	126	106	94	97	100	94	115	106	101	123	149

On voit avec quelle rapidité, à la fin de l'année dernière, les demandes de travail ont augmenté : c'est là un signe du ralentissement de l'industrie. D'autre part, les prix fournissaient une indication analogue : depuis la fin de 1902, la moyenne des prix des 22 principaux articles de consommation, relevés par l'*Economist* de Londres, avait passé de 2003 à 2342 fin 1905, à 2499 fin 1906 et à 2601 fin mars 1907. Mais alors la courbe change de sens : fin juillet, nous sommes à 2571 ; fin août à 2519 ; fin septembre à 2457 ; fin octobre à 2414 ; fin novembre à 2360, ce qui nous ramène à peu près au niveau de l'été 1906. Cette moyenne, bien que significative, n'est d'ailleurs pas une démonstration complète. La chute des cours d'un métal comme le cuivre, qui a été précipité en peu de mois de 2700 à 1500 francs la tonne, entre pour une forte part dans le recul. En ce qui

concerne l'Allemagne, les prix de la plupart des objets qu'elle produit ont été soumis à de moindres fluctuations qu'ailleurs et que dans son propre passé : l'action régulatrice des syndicats, qui avait empêché les hausses violentes, s'est opposée avec succès à tout effondrement. Les consommateurs se plaignent d'ailleurs de ne pas profiter de l'abaissement des prix, qui, dans le reste du monde, est la caractéristique des époques de réaction, et font observer que les ententes ont jusqu'ici profité presque exclusivement aux producteurs.

V

Il est difficile de présenter un tableau complet de la situation économique de l'Allemagne, sans parler de ses finances publiques, bien que la question budgétaire soit loin d'être en première ligne parmi celles qui occupent l'opinion, et que les impôts soient infiniment moins lourds chez nos voisins qu'en France. Il n'en est pas moins certain que le budget impérial croît d'année en année, et que ceux des États confédérés, dont la réunion forme l'Empire, suivent la même marche. Nous n'en voulons d'autre preuve que les emprunts à jet continu des divers gouvernemens; l'Empire et la Prusse en particulier grossissent pour ainsi dire régulièrement chaque année leur dette, dont le chiffre dépasse 4 milliards de marks pour le premier, et 8 pour la seconde. Il est vrai que la valeur des chemins de fer prussiens peut être considérée comme étant au moins double du capital des emprunts, dont le service n'exige pas plus de la moitié du produit net de l'exploitation; mais un État qui possède et administre 32 000 kilomètres de voies ferrées, ne peut jamais clore son compte de premier établissement; et c'est là, soit dit en passant, un des argumens les plus forts à opposer au système des chemins de fer d'État. Quant à l'Empire, ses dépenses militaires et surtout navales ne s'arrêtent pas; on sait avec quelle énergie l'empereur Guillaume veut mettre la flotte allemande au second, peut-être au premier rang parmi celles du monde : les crédits de l'office de la marine augmentent sans cesse. D'autre part, la contribution de l'État aux rentes d'invalidité et de vieillesse est chaque année plus forte. De tous les côtés, les dépenses s'enflent. Le fonds des invalides, constitué, après la guerre de 1870, au moyen d'une partie de l'indemnité

payée par la France, a beau être entamé tous les ans de façon à ne plus guère représenter qu'un tiers de ce qu'il était au début: l'équilibre n'est pas obtenu. La constitution permettrait bien de l'établir au moyen de contributions, dites matriculaires, c'est-à-dire proportionnelles à la population, versées au trésor central par les États confédérés : mais le chancelier n'aime pas à faire sentir trop lourdement à ceux-ci le poids des charges impériales, et il préfère créer des rentes dont les coupons seuls s'inscrivent au budget ordinaire, tandis que le capital réalisé couvre les besoins du budget dit extraordinaire, et qui ne l'est que par la façon dont il est alimenté, mais non par la nature de ses dépenses : celles-ci réapparaissent chaque année avec une régularité inquiétante pour le contribuable. Il faut, malgré tout, de nouvelles ressources aux finances impériales, et depuis quelques années, la préoccupation des secrétaires d'État qui se succèdent à l'office du Trésor est de trouver des impôts qui comblent, au moins en partie, les déficits chroniques.

L'Empire a trois sources de revenu : celui qu'il tire de son patrimoine, les taxes prélevées en vertu de lois votées par le Parlement, enfin les contributions que la Constitution de 1871 l'autorise à demander aux royaumes, principautés, duchés et villes, dont la réunion forme l'Allemagne. Le patrimoine impérial, très inférieur à celui de plusieurs des royaumes confédérés, ne se compose que des chemins de fer d'Alsace-Lorraine; l'exploitation de ces lignes, jointe à celle du réseau luxembourgeois qui, en vertu de traités, est assurée par la direction générale de Strasbourg, laisse en ce moment un excédent net d'une trentaine de millions de marks; il faut y joindre les 3 millions de bénéfices que donne l'imprimerie impériale, une centaine de millions d'excédent des recettes sur les dépenses de l'administration des postes et télégraphes, une vingtaine de millions qui représentent la part du Trésor dans les bénéfices de la Banque de l'Empire, et la taxe prélevée par lui sur la circulation de billets. L'ensemble de ces revenus s'élève à plus de 150 millions et dépasse ainsi la somme requise pour le service annuel de la Dette. On pourrait y faire figurer les revenus du fonds des invalides. Mais les sommes provenant des intérêts et de la réalisation successive du capital de ce fonds ayant une destination spéciale, il vaut mieux ne pas les comprendre dans le compte budgétaire général.

La seconde catégorie des revenus impériaux, de beaucoup la plus considérable, est celle qui est tirée des impôts. Jusqu'ici, ces impôts ont été exclusivement de la catégorie de ceux que nous nommons indirects, et qu'il est plus exact d'appeler impôts frappant la consommation et la circulation des biens. C'est l'aliment principal du budget, à qui, pour l'exercice en cours, il fournit 1 200 millions de marks, soit 1 milliard et demi de francs. La moitié de cette somme provient des douanes, qui ont un caractère à la fois fiscal et protecteur : les taxes sur un certain nombre de produits étrangers, comme le thé, le café, le pétrole, rentrent dans la première catégorie; les droits très élevés qui frappent d'une part les objets fabriqués et certaines matières premières, d'autre part le bétail, la viande, les céréales, affirment la politique protectionniste à laquelle l'Allemagne s'est nettement ralliée depuis la fameuse évolution de M. de Bismarck en 1879, et qu'elle n'a cessé depuis lors d'accentuer. Sous le gouvernement du chancelier de Caprivi, des traités de commerce furent conclus avec presque toutes les puissances, ce qui donna à la politique douanière, entre 1890 et 1904, échéance de la plupart de ces conventions, une stabilité et une modération relatives; mais depuis lors, le relèvement des droits paraît être le programme, dont on s'écarte d'autant moins qu'il aide à alimenter les caisses publiques; il contribue singulièrement au renchérissement de la vie, et soulève des plaintes très vives parmi les ouvriers et les paysans.

En dehors des recettes douanières, l'Empire perçoit des taxes intérieures sur le tabac, le sucre, le sel, l'alcool, la bière, dont le total atteint un demi-milliard de francs environ. C'est ici que se trouve pour le fisc une sorte de réserve latente, qu'une comparaison de la situation de nos voisins avec la nôtre, si étrangement chargée en ces matières, met bien en lumière. Pour ne parler que du tabac et de l'alcool, ces deux objets ne fournissent guère à l'Allemagne que le tiers des ressources que la France en obtient. Mais de l'autre côté du Rhin on ne paie pas l'impôt aussi aisément que chez nous : les tentatives faites, à diverses reprises, pour établir le monopole des tabacs ou même pour augmenter dans une proportion notable les droits existans, ont échoué.

Les autres impôts impériaux frappent les titres, les effets de commerce, les opérations de bourse, les connaissemens, les

lettres de voiture, les automobiles, les tantièmes des administrateurs de sociétés anonymes, les billets de loterie, et, depuis 1907, pour la première fois, les successions autres que celles qui sont dévolues aux enfans ou aux conjoints. L'établissement de cette taxe successorale marque une évolution importante dans la politique financière allemande. Jusque-là l'Empire ne percevait pas d'impôts directs, réservés par une sorte d'accord tacite, aux États particuliers, qui ont, pour la plupart, établi un impôt sur le revenu, augmenté parfois d'un impôt complémentaire sur le capital. Certains théoriciens estiment que l'impôt sur les successions ne doit pas être rangé parmi les impôts directs : il n'en est pas moins au premier chef une charge sur la propriété et se distingue donc nettement des autres taxes qui jusqu'ici alimentaient le Trésor impérial.

Mais, même avec cette ressource nouvelle, le budget ordinaire est loin de s'équilibrer, et 300 millions de marks sont demandés, à titre de contributions matriculaires, aux États confédérés, parmi lesquels la Prusse paie 180 millions et Schaumburg-Lippe 217 000 marks. Ces contributions sont la pomme de discorde perpétuelle entre l'Empire et ses suffragans. A plusieurs reprises, il a été question de les supprimer et d'abandonner à l'Empire la totalité des impôts de consommation, parmi lesquels il répartit encore aux États particuliers ceux qui frappent l'alcool et les droits de timbre. Une des raisons qui ont empêché cette réforme d'aboutir intégralement est que les États particuliers craignent que, le jour où il n'aurait plus à leur demander aucun concours direct, l'Empire ne se lance encore plus dans la voie des dépenses excessives, et que, pour y subvenir, de nouveaux impôts ne soient inévitables.

D'ailleurs aujourd'hui déjà les revenus patrimoniaux, les impôts et les contributions matriculaires réunis ne suffisent pas à couvrir les dépenses : pour les équilibrer, il faut user de l'expédient suprême qui joue un rôle si fâcheux dans les finances des États modernes, l'emprunt. C'est ainsi que le budget allemand 1907-1908 (l'année budgétaire va du 1er avril au 31 mars) n'est bouclé que grâce à une émission de rentes pour un montant de 254 millions de marks, destinés à couvrir le déficit du budget extraordinaire. Celui-ci se compose de dépenses dont la plupart n'ont pas un caractère exceptionnel, et qui, notamment en ce qui concerne la Guerre et la Marine, se représentent

chaque année. Mais comme, de par la Constitution, l'Empire n'a le droit d'emprunter qu'en vue de besoins extraordinaires, il classe sous cette rubrique l'excédent de dépenses qu'il ne veut pas alimenter par l'impôt, de peur d'exciter de trop graves mécontentemens. Aussi l'emprunt est-il, dans ses budgets, à l'état endémique : chaque année presque, depuis l'origine, a été marquée par une opération de crédit. La dette contractée ainsi en pleine paix dépasse 5 milliards de francs : elle se compose de rentes perpétuelles 3 et demi et 3 pour 100, et de bons du Trésor à cinq ans, émis récemment au taux de 4 pour 100, sans compter une Dette flottante, c'est-à-dire des bons à court terme dont le chiffre varie constamment. Ce capital relativement considérable a dû être prélevé sur l'épargne indigène, car les porteurs étrangers de rentes allemandes ne sont pas nombreux : de plus, le système d'émissions à jet continu, arrivant sur le marché à des époques souvent très inopportunes, a contribué à empêcher le classement des titres dans les portefeuilles, en tenant toujours les capitalistes sous la menace d'un afflux nouveau de rentes, dont l'offre vient déprécier le cours de celles qui ont été antérieurement souscrites. Aussi le 3 pour 100 est-il coté aux environs de 83, alors que le nôtre est à 96. Pour n'omettre aucun élément de la question, il faut ajouter que la valeur du capital, ou, en d'autres termes, le loyer de l'argent, n'est pas identique dans les deux pays, et que le simple rapprochement du cours de leurs fonds publics ne suffit pas à donner la mesure de leur crédit. L'Allemagne, pour les raisons que nous avons exposées plus haut, a, par le fait de son activité économique plus intense, un besoin de capital supérieur à celui de la France : de ce chef seul, un écart entre les cotes s'explique.

Il est d'autant plus nécessaire de mettre ce point en lumière que l'impartialité nous fait un devoir de reconnaître que, si 5 milliards sont un gros chiffre pour une dette aussi jeune, ils ne constituent pas un fardeau bien lourd pour 60 millions d'habitans. Les revenus patrimoniaux de l'Empire, joints à ceux qu'il retire de ses exploitations industrielles, suffisent à eux seuls à couvrir le service de cette dette ; d'autre part, il lui serait aisé de trouver, dans l'élévation de certaines taxes existantes ou dans l'établissement d'impôts nouveaux, des ressources additionnelles considérables. Si donc on peut critiquer l'endettement rapide de l'Allemagne, on ne saurait mettre en doute sa par-

faite solvabilité, ni par suite l'excellente qualité de ses engagemens.

VI

Si nous venons de rappeler l'organisation des finances publiques et d'en indiquer à grands traits la physionomie, c'est que dans aucun pays elle n'est sans influence sur la marche générale des affaires et sur l'économie industrielle, agricole et commerciale de la nation. En Allemagne, la situation quelque peu précaire du budget, qui est toujours en équilibre instable, pèse sur les marchés financiers. Comme, de plus, une très mauvaise législation de bourse y restreint les opérations, et y a supprimé, pour beaucoup de valeurs, les négociations à terme, les fonds publics, dont le débouché est restreint, y viennent à de fréquentes reprises faire concurrence aux entreprises particulières. La nature et l'assiette des divers impôts, — et nous ne devons pas seulement considérer ceux de l'Empire, mais aussi ceux des États particuliers, — jouent leur rôle en gênant le développement de certaines activités. Mais, tout bien considéré, on ne saurait dire que les finances publiques soient ici une cause de perturbation pour la communauté des affaires. Nous avons vu, d'autre part, que l'organisation de la Reichsbank, des banques de crédit et des banques hypothécaires, sous réserve de la séparation qui reste à établir entre les banques d'affaires et les banques de dépôt, est bien adaptée aux besoins et à l'état d'avancement économique du pays. Quel jugement devons-nous donc en fin de compte porter sur la situation de l'Allemagne ? Les inquiétudes qu'elle a causées vers la fin de 1907 sont encore présentes à toutes les mémoires. Beaucoup de prophètes prédisaient alors les pires catastrophes; à les entendre, la position des banques était compromise par les crédits exagérés qu'elles avaient consentis aux entreprises industrielles. Les taux excessifs de l'escompte et des avances qui se pratiquaient avaient contribué à accroître l'anxiété générale; les nouvelles de New-York amenaient les financiers européens, en particulier à Londres et à Paris, à établir involontairement certaines analogies, et à redouter des surprises semblables à celles dont ils avaient été les témoins, et dans certains cas les victimes, au cours de l'automne.

Il n'en a rien été; et cela ne devait pas être. Les grandes

affaires du pays sont entre les mains d'hommes sérieux et respectables, qui n'aventurent en général ni leur fortune ni celle de leurs actionnaires dans des entreprises inconsidérées. Le fait que c'est parmi eux que l'empereur Guillaume II a tout récemment été chercher un ministre des Colonies, et qu'en ce moment on en cite plus d'un qui pourrait être appelé à la succession de M. de Stengel à l'office du Trésor impérial, indique mieux que tout commentaire la supériorité d'intelligence et de caractère qui se rencontre dans ce milieu. Nous avons essayé d'en donner un tableau aussi exact que possible, sans parti pris, en nous efforçant de démêler à travers les agitations et les inquiétudes du présent les élémens durables sur lesquels l'avenir peut se fonder. Il serait puéril de nier la puissance d'une nation nombreuse, disciplinée, appliquée au travail, hardie dans ses conceptions et persévérante dans leur exécution. Ces vertus, qui aident à faire les bonnes armées, font aussi les bons agriculteurs, les bons commerçans, les bons industriels. La qualité générale des affaires allemandes, s'il est permis de s'exprimer ainsi, est donc plutôt rassurante ; nous avons donné assez d'exemples de la façon dont elles sont organisées, pour écarter l'hypothèse, si souvent agitée dans les derniers temps, d'un effondrement général. Les sociétés modernes sont beaucoup trop portées à juger l'ensemble d'une situation économique d'après les cours de la Bourse, et à croire tout perdu parce que les actions des sociétés commerciales ou industrielles baissent. La facilité peut-être excessive avec laquelle toute propriété, on pourrait presque dire toute idée humaine, peut être mise en société anonyme, fait que bien des choses sont aujourd'hui sur le marché, qui jadis restaient aux mains de particuliers, se perpétuaient dans les familles et changeaient rarement de maître. Elles n'avaient pas de valeur vénale, tandis que maintenant, divisées en mille parcelles, émiettées aux mains d'une foule d'actionnaires, elles se transmettent à chaque instant du vendeur à l'acheteur et subissent à chaque minute des fluctuations de prix. Celles-ci sont gouvernées par des motifs propres à chaque entreprise, mais dépendent aussi dans une large mesure de l'état général du marché, de l'abondance ou de la rareté des capitaux. Il peut donc arriver, et il arrive fréquemment que la cote d'actions de sociétés prospères recule violemment sans qu'il faille en conclure que des changemens radicaux se soient produits dans leur situation.

Tel a été le cas en Allemagne l'année dernière. Le loyer de l'argent s'étant élevé rapidement, les mêmes dividendes se sont capitalisés sur un pied différent. Il est possible et même probable que, dans un certain nombre de cas, ces dividendes baisseront pour l'année en cours et même pour 1909, quoique beaucoup d'entreprises aient constitué des réserves et procédé à des amortissemens qui les ont singulièrement fortifiées et leur permettent d'envisager avec sang-froid quelques années de moindre prospérité. Néanmoins, il serait puéril de contester que l'Allemagne, comme le reste de l'univers et plus que d'autres nations européennes, doit ressentir le contre-coup du ralentissement général des affaires. Elle l'éprouvera précisément en raison de l'importance industrielle qu'elle a prise, du besoin qu'elle a de produire et d'exporter des objets fabriqués, pour payer la nourriture d'une partie de sa population qu'il lui faut faire venir du dehors.

D'autre part, les vices de la politique protectionniste qui renchérit la vie n'éclatent pas tous aux époques de grande activité, parce que les salaires sont alors très élevés et qu'ouvriers, paysans et bourgeois ne s'aperçoivent pas trop cruellement des sacrifices imposés à leur budget par les taxes douanières. Quand les temps redeviennent plus calmes, comme c'est le cas aujourd'hui, le mal apparaît dans toute son étendue. C'est là une des principales difficultés contre lesquelles nos voisins vont avoir à lutter. Mais de là à croire que ces difficultés seront insurmontables, il y a loin. Des richesses minières considérables, un sol fertile dans ses parties occidentale, centrale et méridionale, une multitude de hauts fourneaux et d'usines de toute sorte, un réseau très développé de voies ferrées, de fleuves et de canaux, une flotte commerciale qui ne le cède en qualités nautiques à aucune autre, sont des facteurs puissans de vitalité et de succès. Certes, la nécessité d'opérer des échanges de plus en plus nombreux avec les nations étrangères met, jusqu'à un certain point, l'Allemagne dans la dépendance de celles-ci : mais c'est aussi la preuve de la place prise par elle dans le commerce international. De nos jours, plus un pays a de force d'expansion et rayonne au dehors, plus il dépend des autres, qui, à leur tour, dépendent de lui. C'est le propre du monde moderne de créer ainsi des courans incessans entre les parties les plus reculées du globe. La meilleure politique à suivre n'est pas l'isolement. Le progrès

nous apparaît comme une œuvre de spécialisation, qui permet à chaque pays de produire certaines denrées ou certains objets dont les débouchés au dehors sont assurés. Dans ces conditions, on comprend fort bien que la crise américaine ait son contre-coup à Hambourg, à Berlin, à Francfort, à Essen, en Silésie, et dans les divers centres industriels allemands : mais le remède naît du mal lui-même. Les États-Unis, en restreignant leurs achats au dehors, augmentent peu à peu leurs disponibilités à l'intérieur ; à New-York, l'argent est redevenu si abondant que les prêts au jour le jour s'y font à 2 p. 100 ; les réserves des banques, qui étaient tombées, au cours de l'automne 1907, bien au-dessous du minimum légal, lui sont de nouveau largement supérieures, le chiffre des exportations dépasse celui des importations dans une proportion rarement atteinte. Au bout de quelque temps, l'Amérique sera donc en mesure de reprendre ses achats au dehors ; la question pour les industriels allemands aura été d'attendre cette reprise et de traverser sans trop de dommage la période intermédiaire : or la plupart d'entre eux le peuvent.

VII

La conclusion de cette étude nous paraît devoir être l'examen d'une question qui a été maintes fois agitée dans les derniers temps et qu'il convient d'aborder nettement : c'est celle de la participation de la France, en d'autres termes, des financiers et des capitalistes français, aux entreprises allemandes.

Nous n'apprendrons rien à nos lecteurs en leur rappelant que déjà depuis longtemps les Français ont pris quelque intérêt dans plusieurs de ces affaires. Les rapports, qui étaient assez fréquens avant 1870, ont été naturellement suspendus à la suite de la guerre et n'ont recommencé à se manifester avec une certaine activité que vers la fin du XIXe siècle. Le problème a paru se poser avec une insistance plus marquée en 1907, lorsque la différence de situation entre les marchés s'est accentuée : d'un côté, l'engorgement produit par un excès de créations et d'affaires, de l'autre, une abondance de disponibilités qui maintenait le loyer des capitaux à Paris à un taux considérablement inférieur à celui qui se pratiquait à Berlin. Il était naturel que les banquiers de notre pays songeassent à faire fructifier une partie de leurs ressources liquides en les employant à des avances, des escomptes,

des reports et même des acquisitions de titres dans un pays où le rendement en était très supérieur à ce qu'il est chez nous. Cela se faisait assez couramment avant les derniers événemens marocains, l'intervention inattendue et quelque peu théâtrale de l'empereur Guillaume, et la conférence d'Algésiras. A ce moment, les chefs de nos établissemens de crédit jugèrent et le public sentit qu'en présence de complications possibles sur le terrain politique, ils n'avaient pas le droit d'employer dans une mesure aussi large que précédemment une partie de leurs capitaux en Allemagne, et ils les rapatrièrent. Une détente ayant paru se produire l'année dernière, ces opérations ont été reprises; mais alors, ce furent des considérations économiques qui rendirent les Français circonspects : on redouta, dans certains milieux, de voir éclater des événemens graves et on diminua, dans beaucoup de cas même on supprima les crédits ouverts.

Le problème se présente sous deux aspects qu'il convient d'examiner séparément : l'emploi par les banquiers de leurs disponibilités et les placemens définitifs des particuliers. En ce qui concerne le premier point, les grands marchés financiers du monde sont aujourd'hui en communication si étroite, si constante, qu'une sorte d'endosmose des capitaux flottans se produit incessamment entre eux. Les avances et reports sur titres, l'escompte du papier commercial ou de bons du Trésor présentent chez les principales nations civilisées une telle sécurité, sont organisés avec une telle perfection, que, dès que le taux de ces opérations sur une place est supérieur à celui des autres, celles-ci ne tardent pas à y envoyer une partie de leurs fonds pour profiter de cet écart. Il va de soi que des précautions doivent être prises, que l'analyse des crédits personnels et réels, c'est-à-dire l'étude de la valeur des signatures des traites et la qualité des titres donnés en gage, doit être faite avec plus de soin encore lorsqu'il s'agit d'expatrier son capital que lorsqu'on l'emploie chez soi. Les questions de change jouent également un rôle, puisqu'il faut tenir compte des pertes possibles lors de la sortie ou du retour des sommes prêtées à l'étranger. Tous ces points sont familiers aux banquiers, qui sont sur la brèche et savent profiter des occasions avantageuses, tout en s'entourant des garanties nécessaires. Ils opèrent d'ailleurs en pleine liberté, sans que les gouvernemens ni les corporations chargées de veiller à la police des bourses aient à intervenir : des correspon-

dances postales, télégraphiques ou téléphoniques, suivies d'expéditions de titres, de numéraire, ou, dans certains cas, de simples viremens opérés entre quelques maisons, suffisent à remuer des millions et à faire mouvoir les capitaux selon une sorte de loi des vases communicans, qui attire le trop-plein d'un pays vers le vide du voisin.

D'autre part, quels sont les inconvéniens et les avantages de placemens permanens faits en valeurs étrangères? Les inconvéniens sont l'absorption d'une partie de l'épargne nationale, qui est ainsi distraite des emplois en rentes ou valeurs indigènes. Mais est-ce de gaieté de cœur et par négligence de leurs devoirs patriotiques que les Français achètent des fonds étrangers? N'est-ce pas parce qu'ils y trouvent un revenu plus rémunérateur que celui que leur fournissent les titres français? C'est là la seule raison de ces achats; cela a été démontré, et il suffit de comparer les taux d'intérêt des titres étrangers avec celui de notre rente pour comprendre en vertu de quelle loi ces acquisitions suivent une progression régulière. Si une guerre éclatait qui nécessitât l'émission d'emprunts français importans, on verrait aussitôt le courant de sortie de nos capitaux s'arrêter et se porter avec empressement sur des rentes dont le taux devrait évidemment s'élever en raison de l'ampleur des appels faits au crédit.

D'ailleurs, quand on parle de sortie de capitaux, on évoque une image qui est de nature à induire en erreur et à provoquer des appréciations fausses. Ceux qui s'emploient en actions ou obligations étrangères ne sortent pas en réalité de notre pays, puisqu'ils restent la propriété de Français : tous les ans, ceux-ci en perçoivent les revenus et, à tout moment, ils peuvent en recouvrer la disponibilité par la vente des titres eux-mêmes. Bien entendu, il faut supposer que la valeur n'en aura pas baissé ou disparu : mais ce risque est inhérent à toute espèce de titre mobilier, et le soin du capitaliste doit consister à choisir des créances sur des États solvables ou des parts d'association dans des entreprises bien gérées. A cette condition, la migration de fonds à l'étranger n'a que des avantages. On pourrait même soutenir. — ce qui ne laisserait pas que de sembler paradoxal au premier abord, — que les fonds étrangers dans le portefeuille de nos compatriotes constituent, au point de vue de la fortune nationale,

un actif plus indiscutable que les rentes françaises, puisque après tout le débiteur de celles-ci est la nation tout entière : en effet, chacun de nous, pour sa quote-part de contribuable, n'est-il pas chargé d'assurer le service des rentes qui entrent dans le patrimoine d'un nombre limité de nos compatriotes ; et ce qui remplit le porte-monnaie de quelques-uns ne sort-il pas de la poche de tous les autres?

Le problème se réduit donc à décider si, parmi les valeurs étrangères qui forment une si large part de la fortune française, 30 milliards au moins sur 200, il convient de faire une place aux valeurs allemandes, ou plutôt d'agrandir cette place, en permettant plus largement l'accès de nos portefeuilles à ces titres. Certes, il ne s'agit pas d'ouvrir la porte à deux battans à toutes les actions de banque et d'industrie d'outre-Rhin ni de commencer par en pousser les cours à des hauteurs excessives, comme nous avons eu le tort de le faire, vers la fin du XIXe siècle, en nous jetant sur une série de valeurs industrielles russes, dont quelques-unes nous ont causé depuis de cruels mécomptes. La sagesse consisterait à en choisir un petit nombre, parmi celles qui présentent le plus de chances de durée et de prospérité, et à demander en échange de notre apport de capital une représentation dans les conseils qui les dirigent. C'est du reste ce qui s'est pratiqué dans les dernières années, notamment pour certains charbonnages. Il est probable que nous trouverions ainsi l'occasion de placer des sommes assez importantes, sans courir de risques déraisonnables et en restant maîtres de surveiller l'emploi de nos deniers. L'Allemagne n'est pas loin ; les voyages y sont faciles; la propriété y est bien garantie : des placemens faits dans ces conditions comportent infiniment moins d'aléa que les aventures lointaines et chimériques auxquelles, malgré notre sagesse financière, nous nous sommes trop souvent laissé entraîner. Un charbonnage, une aciérie, une banque allemande nous paraissent présenter des garanties supérieures aux actions de mines situées aux antipodes ou même aux rentes de certaines républiques américaines. Donc, au point de vue de la qualité du placement, il n'y a pas d'hésitation à avoir. Reste l'objection souvent faite et qui est tirée de l'état de nos relations politiques avec nos voisins.

Convient-il de leur venir en aide en fournissant des capitaux à leurs entreprises, et en contribuant ainsi indirectement à leur

prospérité? Au premier abord, on reste perplexe : mais si on réfléchit qu'un choix judicieux des entreprises nous fera porter nos capitaux vers celles qui promettent, non seulement un revenu rémunérateur, mais une plus-value de capital, et, que de plus nous devons avoir soin de n'acheter que des titres ayant un large marché dans leur pays d'origine, de façon à pouvoir les y revendre en cas de besoin, on arrivera à la conclusion qu'il y a de bonnes raisons pour ne pas rayer l'Allemagne de la liste des pays où nous cherchons à faire fructifier une partie de notre épargne.

Plus nous réfléchissons et plus il nous apparaît que la crise de 1907 a été pour nos voisins une épreuve normale, provoquée par l'inévitable ralentissement des affaires qui suit une période exceptionnellement prospère, et qui n'a que de lointains rapports avec ce qui s'est passé à la même date dans d'autres pays, où des élémens malsains sont venus compliquer et aggraver la situation. L'expansion formidable de l'industrie germanique a tendu à l'excès les ressorts du marché monétaire ; elle a fréquemment abusé du crédit : mais le mécanisme dans son ensemble a bien résisté ; pas une société de crédit importante n'a été arrêtée dans sa marche, et la détente que les bilans de la Reichsbank accusent au début de l'année actuelle prouve que le cap des tempêtes est doublé. En dépit d'ailleurs des théoriciens de l'école de Malthus, nous ne pouvons considérer comme un danger pour nos voisins l'augmentation de leur population : nous la regardons au contraire comme un élément de force, non seulement au point de vue militaire, mais à celui de l'industrie pour laquelle une main-d'œuvre abondante est ainsi assurée. L'émigration elle-même, qui est très faible depuis que la prospérité s'est affirmée, mais qui pourra reprendre de l'importance si les temps deviennent difficiles et si la demande de bras persiste à se restreindre, est un excellent moyen de préparer au dehors une clientèle fidèle et de multiplier le nombre des consommateurs de produits allemands. Les sujets de préoccupation vraiment graves sont le problème des finances publiques, qui paraît toutefois susceptible d'être résolu par l'établissement d'impôts nouveaux ou le relèvement des taxes de consommation existantes, et celui du régime douanier et de l'organisation industrielle qui est en partie la conséquence de ce régime. Des industries qui

font payer aux Allemands leurs produits à un prix supérieur à celui auquel elles les vendent une fois exportés à l'étranger ne sont pas dans un état d'équilibre normal. La meilleure preuve en est que, si ce régime était général dans le monde, des concurrens se ruineraient réciproquement en se renvoyant d'une nation à l'autre les excédens de production, rejetés sur les marchés étrangers. Ce trop-plein de la production, promené de pays en pays, rappellerait les romanichels, que les gendarmes français reconduisent à la frontière belge et que les gendarmes belges ramènent à la frontière française, sans que jamais ces malheureux puissent trouver un abri. Les cartels et les syndicats tendent au monopole et au renchérissement : on l'a bien vu en 1901, avant la conférence de Bruxelles, lorsque l'union des raffineurs allemands réussit à tripler l'écart entre le prix du sucre brut et celui du sucre raffiné et à augmenter ainsi dans une énorme proportion leur marge de bénéfice. Le syndicat des cokes, qui les vend, pris à pied d'œuvre, aux usiniers français de Meurthe-et-Moselle au même prix qu'à leurs concurrens allemands dédommage ceux-ci en leur accordant une bonification, qui s'élève actuellement à environ 12 pour 100, sur le prix de la fonte exportée par eux.

Il y a dans un état de choses semblable un élément artificiel qui tôt ou tard doit disparaître. Il a disparu pour les sucres. Ce même changement s'opérera-t-il dans d'autres domaines, par une transformation lente? Ou bien au contraire une secousse violente, qui pourrait être douloureuse, sera-t-elle nécessaire? Malgré l'erreur économique de laquelle procèdent les organisations de ce genre, nous devons reconnaître qu'elles présentent en Allemagne une telle solidité, que les associés en observent les prescriptions avec une telle discipline, qu'elles ont si habilement combiné le système de primes à l'exportation avec celui des limitations de production, que leur durée nous paraît assurée pour bien des années encore. Que des difficultés de trésorerie soient probables pour quelques sociétés; que plusieurs d'entre elles aient peine à trouver immédiatement les ressources nécessaires pour terminer certains travaux en cours : cela n'a rien d'invraisemblable, mais ne met pas en péril l'avenir du pays.

Que seront les affaires au cours de 1908 et de 1909? Il est évident qu'elles se ralentiront : mais cette allure plus calme ne sera pas sans porter ses fruits; la fièvre des fondations et des

agrandissemens est tombée; chacun va étudier de plus près les conditions de sa production; les ouvriers, si difficiles à conduire et parfois si injustes dans leurs exigences, se rendront compte des difficultés auxquelles se heurtent les entreprises; la baisse de prix des matières premières contribuera à diminuer les prix de revient. Si les dividendes subissent des réductions et que les cours des principales valeurs, qui ont déjà payé un large tribut à la baisse, fléchissent encore, le moment sera propice pour nous : les époques de troubles politiques, a dit M. Paul Leroy-Beaulieu, sont celles où le capitaliste moissonne, parce qu'il obtient à bon marché les emprunts d'État. Les périodes de dépression industrielle, ajouterons-nous, sont celles où l'homme de sang-froid, qui ne se laisse pas troubler par l'apparence inquiétante du moment, doit engager ses réserves dans les entreprises fondées sur la production d'objets nécessaires à la vie moderne. Le monde ne s'arrête pas; la courbe qui est descendue remontera. Nous ne pouvons prédire la date exacte à laquelle l'Allemagne, comme les autres peuples, reverra les jours brillans de 1899 et de 1906, les demandes multipliées de produits, les hausses de salaires et de prix, l'enthousiasme des centres industriels et des marchés financiers. Mais nous sommes certains du retour de ces phénomènes d'alternance qui se manifestaient déjà en Égypte, au temps de Joseph et des Pharaons, et qui doivent être toujours présens à l'esprit de ceux qui veulent s'élever au-dessus des agitations du moment et embrasser d'un coup d'œil expérimenté la marche assurée de l'évolution économique.

RAPHAËL-GEORGES LÉVY.

AUGUSTE COMTE

ET

CÉLESTIN DE BLIGNIÈRES

D'APRÈS UNE CORRESPONDANCE INÉDITE

La pensée d'Auguste Comte était arrivée, vers le milieu du XIXe siècle, à sa dernière évolution. Les peuples civilisés, enseignait-il, avaient accompli leur développement historique. A la période théologique avait succédé la période métaphysique, à celle-ci la période scientifique. Le moment était venu où une religion nouvelle, la religion de l'Humanité, ayant son grand prêtre, ses apôtres et ses missionnaires, devait embrasser tout l'Occident dans l'adoration du Grand-Être. C'était, en réalité, l'homme qui s'adorait lui-même, ou, comme disait Hegel, l'homme avait fini par créer Dieu.

C'est alors que Comte entra en relations avec un disciple qui depuis longtemps le suivait de loin, et qui n'attendait que le jour où il pourrait s'approcher de lui. Célestin de Blignières avait reçu, comme son maître, une éducation très religieuse dans l'enfance. Son père, élève de l'abbé Gaultier, dirigeait une pension pour des jeunes gens qui suivaient les cours du collège Bourbon : c'était un vaste emplacement, qui s'étendait de la rue de Clichy à la rue d'Amsterdam. Célestin, né en 1823, était le second de cinq enfans, trois fils et deux filles. Une affection

particulière l'attachait à son frère Auguste, professeur au collège Stanislas, auteur d'un remarquable *Essai sur Amyot*, et surtout à sa sœur aînée, Gabrielle de Saint-Clair, morte à vingt-trois ans, dont il parle souvent dans sa correspondance, et à laquelle il a dédié son *Exposition abrégée et populaire de la Philosophie et de la Religion positives*. Célestin de Blignières fut d'abord l'élève d'Auguste Comte à l'institution Laville, qui préparait pour l'École Polytechnique, et ensuite à l'École Polytechnique même. Déjà vaguement épris des idées philosophiques du maître, il alla le trouver, et, comme il s'excusait de la hardiesse de sa démarche, Comte lui répondit : « Je regrette seulement que vos camarades ne fassent pas comme vous. » Comte sentait que l'élève allait devenir un disciple.

Dès lors, en effet, Blignières se met à étudier, quoique sans préparation suffisante, le *Cours de philosophie positive*. Sorti de l'École en 1845, comme sous-lieutenant d'artillerie, il est successivement en garnison à Metz et à Bourges. A la fin de 1848, à la suite d'une chute de cheval, il obtient un congé de convalescence d'un an, qu'il vient passer à Paris. Il se fait admettre alors parmi les membres de la Société positiviste, et il assiste régulièrement aux réunions qui se tiennent dans la maison du fondateur, rue Monsieur-le-Prince. Mais son adhésion au positivisme lui crée une situation difficile vis-à-vis de sa famille ; il est hautement blâmé par sa mère ; il sait qu'il ne pourra plus compter désormais que sur ses propres ressources. A l'expiration de son congé, en 1850, il est attaché à l'arsenal de Rennes. C'est alors que commence la correspondance; elle dure jusqu'au moment où le disciple refuse de se plier à la soumission absolue que réclame le maître, et se range parmi les positivistes indépendans.

Aux approches du nouvel an, Célestin de Blignières écrit à Auguste Comte pour lui offrir ses vœux et lui exprimer sa reconnaissance. Il se propose d'étudier à fond et avec suite le *Cours de philosophie positive*. Mais il lui faudra tout un travail préparatoire, qui sera long. « Quand on sait véritablement quelque chose, on ne se fait pas d'illusion sur ce que l'on ne sait pas. » Il veut se rendre compte de l'objet de chaque science, des moyens d'investigation qui lui sont propres, de son rang hiérarchique, de ses divisions et de sa composition effective. Quant à prouver ses sentimens pour la doctrine positive en gé-

néral, et pour la personne du fondateur, ce sera, dit-il, l'objet de sa vie entière.

Comte répond qu'il a reçu dans le courant de l'année beaucoup d'adhésions semblables, venant surtout de jeunes gens qu'il est fier d'être le chef spirituel d'une si noble élite, et qu'il ne conserve plus aucune inquiétude sur le prochain avenir d'une doctrine qui détermine de telles convictions et inspire de tels dévouemens. Ensuite il conseille à Célestin de compléter son noviciat par la « culture esthétique. »

Apprenez l'italien en lisant Dante, Arioste et Manzoni, puis l'espagnol en lisant de même Calderon et Cervantes : laissez dormir vos langues du Nord pendant quelques années. Mais habituez-vous surtout à ne jamais lire que des chefs-d'œuvre, que vous vous rendrez familiers par un recours périodique : si vous lisiez des médiocrités, votre initiation esthétique avorterait. Comme transition aux lectures morales, je vous recommande la pratique journalière de l'*Imitation*, dans l'original et dans Corneille. Voyez-y un admirable poème sur la nature humaine, et lisez-le en vous proposant de remplacer Dieu par l'Humanité. Cela deviendra une source féconde de nobles jouissances et d'intimes améliorations. Vous sentirez aussi combien est moralement dangereuse l'étude scientifique, quand on n'y voit pas un simple moyen et qu'on veut l'ériger en but. Les émancipés sont maintenant assujettis à parvenir à l'amour par la foi réelle, c'est-à-dire démontrée ou démontrable. Mais soyez certain que votre noviciat philosophique ne sera pas conduit jusqu'à son vrai terme normal s'il ne vous amène point à l'amour. Pendant ce trajet, la digne fréquentation du sexe affectif vous aidera beaucoup à atteindre le but raisonnable et saint de toute cette longue initiation, l'incorporation morale et mentale à l'Humanité. Je ne saurais mieux terminer que par ce double conseil, sur lequel je reviendrai si vous m'y donnez lieu. Salut et Fraternité.

Aux yeux de Comte, le couronnement de son œuvre devait être la fondation d'une religion nouvelle, dépôt sacré et désormais intangible de toutes les conquêtes de l'esprit humain pendant les âges précédens. L'état théologique, qui explique les phénomènes de la nature par l'intervention d'êtres surnaturels, l'état métaphysique, qui ramène ces phémonènes à des concepts abstraits et à des entités fictives, étaient considérés comme révolus et relégués dans le passé. L'état scientifique, qui se borne à observer et à classer, durait encore ; mais il n'était qu'un intermédiaire, un moyen pour arriver à une synthèse définitive, pouvant servir de base à la réorganisation sociale. Les trois états distingués par Comte répondaient, selon lui, aux trois âges de l'homme, l'enfance, la jeunesse et l'âge viril ; l'homme devait

revenir maintenant à son enfance, mais riche de toutes les acquisitions de son adolescence et de sa virilité; ou, pour parler sans images, à la foi révélée ou spontanée des temps primitifs devait se substituer une « foi démontrée, » c'est-à-dire un ensemble de vérités contrôlées par les gens compétens et universellement adoptées.

Mais quels seront ces gens compétens? Qui déterminera leur compétence? Et cette compétence une fois reconnue, comment les vérités sanctionnées par eux entreront-elles dans l'esprit des non compétens, de manière à devenir pour ceux-ci une règle de conduite? Comte passe sur ces difficultés; il les voit bien, mais il pense qu'elles s'aplaniront d'elles-mêmes. Il se plaît à supposer que la masse des ignorans s'inclinera devant l'autorité de ses chefs spirituels. C'est la part d'illusion et de parti pris, propre à tous les systèmes.

La religion future dressera ses autels à l'Humanité; elle portera son adoration aux pieds du Grand-Être. Mais il va sans dire que l'Humanité, dans le système de Comte, n'est pas, selon le sens ordinaire du mot, l'ensemble des êtres humains qui ont peuplé la surface de la terre, ni même, d'une manière générale, la suite des nations qui se sont transmis de main en main l'œuvre de la civilisation occidentale : l'Orient est complètement en dehors de son horizon historique. L'Humanité se compose seulement des hommes qui ont réalisé dans leur personne le plus haut idéal de l'espèce humaine, qui ont fait prédominer en eux l'élan sympathique sur le penchant égoïste, qui ont subordonné tous leurs actes au principe suprême de la morale sociale : vivre pour autrui. L'Humanité est ainsi la réalisation progressive, à travers les siècles, de toutes les virtualités d'intelligence et de bonté que contenait la nature humaine et qui l'élevaient au-dessus de l'animalité. Tout homme qui a contribué à l'avancement de la science, ou qui a préparé les voies à une meilleure organisation de la société, est reçu au sein du Grand-Être; il fait partie intégrante de ce dieu collectif et impersonnel, et y trouve son immortalité. Et comme la conduite de chacun ne peut être jugée qu'après sa mort, « l'Humanité est faite de plus de morts que de vivans. » Quant à ceux qui n'ont vécu que par les fonctions animales, ils meurent, inutile fardeau de l'espèce, avec la poussière dont ils sont formés.

Les premiers sont les saints du nouveau culte. Ils président

aux mois, aux semaines et aux jours. On sait, en effet, que Comte partage l'année en treize mois d'une durée égale de vingt-huit jours, et dont les dénominations symbolisent les progrès de l'humanité depuis l'enfance jusqu'à l'âge viril, depuis Moïse et Homère jusqu'à Descartes et à Bichat. Chaque mois, chaque semaine, chaque jour est placé sous l'invocation d'un grand nom, et doit nous inspirer « le désir d'éterniser à notre tour notre existence par notre incorporation au Grand-Être (1). »

La religion de l'Humanité devait mettre un terme à l'« anarchie intellectuelle, » cause première des déchiremens politiques. Comte avait applaudi à la révolution de 1848; mais il était trop arrêté dans ses principes, trop peu porté aux concessions, pour s'entendre avec aucun des partis qui prétendaient au gouvernement. Dans sa seconde lettre à Célestin de Blignières, datée du 16 Moïse 63 (16 janvier 1851), il lui annonce qu'il va constituer le positivisme en un parti distinct, également opposé aux socialistes, aux conservateurs et aux républicains purs.

Ce parti positiviste ne doit pas ménager davantage les rouges que les blancs et les bleus, et seulement s'efforcer de rallier tout ce qu'il y a d'honnête et de sensé dans ces trois factions, toutes trois à peu près également anarchiques et rétrogrades à la fois. Son caractère propre consiste dans la conciliation fondamentale entre l'ordre et le progrès, pour terminer la révolution par une construction décisive, fondée sur la religion de l'Humanité.

Blignières venait d'être attaché à l'arsenal de Douai. Comte lui donna une lettre de recommandation pour une dame de la ville, favorable au positivisme, un de ces apôtres féminins sur lesquels il comptait beaucoup pour l'expansion de sa doctrine. Dans sa lettre, il présentait de Blignières comme l'un de ses meilleurs élèves d'autrefois, devenu l'un de ses principaux disciples; et il ajoutait: « Une rare combinaison du cœur avec l'esprit et le caractère vous offrira, j'espère, chez lui, sous un excès de réserve, une de ces belles natures que votre sexe apprécie mieux que nous et perfectionne davantage. » Comte ne cessait de dire à son disciple que son dernier perfectionnement ne lui viendrait que d'un commerce assidu avec « le sexe affectif. »

L'auteur d'une rénovation sociale qui devait mettre fin à « la

(1) *Discours sur l'ensemble du positivisme*, Paris, 1848; conclusion générale.

longue insurrection de l'esprit contre le cœur » ne pouvait manquer de réserver, dans son œuvre, un rôle important à la femme. A l'en croire, il aurait même senti dès le début de sa carrière « combien l'essor des affections tendres importait non seulement à son bonheur personnel, mais aussi à la plénitude de son action sociale (1). » Lamennais le définissait « une belle âme qui ne sait où se prendre. » Sa première tentative pour s'attacher et *se prendre* n'avait pas été heureuse. Il s'était marié civilement, le 29 février 1825, avec Caroline Massin, qui tenait un petit commerce de librairie dans la rue de Vaugirard. Il se sépara d'elle au mois d'août 1842. Ils en étaient venus, dit-il, à un état de « duel domestique, » Mme Comte insistant pour qu'il ménageât sa situation matérielle, compromise par ses démêlés avec ses collègues, lui, de son côté, accusant sa femme de pactiser avec ses ennemis. Trois ans après, il fit la connaissance de Clotilde de Vaux, mal mariée comme lui, nature fine et distinguée du reste, et qu'une certaine ingénuité native soutenait au milieu des dures expériences de sa vie. Leur correspondance dura moins d'un an; elle commence le 30 avril 1845; Clotilde mourut le 5 avril de l'année suivante, à l'âge de trente et un ans. On sait que Comte lui voua un culte mystique, et continua de vivre avec elle, par delà la mort, « en parfaite union, » comme avec son « éternelle compagne. » Il trouvait dans cette union le repos de l'âme, et il engageait ses disciples à suivre son exemple.

Deux mois après la lettre précédente, le 14 Aristote (12 mars 1851), il écrivait à Célestin de Blignières :

Dans l'état actuel de votre évolution, la culture du cœur reste seule à régulariser familièrement, pour réparer un passé involontaire. Pourvu, comme vous l'êtes, d'un véritable ange gardien, par le souvenir de votre éminente sœur, vous cesseriez d'être excusable, si vous tardiez davantage à organiser son culte intime, maintenant que vous connaissez la théorie qui démontre la haute portée morale d'une telle institution privée. Le motif qui vous en a détourné jusqu'ici ne m'a pas semblé admissible. S'il fallait écarter ainsi les bons souvenirs par la crainte de ranimer les mauvais qui s'y lient, presque aucun culte réel ne serait possible. L'admirable privilège de la vie subjective consiste surtout à épurer la vie objective, en n'y puisant que les impressions dignes de persister. Avant de quitter le Purgatoire pour monter au Paradis, Dante boit d'abord l'eau du Léthé, qui efface tous les souvenirs. Mais, peu de temps après, il complète sa préparation en s'abreuvant dans le fleuve collatéral (l'Eunoé), qui lui rend seulement la mémoire

(1) Lettre à Clotilde de Vaux, du 5 août 1845.

du bien. Cette belle allégorie contient le germe anticipé de notre théorie positive sur l'institution de la vie subjective. Loin de reproduire vos tristes impressions d'enfance et d'adolescence, ce culte d'une digne sœur vous rendra moins amers les souvenirs de ceux dont vous avez à vous plaindre. Je puis vous en parler par expérience, au sujet de la famille qui méconnut mon immortelle amie. Si j'insiste à cet égard, c'est afin de dissiper entièrement votre fâcheuse hésitation sur une pratique très précieuse pour votre perfectionnement et votre bonheur. En y joignant une meilleure appréciation des femmes, et, par suite, des rapports plus complets et plus suivis avec elles, vous achèverez de réparer les lacunes essentielles de votre culture morale, dont votre essor intellectuel dépend beaucoup plus que vous ne pouvez le croire maintenant.

Envers celui-ci, vous tirerez un grand secours du volume inédit qui, malgré tous mes efforts et mes sacrifices, reste exilé depuis plus d'un an (1). Car il contient une coordination sommaire de toute la philosophie naturelle, spécialement développée envers la biologie, qui dirigerait utilement vos études actuelles. Vous y trouverez surtout la constitution directe de la vraie logique positive d'après l'harmonie finale entre la méthode objective, qui seule fournit des matériaux solides, et la méthode subjective, qui seule dirige les constructions durables. Dans la tendance actuelle que vous me signalez à marcher alternativement du monde vers l'homme et de l'homme vers le monde, je vois l'aveu spontané du besoin fondamental de combiner ces deux méthodes également indispensables. Si la préparation du positivisme dépendit surtout de la première, la seconde doit désormais prévaloir pour le consolider et le développer, en l'appliquant aux questions principales, où l'ordre d'importance prévaudra maintenant sur l'ordre de dépendance.

Cette appréciation est très propre à lier intimement la partie morale et la partie mentale de votre culture actuelle. En effet, c'est le cœur qui doit surtout dominer la discipline subjective, comme ouvrant seul l'accès immédiat aux plus hautes spéculations. Vous sentirez bientôt cette éminente propriété, si vous fréquentez dignement le sexe aimant, toujours préoccupé directement des lois morales, tandis que le sexe agissant s'arrête trop aux lois physiques. C'est aussi pour cela surtout que je regrette votre suspension actuelle des lectures poétiques. Un vrai positiviste ne devrait pas laisser passer une seule journée sans y consacrer au moins le temps qu'exige un chant de Dante. Toutefois, en espérant que vous y reviendrez bientôt, je me félicite que vous commenciez à goûter l'*Imitation*, où je vous engage à joindre, comme moi, Corneille à Kempis. Mais vous feriez bien de lire d'abord l'ensemble du poème avant de revenir sur chaque livre. En effet, le principal défaut de cette admirable production consiste dans le défaut total de plan. Le quatrième livre a seul une véritable unité, et encore l'ordre des chapitres pourrait-il être interverti sans inconvénient. Partout ailleurs,

(1) Il s'agit du tome premier du *Système de politique positive*. Le *Discours préliminaire sur l'ensemble du positivisme* datait de 1848, et l'*Introduction fondamentale* avait été terminée en 1850. Le volume ne put paraître qu'en juillet 1851, quand Joseph Lonchampt eut couvert les frais d'impression.

chaque chapitre pourrait le plus souvent être transposé à volonté, même d'un livre à un autre. Cela ne détruit nullement l'éminent mérite de cet incomparable poème sur la nature humaine, où l'incohérence est surtout due aux croyances dominantes. Jusqu'à ce qu'il surgisse une autre suite de chants propres à diriger l'intime culture du cœur, cet informe chef-d'œuvre conservera toujours un prix infini, non seulement comme haute satisfaction esthétique, mais surtout pour l'amélioration morale.

Comte partage ses disciples, selon leurs facultés spéciales et leur degré de culture, en deux classes. La première est la classe spéculative, celle des penseurs, des savans et des artistes; leur fonction est l'exposition de la doctrine. La seconde, celle des industriels, des commerçans et des agriculteurs, a pour sphère la vie pratique. Blignières, ayant obtenu un congé pour prendre les eaux de Vichy, rencontra, dans les environs de la ville, un fermier, Auguste Hadery, qui avait essayé de réaliser le type du patriarcat agricole selon la formule positiviste, « prélevant sur son revenu, avec une sage économie, ce qui était nécessaire à son entretien personnel, et employant le reste à améliorer le sort de ses agens et à perfectionner ses instrumens. » Hadery logea Blignières dans sa maison. « La maison est petite, écrit celui-ci, mais, comme dit le proverbe anglais, quand il y a place au cœur, il y a place dans la maison. » Il annonce qu'il restera là six semaines, occupant ses loisirs à des études sociologiques. Comte lui répond, le 27 Dante 63 (11 août 1851):

Votre lettre de mercredi, quoiqu'un peu tardive, m'a tellement satisfait hier, que j'y aurais immédiatement répondu, si ce n'eût pas été le jour de ma séance hebdomadaire. A mesure que je vois se développer spontanément votre nature cérébrale trop comprimée jusqu'ici, j'apprécie davantage vos belles qualités de cœur, d'esprit et de caractère. Leur ensemble, très caractérisé, quoique implicitement, dans cette dernière lettre, soutient de plus en plus les espérances que j'ai d'abord conçues sur vous, et même commence à les élever au-dessus de leur sphère initiale. Tout ce qui me reste à désirer immédiatement pour votre intime essor, c'est une suffisante organisation et une pratique convenable du culte secret que vous devez à votre angélique sœur, plus une culture normale et assidue de vos goûts esthétiques, surtout poétiques, et même musicaux. Les autres parties de votre perfectionnement moral et mental me semblent déjà pouvoir être heureusement livrées au cours spontané de votre propre sagesse.

Je suis charmé que vous ayez réalisé votre excellent projet de cohabitation intime, quoique temporaire, avec M. Hadery. Cet heureux contact ne peut qu'être fort profitable à deux hommes distingués, presque du même âge, parfaitement dignes de s'apprécier mutuellement et dévoués à la même

foi. Pour vous en particulier, ces six semaines vont m'offrir une précieuse donnée sur votre destination finale. Elle m'a paru flotter jusqu'ici entre la théorie et la pratique, quoique j'incline de plus en plus vers la première supposition. L'expérience spontanée que vous accomplissez maintenant achèvera de me décider en l'un ou l'autre sens...

Ensuite il lui rend compte d'une instruction qu'il vient de donner à ses principaux disciples en vue de la propagande.

Le positivisme doit s'adresser d'abord à ceux qui obéissent, pour ennoblir et adoucir leur condition nécessaire. Mais il doit maintenant s'appliquer surtout au petit nombre de ceux qui sont vraiment nés pour gouverner, afin de les tirer de la compression qu'ils éprouvent sous les médiocrités officielles que laisse seules surgir l'anarchie actuelle. Ce que Mahomet prescrivait à ses *prédestinés*, ce que Cromwell prêchait à ses *saints*, je dois le recommander encore mieux à tous les éminens positivistes, théoriques ou pratiques : *emparez-vous du monde social;* car il vous appartient, non d'après aucun droit, mais suivant un devoir évident, fondé sur votre exclusive aptitude à le bien diriger, soit comme conseillers spéculatifs, soit comme commandans actifs. Il ne faut pas dissimuler que les *serviteurs de l'Humanité* viennent aujourd'hui écarter radicalement les serviteurs de Dieu de toute haute direction des affaires publiques, comme incapables de s'y intéresser assez et de les comprendre réellement, ainsi que je l'osai dire en ouvrant mon cours de cette année (1). Ceux qui ne croiraient sérieusement ni en Dieu, ni en l'Humanité, sont moralement indignes, tant que dure leur maladie sceptique. Quant à ceux qui prétendraient, au contraire, combiner Dieu et l'Humanité, leur infériorité mentale est par cela même évidente, puisqu'ils veulent concilier deux régimes totalement incompatibles, de manière à prouver qu'ils ne sentent les vraies conditions d'aucun d'eux.

Ce hardi langage n'éloignera de nous que ceux qui sont déjà les ennemis irréconciliables du positivisme. Mais il nous attirera l'active adhésion des dignes ambitieux, qui ne peuvent aujourd'hui trouver autrement leur place sociale. Leur honnêteté une fois garantie, d'après une suffisante subordination de leur instinct privé à leur office public, tous les dangers que pourraient susciter leurs énergiques passions seront assez prévenus ou contenus par leur sincère croyance, d'ailleurs spontanée ou systématique, au principe fondamental de la politique positive, la division normale des deux puissances spirituelle et temporelle. Vous concevez combien il importe de ne pas présenter le positivisme comme hostile aux vrais ambitieux, qu'il vient autant exciter que régler.

Son essor politique doit suivre une tout autre marche que celui du catholicisme, qui, nullement social en lui-même, et surgissant sous un régime

(1) Le *Cours philosophique sur l'histoire générale de l'Humanité*, professé dans une salle du Palais-Royal, tous les dimanches à midi, à partir du 6 avril 1851. L'entrée était gratuite ; le cours s'adressait spécialement aux « prolétaires ; » mais Comte se plaignit bientôt de ce que les prolétaires ne répondaient pas suffisamment à son appel.

encore vigoureux, ne put parvenir au gouvernement qu'à force de pénétrer la société. Le positivisme, au contraire, directement relatif à la sociabilité, et survenu dans une profonde anarchie, ne prévaudra dans la société qu'après s'être emparé du gouvernement, tant temporel que spirituel, qu'il faut vraiment regarder aujourd'hui comme vacant. Ainsi, tout en continuant de nous adresser aux sujets pour achever de caractériser notre destination, nous devons, en particulier et même en public, avoir surtout en vue les chefs naturels, théoriques ou pratiques, de la régénération occidentale, et provoquer par toutes les voies honorables leur avènement politique, comme seul capable de concilier enfin l'ordre et le progrès.

Ainsi le positivisme s'imposera par d'autres voies que le catholicisme. Celui-ci a dû d'abord « pénétrer la société. » L'autre s'adressera directement aux « chefs. » Le catholicisme a procédé, pour ainsi dire, de bas en haut; le positivisme agira par le haut. Comte, avec ce singulier mélange d'esprit scientifique et de chimère dont il était formé, pensa un instant mettre au service de son idée la dictature qui, en décembre 1851, se substitua au gouvernement républicain. Blignières lui écrit, dans les derniers jours du mois, que la nouvelle du coup d'État est arrivée à Douai, que les officiers de son régiment s'étaient attendus à être dirigés sur Paris, et que six d'entre eux avaient déclaré que, dans ce cas, ils n'obéiraient pas à l'ordre qui leur serait donné. Il ajoute que, dans l'incertitude des événemens qui se préparent, et en raison du trouble qui règne dans les esprits, le positivisme doit s'organiser en parti politique et se livrer plus que jamais à une propagande active. « S'il y avait, dit-il, seulement six ou dix apôtres du positivisme, vraiment préparés et dévoués, ayant plus ou moins de talent, mais surtout la foi et la grâce, dans un mois, j'en suis persuadé, il y aurait trente positivistes de plus. » Mais les visées de Comte vont plus loin et plus haut; il répond (le 4 Moïse 64; 4 janvier 1852) :

La république française vient de passer de la phase parlementaire à la phase dictatoriale : voilà tout ce qu'il faut voir dans l'ensemble de la présente crise, en oubliant d'ailleurs les détails que dédaignera la postérité. Or, quoique ce changement ait été brusque, il se trouvait profondément motivé, comme correspondant à la vraie différence essentielle entre la première partie de la révolution et la seconde. La routine métaphysique conduisait à voir la république comme le triomphe du pouvoir parlementaire. Mais vous savez bien que je l'ai toujours représentée, au contraire, comme devant amener la prépondérance du pouvoir central, seule conforme au passé français, et seule adaptée surtout à la destination organique de la

seconde révolution. Notre situation irrévocablement républicaine compromet l'ordre autant qu'elle garantit le progrès, en sorte qu'elle appelle doublement la dictature, qui seule peut y remplacer la royauté, suivant la sentence très remarquable attribuée au dictateur actuel : *on ne détruit que ce qu'on remplace ;* maxime que le positivisme adopte pleinement et applique souvent. Si la présente dictature avorte par rétrogradation, il en surgira quelque autre; mais le règne des assemblées est irrévocablement fini, sauf de courts intermèdes possibles, qui feraient mieux ressortir les besoins dictatoriaux...

Quant au choix du dictateur, vous savez qu'on n'en fait point à volonté; et je regretterais, comme philosophe, de voir perdue, pour le paisible essor de la régénération, la précieuse force publique résultée d'un concours inouï de volontés sur le même personnage, le seul peut-être qui le comportât aujourd'hui. A moins d'un aveuglement que rien ne m'autorise à lui supposer encore, il comprendra bientôt, s'il ne l'a déjà fait, que la république est au moins aussi nécessaire à la dictature que celle-ci à la république : car aucun monarque, impérial ou royal, n'aurait certainement pu se débarrasser ainsi d'une assemblée méprisable et d'une constitution anarchique, que le prolétariat parisien, dans son admirable instinct politique, a refusé de soutenir, et qu'il aurait probablement appuyées sous une monarchie quelconque...

Dans tous les cas, le prestige métaphysique est à peu près détruit; le fétichisme de la loi se trouve essentiellement dissipé; on ne peut plus nous endormir sous la fantasmagorie constitutionnelle qui durait depuis trente-six ans, quoique antipathique au génie français...

Quand il faut ainsi régulariser le présent, chacun sent la nécessité de connaître le passé et de comprendre l'avenir. Alors il n'y a pas de millions de voix empiriques qui puissent empêcher de voir qu'une telle besogne convient seulement à un philosophe; ce que personne, au contraire, ne sait apercevoir clairement envers une cohue constituante, dont l'incompétence paraît plus équivoque. Or, ici, l'opération systématique se trouve d'avance accomplie, depuis trois ou quatre ans, par un philosophe évidemment compétent et d'ailleurs pleinement désintéressé dans un plan de gouvernement d'où il s'est dogmatiquement exclu. Vous voyez ainsi comment la phase actuelle nous achemine spécialement au régime positiviste, outre la tendance générale qu'elle présente en ce sens d'après son caractère antimétaphysique.

J'espère donc que ces indications sommaires vont bientôt vous réconcilier suffisamment avec une telle situation, sans vous faire pourtant oublier les fautes et les atrocités qui l'ont inaugurée. Nous y pourrons davantage développer à la fois nos trois caractères connexes d'école, de parti et de secte, dont chacun pourrait surgir seul si la situation l'exigeait, mais qu'il importe beaucoup de combiner de plus en plus. Il n'y a de radicalement déplorable aujourd'hui qu'un excès de compression, qui toutefois me semble devoir bientôt cesser, pour laisser prévaloir, suivant nos mœurs et nos besoins, une raisonnable liberté d'exposition, je ne dis pas de discussion. Nous aurons à cet égard une prochaine épreuve, quand il s'agira de reprendre mon cours hebdomadaire, toujours annoncé, suivant ma coutume,

comme devant se rouvrir le premier dimanche d'avril. Malgré la sotte pruderie de quelques positivistes, je n'hésiterai point à le faire encore dans la présente situation, si l'indépendance de mon langage y doit rester aussi complète qu'auparavant. Seulement, je prendrai cette fois des précautions spéciales à ce sujet, afin d'éviter loyalement toute méprise, et fort résolu de me taire entièrement en cas de restriction quelconque. Mais tant que l'autorité temporelle continuera de respecter mon privilège spirituel si péniblement conquis, je manquerais à mon devoir sacerdotal en suspendant mes prédications positivistes, même quand Paris retomberait au pouvoir des Cosaques.

Je serai d'ailleurs toujours disposé à donner mes conseils systématiques à tous ceux qui pourront les utiliser. Sans aucune vaine répugnance, j'irais m'entretenir respectueusement avec le dictateur actuel sur l'ensemble de la politique qui convient à la situation, si, par l'entremise de M. Vieillard, il pouvait devenir assez sage pour invoquer une telle consultation (1). Je me rappellerais alors le noble exemple donné par le grand Carnot, quand, à dix mois de distance, il sut assez surmonter ses diverses antipathies les mieux fondées pour se rapprocher loyalement, tantôt de Louis XVIII, tantôt de Bonaparte. Le vrai républicain est toujours prêt à procéder ainsi. Mais n'allez pas croire pour cela que je m'attende à être mandé convenablement aux Tuileries, quoique quelques personnes y aient déjà pensé, en vue du grand bien qui pourrait résulter de pareilles conférences pour la France et pour tout l'Occident.

Il va sans dire que Comte ne fut pas mandé aux Tuileries. Il fit ses confidences à Vieillard, devenu sénateur; mais elles n'allèrent pas jusqu'au prince président. Une seule satisfaction lui fut donnée par l'abolition du régime parlementaire; mais, dans l'ensemble des mesures qui l'accompagnaient, il pouvait la regretter. Néanmoins il ne fut point découragé. Il était persuadé que tôt ou tard la France serait convertie au positivisme; il avait, selon une expression de Célestin de Blignières, la foi et la grâce. A la veille de la proclamation de l'Empire (le 26 Frédéric 64; 30 novembre 1852), il écrivait:

Il n'y a vraiment rien de changé au fond. Les opinions et les mœurs ne sont pas devenues plus monarchiques, même chez ceux qui viennent d'accomplir le plus sincèrement un vote déplorable (2). Il faut regarder la suspension actuelle de notre situation républicaine comme étant purement *offi-*

(1) Narcisse Vieillard, ancien précepteur des fils de la reine Hortense, plus tard député sous le gouvernement de Louis-Philippe, membre de l'Assemblée constituante de 1848 et de l'Assemblée législative de 1849, passait pour être le confident de Louis-Napoléon.

(2) Le vote du sénatus-consulte soumettant à l'acceptation du peuple le rétablissement de l'Empire héréditaire.

cielle, et nullement réelle. Tout consiste en ce que le dictateur est devenu mamamouchi, croyant avoir acquis l'hérédité d'après le vœu des paysans français, dont la décision n'est pas plus efficace que s'ils lui avaient voté deux cents ans de vie ou l'exemption de la goutte. Ce jeu à l'Empire sera sans doute fort dispendieux, et son issue sera tragique, mais sans qu'il en soit plus sérieux. La royauté française fut irrévocablement abolie le 10 août 1792, après un siècle de putréfaction croissante, et jamais elle ne fut rétablie ensuite, malgré les fictions officielles. L'illusion actuelle sera la plus vaine et la moins durable de ces apparences théâtrales. Si nous en devons être justement honteux, il faut surtout en reconnaître la source dans le manque total de foi sociale chez le prolétariat dirigeant. C'est donc à nous qu'il appartient de lui procurer enfin des convictions inébranlables et universelles, qui rendront ensuite impossibles de telles oscillations. Il pense maintenant davantage qu'il ne put le faire depuis soixante ans, et la parodie qui va momentanément trôner ne peut que le disposer mieux aux profondes réflexions sociales. Maintenant que la doctrine régénératrice est construite, et qu'il faut seulement la propager par des applications décisives, l'absence même de convictions qui constitue le mal doit faciliter le remède, en permettant aux hommes vraiment régénérés de prévaloir dans ce milieu passif, aussitôt qu'ils seront assez résolus, sans être même fort nombreux. Ne visons point à convertir la multitude, mais seulement mille personnages choisis, émanés de toutes les classes actuelles, et surtout du prolétariat. Parmi ceux-là, nous en trouverons *deux cents* propres à l'activité politique : or c'est là le nombre que j'ai toujours indiqué pour le fond essentiel de notre gouvernement préparatoire, dont les autres fonctionnaires seront de purs administrateurs, ainsi dirigés énergiquement. Quand le positivisme acquerra cette faible extension numérique, il s'emparera dignement de l'autorité en France, suivant la proclamation décisive que j'ai reproduite au début du *Catéchisme* (1). Or, pour obtenir cela, le zèle et la persévérance chez de dignes apôtres importent davantage que les expositions solennelles dont nous allons être probablement privés sous le mamamouchat.

Quelle que puisse être l'efficacité de son intervention, Comte persiste dans son rôle de « conseiller systématique. » Y renoncer, ce serait trahir son « devoir positiviste. » Dans une lettre postérieure de près d'un an à la précédente, il précise davantage les attributions des pouvoirs publics, telles qu'il les entend. La dictature, dans la forme qu'elle s'est donnée, lui paraît un mensonge : elle prétend greffer une monarchie sur une situation réellement et irrévocablement républicaine.

(1) « Au nom du passé et de l'avenir, les serviteurs théoriques et les serviteurs pratiques de l'Humanité viennent prendre dignement la direction générale des affaires terrestres, pour construire enfin la vraie providence, morale, intellectuelle et matérielle; en excluant irrévocablement de la suprémation politique tous les divers esclaves de Dieu, catholiques, protestans ou déistes, comme étant à la fois arriérés et perturbateurs. »

La dictature doit donc reprendre promptement la forme républicaine qu'elle avait l'an dernier, et dont l'abandon fut une grande faute, source trop probable de prochaines catastrophes. Tel est le conseil que je vais prier M. Vieillard de proposer à son ancien élève : se proclamer *dictateur* pour dix ans, sans faire voter, en accordant une juste liberté d'exposition et de discussion, mais en complétant l'abolition du régime parlementaire par la réduction de l'assemblée élective au seul vote et contrôle du budget, les *lois* devenant, autant que les *décrets*, l'attribution du dictateur moralement responsable. Quoique je compte sur la fidèle transmission de cette proposition décisive, j'ai peu d'espoir qu'elle soit accueillie, du moins à temps pour éviter une crise que tout le monde ici prévoit et redoute, avec beaucoup de raison. Mais j'aurai du moins accompli dignement mon libre devoir de conseiller systématique, en tentant, en mars 1853, de rendre le progrès moins anarchique, et, en décembre, l'ordre moins rétrograde (1).

En tous cas, une telle intervention développe l'infiltration du positivisme dans la politique actuelle, pour y préparer la conciliation normale entre l'ordre et le progrès, seule issue possible de la révolution occidentale. Une telle dictature, où les sympathies rétrogrades qu'exige aujourd'hui le maintien de l'ordre se trouvent assez contenues par une liberté raisonnable, constitue le seul gouvernement qui puisse paisiblement durer jusqu'à l'avènement, encore prématuré, de la dictature positiviste, destinée à terminer la crise française. Je persiste à penser que, si les positivistes ne deviennent pas, dans dix ans, les maîtres de la France, ce sera surtout leur faute, tant notre situation les appelle. Mais ils doivent recevoir dignement le pouvoir par la libre transmission des conservateurs, quand ceux-ci, vu l'essor spontané des théories et utopies subversives, ne sauront plus comment tenir tête à l'anarchie. Cette condition exige donc que, pendant la durée de sa préparation, la dictature positiviste se trouve précédée par la dictature monocratique ci-dessus caractérisée, et qui l'instituera graduellement...

Cependant l'attitude de Comte vis-à-vis du gouvernement impérial, et surtout l'approbation qu'il avait donnée au coup d'État, ne furent pas sans provoquer des résistances au sein même du groupe positiviste. Des adeptes jusque-là très dévoués et même enthousiastes refusèrent de participer désormais au subside imposé à tout membre de la Société, et qui constituait la ressource principale du maître depuis qu'il avait été exclu de l'École Polytechnique, « comme si, dit-il, le fondateur du positivisme avait mérité la misère en approuvant l'abolition du

(1) Comte avait recommandé, dans sa circulaire du 1er mars 1853, « à tous les vrais républicains français » de faire tous leurs efforts pour compléter l'abolition du régime parlementaire, et pour aboutir à une dictature « sagement énergique, mais purement pratique, dont le caractère toujours progressif soit garanti par une pleine et inviolable liberté d'exposition et de discussion. »

régime parlementaire (1). » Littré se sépara pour des motifs à la fois politiques et religieux; il trouvait contradictoire de demander la liberté de la presse à un dictateur, et la religion de l'humanité, ce prétendu couronnement de l'œuvre, lui paraissait simplement un retour à l'état théologique, une « rétrogradation. » L'école se scinda en deux camps, celui des orthodoxes et celui des indépendans. Quant à Célestin de Blignières, qu'une affection très réelle attachait à Comte, il n'aurait peut-être pas demandé mieux que de demeurer parmi les orthodoxes, sauf à ne pas s'enfermer dans une orthodoxie trop étroite; mais ce fut Comte qui le désavoua, on va voir pour quelles raisons.

Comte se réservait l'exposition générale de la doctrine, et il pensait l'avoir donnée de main magistrale dans ses deux *Cours* et dans son *Catéchisme*, sans parler de ses autres écrits. Il abandonnait à ses disciples le développement de certains détails ou les applications pratiques. Il louait fort des traités comme l'*Essai sur la prière* de Lonchampt. Or Célestin de Blignières travaillait depuis des années à une *Exposition abrégée et populaire de la Philosophie et de la Religion positives*, qu'il fit enfin paraître au mois de juin 1857. Il eût été naturel, dit-il dans une lettre à Comte, qu'il lui envoyât le premier exemplaire d'un livre où il n'était question que de lui. Mais il sait que Comte désapprouve ce livre, qu'il a déclaré ne pas vouloir le lire. N'a-t-il pas dit : « Si M. de Blignières est dévoré du pédantesque désir d'écrire, qu'il écrive sur des sujets spéciaux, tels que le mariage des prêtres, la prière, les sacremens ! » A peine cette lettre est-elle partie, que Célestin de Blignières apprend par un de ses confrères que Comte a changé d'avis, qu'il consent à lire l'ouvrage, et même qu'il le désire. Il lui envoie aussitôt un exemplaire avec une dédicace et un mot très respectueux. Mais déjà Comte a répondu à sa première lettre :

Quoique je n'aie jamais tenu le propos que vous citez, j'ai toujours proclamé l'inutilité des expositions *générales* projetées par mes disciples quelconques, envers une doctrine dont le sommaire est suffisamment établi, sauf les explications orales qu'exige tout traité didactique, dans mon *Catéchisme positiviste*, succédant à mon *Discours sur l'ensemble du positivisme*, et suivi de mon *Appel aux conservateurs*, ce qui constitue une trilogie capable de systématiser la propagande actuelle...

(1) *Cours de politique positive*, préface du tome III.

Si vous m'aviez aucunement consulté, je vous aurais directement détourné d'un projet auquel vous êtes spécialement impropre, d'abord moralement, et puis comme radicalement dépourvu d'un vrai talent d'exposition, suivant l'indication résultée de votre inaptitude à parler, et confirmée par l'extrême médiocrité de vos deux lettres manuscrites sur le pouvoir spirituel. Faute d'obtenir votre renonciation, j'aurais peut-être gagné la réduction au tiers d'un volume dont l'étendue, plus que double de celle de mon *Catéchisme*, forme un étrange contraste avec les qualifications de *abrégée et populaire* que votre titre attribue à cette compilation.

Ma résolution de ne pas lire cet opuscule, par suite de mon régime cérébral, était formellement déclarée, avant que j'eusse définitivement conçu de vous la triste opinion intellectuelle, et surtout morale, que votre conduite, depuis trois ans, m'a graduellement inspirée (1). Des écrivains, même non positivistes, qui connaissent des habitudes auxquelles j'ai rarement renoncé, m'ont souvent envoyé leurs livres, à titre d'hommages, quoiqu'ils n'eussent aucun espoir d'être spécialement honorés d'une telle exception. Vous seul, peut-être, étiez réellement incapable d'éprouver le besoin de m'adresser le *premier* exemplaire d'un travail émané de moi; ce qui, d'ailleurs, devrait peu m'étonner, depuis que je sais qu'il fut entièrement exécuté dans un état continu d'exaspération personnelle contre le fondateur de la doctrine qu'on y prétend exposer. Néanmoins, par des motifs qui vous sont peu favorables, j'ai spécialement annoncé que, malgré mon régime, je perdrais vingt heures en sept séances à lire votre compilation, dont j'ai fait immédiatement acheter un exemplaire après la lecture de votre étrange lettre d'hier. Qnand j'aurai scrupuleusement accompli cette corvée nécessaire, je vous adresserai, sur ce livre et sur vous-même, mon jugement définitif, que je saurais loyalement modifier si, contre mon attente, cet examen approfondi m'inspirait une opinion moins défavorable. Salut et Fraternité.

Comte a pu être choqué de ne pas recevoir l'hommage d'un livre « émané de lui. » Mais, d'un autre côté, s'il avait voulu le lire sans parti pris, il n'y aurait pas trouvé la moindre trace de « l'état d'exaspération » dont il se plaint. Si, du reste, cet état avait réellement existé, il aurait transpiré dans la correspondance. Or, les lettres que Comte et de Blignières échangèrent dans les années 1855 et 1856 sont empreintes de la même cordialité que les précédentes. Le contenu en est peu intéressant; elles se rapportent presque exclusivement à des affaires privées, aux projets de mariage de Célestin de Blignières, à ses changemens de résidence ou de domicile, aux ennuis de son métier;

(1) Son régime cérébral consistait à travailler sans interruption cinq jours de la semaine, du vendredi matin au mardi soir, à sortir le mercredi, et à consacrer le jeudi aux entrevues et à la correspondance. Il était alors occupé de sa *Synthèse subjective*, dont il ne put terminer que le premier volume.

mais c'est toujours, d'un côté, le conseiller paternel et affectueux qui parle, et, de l'autre, le disciple respectueux et dévoué. Le même ton règne dans le livre. L'auteur ne revendique d'autre mérite que celui d'une exposition claire et succincte, mettant la doctrine à la portée des non-philosophes. Tout ce qu'il réclame, c'est une certaine liberté d'interprétation, faisant ressortir tel ou tel point particulier, qui lui paraît plus important ou plus directement applicable à la vie (1). C'est aussi en ce sens, mais avec plus de vivacité, qu'il répond à la dernière lettre de Comte; blessé dans son amour-propre, il devient agressif à son tour :

Vous me dites que vous avez toujours proclamé l'inutilité des expositions générales projetées par vos disciples quelconques, et que vos grands ouvrages, le *Discours*, le *Catéchisme* et l'*Appel*, suffisent à tous les besoins. A cet égard, je suis d'un avis entièrement différent du vôtre, et je le suis avec tout le monde...

Non seulement une exposition générale du positivisme n'est pas actuellement inutile, mais elle est essentiellement le besoin du moment; et telle est la pensée de tous, vous seul excepté. J'ai fait acheter votre *Catéchisme* aux trois personnes les plus intelligentes que j'ai rencontrées à Douai, toutes trois fort bien disposées, et dont deux étaient des médecins. Toutes m'ont dit la même chose : « Je n'y comprends rien... »

Quelles conversions a faites le *Catéchisme ?* Combien d'exemplaires en ont été vendus ? Quel accueil lui a fait le public ? Quel effet a-t-il produit sur les personnes les plus désireuses de connaître le positivisme, les plus intéressées à le connaître ? Sur tout cela, tous vos disciples savent parfaitement à quoi s'en tenir. « Mais qu'est-ce que c'est que d'être positiviste ? m'a dit, en mai 1854, la mère d'un des plus dévoués d'entre eux, voilà ce que je demande à tout le monde, sans que personne puisse me répondre... »

Pour moi, croyant donc qu'une exposition générale était le besoin du moment, et ne voyant personne se mettre à un tel travail, j'ai senti qu'il était de mon *devoir* de l'entreprendre, et de l'entreprendre malgré vous...

Après m'avoir reproché de n'avoir pas éprouvé le besoin de vous envoyer le *premier* exemplaire d'un livre que vous aviez formellenent déclaré ne pas vouloir lire, vous me parlez du temps que vous avez l'intention de consacrer à cette *corvée nécessaire* (sa lecture). Nécessaire, pourquoi ? Du moment que le livre paraît sans votre approbation, votre responsabilité n'est pas engagée. Et on a pu vous dire avec quel soin j'ai insisté, dans ma préface, sur cette considération : que je ne prétendais nullement d'une façon absolue expliquer le positivisme, mais ce que moi, M. de Blignières, j'avais trouvé de plus important dans le positivisme. Et je me promets bien de ne laisser échapper,

(1) Voici comment Littré jugeait plus tard le livre de Célestin de Blignières : « Ce livre a donné à son auteur un rang parmi ceux qui s'occupent de philosophie, et est une pièce digne d'être consultée dans la mêlée publique où la philosophie positive commence à être engagée. (*Auguste Comte et la Philosophie positive*, Paris, 1863; p. 658.)

dans mes ouvrages ultérieurs, aucune occasion de répéter cela même, ou l'équivalent, selon les circonstances.

Enfin vous m'annoncez votre jugement définitif sur moi-même et mon ouvrage. Je sais parfaitement que vos jugemens sont toujours ceux que vous dicte le cœur; je sais aussi vos dispositions envers ceux qui ne vous sont pas complètement soumis, celles qui sont actuellement les vôtres; et vos dispositions à mon égard me disent assez, sauf les détails, ce que pourra être ce jugement. Il me trouvera donc tout préparé, quel qu'il soit. Vous devez être, maintenant, en train de lire mon livre, et je puis vous assurer que c'est bien plutôt pour vous que pour moi que je désire ardemment que cette corvée, puisque corvée il y a, puisse être pour vous la source de quelque satisfaction. Salut et respect.

Le « jugement définitif » suivit de près les « vingt heures de corvée. » Jamais rien de plus violent n'est sorti de la plume de Comte. Il oublie en un instant les éloges qu'il a donnés à « l'un de ses meilleurs disciples, » les qualités de cœur et d'esprit qu'il lui a reconnues, les espérances qu'il a fondées sur lui : n'a-t-il pas pensé un jour qu'il pourrait le désigner comme son successeur (1)? La lettre du 10 Charlemagne 69 (27 juin 1857) est un des derniers écrits de Comte, et peut-être, dans cette improvisation irritée, n'a-t-il pas toujours mesuré la valeur des expressions que son cœur blessé lui suggérait.

D'après la corvée exceptionnelle que j'ai scrupuleusement accomplie, je regrette de vous avoir qualifié d'*avorté :* l'expression était trop indulgente, car l'avortement suppose la fécondation, tandis qu'ici le mot vraiment convenable est finalement *stérilité*. Si, de votre lourde et prétentieuse publication, on écarte les nombreux passages que vous m'avez impudemment volés, il ne reste que de vulgaires tartines, où ne perce aucun aperçu secondaire qui puisse vous appartenir; au lieu que les moindres écrits publiés sur le positivisme, depuis qu'il est complet, contiennent quelques vues accessoires effectivement propres aux auteurs correspondans.

Après ce préambule, Comte passe à l'énumération de tous les défauts du livre. Tous se ramènent, pour lui, à un vice radical : l'auteur a méconnu ou ignoré les derniers développemens du positivisme. Il a lu trop tard, et quand déjà sa première partie était toute rédigée, le tome IV du *Cours de politique positive*. Quant à la *Synthèse subjective*, il peut se passer de la lire; il ne la comprendrait pas. Il en résulte que son *Exposition* est

(1) « Je connais maintenant quatre jeunes positivistes éminens qui travaillent sérieusement à devenir prêtres de l'Humanité : ce sont MM. de Blignières, Lefort, Audiffrent et Foleÿ. » (Lettre du 26 Frédéric 64; 30 novembre 1852.)

« scandaleusement insuffisante. » Ensuite il a fait preuve d'une « monstrueuse ingratitude » en dissimulant à ses lecteurs que Comte avait déjà publié des ouvrages didactiques, où sa doctrine était mise à la portée de tout le monde. Enfin, ce qui lui manquera toujours, c'est la vie du cœur, la sympathie.

On ne peut convenablement écrire ou parler sur l'ensemble du positivisme sans avoir suffisamment subi l'influence féminine, à laquelle vous resterez toujours étranger. Faute d'une telle préparation continue, vous ne serez jamais pourvu de véritables convictions quelconques ; et, malgré votre langage public, votre secrète appréciation qualifiera de chimère sentimentale le principe fondamental où le positivisme érige la sympathie en unique source de la vraie synthèse. Une insurmontable infirmité cérébrale vous a fatalement relégué parmi ces prétendus positivistes qui, se qualifiant d'*intellectuels*, sont les moins intelligens de tous, d'après l'insuffisant essor des seuls sentimens propres à susciter, féconder et soutenir les vastes méditations...

Comte termine sa lettre en englobant dans une réprobation commune tous les dissidens de l'école, sans en excepter le plus illustre de tous, Littré :

J'ai surtout accompli cette corvée inouïe parce que je regarde votre livre comme devant bientôt devenir, s'il ne l'est déjà, celui de l'incohérente coterie graduellement formée du concours spontané de tous les faux positivistes, nominalement groupés autour du rhéteur usé que le positivisme a passagèrement décoré d'une auréole de penseur (1). Elle a pour programme secret, étourdiment divulgué dès 1854 par un complice bavard : *Il faut développer* (c'est-à-dire *exploiter*) *le positivisme en dehors de* (c'est-à-dire *contre*) *son fondateur*. Votre prétendue théorie du pouvoir spirituel lui convient parfaitement, en cachant au public que ce pouvoir existe depuis la terminaison de ma construction religieuse ; vous le représentez comme étant encore à fonder, et vous osez même insinuer qu'il doit finalement résider dans un comité, sans se condenser chez un pontife...

Tout cela vient trop tard ; j'ai publiquement saisi le pontificat qui m'était normalement échu ; loin d'exciter la moindre réclamation, cet avènement fit surgir, chez plusieurs de mes correspondans occidentaux, cette suscription extérieure : Au vénéré Grand Prêtre de l'Humanité : manifestation surtout décisive sous les armoiries papales, dans les lettres mensuelles que m'adresse de Rome votre ancien camarade de Polytechnique Alfred Sabatier, que vous n'oseriez aucunement taxer de servilité, quoique vous ne puissiez pas sentir

(1) Comte disait de Littré, avec plus de modération, en 1852, au moment de la rupture : « Il est désormais classé définitivement pour moi comme un très honnête homme et un éminent écrivain, qui continuera d'être fort utile à notre propagande, sans pouvoir jamais figurer parmi les hommes d'État positivistes. » (Lettre du 4 Moïse 64 ; 4 janvier 1852.

combien il vous surpasse de cœur et d'esprit. Dans une telle situation, je laisserai librement développer les intrigues et les déclamations des roués qui n'annoncent une nouvelle autorité spirituelle qu'afin de pouvoir impunément adresser au fondateur de la religion qu'ils feignent d'adopter des outrages analogues à ceux de vos ignobles lettres.

Signé : AUGUSTE COMTE.

Il semble que Comte, en écrivant cette diatribe où il associe Célestin de Blignières à tous les « faux positivistes, » ait eu le sentiment pénible que le pouvoir absolu qu'il prétendait exercer sur son école lui échappait. Il mourut le 5 septembre suivant, d'un cancer à l'estomac. On a pensé que sa rupture avec Célestin de Blignières avait pu hâter sa fin. Elle fut assurément aussi douloureuse pour le maître que pour le disciple. Lui-même attribuait l'origine de son mal à la fatigue qu'il avait éprouvée en suivant, par une journée très chaude, le cercueil du sénateur Vieillard jusqu'au Père-Lachaise. Le livre qui lui causa une si profonde irritation parut peu de jours après. « Ces deux causes furent fâcheuses, dit Littré, mais ne créèrent pas le danger; quand bien même M. Comte ne se fût ni fatigué à suivre un convoi, ni livré à la colère, l'affection cancéreuse n'eût pas moins suivi un cours que rien n'arrête. Toutefois, il est vraiment douloureux que le hasard des circonstances ait fait coïncider une grave peine morale avec les souffrances physiques d'un mal incurable (1). »

A. BOSSERT.

(1) Célestin de Blignières est mort à Neuilly-sur-Seine le 30 septembre 1905. Dans l'avant-propos d'une *Lettre sur la morale*, adressée à Mgr Dupanloup en 1863, il s'expliqua publiquement sur sa rupture avec Auguste Comte. « Dans la religion positive, disait-il, telle que je la comprends et que je l'admets, le schisme est de droit, et c'est ainsi qu'elle est compatible avec la liberté. Ce droit, on l'exerce évidemment à ses risques et périls; mais il est absolument nécessaire pour garantir qu'une doctrine ne comprendra jamais que des vérités *démontrables*. »

LE SOCIALISME MUNICIPAL

EN ANGLETERRE

A PROPOS DES DERNIÈRES ÉLECTIONS AU CONSEIL DE COMTÉ DE LONDRES

Au mois de mars dernier, Londres procédait à l'élection des membres de son Conseil de comté, de ce Parlement métropolitain qui, institué il y a une vingtaine d'années par-dessus les nombreux petits conseils locaux où se morcelaient l'autorité et la représentation londoniennes, représente et administre presque souverainement la capitale de l'Empire britannique. Et pour la première fois dans les annales de cette assemblée, les « Modérés » infligeaient une éclatante défaite aux « Progressistes » (nous dirions : aux radicaux). Pour la première fois, le socialisme municipal, tout-puissant au Conseil comtal de Londres depuis dix-neuf ans, était battu dans la métropole du Royaume-Uni.

N'était-ce pas, à vrai dire, une curieuse anomalie qui faisait que jusqu'alors les électeurs londoniens, conservateurs en politique et représentés par des députés conservateurs au Parlement de Westminster, n'eussent cessé d'envoyer à l'assemblée de *Spring Gardens* des édiles de tendances fort avancées, ardens promoteurs du « municipalisme ? » Et n'est-ce pas au reste une anomalie plus étrange encore que, depuis une trentaine d'années, ce soit l'Angleterre, patrie traditionnelle de l'individualisme, de la liberté économique, qui de tous les pays européens ait donné, dans la gestion intérieure de ses grandes villes, l'exemple le plus complet, l'application la plus étendue, de cette tendance qu'on a

appelée le socialisme municipal? Or voici qu'au moment même où, dans le gouvernement du pays, le parti conservateur doit céder la place au parti libéral, la Métropole anglaise inflige au socialisme municipal sa première grande défaite. L'événement est assez caractéristique pour qu'on ait droit d'y voir, chez nos voisins d'outre-Manche, le témoignage d'un mouvement de réaction, ou tout au moins d'un temps d'arrêt, dans cette marche au socialisme qui marque l'évolution des grandes sociétés modernes, et d'en rapprocher divers autres symptômes apparus naguère tant en Amérique qu'en Europe, par exemple la récente défaite des « municipalistes » à Chicago (1) et à New York (2), peut-être même, à un point de vue plus général, la défaite du parti socialiste aux dernières élections allemandes, et qui montrent qu'en maint pays l'électeur semble commencer à ouvrir les yeux aux dangers du socialisme sous ses diverses formes... Mais n'élargissons pas notre sujet. Ce n'est que du socialisme municipal en Angleterre, — naissance, croissance, résultats, — qu'après un éminent critique, M. Bourdeau (3), qui consacra ici même au sujet du socialisme municipal de lumineuses et pénétrantes pages, nous voudrions dire quelques mots, en tentant de tirer de l'expérience anglaise les leçons qu'elle comporte pour les grands pays continentaux, et particulièrement pour la France. Aussi bien la question a-t-elle fait l'objet, depuis peu d'années, d'une série d'études fort approfondies (4) qui ne laissent dans l'ombre aucun coin du sujet.

I

Ce n'est pas chose nouvelle que le socialisme municipal, ou, comme on dit maintenant, le « municipalisme, » c'est-à-dire

(1) Avril 1907.

(2) Dans la personne de M. Hearst (novembre 1906).

(3) Voyez la *Revue* du 1er juillet 1900 : *Le Socialisme municipal.*

(4) Citons entre autres les ouvrages suivans : R. Boverat, *le Socialisme municipal en Angleterre.* Paris, 1907. — Vermaut, *les Régies municipales en Angleterre.* Courtrai, 1903. — Montet, *Étude sur le socialisme municipal anglais.* Paris, 1901. — Dolman, *Municipalities at work*, 1895. — Hugo, *Staedte Verwaltung und municipal Sozialismus in England.* Stuttgart, 1897. — Davies, *The Cost of Municipal trading.* Londres, 1899. — Darwin, *Municipal Trade.* Londres, 1903. — Bernard Shaw, *The Common sense of municipal trading.* Londres, 1904. — Meyer, *Municipal ownership in Great Britain.* New-York, 1906. — Lord Avebury, *On municipal and national trading.* Londres, 1907. — Porter, *The dangers of municipal trading.* Londres, 1907.

l'application des principes du socialisme au cadre local et au domaine spécial de l'activité des grandes villes, ou, si l'on veut, cet ensemble de tendances, mobiles et variées, qui portent les municipalités à sortir de leur rôle administratif pour pénétrer sur le terrain économique, soit pour réglementer l'initiative privée, soit pour lui faire concurrence, soit même pour l'absorber en se faisant elles-mêmes industrielles et commerçantes. On n'ignore pas que le bas-empire romain avait déjà inventé la loi du maximum; que la taxation du pain, des céréales, était courante en France dès les Carolingiens, et que bien des villes sous l'ancien régime tenaient des boulangeries, des boucheries, faisaient le commerce des grains, etc. : tout un livre, d'ailleurs fort savant, a pu être écrit sur le *Socialisme municipal à travers les siècles* (1). De nos jours, il était inévitable que les progrès du socialisme dans l'État fussent accompagnés par ceux du socialisme dans la commune. L'extraordinaire développement actuel du municipalisme tient particulièrement à deux des grands faits caractéristiques de la société moderne, au développement des grandes villes, d'abord, avec leurs besoins nouveaux, les nouvelles conditions de la vie locale, puis à l'avènement politique de la démocratie urbaine, avec ses ambitions, ses audaces, sa méfiance de l'initiative privée, sa jalousie de tout monopole et son aversion pour les maîtres du « capital, » pour la « finance, » pour ce qu'un ministre français appelait un jour « le monde du dividende (2). »

Au développement du socialisme municipal, l'Angleterre offrait, malgré les apparences, un terrain favorable. Nulle part, en effet, la poussée de la population vers les villes ne s'est fait sentir plus fortement : la population urbaine, qui ne dépasse guère en France la moitié de la population totale, atteint 78 pour 100 en Grande-Bretagne. De plus, nulle part les institutions locales ne témoignent de plus de vigueur, d'initiative et

(1) Par M. A. des Cilleuls. Paris, 1905.

(2) Ou ce qu'un ministre anglais, M. Birrell, K. C., appelait, dans un discours à Colchester, en 1902, la « spéculation... » Car cet état d'esprit se rencontre en Angleterre comme en France. Dans certaine enquête parlementaire sur la réglementation des conditions de l'éclairage électrique dans les villes, en 1886, lord Rayleigh, le grand physicien, interrogeant le secrétaire du *Board of Trade*, se vit répondre par des déclarations telles qu'il crut devoir les résumer en ces mots : « Vous en arrivez donc à ceci, qu'il est moins important d'assurer l'éclairage au public que d'empêcher les compagnies de faire des bénéfices ! » (Lord Avebury, *op. cit.*, p. 111.)

d'indépendance : autorités de villes, de bourgs, de comtés, de districts, tous ces organismes, très nombreux, très divers, font preuve, dans leur vie autonome, d'une souplesse et d'une habileté de gestion, d'une adaptabilité aux besoins, d'un sens des affaires publiques dont l'Angleterre a raison de s'enorgueillir, et que la France pourrait à bon droit lui envier. Notons que la multiplicité même de ces corps locaux, la variété de leurs fonctions, — des autorités spéciales étant par exemple préposées à l'exploitation d'un port, d'un canal, de docks maritimes, — semblait les prédisposer naturellement à élargir au gré des circonstances leur cercle d'action. De fait, les villes anglaises entrèrent de bonne heure dans la voie du socialisme municipal, non par préjugé socialiste, par application de théories préconçues, mais par pur opportunisme pratique. Dès 1822, Liverpool avait des bains municipaux, et dès 1842 un lavoir municipal; Sheffield racheta son service des eaux en 1830, Manchester en 1847; en 1867, treize compagnies concessionnaires de gaz avaient déjà été reprises par les municipalités. Mais ce n'est qu'en 1874 que la notion du socialisme municipal se vit méthodiquement raisonnée, posée en doctrine et prônée comme un Évangile nouveau, du haut de cette plate-forme devenue célèbre, la mairie de Birmingham, par la voix puissante de M. Joseph Chamberlain. En s'efforçant de faire de sa cité d'adoption, alors assez arriérée, la « citadelle du municipalisme, » M. Chamberlain obéissait d'abord à une idée financière, celle de procurer des fonds au budget communal : et en effet, le rachat du gaz, très avantageusement opéré, assura à la ville un profit annuel de 42 000 livres sterling. Il obéissait, en abattant les *slums*, à un louable sentiment d'hygiène et de relèvement social : n'avança-t-il pas de sa bourse 10 000 livres sterling à la ville pour cet objet? Il obéissait enfin, dans sa campagne municipaliste, à une arrière-pensée politique dont il semble surprenant que l'audace quasi-révolutionnaire n'ait pas effrayé les contemporains, comme elle nous choque aujourd'hui encore : « En vérité, nous deviendrons communistes, consciemment ou non, » disait-il à un banquet officiel en 1874, « car, bien que le mot de communiste sonne mal aux oreilles de quiconque se souvient des excès qui déshonorèrent les derniers jours de la Commune de Paris, il faut se rappeler que les chefs de cette Commune ont combattu pour le principe du *selfgovernment* local, le principe de ces institutions républi-

caines pour le triomphe desquelles les citoyens anglais seraient prêts, s'il le fallait, à descendre dans la rue (1)!... »

L'exemple et le précepte donnés par M. Chamberlain eurent en Angleterre un immense retentissement, et de ce jour, pendant vingt-cinq ans, les progrès du socialisme municipal dans le Royaume-Uni ne connurent plus de bornes. Le pays presque entier était gagné par la fièvre municipaliste, qu'attisèrent par leur propagande les diverses organisations socialistes nées sur le sol britannique à partir de 1884 ou 1885, Fédération sociale démocratique, Parti indépendant du Travail, Société Fabienne surtout. Quels furent les motifs invoqués par les Municipalistes à l'appui de leur doctrine? Ce fut d'abord un motif d'ordre public : il ne faut pas laisser aux mains des individus, guidés et dominés par l'intérêt personnel, des services « quasi publics » de leur nature, constituant parfois des monopoles de fait dont les particuliers seront portés à abuser tandis que les villes ne les exploiteront qu'en vue du bien commun. Puis ce fut un motif d'ordre économique : les municipalités exploiteront mieux et à meilleur compte. Troisième motif, d'ordre social : c'est le devoir des autorités de travailler à améliorer les conditions du travail et à donner l'exemple aux patrons quant au taux des salaires, à la durée de la journée, etc. Dernier motif enfin, financier celui-là : les bénéfices réalisés dans la gestion des grands services urbains d'ordre quasi public doivent aller, non dans la poche des capitalistes, mais dans la caisse municipale, en réduction des impôts municipaux. Que valent tous ces motifs? C'est ce dont nous tâcherons de nous rendre compte tout à l'heure.

Toujours est-il que le municipalisme est actuellement en Angleterre en plein épanouissement. Eau, gaz, transports en commun, lumière électrique, ce sont déjà chez nos voisins les vieilleries de la municipalisation : 193 villes anglaises exploitent directement leur eau, 265 leur gaz, 244 leur électricité et 174 leurs tramways. Voici qui est déjà plus nouveau : ce sont les villes qui fabriquent et vendent des appareils d'éclairage, qui parfois construisent des machines à vapeur et des dynamos. Beaucoup bâtissent elles-mêmes des maisons ouvrières; d'autres possèdent un service municipal de téléphone, des bains publics.

(1) Dès 1870, M. Chamberlain avait publiquement déclaré sa sympathie pour le gouvernement républicain français, et déclaré que fatalement la République aurait son heure en Angleterre.

des lavoirs; il y en a qui exploitent une flottille de bateaux-mouches, comme Londres, des bacs à vapeur, comme Birkenhead, un grand canal maritime, comme Manchester. Que ne fait pas, à dire vrai, une ville anglaise qui se respecte pour le bien-être de ses habitans! Aux bébés elle distribue du lait stérilisé, comme à Liverpool, quitte à entretenir, comme à Nottingham, une vacherie municipale. Aux gourmets Colchester vend des huîtres. Manchester fournit aux industriels la force motrice. Wolverhampton vend de la glace aux commerçans. Glasgow blanchit le linge de ses cliens. Torquay élève des lapins. Tunbridge Wells cultive le houblon et les betteraves. En maint endroit, les sans-travail peuvent aller frapper à la porte d'un bureau de placement municipal, les sans-gîte à celle d'un *lodging house* non moins municipal. Bradford tient un hôtel à voyageurs. Nombre de villes font le prêt sur gages et l'assurance contre le feu; d'autres font la banque, reçoivent des dépôts à intérêts. Étendant le cercle de leurs affaires, certaines municipalités vendent leurs services aux municipalités voisines; Manchester fournit à tout un district l'eau du lac Thirlmere. Dans un autre ordre d'idées enfin, Londres, depuis quinze ans, donne un grand exemple socialiste : le Conseil de comté a déclaré la guerre à l'« entreprise » et mis tous ses travaux en « régie; » et c'est pourquoi, vu le prix de l'expérience, on l'a nommé « le plus grand prodigue du monde, » *the world's greatest spendthrift!*

Les excès mêmes du municipalisme ne pouvaient d'ailleurs manquer d'amener à la longue une réaction. Bien que l'opinion fût en somme favorable à une tendance où l'on pouvait voir une sorte d'Impérialisme Municipal, bien que les Municipalistes exerçassent, par l'intermédiaire de la puissante *Association of municipal Corporations*, une grande influence au Parlement, les défenseurs de la liberté économique engagèrent courageusement la lutte, soutenus par les grands organes conservateurs, par les Chambres de commerce, par quelques-unes de ces ligues de propagande comme les Anglais savent les organiser, l'*Industrial Freedom League*, la *League for defence of Liberty and Property*. Dès 1895, le propre père du socialisme municipal, M. Chamberlain, signalait bravement les dangers de la politique municipalisatrice à haute pression, et prenant à partie, de son ton gouailleur, le Conseil de comté de Londres, raillait cette assemblée « prête à tout, également disposée à ouvrir un mont-de-piété

ou à rebâtir la cathédrale de Saint-Paul ! » En 1901, premier succès : le socialisme est battu à West Ham, un faubourg de Londres. En 1902, le *Times* prend l'initiative d'une vigoureuse campagne de presse où sont dévoilés les abus et les scandales du municipalisme (1). En novembre 1906, les élections aux conseils des bourgs marquent pour les municipalistes, notamment à Londres, une nouvelle défaite, laquelle se voit complétée et couronnée en mars 1907 par les élections au Conseil comtal de la Métropole (2). Il y a donc, actuellement, un temps d'arrêt, — provisoire ou définitif ? nul ne peut le dire, — aux progrès du socialisme municipal en Angleterre. De part et d'autre, municipalistes et anti-municipalistes examinent la situation, mesurent le chemin parcouru, marquent les résultats obtenus : faisons comme eux, en nous plaçant successivement aux points de vue financier, économique et social.

II

Financièrement, la grande prétention des municipalistes est que les villes anglaises, par l'exploitation des grandes entreprises industrielles ou commerciales d'intérêt quasi public, ont réalisé de gros bénéfices qui profitent à la communauté tout entière au lieu d'aller grossir des dividendes d'actionnaires ou des gains de spéculateurs.

Quelques exemples. Glasgow a fait en 1905-1906 un bénéfice net de 12 552 livres sterling sur son service des eaux. Sur l'exploitation du gaz, Manchester réalise depuis vingt ans un profit annuel de 60 à 65 000 livres sterling. Sur l'électricité, Manchester gagne net depuis six ans de 4 à 10 000 livres sterling par an ; en 1904-1905, Liverpool a encaissé net 16 934 livres sterling et Birmingham 10 789 livres sterling ; au 31 mars 1904, 116 villes accusaient sur ce même service électrique un profit de 419 984 livres sterling. Sur les tramways, Glasgow a mis de côté 25 000 livres sterling en 1905, et Liverpool de même (3). Dans l'ensemble,

(1) Voyez *Municipal Socialism, a series of articles reprinted from the Times* (Londres, 1902). Une traduction abrégée de ces articles a été publiée à Bruxelles en 1903.

(2) La déroute des socialistes s'est encore affirmée, au profit des conservateurs, aux élections municipales de novembre dernier.

(3) Nous empruntons ces chiffres à l'ouvrage très riche en faits de M. Boverat sur *le Socialisme municipal en Angleterre.*

suivant un rapport officiel du *Local Government Board*, les bénéfices annuels moyens réalisés par les villes anglaises sur leurs entreprises industrielles ou commerciales, de 1898 à 1902, auraient atteint, déduction faite des pertes (1), la somme nette de 360 867 livres sterling, le capital engagé n'étant d'ailleurs pas inférieur à 100 139 462 livres sterling, ce qui ne représenterait en somme qu'un profit moyen de moins d'un demi pour 100.

De ces bénéfices, qui a profité, dans la pratique? Tantôt, c'est la communauté urbaine, la classe la plus nombreuse, par l'affectation des fonds libres à des dépenses d'intérêt général, services sanitaires, création de parcs, de musées, de bibliothèques. Tantôt, c'est le consommateur, par une réduction des tarifs de consommation. Tantôt enfin, c'est le contribuable, par une réduction du taux des impôts urbains : il résulterait d'un tableau officieux inséré dans le *Municipal Yearbook* de 1902 (2) que les réductions d'impôts opérées en conséquence des profits industriels ou commerciaux auraient atteint, dans 24 villes-types, des chiffres proportionnels variant de 1 *penny* à 1 *shilling* et demi par livre sterling de revenu imposable, l'impôt lui-même variant d'ailleurs de 4 à 7 shillings par livre.

Fort bien : encore faut-il voir les choses d'un peu plus près. Les villes, à en croire les statistiques municipales, ont fait de gros profits : mais sur quels services? Sur les services de première nécessité, de consommation générale, eau, éclairage, transports en commun, dont l'exploitation constitue dans une certaine mesure un monopole légal ou de fait, et dont les municipalités sont dans une certaine mesure maîtresses de fixer les tarifs à leur gré. Or n'est-il pas clair que, par des traités bien conçus avec des concessionnaires bien choisis, — ou par des remaniemens convenables d'anciens traités, — les villes eussent pu, tout en réservant aux consommateurs des avantages légitimes, s'assurer pour elles-mêmes les mêmes bénéfices sous forme de redevances annuelles, redevances non plus aléatoires et variables comme les profits de l'exploitation directe, mais assurées et permanentes? Où donc alors voit-on l'avantage financier

(1) *Return by the Local Government Board*, december 1902, n° 398. Voyez les observations faites sur les résultats de ce rapport par M. Darwin, *Municipal Trade*, p. 210 et suiv., par M. R. P. Porter, *The Dangers of municipal Trading*, p. 184 et suiv.

(2) P. 574.

de la régie sur la concession? Le risque, l'aléa inhérent à toute entreprise commerciale ou industrielle, risque contre lequel le régime de la concession est une sorte de garantie ou d'assurance, voilà, financièrement, le grand danger du municipalisme, c'est-à-dire du régime de l'exploitation directe. Pas de profit sans risque; le profit est proportionnel au risque : c'est la nature des choses. Plus grand le profit, plus grand le risque : et la proposition inverse n'est pas vraie! Corps électifs, c'est-à-dire populaires et changeans, corps administratifs, c'est-à-dire non commerciaux, les municipalités, les autorités publiques responsables des deniers publics, sont-elles faites pour subir elles-mêmes ce risque, et pour faire subir cet aléa aux contribuables?

On dira sans doute que l'exploitation de ces grands services généraux ou quasi publics ne comporte pas pour une municipalité les mêmes risques qu'une exploitation de nature purement commerciale. Une certaine forme de concurrence n'y est pourtant pas impossible : l'électricité a nui au gaz, les divers modes des transports urbains rivalisent les uns avec les autres. De fait, on constate que, sur ces mêmes services, bien des villes anglaises subissent des pertes. Dans les trois dernières années, Manchester a perdu sur son service des eaux de 16 à 27 000 livres sterling par an, Birmingham de 80 à 91 000. De 1893 à 1905, Glasgow a vu neuf fois ses comptes du service électrique se solder en déficit. Les tramways de Huddersfield coûtent à la municipalité de 4 à 10 000 livres sterling net par an (1). On a relevé qu'en 1904-1905, sur 378 exploitations municipales d'eau, 252 étaient en perte; sur 177 exploitations municipales de gaz, 40; sur 189 exploitations électriques, 64, et sur 58 exploitations de tramways, 13 (2). La situation, bien entendu, est pire en ce qui touche les autres entreprises industrielles des villes, celles que ne protège pas un monopole même relatif et dont l'aléa s'accroît avec la concurrence. C'est ainsi que la plupart des municipalités anglaises encourent de grosses pertes du fait de leurs bains et lavoirs, de la construction de leurs maisons ouvrières; Brighton, Portsmouth et Hull sont en déficit pour leur télé-

(1) Chiffres extraits de l'ouvrage précité de M. Boverat sur *le Socialisme municipal en Angleterre.*

(2) Relevé fait sur le *Municipal Yearbook* de 1906, par M. R. P. Porter (*op. cit.*, p. 188, 189).

phone municipal; Londres a perdu 50 000 livres sterling en un an avec ses *steamers* sur la Tamise, faute de cliens l'hiver. Preston gère des docks qui lui coûtent 36 000 livres sterling par an : ces exemples pourraient se multiplier indéfiniment.

Ajoutons qu'il ne faudrait pas en croire toujours aveuglément, quant aux résultats financiers du *Municipal Trading*, les comptes officiels des villes anglaises. Non pas qu'ils soient intentionnellement préparés en vue de faire apparaître des soldes favorables; mais, tenus administrativement (comme chez nous) au lieu de l'être commercialement, et d'une façon confuse et embrouillée à plaisir, soustraits d'ailleurs à tout contrôle gouvernemental (1), ils se prêtent aisément à des interversions et des erreurs parfois d'assez sérieuse conséquence. Souvent les municipalités imputent à leurs « frais généraux d'administration » des dépenses administratives afférentes aux services industriels ou commerciaux, ou bien omettent de faire figurer à la charge des exploitations du gaz ou de l'électricité le montant des impôts municipaux qu'elles devraient subir, ou bien encore chargent le compte de la voirie des dépenses faites en réalité pour les tramways ou l'éclairage, et ainsi de suite. Ce qui est plus grave, c'est que les villes ne mettent souvent de côté que des sommes insignifiantes et hors de proportion avec les exigences d'une bonne gestion pour l'amortissement du matériel de leurs exploitations industrielles, de sorte qu'elles se trouvent sans garantie contre la dépréciation de ce matériel, et contre l'éventualité toujours à prévoir des renouvellemens nécessités par les inventions nouvelles de la science (2). Nos héritiers y pourvoiront,

(1) Sauf ceux des « comtés, » des « bourgs » de Londres et des « districts urbains. » Les comptes des villes sont contrôlés d'abord par deux vérificateurs (*auditors*) élus par les électeurs municipaux (élections dont les votans se désintéressent presque complètement), puis par un conseiller municipal choisi par le maire (*Mayor's auditor*). Ce système présentant peu de garanties, la Commission interparlementaire d'enquête sur le *Municipal Trading* (1903) a demandé que tous les comptes des villes fussent vérifiés annuellement par les *Auditors* officiels du *Local Government Board*, fonctionnaires quasi judiciaires investis du pouvoir de rejeter les dépenses illégales et d'en mettre le montant à la charge (*surcharge*) des ordonnateurs : proposition qui fit jeter les hauts cris aux municipalistes anglais et qui, jusqu'à présent, n'a pas eu de suite.

(2) De 1898 à 1902, la moyenne des sommes mises annuellement de côté par les villes anglaises pour dépréciation du matériel n'est que de 193 000 livres sterling, soit un sixième pour cent du capital engagé; les experts signalent qu'elle aurait dû s'élever à 5 pour 100 de ce même capital, soit à 6 050 000 livres sterling par an. (Voyez lord Avebury, *op. cit.*, p. 67-68. — R. P. Porter, *op. cit.*, 185-187. — Holt Schooling, *Local Finance*, dans la *Fortnightly Review* d'août 1906.)

dit-on; pourquoi surcharger le présent au profit de l'avenir? Et pour un peu l'on ajouterait, selon le mot d'un humoriste : « La postérité! On nous parle toujours de la postérité! Mais je voudrais bien savoir ce que la postérité a fait pour nous! » Quant à l'amortissement des emprunts, il y est pourvu selon l'usage anglais au moyen de fonds spéciaux, dits *sinking funds*, où l'on verse chaque année une somme telle qu'au bout d'une certaine période tout l'emprunt puisse être remboursé d'un seul coup. Or quel emploi fait-on de ces réserves légales d'amortissement? On les place, en valeurs réglementairement déterminées. Souvent aussi on les emploie en titres d'emprunt de la même ville, émis pour d'autres services : la ville se prête ainsi de l'argent à elle-même, ou, si l'on veut, le gaz en prête aux tramways, l'eau à l'électricité; le *sinking fund*, irréalisable, n'est plus qu'un leurre. — La conclusion, c'est qu'au vrai, les profits nets annoncés par les municipalités sont presque toujours moindres qu'on ne le prétend, et les pertes pires qu'on ne l'avoue. D'après deux experts, le prétendu bénéfice net de 360 867 livres sterling réalisé annuellement par les villes anglaises de 1898 à 1902 sur leurs exploitations industrielles, se changerait, après les régularisations nécessaires, en une perte moyenne annuelle de plus de 5 millions de livres (1). *Paper profits!* dit lord Avebury (sir John Lubbock) : « Beaux profits... sur le papier! »

La situation financière des villes anglaises se ressent de cet état de choses. En vingt-quatre ans, de 1879-1880 à 1903-1904, le montant de l'impôt local en Angleterre s'est accru de 140 p. 100, passant de 22 021 601 l. st. à 52 941 665 l. st.; le taux par tête de l'impôt s'est élevé de 17 sh. 4 p. à 1 l. 11 sh. 9 p., et le tarif de l'impôt par rapport au revenu imposable de 3 sh. 3 p. à 5 sh. 9 p. par livre sterling : la population, pendant ce temps, n'augmentait que de 34 pour 100 et le revenu imposable de 52 p. 100 (2). L'accroissement de la dette locale durant la même période a été encore plus marqué : le montant de cette dette s'est accru de 192 pour 100, passant de 136 934 070 l. st., à 398 882 146 l. st.; le taux de la dette par tête d'habitant a monté de 5 l. 7 sh. 11 p. à

(1) Holt Schooling, *loc. cit.* — R. P. Porter, *op. cit.*, p. 187. — Lord Avebury, *op. cit.*, p. 68.

(2) *Report of the Local Government Board for* 1905-06, p. CCVIII et 668. — Nous avons évalué dans notre *Essai sur les Finances communales* (Paris, 1898) à 15 fr. 30 le chiffre par tête de l'impôt communal en France en 1891; en 1877, le chiffre officiellement indiqué par les statistiques était de 14 fr. 92.

11 l. 16 sh. (1). Dès à présent, bien des villes anglaises ont à lutter contre une situation financière fort embarrassée, et de lourdes dettes flottantes à supporter; pour subvenir à des besoins toujours croissans, bon nombre se sont établies « banquiers, » et, comme Glasgow, Liverpool, Édimbourg, etc., sollicitent des dépôts de fonds : on voit le danger de cette pratique en cas de crise. Déjà le crédit de telles ou telles villes est atteint sur le marché; West Ham, il y a quelques années, ne trouvait plus à emprunter, et les titres mêmes du Conseil de comté de Londres s'inscrivent aujourd'hui à des cours notablement inférieurs à ceux des valeurs de telle ou telle autre autorité locale plus prudente en affaires. M. Austen Chamberlain, chancelier de l'Échiquier du dernier gouvernement conservateur, se crut fondé dans un de ses *budget speeches* à attirer sur ce point l'attention du pays, comme l'avaient fait de leur côté des financiers et des hommes d'État tels que lord Goschen, lord Avebury, sir H. Fowler.

Ce n'est pas tout. L'accroissement des charges locales dans les grandes cités municipalisatrices se fait sentir sur les forces vives du pays : les intérêts matériels se sentent menacés, les producteurs se plaignent, et les municipalités avancées voient leur territoire déserté par les industriels en quête d'établissement, par les grandes compagnies surtout, qu'atteint plus que proportionnellement la hausse des impôts urbains (2). Nombreuses sont les industries qui, depuis dix ans, ont quitté Londres pour aller s'établir en des régions fiscalement moins menacées; chaque année, l'émigration londonienne progresse, et dans ces derniers temps la proportion des maisons vacantes à Londres s'est élevée de 2 à 4 pour 100. Le dommage n'est pas seulement pour les ouvriers qui perdent leur gagne-pain, mais pour l'autorité locale qui perd des contribuables, et pour les contribuables restans qui peut-être auront à payer pour les absens !

(1) *Report of the Local Government Board for* 1905-06, p. CCXIII et 668.

(2) Plus que proportionnellement, parce qu'en Angleterre l'impôt local frappant le « revenu » de la propriété, les municipalités cèdent à la tentation de surélever dans une proportion plus ou moins grande l'estimation du revenu imposable afférent aux immeubles possédés par les chemins de fer, grandes sociétés ou industries, etc. De 1891 à 1901, le total des impôts locaux payés par le *Great Eastern Railway* a plus que doublé. Dans les communes rurales traversées par une voie ferrée, il est fréquent de voir la Compagnie payer à elle seule la moitié ou les trois quarts de l'impôt local. Voyez de nombreux exemples, avec chiffres à l'appui, dans le *Times* du 2 septembre 1902.

III

Peu brillans au point de vue financier, les résultats du socialisme municipal en Angleterre ont-ils été plus heureux au point de vue économique, c'est-à-dire au point de vue de la bonne gestion des intérêts matériels et de la « richesse » du pays ? Les industries municipalisées ont-elles été mieux gérées que les industries libres? Régie ou concession, de quel côté s'est montré le succès ?

Notons ici que l'expérience anglaise s'est poursuivie depuis vingt-cinq ans dans des conditions particulièrement favorables, en ce sens que, grâce aux solides qualités de la race, grâce à l'esprit pratique et d'affaires, au respect de la compétence, à l'habitude de l'association, au bon sens populaire, toutes vertus civiques par où brille par-dessus tout autre le citoyen anglais, les administrateurs municipaux se trouvaient mieux préparés que partout ailleurs à leur tâche nouvelle de chefs d'industries. Voyez d'ailleurs, dans le fonctionnement de la machine administrative, la supériorité pratique de l'institution municipale anglaise : les *aldermen* (traduisons : les « anciens » du conseil) assurent la continuité de vues au sein de l'assemblée, en même temps qu'ils conseillent et dirigent les membres nouveaux et inexpérimentés; le maire, simple président, personnage représentatif, n'exerce point de pouvoir personnel; chaque branche spéciale de l'administration est confiée à une Commission choisie par l'assemblée et qui peut s'adjoindre des personnes compétentes à son choix ; il y a parfois dans une même municipalité 15 ou 20 de ces Commissions responsables, dont les décisions sont revues et, s'il y a lieu, sanctionnées par l'Assemblée plénière, et qui, par la spécialisation du travail divisé, donnent au jeu de l'administration une souplesse et une spontanéité remarquables. Mais voici le *drawback*. D'abord, depuis vingt-cinq ans, les attributions des assemblées municipales ont tellement grossi que le temps manque pour l'étude attentive des affaires et la discussion sérieuse ; surchargées de travail, elles ont peine à venir à bout de leur besogne. Il y a bon nombre d'années déjà que lord Rosebery adjurait ses collègues de l'Assemblée de *Spring Gardens* de ne point accroître le fardeau déjà lourd de leurs devoirs : « Prenez garde, disait-il, *ne cassez*

pas les reins au Conseil de comté de Londres ! » Depuis lors, le mal n'a fait que croître. Lord Avebury (1) n'en veut pour preuve que l'ordre du jour (*agenda*) de ce même Conseil pour sa séance du 31 juillet 1906, par exemple : 43 rapports de commissions, plus de 500 « résolutions » (dont bon nombre visaient plusieurs millions de dépenses ou des questions sérieuses de principe), plus 18 *notices of motion*, le tout à régler en une après-midi ! D'autre part, du fait des lois de suffrage élargi, du fait aussi des progrès du municipalisme, la valeur moyenne, la capacité normale des membres des assemblées municipales a baissé. Autrefois ils se recrutaient surtout dans le commerce, l'industrie ; on avait des hommes compétens, habitués aux affaires et qui géraient celles de la ville comme ils faisaient les leurs. Peu à peu le personnel a changé; les industriels ou commerçans capables, suspects à la démocratie, peu soucieux d'ailleurs de contribuer au développement d'entreprises municipales, qui parfois venaient les concurrencer sur leur propre domaine, et dont ils avaient en tout cas à payer les frais sous forme d'impôts surélevés, quittèrent souvent la place pour être remplacés par une majorité d'hommes nouveaux, n'ayant ni les traditions ni la compétence de leurs prédécesseurs. De là une double conséquence : d'abord, la besogne sérieuse s'est vue de plus en plus abandonnée aux bureaux, ce qui explique l'immense développement de la bureaucratie municipale en Angleterre dans ce dernier quart de siècle ; puis la gestion des intérêts municipaux est devenue de plus en plus administrative ou politique, et de moins en moins *business-like* ou pratique, ce qui fait qu'en Angleterre même, dans le pays du *business spirit*, on se plaint que le municipalisme se montre pauvre en véritables hommes d'affaires comme en véritable esprit commercial.

Nous n'avons pas à discuter ici la question théorique de savoir qui gérera le mieux les grands services industriels d'une cité moderne, d'une réunion d'administrateurs rémunérés, actionnaires et choisis par les actionnaires d'une compagnie concessionnaire, ou bien d'une assemblée de conseillers au mandat gratuit, élus par les contribuables, c'est-à-dire par les consommateurs, et choisis d'ordinaire pour motifs politiques. Théoriquement, la réponse n'est guère douteuse. Quels que soient

(1) *Op. cit.*, p. 26 et suiv.

les défauts certains et les abus possibles de l'administration des sociétés commerciales, on ne peut nier qu'un mandat électoral ne soit une médiocre garantie de bonne gestion comparé à celle qu'assure une responsabilité personnelle et pécuniaire, ni que la gratuité de gestion ne soit point d'habitude une heureuse pratique en affaires. D'ailleurs, si, au cas de concession, les membres et les agens de l'assemblée municipale sont là pour contrôler la gestion du concessionnaire, qui donc, au cas de régie directe, contrôlera le régisseur, c'est-à-dire l'assemblée elle-même : *quis custodiet custodes?* — Mais sans insister sur cette vue théorique, que voyons-nous dans la pratique anglaise? Non seulement la gestion des industries municipalisées est, de l'aveu général, plus coûteuse que celle des industries concédées, car le régime démocratique est prodigue par nature, mais elle manque de cet esprit d'invention et de progrès, de cet effort vers le mieux, de ce tact commercial, de cette ténacité d'entreprise qui sont l'âme des affaires. « D'une façon générale, déclarait M. Chandos Leigh, « conseil » du *speaker* de la Chambre des communes, devant la Commission d'enquête en 1900 sur le *Municipal Trade*, on peut dire que les municipalités n'ont rien inventé ou inauguré en matière d'électricité, de gaz ou de tramways... » Leur gestion est relâchée, somnolente (1). Elles ne cherchent pas le client, ne savent pas l'attirer, le provoquer. Salford, avec ses 218 000 âmes, n'a que 401 abonnés à son électricité; Bedford, ville de 35 000 habitans, n'en a que 591; Morley (23 000 âmes), 85! La ville de Bath, après avoir organisé au prix de 150 000 livres sterling une station génératrice d'électricité, dut la fermer, en 1902, en raison des pertes subies. Glasgow dépensa 900 000 livres sterling pour la création d'une station centrale de téléphones qu'il fallut remplacer au bout d'un an. Cette même ville, ayant racheté en 1894 ses tramways, en continua plusieurs années l'exploitation à traction

(1) Pratiquement, on sait que c'est du *manager* ou directeur que dépend le succès d'une affaire industrielle. A l'origine, les municipalités l'avaient compris. *We pay for brains*, disait un conseiller socialiste de Manchester : nous savons ce que vaut l'intelligence, et nous la payons. Mais au fur et à mesure du développement du municipalisme, ce principe salutaire s'est vu quelque peu abandonner, et la guerre aux gros traitemens a commencé. La *London Progressive Platform* de 1892 annonçait la prétention de « contrôler jalousement l'échelle des hauts salaires, » et, en 1902, le *Labour Leader* félicitait les conseillers de Wolverhampton de « s'opposer à toute augmentation de salaire des fonctionnaires municipaux tant que les ouvriers ne jouiraient pas d'un minimum de paie. » (Darwin, *op. cit.*, p. 152. — Articles du *Times*.)

animale, parce que messieurs les membres de la Commission n'avaient pu s'entendre sur un système de traction mécanique. Nottingham, il y a quelques années, payait son charbon à gaz 12 sh. 10 p. alors que la compagnie concessionnaire de Sheffield, dans le même district, ne payait le sien que 9 sh. 11 p. : les fonctionnaires de Nottingham ne savaient pas acheter (1)...

Loin d'être facteur de progrès, le municipalisme, — on s'en plaint chez nos voisins, — paralyse le progrès, en paralysant la concurrence. Dans les branches d'industrie où les municipalités ne jouissent pas d'un monopole, il est clair que leur concurrence est désastreuse pour l'initiative privée, qui ne peut lutter à armes égales avec une autorité publique armée de droits supérieurs et ayant à sa disposition ce trésor inépuisable, l'impôt. A Londres, par exemple, où 50000 maisons ouvrières ont été bâties par les *Trusts* philanthropiques et les grandes sociétés, le mouvement s'est à peu près arrêté du jour où le Conseil de comté s'est mis à en construire lui-même; à Birmingham, selon M. Nettlefold, toute maison bâtie par l'administration empêche la construction d'au moins quatre maisons qu'eussent créées les particuliers (2). A Glasgow, une compagnie privée ayant percé un tunnel sous la Clyde pour le transport des voyageurs, s'est vue en butte à une compétition acharnée de la part de la ville qui organisa, pour la ruiner, un service de passage à traction animale avec tarifs réduits « au point de fuite, » comme on dit en perspective (3). Cette concurrence municipale devient particulièrement grave et critiquable quand les charges en retombent sur l'impôt, et, par l'impôt, sur les industriels mêmes contre qui elle s'exerce, et que l'industrie privée est ainsi forcée de contribuer aux frais de la guerre qui lui est faite: c'est le cas, en Angleterre, de la plupart des grandes compagnies de chemins de fer qui, surchargées d'impôts locaux, ont dû payer les frais de la création d'un grand nombre de lignes de tramways suburbains, dont l'objet ne pouvait être que de leur enlever des voyageurs (4). Les villes, d'ailleurs, ont toujours cherché à protéger leurs industries et à pré-

(1) Voyez Boverat, *op. cit.*, p. 171. — Darwin, *op. cit.*, p. 145. — Articles du *Times*, *passim*.

(2) Voyez Darwin, *op. cit.*, p. 342. — Boverat, *op. cit.*, p. 323.

(3) Darwin, *op. cit.*, p. 294.

(4) Le *London and Northwestern* paie des subsides à des lignes de tramways en 46 endroits : par contre, en six mois, il a vu diminuer le nombre de ses voyageurs de 3e classe de 482000 (*Times* du 2 septembre 1902).

venir d'avance toute concurrence en s'assurant, par divers moyens, un monopole légal lorsqu'elles n'avaient pas un monopole de fait: et ceci n'est pas un des côtés les moins curieux de la question. D'après une loi de 1882, une société, pour entreprendre l'éclairage électrique dans une ville, doit obtenir du *Board of Trade* un *order*, lequel peut être refusé en cas d'opposition de la part de la municipalité: en fait, les municipalités depuis vingt ans ont toujours fait opposition à ces *orders*, et souvent avec succès. Autre procédé: les municipalités, pour prévenir l'intrusion d'un industriel entreprenant, demandent elles-mêmes un *provisional order* pour l'éclairage électrique : l'*order* obtenu, on le laisse dormir huit ou dix ans dans les cartons, parfois jusqu'à quinze ou dix-huit ans, comme à Acton, à York, à Greenock (1). En 1901, une compagnie dite du *Mond Gas* demandait au Parlement par *private bill* l'autorisation de créer des stations génératrices de gaz: l'association des *Municipal Corporations* fit rejeter le *bill*. En 1898, le même fait s'était produit aux dépens de la *General Power Distribution Company* qui se proposait de fournir la force à bon marché aux industriels des *Midlands* (2). Ainsi le municipalisme prend des garanties contre sa rivale, l'initiative privée ; il préfère protection à concurrence, et, né d'une pensée de lutte contre le monopole, il conduit et retourne en fin de compte au monopole. Aussi ne s'étonnera-t-on pas qu'on l'accuse en Angleterre d'être une des causes principales de l'état arriéré de l'industrie électrique (éclairage, transports, etc.) dans les Iles Britanniques par comparaison avec les États-Unis, ou même avec maint pays du continent. Les États-Unis comptent 3620 stations centrales d'électricité; l'Angleterre, 457. Ils comptent 16652 milles de tramways; l'Angleterre (pour une population urbaine à peu près équivalente), 1840 seulement (3). L'invasion des produits américains en Angleterre, fait patent et indiscuté, est particulièrement remarquable en matière d'entreprises électriques, et deux techniciens émérites se croyaient fondés naguère à déclarer devant la Commission d'enquête officielle de 1900 que « si le pays était retardataire en

(1) Meyer, *op. cit.*, p. 256. — Darwin, *op. cit.*, p. 291. — En ce qui concerne les extensions ou améliorations de lignes de tramways, le procédé légal est un peu différent, le résultat, c'est-à-dire la protection administrative, est identique.

(2) Lord Avebury, *op. cit.*, p. 103.

(3) Meyer, *op. cit.*, p. 90, 91, 259, 260, 261.

fait d'électricité, cela était presque entièrement imputable à l'opposition que cette industrie a éprouvée de la part des municipalités (1). »

IV

J'entends bien qu'on nous dira que c'est un point de vue démodé, réactionnaire, en ces temps « sociaux, » que ce point de vue « économique. » S'il en est ainsi, on nous permettra de le regretter, car, à supposer que l'on ait tort de chercher, comme on l'a fait trop longtemps, dans la science ou plutôt dans l'ordre économique, un idéal ou un but en soi, une règle d'action qui serait forcément toujours brutale et trop souvent contraire à la simple charité chrétienne, on n'en a pas moins tort quand on veut aujourd'hui repousser ou supprimer ce point de vue, quand on refuse d'y voir ce qui y est réellement, ce qu'il y a de mieux fait pour guider notre inexpérience et aider notre bonne volonté, à savoir « l'esprit des lois » économiques, lois fatales, bien que trop souvent oubliées, dont on ne supprime pas les effets à les vouloir négliger, et dont le jeu logique et imprévu ruine parfois les tentatives les mieux intentionnées... Quoi qu'il en soit, demandons-nous maintenant quels ont été en Angleterre, au point de vue social, les résultats du municipalisme.

Il a pour but et pour raison le « mieux-être » social, l'amélioration des conditions de vie de la classe la plus nombreuse dans les villes. Il existe par et pour la démocratie urbaine : il a donc dû lui profiter. Certes, il lui a profité. Mais dans quelle mesure? Et jusqu'à quel point son action bienfaisante n'a-t-elle pas été contre-balancée par des conséquences socialement et politiquement néfastes?

Les industries municipalisées offrent, dit-on, au public un service meilleur et à meilleur marché. Un meilleur service? Peut-être. Les municipalités, par exemple, s'efforceront de mieux satisfaire aux besoins et aux convenances des quartiers populeux ou excentriques, en fait de transports, d'éclairage, etc. La question d'argent est pour elles accessoire : ce qui prime tout à leurs yeux, c'est l'intérêt de la communauté, de la communauté pauvre surtout, tandis qu'un industriel pensera d'abord et prin-

(1) Darwin, *op. cit.*, 296.

cipalement à ses bénéfices. Remarquons toutefois, ici encore, que des résultats analogues peuvent être obtenus par voie de traités avec les concessionnaires ou de contrôle sur leur gestion. — A meilleur marché? Ce point est douteux. Prenons pour exemple les exploitations de gaz. D'après sir C. Boyle, secrétaire permanent du *Board of Trade*, le tarif moyen des usines municipales serait de 3 sh. 1/4 p. les 1000 pieds cubes, tandis que celui des compagnies s'élèverait à 3 sh. 6 p.; mais si l'on excepte de la comparaison les très grands centres comme Birmingham, Manchester et Glasgow, les prix, selon le même auteur, se feraient équilibre. Lord Avebury, procédant par cas particuliers, compare la situation dans deux villes-types, Nottingham et Sheffield : il y a quinze ans, le prix du gaz était le même dans ces deux villes; aujourd'hui, il coûte 2 sh. 6 p. à Nottingham où l'exploitation est en régie, et 1 sh. 4 1/2 p. seulement à Sheffield, où elle est concédée (1).

Rendons maintenant pleine justice aux larges et généreux efforts faits depuis cinquante ans par les municipalités anglaises en vue de l'hygiène urbaine et de la santé publique. Grands travaux de voirie et de canalisation, vastes opérations immobilières, bains publics, lavoirs municipaux, dépôts de lait stérilisé pour les nourrissons, sans parler de somptueux hôpitaux et sanatoria, les grandes cités britanniques ont dans tout cet ordre d'idées donné l'exemple aux villes continentales, et sans s'arrêter à critiquer les détails ou le mode de fonctionnement de plusieurs de ces grands services de salubrité, on doit reconnaître que, s'il s'agit ici de socialisme, c'est, du moins, du plus heureux et du mieux entendu des socialismes.

Une réserve s'impose pourtant, en ce qui concerne la construction des maisons ouvrières. Non contentes de dégager et de nettoyer ces entassemens malsains, ces foyers d'infection, les *slums*, dont on sait que la malfaisance physique et morale, dans l'Angleterre urbaine, n'est nulle part égalée en Europe, les municipalités ont voulu reconstruire ce qu'elles démolissaient, et fournir elles-mêmes à leurs pauvres l'habitation hygiénique. Non seulement, en ce faisant, elles ont obéré leurs finances,

(1) Lord Avebury, *op. cit.*, p. 81. En matière d'électricité, les comparaisons ne sont pas sensiblement plus favorables aux municipalités. Voyez les déclarations de sir C. Boyle dans le *Report from the joint select committee on Municipal Trading* (1900), p. 6 et cf. *Ibid.*, p. 37. — Cf. Vermaut, *op. cit.*, p. 175.

non seulement elles ont, comme nous l'avons dit, paralysé l'action de la philanthropie privée, mais elles ont élevé de si belles, de si vastes et de si coûteuses habitations que les loyers en sont prohibitifs pour ceux à l'intention de qui ils avaient été élevés. Il y a peu d'années, lord Rosebery, inaugurant à Shoreditch les maisons ouvrières du Conseil de comté de Londres, ne pouvait s'empêcher de dire : « Vous installez ici 300 familles, mais vous en avez mis dehors bien davantage; vous avez fait d'admirables bâtisses, mais les locataires n'en sont pas ceux que vous avez dépossédés ! » A la même époque, l'inspecteur sanitaire de Londres signalait que les opérations exécutées dans le quartier de *Boundary street* avaient fait partir plusieurs milliers de personnes, dont il n'était pas revenu 5 pour 100 : les autres, par horreur de la « migration, » étaient allés s'entasser dans les *slums* restant du voisinage. Étrange façon de « loger » les pauvres, remarque lord Avebury! « Déloger » serait une expression mieux appropriée (1).

Le point le plus important, dans l'intérêt social, est sans contredit l'action ouvrière des municipalités anglaises. Elles se sont depuis longtemps proposé pour but de relever les conditions du travail et de mener la lutte contre le *sweating*, l'exploitation de la machine humaine, en assurant aux ouvriers directement ou indirectement employés par elles des avantages exceptionnels, tant au point de vue du taux des salaires qu'à celui de la durée des journées. Elles ont usé pour cela, comme les nôtres, de deux moyens. D'abord l'insertion, dans les cahiers de charges des travaux à l'entreprise de clauses spéciales concernant les heures de travail, le chiffre de la paie, etc. Elles ont parfois été, en ce sens, bien plus loin qu'il n'est permis aux villes françaises de le faire (2) : à Londres notamment, à partir de 1892, les salaires à payer par les entrepreneurs municipaux à leurs ouvriers furent fixés par le Conseil de comté sur la base des tarifs des *Trades Unions* (motion de M. John Burns, aujourd'hui président du *Local Government Board*). Le second moyen, beaucoup plus largement appliqué en Angleterre qu'en France, consiste dans l'exécution de tous les travaux munici-

(1) Lord Avebury, *op. cit.*, p. 52, 53. — Cf. Vermaut, *op. cit.*, p. 193. — On sait qu'à Paris les opérations faites en vue de l'ouverture de la rue Dante, par exemple, ont donné lieu à un résultat analogue.

(2) Décret du 10 août 1899.

paux en régie directe, c'est-à-dire sous la direction d'ingénieurs et contremaîtres municipaux, et par des ouvriers municipaux. C'est encore Londres qui a donné, en novembre 1892, par la création de son *Works Department*, l'exemple en grand de cette pratique dont le résultat immédiat a été d'accroître considérablement le prix de revient des opérations : à Londres, de 1893 à 1901, les dépenses excédèrent de 79 000 livres sterling les estimations faites par le Conseil de comté lui-même, et, mieux encore, à West Ham, dans les deux premières années du fonctionnement de la régie, les travaux exécutés coûtèrent 50 000 livres sterling de plus qu'ils n'eussent coûté avec des adjudicataires (1). Partout en Angleterre, les salaires des ouvriers municipaux ont été artificiellement surélevés. Non pas que, municipalisés, ils travaillent avec plus de zèle ou d'énergie : les maçons du *Works Department* de Londres posent en moyenne 300 briques par jour, au dire du président du Comité compétent, alors qu'un maçon américain en pose 2 000 (2) ; la discipline est pitoyable, et les renvois impossibles depuis que chacun d'eux provoque une interpellation au Conseil ; « c'est la municipalisation de la fainéantise, » a-t-on pu dire de la régie à West Ham. Mais la tendance à la hausse du salaire est inévitable. M. Keir Hardie se vantait naguère devant l'Association des *Municipal employees* qu'en 1903, année de dépression industrielle et de baisse générale des salaires en Angleterre, les salaires des ouvriers municipaux eussent pour ainsi dire doublé (3). Un récent rapport officiel donnait la liste des hausses de salaires des ouvriers et employés du Conseil de comté de Londres, de 1899 à 1904 : les hausses indiquées, fort nombreuses, se montaient parfois jusqu'à 33 et 38 pour 100, notamment dans la construction et les machines ; or, les statistiques du *Board of Trade* montrent que, dans l'industrie privée, les taux de salaires ne s'étaient pas accrus de plus de 1 pour 100 durant cette période (4).

Il faut, dit-on, donner l'exemple ! Mais de quel droit, pour donner l'exemple (à supposer que cet exemple soit suivi), créer une classe d'ouvriers privilégiés, jouissant de salaires surélevés

(1) Lord Avebury, *op. cit.*, p. 68. — Cf. articles du *Times*, *passim*.
(2) Lord Avebury, *op. cit.*, p. 68.
(3) *Ibid.*, p. 43.
(4) *Ibid.*, p. 46, 47.

et de journées réduites, aux frais de la municipalité, c'est-à-dire des contribuables, et, entre autres contribuables, des autres ouvriers, qui supportent par la hausse de l'impôt leur part des frais de l'expérience? La vérité n'est-elle pas que ces travailleurs municipaux, classe privilégiée, *sont des électeurs?* Sur 14 millions de salariés, il y a en Angleterre 2 millions de salariés municipaux (ouvriers et employés). De quelle force électorale ne dispose pas cette armée, conduite par un syndicat puissant, l'*Association of municipal employees*, et nombre d'autres organisations locales qui jouent vis-à-vis des municipalités le rôle des *Trades Unions* vis-à-vis des patrons! Il y a, à Londres, 60 000 salariés municipaux, soit 8 pour 100 du nombre des électeurs londoniens et 17 pour 100 du nombre des votans effectifs. A Glasgow, les salariés municipaux représentent 7 et demi pour 100, et, en mainte autre ville, de 5 à 8 pour 100 du total des électeurs. On voit le danger de cette situation, j'entends la porte ouverte à la corruption électorale sous ses diverses formes : d'abord, sous sa forme courante, le favoritisme, la pression politique exercée par les élus en faveur de leurs créatures, puis le marchandage électoral, l'appel aux surenchères, l'achat des votes par les promesses : « Votez pour moi et vous aurez la journée de huit heures avec 30 shillings par semaine (1)! » Peu à peu, les salariés municipaux deviennent les maîtres des municipalités : « Bientôt, écrit un Anglais (2), ce ne seront plus les assemblées de villes qui emploieront leurs employés, mais ceux-ci celles-là! » Naguère, à West Ham, les conseillers socialistes, élus sur mandat impératif, signaient d'avance leur démission en blanc, et « le sort de toute question à résoudre par le Conseil était réglé d'avance par le groupe socialiste en réunion secrète (3). » Le gouvernement urbain se transforme ainsi en un gouvernement par syndicats et *hangers-on;* la menace du *spoils system* apparaît sur les brisées du municipalisme. Comment s'étonner que devant cet état de choses, aggravé d'ailleurs par l'énorme développement de la bureaucratie municipale, il n'ait pas été besoin de scandales financiers tels que ceux qui ont éclaté récemment en divers endroits, notamment à West Ham, pour que l'opinion se soit

(1) Darwin, *op. cit.*, p. 158. — *Times* du 16 septembre 1902.

(2) J. A R. Marriott, *Fortnightly Review* de décembre 1902, p. 970. Cf. Porter, *op. cit.*, p. 93.

(3) *Times* du 16 septembre 1902.

émue et ait voulu protester contre la désorganisation systématique de ce *local government* dont l'Angleterre était si fière; pour que des hommes d'ordre, comme le Lord Provost de Glasgow, sir John U. Primrose, aient dénoncé dans la puissance politique des employés municipaux « un danger qui pourrait devenir destructeur du meilleur gouvernement, » et qu'on ait vu proposer sérieusement par des municipalistes influens, tels sir Th. Hughes, deux fois maire de Liverpool, ou M. E. O. Smith, *town clerk* de Birmingham, de priver les salariés municipaux du droit de vote municipal! Jugez quelles rumeurs, — ou quels éclats de rire, — soulèverait en France une pareille proposition, visant soit les salariés municipaux, soit les salariés de l'État!

V

Le socialisme, en France, a fait beaucoup plus de progrès dans l'État qu'en Angleterre : il en a fait, — jusqu'à présent, — beaucoup moins dans la société locale, et c'est un des avantages que nous devons à un régime de centralisation rigoureuse dont les résultats nous ont fait à d'autres points de vue tant de mal. Il ne faut pourtant pas se dissimuler qu'en France même, sans parler des expériences collectivistes tentées çà et là par des municipalités révolutionnaires, les dangers du municipalisme s'étendent et s'aggravent chaque jour. Les unes après les autres, la plupart des grandes villes subissent les atteintes du mal qui tantôt pénètre secrètement les organismes locaux, tantôt s'étale au grand jour et développe tous ses abus dans les « régies » municipales. La dette communale de la France, qui, en 1891, ne dépassait pas 3 224 millions de francs, s'élève, en 1905, à 4 082 millions; la dette de la Ville de Paris atteint aujourd'hui 2 539 millions, alors qu'elle n'était que de 1 872 millions en 1891. Il faut bien reconnaître d'ailleurs que du fait de notre régime social et politique, la gravité du mal, sa nocivité, si l'on peut dire, est beaucoup plus sérieuse chez nous que chez nos voisins d'outre-Manche. En Angleterre, les traditions de la liberté, l'esprit public et l'esprit pratique du citoyen, la forte éducation politique du peuple, l'ont jusqu'à présent atténuée. Mais combien plus aigu ne sera pas le danger dans une nation où ces qualités « civiques » ne se trouvent pas au même degré; dans un État comme la France où les administrations locales sont loin de

trouver toujours un régulateur, un modérateur, auprès d'une opinion formée aux affaires et habituée à les suivre, où d'ailleurs leurs actes ne relèvent pas de la juridiction civile, ouverte à tous, mais d'une juridiction spéciale et d'accès difficile; dans un pays enfin où le suffrage égal et par tête, de lui-même improportionnel et arbitraire, règne souverainement, sans contrepoids ni tempérament, et où, plus que partout ailleurs, il est vrai de dire que le « grand nombre qui vote peut impunément surcharger le petit nombre qui paie! » L'étude des résultats du socialisme municipal en Angleterre doit donc nous convaincre de cette vérité que, malgré les apparences, le « municipalisme » n'est pas fait dans l'intérêt de tous, mais de quelques-uns, et qu'à défaut de la concurrence libre, les villes peuvent et doivent trouver dans le régime de la concession les mêmes avantages que dans celui de l'exploitation directe, moins le risque financier, les fâcheux effets économiques et les dangers politiques et sociaux inhérens à la « municipalisation. » A chacun sa fonction : faites pour administrer, les municipalités ne sont pas faites pour exploiter des industries, pratiquer le commerce, ou se faire entrepreneurs de travaux; c'est la leçon de l'expérience anglaise en même temps que la règle du bon sens.

L. Paul-Dubois.

DIX ANNÉES DE ROMAN FRANÇAIS

Il serait assez téméraire de prétendre offrir, dès aujourd'hui, aux lecteurs de la *Revue*, l'esquisse complète et détaillée de l'histoire du roman français au cours des dix dernières années. Moins encore pourrait-on songer à établir une sorte de catalogue technique des livres et des noms qui furent, durant ce bref espace, mis en vedette. Aussi me hâté-je de reconnaître le défaut de recul ainsi que maintes lacunes inévitables dans les réflexions qui vont suivre. Des artistes d'un très réel mérite, des œuvres très intéressantes ne trouveront point leur place, — et je le regrette, — dans cette sorte de vue perspective qu'il m'a paru intéressant d'ébaucher sous la forme d'un résumé rapide et synthétique. Heureux encore si j'arrive à y préciser, sans trop d'aridité, quelles furent, depuis l'effacement du naturalisme, les tendances dominantes dans le genre romanesque! Quelque nombreuses, quelque contradictoires, quelque embrouillées que puissent être les influences agissantes, une orientation primordiale se dessine presque toujours, après deux ou trois lustres, dans l'évolution d'une littérature ou d'une esthétique. Le présent travail offrira peut-être cette utilité d'en établir la coordination et l'ensemble: il n'a point d'autre ambition?

I

Le mouvement qui, déjà vers 1895, se manifestait dans le roman, la tendance à mêler tous les genres et à s'affranchir des écoles, n'a cessé d'aller en s'accentuant.

Quelques observateurs hâtifs en ont conclu à une riche et nombreuse diffusion d'écoles : n'en faudrait-il pas plutôt déduire l'absence d'école maîtresse, ou même une sorte d'anarchie confuse à laquelle serait livré momentanément ce domaine de la littérature d'imagination? Pour peu qu'on y veuille réfléchir, on sera bien forcé de reconnaître qu'il n'y a plus d'écoles aujourd'hui, mais bien des influences et des imitations, et que les apparences d'écoles encore subsistantes répondent seulement à quelques groupemens arbitraires. La confusion qui semble régner dans les productions actuelles de nos romanciers n'est, aussi bien, qu'une répercussion de l'anarchie générale à laquelle tendent les ardeurs fiévreuses de notre époque. Si, pourtant, nous en venons à rechercher quelles causes ont pu amener ce fléchissement des maîtrises dirigeantes, nous en découvrirons de singulièrement diverses.

Il faudra noter, principalement, l'individualisme impérieux dont la littérature française se pénètre de plus en plus, à mesure que tous les genres donnent un peu l'impression d'être épuisés et que chacun, néanmoins, poursuit une originalité trop souvent fuyante ou inaccessible. Mais, presque au même degré, devrait entrer en ligne de compte la débâcle du naturalisme. Elle ne fit que précéder le déclin où semble tombé à son tour le roman de psychologie pure, né lui-même d'une réaction contre l'école antérieure. Il y a vingt ans, le roman naturaliste, sorti du réalisme relatif de Balzac et de la conception pessimiste de Flaubert, régnait absolument. Il s'effondra vite, parce qu'il eut le tort de borner toute son esthétique à la description exacte et méticuleuse des milieux et des mœurs, et parce que, comme on l'a dit, « à force de ne voir partout que des faits, on avait oublié les idées. »

Les idéalistes, ayant d'abord profité de cette chute, choppèrent contre l'écueil opposé. Pour avoir voulu régénérer le roman par l'emploi d'une psychologie presque uniquement dressée à surprendre et à noter le jeu des plus furtifs mouvemens de l'âme, ils ont quintessencié à l'excès, ils ont trop raffiné, trop subtilisé; ils sont vite devenus ennuyeux.

Toutefois, ni le naturalisme, ni l'école psychologique ne disparurent sans laisser des traces de leur influence. Un grand nombre d'œuvres notoires dérivent, actuellement encore, de Flaubert, des Goncourt et aussi de Zola. Le roman d'aujour-

d'hui leur doit un renouveau d'exactitude, un rajeunissement pittoresque, une attention plus soutenue et plus éclairée dans la peinture des milieux, ainsi que le souci d'un cadre élargi et précisé, souci presque inconnu jusqu'à *Madame Bovary*.

N'hésitons point, en revanche, puisque c'en est ici l'occasion, à rendre le naturalisme responsable de l'une des plaies qui ont le plus violemment attaqué l'organisme du roman moderne depuis le jour où l'école de Médan parvint à triompher. Je veux parler de la pornographie littéraire. Ce n'est pas que la grivoiserie et même l'obscénité ne soient toujours demeurées comme un feu latent qui couve à toutes les époques dans les sous-sols du donjon romanesque, et cela, je le crois bien, dans toutes les littératures. Car c'est fort injustement que la langue française, véhicule universel des idées et des sentimens, se trouve incriminée par le fait de tous les impudens qui, pour arriver à une profitable diffusion, lui empruntent son admirable lexique. Sans nous occuper même des ignominies fabriquées en terre batave et mises au compte de la France, il ne faut pas oublier que les livres français les plus audacieux et les romans les plus cyniques restent plutôt des articles d'exportation. Lus à l'étranger, presque uniquement par des étrangers, — auxquels il serait bien aisé pourtant, s'ils le voulaient, de trouver dans leurs propres officines de quoi satisfaire leurs goûts les plus spéciaux, — ces ouvrages contribuent à faire la fortune du lieu commun légendaire « de la corruption française, » non moins que celle du cliché classique sur le « dévergondage » de la littérature au pays de Molière.

Cette protestation contre un préjugé qu'il est assez agaçant de voir entretenir avec une ferveur trop intéressée pour n'être pas tendancieuse, ne peut nous dispenser d'admettre la responsabilité de quelques-uns des plus célèbres écrivains dans cette délicate matière.

C'est un signe des temps nullement négligeable, que certaines investigations, jadis abandonnées aux exploiteurs de scandale ou réservées à quelques spécialistes dissimulés, soient aujourd'hui pratiquées au nom d'un prétendu droit de tout dire, par des artistes supérieurement doués d'ailleurs.

Parfois même, ce culte d'un amoralisme aisé, très favorable aux dilettanti, pousse des esprits blasés, las du bel air et des vices alanguis, jusqu'aux pires recherches, et l'on voit des ro-

manciers originaux employer leur art ironique et subtil à écrire des romans déconcertans, comme le *Bubu de Montparnasse* dû à M. Charles-Louis Philippe, ou comme le *Tigre et Coquelicot* signé par M. Charles-Henri Hirsch, qui sont, narrées avec quelques qualités de style, les véritables éphémérides des hors la loi et de la crapule. Des lettrés, enfin, se réclamant de leur sincérité et de leur ingénuité de nature, affirment que tout être humain a le droit de dire ce qu'il a vu, de décrire tous les milieux qui ont façonné son moi et toutes les influences qu'il a subies, — eût-il assisté aux pires débauches, eût-il vécu dans une atmosphère irrespirable de pourriture, eût-il enduré des contacts inavouables. — Si l'un d'eux est un écrivain de génie, il peut lui arriver alors de créer des livres dont l'émouvante et exécrable ardeur énerve et révolte. Mais le cas est rare, et l'écueil le plus redoutable de cet appel fait aux séductions de la décadence réside dans l'imitation imbécile et plate que cherchent à réaliser des scribes du dernier ordre, innommables ravaudeurs du vice, séduits par le succès de quelques privilégiés.

La fortune du roman psychologique n'a point subi un retour aussi défavorable que celle du roman naturaliste. Si ses excès ont fatigué les lecteurs qui veulent surtout trouver dans le récit imaginatif un divertissement, l'influence de ses promoteurs demeure plus actuelle et plus durable, aujourd'hui même, que l'action déjà étrangement caduque des naturalistes exagérés.

Et, d'abord, n'est-ce pas à l'école de M. Paul Bourget qu'il faut attribuer l'honneur, pour le roman français à la fin du XIXe siècle, d'avoir prêté à la vie de l'âme et à la mentalité des personnages mis en scène, une observation plus exacte, plus intuitive, et une attention plus sympathique? N'est-ce pas la réaction provoquée par lui qui a réintégré dans le roman le souci du sentiment poétique et l'élégance qui substitue à la crudité des termes certaine préoccupation cérébrale désormais muée en ironie, — une ironie que nous apprécions d'autant plus qu'elle éloigne l'écrivain comme le lecteur des bassesses recherchées autrefois?

*
* *

S'il n'existe plus à proprement parler d'écoles ou, du moins, s'il est vrai de dire qu'aucune école ne peut prétendre conduire le mouvement actuel, il s'est formé des groupemens, sortes de cha-

pelles sans dogmes neufs, mais qui visent à faire prévaloir certaines esthétiques nettement distinctes les unes des autres. Ainsi pourrions-nous, sans nous arrêter aux pseudo-écoles du naturisme ou de l'humanisme, distinguer aujourd'hui, dans le roman français, trois ou quatre courans principaux.

Il y aurait surtout à y rechercher la répercussion du tourment social contemporain, répercussion plus ou moins étroitement associée au réveil des études historiques, ainsi qu'à l'examen des forces qui, à travers les temps, ont pesé sur les sociétés : la fortune du roman de mœurs sociales et collectives s'explique par là merveilleusement.

Cette même hantise a fait surgir chez beaucoup de romanciers l'inquiétude traditionaliste, un désir pressant de retour au passé. Ces élans, à leur tour, unis déjà chez certains d'entre eux à l'inquiétude des forces morales signalées plus haut et à la poursuite documentaire des fastes historiques, se sont rencontrés principalement parmi les artistes les plus attachés à leur province, parmi des conteurs régionalistes qui, dans la connaissance exacte et chaleureuse de leur sol, ont puisé d'excellentes raisons pour aimer plus tendrement leur foyer natal, le sûr et sacré palladium des mœurs ancestrales.

Tandis qu'ils se livrent au démon intérieur qui fixe à leur activité un but, une pensée d'apostolat, de solidarité ou d'enseignement, d'autres, très nombreux, continuent à n'écrire que pour faire œuvre d'art, à ne conter que pour le plaisir de conter. Des soucis de culture classique, l'utilisation d'une langue mordante ou savoureusement pastichée d'après l'ancien langage du XVIIe siècle, figurent au premier plan de leur idéal esthétique. C'est à tort, d'ailleurs, que l'on a voulu voir une fausse renaissance du classicisme dans ces contes philosophiques et satiriques dont M. Anatole France fut presque seul à associer la ciselure verbale à des vues nihilistes de pamphlétaire social. Il serait, enfin, aussi puéril qu'injuste de ne point mettre en valeur l'un des faits les plus significatifs que le roman français ait eu à enregistrer naguère dans ses annales : je songe à l'envahissement du genre, — sous la poussée du féminisme à la mode, — par un nombre toujours croissant de femmes écrivains.

Est-ce là tout et aurons-nous dit le nécessaire, au moins, quand nous aurons repris avec quelque détail l'analyse de chacun des courans caractéristiques indiqués ici?

Non, puisque, dans la multiplicité des romanciers indépendans qui semblent n'appartenir à aucun de ces courans, quelques-uns se sont imposés au public d'une manière irrésistible. C'est ainsi que l'évolution de M. Joris-Karl Huysmans vers l'art catholique nous a valu des œuvres fortes et singulières ne relevant presque plus de l'imagination, mais plutôt du genre des mémoires et de l'autobiographie, et qui resteront comme de ferventes études lyriques d'art religieux. *La Cathédrale*, *Sainte Lydwine de Schiedam*, *l'Oblat*, *les Foules de Lourdes* ont achevé l'œuvre qu'*En route* faisait entrevoir déjà. De tels travaux, qui contribuent à l'exaltation de la pensée catholique, permettent de joindre aux fidèles de la tradition cet ironiste terrible et courroucé, cet idéaliste enflammé qui, en même temps, demeure un tenant du réalisme incorrigiblement amer, un écrivain savoureux à la plume corrosive, pittoresque et comme perforante. Sans doute, M. Huysmans fut attiré vers l'Église par le prestige de sa grandeur morale et par le culte qu'il portait en lui de la beauté mystique. Gardons-nous néanmoins de négliger le symptôme de ce retour vers l'Éternelle combattue, à l'heure grave dont le glas sonne à nos oreilles et, nous reportant au début du XIXe siècle, après la tourmente révolutionnaire, songeons qu'un élan analogue — toutes proportions gardées d'ailleurs! — trouva son incomparable expression dans le *Génie du Christianisme*...

L'exotisme, enfin, a été développé par le goût des voyages et par les facilités nouvelles que créèrent les incessans progrès scientifiques. Ce sera, apparemment, le durable prestige dont l'œuvre entière de Pierre Loti demeurera auréolée, que l'âme des races enfantines ait pu trouver dans cette œuvre une aussi saisissante expression, en même temps qu'elle y trahissait toute sa grâce voluptueuse et un peu obscure. Depuis dix ans environ, — et jusqu'aux *Désenchantées*, l'un de ses succès les plus retentissans, — Pierre Loti a surtout fixé dans ses écrits les souvenirs d'une existence aventureuse, avec des silhouettes et des fantômes d'Extrême-Orient. Cela forme une série d'ouvrages où son originalité de peintre inimitable de l'exotisme s'est montrée toujours grandissante : les *Reflets sur la sombre route*, *Vers Ispahan*, la *Troisième Jeunesse de Mme Prune*, l'*Inde* (*sans les Anglais*), les *Derniers Jours de Pékin*, etc. Dans ce dernier volume, par exemple, — qui nous reporte aux événemens dont la Chine fut le théâtre après

la prise de Pékin, et tandis que les batailles finissaient dans l'effondrement des pagodes ou dans les sinistres lueurs d'incendies grandioses, — apparaissent un laisser aller plein d'art, une ordonnance savante dans son apparent désordre, des impressions qui ont l'air d'être fugitives et dont la mémoire demeure obsédée. Une gradation insensible y élève notre émotion de la simple curiosité à l'angoisse, de la vibration patriotique aux méditations inquiètes du philosophe et du moraliste. Qui mieux que Pierre Loti a su atteindre la puissance communicative dans les sensations que son art provoque ? L'aiguë et pénétrante sensibilité de celui d'entre nos écrivains qui a le plus fidèlement exprimé l'anxiété mortelle et vague qui pèse sur une époque préoccupée de l'anéantissement final, — la cruelle nostalgie du poète expert à rendre, d'une façon crispée jusqu'à l'oppression, la fuite irréparable des choses, la ruine des civilisations et des empires, — ont trouvé des moyens nouveaux d'expression et éveillé en nous des impressions non ressenties encore. L'idéaliste amer et désabusé qui double chez Pierre Loti un réaliste instinctif et génial, surgit ainsi à chaque page de ce livre pour extraire une leçon grandiose d'un épisode véhément ou furtif. Tout le passé fantasmagorique qui se résume aux yeux de nombreuses générations éblouies dans cette expression « Céleste Empire, » s'abolit sous nos yeux : et cette débâcle tragique, Pierre Loti l'a décrite en quelques tableaux effrayans, éclairés d'une observation directe, mais imprégnés inoubliablement d'une mélancolie recrue et d'une sorte d'horreur. Lui qui, dans ses délicieux volumes sur le Japon, nous donna des albums d'un pittoresque si aigu, lui qui sut évoquer avec une si lumineuse fidélité des paysages de féerie, des scènes comiques ou attendries, voire des gestes de simple grâce animale, il a découvert ici l'élan aveugle de la brute humaine déchaînée et l'épouvante des tortures ingénieuses, affinées par des siècles de pratique infernale.

Dans son art, néanmoins, la même simplicité des moyens se manifeste toujours. Pierre Loti a vu ce que tous ont pu voir; mais les choses fermées le plus hermétiquement aux yeux de tant d'autres, les symboles les plus jalousement gardés le frappent, lui, et s'illuminent pour ses regards de voyant. Un don mystérieux précise dans son imagination les images éblouissantes ou corrosives qu'il veut sauver de l'oubli. Et sa palette d'artiste lui offre toujours, à point nommé, des couleurs entre toutes adéquates et

reconnaissables. Puis il parle, et une solidarité intense est éveillée en nous par sa parole; on croit entendre le cri d'une âme tordue par des affres déchirantes et subtiles. C'est qu'il y a, au fond même de sa personnalité d'écrivain, une large tendresse de cœur, un sens d'apitoiement toujours éveillé, et prêt à comprendre toutes les douleurs et toutes les misères. Quand nous lisons les *Désenchantées*, nous nous demandons si quelque vague de ce courant si puissant de solidarité, — que nous verrons envahir les plus remarquables romans d'aujourd'hui, — n'a pas effleuré l'âme de Pierre Loti à son tour et si ce n'est pas comme une contribution à l'élan de nos romanciers vers un art social et économique qu'il faut envisager ce roman de pitié et de compréhension fraternelle? Nous n'avons pas à rappeler aux lecteurs de la *Revue* les beautés du récit et la magnificence de son cadre; il importe pourtant de faire admirer l'enthousiasme et l'éternelle jeunesse de cœur qui brûle, comme un feu mystérieux, sous la conception de l'artiste. Ce ne sont pas seulement l'incomparables paysages dont les lignes se profilent avec une grâce ensorcelante, c'est toute la vie lamentable et somptueuse des pauvres femmes turques, opprimées dans l'étau de coutumes millénaires, qui est reconstituée et racontée avec autant de généreuse mélancolie que de flamme indignée. L'atroce détresse de ces malheureuses, desséchées moralement et physiquement étiolées sous le ciel paradisiaque de Stamboul, parce que sur elles semble retombée la lourde pierre d'une civilisation morte, voilà ce que les *Désenchantées* ont pour jamais buriné dans notre mémoire.

II

Un grand nombre de romanciers ont donc été amenés à introduire un élément nouveau dans la vie des personnages qu'ils créaient pour animer leurs fictions. Ils en sont venus à mêler à la psychologie des héros, ou des groupes destinés à personnifier telle ou telle conception de l'existence, un ressort moral qui n'était plus seulement la passion ou les émois personnels de ces hommes, ni les réactions produites sur leur âme par ces mouvemens. Ils ont prétendu, de plus, montrer en eux l'action des forces sociales et nous faire surprendre les transformations que le travail des idées et que les vicissitudes des mœurs ont

opérées dans la vie d'un peuple ou dans l'histoire d'une race. La double influence des préoccupations économiques, d'une part, — c'est-à-dire l'inquiétude née du bouillonnement manifeste dont les couches laborieuses ou souffrantes sont depuis longtemps agitées, — et, d'autre part, le renouveau de curiosité qui s'est porté vers les études historiques avec une force impétueuse dont le succès des « Souvenirs » et des « Mémoires » fournir chaque jour une attestation suffisante, cette double influence a agi finalement sur le roman lui-même, devenu social et collectif

M. René Doumic, ici même, a caractérisé le roman collectif en disant qu'il emprunte au roman historique son cadre et sa matière. Mais son objet n'est plus de ressusciter de grands personnages, de nous faire pénétrer dans leur intimité, ni de nous montrer comment des êtres fictifs et individuels ont pu se comporter sous l'influence réelle d'un milieu exactement reconstitué. C'est, désormais, la collectivité elle-même, tout un ensemble d'êtres de semblable origine ou associés dans une existence commune, qui devient le véritable héros du roman. Ce genre, à la vérité original et neuf, répond à un besoin de notre imagination. Il ouvre devant elle un vaste champ inexploré et vierge encore; il peut rendre au roman historique la vitalité et la fécondité, en y faisant pénétrer une psychologie jadis tout à fait négligée ou sacrifiée au décor.

La juxtaposition et la confusion des genres n'a pas épargné le roman social. Il suffit, pour s'en convaincre, de passer en revue la longue théorie des écrivains qui ont été en proie à l'inquiétude dont cette forme littéraire générale est la furtive expression. Théorie imposante et un peu bousculée, qui, pour prendre un exemple parmi les derniers venus, va de M. Léon Frapié, — lequel a exprimé dans la *Maternelle*, et de façon bien saisissante, les misères et les tares de l'enfance abandonnée, — jusqu'à M. Maurice Barrès, artiste de grande envergure, qui pourrait être réclamé tout à la fois par les romanciers d'histoire collective, les romanciers sociaux, les régionalistes et les tenans de la tradition !

Nous voici invités à faire immédiatement, parmi les nombreux écrivains d'imagination hantés d'une même préoccupation, un premier classement.

Ce groupe initial pourra réunir les romanciers qui se sont tout uniment imposé pour but de peindre dans leurs œuvres la

misère du peuple et l'infortune des prolétaires industriels ou agraires, d'interroger la vie des pauvres diables, et de tenter de l'adoucir, soit en montrant sous des couleurs désolées et terrifiantes les plaies dont ils souffrent, soit en proposant quelque remède pour les guérir. Parmi les tout premiers il y aurait lieu de nommer ici M. Édouard Rod.

Dans la plupart de ses romans récens, qui sont d'une inspiration singulièrement probe et vibrante, dans l'*Eau courante* comme dans l'*Incendie*, dans *Un vainqueur* comme dans l'*Indocile*, il a su joindre, à une grande fidélité de peinture et à la simplicité classique des moyens, une connaissance profonde de la vie morale contemporaine. Au cours des deux derniers, il a magistralement exposé le problème de la situation faite au capital par cette lutte sans merci que le travail a engagée contre lui. Certains passages d'*Un vainqueur* resteront comme des modèles de discussion lucide et honnête sur ce passionnant sujet. L'*Indocile* nous suggère une image fidèle du désarroi dans lequel se débat le malheureux que l'on prive systématiquement de toute croyance, pour la remplacer par la panacée illusoire d'un socialisme aussi tyrannique dans son esprit d'intolérance jacobine que ridicule dans ses moyens de crochetage et de mouchardise.

Ses romans qui appartiennent au genre des études sociales étaient fatalement exposés à présenter quelques-uns des défauts propres aux romans à thèse, — puisque l'auteur est acculé à prendre parti, — et nous les découvrons aisément, dans *Un vainqueur* ou dans l'*Indocile*, en dépit des efforts visibles pour éviter cet écueil. Mais la politique passionnée est étrangère à M. Rod. Sa mentalité n'est qu'un prolongement de la pitié dont nous avons vu naître les premières manifestations sous l'influence des grands écrivains russes : et cela seul donne à ses œuvres un caractère nettement social. Une solidarité fraternelle très éclairée, un grand dégoût des agitations malfaisantes dues aux politiciens, tels sont les sentimens qui dominent l'œuvre actuelle de l'auteur de *l'Ombre descend sur la montagne*, et c'est ce que nous trouverons à la base de son pessimisme attristé. Sans doute cherche-t-il à composer une synthèse impersonnelle et probe de la complexité des luttes qui — au milieu de la contradiction des théories — déchirent aujourd'hui la masse des producteurs et celle des travailleurs; sans doute l'énigme des

lois propres à l'organisation sociale existante et l'impossibilité d'échapper à leur force inexorable demeure-t-elle au fond de livres comme *Un vainqueur* ou comme l'*Indocile;* mais, chez l'auteur, le résultat est moins une révolte, une thèse de rébellion ou d'anarchie, qu'un besoin de large et tendre sympathie.

Et tel est bien le sentiment qui domine dans tout un ensemble d'œuvres contemporaines, où l'action sociale se fait sentir moins par une défense de principes — comme c'est au contraire le cas dans *Un divorce* de M. Paul Bourget, ou comme, à l'opposé, on le constate dans les romans socialistes de M. Jean Grave et de son école, — que par un penchant secret et irrésistible vers les humbles à qui l'existence est dure, vers l'étude de leurs joies fugitives et de leurs longues souffrances.

Il suffit de citer, pour les rattacher encore à ce mouvement, *De toute son âme* ou *Donatienne* de M. René Bazin, qui sont de beaux types de romans traditionalistes dont nous aurons à reparler. Mais j'y voudrais joindre aussi certaines productions de MM. J.-H. Rosny. Ces écrivains, sans négliger d'explorer les veines les plus diverses de la mine imaginative, ont tenté, dans le *Fardeau*, publié récemment et longtemps après le *Bilatéral*, une étude inquiète et poignante de la pauvreté honteuse, étude dont l'inspiration se relie à celle d'un de leurs romans les plus remarqués : l'*Impérieuse Bonté*. Puis viendrait M. André Couvreur dont les livres un peu brutaux et engorgés peut-être, (*Les Dangers sociaux*) ont affirmé avec talent des visées scientifiques et économiques, trop dégagées, — il est vrai, — de certains soucis d'art. Il leur est acquis, du moins, d'avoir dévoilé les misères les plus graves de notre organisme familial et social à l'heure présente. M. Adolphe Brisson dans *Florise Bonheur*, M. G. Geffroy dans l'*Apprentie*, s'intéressèrent à l'existence des petites ouvrières parisiennes, le premier avec une sympathie sereine, le second avec plus d'âpreté. Enfin des œuvres comme *les Primaires* de M. Léon Daudet tiennent sans doute du pamphlet, mais elles sont significatives d'un malaise endémique au même point que le vigoureux roman de M. Jean Nesmy, *les Égarés*, qui a conquis le public en traçant une analyse impitoyable du mal dont souffre, au moment présent, toute une partie des éducateurs français : l'internationalisme.

III

Si l'on envisage la production du roman dans la variété si abondante qu'elle a présentée au cours de ces dernières années, on aura vite fait de remarquer que la forme le plus volontiers choisie par les écrivains travaillés de tendances sociales a été le vaste tableau collectif, le roman de foules et d'ensembles. Déjà, dans *Germinal*, comme du reste dans presque toutes les productions d'Émile Zola, l'effort principal de l'écrivain s'est porté avec insistance sur le maniement et sur la mise en circulation des groupes nombreux de personnages, effort inusité jusqu'à lui, sauf dans telle composition de génie comme les *Misérables*. L'œuvre du maître de Médan est trop connue pour qu'il puisse y avoir quelque utilité à insister sur ce point. Bornons-nous à noter que, après avoir écrit ses retentissantes compilations où certaines parties demeurent solides, — précisément celles qui touchent à ces ensembles, — Zola a terminé sa carrière par des livres dont ses plus grands admirateurs eux-mêmes ont malaisément tenté de défendre l'esthétique appauvrie. *Paris*, *Fécondité*, *Travail* apparaissent comme des ouvrages indigestes, dans lesquels le parti pris des thèses et la superficialité de l'observation éclatent crûment et achèvent d'en amoindrir la discutable valeur artistique. Et toujours les problèmes sociaux ont hanté despotiquement la pensée de l'auteur des *Rougon-Macquart*, au point qu'il a fini par se perdre dans le réseau enchevêtré des théories et des expériences.

Mais déjà, au temps même où Émile Zola paraissait innover en ce sens, un mouvement se dessinait assez précis vers le roman social et vers le roman d'histoire ainsi transformé par la psychologie collective.

Ce genre, il est vrai, répond le mieux, et de la façon peut-être la plus attrayante, à toutes nos curiosités comme à la plupart des élans intellectuels ou sentimentaux qui dominent notre société contemporaine. Il prétend nous livrer, en images et en fresques imposantes, un résumé schématique de tout ce qui s'agite dans le monde de la pensée, désormais occupé presque morbidement de philosophie et de sociologie. Tantôt nous avons affaire à un ironiste plein de détachement caustique qui transcrit, en les colorant au gré de ses préférences mentales, les

mouvemens de l'histoire politique instantanée : c'est l'œuvre de M. Anatole France, dans le *Mannequin d'osier*, dans l'*Anneau d'améthyste*, dans l'*Orme du Mail*, où, si plaisamment, nous apparut le significatif M. Bergeret. Mais ici la forme, incomparable d'élégance sobre et de nette limpidité, atténue la violence cachée des idées, et c'est pourquoi ce romancier, — qui se révéla artiste si voluptueux dans le *Lys rouge*, — trouverait sa place naturelle parmi les conteurs auxquels nous attribuons la présente renaissance du classicisme.

Les vrais protagonistes de cette sorte de roman sont M. Paul Adam et MM. Paul et Victor Margueritte. Leurs œuvres les plus récentes nous permettent d'admirer d'abord le don particulier qui leur est commun de faire se mouvoir les vastes ensembles, et d'évoquer puissamment les épopées de l'histoire.

Avant d'insister sur la carrière fournie par ces romanciers dans la direction qui nous occupe, arrêtons-nous un instant encore aux causes génératrices de cette nouvelle transformation opérée dans la fiction romanesque. Le terme même de « roman collectif » appartient, je crois l'avoir dit, à M. René Doumic (1). D'après lui, la fortune sensationnelle du nouveau genre serait le résultat d'une sorte de fatigue ressentie par le public et par les auteurs eux-mêmes à l'égard de la littérature purement imaginative. Il y aurait à discuter si les symptômes relevés dans le déclin de certaines formes de cette littérature, et qui pourraient venir d'une surproduction exagérée, doivent être considérés comme l'indice d'une sorte d'épuisement dans les facultés d'invention, d'analyse, d'observation, de création enfin chez les romanciers actuels. Et de même, il n'est pas démontré que les auteurs aient voulu, pour rajeunir le roman, en faire une manière de compromis avec l'histoire, en substituant, de propos délibéré, à une œuvre presque uniquement fantaisiste et fictive, un travail surtout documentaire. Il est aisé de s'en apercevoir si l'on parcourt les derniers parus parmi les principaux romans d'histoire qui sont presque tous sortis d'une inspiration patriotique et du culte pour les résurrections légendaires. Mais nous estimons très exactes les causes que M. René Doumic invoque ensuite pour expliquer le succès du roman collectif. Elles semblent indépendantes de tout épuisement dans les facultés des romanciers ou dans la sève du genre lui-même.

(1) *Études de Littérature française*, 5e série, par René Doumic, chez Perrin.

Il convient de parler d'abord ici du renouveau extraordinaire de l'influence de Balzac. Tout comme le colossal auteur de la *Comédie humaine*, les plus puissamment musclés d'entre nos écrivains d'imagination ont voulu se mettre eux-mêmes tout entiers dans une œuvre de trame continue; rassembler de nombreux personnages et poursuivre leurs destinées à travers des compositions successives, les montrer en action, et observer leurs mobiles ou le jeu de leur énergie au milieu des aventures les plus diverses. Ainsi se sont-ils efforcés de construire des monumens dont l'imposante architecture rappellerait l'échafaudage immortel de l'œuvre balzacienne. Au même moment, l'engouement inattendu pour les mémoires, pour les souvenirs, pour les *memoranda* qui ont envahi les marges de l'histoire, a paru leur indiquer la voie. On a vu surgir, à côté des reconstitutions curieusement documentaires analogues au *Saint-Cendre* ou au *Blancador l'Avantageux* de M. Maurice Maindron, le roman « d'histoire et de psychologie collective. » Le goût pour les évocations du passé a exigé non plus de secs et graves récits, mais des tableaux vivans, des narrations animées, des anecdotes, des souvenirs intimes. La recherche minutieuse du détail rétrospectif a remplacé l'impressionnisme aux notations ultra-modernistes. Des études purement historiques, où la psychologie s'est introduite pour les transformer, la préoccupation des ensembles, la hantise des sentimens collectifs et celle des phénomènes de l'esprit de corps ont passé dans le roman. « Une foule, un groupe quelconque a une âme qui n'est pas la somme de toutes celles qui la composent, mais qui en est plutôt la résultante. » C'est ainsi que l'on peut rattacher l'avènement de ce genre au retour des curiosités vers l'histoire pittoresque et aux progrès de la psychologie collective.

L'histoire politique a incontestablement dominé la pensée sociale et philosophique de M. Paul Adam et de MM. Paul et Victor Margueritte. Les romans de l'auteur du *Thé chez Miranda* et principalement *la Force*, *la Ruse*, *l'Enfant d'Austerlitz*, etc., présentent, à côté de leurs défauts, de très grandes qualités. M. Paul Adam intéresse toujours, soit qu'il ait pour principal objet de peindre la vie tumultueuse, grisante, la frénésie des appétits jouisseurs, comme dans la *Force*, soit qu'il choisisse pour sujet la Restauration, époque grise, contradictoire et confuse, et qu'il s'attache à en raconter les complots, les menées

conspiratrices et tout le douloureux travail clandestin qui la mina. Doué d'un pouvoir d'imagination qui n'a pas été accordé à beaucoup de ses imitateurs, capable, dans ses reconstitutions, de préciser les larges teintes des ensembles par une notation exacte du détail le plus mince, et, en apparence, le plus fugitif, M. Paul Adam « voit » les choses sous un angle inédit, et il sait donner à ses décors un relief saisissant, presque toujours vrai. Mais il lui arrive de céder à sa facilité même et au furieux débordement d'idées et de métaphores qui envahissent son cerveau. L'imagination maîtresse agrandit, magnifie tout dans sa vision.

MM. Paul et Victor Margueritte ont tenté avec succès une entreprise analogue. L'œuvre qu'ils ont édifiée et qui, sous le titre d'*Une Époque*, comprend le *Désastre*, les *Tronçons du Glaive*, les *Braves Gens*, la *Commune*, demeurera le monument commémoratif, grave et triste, d'une épopée entre toutes inoubliable.

Histoire vécue plutôt que roman, c'est comme le journal de la guerre de 1870, tenu minutieusement à jour, racontant par le détail tous les événemens, expliquant le retentissement et le contre-coup qu'ils eurent, sur l'heure même, dans l'intelligence, dans l'âme et dans le cœur de ceux qui en ont été les acteurs et les victimes, et unissant à une dramatique précision une chaleur et une émotion communicatives. De superbes qualités morales, de vigoureuses qualités d'art caractérisent cette odyssée grandiose et frémissante. Nous aurons vite fait de dire lesquelles. Et, d'abord, qui ne louerait le sentiment si élevé qui a dicté aux fils du général Margueritte leurs premières pages, comme il n'a cessé d'animer tous leurs élans? Ils ont compris qu'à une telle noblesse de sujet devait correspondre une compréhension non moins haute de l'œuvre à élever. Quel sujet plus poignant, en effet, plus apte à faire vibrer des âmes patriotes, et surtout des âmes de soldats, que cette guerre désastreuse, héroïque et farouche? C'était bien ici l'occasion de réunir toutes les âmes individuelles de ce peuple, pour en faire jaillir l'âme collective! Aussi la notion du roman collectif n'a-t-elle rencontré aucune réalisation plus grandiose et plus adéquate que cette tétralogie d'*Une Époque*. Et c'est, évidemment, leur patriotisme, qui a permis à MM. Margueritte de peindre sous des couleurs aussi vives, et qui semblent palpiter, un tel passé de tristesse. C'est aussi l'amour de la France qui leur a donné l'inébran-

lable conviction d'un relèvement futur. Comment eussent-ils pu, sans cet optimisme, mener à bonne fin une œuvre dont chaque page devait rappeler un découragement, un malheur ou une souffrance? La fusion des deux personnalités qui y collaborèrent prête au style, en divers endroits singulièrement impersonnel, un accent très émouvant; ailleurs, les écrivains ont réussi à faire jaillir d'incidens simples ou intimes une émotion singulière. A côté des tableaux dont nous sommes frappés, nous pouvons suivre dans ces romans une analyse compréhensive et serrée de l'âme et de l'esprit militaires. Et ainsi ces descriptions d'épopée se haussent à la valeur d'un véritable enseignement psychologique.

Avec MM. Paul Bourget et Maurice Barrès, le roman social devait acquérir pleinement ce dernier caractère.

IV

Ainsi que M. René Doumic l'a bien indiqué, le roman social, tel que l'entendent M. Paul Bourget et son école, se préoccupe avant tout de la lutte entre le passé et le présent, des conflits qui surgissent entre l'idéal d'hier et celui de demain, de la bataille engagée entre les intérêts individuels et les intérêts familiaux, des vicissitudes que traverse l'idée de famille, — par la crise du mariage, par la déchéance de l'autorité paternelle, — et, enfin, des haines de classes.

Les idées sociales dont M. Paul Bourget a systématiquement pris la défense depuis le *Disciple*, mais qu'il a développées à l'exclusion presque de toute autre dans ses deux études les plus typiques et les plus considérables, — *l'Étape* et *Un divorce*, — peuvent se ramener à quatre et se résumer dans la défense de la famille, de l'Église, de la monarchie et de l'aristocratie (1). Par là se dégage le caractère nettement contre-révolutionnaire de son œuvre présente. Ce n'est point par des raisons de sentiment ou par l'effet de ses tendances politiques, que l'auteur de l'*Étape* et du *Divorce* y est arrivé. Il a observé les règles de tradition et de vie des sociétés, — et tout ce qu'il a écrit depuis dix ans n'est que le résultat de cette observation, — en pre-

(1) Depuis que ces pages furent écrites, M. Bourget a donné dans *l'Émigré* une suite digne d'elles aux deux œuvres magistrales dont il est surtout question ici.

nant pour seule base de son éthique des circonstances de fait.

Son premier principe est celui de la prédominance de l'idée de *famille* sur l'idée d'*individu*. Dans la nation actuelle, issue de la Révolution, l'individu a tous les droits que le passé conférait seulement au groupe familial. A quels excès mène cette erreur? C'est ce que l'*Étape* se propose de démontrer. M. Bourget a voulu établir, d'après Bonald et d'après toute l'école traditionaliste, la nécessité des règles à suivre dans l'ascension sociale qui mène les classes inférieures jusqu'au sommet, ainsi que le danger des transferts de castes trop brusques, opérés sans maturité suffisante. Non pas que M. Bourget ait songé à ramener de force et en bloc l'ancien régime avec ses divisions inexorables, et à empêcher, par principe, les migrations de classe exceptionnelles et justifiées; il a simplement voulu montrer combien étaient salutaires les coutumes qui, dans la vieille société française, préservaient les familles des désordres que nous y voyons généralisés aujourd'hui. Ces coutumes leur assuraient la durée en les défendant elles-mêmes contre la fièvre des ascensions sociales trop rapides, tandis que de nos jours les plus dangereuses lois d'orgueil poussent l'individu à sortir de sa sphère, à dédaigner son milieu, à tendre vers un échelon qu'il est mal préparé à occuper dignement. Telle est la thèse de M. Bourget; il l'a mise en œuvre avec l'habileté qu'on lui connaît, et il a écrit dans l'*Étape* le roman le plus balzacien de la littérature française depuis la disparition du grand ancêtre. Les études de caractère y sont pénétrantes, les tableaux de mœurs impressionnans et justes. Sans doute, puisqu'il s'agit d'un roman à thèse, la composition n'est pas absolument pure de tout alliage, et bien qu'il soit facile de justifier individuellement chacun des coups de théâtre qui s'y succèdent, une critique pointilleuse pourrait trouver dans leur assemblage quelque chose de conventionnel. Mais n'est-ce pas une curieuse peinture que celle de l'École Tolstoï? Où trouver un type plus représentatif que celui de Monneron? Quelle maîtrise n'y a-t-il pas dans le développement simultané des épisodes qui composent ce roman, dans son observation directe et puissante, dans le fourmillement des personnages?

Le vrai bien-être pour la famille, tel est donc le premier article du credo social de M. Paul Bourget. La défense de la religion catholique s'y rattache directement parce que l'auteur voit dans l'Église une force nécessaire à la vie

active du pays. L'*Étape* devait avoir pour suite *Un divorce*.

M. Paul Bourget a lui-même caractérisé et résumé comme suit le sujet de ce dernier livre : « Une opposition radicale entre deux consciences d'époux est toujours pénible. Elle devient infiniment douloureuse quand elle porte sur ces problèmes religieux qui ont fait de tout temps, et qui continuent de faire à travers les siècles, le fond dernier de la vie humaine. Cette opposition est tragique lorsque les époux sont dans le divorce, qu'ils n'ont pas cessé de se chérir, et que le réveil de la foi chez l'un d'eux lui donne le remords quotidien de cet amour sans le détruire. Que pensera l'autre ? Avec quelle révolte il constatera ce lent, ce meurtrier empoisonnement de leur commun bonheur ! Si c'est la femme que la nostalgie de l'Église reprend de la sorte, et que le mari professe à l'égard de la religion non pas l'indifférence d'un sceptique, mais l'hostilité raisonnée d'un systématique, quel conflit ! »

M. Paul Bourget a opéré, soit dans la conception des personnages mis en scène au cours de ces romans, soit dans la description de certains organismes étudiés, soit enfin dans la composition de ses tableaux, une synthèse, saisissante d'exactitude, des théories nouvelles qui cherchent à s'emparer de notre société. Nous avons rappelé Balzac à propos de l'*Étape*. *Un divorce*, par sa forme plus classique, tranche sur les aspects mouvementés et un peu théâtraux de la première étude. La lutte ici se concentre presque uniquement dans les âmes. Elle n'en est que plus âpre et plus poignante. Mais si les détails du décor et de l'action sont réduits au strict nécessaire, si les scènes sont étrangement sobres de mouvement, les caractères des personnages y apparaissent fouillés par le scalpel d'un maître. Au reste, la gravité redoutable du problème rend plus angoissant encore qu'un drame de pitié ce débat intime qui, sans aucun moyen artificiel, par le jeu des seuls événemens de la vie courante, étreint quelques âmes jusqu'au plus violent désespoir.

*
* *

M. Maurice Barrès exerce sur la littérature actuelle et sur le grand public une influence d'autant plus considérable qu'il paraît bien résumer dans sa physionomie littéraire tous les mouvemens d'idées de l'heure présente. Un livre comme *Au service de*

l'Allemagne appartient à la fois au roman régionaliste et au roman social. Les *Amitiés françaises* relèvent du traditionalisme seul, tandis que la trilogie des *Déracinés*, de l'*Appel au soldat* et de *Leurs figures*, — qui forment le « roman de l'Énergie nationale, » — apporte une contribution importante non seulement au roman collectif et social, mais encore au roman historique. M. Barrès, en effet, y fixe l'histoire de ces vingt dernières années en décrivant leurs convulsions, du boulangisme au panamisme.

Rien n'est curieux comme l'évolution de cet écrivain venu de l'analyse minutieuse de son moi, de l'égotisme et de l'individualisme le plus accusé au pur traditionalisme. Cette évolution correspond à l'orientation de sa mentalité esthétique, qui l'a conduit au grand roman d'idées et de mœurs collectives et aussi de peinture sociale, après que les défauts et les écueils du roman psychologique l'eurent dégoûté de l'auto-observation poussée à l'extrême. Comme la plupart des penseurs de sa génération, M. Maurice Barrès a été frappé de l'importance exceptionnelle prise dans la vie intellectuelle contemporaine par l'idée sociale. C'est un fait que les observateurs et les moralistes s'inquiètent désormais des bouleversemens possibles, des théories qui les préparent et de l'opposition qu'ils rencontrent. Le roman devait utiliser cette préoccupation devenue générale : et, tout naturellement, nous avons rencontré dans les romans de M. Barrès un reflet de ces inquiétudes. C'est à l'actualité la plus immédiate que l'auteur des *Déracinés* s'est attaché. Il a mis une passion et une vibration d'autant plus frémissantes dans ses tableaux, qu'il a été lui-même mêlé de fort près aux événemens dont il parle, qu'il a été témoin et acteur dans ces batailles politiques et qu'il a pu les observer en annaliste journalier.

Il lui devenait aisé de donner une forte unité à son œuvre, du jour où le respect de la tradition s'imposait à son esprit et à son cœur. Aux déclamations des sophistes qui aspirent de plus en plus à un régime opposé à tout ce qui fut la vie sociale de jadis, l'auteur des *Amitiés françaises* a répondu par la calme revendication du grand principe fondamental de toute son éthique : « à savoir : que le respect de la tradition est essentiel dans la vie d'un peuple; qu'il y a entre les générations comme entre les individus d'une même race une solidarité qui est la principale source de leur énergie ; que c'est dans le sol même

de la patrie que les racines d'un peuple vont chercher la sève. »

« Comme nous serions ordonnés et plus puissans, dit Saint-Phlin (l'un des héros des *Déracinés*), si nous comprenions que les concepts fondamentaux de nos ancêtres formeront les assises de notre vie! Mis à même de calculer les forces du passé qui nous commandent, nous accepterions, pour en tirer profit, notre prédestination... Un jeune être isolé de sa nation ne vaut guère plus qu'un mot détaché d'un texte... »

« Notre conscience individuelle nous vient de l'amour de *notre terre et de nos morts.* » Cette formule se trouve sans cesse sous la plume de M. Barrès. La vérité qu'elle renferme, Sturel, Rœmerspacher la touchent du doigt lorsqu'ils voyagent hors de France, le premier en Italie et le second en Allemagne. En comprenant l'âme de ces pays étrangers, ils comprennent mieux aussi leur patrie et que tout être vivant naît d'une race, d'un sol, d'une atmosphère..... Si donc l'on veut réaliser la vie dans sa plénitude, il faut commencer par reconnaître les liens qui nous relient à la terre où nous sommes nés, à la race dont nous sommes issus. Loin de briser ces liens, il importe de les consolider, car ils sont la chaîne qui nous empêchera de nous égarer. Attachés au passé, nous entreprendrons de préparer un avenir qui s'harmonise avec lui. Ainsi, agrandissant notre vie personnelle, nous sentirons des milliers de vies mêlées à la nôtre. Ceux qui savent donner une expression ou une expansion nouvelle à ces vies semblables, issues des mêmes forces nationales, sont comme la première vague d'un fleuve débordé sur la plaine: elle croit entraîner la puissance même qui la pousse. »

« *La Terre et les Morts*, c'est le *leitmotiv* qui anime la pensée de M. Maurice Barrès dans la trilogie des *Déracinés*, de l'*Appel au soldat* et de *Leurs figures* (1). »

Nous admirons dans les *Déracinés* une belle langue, mêlant à une fine ironie un lyrisme contenu. Elle abonde en images neuves et plastiques. Peut-être l'action, que nous trouverons plus rapide dans *Au service de l'Allemagne*, est-elle ici trop étouffée par les biographies ou par les spéculations métaphysiques. Mais, au-dessus de ces digressions ou de ces discussions, planent des tableaux grandioses. Aux développemens un peu abscons, se mêlent des anecdotes spirituelles, — sinon édi-

(1) Henry Bordeaux.

fiantes! — des scènes tragiques, où aucun détail d'observation n'est oublié. M. Barrès a d'ailleurs résumé lui-même judicieusement la thèse des *Déracinés:* « L'Université, a-t-il écrit, méprise ou ignore les réalités les plus aisément tangibles de la vie française. Les élèves, grandis dans une clôture monacale et dans une vision décharnée des faits officiels ou de quelques grands hommes à l'usage du baccalauréat, ne comprennent guère que la race de leur pays existe, que la terre de leur pays est une réalité et que, plus existant, plus réel encore que la terre ou la race, l'esprit de chaque patrie est pour ces fils l'instrument de libération. »

L'*Appel au soldat* pose un cas de psychologie de l'âme populaire. Le boulangisme en fournit le sujet: cette crise elle-même ne fut, en somme, que le dernier soubresaut de colère et de révolte contre les abus d'un parlementarisme dégénéré. A côté de ce mouvement, on découvre une très curieuse étude psychologique de la « popularité. »

Leurs figures constitue la planche la plus creusée, la plus corrosive, la plus implacable et la plus juste qui ait été burinée d'après l'âme parlementaire. M. Barrès y a montré combien « la peur » demeure toujours son secret mobile. Tout le scandale de Panama est consigné ici avec une verve à la Tacite et à la Saint-Simon, dans des pages soulevées par l'indignation et le mépris. Le style en est vif, coloré, incisif, les images saisissantes, le mouvement emporté : à chaque page surgissent tdes traits mordans et de vraies trouvailles d'expression.

C'est aussi le parlementarisme qui est pris à partie dans les *Morts qui parlent*, où le vicomte Eugène-Melchior de Vogüé étudie l'histoire contemporaine en philosophe. Il rattache les événemens à leurs causes les plus lointaines, il recherche leur prolongement probable dans le temps et extrait de la vie de chaque jour ses élémens substantiels et significatifs. L'idée « du passé opprimant le présent » est le principe qui anime les *Morts qui parlent*. N'est-il pas remarquable que MM. Barrès, de Vogüé, Édouard Rod, aient attaqué avec ensemble les politiciens, à une heure où tout en France semble organisé pour les politiciens et par eux? La thèse des *Morts qui parlent* est que les hommes qui, aujourd'hui, sont censés représenter le peuple au parlement, ne sont que des fantoches incarnant les idées des conventionnels. Donc, maintenant encore, les morts sont nos maîtres réels. Ce livre est pris sur le vif de la réalité.

L'esprit social et traditionaliste a inspiré une autre œuvre encore à M. de Vogüé. Qu'est-ce que le *Maître de la Mer*, sinon une peinture vive et imagée de la lutte entre l'idéal archaïque de chevalerie et de désintéressement, gardé par le vieux monde comme un legs des temps anciens et, d'autre part, l'esprit d'arrivisme utilitaire, l'esprit prosaïque et niveleur qu'un homme du Nouveau-Monde incarne ici avec prestige? Vigoureux et neuf, ce roman offre de belles images; l'intérêt y est entretenu par une continuelle évocation des problèmes du temps présent: celui, surtout, de savoir si la civilisation à outrance, confinant à la cruauté froide des époques barbares, aura raison de la civilisation généreuse et policée née du christianisme.

*
* *

Traditionalistes au même degré, et, pour arriver à décrire tous les mouvemens de l'histoire contemporaine, provoquant de constans débats entre les idées contradictoires dont le monde moderne est travaillé, tels nous apparaissent divers écrivains dont quelques-uns sont depuis longtemps des maîtres.

Dans ce vaste ensemble que nous offre le roman provincial au cours des années écoulées, MM. Bazin, Bordeaux, Boylesve peuvent être tenus pour les chefs d'un régionalisme littéraire auquel nous rattacherons encore M. Louis Bertrand dont le roman de *l'Invasion* eut récemment un très franc succès, mais que déjà ses premiers livres *la Cina*, *le Sang des Races*, *le Rival de Don Juan* avaient mis en vedette comme un écrivain d'avenir. Nous lui joindrons encore MM. J. Ageorges, J. Viollis, E. Guillaumin, Francis Jammes, E. Moselly et les conteurs belges qui, depuis MM. Camille Lemonnier, G. Eekhoud, L. Courouble et Virrès, chantres des Flandres, jusqu'à MM. des Ombiaux, Delattre, Rency ou H. Krains, enfans enthousiastes de la Wallonie, sont avant tout des régionalistes.

M. René Bazin pourrait se rattacher aux romanciers sociaux, puisqu'il analysa avec une émotion ennoblie de pitié et colorée de réalisme, la condition si attachante des ouvrières de la mode dans *De toute son âme;* la dure et humble destinée des nourrices « déracinées » dans *Donatienne;* la grave question, toujours actuelle, de la ruine agraire par l'exode du paysan vers la ville dans la *Terre qui meurt*. D'autre part, en écrivant l'*Isolée*, il a fixé un épisode douloureux et tragique de la persécution reli-

gieuse. Dans les *Oberlé*, où le problème de l'annexion alsacienne est traité de façon si patriotique, M. Bazin s'est attaché à composer une sorte de roman national où l'histoire, le patriotisme et la philosophie sociale même se prêtent un mutuel concours.

Artiste délicat et sensitif, assuré d'une influence durable parce que la puissance de son art n'est point violente, — ni même toujours très apparente, — mais qu'elle tient à une observation profonde de l'âme humaine et des mouvemens du cœur, M. René Bazin est le traducteur le plus exact de la mentalité et de la vie provinciales : la *Sarcelle bleue*, les *Noëllet*, *Ma tante Giron*, *Une tache d'encre*, *Mme Corentine* reflètent avec ferveur et avec une précision pittoresque cette déformation spéciale, — tantôt heureuse et noble, tantôt piquante ou amusante, — que l'existence de province imprime aux idées et aux habitudes morales.

Dans les romans qui caractérisent sa seconde manière et que j'ai énumérés plus haut, M. René Bazin, en même temps qu'il élargissait sa vision, éclairait son œuvre à la lumière d'une philosophie plus grave, envisageait la vie avec plus de hardiesse, et s'attachait à mettre le roman social à la portée du peuple. C'est là certainement l'un des bienfaits les plus précieux que lui devra la littérature contemporaine. Nul ne s'est mieux exprimé sur ce sujet que lui-même ; nul n'a mieux expliqué pourquoi le roman populaire, s'intéressant à la psychologie des travailleurs, devra forcément s'élever jusqu'au concept d'une sorte de roman social, s'il veut échapper à la grossièreté du roman-feuilleton.

« L'amour, a-t-il dit dans une étude sur les *Personnages de roman*, n'est que l'épisode sur le terrain de la vie, tantôt le feu d'artifice, tantôt la lampe sage qui veille. Et que cette clarté luise ou non, le travail se poursuit sans relâche. Il est la grande loi dure de l'humanité. Il nous touche par la douleur, par les destinées qu'il nourrit, par les conditions qu'il mélange, par les antagonismes qu'il crée. Tous les états de fortune relèvent de lui ; tous les hommes sont bénéficiaires de l'effort. Et comme il groupe les êtres, il appelle et il use aussi toutes leurs facultés maîtresses. Qui pourrait ne pas trouver qu'il est beau d'étudier une intelligence aux prises avec les problèmes les plus vivans qui soient : la dépense prodigieuse d'énergie que suppose une affaire prospère ; la lutte contre la concurrence, et les angoisses, et l'orgueil des triomphes rapides ; l'obéissance d'un personnel

nombreux aux ordres d'un seul homme : ces milliers d'industries qui sont autant de petits États dans l'État, ayant chacun sa politique extérieure et intérieure, sa dynastie, ses drames? Ne serait-ce pas faire œuvre bien utile et bien haute que de montrer le combat perpétuel entre l'égoïsme et la pitié dans une âme, le trouble de conscience par où peuvent passer ceux qui s'étonnent de dépenser tant de justice sans récolter de reconnaissance, et d'essayer de dire le remède, puisque la souffrance est souvent double ici, et qu'on la trouve chez le patron qui cherche et chez l'ouvrier qui se plaint? »

Je ne puis, dans ces pages rapides, porter de jugement analytique sur chacun des romans de M. René Bazin qui ont fait sortir des limbes la figure du travailleur ainsi comprise. Les personnes qui les ont lus, depuis la *Terre qui meurt* jusqu'à *Donatienne* et au *Blé qui lève*, savent quelle émotion et quel souvenir charmé elles en ont gardés. Elles savent aussi de quelle parure M. Bazin excelle à embellir cette œuvre simple et noble, qui s'est mesurée avec la vie et qui en a étudié les vicissitudes dans les âmes les plus humbles. Elles ont senti que ces âmes-là, l'auteur les aime; au risque d'être incompris de quelques-uns, il n'a pas craint de se montrer tendre, spontané, ni même de redire l'éternel. Obligé de souligner le mal, de le peindre, de s'en servir comme d'un élément, suivant son but quand même et conformant son œuvre au secret idéal qu'il porte en son imagination de poète, il a fait du grand art et, sans pose ni artifice, de l'art fier et réconfortant.

M. Henry Bordeaux, dans une série de récits attachans et de plus en plus remarqués, parmi lesquels nous citerons, principalement, le *Pays natal*, l'*Honnête femme*, la *Peur de vivre*, la *Petite Mademoiselle*, les *Roquevillard* et *Les Yeux qui s'ouvrent*, a montré comment un romancier sincère qui est aussi un artiste personnel peut, sans sacrifier rien de sa personnalité, s'inspirer heureusement du traditionalisme de M. Paul Bourget, de l'individualisme de M. Barrès et du régionalisme ému et sensible de M. René Bazin.

M. Henry Bordeaux a débuté par des études de critique psychologique et intuitive, où déjà se manifestait ce goût de la sensation et de la vie qui devait l'amener à l'œuvre de pure imagination. Il s'est plongé dans le passé lui aussi; il a exploré ce sol de la Savoie où sa famille a vécu longtemps. En même temps

que son esprit s'aiguisait d'ironie et se formait par une observation directe, l'émotion traditionaliste entrait en lui et agissait fortement sur toutes ses facultés. A son tour, il a vu dans le pays natal la terre sacrée où germent les vertus sublimes et d'où viennent les nobles aspirations parce qu'elle est imprégnée de toute la grandeur héroïque des ancêtres. Il a vu dans la maison paternelle le port d'attache de l'homme, tendre abri aux heures de sérénité, refuge unique dans les jours de détresse. Il a pénétré, enfin, la splendeur du dévouement, l'âpre et forte ivresse du renoncement et du sacrifice, ainsi que la sainte efficacité de la douleur. Depuis le *Pays natal* jusqu'aux *Yeux qui s'ouvrent*, M. Bordeaux a gardé l'horreur d'être un amuseur futile; il a eu le souci d'être un remueur d'idées, un éducateur d'âmes, un excitateur d'énergie. Et, précisément à l'heure où les *Déracinés* de Barrès dénonçaient le mal de l'exode du sol familial vers la grande ville, le *Pays natal* disait l'action réconfortante opérée sur une âme par le retour au foyer après les redoutables aventures parisiennes. Au surplus M. Henry Bordeaux ne s'intéresse qu'aux figures vraies et vivantes : il aime la vie, il comprend la passion de vivre. C'est pourquoi les héros de ses romans sont toujours des passionnés. Mais cette vie ardente que l'auteur de la *Peur de vivre* aime à décrire, c'est la vie du devoir et non la vie éparpillée et trépidante de l'agitation dissipée. Les « vivans » qu'il met en scène sont presque tous préoccupés du devoir. L'amour entravé par les prescriptions morales éternelles, ou la passion aux prises avec les difficultés de l'existence matérielle si fréquemment hostile aux vœux du cœur, tel est le grand élément sentimental de son œuvre. Dans toute celle-ci, l'intérêt des luttes évoquées se concentre sur les mouvemens secrets des âmes où ces luttes se livrent. Il a dès aujourd'hui une action sociale nettement définie dans le roman provincial qui, sous sa plume, conclut toujours à l'honneur de la tradition et des intérêts familiaux.

C'est la valeur sociale des romans de M. Bordeaux qui leur a mérité cette attention sympathique, acquise également aux récits provinciaux de M. René Boylesve par des qualités purement littéraires et par leur goût d'humanité saine et franche. *Mademoiselle Cloque*, la *Becquée*, l'*Enfant à la balustrade*, le *Bel avenir*, ont apporté dans le roman moderne de mœurs provinciales une note très neuve. M. Boylesve est un vrai classique :

il l'est dans le sens français, c'est-à-dire qu'il subordonne l'émotion à la raison, mais qu'il ne dédaigne aucun des élémens d'art propres à la première de ces facultés. Doué d'un tact très net pour atteindre la vision exacte des choses, il décore ce réalisme d'une langue châtiée et pittoresque, qui est la pure langue classique française. Il s'est très vite dégagé de tout ce qui devait paraître trop voulu dans sa conception légèrement ironique de la vie provinciale. Après *Sainte-Marie des Fleurs* ou après le *Parfum des Iles Borromées*, on eût pu croire qu'il allait entrer sans esprit de retour dans le roman passionnel. Or, et le fait est curieux à remarquer, soit dans *Mademoiselle Cloque*, soit dans la *Becquée*, soit dans l'*Enfant à la balustrade*, l'amour n'apparaît plus ou, s'il intervient, il ne joue qu'un rôle très bref : il n'est jamais le principal élément d'émotion. Bientôt, en dépit de la *Leçon d'amour dans un parc*, — essai de roman leste assez longuet, — M. Boylesve atteignit pleinement son « genre » et son originalité : le roman des mœurs de province, qu'il a voulu rajeunir, renouveler, électriser, dirais-je volontiers, par une intense préoccupation d'art, par une ciselure verbale minutieuse et par un grand fonds d'indulgente bonhomie.

Précis, pur, un peu maniéré parfois, le style de M. Boylesve a comme principal mérite une sobriété relevée d'exactitude. Ses dons d'analyse sont variés; son élégance de moraliste intelligent et indulgent se revêt d'une grâce souriante où s'amalgame un mélange d'ironie et d'émotion contenue. A la fois romancier de la province et écrivain classique, M. Boylesve nous offre un détour aisé pour arriver au groupe des romanciers néo-classiques que domine M. Henri de Régnier. Ne le quittons pas, néanmoins, avant d'avoir rappelé le nom de M. André Beaunier, — aussi divertissant observateur des milieux bourgeois ou mondains dans les *Dupont-Leterrier* que philosophe averti et moraliste délié dans *Picrate et Siméon* ou dans le *Roi Tobol*.

V

On a prononcé, en effet, le mot de renaissance classique, à propos de certaines œuvres qu'un rare souci de perfection dans la forme semble avoir marquées et qui nous révélèrent successivement le talent de M. Anatole France, de M. André Gide, de M. Pierre Louÿs, de M. André Lichtenberger, de M. Ch.-H.

Hirsch, etc., mais on en a parlé surtout à propos des romans de M. Henri de Régnier. Celui-ci pourrait bien figurer comme le principal aujourd'hui, et le plus remarquable d'entre les auteurs qui écrivent surtout pour le plaisir de conter, et pour lesquels les mœurs des temps abolis, — ou même celles de l'heure présente, — servent de canevas ingénieux à des aventures narrées avec saveur, dans une langue rehaussée d'archaïsmes et entremêlée de tournures un peu « rococo, » très coquettement rajeunies. Mais il ne faudrait pas, comme on l'a fait, s'abuser jusqu'à voir une manière d'écrire nouvelle dans cette tendance à la clarté, à la netteté, à la limpidité d'inspiration et d'expression, qui distingue la plupart de ces conteurs. C'est une sorte de roman artistique, que nous apporte ce retour à la tradition française et à la réalité humaine dans la conception; au point de vue du style, c'est la revanche des vraies traditions de notre langue, que la brutalité naturaliste, le tarabiscotage psychologique, la bizarrerie décadente et l'influence des littératures scandinaves et des fantaisies symbolistes ont pendant si longtemps déformée et adultérée. Une observation curieuse et amusée par le détail typique, une ironie un peu voilée et une sensibilité légère en sont aussi les élémens essentiels. Les figures y deviennent plus précises, plus significatives et plus originales.

M. Henri de Régnier, sans préoccupation de thèse, a principalement cultivé l'art de conter selon l'instinct français de l'élégance, en y mêlant ce quelque chose d'alerte, de spirituel, de gracieux et même d'impertinent qui est né au XVIIIe siècle. De là, sans doute, ce libertinage très vif, cette désinvolture amorale qui apparaissent dans les *Trouvailles de M. Bréot*, dans la *Double maîtresse*, dans le *Mariage de minuit*, dans le *Passé vivant* ou dans le *Bon plaisir*. M. Henri de Régnier a introduit dans le roman une habitude nouvelle, un attrait plein d'imprévu. S'il narre, avec ce charme d'archaïsme qu'il a réussi à se composer, des aventures du passé, en les estompant légèrement pour leur prêter couleur de mémoires, il n'omet point de les rajeunir, ni de les mettre au goût du jour. Il donne à ses héros des traits pris aux gens d'aujourd'hui, et ces traits appellent aussitôt de piquans et de significatifs rapprochemens. Si, par ailleurs, il nous introduit dans un milieu contemporain, il apporte tous ses soins à creuser profondément la psychologie de ses héros en lui prêtant quelques nuances surannées, qui les rendent

plus originaux. Mais la forme le préoccupe surtout. On devine qu'il écrit pour son plaisir propre. Avec quelle patience ne s'est-il pas exercé à manier une langue où la finesse mordante d'une sorte d'humour coupant et froid, qui est tout à fait un goût contemporain, se relève de termes et de tournures empruntées aux littérateurs du XVIIIe siècle ! Armé de cet outil souple et bien trempé, il cisèle des figures qui intéressent et divertissent et qui sont curieuses d'aspect et de contours, étant souvent même singularisées par un tic discret. Plusieurs sont des types dont le souvenir s'accroche à notre mémoire.

On a voulu parler de pastiches du XVIIe et du XVIIIe siècle à propos de certains contes de M. de Régnier. Les défenseurs du romancier ont aisément répondu que le pastiche comporte une part de copie servile, une imitation sans personnalité, où le modèle, avec toutes ses tares mêmes, transparaît grossièrement. Rien de pareil chez l'auteur du *Mariage de minuit*. Peut-être a-t-il pris épisodiquement le ton de quelques-uns de ses modèles. Mais deux originalités lui demeurent personnelles: sa vision, d'abord, qui refond mille élémens divers, anciens ou modernes, et qui met dans ses créations une si fraîche spontanéité; puis son style qui toujours lui reste propre. Atmosphère de libertinage et d'épicurisme, de satire et de tendresse, de tristesse désabusée et d'enjouement, action originale, mise en valeur par une langue alerte, claire et naturelle, voilà, en résumé, le roman de M. de Régnier.

VI

Ce coup d'œil promené à vol d'oiseau sur les tendances diverses que le roman français a manifestées au cours des dix dernières années serait injustement incomplet, si je ne terminais en signalant l'efflorescence singulière et récente de la littérature féminine. Et je n'entends pas parler ici des écrivains qui, à la suite, notamment, de MM. Jules Bois et Albert Cim, ou de M. Marcel Prévost dans les *Vierges fortes*, ont voulu défendre la cause du féminisme. M. Marcel Prévost, néanmoins, doit nous retenir un instant. Pendant longtemps, l'auteur des *Demi-Vierges* s'est attaché à n'être que l'analyste aigu et un peu pervers des roueries amoureuses et l'observateur voluptueusement élégant et attendri des sensualités féminines. Il n'a pas négligé, d'autre

part, dans l'*Automne d'une femme*, de donner le pas à la sentimentalité sur les sens. L'indulgence d'ailleurs n'empêche point chez lui la pénétration, et, s'il est toujours prêt à défendre et à excuser les coupables dans la passion, sa lucidité laisse intactes toutes ses facultés de jugement. Il voulut un jour écrire la contre-partie des *Demi-Vierges :* c'est alors qu'il publia les *Vierges fortes* (*Frédérique* et *Léa*), œuvres dans lesquelles il passait à l'étude du problème féministe et se faisait connaître comme un moraliste soucieux des plus ardus problèmes de l'époque. Enfin, dans celui de ses romans qui, avec les *Demi-Vierges*, attira le plus l'attention et suscita les plus vives discussions, *Monsieur et madame Moloch*, M. Marcel Prévost s'est adonné à une ingénieuse étude comparative des deux tempéramens opposés que l'Allemagne actuelle offre à la curiosité du psychologue, en même temps que des deux formes de patriotisme qui départagent présentement les âmes germaniques. Dans un cadre joliment tracé, divertissant par la causticité même de son exactitude, il a mis en présence le vieil esprit poétique et tendre jadis en honneur au pays de Schiller et l'esprit prosaïque, commercial, militariste à outrance qui s'est, peu à peu, substitué au premier. L'ensemble du roman, dont la donnée fut discutée, offre une réelle séduction.

Mais je ne puis oublier que je songeais à parler de féminisme littéraire. J'avais en vue le groupe opulent des femmes écrivains qui se sont emparées du roman et qui, depuis Mme Marcelle Tinayre jusqu'à telle novice maladroite, ont envahi les avenues d'un genre où, d'ailleurs, des devancières illustres se sont promenées avant elles. Qu'il me suffise de mentionner ici quelques noms. Voici d'abord Gérard d'Houville, curieuse amoraliste dans l'*Inconstante* et dans *Esclave*. Nous ressentons, à lire les romans de Gérard d'Houville (Mme de Régnier), une impression irrésistible d'art classique et simple, exempt de tout élément factice et de tout maniérisme. L'aisance du récit se retrouve dans le style même qui, net, souple, fluide, poétiquement rythmé même, unit la couleur intense à la plus rare sobriété. Si les images en sont riches, en effet, la contexture générale en demeure bien française. Gérard d'Houville a une égale horreur des complications de thèses et des phrases alambiquées. L'émouvante tristesse de l'amour, les souffrances de la passion dans ses égaremens, voilà ce qu'elle traduit le plus volontiers avec une

harmonie pessimiste un peu obscure et dépourvue, elle aussi, de tout procédé artificiel quelconque. Il faut rapprocher de Gérard d'Houville la comtesse Mathieu de Noailles dont la *Nouvelle Espérance*, le *Visage émerveillé*, la *Domination* ont eu un grand retentissement. Enfin, joignons à ces noms celui de Claude Ferval, l'auteur si distingué de *le Plus fort*, publié en 1902, *la Vie de château*, en 1904, de *l'Autre Amour*, son premier roman, qui parut dans la *Revue;* ceux de Mme Adam, de Pierre de Coulevain, auteur de *Noblesse américaine*, d'*Ève victorieuse*, et de ce joli livre *Sur la branche*, qui est un grand et légitime succès, — et Daniel Lesueur, André Gladès, disparue à l'heure même où son jeune talent commençait à s'affirmer, — Jacques Vontade, Jean Bertheroy, Myriam Harry, qui toutes ont su conquérir l'estime du public lettré. Entre toutes, je dois rendre hommage, ici même, à l'art probe et délicat de Mme Th. Bentzon, dont la mort, survenue il y a quelques mois à peine, vint priver la *Revue* de l'une de ses plus anciennes, de ses plus brillantes et de ses plus aimées collaboratrices. De rares et solides qualités littéraires ne servirent jamais qu'une inspiration constamment élevée, noble et bienfaisante. Mme Bentzon eut des curiosités psychologiques internationales, que traduisirent les *Américaines chez elles*, — *Choses et gens d'Amérique* et tant d'ouvrages pleins d'observation, de bon sens, de pénétration et d'esprit, révélateurs, en quelque sorte, sur les principaux aspects de la vie féminine américaine. Mais il y avait, en outre, dans le tempérament de ce délicat et laborieux écrivain, une sève romanesque qui s'est heureusement répandue en des œuvres idéalistes très remarquables comme *l'Obstacle*, *Un remords*, *Constance*, *Jacqueline*, *Tony*, *A Trianon* et surtout *Au-dessus de l'abîme*, dont le souvenir est demeuré, je n'en doute point, très présent aux lecteurs de la *Revue*.

Quelle peut bien être la cause déterminante de cette levée de plumes soyeuses? N'interrogeons point ceux d'entre nous qui se sont délibérément montrés sévères, à l'exemple de M. Maurice Maeterlinck, lequel constate une absence complète de vie mentale chez la femme et qui estime l'œuvre féminine dépourvue, presque toujours, de pensée, d'idées générales et de poids intellectuel. Demandons plutôt son opinion à l'un des artistes les plus pénétrans de la nouvelle génération, parmi ceux que déjà la mort a fait disparaître. Répondant à une enquête

sur la question, M. Marcel Schwob s'exprimait comme suit :

« Je disais tout à l'heure que je faisais aux romancières une place à part. En effet, il faut bien convenir qu'elles occupent aujourd'hui la première : la comtesse de Noailles, G. d'Houville, Fœmina, Marcelle Tinayre. Alors un problème se pose : Pourquoi les femmes ont-elles aujourd'hui une place prépondérante dans le roman ?

« C'est assez difficile à expliquer. Pour ma part, je m'imagine que, nouvelles venues, elles ont plus de patience, plus de volonté d'arriver. Et puis, je crois qu'elles sont plus instruites. A l'époque parnassienne, les écrivains avaient une culture : ils avaient un grand passé de lectures, une éducation d'hommes de lettres. Voyez Leconte de Lisle, France, Heredia, Mallarmé. Voilà ce qui manque à nos auteurs d'aujourd'hui. Actuellement, des écrivains de grand talent n'ont pas cette éducation. Ils ont un outil, mais il leur manque quelque chose. Ce « quelque chose, » je crois que les femmes l'ont, parce qu'elles ont très justement cru qu'elles ne pourraient pas s'en passer. Marcelle Tinayre a appris le latin, Mme de Noailles a lu Ronsard, Mme de Régnier a reçu de son père une forte éducation. Voilà, à mon avis, une des raisons de la supériorité des femmes dans le roman. Mais il y en a une autre, au moins chez Mme de Régnier et chez Mme de Noailles. C'est qu'elles ont trouvé un nouveau point de vue, le point de vue féminin. Depuis qu'il y a des romans, depuis l'*Odyssée*, le romancier se place à son point de vue d'homme. La femme représente dans un roman l'objet esthétique. Et jusqu'à présent, quand des femmes faisaient des romans, elles se plaçaient au même point de vue puisqu'elles imitaient l'homme : c'est, notamment, le cas de George Sand. Au contraire, dans la *Nouvelle Espérance*, on a vu, pour la première fois, une femme se placer à son point de vue de femme : dans ce roman, c'est l'homme qui devient l'objet esthétique. Et cela est une véritable révolution. »

Nous ne pouvons entreprendre de caractériser même rapidement chacune de ces « authoresses. » Il nous suffira de dire que, dans *Hellé*, dans l'*Oiseau d'orage*, dans la *Vie amoureuse de François Barbazanges*, dans la *Maison du péché* surtout et dans la *Rebelle*, Mme Marcelle Tinayre a dépassé la plupart des romancières de son temps. Empreintes d'amertume, de poésie et de lyrisme, empreintes aussi d'une mélancolie tragique et de nos-

talgie aventureuse, ces compositions sont écrites dans une langue variée, insinuante et colorée, dans une langue aux images fortes et neuves, qui leur donne un charme et une saveur imprévus. De plus, ce sont des œuvres dans lesquelles l'idée ne fait pas tort à la parure dont elle est rehaussée, de même que les grâces de la forme et la diversité du cadre n'entament point la valeur de la pensée.

Par malheur, cette pensée inquiète trop le moraliste. Et nous touchons ici du doigt l'une des plaies les plus aiguës et les plus attristantes de la littérature féminine moderne. Elle semble née de cet esprit de révolte contre la situation que l'égoïsme masculin a faite à la femme, ou de cette fièvre d'indépendance et d'égalité qui les travaille toutes. Les plus autorisées d'entre celles qui écrivent, loin de cacher cet esprit, le proclament et s'en font gloire. Jadis, le roman féminin, composé presque toujours par des femmes du monde en vue d'offrir aux jeunes filles un divertissement intellectuel sans danger, manquait au premier chef de franchise et de naturel et péchait par un optimisme vertueux conventionnel à l'excès. Combien nous semblons revenus de cette époque où Stendhal regrettait que les femmes auteurs ne fussent pas plus franches! Elles le sont aujourd'hui. Depuis Gyp, qui, je crois bien, fut la première à « sortir sans fichu, » — pour employer une expression chère à l'auteur de *Rouge et Noir*, — les femmes sont devenues singulièrement hardies dans l'exploration de l'amour, dans la description des étreintes, dans l'emploi du mot cru. Leurs romans sont presque toujours des livres « libres. » Et ce n'est pas sans un regret mélancolique que nous voyons de grands talens donner la consécration de leur autorité à des audaces de plume qui, quoi qu'on en dise ou quoi qu'on en pense, découronneront toujours la femme de cette auréole de douceur chaste et de grâce pudique qui fut, depuis l'heure lointaine où le Christianisme la releva de l'abjection païenne, le plus séduisant, le plus irrésistible, et le moins contestable de ses attraits.

EUGÈNE GILBERT.

L'ÉVOLUTION

DE

L'ÉDUCATION AU JAPON[1]

I

LA MENTALITÉ NIPPONNE

La preuve la plus caractéristique de l'activité nationale au Japon depuis la guerre est certainement dans l'effort fait pour développer et pour améliorer le système d'éducation publique. Quiconque a suivi de près le cours des événemens et le progrès général du pays depuis un an a remarqué l'intérêt croissant qu'il attache à toutes les questions relatives à la culture de l'esprit. Autrefois, les mesures économiques, le commerce seuls, absorbaient toutes les forces vives de la nation, aujourd'hui une protection non moins puissante, active et enthousiaste s'étend à tout ce qui peut élever le niveau de l'enseignement. Au printemps dernier (1907), des témoignages publics ont manifesté d'une manière éclatante les tendances du gouvernement japonais et

(1) Je dois tout particulièrement remercier les autorités et les hommes éminens qui sont à la tête du mouvement intellectuel au Japon : le comte Okuma, président de l'École Supérieure de Tôkyô, le baron Hamao, président (recteur) de l'Université impériale et les professeurs des autres écoles publiques et privées qui ont bien voulu m'aider dans mes recherches.

montré à la nation et au monde entier la part qu'il prenait à ce mouvement intellectuel. Les réunions, les assemblées, les congrès internationaux étaient à l'ordre du jour, et le même accueil hospitalier accordé à tous. Du commencement d'avril jusqu'à la fin de mai, à Tôkyô seulement, il y eut douze assemblées et conférences sur divers sujets. La presse s'y montra favorable, et l'autorité fut toujours bienveillante. Les corps religieux, comme les institutions des différentes sectes, reçurent tous un encouragement paternel; chrétiens et boudhistes furent accueillis avec une égale courtoisie. Ces réunions furent toutes l'occasion de discours faits par des « leaders » nationaux, des ministres et des citoyens éminens.

L'installation de Mgr Mugabour à l'archevêché de Tôkyô, après plus de trente ans d'un labeur incessant et d'une existence tout entière consacrée aux pauvres, la réunion plénière des méthodistes, l'arrivée d'un général de l'armée du Salut, l'assemblée des sectes boudhistes et la convocation des instituteurs, sans parler d'autres cérémonies, fournirent autant de prétextes à des discours et à des articles de journaux, donnant au pays l'assurance que le gouvernement voyait ces manifestations d'un œil favorable. Entre les plus remarquables, on peut citer l'allocution prononcée à l'ouverture du Congrès international de l'Association des jeunes gens par le maire de Tôkyô pour célébrer la réception officielle des étrangers qui y avaient été conviés. Ce discours, quoique très court, fit un effet considérable et fut immédiatement reproduit dans tous les journaux japonais et étrangers. C'était plus qu'un souhait gracieux, c'était l'expression même des sentimens du pays depuis la guerre: M. Osaki s'exprimait ainsi :

Je souhaite, au nom des représentans de la ville de Tôkyô, une cordiale bienvenue aux délégués de la Fédération universelle des étudians chrétiens (*of the World's Christian Student Federation*). C'est un grand honneur pour nous que notre ville ait été choisie comme lieu de rendez-vous d'une assemblée aussi auguste. Située comme elle est, tout à fait à l'Extrême-Orient, avec des mœurs et des coutumes opposées aux vôtres, parlant une langue qui n'a aucune affinité avec les langues de vos nations, cette cité vous offrira peu de confort et de commodités. Mais quant à notre estime et notre sympathie, vous pouvez être assurés qu'elles vous sont acquises. L'endroit n'offre guère d'attractions, mais nous espérons que votre expérience, votre sagacité, vous y feront observer des sujets dignes de votre attention et de votre sollicitude. Nous désirons vous montrer, et ce que nous avons fait, et ce que nous faisons; vous expliquer *ce que nous n'avons*

pas encore fait et ce que nous sommes en train de défaire. Nous croyons le moment propice à une réunion internationale sur ce terrain. Cette assemblée est la première en son genre qui ait eu lieu dans notre pays, ce qui a pour nous une importance que nous apprécions à sa valeur. Votre présence nous fait mieux que jamais comprendre comment, d'un rang relativement inférieur et sans réelle importance dans les affaires humaines en général, notre capitale s'est élevée au niveau d'une cité mondiale. Oserions-nous formuler l'espérance de voir cette assemblée convoquée au nom de la religion, — d'une religion de bonne volonté envers tous les hommes, disposée à les servir tous utilement sans distinction de race ou de personne, toujours prête à aider au progrès social et moral, parlant au nom de celui qui fut nommé le Prince de la paix, — oserions-nous, dis-je, espérer voir cette assemblée étendre son influence au loin, rapprocher l'Orient de l'Occident, et amener enfin une ère de paix, ère nulle part plus ardemment souhaitée qu'au Japon? La doctrine chrétienne est peu connue parmi nous; mais nous savons par son histoire que l'objet constant de sa préoccupation a été de relever, d'élever l'homme. C'est dans cet esprit de large humanité que nous vous accueillons aujourd'hui. Au nom de l'Extrême-Orient et de la ville de Tôkyô, nous vous remercions d'être venus. En briguant l'honneur de vous inviter, nous avons voulu témoigner de l'intérêt que nous inspirent vos travaux, de la sincérité de nos vœux pour votre succès, et de notre sympathie.

Si l'on songe que la liberté de pensée date de quelques dizaines d'années seulement au Japon; que les chrétiens y étaient persécutés il y a un demi-siècle à peine, le langage du maire de Tôkyô est significatif. Le même ton tolérant et aimable se retrouve dans tous les discours prononcés au Congrès et aux réunions religieuses ou humanitaires. Au moment de la Restauration, on évitait toute allusion à des questions non seulement religieuses mais simplement morales. Aujourd'hui au contraire, on en recherche la libre discussion. A l'appui de cette assertion, il suffira d'attirer l'attention sur les diverses sectes boudhistes, les Zen, les Shingon, les Monto, les Yodo, les Tendai et autres d'importance moindre, qui ont des millions d'adeptes dans le pays. Toutes ont augmenté en nombre depuis la guerre et ne limitent plus leur activité à d'anciennes pratiques; elles tiennent des réunions, prêchent et s'intéressent aux œuvres philanthropiques. Combien nous voilà loin de l'état de choses qui existait au commencement du siècle, quand le gouvernement cherchait à combattre et à détruire les boudhistes!

Les fêtes en l'honneur du jour de naissance de Shaka, — *le Maître*, — leur ont permis de montrer tout particulièrement leur

organisation et leur influence. Au temple de Hongwanji, on estime à plus de dix mille le nombre des bonzes et des lamas présens. Un autre fait important et digne d'être noté est qu'ils abandonnent la vie recluse pour s'occuper de prédication, de conférences et d'œuvres philanthropiques et sociales.

L'Église catholique que saint François-Xavier établit le premier au Japon, autrefois exposée à maintes vicissitudes et à la persécution, est maintenant universellement respectée. L'arrivée du premier nonce apostolique a fourni au gouvernement l'occasion d'exprimer sa haute appréciation sur l'influence bienfaisante de l'Église, qui se fait surtout sentir dans les écoles, les pensionnats et autres établissemens d'enseignement, entretenus par les missionnaires. En un mot, le gouvernement saisit toute occasion de donner des preuves de sa tolérance envers tout corps religieux ou laïque qui cherche à relever le niveau de l'éducation et à s'occuper de bonnes œuvres. M. Hayashi, ministre des Affaires étrangères, dans une réunion publique, expliquait tout dernièrement ces tendances de la nation, et appuyait sur l'intérêt que le Japon prend aux efforts des étrangers qui travaillent dans un esprit noble et dévoué.

Les nombreux visiteurs venus des quatre coins du globe pour assister à tous ces Congrès doivent être satisfaits de la réception qu'on leur a faite. Sans aucun doute ils emporteront un souvenir agréable de leur séjour et la conviction que le Japon est sincère dans les assurances qu'il donne, et dans le concours efficace qu'il prête à tout ce qui tend au bien de l'humanité. Rien n'a manqué à l'accueil, car l'Empereur lui-même a envoyé aux congressistes un témoignage de sa sympathie.

On ne peut douter de cette sincérité. Le premier souci, — une fois la protection de la frontière assurée, l'ennemi vaincu et la réorganisation des affaires commerciales et industrielles achevée, — a été de rétablir l'équilibre social. La rapide transformation de la nation avait éveillé, chez les masses qui sommeillaient depuis des siècles, le sentiment des réalités de la vie et de la lutte pour l'existence. Elles avaient vécu loin de tout mouvement et, subitement, elles se sont trouvées emportées par le courant des idées modernes, des pensées nouvelles. Comment nous étonner si le danger d'un soulèvement d'ordre social est devenu plus imminent? Le mécontentement augmente depuis la guerre, et non pas uniquement parmi les générations nouvelles. Dans

toutes les classes, il y a des troubles politiques, les grèves et les émeutes dégénèrent souvent en luttes ouvertes avec les représentans de l'autorité. Grâce au concours efficace de l'armée, ces mouvemens révolutionnaires ont été réprimés, mais le germe du mal reste et ne sera pas étouffé par la force. Pour rétablir une entente durable entre les classes, pour reconstituer la société selon les besoins nouveaux, il faut donner au peuple les élémens d'une morale plus élevée et plus pure. C'est cette tâche ardue que le Japon s'est imposée. L'esprit public est constamment dirigé vers les réformes sociales et scolaires, et toutes les énergies de la nation tendent vers ce but. Les efforts les plus récens et les plus remarquables sont ceux que l'on a faits pour opposer un obstacle moral et spirituel aux dangers du socialisme.

Ce désir a été plus d'une fois exprimé par le ministre de l'Instruction publique au Congrès tenu à la fin de l'année scolaire par les directeurs des écoles normales. Son discours, destiné à être publié, devait servir de guide officiel. Le ministre insista surtout sur la nécessité d'avoir des instituteurs dévoués et d'une haute culture. — Il faut, leur disait-il, vous efforcer de développer chez vos élèves des qualités morales qui leur permettront à la fois de remplir leurs devoirs professionnels et de servir la patrie, si elle avait besoin d'eux. — Tout son discours était un plaidoyer en faveur de l'avancement du peuple. Le *Tôkyô-Asahi*, après l'avoir reproduit, ajoute :

Si les ministres précédens ont travaillé au progrès matériel et physique du pays, le gouvernement actuel travaille à développer ses qualités morales. Ses efforts en ce sens méritent l'approbation de tous, car ils doivent inspirer à la jeunesse un sentiment de haine pour ce qui est mal et pervers, d'amour pour ce qui est bien et juste.

La dernière et toute récente guerre a montré les vertus de résistance du peuple japonais, — vertus qui lui ont assuré la victoire, — et ce fervent patriotisme, qui lui a permis de tout sacrifier à l'intérêt commun, doit maintenant se montrer à la hauteur du sentiment sur lequel s'appuie toute vie morale, — l'amour du bien et la haine du mal.

Quelques jours plus tard, le *Japan Times*, un journal très répandu et très lu, publia un article intitulé : *Les Étudians et l'éducation morale*. Cet article clair et concis donne une idée juste de la situation actuelle. Sa brièveté nous permet de le citer *in extenso*.

Nous revenons sur un sujet souvent traité ici, non pas toujours sous le même titre, mais toujours avec la même insistance, pour déclarer qu'il faut absolument faire naître chez les générations nouvelles les sentimens de la responsabilité, leur donner du caractère. L'éducation morale n'a, d'ailleurs, pas d'autre objet, et c'est pour cette raison que nous cherchons à inculquer un esprit religieux. La religion n'est peut-être pas l'unique base sur laquelle repose le sentiment moral, mais elle est la plus sûre et la plus facile à établir, et elle est surtout, pour une très grande majorité d'êtres humains, la plus solide et la plus inébranlable : mais quelle que soit d'ailleurs la base, nous demandons à nos enfans de devenir des citoyens moralement forts et consciens de leurs propres responsabilités. Ce besoin commence à se faire sentir, nous le constatons avec plaisir, et nous pouvons ajouter qu'un ministre de l'Instruction publique marqua son début, l'an dernier, en faisant un appel passionné en faveur de la moralisation de nos enfans. Cet appel s'est renouvelé dans un discours prononcé à la conférence des Éducateurs nationaux où était encore invoqué le Rescrit impérial qui expose les idées fondamentales d'une instruction morale. Il y a d'autres indices qui montrent que les instituteurs et les parens commencent à comprendre la nécessité d'une instruction morale, et du développement du caractère chez l'enfaut. Nous n'avons pas à les énumérer, il vaut mieux expliquer le fait.

Il y a quarante ans, toute instruction au Japon reposait sur une éducation morale, il n'y en avait pas d'autre. Aux Samuraïs, il est vrai, on enseignait les arts de la guerre, mais cet enseignement était toujours mêlé de préceptes moraux. Depuis lors, tous ceux qui ont tenu dans leurs mains les destinées du Japon avaient été élevés selon ses traditions ou bien étaient nés de parens qui les leur transmettaient. Aujourd'hui, tout le monde admire le Bushido, mais ce merveilleux Bushido n'est que le résumé de l'éducation religieuse d'autrefois, qu'ont connue et suivie ceux qui ne sont plus jeunes, et peut-être leurs enfans. Cependant, à mesure que le nouveau système s'étend, les parens se désintéressent peu à peu de l'éducation de leurs enfans, et les précieuses traditions du vieux Japon sont abandonnées et oubliées; nul n'essaie de les conserver. Le danger est devenu pressant. Pour être civilisée et grande, une nation doit avoir un foyer d'idées auquel sa nature morale puisse se réchauffer. Il faut prendre des mesures contre toute diminution de cette force, diminution inévitable pourtant, si ceux à la garde desquels nos enfans sont confiés pendant que leurs âmes sont malléables et impressionnables, ne montrent pas plus d'ardeur à éveiller chez leurs élèves les notions du bien et du mal, du devoir et du sacrifice afin d'en faire sortir des caractères forts. La génération qui succédera à la nôtre sera ce que cet enseignement la fera. Or, la transition d'une génération à une autre se fait rapidement. Les paroles du ministre de l'Instruction publique méritent d'être entendues, nous espérons qu'elles le seront.

Pour mieux faire comprendre l'importance de la question de l'éducation publique au Japon, nous allons donner, avant d'aller

plus loin, un aperçu de l'état actuel en nous plaçant à un point de vue national, ou même local.

II

L'éducation publique au Japon est obligatoire et gratuite. Elle est en principe imitée des systèmes européens, ou, pour être exact, du système américain. Et quand on examine les institutions modernes des Japonais, on ne doit jamais oublier tout ce qu'elles ont emprunté aux Américains, qui sont, en somme, leurs plus proches voisins et qui ont été les premiers arrivés. Cette influence s'est étendue aux réformes scolaires, car du jour où le système féodal fut supprimé et les Écoles Daimyo fermées, une école normale fut établie à Tôkyô et, tout naturellement, des professeurs américains furent invités à prendre la direction des candidats. Les étudians les plus avancés instruisaient les autres, enseignant en même temps qu'ils apprenaient. Les livres employés, quoique élémentaires, furent jugés suffisans par la Commission chargée de les examiner. C'est ainsi que l'instruction publique moderne a commencé au Japon. Le même principe existe encore malgré les changemens survenus depuis. Les deux Écoles normales supérieures de Tôkyô (une pour les hommes, une autre pour les femmes) et une troisième école pour les provinces suffisaient aux demandes faites par les autres écoles normales dans les provinces où les futurs instituteurs des préfectures étaient élèves. Aujourd'hui, chaque préfecture a une école normale d'instituteurs et les élèves de ces institutions reçoivent des dons d'argent de l'État ou de la préfecture, à la condition que, après avoir passé leurs examens, ils resteront comme instituteurs à l'une de ces écoles pendant un certain nombre d'années. A côté de ces professeurs instruits et capables, il y en a d'autres d'une science moindre, qui peuvent enseigner, sans cependant posséder tous les titres. Il est très difficile de recruter dans la jeunesse intelligente et instruite un nombre suffisant d'hommes qui acceptent la tâche ardue de l'éducation.

A l'intelligence et à l'énergie les conditions nouvelles de l'existence d'aujourd'hui offrent des carrières plus attrayantes et mieux rétribuées, si bien que les candidats aux postes scolaires deviennent de plus en plus rares. La cause principale dans la difficulté du recrutement est la modicité des salaires et des

pensions de retraites offertes après de longues années de services. Ces pensions ne permettent pas d'élever une famille (1).

Dans les écoles primaires, on rencontre des enfans de toutes les classes, car le système d'enseignement, ainsi que celui de toutes les institutions publiques, est démocratique. Il existe deux écoles appelées écoles pour la noblesse : l'une pour les garçons, l'autre pour les filles. Ces écoles ont été fondées par l'Empereur et l'Impératrice, mais elles ne suffisent naturellement pas à l'éducation de tous les enfans de la noblesse éparpillée dans tout le pays.

En dehors de ces deux écoles et de quelques autres institutions particulières, il n'y a que les écoles publiques, qui sont divisées en cinq classes. Les écoles primaires, avec deux divisions : l'école primaire communale et l'école primaire secondaire. Chacune comprend quatre années d'étude. Troisièmement, il y a l'école complémentaire et plus haut le lycée et l'Université. L'école primaire est à la charge de l'administration locale. Les communes et les municipalités entretiennent leurs écoles primaires et secondaires, ce qui permet d'établir l'éducation gratuite et obligatoire. Le nombre d'enfans sans instruction est très faible : presque tous savent lire et écrire; mais l'arithmétique est moins répandue. Les statistiques officielles donnent des chiffres encourageans, 95 p. 100 de garçons et 80 p. 100 de filles, sur la population tout entière. Le dernier recensement relève, dans les écoles primaires, 5134400 élèves contre 109118 instituteurs. Les écoles complémentaires comptent 100 000 élèves pour 4700 professeurs. Les lycées ou écoles supérieures, au nombre de six, préparent aux Universités et ressemblent aux *Gymnasiums* allemands. Le total des institutions d'enseignement subventionnées ou entretenues par le gouvernement est, en chiffres ronds, 27000 écoles primaires, 260 écoles complémentaires et supérieures et deux Universités, celle de Tôkyô et celle de Kyôtô. La plus importante est celle de Tôkyô, avec six écoles spéciales et 3500 étu-

(1) En écrivant ces lignes, j'apprends les mesures prises par le gouvernement pour améliorer le sort des instituteurs. Le ministre a déclaré au Conseil de Directoire que le nombre en serait augmenté dans la mesure du possible; que le stage dans les écoles serait de six ans au lieu de quatre ans. Mais, pour obtenir un corps enseignant plus digne et plus capable, il faut rendre sa profession plus lucrative; il faut que des projets soient mis à l'étude en ce sens, et qu'on cherche à augmenter les salaires et les pensions de retraite. Nous espérons que le gouvernement prêtera un soutien efficace, moral et matériel, aux caisses de retraite des Instituteurs primaires.

dians. Ces étudians forment plus tard dans la vie une véritable élite. L'Université de Kyôtô compte 700 étudians. Ces Universités sont un mélange bizarre de l'ancien et du moderne, et l'histoire de l'Université de Tôkyô est curieuse, surtout parce qu'elle montre les difficultés énormes qui surgissent au contact des traditions anciennes et des méthodes nouvelles. Le bulletin universitaire de l'année dernière (2565-66) relate les faits les plus marquans de cette évolution :

La *Tôkyô-Teikoku Daigaku* ou l'Université impériale de Tôkyô, nous dit ce *Bulletin* compte six écoles spéciales, de Droit, de Médecine, d'Ingénieurs, de Littérature, de Science et d'Agriculture. Les cinq premières son situées dans le parc de la vieille Kaga Yashiki sur la pente du plateau de Hongo ; l'École d'Agriculture est à six milles des autres écoles, dans une campagne suburbaine.

La Tôkyô-Teikoku Daigaku, telle qu'elle est organisée maintenant, existe depuis le 1er mars 1886, date de l'ordonnance impériale (n° 3) décrétant la réunion sous ce seul nom de deux institutions jusque-là indépendantes : la Tôkyô Daïgaku et la Kobu Daigakko. Les cinq sections dont nous avons parlé furent alors créées. L'École spéciale d'Agriculture ne fut établie que quatre années plus tard, en juin 1890, quand la section d'Agriculture et d'Arboriculture fut réunie à l'Université. Depuis 1886, l'histoire de l'Université impériale, — ou, comme on l'appelle depuis le 16 juin 1897, l'Université impériale de Tôkyô, pour la distinguer de l'Université sœur établie à Kyôtô, — est relativement facile à suivre. Avant cette époque, elle est compliquée et difficile. D'un examen sérieux, il ressort que dans les premières années de la Meiji (1), les changemens apportés dans les divers départemens des services publics étaient très fréquens. Il n'y eut pas moins de réorganisations entreprises dans les différens collèges, dont le régime remanié et les institutions refondues ont donné naissance à l'Université impériale.

Des juges compétens m'assurent que ces changemens se faisaient avec une si complète insouciance des conséquences, que souvent celles-ci nécessitaient le retour à l'ancien état de choses. Le précis d'histoire continue :

La Tôkyô-Kaisei-Gakko ainsi que la Tôkyô-Igakko, qui furent réunies pour former la Tôkyô-Daigaku (Université de Tôkyô) avaient été fondées par le gouvernement Tokugawa. A la restauration de 1868, le gouvernement impérial rétablit la Igakujo (tel était son nom avant la Meiji) et la confia à la Daigaku. L'année suivante, elle fut réunie à l'Hôpital Todo Yashiki sous le nom de Daigaku Toko. Comme la Daigaku Nanko, la Daigaku Toko fut placée, en 1871, sous la direction du ministère de l'Instruction publique

(1) La Révolution qui amena la Restauration.

nouvellement institué et s'appela simplement Toko. En 1872, la Toko devint la Igakko ou École de médecine et garda ce nom jusqu'en 1874 quand on fit précéder ce nom du mot Tôkyô. Deux ans plus tard, on transféra l'école de Shitaya dans les nouveaux bâtimens construits à Hongo et, en avril 1877, elle fut réunie à la Tôkyô Kaisei Gakko pour former la Tôkyô Daigaku (Université de Tôkyô).

La nouvelle Université comprenait alors quatre branches d'études : le Droit, la Science et la Littérature, qui faisaient partie des cours de la Tôkyô Kaisei Gakko, et la Médecine, qui avait été jusque-là la spécialité de la Tôkyô Igakko.

Tels sont les faits caractéristiques du développement de cette Université depuis la Restauration.

Deux faits restent à noter dans l'histoire de la Tôkyô Daigaku (Université de Tôkyô) avant sa fusion avec la Kobu Daigaku pour former la Teikoku Daigaku (Université impériale) en 1886. Le premier, c'est l'absorption en septembre 1885 de la Tôkyô Hogakko (École de Droit) par l'Université dont on accrut encore davantage l'étendue en y transférant, quelques mois plus tard, les cours de sciences politiques et littéraires ; ce qui fit donner à l'École de Droit le titre d'École de Droit et de Politique. Le second fait, c'est la création, en décembre 1885, d'un enseignement de sciences techniques, comprenant des cours pour les ingénieurs des Mines, les ingénieurs de la Marine et les industriels; de chimie appliquée et d'architecture navale, etc., etc. Organisés selon le Rescrit impérial de mars 1886, les programmes de ces cours portaient sur trois années d'études, — pour la médecine, on exigeait quatre années. — Au mois d'août 1892, le stage des étudians à l'École de Droit fut prolongé d'une année et, en septembre 1893, le système des grades y fut aboli. Le 6 avril 1903, on inaugura un nouveau système d'examen à l'École de Médecine, remplaçant les examens gradués annuels par deux examens. Le 25 février 1904, les cours établis à l'École de Littérature furent également changés, le système d'examens *gradués* aboli et remplacé par un nouveau règlement tant pour l'instruction à suivre que pour les sujets d'examen.

Il y a quinze ans, un décret gouvernemental distribuait les places, et nommait les titulaires des différentes chaires, dont le nombre était ainsi réparti : 24 chaires pour l'école de Droit, 22 pour l'école de Médecine, 21 pour l'école des Ingénieurs, 20 pour la Littérature, 17 pour les Sciences, et 20 pour l'Agriculture.

Pour ce qui touche aux questions financières, nous nous en rapporterons au compte rendu du *Rapport officiel :*

Le 27 mars 1888, un rescrit impérial (n° 19) plaça sous le contrôle du Ministère de l'Instruction publique les revenus de toute institution scolaire provenant des droits d'enseignement ou d'autres sources. Le 27 mars 1890, une loi spéciale (n° 26) réglant définitivement la question de finances pour

toute école ou bibliothèque gouvernementale fut promulguée, loi d'après laquelle l'Université fut autorisée à gérer ses propres fonds, à subvenir aux dépenses annuelles, en plus des subventions du gouvernement, avec les revenus de ses propres fonds, les dons en argent ou de nature différente et toutes autres ressources. Les fonds universitaires comprennent les réserves, les valeurs mobilières ou immobilières données par le gouvernement ou par des particuliers et le reliquat du revenu de chaque année. Les donations en argent affectées à un usage spécial et déterminé forment un compte à part.

Il existe, outre les deux Universités, de nombreuses maisons d'éducation publiques et privées, — telles que : écoles techniques, écoles militaires et navales, écoles commerciales, école des Beaux-Arts, écoles pour les aveugles et les sourds-muets, écoles agronomiques et industrielles, écoles de musique, écoles du dimanche. Il y a, en plus, quelques établissemens privés importans, le fameux collège de Waseda, entre autres, qui doit son existence et son succès à la générosité et au zèle inlassable du grand Mentor national, de l'homme d'État éminent, le comte Okuma. Elle a commencé, il y a cinquante ans, sous la direction de feu le professeur Fukusawa et elle est devenue la grande école que nous voyons aujourd'hui, d'où sont sortis tant d'hommes marquans, qui ont joué un rôle décisif dans la Restauration et l'histoire contemporaine de leur pays.

Les transformations de l'éducation de la femme ne sont pas moins complètes, moins radicales, et l'influence de ces changemens sera encore plus grande sur les générations futures, car de la vie des femmes dépend celle des enfans. Une fois l'instruction de l'élément masculin transformée d'après des principes étrangers, il fallait nécessairement réorganiser l'instruction des femmes. L'école est obligatoire dès l'âge de six ans pour les petites filles comme pour les petits garçons : les exemptions sont rarement accordées. Il existe des écoles maternelles (Kindergarten), des écoles primaires et supérieures gouvernementales ou privées. Il y a des pensions sous la direction des sœurs de charité, un grand établissement d'enseignement industriel, une École normale supérieure pour les institutrices et une Université pour les femmes. On voit que le pays s'efforce très sérieusement d'établir un programme d'éducation générale sur le modèle des autres peuples et nous devons ajouter à l'honneur des étudians que les écoles, si nombreuses qu'elles soient, sont toujours pleines et que leurs élèves y montrent autant d'in-

telligence et d'aptitude au travail que ceux des autres pays. La preuve est qu'à l'Université de Tôkyô, on délivre tous les ans plus de cent diplômes.

III

Une des questions les plus compliquées, au Japon comme ailleurs, est celle du logement et de la nourriture des étudians pendant leurs années d'Université. Ils sont à l'âge où l'esprit subit le plus facilement l'influence de l'entourage et de l'exemple, où l'on oublie volontiers les principes reçus dans la maison paternelle. C'est alors que les meilleures natures se corrompent. Une visite d'inspection dans les différens établissemens fréquentés par les jeunes gens, dans les pensions où ils sont logés, entretenus et nourris pour quelques *yens* (1) par mois, m'a démontré, hélas! le danger couru. Si les conditions matérielles y sont mauvaises, l'atmosphère morale est infiniment plus malsaine et dépravante. Dans une étroite chambre qui suffirait à peine à une seule personne, on loge au moins deux étudians et souvent plus. L'air ne manque pas, assurément, car les maisons japonaises sont construites en bois et en papier; mais cet air des faubourgs est vicié. La nourriture, quand elle est conforme aux usages japonais, c'est-à-dire composée de légumes et de poissons, n'est pas indigeste; mais toutes les fois qu'on adopte la nourriture européenne, comme l'usage s'en répand de jour en jour, celle-ci est rarement bonne, et la viande, de qualité inférieure, est toujours mal préparée.

Les conditions morales sont encore plus précaires et plus pernicieuses. Dans ces pensions, il n'y a ni contrôle, ni discipline. Les jeunes gens sont livrés à tous leurs caprices, à toutes leurs fantaisies et subissent l'influence délétère d'amis mal choisis. Les conséquences sont naturellement déplorables. On pourrait remédier au mal en multipliant les associations amicales, les clubs, les *Debating Societies;* mais ces lieux de réunion pour les jeunes gens sont malheureusement encore rares et sans organisation. En attendant que leur nombre s'accroisse, rien ne rappelle ces groupemens sociaux d'intérêts communs grâce auxquels la vie universitaire en Amérique et en Angleterre

(1) J'ai visité des maisons où les étudians payent 4, 5 et 6 yens par mois pour être logés et nourris. — Le yens vaut un ou deux shillings, soit 1 fr. 25 ou 2 fr. 50.

est devenue si confortable et si facile. On ne saurait trop le regretter.

L'esprit de corps se développe là seulement où il y a des traditions, des règlemens et de la discipline. Le meilleur système d'éducation restera incomplet si la sphère d'influence a pour limites la salle d'étude. L'effet bienfaisant des plus célèbres collèges du monde se produit en dehors des leçons et du laboratoire, loin du professeur. Ce qui fait le charme des universités d'Oxford, de Cambridge, de Louvain, d'Inspruck, de Harward et de Yale, c'est la communauté, la vie sociale entre étudians, les traditions et les habitudes qui les soutiennent, l'atmosphère même qui les enveloppe durant les années peut-être les plus décisives de leur existence, les idées qu'ils entendent exprimer, les horizons qu'on leur ouvre sur le monde moral et sur la conduite à tenir. A plus d'un signe, on peut voir que le Japon commence à remédier au mal, et j'ai grand plaisir à constater que les professeurs des Universités sont parmi les premiers à se préoccuper de l'enrayer. Aux études ordinaires ils ont joint une instruction sur la notion du devoir. Aujourd'hui, dans tout établissement scolaire on enseigne des principes moraux afin de conserver et d'entretenir les bons préceptes tout d'abord reçus dans la maison paternelle et surtout d'empêcher l'oubli des vertus pratiquées par les ancêtres.

Un rescrit sur l'éducation, promulgué en 1890 et signé par l'Empereur, contient la substance de cet idéal vers lequel tout Japonais doit s'acheminer et pour lequel il doit faire de si nobles sacrifices. En voici le texte :

Sachez ceci, vous nos sujets : nos ancêtres impériaux ont fondé notre empire sur une base large et éternelle en y implantant profondément et fermement la vertu ; nos sujets, toujours unis dans leur loyauté et leur piété filiale en ont, de génération en génération, rendu la beauté plus éclatante. Voilà ce qui fait la gloire et le caractère fondamental de notre empire et là aussi gît la source de notre éducation. Vous, nos sujets, soyez obéissans envers vos père et mère, affectueux envers vos frères et sœurs ; comme époux, vivez en bonne harmonie avec vos épouses, soyez fidèles amis ; comportez-vous toujours avec modestie et modération, étendez votre bienveillance à tous, faites progresser la science et cultivez les arts. Ainsi vous développerez vos facultés intellectuelles, vous perfectionnerez vos forces morales. Travaillez pour le bien public et les intérêts communs ; respectez toujours la constitution et la loi ; si un danger pressant survient, offrez-vous courageusement à l'État ; ainsi vous défendrez, vous maintiendrez la prospérité de notre trône impérial aussi durable que le ciel et la terre. Ainsi

vous serez non seulement nos bons et fidèles sujets, mais vous répondrez aux meilleures traditions de vos ancêtres. Le chemin ainsi tracé est, en vérité, celui que nous ont légué nos ancêtres impériaux. Il faut le suivre, vous, leurs descendans et sujets; il est resté le même à travers les siècles et vrai en tout lieu. Telle est notre volonté. Que chacun garde cet enseignement dans son cœur avec la plus profonde vénération. Quant à nous, nous serons en parfaite communion avec vous, nos sujets, afin que, tous, nous puissions atteindre à la même vertu.

Après ces observations préliminaires qui donnent une idée de la situation générale, il deviendra plus facile de comprendre la portée de cette réorganisation de l'enseignement au Japon.

IV

Pour répondre à la question si souvent posée : Quelle est au Japon la situation des maîtres et des élèves, comparée à celle des autres pays, nous distinguerons d'abord l'instruction primaire de l'instruction supérieure. J'ai pu visiter plusieurs écoles primaires, soit à la ville, soit à la campagne et, en général, j'ai été satisfait. Les bâtimens sont souvent tout à fait primitifs ; parfois même, l'*école* consiste en deux chambres ; mais, si les besoins de la population ne demandent pas plus, il n'y a pas sujet de plainte. La plupart des écoles primaires répondent aux besoins des élèves. Elles sont bien montées en matériel, en livres, cartes, tableaux noirs et autres objets nécessaires. Les écoles primaires japonaises, au total, diffèrent très peu des écoles primaires des autres pays. Mais celles avec lesquelles elles présentent le plus de ressemblance sont les écoles primaires de l'Amérique de l'Ouest et de l'Europe du Sud.

Les instituteurs et institutrices sont presque toujours jeunes et restent peu de temps à l'école. Ils considèrent le poste d'instituteur comme le premier pas d'une carrière administrative. Pendant leur stage, ils montrent beaucoup de capacité et de dévouement, en accomplissant leurs devoirs d'instituteurs élémentaires. Depuis que l'exercice physique est obligatoire, les professeurs s'intéressent beaucoup à la gymnastique et aux sports. Ils conduisent les enfans en promenades assez lointaines pour leur faire visiter un site ou un autel célèbre. Lorsque nous voyagions à l'intérieur, nous rencontrions assez souvent de ces bandes de pèlerins juvéniles. A certains endroits, dans le voisinage de

quelque site historique, tel que le Yamato ou ancien temple d'Ise, ou près de Nara, autrefois capitale, les routes et les auberges sont remplies de ces touristes parfois bruyans et exubérans.

On a souvent appelé le Japon le Paradis des enfans, le pays où l'enfant ne pleure jamais. Je constate volontiers la vérité de la première proposition, mais la seconde a dû certainement être formulée par quelqu'un qui ne connaît pas les petits Japonais. Il suffit de vivre très peu de temps dans un village japonais ou encore mieux dans une famille indigène, pour se convaincre du contraire. A dire vrai, les enfans n'ont nulle part des cordes vocales plus développées, et nulle part au monde ne s'en servent plus volontiers. Ils pleurent pour la moindre des choses; ils pleurent pour rien. La différence avec ce qui se passe ailleurs est que, au premier signe de chagrin enfantin, père, mère, grands-parens, frères et sœurs, toute la famille, y compris les domestiques, courent pour voir et se hâter de calmer l'enfant.

En suivant toutes ces phases de l'éducation nationale, on remarque que cette tendresse excessive pour la première enfance a plus d'importance qu'il ne semblait tout d'abord. Nos premiers souvenirs ne sont-ils pas ceux qui laissent la plus forte impression dans nos esprits? Les premiers principes donnés ne sont-ils pas les plus durables? Et n'est-ce pas par bonté qu'on gagne l'affection de l'enfant? D'ailleurs, les parens japonais semblent se faire parfaitement obéir. Un « Tom Sower » est un être inconcevable au pays des Nippons, car l'abandon de l'enfant, dans le sens européen du mot, y est inconnu. Le grand avantage dont jouit l'enfant japonais, c'est d'avoir une « nursery, » ou bien de pouvoir changer la maison entière en « nursery. » En cela, il est privilégié en vérité, car la grande chambre bien aérée et bien éclairée où se tient la famille (*the living room*) fait une superbe salle de jeu et les parens sont toujours prêts à jouer avec leurs enfans. Que de fois, en entrant dans une maison japonaise, on trouve la famille entière, jeunes et vieux, se roulant sur les nattes et jouant ensemble à quelque jeu enfantin! Ne raconte-t-on pas la même chose d'Henri IV, un des plus grands monarques que son pays ait connu? Ne raconte-t-on pas que l'ambassadeur espagnol le surprit un jour jouant au cheval avec son fils et que le Roi lui dit simplement : « Excellence, vous avez des enfans! » et continua le jeu.

Au Japon, tout père de famille agirait de même; seulement,

d'ordinaire, il cache au monde extérieur sa tendresse, sa faiblesse. La majorité des bébés japonais vivent dans une atmosphère d'affection dont le parfum les embaume jusque dans leur vieillesse. Chez les plus pauvres comme chez les gens aisés, les petits sont entourés de soins et de caresses. Leur tenue, leur aspect sont l'orgueil de la famille. Une Japonaise se dévoue entièrement à ses enfans, les baignant, veillant à faire raser leur tête, à les vêtir de couleurs brillantes. Toute mère, même dans les classes élevées de la société, nourrit son enfant; elle le nourrit même pendant trois, quatre et cinq ans. Les étrangers qui voyagent pour la première fois au Japon sont étonnés de voir dans un train, dans un magasin, ou même dans la rue, des enfans qui déjà marchent et parlent, s'arrêter tout à coup devant leur mère pour demander et obtenir leur nourriture. J'ai souvent cherché les causes de ce dévouement maternel. On m'a répondu que c'était une habitude, ou bien que la mère ne pouvait pas entendre pleurer son enfant. Une meilleure raison me semble expliquer cette affection qui va jusqu'à l'oubli de soi; c'est le désir d'imprimer dans le cœur de l'enfant un souvenir agréable de ses premières années et de lui inspirer des sentimens de reconnaissance. Il faut toujours se rappeler, en jugeant les choses du Japon, quelle large part la vie de famille tient dans l'éducation de l'enfant; elle est fondée sur la piété filiale. On en voit la preuve dans les soins dévoués et affectueux donnés en toutes circonstances aux vieillards, aux incapables, aux infirmes, aux orphelins, par des parens proches ou éloignés. Il sera plus facile, en se rappelant ceci, de comprendre la réciprocité d'affection qui, depuis des siècles, existe entre parens et enfans, et cela nous aidera à concilier les anomalies qui nous paraissent si étranges au Japon.

Tout en gâtant leurs enfans, en ayant pour eux une indulgence excessive, les parens savent se faire respecter. Leur tenue, leurs manières, leur conversation sont toujours agréables. La politesse japonaise, la plus exquise du monde, est universellement reconnue pour telle. Au Japon, le langage est toujours élégant même dans l'intimité et dans toutes les classes de la société sans exception. Les enfans grandissent dans cet air ambiant et, inconsciemment, sans avoir appris, ils adoptent les mêmes formes et usages. Leur plus grande ambition est de faire comme leurs parens. Après tout, l'exemple est le meilleur maître. Les jolies

façons des bébés japonais ont été souvent remarquées par les étrangers et commentées par les écrivains, mais la vie de dévouement des parens n'a jamais été suffisamment racontée. Ils se privent continuellement et sans une plainte afin de rendre agréable le toit paternel. Pour éveiller chez l'enfant des sentimens plus tendres, ils l'entourent d'affection et lui donnent l'occasion d'exercer sa piété filiale qui est la base, non seulement de l'amour et du dévouement envers les parens, mais aussi de l'obéissance à l'autorité et de la loyauté envers le souverain (1).

Des enfans élevés dans de pareils sentimens sont d'excellens sujets pour les écoles primaires. Les maîtres n'ont aucune difficulté à maintenir la discipline, et les enfans font de rapides progrès, car tous étudient avec persévérance, sinon par amour pur de l'étude, du moins par respect de soi et pour ne pas se déshonorer ou déshonorer leurs parens.

Pour donner l'idée du caractère de l'étudiant japonais, nous nous ne pouvons mieux faire que de reproduire l'opinion du professeur B. H. Chamberlain, qui parle après de longues années d'expérience :

Quant à l'étudiant japonais, il appartient à cette classe de jeunes gens qui font le bonheur de l'instituteur, — tranquille, intelligent, poli, studieux à l'excès. Son seul défaut marquant est une tendance, commune à tout subordonné japonais : une tendance à vouloir diriger la barque lui-même. « S'il vous plaît, monsieur, nous ne voulons plus lire l'histoire de l'Amérique. Nous voulons lire un livre sur la construction des ballons. » Voilà un spécimen des demandes qu'un instituteur au Japon entend continuellement. L'insubordination, — inconnue sous l'ancien régime, — était devenue fréquente vers la fin du XIXe siècle; presque chaque trimestre, les élèves de quelque grande école refusaient de travailler parce que les méthodes ou la direction de leur professeur leur déplaisaient. Il se forma ainsi une classe de jeunes gens tapageurs, appelés *Soshi*, agitateurs se mêlant de politique, prétendant imposer leurs opinions et leur présence aux hommes d'État et fonçant, casse-tête ou couteau en main, sur quiconque osait ne pas penser comme eux.

(1) L'enfant japonais vit dans l'intimité, en communauté absolue, dans le sens le plus strict du mot, avec ses parens. Chez les plus pauvres, jusqu'à ce que l'enfant marche, la mère l'attache par une courroie sur son dos et l'emmène avec elle quand elle va aux champs travailler. Peut-être ces sorties au grand air, cet aspect du monde extérieur contribuent-ils à ouvrir l'intelligence et à détruire toute timidité. Nons ne devons pas oublier non plus qu'un enfant japonais est, dès sa naissance, un personnage de quelque importance, un être social qui participe à tous les avantages et désavantages de sa situation.

Le professeur termine en disant :

Ces symptômes malsains, comme d'autres défauts naturels à l'enfance du nouveau Japon, semblent avoir disparu sans laisser de traces.

Il est incontestable que l'étudiant japonais est plus consciencieux, plus persévérant que ses camarades européens. Il sent mieux l'utilité des études. Il est vaniteux, suffisant, et il fait son possible pour réussir dans ce qu'il a entrepris. En ceci, il ressemble assez à l'étudiant américain. Il considère son collège comme une sorte de magasin où il doit se procurer, pour son intelligence, un bagage aussi complet que possible. Il n'épargne ni argent, ni efforts. Ce sont pour lui dépenses nécessaires. Le jeune Japon se matérialise très rapidement. Je connais de vieux professeurs qui habitaient le pays autrefois et qui sont surpris de ce changement. Dans leur temps, l'école continuait l'enseignement familial; les instituteurs étaient les amis, les frères de leurs élèves, des hommes à qui le respect et la reconnaissance étaient dus. L'école comme la société était établie sur les principes de piété filiale : il n'en est plus tout à fait de même aujourd'hui.

V

Dans l'éducation supérieure, la situation est différente. Les demandes plus élevées et plus nombreuses sont plus difficiles à satisfaire. Des établissemens pourvus des dernières inventions seraient trop coûteux à construire et à entretenir : on utilise donc des bâtimens provisoires en bois, et personne ne songe à les réparer. L'état de désordre et de délabrement où se trouvent ces écoles supérieures est très frappant, car la chaumière la plus pauvre est toujours parfaitement propre, et les habitans semblent en quelque sorte refléter cet état. Dans les écoles primaires, les enfans sont bien soignés, tant qu'ils sont vêtus du *kimono*, vêtement large et simple tombant droit jusqu'aux pieds nus; ils sont propres et bien vêtus, car la mère en a soin; elle lave et raccommode le *kimono*. Mais une fois qu'ils vont à l'école supérieure, ils adoptent un soi-disant costume européen en drap noir et des bottines en cuir et semblent perdre, en quittant l'habillement primitif, leur propreté et leur coquetterie. L'habit trop serré, le pantalon raide se salissent et se déchirent, les bottines

ne sont jamais cirées, l'aspect est lamentable. Pour les fêtes, les jeunes gens lissent leurs cheveux avec de la pommade et se parfument avec une essence d'origine douteuse et très musquée et croient remédier ainsi au délabrement de leur costume. Sous ce rapport, la différence entre les élèves des écoles primaires et ceux des écoles supérieures est très marquée, malgré le rapprochement d'âge. Je constate ce fait, parmi d'autres semblables, comme exemple des difficultés d'amalgamation, d'adaptation de l'ancien régime avec le moderne. Après tout, les actions les plus insignifiantes de notre vie quotidienne ne sont-elles pas en quelque sorte le résultat de pensées et de coutumes des générations passées? La propreté, la bonne tenue, le bon goût et l'ordre domestiques au Japon sont l'héritage du passé, de la civilisation d'autrefois, dont l'origine se perd dans la nuit des temps préhistoriques. Les vieilles qualités de la race semblent ne pas pouvoir survivre au nouvel état de choses; le fruit d'un travail séculaire tombe au contact d'idées nouvelles, de principes nouveaux; tout cela disparaît avec les conditions d'existence qui le firent naître.

N'est-ce pas le sort commun des civilisations antiques? L'Inde, l'Assyrie, l'Égypte et la Grèce, n'ont-elles pas toutes été transformées l'une après l'autre? Même dans les pays latins, l'ordre ancien sombra sous l'influence d'élémens plus forts et souvent plus rudes. Nous voyons jusqu'à un certain point les mêmes phénomènes au Japon. La délicatesse et la simplicité de l'antique civilisation s'effacent et sont peu à peu détruites par l'esprit commercial et cosmopolite. Les premières victimes dans la lutte sont toujours l'art et la littérature, — telles des fleurs plus frêles et plus exquises qui se fanent plus vite sous l'étreinte de mains grossières. Les chefs-d'œuvre ne sont plus appréciés par le peuple, qui leur préfère les objets médiocres : la production s'en ressent. L'étranger qui arrive au Japon achète de préférence des articles de pacotille, des broderies multicolores, des sculptures incohérentes, des bronzes coloriés : il admire dans l'objet trop chargé d'ornemens l'habile exécution de l'ouvrier plutôt que l'inspiration créatrice de l'artiste.

Dès l'arrivée du premier étranger, le Japon a appris un art nouveau, fait pour captiver et pour étonner le millionnaire de San Francisco ou de Pittsburg. Nous n'avons vraiment pas le droit de nous étonner si le Japonais, lui aussi, est attiré par les horreurs du marché européen. Tout ce qui est clinquant,

tapageur, baroque, trouve toujours des amateurs. Des étoffes de couleurs criardes, des instrumens de musique bruyans, des parfums très violens sont ce qu'ils aiment le mieux parmi les produits étrangers. Il est rare qu'un observateur ordinaire admire la psychologie de la période *Fujiwara*, l'esthétique des *Ashikaga* ou la simplicité archaïque d'un *Kobori-Enshu :* de même le Japonais préfère une chromolithographie d'Épinal aux œuvres des maîtres de l'Ombrie et de la Toscane, les chansons du café-concert à une fugue de Bach ou à une sonate de Mozart.

Heureusement les écoles d'art attachent aujourd'hui plus d'importance à la préservation de l'art ancien. Leurs efforts, hélas! viennent bien tard, car déjà on a perdu beaucoup de précieuses reliques de l'antiquité et le goût du peuple se déprave de jour en jour. D'ailleurs, même en prenant toutes les mesures de préservation, il est devenu impossible d'enrayer le mouvement général qui emporte toutes les conquêtes de la civilisation. L'art japonais, avec ses perfections, sa délicatesse, ses finesses de nuance, appartient au passé. Depuis la Restauration, il n'y a ni artistes, ni écrivains remarquables. Les idées nouvelles n'ont pas encore eu le temps de se cristalliser et les anciennes meurent. « Aujourd'hui l'abondance de connaissances occidentales nous embarrasse, » dit M. Okakura, le sagace critique dont le goût raffiné rappelle les esthètes de l'âge d'or de l'art japonais, et il ajoute :

Le miroir de Yamato est voilé, comme nous disons. Avec la Révolution le Japon, il est vrai, se retrempe dans le passé, y cherchant la vitalité nouvelle dont il a besoin. Comme toute véritable rétroaction, c'est une réaction, mais il y a changement tout de même. Car au lieu du culte de la nature dans l'art, auquel s'étaient voués les Ashikaga, c'est à célébrer la race et l'homme lui-même que l'art se consacre désormais. Nous sentons instinctivement que le secret de notre avenir gît dans notre histoire, et nous y cherchons aveuglément, passionnément le fil conducteur. Si l'instinct est fidèle, si vraiment notre passé contient quelque source de renouveau, cette source est bien cachée et il nous faut faire des efforts puissans pour la découvrir ; il y a urgence aussi, car *la soif brûlante de la vulgarité moderne dessèche la gorge de la Vie et de l'Art.*

Mais revenons aux questions d'éducation proprement dites. Il est moins facile d'apprécier l'enseignement supérieur : l'instruction y varie beaucoup. Les demandes sont nécessairement plus nombreuses et plus difficiles à satisfaire. Les rapports entre

professeurs et élèves sont plus compliqués et leur tâche est plus ardue. J'exprime ici non mes opinions personnelles, mais celles de juges compétens.

Pendant mes voyages au Japon, j'ai eu la bonne fortune de rencontrer presque tous les hommes versés dans les choses scolaires, et je suis heureux de constater que l'impression faite sur moi, étranger, correspond exactement aux opinions fondées sur l'expérience locale. J'ai trouvé un jugement d'autant plus impartial que la position de ceux qui me renseignaient était plus élevée et leurs moyens d'information plus sûrs et plus abondans. Depuis ma première visite au Japon, j'ai constaté avec plaisir quels efforts on faisait pour répandre des connaissances générales d'utilité pratique dans les coins les plus éloignés du pays. Mais, en même temps, il m'apparaissait avec évidence que le système nouveau, exclusivement consacré à l'*instruction*, laissait de côté, comme ne lui appartenant pas, l'*éducation* de la jeune génération. Le côté matériel seul était développé, le côté moral négligé.

Les premiers promoteurs du nouveau système d'éducation se désintéressaient de toute question de religion ou de conscience. Pour les élèves des écoles primaires, qui vivent chez leurs parens sous l'influence de vieilles croyances et de vieux principes, cette attitude n'offrait pas d'inconvénient. Mais elle n'a pas bon effet sur les jeunes gens qui suivent les cours supérieurs, car la plupart habitent loin de leur *home*, dans une ville de province ou dans la capitale. Ils sont livrés entièrement à eux-mêmes. Le collège de Sciences modernes, le célèbre Keio Gijika, le premier de son genre, fut essentiellement matérialiste dans ses tendances, et son fondateur, comme beaucoup de pédagogues au milieu du XIXe siècle, était imbu de doctrines socialistes, alors très à la mode.

Les hommes intelligens reconnurent bientôt, nous le constatons à leur honneur, l'étroitesse du système et le péril social qui en découlait. Ils n'ont pas hésité à exprimer leurs opinions librement et ont eu le courage d'en exposer le mal dans toute sa force. Plus d'un homme d'État estima que la question méritait toute son attention, et nous voyons là une preuve de la prévoyance de leur politique.

Le pays avait adopté la civilisation occidentale ou, pour être plus exact, la civilisation américaine trop hâtivement et sans

discernement, à un moment où l'introduction en bloc de cette civilisation déjà corrompue et atteinte dans ses œuvres vives devait infailliblement avoir les plus graves conséquences pour les générations futures. Le changement du vieux au neuf se fit trop rapidement et trop radicalement pour ne pas causer du trouble. Les parens furent les premiers à se plaindre. Ils virent avec effroi les enfans rejeter, aussitôt échappés de leur tutelle, toute autorité paternelle, et ils eurent trop souvent à en déplorer le résultat. Les mœurs raffinées, traditionnelles, la discipline, la piété filiale base solide de la vie de famille et de la monarchie, — tout menaçait de disparaître dans un système d'enseignement qui ne laissait pas de place pour le développement de ces qualités de l'âme. Si on a sévèrement critiqué les méthodes d'enseignement supérieur, c'est dans l'espoir d'y porter remède. D'ailleurs ces critiques s'adressaient non à l'organisation, mais aux matières de l'enseignement. Il eût été injuste d'être trop exigeant pour les établissemens mêmes, car les difficultés à vaincre étaient grandes et les dépenses pour les constructions et pour l'entretien considérables. D'autre part, si les professeurs n'étaient pas toujours à la hauteur de leur tâche, c'est qu'il y avait très peu d'hommes compétens pour qu'on pût choisir parmi eux. Tout cela s'arrangera avec le temps et ces questions, si elles ont leur importance, sont peu de chose en comparaison des défauts fondamentaux du système même. Les principes étrangers furent enseignés confusément et sans aucun choix. Les matérialistes, par leurs discours brillans et persuasifs, eurent bientôt comme disciples la plupart des étudians. La tendance à un individualisme exagéré mena à la révolte, non seulement contre l'autorité publique mais aussi contre l'intérêt social et national. Déjà, vers la fin du siècle dernier, le danger de troubles était évident; et la nation, dominée par l'obligation de prévenir une crise économique et financière, dut accepter la tâche laborieuse de rétablir l'équilibre entre les classes ou d'encourir le péril d'une crise morale qui, à un moment donné, semblait inévitable.

L'enseignement supérieur correspond à peu près à celui des autres pays. Le défaut est que les programmes sont un peu trop chargés. Pour répondre à toutes les demandes, l'élève doit prêter une attention continue, et cet effort est certainement nuisible à sa santé. Le nombre infini de nouveaux sujets d'étude, la plupart

inconnus et venus du dehors, et qui, faute de mots nationaux, doivent être enseignés en langue étrangère, constituent une lourde tâche pour les élèves et pour les maîtres. Nulle part il n'y a autant d'heures de classes et on se demande involontairement si l'effet n'est pas désastreux pour l'intelligence même de l'élève.

Il faut absolument appeler sur ce point l'attention publique, afin que la question soit discutée dans des réunions et dans des conférences. Au mois de juin dernier, un article publié dans le *Japan Chronicle* et intitulé : *Heures de travail des étudians japonais*, exprimait l'opinion générale sur cette question :

L'heure approche, y est-il dit, où encore une fois de nombreux candidats vont se présenter aux examens universitaires et puis se lancer en pleine mêlée de compétitions de plus en plus vives dans chaque profession. Un nombre encore plus considérable va sortir diplômé des écoles supérieures, — parmi ces derniers beaucoup aspirent à l'Université où ils se préparent à la carrière qu'ils ont choisie. Des milliers de jeunes gens, nés dans la bourgeoisie, sont prêts à entrer dans les écoles supérieures, — si toutefois ils y trouvent place, — mais n'insistons pas en ce moment sur ce dernier point. Il est donc intéressant et instructif d'examiner, une fois de plus, le genre d'instruction dans ses méthodes et dans ses développemens. Nous nous trouvons, tout d'abord, en présence de ce fait effrayant : à savoir qu'à l'Université et dans les écoles supérieures, l'étudiant passe de trente à quarante heures par semaine au cours, dans le laboratoire et en exercices physiques ! Les exercices physiques, à vrai dire, il y en a peu ou pas à l'Université et dans les écoles supérieures; trois ou quatre heures par semaine ! Est-il humainement possible qu'un jeune homme de vingt ans (c'est l'âge moyen aux écoles supérieures; pour l'Université il faut compter vingt-trois ans) se prépare aux examens, comprenne et s'assimile tout ce qu'il a entendu dans ses cours aux leçons et aux conférences, et qu'en même temps il maintienne son corps en bonne santé ? Nous ne pouvons que répondre : non. Quelque chose doit en souffrir. Trop souvent, c'est le corps. Plus fréquemment, c'est l'éducation, car il n'est pas possible qu'un jeune homme, même un Japonais, puisse réellement profiter de tant de cours, de conférences, de démonstrations pratiques. Des pédagogues occidentaux ont protesté ouvertement contre le nombre excessif des heures de travail.

En haut lieu, on commence sérieusement à proposer moins d'heures par semaine et une période d'étude plus longue. Le journal, déjà cité, continue en donnant quelques exemples :

Il ne faut pas comparer les Universités japonaises à celles d'Amérique ou d'Europe, car, dans ces dernières, la présence aux diverses conférences est presque facultative, et un étudiant peut choisir celles qu'il suivra. Nous

ne connaissons pas une seule Université étrangère où on exige trente heures de travail par semaine. En moyenne, on demande seize heures : seulement le programme des examens est suivi de plus près, plus strictement, les devoirs et les compositions plus soigneusement annotés.

Les seules institutions étrangères qui peuvent être prises comme points de comparaison avec les écoles supérieures et les universités japonaises sont les Écoles spéciales Navale et Militaire. Notre enquête nous autorise à affirmer qu'on exige la présence de l'élève à toutes les conférences ou leçons. Mais il serait téméraire d'affirmer qu'il existe au Japon une seule institution comparable aux écoles militaires et navales de l'Europe et de l'Amérique. Dans ces dernières, le travail dans les classes prend seize heures au maximum par semaine; en revanche, la préparation, l'étude personnelle est très sérieuse; il faut être supérieurement doué pour pouvoir répondre à toutes les exigences des maîtres. Une préparation de ce genre n'est pas compatible avec une présence aux cours de quarante heures par semaine. Un jeune homme à l'âge d'étudiant devrait dormir sept heures au moins sur vingt-quatre, et avoir trois heures à consacrer aux repas et aux récréations; il devrait en plus avoir un jour de repos par semaine. Soit six jours, — ou cent quarante-quatre heures, — en en retirant les soixante heures de sommeil et de repas, il en reste quatre-vingt-quatre. Si on passe quarante heures dans les salles de cours, on aura quarante-quatre heures, ou sept heures par jour, pour préparer ses leçons, étudier les conférences, rédiger les notes et pour l'exercice physique. Le problème paraît impossible à résoudre, Mais quarante heures sont le maximum, vingt-sept le minimum. Ce minimum vaudrait certainement mieux, mais alors il n'y aurait que neuf heures par jour pour la préparation des cours et les exercices. De quelque côté qu'on étudie la question, il est évident qu'on exige trop des élèves, et que le système d'éducation n'est pas ce qu'il devrait être, Pour résoudre le problème, il faut avant tout considérer l'intelligence moyenne et non celle des mieux doués qui ne doivent pas servir de type.

VI

A la question si souvent posée et discutée de savoir si les jeunes Japonais sont intelligens ou non, il est impossible de répondre d'une façon générale. On pourrait tout aussi bien demander si les jeunes gens d'Europe ou d'Amérique sont intelligens ou non. Nous pouvons cependant dire avec plus ou moins d'exactitude que les enfans de l'Europe méridionale sont vifs et imaginatifs ; que la race germanique est réfléchie et travailleuse, tandis que les jeunes Américains sont d'esprit indépendant et pratique. De même nous pourrions affirmer que les enfans japonais sont, en général, précoces et doués d'une aptitude spéciale pour les sciences appliquées et pratiques. En jetant un coup d'œil rapide sur les rapports des écoles supérieures, nous pouvons

en tirer quelques conclusions importantes. Nous observons que les sciences synthétiques sont enseignées avec beaucoup plus de succès que les sciences purement analytiques; les étudians montrent surtout beaucoup d'aptitude pour la physique et la mécanique; ils s'intéressent peu aux mathématiques et encore moins aux questions d'ordre métaphysique.

Plusieurs conversations instructives que j'ai eues avec différens professeurs des Universités de Tôkyô et de Kyôtô m'ont mieux aidé à comprendre la disposition d'esprit de leurs élèves. Même parmi les étudians en philosophie de l'Université, il y en a qui préfèrent les doctrines des rationalistes aux thèses et aux syllogismes des idéalistes. Aristote, saint Thomas d'Aquin ou l'auteur de *la Critique de la raison pure* les intéressent à peine; tandis que les évolutionnistes modernes ont beaucoup de succès parmi eux. Darwin, Herbert Spencer et Carlyle sont les trois philosophes qui semblent exercer l'influence la plus directe sur l'esprit du jeune Japonais, et Nietzsche, mort récemment dans un asile d'aliénés, avait des adhérens dans les Universités japonaises. Naturellement, ces « hors-d'œuvre » demandent du temps à digérer, et nos jeunes gens, toujours avides de nouveau, ne peuvent pas leur en donner assez. Le triste résultat est un mécontentement général, avec quelques suicides, même parmi les plus jeunes. Les autorités ne pouvaient longtemps ignorer le mal causé par ces tendances matérialistes : elles comprirent la nécessité de choisir plus attentivement les professeurs et les sujets à enseigner. On essaya aussi de remédier au mal en prenant des dispositions nouvelles pour l'enseignement de la morale et de tout ce qui s'y rapporte. Je dois remercier le baron Hamao, président de l'Université de Tôkyô, et le docteur Anagasaki, professeur d'histoire religieuse à l'Université, qui ont eu la bonté de m'expliquer très longuement ce qui a été fait pour hausser le niveau moral des étudians, et surtout pour aider au développement de sentimens plus élevés. Cet examen fera l'objet d'une prochaine étude.

VAY DE VAYA.

REVUE MUSICALE

Réouverture de l'Opéra : *Faust*. — Violonistes et violons.

« Vous approchez encore, ombres flottantes et déjà naguère apparues à mes regards. Tenterai-je cette fois de vous retenir, et mon cœur se retrouvera-t-il sensible à vos prestiges ? »

On peut les saluer aujourd'hui comme faisait Gœthe lui-même au début de son œuvre, ces figures depuis longtemps amies. On vient de les revoir sous d'autres aspects, d'autres vêtemens, presque avec d'autres visages et comme dans un monde ou dans un « milieu » transformé. Désireuse avec raison de rendre ses premiers devoirs à l'un des plus glorieux et des plus fructueux chefs-d'œuvre de la musique nationale, la nouvelle direction de l'Académie nationale de musique a voulu nous présenter un *Faust* matériellement tout neuf, et musicalement (il ne s'agit, cela va sans dire, que de l'exécution), revu et corrigé aussi.

La nouveauté matérielle, en son principe d'abord, et puis dans ses effets, a paru quelquefois heureuse. La mise en scène, — par où ne s'entendent pas seulement les décors et les costumes, mais les gestes et les mouvemens, l'action visible, individuelle ou collective, des personnages, — atteste le goût et la recherche d'un accord plus intime entre le drame et le spectacle et de cette vraisemblance qu'au théâtre on nomme vérité.

J'entends encore Gounod me disant de Mme Carvalho, son exquise interprète, et que d'ailleurs il se plaisait à proclamer telle : « Oui, mais n'oublie jamais qu'elle a créé Mireille, habillée en Suissesse. » Avec ses deux longues nattes, Marguerite aussi, comme tête au moins, sembla longtemps être du même pays. Aujourd'hui, elle a l'air plus

allemand, peut-être un rien hollandais. Plus modeste en outre, sans la robe à queue et l'aumônière d'autrefois, elle est mieux de sa race et de sa condition. De Faust aussi la silhouette a gagné beaucoup en véritable et nationale élégance. Il n'est pas jusqu'à sa coiffure, — le chaperon et même les cheveux, — qui ne donne un caractère intéressant à sa physionomie. Enfin Méphistophélès a paru le plus changé des trois. Il a passé du rouge au noir, presque tout entier et presque tout le temps. A la vérité, le maillot écarlate avait quelque chose de plutôt voyant, quelque chose à quoi l'on pouvait s'étonner que les passans ne prissent point garde. Maintenant, aussi foncé qu'il était clair, le diable va et vient, sans que rien puisse le faire reconnaître. Il paraît, aux yeux du moins, ce que le poète a dit de Faust : « *Ein Mann wie andre mehr,* un homme comme les autres. » A l'acte du Walpurgis seulement, chez lui et parmi les siens, il revêt, pour assister au Sabbat, une espèce de dalmatique à ramages, qui lui donne l'air moins de Satan que de Rothomago. Je regrette le grand manteau rouge, à longs plis, qui l'enveloppait de la tête aux pieds. Ailleurs même, une ou deux fois au moins, j'aurais aimé que le fantastique visible répondît au fantastique sonore, — lequel est rare, mais pourtant se rencontre, — et qu'on ne retranchât pas entièrement de l'aspect du personnage, la couleur infernale qui, par momens, teinte ou timbre sa voix.

Quant aux décors, ils ont tous été remplacés. L'ancien Brocken (paysage et costumes) avait plus de caractère que le nouveau. Le banquet d'abord, et la table même, y étaient mieux disposés. Les dames invitées y paraissaient plus à leur avantage. Et puis et surtout l'architecture, ou les ruines, y étaient d'un autre style : non point assyrien, persan, enfin vaguement oriental, mais hellénique, avec des colonnes brisées et couronnées de fleurs. Cette vision de la Grèce, à la fin du premier *Faust,* rappelait, ou plutôt annonçait un peu le second. L'épisode chorégraphique, le ballet « obligé, » trouvait ainsi, dans son aspect même, plus qu'une excuse, une raison, presque une valeur, non seulement de musique, mais de poésie.

C'est une erreur aussi, pittoresque et musicale, que la première apparition de Marguerite aux yeux de Faust encore vieux, et qu'elle va rajeunir. Dans un paysage insignifiant et placé trop haut, Gretchen, qui semble plutôt Jeanne d'Arc ou sainte Geneviève, est debout. Elle a tort. Il faut ici de toute nécessité qu'elle soit assise, et devant son rouet. Nécessité, ou pour le moins convenance plastique d'abord. Le rouet est devenu l'emblème de cette figure et doit en accompagner

la première vision. Mais surtout, dans le passage en question, nécessité musicale. Sous la noble déclamation de Méphistophélès, offrant au docteur la libation ardente, chante déjà l'un des thèmes futurs de la scène d'amour. Au-dessus, le murmure des violons, leur mouvement rapide et circulaire imite le bruit du rouet. Dans la partition originale, ce dessin revenait plus tard. Modifié légèrement, de majeur devenu mineur, et par là mélancolique, il accompagnait un bel air, supprimé depuis, de Marguerite abandonnée et plaintive. Fidèle jusqu'au bout, après le travail heureux d'autrefois, il rythmait encore la tâche attristée de la pâle fileuse. L'air a malheureusement disparu, pour faire place à certaine romance, — heureusement retranchée à son tour, — de Siebel. Mais qu'importe? L'accompagnement caractéristique n'en subsiste pas moins au premier tableau. Il le commande, il le règle en quelque sorte, et la mise en scène, ici comme partout, devrait correspondre à la musique, plutôt que de l'oublier ou de la méconnaître (1).

Ailleurs, en maint endroit, elle s'y rapporte avec intelligence, avec poésie. Je ne parle pas de l'apothéose finale, où l'ancienne assomption de Marguerite, en style de la rue Saint-Sulpice, est devenue un paysage de cimetière vaguement florentin, pseudo-primitif, et qui déconcerte un peu. Mais le décor de l'église est excellent, avec la perspective de la nef tournant derrière le chœur, où la musique se déploie et roule. « Et voici le jardin charmant, » que baigne tout entier un clair de lune égal, au lieu du rayon unique et réservé si longtemps aux deux seuls amoureux. Quant aux soldats, ils reviennent à présent, un jour d'hiver et de neige, dans un décor très admiré, mais dont le dessin et la couleur pourraient avoir plus de caractère. Enfin, de ces vivans tableaux, le plus vivant est celui de la Kermesse. Une joie alerte et légère l'anime, le partage en groupes qui se meuvent avec aisance, se rencontrent, se mêlent sans lourdeur, ni désordre. Les vieillards ne viennent plus, à l'avant-scène et en rang, nous conter, sur le rythme d'un chœur syllabique et fameux, leurs propos et leurs plaisirs des « jours de dimanche et de fête. » Surtout, la valse a paru plus allemande et, comme jamais encore, délicieuse de discrétion et d'intimité. A travers la foule et la danse, Marguerite, que rien ne distingue, se fraie avec peine un chemin. Au lieu de s'écarter devant elle avec respect et symétrie, on l'ar-

(1) Nous venons seulement d'apprendre (après l'impression de ces lignes) que l'apparition de Marguerite au rouet a été rétablie. Il n'était plus temps de retirer, — matériellement, — notre critique. Aussi bien elle tombe maintenant, d'elle-même.

rête, on lui parle, et sa rencontre avec Faust, l'offre courtoise et le timide refus, sans y rien perdre en élégance, en poésie, y a gagné plus de naturel et de familiarité.

L'exécution musicale, comme la représentation visible de l'œuvre, a changé. De Mlle Hatto (Marguerite) et de M. Delmas (Méphistophélès) les mérites, inégaux, nous étaient bien connus. Dans le rôle de Faust, où nous ne l'avions pas encore entendu, M. Muratore, à mainte reprise, nous a charmé. Le charme en effet distingue ce chanteur qui chante au lieu de crier, qui ne « pousse » pas sa voix, qui, plutôt que de hacher la phrase musicale, la soutient et la conduit; charme sans mièvrerie ni fadeur et, dans l'acte du jardin, mêlé de passion timide et de trouble mystérieux. Il ne serait pas impossible que le sympathique ténor eût pris et compris les conseils d'un autre, silencieux aujourd'hui, mais qui fut à l'Opéra le plus admirable de tous et que, pour ne point offenser les autres, il convient de ne pas nommer.

Dans la salle un peu plus propre, un peu plus claire, la sonorité générale et particulièrement celle de l'orchestre a paru moins sourde. Les instrumens à cordes mêmes y ont repris un mordant qu'on ne leur connaissait plus et que peut-être, s'il plaît aux instrumentistes, ils ne perdront pas tout de suite.

Mais le principal effort des directeurs nouveaux a porté, comme on l'espérait, sur la rectification des mouvemens. Vous savez, et nous en avons récemment gémi, qu'à l'Opéra, depuis longtemps, la musique était en proie à la fièvre, à la folie de la vitesse. Rien n'était plus urgent que de l'en guérir. Craignons seulement de forcer le traitement et que, des convulsions ou du tétanos, on ne tombe dans la maladie du sommeil. Le pouls était beaucoup trop vif, il s'est un peu trop ralenti. La vie a paru çà et là diminuée et refroidie. Mais tout de même, de l'un ou de l'autre excès, l'autre, et de beaucoup, était le pire. L'ensemble de l'ouvrage a profité de l'apaisement général. Il y a gagné plus de noblesse et de sérénité. Maint détail, que trop de précipitation faisait vulgaire, a reparu dans sa grâce et sa finesse primitive. Depuis longtemps on n'avait pas traité le chef-d'œuvre de Gounod avec autant de respect. Cela s'est bien vu, — ou bien entendu, — dès le commencement, dès le prélude austère et serré, dont il faut aisément, posément, nouer et dénouer ainsi les harmonies. Atténuée à tous égards, moins précipitée et moins tapageuse, la valse a produit un effet nouveau et charmant. Le ballet a retrouvé l'agrément de ses mélodies et de son orchestre. Il n'est pas jusqu'aux points d'orgue, aux silences, — ils peuvent avoir un sens, une beauté, comme les sons, — qui n'aient

recouvré leur caractère et leur poésie, avec leur exacte durée.

Quelque chose, il est vrai, dans l'ordre du mouvement, reste à souhaiter encore. Les artistes de l'Opéra, ceux de la scène et ceux de l'orchestre, ne semblent pas comprendre ou deviner ce qu'est le rythme en quelque sorte intérieur d'une mesure ou d'une phrase. Ils ne savent pas respirer la période sonore ; ils ne savent pas, d'une impulsion ou d'une retenue à peine sensible, la presser ou la ralentir, lui donner, sans en rompre, en altérer le cours, la souplesse et l'élasticité, le souffle enfin, régulier mais non pas rigoureux, de la vie.

C'est ce souffle, pourtant, dont la musique de Gounod est animée. Elle nous a paru, l'autre soir, plus que jamais vivante et sans doute, après un demi-siècle, vivante pour jamais. Quelques pages de *Faust*, et nous savons lesquelles, ont vieilli, dites-vous? Dites plutôt qu'au jour même de leur naissance elles n'étaient déjà plus jeunes. Les autres — et combien d'autres! — demeurent, non seulement respectées, mais consacrées par le temps.

Elle a, cette audition en quelque sorte renouvelée, défini et dégagé pour nous les caractères essentiels, la forme particulière et le sentiment original d'un ouvrage qu'il est permis d'appeler un chef-d'œuvre. Gounod a ceci de commun avec les maîtres véritables, qu'on peut marquer chez lui ce qui n'existait point avant lui, son apport et son don personnel au trésor de tous, fait par lui plus riche et plus glorieux. On le peut tout de suite en écoutant *Faust*. On le peut dès que les voiles harmoniques du prélude s'entr'ouvrent et laissent passer la première phrase chantante, d'un si noble et si tendre lyrisme, où Gounod déjà s'annonçait et se retrouve encore tout entier. Elle a, cette phrase, elle a la grâce d'abord. Et puis elle possède l'ordre et l'eurythmie. L'analyse en serait facile et donnerait ceci : une période initiale qui se reproduit ou s'imite elle-même; puis une sorte d'incidente, relative ou subordonnée, se renouvelant à son tour. Pour conclure, un développement, un épanouissement de lumière, de chaleur et de force, et le tout produisant une impression très vive de sentiment, de passion et de vie. Que si l'accompagnement, en batterie de triolets, ne vous suffit plus aujourd'hui, n'allez pas cependant l'accuser trop tôt de platitude et d'indigence. Suivez-en plutôt l'histoire. Il pourrait bien venir de Beethoven : relisez l'*adagio dolente* de la sonate *op.* 110 pour piano. Il a soutenu ensuite, dans le *Paulus* de Mendelssohn, les reproches du prophète à Jérusalem homicide. Gounod le reprend à son tour et sur cette espèce de frisson il aime à poser quelques-unes de ses plus belles cantilènes.

Wagner enfin, le Wagner de *Parsifal*, ne le dédaignera point et fera palpiter le même rythme autour des voix d'enfans chantant sous la coupole. Ne vous semble-t-il pas qu'une telle formule a quelque titre à notre estime et qu'il ne faut trop médire ni de son origine ni de son destin!

« La mélodie de Gounod. » Une étude sur ce sujet honorerait singulièrement le maître. Elle montrerait en lui la faculté créatrice, et créatrice de l'élément premier, de la cellule vivante. Dans l'ordre de l'intelligence musicale, ce sont des idées, et nouvelles, et exquises, que tant de phrases fameuses de *Faust*, presque trop fameuses pour qu'on ose les citer encore, et dont au surplus il faudrait pouvoir citer non pas les paroles, mais les sons. Comme elle est dessinée et modelée, en un mot plastique, la phrase du premier abord : *Ne permettrez-vous pas, ma belle demoiselle?* Qu'elle a de grâce linéaire, de convenance logique avec le texte, et comme, divisée en deux périodes dont chacune a sa figure distincte et parfaite, elle ne forme pourtant qu'une période unique, belle et juste dans l'ensemble, et dans le détail aussi des moindres accens, des plus légères inflexions.

Autant le souffle de Gounod est pur, autant il est soutenu, témoin la cavatine de Faust et l'intérêt de la partie centrale, entre l'exposition et la reprise du thème. Ladite cavatine offre dès le début une de ces analogies étranges et qui, fortuites et comme lointaines, n'altèrent en rien l'originalité d'une forme sonore. Les premiers mots : *Salut, demeure chaste et pure!* se chantent exactement sur les premières notes de l'*adagio* du concerto en *ut* mineur pour piano de Beethoven. Et, pour le dire en passant, il est au moins singulier qu'on accuse encore de petitesse et de mièvrerie cet « air, » ou cette « romance, » si le souvenir de Beethoven est le seul qu'elle puisse évoquer.

De l'imagination mélodique de Gounod veut-on d'autres exemples? Sera-ce la phrase, devenue populaire : *Laisse-moi contempler ton visage?* Elle est assurément immortelle, puisque ni les injures du temps, ni les autres, ne l'ont fait mourir encore. Après un demi-siècle il suffit de l'entendre chanter, — ce qui s'appelle chanter, — pour la retrouver intacte, avec son relief délicat, ses lignes qui montent et descendent, avec ses périodes symétriques sans artifice, avec ses alternatives de sonorité et de silence, de plénitude et de vide, belle enfin de proportion et d'équilibre et, par la direction, par le rythme, harmonieuse dans l'espace autant que dans la durée.

Il faut de la musique pour fendre le cœur. Il en faut aussi qui le fonde, et telle est la musique de Gounod. Rappelez-vous le nocturne

à deux voix : *O nuit d'amour, ciel radieux!* D'abord quatre mesures à demi chantantes et muettes à demi, des accords dégradés sur lesquels un seul mot : *Éternelle!* flotte longuement et s'éteint. Puis c'est l'invocation ardente, c'est le ravissement et l'extase; c'est la grâce toujours, mais c'est aussi l'intensité et la profondeur; surtout c'est une mélodie chez nous toute nouvelle et des sons dont il est juste de dire que notre air natal ne les avait jamais formés.

Au lieu de se déployer et de se donner carrière, cette mélodie aime quelquefois à se réduire, afin de pouvoir partout se glisser. Alors elle anime le moindre détail de l'action et du dialogue, elle excelle à le faire musical et chantant. Maître, quand il le faut, du discours soutenu, Gounod l'est aussi de la causerie aisée et libre. Le quatuor du jardin est un chef-d'œuvre, et peut-être notre chef-d'œuvre français en ce genre. J'en goûte fort l'exorde par insinuation, par un trait de violon qui s'enroule et se faufile. Impossible de noter avec plus de justesse de simples, très simples mots, tels que ceux-ci : *Prenez mon bras un moment.* On dirait que la musique a trouvé là comme la formule sonore de l'invitation et du geste même. Écoutez en esprit cet entretien, présent à toutes les mémoires. Suivez ces phrases qui sont tantôt mélodie et tantôt récitatif, que l'orchestre accompagne, à moins qu'il ne les interrompe, ou bien encore qu'il ne les termine. Rappelez-vous ces questions, ces réponses diverses, toujours élégantes et toujours expressives, toute cette musique enfin qui chante et qui parle à la fois. Ni dans les parties plutôt dialoguées et scéniques, ni dans la fin, plus concertante et plus purement musicale, où passe un souffle de Mozart, du Mozart du « Trio des Masques, » nulle part vous ne trouverez dans ce *quatuor* une faute contre le goût et le style, contre le naturel et la vérité.

Vous y trouverez même, en cet acte du jardin qui contient tant de choses, vous y trouverez la mélodie à l'orchestre et « la mélodie infinie. » J'en sais peu d'exemples aussi ravissans que le chant de Marguerite à la fenêtre. Que dis-je! Marguerite ici n'est pas seule à chanter. La symphonie l'accompagne ou plutôt l'environne et l'enlace. Chaque voix de l'orchestre, un hautbois, un cor anglais, un violoncelle, est non seulement unie, mais égale à sa voix. Ainsi, de toutes les manières, par le rapport entre la monodie vocale et la polyphonie des instrumens, par le développement des thèmes, par le renoncement volontaire aux formes de l' « air » ou du morceau, une telle page est véritablement symphonique. Si peut-être elle le cède à d'autres pages d'amour, et notamment au sublime épisode où

Brangaine interrompt l'extase des amans de Cornouailles, ce n'est que pour les dimensions, non pour la beauté. On s'en va répétant aujourd'hui qu'il est impossible d'écouter Gounod après Wagner, et *Faust* après *Tristan*. Oh ! que notre vieux professeur avait raison jadis, et combien il est vrai souvent que cet « on, » ce fameux « on, » n'est qu'une bête !

Il l'est quand, insensible à tant de charme, il méconnaît également, dans la scène de la cathédrale, et la force et la grandeur. Dramatique et religieuse, voire liturgique, d'église en un mot, — nous avons naguère essayé de le faire voir, — plus qu'à l'église même, la musique est ici tout entière et comme dans tous les sens, à la taille de l'action et du lieu. Nous parlions tout à l'heure de certaines choses qui n'avaient pas été dites avant Gounod, ou qui ne l'avaient pas été de cette manière. Il semble bien que le repentir ou la pénitence ne s'était pas encore exprimé dans une phrase comparable à la phrase d'entrée de Marguerite, dans une période partagée ainsi, quant à la forme, entre le récitatif et la mélodie, et, pour le sentiment, respirant ensemble tant de noblesse et tant d'humilité.

« Le sentiment, » dit Faust, le Faust de Gœthe, à Gretchen, « nomme-le comme tu voudras. Nomme-le bonheur ! cœur ! amour ! Dieu ! Je n'ai point de noms pour cela ! Le sentiment est tout ; le nom n'est que bruit et fumée, obscurcissant la céleste flamme ! » Pauvres de nous, qui nous mêlons d'écrire de musique ! Nous ne faisons qu'obscurcir la flamme. Le sentiment de la musique, voilà ce que nous voudrions toujours et ne savons jamais nommer. Pourtant, cœur, amour, amour surtout, et Dieu même, avec, en plus, une vague, une attirante tristesse, le sentiment de la musique de Gounod pourrait s'appeler de tous ces noms. Pour les justifier, il ne faut pas même une page de *Faust*, il suffit de bien moins : de quelques lignes, de quelques notes, parfois d'une mesure ou d'un accord. C'est assez d'une inflexion comme celle-ci : *J'ai langui triste et solitaire*, ou comme la réponse de Marguerite : *Mon frère est soldat... J'ai perdu ma mère*, avec le peu de notes exquises dont l'orchestre l'interrompt et la retarde. Ailleurs, les notes seules, sans paroles, en disent assez. Avant que le rideau se lève sur le jardin, rien qu'à de mélancoliques et tendres ritournelles, à de certains *pizzicati* furtifs qui se détachent sur un fond grave et doux, à la réplique ardente et douloureuse des violons, à tout cela, qui n'est rien, ne reconnaissez-vous pas le mystère, la solitude, la paix d'un asile encore pur, et qui bientôt sera troublé ? Peu d'instans après, ce n'est rien non plus que l'entrée de Marguerite ; rien, cette

quinte obstinée où bientôt une neuvième s'ajoute, formant un accord étrange, sur lequel passent et repassent des groupes ou plutôt des couples de notes inquiètes ; rien, moins que rien, ces premières mesures de récitatif ou de psalmodie et ces harmonies changeantes sous une note répétée, égale et pensive. Mais reportez-vous à cinquante ans en arrière, ouvrez toutes les partitions d'alors, vous n'y trouverez nulle part le caractère, et comme la teinte, ou la demi-teinte, de cette sensibilité et cette poésie.

Elles sont d'abord, cette poésie et cette sensibilité, d'ordre purement intérieur. Ne l'oublions jamais, l'un des mérites éminens de Gounod fut de ramener la musique, la nôtre, du dehors au dedans. Rien que pour cette raison, — qui n'était pas la seule, — après l'apparition de *Faust* il devenait, je ne dis pas impossible, puisqu'on l'a pu, mais injuste, mais impertinent, d'appeler encore Auber le chef de l'école française. Sinon l'esprit de cette école, au moins son âme en avait désormais un autre. Chaque page ou chaque phrase de *Faust* apparaît comme un signe, un pas nouveau de ce mouvement vers le centre et de ce retour au cœur. L'acte du jardin le consomme et le consacre. A mesure qu'il s'avance, la musique nous presse et nous serre davantage. Son étreinte, il est vrai, n'est pas, comme celle d'un *Tristan*, terrible et presque mortelle. Bientôt pourtant, et de plus en plus, elle nous pénètre, elle nous atteint jusqu'en notre fond, que désormais elle occupe et possède tout entier.

Autant qu'intérieure, la musique de Gounod est familière. Ce fut encore une marque de sa nouveauté, et c'est une raison aussi de son charme. Elle vint, non pas le moins du monde abaisser, mais, plus originale en ceci que celle de Berlioz même, rapprocher de nous et détendre le grand opéra français, l'animer, sans recourir à l'histoire, d'une vie aussi vraie, mais plus humble et ressemblant davantage à notre vie. Reprocher, comme on le fait souvent, à Gounod, d'avoir détaché du vaste poème de Gœthe un épisode unique, — et volontiers on ajouterait insignifiant, — c'est méconnaître la nature du musicien. Se connaissant mieux lui-même, il s'est restreint à ce qu'il sentait convenir mieux aussi à la discrétion, à l'intimité de son propre génie. Or, cet élément par lui séparé et retenu, cette triste et quasi banale aventure, cette pauvre histoire d'amour et de mort, de baisers et de larmes, ne vous semble-t-il pas que, par la simplicité, la généralité même, elle rentre dans l'ordre des sujets les mieux faits pour la musique et dans cette catégorie de l'idéal que Wagner appela « le purement humain? »

Aussi bien, en ce sujet familier et voisin de nous, le langage musical n'a jamais ou presque jamais rien abandonné de son élévation et de sa noblesse. La partition de *Faust* renferme peu de passages tout à fait insignifians ou vulgaires. Par le style autant que par la pensée, elle occupe, et sans doute après un demi-siècle il est permis de prévoir qu'elle conservera parmi les chefs-d'œuvre de France une place d'élection. Dans un cadre moyen, l'œuvre est grande. Elle l'est par l'intensité du sentiment et la pureté de la forme. Toute proportion gardée, elle l'est comme le temple athénien dont Gounod écrivait un jour : « Il est grand par la présence de cette grâce suprême qui discipline et tranquillise la force et qui exclut du domaine de l'art toute emphase et tout excès. » *Faust* demeurera chez nous l'exemplaire achevé d'un art que le maître encore, — on sait qu'il avait le secret des formules profondes, — résumait en deux mots, qui disent beaucoup : supérieur et prochain.

Nous finirions volontiers, de même que nous avons commencé, par des vers de Gœthe, par la seconde strophe de la dédicace de *Faust*. Elle est également adressée aux figures anciennes et reparues. « Vous me rapportez mainte image des jours heureux et je vois se lever de nouveau bien des ombres chéries. Comme une vieille chanson qui se perd à demi, voici les premiers amours et les premières amitiés... » Tel est, pour les musiciens de notre âge, le « charme, » au sens un peu magique, de cette musique de Gounod. Elle est liée à leur jeunesse. Et ceux-là surtout n'y deviendront jamais insensibles, à qui le maître naguère, avec tout son génie, avait donné quelque chose aussi de son cœur.

Le moment ne serait pas mal choisi pour méditer sur les paroles de Shakespeare : « Est-il croyable que des boyaux de mouton puissent exalter ainsi nos âmes ! » Les deux premiers mois de cette année ont appartenu aux violonistes et même aux violons. Un petit livre fort bien fait : le *Paganini* de M. J.-G. Prod'homme (1), est déjà depuis quelque temps sur notre table. Un autre, beaucoup plus considérable, vient de l'y rejoindre. Il porte ce titre : *Antoine Stradivarius, sa vie et son œuvre* (2).

(1) Dans la collection : *les Musiciens célèbres :* Laurens, éditeur.

(2) 1 vol., par Henri Hill, Arthur F. Hill, F. S. A. et Alfred E. Hill ; avec une introduction de M. Camille Barrère, ambassadeur de France en Italie, traduit de l'anglais par M. Maurice Reynold avec le concours de M. Louis Cézard. — Paris, chez MM. Silvestre et Maucotel, luthiers, 29, faubourg Poissonnière et librairie Fischbacher. — Londres, William E. Hill et fils, luthiers, 140, New Bond-Street, 1907.

Le second de ces ouvrages, comsacré à la gloire du plus célèbre des luthiers italiens, nous est présenté comme complet et définitif dans une préface dont l'auteur avait deux fois qualité pour l'écrire, étant ambassadeur en Italie et violoniste. Le livre tient largement, si même il ne les dépasse, les promesses de l'introduction. D'abord, il est un manuel, bien plus, un traité technique de lutherie. Après l'avoir lu, plus rien de la constitution ni de la confection du violon ne nous est étranger. Nous avons appris à connaître, à comprendre, dès l'origine et dans son progrès ou son évolution, le métier, le génie du vieux maître qui, de ses mains légères, enfermait entre quelques lamelles de bois, comme en un tabernacle, le divin mystère des sons. Ces violons illustres, chefs-d'œuvre de son art, nous les voyons ici de nos yeux : de profil ou de face, des images finement coloriées nous les représentent. Et la voix de quelques-uns nous étant connue, il nous semble tous les entendre. Nous les admirons, nous les aimons d'abord pour leurs formes : pour la finesse de leur col et la fierté de leur tête, pour la rondeur de leurs « voûtes » ou la courbe de leurs flancs. Pour leurs couleurs aussi, pour le vernis transparent et chaud qui les revêt, sans les cacher, d'ambre, de pourpre ou d'or. Enfin, — et par là ce livre, technique ou de métier, devient un livre d'art, — l'histoire d'une famille ou d'une race fameuse d'instrumens nous inspire plus d'admiration et de tendresse, une sorte de pieux respect, pour l'instrument lui-même. Nous sentons mieux, nous honorons davantage son éminente dignité, nous rappelant qu'il fut toujours et qu'à jamais il restera le confident, l'interprète le plus noble, le plus près lui aussi d'être humain, de la pensée et de l'âme humaine s'exprimant par les sons.

Nous avons quelque raison de croire qu'il ne fut pas tout à fait cela sous les doigts d'un Paganini. Le plus fameux des violonistes paraît assez loin d'en avoir été le plus grand. Sans doute, et d'abord, « c'était merveille de le voir. » Son biographe nous retrace, d'après les contemporains, la silhouette ultra-pittoresque de l'étique, fantastique et presque diabolique personnage. Si, de son vivant, il semblait étrange, il garda jusque dans la mort un aspect singulier et même excentrique : le col enveloppé d'une immense cravate blanche et le front couronné d'un bonnet de coton sur lequel un ruban bleu nouait une large rosette. Son destin non plus, sans parler de ses triomphes inouïs, ne fut point ordinaire. Sa vie est une sorte de roman d'aventures, et des aventures les plus diverses. La part même de la légende étant faite, elle contient encore de l'histoire, ou des histoires assez

plaisantes, comme celle d'un concert à la cour de Lucques, où Paganini vint jouer sous l'uniforme de capitaine de gendarmerie. Il avait d'ailleurs le droit de le porter, — ou du moins de le porter ailleurs, — tenant son grade et son brevet de la grande-duchesse elle-même. Un autre trait de sa vie, étant donné la réputation d'avarice qu'on avait faite au *maestro*, ne semble guère moins surprenant. Je veux parler du fameux chèque de vingt mille francs que, dans un jour d'enthousiasme, Paganini remit à Berlioz méconnu et pauvre. On a cherché l'explication de cette magnificence. On en a même trouvé plusieurs, que M. Prod'homme énumère, et dont la plus vraisemblable ne paraît décidément pas être la pure générosité.

Autant que de le voir, et plus encore, c'était « merveille de l'ouïr. » Mais une merveille qui devait être de l'ordre matériel et physique, beaucoup plus que de l'ordre de l'esprit et de l'âme. Paganini semble avoir réalisé dans sa perfection, et peut-être au delà, le détestable idéal de la virtuosité, de cette *virtù* qui n'est pas la vertu, même dans l'art; qui plutôt, lorsqu'elle est seule, en serait précisément le contraire, étant le culte et l'idolâtrie du moi, au lieu d'en être l'oubli et le sacrifice. De quel chef-d'œuvre savons-nous qu'il ait été l'interprète? Quel grand maître le compta parmi ses humbles et nobles serviteurs? Berlioz, à vrai dire, écrivit à sa prière et pour lui *Harold en Italie*, que d'ailleurs l'illustre violoniste ne devait jamais exécuter. On assure que peu de mois avant de mourir, à Gênes, il jouait parfois, dans l'intimité, les quatuors de Beethoven. Mais les programmes de ses concerts publics sont à faire peur. Et les détails qu'on nous a conservés sur son jeu, sur les prouesses et les prodiges de son exécution, ne sont pas moins inquiétans. Tantôt il montait son violon avec des cordes de violoncelle, tantôt il ne jouait que sur deux cordes, sur une seule même, la quatrième. Il aimait ou du moins il réussissait à jouer juste sur un violon faussement accordé, ou bien il haussait ses quatre cordes d'un demi-ton. Il ne lui déplaisait pas de se servir, en guise d'archet, d'une canne, et certain jour où l'une de ses cordes vint à casser, il continua sur les trois autres, de plus belle. Son violon aurait pu se rompre par le milieu, cela lui aurait fait deux violons.

Quelques-uns de ses contemporains, et non des moindres, ne furent point de ses dévots, et Liszt, au lendemain de sa mort, écrivait avec une juste rigueur : « Que l'artiste de l'avenir renonce donc, et de tout cœur, à ce rôle égoïste et vain dont Paganini fut, nous le croyons, un dernier et illustre exemple. Qu'il place son but, non en lui, mais hors de lui ; que la virtuosité lui soit *un moyen*, non *une*

fin; qu'il se souvienne toujours qu'ainsi que, noblesse, et plus que noblesse sans doute, génie oblige. »

Après avoir parlé de celui qui fut non pas le dieu, mais plutôt le diable du violon, et parlé du violon même, je ne puis, faute de place, que citer les violonistes nombreux dernièrement entendus. Au Conservatoire, M. Hayot joua le concerto de Beethoven. A la *Société Philharmonique*, M. Hayot encore, MM. Enesco et Jacques Thibaud exécutèrent, deux par deux, puis tous les trois ensemble, une sonate de Bach, une autre de Haendel, enfin un triple et rayonnant concerto de Vivaldi. La même Société nous a donné la joie de réentendre le quatuor Rosé, de Vienne, le premier peut-être des quatuors étrangers, et des autres, depuis que la mort a dissous le quatuor du grand Joachim. Avec une sonorité limpide et vraiment de cristal, dans un style où toute la profondeur de l'esprit s'allie à toute la simplicité du cœur, les quatre musiciens d'Autriche ont joué comme un seul musicien, qui serait un musicien hors ligne, les chefs-d'œuvre de leur patrie, ceux de Haydn et de Schubert. Enfin je vous signale une petite inconnue de treize ans, avec des cheveux blonds, qui n'a fait que passer, mais qui reviendra parmi nous. Son nom, qu'il faut retenir, est Viviane Chartres. Un matin elle joua, pour quelques-uns de nous seulement, la Chaconne de Bach, et j'oubliai toute la *virtù* d'un Paganini pour cette innocence, pour ce qu'il y avait d'émouvant et de presque sacré dans la rencontre du vieux chef-d'œuvre et de sa jeune interprète, pour le miracle et le mystère de tant de puissance et de grandeur, se laissant deviner et traduire par la faiblesse d'une enfant.

CAMILLE BELLAIGUE.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

La situation, au Maroc, ne s'est pas améliorée depuis quelques jours, mais peut-être s'est-elle éclaircie. Ce ne sont pas les déclarations du gouvernement qui nous ont apporté des lumières nouvelles, mais bien les événemens eux-mêmes. Les déclarations du gouvernement ont été singulièrement optimistes. Ceux qui ont entendu M. le ministre de la Guerre répondre au Sénat à M. Gaudin de Villaine, puis M. le ministre des Affaires étrangères et M. le président du Consei répondre à la Chambre à MM. Jaurès et Émile Constant, ont pu croire que les choses avaient pris une tournure décisive, que les tribus, épouvantées par la vigueur de notre action, se soumettaient à qui mieux mieux, et que bientôt toute la région à l'Est de Casablanca, dans un rayon de quatre-vingt ou de cent kilomètres, serait définitivement pacifiée. En est-il réellement ainsi? Nous ne voulons rien exagérer. Dans certains pays étrangers, on a parlé d'une défaite que nous aurions subie et qui nous mettrait en danger. Rien de tel n'est arrivé. La vérité est que nous avons fait un effort considérable et que, faute de moyens suffisans, nous n'avons pas complètement atteint le but que nous nous étions proposé. Il faut donc, ou recommencer l'effort dans des conditions plus propres à en assurer le plein succès, ou renoncer au but poursuivi. Nous ne conseillons pas d'adopter ce dernier parti; notre retraite prendrait aux yeux des Arabes le caractère d'une déroute, et les conséquences en seraient très graves. Mais on commence à se demander dans le public, avec une inquiétude croissante, quel est l'objet véritable des marches et des contremarches auxquelles nous assistons sans les bien comprendre. Le moment est venu de savoir exactement ce que nous voulons faire, et de proportionner nos forces à l'exécution de nos desseins.

Les opérations militaires de ces derniers jours peuvent se résumer en termes très simples. Le général d'Amade occupe avec des forces formant garnisons trois points sur la côte, Casablanca, Fedala et Bouznika, et dans les terres, à l'Est et au Sud de Casablanca, Si-Aïssa et Ber-Rechid. Ce sont les points fixes d'où doit s'exercer son action. S'étant donné pour tâche de réduire la résistance des Mzab et des Medakra, tribus à l'Est de Ber-Rechid, le général a constitué à Si-Aïssa et à Casablanca deux colonnes principales, celle du Tirs et celle du littoral, composées chacune de 1500 hommes environ et munies d'artillerie, qui ont occupé pour la seconde ou la troisième fois Settat, et qui, de là, ont marché sur Si-Abd-el-Kerim, dans la direction des tribus à soumettre. Si-Abd-el-Kerim était le point de concentration vers lequel devaient converger, avec celles dont nous venons de parler, deux autres colonnes secondaires parties, l'une de Ber-Rechid sous les ordres du colonel Brulard, l'autre de Bouznika sous ceux du colonel Taupin. Ces deux dernières étaient sensiblement plus faibles que les deux premières, et les Marocains s'en sont tout de suite aperçus : aussi les ont-ils attaquées avec une véritable furie et les ont-ils mises en danger sérieux. Le colonel Brulard a soutenu vaillamment un combat acharné : il aurait toutefois fini par succomber sous le nombre des assaillans, si le général d'Amade, voyant le danger qu'il courait, n'avait pas envoyé à son secours. La colonne Brulard a été dégagée, après avoir eu 6 tués et 26 blessés, et elle a rejoint Si-Abd-el-Kerim. Quant à la colonne Taupin, arrêtée au défilé de Bou-Rebat par des forces très supérieures, elle s'est battue pendant deux jours et a dû repousser plusieurs assauts à la baïonnette, ce qui prouve, soit dit en passant, combien étaient grandes l'ardeur et l'audace des Marocains : ils s'étaient avancés jusqu'à portée des bras de nos soldats. Le colonel Taupin a eu 2 officiers et 7 soldats tués, 5 officiers et 38 soldats blessés. Ce ne sont pas là des pertes bien considérables; cependant, si l'on songe que la colonne n'était guère composée que de 800 hommes, la proportion paraît assez élevée. Les pertes de l'ennemi ont été beaucoup plus nombreuses, nous n'avons pas besoin de le dire. En dépit de leur acharnement et de leur courage, les Marocains ont dû battre en retraite : ils ont été complètement défaits. Mais le colonel Taupin s'est trouvé dans l'impossibilité d'avancer davantage, et il a manqué le rendez-vous de Si-Abd-el-Kerim. Ses troupes étaient exténuées, ses munitions étaient épuisées.

Fedala étant plus rapprochée de lui que Bouznika, c'est sur Fedala qu'il s'est replié; il y est arrivé en bon ordre, sans être inquiété,

ayant grand besoin d'y prendre un peu de repos. Ce besoin, les colonnes qui étaient arrivées à Si-Abd-el-Kerim l'éprouvaient également : le général d'Amade a repris avec elles le chemin de Casablanca, et les Marocains ont réoccupé les points que nous avions abandonnés. Il faut avoir la franchise de le dire, l'opération n'avait qu'à demi réussi. Sans doute, les Marocains ont été battus dans tous les combats où ils se sont engagés; ils ont reçu de très rudes leçons; mais nous n'avons pas pu conserver les positions que nous avions péniblement atteintes, et nous sommes revenus sur la côte pour y reprendre des forces. Cela prouve, avec évidence semble-t-il, que nous n'en avions pas assez, en dépit des assertions contraires que le gouvernement a multipliées devant la Chambre et devant le Sénat. Le plan du général d'Amade était bien conçu. Il a beaucoup d'analogie avec celui que le général Lyautey a si heureusement exécuté sur la frontière algérienne. La différence est que le général Lyautey connaissait depuis longtemps son terrain et les tribus qui l'occupent, qu'il avait bien en main des troupes en nombre suffisant, enfin, peut-être, qu'il a rencontré une résistance moindre. Le fanatisme marocain s'est particulièrement porté du côté de Casablanca. Le général d'Amade, au contraire, n'avait pas assez d'hommes pour constituer fortement les colonnes Brulard et Taupin. Aussi, lorsque l'étau dans lequel il se proposait de prendre les tribus des Mzab et des Medakra a été sur le point de se fermer, une des branches a fléchi.

Nous réparerons certainement ce demi-échec : mais il contient pour nous une double leçon, militaire et politique. Le gouvernement n'a pas cessé de répéter qu'il n'avait pas d'autre but que d'assurer la sécurité de Casablanca, comme la conférence d'Algésiras lui en a d'ailleurs confié la mission, conjointement avec l'Espagne. Pour atteindre ce but, la prudence du général Drude suffisait. On a beaucoup attaqué le général Drude; on lui a reproché de n'avoir pas tiré un assez grand parti des forces qu'on avait mises à sa disposition; on a assuré qu'il avait les moyens de tout balayer dans un très large périmètre autour de Casablanca. Bref, on l'a remplacé par un général dont on attendait ce qu'il n'avait pas su faire lui-même. De la retraite d'où il les contemple aujourd'hui, le général Drude a le droit de penser que les événemens lui donnent raison : il pourrait même y mettre quelque ironie, si le patriotisme ne dominait pas chez lui tous les autres sentimens. On lui avait demandé d'assurer la sécurité de Casablanca, et il l'avait fait. La sécurité, de son temps, était parfaite à Casablanca : nous ne croyons pas qu'elle ait augmenté depuis.

Mais, une fois obtenu, ce résultat a paru médiocre. On a voulu pacifier toute la région ambiante : de là les opérations qui, entamées au dernier moment par le général Drude lui-même, ont été poussées par son successeur de Mediouna jusqu'à Ber-Rechid, de Ber-Rechid jusqu'à Settat, et enfin de tous ces points jusqu'à Si-Abd-el-Kerim. L'inconvénient des opérations de ce genre est qu'il est impossible d'y mettre un terme. Quand on s'est avancé de 50 kilomètres plus loin, on a déplacé la difficulté, mais on ne l'a ni supprimée, ni diminuée. Derrière les premières tribus on en trouve toujours de nouvelles, et lorsqu'on croit être au bout de son effort, on est obligé de le recommencer. Le nombre des ennemis qu'on est allé chercher augmente sans cesse : on a beau en tuer, il y en a toujours. Le moment vient où on s'aperçoit qu'on en a trop et qu'on n'est plus soi-même en nombre suffisant. M. le président du Conseil a affirmé que nous n'irions ni à Marakech, ni à Fez : c'est une parole que nous avons enregistrée avec satisfaction pour un double motif, d'abord parce qu'un pareil effort nous coûterait cher, ensuite parce qu'il ne résoudrait rien. L'ennemi se reformerait un peu plus loin, soit devant nous pour nous attirer, soit derrière pour nous couper de notre base d'opérations. Nous déplorons, comme tout le monde, que les colonnes du général d'Amade ne soient pas parvenues toutes les quatre à Si-Abd-el-Kerim ; mais quand même elles l'auraient fait, la situation n'aurait pas été aussi changée qu'on paraît le croire. Les mêmes motifs qui nous auraient fait aller à Si-Abd-el-Kerim nous auraient sollicités à aller plus loin encore, et il en sera ainsi jusqu'à ce que nous ayons enfin une politique. Jusqu'ici, nous n'en avons pas, ou plutôt le gouvernement en professe une et il se laisse entraîner à en suivre une autre. Il proteste contre toute idée de faire la conquête du Maroc, et une pareille idée serait effectivement une folie ; mais il s'engage dans une voie qui ne conduit à rien, à moins qu'on ne la parcoure tout entière, c'est-à-dire, jusqu'à la conquête. De là ses déceptions, et nos inquiétudes.

La marche en avant de nos colonnes jusqu'à Settat ne s'expliquerait pas s'il ne s'y était mêlé des préoccupations politiques : on a voulu aider le sultan Abd-el-Aziz contre son frère Moulaï-Hafid. En même temps, on disait, bien entendu, qu'on se gardait soigneusement de prendre parti entre les deux frères. On le répète avec un peu plus de sincérité peut-être, — encore n'en sommes-nous pas très sûr, — depuis que Moulaï-Hafid a été proclamé à Fez; mais on n'a pas su s'arrêter dans le mouvement qu'on avait commencé, et on l'a continué.

Moulaï-Hafid ne nous demandait pas autre chose, et il ne nous demande pas encore aujourd'hui autre chose que la neutralité; nous ne l'avons pas observée; nous avons attaqué les tribus hafidiennes, et nous nous montrons après coup extrêmement scandalisés de rencontrer au milieu d'elles la mehalla de Moulaï-Hafid. Nous nous sommes créé par là bien des difficultés. Maintenant le mal est fait : il ne reste plus qu'à nous en tirer le mieux possible. En réponse aux questions qui lui ont été posées par M. Jaurès, M. le ministre des Affaires étrangères a prononcé une fois de plus de sages paroles, et M. le président du Conseil les a résumées et confirmées en termes qui ne laissent rien à désirer au double point de vue de la précision et de la fermeté : nous voudrions seulement trouver la même fermeté et la même précision dans les actes. Nous voudrions y trouver aussi la même mesure. Alors seulement nous pourrions nous associer au témoignage de confiance que le Sénat et la Chambre ont donné au gouvernement en termes identiques. Il ne faut d'ailleurs pas être trop sévère pour le gouvernement; il est aux prises avec des difficultés qu'il n'a pas toutes fait naître, et dont la responsabilité ne lui appartient pas tout entière; il y pourvoit comme il peut. Mais M. Clemenceau est particulièrement inexcusable lorsqu'il commet certaines fautes. Il les connaît bien en effet, et, s'il avait le loisir de relire ses vieux discours, il s'apercevrait qu'il les a condamnées autrefois chez les autres avec une éloquence sans pitié. Que deviendrait-il s'il trouvait en face de lui un autre Clemenceau?

Nous avons dit un mot, il y a quinze jours, de l'affaire du chemin de fer de Novi-Bazar, et de l'émotion qu'elle avait produite en Russie. Cette émotion est loin d'être calmée, mais elle a pris un autre caractère. A la surprise et à l'irritation du premier moment a succédé le désir de trouver une compensation, qui aurait quelque peu l'air d'être une réplique. Quand nous parlons de surprise, le mot s'applique à l'opinion plutôt qu'au gouvernement russe. Elle ne savait rien des projets que nourrissait le baron d'Ærenthal, et elle a éprouvé en les apprenant comme une violente secousse. Pour ce qui est du gouvernement, on a tout de suite affirmé à Vienne qu'il avait été averti et que, dès lors, il ne pouvait pas se plaindre qu'on eût agi à son insu. Soit; mais ne peut-il pas se plaindre d'autre chose? Il paraît certain que le cabinet russe a effectivement été pressenti, mais qu'il a répondu tout de suite par une protestation devant laquelle on ne s'est pas arrêté à Vienne. S'il en est ainsi, le procédé autrichien n'en est pas meilleur.

Mais, dit-on encore à Vienne, l'article 25 du traité de Berlin reconnaît à l'Autriche-Hongrie « le droit de tenir garnison et d'avoir des routes militaires et commerciales sur toute l'étendue » du Sandjak de Novi-Bazar. A quoi on répond, à Saint-Pétersbourg, que le mot de « routes » ne comprend pas les chemins de fer, et que la preuve en est à l'article 29 qui, en les nommant expressément à côté des routes ordinaires, les en distingue. Ce n'est peut-être là qu'une subtilité; mais, même si on ne conteste pas le droit de l'Autriche, on peut se demander si elle en a fait un usage opportun. Il ne s'agit, d'après elle, que d'un chemin de fer économique. On n'en croit rien à Saint-Pétersbourg; on y fait remarquer que les intérêts économiques de l'Autriche étaient déjà desservis par une ligne ferrée qui va aussi à Salonique, et qui a 200 kilomètres de moins que la nouvelle. On conclut que celle-ci ne peut avoir qu'un caractère stratégique, et que sa construction modifiera sensiblement l'équilibre des puissances dans les Balkans, notamment celui de la Russie à l'égard de l'Autriche. Que deviennent alors les arrangemens de Muerszteg? Ils sont violés, dit-on à Saint-Pétersbourg, tandis qu'on affirme à Vienne qu'ils n'ont rien à voir dans l'affaire et qu'ils ont été toujours respectés. Nous n'avons pas à entrer dans une controverse où la France n'a pas d'intérêts directs à défendre, et nous nous bornons à reproduire les argumens des deux parties. Mais comment ne pas reconnaître que la confiance réciproque, qui était à la base des arrangemens de Muerszteg, a reçu une atteinte sérieuse? La nouvelle lancée, il y a un mois, par M. d'Ærenthal a produit en Europe un effet comparable à celui d'un rocher qui, se détachant d'une cime, tombe brusquement dans un lac tranquille et en trouble l'eau jusque dans ses profondeurs. Le lendemain de l'événement, les rapports des puissances entre elles n'étaient plus tout à fait les mêmes que la veille. On a écrit à ce sujet beaucoup de choses exagérées dans les journaux. On a fait allusion, par exemple, à un nouveau classement des puissances qui grouperait d'un côté la Russie, l'Angleterre, la France et l'Italie, et de l'autre l'Autriche et l'Allemagne. Encore l'Allemagne éprouve-t-elle quelque embarras de tout le bruit qui s'élève autour de l'affaire, et, sans désavouer son alliée, laisse-t-elle entendre qu'elle n'est pour rien dans l'initiative qui a été prise : il est vrai qu'on ne la croit pas beaucoup. Et quant à l'Autriche-Hongrie, elle est divisée ; on ne pense pas, on ne parle pas de même à Vienne et à Pest; on blâme volontiers ici ce qui a été fait là. C'est aller bien vite et bien loin, c'est dépasser certainement la mesure exacte des choses que de

tirer des conséquences extrêmes du fait qui vient de se produire. Il n'en est pas moins vrai que les intérêts qui s'agitent, parce qu'ils se sentent menacés, sont un peu différens de ceux sur lesquels reposent les systèmes d'alliances ou d'amitiés de l'Europe. L'Italie et l'Autriche, par exemple, s'aperçoivent une fois de plus qu'ils en ont d'opposés : et ceux qui espéraient amener, peut-être par l'intermédiaire de M. d'Ærenthal lui-même, un rapprochement plus intime entre la Russie et l'Allemagne, voient pour le moins s'éloigner l'accomplissement de leurs désirs.

On a dit aussi que l'Autriche n'avait pas pu obtenir l'avantage considérable que la Porte lui a fait espérer et qu'elle a cru pouvoir escompter, sans avoir rien donné ou fait espérer elle-même, et qu'en retour du bon procédé qu'on y avait eu envers elle, on était en droit d'attendre de sa part, à Constantinople, un peu moins d'énergie dans la poursuite des réformes à introduire en Macédoine. Nous sommes convaincu qu'à Vienne cette conséquence n'est nullement admise; mais enfin, les apparences sont là, et la diplomatie ottomane est trop experte dans l'art de diviser les puissances européennes qui exercent une pression sur elle, pour qu'on ne soit pas porté à voir dans ce qui vient de se passer une nouvelle manifestation de ce genre d'habileté. La Russie et l'Autriche, fortes de l'entente de Muerszteg, agissaient à Constantinople en commun : le Sultan n'aurait pas été l'adroit politique qu'il est, s'il n'avait pas profité de l'occasion qui s'offrait à lui de favoriser l'une au détriment de l'autre et d'ébranler par là leur accord. Aussi n'a-t-il pas manqué de le faire. Comment ne pas se demander, en se plaçant à ce point de vue, si l'heure a été bien choisie pour la démarche autrichienne? Aussi n'a-t-on pas manqué de se le demander en Europe. N'est-il pas à craindre que l'Autriche ne soit, en ce moment, un peu désarmée à l'égard de la Porte, et qu'elle ne puisse pas lui manifester les mêmes exigences qu'hier? Lorsque l'on poursuit deux objets à la fois, l'attention et l'effort s'affaiblissent en se divisant. Ces réflexions se sont présentées, comme il était inévitable, à beaucoup d'esprits en même temps. On y a rattaché certains incidens diplomatiques qui se sont passés à Constantinople, et dont les journaux parlent d'une manière un peu trop vague pour que nous puissions en préciser le caractère avec certitude. Il semble bien, toutefois, qu'il y ait eu, depuis quelques semaines, un peu plus de mollesse dans la pression commune que les puissances exercent sur la Porte à propos de la Macédoine; et comme on attribue à l'Allemagne l'espèce de relâchement qui s'est

produit, on se demande assez naturellement si l'Autriche, son alliée, n'y est pas pour quelque chose. Les puissances s'étaient mises d'accord, — on le croyait du moins, — pour demander à la Porte de donner aux contrôleurs européens en Macédoine un droit de surveillance sur le paiement régulier des magistrats, et, par là, sur le fonctionnement de l'organisation judiciaire elle-même. Une note avait été signée par les six ambassadeurs. Il ne restait plus qu'à la remettre, lorsque l'Allemagne a renoncé à la soutenir et a émis des doutes tardifs sur son efficacité. Nous ignorons quelle suite a été donnée à cette affaire; aucune, peut-être, jusqu'ici; mais cette hésitation de l'Europe, au moment d'accomplir une démarche attendue, a été pour la Porte un succès politique qui ne peut que l'encourager dans ses résistances, ou dans ses tergiversations.

Revenons à la question des chemins de fer. Nous mettons le mot au pluriel parce que, dès que l'Autriche a été autorisée par un iradé impérial à mettre à l'étude la ligne de Novi-Bazar, les esprits sont entrés en campagne pour chercher des compensations qui rétabliraient l'équilibre rompu au détriment de la Russie ; et on a parlé tout de suite d'une ligne ferrée dont les études sont déjà faites en partie, qui relierait le Danube à l'Adriatique. C'est ce qu'on appelle la ligne transversale : on en a étudié plusieurs projets. Elle partirait de la Roumanie à l'Est, et aboutirait, à l'Ouest, à un point à déterminer sur l'Adriatique. Quel serait ce point : Antivari ou Saint-Jean de Medua? Le pays balkanique le plus intéressé à la construction de ce chemin de fer est la Serbie: elle pourrait se soustraire par là à la dépendance économique où l'Autriche le tient aujourd'hui; elle trouverait sur la mer un écoulement à ses produits. De l'autre côté de l'Adriatique, il est à peine besoin de dire que l'Italie applaudirait à la construction de la ligne transversale, et qu'elle regarderait cette solution comme la meilleure de toutes. Quant à la Russie, elle y aurait probablement un intérêt moindre; mais elle y trouverait, au moins pour le moment, une satisfaction politique et morale qui ne serait pas pour elle sans valeur. Il est à croire que toutes ces lignes se feront dans un temps donné; chaque pays intéressé voudra avoir la sienne et finira par l'avoir; il se passera dans les Balkans le même phénomène qui, ailleurs, multiplie quelquefois à l'excès les voies de communication. Mais nous sommes moins sûr que ces créations et constructions de lignes nouvelles se fassent aussi vite que les imaginations surexcitées se plaisent à l'espérer. La Porte est naturellement lente dans ses concessions; elle opposera les demandes des uns à

celles des autres, et qui sait? peut-être aboutira-t-elle à les ajourner toutes. Il est à présumer que c'est ce qui lui conviendrait le mieux. Elle aurait atteint un double but, si, après avoir opposé la Russie à l'Autriche en faisant espérer à celle-ci la concession de la ligne de Novi-Bazar, les prétentions nombreuses qui se dressent et s'enchevêtrent autour d'elle lui servaient de prétexte à un ajournement général. Quant à nous, nous sommes relativement désintéressés dans toute cette affaire; le seul intérêt que nous y ayons est celui de la civilisation, celui qui profite à tout le monde. Toute considération politique mise à part, il ne nous déplaît nullement que l'Autriche relie par Mitrovitza les lignes de Bosnie et d'Herzégovine à Salonique, et il ne nous plairait pas moins que la ligne transversale, du Danube à l'Adriatique, apportât de nouveaux élémens d'activité économique aux petits royaumes et principautés des Balkans. La question était de savoir comment l'Autriche envisagerait la chose. Il est probable que, dans d'autres circonstances, elle l'aurait regardée d'un œil peu bienveillant; mais elle a senti qu'en ce moment elle avait à effacer, ou du moins à atténuer les impressions très vives qu'elle avait provoquées; aussi a-t-elle annoncé qu'elle ne ferait aucune objection à la ligne transversale. S'il en est ainsi, tout sera pour le mieux. Nous n'irons pas jusqu'à dire que tout le monde sera content, mais chacun aura obtenu quelque chose: — et si, la Porte ajournant tout, personne n'obtient rien, chacun se résignera plus facilement à sa mésaventure en songeant à celle du voisin.

La Chambre des députés continue de discuter l'impôt sur le revenu. La discussion générale a commencé d'abord d'une manière très lente, très nonchalante, très indifférente. Le premier jour, il n'y avait presque personne dans la salle, et les orateurs parlaient devant des banquettes vides. Ce médiocre empressement de la Chambre correspond sans doute à ses sentimens véritables; au fond, la majorité se soucie fort peu de l'impôt sur le revenu, ou plutôt elle le redoute; mais elle le votera tout de même parce qu'elle l'a promis, ou parce qu'on lui a fait croire qu'elle l'a promis à ses électeurs. Cette seconde formule est la plus vraie. Si on se reporte aux professions de foi électorales, il s'en faut de beaucoup que la majorité de la Chambre ait promis de voter l'impôt global et progressif de M. Caillaux; mais elle s'est engagée à faire des réformes en vue d'une distribution plus équitable des charges fiscales, et de ces mots vagues, par des équivoques faciles, on a fait naître pour elle des

engagemens qu'on lui demande impérieusement de respecter. La plupart des députés n'oseraient pas aujourd'hui se représenter devant les électeurs sans s'être mis à même de dire qu'ils ont tenu leurs promesses, et comme ils n'ont pas sous la main d'autre projet que celui de M. Caillaux, ils le voteront. Mais ils savent bien que c'est une formalité qu'ils remplissent, et que le projet ne passera pas au Sénat dans les mêmes conditions qu'à la Chambre : il y sera profondément modifié. De là le très faible intérêt qu'ils ont manifesté tout d'abord pour une discussion qui n'est pas encore la vraie, et qui, bien qu'elle ait été précédée par tant d'autres, n'est pourtant qu'un exercice préalable. Peu à peu, toutefois, la discussion s'est élevée et animée; quelques-uns des orateurs les plus compétens et les plus éloquens y ont pris part; les questions posées ont été envisagées sous toutes leurs faces, et la Chambre n'a pas été insensible à l'intérêt qu'elles présentent. Ce débat, commencé dans le vide, a fini par exciter une attention générale, et lorsque M. Jules Roche, M. Ribot, M. Aynard sont montés à la tribune, on a eu quelques belles et grandes séances dignes du sujet qui y était traité. D'autres orateurs déjà, M. Aimond par exemple, avaient présenté des observations excellentes, qui méritent d'être retenues. Quant à la Commission et au gouvernement, ils n'ont pas paru au niveau de leur tâche. Le rapporteur, M. Renoult, s'est contenté de rééditer son rapport, qui d'ailleurs est une œuvre laborieuse, mais qui n'est pas autre chose. Le président, M. Camille Pelletan, a parlé pendant deux séances consécutives et a paru beaucoup plus décousu que d'habitude. Quant au ministre, M. Caillaux, c'est un orateur plein de ressources, et ses amis attendaient de lui un discours qui confondrait toutes les objections. Dans leur confiance, ils avaient eu le tort d'annoncer qu'ils en demanderaient l'affichage. Après l'avoir entendu, ils y ont renoncé : nous n'en dirons pas autre chose.

Il est d'ailleurs bien difficile de renouveler beaucoup un sujet sur lequel on a déjà tant parlé, et personne ne l'a fait, pas même M. Jules Roche, M. Ribot, ou M. Aynard. Mais ils ont admirablement réuni les objections principales contre l'impôt sur le revenu en général et contre le projet de M. Caillaux en particulier, et il les ont exposées une fois de plus dans l'ordre le plus propre à leur donner toute leur clarté et toute leur force. Leurs discours sont des œuvres magistrales : ils ont sans doute entraîné la conviction de la Chambre, mais cela ne veut pas dire qu'ils détermineront son vote. Aussi bien sont-ils faits surtout pour le pays qui a des tendances diverses au

sujet de ces questions délicates, qui les connaît insuffisamment et qui a besoin d'être éclairé. Ce n'est pas tant sur la Chambre que sur l'opinion que les orateurs libéraux doivent agir aujourd'hui, car la Chambre a son siège fait, tandis que l'opinion reste indépendante et peut se ressaisir un jour. On sait à quel point M. Jules Roche connaît notre histoire financière : le passé lui fournit toujours des exemples de ce qu'on propose aujourd'hui, et il montre où toutes ces épreuves conduisent. Il est un de ces érudits qui ont le don de la vie et qui le répandent sur tous les sujets qu'ils traitent. Cela vient de ce que M. Jules Roche est un passionné, mais sa passion est celle du bien public. Après lui, avec lui, MM. Ribot et Aynard ont tout dit. Nous ne les suivrons pas dans leurs discours : le peu de place dont nous disposons n'y suffirait pas. Qu'il nous suffise de dire qu'ils ont tous les trois distingué dans le projet de M. Caillaux, et qu'ils en ont signalé avec éloquence la partie essentielle : à savoir ce que M. le ministre des Finances appelle l'impôt complémentaire. L'impôt complémentaire est l'impôt global et progressif sur le revenu. M. Caillaux laisse subsister, quoi qu'il en dise, la plupart des impôts qui existent aujourd'hui ; il se contente d'en changer quelquefois le nom et de les organiser autrement; il en crée de nouveaux, comme l'impôt sur les bénéfices agricoles; il introduit dans tous quelques particularités très dangereuses. Toutefois, s'il s'en tenait là, il ne soulèverait pas contre lui tant de réprobation. Mais à côté de ces impôts, au-dessus d'eux, il place l'impôt complémentaire, destiné à suppléer à l'insuffisance des autres, et peut-être à les remplacer un jour : les socialistes y comptent bien. Par qui sera payé cet impôt? Par une minorité de contribuables, qui deviendront dès lors taillables et corvéables à merci. Et cette minorité pourra aller, ou plutôt elle ira en se réduisant en nombre à mesure qu'on élèvera le chiffre au-dessus duquel l'impôt devra être payé. C'est ce que M. Ribot a résumé en quelques mots typiques. « Quel est votre système? a-t-il demandé. Il consiste à parquer dans un endroit réservé, aujourd'hui 480 000 contribuables, demain 167 000 peut-être, si vous élevez à 10 000 le taux de l'exemption, et 64 000 si vous arrivez à 20 000. » M. Caillaux n'arrivera pas à 20 000, ni sans doute à 10 000, mais d'autres y arriveront et nous y conduiront après lui. La tentation deviendra de plus en plus forte d'écraser les riches sous prétexte d'égaliser le niveau de la richesse; et M. Caillaux aura fourni l'instrument de cette révolution fiscale destinée à préparer une révolution sociale. Ces contribuables de grand luxe, que M. Aynard a qualifiés de « bêtes de somme, » devien-

dront les parias du budget. On en trouve des exemples dans l'histoire, où on trouve de tout; mais on chercherait en vain dans le monde moderne civilisé quelque chose d'analogue à l'innovation de M. Caillaux.

Les radicaux en sont, au fond de l'âme, tout aussi inquiets que les libéraux. L'un d'eux, M. Aimond, a voulu leur fournir un moyen, non pas même de mettre en échec le projet de M. Caillaux, mais de se réserver jusqu'à ce que, les diverses parties en ayant été discutées et votées, on pourra juger du tout. Le premier article supprime les quatre contributions directes : attendons, dit M. Aimond, de voir par quoi nous les aurons remplacées. Proposition judicieuse et sage, à coup sûr. Cependant, pour se montrer plus conciliant, M. Aimond ne s'y est pas tenu: il a proposé un texte évasif annonçant que les nouveaux impôts remplaceraient les impôts directs qui seraient supprimés. Cela laissait entendre que, peut-être, ils ne le seraient pas tous. Mais M. Caillaux ne veut rien entendre! Avant de construire, il tient à tout démolir, car, si on ne démolissait pas tout, peut-être trouverait-on, à un moment du débat, que ce qui reste vaut mieux que ce qu'on mettrait à la place. Commençons donc par tout jeter à bas! Au fond, il ne s'agit que de manifestations à faire dans un sens ou dans l'autre, car la partie destructive du projet, qu'elle soit partielle ou complète, reste inséparable de la partie constructive, et le projet, une fois voté dans ses détails, devra l'être dans son ensemble. Mais M. le ministre des Finances tient à sa méthode, et il a annoncé que le gouvernement poserait la question de confiance pour la faire prévaloir. M. Aimond et ses amis reculeront-ils, ou tiendront-ils bon? Nous le verrons bientôt. Notre étonnement serait grand s'ils ne reculaient pas devant les foudres ministérielles, et si, au prix d'une crise gouvernementale, ils étouffaient dans l'œuf le projet de M. Caillaux.

FRANCIS CHARMES.

Le Directeur-Gérant,

FRANCIS CHARMES.

MÉMOIRES

DE LA

COMTESSE DE BOIGNE[1]

I

EXPÉDITION DE LA DUCHESSE DE BERRY EN 1832

Si les romans historiques sont encore à la mode dans quelques siècles, un nouveau Walter Scott trouvera difficilement un sujet plus poétique que celui de l'expédition de Mme la duchesse de Berry en France pendant les années 1832 et 1833.

Lorsque le temps aura permis de voiler la fatale et ridicule catastrophe fournie par l'inexorable histoire, on s'exaltera volontiers sur une princesse, une mère, bravant toutes les fatigues, tous les périls, tous les dangers, pour venir réclamer l'héritage de son fils proscrit et déjà orphelin par un crime...

Mme la duchesse de Berry a de l'esprit naturel, le goût, l'instinct des arts et l'intelligence de la vie élégante. Elle porte habituellement de la bonté, de la facilité dans son commerce, mais trop souvent aussi la maussaderie d'une personne gâtée, d'une enfant mal élevée.

(1) Le quatrième et dernier volume des *Mémoires de la comtesse de Boigne* paraîtra prochainement à la librairie Plon. Nous lui empruntons l'intéressant récit de l'expédition de la duchesse de Berry en 1832, de son arrestation et de sa réclusion à Blaye.

Comprenant mal les exigences de son haut rang, elle n'avait jamais songé combien c'est un métier sérieux d'être princesse au XIXe siècle; et elle ne prétendait y puiser que de l'amusement et des plaisirs.

Les gens de son intimité savaient sa conduite assez désordonnée; mais, soit qu'on fût porté à l'indulgence envers elle, par l'injuste réprobation qu'inspiraient les vertus un peu austères de Madame la Dauphine, soit que le secret fût passablement gardé, on n'en glosait guère, et Mme la duchesse de Berry était très populaire.

Il se disait bien, à l'oreille, qu'une certaine attaque de goutte, suivie d'une réclusion de plusieurs semaines à Rosny, avait eu pour motif la naissance d'un enfant à cacher; mais, en général, on croyait ces rapports calomnieux, et, pour mon compte, j'y étais complètement incrédule.

Mme la duchesse de Berry s'est toujours montrée fort courageuse. Elle aimait et recherchait le danger, souvent jusqu'à la témérité; s'aventurait à nager dans la mer, lorsque la vague était assez grosse pour effrayer les matelots eux-mêmes; préférait monter les chevaux les plus fougueux, passer par les chemins les plus difficiles, affronter enfin tous les obstacles qui, ordinairement, font reculer les femmes.

Aussi incliné-je à croire, — et on me l'a affirmé, — que le vendredi 30 juillet 1830, elle eut la pensée d'enlever son fils de Saint-Cloud, et de l'apporter, dans ses bras, à l'Hôtel de Ville de Paris, pour le confier à la protection de l'assemblée tumultueuse, qui s'était arrogé le droit de parler au nom de la ville et même du pays.

Ce coup de tête aurait certainement beaucoup embarrassé les factieux, et il est impossible de dire aujourd'hui quel eût été le résultat d'une semblable marque de confiance donnée à la population.

Mais le roi Charles X et Monsieur le Dauphin en eurent quelque soupçon, et firent garder à vue la mère et l'enfant.

J'ai déjà raconté comment, trois jours plus tard, d'autres personnes songèrent à remettre M. le duc de Bordeaux aux mains de M. le duc d'Orléans, lieutenant général du royaume, et comment cette proposition fut accueillie à Rambouillet.

Mme la duchesse de Berry s'y opposa avec emportement, car cette fois elle ne devait jouer aucun rôle personnel, mais s'éloi-

gner avec le reste de la famille. Cela n'entrait plus dans ses projets.

J'ai aussi déjà dit sa folle satisfaction des Ordonnances et son puéril entrain de cette bataille des trois journées où la monarchie était en jeu. Lorsque le sort en eut fatalement décidé, la princesse ajouta à ces erreurs de jugement des actions niaisement ridicules.

Vêtue d'un costume masculin, et armée d'un pistolet, qu'elle tirait à tout instant, elle prétendait se montrer aux troupes dans cet équipage. C'est pendant la courte halte de Trianon qu'elle accomplit cette mascarade.

J'ai entendu raconter au duc de Maillé, premier gentilhomme de la Chambre, que, dans cette bagarre de Trianon, il se trouvait seul auprès du Roi, dans une pièce où Charles X s'était réfugié.

Le vieux monarque, très accablé, occupait un fauteuil sur le dossier duquel M. de Maillé s'appuyait. La porte s'ouvrit avec fracas, Mme la duchesse de Berry s'élança dans la chambre, en faisant ses évolutions belliqueuses, et tira son pistolet chargé à poudre.

Cette apparition ne dura qu'un éclair, mais frappa de stupéfaction les deux vieillards. Après un moment de silence, le Roi, se retournant vers M. de Maillé, lui dit piteusement :

— Comment la trouves-tu, Maillé ?

— A... bo... mi... na... ble, sire, répondit le duc, d'un ton tout aussi lamentable; la force de la vérité l'emportant en cet instant sur les habitudes de la courtisanerie. Le pauvre Roi plia les épaules.

Le duc de Maillé racontait cette scène, dont le cadre était si déplorable, de la façon la plus amusante.

J'ignore quelles influences firent reprendre à Mme la duchesse de Berry le costume de son sexe; mais elle ne conserva pas longuement celui dont le Roi et M. de Maillé se tenaient pour si mal édifiés.

Ceux qui accompagnaient la famille royale, dans cette incroyable retraite vers Cherbourg, remarquèrent la faveur dont M. de Rosambo jouissait auprès de la princesse. Mais les circonstances semblaient pouvoir excuser les privautés accordées à une personne complètement dévouée; quoique, cependant, l'étiquette fût seule, dans ces jours néfastes, à conserver ses droits...

En approchant la côte d'Angleterre, Mme la duchesse de Berry, que son humeur vagabonde entraînait dans tous les coins du bâtiment, éclata tout à coup en cris et en sanglots.

Elle se précipita dans la cabine où se trouvaient réunis les princes et les principaux passagers, proclamant une infâme trahison du capitaine. Celui-ci, fort étonné, parvient enfin avec peine à la faire expliquer.

En errant sous le pont, elle avait saisi quelques mots du pilote proposant d'entrer dans la rade de Saint-Helens, le vent se tenant mauvais pour Spithead, et elle s'était déjà vue mettant à la voile pour le rocher ou une autre grandeur déchue avait récemment terminé sa brillante carrière.

Le capitaine dut avoir recours à l'inspection d'une carte pour calmer les alarmes si singulièrement conçues.

L'habitation de Lullworth, vaste pour des particuliers, paraissait bien étroite à des habitudes princières. Mme la duchesse de Berry surtout avait peine à se soumettre à la communauté, où elle se trouvait avec sa royale famille, et s'en affranchissait par de fréquentes absences...

Elle fit un assez long séjour à Bath. On manda qu'elle y était accouchée d'une fille; la suite rend tout croyable. Dans le moment, je n'y vis qu'une calomnie de l'esprit de parti dont je fus indignée.

Les registres des aubergistes, répétés par les gazettes, nous apprirent que Mme la duchesse de Berry avait traversé l'Europe pour se rendre à Naples, où elle n'était aucunement désirée. Il n'y avait guère moyen toutefois de repousser absolument une sœur réclamant asile. On accepta donc une visite en refusant l'établissement.

Ce point fixé, elle fut bien accueillie. Elle se montra d'autant moins exigeante dans cette transaction qu'elle était, dès lors, sous l'influence de ses espérances, et en pleine intrigue pour leur exécution. Ses entours ne doutaient pas plus qu'elle de leur succès.

La princesse fit l'acquisition de deux bateaux à vapeur, destinés à parcourir la Méditerranée à l'effet d'entretenir et de faciliter les intelligences qu'elle pensait avoir en France.

L'un des deux lui échappa. L'autre, avec plus ou moins de complicité du gouvernement piémontais, arbora le pavillon sarde en restant à ses ordres, et devint ce *Carlo-Alberto* qui a

joué un rôle principal dans les événemens que je vais m'appliquer à retracer sous l'aspect où ils me sont apparus...

Le gouvernement redoutait fort l'embarras que lui causerait la présence de Mme la duchesse de Berry en France, par la difficulté surtout de la traiter d'une manière exceptionnelle, avec les idées d'égalité révolutionnaire qui dominaient encore à cette époque. Aussi surveillait-on les côtes de Provence avec grand soin.

Cependant, tous les indices annonçaient sa présence récente à bord du *Carlo-Alberto*, et on sut bientôt qu'il l'avait débarquée près de Marseille dans la nuit qui avait précédé l'insurrection tentée dans cette ville, au point du jour le 30 avril, et instantanément réprimée.

Mme la duchesse de Berry, ayant réussi à écarter le duc de Blacas, chargé par le roi Charles X de la surveiller et d'arrêter l'intempestivité de ses projets, s'était embarquée près de Massa, accompagnée de quelques fidèles et d'une femme de chambre, Mlle Le Beschu, qui se fit passer pour la princesse à la Ciotat.

Plusieurs fois, le *Carlo-Alberto* se mit en communication avec la côte, déposant et recueillant des émissaires. Tout étant préparé, Mme la duchesse de Berry prit terre sur la plage près de Marseille.

Les premiers rayons du soleil devaient éclairer le drapeau blanc, arboré par ses partisans sur un clocher de la ville; c'était le signal pour y entrer. Il frappa un moment ses regards, elle se mit en marche pleine d'allégresse. Mais son espérance ne dura guère, le drapeau cessa de flotter, et elle reçut avis que la tentative avait échoué.

Elle passa la journée cachée dans les rochers et fut forcée d'y bivouaquer la nuit suivante. On voulait l'engager à se rembarquer. Elle s'y montrait fort récalcitrante, et d'ailleurs il n'était point facile de regagner le *Carlo-Alberto*.

Un habitant de Marseille, M. de Villeneuve, dans les opinions légitimistes, mais étranger, je crois, à la conspiration, fut prévenu, par un billet, des prédicamens où se trouvait Mme la duchesse de Berry.

A la brune, il sortit de la ville en calèche, recueillit la noble fugitive, obtint des chevaux de poste au premier relais, où il en prenait souvent pour se rendre dans sa terre, et l'éloigna ainsi de la localité la plus dangereuse pour elle.

On a fait beaucoup de récits, plus ou moins romanesques, sur les aventures de la princesse pendant sa traversée du royaume. Je ne suis pas en mesure d'en constater l'authenticité. Ce qu'il y a de sûr, c'est que partout elle a trouvé secours, assistance, secret. Cela est d'autant plus naturel qu'elle s'adressait à ses partisans.

Mais dans aucun parti personne n'aurait voulu la livrer, ni désiré la prendre. Il a fallu que sa pertinacité à rester en France en fît une nécessité. Car c'était une capture aussi pénible à faire qu'embarrassante à garder.

Je pense bien, par exemple, que les légitimistes seuls pouvaient mettre un grand zèle à la diriger sur la Vendée. D'autres n'auraient pas eu le même goût à établir la guerre civile.

Quoi qu'il en soit, elle était avant le 20 mai à Nantes. M. de Bourmont ne tarda pas à l'y rejoindre. Il trouva tout disposé pour l'entrée en campagne. C'est-à-dire que Mme la duchesse de Berry, assistée de Mme de La Rochejaquelein, de Mlle Fauveau, de deux jeunes hommes choisis par ces dames pour aides de camp, — et qu'elles avaient fait serment, fidèlement accompli au milieu de la pieuse Vendée, de ne jamais quitter ni jour ni nuit, — de quelques têtes également folles, et de subalternes intrigans; que ce sanhédrin donc avait répandu des proclamations fulminantes, envoyé des circulaires incendiaires, et commandé une prise d'armes pour le 24.

Là s'arrêtaient les préparatifs; il n'y avait ni hommes, ni fusils, ni munitions, ni argent, et encore moins de zèle. Les anciens chefs vendéens étaient au désespoir et n'admettaient aucune chance d'obtenir un soulèvement sérieux dans le pays; ils annonçaient un échec inévitable et prédisaient de grands malheurs.

M. de Bourmont, informé d'un état de choses qu'on dissimulait à la princesse, la supplia de sortir de Nantes et de lui laisser temps d'organiser le mouvement. Elle y consentit à grand'peine; et, malgré les avis de son entourage immédiat, elle se retira dans les environs.

Les traditions vendéennes furent évoquées pour établir sa sûreté personnelle. D'ailleurs, à cette époque, je le répète, on la croyait fugitive, cherchant à s'échapper et on n'avait aucun désir de l'arrêter.

J'en ai eu plusieurs preuves et une entre autres où j'ai été témoin, et même un peu acteur. Je ne sais si, pour mieux assurer

la marche de la princesse, son parti avait dirigé du côté de Nice des individus destinés à donner le change sur la véritable route suivie par elle ; mais, lorsque son absence du *Carlo-Alberto* fut constatée, et cela demanda quelques jours, malgré le service du télégraphe, le bruit se répandit qu'elle avait repassé le Var.

Le gouvernement y crut, aussi bien que la plèbe du parti légitimiste.

Tout le monde était bien persuadé que Mme la duchesse de Berry avait repassé la frontière. On se disposait à prendre contre elle les mesures les plus sévères ; à fulminer une espèce d'ordre de courir sus, destiné à calmer les vociférations du parti républicain, — qui recevait alors le surnom des Bousingots, d'une espèce de chapeau que beaucoup avaient adopté.

Je savais le Conseil assemblé pour rédiger l'ordonnance, et M. le duc d'Orléans partant le soir pour le Midi, lorsque j'appris d'une façon certaine que Mme la duchesse de Berry n'avait pas quitté le sol français. Une lettre de sa main, adressée au comité dont M. de Chateaubriand faisait partie, et de date fort récente, l'affirmait. On l'avait montrée à Mme Récamier pour qu'elle en informât M. de Chateaubriand alors en Suisse...

Bientôt après, sa traversée audacieuse du royaume fut connue, l'exactitude de ma communication confirmée, mais nos prévisions sur le lieu de son séjour trompées.

On se persuada d'abord qu'en se rapprochant des côtes de l'Océan, Mme la duchesse de Berry avait pour but de s'embarquer plus facilement dans un lieu où elle serait moins soupçonnée. Mais la Vendée ne tarda pas à se mettre en mouvement.

Partout de petites bandes d'insurgés se montraient et agitaient le pays sans l'entraîner ; partout, aussi, les chefs s'épuisaient en vains efforts pour ressusciter un parti carliste, sans avoir eux-mêmes l'espérance d'y réussir.

On n'aimait pas le nouveau gouvernement. Toutefois, il ne vexait personne, et, en Vendée comme ailleurs, la grande masse voulait vivre tranquille.

Cependant, d'anciens souvenirs, fortement excités par quelques prêtres et beaucoup de gentilshommes, parvinrent à réunir une espèce de noyau d'insurrection autour de Marie-Caroline dans les derniers jours de mai.

Le maréchal de Bourmont avait dû renoncer à l'illusion dont

il s'était bercé, et avait trompé les autres, que l'armée lui était passionnément attachée. Selon lui, toutes les troupes se rangeraient sous les ordres du vainqueur d'Alger dès qu'elles sauraient sa présence.

Aucune défection n'avait lieu cependant, et partout où l'on en venait aux mains, les militaires détruisaient les bandes insurgées. Toutefois, la conflagration s'accroissait et s'étendait, le gouvernement se décida à mettre les provinces de l'Ouest sous le régime exceptionnel de l'état de siège.

Cette mesure ne souleva aucune opposition. Fort peu de gens, au fond, désiraient la guerre civile. Et l'on reconnaissait généralement, dans cette décision, l'intention qu'avait le Cabinet de donner à Mme la duchesse de Berry un nouvel avertissement de s'éloigner; et à ses partisans de rentrer dans la tranquillité qu'on était fort disposé à leur laisser.

Toutefois, un parti plus jeune, et partant plus énergique, se disposait de son côté à profiter, lui aussi, des embarras du gouvernement. Il s'était en quelque sorte compté le jour des obsèques de M. Casimir Perier, et il fit explosion lors de celles du général Lamarque, un des députés marquans de l'opposition.

L'émeute, dans cette circonstance, se grandit jusqu'à l'insurrection, et l'on put craindre le triomphe de l'anarchie.

Le Roi, prévenu, sur les huit heures du soir à Saint-Cloud, des inquiétudes du Cabinet, après avoir lu les dépêches des ministres et causé un instant avec le baron Pasquier, président de la Chambre des pairs, qui confirma la gravité des faits, demanda ses voitures.

La Reine, entourée des princesses et de ses dames, travaillait, selon son usage, à sa table ronde. Le Roi se plaça derrière sa chaise.

— Amélie, dit-il tout haut du ton le plus calme, il y a du bruit à Paris, je m'y rends. Veux-tu venir?

— Assurément, mon ami,

— Eh bien! prépare-toi, les voitures sont commandées.

Une demi-heure n'était pas écoulée, que le Roi, la Reine, Madame Adélaïde, la princesse Louise et le duc de Nemours étaient sur la route de Paris. M. le duc d'Orléans était absent, je crois. Les deux autres princesses et leurs jeunes frères restèrent à Saint-Cloud où l'agitation n'osa se manifester qu'après le départ

du carrosse royal, tant le maintien du Roi et de la Reine y avait commandé le calme.

Il n'entre pas dans mon sujet de parler en détail de ces terribles journées. J'ai pourtant été témoin oculaire de la ridicule ovation subie par M. de Lafayette, traîné dans un fiacre dont on avait enlevé l'impériale et où s'était attelée une cohue de vagabonds, jusque dans la cour de sa maison que mes fenêtres dominaient.

Je l'ai vu se présenter au balcon, pâle, tremblant, et adresser d'une voix émue une allocution paternelle à ses « chers camarades, » en les suppliant surtout de se retirer bien vite. Il avait grande hâte à s'en débarrasser, d'autant qu'il les avait entendus délibérer s'il ne serait pas opportun de le tuer pour faire de son cadavre un appel à la révolte; et qu'il les en savait bien capables dans l'excès de ces vertus républicaines où il les avait nourris.

Sa mort a été déterminée par la fatigue d'un autre convoi émeutier, — celui de M. Dulong, — où il voulut assister. Mais il ne s'est jamais relevé de son humiliant triomphe du 4 juin. Il était de trop bon goût pour n'en point savourer péniblement tout l'opprobre.

Quoique, dès la première nuit, les factieux eussent été contraints à se concentrer dans le quartier Saint-Merri, dont les rues tortueuses leur étaient favorables, et que là même ils ne trouvassent aucune sympathie parmi les habitans, ils étaient nombreux et déterminés.

Des bruits sinistres se répandaient. Les troupes se sentaient intimidées par les souvenirs si récens du blâme jeté sur elles à la révolution de 1830; tireraient-elles sur ceux qui, encore cette fois, s'intitulaient du nom de citoyens et de patriotes?

Tout dépendait de l'élan des bataillons de la garde nationale. La présence du Roi le leur communiqua. Dès en arrivant le soir, il s'était montré aux légions réunies sur le Carrousel. Le bruit de son retour circula rapidement, et le point du jour vit les maisons s'ouvrir pour laisser sortir des hommes armés prêts à défendre l'ordre public et la société de leur volonté, de leurs bras, et de leur sang. Cette dernière condition ne fut malheureusement que trop accomplie...

Le bruit s'est beaucoup répandu alors que la duchesse de Berry s'était très rapprochée de Paris et y était même entrée. Je

n'ai là-dessus aucune notion positive. Mais je sais pertinemment que deux dames, la comtesse de Chastellux et la princesse Théodore de Bauffremont, l'engageaient à y venir et promettaient de l'y tenir cachée jusqu'au jour prochain du triomphe.

Ces illusions étaient aussi sincères que la passion dont elles émanaient. Mais Paris ne la partageait pas, il avait soif de tranquillité et sentait une peur effroyable à voir renouveler des dangers dont il se croyait à l'abri ; aussi l'ordonnance de l'état de siège, publiée le 6 juin, fut-elle accueillie comme un bienfait.

Si l'on osait se permettre de rire, en matière aussi grave, on le pourrait en se rappelant l'air de jubilation avec lequel on se répétait les uns aux autres : « L'état de siège est déclaré... Nous sommes en état de siège. »

Il semblait une panacée à tous les maux. On s'embrassait dans les rues, on se confirmait mutuellement une si bonne nouvelle, les boutiques, y puisant la joie et la sécurité, se rouvraient avec confiance.

L'incurie du Cabinet, la gaucherie de quelques membres de la Cour de cassation, le mauvais vouloir de quelques autres, ont dépouillé le pouvoir d'une arme utile, lorsqu'elle est purement défensive ; mais ce n'est assurément pas pour répondre au mouvement de l'opinion publique à cet instant ; car, la dernière fois qu'on en a fait usage, elle a été accueillie aux acclamations d'une satisfaction générale.

On se rappelle qu'un comité carliste, composé du maréchal Victor, du chancelier Pastoret, de MM. de Chateaubriand, de Fitzjames, Hyde de Neuville et Berryer, se prétendait des pouvoirs spéciaux et prenait le nom de conseil de famille. Je ne suis pas assez initiée aux secrets pour savoir à quel droit.

Ce comité blâmait l'entreprise de Mme la duchesse de Berry, aussi bien que la conspiration de la rue des Prouvaires. M. Berryer se chargea de porter à la princesse une note, rédigée par M. de Chateaubriand, où il exprimait et motivait l'opinion et les sentimens de tous ses collègues, en la conjurant de profiter des facilités offertes par le voisinage de la mer pour s'éloigner d'un lieu où sa présence était nuisible à ses propres intérêts.

Les facilités en effet étaient d'autant plus réelles, qu'amis et ennemis y prêtaient également la main. Son arrestation ne pou-

vait être, à ce moment, que le résultat d'un zèle subalterne et maladroit.

M. Berryer franchit donc, sans aucune peine, les obstacles qui devaient le tenir éloigné. Mais, arrivé à Nantes, la princesse lui fit attendre quelques jours une audience.

Il l'obtint enfin, avec des précautions dignes d'un chapitre de roman. Après avoir changé de guide, de monture, de déguisement, de mot d'ordre plusieurs fois dans une course de quelques heures, on l'introduisit dans une grande pièce où il trouva Mme la duchesse de Berry.

Elle était entourée d'un groupe fort animé et plein d'entrain; plus loin, le maréchal Bourmont et quelques anciens vendéens portaient un visage soucieux. Après les premiers complimens, M. Berryer, ne souhaitant pas s'éterniser dans un séjour aussi compromettant, demanda une audience; on lui répondit qu'on l'entendrait en conseil.

La « Régente » s'assit à une table où prirent place Mme de La Rochejaquelein, Mlle Fauveau, le jeune La Tour du Pin, le vieux Mesnard, enfin des écervelés et des nullités, aussi bien que le maréchal Bourmont, les comtes d'Autichamp et de Civrac.

M. Berryer produisit la note confiée à ses soins, et déduisit de son mieux les raisons de sagesse et de haute politique militant en faveur du parti qu'elle recommandait. Il fut appuyé par les chefs vendéens. Ils affirmaient qu'on ne réussirait à soulever ni la Vendée ni la Bretagne.

Pendant ce temps-là, les jeunes conseillers de régence haussaient les épaules; Mlle Fauveau dessinait des modèles d'uniformes pittoresques pour les troupes, et Mme de La Rochejaquelein les soumettait à l'approbation de la princesse.

M. Berryer épuisait en vain sa rhétorique. Le maréchal Bourmont avait longtemps gardé un morne silence; il s'aventura enfin à se ranger du côté de ceux qui conseillaient la retraite.

Mme la duchesse de Berry, qui, depuis le commencement de la séance, se contenait avec peine, entra dans une véritable fureur. Elle reprocha au maréchal de l'avoir nourrie de fausses espérances, poussée à son entreprise, et placée dans une situation désespérée pour l'y abandonner :

« Au surplus, ajouta-t-elle avec véhémence, votre conduite est conséquente à votre caractère. Ce serait la première fois que vous n'auriez pas trahi! » Cette scène violente termina la séance.

M. Berryer obtint la promesse d'être reçu en particulier le lendemain. On le mena, avec de nouvelles précautions romantiques, dans un lieu où il passa la nuit. Un enfant de six ans le guida le matin vers une cabane où il trouva Mme la duchesse de Berry. Elle avait quitté son vêtement semi-masculin de la veille et était habillée en paysanne.

Toute cette petite Cour factieuse jouait au roman historique, jusqu'à ce point de se donner, pour sobriquet entre eux, les noms des personnages inventés par Walter Scott. Sa mode, alors à son apogée, n'a pas peu influé sur la conduite de ces héros improvisés d'une guerre civile heureusement impossible.

Cette fois, la princesse était seule et M. Berryer la trouva plus abattue et plus accessible à la raison. Elle commença par répéter que, si elle avait mal fait de venir en France, il n'en était pas moins bien fait d'y vouloir rester :

— Je m'y ferai tuer.

— On ne vous tuera pas, on vous arrêtera.

— Eh bien ! qu'on fasse tomber ma tête sur l'échafaud.

— On ne fera pas tomber votre tête, on vous fera grâce.

Cette considération l'ébranla.

— On aura tort, reprit-elle, je recommencerai.

— Si vous indiquez ce projet, vous donnerez le droit de vous retenir indéfiniment enfermée.

— Enfermée ! Enfermée ! Et cette nature vagabonde et téméraire recula devant cette sorte de danger.

M. Berryer, prenant alors son avantage, le poursuivit, et ne s'éloigna qu'en emportant l'autorisation de tout préparer pour la fuite. Le rendez-vous fut donné, pour le surlendemain au soir, dans une lande près de la mer.

Marie-Caroline s'y trouverait avec deux compagnons ; et M. Berryer s'engageait à les faire embarquer dans la nuit. Enchanté de son succès, il retourna à Nantes prendre les dernières mesures pour un départ désiré par les sommités de tous les partis, mais qu'il fallait pourtant dérober à la plèbe gouvernementale, et aux extravagans amis de la princesse, ainsi qu'à l'opposition radicale.

Tandis qu'il s'occupait des soins nécessaires à cet effet, un messager inconnu lui remit des dépêches de Mme la duchesse de Berry. Elle refusait de partir, renonçait à le revoir, et le char-

geait de rapporter, à ceux dont il était l'envoyé, les réponses contenues sous la même enveloppe.

M. Berryer, lui, n'est pas doué d'un cœur téméraire; il se tint pour fort satisfait de se retirer sain et sauf d'un si absurde guêpier, et reprit la route de Paris.

La relation précédente m'est arrivée, avec tous ses détails, d'une façon si directe, dans le temps, que je ne puis douter que ce ne soit la première version fournie par M. Berryer à ses commettans. Peut-être en a-t-il changé depuis; cela arrive à tous les gens de parti, et à lui plus qu'aux autres.

Il paraîtrait que le maréchal Bourmont, aiguillonné au vif du sarcasme amer de la princesse, avait dit comme un autre Pylade : « Allons, seigneur, enlevons Hermione, » et s'était réuni aux conseillers imberbes de Marie-Caroline.

Peut-être aussi les espérances d'un mouvement insurrectionnel à Paris avaient-elles encouragé, et servi à combattre les objections des moins extravagans; quoi qu'il en soit, les projets de retraite furent échangés contre ceux de l'entrée en campagne.

Mme la duchesse de Berry, à la tête de quinze cents paysans réunis à grand'peine, les vit mettre en fuite, malgré sa présence et malgré des actes de valeur individuelle remarquables, par une poignée de soldats réguliers.

Ce qui restait de sa troupe se réfugia dans le château de la Pénissière (1) où elle fut poursuivie. On parvint, au moment de l'attaque, à en faire évader la princesse; et bien des braves gens périrent par le fer et le feu pour assurer sa sûreté.

Ses partisans de Paris conçurent de vives alarmes. Ils furent plusieurs jours à la savoir entrée au château de la Pénissière, où tout avait péri, sans connaître son évasion. On a nié depuis qu'elle fût à la Pénissière lors de l'attaque; je n'ai point là-dessus de notion exactement positive.

Pendant ce temps, M. Berryer était arrêté à Angoulême. Comme je n'écris, ainsi que je l'ai souvent répété, que d'après mes souvenirs et sans consulter de documens, je ne saurais me rappeler lesquels de ces événemens ont précédé. Mais ils se sont succédé de fort près et de façon à expliquer les terreurs dont M. Berryer se sentit immédiatement atteint lorsqu'il se vit dé-

(1) La prise du château de la Pénissière est du 6 juin 1832.

tenu, dans un département mis en état de siège, par un gouvernement qu'il supposait exaspéré de l'insurrection écrasée dans la capitale, et de celle fomentée dans la Vendée.

M. Berryer, il faut le dire, appartient à un parti qui n'a pas fait abnégation de vengeances et que le triomphe n'adoucit pas; aussi la pensée des Lavalette, des Faucher, des Caron, etc., lui revint, et ses craintes n'en furent que plus vives, car aucun d'eux n'était aussi coupable que lui.

Son premier soin, en arrivant dans la prison, fut d'écrire cinq lettres à MM. le duc de Bellune, le duc de Fitzjames, le chancelier Pastoret, le vicomte de Chateaubriand et le comte Hyde de Neuville, en forme de circulaire, où il faisait appel à leur loyauté, — ayant soin de les nommer tous les cinq dans chaque lettre, — en les priant de se reconnaître solidaires de toutes les démarches faites par lui dans ce voyage entrepris à leur demande.

Les lettres écrites furent remises au gardien de la geôle pour les jeter à la poste. Or M. Berryer, moins qu'un autre, ne pouvait ignorer que des mains du gardien elles allaient tout droit dans celles du juge d'instruction.

Cette démarche, une des plus étranges que la peur pût dicter à un homme d'esprit et de talent, eut les résultats qu'elle devait amener. Les lettres arrivèrent à Paris accompagnées de mandats d'amener contre les cinq personnages désignés.

Le Cabinet en fut vivement contrarié. Ces messieurs assurément ne couraient aucune espèce de danger, aussi purent-ils se poser en martyrs et trancher des héros. Mais le ministère redoutait également l'ovation que leur prépareraient les carlistes, et les cris furibonds de ceux qui s'intitulaient le parti de Juillet contre l'indulgence dont on userait envers eux, comparée à la sévérité, nécessaire parce qu'ils étaient redoutables, qu'il fallait montrer aux factieux républicains.

Toutefois, le mandat suivait la forme voulue par les lois, et les prévenus durent être conduits en prison pendant que le gouvernement négociait avec la justice pour arrêter cette affaire. Tout ce qu'il put faire fut de rendre la détention aussi douce qu'elle finit par être courte.

Le chancelier Pastoret et le maréchal duc de Bellune l'évitèrent en s'éloignant de Paris de quelques lieues. Le duc de Fitzjames et M. de Chateaubriand la subirent de bonne grâce,

en l'acceptant pour ce qu'elle était : une formalité inévitable attirée par M. Berryer sur leur tête.

Il n'y eut que mon pauvre ami Hyde de Neuville qui se prit à hurler quatre-vingt-treize revenu, à réclamer le supplice dû à sa fidélité, à prédire l'échafaud fumant derechef du plus noble sang de France... Il m'écrivit lettre sur lettre pour me défendre de rien tenter pour « sauver sa tête ; » c'était un tissu d'extravagances. Mes réponses aggravant encore sa violence, je cessai de lui en faire ; et cinq jours après, j'eus le plaisir d'aller le voir chez lui où il était rentré en pleine sécurité.

Ses compagnons d'infortune partagèrent le même sort. M. de Chateaubriand vantait les grâces et l'amabilité de Mlles Gisquet, — les filles du préfet de police, — et traitait fort légèrement sa courtoise incarcération. Celle de M. de Berryer se prolongea davantage.

Je crois être assurée que la réponse de la « Régente » à la note du conseil de famille était peu obligeante. En les remerciant des services passés, elle dispensait de ceux de l'avenir, indiquant assez clairement combien leur prudence lui paraissait celle des vieillards et peu propre à reconquérir le royaume de saint Louis.

Ce qui est positif, c'est que ces messieurs, pour la plupart, s'en tinrent offensés et se dispersèrent. M. de Chateaubriand rêva pour lors une résidence à Lugano. Il y conserverait le feu sacré de la liberté et ferait gémir une presse tout à fait indépendante, sous les efforts de son génie. Il voulait placer dans cette petite république un levier avec lequel son talent soulèverait le monde.

Cette fantaisie le fit retourner en Suisse avec assez d'empressement, après des adieux solennels à son ingrate patrie.

Je ne l'avais vu qu'une fois à sa sortie de prison. Il faisait alors bien bon marché de l'héroïsme de Mme la duchesse de Berry, la traitant de folle et d'extravagante. On en parlait généralement en ces termes dans son propre parti. Soit qu'on la blâmât véritablement, soit qu'on cherchât dans ces discours une excuse au peu d'empressement des gens, — les plus vifs en paroles hostiles au gouvernement, — à aller se ranger sous le drapeau blanc levé dans la Vendée.

Un sentiment de vergogne y décida pourtant à la fin une dizaine de jeunes gens, mais ils s'y prirent de façon à être arrêtés

dans leur route et forcés à renoncer à une entreprise où ils n'avaient pas grand goût.

Après les échecs du Chêne Saint-Colombin et de la Pénissière, Mme la duchesse de Berry fut réduite à se cacher de nouveau. Cette vie romanesque et vagabonde lui plaisait suffisamment pour l'engager à la prolonger.

En revanche, les ministres, et la famille royale surtout, souhaitaient vivement lui voir quitter le territoire français en sûreté. Les moyens lui en étaient soigneusement, quoique tacitement conservés.

Deux fois elle fut compromise par son monde. On se borna à lui mettre la main presque sur l'épaule sans vouloir la fermer. Un jour, dans l'appartement de Mme de La Ferronnays, abbesse d'un couvent à Nantes, on frappa d'une crosse de fusil sur une feuille de parquet, qu'on n'ignorait pas servir de trappe à une cachette où elle se trouvait. On espérait que ces alertes lui serviraient d'avertissement pour s'embarquer.

Mais loin de là, elle y puisait une folle sécurité, n'attribuant qu'à son habileté son succès à déjouer des recherches si actives. La suite a prouvé combien, dès qu'elles ont été sincères, elles ont obtenu un prompt résultat.

M. de Montalivet, ministre de l'Intérieur jusqu'au 11 octobre et M. de Saint-Aignan, préfet de Nantes dans le même temps, ne se souciaient pas plus l'un que l'autre d'une pareille capture.

Je ne prétends pas ici faire hommage à la générosité du gouvernement français. Il suffit de songer combien l'arrestation de Mme la duchesse de Berry lui préparait de difficultés de tout genre, pour comprendre sa répugnance à l'accomplir.

La Cour royale de Poitiers avait déjà mis la princesse en jugement, avec la comtesse de La Rochejaquelein et quelques autres contumaces. Cette circonstance compliquait encore la position.

Cependant, l'ouverture de la session parlementaire s'approchait. Le ministère, composé exclusivement des hommes du Roi depuis la mort de M. Perier, n'avait pas assez de racines personnelles pour l'affronter, ni assez de talens de parole pour aborder la tribune dans des circonstances graves et difficiles à ce point. Il fallait donc s'y préparer; le Roi se résigna.

De longues conférences entre les divers candidats, et beau-

coup se passèrent dans mon salon, aboutirent le 11 octobre 1832 à la nomination d'un ministère composé du maréchal Soult à la Guerre, du duc de Broglie aux Affaires étrangères, de M. Barthe à la Justice, M. Humann aux Finances, M. Guizot à l'Instruction publique, l'amiral de Rigny à la Marine et de M. Thiers à l'Intérieur : c'est ce qu'on a appelé le grand ministère.

M. de Rigny et M. Pasquier avaient beaucoup travaillé à sa formation. Il a duré quatre ans, en subissant pourtant de fréquentes modifications.

Il avait mis pour conditions au Roi la marche d'une armée sur Anvers et l'arrestation de Mme la duchesse de Berry, si on ne réussissait point à lui faire quitter la Vendée avant la réunion des Chambres.

Son séjour prolongé en France semblait manifester une faiblesse qui excitait les cris de l'opposition; on accusait le gouvernement d'impuissance ou bien de connivence.

Je m'épuisais presque chaque soir en vains efforts pour persuader à M. Thiers combien l'arrestation de la princesse lui susciterait d'embarras. Il reconnaissait préférable qu'elle s'éloignât d'elle-même, mais il n'admettait pas la gravité des obstacles que je lui prédisais.

Le pays, disait-il, n'était point fait à mon image, et cette capture exciterait beaucoup plus de satisfaction qu'elle ne soulèverait d'intérêt pour la princesse. M. Pasquier ne s'épargnait pas dans ces discussions.

M. Thiers avait une grande considération pour lui, et, plus par déférence que par conviction, il promit de se borner d'abord à traquer Mme la duchesse de Berry d'une façon si active, qu'elle ne pût douter des intentions sérieuses du nouveau cabinet, et d'essayer ainsi de la faire partir.

Je ne me fis aucun scrupule d'avertir des personnes de son parti de la disposition où l'on était. Mais, comme elles n'admettaient pas la réalité du système d'indulgence employé jusqu'alors, elles n'attachèrent aucune importance à mes paroles, ou y virent, peut-être, une manœuvre pour obtenir un départ qu'on ne pouvait forcer.

M. Thiers raconta historiquement un jour que M. de Saint-Aignan, le préfet de Nantes, ayant donné sa démission, M. Maurice Duval le remplaçait; il était déjà mandé par le télégraphe. M. Pasquier garda un profond silence dont je fus frappée,

quoique je n'eusse pas compris l'importance de la révélation. Mais M. Thiers s'étant éloigné, il me dit tout bas :

— Thiers est décidé. Il veut prendre Mme la duchesse de Berry; s'il se bornait encore à forcer son départ, il aurait peut-être changé Saint-Aignan, mais il ne le remplacerait pas par Maurice Duval. Tenez-vous tranquille, il n'y a plus rien à faire.

A quelques jours de là, M. Thiers annonça que Marie-Caroline avait été manquée de peu d'instans dans un village. Deux de ses meilleures retraites étaient éventées de façon qu'elle n'y pût plus avoir recours, et elle était réduite à se cacher dans la ville. On savait le quartier, mais non pas encore la maison.

Enfin, un soir, lorsque, toutes les autres visites parties, il ne restait plus chez moi que M. Pasquier, l'amiral de Rigny et M. Thiers, celui-ci, qui semblait attendre ce moment avec impatience, nous dit d'un air triomphant : « Je tiens la duchesse de Berry; avant trois jours, elle sera prise. » Voici le récit qu'il nous fit à la suite de cette communication.

Mme la duchesse de Berry prétendait, en commun avec le roi Guillaume de Hollande et dom Miguel de Portugal, négocier un emprunt dont tous trois seraient solidaires.

Un juif, nommé Deutz, ayant fait abjuration de sa foi sous le patronage de Madame la Dauphine, mais n'ayant pas, en quittant sa religion, renoncé aux habitudes mercantiles de sa caste, se trouvait l'agent très actif de ce projet d'emprunt. Il avait porté de l'une à l'autre les paroles des trois hautes parties contractantes, avait successivement visité Massa, la Haye et Lisbonne.

Peut-être même, je n'oserais l'affirmer, avait-il déjà rejoint « la Régente, » depuis son séjour en France. Quoi qu'il en soit, elle l'avait récemment expédié à dom Miguel.

Or, cet homme racontait avoir eu avec ce prince, et en présence d'envoyés confidentiels de Mme la duchesse de Berry, des conférences si alarmantes sur leurs projets ultérieurs et montrant une telle aberration d'esprit chez tous les deux, qu'épouvanté d'un pareil avenir, il s'était résolu à rompre toutes leurs trames.

En conséquence, il s'était présenté chez M. de Rayneval, notre ambassadeur à Madrid, et, à la suite de certaines révélations incomplètes, lui avait demandé un passeport, et une lettre pour

le ministre de l'Intérieur, en lui confiant une liasse de papiers mportans à faire parvenir à Paris.

M. de Rayneval ne pouvait refuser aucune de ces demandes: mais peu empressé, je crois, à se trouver mêlé dans cette trahison, il remit les dépêches à un secrétaire qui s'égara en route et n'arriva qu'après l'arrestation de la princesse. J'ai toujours pensé que ce n'était pas par hasard.

Je reviens au récit de M. Thiers. La lettre de M. de Rayneval était adressée à M. de Montalivet. Lorsque Deutz se présenta au ministère de l'Intérieur, on lui dit que M. de Montalivet ne s'y trouvait plus; et lorsqu'il voulut remettre sa missive à M. de Montalivet, celui-ci, n'étant plus ministre, refusa de le recevoir pour mission secrète.

Deutz, ne doutant pas que les papiers, remis à l'ambassade de Madrid, ne dussent être parvenus, laissa son adresse et s'étonna bientôt de n'être pas appelé. Les jours s'écoulaient et il ne pouvait plus tarder à aller porter les réponses à la princesse qu'il avait médité de perdre. Mais il lui fallait préalablement recouvrer les documens nécessaires.

Une démarche, faite à ce sujet vis-à-vis d'un employé du cabinet ministériel, donna l'éveil à M. Thiers. Il fit venir Deutz; celui-ci se comporta fort habilement, protestant de sa répugnance invincible à livrer la princesse. Il voulait, par philanthropie, traverser ses desseins, parce qu'il les croyait pernicieux; à cela se bornerait son rôle.

Il se rendrait, si on voulait, auprès d'elle, et tiendrait le langage qu'on lui dicterait pour provoquer son départ; mais sa personne lui serait toujours sacrée. Il rapportait les meilleures paroles de dom Miguel, les espérances les plus favorables du roi Guillaume. Il dissimulerait tout cela et découragerait Marie-Caroline de son entreprise, avant de s'embarquer lui-même pour l'Amérique, où il voulait aller ensevelir ses tristes secrets.

M. Thiers n'avait pas reçu les papiers de Madrid, il ne pouvait en apprécier l'importance. La conférence avec Deutz fut ajournée au lendemain, où l'éloquence du ministre réussit à convaincre le juif qu'il lui fallait livrer la duchesse de Berry « par amour de l'humanité. »

M. Thiers m'a protesté qu'aucun salaire n'avait été ni demandé, ni promis.

Une fois sa décision prise, Deutz lui-même avait signalé les

moyens nécessaires à la réussite de son iniquité. Et le plan était si bien ourdi que M. Thiers ne formait aucun doute du succès. Son monde était en route.

Nous écoutâmes ces détails avec une grande tristesse.

— Et si vous avez le malheur de la prendre, qu'en ferez-vous? lui dis-je.

— Si j'ai le bonheur de la prendre, on avisera, répondit-il en souriant.

— Comptez-vous la mettre en jugement?

— Assurément non, répliqua-t-il vivement.

— Cela ne vous sera pas facile à éviter, reprit M. Pasquier, la cour de Poitiers l'a déjà mise en accusation; les tribunaux n'admettent pas les considérations politiques. Et si elle est détenue deux jours à Nantes, elle y sera écrouée par la cour de Rennes.

— J'ai prévu ce danger. Il n'y a pas de justice en pleine mer, Molière l'a dit, et on l'embarquera sur-le-champ.

— Dieu soit loué! m'écriai-je, et on la conduira à Hambourg ou à Trieste. (Depuis l'arrestation du *Carlo-Alberto*, la famille royale exilée avait quitté l'Écosse pour la Bohême.)

— Cet abus de générosité n'est plus possible, on ne tarderait guère à l'y suivre soi-même. Voici mes projets : vous savez les réclamations faites par les ministres de Charles X et leurs amis sur l'insalubrité du château de Ham; ces cris avaient donné la pensée de les transférer à Blaye. Dès qu'ils en ont eu vent, comme cet éloignement leur déplaisait fort, Ham est devenu un séjour parfaitement sain. Mais on n'a pas révoqué les ordres antécédens pour préparer des appartemens au château de Blaye ; ils sont en bon état, et demain le télégraphe donnera l'avis de les meubler.

— Monsieur Thiers, lui dis-je, avant de porter la main sur une personne royale, songez bien à ce que vous allez faire; cela n'a jamais réussi à aucun, et vous retrouverez cette action dans toute votre carrière. Pensez-vous que l'Empereur n'ait pas déploré constamment sa conduite envers le duc d'Enghien?

— Si le duc d'Enghien avait été pris fomentant la guerre civile en Vendée, nul n'aurait osé blâmer même la sévérité de l'Empereur. Mais, — me voyant frémir, — soyez tranquille, il ne tombera pas un cheveu de sa tête. Je le redouterais autant que vous.

— Prenez-y garde, elle est femme à se défendre. Et si on la tue dans le conflit?

Il parut troublé une seconde, puis reprit vivement :

— On ne la tuera pas.

— Et si elle se tue elle-même plutôt que de se laisser prendre?

Il garda le silence, nous le crûmes un peu ébranlé. M. Pasquier revint à la charge, appuyant sur toutes les chances que la témérité connue de Mme la duchesse de Berry pouvait faire redouter, au moment de l'arrestation, et sur les embarras que sa détention entraînerait.

— Si vous pouviez lui faire connaître à quel point elle est en votre pouvoir, ajouta-t-il, et la décider à une évasion que vous faciliteriez, cela me semblerait de toute façon préférable.

— Vous ne voyez pas, comme moi, la disposition des députés! Vous comprendriez mieux l'impossibilité de suivre cette voie. Ils veulent l'arrestation de la duchesse de Berry et non sa retraite. Cela est nécessaire pour donner de la force au gouvernement et laver le Roi de la complicité dont on l'accuse.

— Mon Dieu, repris-je, la complicité du Roi avec Mme la duchesse de Berry est trop absurde pour qu'on y croie.

— Rien n'est trop absurde pour ces gens-là!

— Et c'est à un pareil monde que vous allez faire de telles concessions! Je reconnais Mme la duchesse de Berry moins redoutable à Blaye que sur les bancs d'une cour d'assises, mais elle le sera encore beaucoup plus qu'en Vendée. Croyez-le, monsieur Thiers, elle vous y suscitera bien plus d'ennemis et chaque jour elle y grandira. Vous vous faites illusion de penser que tout sera fini par son arrestation. Les larmes royales se lavent par le sang, et le sang royal par les calamités publiques.

M. Thiers se prit à sourire :

— Je ne vous ai jamais vue si animée. répondit-il. Mais, permettez-moi de vous dire que, si mes députés de province parlent avec leur sottise, vous parlez avec votre passion, et calculez avec vos préjugés. Les larmes, et même le sang royal, n'ont plus le prix que vous leur supposez. J'espère bien, sans aucune violence, prendre la duchesse de Berry sous trois jours; et elle n'en aura pas été quinze à Blaye que personne n'y songera plus. Voyez ces prisonniers de Ham, dont nous parlions tout à l'heure, quelqu'un y pense-t-il?

— Oh! que cela est différent! Vous pouvez, je l'accorde, me faire arrêter demain matin le plus arbitrairement du monde; et, si l'esprit public n'est pas monté de façon à en faire une révolution dans les vingt-quatre heures, j'admets que, la semaine prochaine, tout le monde aura parfaitement oublié que Mme de Boigne gémit dans une prison. Mais il n'en est pas ainsi de Mme la duchesse de Berry. Les personnes de sa sorte agissent même sur l'imagination du vulgaire; et plus vous l'opprimerez, plus elle grandira. Sa puissance s'accroîtra dans les murs de Blaye, et ils s'écrouleront pour la laisser sortir, car ce ne sera pas vous qui pourrez lui en ouvrir les portes.

M. Thiers continuait à sourire avec un peu d'ironie.

— Eh bien! voyons, vous-même, monsieur Thiers, seriez-vous aussi préoccupé, aussi anxieux, aussi joyeux que vous l'êtes s'il s'agissait seulement d'arrêter le maréchal de Bourmont, agent de guerre civile bien autrement formidable et actif que ne peut l'être une jeune femme? Assurément non; convenez donc que ce prestige du sang royal agit aussi sur vous, qui vous croyez si dégagé de mes préjugés surannés.

M. Thiers se jeta alors dans une de ces théories piquantes où son esprit s'éploie à l'aise et où les auditeurs le suivent avec intérêt, battant la campagne dans tous les sens sans beaucoup se soucier de la route qu'il tient. Cependant, après une digression historique sur le plus ou moins de dévouement des peuples au sang de leurs Rois, suivant le degré de civilisation où ils sont parvenus, il revint au but en racontant combien la conduite personnelle de Mme la duchesse de Berry l'avait amoindrie aux yeux de ses plus zélés partisans dans les provinces de l'Ouest.

— Ils en gémissent, ajouta-t-il en racontant des histoires étranges. Et on prétend même que la personne royale, pour me servir des expressions de Mme de Boigne, est grosse à pleine ceinture, et que c'est une des raisons qui la forcent à se tenir cachée.

Je haussai les épaules.

— Eh bien! repris-je, c'est un motif de plus à ne la point vouloir prendre et à faciliter son évasion. Hé! bon Dieu, qu'auriez-vous à craindre d'elle en un pareil état, et qu'en pourriez-vous faire? La honte d'un tel fait serait partagée par ceux qui le publieraient!

M. de Rigny, qui jusque-là avait gardé le silence, m'appuya

en ce moment. M. Pasquier apporta de nouveaux argumens à l'appui de l'opinion qu'il avait déjà soutenue.

M. Thiers était visiblement ébranlé, mais revenait à dire cette arrestation nécessaire à la consolidation du pouvoir royal. Il en était trop persuadé pour se refuser à accepter la responsabilité de tous les inconvéniens dont nous le menacions. La pendule, en sonnant deux heures après minuit, fit lever ces trois messieurs à la fois et ils me laissèrent seule.

A peine achevais-je de déjeuner le lendemain, M. Pasquier arriva chez moi :

— Je n'ai pas fermé l'œil de la nuit, me dit-il en entrant.

— Je vous en offre autant, répliquai-je.

Nous échangeâmes de tristes prévisions, des craintes, des regrets, en commentant les discours de la veille. M. Pasquier était très soucieux.

— Peut-être, dis-je enfin, Thiers ne réussira-t-il pas à la prendre.

— Oh! il réussira, cette fois-ci ou une autre; il est imprudent mais il est très habile. La difficulté d'ailleurs ne consiste pas à la prendre, mais à la garder avec sécurité pour elle et pour les autres, sans enflammer les passions dans tous les partis, attiser la guerre civile que l'on croit éteindre, et forcer peut-être à commettre des actions, devant lesquelles on reculerait certainement si on les prévoyait. D'un autre côté, je ne puis nier que Thiers, dans son intérêt personnel du moment, n'ait à gagner à se présenter aux Chambres avec cette arrestation accomplie; et à pouvoir dire : Ce que les autres n'ont pu faire en six mois, moi, j'y ai réussi en trois semaines. Cela n'est pas vrai, mais cela en a l'air; c'est tout ce qu'il faut aux assemblées, d'autant que personne ne peut le démentir. Cependant, notre conversation d'hier soir l'a un peu ébranlé. Malgré toute son audace, Thiers a trop d'esprit pour n'être point accessible à la raison; peut-être se contenterait-il encore du départ... Mais, elle, ne veut pas partir!

Nous continuâmes à deviser ainsi. Et plus nous considérions la question sous toutes ses faces, plus nous y découvrions des motifs de souci. S'il y avait conflit, si le sang de la princesse y coulait, quel baptême pour le trône occupé par le fils d'un juge de Louis XVI!

Si les haines vindicatives des révolutionnaires traînaient la

fille des rois devant les tribunaux ordinaires, quel abaissement pour la puissance qui le souffrirait ! Quant au jugement devant la Chambre des pairs, il était impossible ; les pairs se récuseraient ou acquitteraient tout d'une voix.

Le gouvernement, et M. Thiers en était convenu la veille encore, n'avait pas cette ressource ; ce serait amener une nouvelle perturbation dans l'État.

Nous en revenions constamment à nous lamenter que Mme la duchesse de Berry s'obstinât dans un séjour si dangereux pour elle et si parfaitement inutile à sa cause, puisque sa présence n'avait pu en six mois soulever la Vendée.

— Si elle savait sa position, dis-je enfin, elle partirait sans doute. Mais, hélas ! il est trop tard, si elle doit être arrêtée demain.

— Ces choses-là, reprit M. Pasquier, ne se font pas si facilement qu'on croit. Elle est sûrement entourée de beaucoup de précautions, et le juif pourrait bien ne pas réussir. Mais elle est traquée de façon à ne pouvoir échapper, dès qu'on a décidé de la saisir et le parti en est évidemment résolu.

Que faire pour conjurer le danger ? La Reine ne pouvait être d'aucun secours, nous n'y songeâmes même pas. Il nous était trop évident que son crédit était épuisé, et ses efforts infructueux, puisque les choses en étaient arrivées là.

J'ai su depuis que le nouveau Cabinet avait exigé de M. le duc d'Orléans, comme condition à le laisser aller au siège d'Anvers, qu'il obtiendrait de la Reine sa mère de ne se plus mêler des affaires de Mme la duchesse de Berry, établissant que c'était une question d'État où les relations de famille ne devaient pas exercer d'influence, que la sécurité du pays en dépendait, et que d'ailleurs, tant que Marie-Caroline serait en Vendée, lui, ne se pourrait éloigner de Paris. La passion du jeune prince pour les armes avait stimulé son zèle et arraché la promesse à sa mère, qui, au reste, se soumettait toujours aux volontés manifestées par le Roi.

Je retourne à ma conversation avec M. Pasquier.

— Je voudrais, dit-il, avoir moyen de faire avertir la duchesse de Berry.

— Hé ! mon Dieu, ils n'y verraient qu'une ruse pour les tromper.

— C'est vrai.

Après un assez long silence, il se leva brusquement.

— C'est égal, il ne faut pas se croiser les bras en pareille occurrence. Je vais aller trouver Mounier, il est en rapport avec tout ce monde-là, je lui dirai sérieusement de faire partir la princesse; il me comprendra, lui, il croira, et peut-être fera-t-il croire les autres.

— Pensez-vous, repris-je, que, par Mme Récamier, je puisse être de quelque utilité?

— Essayez toujours, cela est sans inconvénient. Il n'y a pas de mal que le tocsin sonne à leurs oreilles de plusieurs côtés.

M. Pasquier partit. Je demandai mes chevaux et je me rendis à l'Abbaye-aux-Bois. J'y appris, alors, le profond mécontentement de M. de Chateaubriand contre Mme la duchesse de Berry et son entourage.

Il avait rompu toute communication, avant son départ pour la Suisse; et Mme Récamier ne conservait aucune des relations qui l'instruisaient si exactement dans les premiers temps du séjour en France.

Déjouée dans mon espoir, mais excitée par les noires inquiétudes dont j'étais poursuivie et que celles de M. Pasquier n'étaient point propres à calmer, j'allai trouver Mme de Chastellux.

Exaltée, au delà des plus exaltés de son parti, elle apportait pourtant de l'esprit à travers sa passion, parce qu'elle en avait infiniment.

— Ma chère, lui dis-je en l'abordant, vous avez accueilli d'un sourire ironique l'avertissement que je vous ai donné, il y a une quinzaine de jours, qu'on était dans la disposition sérieuse d'arrêter Mme la duchesse de Berry. Eh bien! je viens vous dire aujourd'hui que toutes ses retraites sont dénoncées, qu'elle est vendue de plusieurs côtés et sera livrée incessamment. Peut-être est-il encore possible d'éviter ce malheur en la décidant à partir, j'ignore si vous en avez le moyen; mais il n'y a pas un instant à perdre.

Mme de Chastellux me regardait fixement, elle me tendit la main:

— Vous êtes trop troublée pour n'être pas sincère. Confidence pour confidence. Je suis en rapports directs avec Mme la duchesse de Berry. Elle sera avertie le plus promptement possible, et de plus je ne négligerai rien pour la décider à partir. Elle s'y

refuse encore, mais tout le monde autour d'elle en admet la nécessité.

— Dieu veuille que vous réussissiez, répliquai-je en me levant pour m'en aller. Car je ne voulais pas être entraînée à dire plus que je n'avais projeté.

— Encore un mot, ajouta-t-elle en me retenant par le bras, si Mme la duchesse de Berry consent à partir, le pourra-t-elle? la laissera-t-on s'échapper?

— Hélas! repris-je, il y a encore huit jours, je vous aurais répondu oui, bien affirmativement; aujourd'hui, j'ose seulement dire : je l'espère, et presque : je le crois. Mais, soyez-en persuadée, c'est la seule chance possible d'éviter ce que nous déplorerions également toutes les deux.

Elle me remercia de nouveau, m'embrassa cordialement et je me retirai. Elle avait bien vu que je n'en voulais pas dire davantage, et avait trop de tact pour m'adresser aucune question.

M. Pasquier, de son côté, avait trouvé M. Mounier et lui avait d'autant plus facilement fait comprendre le danger, non seulement pour la princesse, mais encore pour le pays et pour la famille régnante, — danger tout moral que Thiers et apparemment ses collègues ne reconnaissaient pas, — que M. Mounier, plein de sagesse, exempt d'esprit de parti, quoique dans les rangs légitimistes, était en même temps fort éclairé.

— Maintenant, me dit M. Pasquier, il n'y a plus à rien à faire, il nous faut attendre les événemens...

Dans la matinée du 8 novembre je reçus un billet de M. Pasquier; il me disait :

« L'œuvre est accomplie... Elle est prise... du moins sans coup férir... Voilà un des dangers passé... Plaise au ciel qu'on échappe aux autres!... »

Le *Moniteur* du lendemain confirma la nouvelle. J'allai chez la Reine, pensant bien qu'elle trouverait quelque douceur à s'épancher avec la certitude de n'être point compromise. Elle remerciait Dieu que nul accident ne fût arrivé dans l'arrestation.

« Avec la tête de Caroline, vous savez, ma chère, il y avait tant à craindre!... » Et puis, elle répétait mille fois : « Elle l'a voulu, elle l'a voulu, ce n'est pas la faute du Roi, elle l'a voulu! »

Je lui demandai si le bâtiment où on l'allait embarquer ne pourrait pas la conduire à Trieste, plutôt qu'à Blaye, en exigeant sa promesse de rejoindre le roi Charles X en Bohême.

— Ah! ma bonne amie, vous pouvez penser si nous le désirons!... Mais ils ne veulent pas... ils disent que c'est impossible.. On m'a fait promettre de ne me point ingérer dans cette affaire... tout le monde est contre moi!... Le Roi a dû à la fin consentir à l'arrestation et à la détention... Vous savez s'il s'y est longtemps refusé!... Ah! si elle avait voulu profiter de ces six mois de patience où il était le maître, pour s'en aller... Je comprends bien l'impossibilité de la laisser en France, avec l'apparence d'y rester malgré le gouvernement... mais quelle rude extrémité!...

Et la pauvre Reine se reprenait à pleurer. Elle me confirma la volonté positive du Roi de s'opposer à toute espèce de jugement et de se borner à une détention politique; que la même raison politique pouvait modifier, prolonger ou abréger arbitrairement. Cela présentait déjà une série de difficultés, presque inextricables, dans un pays de discussion et de passion, comme le nôtre, où l'opposition se fait arme de tout.

J'étais destinée à voir le soir même une singulière péripétie. Les dépêches de Nantes avaient apporté les détails de l'arrestation. M. Thiers, impressionnable et mobile au suprême degré, ému des souffrances de la princesse, touché de son courage, frappé du ton de grandeur dont elle avait commandé autour d'elle, se trouva plein d'enthousiasme pour sa triste prisonnière.

Oubliant ses diatribes des jours précédens contre la femme désordonnée, contre la folle coupable qui, profitant de la calamité d'un fléau, avait voulu joindre les ravages du fer et du feu de la guerre civile à ceux du choléra pour désoler la France, il ne voyait plus dans Marie-Caroline que la fille des rois soumise à de nobles et poétiques malheurs, supportés avec constance, avec magnanimité :

— Convenons-en, messieurs, Mme de Boigne a raison, les personnes royales, comme elle dit, sont d'une sorte à part...

Lorsque Deutz avait été introduit chez Mme la duchesse de Berry, elle l'avait accueilli d'une bonté familière, qui avait dû sembler bien cruelle à ce misérable. Après avoir parlé de sa mission, lu et signé des papiers relatifs aux affaires pour lesquelles il s'entremettait, elle lui raconta avoir reçu avis qu'elle

était trahie, vendue par une personne en qui elle avait entière confiance.

— Par vous, peut-être, mon cher Deutz,... je plaisante... ne vous défendez pas... mais en me rappelant vos efforts pour m'engager à partir avant-hier, malgré les bonnes nouvelles dont vous êtes porteur, j'ai pensé que vous aussi pouviez avoir des motifs pour partager ces craintes... Savez-vous quelque chose?

Deutz avait tressailli jusqu'au fond de son lâche cœur. Il balbutia quelques paroles, abrégea la conférence, se précipita dans la rue, dit à l'agent de police : « Je la quitte, elle est dans la maison, vous la trouverez à table; » raconta brièvement au préfet la conférence dont il sortait, désigna le lieu où l'on trouverait les papiers; courut à son auberge, se jeta dans une voiture tout attelée et revint à Paris, sans attendre pour savoir le résultat de sa trahison.

Il fallut se mettre à sa recherche pour lui en donner le salaire pécuniaire. Il ne l'avait ni stipulé, ni réclamé, mais il l'accepta. Tout cela paraît étrange et n'en est pas moins exact.

Le vrai peut quelquefois n'être pas vraisemblable.

La confiance en Deutz n'était pas assez bien établie pour que le préfet eût négligé les précautions. L'ordre avait été donné de le suivre, et de cerner d'un peu loin la maison où il entrerait, de façon que nul ne s'en pût évader. Tout était donc prêt. A peine trois minutes s'écoulèrent entre sa sortie et l'entrée de la force armée.

L'aspect de l'appartement, lorsqu'on y pénétra, confirma la véracité du rapport de Deutz; on y trouva les traces du séjour actuel de Mme la duchesse de Berry. Le couvert était mis pour cinq personnes, mais Mlle du Guigny, la maîtresse de la maison, se présentait seule et niait avoir des hôtes; la table, selon elle, était préparée pour des convives que l'aspect des troupes aurait probablement empêchés d'arriver. Il était impossible d'obtenir le moindre aveu.

La lettre, qui avertissait la princesse de son danger, était ouverte sur la cheminée, au feu de laquelle on avait fait paraître l'encre sympathique. Elle avait été prévenue à temps, mais on n'échappe pas à son sort!

Vainement chercha-t-on à intimider et à séduire les habitans de la maison; maîtres et valets, tout résista. Une recherche

de plusieurs heures n'amena aucun résultat. On avait fouillé partout sans même trouver les papiers signalés par Deutz, quoique plusieurs cachettes eussent été découvertes. Et on était réduit à croire qu'une communication, soit par l'intérieur des murs, soit par les caves, soit par les toits, permettait de quitter la maison.

Mais tout le quartier, circonscrit par quatre rues, était strictement gardé; personne n'en pouvait sortir sans être soigneusement examiné. Il faudrait bien que la princesse, dont la présence était constatée en ce lieu, finît par être prise.

Telle était la première dépêche, écrite par M. Maurice Duval, en quittant le domicile de Mlle du Guigny, où il avait passé une grande partie de la nuit. Au moment de la cacheter, il ajoutait : « On vient me chercher. J'ai la satisfaction de vous annoncer que la duchesse est arrêtée; j'expédie mon courrier et je me rends auprès d'elle. »

Le second rapport, parvenu le soir même où M. Thiers nous en parlait, contenait les détails suivans.

En s'éloignant, pour prendre un peu de repos, les chefs avaient distribué des gardiens dans toute la maison. Deux gendarmes, postés dans une petite pièce, dont la lucarne ouvrait sur le toit, et souffrant d'un froid très vif, s'avisèrent d'une cheminée placée dans l'encoignure.

La chambre était remplie de vieux journaux, et surtout d'une énorme liasse de numéros de *la Mode :* mauvaise publication protégée et payée par Mme la duchesse de Berry. Ils pensèrent à les utiliser en s'en chauffant, les empilèrent dans la cheminée et y mirent le feu.

Peu de minutes après, tandis qu'accroupis devant le foyer ils dégelaient leurs doigts, ils crurent entendre un bruit insolite derrière la plaque. Bientôt, on y frappa à coups redoublés. Ils appelèrent leurs officiers; on se hâta de retirer les papiers enflammés, et la plaque, cédant aux efforts mutuels des assiégeans et des assiégés, tourna sur ses gonds.

« Cessez vos recherches, je suis la duchesse de Berry, » dit une femme en sortant sans assistance de la cheminée et en s'asseyant très calmement sur une chaise, tandis qu'on s'empressait à aider une seconde femme et deux hommes à se retirer, presque étouffés, de leur retraite brûlante.

C'étaient une demoiselle de Kersabiec, — Vendéenne passion-

née qui depuis quatre mois s'était mise à la suite de la princesse, — le comte de Mesnard et M. Guibourg, l'avocat, qui prenait le titre de chancelier de la « Régente. »

Un agent de police, accourant en toute hâte, voulut verbaliser au sujet de Mme la duchesse de Berry. Elle le lui répondit qu'en disant : « Faites venir le général qui commande, je ne parlerai qu'à lui. »

Elle demanda un verre d'eau et remercia poliment le gendarme qui le lui apporta. Pas une plainte, pas un mot des souffrances où elle venait d'être exposée, ne lui échappa. Ses compagnons de détresse, en revanche, ne les laissaient pas ignorer. Les cheveux de la princesse roussis, sa figure, ses mains toutes noires de fumée, un pan de sa robe brûlé, témoignaient seuls qu'elle avait partagé cette torture, car elle paraissait dans son assiette ordinaire.

Le général arrivé, elle lui dit : « Approchez, général, je me rends à vous ; et je me mets sous la sauvegarde de la loyauté militaire. Je vous recommande ces messieurs et mademoiselle ; s'il y a quelqu'un de coupable, c'est moi seule, ils n'ont fait que m'obéir. J'entends n'en être point séparée. Puis-je rester dans cette maison ? »

Le général, — Dermoncourt, je crois, — plus troublé qu'elle, répondit que des appartemens étaient préparés au château : « Eh bien donc, partons et faites avertir qu'on nous y donne un bouillon ; nous n'avons rien mangé depuis vingt-quatre heures. »

Elle s'approcha du comte de Mesnard, qui semblait anéanti, l'encouragea à la suivre, en paroles calmes et douces, et commanda l'assistance des gendarmes pour le soutenir. Les deux autres prisonniers avaient repris des forces et pouvaient marcher seuls.

La princesse prit d'elle-même le bras du général, comme si elle lui accordait une faveur et qu'il se fût agi d'une simple promenade. Elle ne fit aucune vaine tentative pour parler aux gens de la maison, pour donner des instructions, pour réclamer des effets ou des papiers ; rien enfin qui la pût exposer à subir un refus. Arrivée au seuil de la porte, et voyant du monde amassé dans la rue, elle s'arrêta un instant et reculant d'un pas :

— Général, je ne dois pas être insultée... cela vous regarde.

— Soyez tranquille, madame.

— Je me fie à vous.

La route était bordée d'une haie de soldats. Elle la franchit d'un pied et d'un cœur fermes, causant avec son escorte militaire, d'une grande liberté d'esprit, mais refusant toute réponse au préfet qui était survenu au moment de son départ.

Parvenue au château, elle donna des ordres sur les soins à rendre à ses compagnons d'infortune, et principalement à M. de Mesnard qui paraissait fort mal, avec une sorte d'autorité ; puis elle demanda à se reposer. Conduite dans sa chambre, avec Mlle de Kersabiec, elle en ressortit un instant après, sous le prétexte de recommander que le médecin, appelé auprès du comte de Mesnard, vînt lui faire son rapport.

L'homme de la police, accoutumé à observer tous les gestes, s'aperçut qu'une très petite boule de papier avait passé de la main de la princesse dans celle de l'avocat Guibourg. Le désir de s'en emparer suggéra la pensée de fouiller les prisonniers aussitôt que Marie-Caroline se fut éloignée.

Le papier, trouvé sur M. Guibourg, contenait ces mots écrits au crayon : « Insistez, surtout, pour n'être pas séparé de moi. »

Cette circonstance, sue dans le temps et infidèlement racontée, accrédita le bruit, déjà répandu, d'une intrigue amoureuse entre la princesse et l'avocat. Je n'oserais garantir qu'il n'en fût rien.

Mais M. Guibourg était en fuite, avec une condamnation capitale sur le corps. Mme la duchesse de Berry se croyait une sauvegarde pour ses entours, et cette pensée suffisait à expliquer les termes du billet.

Elle avait mangé une soupe, bu un verre de vin de Bordeaux, avait dormi paisiblement quelques heures et s'était relevée, pour le moment du dîner, dans un état de calme qui ne se démentait pas. M. Maurice Duval, lui-même, quoique fort blessé de ses procédés envers lui, parlait du maintien de la princesse avec admiration. Les généraux en étaient émus, et le ministre dans l'enthousiasme.

En outre des rapports des autorités de Nantes, M. Thiers était armé, en venant chez moi, de la décision du Conseil qui, en enlevant Mme la duchesse de Berry à la juridiction des tribunaux, faisait de sa position une mesure politique sur laquelle les Chambres auraient à statuer. La pièce était bien rédigée. Il voulait la montrer à M. Pasquier et le consulter sur la forme de sa publication.

Après une longue discussion, on s'arrêta à un article officiel du *Moniteur*, ne portant le titre ni d'ordonnance ni de déclaration ; qui, s'appuyant sur les précédens de la marche suivie pour le bannissement de la branche aînée des Bourbons et de la famille Bonaparte, établirait en principe que les princes et princesses de races proscrites, se trouvant en dehors de la loi commune, ne pouvaient en réclamer le bénéfice ni en subir les rigueurs. Leur sort, dès lors, devait être réglé arbitrairement, d'après les exigences des intérêts politiques.

M. Pasquier insistait derechef pour qu'on embarquât la princesse au plus vite. « Vous ne serez maître de son sort, répétait-il, et à l'abri des obstacles que peut susciter le zèle aveugle ou malveillant des magistrats secondaires, qu'après le départ de Nantes. »

M. Thiers adoptait cette pensée et partageait les mêmes sollicitudes. Aussi avait-il donné, et déjà renouvelé, l'ordre d'un embarquement immédiat, que les préparatifs matériels, pour la sûreté du transport et la commodité du voyage, arrêtaient encore bien malgré lui.

La princesse demandait un délai, fondé sur l'état de santé du comte de Mesnard ; mais M. Thiers, fort à regret dans sa disposition actuelle, avait positivement refusé.

Comme il ne fallait pas compliquer la question relative à Mme la duchesse de Berry, en assimilant à son sort d'autres personnes compromises vis-à-vis des tribunaux, on se décida à les rendre à leurs juges naturels. M. Guibourg fut renvoyé là où son procès avait été déjà instruit. Mlle de Kersabiec accompagna la princesse à Blaye ; puis fut reconduite immédiatement à Nantes.

Dès le premier jour de l'arrestation, M. Maurice Duval avait prévenu M. Thiers qu'il pouvait s'emparer de MM. de Bourmont, de Charette, et de plusieurs de leurs coopérateurs les plus actifs. On les savait cachés dans les maisons voisines de celle occupée par Marie-Caroline. Deutz avait vu le maréchal. En persistant à cerner le quartier, on était assuré de les prendre.

Mais le ministre en avait autant qu'il lui en fallait, pour se présenter à l'ouverture de la session, et ne se souciait pas de multiplier ses embarras. Plus il se trouverait de gens arrêtés dans les mêmes prédicamens que Mme la duchesse de Berry, plus il serait difficile de la soustraire à la loi commune ; car elle se

trouverait réclamée, comme principal accusé par tous les tribunaux où les affaires seraient portées.

Vu de loin, et lorsque les passions sont calmées, il semble que rien n'était plus simple et plus facile que la marche adoptée par le gouvernement. Mais dans ce moment, où l'amour de l'égalité se trouvait poussé jusqu'à l'enivrement, il fallait une ferme volonté, beaucoup de courage, et même une certaine audace, pour oser dire hautement que Marie-Caroline, en sa qualité de princesse, ne serait pas passible de la loi commune. Encore devait-on avoir recours à l'argument, que j'ai déjà mentionné, de la considérer placée hors la loi par la proscription prononcée contre elle en 1830.

M. Thiers, en prenant cette décision, n'ignorait pas qu'il affrontait les colères des oppositions et bravait le mécontentement de beaucoup de ses partisans.

Toutefois, des obstacles insurmontables pouvaient surgir à Nantes d'un moment à l'autre; et, dans cette crainte, on décida que l'article convenu ne serait inséré au *Moniteur* que lorsqu'on saurait la princesse voguant vers Blaye.

Je demandai tout bas à M. Thiers si ce qu'il m'avait dit de l'état de Mme la duchesse de Berry était confirmé; il me répondit à haute voix : « Il n'y a pas un mot de vrai. Elle est au contraire très maigre, très mince, et très agile. Ce bruit, cependant, nous était venu de gens qui auraient dû être bien informés; mais ce n'est qu'un méchant propos de ses bons amis. »

Si Mme la duchesse de Berry dédaignait de parler des souffrances matérielles qu'elle avait supportées, pendant les dix-sept heures passées dans le tuyau de cheminée, ses compagnons racontaient volontiers le martyre subi par quatre personnes serrées de façon à ne pouvoir faire aucune espèce de mouvement, exposées au vent, à la gelée, dont un toit en claire-voie les défendait fort mal. Elles bravaient pourtant ces douleurs.

Mais ce qui acheva de rendre leur situation intolérable, c'est la fumée épaisse et puante des papiers imprimés. La cachette n'était pas séparée du tuyau de la cheminée jusqu'en haut, elle s'en remplit incontinent et ses malheureux habitans en furent comme asphyxiés.

Lorsque la souffrance d'une extrême chaleur s'y joignit et que la robe de Mme la duchesse de Berry prit feu, le comte de Mesnard, — qui déjà avait ouvert l'avis de se rendre, après

avoir entendu l'ordre donné aux gendarmes de ne quitter la chambre sous aucun prétexte et compris que toutes les issues étaient gardées, — le comte de Mesnard, sans demander de nouveau une permission obstinément refusée, donna dans la plaque le premier coup de pied qui appela l'attention des gendarmes. Une fois la décision irrévocable, Mme la duchesse de Berry ne fit point de reproches et se conduisit comme nous avons vu.

Ma mémoire ne me fournit aucune circonstance particulière sur son embarquement. Elle fut conduite, à bord de la *Capricieuse*, goélette de l'État, en prisonnière bien gardée, mais avec les égards dus à son rang et le respect acquis à des malheurs supportés avec un aussi grand courage.

Son arrestation ne provoqua aucune manifestation en Bretagne ni en Vendée. Elle montra un très vif dépit en apprenant que M. Guibourg restait à Nantes et parut très émue en s'en séparant. Du reste son calme, accompagné d'une sorte de gaieté et d'une complète liberté d'esprit, ne se démentit pas. Le zèle de M. de Mesnard suppléant à ses forces, il insista pour la suivre.

Elle laissa, parmi toutes les autorités de Nantes, un sentiment d'admiration et de sympathie dont le contre-coup retentit sur leurs chefs à Paris. Mais cela ne s'étendit pas au delà et ne gagna pas le public. On voulait avant tout la tranquillité.

Au Conseil, M. Guizot se montra partisan des procédés généreux, et il proposa de diriger la *Capricieuse* sur Trieste. Mais M. Guizot, nouvellement arrivé aux affaires par l'obstinée exigence du duc de Broglie, avait peu de poids vis-à-vis de ses collègues, et la détention à Blaye fut décidée à une unanimité où il se rangea.

Dans la cachette même, où s'était refugiée Mme la duchesse de Berry, on trouva les deux sacoches de cuir, désignées par Deutz, renfermant ses papiers les plus importans. Elles étaient réunies par une bretelle et la suivaient dans toutes ses pérégrinations, soit sur le col de son cheval, soit sur les épaules d'un guide.

Si on avait recherché les violences, il y avait de quoi porter le trouble et la proscription dans une multitude de familles; mais on n'en fit aucun usage. C'est là où l'on trouva les lettres de Mmes de Chastellux et de Bauffremont engageant Mme la

duchesse de Berry à se rendre à Paris, et offrant de l'y cacher. J'ignore si elles ont eu connaissance de cette découverte.

Ces sacoches renfermaient des documens qui excusaient la folle entreprise de la descente en France. De nombreux correspondans annonçaient 100 000 hommes dans le Midi et 200 000 dans l'Ouest, armés, organisés, prêts à se déclarer au premier signal. L'arrivée de « Madame » enfanterait en outre des légions innombrables dans tout le royaume.

Les correspondans les plus raisonnables, en présentant le pays comme dans « un fâcheux état de calme, » admettaient que la présence de la princesse exciterait sans doute un grand mouvement d'enthousiasme, et pourrait faire jaillir la flamme de ces masses inertes.

Ajoutons à ces appels que Mme la duchesse de Berry avait constamment entendu reprocher aux princes de la Maison de Bourbon de ne s'être point associés aux travaux de la Vendée. Et peut-être excusera-t-on son esprit aventureux d'avoir cru faire de l'héroïsme en débarquant sur la plage de Marseille et en se jetant dans la Vendée. Il est au moins certain qu'à Nantes, elle supporta royalement le revers de sa fortune et la chute de ses espérances.

LES ORIGINES

DU

CULTURKAMPF ALLEMAND

V[1]

LES CRISES INTELLECTUELLES (1850-1869)

Les barrières qu'avait édifiées le joséphisme entre l'Allemagne et Rome, démantelées d'abord par les fidèles eux-mêmes, avaient succombé, en 1848, sous la poussée de la révolution. Les évêques appelaient le Pape à leur aide, pour s'émanciper; les congrès lui expédiaient des messages de dévouement; et c'est pour lui que travaillaient les missions de Jésuites, qui devaient être, vingt ans durant, une immense force d'évangélisation. L'action catholique, par un mouvement spontané, se soumettait aux influences du Vatican. Mais il en était autrement d'une fraction de la pensée catholique : « Notre doctrine théologique souffre du plus profond cancer, écrivait à Ketteler, dès 1851, Windischmann, vicaire général de Munich. En fait, elle se tient hors de l'Église, et c'est ainsi que peu à peu les plus éminens, — je n'excepte pas Doellinger lui-même, — deviennent la proie d'un esprit qui peut mener aux pires conséquences. »

(1) Voyez la *Revue* des 1er avril, 1er juillet, 1er octobre 1907 et 15 janvier 1908.

Les belles années 1848 et 1849, où l'on avait vu les hommes de science, les hommes d'œuvres et les hommes de lutte, fraterniser dans les *meetings*, ne devaient pas avoir de lendemain : l'heure était proche où beaucoup de savans allaient bouder ostensiblement, pour les châtier de leur « ultramontanisme, » les professionnels de la politique et de l'action ; et puis aux bouderies succéderaient les ruptures, aux ruptures les combats. Plusieurs de ces savans, si ombrageux à l'endroit de Rome, se trouveraient être des prêtres, chargés, par leur office même de professeurs, de former d'autres prêtres. Rome alors s'inquiéterait, s'indignerait ; la distance même aggraverait la mésentente ; et cette Allemagne, qui venait de montrer à l'univers chrétien comment une Église se libère et comment la conscience catholique devient une force sociale, sentirait peser sur d'illustres érudits les défiances tenaces de l'autorité romaine. Cependant l'action catholique et une certaine pensée catholique poursuivraient leurs voies de plus en plus divergentes ; et cette pensée catholique, qui devait plus tard s'intituler « vieille-catholique, » machinerait contre le concile du Vatican une formidable opposition, tandis que l'action catholique, disciplinant de longue date prêtres et fidèles, préparerait la soumission de l'Allemagne aux décisions conciliaires. Mais aussitôt, cette pensée, qui prétendrait n'avoir pas été réfutée et qui pourtant se sentirait vaincue, chercherait sa revanche en appelant le bras séculier contre l'« ultramontanisme » triomphant, couronnerait ses plaidoyers pour la liberté de la science en suscitant des menaces contre la liberté de la foi, et tenterait de mettre entrave à l'action catholique en secondant le *Culturkampf*.

Les crises intellectuelles qui divisèrent alors le catholicisme allemand eurent une répercussion prolongée dans la vie du nouvel Empire, et l'on ne saisirait pas dans toute leur complexité les lointaines origines du *Culturkampf*, si l'on dédaignait d'assister à ces débats théologiques. Ils sont déjà loin de nous : que de flux, depuis lors, et que de reflux aussi ! Et parce qu'ils sont loin de nous, on peut les raconter, — nous l'espérons du moins, — sans se laisser distraire par les préoccupations de l'heure présente : d'autant que le rapprochement entre deux époques risque toujours de troubler la perspective et de les faire mal comprendre l'une et l'autre, surtout la plus ancienne.

I

Le romantisme avait incliné vers une certaine religiosité catholique les imaginations et les cœurs. Mais entre l'état d'esprit d'un romantique et celui d'un théologien, un abîme subsistait. Vague par instinct, et vague aussi, de propos délibéré, la pensée romantique rêvait d'un syncrétisme religieux, qui voilerait d'un nuage mystique les arêtes d'un dogme importun, et dans lequel toutes les confessions communieraient. Elle offrait en hommage au Christ, et même à l'Église, les émotions religieuses de l'humanité tout entière et du passé tout entier; mais lorsqu'un Lasaulx, par exemple, considérait les penseurs de l'antiquité comme des révélateurs du vrai Dieu presque au même titre que Moïse, l'Église jugeait que Lasaulx brouillait tout et s'embrouillait lui-même. Schelling vieillissant avait séduit beaucoup de catholiques; ses leçons de Munich et de Berlin leur étaient apparues comme une insigne préparation à leur foi. Et sans doute, par une réaction contre un rationalisme étriqué, une partie de l'Allemagne intellectuelle avait reflué vers les portiques de l'Église, mais avec moins de souci d'y entrer elle-même que d'attirer jusqu'à ce même seuil, pour une sorte de congrès des religiosités, tout ce qu'on entrevoyait de pensées religieuses, de souffrances religieuses, de velléités religieuses. Indolent et fiévreux, mélancolique et caressant, attrayant par ses malaises mêmes, il semblait que le romantisme fût descendu sur la place publique, comme le serviteur de l'Évangile, pour convoquer des passans au banquet du Christ, mais il les avait menés, seulement, à proximité de la salle du festin, car il excellait mieux à faire pressentir l'Église qu'à la faire connaître.

Alors avaient surgi deux systèmes, qui insistaient avec une force étrange sur la part de l'élément intellectuel dans la croyance religieuse : à l'écart de l'impressionnisme romantique se dressait un intellectualisme rigide, si exigeant, si absolu, qu'on se demandait quelle place restait, dans l'acte de foi, pour la générosité de Dieu et pour la générosité de l'homme, pour la grâce et pour la volonté. L'un de ces systèmes, frappé par Grégoire XVI, se nommait l'hermésianisme; l'autre, très goûté vers 1850, était le günthérianisme.

Günther, prêtre pieux et profond, menait à Vienne une vie

solitaire, pour la pensée ; et dans une langue broussailleuse, il édifiait des synthèses dont l'Allemagne s'exaltait. A son école, la raison retrouvait et reconstituait les mystères, et peu s'en fallait qu'elle ne les comprît. Elle conquérait, par son propre mécanisme, les vérités qui avaient fait la substance de la révélation. Quel échec pour les libertins, narrateurs audacieux d'on ne sait quel conflit entre les exigences rationnelles et la vérité révélée ! La raison ferait mieux, désormais, que de se soumettre à la révélation ; elle parviendrait par son propre travail, — comme l'on parvient à une découverte, — jusqu'à ces notions mêmes dont Jésus fit aux hommes le cadeau ; et tandis que la scolastique, pour faire saisir quelque chose des mystères, n'avait pu recourir qu'au procédé d' « analogie, » la pensée günthérienne, enfin, saurait les voir bien en face, bien à fond. Elle les transformerait à mesure qu'elle les pénétrerait : car les formules dogmatiques n'étaient que l'expression précaire d'une foi immuable ; efficaces en leur temps contre les erreurs d'une époque, elles devaient se laisser interpréter dans le sens qu'imposait le progrès scientifique et philosophique, jusqu'à ce que survinssent des formules nouvelles, susceptibles de « mieux approprier le fond dogmatique aux modes de la pensée en marche. » Ainsi la raison ressaisirait et repétrirait les apports de la révélation, et Günther pensait que ce serait pour l'Église un beau triomphe.

L'illustre Goerres avait naguère goûté cette philosophie. Elle avait l'estime de Doellinger, et les ardentes sympathies du cardinal Diepenbrock, évêque de Breslau, et de son successeur Foerster, du cardinal Schwarzenberg, archevêque de Prague, de l'évêque de Trèves, Arnoldi, de l'évêque de Salzbourg, Tarnoczi. Elle était enseignée par Knoodt et Baltzer aux universités de Bonn et de Breslau, par Merten au séminaire de Trèves. Le bénédictin Pappalettere projetait de fonder, aux portes mêmes de Rome, une sorte d'Académie où Günther lui-même serait professeur. Des juges plus réservés admiraient du moins l'inspiration du système : « Des censures viendront, pronostiquait Lasaulx, parce que tout n'est pas rigoureusement exact : ce grandiose édifice, corniches et fondations, subira des modifications partielles ; mais le noble désir de faire du dogme révélé un objet de compréhension scientifique ne sera pas condamné. »

Sur les cimes nouvelles où elle s'était hissée pour prendre « scientifiquement » possession du dogme, l'intelligence alle-

mande défiait triomphalement l'incroyance, et beaucoup d'âmes pieuses en étaient fières. L'évêque Arnoldi signifiait à Rome qu'il y avait là une victoire acquise. « L'Allemagne catholique, déclarait-il, ne peut pas se contenter d'une demi-philosophie, comme les Espagnols, comme les Italiens, car les attaques capitales contre l'Église sont ici purement philosophiques, et pour y répondre formellement, il faut une philosophie proprement dite, une philosophie de valeur. Telle est celle de Günther, qui a déjà essayé ses forces contre l'hégélianisme. » — « Vis-à-vis du protestantisme, disait de son côté le professeur Baltzer, l'école de Günther fortifiera notre Église et la fera vaincre. »

C'est l'habitude séculaire de Rome, lorsqu'on lui propose des armes nouvelles, d'avoir moins égard à ce qu'elles ont d'efficace ou d'opportun qu'à leur légitimité et à leur aloi. Peu d'années auparavant, Rome, combattue par le rationalisme, avait eu l'apparente bonne fortune de voir accourir vers elle des traditionalistes, des fidéistes, qui se targuaient d'humilier jusqu'à l'anéantissement l'insolente raison, et le Saint-Siège, écartant cette chance comme un péril, avait défendu contre ces alliés trop empressés la valeur de l'esprit humain. Voilà qu'aux antipodes Günther survenait, et présentait comme le propre fruit de la raison ces mystères révélés que le rationalisme attaquait : il offrait à l'Église des présens imprévus ; elle les examinait, inquiète, et bientôt les repoussait.

Le güntherianisme ne visait à rien de moins, comme l'expliquaient Baltzer et Knoodt à Geissel, archevêque de Cologne, qu'à devenir la philosophie officielle de l'Église : il voulait être l'Église elle-même, « l'Église pensante », auxiliaire ou, pour mieux dire, préceptrice de l'Église enseignante. Ces hyperboles, moins imputables à Günther qu'à ses disciples, effrayaient Geissel, que choquaient aussi, dans cette école, un certain manque de charité intellectuelle, un insultant dédain pour toute objection. « Dieu puisse éclairer Diepenbrock et Geissel, écrivait Günther dès 1850, pour qu'ils n'omettent pas, à Rome, de parler au nom de la science ! » Mais cette « science, » telle que les günthériens l'étalaient, apparaissait à Geissel comme une menace, et pour la tradition catholique, et pour la prérogative qu'a l'évêque d'être juge de la foi. Et précisément à la même heure, un travail dont Geissel se réjouissait s'accomplissait à Mayence, à Bonn, à Rome, pour rendre à l'Allemagne catho-

lique une philosophie oubliée; la scolastique repassait les Alpes, pour prendre possession de l'Allemagne.

De longue date, le dogme lui était uni; et la phraséologie même qu'elle employait avait laissé sa trace dans les énoncés doctrinaux. « Retour à la scolastique ! » tel fut dès 1852 le programme de la revue *Le Catholique*, qui s'imprimait à Mayence. « Qu'on ne se contentât plus des miettes de la philosophie protestante, et qu'on revînt aux trésors légués par les ancêtres : » c'était aussi le souhait d'un jeune philosophe laïque, Clemens, qui enseignait à Bonn, puis à Münster. Hegel, naguère, l'avait un moment séduit, mais Hegel avait trouvé son vainqueur, qui n'était autre que Dante. La *Divine Comédie* avait installé dans le moyen âge la pensée de Clemens; il s'était fait contemporain des scolastiques, et puis scolastique lui-même; il cherchait dans leur doctrine des armes contre le güntherianisme, et il les y trouvait; il les brandissait en public, dans des articles, dans des brochures; il les affinait en secret, dans les manuscrits que lui demandait Geissel, et qui devaient aider l'autorité romaine à connaître le güntherianisme et à le juger. Enfin, un Jésuite allemand qui vivait à Rome, Kleutgen, entreprenait en 1853, sous le titre : *La théologie du passé*, plusieurs volumes, où militait contre Hermès et Günther la scolastique exhumée. Vouloir combattre les philosophies nouvelles en créant, de son côté, une nouvelle philosophie, c'était, au regard de Kleutgen, faire des concessions au protestantisme : la « vieille science catholique, » — ainsi appelait-il la scolastique, — lui paraissait toujours efficace, pourvu que les manuels où elle s'était trop figée « fussent adaptés, non point à l'esprit, mais aux besoins du siècle. »

C'est ainsi que l'inquiétude même suscitée par les ambitions du güntherianisme ramenait l'Église vers la *Somme* de saint Thomas d'Aquin. En pleine bataille contre le protestantisme, les Pères de Trente avaient voulu que devant eux, sur l'autel, à côté des Évangiles, la *Somme* fût ouverte, pour leur offrir « des avis, des argumens, des oracles; » et c'était en vue de cette même lutte que certains penseurs d'Allemagne, trois siècles après, souhaitaient d'encadrer le dogme dans une philosophie nouvelle. Mais un vaste parti se formait dans l'Église pour qu'en Allemagne même saint Thomas ressuscité mît un terme au fidéisme inconscient où s'étaient enlizées les imaginations romantiques et au rationalisme formel dans lequel se drapait l'apologétique günthérienne.

II

Au milieu de ces débats philosophiques survint en 1854 la proclamation de l'Immaculée Conception : malgré saint Bernard et saint Anselme, malgré saint Bonaventure et saint Thomas lui-même, Pie IX promulgua ce dogme. Ainsi la *Somme* n'était pas une prison ; l'attachement à saint Thomas n'excluait point qu'on dépassât ce docteur, ni même qu'on lui passât outre. Pie IX avait consulté les docteurs, mais aussi les fidèles ; les savans, mais aussi les âmes pieuses ; il avait vu « la piété devancer la science théologique, la stimuler, l'éclairer, et l'amener enfin à ratifier les intuitions de l'amour (1) ; » il avait senti que la croyance en l'Immaculée Conception vivait dans l'Église, d'une vie mystérieuse, dont les âmes témoignaient beaucoup plus que les textes ; et du haut de son magistère, il avait, en appréciateur souverain, ratifié cette vie.

Mais lorsque avant la décision suprême il avait questionné la chrétienté, une partie de l'Allemagne s'était montrée peu enthousiaste : les facultés de Munich, de Tubingue, avaient répudié le nouveau projet de définition ; l'hostilité du chapitre de Cologne survécut même à la proclamation du dogme. Il ne s'agissait plus ici de philosophie, mais bien plutôt d'histoire. L'école historique soulevait contre l'Immaculée Conception les argumens qui serviront plus tard contre l'infaillibilité : elle objectait la « règle de foi, » formulée par Vincent de Lérins.

« Ce qui a été cru partout, toujours et par tous, cela est vraiment catholique. » Telle était cette règle, qu'alléguaient fréquemment dans leurs polémiques les deux confessions chrétiennes, et sur laquelle s'appuyaient Doellinger et son école pour combattre les enrichissemens de la foi. Il y avait disette de textes pour prouver l'ancienneté de la croyance à l'Immaculée Conception ; il y en avait foison pour remontrer que cette croyance n'avait jamais été l'objet d'un consentement universel : l'école historique avait beau jeu, sur un pareil terrain. Mais si impeccable que pût être son érudition, en quoi prévalait-elle contre les aspirations de l'Église et contre cette sorte de poussée vitale, dont la définition dogmatique nouvelle était le résultat ? La science, en

(1) Voyez l'article de M. Bainvel : *Histoire d'un dogme* (*Études*, 1904).

l'espèce, se réclamait de la lettre; l'Église écoutait l'esprit et traduisait l'esprit.

Vincent de Lérins avait raison lorsqu'il affirmait que toute doctrine qui alléguait pour elle l'universalité, l'antiquité, le consentement général, était certainement catholique; mais c'était là tout ce qu'il avait voulu dire, et rien de plus. Une commission de théologiens et de cardinaux, réunie par Pie IX avant la définition, affirmait qu'une doctrine pouvait être catholique sans offrir intégralement ces trois caractères (1) : le fait de l'antiquité, de l'universalité, du consentement général, démontre irréfutablement la catholicité d'un dogme; mais l'absence de ces faits n'est pas une raison pour nier *a priori* cette catholicité. C'est ce qu'expliqua plus tard le cardinal Franzelin en disant que la règle de saint Vincent est vraie « au sens affirmatif, et non point au sens exclusif. » Et déjà vingt-cinq ans avant la proclamation de l'Immaculée Conception, les censeurs romains qui, sous Léon XII, avaient épluché le catéchisme de Wurzbourg, notaient que cette règle n'était ni le critère unique, ni le critère principal du dogme : le vrai critère, disaient-ils, c'est « la définition de l'Église, laquelle s'est appliquée à des doctrines jadis mises en doute et diversement appréciées par les Pères. »

La définition dogmatique, ainsi comprise, est quelque chose de plus qu'une déduction, ou qu'une étude de textes; elle est le terme et l'expression d'un phénomène vital qui fit affleurer, peu à peu, au premier plan de la conscience chrétienne, certaines vérités appartenant très objectivement au dépôt primitif de la révélation évangélique, mais longtemps cachées par une certaine pénombre. Interpréter la règle de saint Vincent comme le faisaient Doellinger et son école, c'eût été immobiliser le dogme dans une sorte de paralysie; et cette règle fût devenue une gêne pour la vie même du dogme, — pour cette vie du dogme dont un autre chapitre de saint Vincent donne de précieuses définitions, textuellement reprises par le Concile du Vatican.

Pie IX savait pertinemment qu'une partie de l'Allemagne savante avait tout d'abord considéré l'Immaculée Conception comme « une absurdité : » il en témoigna sa douleur, un jour, à un visiteur bénédictin. Mais une fois la définition promulguée, les oppositions se bornèrent à quelques murmures. L'école

(1) Voyez l'article de M. Pierre de Labriolle sur saint Vincent de Lerins, dans les *Annales de philosophie chrétienne*, 1905.

historique pressentait les courans qui se dessinaient dans l'Église en faveur de l'infaillibilité papale, dont l'acte dogmatique de 1854 était une première application; elle s'équipait, dès lors, pour les escarmouches érudites qu'aux approches de 1870 elle devait engager contre l' « ultramontanisme; » mais le conflit entre Rome et cette école n'était encore que latent.

III

La question du güntherianisme, au contraire, était d'une acuité plus immédiate; et c'est sur le terrain philosophique que des luttes allaient éclater. Günther, que certains pressaient d'aller s'expliquer à Rome, s'y refusait en alléguant son grand âge; il était d'ailleurs plein de mépris pour les courans qui lui semblaient prédominer au Vatican : « C'est une vraie honte pour les Jésuites modernes, » disait-il. Le pèlerin du güntherianisme à Rome fut le professeur Baltzer, de Breslau. Naïvement, triomphalement, un journal de Munich annonçait que, grâce à ce docte voyageur, qui fut bientôt rejoint par le professeur Knoodt, « les découvertes faites par Fichte, Schelling, Hegel, dans le monde de la pensée, allaient être révélées à Rome. » Baltzer passa là-bas douze mois, et, vers l'automne de 1854, il reprit la route de Silésie, très content de l'accueil que lui avaient ménagé Pie IX et le cardinal d'Andrea, préfet de l'Index.

La cause néanmoins demeurait pendante : entre Knoodt et Clemens, les polémiques continuaient; les évêques d'Allemagne écrivaient à Rome pour ou contre Günther; l'excitation des esprits allait croissant. Finalement, au début de 1857, les écrits du vieux philosophe furent mis à l'index : le grand effort de pensée qui visait à faire rentrer dans le patrimoine de la raison les vérités révélées était répudié comme erroné.

Günther, dès février, déclara qu'il se soumettait; mais son école relevait le drapeau. On parlait de « manœuvres jésuitiques, » dont Geissel et le cardinal de curie Reisach auraient été les complices. Foerster, prince-évêque de Breslau, transmettait à Rome, avec quelque complaisance, une lettre équivoque de Baltzer, qui, tout en se soumettant, constatait qu'aucune thèse précise n'avait été condamnée, et qui demandait insidieusement un surcroît d'informations. Pie IX répondit le 30 mars à Foerster que Günther avait erré sur la Trinité, sur l'Incarnation,

sur la création, sur les rapports de la philosophie et de la théologie, de la science et de la foi; il écrivit à Geissel le 15 juin que la théorie de Günther sur l'âme humaine était contraire à la doctrine catholique.

Les deux brefs trouvèrent un accueil singulièrement différent : Geissel fut enthousiaste, Foerster ennuyé. Le prince-évêque de Breslau ne pouvait, du jour au lendemain, rompre avec ses amis günthériens; il garda plusieurs mois dans son tiroir le message pontifical; et lorsque, sous la pression de beaucoup de ses diocésains, il eut fini par le publier, tout de suite, afin de panser la blessure, il offrit une stalle de chanoine au professeur Reinkens, qui déclarait sans ambages qu'un cerveau sainement organisé ne pouvait être que günthérien. Geissel observait au loin ces manèges, et s'alarmait surtout en constatant que Baltzer à Breslau et Knoodt à Bonn, malgré leur acceptation du verdict romain, continuaient d'enseigner comme si Pie IX n'eût jamais parlé. L'archevêque de Cologne avait l'expérience des frondes philosophiques : il se rappelait quelle peine il avait eue, jadis, pour traquer les résistances de l'hermésianisme. A quinze ans de distance, l'histoire recommençait. Geissel jugeait urgent d'interdire la fréquentation des cours de Knoodt; aussi poursuivit-il la condamnation de ses écrits. Rome hésita longtemps, craignant l'émoi de l'Allemagne; Knoodt avait écrit là-bas, peut-être ironiquement, qu'il piochait la *Somme* pour réfuter Günther. Mais les instances de Geissel triomphèrent : à la fin de 1859, les livres de Knoodt et de Baltzer rejoignirent ceux de Günther sur les listes de l'Index.

Le souple esprit de Baltzer n'était pas décontenancé : il avait, au cours de 1859, adressé au Saint-Siège, au sujet de l'unité de l'âme humaine, certaines questions philosophiques, dont il attendait, quelque peu narquois, la solution. Le Pape répondit, en avril 1860, en recommandant à Baltzer le respect de la solution théologique commune, et « tellement jointe au dogme de l'Église, qu'elle en est la seule interprétation légitime et vraie, et que donc on ne peut la nier sans erreur dans la foi. » Tout de suite après, le concile de Cologne, que présidait Geissel, formula les affirmations que les consciences croyantes devaient désormais opposer au güntherianisme.

« La raison, proclama le concile, peut illustrer les mystères et, dans une certaine mesure, les rendre manifestes, par des

argumens de convenance, par des analogies ; mais elle ne peut les démontrer par des argumens nécessaires et évidens. » Arrière donc les systèmes qui attribuaient aux motifs de crédibilité une valeur inévitablement contraignante ! « De toute évidence, disait encore le concile, ceux qui affirment que parfois le progrès exige qu'un dogme soit interprété dans un sens nouveau, renversent de fond en comble la foi tout entière. » Arrière donc toute tentative pour modifier avec la variabilité des sciences le sens et la portée des dogmes ! Enfin le concile, remontant jusqu'à la source même des erreurs günthériennes, notait, pour la sauvegarde des philosophes futurs, qu' « il faut réformer les doctrines philosophiques selon la doctrine et selon l'esprit de l'Église, dès qu'elles touchent en quelque façon la vérité révélée. »

C'est ainsi que l'Église enseignante, en Prusse rhénane, répercutait et traduisait les échos du magistère romain. Günther avait voulu renouveler l'interprétation des dogmes eux-mêmes ; et les polémiques auxquelles il avait donné le branle conduisaient l'Église à proclamer qu'à côté des dogmes, dont le sens est immuable, il existe des opinions théologiques toutes proches de la foi, *proximæ fidei*, et qu'on ne saurait s'en détacher sans un grave risque d'erreur. En face du besoin de nouveautés qui travaillait la pensée allemande, l'Église de Rome mettait un surcroît de sollicitude à occuper ses positions traditionnelles, et à les défendre.

IV

L'activité littéraire d'un prêtre de Munich, Jacob Frohschammer, créait à cette même époque une autre occasion de conflits. Épris de spéculations philosophiques, Frohschammer, en 1847, avait accepté le sacerdoce comme un cadre d'existence, comme le terme d'une jeunesse difficile. Un livre qu'il avait publié en 1854 sur l'origine de l'âme humaine avait été mis à l'Index. Mais cette mesure n'avait eu d'autre effet que de faire émigrer Frohschammer de la faculté de théologie dans la faculté de philosophie, avec l'appui complaisant du gouvernement de Munich ; et du haut de sa chaire nouvelle, Frohschammer s'érigea en représentant de la « science, » que menaçaient en sa personne les congrégations romaines.

La religion, professait-il, fournit des matériaux pour la philosophie, mais rien de plus ; la philosophie est seule souveraine ; elle renferme en sa sphère tous les dogmes de la révélation, aussi bien que ceux de la religion naturelle ; elle examine, en toute indépendance, la substance des doctrines chrétiennes, et détermine, en chaque cas, si oui ou non elles sont vérités divines. Libre à l'Église d'examiner, de son côté, les conclusions de la philosophie, et de décider si elles peuvent, oui ou non, être enseignées en théologie ; mais si elle les juge vraies, elle n'a aucun moyen de les démontrer telles ; et si elle les juge fausses, elle ne peut les convaincre d'erreur ; car la raison et la foi sont deux domaines distincts. Autre chose est ce que nous croyons, autre chose ce que nous savons. Une philosophie peut être en désaccord avec le dogme, et néanmoins, tout en même temps, le philosophe qui la professe peut continuer à croire tout le dogme. Car il sait que les résultats de la science sont certains, mais que la théologie est sujette à changemens, et c'est en raison de cette variabilité de la théologie qu'on peut escompter la future réunion des Églises, puisque l'évolution même des dogmes purifiera le catholicisme de tout ce qui est une entrave pour les autres confessions chrétiennes.

Mais la pensée de Frohschammer évoluait, elle aussi ; elle finissait par atteindre les extrêmes confins du libéralisme protestant ; elle affirmait que le Christ n'enseigna pas un système de doctrines, et que l'unité qu'il recommandait à ses fidèles n'était pas celle de la foi, mais celle de l'amour. Ainsi Frohschammer et le Saint-Siège suivaient deux routes nettement inverses : tandis que Rome, sans attacher expressément la valeur de dogmes à certaines opinions théologiques communes, exigeait du moins pour ces opinions une déférence de plus en plus assidue, Frohschammer ravalait les dogmes consacrés, immuables par définition, à n'être que de simples opinions théologiques, sujettes à correction, à contradiction, à perfectionnement.

Une lettre de Pie IX, du 11 décembre 1862, réprouva Jacob Frohschammer : « S'il faisait un pas, nous en ferions dix, » avait dit le nonce Gonella. Le prêtre bavarois fit un pas, mais ce fut pour sortir de l'Église.

V

Coup sur coup, des hauteurs du Vatican, la foudre tombait sur l'Allemagne. Des commentateurs zélés interprétaient les actes pontificaux : la gravité du péril les amenait parfois, dans leurs commentaires sur les condamnations de la veille, à prévoir et à préparer les condamnations du lendemain. Théologiens

frondeurs, philosophes émancipés, se dénonçaient entre eux ces *zelanti*, comme les fourriers d'une sorte de terreur, dans laquelle les victimes imputaient volontiers aux Jésuites le rôle de bourreaux : les suspicions créaient les suspicions.

Un mot d'ordre, alors, s'accréditait de plus en plus, dans une partie de l'opinion catholique allemande : Rome, disait-on, ne connaît, ni ne comprend, ni n'aime l'Allemagne. On descendait ainsi du domaine des idées pures sur un terrain presque patriotique : les spéculations aventureuses, pour résister aux anathèmes, s'abritaient sous l'imposante rubrique de « pensée germanique, » de « pensée allemande ; » et les susceptibilités de l'orthodoxie ne se heurtaient plus seulement à des argumens ou à des feintes dialectiques, mais à d'autres susceptibilités à demi nationales. Une opposition se groupait et prenait corps, dans laquelle les plus passionnés accusaient Rome de haïr l'Allemagne, et les plus modérés, de l'ignorer.

Mais en fait, l'Allemagne elle-même, comment connaissait-elle Rome, et quels efforts faisait-elle pour la connaître mieux ? Une série de lettres écrites de Rome de 1853 à 1859 par le prêtre tyrolien Alois Flir témoignent d'une façon singulièrement frappante combien certains Allemands avaient de peine à s'acclimater sur les bords du Tibre, et combien, même, leur bon vouloir était lent à s'y prêter.

Flir était un ecclésiastique irréprochable, dont Geissel, fort difficile en hommes, recommandait hautement la science et le caractère, les talens et l'attitude, et qui mourut à Rome recteur du collège de l'*Anima* et auditeur de rote. A son arrivée dans la Ville Éternelle, ses premières impressions avaient été franchement mauvaises. Mauvaises au point de vue esthétique : « Rome, comme ville, m'est une nausée, écrivait-il en 1853 ; les églises ne m'inspirent qu'antipathie. » Mauvaises au point de vue politique, et certaines de ses observations étaient susceptibles de réjouir les adversaires du pouvoir temporel.

Mauvaises enfin, — ce qui était plus pénible, — au point de vue religieux. « C'est ici pour la première fois, disait-il en 1854, que j'ai appris à estimer véritablement la science allemande... On trouve à peine, ici, ce qu'en Allemagne on nomme science... Avec cela, les Italiens ont un immense orgueil ; ils se réputent comme des savans infaillibles. J'ai çà et là laissé apercevoir mon avis contraire : on me regardait avec de grands yeux... Le car-

dinal B... expliquait qu'on devait envoyer ici des jeunes gens d'Allemagne, pour qu'ils s'y formassent dans le véritable esprit... Ce que sera ma réponse, on le prévoit; je ne prends pas de précautions, je parlerai *allemand*, même si c'est là, en pays welche, une façon de casser les vitres. » — « L'antipathie du Saint-Père contre la philosophie, notait-il avec regret en 1855, augmente depuis la proclamation de l'Immaculée Conception. »

Cependant Flir avait observé de plus près; il s'était efforcé de comprendre, au lieu de se borner à critiquer. Il était sorti, peu à peu, du rôle assez négatif de spectateur dédaigneux; et d'accord avec le Saint-Siège, grâce à la protection du cardinal Reisach, il s'était voué à une œuvre positive, à une besogne de construction. Le collège de l'*Anima*, devenu pendant un certain temps une institution purement autrichienne, avait repris, grâce à Flir, son importance d'autrefois : il en avait fait une sorte de centre où tous les évêques allemands pourraient envoyer des clercs et trouveraient eux-mêmes un point d'attache, des informations, des appuis. L'effort avait réussi, et Flir, du jour où il avait regardé Rome en homme d'action au lieu de l'éplucher en dilettante, avait senti tomber beaucoup de ses antipathies.

« Rome, pensait-il toujours, doit se rajeunir au contact de l'Allemagne; cette évolution sera malheureusement trop lente. » Mais déjà il constatait avec satisfaction que l'ancien nonce Viale Prela, devenu archevêque de Bologne, était plein d'admiration pour l'Allemagne et voulait organiser son diocèse à la façon allemande; et Flir, qui, peu d'années auparavant, était, ou peu s'en fallait, un bon günthérien, en était venu à souhaiter que ce Viale Prela, que là-haut, sur l'Oder et sur le Rhin, les günthériens avaient en exécration, parvînt un jour à la secrétairerie d'État, voire même à la tiare. Flir, d'ailleurs, commençait à voir clair au sujet de ces philosophes : leur « superbe, » leur « intolérance, » lui déplaisaient. « En vérité, s'écriait-il à la fin de 1856, ces savans exerceraient, sur quiconque pense autrement qu'eux, une tyrannie qui deviendrait toujours plus insupportable. Non seulement l'orthodoxie, mais la liberté même de la science, exige qu'ils soient humiliés. »

Le paysage du Vatican, c'est un état d'âme : Flir entrait plus avant dans l'intelligence de ce paysage et se faisait au jour le jour une âme plus romaine. « Je ne puis plus me séparer de Rome, » avouait-il à la fin de 1856. « Seriez-vous inquiet de

moi? demandait-il en 1857. Trouveriez-vous que je commence à trop m'enthousiasmer pour Rome? Longtemps j'étais resté sans l'observer au point de vue scientifique, ecclésiastique, moral: cela ne m'intéressait pas, et puis l'occasion manquait. En prolongeant mon séjour, je fus contraint à maintes constatations. Mon enthousiasme pour le catholicisme est même devenu plus grand; et j'ai acquis pour le Pape, dans sa proximité, un respect comme jamais je ne l'avais éprouvé autrefois. »

La conversion était accomplie : il avait fallu cinq ans pour que ce Germain, sans cesser d'être Allemand et de faire à Rome œuvre allemande, devînt Romain. Peut-être certains compatriotes de Flir ne se fussent-ils jamais brouillés avec la papauté, s'ils avaient, comme lui, trouvé le temps de prendre contact avec elle, et si, comme lui, ils en avaient acquis le goût.

Doellinger, au cours de 1857, avait passé quelques semaines à Rome : il était sorti mécontent de l'audience papale, où Pie IX, peu communicatif ce jour-là, avait surtout insisté sur l'inopportunité des Églises nationales; on l'avait médiocrement charmé en le gratifiant d'une prélature, et en faisant ainsi de lui, dans la famille pontificale, le collègue de prêtres qu'il savait scolastiques et jugeait dès lors ignorans; et les meilleures heures de son bref séjour s'étaient écoulées dans les bibliothèques et les archives. Mais il jugeait avoir assez vu, et assez retenu, pour se permettre, un peu plus tard, ces appréciations tranchantes, où se résume assez exactement, beaucoup mieux que dans les lettres de Flir, ce que, dix ans avant le concile, les futurs « vieux catholiques » pensaient du monde romain :

En Italie, notait-il, l'antipathie contre tout ce qui est spécialement allemand flotte pour ainsi dire dans l'air. Ce qu'il y a d'original, chez l'Allemand, dans ses façons de sentir, de penser, d'envisager, est étranger et incompréhensible au Romain. Et si l'Allemand parle d'une théologie allemande, s'il donne à comprendre qu'il considère cette théologie comme plus approfondie et plus efficace que ce que l'on donne sous le même nom dans les séminaires italiens, alors on n'a pas assez de sévérités pour une telle appréciation : c'est là, tout au moins, *propositio piarum aurium offensiva, hæresi proxima.* Car, dit-on à Rome, il n'est pas même concevable que les Italiens, qui, dans la Nouvelle Alliance, sont ce qu'était, dans l'Ancienne Alliance, le peuple élu de Dieu, aient pu rester en arrière dans le domaine de la théologie : ce qui est italien, dans ce domaine, est déjà, en soi, le juste et le vrai; et ce qui s'en éloigne, c'est une périlleuse erreur.

Doellinger n'admettait pas que, lorsque l'Allemagne voulait

projeter ses rayons sur une lointaine terre d'obscurantisme, cette terre refusât de se laisser éclairer. Les clans érudits dont il était justement l'orgueil ne proposaient même pas à Rome un échange d'idées et de connaissances; ils étaient tout prêts à exporter là-bas, sans rien réclamer en retour, leur philosophie et leur critique historique, et souffraient cruellement que Rome n'acceptât cette critique que sous bénéfice d'inventaire, et que cette philosophie fût renvoyée sans retard au delà des Alpes par les messagers de l'Index. Ils accusaient Rome, avec une sorte de chagrin, de ne se point rendre compte que le catholicisme allemand vivait quotidiennement en face du protestantisme; que, pour ce duel constant, il fallait des armes nouvelles... Ces armes, disait-on, Rome les brisait. A la douleur succédait l'aigreur : on accusait les congrégations romaines d'avoir une procédure archaïque; on dénonçait des abus faciles à réformer, et dont la persistance, épiée par les protestans de l'Allemagne, leur servait d'argument contre le catholicisme. On voulait le bien de l'Église, continuait-on, et c'est pourquoi l'on se plaignait de Rome comme l'avocat se plaint d'un client qui ne veut pas suivre ses conseils.

Mais encore faut-il que l'avocat connaisse parfaitement le dossier de son client, et qu'il le fasse valoir : a-t-il rempli toute sa tâche d'avocat lorsqu'il lui a demandé de se corriger? Or, dans cette école théologique qui s'apitoyait sur Rome avec une si impérieuse condescendance, on ne savait pas toujours exactement ce qui se passait à Rome... C'était l'époque, — remarquons-le bien, — où les découvertes de Rossi dans les catacombes faisaient revivre le christianisme primitif, et témoignaient l'antiquité de certains rites et de certaines croyances, jadis contestée par la Réforme. Cette Rome dont la stérilité scientifique faisait pitié à certains érudits de l'Allemagne était en train de créer, à l'instigation même de Pie IX, une science qui s'appelait l'archéologie chrétienne, et cette science, tout de suite, offrait des argumens insoupçonnés, susceptibles d'embarrasser la négation protestante. On eût pu croire que tant de bonnes volontés, si promptes à se dire paralysées par Rome dans leur lutte contre le protestantisme, profiteraient du moins de ces ressources nouvelles que Rome leur offrait, et qu'elles en sauraient gré, et que la sévérité de leurs jugemens en serait atténuée. Mais dans quelques cercles allemands les esprits en étaient arrivés à ce point d'amertume, qu'il leur semblait que rien de bon ne pût venir

de Rome. Lorsqu'on songe que Doellinger, durant la première moitié de sa vie, avait dépensé contre le protestantisme son activité d'historien, l'on reste stupéfait du peu de place que tinrent ensuite dans ses préoccupations les découvertes d'un Jean-Baptiste de Rossi. C'est que désormais la pensée de Doellinger et de ses amis était à demi confisquée par un autre idéal, et cet idéal, c'était la lutte contre le romanisme et contre les idées « infaillibilistes, » dont il voulait enrayer la marche victorieuse.

VI

Dans Ignace Doellinger, l'université de Munich vénérait une gloire, et l'histoire ecclésiastique un maître. Il avait jadis pris une part insigne au réveil de l'Allemagne catholique : il avait lutté, comme publiciste et comme parlementaire, contre le despotisme religieux de l'État. Il avait figuré parmi les fossoyeurs du joséphisme ; et dans ce temps-là, — c'était en 1848, — on lui avait fait un renom d'ultramontain, et il l'avait accepté. Et puis en 1850, à l'assemblée catholique de Linz, dans cette Autriche où l'Église fêtait son émancipation, il avait tracé l'architecture d'une Église nationale allemande qui, dans la vaste unité romaine, aurait sa vie propre, son organisation propre, ses conciles, sa littérature, et dont l'institution serait une première étape vers la réunion des confessions chrétiennes en Allemagne : ainsi capitulerait et reculerait une certaine variété d' « ultramontanisme, » trop soucieuse de « reléguer à l'arrière-plan les particularités des peuples et de leur imposer, comme une livrée étrangère, la formation religieuse d'une autre nation. » Les commentaires variés auxquels ce discours avait donné lieu avaient convaincu Doellinger que cette conception d'une Église allemande était loin de séduire l'unanimité des catholiques, et que dès lors l'avenir en était fragile.

Tout de suite il s'était effacé du domaine de l'action pour remonter dans les hautes régions de l'érudition ; il n'avait plus reparu dans ces congrès catholiques qu'illustrait autrefois son éloquence, et de nouvelles publications savantes avaient grandi son prestige d'historien. En revanche, sa réputation d'ultramontain était allée déclinant ; et dès 1854, certains de ses anciens amis avaient chuchoté qu'il pourrait bien devenir hérétique : le pronostic était au moins prématuré.

Doellinger, aux environs de 1860, vivait dans son cabinet

face à face avec un beau rêve. Le rapprochement des Églises obsédait sa pensée: il s'y intéressait comme catholique et plus encore, peut-être, comme Allemand. Il constatait que la doctrine luthérienne sur la justification était désertée par les notabilités de la Réforme: n'y avait-il pas lieu d'espérer qu'entre Rome et le protestantisme le fossé se rétrécissait? Doellinger voulait que les catholiques s'en rendissent compte. L'ère de la polémique lui semblait close: ils devaient à l'avenir, suivant un mot du cardinal Diepenbrock, « supporter la scission religieuse en esprit de pénitence pour les fautes communes, » et puis, afin d'y mettre un terme, ils devaient « cesser de traiter comme capitales les choses secondaires, » et « accepter une sérieuse correction de tout ce qui paraîtrait nuisible. » Contre un tel programme, en principe, il n'y aurait eu pour l'orthodoxie aucune raison de s'insurger; mais les deux conférences données à l'Odéon de Munich, en avril 1861, sur la question romaine, rendirent aussitôt suspect le plan d'ensemble que poursuivait Doellinger.

La presse hostile à l'Église répétait que la chute du pouvoir temporel, qui semblait prochaine, serait la fin de la papauté; elle citait en témoignage les apologistes mêmes de ce pouvoir: ne démontraient-ils pas que le Saint-Siège en avait absolument besoin, et qu'on ne pouvait concevoir un pape qui ne fût pas roi? Ainsi donc, concluaient les protestans, l'Église Romaine partagera le sort des États Romains; et c'est à quoi Doellinger voulait riposter. Mais ses argumens mêmes, qui visaient les illusions protestantes, atteignaient indirectement certains avocats du pouvoir temporel; et Doellinger achevait de déplaire en réclamant solennellement du pape-roi certaines réformes administratives et politiques. Walter, le canoniste de Bonn, prit l'initiative d'un mouvement de protestation contre les discours de Doellinger. L'orateur de l'Odéon fut comparé à Cham dévoilant les faiblesses de Noé, à Judas trahissant le Christ. Et l'on demandait, au delà des Alpes, de quoi se mêlait cet Allemand.

Cet Allemand, croyons-nous, avait encore, à ce moment-là, — et ce fut peut-être le dernier, — des intentions apostoliques: il voulait habituer ses compatriotes protestans à n'envisager que la primauté religieuse du Pape et à comprendre ce qui était l'essentiel dans l'institution divine de la papauté. Son livre: *Église et Églises*, qui parut à la fin de 1861, opposait précisément au tableau de la situation des Églises séparées une certaine

apologie de la primatie papale; et des périodiques peu suspects de complaisance pour Doellinger, tels que le *Catholique* de Mayence, apprécièrent la haute portée de ce volume, où Pie IX trouvait « beaucoup de bon. » Doellinger y glissait encore quelques chapitres où il reprenait le thème traité à l'Odéon. Non pas qu'il consentît à la chute de la souveraineté temporelle; car en septembre il « donnait une joie suprême à tous les cœurs chrétiens, » suivant les expressions de la *Civiltà*, en affirmant, au congrès catholique de Munich, que la cause du Pape était celle du bon droit, et que si le Pape était spolié, la chrétienté, jalouse de son indépendance, devrait le restaurer. Mais à cette époque où la situation des États Romains préoccupait tous les esprits, il était impossible que Doellinger la passât sous silence dans ce livre : *Église et Églises*, destiné à faire connaître la papauté.

Peut-être eût-il évité beaucoup d'ennuis, moyennant une certaine délicatesse de main. C'était l'heure où l'épiscopat multipliait les souscriptions pour Pie IX, où certains protestans, Guizot en France, Leo en Allemagne, s'inclinaient devant la légitimité de la souveraineté temporelle, où la croisade pour les États du Pape avait deux chefs, qui s'appelaient Montalembert et Dupanloup. Et sur ces entrefaites Doellinger survenait, avec des pages qui pouvaient aider au procès politique de l'administration romaine. Vincke, le député prussien, assez hostile à Rome, disait à Auguste Reichensperger : « Absolvez-moi, puisqu'en principe Doellinger est d'accord avec nous. » Les propos de ce prêtre avaient un formidable écho : Napoléon se les faisait télégraphier; l'Europe était aux écoutes. « La seconde partie de votre livre, lui écrivait Montalembert, déplaira beaucoup, non seulement à Rome, mais encore à la très grande majorité des catholiques. Je ne sais donc pas si j'aurais eu le courage d'infliger cette blessure à mon père et à mes frères. » Montalembert parlait avec son cœur; Doellinger, qui ne s'était fait prêtre que pour avoir une occasion de cultiver la science théologique, était presque exclusivement un puissant cerveau, « une moitié d'homme, » disait de lui Bernard de Meyer, l'ancien chef du *Sonderbund;* et Meyer ajoutait : « L'autre partie de la nature humaine, le cœur, le sentiment, faisait défaut à Doellinger à un degré surprenant. »

Un détail, dans son livre, devait rendre à Pie IX la blessure

plus cuisante. Doellinger offrait l'hospitalité de l'Allemagne au pontife dont le trône chancelait, et il lui remontrait combien cette hospitalité contribuerait à parfaire l'éducation de la curie romaine. Il y avait, dans ses explications, plus de lourdeur que d'ironie, et pas la moindre volonté d'irrespect; mais le symptôme, peut-être, n'en était que plus grave, en attestant le peu de considération que le germanisme avait pour le romanisme.

Doellinger offrait l'Allemagne à la cour de Rome, non seulement comme un asile, mais comme une école.

VII

Entre l'autorité romaine et l'aristocratie d'intelligences qui parlait au nom de la science germanique, les défiances s'aggravaient. Mais en Allemagne même se groupaient autour de Rome des théologiens et canonistes de valeur, dont Mayence et Wurzbourg étaient les deux centres. La revue *Le Catholique*, de Mayence, suivait avec vigilance, sur le terrain de la philosophie, de l'histoire, de la politique, toutes les manifestations qui lui semblaient mettre en péril les droits du Saint-Siège; elle traquait les formules indécises qui pouvaient abriter dans leurs vagues contours un parti pris d'habile indocilité; elle ne tolérait aucune désinvolture à l'endroit de la scolastique ou des congrégations romaines. L'évêque Ketteler, le chanoine Moufang, le doyen Heinrich, plus préoccupés d'action sociale que de science pure, craignaient que les divisions intellectuelles entre catholiques ne nuisissent à leur influence profonde sur les masses; et plus soucieux du peuple allemand que de la pensée allemande, ils voulaient que l'Église d'Allemagne, docile aux systèmes traditionnels et aux disciplines romaines, témoignât moins de coquetterie pour les besoins intellectuels d'un petit nombre et plus de charité pour les besoins économiques de la foule.

Un cercle plus scientifique que Mayence était l'université de Wurzbourg : l'apologiste Hettinger, l'historien Hergenroether, y faisaient régner les idées romaines. On ne pouvait contester leur valeur de savans : l'érudition du jeune Hergenroether avait jadis étonné l'université de Munich, et l'ouvrage sur Photius, auquel il travaillait, devait être salué par Doellinger lui-même comme un maître livre; mais Hettinger et Hergenroether avaient passé leur jeunesse à Rome, au collège Germanique, sous la

direction des Jésuites, et c'en était assez pour que le germanisme les traitât en suspects.

De fait, il était naturel que les ennemis systématiques de la scolastique incriminassent les Jésuites : car les leçons professées à Vienne par Schrader de 1857 à 1863, et surtout les volumes publiés en 1860 par Kleutgen sur la philosophie du moyen âge donnaient aux études thomistes une très forte impulsion; et Schrader et Kleutgen appartenaient à la Compagnie de Jésus. Jésuite encore, ce Franzelin, qui depuis 1857 enseignait à l'Université grégorienne de Rome : l'extatique Maria de Moerl, que visitèrent tous les grands hommes de l'Allemagne catholique, avait jadis déclaré à son confesseur que ce jeune Tyrolien, qui hésitait sur son avenir, devait aller au noviciat; et l'oracle de cette mystique avait ainsi scellé la vocation de l'un des plus grands scolastiques contemporains.

Ces Jésuites, forgeant au loin des intelligences allemandes, effrayaient beaucoup le germanisme : on parlait d'un réseau, dans lequel ils prétendaient emprisonner l'Allemagne pensante, et dont au jour le jour, à Wurzbourg, à Mayence, à Rome, se tissaient diligemment les mailles. Lorsqu'on voyait des élèves du collège Germanique, de retour en leurs diocèses, être attachés au grand séminaire ou à la personne de l'évêque, on dénonçait, sur l'heure, le complot jésuitique, et l'on ricanait : *Doctor Romanus asinus Germanus*, un docteur de Rome n'est plus qu'un âne en Allemagne. Veith, le grand prédicateur autrichien, fort attaché au güntherianisme, expédiait à Knoodt, en 1863, cet ironique commentaire des verdicts romains : *Fiat syllogismus, pereat dualismus, pereat et cum spiritu libertas, crescat zizania, pereat Germania!*

Les deux camps projetèrent, à peu près simultanément, des rendez-vous de savans. En 1861, Michelis, professeur à Braunsberg, écrivit à Doellinger que la thèse de l'infaillibilité papale faisait du chemin dans l'Église, et qu'il était urgent que la science allemande tînt un congrès pour sonner l'alarme ; en 1862, de Luca, nonce à Vienne, essaya de déterminer les évêques allemands à envoyer à Wurzbourg des délégués pour créer une grande association scientifique catholique. Doellinger, en octobre 1862, se mit d'accord avec Hirscher et Alzog, de Fribourg, avec Dieringer, de Bonn, pour tracer un programme de congrès ; mais ce programme, qui prônait la liberté de la science

et semblait fronder les congrégations romaines, suscita les objections du Mayençais Heinrich ; les professeurs de Tubingue se montrèrent très froids, et bientôt Hirscher s'effaça, jugeant que l'idée n'était pas mûre. Mais une démarche de Michelis, au printemps de 1863, ressuscita le projet : il s'en fut voir à Vienne de Luca, à Munich Doellinger, et travailla si prestement que Doellinger et son collègue Haneberg convoquèrent un congrès à Munich, pour la fin de septembre. De Luca ne tarda pas à sentir que cette assemblée n'aurait rien de commun avec l'association qu'il avait rêvée, et Gonella, nonce de Munich, se montra fort inquiet : qu'allaient faire ces professeurs, brusquement réunis en une façon de synode, sans convocation de l'autorité ecclésiastique ? Mais il était trop tard pour mettre un veto, et les Mayençais, d'ailleurs, qui donnaient au nonce toute sécurité, acceptaient le rendez-vous. Le 30 septembre, le congrès s'ouvrit.

On y fut d'accord pour l'action : d'intéressantes décisions furent prises au sujet de publications savantes et populaires. On y fut d'accord pour déclarer que les savans devaient être attachés aux vérités révélées et se soumettre aux énoncés dogmatiques de l'Église infaillible : quatre congressistes seulement se refusèrent à voter ces propositions, qu'ils eussent voulu compléter par une formule sur la liberté de la science. Mais sur ce dernier point, toute discussion risquait de transformer le congrès en une mêlée ; et le débat fut ajourné. Les congressistes ne commirent aucun acte formel dont Rome pût leur faire un grief, ils envoyèrent même à Pie IX un message fort séant.

Mais ce que devaient retenir, de ce congrès, la presse et l'opinion publique, c'étaient les manifestations oratoires faites par Doellinger, qui en était le président. Doellinger, admirable d'éloquence, présentait à l'univers chrétien la théologie allemande, et définissait le rôle auquel dans l'Église cette force nouvelle était appelée. Son discours était une déclaration des droits. La théologie, expliquait-il, représente cette opinion publique « devant laquelle, à la fin, tous s'inclinent, même les chefs de l'Église, même les dépositaires du pouvoir, le prophétisme coexistait avec la hiérarchie sacerdotale, il y a aussi, dans l'Église, une puissance extraordinaire à côté des puissances ordinaires, et c'est l'opinion publique. » Ainsi semblait surgir, en face de la hiérarchie, une science qui viserait à être l'interprétation scien-

tifique de l'opinion chrétienne, et qui serait juxtaposée plutôt que subordonnée à l'autorité ecclésiastique.

Cette théologie, quelle serait-elle ? et cette opinion publique, où la recueillerait-on ? Serait-ce en France ? Non, certes, car Doellinger n'avait que mépris pour nos séminaires où le clergé s'isolait de la vie nationale. Serait-ce en Espagne, en Italie ? Moins encore, puisque, au jugement de Doellinger, l'Inquisition, en Espagne, avait tué la vie intellectuelle, et puisque les Rosmini, les Gioberti, les Passaglia, étaient en délicatesse avec Rome. L'orateur retraçait la détresse de la théologie dans les pays latins, et contestait d'ailleurs que la scolastique fût capable de créer « un édifice doctrinal harmonique, répondant effectivement à la richesse interne des vérités révélées. » Et puisque « les deux yeux de la théologie sont la philosophie et l'histoire, » puisque l'Allemagne, dans ces deux domaines, devenait « l'institutrice de toutes les nations, » c'est pour la théologie allemande que Doellinger revendiquait dans l'Église universelle une place d'élite, d'où elle se fît entendre, écouter, exaucer.

Ignace Doellinger aimait la science et aimait l'Allemagne : il prétendait, en face du Vatican, les représenter toutes deux. Il fallait qu'on sût, à Rome, que le cerveau de la chrétienté était en Allemagne. La science germanique offrait à l'Église une « façon scientifique de prendre conscience d'elle-même, de son passé, de son présent et de son avenir, de sa substance doctrinale, de sa constitution, de ses règles de vie ; » l'Allemagne cultivait et développait, sous le nom de théologie, la « conscience scientifique de l'Église. »

On devine la surprise de l'école adverse. La pensée allemande des cent dernières années avait produit une série de systèmes dans lesquels les théologiens du Saint-Siège recherchaient en vain leurs façons communes de penser, et qui ne leur apparaissaient pas seulement comme des erreurs de logique, mais aussi, mais surtout, comme des attitudes monstrueuses de l'intelligence humaine : l'Allemagne de Kant et de Fichte, de Hegel et de Feuerbach leur faisait l'effet, ou à peu près, d'être le pays de l'absurde, où le monde extérieur se niait, où l'identité des contraires s'affirmait. La sollicitude qu'ils avaient pour l'édifice dogmatique s'étendait aux avenues mêmes de la foi : il leur semblait que la nouvelle philosophie allemande dévastait ces avenues. Il leur avait suffi, des siècles durant, de donner à

la doctrine catholique, comme assise et comme cadre, certains postulats philosophiques empruntés au sens commun, — à ce sens commun contre lequel les systèmes allemands paraissaient en insurrection. Et voilà qu'en substance, par la bouche de Doellinger, cette Allemagne venait leur dire : C'est moi qui représente la pensée et qui sans vous, au-dessus de vous, malgré vous s'il le faut, représenterai désormais le catholicisme.

Les théologiens de Mayence et Wurzbourg, présens au congrès, s'émurent de cet excès d'honneur que Doellinger accordait à l'Allemagne, et du mépris qu'il affichait pour la science italienne. Il y avait aussi, dans son discours, certaine distinction entre les erreurs dogmatiques et les erreurs théologiques, dont s'alarma leur orthodoxie. Moufang lut une déclaration sommaire, qui formulait leurs objections. L'harmonie superficielle de l'assemblée n'en fut pas troublée, mais Doellinger, dans la dernière séance, souligna l'existence de deux écoles rivales, l'allemande et la romaine. L'une, disait-il, tire avec des armes à feu, l'autre avec des flèches. Et il suppliait celle-ci de ne plus céder à une manie de dénonciation, d'être moins prompte à crier à l'hérésie, et de ne pas décourager, par des menaces de censure, les initiatives des jeunes travailleurs. Heinrich interrompit pour justifier l'école romaine; et ce fut cette école qui, par l'organe de Moufang, porta le toast à Doellinger, au banquet de clôture : ainsi se prolongeait cette sorte d'accord discordant, *concordia discors*, dont parlait spirituellement un congressiste.

En se quittant, on s'était dit au revoir : cet au revoir fut un adieu. Le télégramme de complimens que le futur cardinal de Hohenlohe avait, au nom du Pape, expédié à l'assemblée, fut bientôt suivi d'un échange de correspondances entre le Saint-Siège et l'archevêché de Munich. Le discours de Doellinger était survenu juste un mois après celui de Montalembert à Malines : les anxiétés s'accumulaient au Vatican. Une sorte de prétendante avait surgi dans l'Église, avec un avocat merveilleux pour soutenir ses titres : elle s'appelait la science théologique, baptisant d'un vieux nom respectable une personnalité très nouvelle. Rome lui barra la route. Pie IX, par un bref du 21 décembre 1863, tout en exprimant l'espoir que les bonnes intentions des congressistes produiraient de bons fruits, déplora qu'une assemblée de théologiens se fût ainsi réunie par une sorte d'initiative privée, sans impulsion ni mission de la hiérarchie, à qui pourtant « il

appartient de diriger et de surveiller la théologie. » Les aspirations qui s'étaient fait jour dans le congrès de Munich, amenaient le Pape à combattre, avec un renouveau de vigueur, certaines théories sur la liberté de cette science. Les professeurs et les écrivains catholiques pouvaient-ils s'accorder toute licence, sous réserve de l'adhésion aux dogmes formels que propose à la foi commune l'infaillibilité de l'Église? Pie IX redisait que non : leurs obligations intellectuelles formaient un réseau singulièrement plus vaste et singulièrement plus ténu. L'Église réclamait qu'ils acceptassent d'elle, tantôt certaines disciplines de pensée que facilement ils trouveraient trop pesantes, tantôt certains postulats de bon sens que peut-être ils seraient tentés de réputer fallacieux, tantôt certaines opinions théologiques qui, sans appartenir à l'édifice du *Credo*, lui servent en quelque mesure d'arcs-boutans, et tantôt enfin certaines décisions doctrinales qui, pour n'être point infaillibles, requièrent néanmoins l'assentiment intérieur de l'esprit. La théologie, qui avait semblé trôner, à Munich, comme une souveraine aventureuse, réapprenait de Pie IX que, sous le contrôle de la hiérarchie, elle était, avant tout, une écolière et une héritière. L'Angleterre subit le contre-coup de cet incident : lord Acton et Simpson estimèrent que le *Home and Foreign Review*, qui soutenait des idées analogues à celles de Doellinger, devait cesser de paraître ; et les correspondances récemment publiées par Dom Gasquet semblent prouver que lord Acton était d'une nature plus soumise que son maître Doellinger.

VIII

Doellinger, lui, s'exacerbait. Son ami Moy, le célèbre canoniste, lui faisait observer qu'il était trop sévère pour la théologie italienne ; Moy parlait en vain. Certaines brisures survenaient entre Doellinger et ses intimes d'autrefois : avec Phillips, taxé d'ultramontanisme fanatique, la rupture était consommée ; l'hospitalité qu'accordèrent au scolastique Schaezler les *Feuilles historico-politiques* refroidit à jamais les rapports entre Doellinger et Joerg, qui dirigeait cette revue.

De ces deux puissances hostiles, Rome et Doellinger, que volontiers Doellinger eût mises sur un pied d'égalité, la plus conciliante encore était Rome. « On vous y aime beaucoup, quoi

qu'il soit survenu, écrivait à Doellinger, en novembre 1864, le jeune historien Janssen ; et vous demeurez le *primus doctor Germaniæ*. » Mermillod, de son côté, racontait certains propos de Pie IX, flatteurs pour l'illustre savant. Mais il semble que Doellinger méprisât désormais tout ce qui venait d'Italie, même les hommages. Il accusait le Vatican de transformer en un cimetière le champ de la littérature catholique allemande, et sans qu'il pensât à s'interroger lui-même sur ses responsabilités à l'endroit de Rome, il imputait les susceptibilités romaines à quatre causes : l'esprit de particularisme italien, les progrès de l'influence française sur les bords du Tibre, l'infiltration dans les diocèses allemands des clercs élevés par les Jésuites, enfin la multiplication des Jésuites eux-mêmes. Dans ses discours de 1864 sur Maximilien II et de 1866 sur les Universités, il affectait de reprendre ses thèses de Munich, glorifiant le sacerdoce scientifique de la Germanie, et bafouant l'ignorance italienne, qui faisait de la théologie « une femme névrosée, craintive des courans d'air et des alimens substantiels. »

Ce compliment visait Mayence, Wurzbourg et Rome. On allait répétant que Rome n'était plus l'Église, mais un parti. *Église ou parti?* tel était le titre d'une brochure impertinente de Michelis. Et la riposte d'Hergenroether s'intitulait : *Église, non parti*. Moufang, aussi, y allait de sa réplique.

Des armes nouvelles se forgeaient. Dans le camp où, selon l'expression de Doellinger, on se battait avec des armes à feu, le jeune professeur Reusch fondait à Bonn, en 1865, la *Feuille de littérature théologique*. Elle recrutait des collaborations très variées. La signature de Reusch, qui devait mourir hors de l'Église, y voisinait avec celle de Simar, dont Léon XIII fit plus tard un archevêque de Cologne. La collection de cette *Feuille* entre 1866 et 1870 demeure un document unique sur un moment de la pensée religieuse allemande : presque tous les écrivains étaient animés d'un égal désir de soutenir la confession catholique et de convaincre d'intempérance ou d'exagération les partisans de la scolastique et les publicistes qui souhaitaient accroître les pouvoirs du Saint-Siège. Les *Feuilles de Cologne*, quotidiennement publiées par Joseph Bachem, étaient ouvertes à Reusch, et Ketteler reprochait amicalement à Bachem de trop représenter la tendance de Doellinger ; mais l'intelligent publiciste, homme de tact et de foi, sut donner congé à Reusch, lorsque ce congé s'imposa.

L'autre camp, où, s'il en fallait croire Doellinger, les armes n'étaient que des flèches, avait, de son côté, au lendemain du *Syllabus* de 1864, taillé des flèches nouvelles. Ces paroles ailées s'appelaient les *Voix de Maria Laach :* théologiens et canonistes de la Compagnie de Jésus y commentaient la doctrine du *Syllabus*. Cette doctrine comptait parmi les publicistes laïques d'imprudens amis, qui l'exploitaient dans la presse quotidienne avec une pétulance étourdie : il y avait là des questions fort délicates, et c'était une bonne fortune qu'elles fussent abordées avec sérénité par des théologiens bien authentiquement romains, et que leur gravité même invitait à la mesure. Mais les champions du germanisme refusèrent justice aux savans rédacteurs des *Voix de Maria Laach :* on était offusqué par le mot de Heinrich au congrès de Trèves, proclamant le *Syllabus* « le plus grand acte du siècle, et peut-être de beaucoup de siècles; » on flairait dans ces *Voix*, avant même d'y faire attention, les messagères d'un ultramontanisme usurpateur; et l'envol de ces flèches jésuitiques était scandé par de nouveaux coups de feu.

Des livres dont les auteurs cherchaient une position moyenne et tentaient de jeter un pont entre les deux pôles de la pensée catholique allemande obtenaient un succès d'estime, et rien de plus : l'écrit fort distingué qu'avait publié en 1862 le professeur Schmid, de Dillingen, sur les *Tendances scientifiques dans le domaine du catholicisme*, aurait assurément mérité plus d'accueil. L'heure était aux mêlées théologiques, avec les injustices de jugement, les violences de plume, qu'entraînait la passion même de la lutte; elles sont encore, à distance, profondément douloureuses... Mais lorsque vers 1895 nous visitions l'Allemagne; lorsque nous y constations le mouvement de confiance réciproque qui poussait les catholiques, vainqueurs du *Culturkampf*, à s'associer entre eux pour une commune besogne de progrès intellectuel; lorsque nous pressentions leur belle et libre ambition de reprendre dans l'Allemagne pensante une place analogue à celle qu'ils venaient de conquérir dans l'Allemagne parlementaire, l'évocation même des anciennes misères nous rendait plus imposantes encore ces visions de renouveau, qui nous faisaient admirer, tout à la fois, la force d'élan du catholicisme allemand et la puissance d'impulsion du pape Léon XIII.

IX

Revenons en arrière, où notre tâche nous rappelle, et restons-y. Les polémiques que nous venons de noter risquaient de s'aggraver encore, en se répercutant jusque dans l'économie même de l'éducation sacerdotale. C'est l'originalité du catholicisme allemand, que les clercs d'un certain nombre de diocèses font leurs études dans des facultés de théologie, dont les professeurs, prêtres eux-mêmes, reçoivent de l'évêque une mission canonique et sont nommés par l'État. D'autres diocèses possèdent des grands séminaires, pareils aux nôtres. Aux heures calmes, ces institutions vivent en bon voisinage ; aux minutes de tourmente, un duel s'engage entre adversaires et partisans des facultés de théologie.

Les adversaires insistent sur la délicatesse de la formation cléricale et sur la nécessité pour l'évêque de surveiller très soucieusement, dans l'enclos d'un séminaire, l'intelligence et la conscience de ses futurs coopérateurs, leur doctrine et leur vocation ; quant aux partisans des facultés, ils remontrent que le prêtre doit agir sur le monde et pour cela connaître son époque ; que dès lors, il est bon pour lui de prendre contact, à l'université, avec des étudians en droit, en médecine, en philosophie, et de se familiariser ainsi avec les préoccupations actuelles ; qu'il est utile aux théologiens d'enseigner leur science sous le regard des autres sciences et d'être ainsi poussés à rajeunir et à parfaire leur enseignement ; et qu'il est en définitive heureux et glorieux pour l'Église que la science des choses divines, représentée par des prêtres, soit admise, bannières déployées, dans le grand organisme universitaire. On pressent tout de suite que, derrière le choc des plaidoyers, se dissimule un antagonisme de tendances ; gardons-nous pourtant de l'exagérer. C'est seulement lorsque la discussion s'enfielle que les champions des séminaires sont accusés de faire bon marché de la science, et les champions des facultés, de faire bon marché de la foi ; et pour écarter ces argumens passionnés, il suffit d'observer que, tout proche de nous, Mgr Heiner, de Fribourg, qui vers 1900 écrivit en faveur des universités plusieurs brochures chaleureuses et solides, a depuis lors consacré sa plume à la défense des Jésuites et au commentaire du décret *Lamentabili*. A l'époque même qui nous occupe,

le séminaire de Trèves, sous la houlette d'Arnoldi, fut un foyer de güntherianisme plus actif que beaucoup d'universités.

Mais, dans l'Allemagne d'alors, deux grandes considérations dominaient le débat. D'une part, les évêques, réunis à Wurzbourg en 1848, avaient affirmé leur droit et leur devoir de veiller de plus près sur l'éducation sacerdotale; et sans faire acte d'hostilité contre les facultés de théologie, ils avaient envisagé, conformément aux prescriptions de Trente, l'établissement de grands séminaires; puis la conférence de l'épiscopat bavarois, tenue à Freising en 1850, avait repris la question, qui, du reste, en présence de l'opposition de Doellinger, n'avait pas été résolue; enfin lorsque en 1851 Ketteler avait ouvert un séminaire à Mayence, Pie IX l'avait chaleureusement félicité.

D'autre part, les universités rencontraient des avocats compromettans : tel ce Lütterbeck, ancien professeur à Giessen, qui expliquait en 1860 que le Pape et les évêques voulaient multiplier les séminaires pour « recruter une troupe de sectateurs aveuglément dévoués; » et tel aussi, tel surtout, Doellinger, qui présentait l'existence des facultés de théologie comme la conséquence pratique de ses propres maximes sur la liberté de cette science. Dès l'instant que la défense de ces facultés s'appuyait sur certaines doctrines qui restreignaient au profit des professeurs les droits du magistère ecclésiastique, ce magistère devait trouver, dans les plaidoiries mêmes dont ces institutions étaient l'objet, les élémens d'un réquisitoire.

D'autant que les universités avaient des ennemis imperturbables, qui suivaient avec vigilance tous les incidens fâcheux : la nomination de Knoodt comme recteur à Bonn au lendemain de sa condamnation par Rome; la nomination de Baltzer, autre victime de l'Index, comme docteur en philosophie de l'Université de Breslau; le geste provocateur de la faculté de théologie de Breslau, nommant docteurs, sans que Rome lui en eût donné le droit, neuf personnages dont la plupart étaient des günthériens déterminés; les tergiversations de Baltzer condamné, se cramponnant, malgré l'évêque Foerster, à sa chaire de Breslau; le découragement de l'évêque Foerster, qui finissait par rêver d'avoir un séminaire; les difficultés de Geissel pour faire nommer à Bonn, après la condamnation de Knoodt, un professeur de philosophie orthodoxe; et la crainte incessante des évêques que les professeurs dont ils blâmeraient l'enseignement ne fussent

soutenus par le pouvoir civil. Lorsqu'on voit les facultés allemandes de théologie survivre à de tels incidens, assez fréquens au cours de leur histoire; lorsqu'on les voit survivre aux manifestes malencontreux de certains amis maladroits, on acquiert la conviction qu'elles répondent parfaitement aux besoins religieux et nationaux d'outre-Rhin, et que, dans l'édifice de l'Allemagne catholique, elles sont une pièce indestructible.

Ce fut en Bavière que les débats s'échauffèrent. Weis, évêque de Spire, ami de l'école de Mayence, voulut, en 1862, ouvrir un grand séminaire : il réclama du cabinet de Munich une permission et un appui. Au bout de deux ans, le ministre Koch refusa. Weis passa outre, introduisit dans le séminaire une demi-douzaine de clercs : la police survint et ferma l'immeuble. Weis protesta; dans le clergé, des adresses circulèrent; l'épiscopat se plaignit au Roi; le nonce, les ambassadeurs d'Autriche et de France, multiplièrent les démarches; le Pape échangea des notes avec la Bavière. On se souvenait des anciennes luttes, qui avaient émancipé l'Église : derechef un État surgissait, qui gênait la hiérarchie dans l'exercice d'une de ses fonctions les plus légitimes : l'éducation des clercs. Quel beau discours eût fait Doellinger, vingt ans auparavant!

Mais des bruits circulaient, d'après lesquels Doellinger aurait inspiré le refus du ministre Koch; et à l'heure même où il les démentait, il griffonnait un article enfiévré contre le projet de l'évêque Weis. Si ce projet réussissait, expliquait-il, on finirait par avoir en Allemagne cinq cents professeurs de séminaires, qui seraient des nullités. A l'égal de la science, l'État moderne était menacé. « Voici ce qu'on veut à Rome, écrivait Doellinger : on veut que tout le clergé, dès la jeunesse, soit élevé dans une hostilité fondamentale, dans une hostilité de principe, contre toutes les constitutions. » Il brandissait le *Syllabus :* « L'ultramontanisme n'est plus une fiction, s'écriait-il, l'ultramontanisme n'est plus un spectre; il est une puissance réelle et agressive. » C'est après la mort de Doellinger que cette philippique fut trouvée dans ses papiers : la presse libérale, à laquelle il l'avait offerte, avait jugé plus sage de ne pas l'insérer. Doellinger ne se maîtrisait plus; il faisait le geste d'intervenir dans un débat où tout l'épiscopat se déclarait intéressé; et il y intervenait avec des accens qui sont déjà ceux du *Culturkampf*. Avant de connaître ce manuscrit, on était tout près de regretter que le Saint-Siège, pour les travaux

préparatoires du concile, se fût privé du concours d'un aussi docte historien; mais du jour où son disciple Reusch eut publié les feuillets où cet historien, dès 1865, faisait figure de pamphlétaire, on fut moins surpris de l'attitude de Rome. Une fois de plus, un grand homme qui s'était jugé trop indispensable devenait quelque chose de moins qu'un « serviteur inutile. »

Le même ministre Koch, qui avait empêché Weis d'ouvrir un séminaire, fut convaincu, en 1866, d'avoir, à propos de l'université de Wurzbourg, adressé au roi un rapport sur le péril ultramontain : une indiscrétion fit tomber le papier entre les mains du prêtre Maier, secrétaire de l'évêque de Ratisbonne, qui s'empressa de le publier, avec des gloses véhémentes, dans une brochure intitulée : *Pour l'édification des rois.* On soupçonnait Doellinger d'avoir « documenté » Koch; Maier le prenait à partie avec la dernière violence. « Romanisme » et scolastique affectaient, sous cette plume acerbe, l'allure d'opinions extrêmes, volontairement froissantes et cassantes. Doellinger riposta : il releva le procédé grâce auquel le rapport de Koch était sorti des cartons, et dénonça les hommes pour qui la fin justifie les moyens. L'illustre historien de l'Église, qui visait ici les Jésuites, eût rendu service à l'histoire, s'il avait indiqué les livres de casuistique où s'étalait cette maxime; avait-il oublié que treize ans plus tôt, le Père Roh avait promis une forte somme à quiconque la découvrirait, que les chercheurs avaient perdu leur temps, et que l'original missionnaire avait gardé son argent?

Doellinger, ensuite, faisait le procès de la *Civiltà cattolica*, la revue des Jésuites romains : il retraçait la conquête de l'Allemagne par l' « ultramontanisme; » et ce n'était plus seulement aux grands séminaires, mais aux petits séminaires, qu'il s'en prenait. « Un clergé élevé d'après les doctrines de la *Civiltà*, déclarait-il, doit être sans intelligence vis-à-vis de toute notre époque, et n'est propre qu'à susciter entre l'Église et l'État d'incurables conflits. » Et Doellinger, interpellant l'opinion bavaroise, demandait carrément : « Comment cet esclavage spirituel se concilie-t-il avec le christianisme et avec notre concept contemporain d'humanité? L'État, oui ou non, a-t-il intérêt à ce qu'on ne fasse pas violence à ses membres? Ceux-ci, oui ou non, ont-ils quelque droit à l'aide de l'État? » Doellinger ouvrait une porte par laquelle pouvaient passer de singulières ingérences, et pour

commencer le *Culturkampf*, Bismarck n'aura qu'à répondre oui aux questions ici posées par Doellinger.

Le même Doellinger qui avait, entre 1840 et 1850, éloquemment soutenu la cause de la liberté, se montrait tout prêt à faire appel à l'État contre l'influence d'une Église dont l'orientation lui déplaisait : il éveillait les défiances des pouvoirs publics; ses insinuations devenaient celles d'un jacobin. D'ailleurs ses écrits historiques de l'époque, son historique du concile de Trente, ses articles sur l'Inquisition, étaient dirigés contre Rome.

Voilà où aboutissait le débat entre partisans des séminaires et partisans des universités : l'affectation que mettaient les uns à se donner comme les seuls défenseurs de l'Église, les autres à parader en défenseurs de l'État, passionnait et faussait toutes les discussions. Les femmes elles-mêmes entraient dans la bagarre : la comtesse de Hahn-Hahn et une quarantaine de dames catholiques, dans un appel très répandu, accusaient formellement les facultés de théologie de mettre en doute le christianisme. Mais Hergenroether, dont Léon XIII devait faire un cardinal, allait bientôt, dans un article de revue, ramener la question sur son vrai terrain : professeur de faculté, et notoirement attaché à toutes les aspirations romaines, il pouvait être cru lorsqu'il disait quels avantages trouvaient les clercs dans le séjour des universités et lorsqu'il affirmait que l'Église ne pourrait faire à ses ennemis mortels un plus grand plaisir que la suppression des facultés de théologie. Il fut peut-être taxé, sur l'heure, d'optimisme ou d'illusion; mais lorsque les prêtres allemands, peu d'années après, cueillirent souffrance et gloire dans le *Culturkampf*, il fut visible pour Rome que plus de la moitié de ces prêtres qui luttaient contre les empiétemens de l'État étaient sortis des facultés de théologie, et que Doellinger avait accumulé bien à la légère les antithèses factices en soutenant ces facultés, à titre de foyers d'étatisme, contre les séminaires, foyers d'ultramontanisme.

X

Les suspicions de certains milieux catholiques contre les facultés de théologie devaient s'étendre, naturellement, à l'ensemble des universités. On avait l'exemple, çà et là, que si un théologien résistait à Rome, ses collègues de philosophie, de droit ou de médecine, le gratifiaient de promotions honorifiques

ou de dignités universitaires ; inversement, une faculté de théologie catholique trop déférente pour la hiérarchie courait le risque de perdre son crédit et d'être désormais traitée en intruse dans ces fières universités dédiées à la « libre science. » Rome savait cela ; elle savait aussi, par les discussions parlementaires, quelle était dans l'enseignement supérieur, même en des régions catholiques, la prépondérance de l'élément protestant.

De ces observations avait surgi le projet de fonder en Allemagne une université libre : ajourné en 1849, au congrès de Ratisbonne, à la suite de l'intervention de Doellinger, il avait triomphé, en 1862, au congrès d'Aix-la-Chapelle. Tout de suite Ketteler et le Vatican s'en étaient épris ; et Geissel, Ketteler, l'évêque Martin de Paderborn, avaient été chargés par Pie IX d'en assurer le succès. Quarante-cinq ans ont passé, et l'université libre est toujours à fonder. Toujours elle a ses partisans, tantôt sensibles à l'idée de protéger les jeunes étudians contre les souffles du dehors, tantôt séduits par le beau rêve de créer en Allemagne un grand centre intellectuel catholique ; mais toujours, aussi, elle a ses adversaires, qui estiment qu'en détournant vers une telle fondation l'élite des savans catholiques, on supprimerait de l'ensemble des universités toutes les influences religieuses qui ont pu s'y faire jour, et que, pour l'Église, une attitude de pénétration vaut mieux qu'une attitude d'isolement. Ce sont là questions de tactique, questions de tendance, aussi : on les résout différemment, suivant la conception qu'on se fait des rapports de l'Église avec le siècle ; et peut-être provoqueraient-elles d'âpres querelles, si les quêtes faites pour l'université libre n'avaient révélé la difficulté de trouver des fonds.

Mais entre 1862 et 1870, la ferveur des espérances, vierges encore de toute déception, se révoltait contre les réserves dont cette fondation pouvait être l'objet. Ne fallait-il pas chercher la cause de ces réserves dans un attachement exagéré aux droits de l'État et à l'autonomie de la science? Kuhn, professeur à l'université de Tubingue, combattit dans un écrit, d'ailleurs très modéré, la création d'une université libre : tout de suite des soupçons s'élevèrent, et se condensèrent en nuages, qui planèrent et fondirent sur la pacifique université du Wurtemberg.

Kuhn savait peu la scolastique : Jacobi et Schelling lui étaient plus familiers que saint Thomas. Ses théories sur les rapports de la philosophie et de la théologie lui avaient valu les chicanes

du professeur Clemens. Lorsqu'il nia l'opportunité de l'université libre, on sentit que cette opinion perdrait son poids si l'on prouvait qu'elle était le fruit de sa philosophie, et que cette philosophie était mauvaise. Un protestant converti qui enseignait à Fribourg, le baron de Schaezler, poursuivit contre Kuhn les assauts de Clemens; on polémiqua longuement, et l'on finit par aboutir à une dispute sur la grâce, dans laquelle Kuhn fut taxé de semi-pélagianisme (1). Hefele, le futur évêque de Tubingue, s'emportait contre Schaezler, « premier inquisiteur de la Germanie ; » mais le directeur du séminaire de Rottenburg, où les clercs de Tubingue allaient avant la prêtrise parachever leur formation, passait pour seconder la campagne de Schaezler. Ketteler fut consulté par Rome : il allégua la bonne foi de Kuhn, les services rendus à l'Église par la faculté de Tubingue, le péril qu'il y avait à exciter les susceptibilités des savans allemands : lorsqu'on s'exaltait, à Munich, contre l'intolérance de l'école de Mayence, on ignorait apparemment cette généreuse démarche qui sauva Kuhn.

Les professeurs de Tubingue, à cette époque de troubles, avaient su profiter de l'effacement même de leur ville, qui leur offrait une sorte d'abri; ils avaient évité de se compromettre dans les joutes acharnées entre Munich et Mayence; on ne les avait pas vus paraître au Congrès des savans de 1863 ; ils ne s'étaient pas laissé englober dans les partis théologiques où ils auraient perdu beaucoup de leur personnalité et un peu de leur sécurité ; et malgré la difficulté des temps, ils avaient dignement aidé à vivre cette école de Tubingue qui sera bientôt centenaire, — belle lignée d'apologistes qui commence à Moehler pour arriver à Paul Schanz. Quel malheur pour l'Allemagne catholique si l'on eût inquiété cette université féconde !

Mais les suspicions mêmes élevées contre Kuhn avaient, de part et d'autre, dans le diocèse de Rottenburg, exalté les esprits. Le *convict* de Tubingue, où logeaient les futurs prêtres durant leurs années d'assiduité à la faculté, avait pour directeur un certain Ruckgaber, assez malveillant à l'endroit de Rome ; et deux répétiteurs qu'il taxait d'ultramontanisme et soupçonnait d'espionnage furent envoyés par l'évêque Lipp dans des cures. Le séminaire de Rottenburg, où passaient ensuite les clercs, était dirigé par le régent Mast et le sous-régent Hoefer, qui étaient

(1) Kuhn a été l'objet de deux articles de M. Godet dans les *Annales de philosophie chrétienne*, 1907.

classés comme ultramontains: c'est eux que visait, un jour, un professeur de Tubingue, en attaquant dans un article les « fermiers généraux de l'orthodoxie, » les « sicaires de la théologie, » la « meute qui calomnie; » l'évêque Lipp, à la suite de cette attaque, disgracia Hoefer, qui devint à son tour curé. On triomphait à Tubingue : l'appui de l'évêque était éclatant, et ceux qu'on nommait les « dénonciateurs ultramontains » n'avaient aucun succès auprès de lui. Mais on apprit, en août 1868, qu'ils avaient du succès contre lui : le cardinal Antonelli négociait pour donner un coadjuteur à l'évêque, réputé trop faible.

C'était Mast, le directeur du séminaire, qui avait signalé à la nonciature de Munich le mauvais esprit et la mauvaise tenue du *convict* de Tubingue ; et l'évêque était rendu responsable. Le procédé choqua Lipp, d'autant que Mast avait mis quelque temps à confesser qu'il était l'informateur : Mast à son tour fut expédié dans un lointain presbytère. Mais l'administration du *convict* de Tubingue, telle que Mast l'avait décrite, et bien que les professeurs se fussent tous levés pour la défendre, inquiétait le Saint-Siège : Pie IX gronda fortement l'évêque; il exigea que le directeur Ruckgaber fût éloigné de Tubingue, et celui-ci aussi fut mis en paroisse. La presse de toute l'Allemagne s'occupait de cette affaire : de la Vistule au Rhin, de la Baltique au Danube, scolastiques et antiscolastiques, romanistes et germanistes, prenaient parti pour Mast ou pour Ruckgaber: ces personnalités secondaires devenaient presque des symboles; on apprit, un jour de mai 1869, que le pauvre évêque Lipp était mort de chagrin, pour avoir trop aimé Ruckgaber et n'avoir pas assez redouté les rapports de Mast; et peu s'en fallait que des gens qui n'avaient pas l'habitude de pleurer les évêques ne pleurassent celui qu'ils appelaient captieusement une victime de Rome.

Il était temps, grandement temps, que le concile survînt, que son autorité souveraine pacifiât les intelligences et les consciences, par certaines déclarations dogmatiques tout à la fois impérieuses et mesurées, et qu'au souffle de l'Esprit l'atmosphère allemande fût purifiée.

Il était temps que ces déclarations, parce qu'impérieuses, éclairassent les adversaires de l'« ultramontanisme » sur les conditions auxquelles ils pouvaient rester catholiques.

Il était temps de définir avec exactitude les conditions et la

portée de l'infaillibilité papale, et de montrer ainsi que le pouvoir romain ne devait pas être réputé solidaire de certaines exagérations d' « ultramontanisme, » commises surtout par la presse laïque, et qui souvent s'opposaient, comme des ripostes, aux irrévérences d'un « germanisme » frondeur.

Il était temps que l'école dite ultramontaine, fortifiée et rassurée par la ratification conciliaire de ses vœux les plus importans, réglât désormais ses allures sur celles de l'Église, et qu'à l'image de cette Église, renonçant à tout esprit de parti, elle se montrât sereine, sagement triomphante, et conquérante sans provocation. Il était temps que certains partisans du thomisme, rassurés par les avantages qu'ils remportaient, témoignassent à d'autres philosophes cette patience persuasive dont jadis Benoît XIV, dans sa bulle *Sollicita ac provida*, leur avait fait un devoir, et qu'ils apprissent de plus en plus, à l'école de saint Thomas, la « modestie, la modération, » la douceur, la charité intellectuelle, dont ce grand pape glorifie ce grand docteur.

C'est grâce au concile que les crises intellectuelles dont nous avons tracé l'épineux récit purent avoir un terme. L'Allemagne catholique redoutait le concile; mais en fait le concile la sauva; et le concile, l'ayant sauvée, méritait bien qu'ensuite elle souffrît à cause de lui. Jamais n'apparut avec plus de relief la souveraineté pacificatrice de l'autorité religieuse.

Au milieu des crises avaient mûri des germes de schisme : le schisme devait s'appeler le vieux catholicisme; l'éclosion en fut lente, les destins précaires. Mais d'autres germes aussi s'étaient développés, qui devaient avoir une vitalité plus tenace; c'étaient les germes du *Culturkampf*. Les argumens d'ordre théologique et canonique qui s'étaleront, quinze ans durant, dans les assemblées législatives de l'Allemagne pour justifier les vexations de l'État, seront empruntés, le plus souvent, aux polémiques antérieures de certains théologiens contre le *Syllabus* et contre le romanisme : avant même que les hommes d'État du *Culturkampf* n'eussent engagé la lutte, des hommes d'Église s'étaient rencontrés, pour leur forger d'avance un outillage intellectuel.

GEORGES GOYAU.

L'OMBRE DU PASSÉ

TROISIÈME PARTIE (1)

XII

A genoux sous le manteau de la cheminée, la vieille *Suppèi* soufflait et bougonnait, allumant le feu pour préparer le souper, quand une voix jeune et haletante l'appela de la porte :

— Grand'maman ! Caterina !

— Ah ! c'est toi, mon cœur? Quand es-tu arrivé ? dit la vieille en retournant la tête.

Un beau garçon, bien mis, coiffé d'un panama à bon marché, d'où s'échappaient en grappes noires des boucles retombant sur les tempes lisses et blanches, regardait, debout sur le seuil. Son visage curieux, encore un peu enfantin, était éclairé par de grands yeux sourians.

— Où est Caterina ? reprit le jeune homme avec impatience.

— Elle est sortie. Elle reviendra tout à l'heure.

— Je cours au-devant d'elle... Non, je me cache. Je vais lui faire une de ces surprises !

Mais, au moment de s'enfermer dans la chambrette voisine, il s'aperçut qu'il avait commis un grave oubli, fit volte-face, et dit à la vieille, qui s'était relevée et qui, appuyée sur son bâton, l'observait des pieds à la tête :

(1) Voyez la *Revue* des 15 février et 1er mars.

— Et vous, grand'maman, comment vous portez-vous? Bien, n'est-ce pas? Vous êtes grasse comme une caille.

Elle hocha la tête. Elle ne se laissait pas prendre aux flatteries, elle! Toujours la même : sous son chapeau d'homme, ses cheveux rares blanchissaient, mêlés derrière la nuque à une petite tresse jaune, postiche; et son nez rouge, ses yeux vifs, ses joues ridées exprimaient le soupçon et la ruse.

— Toi, mon garçon, tu as grandi! dit-elle, examinant toujours la mise du jeune homme.

Les vêtemens de celui-ci ne valaient pas cher, mais ils étaient à la mode : gilet fermé, jaquette serrée à la taille. Ce changement parut déplaire à la vieille.

— Vous m'appelez « mon garçon? » répondit-il en riant. Dites plutôt : monsieur l'instituteur! Car j'ai obtenu mon brevet. Attention, les bambins : *ba, be, bi, bo, bu...*

Elle fut comme électrisée par ce grand mot, « instituteur. » Son visage se rasséréna, sa grosse voix s'attendrit.

— La petite sera ici dans un instant, reprit-elle. Elle a poussé, elle aussi, en une année! M'est avis qu'elle est plus grande que toi. Un vrai diablotin, mon cœur, mais un diablotin de haute taille!... Des fois, pourtant, elle est sérieuse, très sérieuse! Elle lit des livres, des journaux, et elle parle comme un avocat. Mais ça ne l'empêche pas de travailler, cette petite! Tout ce qu'une femme d'esprit peut faire, elle le fait... Tu vois : je n'ai pas été maladroite, le jour où je l'ai recueillie. Dès le premier coup d'œil, je m'étais dit : Voilà une bambine qui sera une bonne fille... Et puis, mon cœur, toi qui étudies dans les livres, tu dois connaître ce commandement du Christ : « Donnez à manger aux affamés. » Les pauvres créatures mouraient de faim. Eh bien! mangez, buvez, mes chéries! La vieille Barberina n'est pas riche, mais le peu qu'elle possède est à vous... Le Seigneur m'a enlevé mon fils, l'a emporté au loin comme le vent emporte la plume dans les airs. Alors je me suis dit à moi-même : Prenons-la donc, cette fillette que le sort nous apporte comme un léger duvet... Mais j'ai souffert, ah oui! j'ai souffert avec cette femme malade. Et ensuite, il m'a fallu brûler jusqu'au matelas sur lequel elle est morte, jusqu'au linge qui lui avait servi (1). Sans quoi, le docteur

(1) Les règlemens italiens sont très rigoureux pour ce qui concerne la désinfection des appartemens où sont morts les phtisiques et des objets qui ont été à leur usage.

menaçait de mettre le feu à la maison!... J'ai pourtant réussi à sauver quelques menues choses, soit dit entre nous!

Adone connaissait déjà cette vieille histoire, et, pendant que la *Suppèi* bavardait, sa pensée était ailleurs.

— Je l'entends! fit-il tout à coup.

Et, d'un bond, il s'éclipsa dans la chambrette, referma la porte. Que de souvenirs! La petite pièce humide était toujours pareille, avec sa table de noyer, avec sa commode ornée de coquillages et de fruits en marbre. Sur la cheminée, les portraits semblaient encore plus pâles autour de la sombre figure de Mazzini.

Le jeune homme regarda vers le sentier, où le ciel rose d'un crépuscule de juillet versait une lumière mélancolique, et il sentit battre son cœur. « Un an, presque un an! pensait-il. Il me semble que c'était hier... Caterina est devenue plus grande que moi. Comme elle doit être belle!... Ah! la voici! »

— Où est-il? Où est-il? criait une voix fraîche et sonore. On m'a dit qu'il était arrivé! Grand'maman, grand'maman, dites-moi, où est-il?

— Qui, mon cœur?

— Adone! Où s'est-il caché?... Ah! je le vois, le mauvais sujet! Comme il m'a fait peur!

Elle s'était précipitée dans la chambrette, et elle était dans les bras de son fiancé. Ensuite, elle se mit à courir comme une folle de la chambrette à la cuisine, cherchant la chandelle, cherchant le panier aux provisions.

— Il faut que j'aille acheter quelque chose pour souper! Nous n'avons rien! Nous n'avons que des œufs!

— Crois-tu qu'il est habitué à manger du pain d'Espagne? grogna la vieille, d'un ton bourru.

Adone, heureux de l'agitation et du trouble de Caterina, la suivait comme un jeune chien.

— Si tu veux, j'irai chercher ce qu'il faut, proposa-t-il.

— Non, non, mon amour! Ne bouge pas d'ici! Ne t'en va pas!

Elle paraissait craindre qu'il ne revînt plus. La vieille fit deux ou trois gestes qui contrefaisaient comiquement ceux de la jeune fille; puis elle ordonna à Caterina de mettre le couvert, et elle-même sortit pour aller à la cave.

Caterina, toute blonde, toute rose, le buste provocant, res-

semblait un peu à la fille du cordier; mais ses yeux noirs avaient une expression différente : profonds et lumineux, ils jetaient de temps à autre un éclair de fierté et de malice. Elle avait gardé ses manières enfantines, ses mains larges et noueuses, ses gros pieds, sa démarche un peu lourde et son léger dandinement. C'était une créature de force et de beauté, neuve à la vie, prête à toutes les luttes. Tandis qu'elle mettait le couvert, Adone la regardait avidement, et il rougissait de plaisir lorsqu'elle s'approchait de lui.

— Je t'ai apporté un cadeau ! lui dit-il, la traitant encore comme une gamine. Mais je ne te le donnerai que si tu devines quoi... Eh bien, devine !

— J'ai rêvé que tu m'apportais des boucles d'oreille. Fais voir, fais voir !

Il tira de sa poche un petit paquet, le plaça sur la paume de sa main.

— Ce ne sont pas des boucles d'oreille... Devine ! répéta-t-il, d'une voix altérée.

La vieille reparut avec trois bouteilles, et, en les posant sur la table, elle dit :

— Trois, pour qu'il n'y ait pas d'erreur ! Au nom du Père, et du Fils et du Saint-Esprit !

— Oh ! grand'maman, dit Caterina, je ne peux pas deviner ce qu'il m'apporte !

La *Suppèi* prit le paquet, l'ouvrit, y trouva un petit éventail avec sa chaînette.

— Qu'est-ce que ce colifichet-là ? marmotta d'un ton méprisant la pauvre vieille, qui n'avait jamais joué de l'éventail.

Le souper fut modeste, mais gai. Adone raconta son humble existence d'élève de l'École normale. Caterina lui répéta toutes les menues histoires qu'elle lui avait déjà écrites, pendant les longs mois de séparation. La *Suppèi* les écoutait en fixant sur les fiancés ses petits yeux métalliques, pleins de tendresse et de défiance. Comme Adone faisait le récit de son voyage, il rapporta ce détail :

— A Casalmaggiore j'ai manqué le train, et j'ai dû venir à pied jusqu'ici. Sur la digue, j'ai rencontré Scipione, le colporteur juif...

— Ah ! dit Caterina, dont les yeux brillèrent.

— Quel drôle d'individu ! poursuivit Adone. Assis sur sa

carriole chargée d'étoffes, il avait un chapelet roulé autour du poignet et il récitait des prières. « Eh quoi? lui dis-je. Tu t'es donc fait chrétien ? » Il me répondit : « Pas encore ; mais, si je réussis dans une certaine affaire, je me convertirai. » « Viens donc là-bas, jusqu'au Pô, répliquai-je, et je te donnerai le baptême ! »

Caterina riait nerveusement. La *Suppèi* la regarda et lui dit :

— Tu as entendu, mon cœur ? Il consent à se faire chrétien.

— Il peut se faire Turc, s'il lui plaît ! riposta Caterina. Que m'importe?

Elle avait parlé d'une façon si étrange qu'Adone demanda :

— Qu'est-ce qu'il y a donc?

— Il y a, il y a...

— Non, grand'maman, non, il ne faut pas le lui dire ! s'écria la jeune fille, les mains tendues.

— Il faut le lui dire, au contraire, mon cœur ! répliqua la *Suppèi* avec une douceur inaccoutumée. Deux fiancés doivent se confier tout, sans réticence, être comme deux miroirs placés l'un en face de l'autre.

Puis, se tournant vers le jeune homme, elle prononça d'une voix grave :

— Le colporteur voudrait épouser Caterina. C'est pour elle qu'il songe à se faire chrétien.

— Mais non, grand'maman ! C'est faux, c'est faux !... Et d'ailleurs, il est trop laid, ce garçon ! Trop laid, trop laid, je vous dis !... Et c'est un Juif : il a crucifié Jésus !

Elle paraissait hors d'elle-même. Mais Adone lui fit simplement observer :

— Tu exagères. Personnellement, il n'y a été pour rien. Et, au surplus, c'est un beau garçon.

Alors Caterina se leva et alla s'asseoir sur la pierre du foyer, pleurnichant comme une fillette :

— Vous voulez donc me faire mourir?... Eh bien ! oui, je mourrai...

— Auparavant, fais-nous le café, commanda la vieille. Après, tu pourras mourir tout à ton aise.

Et, s'inclinant vers Adone :

— Elle a encore eu d'autres prétendans, tu sais ! ajouta la *Suppèi*.

Le café bu, les deux fiancés voulurent faire une promenade ; mais la vieille fut inflexible.

— Quant à ça, non, mes petits!

Et ils durent se contenter de prendre deux chaises et de s'installer sous la treille, devant la maisonnette, tandis que la grand'maman, assise sur le pas de la porte, fumait tranquillement sa pipe de terre.

La nuit était chaude et silencieuse; la haie fleurie embaumait; à travers les pampres, on voyait les étoiles trembler; et les lucioles, voltigeant dans l'air obscur, faisaient penser à des perles qui se seraient détachées des astres. Tout, dans le ciel et sur la terre, était douceur et silence; et Adone, un peu grisé par le vin et plus encore par la présence de Caterina, se sentait heureux. Il dit :

— Maintenant que j'ai mon brevet, tout le reste me sera facile. L'instituteur de Casalino demandera bientôt sa retraite, car il est vieux. Et puis, même s'il ne la demande pas et si je ne trouve pas tout de suite un poste, j'en serai quitte pour continuer mes études.

— Que dis-tu, que dis-tu? intervint la vieille. Tu n'auras donc jamais fini d'étudier?

— Si je faisais encore deux autres années d'étude, je pourrais être inspecteur.

Caterina, à qui il avait déjà parlé de ce projet dans ses lettres, s'empressa d'approuver :

— Oui, oui! Et si Tognina refuse de te venir en aide, eh bien! nous vendrons cette maison. Grand'maman me l'a donnée, elle m'appartient. Nous la vendrons pour toi!

Adone se croyait heureux, mais il n'était qu'enivré. Sans doute il aimait Caterina, mais les baisers ne suffisaient pas à son amour : ce qu'il rêvait, c'était une complète union morale avec elle. Or la jeune fille était restée telle qu'il l'avait connue quand elle avait dix ans; et lui, au contraire, il avait la conviction d'être devenu un homme supérieur, tout au moins supérieur à cette paysanne.

En ces dernières années, il avait perdu la foi religieuse, et il était devenu un fervent adepte des théories socialistes. A Padoue, il vivait avec d'autres élèves de l'École normale qui, presque tous, inclinaient à l'anarchisme, et qui ne passaient pas un jour sans démolir la société et sans la reconstruire à leur fantaisie. Il était le plus pacifique d'entre eux : imbu d'idéalisme,

il voulait qu'on marchât à la conquête du monde en s'armant, non de haches, mais de patience et de fraternité. S'il ne haïssait pas « les puissans de la terre, » c'était parce qu'au fond de son cœur, il s'était formé l'illusion que tous les riches sont malheureux. Jamais il n'avait fréquenté d'homme riche; mais il n'en était pas moins persuadé que, s'il avait connu un tel homme, il aurait eu à le plaindre plutôt qu'à l'envier. En outre, il se figurait que toutes les familles opulentes sont en proie à des dissensions intestines, condamnées à une ruine prochaine, et il en donnait sans cesse pour exemple la famille Dargenti. La fraternité, voilà ce qui manquait aux riches, comme elle manquait aux pauvres, du reste! Les haines de classe enveloppaient la société d'une atmosphère malsaine. Ce qu'il rêvait, c'était un pays d'utopie où tous s'aimeraient, se prêteraient une mutuelle assistance. Il se préoccupait peu des autres questions, notamment de la question économique: car on pouvait vivre sans avoir beaucoup d'argent. « Que j'obtienne seulement mon poste, se disait-il, les yeux tournés vers le rideau noir des peupliers immobiles, et vous verrez comme je deviendrai allègre et fort. A moi la joie et la vie intense! Caterina... »

La pensée de Caterina le faisait toujours tressaillir et de joie et d'inquiétude. Elle serait pour lui une bonne épouse, une amante passionnée; mais serait-elle vraiment sa *compagne?* Pourraient-ils encore se comprendre comme autrefois, lorsqu'ils cheminaient ensemble sur la digue, elle avec son vieux châle, lui avec sa grande houppelande? Ce doute éveillait dans son esprit une image bizarre : il croyait revoir Caterina toute petite, avec sa robe courte et bouffante, avec ses galoches aux pieds, là-bas, sur le chemin de Viadana; mais lui, au contraire, il avait grandi prodigieusement, il était devenu haut comme un peuplier, et autour de lui se déployait un horizon sans limites.

XIII

Chez Tognina, rien n'était changé dans la maison même; seulement les garçonnets étaient devenus des adolescens, les bambins des garçonnets, et il était né des bébés nouveaux. Carissima avait engraissé encore, et tante Elena avait perdu ses dents. Quant à la maîtresse du logis, elle était toujours aussi jaune, aussi souffreteuse, aussi indifférente, d'âge aussi incer-

tain; il semblait que, pour elle, le temps eût suspendu son cours, ou, mieux encore, qu'il n'existât pas, comme il n'existe pas pour la momie enveloppée dans ses imperméables bandelettes.

Adone alla se coucher dans ce grenier qui conservait toujours sa fade odeur de pommes de terre et le furtif grignotement de ses souris effrontées; mais, en dépit de la fatigue, il ne put s'endormir tout de suite. Ses idées s'égaraient, vagues et diffuses comme l'eau d'un ruisseau qui, à un certain endroit, se divise pour aller se répandre çà et là sur la prairie. Il continuait de penser à Caterina; mais, en même temps, il pensait à d'autres choses, à d'autres personnes, à sa mère, à ses frères. Ceux-ci grandissaient, laborieux et honnêtes; le plus jeune seul demeurait un peu rachitique, un peu sauvage, se cachait quand Adone l'appelait. « Pour ce bambin-là, je suis un homme heureux! » se disait-il, en se souvenant qu'un jour Reno avait ramassé les miettes de sa fouace. Puis sa pensée revenait avec tendresse à sa petite sœur Éva. « Elle est vraiment mignonne et elle trouvera un mari. Mes frères aussi se marieront. Pourquoi n'auraient-ils pas leur part de bonheur? Quant à ma mère et à Reno, je leur viendrai en aide. En somme, j'espère que tout finira par s'arranger! »

Dans cet espoir, il tâcha de s'endormir; mais, dès qu'il eut fermé les yeux, un léger bruit l'éveilla.

— Maudites souris!... Ah! mon vêtement!

Il releva la tête, inquiet sur le sort de sa belle jaquette, de ses chaussettes à raies noires et jaunes. Les souris ne respectent rien, ne prennent pas garde qu'une jaquette à la mode et une paire de chaussettes fines représentent, hélas! de grands sacrifices pour un jeune homme pauvre.

Il reposa la tête sur l'oreiller et, de nouveau, il s'attrista. Il pensait maintenant à sa tante, qui le faisait encore coucher là-haut, dans ce taudis. Il était donc toujours l'intrus, toujours l'oiseau de passage? Tognina ne s'attendrissait sur lui que quand elle était malade, et, si Pirloccia ne le battait plus, c'était seulement parce qu'il n'était pas sûr d'être le plus fort. Quant aux autres, ils le regardaient avec indifférence ou avec envie. Lui-même, en dépit de ses théories sur l'amour universel, il n'aimait guère ses parens, et le temps lui durait de les quitter et de se débarrasser d'eux, comme, autrefois, il aurait voulu se débarrasser de cette vilaine houppelande, qui pourtant lui était nécessaire.

Il se leva de bonne heure, fit un tour dans les champs. Le soleil ne brillait pas encore; mais l'herbe jaune des douves, les grains verts et durs des raisins déjà gros, les figues mûres indiquaient que l'on était en plein été. Il s'arrêta près de la melonnière et remarqua que les pastèques étaient en retard. Il ne s'entendait que trop à la culture des pastèques! Ces lieux avaient connu son enfance tourmentée par tant de vicissitudes, et, pour lui, mille souvenirs joyeux et tristes s'en exhalaient avec le parfum de l'herbe.

En passant près d'un carré de tomates, il vit émerger, d'entre les touffes liées à des échalas de saule, la grosse tête roussâtre d'Agostino le besson.

— Comment vas-tu? lui demanda Adone.

L'albinos myope répondit que sa santé était fort bonne, mais qu'il avait beaucoup d'ennuis.

— On ne t'a pas conté la chose? Dans les premiers jours d'avril, je suis venu avec ma femme Dircé habiter chez vous. Mais les femmes ne s'entendaient pas : à certains momens il y avait du grabuge. Alors, nous avons été obligés de déguerpir... La tante devrait bien avoir un peu plus de conscience. Elle me fait travailler, c'est vrai; mais comment? Comme un ouvrier quelconque! Les autres se gobergent à la maison, et moi, je trime dehors. Est-ce juste, ça? Dis-moi, petit, est-ce juste?

Et il allongeait vers le jeune homme ses grosses mains verdies, qui fleuraient la tomate. Adone se souvint des bastonnades que le besson lui avait administrées jadis, et il eut envie de rire en pensant qu'aujourd'hui Agostino se plaignait à son ancien souffre-douleur de l'injustice des autres.

— Non, ce n'est pas juste! accorda-t-il.

— Tu devrais faire une chose! Adone, reprit l'albinos en grattant les paumes de ses mains. Tu devrais dire à notre tante : « Vous n'avez donc pas de conscience? Traitez un peu mieux ce pauvre Agostino. » La tante, crois-moi, t'aime beaucoup, et elle t'écouterait... Recommande-lui bien d'avoir de la conscience!

— Je le lui recommanderai, promit Adone avec une nuance d'ironie, en reprenant le chemin de la maison.

Les marmots de Carissima et d'Andromaca jouaient et piaillaient dans le vestibule. Le carrelage était sali par des cosses de pois et des pelures de figues. Le plus jeune des enfans, encore à la mamelle, traînait son panier d'osier en hurlant comme un

chien battu; un autre mangeait de la bouillie, vautré sur le pas de la porte; un troisième, avec deux doigts de sa menotte, ramassait un pois et le portait à sa petite bouche. Les poules allaient et venaient, graves et dignes. La couturière cousait en fredonnant, indifférente à la scène qui se déroulait autour d'elle. Dans la cuisine, Pirloccia faisait collation, servi par tante Elena.

A la vue du jeune homme, le nabot lui montra une tranche de polenta, pour l'inviter à manger. Mais Adone aima mieux prendre la tasse de café au lait que lui offrait tante Elena, et il alla s'asseoir dans le vestibule, sous prétexte qu'il y faisait moins chaud. Tandis qu'il buvait lentement son café, assis parmi les cosses de pois et les pelures de figues, entouré de poules qui becquetaient les boutons de ses chaussures, Carissima lui dit :

— Tu sais que Davide va se marier, maintenant qu'il a obtenu un poste de professeur?

— Oui, je sais. De quel pays est sa future?

— Elle est de Milan, et il paraît qu'elle viendra ici avec lui, au mois de septembre. Elle est plus âgée que son fiancé; mais c'est une belle femme, et qui a des écus... Davide n'a pas été aussi bête qu'il en avait l'air...

Adone sourit et hocha la tête : il pensait au pauvre allumettier, mort l'année précédente dans la misère. Il demanda si la Muton était satisfaite de ce mariage.

— Oui. A présent qu'il a une bonne place, il lui envoie un *demi-marengo* tous les mois; et, ce matin même, il lui a fait parvenir une forte somme, pour arranger la maison.

— *Son jour est donc venu*, à elle aussi! dit Adone gaiement, en faisant allusion au refrain de la vieille marchande d'allumettes.

Puis il alla voir Tognina. Elle était dans sa chambre, en train de faire son lit qu'elle bordait et aplanissait avec un soin religieux.

— Laisse-moi, mon ami! dit-elle à son neveu qui s'élançait vers elle.

— Écoutez, rien qu'une minute, ma tante. J'ai à vous parler... Non, n'ayez pas peur : je ne toucherai ni aux chaises, ni aux pots de confitures... J'ai une question à vous adresser, ma tante. Avez-vous de la conscience?

La petite femme se redressa, le dévisagea avec inquiétude.

Adone alla fermer la porte, et, lorsqu'il revint vers le lit, il remarqua dans les yeux ternes de sa tante une telle expression d'anxiété qu'un ancien soupçon lui repassa par la tête: il lui sembla que Tognina était travaillée par un remords.

— J'ai causé avec Agostino, reprit-il, et c'est de sa part que je vous demande si vous avez de la conscience. Pourquoi ne le prenez-vous pas chez vous? Les autres, vous les accueillez sous votre toit; mais lui, non!

— Qu'il aille au diable! s'écria Tognina, en se penchant de nouveau pour border la couverture. Sa femme Dircé menaçait de battre Carissima, et la maison était devenue un enfer... Cette Dircé ne prétend-elle pas que Carissima me vole? Avoue que ce ne sont pas des choses à dire!

— Quelle calomnie, en effet! ricana Adone. Mais, quoi qu'il en soit, je me suis acquitté de la commission.

Tognina était songeuse plus que d'habitude. Quand Adone eut gagné le palier, elle le rappela.

— Que voulez-vous, ma tante?

— Je voulais..., commença-t-elle, avec hésitation, je voulais te dire que... s'il te plaisait d'inviter à déjeuner, pour dimanche prochain, ta Caterina et sa vieille...

— Je doute qu'elles acceptent; mais, en tout cas, j'essaierai. Vous n'avez pas autre chose à me dire?

— Non.

Il alla ensuite trouver l'allumettière, qui l'accueillit avec tendresse. Elle était devenue presque sourde, plus laide que jamais, et, quand elle s'entretenait de son pauvre mort, une expression sauvage déformait sa face de bois.

— *Il* parlait toujours d'un pays où les poitrinaires guérissent. Quand il avait la fièvre, c'était toujours à ce pays-là qu'il rêvait. Il disait: « Quand mon Davide aura son poste, nous irons là-bas ensemble. » Mais Davide n'avait pas de poste; et, quand le poste lui a été accordé, notre cher malade était déjà guéri de tous ses maux...

Adone connaissait cette histoire, et ce qui l'intéressait, ce n'étaient pas les morts, c'étaient les vivans. Il demanda :

— Vos jeunes mariés viendront bientôt, à ce que j'ai entendu dire. Faites-moi donc voir la photographie de la future.

La Muton la lui montra. La future était en robe décolletée, avec un collier de perles, et elle tenait à la main un gant long.

A la vérité, elle n'était pas très jolie; mais ses traits avaient du caractère, sa bouche était spirituelle, et ses grands yeux noirs, sous les sourcils épais qui se rejoignaient, donnaient à toute sa physionomie une expression de fierté.

— La belle femme! s'écria Adone.

La Muton ajouta, en faisant un geste de la main:

— Et elle est instruite, notre fiancée! Elle connaît les langues. Elle a même écrit un livre...

Ah! enfin Adone se rendait compte: ce qui l'avait séduit dans le portrait, c'était l'air intelligent de cette femme...

Quelques jours passèrent, tranquilles et uniformes. Pirloccia et ses fils ne molestaient plus Adone, le laissaient vivre à sa guise, poursuivre librement son chemin vers le but qu'il s'était assigné dès son enfance.

Depuis qu'il était de retour à Casalino, il se sentait mieux, malgré la chaleur étouffante. La nuit, il dormait bien, n'avait plus de migraines, ne rêvait plus de choses tristes. Levé dès l'aube, il errait par les champs, poussait jusqu'aux villages voisins; et il revenait par la digue, d'où l'on avait une vue splendide sur le fleuve calme et ensoleillé.

Quand il restait à la maison, les bambins se réunissaient autour de lui, grimpaient derrière sa chaise, l'embrassaient et lui tiraient les cheveux. Il leur témoignait beaucoup de patience, convaincu qu'un instituteur doit sympathiser avec les enfans. Il se rappelait combien il avait souffert, autrefois, de l'abandon où on le délaissait, et ce souvenir lui faisait aimer les marmots de Carissima, ceux d'Andromaca, toute la marmaille de Casalino et sans doute aussi celle du monde entier.

Cependant, pour occuper ses loisirs et pour gagner quelque argent, il chercha des leçons et il réussit à dénicher deux élèves. L'un était un jeune séminariste, l'autre était une demoiselle nommée Céleste, qui avait suivi les cours de l'École normale, tous deux plus âgés que lui-même. Le séminariste était un garçon nonchalant et d'esprit obtus, tandis que la normalienne était éveillée, très intelligente; mais elle n'avait guère de mémoire, et c'est ce qui l'avait fait échouer à l'examen. En outre, elle était fort jolie, un peu pâlotte, avec un profil idéal et une chevelure admirable. Dès la seconde leçon, elle se mit à discuter avec son professeur; mais ils finissaient toujours par tomber d'ac-

cord. Près d'elle, Adone éprouvait une étrange fascination qui ressemblait à l'enivrement d'un parfum, au charme d'une musique. Mais d'ailleurs il ne pensait pas le moins du monde à trahir Caterina.

Il considérait Caterina comme sa femme. Il lui semblait qu'ils s'étaient épousés le jour de leur première rencontre, à l'ombre des peupliers, sur la route de San Giovanni ; et, en mari sage, il était plein d'indulgence pour ce qu'il remarquait en elle de médiocre et d'inélégant. Durant les heures qu'il passait avec elle, Caterina n'interrompait point son travail de ménagère ; elle préparait la polenta, donnait à manger aux poules, tressait des cordelettes de jonc ou d'écorce destinées à la fabrication des chapeaux. Sa mise était un peu négligée ; ses gros pieds n'entraient qu'à moitié dans les lourdes galoches ; ses cheveux d'or disparaissaient sous un foulard rêche, de couleur sombre, tel un trésor enfoui dans une bourse de cuir. Il ne l'en admirait pas moins, et il continuait à la trouver belle, fraîche, désirable. Leurs entretiens étaient presque toujours puérils, et ils se chamaillaient encore à peu près de la même façon que jadis, sur le chemin de l'école.

Parfois, tandis que Caterina bavardait, Adone avait d'étranges distractions. Il se laissait aller à ses rêveries ; et ce qu'il voyait alors apparaître, c'était une petite table sur laquelle il y avait un dictionnaire français, près de laquelle il y avait la figure pâlotte de mademoiselle Céleste. Mais il se hâtait de chasser cette vision, qu'il jugeait coupable ; ce qui ne l'empêchait pas de trouver dans son remords une sorte de volupté. Caterina l'observait, tournait autour de lui, épiait l'instant où la grand'maman s'éloignerait ; et, sitôt qu'ils étaient seuls, elle s'approchait, lui offrait sa bouche rose et fraîche. Soudain il oubliait l'autre, et il ne s'apercevait pas que, au moment même où il embrassait sa fiancée, celle-ci devenait triste.

Un soir, vers la mi-août, il était avec Caterina sous la treille, tandis que la *Suppèi*, à l'intérieur de la maisonnette, relavait la vaisselle et chantait, de sa grosse voix, une monotone complainte religieuse. Tout à coup, Adone dit à Caterina :

— J'ai rencontré le Juif, sur la digue...

— Encore ? s'écria-t-elle. Mais je t'ai déclaré que c'est une affaire finie ! Laisse donc le Juif tranquille !

— Non pas ; et j'ai même à te parler de quelque chose...

Grand'maman, nous permettez-vous de faire une petite promenade?

— A cette heure, mon bel ami? répondit la vieille. Tu n'y penses point!

— Eh bien! alors, je m'en vais...

Caterina le reconduisit jusqu'au détour du sentier, en lui serrant le bras nerveusement.

— Reviens ce soir! dit-elle, suppliante.

— Oui. Il faut que j'aie avec toi un entretien particulier. Si tu me promets de m'écouter, je reviendrai!

— Il s'agit du Juif?

— Du Juif et d'autre chose... Je sais qu'il tourne toujours dans les environs...

— Tu crois donc?... Tu crois donc?...

— Je ne crois rien! Nous reparlerons de tout cela.

Il s'éloigna, et il lui sembla qu'il devenait vraiment jaloux. Pour la première fois, il se demanda si le Juif ne plaisait pas à Caterina comme l'étudiante lui plaisait à lui-même.

Deux heures plus tard, ils étaient ensemble dans la chambrette humide et sombre. Caterina, d'une froideur insolite, ne l'embrassa point; elle lui toucha seulement l'épaule, comme pour l'inviter à parler. Il ne savait par où commencer.

— Viens dehors! dit-il enfin avec agitation. Il fait trop chaud ici.

— Mais grand'maman...

— Laisse-la dormir! N'entends-tu pas qu'elle ronfle?

Ils sortirent, s'assirent sur le seuil. A travers le feuillage de la treille, on voyait dans le ciel blanchâtre des étoiles filantes.

— Il est nécessaire que je te dise une chose. Mais ne te fâche pas; écoute-moi bien... Est-il vrai que le Juif veut t'épouser? Réponds avec franchise.

— Oui, c'est vrai.

— Il te l'a dit à toi-même?

— Il me l'a écrit... Il est venu plusieurs fois à la maison.

— Mais toi, tu ne veux pas de lui, je suppose?

— Si je voulais de lui, je ne serais pas ici avec toi! répondit-elle d'un ton fier.

— Sans doute. Mais écoute-moi bien: voici ce que j'avais à te demander... Si tu ne m'avais pas connu et si tu t'étais éprise de lui, aurais-tu exigé qu'il se convertît au christianisme?

— Mais c'est lui qui veut se convertir!

— Bon! Mais si, au contraire, il n'avait pas voulu se convertir, et si tu l'avais aimé, est-ce que tu l'aurais épousé tout de même?

— Grand'maman...

— Il ne s'agit pas de grand'maman! C'est une vieille qui radote.

— Oui; mais, moi, je dois me souvenir qu'elle m'a élevée! repartit Caterina, qui commençait à être nerveuse. D'ailleurs qu'importe, puisque je ne veux pas de ce Juif, même s'il se fait mille fois chrétien!

— Tu n'as pas répondu à ma question... Si tu l'avais aimé et s'il t'avait déclaré que la vraie foi est la sienne, aurais-tu voulu de lui?

— Les Juifs ont crucifié Jésus! dit-elle ingénument. Non, je n'aurais pas voulu de lui!

« Elle est incapable de me comprendre! » pensa-t-il, en appuyant son front sur ses deux mains. Et il continua à voix basse, sans relever la tête :

— Eh bien! moi, je ne suis pas Juif; mais j'ai ma foi, et ma foi m'interdit le mariage religieux. Est-ce que tu m'acceptes malgré tout?

— Tu plaisantes! fit-elle avec un sourire. Tu veux m'éprouver. Tu es jaloux du Juif.

— Non, je parle sérieusement. Je ne suis pas jaloux... Ou plutôt, oui, je suis jaloux; mais il s'agit d'autre chose. Réfléchis... Ne ris pas, ne ris pas! Il n'y a pas de quoi rire!

Elle cessa de rire, et, après une minute de silence, elle lui demanda d'une voix tremblante :

— Tu veux donc me faire pleurer?

Il s'aperçut alors qu'il était injuste envers elle, lui qui rêvait le règne de l'universelle justice. « Mais c'est pour son bien! » se disait-il à lui-même.

Toutefois, ce bien ne pouvait se réaliser qu'à la condition qu'elle comprît; et elle n'était pas capable de comprendre, et il n'était pas capable de faire qu'elle réussît à comprendre. Cependant elle se taisait, étonnée, et il attendait qu'elle parlât, résigné d'avance à ouïr d'inutiles paroles, mais résolu à ne pas céder. Le plus difficile était fait.

Elle avait les coudes posés sur ses genoux et la tête dans les paumes de ses mains. Subitement, elle éclata en sanglots.

— Caterina, lui dit-il, pris d'un accès de tendresse, pourquoi pleures-tu? Je ne veux pas que tu pleures! Non, non...

Et il lui caressa les épaules, lui passa les doigts sur les cheveux. Il se rappelait que, dès le jeune âge, il s'était juré maintes fois d'être son protecteur, et il avait honte de la tourmenter, de la faire pleurer.

— Non, ne pleure pas! Nous reparlerons de cette affaire quand tu y auras bien réfléchi... Je t'expliquerai... je te convaincrai...

Elle releva la tête :

— C'est tout réfléchi! déclara-t-elle en sanglotant, avec de la rudesse dans la voix. Ce que tu exigeras, je le ferai...

— Pourquoi pleures-tu, alors?

— Parce que tu n'es pas gentil! Parce que tu ne penses pas au chagrin de grand'maman!

— Elle est vieille, ta grand'maman! murmura-t-il.

— Oui, et elle peut mourir bientôt. Mais les morts reviennent, tu sais! Elle ne me pardonnera pas...

— Est-il possible que tu croies encore à de semblables choses! répliqua-t-il en haussant les épaules.

XIV

Pendant quelques soirées, ils ne revinrent plus sur ce sujet. Caterina paraissait avoir oublié. Elle se montrait gaie et insouciante, riait et s'exclamait pour la moindre chose, s'émerveillait de tout comme une gamine. Adone, au contraire, dissimulait une secrète inquiétude : il n'était pas satisfait de la prompte condescendance de sa fiancée, et il se demandait si, le moment venu, elle tiendrait sa promesse.

Il attendait Davide avec impatience, pour lui demander conseil. Depuis deux ans, il n'avait pas revu son ancien protecteur, lequel professait dans une école normale de jeunes filles. Oui, avec tous ses beaux rêves, Davide avait dû accepter de faire la classe à de modestes écolières; mais il n'en restait pas moins pour Adone un personnage transcendant, qu'à l'occasion, on pouvait consulter comme un oracle. Or Davide avança le jour de son arrivée à Casalino, et il y vint seul. Son mariage avait été ajourné; et, à ce propos, Caterina racontait mystérieusement la petite histoire que voici :

— La famille de la future craint que Davide ne soit phtisique. Phtisique et toqué, c'est un peu trop, n'est-ce pas? Mais la future le veut tout de même : apparemment elle est toquée, elle aussi!... Ses parens ont dépêché un homme à Casalino, pour prendre des informations. J'ai vu l'homme; il avait un chapeau gris...

— Quelle imagination tu as, ma mignonne! dit Adone, agacé.

La Muton, elle, affirma qu'au contraire c'était la santé de la future qui donnait des inquiétudes. Alors, pour faire enrager Adone, Carissima riposta :

— Si elle est toquée et phtisique, le couple sera bien assorti!

Le dimanche suivant, il y eut un grand déjeuner chez Tognina, pour fêter le diplôme d'Adone. Il n'avait pas été facile de décider la *Suppèi* à accepter l'invitation; mais enfin, de guerre lasse, elle avait promis de venir.

Au lieu du chapeau de feutre habituel, elle noua sur sa tête un foulard jaune; elle enfila des bas, ce à quoi elle avait renoncé depuis la fin de l'hiver; elle changea la courroie trop graisseuse de son bâton et grimpa sur la charrette de Pirloccia, qui était venu la prendre. Caterina et Adone firent la route à pied; mais la vieille exigea que le véhicule marchât très lentement, parce qu'elle ne voulait pas perdre de vue les amoureux.

— Je ne les ai jamais laissés seuls! certifiait-elle, contente d'elle-même, à Pirloccia. On ne sait pas ce qui peut arriver! D'abord, j'avais confiance dans le jeune homme : il était un peu froid, très timide. Mais, à présent, il a des yeux endiablés, ce garçon!

— Laissez-les faire! conseilla le nabot philosophiquement. Avant ou après, c'est tout comme.

— Non, mon cœur, ce n'est pas tout comme! Et il y a même une jolie différence!... J'ai ramassé cette petite ainsi qu'on ramasse une loque tombée dans le ruisseau; je l'ai lessivée, je l'ai rendue plus nette et plus blanche qu'une nappe d'autel, et je prétends qu'on ne me la salisse pas!... Regarde! Elle est aussi grande que lui. Elle est belle, travailleuse, intelligente; et, de plus, elle aura une dot, mon cœur! Tu peux le dire à Tognina : son neveu épousera une orpheline, mais dotée!... D'ailleurs, les prétendans ne lui manquent pas!

Un peu piqué, le nabot répondit en faisant l'éloge d'Adone.

— Et moi, vieille, je te garantis que, de notre côté, nous avons élevé notre neveu avec le plus grand soin. C'était un démon, dans son enfance. Il ne voulait pas faire œuvre de ses dix doigts, mais il mangeait comme quatre. Figure-toi qu'un jour il m'a mordu! Les marques y sont encore : vois là!... Mais, à force de caresses et de gifles, nous l'avons redressé comme on redresse une branche tordue... Regarde! Il n'est pas très grand, c'est vrai; mais il est très bien proportionné. En somme, un beau garçon! Ses yeux seuls valent le Pérou. S'il avait voulu, il aurait épousé une demoiselle...

— Oui, mon cœur : Mlle Dargenti en personne! riposta la vieille, ironiquement. Comme si les filles millionnaires épousaient des maîtres d'école!... En outre, s'il continue à étudier...

— Comment? A faire quoi? demanda Pirloccia, pris d'inquiétude.

— Il paraît que, s'il étudie encore deux ans, il pourra monter en grade. Puisqu'il n'a pas de poste...

— Le poste, il l'aura! J'ai parlé moi-même au vieux maître, et je lui en ai dit de toutes les couleurs. Je lui ai dit : « Vous devriez avoir honte, à votre âge, de faire la classe à des morveux hauts comme ma botte. Si encore c'était à des vieillards, ça se comprendrait; mais à des mioches grands comme ça!...

— Et qu'est-ce qu'il a répondu? interrogea la vieille, attentive.

— Il se décidera, vous verrez! Il est invité au festin d'aujourd'hui, et peut-être nous y donnera-t-il la bonne nouvelle...

— Plaise à Dieu! Ah! je t'avoue, mon cœur, que j'ai hâte de voir ces enfans mariés!

— Moi aussi!

Pendant ce temps-là, les jeunes gens suivaient de loin la charrette, mal protégés contre le soleil par l'ombrelle rouge de Caterina. Comme toujours, ils plaisantaient et riaient pour la moindre chose. Caterina était délicieuse, avec sa face rougie par la chaleur et par le reflet de l'ombrelle; et Adone la regardait avec passion, la priait d'incliner davantage l'ombrelle en avant, pour que, de la charrette, on ne pût pas apercevoir leurs visages.

— Assez, assez! disait Caterina. On nous voit des champs qui bordent la route.

— Et puis après?... Mais c'est toi qui ne veux plus que je

t'embrasse! Tu es en train de devenir aussi contrariante que ta grand'maman!

— Tais-toi, vilain!

— Vilaine, toi-même!

Et ils s'embrassaient. Pourtant Adone n'avait pas tort, et le fait est que Caterina devenait très prudente. Lui, au contraire, il s'enflammait de jour en jour davantage, comme le soleil en cette saison caniculaire.

Le déjeuner fut gai. Du reste, à Casalino, on n'a jamais vu un festin sans gaieté, sauf les banquets funèbres qui suivent parfois les enterremens.

Comme au repas donné en l'honneur de Davide, il y avait là les personnages les plus notables du pays, de gros propriétaires, des marchands de grain, le forgeron philosophe, le patron de l'auberge et tous les enfans de Pirloccia, y compris Agostino le besson qui, pour la circonstance, avait fait la paix avec sa famille. Peu de femmes. La mère d'Adone, faute de vêtemens, n'avait pas voulu venir, et elle s'était contentée d'envoyer son Francesco. Quant à Tognina, elle ne se faisait remarquer, selon son habitude, ni par l'esprit ni par la grâce. Petite et noiraude, elle trottinait, silencieuse, légère comme une chatte; et, lorsqu'elle se mettait une minute à table, personne ne daignait remarquer la présence de celle qui, pourtant, avec l'aide de tante Elena, avait préparé les plats savoureux, le *bissolan* de pain d'Espagne et l'interminable file de bouteilles pleines, rangées le long du mur.

Les fils de Pirloccia affectaient d'être aimables avec les invités, spécialement avec la grand'maman et avec Caterina. Mais Adone sentait que leurs gentillesses étaient feintes, et il comprenait qu'au fond, si tous ces gens se réjouissaient, c'était parce qu'ils espéraient le voir bientôt sortir de la maison de sa tante.

Assis près de la *Suppèi*, qui avait attaché son bâton au dossier de sa chaise, Pirloccia racontait ses sempiternelles aventures de voyage.

— Une fois, j'étais en Égypte. Car vous saurez qu'il y a un pays qui s'appelle l'Égypte, et ce pays-là n'est pas bien loin d'ici; mais tout y est autrement que chez nous. Eh bien! là-bas, il y a des bêtes féroces, des lions, des ours et un gros poisson armé de dents, qui s'appelle le crocodile...

— C'est un amphibie, remarqua le magister, assis à la place d'honneur, en face de Pirloccia.

— Faites excuse, je vous dis que c'est un poisson ! affirma le nabot. Je l'ai vu de mes propres yeux ! Il vit dans le fleuve et il est de couleur terreuse. Quand il surnage, on dirait un tronc d'arbre. Or l'un de ces poissons s'est approché de notre barque chargée de balais; pour le tenir à distance respectueuse, nous lui lancions de temps en temps un balai, qu'il saisissait avec sa mâchoire et qu'il réduisait en pièces... J'en ai vu un autre qui dévorait une vieille femme avec ses jupes et tout : il n'a laissé d'elle que le collier de corail...

Les convives, saisis d'une feinte horreur, éclatèrent de rire.

A mesure que Tognina replaçait le long du mur les bouteilles vides, la gaieté croissait. Le vieux magister lui-même, ordinairement taciturne et impassible comme le hibou avec lequel il avait une certaine ressemblance, commençait à s'animer. De temps à autre, il s'était levé à demi de sa chaise, le verre en main, et il avait fait signe qu'il avait quelque chose à dire. Mais, soit qu'il n'osât pas prendre la parole, soit qu'il craignît que la mousse rose de son vin ne se dissipât avant qu'il eût fini de parler, il s'était rassis et il avait vidé son verre, que la silencieuse Tognina s'était aussitôt empressée de remplir. Finalement, lorsque toutes les bouteilles de vin eurent été débouchées, il se leva une dernière fois et, d'une voix tremblante :

— Salut au nouvel instituteur ! prononça-t-il solennellement, en étendant la main vers Adone. De même qu'un vieux général renonce aux champs de bataille, après avoir servi avec fidélité sa patrie et son roi,... de même... de même... je me retire et je cède l'épée, ou, si vous préférez, la férule, à celui qui va commander les générations recrutées de fraîche date ! Vive le jeune général ! Vive le roi ! Vive la patrie !

Et il but d'un trait son vin qui n'avait plus de mousse. Pendant que l'on applaudissait à tout rompre, Adone se leva à son tour, s'inclina trois fois, d'un air comique ; mais, dans le fond de son âme, il était ému : car il ne s'attendait pas à ce coup de théâtre. Puis, le verre en main, il s'approcha du vieillard, l'embrassa sur les joues et cria :

— Je bois à la santé du vieux général ! Vive lui ! Vive moi ! Vive toute la compagnie !

Pirloccia se pencha vers la vieille et lui dit à voix basse, triomphant :

— Hein? vous avez entendu?

Et il se leva, lui aussi, monta sur sa chaise, se tourna vers Caterina et clama, d'une voix pleine de malice :

— Moi, je dis : Vivent les fiancés!

— Vivent les fiancés! répondit-on de toutes parts.

Caterina conservait son calme de reine; seulement elle menaça Pirloccia avec sa fourchette. Puis elle regarda la grand'-maman *Suppèi*, et elle vit une chose étrange, presque incroyable : la vieille pleurait de joie!

Après le déjeuner, comme il faisait très chaud, Tognina invita Caterina et la grand'maman à faire la sieste; mais ce n'était qu'un prétexte pour les conduire au premier étage, où elles verraient les courtepointes de soie et les taies d'oreiller ornées de dentelles que, vu la solennité de la circonstance, elle avait disposées sur les lits. Caterina accepta, et Fiorina la mena dans la chambre du défunt oncle. Quant à la vieille, elle voulait à toute force s'en aller, et il fallut insister beaucoup pour l'induire à rester jusqu'au soir. Les enfans se pressaient autour d'elle, la suppliaient de leur dire un conte. Comment résister à ces yeux langoureux, à ces petites têtes penchées de côté, à ces bouches mignonnes qui semblaient implorer une suprême faveur? La vieille fit d'abord semblant de les chasser avec son bâton; mais enfin elle s'attendrit, commença le conte de *Caval Rundello;* et, peu à peu, elle s'excita, se mit debout, accompagna des gestes les plus expressifs sa longue narration. Elle se pénétrait si bien de son rôle de conteuse qu'elle oubliait tout le reste. Les femmes mêmes prêtaient l'oreille; seule Fiorina, ébouriffée et rouge, avait gagné doucement, d'abord le vestibule, puis la cour où Francesco était allé s'asseoir, sitôt le déjeuner fini.

Adone, qui était sorti pour reconduire son prédécesseur un bout de chemin, s'aperçut, en rentrant, que tout le monde écoutait le conte de la vieille Barberina, et il en profita pour monter au premier étage. Le lambrusque fermentait dans son cœur comme il avait fermenté dans son verre, et la nouvelle donnée par le vieux maître causait au jeune homme une sorte d'ivresse. Sans savoir précisément ce qu'il allait faire en cet endroit, il poussa la porte de la chambre habitée jadis par son oncle Giovanni.

Caterina s'était mise à son aise, pour prendre un peu de repos, avait enlevé son corsage et sa jupe, s'était installée dans un fauteuil, en corset et en jupon, près du grand lit où l'oncle était mort; et elle appuyait sa tête sur la couverture de soie verte. A la vue d'Adone, elle se leva brusquement.

— Que veux-tu? lui demanda-t-elle, effarouchée.

— Chut! Il y a dans la chambre voisine un enfant qui dort.

Il referma la porte, s'avança sur la pointe des pieds. Dans la pénombre, le vaste lit verdissait comme une pelouse, et, par contraste, Caterina paraissait plus blanche et plus blonde que de coutume. Adone se troubla davantage encore. Cette femme à la peau nacrée, sur le bord de cette verte couche, ce n'était pas Caterina, c'était la nymphe agreste, la nymphe longuement rêvée par les adolescens. Il s'approcha d'elle.

— Tu as entendu? lui dit-il tout bas, le regard affolé. L'instituteur prend sa retraite, c'est chose certaine!

— Oui. Mais va-t'en! Si on nous trouvait ensemble...

Au lieu de répondre, il lui passa un bras autour de la taille. Tout son être frémissait de passion. Elle tâcha de se dégager.

— Mais es-tu fou! Va-t'en, te dis-je! Va-t'en!... Je t'en conjure, Adone!

— Et qu'importe si on nous trouve ensemble? Ne sommes-nous pas des fiancés, des époux? Ne sommes-nous pas unis à jamais?

— Non, laisse-moi, laisse-moi! répétait-elle, d'une voix tremblante.

— Un baiser, un seul baiser!

Il lui donna sur l'épaule un baiser ardent. Éperdue, elle lui ouvrit les bras. Ils se contemplèrent avec des yeux pleins d'ivresse et d'angoisse, s'étreignirent comme pour se prêter l'un à l'autre un mutuel soutien; et, saisis de vertige, ils s'abandonnèrent au ravissement qui les emportait dans un monde inconnu.

La semaine suivante, Davide arriva par le train du soir. Il ne devait rester que quelques jours à Casalino.

Adone alla au-devant de lui avec la charrette, jusqu'à la gare de Casalmaggiore. La lune, rouge, oblique et ricanante, montait derrière la digue, dans un ciel d'un lilas grisâtre; et Adone, tout

en fouettant le petit cheval, se disait à lui-même : « Comment vais-je le retrouver? A-t-il changé beaucoup? »

Le fait est que, lorsqu'il vit le voyageur descendre du wagon, il eut peine à le reconnaître. Davide était maintenant un homme; il avait coupé ses longs cheveux et il portait toute sa barbe : une barbe taillée en carré, si noire qu'on l'aurait crue teinte. Avec son nez d'oiseau de proie et ses yeux métalliques, agrandis par un cerne plombé, il avait une apparence lugubre. Adone se souvint des bavardages de Carissima, ce qui ne l'empêcha pas d'embrasser Davide sans la moindre crainte.

Lorsqu'ils furent installés dans la charrette, Davide s'enveloppa dans son manteau jusqu'aux oreilles et dit :

— Va doucement! Est-ce que nous passerons sur la digue? L'air n'est-il pas trop humide?

— Trop humide? J'ai terriblement chaud, moi! repartit Adone, en riant.

Mais soudain il devint triste, n'osa pas demander à Davide des nouvelles de sa fiancée : il songeait que la véritable fiancée de ce malheureux, c'était la mort! Ce fut Davide qui se mit à parler spontanément de son prochain mariage. Il paraissait très fier de la richesse de sa future, et il s'informa de ce qu'on en disait à Casalino.

— On ne s'entretient que de cela! répondit Adone, qui crut faire œuvre pie en flattant la vanité de son compagnon.

En ce moment, la lune, haute et jaune, voguait au-dessus des bois de la rive, illuminant le fleuve bleuâtre; et, à gauche de la digue, au-dessus des vapeurs argentées qui s'élevaient comme une muraille construite par d'invisibles géans, quelques étoiles glauques scintillaient. « Oui, songeait Adone, il est malade, c'est évident. Il mourra bientôt, et il le sait! » Il s'imaginait que ce qu'il conduisait dans sa charrette cahotante, c'était un de ces revenans auxquels croyait Caterina. Mais n'était-ce pas une raison de plus pour que Davide lui inspirât du respect et pour que chaque parole prononcée par ce fantôme lui semblât pleine de significations profondes?

Cependant l'autre causait de choses fort banales. Faisait-il chaud à Casalino? Les nuits étaient-elles déjà fraîches? Quels étrangers y avait-il au village? La marquise était-elle arrivée?

— Oui, elle est arrivée. Je l'ai vue l'autre jour qui entrait à l'église.

— Et sa nièce?

— Je l'ai vue aussi. Elle accompagnait sa grand'mère. Elle était habillée tout de blanc : une mouche dans du lait!

— Et tu ne me dis rien de toi-même? Quand te marieras-tu, Adone? Ta fiancée est-elle jolie?

— Charmante! répondit-il avec orgueil.

Il brûlait d'envie de raconter à Davide, comme à un frère aîné, tous ses rêves et toutes ses espérances, de lui faire part aussi de ses inquiétudes et de lui demander aide et conseil. Il ajouta, presque à voix basse :

— Peut-être a-t-elle moins d'intelligence que de beauté; mais elle n'est pas sotte non plus. Ce qu'il y a de certain, c'est qu'elle fera ce que je voudrai. Elle a déjà consenti à ne pas se marier à l'église...

— Tu lui as proposé une chose pareille! interrompit Davide, stupéfait. Et elle a consenti? A-t-elle au moins conscience de ce qu'elle t'accorde? Comprend-elle ce que tu veux qu'elle fasse?

— Je l'espère. Dans tous les cas, elle consent.

— Par amour, sans doute!

Adone sentit que l'autre avait raison. Néanmoins, il demanda encore :

— M'approuves-tu?

— Que puis-je te dire, mon cher? Il faudrait connaître la jeune fille. A-t-elle des sentimens religieux?

— Elle est même un peu superstitieuse.

— A merveille! Et tu dis que tu l'aimes réellement?... Mais toi, du moins, comprends-tu bien ce que tu fais?

— Certes oui! Je l'aime et elle m'aime. Nous avons toujours vécu ensemble, dans la pauvreté et dans le malheur; nous sommes unis par des liens plus forts que l'amour. Même si je la haïssais, je ne l'abandonnerais pas!

— Ça, ce n'est pas le principe de l'union libre.

— Mais c'est le principe de la justice! Je considère Caterina comme une sœur. Elle a été ma compagne dans mes jours de détresse; elle m'a aimé lorsque personne ne m'aimait. Nous avons été frère et sœur avant d'être amans. Je serais tenté de dire qu'elle est ma conscience!

— Prends garde de ne pas être aussi sa victime : on est parfois la victime de sa conscience! déclara sentencieusement Davide. Puisque je ne connais pas la jeune fille, je ne puis

pas te dire si tu as bien fait de lui demander ce sacrifice. Lorsqu'une femme n'est pas encore suffisamment affranchie, le mieux est de respecter ses préjugés. On n'arrache pas les feuilles d'une plante qui a déjà des fruits.

— Au contraire ! riposta Adone. On arrache les feuilles, pour que les fruits mûrissent au soleil...

Mais il se repentit aussitôt de cette réponse : ce qu'il voulait, ce n'était pas discuter avec Davide, c'était obtenir de lui un avis.

— Tu crois donc, reprit-il, que j'ai eu tort? Il serait peut-être encore temps de réparer...

— Non, non ! Il ne faut jamais revenir sur ce que l'on a fait. Elle perdrait le respect qu'elle doit avoir pour toi. Le remède serait pire que le mal..

Ils étaient arrivés devant la maison, et la figure noire de l'allumettière se détachait sur la route blanche.

Les jours suivans, Adone revit plusieurs fois Davide. Ils firent ensemble de longues promenades sur la digue, allèrent ensemble à la pêche. Mais le jeune instituteur n'avait plus autant de confiance dans son aîné. Celui-ci, pourvu d'un bon poste, ne pensait pas du tout à mourir, et il s'accommodait fort bien de sa nouvelle situation. « Qui sait même, se disait Adone, si la fortune de sa future n'a pas été pour quelque chose dans ses projets de mariage? »

XV

Depuis son retour, Adone projetait de jouer la comédie devant le public inculte de Casalino. Les représentations dramatiques y ont toujours beaucoup de succès en août et dans les premiers jours de septembre. A cette époque de l'année, la population est en gaîté, et un vent de folie passe sur le pays ; on finit de vider les futailles et les bouteilles, pour faire de la place au vin nouveau ; les marchands de raisin et les marchands de balais n'ont pas encore entrepris leur tournée annuelle, et les grainetiers, les maquignons arrivent de la Croatie : — tous gens qui aiment le spectacle comme les filles aiment la danse !

Adone se croyait une aptitude spéciale pour le théâtre. D'autres amateurs offraient leur concours avec un héroïque empressement. Le plus difficile était de trouver un local.

— Nous espérons que la marquise nous prêtera l'ancienne écurie du palais Dargenti, disait Adone à Caterina.

Mais Caterina, jalouse, n'approuvait pas cette idée de jouer la comédie.

— Les soirs de représentation, tu ne pourras plus venir me voir... Et puis, les filles te regarderont.

— Le beau malheur! répondait-il. D'ailleurs, tu assisteras aux représentations.

— Grand'maman ne me le permettra pas.

— Oh! cette grand'maman! Elle me met dans des rages!... Mais j'irai te prendre en cachette.

— Non, non, mon bel ami! repartait Caterina avec calme.

— L'an passé, tu serais venue.

— L'an passé, j'étais une sotte.

— Tu me plaisais davantage.

— Ne dis donc pas de mensonges, mon bel ami!

Malgré les objections de Caterina, les représentations commencèrent à la mi-août. L'orchestre se composait d'un vieux montreur de marionnettes qui, pendant les entractes, jouait de l'accordéon. Candido, le peintre en bâtimens, faisait le comique. Céleste, la normalienne, était la *prima donna* la plus endiablée et la plus sémillante que l'on pût rêver. Par amour de l'art, Adone consentait quelquefois à se charger du rôle de *seconda donna*, et Céleste le récompensait en l'embrassant sur la scène, parfois même dans les coulisses. Il ne s'y opposait pas, mais il aurait été beaucoup plus heureux de cette faveur le mois précédent. D'ores et déjà, il considérait Caterina comme son épouse légitime, et il était décidé à lui être fidèle.

Au début, les représentations eurent peu de succès. Le directeur de la troupe, épave d'un théâtre de quatrième ordre, voulut à toute force donner *la Croix d'or* et *les Deux Sergens*, drames qui avaient été ses grands chevaux de bataille dans la carrière où il avait misérablement échoué. Le public s'ennuya. Mais, un jour, comme la compagnie délibérait sur l'œuvre nouvelle à représenter, et comme Adone proposait la *Mort civile*, Candido se leva et, ôtant son bonnet :

— Permettez-moi, dit-il, de vous soumettre mon opinion. Il existe une comédie très divertissante, dont je ne me rappelle plus le titre, mais que j'ai vu jouer dans mon enfance, à

Mezzano. Dans cette comédie-là, il y a un personnage qui entre en scène, l'épée nue, et qui crie d'une voix de stentor :

Avec cette épée au poing,
Je parie un paolo (1)
De couper la tête à Golo...

— Si tu ne te rappelles plus le titre, nous sommes bien avancés! fit Adone.

Candido mordilla son bonnet.

— Attends !... Il y avait un vilain bonhomme qui tourmentait tout le monde !... C'était à mourir de rire !

Sur ce, l'ex-comique intervint et prononça du bout des lèvres, avec mépris :

— Cette pièce, c'est le *Tyran de Padoue!*

Adone se rendit à Viadana, y acheta la brochure; et, pour le dédommager de sa peine, on lui donna un rôle à effet : celui du personnage qui entre en scène l'épée nue. Il apparut donc devant le public avec une énorme rapière, si longue qu'il avait l'air de porter une croix processionnelle. Dès lors, le succès fut assuré.

Un soir des premiers jours de septembre, Adone alla chercher Caterina, pour la conduire au théâtre avec quelques-unes de ses amies. Il ne fut pas facile d'obtenir la permission; mais enfin, la vieille *Suppèi* se laissa convaincre, non sans avoir d'abord fait promettre solennellement aux autres jeunes filles de ne pas quitter une seule minute les deux amoureux.

Cette promesse n'empêcha pas que, sitôt la bande engagée dans la ruelle, les amoureux ne demeurassent en arrière, tandis que les amies prenaient les devans. Ce soir-là, Adone était préoccupé, presque triste.

— Laisse-les aller! dit-il à Caterina qui riait et qui rappelait ses compagnes. Il faut que je te parle...

Elle tressaillit.

— J'ai causé avec ma tante, ajouta-t-il. Le vieil instituteur et moi, nous sommes d'accord : il ne renoncera à son poste qu'après que j'aurai terminé mes études. De cette manière-là, je serai toujours sûr d'avoir, dans deux ans, le poste de Casalino, si je ne peux pas obtenir mieux.

(1) Ancienne monnaie d'argent qui valait 0 fr. 55.

— Et qu'est-ce qu'a dit Tognina ?

— Elle a dit que je suis fou et qu'elle n'aura pas le moyen de m'envoyer un centime... Peut-être aurait-il été préférable que je me fisse nommer tout de suite à ce poste. Je suis las de vivre aux crochets des autres.

— Mais tu ne vivras pas aux crochets des autres ! Je t'ai déjà dit que, si c'est nécessaire, nous vendrons la maison...

— Ne dis donc pas de sottises !... Je travaillerai, je vivrai de peu. Et Pirloccia n'en continuera pas moins de répéter que je suis un fainéant !

Lorsqu'ils eurent atteint la digue, Adone lui prit le bras et se serra contre elle. Il aurait voulu qu'elle ne dît plus rien et qu'elle le laissât goûter en silence la douceur de leur première promenade nocturne ; il aurait voulu oublier les vulgarités de la vie, la misère morale du milieu où il végétait, les images du passé, qui lui remontaient du cœur avec amertume.

Ils arrivèrent en retard. On entendait déjà les notes mélancoliques du joueur d'accordéon qui faisait le tour du village en écorchant un air de danse, pour appeler les spectateurs au théâtre, et Golo attendait impatiemment sur la pelouse celui qui devait le tuer. Golo, c'était Candido, vêtu de rouge et de noir comme un diable, et coiffé de son bonnet de papier, pour ne pas salir le casque de carton dont il était si fier sur la scène.

— Dépêche-toi, dépêche-toi ! se mit-il à crier, en apercevant Adone.

— Quoi donc ? Est-ce qu'il y a le feu au théâtre ? demanda Caterina.

— Mieux que ça ! Il y a un monde fou ! Cours t'habiller, Adone ! Moi, je m'occuperai de trouver des places pour ces demoiselles.

Le théâtre avait deux entrées : une grande, sur la route, et une petite, sur la pelouse. La petite était réservée aux artistes, tandis que la grande, gardée par un distributeur de billets assis derrière une table, était pour le public. La salle, — cette ancienne écurie gracieusement accordée à la troupe par la marquise, — avait sur ses murs délabrés de bizarres décorations : des pampres, des rubans, des guirlandes de papier doré. Cinq ou six lampes à pétrole éclairaient un amas confus de figures et d'objets ; de grandes ombres s'agitaient au plafond, et, à l'extrémité de la salle, le rideau de toile grossière ressemblait à

une voile latine ondulant sous la brise. Tandis que Golo installait ces demoiselles à leurs places, Adone se hâta d'entrer dans une petite remise qui servait de loge commune aux artistes. Mlle Céleste finissait de s'y habiller derrière un drap tendu en guise de paravent.

— Monsieur Adone, lui cria-t-elle, venez vite ! J'ai une nouvelle à vous apprendre.

Et, montant sur une chaise, elle fit voir par-dessus le drap son front et ses yeux espiègles.

— Oui, oui, je sais une grande nouvelle ! Venez de ce côté-ci ! Je ne veux la dire qu'à vous !... Ce soir...

— Eh bien, parlez donc !

— Non ! Venez ici ! Venez tout de suite !

Adone, à demi vêtu, passa dans la loge mobile de la *prima donna*. Elle sauta lestement à bas de sa chaise et lui chuchota dans l'oreille :

— Ce soir, la marquise et Maddalena Dargenti assisteront à la représentation !

Et, ce disant, elle lui appliqua un gros baiser. Adone rougit de surprise et d'allégresse ; il rendit le baiser à la normalienne, l'entraîna par la main hors de la loge mobile ; puis, s'inclinant devant un groupe de comédiens :

— Membres de cette illustre compagnie, proclama-t-il, je vous annonce que nous aurons ce soir de nobles spectateurs. Le sort de notre théâtre est assuré !

Les nobles spectateurs se faisaient attendre et le public commençait à s'impatienter, lorsque, sous le cintre de la grande porte, deux silhouettes se dessinèrent : celle d'une grosse dame vêtue de noir, avec une face rouge et joufflue, des cheveux blancs, des lunettes d'or, et celle d'une jeune fille, frêle, blanche, vaporeuse, qui avait au cou un collier de perles et dont les cheveux noirs, partagés sur le front et bouffant légèrement aux tempes, encadraient un visage délicat et sévère, d'une pâleur mate. Soudain tous les chapeaux de feutre, toutes les têtes brunes et blondes se retournèrent vers la porte, et, brusquement, le silence s'établit. Adone, l'œil au trou du rideau, vit le distributeur de billets conduire les deux dames au premier rang des places réservées. On entendit des craquemens de banquettes, un murmure confus de personnes qui se levaient, et l'acordéon attaqua

la *Marche royale*, comme à l'entrée d'une reine. La dame aux lunettes s'avançait de son pas lourd, la poitrine en avant, capable, semblait-il, de s'ouvrir un passage à travers la multitude la plus compacte. La jeune fille, au contraire, marchait sur la pointe des pieds, et on aurait cru qu'elle allait s'envoler comme un papillon.

— La marquise n'est pas venue! dit Adone, désappointé.

— Allons, allons! repartit Céleste. Console-toi : la petite est là pour te voir!

Ce fut pendant cette mémorable représentation, demeurée célèbre dans le pays, que Golo, ayant le trac, déclama :

— Je m'avance, le casque en tête et le *cimetière* au poing...

A cette étrange nouvelle, il y eut des exclamations, des éclats de rire, des trépignemens, des applaudissemens frénétiques. Adone, inquiet, regarda Maddalena Dargenti. Elle riait, mais à peine; et elle était très jolie, avec ses fossettes aux joues, avec ses lèvres entr'ouvertes qui laissaient voir des dents admirables. Elle aussi, elle le regarda. Leurs regards se croisèrent. D'habitude mi-clos, les yeux de la jeune fille s'ouvrirent tout grands, fixés sur lui. Et il éprouva une sorte de vertige. Ces yeux-là, ne les avait-il pas déjà rencontrés dans un pays lointain, dans une vie antérieure, dans un rêve de tendresse et de volupté?

Après la représentation, il ramena Caterina et ses amies à Casale. Caterina se montra très jalouse de la *prima donna*.

— Elle t'embrassait tout de bon, cette effrontée!

— Quel mal y avait-il? Sur la scène, tout est permis aux artistes. Sans cela, est-ce qu'on pourrait jouer?

— Mais elle n'embrassait pas les autres! Elle n'embrassait pas même son mari!

— Naturellement. Elle ne pouvait pas le souffrir, et c'était moi qu'elle aimait.

— Ah! c'était toi qu'elle aimait?... Eh bien, qu'elle y prenne garde : je lui casserai la tête à coups de galoche!

— Quels instincts féroces tu as, ce soir!

— C'est que tu m'appartiens! affirma-t-elle en lui serrant le bras avec passion. Tu es à moi! Tu n'es pas aux autres!

— Ne crains rien, ne crains rien! répondit-il, ironique et maussade. Personne ne songe à me prendre!

— Si fait! Elles te regardent toutes!... Oui, elles te regar-

dent, parce que tu es beau! Maddalena Dargenti elle-même te regardait!... Mais celle-là, elle est trop laide...

— Non. Elle est belle quand elle rit, et ses yeux ressemblent alors à ceux d'Andromaca...

Un peu plus tard, lorsqu'il revint seul de Casale à Casalino, le souvenir de ces yeux longs et caressans, qui s'étaient plus d'une fois plongés dans les siens, l'accompagna sur la digue où il cheminait entre la splendeur du fleuve et la splendeur du ciel au clair de la lune. Il pensait à *elle* comme il n'avait jamais pensé à aucune autre femme. Il n'osait pas la nommer par son nom : elle était pour lui le mystère d'un monde inconnu, le symbole de tout ce qui est inaccessible. Il avait perdu la mémoire de ce qu'il était lui-même; il se croyait devenu un autre homme. En imagination, il avait dépouillé ses vêtemens de tous les jours et il avait endossé un costume extraordinaire, plus brillant et plus léger que sa défroque de théâtre; il s'était métamorphosé en un de ces personnages fantastiques dont, tous tant que nous sommes, nous avons joué le rôle, un beau soir : — personnage qui se hâte sans savoir où il va, qui chemine sans toucher le sol, qui déclame sans paroles, sur la scène magique d'un paysage lunaire, un drame auquel les étoiles seules comprennent quelque chose!

Il s'arrêta devant la grille du château Dargenti. Les ombres des peupliers s'allongeaient sur la pelouse, blanche de lune; l'édifice, d'un jaune pâle, avec ses corniches, ses balcons et sa terrasse, se détachait comme une peinture sur le champ sombre des arbres, et un parfum d'herbes et de géraniums émanait du jardin. Tout était comme à l'époque lointaine où, petit écolier, Adone se suspendait aux barreaux de la grille, pour plonger des regards curieux dans l'ombre du parc. Le parc venait de retrouver pour lui son mystère, et même un mystère plus profond et plus enchanteur que celui d'autrefois.

XVI

Le lendemain, au réveil, il tâcha instinctivement de ressaisir son rêve, comme l'enfant qui, ayant un jouet nouveau, le cherche, dès qu'il rouvre les yeux ; mais, pendant la nuit, quelqu'un a emporté le jouet.

Dans la pénombre du grenier, les yeux de Maddalena ne

reparurent point : ce lieu n'était pas digne d'elle! Au premier moment, Adone fut humilié de se revoir là; mais il recouvra bientôt son orgueil. Davide n'était-il pas fiancé à une personne plus belle et plus riche que Mlle Dargenti? En ce monde, il n'y a rien d'impossible!

Une minute après, il se fâcha contre lui-même et il eut honte de ses rêveries, en réfléchissant que Caterina ne coquetait jamais avec personne. Non, il n'avait plus le droit d'agir à la légère, puisqu'il appartenait à Caterina!

Toutefois, l'idée d'appartenir à Caterina choqua son amour-propre, et, de plus en plus mécontent, il alla se mirer dans sa petite glace. Était-il beau garçon?... Non, il ne se trouvait pas beau... Et pourtant, lorsqu'il souriait... Il sourit à son image, vit ses dents fines, se rappela la plaisanterie de l'oncle Giovanni, qui les comparait à des grains de riz oubliés dans la bouche. Il ne sourit plus, se regarda encore; et il se dit à lui-même : « Eh bien! vrai, tu n'es pas beau! »

Plus tard, tandis qu'il flânait devant la porte du théâtre, il vit la marquise et Maddalena qui traversaient la pelouse; et, pour la première fois, il remarqua qu'*elle* était maigre, sans formes, raide d'allure comme sa grand'mère. Avec sa robe un peu courte, ses cheveux noués sur la nuque, ses bras grêles, sa poitrine plate, elle n'était qu'une fillette à l'âge ingrat. Désormais Adone se piquait d'être bon connaisseur en fait de beauté féminine. Il avait une si belle maîtresse!... Une maîtresse!... Oui, et il était fier d'en avoir une, et il était reconnaissant à Caterina d'avoir consenti à lui donner ce bonheur secret, en attendant le moment de devenir sa fidèle épouse.

Maddalena et la marquise gravirent les marches et pénétrèrent dans l'église. Il s'attrista sur Maddalena. Davide lui avait dit qu'elle était un peu bizarre, comme tous les Dargenti, qu'elle n'allait à l'église que pour complaire à sa grand'mère, que sa grand'mère n'avait pas confiance en elle, et qu'elle, de son côté, aimait peu sa grand'mère. Mais ces renseignemens étaient-ils exacts? « Du reste, que m'importe? » conclut le jeune homme.

Ce soir-là, il n'y avait pas de représentation, et il était encore trop tôt pour aller chez Caterina. Adone entra donc au théâtre, rangea quelques objets, puis revint devant la porte des artistes. Il vit passer à bicyclette, sur la pelouse, un gros garçon blond, qui mit pied à terre près de la grille. C'était probablement un

des visiteurs habituels de la marquise; il devait être invité à dîner au château, et, ce soir-là, Maddelena minauderait avec lui!

Jusfin ouvrit la grille, et il annonça sans doute au visiteur que ces dames étaient à l'église: car le gros garçon confia sa bicyclette à l'ancien chasseur et se dirigea vers le portail. Adone le suivit du regard. Ce jeune homme, avec son visage rubicond, ses moustaches en croc, ses yeux voilés par des paupières un peu lourdes, se donnait des airs d'homme en bonne fortune, de conquérant. Et Adone eut un accès de mauvaise humeur, éprouva un malaise qu'il n'avait jamais éprouvé jusqu'alors. Était-il donc jaloux de cet inconnu?

Ensuite il alla chez Caterina, où il rit et bavarda plus que de coutume; et, comme elle s'amusait à imiter avec une perfection surprenante la voix et les gestes des personnages du *Tyran de Padoue*, il dit à la vieille:

— Grand'maman, vous devriez lui permettre de jouer la comédie. Vous voyez comme elle s'en tire bien!

Mais la *Suppèi* hocha la tête et marmotta d'inintelligibles paroles.

— Permettez-lui au moins de venir à la représentation, insista-t-il. Demain, ce sera encore plus beau que les jours précédens : nous aurons la fanfare, et il est possible que Mlle Dargenti soit là...

Mais tout de suite, il eut peur d'avoir trahi son secret désir de revoir cette demoiselle, et, pour donner le change, il ajouta :

— Nous aurons aussi des dames de Cicognara et de Casal-Belloto...

— Je mettrai ma belle robe bleu de ciel! dit Caterina.

— Non, mon cœur, protesta la vieille. Ce n'est pas tous les jours fête!

Caterina répliqua avec vivacité, et la *Suppèi* la menaça d'une gifle. Alors Adone, pour rétablir la paix, dit en plaisantant qu'il viendrait prendre Caterina en cachette, pendant que la grand'maman dormirait.

— Tu sais, mon cœur, je dors les yeux ouverts, moi! se vanta l'aïeule. Quand tu agis mal, je le sais; quand tu agis bien, je le sais pareillement. Mon âme rôde autour de toi comme l'esprit follet.

— Mon Dieu, vous me faites peur! s'écria-t-il en éclatant de rire.

— Oui, oui! expliqua-t-elle en levant son bâton. Quand nous agissons mal, il y a sûrement un esprit follet qui rôde autour de nous; et cet esprit follet, mon cœur, c'est notre conscience, c'est notre belle petite conscience!

Et elle ôta son chapeau, comme pour saluer l'esprit invisible.

Quelques jours passèrent. Adone, si persuadé qu'il fût que les yeux sont faits pour voir, n'en hésitait pas moins à lever les siens vers Maddalena, quand il la rencontrait sur la pelouse de l'église ou quand il la voyait dans le carrosse antique de sa grand'mère. Du reste, elle non plus, elle ne le regardait pas. Cette demoiselle semblait ne regarder personne, ne voir personne; c'était Mme Maria, l'institutrice, qui regardait et qui saluait pour le compte de la marquise et de l'élève.

Un soir, la dédaigneuse jouvencelle reparut au théâtre. Elle était accompagnée de deux messieurs et d'une jeune fille, hôtes du château. Tous les quatre étaient vêtus de blanc; et le théâtre prit un autre aspect, devint plus riant, plus lumineux, dès que ce groupe élégant et parfumé en eut franchi le seuil. Les artistes aussi eurent plus d'entrain. Seul Adone joua mal, comme par l'effet d'un secret dépit. Ce soir-là, sa mère assistait au spectacle avec Eva et avec Reno, dont les yeux grisâtres et sauvages ne quittaient pas un instant le grand frère. Or Adone n'avait certes pas honte de sa famille; mais la présence de cette pauvre mère et de ce malheureux petit frère lui rappelait nécessairement l'humilité de sa condition et la tristesse de son existence.

Il se disait: « Il est temps que cela finisse! Pourquoi m'abaisser à ce rôle de baladin? Suis-je donc tenu de divertir ces nobles spectateurs? Je me moque bien d'eux! » Il n'accordait pas un seul coup d'œil au parterre. Quand Céleste parut en scène, avec sa magnifique chevelure dénouée sur les épaules, avec son visage artistement maquillé, il résolut de lui témoigner beaucoup de passion; mais il remarqua tout de suite que la fille du tyran de Padoue attirait les regards des « nobles spectateurs, » et qu'à son tour elle ne dédaignait pas de regarder l'un d'eux avec une évidente complaisance. Alors, entraîné par ce bon exemple, Adone se mit à regarder Mlle Dargenti.

Elle avait les paupières baissées, l'air distrait. Mais, subitement, comme attirés par une lueur lointaine, les yeux longs et enjôleurs se dilatèrent et allèrent à la rencontre du regard qui

les cherchait. Adone crut défaillir, tant l'éclair de ces yeux avait été perçant. Il ferma les siens, les rouvrit, regarda d'un autre côté; mais toujours et partout il revoyait les yeux suiveurs de Maddalena. Et lorsque, sous l'influence de ces magnétiques prunelles, il la regarda de nouveau, de nouveau elle répondit à son regard charmé.

Il l'aperçut encore le lendemain. Presque tous les jours, elle allait voir la vieille sœur du curé. Mais, quoiqu'elle fût seule au milieu de la pelouse, il n'osa plus arrêter son regard sur elle. Une sorte d'obsession le tourmentait, faite de remords, de crainte et de désir.

Il se croyait aimé de Maddalena, mais il ne s'en réjouissait point. Il éprouvait une grande pitié pour elle. Il se disait: « Ne sait-elle pas que je suis engagé avec une autre? Ne sait-elle pas qu'il m'est interdit de lui faire la cour, même par simple passe-temps? Qu'elle réserve donc ses coquetteries pour les gens de son monde! Moi, je ne suis pas de sa race; et, si elle est capricieuse, ce n'est pas une raison pour que je sois capricieux! »

A certaines minutes, il s'imaginait que, si Maddalena l'avait regardé, c'était précisément par goût des contrastes : elle riche et lui pauvre, elle noble et lui plébéien. « Ah! toutes les femmes sont romanesques, surtout à l'âge de Maddalena! Elles aiment les situations extraordinaires, les aventures sentimentales. » L'opinion qu'il se faisait d'elle changeait d'un instant à l'autre; tantôt il la considérait comme une fillette naïve; tantôt il la soupçonnait d'être un peu détraquée, comme tous les Dargenti. « Oui, elle ne le regardait que par caprice, pour se divertir! » Cette pensée mortifiait Adone; mais il se complaisait à sa souffrance, et il aimait à y voir une punition des velléités qu'il avait eues d'être infidèle à Caterina.

Déjà les nuits fraîchissaient, et, parfois, en revenant du rendez-vous qu'il donnait chaque soir à sa fiancée, il était enveloppé d'une brume indécise et transparente à travers laquelle on apercevait encore les étoiles. Des vapeurs grisâtres flottaient sur le fleuve, sur les champs; et il s'imaginait marcher, non sur la digue, mais sur un pont qui aurait traversé un immense étang circulaire; et il lui semblait qu'à chaque extrémité de ce pont surgissaient deux fantômes, qui l'attiraient l'un et l'autre

avec une force magique; et il allait de l'un à l'autre comme une navette, tissant la toile grise de son inutile jeunesse...

Un beau jour, Maddalena partit avec sa grand'mère; et, aussitôt après, il ouït dire qu'elle était promise à un riche propriétaire de Casalmaggiore, ce blond qui avait naguère éveillé en lui une jalousie instinctive. Il n'en ressentit ni joie, ni douleur. Il était certain que Maddalena se marierait sans amour, et il avait compassion d'elle; mais pourtant, il se mêlait à cette compassion une vague rancune. Le futur en question n'était pas noble, n'était pas même beau garçon. « Mais que voulez-vous? se disait Adone. Les temps sont durs, même pour les demoiselles nobles et riches. Combien n'y en a-t-il pas qui restent vieilles filles? Les jeunes gens de l'aristocratie préfèrent conserver leur liberté, s'en aller à Paris, à Montecarlo ou en Amérique, pour faire la chasse aux millions. Souvent les jeunes filles nobles sont réduites à se contenter de propriétaires sans titres, et on en voit même qui épousent des industriels parvenus, des professeurs, de simples fonctionnaires!... D'ailleurs, leurs maris ne font pas une aussi bonne affaire qu'ils le croient: ils deviennent esclaves, sont contraints de s'assujettir aux lubies de leurs femmes. Assurément ce gros blondasse est convaincu qu'en épousant Maddalena il fait une excellente acquisition. Libre à lui de priser cet objet de luxe; il aura le temps de déchanter. Elle ne l'aimera pas: il est trop corpulent, trop rubicond pour elle. Une jeune femme ne peut pas embrasser avec amour un homme gras. Pauvre Maddalena! Sans nul doute, le mariage a été combiné par l'aïeule, cette vieille marquise haute comme une perche, et qui, à quatre-vingts ans, a encore la prétention de marcher et de s'habiller comme une jeune fille. Ah! oui, pauvre Maddalena! »

Mais, un instant après, il se traitait de nigaud, d'imbécile. « Je suis plus naïf qu'un bambin de dix ans! Parce qu'elle m'a regardé deux ou trois fois, me voilà devenu fou! Je rôde autour du parc, comme au temps où je croyais qu'il était plein de choses fantastiques! Ah, l'homme est vraiment trop stupide!... Et nous prétendons réformer le monde, nous qui, pour un regard de femme, oublions nos devoirs et nos principes, nous qui ne savons vivre que pendus à des jupes! Réformons-nous, d'abord; arrachons-nous du terrain pourri où nous avons pris racine; dépouillons-nous de notre peau de bête! »

Après quoi, s'apercevant qu'il s'indignait tout de bon, il souriait de lui-même. Il se rappelait qu'il n'avait jamais prétendu être un réformateur et moins encore un juge impitoyable des faiblesses humaines. Il s'était toujours contenté de rêver un monde nouveau, dont les lois seraient fondées sur la justice et sur l'amour; et ce qui maintenant le rendait presque féroce, c'était qu'une jeune fille riche lui avait fait les doux yeux!

L'avant-veille de son départ, il se rendit à Casale, et il trouva la vieille *Suppèi* seule dans sa maison.

— Où est Caterina? Pourquoi est-elle sortie? Pourquoi ne m'a-t-elle pas attendu?

— Le livre du pourquoi n'est pas encore écrit! répondit la vieille avec sa brusquerie habituelle. Montons plutôt dans la chambre à coucher; je te montrerai une jolie chose.

Il s'en fut avec elle dans la vaste pièce où l'on voyait, au-dessus de la petite fenêtre, plusieurs nids d'hirondelles semblables à des excroissances de bois grisâtre. La vieille ouvrit la commode, fureta dans les tiroirs. Une petite toux sifflante, mêlée à des râles, sortait de sa gorge avec un flot de paroles sans suite. Depuis quelques jours, elle se lamentait au souvenir d'une bronchite qu'elle avait eue dix ans auparavant, et elle croyait ressentir de nouveau les symptômes de ce mal.

— J'ai lutté avec l'ennemi, alors; mais il est resté là, en catimini. L'entends-tu, mon cœur? (Et elle frappait légèrement sa poitrine avec la pomme de sa canne.) Mon tour est venu, à présent: un de ces matins, la *Suppèi* tombera par terre avec son chapeau, son bâton et sa pipe, comme une marionnette morte!... L'heure vient pour tous, mon cœur, même pour le curé doyen, même pour les bébés qui sont encore à naître! Finies, les histoires! Et que reste-t-il de nous, ensuite? Les bonnes œuvres!

— Laissez donc là vos idées noires, repartit Adone. Vous vivrez plus longtemps que nous! Mais où est cette jolie chose que vous vouliez me montrer?

— La voici, la voici! répondit-elle, en continuant à ouvrir et à refermer des tiroirs d'où s'exhalait une forte odeur de tabac. Tu veux accompagner Caterina à la promenade? Eh bien! moi, je te demande: « L'accompagneras-tu toujours? » L'homme, hélas! est souvent plus dur qu'un morceau de bois. Le bâton

n'abandonne jamais celui qui a besoin de lui; mais l'homme... l'homme change d'idée comme de jaquette!

Et, ce disant, elle regardait la jaquette étroite et longue du fiancé.

— Qu'est-ce que vous avez aujourd'hui, grand'maman? dit-il, en s'approchant de la fenêtre pour épier le retour de Caterina. Voyons, un peu de gaieté! Si je pars demain, je reviendrai plus tard. Et alors nous aurons un poste, et alors nous nous marierons, et alors nous ne grognerons plus!

— Mais nous pourrions aussi nous marier tout de suite, mon cœur! repartit la vieille en fouillant toujours dans la commode. Le poste viendra en son temps!

Finalement, d'un signe de tête, elle l'appela près d'elle et elle lui montra une petite boîte où il y avait de nombreuses pièces d'or.

— Tout ça est à Caterina, tu sais! Ses épargnes! Une vraie fourmi, cette fille! Elle travaille, travaille, et elle s'est ramassé un petit magot. Eh bien! mon cœur, puisque ta tante ne veut pas te venir en aide, prends-la, cette boîte... Prends-la donc! Est-ce que tu as les mains paralysées?... Si tu refuses, Caterina ne sera pas contente.

Il regardait, troublé par une sorte de vertige, ne sachant s'il devait rire ou pleurer. La vieille toussait, l'œil sur les pièces d'or. Adone comprenait la défiance, la générosité, la simplicité de cette femme ; et il ne savait quoi répondre.

— Nous en reparlerons, grand'maman ! Nous en reparlerons!

Elle replaça le coffret, saisit Adone par le coude, et, le fixant de ses petits yeux bleus, veinés de rouge :

— Ne refuse pas! lui enjoignit-elle. Si tu refuses, tu fais un grand chagrin à Caterina. Tu crois la connaître, cette petite, mais tu te trompes. Elle a le corps robuste, mais elle a le cœur sensible... Rappelle-toi ce que te dit la vieille ! Les vieux, même tombés en enfance, en savent parfois plus long que les jeunes, même instituteurs!

Malgré cette preuve de bonté humaine, Adone fut triste jusqu'à l'heure du départ. En automne, l'homme devient sentimental, n'eût-il que vingt ans. Le brouillard s'épaississait sur la digue; les arbres et les buissons dressaient parmi les vapeurs du couchant leurs frondaisons jaunies, telles des flammes loin-

taines; les feuilles tombaient, noircissaient comme de l'or faux, et les illusions faisaient comme les feuilles. « Somme toute, pensait Adone, debout près de la petite porte du théâtre où il attendait Jusfin pour lui rendre la clef de l'écurie, l'homme n'est-il pas comparable à une plante? Né souvent par hasard, dans un sol ingrat, il se couvre de feuilles, fleurit et produit selon la culture qu'on lui donne. Si personne ne le cultive, il reste sauvage; et alors ses fleurs peuvent être belles, mais ses fruits sont amers. » Inutile d'ajouter qu'il se comparait à l'arbre sauvage.

L'ex-chasseur parut, grand et encore vigoureux. C'était un arbre qui conservait bien ses feuilles, malgré l'automne avancé.

— Regardez partout, lui dit Adone. Constatez que nous n'avons commis aucun dégât!

Jusfin regarda partout. Puis Adone lui remit la clef en faisant observer malicieusement :

— Vous ne vouliez pas nous la donner, cette clef, vieux grognon! Vous prétendiez que nous ne saurions rien faire de propre! Eh bien! vous avez vu : nous avons eu l'honneur d'être mis sur le journal!

— Ce n'est pas difficile, d'être sur le journal! répondit Jusfin d'un ton ironique, en faisant le geste d'étendre par terre une gazette et de poser les pieds dessus.

GRAZIA DELEDDA.

(*La dernière partie au prochain numéro.*)

LE LAC DE TRASIMÈNE

C'est par myriades que les touristes d'outre-monts envahissent l'heureuse Italie, entre novembre et mai. Les trains qui font le parcours de Florence à Rome, bondés de voyageurs, défilent sans se lasser devant Castiglione del Lago. Personne ne s'y arrrête. Quelques curieux, attirés par la réputation de Pérouse et d'Assise, se détournent du chemin battu. Une demi-heure durant, la locomotive qui les entraîne s'attarde le long d'une nappe unie ou moutonneuse, bleue, verte, grise ou blanche selon la saison et l'humeur du temps. L'impeccable Bædeker est là pour leur apprendre, s'ils l'ignorent, qu'ils côtoient le lac de Trasimène. Ce grand nom, prononcé à l'improviste, fait battre le cœur de tous ceux qui ont quelque teinture de lettres. La figure d'Hannibal se dresse devant eux, impressionnante et énigmatique. Les plus cultivés évoquent les épisodes de l'antique tragédie, le clair récit de Polybe, la description éblouissante de Tite-Live, les alexandrins de Silius, les strophes de lord Byron...

L'histoire du monde présente à nos regards un fond monochrome sur lequel se détachent quelques points lumineux. L'époque des guerres puniques brille entre toutes les autres d'un éclat qui ne diminuera pas. Rien de ce qui s'y rattache ne nous laisse insensibles. Pourquoi? D'abord, parce que des hommes singuliers, Caton le Censeur, Fabius Maximus, Scipion, Hannibal entrent en scène. Ensuite et surtout, parce que de l'issue de la lutte engagée dépendait la destinée de l'univers.

La question n'était pas de savoir qui l'emporterait de Rome ou de Carthage. Ce qui était en jeu, c'était la suprématie d'une

race, d'une civilisation : d'un côté, l'Italie latine, étrusque et grecque ; de l'autre, l'Afrique sémitique et mélanienne. C'était un conflit qui rappelait la guerre de Troie, un choc semblable à celui qui amena l'écrasement des Huns à Châlons et des Sarrasins à Poitiers, un duel comme le monde en verra demain ou après-demain entre les blancs, fils et neveux de la vieille Europe, et les jaunes de l'Extrême-Orient. Pareilles collisions, où le destin décide en dernier ressort, méritent de trouver des Homère pour chantres.

Si les dieux s'étaient prononcés en faveur de Carthage, la civilisation prenait en Occident une direction inconnue. Les Phéniciens dominaient sans conteste la Méditerranée, assujettissaient ses îles et ses côtes, fondaient partout des colonies, régnaient souverainement sur cette région privilégiée qui fut pendant une longue suite de siècles le centre et comme le cœur du monde. Voilà pourquoi le nom de Trasimène, — une des principales étapes de la marche victorieuse du Carthaginois, — est familier à tous ceux qui ont reçu une éducation classique. Ne sommes-nous pas, en effet, les fils de la culture romaine, latins, celtes, bretons, scandinaves, germains et slaves, que nous habitions l'ancien ou le nouveau continent, Paris, New-York ou Sydney ?

Bien d'autres souvenirs se rattachent au Trasimène. Le moyen âge n'a pas moins généreusement contribué que l'antiquité à enrichir ses annales. Il a ses légendes païennes et mystiques. Il a ses îles, les villages qui se regardent dans ses eaux, des coteaux ombragés, des montagnes violettes à l'horizon, une esthétique spéciale digne de solliciter l'admiration des âmes artistes et le talent des peintres. Qu'il me soit permis d'errer sur ses bords et de m'attarder sur son onde, afin de pouvoir confier à ceux qui le dédaignent les raisons qu'ils auraient de le visiter.

I

Le lac de Trasimène est situé en territoire ombrien, sur les confins de la Toscane. Son niveau s'élève à 258 mètres au-dessus du niveau des deux mers. Il mesure 59 kilomètres de tour. Trois îles : la Polvese, la Maggiore et la Minore, surgissent de son sein, semblables à des corbeilles d'émeraude sur une nappe azurée.

C'est un lac ouvert. Des montagnes ou, si l'on veut, de hautes collines l'entourent de trois côtés et le dominent sans l'écraser. Elles semblent s'incliner à son approche et meurent avant de l'atteindre. Leur courbe gracieuse s'allonge dans la direction du Sud où l'on découvre une suite de cônes qui s'étagent à l'horizon. Vers le couchant, le lac confine à la Val di Chiana, plaine immense, jadis marécageuse, fertile en fièvres, habitée par une population chétive et fataliste que Dante a chantée, région assainie maintenant, riche, prospère, heureuse.

Dans son poème *De bello punico secundo*, Silius Italicus nous dit d'où le lac tire son nom :

« Trasimène avait pour père Tyrrhène. Ce Lydien, l'honneur du Tmolus, élevait son fils pour de plus grandes choses. Mais la nymphe Agylle s'enflammant d'amour pour le jeune homme dont la beauté ne le cédait pas à celle des dieux, oublia toute retenue et, saisissant Trasimène, elle l'entraîna dans les ondes. Celui-ci se déroba tout d'abord aux embrassemens de la nymphe éperdue, mais, dans ces antres tapissés de verdure, les naïades calmèrent sa frayeur. Le lac fut la dot d'Agylle, et c'est depuis ce voluptueux hyménée que l'onde a porté le nom de Trasimène. »

Les géographes, gens irrespectueux, soutiennent que « Trasimène » signifie tout simplement « le pays au delà du Meno. »

A écouter Silius, n'imaginerait-on pas de mystérieuses profondeurs resplendissantes de clartés diffuses, des grottes moussues où les plantes aquatiques étalent des feuilles larges comme des coupes et, dans ce décor, les amans glissant enlacés ou se poursuivant à l'instar des filles du Rhin de l'épopée wagnérienne? Le chantre du lac, Matteo dell'Isola, vante non moins élégamment et toujours en vers latins la transparence de ses eaux :

nam fulget ab imum
usquè solum semper.

Fazio degli Uberti et Viperani font chorus. A leurs yeux, la limpidité du Trasimène égale celle d'une source. Les poètes ont pour voir et pour peindre les spectacles de la nature des lumières qui font défaut aux autres mortels. Chateaubriand décrit les merveilles du lac Supérieur :

« Le lac lui-même est creusé dans le roc. A travers son onde

verte et transparente, l'œil découvre, à plus de trente et quarante pieds de profondeur, des masses de granit de différentes formes, et dont quelques-unes paraissent comme nouvellement sciées par la main de l'ouvrier. »

Il ne manque à cette prose que la rime pour nous convaincre.

Quant aux grottes, aux cavernes et aux retraites moussues de Silius, on aura quelque peine à se les figurer, la profondeur du Trasimène ne dépassant nulle part sept mètres. Lorsque le vent, descendant des montagnes voisines, souffle en tempête, les lames profondes atteignent sans peine le sol limoneux qui forme le lit du lac et les eaux se troublent comme par enchantement. Les calmes les plus persévérans ne suffisent pas à leur rendre une transparence qu'elles n'ont jamais eue. Pour trouver une ombre d'excuse aux assertions de Matteo et de ses émules, il faut admettre qu'ils aient cherché leurs termes de comparaison dans le vieux Tibre qui charrie ses ondes fauves dans le voisinage.

II

Plusieurs torrens se jettent dans le Trasimène, mais lui-même n'a pas d'écoulement naturel. Pendant un temps incommensurable, l'évaporation compensait tant bien que mal la quantité de liquide déversée dans le réservoir par les ruisseaux, ses tributaires, et par l'eau du ciel. Les riverains n'en étaient pas moins exposés à des crues subites, source continuelle de dommages inévitables.

En vue de parer à ces inconvéniens, on avait construit, à une époque que ni les historiens, ni les ingénieurs ne sont parvenus à déterminer, une longue galerie d'écoulement. Le canal devait transporter le trop-plein de la cuvette dans un des affluens du Tibre. Par malheur, si l'idée était heureuse, les hommes chargés de la réaliser manquaient des connaissances techniques indispensables. Ils creusèrent une galerie d'un diamètre insuffisant et d'un cours si irrégulier que le volume d'eau exporté était insignifiant. A la suite de pluies torrentielles comme en connaît cette région voisine de l'Apennin, le niveau du lac s'élevait tout à coup de deux ou trois mètres au-dessus de la normale. C'était un fléau périodique auquel on songea, dès le milieu du siècle dernier, à porter remède. Mais, tout en s'accordant sur le principe, on différait radicalement d'opinion sur les moyens à em-

ployer. Deux solutions furent proposées : la première consistait à dessécher le lac, la seconde à construire un second émissaire selon les règles de l'art.

Les partisans du desséchement dressaient contre le lac un réquisitoire en règle; ils l'accusaient de tous les crimes. A leurs yeux, le Trasimène n'était qu'un étang fangeux ou, plutôt, un marais dont les eaux stagnantes entretenaient la fièvre paludéenne à l'état endémique parmi les populations riveraines. Pour assainir la région, il convenait de supprimer la cause du mal, c'est-à-dire le lac lui-même. En le desséchant, on obtenait un second avantage, on livrait à la culture un contingent respectable de terres vierges. On devait répéter avec le Trasimène l'expérience du Fucin.

Ces argumens ne furent pas jugés péremptoires. On répondit en premier lieu que si fièvres il y avait, elles ne résultaient pas fatalement de la présence des eaux lacustres, mais des vices inhérens à un système hydraulique défectueux qui, en multipliant les alluvions, déposait sur le rivage d'innombrables germes de pestilence. C'était par conséquent le régime des eaux qu'il fallait perfectionner. On ajoutait que les terres cultivables encore incultes abondaient en Italie; que, d'après des sondages pratiqués récemment, on avait constaté que le sol du lac était stérile et malsain; que le bassin constituait pour les riverains une source de richesse, et pour l'Italie une sorte de monument national sur lequel on ne pouvait porter sans crime une main téméraire. Quant à l'exemple du Fucin, il se retournait contre les partisans du desséchement, les habitans de la région ayant saisi récemment le gouvernement royal d'une pétition tendant à la reconstitution pure et simple du lac tel que Dieu l'avait fait.

Cette manière de voir obtint le suffrage des populations intéressées; c'est elle qui triompha, grâce à l'énergie infatigable d'un homme de bien, M. Guido Pompilj. Ses efforts aboutirent d'abord à la constitution d'une société qui se proposait de construire à ses frais un second émissaire; à force de ténacité, il finit par arracher à l'administration récalcitrante l'autorisation de commencer les travaux.

Le premier coup de pioche entama le sol, le 9 mars 1896. Le projet de l'ingénieur Cristiani, approuvé en haut lieu, prévoyait une galerie souterraine longue de près d'un kilomètre, suivie d'un canal à ciel ouvert de quinze kilomètres. L'inaugu-

ration solennelle eut lieu le 2 octobre 1898, en présence des autorités et des notables de la région, aux acclamations d'un peuple enthousiaste. On ouvrit l'émissaire, puis le canal qui aboutit à la rivière Caima, affluent du Nestore qui lui-même se jette dans le Tibre. On avait prévu une dépense globale de 881 910 lire ; elle n'atteignit que 650 918 lire, d'où une économie réalisée de 230 000 lire.

Depuis lors, le niveau du lac ne s'est plus élevé au-dessus de la limite fixée par les ingénieurs. Il est regrettable que la Société se soit obligée par contrats à livrer journellement une certaine quantité d'eau pour alimenter les moulins d'alentour. Par les temps de sécheresse prolongée, le niveau s'abaisse plus qu'il n'est utile. C'est ce qui est advenu pendant l'été de 1903.

Tel qu'il est, le Trasimène constitue un bassin d'eau douce d'une grande importance. Ses revenus augmenteraient encore si l'État propriétaire y pratiquait de sérieux essais de pisciculture. La navigation et la pêche sont soumises aux prescriptions d'un *motu proprio* pontifical suranné. Les restrictions qu'il contient n'ont plus de raison d'être aujourd'hui.

III

Si le Trasimène ne détient pas les grottes vertes et les abîmes secrets dont parle Silius, la dot de la nymphe Agylle n'en mérite pas moins quelque considération, car le lac constitue un gigantesque vivier dans lequel croissent et se perpétuent des myriades de poissons qui, à leur corps défendant, entretiennent depuis des siècles l'aisance parmi les populations riveraines.

On a vainement tenté, il est vrai, d'y acclimater la truite. Pourquoi le regretter ? La truite ne se trouve à son aise que dans les eaux rapides, dans les torrens fertiles en cascades. Partout ailleurs elle s'appesantit, et sa chair cesse d'être savoureuse. En revanche, le lac abrite dans ses eaux une profusion d'anguilles, de brochets, de carpes, de tanches, de gardons, sans parler des crustacés de la famille des écrevisses.

L'anguille, d'humeur égale et de tempérament robuste, se montre indifférente par nature au régime des eaux ; elle se multiplie dans le Trasimène, au grand profit des gens du lieu.

Le brochet est aux eaux douces ce que le requin est aux océans : un destructeur infatigable ; mais, comme sa chair est

estimée, on n'a jamais entrepris de l'exterminer. La nature, d'ailleurs, en mère prévoyante, proportionne toujours les moyens de défense aux moyens d'attaque. Les faibles trouvent pour leur préservation des armes efficaces. Les brochets n'ont pas plus réussi à dépeupler le lac que les oiseaux de proie à faire le vide dans nos forêts (1).

La carpe est importée. Borghi, qui a dressé, il y a cent ans, la carte du Trasimène, raconte que son père y mit vingt-six carpes; elles ont prospéré, et petits poissons, avec le temps, sont devenus grands. Vagabondes et fantaisistes, les carpes s'en vont souvent flâner le long du rivage. Cette fièvre de curiosité leur vaut quelquefois un coup de fusil du chasseur aux aguets.

Des deux espèces de gardons qui fréquentent, le lac, l'*albo* est insipide et dédaigné; la *lasca*, poisson de la longueur d'un doigt, a la pupille de l'œil noire et l'iris argenté; ses nageoires sont tachetées de rouge, hormis celle du dos; le dos se teinte de vert clair comme la tête, le reste du corps a la couleur et l'éclat de l'argent. La *lasca* fit de tout temps les délices des Pérugins, à telles enseignes que les troupes d'Arezzo ayant, à certain jour du moyen âge, battu à plate couture celles de Pérouse, les Arétins, par dérision, pendirent les prisonniers haut et court avec des *lasche* suspendues à leur ceinture. Cette plaisanterie mortifia les vaincus : ils en tirèrent sans tarder une vengeance exemplaire.

Les Pérugins avaient l'épiderme chatouilleuse. Le pape Jean, vingt et unième du nom, les ayant priés de lui envoyer des *lasche* dont il raffolait, le conseil de la ville s'assembla. Après une grave délibération, on décida de déférer à la requête du Saint-Père, en lui faisant observer, toutefois, que le lac de Trasimène et ses poissons faisaient partie du patrimoine de Pérouse. Ceci se passait en 1277. Lorsque, dans la suite des temps, l'Ombrie tout entière fut soumise à la tiare, les pontifes romains cessèrent de solliciter ce qu'ils pouvaient exiger. Chaque année, à la fin du carême, un convoi partait du Trasimène pour la Ville éternelle. Il apportait, sans avis préalable du conseil de Pérouse, des bourriches de *lasche* destinées à figurer pendant la semaine sainte sur les tables du Vatican.

(1) La France est devenue récemment la cliente du Trasimène. On a expédié en 1902 plus de 2000 kilogrammes de brochets au delà des Alpes. Lyon constitue un des principaux débouchés pour les brochets.

L'Orient passe pour la terre de tradition par excellence; il n'en retient pas le monopole. Les campagnes italiennes offrent partout la trace parfois lumineuse d'usages inaugurés il y a des vingtaines, des trentaines de siècles. Il n'est pas difficile de s'assurer, en parcourant le Trasimène, que les méthodes de pêche ont à peine changé depuis le temps de Flaminius. Matteo dell'Isola énumère sept espèces de filets; les édits pontificaux en font mention; riverains et insulaires en usent encore à l'heure qu'il est.

Par les calmes après-midi et les nuits sereines, les poissons aiment à se rapprocher du rivage. Ils glissent à travers les roseaux et les joncs et s'endorment voluptueusement au milieu des herbes. Mais dès que le ciel se couvre et que la bise commence à souffler, brochets et anguilles, pressentant la tourmente, gagnent le large et vont se blottir dans les bas-fonds. Les pêcheurs connaissent ces habitudes. On aperçoit devant le village de San Feliziano des rangées de piquets disposés avec symétrie dans l'eau. Elles forment, verticalement à la rive, de véritables palissades dressées à grands frais, semées de pièges. L'anguille qui, à l'approche de l'orage, se met en quête des eaux profondes, suit la ligne des piquets. Une encoche se présente à l'improviste. Inconsciente du danger, l'animal s'engage, sans même y prendre garde, dans un étroit couloir qui aboutit à une trappe fermée par un filet. O vous qui entrez, perdez toute espérance... d'en sortir! On donne à cet engin le nom d'*arelle*.

La *cacciarella* ne comporte que des préparatifs rudimentaires, mais elle exige l'intervention active de l'homme. Son théâtre est le voisinage immédiat de la rive, un endroit peuplé de roseaux dont la profondeur ne dépasse pas soixante-quinze centimètres. Sur la lisière des joncs, on dispose un long réseau de filets hauts d'un mètre, retenus en bas par des grains de plomb, à la surface par des bouchons. On pénètre dans l'enclos sur des barques; on bat l'eau et les roseaux à l'aide de bâtons. Le poisson, effrayé, va buter dans les filets en essayant de fuir. Le menu fretin passe à travers les mailles; les brochets et les carpes se font prendre malgré leurs bonds désordonnés. C'est une poursuite pleine d'imprévu.

La pêche au *gozzo* est moins mouvementée, mais c'est elle qui fait vivre les riverains. On jette un filet à cinq ou six cents mètres du bord; puis, à l'aide d'un câble, trois hommes amènent

par des procédés ingénieux le lourd engin sur le rivage

Si la pêche constitue une industrie plutôt qu'un sport, la chasse aux oiseaux est le passe-temps des oisifs. L'abbé Marchesi, qui a publié en 1846 une édition de la *Trasimenide* avec une traduction en vers vulgaires et des notes explicatives, compte vingt-quatre espèces d'oiseaux familiers du lac. Je relève dans la liste le guèbre, le cygne sauvage, le pélican, la perdrix, la corneille et le canard sauvage. Le guèbre, que les Italiens appellent, selon les régions, *tuffeto* ou *sualso*, appartient à la famille des plongeurs; son plumage épais et chatoyant est recherché dans le commerce. Le chasseur éprouve une jouissance sans égale à poursuivre ce bel oiseau. Il faut choisir une journée sans vent et s'avancer en bateau avec mille précautions. Sur la surface unie des eaux, on aperçoit de loin une tête noire. On profite d'un des plongeons pour se rapprocher vivement et silencieusement de l'endroit où le plongeur a disparu. On le tire au moment où il émerge.

IV

C'est dans la plaine qui s'étend au nord du lac qu'eut lieu, deux cent dix-sept ans avant Jésus-Christ, la bataille qui ouvrit aux Carthaginois le chemin de Rome et leur livra l'Italie centrale.

L'histoire de la seconde guerre punique a été écrite par Polybe avec l'exactitude, la précision, la sobriété qui caractérisent sa manière. Sans s'éloigner sensiblement du récit de son devancier, Tite-Live l'a repris, l'a développé, l'a embelli, s'il est permis de dire que les ornemens du style et les détails pittoresques ajoutent à la beauté de l'histoire. Il paraît hors de doute que l'écrivain latin avait lu, avant de prendre la plume, tous les documens de nature à éclairer son sujet; on regrette seulement qu'il ne s'appuie pas plus ostensiblement sur des témoignages indiscutables; on serait heureux de savoir qu'il a eu sous les yeux les écrits de Fabius Pictor. La relation que le grand historien latin nous a laissée au livre XXII de son ouvrage n'en mérite pas moins d'être accueillie avec confiance, quelque partialité qu'il puisse ressentir pour ses compatriotes.

De nombreux critiques, des Allemands surtout, — Nitzsch, Lachmann, Nissen, Peter, — ont, d'autre part, commenté à plai-

sir les textes anciens relatifs à la bataille de Trasimène. Puis sont venus les militaires avec les argumens tirés de l'étude du terrain et de la science tactique. Il est, en conséquence, permis de se prononcer en connaissance de cause sur le mémorable fait d'armes de l'année 217.

Hannibal avait profité de la paix avec Rome pour préparer de longue main la guerre contre Rome. On sait que la prise de Sagonte détermina la rupture entre les deux rivales et que le fils d'Amilcar, franchissant tous les obstacles avec une armée puissante, apparut à l'improviste dans la Haute-Italie. Chemin faisant, ses troupes s'étaient affaiblies et aguerries tout ensemble. Les consuls tentèrent d'arrêter cette marche victorieuse; ils furent battus à la Trébie. Le général carthaginois apprit ce jour-là ce qu'il en coûtait de vaincre les Romains, mais les Romains durent reconnaître que les légions n'étaient pas invincibles.

Romains et Carthaginois prirent leurs quartiers d'hiver à la fin de l'an 218. A Rome, on procéda comme de coutume à l'élection des consuls. Les suffrages se portèrent sur Cneus Servilius et sur Caius Flaminius qui furent chargés de garder les deux grandes routes qui du Nord conduisaient à la capitale. Le premier s'établit à Rimini, *Ariminum;* le second choisit Arezzo, *Arretium*, pour y passer la mauvaise saison. Hannibal trompa les prévisions en franchissant l'Apennin dès les premiers beaux jours, entreprise hardie qui lui coûta un œil et la perte de nombreux soldats. Il descendit en Étrurie à la manière d'un torrent des Alpes, dévastant tout sur son passage.

C'est alors que le drame commence.

Le Carthaginois ne pouvait se dissimuler les difficultés avec lesquelles il allait se trouver aux prises. Faute d'avoir une flotte à son service, il ne pouvait tirer de Carthage ni hommes, ni argent, ni subsistances. Bon gré, mal gré, il fallait qu'il vécût sur le pays qu'il traversait. Il laissait en arrière des peuples indifférens ou hostiles. En face de lui, se tenaient les anciens adversaires de Rome, devenus ses sujets ou ses alliés. Comment pénétrer leurs sentimens intimes? La comparaison entre les armées en présence ne tournait pas à l'avantage des Carthaginois. Que pouvait-on attendre de ces mercenaires contre la légion, de la cohésion artificielle des uns contre l'unité organique par excellence? Et puis, tandis que les consuls évoluaient sur un

terrain connu, les Phéniciens ne possédaient sur la topographie de l'Italie que des notions incertaines. Rome, enfin, pouvait subir, sans succomber, plusieurs défaites; la fortune d'Hannibal était à la merci d'un revers.

« Quand on examine bien, dit Montesquieu, cette foule d'obstacles qui se présentèrent devant Hannibal et que cet homme extraordinaire surmonta tous, on a le plus beau spectacle que nous ait fourni l'antiquité. » Le fils d'Amilcar s'est placé, durant la seconde guerre punique, au nombre des cinq ou six hommes de guerre que l'histoire met au-dessus de tous les autres : la race sémitique n'a jamais produit de capitaine qui puisse lui être égalé.

Hannibal comptait sur lui-même, sur son esprit fécond en combinaisons stratégiques, sur sa connaissance des hommes, sa volonté de fer, son activité, son génie. L'armée de Flaminius, inférieure à la sienne, campait en Étrurie; de l'autre côté de l'Apennin, Servilius surveillait toujours les approches d'Ariminum. A tout prix, il fallait éviter la jonction des deux corps. Permettre aux consuls, je ne dis pas de se réunir, mais de combiner leurs mouvemens, c'était courir au-devant d'un échec. Hannibal se promit d'écarter cette éventualité redoutable.

« Connaître les desseins et le caractère du consul, la situation du pays, les ressources que l'on pourrait se procurer pour les approvisionnemens, en un mot tout ce qu'il importait de savoir, écrit Tite-Live, fut pour lui l'objet d'un soin particulier. » Ces questions élucidées, il se met en route sans perdre un instant. Laissant l'armée romaine à Arezzo, il la tourne, la dépasse et se dirige délibérément sur Cortone.

Cette marche surprit Flaminius et le laissa perplexe. S'il fallait prendre au pied de la lettre les assertions de Tite-Live et des historiens favorables à l'aristocratie, le consul n'aurait été qu'un vulgaire politicien, enflé de présomption, digne de la défaite qui l'attendait. L'homme qui a donné son nom à une des grandes voies romaines n'était pas le premier venu, mais il se peut que les qualités requises pour diriger de grandes opérations militaires lui fissent défaut. Dans les élections populaires, alors comme aujourd'hui, l'intrigue a souvent plus de poids que le mérite, et c'est toujours une imprudence insigne que de confier aux hasards d'un scrutin la distribution de charges qui exigent des connaissances professionnelles. Flaminius méprisait le Sénat,

en quoi il faisait preuve d'une grande légèreté de jugement, car c'est le Sénat qui allait sauver la République. Voyant Hannibal marcher vers le Sud, il crut Rome en danger et courut à la poursuite de l'ennemi.

Dans la prévision de ce mouvement, le Carthaginois avait cherché et choisi avec sagacité le terrain de la rencontre qu'il prévoyait. Polybe et Tite-Live s'accordent pour assurer qu'il avait reconnu, entre les montagnes de Cortone et le Trasimène, la présence d'un défilé long et étroit qui débouchait dans une plaine entourée de collines. « C'est là, écrit l'historien latin, qu'Annibal vint camper dans la partie découverte ; il s'y tiendra avec les Africains et les Espagnols. Les Baléares et les autres troupes légères sont embusquées derrière les montagnes. La cavalerie, protégée par quelques éminences qui la couvrent, occupe la gorge même des défilés, afin qu'au moment où les Romains paraîtront, cette cavalerie leur ferme le passage et qu'ils se trouvent enveloppés de toutes parts entre le lac et les montagnes. »

Si clair qu'il paraisse, ce récit a soulevé des discussions sans fin. Il s'en faut qu'on tombe d'accord sur le lieu précis de la rencontre. La plupart des commentateurs de Polybe et de Tite-Live admettent que le choc se produisit entre les villages modernes de Borghetto et de Passignano, situés à environ dix kilomètres l'un de l'autre, aux deux extrémités de la plaine en demi-cercle au milieu de laquelle émerge la petite ville de Tuoro. Pour eux, le défilé dont parle l'historien latin est celui de Borghetto. D'autres critiques, et parmi eux Magdoudal, ancien commandant du collège d'état-major de Sandhurst, qui a écrit un savant ouvrage sur les campagnes d'Hannibal, estiment que le défilé dont parlent les auteurs anciens est celui de Passignano et que la bataille fut livrée un peu plus loin, dans la direction de Pérouse. Cette opinion est contredite par la tradition populaire. On rencontre dans les environs du Monte Gualandro un grand nombre de lieux dont le nom rappelle le carnage des Romains. Un village se nomme *Ossaia*, une chapelle *Sepulcraia*, un ruisseau *Sanguineto*, et les paysans qualifient encore la plaine qui domine Tuoro de « Champs d'Hannibal. » Byron a recueilli la tradition :

« Un ruisseau à l'onde faible, au lit étroit, a emprunté son nom à la pluie de sang de cette fatale journée, et le Sanguineto

nous indique l'endroit où le sang des Romains abreuva la terre et teignit les eaux indignées. »

L'inspection des lieux donne raison aux commentateurs et à la tradition. Non seulement la plaine ondulée qui s'étend entre Borghetto, Passignano, les montagnes et le lac répond exactement au texte des auteurs anciens, mais elle est la seule aux environs du Trasimène où deux grandes armées aient pu se livrer bataille.

Reprenons la relation de Tite-Live.

L'armée romaine s'avançait à marches forcées dans la direction de Rome. Elle arriva aux abords du Trasimène à la nuit tombante, trop tard pour que les éclaireurs pussent tenter une reconnaissance. Le lendemain matin, il se trouva qu'un épais brouillard couvrait la plaine, tandis que les hauteurs restaient découvertes. Sans avoir fait battre les environs, le consul se hâte de donner à ses officiers l'ordre de marcher en avant : « A la clarté encore incertaine du jour, disent les Décades, il franchit le défilé, et lorsqu'il a déployé ses bataillons dans la partie de la plaine qui offre le plus d'espace, il n'aperçoit que le gros d'ennemis qui est en face de lui. L'embuscade dressée sur sa tête échappe à ses regards. Lorsque Hannibal voit, selon ses désirs, son ennemi resserré entre le lac et les montagnes et cerné de tous côtés par ses troupes, il donne aux différens corps le signal d'une attaque générale. Au moment où les Carthaginois accourent des hauteurs, le choc est si brusque et si imprévu que les Romains, environnés d'un épais brouillard, n'aperçoivent plus rien, tandis que les ennemis, du haut des collines, se distinguent très bien entre eux et peuvent manœuvrer avec ensemble. C'est par le cri de charge qui retentit sur tous les points plutôt que par la vue des Carthaginois que les Romains reconnaissent qu'ils sont entourés; et le combat commence sur le front et sur les flancs avant que leur ligne de bataille soit formée, avant qu'ils aient eu le temps de préparer leurs armes et de tirer leurs épées. »

Le plan d'Hannibal avait réussi. Les Romains ne couraient pas le risque d'être battus, comme à la Trebbia, mais d'être anéantis. La légion, qu'un dieu avait inventée, au dire de Végèce, était paralysée sur ce terrain. Seul pourtant, le consul ne perdit pas la tête. Intrépide et calme au milieu du désarroi général, il essaya de rallier ses soldats, de les animer au combat et, pen-

dant trois heures, il soutint un combat inégal. Son armure brillante attirait tous les regards et tous les coups; malgré le rempart vivant que lui faisaient les Romains, il finit par tomber, frappé d'un coup de lance. Sa chute abattit les derniers courages et donna le signal de la déroute. Fébrilement, mais inutilement, les fuyards cherchaient une issue. Les uns se jetaient dans les sentiers de la montagne, les autres dans les eaux du lac, mais rares furent ceux qui échappèrent à la poursuite des vainqueurs.

Un corps de dix mille Romains parvint à franchir le défilé de Passignano. Les soldats gravirent une éminence d'où ils constatèrent l'étendue du désastre. Le lendemain, exténués, mourant de faim, ils se rendirent à Maharbal. Mommsen estime que l'armée de Flaminius laissa quinze mille morts sur le champ de bataille, et un nombre égal de prisonniers aux mains des Carthaginois.

Byron a chanté en strophes magnifiques la plaine fatale à la témérité romaine :

« Ici, j'évoque le souvenir des ruses guerrières du Carthaginois et son adresse à attirer son ennemi entre les montagnes et la mer. Là, succomba le courage réduit au désespoir; là, des torrens grossis par le sang et devenus rivière, sillonnèrent la plaine brûlante, semée au loin des débris des légions semblables à une forêt abattue par les vents; et tel fut l'acharnement de ce combat qui ne laisse à l'homme de sensation que pour le carnage, qu'un tremblement de terre ne fut pas remarqué par les combattans! Personne ne s'aperçut que la nature chancelait sous ses pieds..., tant elle absorbe la rage qui pousse les unes contre les autres les nations en armes. Les lois de la nature étaient suspendues en eux; ils ne ressentirent pas cette terreur qui règne partout alors que les montagnes tremblent, que les oiseaux, abandonnant leurs nids renversés, plongent au sein des nuages pour y trouver un refuge, que les troupeaux mugissans s'abattent sur la plaine onduleuse et que l'épouvante de l'homme ne trouve pas de voix. »

Comme un malheur ne vient jamais seul, les Romains éprouvèrent peu après une nouvelle disgrâce. Servilius, averti de l'apparition des Carthaginois en Étrurie, avait quitté Ariminum pour se rapprocher de son collègue. Il avait mandé en avant quatre mille cavaliers qui furent surpris et capturés après un vif engagement.

Hannibal s'était montré aussi habile tacticien qu'éminent stratège ; il triomphait cette fois sans coup férir. L'effroi se répandit dans Rome : on croyait déjà apercevoir les ennemis aux portes de la ville, et on s'attendait aux pires calamités. Le Carthaginois ne justifia pas ces craintes. Il lui parut sans doute téméraire de tenter l'assaut d'une place munie de bons remparts et pleine de ressources, sans pouvoir compter sur la contrée qui l'entourait. Si les Latins s'étaient unis à Hannibal, c'en était fait de Rome et de sa fortune ; leur fidélité décida du sort de l'Italie et des destinées de l'univers.

V

Le lac de Trasimène, à proprement parler, n'a pas d'histoire ; il a suivi la destinée de la région au milieu de laquelle la Providence l'a placé. Étrusque, puis romain, il appartint à Charlemagne, devint féodal et finit par connaître la domination de Pérouse. Cette antique cité se distingua toujours de ses voisines par l'esprit belliqueux de ses habitans. Elle ne parvint jamais pourtant à conquérir dans sa plénitude l'autonomie politique. Il fallut la rivalité séculaire des papes et des empereurs d'Allemagne pour lui assurer une indépendance qui en fait, sinon en droit, ne connaissait guère de limites. Les Pérugins s'administraient eux-mêmes, ils déterminaient le montant des taxes, choisissaient leurs magistrats, faisaient la guerre selon leur bon plaisir. De ce dernier privilège ils usèrent sans mesure et sans remords ; mais intraitables vis-à-vis des cités rivales, ils se montraient accessibles aux humbles, équitables, bienveillans même à l'égard de ceux qui acceptaient de bonne grâce leur protectorat.

Cette politique résolue en imposait aux communes voisines. Dès 1139, les habitans de l'isola Polvese lui envoient des ambassadeurs. Peu après, Castiglione del Lago sollicite et obtient sa protection. Le lac de Trasimène lui fut dès lors à ce point assujetti qu'on prit peu à peu dans la région l'habitude de le désigner sous le nom de *Lago di Perugia*. La plupart des cartes publiées aux siècles derniers ne portent que cette dénomination.

Pérouse conserva longtemps sa situation prépondérante. Cependant, à partir du retour d'Avignon, les papes ne cessèrent pas d'étendre et d'affermir leur autorité dans les limites du

Patrimoine. Comme les autres provinces, l'Ombrie dut courber la tête. La vieille cité étrusque crut, toutefois, pouvoir, à un moment donné, secouer le joug qui s'appesantissait sur elle. Mal lui en prit. Le pape qui régnait alors, c'est-à-dire en 1540, était Paul III. Il chargea Pier Luigi Farnèse et Alessandro Vitelli d'envahir le territoire pérugin. La métropole ombrienne opposa une vive résistance, mais, abandonnée à ses propres ressources, il fallut qu'elle capitulât sans conditions. La répression fut terrible. Dix notables eurent la tête tranchée, d'autres, en grand nombre, prirent le chemin de l'exil. La ville eut encore la douleur de perdre ses privilèges séculaires.

Aux agitations que fomente et qu'entretient la liberté, succédèrent le calme et le repos. Des légats mandés de Rome gouvernèrent la province jusqu'au moment où la Révolution française provoqua dans la péninsule les perturbations que tout le monde connaît.

Napoléon donna le nom de Trasimène à un département impérial qui, confinant d'une part au royaume d'Italie, de l'autre aux départemens de l'Arno, de l'Ombrone et du Tibre, avait Spoleto pour chef-lieu. Les traités de 1814 et de 1815 rendirent l'Ombrie au Pape, qui la perdit de nouveau en 1861. Le lac de Trasimène fait aujourd'hui partie de la province de Pérouse.

VI

Les îles du lac comptaient au moyen âge une population nombreuse. Les historiens certifient qu'une flottille de barques de toutes dimensions sillonnait le Trasimène hiver comme été. C'était l'âge d'or. La décadence est venue. Il y a beaux jours que les îles Polvese et Minore sont désertes. Cette dernière, propriété du comte Baldeschi, laisse voir, au milieu d'arbustes sauvages et de broussailles, les ruines d'une chapelle et de quelques maisonnettes. L'isola Polvese, la plus importante du groupe, appartient au commandeur Cesaroni qui utilise la partie boisée pour l'élève et la chasse des faisans; sur l'autre versant, âpre et découvert, on aperçoit les restes d'un couvent de Camaldules.

L'isola Maggiore compte environ deux cents habitans; une légende, empruntée à la vie de saint François d'Assise, l'a rendue célèbre dans toute la contrée.

C'était l'année 1211. François avait prêché les gens de Cor-

tone et instruit pendant l'hiver les novices de la maison de Celli. Aux approches du carême, il conçut le projet de se recueillir dans la solitude et de se préparer, par le jeûne et par la méditation, à commémorer la Passion du Sauveur. Il partit le mercredi des Cendres, avec deux pains pour unique provision et se dirigea vers le Trasimène. Ayant avisé un pêcheur de sa connaissance, il se fit conduire à l'isola Maggiore encore inhabitée. Tous deux abordèrent sur la grève et le batelier revint à terre après avoir promis de ne pas souffler mot de l'aventure.

Cependant le pèlerin s'était agenouillé sur le rocher et se perdait dans une oraison profonde. Les bonnes gens montrent encore, gravée sur la pierre, l'empreinte de ses pieds et de ses genoux. Des ronces couvraient les bords escarpés de l'île. Le *poverello* construisit tant bien que mal une cabane pour se garantir des intempéries; puis, enveloppé de silence et de solitude, il s'abîma dans la contemplation mystique de l'au-delà. Pendant les quarante jours de sa retraite, il n'éleva pas la voix, et si rigoureux fut son jeûne qu'il mangea seulement la moitié d'un pain. Le mercredi des Cendres, il quitta l'île et regagna Celli.

Le pêcheur qui avait transporté François tint d'abord sa promesse. L'action singulière dont il avait été le témoin unique finit toutefois par lui délier la langue; il raconta ce qu'il avait vu. Le lieu où le saint s'était retiré se transforma rapidement en un but de pèlerinage. Des miracles s'y opérèrent. Afin de perpétuer le souvenir de cet événement, la ville de Pérouse fit édifier à ses frais, sur un des points culminans de l'île, une église et un couvent qu'elle confia aux Mineurs observantins. Le monastère, visité tour à tour par saint Bernardin et par le pape Pie II, Piccolomini, resta la propriété des moines franciscains jusqu'à la loi de sécularisation de 1866.

Il était abandonné depuis vingt ans et les bâtimens tombaient en ruines, lorsque le marquis Guglielmi s'en rendit acquéreur en 1884. C'était une bénédiction qui tombait sur les pauvres habitans de l'île. Des travaux de transformation commencèrent aussitôt. Quelques années plus tard, on voyait de loin se dresser sur la falaise un vaste château orné de terrasses, muni de tourelles et de créneaux. Tout ce qui offrait un intérêt historique ou artistique a été conservé. La chapelle des moines et les cloîtres ont subi d'heureuses restaurations. Pendant les

mois d'automne, le châtelain offre à ses nombreux amis une hospitalité digne des grandes traditions du passé.

Dès la fin du XIIIe siècle, une population nombreuse s'était groupée autour du couvent. C'est dans ce hameau que naquit, sur le déclin du *quattrocento*, le chantre du lac, Matteo dell'Isola. Il rimait déjà en 1520. Plus tard, il tint école de grammaire et de littérature à Fojano, en Toscane. Disciple des humanistes, il écrivait encore en latin, comme Fracastor et Navagero, au moment même où l'Arioste terminait le *Roland furieux*. Au nombre de ses ouvrages, il convient de citer la *Trasimenide*, poème didactique d'un style élégant et facile que goûtèrent ses contemporains, mais qui ne fut imprimé qu'en 1843. Dans cet ouvrage inspiré des Géorgiques de Virgile, Matteo célèbre le lac, ses habitans et leurs mœurs, la chasse et la pêche (1).

Danzetta nous assure que les pêcheurs du Trasimène sont superstitieux à l'excès. Quand, en automne, les étoiles filantes traversent le ciel par milliers, donnant l'illusion d'une pluie de feu, on cesse de naviguer la nuit sur le lac. Quelquefois, par les soirées humides et sombres, de petites flammes se posent sur le chapeau ou sur les rames des bateliers. Ces feux follets, présage infaillible de troubles atmosphériques, causent des frayeurs extrêmes. C'est aussi sans doute l'imagination en travail qui a fait voir à de nombreux témoins des fantômes errant la nuit à travers les taillis de l'isola Minore.

VII

Après avoir chanté le grand carnage dont le Trasimène fut témoin, Childe Harold est frappé du contraste que présentent les lieux environnans :

Fer other scene is Trasimene now;
Her lake a sheet of silver, and her plain
Rent by no ravage save the gentle plough;
Her aged trees rise thick as once the slain
Lay where their roots are.

(Byron, *Childe Harold*, ch. IV, 65.)

(1) La *Trasimenide* débute ainsi :

Est lacus Hetruriæ Trasimenis nomine dictus;
Hunc pete; tende chelym hic puriter, plectrumque, lyramque
Hic quoque, Diva tuo, si vis, succurre tironi.

(« Bien différent est le tableau qu'offre aujourd'hui le Trasimène; son lac est une plaque d'argent; sa plaine n'est plus déchirée que par la charrue pacifique; ses arbres séculaires s'élèvent épais comme autrefois les cadavres entassés là où sont maintenant leurs racines. »)

Le paysage ne présente, en effet, que des images paisibles. Les collines qui forment autour du lac une ceinture brisée, couvertes de bois, d'herbages ou de cultures, s'élèvent et s'abaissent tour à tour en molles ondulations dont on retrouve le profil pittoresque et la couleur dans les tableaux du Pérugin et de Francia. De tous côtés, apparaissent des bourgades, des métairies, des maisons de plaisance auxquelles on accède par des chemins creux ou des avenues plantées d'arbres; ici des champs de blé et de maïs prospèrent à l'ombre de la vigne mariée à l'ormeau; là de mélancoliques bois d'oliviers; plus loin, des mûriers gigantesques et des chênes touffus. De tous côtés, des ruines surgissent au milieu de la campagne, châteaux forts démantelés ou transformés en fermes rappelant que si le pays a été longtemps ensanglanté par les guerres privées, il a retrouvé les douceurs de la *pax romana;* et à chaque pas, dans une église ou un couvent, quelque objet digne d'arrêter une heure ou cinq minutes le curieux, un tableau ombrien, un reliquaire du moyen âge, une maïolique de l'École des Robbia.

Aucune cité importante n'est née sur les bords du lac, mais nombre de petites villes se mirent dans ses eaux ou se cachent à demi dans les plis des montagnes voisines. Castiglione del Lago, Borghetto, Pessignano, Monte del Lago se regardent à travers l'espace sans communiquer entre elles. Tuoro, sur le versant septentrional, semble un observatoire construit pour surveiller le lac. Une montagne dérobe, il est vrai, Pérouse à la vue, mais on aperçoit, sur une cime élevée, Cortone la toscane, dans la direction du Nord.

Le point le plus pittoresque du lac est indubitablement Castiglione del Lago. Vue du large, à travers la brume vaporeuse des beaux jours, la petite ville, assise sur un promontoire élevé, ressemble, grâce à la saillie de sa forteresse et de son château, à un cuirassé armé de tourelles et démâté ou, si l'on préfère, à un monstrueux torpilleur. Le cap rocheux est relié à la terre ferme par un isthme étroit. Position facile à défendre, Castiglione devint au moyen âge un objet de convoitises sans fin, et il

changea maintes fois de maîtres. En 997, il appartient au couvent de San Gennaro di Campo Leone : l'abbé Ugone le cède à Pérouse en 1184. Cent dix-huit ans plus tard, il soutient victorieusement un siège contre l'empereur Henri VII. Enfin, dans la seconde moitié du XIVe siècle, le pape Grégoire XI le donne à son neveu Roger, comte de Beaufort.

Le 13 septembre 1315 compte dans les annales de Castiglione comme un jour particulièrement illustre. Léon X, qui se rendait à Bologne afin de s'aboucher avec le vainqueur de Marignan, s'arrêta sur les bords du lac avec sa cour, non pour se reposer comme on pourrait le croire, mais simplement pour se livrer au plaisir de la chasse et de la pêche, avant de traiter les affaires de l'État. Le fils du Magnifique avait conservé sous la tiare un goût singulier pour le sport. Un poète du temps, Molosso da Casalmaggiore a mis en rimes latines les exploits cynégétiques des cardinaux qui avaient accompagné le pape Léon sur les terres d'Alexandre Farnèse, le futur Paul III. La pêche exerçait un égal attrait sur l'esprit du souverain pontife, peut-être parce qu'il aimait à voir défiler sur sa table les poissons réputés pour leur délicatesse. L'Italie rivalisait alors avec la France sous le rapport de la cuisine. Lisez la *Cronaca Aliprandina* et les ouvrages de Vincenzo Tanaro, et vous prendrez quelque idée de luxe des repas à la cour des princes italiens. Ces auteurs auraient appris peu de chose dans le *Viandier de Taillevent*, « maistre des garnisons de cuisine » du roi Charles VI. La tradition veut que Léon X ait fait son régal des *lasche* du lac.

Ce fut un autre pape, Jules III, qui fit passer Castiglione entre les mains des seigneurs de la Cornia, ses parens.

La ville repose sur une éminence aplanie dont les pentes s'ombragent d'oliviers. Des murailles vieilles, mais de grande allure, l'enserrent. Par une porte délabrée et une rue étroite, on débouche sur une place vaste et régulière au centre de laquelle un puits arrondit sa margelle. A droite, l'église, qui possède l'œuvre maîtresse du peintre Caporale, un des fondateurs de l'école ombrienne. A gauche, une rue droite, dont les maisons paraissent avoir été bâties la même année par le même architecte, conduit au château.

Cet édifice est l'œuvre de Galeasso Alessi. La façade un peu mesquine ne laisse pas soupçonner la belle ordonnance des appartemens décorés par Zuccari. Ces peintures murales rap-

pellent les fresques de Caprarola et, à ce propos, on a sujet de s'étonner que Vasari, qui s'est extasié sur celles-ci, n'ait même pas mentionné celles-là. Artistes de la décadence, les Zuccari tombent dans la plus désolante affectation lorsqu'ils traitent des scènes religieuses, mais ils se relèvent aussitôt qu'ils abordent le genre historique, parce qu'ils peignent leurs personnages d'après nature et qu'ils conservent le sens de la décoration. Les tableaux sont accompagnés d'inscriptions latines qui les expliquent; l'un d'eux montre Ascanio della Cornia, le neveu de Jules III, combattant à la bataille de Lépante.

Un corridor voûté, long de cent cinquante mètres, construit sur le faîte des remparts, relie le château à la forteresse. Il aboutit à la plate-forme d'une tour d'où la vue embrasse l'ensemble de la *rocca*. En bas, une cour irrégulière, depuis longtemps abandonnée, envahie par une végétation luxuriante comme les « latomies » de Syracuse, profondément encaissée entre de hautes murailles tapissées de lierre. De distance en distance, le sommet d'autres tours reliées entre elles par un chemin de ronde. L'une de ces tours, la plus haute, attire les regards par la singularité de son architecture; elle est triangulaire, munie de créneaux et de mâchicoulis.

Sur la rive opposée du lac, Monte del Lago, San Feliziano, Passignano étincellent au soleil. Plus loin, Maggione, ville plus importante, qui a donné le jour à un de ces voyageurs intrépides qui ont fait l'admiration de leurs contemporains, Fra Giovanni di Pian di Carmine.

Les gestes du moine composeraient sans doute le livre le plus attachant qui soit au monde si les réflexions et les détails qu'on goûte le plus aujourd'hui accompagnaient son récit. Le pape Innocent IV redoutait, avec tout l'Occident, une incursion des Tartares; il résolut de tenter un effort suprême pour arrêter Gengis Khan qu'on se représentait comme à la veille de réduire les royaumes chrétiens en poudre et leurs habitans en servitude. Fra Giovanni fut choisi pour se rendre en Tartarie, comme ambassadeur du pontife. Les lettres qu'il reçut portent la date du 5 mars 1245. Au milieu de 1246, le religieux quitte l'Italie et traverse tour à tour la Bohême, la Pologne, la Russie, la Moscovie. Après des épreuves sans nombre dans une contrée barbare à peine peuplée et aux trois quarts inconnue, il arrive à Cuyné, le 2 juillet 1247. Il y avait un an qu'il voyageait!

On lui apprend que Gengis Khan vient de mourir et que son successeur, Oktar, est sur le point de se faire couronner. Fra Giovanni présente la lettre pontificale et l'accompagne de paroles engageantes. Oktar l'écoute et lui fait cette réponse : « Avec l'aide de Dieu, nous détruirons toute la terre, de l'Orient à l'Occident ! » paroles lapidaires, bien faites pour accréditer l'aphorisme de Hobbes, à savoir que l'homme est un loup pour ses semblables, *homo homini lupus*.

La mission du religieux était accomplie. D'abord traité avec égards, il fut bientôt réduit à souffrir la faim. Le 13 septembre 1247, il obtint enfin l'autorisation de quitter la capitale tartare ; il partit pour l'Europe avec quelques présens de l'impératrice mère. Fra Giovanni fut, à son retour, chargé d'une mission auprès de Louis IX, roi de France. L'accueil du doux monarque lui fit sans doute oublier celui d'Oktar. Il mourut sur le siège épiscopal d'Antivari, récompense de ses grands services.

VIII

Le caractère des hommes, leurs sentimens et leurs goûts, partant, leur manière de vivre et de se comporter dépendent de causes nombreuses, souvent cachées, parfois contradictoires. Pourquoi les gens de Pérouse se sont-ils signalés pendant plusieurs siècles par leur humeur querelleuse et intraitable, par leur esprit de violence factieuse et de domination ? La vieille cité ne commandait-elle pas une contrée bénie du ciel, une terre fertile en moissons, coupée de montagnes odorantes et de frais vallons ? N'est-ce pas à quelques lieues de ses murailles que « naquit au monde, » selon l'expression de Dante, « un soleil semblable à celui qui sort du Gange, » le doux, l'angélique François d'Assise ? Était-ce donc la brutalité du moyen âge qui avait reçu, plus libéralement qu'ailleurs, droit d'asile parmi les Pérugins, ou bien le sang étrusque fermentait-il encore dans leurs veines, en dépit de tous les mélanges, y remuant le levain des passions ataviques ?

Par une rencontre non moins étrange, c'est du sein des populations ombriennes qu'est sortie une légion de peintres amoureux de la forme, entraînés vers l'idéal des extases mystiques, et c'est à Pérouse qu'ils se groupèrent. Ils sont bien les fils de l'heureuse Ombrie et les compatriotes du saint qui qualifiait de

« frères » et de « sœurs » les oiseaux du ciel et les fleurs de la terre, ces artistes dont la légion commence à Gentile da Fabriano pour finir au Pérugin et à Raphaël. De Gentile, Michel-Ange disait qu'il avait la main semblable au nom, et Vasari déclare à son tour que nul n'égala jamais le Pérugin pour la grâce du coloris. Qualités d'harmonie plutôt que de force, voilà ce qui caractérise aussi bien le talent de ces maîtres que les paysages qui se glissent parfois dans le fond de leurs tableaux.

Ils s'y glissent timidement, presque furtivement, comme des accessoires, parce que les hommes de ce temps n'avaient pas encore « découvert la nature, » et que l'école des Corot et des Millet appartenait aux futurs contingens. Sans quoi, le Trasimène serait dès lors devenu aussi populaire en Italie que le sont parmi nous la forêt de Fontainebleau et les bois de Ville-d'Avray, car il est, à n'en pas douter, ou devrait être le lac des paysagistes, moins parce qu'il offre à profusion des « sujets de tableaux, » qu'en raison des effets singuliers de lumière et de couleur qui se manifestent à sa surface et sur ses bords. C'est un spectacle que les pays méridionaux offrent rarement et ceux du Nord jamais, parce qu'il provient à la fois de la moiteur de l'air et de l'éclat victorieux du jour. Les abords du Trasimène disparaissent fréquemment, à l'aube, sous un épais voile blanc, le brouillard de Flaminius. Puis, à mesure que le soleil pompe l'humidité, les buées s'élèvent, s'envolent, se volatilisent, tout en laissant flotter derrière elles une légère vapeur d'eau impondérable, mais susceptible de retenir un moment les rayons solaires. De là, des colorations qui atteignent leur maximum d'intensité aux approches du crépuscule, alors que l'astre du jour traverse l'atmosphère de ses rayons obliques. Ce phénomène ne se produirait pas si, comme tant d'autres, le lac était fermé de tous les côtés, ou même s'il était ouvert au Nord, au levant ou au Midi. C'est au voisinage immédiat de la Val di Chiana, que le Trasimène doit son principal attrait.

En entrant dans la canicule, le Trasimène s'endort d'un sommeil léthargique. Rien ne se meut plus, rien ne semble plus vivre à sa surface. Pendant des semaines et des semaines, c'est à peine si quelques nuages furtifs, légers flocons d'ouate, traversent le ciel embrasé. Une vapeur qu'on dirait immatérielle, tant elle est insaisissable, flotte, dans l'atmosphère immobile. Lorsque la rame des mariniers s'abat sur l'onde, on a de loin la sensation qu'elle déchire une étoffe de soie aux reflets chatoyans;

ce qui étonne, c'est qu'elle ne crie pas sous la morsure. La fraîcheur du soir ne parvient pas à tirer le lac de son engourdissement ; il demeure comme assoupi dans sa langueur voluptueuse. Mais, par les nuits sereines, son sommeil se peuple de rêves.

L'automne ramène la vie dans ces parages. A l'uniforme gamme bleue succèdent mille teintes fragiles et fugitives, des colorations si imprécises qu'il faudrait, pour les saisir au passage et les fixer sur une toile, le pinceau de Turner...

Le soleil décline à l'horizon. Un silence émouvant, élégiaque, se répand de proche en proche. La nature se recueille avant de s'endormir, comme pour une prière. Un souffle aussi léger que l'haleine d'un nouveau-né caresse les eaux assoupies. Le bleu moiré de l'onde, le bleu saphir qui se balance doucement, s'unit au bleu topaze de l'espace. Du côté de Panicale, dans le Sud, les montagnes entassent les uns sur les autres leurs frontons coniques d'un violet atténué et mourant comme s'ils étaient tapissés de violettes de Parme. De loin, les promontoires, plus vivement éclairés, ressemblent aux voiles claires de navires à l'ancre. Les maisons de San Savino, étagées pittoresquement, se penchent sur le miroir qui tremble. Elles se réfléchissent en se renversant sur le fond glacé en images d'une étrange délicatesse. A l'extrémité du Trasimène, un véritable mirage se balance.

Et les variations de la symphonie lumineuse se succèdent, accélèrent leur mouvement, se précipitent. Le ciel paraît maintenant chargé de poussière d'or. La chaîne de montagnes passe des tons de l'améthyste à ceux du corail rose, tandis que l'Occident s'embrase progressivement. A son tour, l'onde immobile se teint de pourpre. Est-ce un nouveau tribut sanglant que les ruisseaux d'alentour apportent au lac? Est-ce la symbolisation visuelle de l'antique tragédie? C'est comme une apothéose muette, quand tout à coup, comme si elles s'étaient mises d'accord, les cloches retentissent, proches ou lointaines, sonores ou profondes, de tous les villages qu'on voit ou qu'on ne voit pas, comme pour saluer l'astre du jour qui va disparaître derrière l'éminence à peine perceptible de Montepulciano. Les tintemens dolens de l'*Angelus* semblent pleurer le jour qui meurt :

Che paia il giorno pianger che si muore.

FERDINAND DE NAVENNE.

LA POLITIQUE CANADIENNE

D'ÉMIGRATION FRANÇAISE

De tous les problèmes qui se posent en ce moment à la politique canadienne, le plus épineux est celui de l'émigration. Cet immense pays, presque aussi grand que l'Europe et peuplé seulement de cinq millions d'habitans (une Europe où il n'y aurait en tout et pour tout que la population de deux villes de Paris) a fait signe à grands gestes, de tous côtés, à l'Est comme à l'Ouest, aux foules d'émigrans, pour remplir ses solitudes, évidemment appelées à la plus brillante prospérité agricole et industrielle. Les foules accourent de plus en plus denses. Mais les nationaux commencent à résister.

Le 7 septembre dernier, à Vancouver, 600 émeutiers de race blanche ont pillé le quartier chinois et japonais, sur la nouvelle qu'un paquebot chargé d'émigrans nippons venait de partir d'Honolulu pour le Dominion; et cela un an après la traversée quasi triomphale que l'ambassadeur du Japon, le prince Fushimi, avait faite du Canada, de l'Est à l'Ouest. Les orateurs politiques qui sont venus par la suite à toucher à la question, ont fait frémir cette région d'un profond sentiment de nationalisme canadien. En définitive, sir Wilfrid Laurier, qui cherchait activement à ouvrir à son pays le marché japonais, s'est engagé aussitôt à payer les dommages de l'émeute de Vancouver, et il a dû envoyer, le 24 octobre, à Tokio, l'un de ses collègues les plus actifs du cabinet, M. Rodolphe Lemieux, pour arranger avec la puissante alliée de l'Angleterre la question de l'émigration. Le ministre japonais des Affaires étrangères, le vicomte Hayashi, s'est engagé, par lettre officielle du 23 décembre 1907, à

« prendre des moyens efficaces pour restreindre l'émigration au Canada (1). »

L'Est du pays, le Canada français n'avait pas attendu pour dessiner, plus pacifiquement, un mouvement analogue. Il y a déjà deux ans, du sein même du parti « libéral » qui occupe le pouvoir depuis douze ans, du milieu de la majorité parlementaire, se détacha un député fédéral canadien-français, jeune, de belle mine, travailleur, d'une instruction solide, d'idées très élevées, de parole vibrante, d'un désintéressement au-dessus de tout soupçon : Henri Bourassa. Petit-fils du chef des patriotes de 1837, l'illustre Papineau, il rompit bruyamment avec l'opportunisme de ses amis politiques de la veille, pour se jeter dans une bouillante campagne contre ce qu'il regardait comme les abus de son propre parti.

Commençant, chose curieuse, par la province très anglaise d'Ontario, où il fit applaudir son patriotisme, sa ténacité, sa hardiesse, il parcourut ensuite tout le Bas-Canada, allant de cité en cité et de petite ville en petite ville porter partout la parole nouvelle, qui semble avoir été partout accueillie, sauf à Saint-Roch de Québec, avec une très bienveillante attention (2). La croisade parut exciter l'enthousiasme, moins encore du peuple proprement dit (si l'on peut commettre cette hérésie de distinguer des classes sociales sur le sol de l'Amérique) que de la bourgeoisie qui réfléchit, surtout dans la jeunesse indépendante, et nous avons assisté, le 25 avril dernier, à une vraie ovation faite à Henri Bourassa par 2 000 jeunes gens de Montréal, dans un milieu universitaire de Canadiens-Français, où il donnait une conférence sur « l'Immigration au Canada. »

Le jeune apôtre politique est soutenu dans sa lutte, pour ne pas dire précédé dans sa marche, par un journaliste de son âge, de son talent et de son désintéressement, mais plus audacieux encore, plus bilieux, et plus mordant, Olivar Asselin. Celui-ci rédige à Montréal, avec quelques amis, une simple feuille hebdomadaire de 4 pages, dont l'apparition fait, chaque semaine, une manière de petit événement. Tous les yeux, chaque dimanche matin, se tournent, avec malice ou inquiétude, vers le numéro du *Nationaliste*, comme toutes les oreilles se tendirent pendant

(1) *La Vérité*, de Québec, 25 janvier 1908.

(2) A Québec, M. Bourassa et ses amis ont été assaillis par des injures et des cailloux, attentat qui fut, le lendemain, réprouvé par tous les partis.

plusieurs mois vers les conférences quasi quotidiennes que prodiguait le chef éloquent de la nouvelle « ligue nationaliste. »

Une plus grande honnêteté financière et plus de franchise morale dans la politique, une distribution plus rationnelle et plus équitable, par le gouvernement, du domaine national, terres, forêts et mines, le retour progressif à l'État des grandes entreprises privées, comme les chemins de fer, pour mettre fin aux abus des monopoles particuliers, tels sont, en dehors des questions de personnes et des attaques contre les ministres, quelques-uns des principaux points du nouveau programme. Si nous avions à le discuter, encore qu'il soit toujours fort délicat de juger la politique intérieure d'un pays étranger, nous ne manquerions pas de remarquer à quel point ce courant d'*étatisme* est, à l'heure présente, général sur tout le continent américain, qui, durant si longtemps, n'a rien demandé à l'État, sinon de rendre la justice, d'assurer la police (et encore...) et de laisser le citoyen tranquille. M. le vicomte d'Avenel en a fait naguère, ici même, une remarquable démonstration pour les États-Unis (1). Nous nous trouvons plus à l'aise pour aborder le point qui paraît bien être le premier du programme nationaliste : *enrayer l'immigration anglaise au profit de l'immigration française*. Ce point, touchant à la politique extérieure, nous intéresse directement, et nous donne dès lors voix au chapitre.

Deux coups de théâtre sont venus passionner d'abord, puis clore en apparence cet ardent débat. Le ministre de la province de Québec le plus visé par MM. Asselin et Bourassa, celui de la Colonisation, M. Jean Prévost, a donné subitement, dans les premiers jours d'octobre, sa démission de ministre. — Ensuite, M. Turgeon, le ministre de l'Agriculture de la même province, a donné sa démission de député provincial afin de se faire à nouveau blanchir par ses électeurs. Aussitôt M. Bourassa, résignant lui-même son mandat de député fédéral, courut se présenter crânement dans la circonscription même de M. Turgeon. Il fut battu en novembre, grâce à toutes les forces coalisées du parti libéral, qui poussa des clameurs de triomphe à Ottawa et à Québec, criant, un peu tôt peut-être, à « la mort politique » de M. Bourassa. Il fera sagement de ne point s'endormir : la conscience publique s'est montrée trop vivement émue par le mou-

(1) 1er octobre 1907. — Sir Wilfrid est personnellement hostile à la nationalisation des services d'entreprises privées (voyez *les Débats* du 6 janvier 1908).

vement « nationaliste » pour qu'on puisse douter qu'il ne réponde à quelques-unes de ses plus intimes aspirations.

En somme, la question qui préoccupe si fort aujourd'hui nos cousins d'outre-mer, offre une double face, l'une canadienne et l'autre française. Du point de vue canadien, elle est de première importance : orateurs et écrivains « nationalistes » affirment tous les jours que le Canada, s'il persévère dans les mêmes erremens de colonisation, ne court à rien moins qu'à un « suicide national. » Envisagée de ce côté de l'Atlantique, elle est pour nous, à vrai dire, secondaire, mais d'un intérêt vif encore et plus que jamais éveillé à l'heure présente où, en France, l'on s'occupe si curieusement du Canada, sans d'ailleurs ordinairement le connaître avec précision.

Est-il vrai que le gouvernement actuel du Canada ne favorise point l'immigration française et qu'il pourrait agir autrement? et, s'il en est ainsi, quelles en sont les raisons?

Émigrer davantage dans la « Nouvelle-France » est-il bon pour nous ?

Tels sont les deux ordres de questions auxquelles nous allons nous appliquer à répondre le plus impartialement qu'il nous sera possible, en nous appuyant sur les documens officiels d'Ottawa eux-mêmes, éclairés par un récent séjour de deux années au Canada.

*
* *

L'originalité propre et unique au monde du Canada réside, comme l'on sait, dans la constitution de ce pays par l'*accord, sans fusion*, de deux des races les plus remarquablement douées, bien que de qualités diverses, la race française et la race anglaise. Sa raison même d'exister est évidemment dans une « entente cordiale, » qui se pratiquait là-bas bien avant qu'elle ne fût décrétée chez nous

Or, d'après le dernier recensement officiel, celui de 1901, le Dominion comptait 5 371 315 habitans, parmi lesquels 1 649 371 Canadiens-Français, soit le tiers de l'ensemble, exactement 30, 7 pour 100. L'élément de race française ne possède donc point la prépondérance, d'autant mieux que les plus gros capitaux sont entre les mains anglaises; néanmoins, il défend encore vaillamment ses positions, grâce au prestige de son ancienneté

d'occupation du sol, grâce à sa possession de la grande entrée européenne du Canada, les bouches maritimes du Saint-Laurent, grâce à ses qualités bien françaises de persévérance au travail, de sociabilité, de vivacité, de gaieté, enfin, il faut l'ajouter, grâce au charme propre de son homme d'État, sir Wilfrid Laurier, qui, bien que membre de la minorité ethnique, dirige depuis douze ans, avec une si sereine autorité, le gouvernement de ce peuple à deux têtes. Néanmoins, les Canadiens-Français doivent se surveiller de près, s'ils veulent conserver les droits qu'ils ont conquis de haute lutte depuis cent cinquante ans, et dont ils sont très légitimement fiers. L'émigration considérable, qui se fait actuellement au Canada, est-elle de nature à les alarmer?

Les chiffres vont se charger de nous répondre, car là-bas, — tendance américaine sans doute, — tout se mesure, se jauge, se pèse et se compte. Le gouvernement est prodigue de statistiques en tous genres, que l'on excelle à vulgariser par les moyens les plus ingénieux, tantôt en les reportant sur des cartes de géographie, comme dans le bel Atlas récent de M. James White (1), tantôt en les étalant aux yeux sous forme d'échelles progressives et de ballots multicolores d'épaisseurs proportionnelles aux chiffres.

Les nombres officiels nous apprennent donc que, depuis dix ans, de 1897 à 1906, le Canada a reçu 311 000 Anglais et 280 000 Américains des États-Unis, soit, en chiffres ronds, 600 000 Anglo-Saxons pour... 14 000 émigrans de France et de Belgique. Déjà réduite à 30 p. 100, la minorité « française, » dans cet afflux considérable qui vient ainsi compléter rapidement le Canada, ne se voit plus représenter que par 2 pour 100. On voit que le péril est loin d'être imaginaire.

Il ne serait pas encore bien grave si la population indigène pouvait, par son propre chiffre, résister longtemps à ces arrivages si disproportionnés. Mais la réalité est tout opposée, et, dans très peu d'années, si le mouvement « nationaliste » de l'Est ne reçoit point satisfaction, c'en est fait des Canadiens-Français, qui auront héroïquement lutté pendant un siècle et demi et, groupés autour de leurs prêtres, victorieusement survécu à l'invasion anglaise, à l'oppression anglaise, à l'infiltration anglaise des fonctionnaires et des commerçans, pour disparaître, sans rémission, dans les premières années du xxe siècle, complète-

(1) *Atlas of Canada*, 1906.

ment noyés sous cette pacifique inondation anglo-américaine.

On aperçoit déjà au Parlement fédéral les avant-coureurs de la submersion prochaine : à la Chambre des communes, qui seule émane du suffrage populaire, puisque le Sénat est nommé par le gouvernement, les députés « français » ne sont plus que 80 environ sur 214. La constitution politique, c'est-à-dire le *British North America Act* de 1867, a fixé au chiffre de 65 le nombre des représentans de la province de Québec, la plus française de toutes, et a décidé que ses comtés électoraux, quelles qu'en fussent les variations de population, serviraient de types à ceux des autres provinces. Le comté québecquois, c'est-à-dire le soixante-cinquième de la population totale de la province, est actuellement de 30 000 âmes environ : de 30 000 âmes est donc la circonscription électorale dans tout le Dominion. Il s'ensuit que, à chaque fois que passe vers l'Ouest canadien où on les précipite, un lot de 30 000 émigrans de race anglaise, c'est un député anglais qui s'achemine vers le Parlement d'Ottawa. Il n'est même pas de plus sûr moyen d'annihiler la minorité « française » que d'écarter les immigrans de la province de Québec et de les entraîner vers l'Ouest; l'on fait ainsi coup double : 1° en ne peuplant point la province de Québec, l'on maintient partout le chiffre de la circonscription électorale au nombre de 30 000 habitans; 2° l'on prépare directement de nouveaux sièges de députés au Canada anglais de l'Ouest. Or il est entré, en 1906, 156 000 Anglais et Américains pour moins de 3 000 émigrans de langue française : en conséquence, cinq nouveaux députés anglais vont bientôt prendre la route d'Ottawa et y augmenter l'écrasante prédominance de la majorité anglaise, sans que rien vienne renforcer la petite phalange des 80 « Français. » On comprend que l'Angleterre ne laissera, pas plus que les nouveaux citoyens eux-mêmes, se perdre les avantages que la Constitution lui confère, et, à l'ouverture solennelle du Parlement canadien, au mois de novembre 1906, nous avons entendu le gouverneur général du Canada, lord Grey, déclarer au Parlement, dans le discours du Trône, à la suite du voyage qu'il venait d'effectuer dans l'Ouest, que ces nouvelles provinces réclamaient une augmentation du nombre de leurs représentans. Il se réjouissait de constater que, parmi les émigrans, une plus forte proportion que jamais était venue des Iles Britanniques. On devine si les nouveaux élus seront Français ou Anglais.

Au-dessus de la question canadienne-française la question simplement canadienne se pose elle-même au sujet de l'émigration. Tous ceux qui ne se laissent pas endormir, dans le Dominion, par le confort matériel et par l'extraordinaire développement économique, se demandent si cet accroissement prodigieux de l'immigration est un réel avantage pour le Canada. Partie du chiffre de 21 000, il y a dix ans, l'émigration, par bonds successifs, en était, en 1906, au nombre de 180 000. 1907 s'est clôturé sur 275 000 (1) et, en haut lieu, l'on « espère, » l'année prochaine, importer 500 000 hommes : nous n'oublions pas que les Canadiens indigènes sont en tout 5 millions. D'après les données mêmes du ministère de l'Intérieur, dans cinq ans, pas plus, le Canada comptera 11 millions d'habitans, dont la moitié, 5 millions 600 000, seront nés en pays étranger. C'est comme si la France, à supposer qu'elle les pût admettre, recevait en un an 2 millions et demi de nouveaux arrivans : voilà l'image de l'émigration canadienne en 1907; — comme si elle recevait 4 millions d'étrangers : voilà l'image de l'émigration probable au Canada en 1909.

Et encore, dans la France, ce pays si bien limité et si bien centré par la nature, de nouveaux arrivans seraient vite mis en contact avec tous les grands organes qui composent la vie du pays. Mais avec ses immenses plaines et forêts vierges, larges en tout comme l'Océan Atlantique lui-même, séparées les unes des autres par deux séries d'obstacles naturels, à une extrémité, les Montagnes Rocheuses, et, vers le milieu, le groupe des Grands Lacs, orageuses « mers intérieures qui établissent dans ce continent une solution de continuité (2), » le Canada n'est point un pays proprement dit, c'est plutôt une expression géographique. Je l'ai même entendu appeler en public par un patriote canadien « une absurdité géographique. » Dans un tel pays, une aussi formidable invasion d'émigrans ne pourrait être vraiment profitable à l'unité nationale que si elle avait le temps de s'imprégner du caractère, des habitudes, des traditions de la population indigène : or, cette armée pénètre bien en Canada, pour la majeure partie, par les rives du Saint-Laurent et la province de Québec; mais elle ne

(1) Déclaration de M. Frank Oliver, ministre de l'immigration (*Vérité*, du 28 décembre 1907).

(2) Mot d'un Anglais très attaché au Canada, dans une conférence de Montréal en 1906.

traverse ce vrai cœur historique du Canada qu'à tours rapides de pistons de locomotives ou d'hélices, n'apercevant, à la fin d'un voyage exténuant, par les hublots ou les vitres du wagon de « colonist, » que des villes noires, des campagnes vertes ou uniformément couvertes de neige, qui défilent trop lentement à son gré, — pressée qu'elle est d'aboutir au sol où elle doit planter enfin sa tente, ici ou là, peu lui importe. Pour beaucoup de ces hommes hardis, qui ont renoncé à leur patrie et qui s'imprègnent si vite de l'esprit, non pas canadien, mais américain, la patrie, je le leur ai entendu dire, « c'est uniquement l'endroit où ils gagnent de l'argent. » Si les hommes politiques canadiens pouvaient conserver sur ce chapitre quelques illusions, qu'ils fassent donc causer librement l'un de ces nouveaux habitans du Dominion, de ceux du Far-West, qui, voisins des États-Unis, dont ils ne sont séparés que par la frontière toute théorique du 49e parallèle, sont obligés de mettre trois, quatre, cinq, six ou sept jours consécutifs de chemin de fer, avec autant de nuits, pour venir à la capitale commerciale du Canada, Montréal, à sa capitale historique Québec, ou à sa capitale politique Ottawa, et qu'ils les interrogent sur leurs sentimens canadiens. Pour moi, j'entends encore l'un des grands éleveurs du pied des Rocheuses, Français de France par l'origine et par le cœur, me dire au mois d'avril dernier : « Nous vendrons mieux nos produits au marché de Chicago quand nous n'aurons plus de taxes de douanes : *aussi* nous appelons de tous nos vœux une annexion aux États-Unis, et nous pensons tous de même dans la Province. » Que l'on juge du langage des colons anglais ou des colons américains qui n'ont fait, eux, que monter un peu plus au Nord, de la prairie américaine épuisée, dans la jeune prairie canadienne.

Les États-Unis semblent bien avoir contribué à entraîner leurs voisins, par une sorte de contagion de vertige, dans le tourbillon de la grande immigration. Mais eux-mêmes, qui furent si largement ouverts aux émigrans, n'accueillirent 300 000 étrangers par an, ce qui est le chiffre actuel de l'immigration canadienne, que le jour où ils furent... 50 millions. L'un des publicistes du « nationalisme » l'a fait très justement ressortir (1). Comment un peuple dix fois moins nombreux peut-il prétendre

(1) M. Pierre Beaudry (*Nationaliste* du 1er septembre 1907 et *passim*).

assimiler le même chiffre d'étrangers? Aujourd'hui même, les États ne font entrer que 1 pour 100 d'émigrans par rapport à leur population totale (exactement 1,35 pour 100) : le Dominion va en faire entrer, chaque année, 10 pour 100 par rapport à la sienne.

Le Canada doit attirer, dit-on, une gigantesque émigration parce qu'il est très grand. — C'est précisément en raison de sa grandeur et du manque de coordination de ses divers membres qu'il devrait aller beaucoup plus lentement en besogne et se donner plus de soin pour absorber chacun de ses élémens nouveaux. Les nations sont fatalement soumises aux lois de la biologie. Si vigoureux soit-il, un corps n'a jamais pu s'assimiler de gros élémens étrangers, qui finissent toujours par le faire périr. Ce n'est point par une nutrition monstrueuse qu'un organisme se fortifie ni qu'une patrie se fonde.

*
* *

Si encore cette foule cosmopolite, assurément remarquable par la quantité, l'était de même par la qualité ! Mais ces deux termes, comme l'on sait, marchent rarement d'accord, et 300000 personnes, ramassées partout où l'on a pu les trouver, n'ont guère de chance de constituer une élite. On s'en aperçoit bien à l' « inspection médicale, » en même temps inspection morale, que le Canada a dû établir en 1902 et compléter en 1904 dans chacun de ses grands ports d'immigration : elle ne passe pourtant point pour bien sévère. Parmi les émigrans qui se voient interdire l'entrée du Canada en raison de leurs tares physiques ou morales, figurent, pour la dernière année officiellement publiée, 1904-1905, en premier lieu des Juifs, des Russes, des Allemands, des Italiens, des Turcs. Mais il est remarquable que, parmi les émigrans qui, après avoir été une fois admis, durent être renvoyés, les trois quarts soient des Anglais, — comme d'ailleurs l'année précédente, — les uns parce qu'ils sont devenus fous ou diversement malades, d'autres parce qu'ils sont une « charge publique, » d'autres enfin parce que l'on a découvert en eux des criminels. Pour ces derniers, le médecin en chef du service fait l'observation que c'est la première fois qu'on en relève un nombre aussi considérable. Quant à l'ensemble des rapatriés, il explique la très forte proportion des Anglais (75 p. 100, tandis que les émigrans anglais font

50 p. 100 de l'effectif total) en disant que beaucoup d'entre eux ont demandé eux-mêmes à revenir (1). Il semble donc évident que le recrutement dans les Iles Britanniques est fait trop légèrement pour l'intérêt du Canada.

On s'en serait douté en lisant les rapports de certains agens d'émigration canadienne en Angleterre. Celui de Liverpool se réjouit en 1905 d'avoir pu mettre en route 3350 émigrans de plus que l'année précédente, et il attribue ce succès au chômage des ouvriers anglais durant le dernier hiver et aussi « à l'aide puissante de l'Armée du Salut (2). » Voilà qui est pour faire rêver tous ceux qui savent que cette respectable institution protestante travaille surtout, en pays anglais, dans les bas-fonds et les bouges, où elle réussit noblement d'ailleurs à faire pénétrer quelques lueurs d'idéal.

Ces soupçons se trouvent pleinement confirmés par un document arrivé entre les mains de M. Henri Bourassa, qui a dû à sa simple lecture de véritables triomphes oratoires : il justifierait à lui seul toute la campagne nationaliste. C'est un prospectus de Londres, émanant d'une de ces sociétés de philanthropie religieuse analogues à l'Armée du Salut. Ici, c'est la « Church Army » qui fait appel à la générosité du public pour continuer ses envois d'émigrans au Canada : en cette année 1906, elle a « envoyé de la misère du pays à la prospérité du Canada : 3000 anciens prisonniers, chemineaux, malheureux, vagabonds, ivrognes, apaches (ex-prisoners, loafers, unfortunates, tramps, drunkards, hooligans). On demande chaleureusement des dons en vue de constituer un fonds de 100000 livres pour l'émigration de 20000 sujets l'an prochain (3). » On conçoit quel sursaut d'indignation a secoué les Canadiens à la lecture d'un pareil factum leur révélant qui on leur expédie comme frères.

Les journaux anglais du Canada se sont eux-mêmes émus d'un jugement rendu, l'été dernier, dans la Grande-Bretagne. Un journalier était poursuivi pour avoir voulu, avec menaces, extorquer de l'argent à son père. Il avouait et méritait la prison.

(1) *Annual Report of the Department of the Interior for the year 1904-1905.* — Part II. *Immigration*, p. 131 et 132.

(2) *Ibid.*, p. 57.

(3) Annonce parue dans le *Church Army Record*, de Londres et reproduite en fac-similé dans *le Nationaliste*, de Montréal, le 28 avril 1907, p. 1. La « qualité » des émigrans s'étale en vedette sur le texte original pour mieux montrer le service rendu à la société anglaise.

Le juge : « Voulez-vous aller au Canada? — Oui, Votre Honneur. » Là-dessus le coupable fut acquitté et relâché (1).

Il a été observé d'ailleurs avec raison que l'âge héroïque de l'émigration européenne, ou plutôt de la bonne émigration européenne est passé, du moins pour le moment, et ce sont les États-Unis qui ont eu l'heureuse chance et l'habileté d'en profiter. Leur pays s'est fait beaucoup avec les Scandinaves, avec les Irlandais, qui sont aujourd'hui si puissans à New-York, avec les Allemands, avec les Italiens du Nord. La situation politique des nations européennes a profondément modifié la qualité de l'émigration : elle en a reporté les foyers, du Nord et du Centre de l'Europe, au Sud et à l'Est. L'Irlande, devenue plus tranquille, a moins émigré, du moins dans ses bons élémens; le grand mouvement d'agriculture, de commerce et d'industrie, qui s'est manifesté en Allemagne depuis 1880, a retenu sur le sol, avec les efforts du « kaiser, » beaucoup du surplus de la population. Les Italiens émigrent de plus en plus, mais les provinces du Nord et du Centre vont chercher du travail dans les États européens, et ce sont les provinces les plus déshéritées, les plus éprouvées par de récens tremblemens de terre, les Pouilles, la Calabre, Naples, la Sicile, qui se mettent à passer l'Atlantique (2). Les luttes politiques de la Russie et des États des Balkans ont rejeté beaucoup d'hommes de cette région sur l'Amérique, en particulier les Juifs, dont un véritable exode s'est abattu sur le Dominion, au point que les enfans juifs dépasseront bientôt en nombre dans les écoles « séparées » les enfans protestans, et qu'une question « sémitique » se posera un jour ou l'autre dans la grande colonie anglaise. Enfin, la transformation la plus considérable s'est faite dans l'élément britannique où, par suite du machinisme et du paupérisme, ce ne sont plus les gens de la campagne, mais les habitans des villes qui, dans l'énorme proportion de 80 p. 100, se sont mis à passer les mers.

Cette évolution n'a point échappé, dans le monde, aux hommes d'État qui observent. Aussi, instruits par l'expérience, l'Australie et les États-Unis resserrent-ils fortement aujourd'hui les mailles de leur filet national, pour empêcher par tous les moyens

(1) Le *Toronto Star* reproduisant le *Kent Messenger* (*Vérité*, de Québec, 4 janvier 1908).

(2) *Rapport du Commissariat de l'Émigration*, distribué à la Chambre italienne en 1907 (*Journal des Débats* du 30 juillet 1907).

l'entrée même sournoise des élémens « non désirables, » selon la commode expression américaine (*undesirable*). Il suffit d'avoir fait soi-même le voyage de New-York pour savoir quels renseignemens multiples sont demandés à tous les passagers, même à ceux de cabine, par ce pays de la liberté soi-disant illimitée, sur leur origine, leur situation conjugale (Êtes-vous bigame?), leurs opinions... politiques (Êtes-vous anarchiste?), le chiffre de leur numéraire et d'où ils le tiennent, etc. Sur les grandes Compagnies transatlantiques, française, allemande ou anglaise, c'est assez, quelque apparence offrît-on d'ailleurs, de se déclarer originaire de l'Italie du Sud, des Balkans ou de l'Asie Mineure pour se voir impitoyablement refuser le débarquement à New-York. Bien qu'une pareille rigueur soit généralement très connue des intéressés, la douane des États-Unis trouve encore le moyen d'arrêter plus de 12 000 émigrans par an, 1,13 p. 100 de ceux qui se présentent (1). Le Canada, pendant la dernière année qui soit complètement publiée (1904-1905), a refusé près de trois fois moins, soit 0,41 pour 100 de ceux qui se présentaient. Il s'effectue donc fatalement en Europe un triage entre les deux destinations de l'Amérique du Nord: la plupart des braves gens qui n'ont rien à cacher se dirigent vers les États-Unis, les autres sur le Dominion, et pour peu que les choses marchent de ce train pendant quelques années, le Canada, où va s'amasser l'écume des quais de Londres, de Liverpool, de Naples, deviendra peu à peu la sentine du vieux monde. Il n'est pas permis de bâcler ainsi une patrie.

*
* *

Un tel mouvement surabondant et indiscret d'immigration, qui paraît si contraire aux vrais intérêts du Canada, se produit-il, comme une force fatale, à l'insu du gouvernement fédéral? ou celui-ci le favorise-t-il, soit en ne l'arrêtant point par des mesures prohibitives, comme le fait son habile voisine, soit même directement, en le désirant, en l'organisant, en le voulant? Et est-il vrai, comme on le lui reproche, que ce gouvernement d'un pays mixte, français et anglais, favorise nettement l'immigration anglaise au détriment de la française? ou serait-ce peut-être

(1) Exactement 12 432 pendant l'année 1905-1906 (*Annual report of the commissioner general of Immigration*).

l'Angleterre qui imposerait le trop-plein de ses nationaux à son immense colonie ?

Un commencement de réponse à ces questions se trouve déjà dans les triomphans communiqués officiels qui sont lancés fréquemment d'Ottawa dans tous les journaux, — tels les bulletins de victoire de la Grande Armée, — portant au monde de glorieux chiffres d'immigrans canadiens avec les augmentations sur l'exercice précédent de ceux de race anglaise.

Quiconque veut approfondir la matière n'a qu'à lire attentivement le dernier rapport en 250 pages, qui ait été publié par le ministère de l'Intérieur sur l'*Immigration*, celle de juillet 1904 à juin 1905 (dates officielles de l'année politique au Canada). Celui-là sera pleinement édifié : il verra fonctionner les divers rouages d'un service très habilement organisé et convergeant tout entier vers un double but à atteindre : *l'Ouest* à peupler, les Émigrans de *langue anglaise* à y attirer, — service presque exclusivement occidental et anglophile. Les deux choses vont d'ailleurs ensemble, car si le gouvernement s'occupait davantage des provinces de l'Est, il serait tout naturellement amené à y attirer des colons français. Le Canada, en effet, se partage de plus en plus en deux parties par un mouvement en sens inverse qui n'est pas sans inquiéter ses amis, le Canada de l'Ouest ou anglais et le Canada de l'Est ou « français, » la minorité anglaise dans les paroisses « françaises » émigrant spontanément vers l'Ouest, comme la minorité « française » dans les paroisses anglaises tend à revenir à l'Est.

Dans son rapport initial, le sous-ministre de l'Intérieur, M. William Wallace Cory, après avoir déclaré que le principal objet de ce ministère, fondé en 1873, est « la concession des terres vacantes sous son contrôle, » se félicite, sans la moindre réserve, de l'énorme proportion des Anglais parmi les émigrans de 1905 :

«... L'année passée, écrit-il, a été la plus heureuse dans l'histoire du pays en ce qui concerne l'immigration. Le nombre total des arrivées a été de 146 266, le plus grand qui ait été enregistré, et *non seulement ces résultats sont satisfaisans au point de vue numérique, mais quand l'on considère que 98 902 de ces immigrans, soit plus des deux tiers des arrivées totales, viennent des Iles Britanniques et des États-Unis, et que nos agens dans l'Ouest sont unanimes à apprécier cette classe de*

colons qui se sont établis dans le Manitoba et les nouvelles provinces pendant la dernière campagne, je pense que c'est la récompense de tous ceux qui ont contribué à organiser notre politique actuelle d'immigration pour laquelle tous les Canadiens devraient éprouver de la reconnaissance. Dans un pays jeune comme le Canada, avec sa petite population, son territoire étendu et ses ressources naturelles illimitées, *il est d'une suprême importance, au point de vue national, que l'assimilation des élémens étrangers qui sont introduits, se développe graduellement,* mais, dans les conditions présentes, quand *près de cent mille Anglais, parlant la même langue, et ayant les mêmes aspirations que nous-mêmes,* sont ajoutés à notre population dans le court espace de douze mois, il n'y a guère lieu de craindre que *le caractère national* puisse jamais être altéré. Tout danger à cet égard, si jamais il y a eu danger, a maintenant disparu, et il est à espérer que les méthodes suivies dans le passé, sous ce rapport, ne manqueront pas de donner les mêmes résultats bienfaisans dans l'avenir (1). »

Il n'est pas possible de méconnaître plus... naïvement les droits, « la langue, les aspirations » d'un tiers des citoyens du Canada.

De 1896 à 1902, le chiffre des émigrans était monté normalement et comme naturellement de 21000 à 67000. En 1903, il bondit à 128000, le nombre des arrivées des États-Unis et celui des Iles Britanniques ayant doublé. Que s'est-il donc passé? C'est que l'année précédente, le sous-ministre de l'Intérieur, M. James Allan Smart, a organisé lui-même l'émigration en pays anglais. Tout, en effet, s'organise, même l'émigration. Convaincu qu'il fallait infuser du sang anglais au Canada, M. Smart, à peine débarqué à Liverpool, s'aperçut avec étonnement que, dans leur propagande canadienne, ses agens avaient complètement négligé la population rurale. Aussitôt il monte de toutes pièces un système de conférences sur le Canada, d'articles sérieux bien rédigés (non pas seulement de vulgaires réclames) dans les plus grands journaux; il *offre* le voyage d'Angleterre à 55 colons anglais qui ont le mieux réussi dans l'Ouest canadien, et il les fait disséminer habilement dans les campagnes anglaises.

(1) *Annual Report of the Department of the Interior for the year 1904-1905;* p. XXVIII.

Résultat l'année suivante, en 1903 : 41 000 émigrans anglais, au lieu de 19 000 en 1902.

Dès 1899, M. Henri Bourassa avait demandé à la Chambre des communes l'envoi de deux colons belges en Belgique : on n'en tint aucun compte. Les Canadiens-Français devaient s'estimer heureux que, à leurs frais, 55 colons anglais voyageassent en Angleterre.

Homme de vraie intelligence, sans idées politiques totalement fixées et capable, en véritable Anglais, de corriger les siennes par l'observation des faits, M. Smart étudie alors la question de l'immigration française et déclare dans son rapport de 1903 que l'on pourrait recruter des colons français, pourvu que l'on employât les moyens pratiqués depuis un an en Angleterre. Il signale un des obstacles, le manque d'une ligne directe franco-canadienne : à ce souhait répondirent la création et la subvention par le gouvernement fédéral, de la ligne Allan, qui fait un service direct de quinzaine entre Montréal et Le Havre. Il ajoute que, pour le moment, on aurait plus de facilité en Belgique.

Dans son rapport de l'année suivante (1904) M. Smart revient sur la matière et constate que « les agriculteurs français et belges sont parmi les meilleurs que l'on puisse établir en Canada. » On sent que la question est mûre dans la pensée de cet éminent organisateur. Malheureusement, il quitte le pouvoir en janvier 1905. Personne ne reprend ses vues sur l'émigration française. On se contente de garder avec reconnaissance et de pousser vigoureusement son système d'émigration anglaise et américaine, qui mérite vraiment d'être étudié.

D'abord, dans l'année 1905, le surintendant de l'immigration a fait répandre 3 257 403 brochures et cartes sur le Canada, entre autres certains supplémens spéciaux de journaux américains à 1 million d'exemplaires, des géographies du Canada en anglais à 355 000, etc., etc. Dans cette « littérature, » ne paraissent presque pas de publications en français, sauf une carte de l'Ouest canadien tirée à 200 000.

Ce même haut fonctionnaire a accordé les frais de voyage à 36 délégués qui venaient se rendre compte sur place de la colonisation : 1 Autrichien, 3 Allemands, et 32 des États-Unis (1).

L'organisation anglaise a pour cadres une agence générale à

(1) *Report of the Department of the Interior, Immigration*, p. 4.

Londres, et 9 succursales installées à Liverpool, Birmingham, York, Glascow, Aberdeen, Belfast, Exeter, Cardiff et Dublin. Des œuvres anglaises établies au Canada s'occupent particulièrement des émigrans de ce pays, par exemple une inspection spéciale des enfans anglais qui émigrent et qui sont confiés dans des maisons sûres à de bons patrons, au besoin à de bonnes patronnes, c'est l'*Inspection of British immigrant children and receiving homes* (1). Les jeunes filles isolées qui arrivent à Winnipeg trouvent Mrs Sanford à la tête du précieux « Home de bienvenue de la Jeune Fille » (*Girl's home of Welcome*) (2).

L'organisation des États-Unis ou de « l'Amérique, » comme on dit au Canada, comprend un état-major de 16 agens nationaux, ayant sous leurs ordres 77 sous-agens commissionnés, et la lecture de leurs rapports annuels laisse prendre une idée de l'infatigable activité déployée par chacun d'eux, énorme correspondance, nombreux entretiens au bureau, visites personnelles dans les fermes, conférences, abondante distribution de brochures, exhibition très efficace des grains et des fruits du Canada, brillante participation aux Expositions « américaines, » voyages effectués par eux-mêmes dans l'Ouest canadien qu'ils ont à faire connaître et à vanter, excursions à prix réduits organisées par eux dans quelque partie de cette région, pour y mener des caravanes de candidats-colons, ou, selon le pittoresque mot composé anglais, de chercheurs-de-homes (*home-seekers*). L'un des agens, profond psychologue, s'est laissé dire que les femmes avaient la plus forte envie d'entendre parler du nouveau pays : il a suggéré aux fermiers d'emmener avec eux leurs femmes et leurs filles aux réunions, elles sont venues, conclut-il, « et je pense qu'elles apporteront un précieux concours pour promouvoir la cause de l'immigration (3). »

Les agens canadiens des États-Unis s'entendent à observer que la grande œuvre du « Rapatriement » s'annonce comme de plus en plus facile : il s'agit du million de Canadiens-Français de l'Est, qui, séduits par les avantages industriels des États-Unis au temps où leur région n'était guère ouverte à la colonisation nouvelle, ont franchi la frontière pour s'établir auprès

(1) Voir le Rapport de l'Inspecteur dans le Compte rendu sur l'*Immigration*, p. 135-139.

(2) *Immigration*, p. 113.

(3) *Immigration*, p. 83.

des grandes usines orientales de la nation voisine. Ils remarquent qu'un certain malaise se manifeste chez ces ouvriers des villes, et qu'ils ont les yeux fixés avec beaucoup d'intérêt sur la nouvelle prospérité de leur ancienne patrie (1). Mais, hypnotisés par l'Ouest, comme tout le service officiel d'immigration du Canada, les agens songent naturellement à attirer vers l'Ouest ces anciens Canadiens de l'Est, et l'on rencontre, qui le croirait? sous la plume de l'agent de Montréal, des regrets comme ceux-ci : « *Tandis que beaucoup d'entre eux retournent à leurs anciens « homes » de Québec et dans l'Ontario de l'Est*, un grand pourcentage dirige à présent leurs pas vers le Nord-Ouest (2). »

Un des agens officiels d'immigration, le R. Père Vachon, a osé, de son propre chef, parler du Canada dans un voyage privé qu'il fit en France, et il se risque dans son rapport annuel à en rendre compte au surintendant : « Bien que ne voyageant pas au titre officiel, je me suis fait un devoir de visiter plusieurs villages français en Bretagne et d'y donner des conférences sur l'Ouest canadien [toujours!], et, si j'en juge par le nombre de lettres reçues de France, j'y ai éveillé un profond intérêt pour notre pays (3). » La politique canadienne d'immigration est à ce point anglicisée que cette avance ne reçut pas le plus petit encouragement.

Le gouvernement entretient encore dans l'Ouest canadien un grand nombre d'agens d'émigration. Le rapport annuel de leur commissaire général, résidant à Winnipeg, contient la plus instructive appréciation des diverses nationalités européennes sous le rapport de leur faculté colonisatrice. La part de la France n'est nullement humiliante, et un pareil éloge sous la plume d'un M. Obed Smith, écrivant de Winnipeg, en anglais, au surintendant d'Ottawa, M. W. D. Scott, ne semblera certainement point partial : « Le trait caractéristique du travail de cette année a été l'arrivée d'un grand nombre de gens de France ayant avec eux leur famille, et je suis heureux de rapporter que nous avons pu leur assurer à tous de l'ouvrage avec de bons salaires, et leurs rapports devraient respirer la satisfaction pour les fins

(1) Ces Franco-Américains des États-Unis sont très attachans à suivre dans la manière dont ils se tiennent entre eux ; ils viennent de célébrer une grande victoire, ayant obtenu leur premier évêque canadien-français.

(2) *Immigration*, p. 140.

(3) *Ibid.*, p. 86.

d'immigration en Europe. Ces nouveaux arrivages sont un éclatant témoignage en faveur de ceux qui étaient arrivés du même pays l'année précédente. Ils acceptent volontiers le travail qui leur est offert, particulièrement de ceux de leur propre nationalité et ils sont ardens à mettre de côté la monnaie suffisante et à gagner le nécessaire pour s'engager dans des opérations de ferme à leur propre compte. Je suis heureux de rapporter qu'à travers l'Ouest canadien le Français et le Belge réussissent à prospérer d'une façon très satisfaisante. Leurs opérations en agriculture indiquent l'énergie et la capacité qu'ils savent montrer dans leurs ouvrages. »

De pareils satisfecits auraient pu, semble-t-il, éclairer le gouvernement d'Ottawa et le pousser à encourager l'émigration en pays de langue française. Qu'a-t-il fait? et, en face de ces 26 agences générales si fortement installées en pays anglais, combien en entretient-il en pays de langue française, en France, en Belgique et en Suisse? Une, celle de Belgique, car nul ne voudra, je pense, faire entrer en ligne de compte l'agence française qui paraît avoir été si longtemps ensevelie dans le plus profond sommeil. Son titulaire déclare, pendant quelques années, dans son Rapport officiel, qu'il n'a rien à signaler, ayant suivi les conseils de très grande prudence qui lui ont été donnés par son ministère. Puis, il estima sans doute qu'il était superflu de prendre la plume pour dire qu'il ne faisait rien, par ordre, et aucun Rapport d'agent français ne figure plus dans le volume annuel consacré par le ministère de l'Intérieur canadien à l'*Immigration*.

En revanche, le dernier Rapport officiel de l'agent belge est rempli d'intérêt, pour les Canadiens comme pour nous. M. Treau de Cœli, qui a son centre d'opérations à Anvers, constate que la récente augmentation de la propagande en Belgique (grâce sans doute à M. Smart) donne de bons résultats. Dans les écoles publiques, la géographie du Canada commence à être enseignée. On envoie des atlas et des cartes murales aux conférenciers qui veulent faire connaître le pays. La presse publie des descriptions vivantes de la jeune contrée, de ses productions, de son avenir. Depuis quelques années, des familles belges adoptent un mode de colonisation qui, de l'avis unanime des gens compétens au Canada, je m'en suis rendu compte d'autre part, est le meilleur : les fils de cultivateurs partent en avant-garde, étudient le pays, choisissent le lieu, commencent l'installation et appellent

ensuite leurs parens, qui ont pris leur temps pour réaliser leur bien du continent. Cette transplantation progressive et rationnelle de familles qui, au lieu de partir précipitamment, prennent le temps de correspondre ensemble et de s'établir à coup sûr, produit, paraît-il, un grand effet sur leurs voisins.

L'auteur du *Rapport* ajoute qu'il sollicite partout les correspondances des émigrans : « Un certain nombre de ces lettres ont été imprimées dans le dernier hiver en une publication de propagande qui donnait aussi les noms des nombreux Belges établis au Manitoba et dans le Nord-Ouest, dont on pouvait obtenir des renseignemens. Cette petite brochure fut très demandée comme établissant des faits qui pouvaient facilement être vérifiés. » On n'a certes pas fait tout ce qui était possible afin d'encourager l'émigration belge, qui est en si bonne marche. Nul ne peut pourtant reprocher au ministère de la province de Québec d'être demeuré indifférent à la Belgique; malheureusement, de regrettables incidens politiques, qui sont venus jusqu'à la Cour d'assises, ont jeté une teinte fâcheuse sur la colonisation belge, du moins sur celle qui est organisée par syndicats financiers. Mais la portée de ces événemens s'atténuera de jour en jour en ce qui regarde la Belgique, car le courant d'émigration belge est souverainement désirable pour les deux pays, heureuse exosmose entre cette petite contrée obligée de nourrir 226 habitans par kilomètre carré (plus de trois fois la densité de la France) et le Canada qui ne compte même pas un habitant dans le même espace.

L'étude des documens officiels nous convainc donc que la politique canadienne d'immigration est, consciemment ou non, franchement et presque sans réserve, *intensive*, *anglophile* et, ce qui en est la fatale conséquence, *occidentale*. L'inquiétude des Canadiens-Français, du moins de tous ceux qui n'ont point de liens gouvernementaux, semble en conséquence parfaitement justifiée, et, sur ce point, le mouvement « nationaliste, » s'il n'est point encore très carrément populaire en ce pays de tradition, qui évolue lentement, — répond plus ou moins sourdement au secret instinct de la majorité des Canadiens-Français indépendans : plus ou moins confusément ils sentent que leur argent (et ils savent bien qu'ils sont pour un tiers dans le budget de l'État) est mal employé dans ce grand et capital service de

l'Immigration, qu'il est employé en dehors d'eux, c'est-à-dire directement contre eux, contre leur langue, leur foi, leurs traditions. Ils se doutent même, non sans quelque raison, qu'il est employé contre le Canada.

Si telle est en réalité la politique canadienne, et nous croyons sincèrement n'avoir rien chargé, quelles en peuvent être les causes? Et comment se fait-il que, avec l'approbation, mais sans la moindre pression de l'Angleterre, une pareille politique émane, pour une bonne part, de ces ministres canadiens, qui savent se dire au Canada si Canadiens-Français, si Français en France? Comment ont-ils pu monter cette grande machine d'immigration si excessive et si contraire aux intérêts « français? » Il faut sans doute en demander les motifs aux conditions générales dans lesquelles ils évoluent, conditions à la fois politiques et économiques.

*
* *

Tout d'abord, il faut tenir compte de l'opportunisme à orientation anglaise, auquel ont été ou se sont crus condamnés par les circonstances les hommes politiques « français » qui, à Ottawa, parvenaient au pouvoir. L'un des plus considérables m'avouait : « A peine sommes-nous entrés dans la politique, qu'il nous faut danser sur la corde raide. » Arrivant au sommet par leur intelligence, par le vrai libéralisme politique, joint sans doute à l'intérêt, de la majorité anglaise, dont l'idéal n'est point, comme ailleurs, de brimer la minorité, — ils ont devant l'ensemble du pays, à se faire, pour ainsi dire, « pardonner leur origine, » et il est certains abandons qu'ils croient devoir consentir, en faisant observer à leurs coreligionnaires que, s'ils n'étaient pas au pouvoir, les droits de leur race seraient beaucoup plus souvent méconnus.

A cela les intransigeans répliquent que, si les Canadiens-Français avaient affaire à un ministère uniquement anglais, ils seraient peut-être plus libres et effectivement plus forts pour revendiquer et faire respecter leurs droits, sans que leurs efforts fussent perpétuellement chloroformés par de bonnes paroles et des faveurs matérielles, et que, en définitive, servir ainsi sa race en la desservant aussi fréquemment, est bien près de la trahir.

Entre ces deux conceptions opposées de la politique canadienne, qui s'appuient chacune sur des argumens sérieux, nous

n'avons point à décider : c'est l'éternelle lutte qui s'observe en tous pays et qui divise les tenans de la même cause, partagés entre l'intransigeance et la conciliation. Mais, dans le domaine des faits, nous pouvons constater que le gouvernement de sir Wilfrid Laurier, en dépit de toutes ses ressources d'habileté, n'a pas cru pouvoir soutenir ses coreligionnaires dans les deux graves conflits des Écoles du Manitoba et des Écoles du Nord-Ouest, dont le souvenir douloureux n'est point encore effacé de la pensée des Canadiens-Français de toute province.

Aux faits de cet ordre doivent sans doute, en dépit des apparences, s'en rattacher deux autres, qui longtemps ont moins frappé le public parce qu'il ne s'agissait pas ici d'une crise aiguë comme dans les deux précédens, mais d'une progressive infiltration. Il a fallu M. Henri Bourassa et ses amis pour sonner bruyamment la cloche d'alarme au sujet de ces deux points : l'abandon successif de la langue française comme langue officielle, — et l'orientation tout anglaise de la politique d'immigration.

Tous les voyageurs français l'ont remarqué, ce n'est pas une petite ni agréable surprise pour nous que de trouver la langue anglaise installée partout, pour ainsi dire, au Canada, dans les grands magasins de Montréal, dans les plus grands hôtels de Québec, voire dans un grand nombre de familles « françaises, » qui, peu à peu, entraînées par leurs relations avec la société anglaise, finissent dans l'usage à donner la préférence à l'idiome britannique. Cela, nous l'entendons bien, c'est affaire de défaillance dans les mœurs des particuliers, et Mgr Bruchesi, l'archevêque de Montréal, a beaucoup fait pour ses compatriotes de langue française en interdisant hardiment, au mois de novembre dernier, les mariages « mixtes » entre catholiques et protestans.

Si l'on se reporte à l'article 63 de la Constitution qui reconnaît les deux langues comme également officielles, on est plus surpris encore de constater quelle est, dans les documens officiels, la prédominance de l'anglais. Il faut voir quelle difficulté l'on a à se faire entendre en français dans les bureaux de poste ou de téléphone de Montréal, et les Compagnies de chemin de fer violent, la plupart du temps, le règlement qui les oblige à annoncer dans les deux langues les heures d'arrivée et de départ des trains, sous peine d'une amende de 25 francs par infraction : négligence évidente du gouvernement sur ce point. Mais il y a mieux. Au

mois d'avril dernier, le ministère fédéral de l'Intérieur a édité un magnifique atlas du Canada, accompagné de très nombreux diagrammes de statistiques, où ne se lit pas un mot de français (1). A la même époque, le ministre fédéral de la Justice a même publié un Code refondu des lois canadiennes, et il a osé le faire uniquement en anglais; si bien que les juges « français » de Québec et de Montréal rendent à présent la justice à leurs compatriotes de langue française sur un texte anglais. Il n'a pas fallu moins qu'une interpellation de M. Henri Bourassa et de son ami M. Armand Lavergne à la Chambre des communes pour arracher au gouvernement la promesse d'une version française, qui est en chantier et qu'au bout de onze mois, l'on en est encore à attendre. Infatigable pour notre langue, M. Armand Lavergne vient de déposer en février, au Parlement fédéral, un projet de loi qui obligerait positivement les Compagnies de chemins de fer, de télégraphe et de téléphone a employer le français comme l'anglais dans leurs rapports avec le public (2).

Quant à la politique d'immigration, pour y expliquer le laisser aller gouvernemental vers l'Angleterre, il faut encore invoquer avec assurance la force des intérêts financiers. Ils sont mêlés en tous pays aux idées politiques, mais nulle part autant que dans toute l'Amérique du Nord, ils n'exercent de pression sur elles (3). L'influence « américaine, » l'une des trois influences qui se disputent le Canada, a largement envahi sa politique, qui, dans un très grand nombre de branches, est avant tout une politique d'affaires, entre autres dans le grand service d'immigration. Affaires, par la prime de 10 à 25 francs touchée par les agens extérieurs sur chaque tête d'émigrant, si bien qu'ils n'ont qu'à s'occuper de la quantité, sans souci de la qualité, et que leur intérêt les pousse à ramasser dans n'importe quel ruisseau de grande ville des hommes bons à être jetés dans les entreponts de steamers. Cette prime individuelle, le programme « nationaliste » en réclame l'absolue suppression (4). Affaires encore et

(1) *Atlas of Canada*, by James White, déjà cité.

(2) Il faut reconnaître que M. R. Lemieux, au fort de la campagne « nationaliste, » pendant l'automne dernier, avait fait mettre des inscriptions françaises sur les bureaux de poste de la province de Québec.

(3) Cf. l'article *Politique et Finance*, dans la *Vérité* du 4 janvier 1908.

(4) M. Bourassa voudrait même qu'il y eût dans tous les grands ports européens d'embarquement d'émigrans des agens très sévères pour retenir tous les élémens « non désirables. »

affaires tout américaines, par cette savante organisation de la réclame pour le Canada et du chauffage ingénieux des imaginations, — montée un peu comme la merveilleuse publicité jadis déployée en Europe pour le « Grand cirque Barnum et Bayley. » Affaires surtout par l'influence prépondérante des grandes Compagnies de chemins de fer et de paquebots dans les opérations de l'immigration. Les 50 000 colons d'Angleterre, qui passent maintenant chaque année l'Atlantique, sont sans doute en partie recrutés par les neuf agences officielles en Angleterre, mais aussi, pour une bonne part, par les colossales Compagnies qui traversent d'un bord à l'autre les 5 000 kilomètres du Canada, ayant, de place en place, fondé, à coups de millions, des hôtels au bord de leurs interminables rubans d'acier et entretenant même une ou plusieurs flottes sur chacun des Océans : telle la compagnie du Pacifique Canadien, qui dispose, à elle seule, de six agences installées dans la Grande-Bretagne.

Les Compagnies maritimes, après s'être déchargées dans le vieux monde des nombreux produits d'exportation du Canada (bois, pulpe, produits alimentaires), ont besoin de se lester au retour, et elles ne trouvent rien de plus avantageux, au dire des compétens, que ce *fret humain*, qui paie et qu'elles nourrissent au plus juste, de sorte que, malgré des prix très bas, elles réalisent encore sur lui de beaux bénéfices, d'autant plus qu'elles jouissent, en outre, du privilège de primes officielles (1).

De leur côté, les Compagnies de chemins de fer ont tout avantage à embaucher des émigrans ; nous dirons plus, c'est une question pour elles presque de vie ou de mort. Non seulement elles arrivent à toucher, d'une façon ou de l'autre, tout ou partie de la prime individuelle attachée aux émigrans, mais elles sont vraiment au Canada à la tête de la colonisation. En fait, elles en détiennent le monopole, et la chose a été reconnue en plein Parlement fédéral lors de la dernière discussion de chemins de fer en 1906. La colonisation ne peut guère se faire dans ces immensités perdues qu'autour de leurs stations. Les colons ont besoin d'elles et elles ont encore plus besoin des colons : aussi transporte-t-on le plus de foules possible et le plus loin possible, le plus *à l'Ouest* qu'il se peut. Tous ces émigrans d'aujourd'hui sont les voyageurs de demain, et, ce qui n'est pas moins précieux,

(1) Réponse de M. Oliver à M. Armand Lavergne (*Vérité*, 25 janvier 1908).

les pourvoyeurs de marchandises, de blé, de lait, de pommes, de bestiaux, pour tous les convois qu'il faudra acheminer sur les marchés de Winnipeg, de Chicago ou de Montréal.

Il y a plus encore, et pour les véritables intérêts du Canada un danger plus grave.

Lorsqu'une de ces puissantes Compagnies a obtenu du gouvernement canadien, qui entend faire prospérer son pays, l'autorisation de construire une ligne, — surtout si c'est un de ces transcontinentaux qui vont d'un océan à l'autre, — elle a besoin de milliers d'hommes, défricheurs, terrassiers, manœuvres, qu'elle ne pourra jamais trouver sur le sol canadien encore si peu peuplé, d'autant que l'on construit vite sur le continent américain. Alors c'est pour elle un nouveau et énorme stimulant : elle embauche, elle embauche des hommes, qui n'auront pas l'intention de faire œuvre de colons et de planter un jour leur « home » au Dominion, mais à qui elle assure du travail pendant un an ou deux, et, augmentant ainsi le chiffre, non la qualité des émigrans, elle déverse sur le Canada une masse d'ouvriers, sans travail en Europe, et qui, une fois le nouveau chantier canadien fermé, se répandront de toutes parts et finiront par refluer sur les villes du Dominion. En l'année 1907, la compagnie du « Grand Tronc » avait besoin pour son Transcontinental nouveau de 60 000 hommes à ses gages, qu'elle a dû recruter surtout en Angleterre et aux États-Unis.

Pour les Compagnies qui cumulent les transports sur terre et sur mer, si l'on additionne les puissans intérêts qu'elles ont de part et d'autre à l'émigration intensive, on mesurera la formidable et presque irrésistible influence dont elles disposent : on devinera qu'elles se sentent d'aventure plus fortes qu'un ministère, même fédéral, et, au demeurant, les véritables maîtresses du Canada. Nous en avons surpris nous-même une petite preuve curieuse. Les hommes politiques le plus haut placés du Canada demandèrent un jour, pour un de leurs amis, une légère faveur de passage à l'une de ces Compagnies. Mais elle boudait à ce moment-là le gouvernement : elle refusa. Nous ne voyons pas bien en France une Compagnie de chemin de fer, même en dehors de la menace du rachat, refuser un billet de chemin de fer à M. Fallières ou à M. Clemenceau...

Comprend-on à présent comment la sereine vieillesse d'un grand homme d'État a pu, non pas monter, mais laisser monter

à côté de soi une formidable machine, actionnée par des myriades de chevaux-vapeur produits, selon les mœurs d'affaires américaines, par les capitaux unis de l'État et des grandes Compagnies, et fabriquant de l'immigration à haute dose, même parfois en sens inverse de quelques-unes de ses secrètes aspirations? La machine marche, elle ronfle, elle est mise à une pression de plus en plus élevée, elle produit un rendement chaque année plus considérable avec une progression mathématique, tout comme les usines de pâtes alimentaires à présent actionnées par une portion de la cataracte du Niagara. Tout va bien, *all right!* comme dit, toutes les deux phrases, chacun des habitans de l'Amérique du Nord. *All right!* si ce n'est qu'au pied de cet effroyable engin, qui brise tout à son approche, s'est présenté un homme, bientôt quelques hommes, sans capitaux, qui, au nom de leur race, minorité qui va être écrasée, au nom de leur patrie, qui elle-même peut être détruite bientôt par la grande machine des capitaux, se sont juré, ne craignant rien et n'espérant rien de ses maîtres, de l'arrêter ou du moins de la maîtriser. Spectacle émouvant pour un Français, parce que c'est la lutte poignante, terriblement inégale en apparence, de l'idée pure contre la force, du vieil idéalisme français, avec son coin éternel de chimère, contre le réalisme du machinisme à la yankee. Rien en ce moment n'est aussi français là-bas que cette croisade désintéressée, chevaleresque, téméraire, ardente, logique à l'emporte-pièce. Aussi le mouvement « nationaliste » canadien, quoique l'on puisse discuter froidement tel ou tel article de son programme, nous a paru unanimement sympathique aux Français de France qui habitent le Canada : nous nous étonnerions s'il n'inspirait pas les mêmes sentimens à tous nos compatriotes de la vieille patrie.

Au mois de décembre dernier, le ministre fédéral de l'Intérieur a fait adresser une circulaire à ses agences européennes pour restreindre un peu l'émigration pendant l'hiver 1907-1908 : tout émigrant, au débarqué, devra (contrairement aux émigrans des États-Unis) faire la preuve d'un engagement de travail immédiat ou produire une somme de 125 à 250 francs en monnaie canadienne (1).

M. Bourassa doit-il assez se consoler d'être « mort, » en

(1) Voir le *Journal des Débats* du 6 janvier 1908.

apercevant un commencement d'application de sa politique naître de son tombeau!

A l'opinion publique, qui se mettait, poussée par « les nationalistes, » à leur demander compte de leur incurie à l'égard de l'émigration française, les ministres fédéraux ont commencé par répondre : 1° que de la France on n'émigrait pas ; 2° que les lois françaises étaient au plus haut point restrictives de l'émigration. De là l'extrême prudence recommandée à l'agent français et d'ailleurs, nous l'avons vu, par lui si scrupuleusement observée.

Sur le premier point, le groupe nationaliste répliqua très justement que sans doute la France, à cause de sa richesse et de son charme infini, en raison aussi malheureusement de sa faible natalité, n'était point un pays de grande émigration, et qu'il n'était point question d'en soutirer chaque année 50 000 hommes, comme on faisait de l'Angleterre. Nulles prétentions n'allaient jusque-là. Mais enfin, en 1906, 7 000 Français ont émigré aux États-Unis (1); en 1885, le port du Havre a embarqué plus de 50 000 émigrans français pour l'Amérique du Sud, et le port de Marseille plus de 28 000 pour la même destination. Les « nationalistes » malheureusement ne paraissent pas avoir eu connaissance d'une révélation essentielle apportée en août 1907, par M. René Gonnard, professeur d'économie politique à l'Université de Lyon et qui a étonné plus d'une personne même en notre pays : dans le manque de statistiques officielles (la France ne tenant pas de comptes exacts pour le départ de ses enfans), cet éminent spécialiste a évalué à un minimum de *15 000* le nombre annuel des Français qui émigrent (2). De là aux 1 500 à 2 000 Français, qui arrivent, bon an mal an, sur le sol du Canada, il y a une marge considérable, qu'il s'agit, par des moyens efficaces, de tendre à diminuer.

La presse ministérielle du Canada s'est hâtée de faire argument de la malheureuse tentative des habitans de l'île Saint-Pierre de Terre-Neuve, qui, découragés de la disette du poisson dans leurs parages, se sentant plus loin de la métropole à la suite de l'accord franco-anglais de 1904 qui diminuait nos droits

(1) Très exactement 6 957.

(2) *Revue des Questions diplomatiques et coloniales*, 1er août 1907 (p. 145-154). — Le statisticien italien Bodio était arrivé, pour 1905, au chiffre de 14 000 émigrans français.

sur cette côte, se sont, au nombre de 3 000 (conseillés on ne sait par qui), abattus soudainement sur le Canada et entassés dans la ville de Montréal. Ce fut un coup de tête, et non une émigration, comme elle doit se faire aujourd'hui, selon les rationnelles et sûres méthodes modernes. Ces pauvres gens étaient venus tellement vite qu'ils n'apprirent que de la bouche de notre dévoué consul général au Canada, M. A. Kleczckowski, qu'ils s'exposaient gravement à perdre leur pension de retraite française provenant de l'« inscription maritime » à laquelle ils appartenaient pour la plupart. Et il fallut plusieurs mois d'efforts zélés à notre nouveau consul général, M. Henri Dallemagne et à ses collaborateurs pour trouver des places à quelques-uns des Saint-Pierrais au Canada, et pour en rapatrier le plus grand nombre.

La question de la législation française en fait d'émigration a donné lieu également à une discussion fort suggestive, et les précisions apportées sur ce point par la presse « nationaliste, » qui en est d'ailleurs coutumière, a remis les choses au point. Elle a publié le texte de la fameuse loi, dont le parti au pouvoir faisait sans cesse un épouvantail, en parlant toujours sans la montrer jamais. Datée du 18 juillet 1860, la loi porte tout d'abord que « nul ne peut entreprendre les opérations d'engagement ou de transport des émigrans sans l'autorisation du ministre de l'Agriculture, du Commerce et des Travaux publics, » et les dix autres articles énumèrent un certain nombre de justes garanties en faveur des émigrans, telles que leur droit à être « transportés directement, à moins de stipulations contraires, » sage mesure édictée par d'autres pays tels que la Hollande et la Belgique.

Et c'est tout, ou plutôt il y a encore un article du Code pénal français, qui a été également brandi pour faire peur aux moineaux de la majorité et leur faire craindre une complication diplomatique entre l'Angleterre et la France : c'est l'article 405, qui punit « l'emploi de manœuvres frauduleuses pour persuader l'existence de fausses entreprises,... ou pour faire naître l'espérance ou la crainte d'un succès... »

Sous le coup de ces textes tombent manifestement les officines clandestines ou menteuses d'émigration, comme celle qui a été surprise, l'été dernier, à Tourcoing et Roubaix. On pense si les premières dépêches elles-mêmes, qui relataient ce fait, ont été exploitées par le parti au pouvoir.

Mais les réclamations du nouveau parti canadien-français n'ont

rien à voir avec de pareilles industries et rien à craindre de notre législation. Elles portent sur l'établissement, au grand soleil de France, d'un certain nombre d'agens officiels du Canada, accrédités auprès de notre gouvernement et qui, sans exercer aucune pression déloyale, mais par des conférences, des conversations des correspondances, des articles de journaux, des expositions de produits, des publications de correspondances et des voyages en France de colons français, feront connaître le Canada tel qu'il est, avec ses avantages, son étendue, sa liberté, son climat froid mais sain, ses richesses, qui ne se ramassent pas rien qu'à se baisser, qui s'achètent au contraire par un travail acharné comme en France, mais qui rémunèrent mieux leur homme et lui assurent une belle aisance terrienne au bout de quelques années.

Il ne s'agit nullement de dépeupler et de vider notre beau pays, mais de canaliser dans la direction du Saint-Laurent les minces courans d'émigration qui s'en échappent par différentes ouvertures pour se disséminer et se perdre de côtés différens. A tous ceux qui se sentent, pour un motif ou pour un autre, trop à l'étroit sur notre sol et qui ne veulent point tenter l'exode dans nos propres colonies, — où ne les poussent d'ailleurs, la plupart du temps, ni la salubrité du climat, ni les sociétés de colonisation persuadées qu'elle doit se faire surtout par l'indigène (1), — à tous ceux-là il faut montrer et remontrer le Canada, le pays le plus français qui soit au monde en dehors de la France. Ne sont-ce pas les descendans de nos propres aïeux, qui nous y accueilleront, qui nous entoureront, professant notre langue, notre foi, notre affabilité, notre gaieté, nos chansons, nos traditions, nos mœurs, et nous donnant un peu l'illusion que nous retrouvons dans une vie nouvelle un coin de la vieille et chère France?

Qui sait même si une pareille vulgarisation ne parviendrait pas à diminuer peu à peu l'égoïsme général qui restreint de plus en plus la natalité française? si, chaque famille sachant avec certitude qu'au bout d'une ligne de paquebots se trouvent du travail assuré et de la terre à posséder pour quiconque veut seulement la cultiver, les parens ne seraient pas moins inquiets à la perspective de promouvoir de nouvelles existences? Chaque famille nombreuse compterait un ou deux « Canadiens » désignés à

(1) Conclusion d'une récente discussion du comité Dupleix.

l'avance. Puis la mode s'y mettrait, le courant s'établirait, l'on se grouperait au Canada par pays, et l'on se ferait signe de loin les uns aux autres. En dix à douze jours on se reverrait. N'oublions pas que ce sont les fils de nos paysans de la Normandie, de la Bretagne, du Poitou, de toute la France qui ont fait le Canada, alors que l'on mettait deux à trois mois pour s'y rendre. Voilà ce que les « nationalistes » se disent, non pas peut-être avec ce détail, mais voilà ce que leur campagne suggère. Ils parlent, eux, au nom des intérêts du Canada; nous parlons, nous, au nom de ceux de la France : les uns et les autres se confondent.

A entendre certains des ministres et de leurs porte-paroles, les réclamations de ces hommes sont chimériques et vaines: ils ne sont eux-mêmes que « des brandons de discorde » ou bien « des taureaux qui se précipitent dans des magasins de faïence (1). » Avec sa noble élévation de pensée, sir Wilfrid Laurier est plus équitable envers ses mordans critiques: il leur a conféré le baptême comme grand parti reconnu. Recevant, le 15 octobre dernier, à Ottawa, les étudians en droit de l'Université Laval de Montréal, il leur a dit: « Soyez du parti libéral, du parti conservateur, ou du *parti nationaliste*, peu importe, mais soyez d'un parti. » Il a fait mieux ; il a prouvé par l'exemple à quel point une opposition intelligente peut être utile à un gouvernement qui a lui-même l'intelligence d'en profiter. Pour donner satisfaction à l'opinion publique, il a fait annoncer, au mois de septembre, par un de ses collègues du ministère que les agences françaises d'émigration seraient portées au nombre de trente-trois (2). Au mois d'octobre, un jeune avocat montréalais, M. Arthur Geoffrion, a été nommé agent officiel d'immigration à Paris, et on laisse entendre que le gouvernement canadien se propose d'entreprendre dans les pays de langue française une sérieuse campagne de propagande. Il nommerait bientôt dans chaque comté de la province de Québec, comme il l'a déjà fait pour l'Ontario, un agent chargé de répondre aux demandes de main-d'œuvre agricole avec le concours des agences de France (3). Il

(1) Ce mot malheureux d'un organe « libéral » a été relevé, comme on pense, par *le Nationaliste*. « C'est vrai, a-t-il dit, et il y a bien des cruches et des pots de vin brisés. » Tel était le ton de la polémique.

(2) Discours de M. R. Lemieux, ministre des Postes, à Nicolet. Il dit que l'on allait porter le nombre des agences de 3 à 33 : nous n'avons pas pu savoir quelles étaient ces *trois* anciennes, nous n'en connaissons qu'une.

(3) *Le Nationaliste* du 9 février 1908.

se pourrait donc faire que le grand parti « libéral » affaiblît le jeune parti « nationaliste » par le même procédé habile dont il a usé déjà envers le parti « conservateur, » c'est-à-dire en s'appropriant une portion de son programme.

Cette nouvelle propagande française se fera sans doute encore pour une part en faveur de l'Ouest canadien, que le gouvernement d'Ottawa a toujours en vue, avec ses 500 millions d'hectares de prairie à pourvoir, qui produisent en moyenne 19 hectolitres de blé, chacun (1). Mais précisément parce qu'elle est française, elle fera fatalement une large part au peuplement du Canada français, c'est-à-dire de celui de l'Est, et notamment de la province de Québec. Et l'orientation particulière de cette colonisation sera heureuse pour le Canada, nous avons expliqué pourquoi; nous ajoutons, en finissant, qu'elle le sera aussi pour les Français et pour la France.

*
* *

Parmi les nombreux colons français que nous avons vus au Canada, nous en avons rencontré sans doute qui étaient satisfaits dans la grande prairie de l'Ouest , où ils ont réussi à se grouper dans les petits centres français disséminés parmi la grande masse anglo-américaine. Mais nos voyages d'études nous ont convaincu que le mieux pour les Français est de demeurer dans l'Est, une fois plus près de la France, dans cette unique région toute française, qui s'appelle modestement *la province de Québec, État aussi grand que la France et l'Allemagne réunies* et qui contient trois belles régions de colonisation en plein essor, c'est-à-dire pour les nommer de l'Ouest à l'Est, le Temiscamingue, le Nominingue, le Lac Saint-Jean.

Il est malheureusement telle des agences officielles de cette contrée, je l'ai constaté, qui médit des colons français; c'est, hélas! ou c'était... la note officielle venant d'Ottawa. Mais, après avoir été pendant plusieurs jours, de paroisse en paroisse, voir toutes les autorités locales, je les ai trouvées unanimes à se féliciter au contraire sincèrement de nos compatriotes, et à en désirer d'autres. Je suis allé frapper à chaque cabane, chez les Français du bord de la forêt vierge, je n'ai surpris que des gens heureux de leur sort, ne regrettant rien, contens de leur milieu

(1) Récolte de 1905 : 19 hectolitres et demi (chiffres donnés par le ministère de l'Agriculture et de l'Immigration du Manitoba).

et de leur tâche rude et laborieuse, mais en somme rémunératrice.

Il est de mode parmi les partisans de la Prairie de décrier la Forêt, avec sa lutte si lassante contre les souches séculaires. Mais la forêt, ce sont aussi tous les matériaux de construction, c'est le bois de chauffage dont on ne manquera jamais par les rudes hivers, c'est le commerce du bois en gros et la moderne industrie de la pulpe, qui font monter incessamment la valeur du lot du colon et peuvent lui fournir un supplément de travail dans sa morte-saison.

Si, outre la vente du blé et de l'avoine, l'on ajoute l'industrie laitière qui est remarquablement développée dans cette province, et la récolte du sucre d'érable ou celle des baies de myrtil qui, en quinze jours, chaque année, double presque le budget du colon, on s'assure que le cultivateur français ne peut trouver nulle part ailleurs de meilleur emploi à son initiative et à sa persévérance ; que l'on songe qu'une seule de ces trois régions, la plus rapprochée de la France, celle du lac Saint-Jean, compte plus de 8 millions d'hectares ouverts à la colonisation, et seulement 70 000 âmes.

Vraiment gâtée par la nature, la province de Québec, avec ses innombrables chutes et rapides, offre une quantité de pouvoirs hydrauliques, pour ainsi dire, illimités : l'on a évalué ceux de la seule région du lac Saint-Jean au chiffre de 650 000 chevaux-vapeur. En dehors même des entreprises que nous avons plus haut mentionnées brièvement, l'on peut donc juger, dans ce pays que l'on appelle déjà « le grenier de la province, » quel est l'avenir des capitaux qui seront intelligemment dirigés dans l'agriculture ou l'industrie. Et nous comptons pour rien ce qui compte cependant beaucoup pour nos compatriotes (nous nous en sommes bien aperçus par les emplacemens choisis par eux), l'admirable pittoresque de tout ce Nord de la province de Québec, les facilités abondantes de la pêche et de la chasse, qui en font le paradis d'été de tant d'Américains, la faculté, inconnue dans l'Ouest, de conserver légalement sa nationalité française. N'est-ce point là un précieux ensemble d'avantages, que nous ne faisons que résumer et qui serait de nature à tenter bien des Français, s'ils en étaient instruits? et le moment n'est-il pas bon pour seconder dans notre pays cet effort d'émigration française que semble vouloir tenter à présent le gouvernement canadien sous la poussée

« nationaliste? » C'est affaire aux publicistes à exposer clairement, exactement et sans rien outrer, ce qu'ils connaissent par des renseignemens certains. C'est affaire à notre gouvernement, qui vient de signer un avantageux traité de commerce franco-canadien (1) et qui favorise de tout son effort, depuis quelques années, les rapprochemens avec les deux grands pays de l'Amérique du Nord. Il s'est aperçu, par malheur un peu tard, que le reploiement sur nous-mêmes, qui a suivi 1870, nous a privés, au profit de nos rivaux d'Europe, d'une grande part dans la formation des États-Unis, qui prenaient à ce moment leur plus grand essor. Ne recommençons point avec le Canada : nous serions là deux fois impardonnables, et, si l'on veut des vues très précises, il paraît bien évident que la plus sûre manière de favoriser les communications avec le Dominion serait d'aider la Compagnie transatlantique française, qui promène si fièrement notre pavillon sur l'Océan, dans les efforts qu'elle a déjà tentés par deux fois pour établir une ligne directe française du Havre à Montréal. La seule ligne qui unisse directement les deux pays est, comme on sait, une ligne anglaise assez peu confortable, ce qui fait que les Canadiens, qui viennent si souvent en Europe, désirant prendre la Compagnie transatlantique française, s'assujettissent presque tous au passage par New-York et aux ennuis scandaleux de la douane des États-Unis. Une ligne directe entre la Seine et le Saint-Laurent serait donc assurée de nombreux passagers de cabine, elle drainerait en même temps toutes les marchandises françaises qui, chose étonnante, vont s'embarquer aujourd'hui à Liverpool et sont cataloguées dans les statistiques comme exportations *anglaises* au Canada, y compris les caisses de livres, dont notre ministère de l'Instruction publique a la générosité de doter les diverses bibliothèques canadiennes. Enfin, étant donné que les Compagnies maritimes ont avantage, nous l'avons vu, à mettre une couche d'émigrans entre les caisses de la cale et les cabines, la Transatlantique française, devenue notre collaboratrice au Canada, chercherait instinctivement à aider au recrutement des émigrans français. Ils apprécieraient eux-mêmes grandement (j'en appelle à tous ceux qui ont voyagé) de se sentir dix jours de plus sur un plancher français, et quand ils reviendraient au pays, de se savoir déjà en France dès

(1) Nous avons assisté à la préparation de ce traité, due en grande partie au vice-président de la Chambre de Commerce française de Montréal.

le quai de Montréal ou de Québec. Et que dire de l'influence française toute pacifique, qui se produirait d'elle-même par ces vaisseaux français de huitaine ou de quinzaine mouillant dans les eaux canadiennes, qui en voient aujourd'hui si rarement ?

Que dire aussi de l'action française qui se créerait naturellement avec nos colons devenus plus nombreux dans les provinces canadiennes-françaises ? Au lieu de s'aller disperser à travers le monde, leur vive personnalité française s'amalgamant à celle des Canadiens-Français augmentera ce groupe, qui pensera de même, qui verra de même, à la manière française, c'est-à-dire, au fond, « latine, » — qui aidera à rétablir l'équilibre en faveur des droits et des intérêts français au Canada, du maintien de la langue française, de l'accès des produits et des idées saines de la France. En somme, les bonnes volontés combinées des deux rives de l'Atlantique peuvent aisément mettre en route, chaque année, 10 000 émigrans de langue française, énergiques et honnêtes, de France, de Suisse et de Belgique, pour la province de Québec.

Ainsi, par une harmonie providentielle, la France et le Canada, la mère et la fille, se feront réciproquement du bien encore une fois, l'une maintenant son originalité grâce au renfort apporté à l'un de ses deux élémens qui menaçait d'être étouffé, — l'autre envoyant ses rares fils qui consentent à la quitter, dans le seul pays du monde où ils se puissent unir aux indigènes, pour fortifier son influence générale. Et la grande puissance, dont le drapeau flotte à présent sur la haute citadelle de Québec, n'aura point à s'inquiéter ; elle pourra même y trouver son compte dans l'avenir. Alors, le drapeau tricolore, suivant la vieille coutume canadienne, flottera sur des maisons plus nombreuses du Bas-Canada, demeuré sous la domination anglaise, mais bien redevenu, une seconde fois, par la langue, les mœurs, l'influence et les idées, une Nouvelle-France.

LOUIS ARNOULD.

POÉSIES

GÉORGIQUES

SIMPLE VŒU

Puissent un jour tous ces poèmes de la terre
Griser les hommes d'une ivresse salutaire,
Et parfois, les berçant de rêves musicaux,
Au fond de leur mémoire éveiller mille échos!
Puissent le rire frais des sources, les murmures
De l'arbre, la rumeur des blés aux houles mûres,
L'humble plainte des socs, l'appel clair des troupeaux
Se fondre allégrement dans mes vers plus dispos,
Pour qu'un peu d'harmonie, aux esclaves des villes,
Soupire le regret des campagnes tranquilles;
Pour qu'attendris surtout, les forçats des cités
Sentent, par quelque large et fier souffle emportés,
Que leur âme au passé légendaire s'enchaîne,
Comme au gland primitif se rattache le chêne!
Ah! combien glorieux je mourrai si j'ai su
Dans un seul cœur, par la vie amère déçu,
Laisser des visions doucement nostalgiques,
Et si n'ont pas été vaines ces Géorgiques!
Ah! si mon verbe ému fut assez éloquent,
Dans sa naïveté pastorale évoquant
Ce qui fermente et germe en d'immuables rites,
Pour rendre aux vieux logis leurs familles proscrites
Et ramener aux champs natals leurs exilés,
Comme alors mes plus chers désirs seront comblés!

O Nature, semblable à ceux que tu secondes,
J'aurai lancé le grain des paroles fécondes,
Et peut-être, tel un semeur qui, dans le soir,
A l'abri du foyer sacré revient s'asseoir,
Verrai-je aussi plus tard, débordantes de sève,
La plaine qui tressaille et la moisson qui lève.

LA VIGNE EN LARMES

Mars, bien que rude encore, a des rayons subtils
Qui grisent lentement comme un premier sourire,
Et tout ce que l'hiver semble heureux de proscrire
Revient de longs sommeils ou de mornes exils.

Quelque vernal et tiède effluve nous convie
Et, par les clairs vergers, où déjà nous songeons,
Un souffle hâte, avant qu'éclatent les bourgeons,
La résurrection suave de la vie.

Alors le vigneron, taillant les ceps tortus,
Tranche les noirs sarmens qu'a dépouillés l'automne,
Pour qu'un nouveau printemps de pampres neufs festonne
Ce bois noueux dont nul n'égale les vertus;

Et, plus gai de sentir la Nature meilleure,
Voyant, lui que la glèbe a sans trêve nourri,
Suinter un peu de sève où le cep fut meurtri,
Le rustique ouvrier dit que la vigne pleure.

Mais il sait que ces pleurs d'un jour ne sont pas vains,
Et que bientôt, non loin de la fraîche blessure,
Des grappes écloront pour la vendange sûre,
Dont le pressoir fera jaillir l'ambre des vins.

Pour que, plus tard, l'amour promis, dans la lumière
Croisse comme la grappe et, saintement pareil,
Soit doré par le plus adorable soleil,
Ne maudis pas la main qui te blesse, âme fière.

Si la douleur te rend visite, accueille-la,
Et tes yeux éblouis de chimères divines
Verront mûrir les fruits sacrés que tu devines
A la place où naguère une larme coula.

PRAIRIAL

Faucheur, l'herbe des prés, qui sous ta rude main
S'effondra, l'herbe tendre et fine dont l'arome
Circule avec la brise errante qu'il embaume,
Tu la rentres ce soir, anxieux de demain.

L'ombre gagne. Tu pars. Le vaste effort humain
S'apaise sur la glèbe immense où nul ne chôme;
Mais le foin par les chars emporté vers ton chaume
D'un vestige suave imprègne le chemin.

En moi puissent ainsi tant de choses fanées,
Que brusquement trancha la faulx des destinées,
Dans la mort n'exhaler que d'agrestes senteurs;

Pour qu'aspirant ma vie en ses heures trop brèves,
Plus tard un couple épris de rythmes enchanteurs,
Marche dans le sillage odorant de mes rêves!

RETOUR

Avec les tout petits agneaux qu'elles ont eus,
Qui, de laine frisée et fine encor vêtus,
Font des bonds innocens et bêlent autour d'elles,
Les mères, les brebis, à leur instinct fidèles,
Dans le soir alangui de baumes frais éclos
Se hâtent vers la ferme et regagnent l'enclos.
Les pis durs et gonflés par l'herbe nourricière,
Elles rentrent dans un nuage de poussière,
Le mufle bas, flairant le repos de la nuit;
Et seul le vieux bélier brutal qui les conduit,
Malgré l'accablement de la chaude journée,
Redresse fièrement, fièrement encornée
Sa tête, et va songeant qu'en de tragiques jeux
Il provoque au combat un rival ombrageux.

LE SOLITAIRE

Le bouc velu, soudain furieux, s'est cabré.
Le mufle écumant, l'œil hagard, le rein cambré,
Contre le tronc rugueux d'un orme séculaire
Il épuise âprement sa subite colère.
Vingt fois, précipitant les coups et s'acharnant,
Sans fatigue il bondit sur l'arbre frissonnant;
Vingt fois, sans que l'effort répété le harasse,
Il heurte son front rude à l'épaisse cuirasse.
L'écorce éclate au choc de ses cornes de fer;
Mais le rival plus jeune auquel il serait fier
De jeter le défi brutalement farouche
Qui hérisse son poil et bave par sa bouche,
Qui, dès l'aurore, en son regard sauvage a lui;
Mais l'époux préféré des femelles, celui
Qu'elles suivent partout, dociles et passives,
Guide la troupe loin des cornes agressives,
Et, lui-même évitant, caché dans un ravin,
Le mâle exaspéré dont le délire est vain
Et qui longtemps encor prend le tronc dur pour cible,
Subtil, se dissimule à sa haine irascible.

LA NOURRICE

Comment évoquerai-je en cette Géorgique
La scène pastorale et le tableau magique
Dont naguère mes yeux charmés furent témoins?
Quels vers seront assez harmonieux, à moins
Que tout ce qui gémit, chante, soupire ou bêle,
Prêtant un peu de grâce au rythme trop rebelle,
N'amollisse à sa guise et ne plie à son gré
La fluide douceur de mon verbe inspiré?...
A l'heure où le soleil rougit l'azur et monte,
Quelques brebis, encor frileuses de la tonte,
Erraient dans un pacage avec leurs agnelets;
Et l'ample aurore, après l'aube aux tons violets,

Empourprant un poitrail ou dorant une croupe,
De sa jeune lumière enveloppait le groupe.
Seule, à l'écart, faisant vibrer d'appels touchans
Les sonores échos des vergers et des champs,
Une mère voyait bondir dans la rosée
Deux nouveau-nés vêtus de leur toison frisée.
Sa mamelle arrondie et lourde se gonflait,
Car les jumeaux, certains d'en aspirer le lait,
Sans pitié pour le pis enflé de dures veines,
Folâtraient, comme sourds aux apostrophes vaines
Et comme insoucieux des martyres subis
Pour les agneaux légers par les tendres brebis.
Lasse enfin d'implorer de plaintes incessantes,
Pour apaiser son mal, les deux bouches absentes,
La mère, les regards noyés d'un vague amour,
Contemplait les sauteurs ingénus tour à tour,
Et sans bouger, de peur que n'augmentât sa fièvre,
Indulgente au petit, qui pour jouer se sèvre
Au lieu de se suspendre au pis qu'il doit tarir,
Semblait adorer ceux qui la laissaient souffrir.

LA MÈRE

La jument prisonnière, au passage, a flairé
Son poulain bondissant et depuis peu sevré,
Qui foule la prairie et, d'un sabot agile,
Dans ses courses parfois en fait voler l'argile.
Sous les brancards de chêne et les harnais de cuir,
La bête esclave sait qu'elle ne peut s'enfuir
Et rejoindre celui qui saute, fier et libre,
Crins au vent. Mais soudain, l'air s'émeut, l'écho vibre,
Car, mettant tout son cœur dans un hennissement,
Maternelle, elle parle au petit, doucement.
Puis, la narine ouverte et l'oreille dressée,
L'œil attendri par une instinctive pensée,
Elle jette à nouveau son appel éperdu
Jusqu'à ce qu'en son pré l'enfant ait répondu.

HARMONIES NOCTURNES

C'est un limpide soir lumineusement fin,
Fait de vierges bonheurs, d'ivresses rien qu'écloses,
Un de ces soirs où semble errer l'âme des roses,
Où de tendres lueurs se prolongent sans fin.

Presque insensiblement le ciel, de teinte en teinte,
A pâli. Le silence épand sa majesté.
Loin, très loin, comme au fond d'un rêve en nous resté,
Une cloche argentine émeut l'azur et tinte.

L'urne d'ombre épancha goutte à goutte un tel soir.
Dans la fraîcheur qu'exhale enfin le crépuscule,
Le pollen embaumé de mille fleurs circule,
Et le pacage où sont les grands bœufs devient noir.

En ses replis soyeux muant l'étoile en perle,
Par ondulations molles, comme une mer
Paisible et dont le flux ne fut jamais amer,
Le soir magique autour des grands bœufs blancs déferle.

Ceux-ci, naguère épars, sur qui la nuit descend
Frôleuse, enveloppant leur poitrail et leur croupe,
Se rassemblent dans l'ample herbage en un seul groupe,
Et chacun d'eux paraît plus grave et plus puissant.

De verdure repu, rassasié d'eau claire
Et las d'avoir foulé le somptueux tapis,
Alors que la plupart reposent accroupis,
Le reste du troupeau hume le vent qu'il flaire.

Nulle odeur ne troublant tant de naseaux subtils,
Tous les bœufs sont bientôt couchés, masses informes,
Et la voix peut gémir des hêtres et des ormes,
A peine dans un songe obscur l'entendront-ils.

A peine verront-ils, jusqu'à l'aube nacrée,
Les fantômes légers qui planeront sur eux,
Et qu'en son vague effroi des êtres ténébreux
L'imagination d'un simple pâtre crée.

LA CITÉ BLONDE

Le vieux tilleul de mon verger loge un essaim,
Et, sachant leur labeur utile autant que sain,
Les abeilles, que lie une entente sereine,
Heureuses d'obéir à la commune reine
Et d'emplir pour l'hiver les cellules de miel,
Dispersent leur essor aux quatre vents du ciel.
Toutes les tâches sont déjà distribuées
Lorsque la tiède aurore aspire les buées,
Et la rumeur qui croît avec les clairs matins
Trouve la ruche prête aux voyages lointains.
Or, jusqu'à ce que l'Astre à l'horizon décline,
Les insectes, selon l'exacte discipline,
Rapporteront au cœur de l'arbre harmonieux
Les pollens et les sucs recueillis en tous lieux,
Et, sans pitié chassant leurs frères parasites,
Butineront, après d'innombrables visites,
Les plus vierges trésors des plus suaves fleurs
O Nature, à l'écart des hommes querelleurs,
Par ces mois embaumés qu'enveloppe et satine
Et caresse la tendre atmosphère latine;
Quand vibre le soleil en chatoîmens soyeux,
Que de fois, une molle extase au fond des yeux,
Tandis que bourdonnait l'active colonie,
J'ai contemplé l'azur en sa gloire internie!
A l'ombre du tilleul sonore, que de fois,
Étudiant les mœurs, m'initiant aux lois
De la tribu légère éparse en vols rapides,
J'ai dans un rêve ouï, plus finement limpides,
Plus musicalement ailés, plus doux encor,
Bercé par l'enivrant murmure, aux heures d'or
Où la lumière agile entre les feuilles joue,
Chanter en moi les vers du Cygne de Mantoue!

UNE VEUVE

Au ciel de plomb chargé d'effluves orageux,
Éperdu, quelque oiseau fend l'air à tire-d'ailes,
Tandis que la rafale acharnée autour d'elles
Mêle les feuilles d'or en de lugubres jeux.

L'ouragan se déchaîne et hurle, lamentable.
Au fond d'un morne enclos, d'où nul ne peut s'enfuir,
Parmi les tourbillons qui leur cinglent le cuir,
Des bœufs épouvantés mugissent vers l'étable.

Les arbres, dont la cime émerge aux horizons,
Se plaignent, gémissant sur des douleurs anciennes
Où mon âme retrouve infiniment les siennes
Quand frissonnent soudain les rousses frondaisons.

Paraissant défier les souffles en démence
D'un geste qui féconde à dessein le guéret,
Sur l'argile qu'hier seule elle labourait
Une femme aujourd'hui dans l'orage ensemence.

Une mâle lueur en ses regards sereins,
Elle jette aux sillons leur nourriture austère,
Et la blessure fraîche encore de la terre
Aspire avidement les innombrables grains.

Sans faillir, bien que rude elle accomplit sa tâche.
L'homme est mort; les enfans sont trop jeunes. Il faut,
Comme un ardent soldat livre assaut sur assaut,
Agir, marcher, combattre et vaincre sans relâche.

Qu'importe! Elle se plie à mille soins touchans.
La vaillance transforme en vigueur sa faiblesse.
En vain le vent la mord ou le soleil la blesse,
Son héroïque effort reste empreint sur les champs.

Elle s'obstine et lutte, avec un cœur de mère,
Contre la glèbe hostile et le ciel indompté,
Et savoure peut-être une âcre volupté
A vivre pour ses fils une existence amère.

Car, lançant la semence éparse au sol jaloux,
Ses fières mains, ses mains énergiques de veuve,
Qu'endurcit une longue et surhumaine épreuve,
Achèvent les labeurs commencés par l'époux.

CE QUI CONSOLE

Hors de l'intrigue vile et du lâche mensonge,
Libre, dans la Nature immuable je songe.
Ah! partir, s'isoler du tumulte odieux,
Écouter les soupirs des arbres, n'avoir d'yeux
Que pour l'azur où court le nuage et, farouche,
Jusqu'à l'heure éclatante où le soleil se couche,
Errer en attendant l'apaisement du soir
Adorable! Je viens sous un chêne m'asseoir
Et, croyant l'espérance elle-même abolie,
Je contemple la plaine avec mélancolie.
Que m'avez-vous donc fait, orgueilleuses cités,
Pour que je fuie ainsi loin des lieux habités?
Quelle souffrance ancienne et quel ancien servage
Ont changé l'enfant triste en ce rôdeur sauvage
Qui, gardant un dédain taciturne, mais fier,
N'éprouve qu'amertume aujourd'hui comme hier?...
Hélas! la solitude à la longue m'accable.
Je sens peser sur moi le silence implacable
Et, pour m'accompagner jusqu'au bout du chemin,
Irrésistiblement je cherche un être humain.
O joie! un laboureur surgit, d'allure lourde,
Agreste pèlerin muni de l'humble gourde,
Qui, dirigeant le soc, conduit sans dévier
Deux taureaux frémissans à la voix du bouvier.
Or, l'attelage, au fond du site qu'il anime,
Peuple tout l'horizon de sa forme anonyme,
Et primitif, le groupe austère est si touchant
Qu'il sillonne à la fois ma pensée et le champ.
Le geste obscur d'un seul paysan m'intéresse.
Soudainement ému d'une grave tendresse,
Je reste là, le cœur ouvert à je ne sais
Quel rêve dont les cœurs sont vaguement bercés
Ce rustique tableau charme, attire, captive
Et très longtemps retient ma prunelle attentive.
Tel que l'oiseau, par un clair miroir ébloui,
Fasciné, je regarde et n'aperçois que lui.

De ma bouche un aveu sort, que je ne puis taire.
Le fraternel frisson, le souffle salutaire,
Cet orage qui fait tressaillir par instans
Les destins les plus las et les plus inconstans
Passe en moi comme un vent d'audace qui m'enivre,
Et retrempé je goûte à la douceur de vivre.

LE VERBE AILÉ

Chante, ô fin laboureur, en guidant ta charrue.
Par un refrain naïf ta vaillance est accrue;
L'air le plus simple allège et soulage un instant
La tâche qu'enveloppe un murmure flottant,
Lorsque au soleil torride ou dans les brumes denses
Tu veux t'accompagner de rustiques cadences.
En quelque lieu qu'un soc ouvre un sillon, partout
L'universelle ivresse en rythmes se résout.
Les voix de la Nature agrestement unies
Scandent ta mélopée avec leurs harmonies,
Dont s'exhale dans l'aube un souffle avant-coureur.
En traçant les guérets, chante, ô fin laboureur.
Charme tes animaux d'une vieille romance.
Hélas! le rude effort qui sans fin recommence
Rêve parfois d'un vague et tendre bercement
Qui le repose et qui l'endorme doucement.
Chante ainsi que chanta cette obscure lignée
Dont se prolonge en toi la fierté résignée.
Quand, le soir, tu reviens par les chemins herbeux,
D'une chanson suprême encourageant tes bœufs,
Tes grands bœufs que jamais l'âpre aiguillon ne pique,
Il semble autour de toi qu'une légende épique,
Renaissant du mystère et sortant de l'oubli,
Dans le lointain écho par degrés affaibli,
Tandis qu'à l'horizon l'ombre efface ton buste,
Évoque les vertus de ta race robuste.

ÉPITAPHE

En aucun lieu, des morts la cendre n'est muette,
Qu'en songe écoutent les vivans;
Et leur pensée avec leur poussière s'émiette,
Éparse à la merci des vents.

O passant, sous ce tertre obscur, que l'herbe couvre,
Ayant peiné loin de l'erreur,
Dans son cercueil de hêtre ou sa bière de rouvre
Repose un ancien laboureur.

Simplement, sans regrets et sans mélancolie,
Gagné par le sommeil divin,
Son œuvre terminée et sa tâche accomplie,
Il a quitté ce monde vain.

Et la croix qui s'incline et que la ronce enlace,
Symbole de son humble sort,
Ici-bas désormais indiquera la place
Où gît le vieux paysan mort.

Les bœufs qu'il gouvernait ainsi qu'un tendre père
Et guidait rien qu'en les nommant,
Le chien plaintif au seuil du domaine prospère
Le cherchent encor vaguement.

Les sillons qu'il conquit sur les friches, les choses
Qui connurent son joug aimé
Pleurent encor sa bouche et ses paupières closes
Et son visage inanimé;

Car, de son éphémère et pacifique règne
Si le prestige est abattu,
La vie, autour de lui, comme autrefois s'imprègne
D'une odeur de mâle vertu;

Et, fiers comme jadis du labeur exemplaire
Que leur légua l'aïeul humain,
Ses fils, pour honorer sa mémoire et lui plaire,
Ont suivi le même chemin.

Et c'est pourquoi, devant cette fosse ignorée,
O passant ému de ferveur,
Comme si quelque mythe agreste l'eût sacrée,
Longtemps tu contemples rêveur.

LÉONCE DEPONT.

L'ŒUVRE DE PÉNÉTRATION

DES

MÉHARISTES SAHARIENS

En attendant que le « tourisme » fasse son apparition au Sahara, les voyages d'études y sont devenus possibles. C'est ainsi que deux professeurs ont pu conter récemment avec humour et bonhomie leurs pérégrinations en zigzags au pays des Touaregs. Il est vrai que ces savans sont aussi des explorateurs consommés, dont l'un, M. E.-F. Gautier, chargé de cours à l'École supérieure des lettres d'Alger, a donné sa mesure à Madagascar avant de se consacrer à l'Afrique. Quoi qu'il en soit, le fait pour celui-ci de s'être promené du Touat au Niger, d'avoir, sous faible escorte et parfois presque seul, franchi des régions aussi désolées que le Tanezrouft, aussi peu connues que l'Adrar nigritien, ne laisse pas que de surprendre. La surprise augmente encore si on songe que son ami, M. Chudeau, professeur au lycée de Constantine, a pu circuler, de février 1905 à novembre 1906, en plein désert, décrivant 10 000 kilomètres d'itinéraires entre l'Algérie et le Sénégal par le Sud-Oranais, le Touat, l'Adrar, l'Ahaggar, l'Aïr, le Tchad et le Niger, immense circuit qui englobe les deux tiers de notre empire africain.

Et cependant, ces faits ne sont pas uniques; l'expérience vient d'être renouvelée avec un plein succès par deux officiers de l'infanterie coloniale, le capitaine Arnaud et le lieutenant Cortier, chargés d'une mission scientifique et militaire au Sahara.

Partis d'Alger le 15 février 1907, ils atteignent, par le rail, notre poste de Colomb-Béchar, au Sud de Figuig, descendent la vallée de la Saoura, passent du Touat au Tidikelt, pénètrent dans le massif de l'Ahaggar, se séparent dans l'Adrar en vertu d'ordres reçus, et tandis que le lieutenant Cortier, avec cinq hommes, poursuit, dans cette partie saharienne de l'Afrique occidentale française, la série de ses observations astronomiques, le capitaine Arnaud continue sa course vers le Sud, arrive le 22 mai au Niger, descend le fleuve, coupe dans sa longueur le Dahomey pour aboutir, le 23 juin, au wharf de Kotonou.

En quatre mois, ce dernier s'est transporté de la Méditerranée au golfe de Bénin, ayant fourni un parcours de 5 200 kilomètres, dont 1 200 en chemin de fer, 2 200 à méhari, 1 200 à cheval et 600 en pirogues.

Après MM. Arnaud et Cortier, voici M. Félix Dubois qui nous revient, frais et dispos, d'Algérie par le Soudan. Que l'ancien membre de la mission Brosselard-Faidherbe, l'ancien compagnon de l'infortuné capitaine Cazemajou, le séduisant auteur de *Tombouctou la mystérieuse* ait gagné de Biskra Touggourt, El-Goléa, le Touat, puis continué vers l'Adrar et débouché, un beau jour, dans la vallée du Niger, cela n'a plus rien d'invraisemblable après les exemples que nous venons de citer. Et cependant, comment se défendre d'une surprise nouvelle, en apprenant, de la bouche même du voyageur, qu'il s'est paisiblement et tranquillement livré à l'étude des Oasis sahariennes ; qu'ensuite, pendant six mois, il a vécu en contact permanent avec les Touaregs du Sahara central, entreprenant de véritables excursions dans le massif de l'Ahaggar tout en complétant l'exploration de cette région naguère inaccessible, et cela simplement avec quelques chameliers recrutés çà et là dans les tribus, au fur et à mesure de ses besoins?

La mission Foureau-Lamy, qui fut organisée par la Société de géographie et à qui revient l'honneur d'avoir tracé le premier itinéraire de l'Algérie au Tchad (1898-1900), exigea une année d'efforts et 300 hommes d'escorte pour se rendre d'Ouargla à Zinder. Encore dut-elle renouveler les animaux de son convoi, ses mille ou douze cents chameaux ayant été complètement décimés avant son arrivée dans l'Aïr.

Que s'est-il donc passé au pays de la peur et de la soif pour

amener un pareil changement? Quel est donc l'agent d'une transformation si radicale et si rapide?

Pour répondre à cette question qui, dès 1903, se posait dans les milieux coloniaux (1), il convient de s'arrêter quelques instans à l'examen de l'œuvre accomplie par les méharistes des compagnies sahariennes. C'est ce qu'ont fait, en 1906, MM. Augustin Bernard et le commandant N. Lacroix, dans leur ouvrage *La pénétration saharienne*, véritable synthèse de nos connaissances sur l'expansion algérienne vers le Sud. Plus récemment, dans un rapport qu'il a bien voulu nous communiquer, le capitaine Arnaud abordait le même sujet, en étudiant l'utilisation des formations méharistes au point de vue militaire.

Puisque la question est à l'ordre du jour, on nous pardonnera de l'envisager à notre tour, encore que nos titres pour le faire résultent moins d'une expérience personnelle que des informations qu'il nous a été donné de recueillir de la bouche d'explorateurs, de fonctionnaires, ou de soldats ayant qualité pour émettre une opinion.

Notre but sera atteint si nous parvenons à présenter aux lecteurs de la *Revue* cet instrument de conquête et de pacification qu'on nomme les compagnies sahariennes, à leur faire apprécier les services qu'il a déjà rendus aux mains de ses inventeurs, et les perspectives qui s'ouvrent sur l'avenir depuis que l'Afrique occidentale française, prenant modèle sur l'Algérie, en a généralisé l'emploi.

Mais auparavant, pour mieux dégager notre sujet, nous jetterons un coup d'œil rapide sur quelques-unes des voies qui relient l'Afrique mineure au Soudan et sur les grandes étapes de notre marche vers le Touat et Tombouctou.

« Deux routes conduisent du Nord du continent africain au Soudan, écrivait le commandant Colonieu dans la relation de son voyage de 1860 (2) : l'une, orientale, passe par les oasis de Ghadamès et Rhat, et dessert surtout Tunis et Tripoli ; l'autre, occidentale, passe par l'archipel des oasis du Gourara, Touat et Tidikelt et dessert l'Algérie et le Maroc. »

La première avait été déjà parcourue à cette époque. Barth, le capitaine de Bonnemain, Duveyrier, d'autres encore l'avaient

(1) *Bulletin* du Comité de l'Afrique française, août 1903, p. 245.
(2) *Bulletin* de la Société de géographie, VIIe série, tome XII, p. 14.

empruntée. La seconde n'était connue que par renseignemens, le major Laing ayant payé de sa vie son entreprise et René Caillié ayant tracé beaucoup plus à l'Ouest son itinéraire de Tombouctou au Maroc.

On pourrait s'étonner que le commandant Colonieu n'ait pas cité comme voie de pénétration l'oued Igharghar (1), ce fleuve mort, dont la mission Foureau-Lamy suivit en partie la vallée avant de se diriger vers l'Aïr; mais il faut remarquer que les amoncellemens des sables de l'Erg oriental semblaient défier tous les efforts. L'Igharghar, issu du massif central de l'Ahaggar, s'écoule vers le Nord; son lit desséché, qu'un entassement de dunes recouvre plus en aval, se prolonge jusqu'à la dépression du chott Melghir. Son bassin inférieur, peu éloigné des montagnes de l'Aurès, est garni de palmeraies qui, politiquement, font des oasis de l'oued Rir une annexe de l'Algérie, tandis qu'entre ces oasis et l'Aïr, un gros obstacle aride et sablonneux semble barrer la route (2).

La voie de l'Ouest se présente dans des conditions diamétralement opposées. Les eaux, qui l'ont creusée, coulent vers le Sud, et, de ce fait, tout se trouve interverti. Alors que l'Erg oriental recouvre l'Igharghar au sortir des hautes terres du Sahara central, laissant au Nord se développer une région d'oasis, l'Erg occidental s'interpose entre la zone algérienne et les oasis du Sud, dites Oasis sahariennes. Celles-ci, qui sont la contre-partie de l'oued Rir et du chott Melghir, reçoivent bien, en définitive, dans les années pluvieuses, les ruissellemens des Hauts Plateaux algériens; mais les oueds qui les véhiculent, le long des pentes, dans leur cours supérieur, disparaissent presque aussitôt sous les dunes pour ne reparaître que plus bas. Seul, l'oued Saoura, dont les têtes sortent des chênes de l'Atlas, offre l'aspect d'une vallée continue. Il crée dans le Touat une « rue d'oasis; » puis, si on adopte l'hypothèse de M. E.-F. Gautier, il tourne au Sud-Ouest et, sous le nom d'oued Messaoud, va se perdre dans une cuvette lacustre encore mal définie.

Ouverte sur le Tafilalet et le grand Atlas, cette vallée fut à

(1) Il existe bien d'autres pistes, directes ou détournées, reliant la Méditerranée au Soudan, entre l'Ouest marocain et l'Est tripolitain. Quelques-unes, comme celles de l'oued Draa à Taoudéni et de l'Ouadaï à la Cyrénaïque, servent encore à la traite des Noirs, mais n'aboutissent pas au territoire français. Une étude sur le commerce saharien comporterait l'examen de ces différentes voies.

(2) *Bulletin* de la Société de géographie d'Alger, 1906, page 388 et suivantes.

la merci des coupeurs de route et des pillards marocains tant que nous ne prîmes pas le parti d'exercer une action dans la région de l'oued Zousfana et de l'oued Guir, branches mères de la Saoura.

Personne n'ignore que, vingt ans après la prise d'Alger, nos troupes avaient dépassé l'Atlas et se montraient sur les confins du Sahara. L'occupation de Laghouat et du Mzab, l'exemple de Barth, l'impulsion communiquée par le maréchal Randon, digne continuateur de Bugeaud, accélérèrent alors notre mouvement d'expansion.

Peu s'en fallut qu'en 1860 notre influence ne s'étendît au Oasis sahariennes. Le colonel de Colomb avait frayé la voie vers le Gourara; le commandant Colonieu et le lieutenant Burin la suivirent.

Soutenus par une force suffisante pour contenir les populations sédentaires des ksours, ils eussent atteint sans peine In Salah et gagné le Soudan; mais le ministère des Colonies, de création récente, se berçait d'illusions.

« Il s'agissait de savoir, écrit le commandant Colonieu, quel accueil serait fait à des ouvertures commerciales sérieuses du négoce français dans les oasis du Touat, d'aller voir sur place si réellement les relations avec les oasis étaient possibles et quel résultat on pourrait en espérer pour l'arrivée sur nos marchés des produits de l'Afrique centrale. »

Un goum de 100 cavaliers servit, il est vrai, d'escorte; mais cette escorte, sans appareil militaire, était simplement « une agglomération d'une partie des cavaliers qui, tous les ans, vont avec les caravanes (1). » Fidèles à leurs instructions, nos « délégués » annoncèrent leurs intentions pacifiques et ne reçurent en échange de leurs offres les plus séduisantes qu'un refus catégorique et des propos menaçans. Pour avoir voulu raisonner à l'européenne avec des fanatiques, le gouvernement d'alors rendit inévitable la retraite. Colonieu et Burin rentrèrent à Géryville, et cet échec fut d'autant plus fâcheux qu'il eut pour conséquence de resserrer les liens de ces fervens de l'Islam avec l'empire chérifien.

Rohlfs put le constater en 1864, quand il se rendit de Fez au

(1) *Bulletin* de la Société de géographie, VIIe série, tome XIII, p. 43 et 47.

Touat avec un laissez-passer du grand chérif d'Ouezzan; et, cependant, il n'hésita pas à déclarer que tout le système de la Saoura et, par suite, les Oasis sahariennes devaient rentrer dans la sphère d'influence de la France. Généraux et gouverneurs, qui se succédèrent en Algérie, partagèrent cette manière de voir. Malheureusement, un soulèvement imprévu, la crainte de complications extérieures, peut-être aussi une erreur de tactique retardèrent cette solution jusqu'aux derniers jours du XIXe siècle.

Notre action sur la Saoura fut, en effet, brusquement interrompue par l'insurrection des Ouled-Sidi-Cheikh. Celle-ci s'éternisa d'autant plus qu'on ménageait davantage les tribus marocaines, dont les incursions jetaient le désarroi dans le Sud-oranais. Figuig, point de concentration de ces bandes, bénéficiait d'une impunité désastreuse pour notre prestige. Le colonel de Colomb en 1865, le général Deligny en 1867, le colonel Colonieu en 1868, le général de Wimpfen en 1870, durent, par ordre de Paris, s'en interdire l'accès, et dix ans plus tard, les mêmes scrupules s'opposaient à la marche en avant du général Delebecque. L'exploration subit, dans l'Ouest de nos possessions algériennes, le contre-coup d'une politique hésitante.

Au moment où les palmeraies de l'oued Rir renaissaient grâce au forage de puits artésiens, où de gros problèmes, tels que la création d'une mer intérieure saharienne et l'étude de tracés d'une voie ferrée transsaharienne sollicitaient la curiosité de nos savans et l'ardeur de nos pionniers, pas un de nos compatriotes, parti de l'Oranie, ne parut sur le chemin du Touat.

Qu'on se remémore toutes les explorations que nous entreprîmes dans le Sud-Ouest algérien. Une seule s'est-elle engagée sur la grande route de la Saoura? Soleillet, en 1874, Largeau en 1877, dix ans plus tard Foureau, le disciple et l'émule de Duveyrier, essayèrent en vain d'atteindre In Salah par l'Est. Palat fit de même, en 1885, pour aboutir au Gourara, et fut assassiné l'année suivante, sur le chemin du Tidikelt. Camille Douls, il est vrai, longea en 1888 la fameuse vallée; mais il arrivait de Fez et du Tafilalet, muni de lettres du Sultan; il passait pour musulman et voyageait sous le déguisement d'un pèlerin de la Mecque. Son subterfuge, qui lui réussit jusqu'au Touat, lui coûta la vie aux environs d'In Salah (1).

(1) *L'Exploration du Sahara*, par P. Vuillot. Paris, Challamel, 1895.

Il serait toutefois exagéré de prétendre que la question de la Saoura et des Oasis sahariennes n'avait pas fait un pas depuis la mission Colonieu. L'insurrection de Bou Amama nous avait amenés dans la région de Figuig, dont le capitaine de Castries avait dressé la carte. Le poste d'Aïn Sefra était créé. Insensiblement, le rail allait tourner l'obstacle que l'Erg occidental opposait à notre pénétration. Au surplus, notre enquête sur les oasis se poursuivait. MM. Le Chatelier, Deporter, Sabatier groupaient des renseignemens sur le Touat et le Tidikelt, qui finissaient par intéresser l'opinion. La déclaration franco-anglaise de 1890, en reconnaissant à la France une zone d'influence au Sud de ses possessions méditerranéennes jusqu'à la ligne Say-Barroua entre Niger et Tchad, fournit un argument aux partisans d'une action sur le Touat. Malgré les représentations de M. Jules Cambon (1), on se contenta de renforcer nos postes du Sud. Entre les mailles de ces postes passèrent et repassèrent les rezzous et trop souvent nos troupes de relève durent s'en garer. D'énergiques protestations se firent entendre. « On ne tient pas les nomades avec des bordjs, écrit M. de Castries (2). On ne les tient que par le ventre, » et il conclut à la nécessité pour la France de mettre la main sur les centres de ravitaillement, dans l'espèce, sur In Salah et les Oasis sahariennes.

L'occasion s'offrit le 28 décembre 1899. M. le professeur Flamand, connu par ses travaux géologiques dans le Sud-oranais, avait été chargé de poursuivre ses recherches dans la partie du Sahara comprise entre le Sud de la province d'Alger et le Tidikelt. Le goum du capitaine Pein, fort de 140 méharistes qui avaient déjà fait leurs preuves en escortant la mission Foureau-Lamy, remonta avec M. Flamand l'oued Mya et contourna le plateau de Tadmayt. Attaquée à l'improviste par 1 200 fanatiques, cette troupe entraînée les repoussa à Iguesten ; puis, dans une deuxième rencontre, avec l'appui des spahis du capitaine Germain accourus en toute hâte, elle brisa la résistance des ksouriens et reçut la soumission de la région d'In Salah, foyer des insurrections qui se tramaient depuis cinquante ans contre nous.

(1) *La Pénétration saharienne*, par MM. Bernard et Lacroix, p. 113. — Documens pour servir à l'étude du N.-O. africain, par MM. P. de la Martinière et Lacroix.

(2) *Journal des Débats* du 17 février 1899.

Le xxe siècle débutait au Sahara sous d'heureux auspices. La limite de notre action dans le Sud-Ouest se trouvait reculée de 400 kilomètres; aux yeux des Touaregs, le massacre de la mission Flatters recevait enfin le châtiment mérité; en même temps, achevant sa traversée du désert, la mission Foureau-Lamy s'avançait vers le Tchad.

Restait à dégager la route du Touat, seul moyen de ramener la sécurité dans les Oasis sahariennes. D'importantes colonnes furent mises en mouvement. L'une d'elles se porta sur le Tidikelt, où fut livré le combat acharné d'In-Rhar (19 mars 1900). Une autre s'empara sans coup férir d'Igli au confluent du Guir et de la Zousfana (5 avril); d'autres unités occupèrent le Gourara (1). Quant au Touat, il était réservé au général Servière, mis à la tête de la division d'Alger, de le traverser dans sa longueur avec une faible escorte en revenant du Tidikelt. Le commandant Laquière nous a donné de cette tournée (mai-août 1900) et de celle que le général entreprit l'année suivante une excellente relation (2).

Après l'occupation vint l'organisation. Des garnisons furent installées dans la Zousfana, la Saoura, le Gourara et le Touat.

Dans leur ensemble, ces mesures ont été vivement commentées. On s'est demandé pourquoi, avant d'atteindre les oasis, nous n'avions pas commencé par nous assurer la possession de la vallée qui y conduit; pourquoi nous n'avions pas réduit d'abord à l'impuissance les Ouled Djerir de la Zousfana, les Douï-Menia de l'oued Guir et les Berabers du Tafilalet, dont les incursions incessantes nous tenaient sur le qui-vive. Avant toute autre chose, ne devions-nous pas occuper ce couloir de la Saoura qui unit comme un mince pédoncule le Touat aux régions du Sud-Marocain? « — Quand on veut cueillir une poire, écrivait M. de Caix, on la prend par la queue. »

On ne critiquait pas moins les épreuves excessives que, dans la crainte de complications diplomatiques, nous imposions à nos troupes, sous un soleil de feu, sur un sol aride où les difficultés de la marche étaient encore aggravées par le manque d'eau. Enfin, on s'en prenait à ces envois de renforts disproportionnés, à ces lourdes colonnes, paralysées dans leurs mouvemens, et qui faisaient regretter les colonnes volantes de notre vieille armée

(1) *La Pénétration saharienne*, p. 154 et 209.
(2) *Bulletin* du Comité de l'Afrique française, supplément de janvier 1902.

d'Afrique ; à ces interminables convois s'acheminant péniblement loin des pâturages sur de misérables pistes où les chameaux succombaient par centaines, voire même par milliers (1).

Grâce à M. Revoil, la question de l'occupation par la France du territoire des Ouled-Djérir et des Douï-Menia fut réglée en principe par des accords avec le gouvernement chérifien (2) ; mais ces accords ne reçurent un commencement d'application que le jour où, M. Jonnart ayant été attaqué par les habitans de Zénaga et les nomades multipliant leurs agressions comme ils le firent à Tarit et à El-Moungar, les pouvoirs publics se décidèrent à donner à la subdivision d'Aïn-Sefra une organisation autonome.

Cet événement, si heureux pour la suite de nos opérations, eut lieu au mois de novembre 1902. Le général Lyautey fut, en effet, dès cette époque, investi de l'autorité directe sur les troupes stationnées dans son commandement, sous le contrôle du ministre de la Guerre et du gouverneur général (3).

Il put, de la sorte, procéder à une série de mesures dont l'effet fut de rendre ses unités plus cohérentes et en même temps plus mobiles. D'autre part, en créant le poste de Colomb-Béchar (11 novembre 1903), il coupa la route aux tribus turbulentes de la Zousfana et du Guir, qui finirent les unes par se soumettre, les autres par composer après de sévères leçons. Quant à la police du désert, elle a trouvé son instrument dans les compagnies méharistes des Oasis sahariennes, mises au point par le colonel Laperrine.

L'utilisation du chameau dans nos armées n'était pas une nouveauté. On a rappelé à ce propos que Bonaparte en avait fait usage en Égypte et que le général de Galliffet avait monté à méhari ses fantassins, en 1872, pour se porter rapidement sur El-Goléa. Les capitaines Le Chatelier, en 1884, Lamy, en 1893 et, après eux, d'autres officiers d'El-Goléa et de Ghardaïa renouvelèrent ces essais. En décembre 1895, furent créés un bataillon et un escadron sahariens. Le premier, qui n'était pas monté à

(1) *Bulletin* du Comité de l'Afrique française, supplément de décembre 1901, p. 181-197.

(2) Protocole du 20 juillet 1901 interprétant et complétant le traité du 18 mars 1845.

(3) *Revue africaine*, n° 257, 2e trimestre, 1905, p. 247. *Revue des questions sahariennes*, par le capitaine H. Simon (Alger, 1905).

l'origine, fut dans la suite pourvu de chameaux, dont il fit une consommation effrayante pendant l'expédition des Oasis; le second contient en germe les élémens constitutifs des compagnies sahariennes. Cet escadron méhariste de spahis sahariens, pourvoyant eux-mêmes à leur entretien et à celui de leurs montures au moyen d'une solde appropriée à ces besoins, aurait pu protéger nos frontières ou évoluer dans le désert à la poursuite des bandes de pillards. On limita son action à la protection des convois qui s'échelonnaient entre nos postes du Sahara algérien. En réalité, il fallut l'arrivée du capitaine Laperrine en 1898, pour transporter ces méharistes sur un champ plus digne de leurs efforts et développer leurs qualités essentielles.

Le pas décisif fut fait le 1er avril 1902, date de la création des trois compagnies sahariennes du Touat, du Gourara et du Tidikelt, qui devaient se remonter et s'équiper à leurs frais. Chaque compagnie devait comprendre 20 méharistes, 20 cavaliers et plus de 200 fantassins. Cette énorme proportion d'hommes à pied eût enlevé à la formation nouvelle toute son agilité, si le commandant Laperrine, nommé commandant supérieur des Oasis, n'avait progressivement remédié au mal en augmentant le nombre des méharistes, en supprimant les piétons et en ajoutant à ces réformes une série d'améliorations pratiques que le décret du 1er avril 1905 a définitivement consacrées. Aujourd'hui, tous ces tirailleurs sont montés, leur recrutement assuré, l'effectif au complet.

Dans une brochure très documentée (1), le capitaine Métois, qui commandait l'annexe d'In Salah, raconte comment, en créant des élèves méharistes pris parmi les fantassins de bonne volonté qui auraient acheté un chameau, il fit naître chez ses tirailleurs l'espoir d'appartenir un jour à ce corps d'élite et provoqua par ce moyen de nombreux rengagemens. En fait, chaque tirailleur a la perspective d'être nommé méhariste. Quant aux compagnies elles-mêmes, elles forment des corps autonomes commandés par des officiers des Affaires indigènes pourvus de fonctions militaires et administratives. Elles sont organisées et équipées suivant les nécessités du pays qu'elles ont à surveiller.

La première compagnie, montée en chevaux, protège la Zousfana et le Guir; la seconde, comprenant autant de méha-

(1) *La Soumission des Touareg du Nord*, Paris, Challamel, 1906.

ristes que de cavaliers, s'oppose aux Berabers et fait face aux rezzous qui menacent la Saoura; la troisième, renforcée en méharistes, couvre le Gourara et le Touat tout en constituant, entre les mains du colonel Laperrine, une réserve mobile capable de se porter rapidement vers l'Ouest; enfin, la quatrième, dont la mission se réduisit d'abord à la défense et à l'occupation du Tidikelt, étend, depuis deux ans, sa surveillance à tout le pays des Azdjers. Cette dernière se décompose ainsi : une portion centrale tenant garnison à In Salah, un groupe mobile toujours en mouvement, un groupe de pâturage dans lequel les chameaux se refont à la suite d'un raid ou d'une tournée, un groupe d'observation opérant dans l'Est. En réalité, sa zone de parcours se développe d'Iférouane à Taoudéni et, éventuellement, des confins de la Tripolitaine à l'extrême-Sud marocain. Cette compagnie du Tidikelt, vrai type de la formation saharienne, heureusement définie par M. E.-F. Gautier « une tribu nomade militairement encadrée, » a rempli dans son intégralité le programme géographique, militaire et politique que son organisateur lui avait tracé.

Par elle, sous la haute direction du commandant Laperrine et sous les ordres immédiats du capitaine Cauvet (1), remplacé en mai 1903 par le capitaine Métois, le massif central du Sahara a été révélé et ses abords reconnus. Les itinéraires de nos officiers couvrent tout le plateau qui s'étend de l'Ahaggar au Tidikelt; ils sillonnent le haut bassin de l'Igharghar, pénètrent fort avant dans l'Est chez les Azdjers et, plus au Sud, dans l'Aïr. Ce réseau se complète aux environs du méridien de Paris, par des levers qui aboutissent à l'Adrar, où s'effectua, le 18 avril 1904, la première rencontre des troupes algériennes et soudanaises. Plus à l'Ouest, les tournées de méharistes atteignent Taoudéni, coupent l'Erg Echagh et, par l'Erg d'Iguidi, se prolongent jusqu'aux contreforts méridionaux de l'Atlas marocain (2).

Sans prétendre nommer tous ceux qui, dans la compagnie saharienne du Tidikelt, ont participé à ce travail de découverte, il nous faut citer les lieutenans Cottenest et Guillo-Lohan qui, les premiers, nous ont révélé la Koudia de l'Ahaggar; le lieutenant Besset qui poussait jusqu'au Tassili des Azdjers et reliait ses

(1) *Bulletin* du Comité de l'Afrique française, 1905. Supplément, p. 395.

(2) Consulter l'*Esquisse du Sahara algérien*, carte au 2 500 000e dressée en 1907 par le gouvernement général de l'Algérie.

levers à ceux du capitaine Pein et de la mission Foureau-Lamy; le lieutenant Voinot, dont les vastes circuits se développent dans l'Edjéré, le Tassili, l'Anahef, le massif central et l'Ahnet. Cette reconnaissance, opérée en 1905-1906, avait eu pour but principal d'observer et de maintenir les Azdjers. Les tournées Clor et Halphen, en 1907, eurent le même objectif. La première, en revenant du Tassili, s'est reliée aux troupes soudanaises à Iférouane.

Ce n'était pas la première fois que nos officiers du Tidikelt atteignaient l'Aïr. En 1904, le lieutenant Roussel, venu du Mouydir, contourna par le Nord le massif de l'Ahaggar pour se porter dans cette direction et, l'année suivante, le capitaine Dinaux, prenant par le Sud, aboutit au puits d'Iférouane avec M. Chudeau. « Le capitaine Dinaux, écrit M. Gautier, a résolu élégamment un problème en apparence insoluble : assurer à la fois avec la même escorte la sécurité de trois voyageurs à itinéraires divergens, M. Étiennot, M. Chudeau et moi-même. » Cet hommage n'est pas isolé; tous les voyageurs qui ont eu recours à cet officier sont d'accord avec M. Gautier pour lui témoigner leur très vive gratitude.

L'Erg d'Iguidi, qui se développe à l'Ouest de la Saoura et dont René Caillié et Lenz avaient coupé la partie occidentale, a été parcouru en 1904-1905 par le capitaine Flye de Sainte-Marie, commandant de la compagnie saharienne du Touat (1). Secondé par les lieutenans Mussel et Niéger et l'aide-major Taillade, le capitaine put, conformément aux instructions du commandant Laperrine, recouper les routes du Tafilalet conduisant au Soudan, reconnaître les points d'eau et les régions de pâturages, s'opposer aux rezzous des Berabers dans l'extrême Sud algérien et à la marche des caravanes d'esclaves qui du Soudan s'acheminent vers le Maroc.

Toujours en avant et payant de sa personne, le commandant supérieur ne s'est pas contenté de donner l'impulsion aux compagnies sahariennes réunies sous sa direction. Tour à tour on le vit entreprendre des tournées dans le Mouydir, l'Ahaggar, l'Ahnet, l'Adrar nigritien, la région de Taoudéni, opérant à deux reprises sa jonction avec les troupes du Soudan et formant à son contact une phalange de jeunes officiers, dont il sut démêler et développer les aptitudes spéciales. C'est ainsi que le lieute-

(1) *Dans l'ouest de la Saoura*, rapport de tournée par le capitaine Flye Sainte-Marie. Publication du Comité du Maroc, Paris, 1905.

nant Niéger, nommé récemment capitaine et appelé au commandement de la compagnie du Tidikelt en remplacement du capitaine Dinaux, s'est chargé de la carte avec autant de conscience que d'habileté.

Les résultats politiques obtenus par le colonel Laperrine ne sont pas moins concluans. Dès 1904, il obtenait la soumission des Kel Ahnet. Actuellement, les Kel Ahaggars ont déposé les armes, les rezzous de l'Ouest ne s'aventurent plus sur la ligne des oasis du Touat. Seuls quelques groupes dissidens du Sud et les Touaregs Azdjers, quoique devenus circonspects, gardent encore une attitude hostile.

« La mainmise sur les nomades du désert, nous écrit le lieutenant Cortier, membre de la mission d'études militaires envoyée dans les Oasis sahariennes par le gouverneur général de l'Afrique occidentale française (1), s'est opérée par ces trois étapes successives : peur, apprivoisement, pacification.

« La peur est le premier stade indispensable à toute action chez les Touaregs. Ceux-ci savent fort bien que nous venons dans leur pays avec des intentions et des intérêts contraires aux leurs. Ils vivent de pillage, et nous venons établir l'ordre ; ils aiment l'anarchie et les guerres, et nous imposons la pacification. Il est inutile de chercher à les soumettre par la persuasion ou l'attrait d'avantages qu'ils ne comprennent pas. Il faut prouver que nous sommes les plus forts. Jusqu'au combat de Tit, dans lequel le lieutenant Cottenest les convainquit de notre supériorité écrasante (1902), les Kel Ahaggars ne cessèrent de nous harceler. A partir de ce moment, ils offrirent leur soumission.

« Vient alors l'apprivoisement. Vaincus, ils s'attendaient à mille maux ; ils ne récoltèrent que des bienfaits. Peu à peu, ils fréquentèrent les campemens et, dès lors, devint possible cette œuvre qui fait si grand honneur au colonel Laperrine : l'éducation morale des Touaregs, troisième étape d'un dressage qui comporte beaucoup de patience et de bonne humeur avec beaucoup de ténacité. »

Ajoutons que nos méharistes, vivant comme les nomades, s'initient plus facilement à leurs propres affaires et discernent mieux leurs besoins. Est-ce à dire qu'un revirement est à tout jamais écarté ? Avec des fanatiques, tout est possible, mais on

(1) Note manuscrite de novembre 1907.

ne peut nier qu'un grand progrès est réalisé et que, sous l'empire de nécessités économiques nouvelles, les Touaregs évoluent (1).

« Notre Sahara algérien est aujourd'hui parcouru incessamment, croisé et recroisé en tous sens et annuellement par des détachemens de méharistes; où qu'on veuille aller, avec un peu de patience, de chance et, sans doute aussi, de protection, on trouve toujours une patrouille à suivre. Tout cet immense territoire est devenu, pour ces nomades enrégimentés, terrain de pâturage et zone de surveillance. On s'explique dès lors qu'il y règne une sécurité inaccoutumée. »

Si on veut bien considérer que ces résultats, signalés par M. Gautier (2), ont été obtenus à peu de frais et sans perte appréciable de chameaux, tandis que, lors de la conquête du Touat, la colonne de la Zousfana, par exemple, fit une consommation de 30000 chameaux, et que, pour la conquête des Oasis, les frais occasionnés par ces achats dépassèrent 10 000 000 francs, on n'en apprécie que davantage l'instrument de police et de pacification qui met le Trésor à l'abri de pareilles surprises.

La sécurité qui permit à M. Villatte, ancien membre de la mission Foureau-Lamy et calculateur à l'observatoire d'Alger, à MM. les professeurs Gautier et Chudeau, à M. l'inspecteur des postes et télégraphes Étiennot, au regretté directeur de la medersa de Constantine, M. de Motylinski, à M. Félix Dubois et à d'autres, de circuler presque seuls à travers le Sahara, devait fatalement amener des transformations heureuses dans la vie des Oasis sahariennes.

Ces pauvres populations sédentaires ne vivent plus dans la crainte perpétuelle d'être pressurées par les Touaregs ou razziées par les Berabers. Leur nombre, qui ne dépasse pas, paraît-il, 60 000 habitans, tendrait à s'accroître. Il ne faudrait pas, cependant, se faire illusion sur l'avenir de ces contrées, dont les ressources, tant vantées jadis, se réduisent à presque rien. Nous faisons de notre mieux pour améliorer leurs cultures en forant des puits et en rétablissant leurs *foggaras*, ces canaux indigènes qui conduisent et distribuent l'eau des oueds; mais la nappe sou-

(1) *L'Évolution du nomadisme en Algérie*, par MM. Aug. Bernard et Lacroix, Alger et Paris, 1906.

(2) Assemblée générale de la Société de Géographie du 15 décembre 1905. *La Géographie*, XIII, I, p. 9.

terraine ne permet pas d'augmenter impunément les irrigations et son niveau baisse d'une façon continue.

Quant au mouvement des échanges, voici comment nous le dépeignent, avec preuves à l'appui, les auteurs de l'*Évolution du nomadisme en Algérie* (1) : « En résumé, l'occupation des Oasis sahariennes a profondément modifié, comme on devait s'y attendre, les directions et les modes du commerce. Au point de vue des directions, la province d'Alger et même la voie Gabès-Ouargla tend à se substituer aux voies du Sud marocain et du Sud-oranais; mais cette modification n'est peut-être pas définitive, et le commerce reviendra sans doute, en partie du moins, vers la Zousfana, à mesure que la sécurité se rétablira de ce côté. Au point de vue des modes de commerce, le négociant mozabite ou israélite, du fond de sa boutique, commande maintenant les denrées au fur et à mesure de ses besoins et se substitue au commerce par caravanes. L'exportation, déjà si faible, disparaît presque par suite de l'extrême pauvreté du pays. Il n'y a plus d'esclaves, et les dattes ne trouvent plus preneur, parce qu'on ne les rapportait guère que pour ne pas revenir à vide. D'ailleurs, les dattes du bassin oriental sont meilleures et plus proches. L'occupation française a donc achevé de tuer le commerce d'exportation du Touat. Quant au commerce d'importation, il a plutôt augmenté, mais d'une manière tout à fait artificielle, par suite de l'établissement des troupes et d'un embryon d'administration, établissement qui produirait les mêmes résultats en un point quelconque du globe, si déshérité qu'on le suppose. »

Peu à peu la connaissance des Oasis sahariennes se précise. Les officiers et les explorateurs, groupés autour du commandant supérieur, ont comblé les lacunes. Quelques-uns ont publié leur notes, mais beaucoup les ont conservées manuscrites.

C'est le cas de M. A.-G.-P. Martin, officier interprète, qui, depuis 1904, suivant ses propres expressions, « erre d'oasis en oasis, de ksar en ksar, interrogeant les gens, fouillant les vieilles maisons et les coffres antiques où, depuis de très longs ans, les termites mangeaient tout doucement les papiers des ancêtres. » Pièces en mains, il a pénétré dans leur lointain passé, essayant de reconstituer les grandes périodes de leur histoire,

(1) *L'Évolution du nomadisme en Algérie*, p. 239.

et s'acheminant vers la prise d'Alger. Il serait, en effet, bien curieux de suivre les étapes de la conquête française vue non plus du dehors, derrière nos armées, mais du dedans, du fond des oasis, de l'intérieur des ksours, sous la poussée des événemens. Il y a là une tâche digne d'attirer le chercheur. Dans un second dossier, qui sera sans doute publié avant peu, M. Martin s'est proposé de dresser l'inventaire des Oasis sahariennes. Successivement il étudie les habitans, les eaux, les productions, l'industrie et le commerce, les conditions physiques de l'existence, les formes de la vie végétale, animale et humaine, enfin les possibilités d'avenir. Cette monographie s'inspire des principes si nettement formulés par M. Henri Schirmer dans le *Sahara* (1), livre aujourd'hui classique, qui demeure le guide de ceux que tente l'examen des grands phénomènes dont les êtres et les choses subissent la loi dans ces immensités désertiques.

De telles enquêtes nous entraîneraient bien loin. Bornons-nous à constater le rôle de route intercoloniale que joue la ligne des Oasis au Niger dans l'empire africain français. On s'en tient, pour le moment, à l'exécution d'un télégraphe transsaharien qui, du Sud-oranais, va à la Saoura et se prolongera jusqu'au Touat pour rejoindre, au Nord de l'Adrar, un autre tronçon venant de la région de Tombouctou. C'est un commencement. L'avenir nous dira s'il faut nous engager plus avant dans cette voie.

Quoi qu'il en soit, le programme de pénétration par le Touat, dont le maréchal Randon fut l'inspirateur, est enfin rempli après un demi-siècle d'attente, et l'honneur en revient surtout aux méharistes des compagnies sahariennes.

Il ne nous paraît pas hors de propos de signaler, à côté des officiers et voyageurs dont nous venons de résumer les travaux, un autre Français qui exerce son ministère au cœur même du Sahara. Moine, n'appartenant à aucune congrégation, ce prêtre, qui se contente de prêcher d'exemple, a acquis, grâce à la dignité de sa vie, la trempe de son caractère et son inlassable charité, la plus heureuse influence sur les Touaregs.

Dans sa jeunesse, il porta l'épaulette et peu après, seul, sans l'aide de personne, sous le travestissement du juif méprisé mais utile, il accomplissait au Maroc un voyage qui le classa parmi nos grands explorateurs. « Prenant bravement ce rôle, il a fait

(1) *Le Sahara*, Paris, Hachette, 1893.

abnégation absolue de son bien-être, et c'est sans serviteur, sans monture, sans tente, sans lit, presque sans bagages qu'il a travaillé pendant onze mois chez des peuples qui, ayant plus d'une fois démasqué l'acteur, l'ont, à deux ou trois reprises, placé en face du châtiment qu'il méritait, c'est-à-dire de la mort (1). » Cette phrase de Duveyrier est extraite de son rapport sur la médaille d'or que la Société de géographie accorda le 24 avril 1885, au vicomte Charles de Foucauld.

Tel est, en effet, le nom du solitaire qui, dans son ermitage de Tamanrasset, se reconnaît encore à ces traits, notés par notre grand Africain dans cet autre passage de son rapport : « C'est vraiment une ère nouvelle qui s'ouvre, grâce à M. de Foucauld, dans la connaissance géographique du Maroc, et on ne sait ce qu'il faut le plus admirer, ou de ces résultats, si beaux et si utiles, ou du dévouement, du courage et de l'abnégation ascétique, grâce auxquels ce jeune officier français les a obtenus (2). »

S'il a fait ses adieux au monde, le Père de Foucauld n'a renoncé ni à la géographie, ni à son pays. Tout Français qui passe à sa portée est sûr de recevoir l'hospitalité la plus cordiale et l'appui le plus efficace. Qu'il s'agisse de la langue tamachèque, qui n'a plus de secret pour lui, de ce Sahara qu'il parcourt souvent à pied en observateur avisé, des Touaregs qui le regardent comme un grand marabout chrétien, ou encore des progrès de l'exploration soigneusement portés sur ses cartes, jamais sa documentation n'est prise en défaut. On fait mieux que glaner en sa compagnie ; on revient les mains pleines, respectant autant que possible son désir de vivre dans l'oubli.

Malgré l'extrême modestie du Père de Foucauld, les services qu'il rend depuis six ans à la pénétration Saharienne ne sont plus ignorés de tous. Son nom se retrouve dans quelques récits de voyage. Ici même, il y a trois mois, dans un article très documenté (3), M. René Pinon rappelait son influence et le respect dont les Touaregs l'environnent. On nous excusera donc d'avoir levé un coin du voile et consacré quelques lignes à ce silencieux, qui sert avec tant de cœur et d'intelligence la cause de la France avec celle de la civilisation.

(1) *Bulletin* de la Société de Géographie, série 6, t. VI, 1885, p. 139.
(2) *Ibid.*, p. 321.
(3) Voyez la *Revue* du 15 décembre 1907.

Ce que l'Algérie a fini par accomplir, l'Afrique occidentale française l'entreprend. Déjà en face des Sahariens du Nord se présentent les Sahariens du Sud.

A l'époque où les ksours du Gourara fermaient leurs portes au commandant Colonieu et au lieutenant Burin (1860-62), Faidherbe, réalisant les projets de l'amiral Bouët-Willaumez, donnait l'essor à notre colonie du Sénégal, envoyait des reconnaissances au Nord du fleuve chez les Maures et préparait notre expansion sur le Niger.

Les routes du Soudan, devenues plus sûres, attirèrent vers la côte atlantique un courant commercial dont les caravanes du désert ressentirent le contre-coup. Les Touaregs ne se méprirent pas sur les effets de cette concurrence, et Duveyrier, qui reçut leurs confidences, nous fit part de leurs appréhensions (1).

Le lieutenant de vaisseau Mage et le docteur Quintin s'avancèrent alors jusqu'à Ségou-Sikoro sur le Niger, où, de 1864 à 1866, Ahmadou leur fit subir une demi-captivité.

Quatorze ans se passèrent et les opérations militaires, toujours doublées d'exploration, recommencèrent avec des moyens plus puissans. Le général Brière de l'Isle avait repris le plan de Faidherbe, d'où sortit l'Afrique occidentale française, œuvre réconfortante pour ceux qui avaient éprouvé l'humiliation de la défaite et l'horreur de l'invasion. Sans comparer à la joie d'un retour de fortune en Europe l'impression qu'alors nous ressentions, nous respirions plus à l'aise en suivant les progrès de nos armes dans ces contrées tropicales que la vaillance de nos soldats plaçait sous notre autorité.

Avec un peu de recul, on apprécie mieux cette époque héroïque, marquée dans les régions voisines du Sahara par des campagnes telles que celles de Borgnis-Desbordes ou d'Archinard. Nos officiers rivalisèrent d'audace à la poursuite d'Ahmadou et de Samory. Quoi de plus crâne que l'attitude de Péroz tenant tête à celui-ci, le 25 mars 1887, et lui imposant le traité de protectorat de Bissandougou; et quoi de plus brillant que la capture de ce chef de bandes et la prise de son camp à Guélémou par la poignée de Sénégalais qu'entraînait Gouraud, le 29 septembre 1898! Combien parmi ces braves devinrent d'incomparables pionniers! S'il est impossible de les citer tous, comment résis-

(1) Duveyrier, *les Touaregs du Nord*, p. 360 et *Un siècle d'expansion coloniale*, par Marcel Dubois et A. Terrier, p. 282 et suiv.

ter au plaisir de nommer quelques-uns de ceux qui préparèrent ou rendirent possible la pénétration du Sahara par le Soudan?

Galliéni, en 1880, reconnaissait entre le Sénégal et le Niger la région où le commandant Derrien fit les premières études d'une voie ferrée. Le lieutenant de vaisseau Caron, en 1887, conduisit sa canonnière, *le Niger*, jusqu'au port de Tombouctou; puis vinrent Binger (1887-1889), qui nous valut la boucle du grand fleuve avec le pays de Kong, et enfin Monteil, dont la course épique de l'Atlantique au lac Tchad (1890-1892) se termina par la traversée du Sahara oriental.

En 1894, Hourst et ses compagnons révélaient la région des lacs à l'Ouest de Tombouctou où nous nous installions non sans peine. A cette époque, le général de Trentinian devint gouverneur du Soudan et réalisa de grands progrès. Peu après, Coppolani prenait contact avec les Maures et les Touaregs Oullimindens, pénétrant dans le Tagant et l'Azouad, puis s'engageant sur la route d'Araouan, que le lieutenant Pichon, des spahis soudanais, atteignait, en 1900, avec quelques cavaliers.

La Mauritanie occidentale se constituait et son inventeur, devenu commissaire du gouvernement général, en poursuivait l'organisation, quand, en 1905, il fut assassiné à Tidjikja. Précédemment la mission Blanchet explorait l'Adrar occidental, tombait dans un guet-apens, courait les plus grands dangers et n'échappait au massacre que pour perdre son chef, emporté par la maladie sur le chemin du retour.

Dans l'Est, sur les traces du capitaine Cazemajou et de l'interprète Olive, dont les noms s'ajoutent à notre martyrologe africain, s'engageait, en 1899, la mission Afrique centrale. Le capitaine Joalland et le lieutenant Meynier poussèrent jusqu'au Tchad, se portant au secours de la mission du Chari, rejointe ensuite par la mission Saharienne. A ces heures tragiques, le sergent Boutel se maintint seul à Zinder. Le capitaine Joalland reprit le commandement de ce poste après sa campagne du Chari et le conserva jusqu'à l'arrivée de la compagnie de relève du capitaine Moll (octobre 1900).

Au colonel Péroz et au commandant Gouraud était dévolue la tâche ingrate d'organiser, entre Niger et Tchad, le troisième territoire militaire de l'Afrique occidentale, dont il fallut ensuite rectifier la frontière. Sur cette ligne s'échelonnèrent les missions

de délimitation du commandant Moll puis du capitaine Tilho, dont les travaux d'abornement s'achèvent.

Sur le front enfin dégagé, qui s'étend des bouches du Sénégal au bassin du Nil, pionniers et soldats de l'armée coloniale exécutent vers le Nord une marche dont le résultat sera la conquête du Sud saharien. Incertaine au début, cette marche devient mieux assurée, à mesure que se développent et se perfectionnent, dans notre Afrique occidentale, les formations de méharistes. Au colonel Klobb revient le mérite d'avoir tenté le premier essai, en 1897. Le corps de chameliers qu'il institua était surtout destiné à la conduite des convois; mais, l'année suivante, un véritable peloton de méharistes put effectuer sous le commandement du lieutenant de Gail, des reconnaissances au Nord du Niger. D'autres unités furent organisées dans la région de Zinder, qui, transformées en 1902 par le commandant Gouraud, fournirent deux sections montées de 50 fusils et un groupe de trente tirailleurs sous les ordres du capitaine Cauvin. Des améliorations successives permirent d'en généraliser l'emploi et, bien que ces formations n'aient pas atteint la perfection des compagnies sahariennes, on peut, dans une vue d'ensemble, apprécier les services considérables qu'elles ont rendus au cours de ces trois dernières années (1).

Du côté de l'Atlantique, chez les Maures Trarzas, que les officiers de Faidherbe avaient commencé à visiter en 1857, mais qui, plus de trente ans après, rendirent encore la tâche terriblement ingrate à un modeste et consciencieux explorateur, trop oublié, Léon Fabert (2), une section de méharistes a pu évoluer librement, atteindre l'Inchiri, s'avancer jusqu'à l'Adrar occidental, refouler les rezzous des Ouled Bou-Sbâ et des Eulabs.

A l'autre extrémité de notre empire, le capitaine Mangin, avec ses méharistes du Kanem, imposait une sévère leçon aux Tedas et aux Kreidas. De 1904 à 1906, il rayonna dans l'Eguëi,

(1) Pour cette partie de notre article nous avons plus spécialement utilisé les renseignemens contenus dans un rapport du capitaine Arnaud, qui sera inséré dans un ouvrage que MM. Arnaud et Cortier vont éditer chez Laroze sous ce titre: *Nos Confins sahariens*. D'autre part, la *Dépêche coloniale illustrée* du 15 février 1908 publie une intéressante étude du capitaine Cauvin sur la pénétration saharienne et les méharistes Soudanais.

(2) *Bulletin* de la Société de géographie, p. 375-392, avec carte et *Compte rendu* des séances de la Société de géographie, 1896, p. 31.

le Bodélé et le Borgou, où seul Nachtigal l'avait précédé; et il préparait ainsi pour l'avenir, à la grande satisfaction des populations sédentaires, l'occupation du Tibesti et de l'Ennedi.

Au Nord même du Tchad, les exploits des nomades déterminèrent le lieutenant Ayasse à s'avancer jusqu'à l'oasis de Bilma (1904-1905) par une pointe hardie qui rouvrit aux caravanes la route de Tripoli tout en contribuant à la soumission des Ouled Sliman (1).

Une autre route se dégage, celle qui par l'Aïr relie notre Algérie-Tunisie au Damergou. Le capitaine Touchard, dès 1903 (2), en avait jalonné de puits la partie Nord; il compléta ce travail, l'année suivante, entre Fort-Lallemand et Témassinine, puis il continua par le Tassili des Azdjers jusqu'à Djanet, rejoignant ainsi le chemin des caravanes de Rhat et de Ghadamès (3). A cette même époque, les Sénégalais montés à méhari du lieutenant Plomion rétablissaient l'amorce Sud de la route algérienne, en exécutant un premier raid jusqu'à Agadès, qui reçut, peu de temps après, la visite du lieutenant Jean. La nécessité d'assurer la sécurité de la région de Zinder décida le commandant Gadel à effectuer, en 1905, une longue tournée dans l'Aïr. C'est au cours de celle-ci qu'une section poussa jusqu'au puits d'Iférouane pour y reprendre, le 18 octobre, M. Chudeau venu d'In Salah par l'Ahaggar en compagnie du capitaine Dinaux.

Peu s'en fallut que ce jour ne marquât la première rencontre à l'Est du massif de l'Ahaggar, des troupes sahariennes et soudanaises. Les circonstances en décidèrent autrement, et les Algériens durent prononcer un mouvement du côté des Touaregs Azdjers. Ce ne fut que partie remise et l'événement tant souhaité se produisit au même point, juste à une année d'intervalle, dans des conditions identiques. Le 18 octobre 1906, en effet, le détachement algérien du lieutenant Clor, rencontrait à Iférouane le capitaine Lafforgue, chef de la section montée de Tahoua.

Cette section, opérant concurremment avec celles de Zinder et de Gouré, sous les ordres du commandant Gadel, eut alors, et

(1) *Revue des Troupes coloniales*, juin 1907, p. 553-582.

(2) Rapport du capitaine Touchard. *Bulletin de l'Afrique française*, 1906. Supplément 10-11-12.

(3) Malheureusement Djanet reste jusqu'à présent en dehors de notre action. La Porte en profite pour attirer en territoire tripolitain nos tribus dissidentes qui demeurent impunies. Il en résulte, chez les Azdjers, une effervescence qui retarde la pacification.

jusqu'aux premiers jours de 1907, l'occasion de déployer sa valeur. En soutenant victorieusement avec elle le choc de nombreux partis Toubous et Azdjers, nos Soudanais ne firent pas seulement preuve de courage ; il leur fallut un dévouement à toute épreuve pour lutter contre le sol et contre le climat dans le Tanezrouft désolé qu'ils eurent à parcourir.

Ces opérations amenèrent l'occupation de l'Aïr et de Bilma.

Si les routes de caravanes se déblayent à l'Est et si la pénétration française progresse aux deux extrémités du Sahara méridional, le rétablissement du trait d'union, entre In Salah et la région de Tombouctou, n'en demeure pas moins l'acte capital.

Par les facilités naturelles, — et malheureusement bien relatives, — qu'elle offre, grâce aux Oasis, par l'importance des pays algériens et soudanais qu'elle relie, par son étendue moindre, cette voie prime, à nos yeux, toutes les autres.

« L'axe de notre politique saharienne penche à l'Ouest. » Sur son trajet une entente commune s'impose entre l'Algérie et le Soudan. C'est bien cette pensée que traduisait le colonel Klobb le jonr où, prenant le commandement du territoire de Tombouctou, il dit à ses troupes : « Ici, nous ne sommes pas dans le Soudan des Noirs, mais dans le Sud algérien. »

Pour lui, la liaison entre les deux grandes fractions de l'Afrique française devait s'opérer par cette voie. En fait, les méharistes, qu'il fut le premier à introduire dans nos possessions du Soudan, réalisèrent son vœu ; car, trois fois en trois ans, ils opérèrent leur jonction avec les Algériens, reliant les oasis du Tidikelt aux rives du Niger.

Le 16 août 1904, le capitaine Theveniaut, escorté par la section de méharistes du lieutenant Jérusalémy, rencontrait à Timiaouine, dans l'Adrar nigritien, la colonne du commandant Laperrine, fort en état de pousser jusqu'à Tombouctou si l'occasion s'en était présentée. Rompus à la vie du désert, très au fait des soins qu'exigeaient leurs montures, les Algériens avaient supporté sans dommage cette longue tournée qu'ils prolongèrent encore avant de regagner les oasis.

Après un parcours moindre, la section soudanaise, encore à ses débuts, perdit presque tous ses chameaux. L'expérience servit pour l'avenir, et la première rencontre des deux reconnaissances françaises en plein Sahara fit sur les nomades un effet considérable.

Ce résultat décida le gouvernement local à prélever sur son budget la somme nécessaire pour remonter à méhari une compagnie du 2e sénégalais. Sous le commandement du capitaine Cauvin, cette troupe rendit des services signalés. C'est elle qui, dans des circonstances extrêmement difficiles, opéra la deuxième jonction avec la compagnie du Tidikelt.

Au début de 1906, le capitaine Cauvin faisait pâturer ses animaux au Nord de Tombouctou, dans une région herbeuse de l'Azaouad, quand l'ordre lui parvint de se porter en toute hâte sur Taoudéni à la rencontre du colonel Laperrine. Cette reconnaissance improvisée, exécutée à la mauvaise saison, avec un personnel inexpérimenté et sans les ressources qu'exige une semblable entreprise, atteignit cependant le but qui lui était assigné. Du 22 avril au 9 mai, 45 tirailleurs montés franchirent en ligne droite les 500 kilomètres qui les séparaient de Taoudéni, frayant leur route au milieu d'une plaine de sables arides ou de mamelons désolés. La pénurie des vivres força la petite colonne, après une vaine attente, à reprendre le chemin du Soudan par deux voies différentes. Le capitaine Cauvin, qui eut l'honneur de planter le drapeau français sur les murs de cette place, réduite aux proportions d'une simple bourgade mais importante encore comme point de rencontre, se heurta sur la route du retour à de nouvelles difficultés, dont d'autres moins expérimentés que lui ne seraient pas sortis. On sait, d'autre part, quelles souffrances dut supporter la section dirigée par le lieutenant Cortier, mais aussi quelle joie lui fut réservée, le 20 mars au matin, près du puits de Gattara, quand il vit venir à lui le lieutenant Niéger et deux Chambas d'escorte, précédant les troupes du colonel Laperrine.

« Grand est alors l'enthousiasme, écrit le lieutenant Cortier, parmi les Européens comme parmi les Noirs eux-mêmes; la déception des jours passés le rend plus sensible et plus prenant. Notre mission se complète; son succès aura été total. Chacun est désormais tout à la joie de cette jonction entre camarades venus de si loin, au plaisir de la réunion que nous voulons aussi cordiale que possible et aussi affectueuse, en ce plein centre du désert, en ce Gattara jamais vu (1). »

Ils étaient faits pour se comprendre, ces deux lieutenans solli-

(1) *La Géographie*, XIV, n° 6, 15 déc. 1906, p. 334.

cités l'un et l'autre par le goût des études géographiques, la passion des voyages et l'amour du métier. Leurs levés consciencieux et précis serviront à ceux qui retourneront après eux dans ces solitudes. Sur ces pistes que le sable efface, mais que les Sahariens retrouvent, il sera désormais plus facile à nos méharistes du Tidikelt ou du Soudan de barrer la route aux rezzous des pillards marocains.

D'ailleurs, l'Erg Echach est-il si déshérité? En l'absence de tout guide, il eût été téméraire de s'y risquer; mais, après l'expérience de 1906, on demeure convaincu que le nomade, autant que le climat, a fait le vide dans ces dunes traversées autrefois par des caravanes. Çà et là des puits, abandonnés depuis longtemps, ont été dégagés; des prairies éphémères ont été repérées.

Dans le Sud, le Sahara fait place à la steppe. C'est le régime, que nous avons constaté dans les Hauts Plateaux algériens, qui succède ici au régime désertique et nous achemine vers les contrées fertiles du Sénégal et du Niger. C'est la région sahélienne avec ses pâturages permanens et ses oueds herbeux, clairsemés d'abord, puis plus étendus et plus denses, au milieu desquels s'aperçoivent, à mesure qu'on s'avance dans le Soudan, des touffes d'arbres et des marigots. Dans l'Adrar, par exemple, certains indices attestent que des sédentaires ont précédé les nomades. Des tumuli, des poteries, des pierres taillées évoquent le souvenir de l'empire songhaï. Ainsi, sous les pas de nos méharistes, un lointain passé ressuscite, en même temps que d'immenses espaces, ignorés la veille, entrent dans le domaine de la géographie positive.

Comme il fallait s'y attendre, après le tour de force de Taoudéni, la compagnie du capitaine Cauvin dut être remontée. Cependant, l'utilité des formations sahariennes s'était affirmée une fois de plus au Soudan, et la cause des méharistes y était définitivement gagnée.

Une nouvelle compagnie, créée à Gao, sur le Niger, et commandée par le capitaine Pasquier, put circuler chez les Oullimindens. En nomadisant près de leurs campemens, elle a su les attirer et préparer un rapprochement plus complet.

Peu à peu, les groupemens méharistes de l'Afrique occidentale parviennent à combiner leurs efforts, à se répartir la besogne, à relier leurs opérations. Néanmoins, malgré les progrès

réalisés, il subsiste au Soudan des imperfections dans l'organisation et dans l'emploi d'une troupe dont le colonel Laperrine tire au Tidikelt le meilleur parti. Le mieux était donc de puiser à la source même l'enseignement nécessaire au bon fonctionnement des formations méharistes. Tel fut l'avis de M. Roume, dont les réformes, toujours réfléchies, ont largement contribué à donner l'essor aux colonies placées sous sa haute autorité. Il désigna pour cette tâche son officier d'ordonnance, le capitaine Arnaud et il lui adjoignit le lieutenant Cortier, qui venait de faire ses preuves à Taoudéni. Ce sont ces officiers qui, partis d'Alger, ont gagné la vallée de la Saoura et les oasis, étudié sur place les compagnies sahariennes et partagé leurs travaux. Sous la conduite du capitaine Dinaux, ils ont continué par l'Ahaggar et le Tanezrouft jusqu'au puits de Timiaouine, où ils retrouvèrent, à la fin d'avril 1907, les méharistes soudanais venus à leur rencontre.

Le passage suivant d'un récit publié au retour du capitaine Arnaud (1) donnera, mieux qu'un long exposé, une idée exacte des progrès de notre double pénétration dans le Sahara central.

« Le 28 avril au matin, on aperçoit les premiers tirailleurs noirs placés en sentinelles à la crête des rochers et les patrouilles qui courent vers le puits pour annoncer l'arrivée du détachement. A dix heures, les Algériens arrivent à Timiaouine. Les deux sections de méharistes soudanais, en ligne sur le front de bandière des deux camps, rendent les honneurs sous les ordres de leurs chefs respectifs, le lieutenant Lenglumé, commandant la section de Bamba, et le lieutenant Vallier, commandant la section de Gao. Les capitaines Cauvin et Pasquier commandant les compagnies et les cercles de Bamba et Gao, se portent au-devant des Algériens formés en bataille, la carabine au poing, précédés de leurs officiers, du capitaine Arnaud et du lieutenant Cortier.

« Les méharistes du détachement mettent pied à terre et forment leur camp à proximité du campement soudanais. »

Les deux troupes se trouvaient aux confins de leurs zones de surveillance.

Depuis juin 1905, en effet, une limite conventionnelle sépare, au point de vue administratif, les Touaregs du Nord des Touaregs du Sud. Elle laisse d'une part à l'Algérie les territoires

(1) *Dépêche coloniale illustrée*, 15 novembre 1907, p. 264.

des Hoggars et des Azdjers avec une partie de l'Adrar orientale et de l'Ouest saharien, de l'autre à l'Afrique occidentale française et pays de Taoudéni, l'Azaouad, l'Aïr et Bilma.

La première relevant du ministère de l'Intérieur, la seconde du ministère des Colonies, il était d'autant plus utile de spécifier leurs sphères d'action respectives, que les Touaregs ne savaient, le plus souvent, où s'adresser, à In Salah ou à Tombouctou, pour formuler une plainte, solliciter un appui, tenter un rapprochement.

Cette ligne de démarcation, qui n'a rien d'une frontière, est devenue, sur le passage de nos détachemens, un véritable rendez-vous. Timiaouine, où deux fois déjà Algériens et Soudanais ont opéré leur jonction, recevra désormais de fréquentes visites, si, comme nous avons lieu de le penser, un service de correspondance s'établit entre le Tidikelt et la vallée du Niger. Un premier courrier vient de quitter In Salah à destination de Gao et, suivant toute probabilité, d'autres départs s'effectuent à intervalles réguliers. En rétablissant ces relations, la France n'a fait que reprendre à son profit une tradition séculaire dont seule l'insécurité avait empêché le maintien. Il n'en serait pas moins téméraire de compter sur les profits très problématiques du commerce par caravanes. L'abolition de l'esclavage lui a porté un coup d'autant plus rude que la voie ferrée du Sénégal au Niger lui fait une concurrence dont la gravité ne pourra que s'accroître.

Tout en tenant compte de ces difficultés, nous devons considérer que le trait d'union tiré par nos méharistes entre In Salah et la région de Tombouctou marque une des étapes décisives de la pénétration française au Sahara.

Par la voie ouverte, le contact s'établit entre troupes d'origines diverses, mais servant sous le même drapeau, en même temps qu'un lien nouveau relie, sur le sol même, les parties disjointes de l'Afrique française.

BARON HULOT

REVUE DRAMATIQUE

Comédie-Française : *Les Trois Sultanes* de Favart, *Arlequin poli par l'amour* de Marivaux. — Renaissance : *La Femme nue*, comédie en quatre actes, par M. Henry Bataille. — Odéon : *Ramuntcho*, pièce en cinq actes et douze tableaux de M. Pierre Loti, musique de M. Gabriel Pierné. — Théatre des Arts : *Le Grand Soir*, pièce en trois actes de M. Léopold Kampf, traduite par M. Robert d'Humières.

La Comédie-Française a repris les *Trois Sultanes* et *Arlequin poli par l'amour*. Ç'a été un enchantement. Il serait si facile de nous offrir plus souvent un pareil régal ! Il n'y aurait qu'à puiser dans le répertoire si peu connu, si peu exploité et pourtant si riche, du théâtre de second ordre au XVIIIe siècle.

Les *Trois Sultanes* surtout nous ont ravis. Encore une pièce tirée d'un roman ! Car c'est un exemple qu'il faut ajouter à une liste déjà bien fournie. La bluette de Favart démontre élégamment qu'on peut faire une bonne pièce avec un mauvais roman et en le suivant de tout près. Marmontel a donné dans ses « contes moraux » un *Soliman II*. Tout y est. Seulement, l'explique qui pourra, le conte moral de Marmontel est plus ennuyeux que l'ennui : tout s'allège, s'anime, s'égaie, transposé par l'art ingénieux de Favart.

Ce qui charma d'abord les gens du XVIIIe siècle dans les *Trois Sultanes*, ce fut le décor. L'Orient était à la mode, et non pas seulement l'Orient tragique de *Bajazet* ou de *Zaïre*, mais bien plutôt l'Orient comique, celui de la cérémonie du *Bourgeois gentilhomme*, celui des turqueries chères au Théâtre de la foire et à la Comédie italienne (1). L'intérieur du sérail, le sultan et le chef des eunuques, les

(1) Cf. P. Martino, *l'Orient dans la littérature française*.

huit esclaves noirs, le dîner à la turque, les carreaux, le grand rond de maroquin, les sofas, les tentures, les costumes, pierreries et turbans, cela divertissait. On aimait l'exotisme; on le prenait pour ce qu'il vaut et on savait bien à quoi il sert : c'est à amuser. Tous ces détails étranges et qui frappent par la nouveauté, sont là pour tirer le regard. Ils flattent la curiosité dans ce qu'elle a de plus frivole et contentent la badauderie. Ajoutez que ces traits de mœurs, ces usages singuliers sont essentiellement plaisans. Il faut qu'ils le soient, puisqu'ils diffèrent des nôtres. Ce qui contraste avec nos habitudes, n'est-ce pas cela qu'on appelle le ridicule? Songez donc! Des gens qui mangent sur la terre accroupis comme des sapajoux! Comment peut-on être Turc? Quand il serait si simple d'être Français...

Un des avantages de l'exotisme est en effet qu'il souligne l'attrait et le prix des choses de France. Nous nous comparons; donc nous nous préférons. L'art de l'auteur dans cette pièce turque est de reporter sans cesse notre esprit vers Paris ou Versailles, et d'opposer à la barbarie orientale les raffinemens de notre civilisation. Tout célèbre ici cette douceur de vivre que connut et dont s'enivra cette société de l'ancien régime jetant, à la veille de finir, son suprême éclat.

Point d'esclaves chez nous : on ne respire en France
Que les plaisirs, la liberté, l'aisance,
Tout citoyen est roi sous un roi citoyen.

Ce qu'on prend alors pour de la vertu et qu'on décore du nom de bonté, c'est la facilité des mœurs. L'absence de contrainte est la nouveauté dont on s'enchante. On a rejeté l'ancienne discipline. Libéré, l'esprit s'échappe en mille saillies et se grise de ses propres hardiesses :

... Dans les soupers qu'à Paris on se donne
Sur tout légèrement on discute, on raisonne,
Et l'on n'a jamais plus d'esprit
Que quand on ne sait ce qu'on dit.
Les Français sont charmans.

Ils en étaient persuadés alors, et ils aimaient à se l'entendre dire. Ce dont ils étaient fiers par-dessus tout, c'était de leur galanterie. Entendons-nous bien : cette galanterie à la mode du XVIIIe siècle n'a rien du culte idéal que d'autres âges professèrent pour la femme. Mais il faut orner la vie et passer agréablement ce peu de temps qui aura si

tôt fait de nous échapper. La femme embellit par sa présence les plus beaux lieux du monde, et rien n'égale les plaisirs qu'elle nous donne. C'est son charme qui la sacre souveraine.

Roxelane personnifie le type de la femme telle que la comprend et la désire la société d'alors, la beauté à la mode de 1760. On n'a que faire de beautés majestueuses ou altières, ni de langoureuses ou de sentimentales. « Le sentiment est beau, mais il n'amuse pas. » Or ce qu'on redoute le plus, en étant le plus menacé, dans une époque blasée, c'est l'ennui. Soliman s'ennuie. Beaucoup de Français sont Turcs sur ce point, à moins que Soliman ne soit lui-même un de nos Français. Roxelane est vive, étourdie, espiègle, un prodige d'espièglerie. Belle? Jolie plutôt, — elle saura bien s'en vanter, — agaçante et piquante. C'est d'elle qu'on pourrait dire qu'elle a une physionomie pétrie d'esprit. Irrévérencieuse et, à un degré rare, dénuée du sens du respect, elle se rit de tout. Ennemie de toute contrainte, elle n'a qu'une loi, celle de son caprice ; mais elle entend que tous s'y soumettent.

Ah! qui jamais aurait pu dire
Que ce petit nez retroussé
Changerait les lois d'un empire!

C'est le mot de Pascal transposé à l'usage des contemporains de la Pompadour. Roxelane est merveilleusement ressemblante à l'époque qui l'a façonnée et qui la fête. Elle en porte l'âme en elle, la petite âme légère et folle, avec ce goût de l'indiscipline, ce besoin de railler toutes choses et de se narguer soi-même, cette fatuité, cette impertinence. Et après tout, entre cette Française joliment fantasque et la « Parisienne » perverse et triste par qui l'a remplacée le théâtre d'aujourd'hui, si nous avions à choisir, nous n'hésiterions pas une minute.

Roxelane est infiniment « intéressante ; » et la pièce de Favart est toute pleine de Roxelane ; c'est pourquoi elle n'a pas cessé de nous intéresser. Nous y goûtons l'évocation d'un moment de notre vie française. Nous y prenons le plaisir du collectionneur mis en présence d'un bibelot de la bonne époque, complet, intact, et tout à fait pur de style. Nous admirons de quels élémens divers elle est faite et comme ils s'y mêlent en de justes proportions : l'observation et la fantaisie, la satire et l'invention comique, le spectacle, le dialogue, la versification libre, ailée, ce qui est pour le plaisir des sens et ce qui est pour le plaisir de l'esprit. Menu chef-d'œuvre, sans doute ; mais de ceux qu'il y a, plus que jamais, utilité à nous remettre sous les yeux ; car c'est un chef-d'œuvre de goût.

La pièce de Favart est montée avec beaucoup de soin et très joliment jouée. M. Albert Lambert s'est composé un type fort pittoresque de sultan comique et de croquemitaine pour rire; et M. Berr est tout à fait divertissant en gardien du sérail. Deux sultanes ont plu sous les traits de Mlles Delvair et Lifraud. Mais la troisième a été acclamée. Mlle Lecomte dans Roxelane, c'est l'artiste et le personnage ne faisant qu'un; nul doute que le rôle n'ait été écrit pour elle. On lui a fait une ovation. Toute la salle pour Roxelane avait les yeux de Soliman.

Les *Trois Sultanes* sont quelque chose comme un vaudeville où il n'y aurait pas de quiproquos, une opérette où il y aurait de l'esprit. *Arlequin poli par l'amour*, qu'on a repris pour les débuts de M. J. de Féraudy, est une féerie. La donnée ressemble étrangement à celle du *Songe d'une nuit d'été;* ce n'est qu'une coïncidence, mais elle est curieuse. — Et Arlequin, dès qu'il aura de l'amour, se découvrira de l'esprit. C'était sur ce point la manière de voir du XVIIIe siècle. Les romantiques sont venus, et dès lors l'amoureux nous est apparu sous les traits d'une sorte de maniaque possédé par la passion qui fait de lui un fou furieux. Les réalistes ont renchéri : il a été entendu que, pour être amoureux, on en devient parfaitement imbécile. En ce sens, le rapprochement de deux titres est assez suggestif : *Arlequin poli par l'amour*, disait Marivaux; Barrière répond par les *Jocrisses de l'amour*. Il est difficile au surplus de prétendre que Marivaux n'entendît rien à la matière : sa pièce fourmille de jolis traits qui sont déjà du meilleur « marivaudage. » Et devant cette féerie, où le merveilleux et les danses tiennent une place moindre que l'analyse des mouvemens du cœur, on se demande si le genre a beaucoup gagné à devenir le *Pied de mouton* ou même *Geneviève de Brabant.*

Aimez-vous les préfaces? Celle que M. Henry Bataille vient de mettre en tête de son Théâtre complet (1), contient de bonnes indications sur le mouvement de notre théâtre et le sens où il conviendrait de le diriger. L'objet que M. Bataille propose au théâtre, c'est l'imitation de la vérité. Encore faut-il définir cette vérité, dont on avait déjà beaucoup parlé avant lui. « Nous ne voulons point parler d'une vérité superficielle, toute d'apparences, d'un réalisme brutal en effet, aisé à conquérir et qui donne à bon marché au public l'illusion de la vie : celle-là est à l'humanité ce que la carte postale est à Velasquez; non, nous voulons dire : les rapports des vérités intérieures de l'âme avec

(1) Henry Bataille, *Théâtre*, 1 vol. Fasquelle.

les vérités extérieures. » Retenez bien ces deux termes : M. Bataille y reviendra sans cesse; ils enferment toute l'essence de sa définition. « Nous appelons vérités extérieures les apparences exactes et proportionnelles des choses, tout ce qui est tangible et énoncé dans la nature; c'est aussi bien le langage parlé que le spectacle ambiant... Nous appelons vérités intérieures le secret des êtres, ce qui bouillonne en l'individu et qu'il n'exprime pas directement; ce sont les raisons profondes et déterminantes, ce sont aussi les sphères inconscientes et agissantes de l'âme. » On pourrait dire les choses plus simplement, mais on n'en pourrait dire de plus justes. D'après M. Bataille, le théâtre doit être réaliste au sens complet du terme, exprimant tout à la fois la réalité matérielle et la réalité morale, et celle-ci par celle-là. L'auteur dramatique doit représenter la société de son temps avec ses mœurs, ses usages, ses travers, son atmosphère de passions, d'idées et de préjugés; c'est la part de l'observation. Et il doit rendre sensible l'état des âmes, nous faire pénétrer dans leurs replis cachés, nous initier au travail souvent inconscient qui sans cesse déforme et reforme la personnalité : c'est la part de l'analyse. Observation et analyse, c'est tout le théâtre; et nos auteurs dramatiques se passent trop souvent de l'une et de l'autre.

Je crois que M. Bataille a raison et que sa remarque vient à son heure. A le prendre dans l'ensemble, et en faisant les exceptions nécessaires, le théâtre, depuis une vingtaine d'années, est allé sans cesse en s'éloignant de la vie. La faute en a été d'abord à une mode de littérature brutale qui, comme il arrive toujours, nous a dégoûtés pour longtemps de la littérature vraie. Elle revient pour une bonne part à nous autres critiques, qui craignons comme le feu de faire les pédagogues, au lieu de comprendre que notre unique raison d'être est de représenter le bon sens, et de ramener sans cesse public et auteurs à l'observation du réel, à la nature et au vrai. Voici qu'un écrivain de théâtre prend sur lui de nous suppléer. Il déclare que ses confrères et lui-même ont assez battu les buissons et qu'il est temps de rentrer dans la route commune. Souhaitons que la protestation ne soit pas vaine et qu'elle annonce un retour à ce « réalisme intégral » qui fut tout uniment le réalisme classique.

Il y a pour un auteur un danger à formuler des théories : c'est qu'on les lui applique et qu'on le juge d'après sa propre règle. Nous voici obligés de rechercher si l'auteur de *La Femme nue* s'est conformé à son idéal. Le sujet est l'histoire d'un peintre qui a épousé son modèle, avec ce qui s'en est suivi. Pierre Bernier a pris dans le ruisseau

Louise Cassagne, dite Loulou, et vit avec elle depuis des années. Elle pose pour ses tableaux; elle a notamment posé pour cette « femme nue, » qui, à l'heure où nous sommes, pourrait bien remporter la médaille d'honneur. C'est l'instant du vote. Bernier et Loulou en attendent les résultats, Bernier avec un air d'indifférence affectée, Loulou avec une angoisse qu'elle ne cherche pas à dissimuler. Les confrères, les camarades, les rivaux vont et viennent, échangent les pronostics, apportent les nouvelles. Enfin, on apprend que Bernier a la médaille. Le voilà grand homme, en route pour la fortune et pour la gloire. Dans l'élan d'une joie d'autant plus irrésistible qu'il s'est donné plus de mal pour contraindre son émotion, attendri, reconnaissant et cherchant quelle folie il pourrait bien faire, il épouse sa maîtresse... Ce premier acte, un peu vide de substance, est amusant par le grouillement des personnes et le brouhaha des conversations. Les propos d'artistes que nous y entendons nous surprennent un peu. Médaillés, décorés, consacrés, est-ce que les peintres conservent quand même l'argot de l'atelier et le genre rapin? Nous en doutons; nous avons des exemples du contraire. Il se pourrait que l'auteur eût fait une concession au goût du public qui veut qu'un peintre parle « la langue peintre, » comme un Londonien parle l'anglais et un Peau-Rouge l'iroquois. Mais la situation est nettement posée, et c'est l'important.

Nous songeons à part nous : « Le pauvre Bernier! En voilà un qui vient de se mettre la corde au cou. Cette Louise Cassagne, avec ses airs bonne fille, faut-il qu'elle soit forte! Elle est arrivée à se faire épouser. Elle ne le lâchera plus. Auquel entre les ménages d'artistes que nous connaissons ce ménage va-t-il ressembler? Bernier va-t-il imposer sa femme et bénéficier de l'inépuisable complaisance qu'a notre société pour quiconque l'éblouit de son luxe ou la séduit par son talent? Ou bien la fille épousée va-t-elle jalousement écarter son nigaud de mari de tout milieu où elle aurait la sensation d'être déplacée? Bernier est-il aveuglé pour jamais? Ou bien, aura-t-il quelque jour honte de sa compagne et de lui-même? Quoi qu'il advienne, ce qui est sûr c'est qu'il est prisonnier et qu'il ne s'évadera pas. Nous allons assister au supplice d'un homme. » Nous raisonnons ainsi parce que nous regardons dans la vie. Mais, hélas! nous sommes au théâtre...

Nous constatons, au second acte, que Bernier est maintenant le peintre à la mode. Il s'est installé dans le grand genre; il a un hôtel dans les quartiers neufs, il donne des raouts: c'est l'artiste snob. Il était marqué pour devenir l'amant d'une princesse. Cette princesse n'a

pas une goutte de sang bleu dans les veines ; elle est juive ; avec les millions paternels, amassés dans un trafic quelconque, elle s'est acheté un vieux mari titré. De se savoir l'amant d'une princesse, Bernier en crève de vanité satisfaite. Auprès de Mme de Chabran il est comme fou, imprudent à la manière d'un collégien, et se fait bel et bien pincer par Loulou, qui adore toujours son mari, et qui du coup s'évanouit... Tout cela est juste, d'une bonne observation courante, et nous eussions seulement souhaité qu'on nous l'eût dit moins longuement. Il eût été si facile de réduire ces deux actes en un !

Mais voici du nouveau, et de l'imprévu. La princesse veut épouser Bernier ; il n'y faut qu'un double divorce : une bagatelle ! Tout de suite, nous cessons de comprendre. Épouser Bernier, pourquoi, à quoi bon, et qu'est-ce que cette belle opération rapportera à la princesse, devenue l'ex-princesse, en échange de tout ce qu'elle va lui coûter ? Celle qui s'appelle aujourd'hui la princesse de Chabran est une ambitieuse ; riche, il lui manquait la noblesse ; elle y a mis le prix et y tient sans doute à proportion de ce qu'elle lui a coûté. Il n'est pas impossible que, dans cette aristocratie dont elle a forcé les portes, elle ait eu quelques humiliations à subir ; c'est une raison de plus pour qu'elle s'obstine et ne lâche pas la partie. Cette ambitieuse est en outre une sensuelle ; en Bernier, elle apprécie l'amant râblé : elle a le plaisir avec la considération, les joies de l'adultère avec les honneurs d'une grande situation sociale. Que voilà une vie bien ordonnée ! Et la femme qui de ce rêve admirable a fait une réalité, va de ses propres mains défaire son bonheur ! Allons donc ! Rien ne nous prépare à admettre, chez une personne si maîtresse d'elle-même, cette forme de l'aliénation mentale. Mais voilà où il eût été bon que l'auteur se fût mis en frais de nous renseigner sur ses personnages et leur « vérité intérieure. »

L'invraisemblance de ce rôle apparaît d'autant mieux qu'en regard, et comme pour la faire ressortir, on a placé le personnage du prince admirable, ou, si vous préférez, hideux de réalité. Ce vieux drôle n'a qu'un souci : défendre la tranquillité et préserver le pain de ses derniers jours. Avide de toutes les jouissances et dénué de tous les scrupules, il a toujours su prendre la vie comme il faut et tirer des situations le meilleur parti. Sa femme a voulu un titre : il le lui a vendu. Elle réclame maintenant sa liberté : qu'elle l'achète ! Tout n'est qu'affaires en ce bas monde : il s'agit de traiter au taux le plus avantageux. Celui-là du moins ne nous paraît pas un type irréel et fabriqué à plaisir. Nous n'en ferions probablement pas notre ami ; mais nous ne pouvons nier qu'il ne soit de nos connaissances.

La princesse demande le divorce; le prince y consent; Bernier, hésitant, le veut sans le vouloir; il est dans la situation gênée d'un homme entre deux femmes et qui voudrait bien faire plaisir à l'une, mais sans faire trop de peine à l'autre. Et Loulou, comment va-t-elle s'y prendre pour disputer son mari à sa rivale? C'est une personne sans éducation et qui joue le tout pour le tout; elle n'a pas de ménagemens à garder; elle a la partie belle. Or, elle crie, elle menace, elle supplie; finalement, elle signe je ne sais quel papier et elle va se tirer un coup de pistolet. C'est tout ce qu'elle a trouvé: le suicide! Remercions encore l'auteur qu'il ne l'ait pas envoyée se jeter dans la Seine toute proche. La noyade en pareil cas est de rigueur... Mais, qu'en pensez-vous, princesse? Et voyez-vous l'inconvénient, qu'il y a pour une personne distinguée, à se mettre en tiers dans l'intimité des ménages bourgeois?

Loulou s'est un peu blessée; elle en réchappera; elle achève sa convalescence dans une maison de santé où sa sœur, la princesse, son mari, un tas de gens viennent la voir. Nous ne doutons pas du rétablissement d'une personne qui reçoit tant de monde. Seule intéressante est la visite de Bernier. Il est venu signifier à la convalescente les arrangemens qu'il a pris pour la vie qu'ils mèneront désormais. Ce sera une vie en partie double: les jours pairs seront consacrés à sa femme, les autres appartiendront à la princesse. Bernier est très correct; il est d'une correction impeccable; il sera pour Loulou exactement ce qu'on doit être pour une femme qui s'est suicidée à votre intention et qu'on n'aime plus. Car il ne l'aime plus, et c'est un point sur lequel le doute n'est pas possible. De la pitié, et même une certaine sorte d'affection, Bernier en a encore pour Loulou; mais de l'amour, c'est autre chose, et c'est quelque chose à quoi on ne peut rien: on aime ou on n'aime pas. Bernier n'aime plus. Tel est le résultat de l'examen de conscience auquel il vient de se livrer devant nous, et devant Loulou. Je ne puis dire à quel point cet étalage de psychologie nous a paru cruel, et déplacé, et inutile. Décidément, quel homme est ce Bernier? Pourquoi cette forfanterie de sincérité? D'où vient qu'il prenne ce plaisir néronien à faire souffrir? Et comme nous l'eussions compris davantage s'il eût protesté de son amour en laissant à la voix, à l'accent, à je ne sais quoi d'indéfinissable et qui ne trompe pas, le soin de le démentir! Pour conclure, la princesse épousera Bernier, je le crois du moins, et je leur souhaite à l'un et à l'autre bien du plaisir. Un ancien amant vient au secours de Loulou; c'est un vieux rapin qui n'a aucun talent et qui peut donc garder de beaux sentimens;

ils se remettent ensemble : ils feront un ménage de braves cœurs.

La pièce de M. Bataille n'est pas ennuyeuse ; elle est surtout attendrissante ; c'est la veine inaugurée par *Poliche*, qui déjà nous avait coûté tant de larmes! Il y a une victime : nous prenons parti pour elle. Vertueuse comme toutes les fleurs du pavé de Paris, Loulou est une sacrifiée : nous pleurons sur ses malheurs. Mais à cette comédie larmoyante, combien nous eussions préféré une véritable comédie de mœurs, un tableau qui aurait ressemblé à la vie, une étude où la « vérité extérieure, » assez bien attrapée par M. Bataille, eût été le signe de la « vérité intérieure ! »

L'interprétation de *La Femme nue* est excellente. Il fallait un acteur aussi sûr de lui que l'est M. Guitry, et aussi sûr des sympathies du public, pour faire passer le rôle très désobligeant de Pierre Bernier. Mme Bady est infiniment émouvante. Mme Mégard est très suffisamment princesse, mais avec, je ne sais pourquoi, des intonations de Mme Simone. Et il faut louer tout particulièrement M. A. Bour qui a composé avec une rare finesse le type du prince de Chabran.

Aux tableaux de l'*Apprentie*, l'Odéon fait succéder les tableaux de *Ramuntcho*. Que *Ramuntcho* fût dans son essence une œuvre lyrique, nous n'en avons jamais douté. Pour adapter à la scène son propre ouvrage. M. Loti n'avait qu'à le vouloir : les tableaux s'arrangeaient d'eux-mêmes. Tous les lecteurs, ont présent à l'esprit ce roman, l'un des meilleurs de M. Loti. Ils revoient le pittoresque du pays basque : l'église et le jeu de pelote, la place où on danse le fandango, le jardin où chaque soir Gracieuse rêve sur le banc rustique, le couvent où elle s'est enfermée, autant de motifs tout prêts pour le peintre. Voilà pour le décor ; voici pour les personnages et pour le sujet. Le type du contrebandier est un de ceux que de tout temps et le plus fidèlement a célébrés le drame lyrique. Et pour plaire au public, il n'est pas besoin de chercher une autre histoire que celle de l'amour partagé et contrarié, pourvu qu'on sache la conter. L'idylle de deux jeunes gens au milieu des spectacles de la nature, la douleur de la séparation, et cette ombre de la mort qui plane sur l'image de l'amour, quoi de plus poétique ? En vérité, l'opéra guettait *Ramuntcho*. Respectueux d'un texte que le succès et tant de larmes ont consacré, M. Loti s'est borné à y découper un certain nombre de tableaux qu'il nous semblait à chaque fois reconnaître et que nous avons salués comme des amis. Nous y prenions une joie très douce. Et tandis que nous écoutions, avec un plaisir que notre incompétence ne nous permet

pas d'analyser, la partition de M. Gabriel Pierné, tandis que nous regardions défiler la série des décors tantôt lumineux et tantôt vaporeux, nous songions quelle est la merveille de ce style de M. Loti qui, rien qu'avec des mots, avec les mots les plus simples et les moins rares, égale les prestiges de la musique et de la peinture, et nous ouvre sans effort les pays illimités du rêve.

M. Alexandre (Ramuntcho), Mlle Sylvie (Gracieuse) n'ont pas été inférieurs à leurs rôles; mais leur succès a été un peu éclipsé par celui des pelotaris engagés spécialement et des cent musiciens de l'orchestre.

Nous avons attendu pour parler du *Grand Soir* que le succès s'en fût établi et prolongé. Car l'intérêt en est, non du tout dans la pièce elle-même, mais dans l'accueil qui lui est fait. L'ouvrage russe traduit par M. Robert d'Humières se compose de trois tableaux d'un réalisme photographique, et, comme on eût dit naguère, de trois tranches de vie. Nous sommes chez les anarchistes. Au premier acte un logement où s'impriment des placards révolutionnaires; les excellentes gens s'énervent au bruit que fait la presse à main et qui peut s'entendre de l'étage inférieur; ils tremblent à chaque coup de sonnette. Si c'était la police! C'est elle en effet; la voici qui envahit la pièce, confisque les feuilles, brise la presse, emmène en prison tout ce qu'elle trouve d'hommes et de femmes. Au second acte, délibération entre frères et amis; on se partage la besogne; chacun choisit son poste de combat et de dévouement à la Cause. Cependant s'élève et grandit une grave mélopée; le peuple se livre à une manifestation pacifique et grandiose. Un crépitement de coups de fusil. C'est l'autorité qui intervient. Vainement! Les chants reprennent aussi calmes, aussi religieux, lorsque de nouvelles décharges mettent les grévistes en déroute : la manifestation est dispersée à coups de feu, noyée dans le sang. Au troisième acte, nous sommes dans un salon donnant sur la rue où va passer la voiture du gouverneur; derrière la fenêtre de ce salon va s'allumer le flambeau qui donnera à un homme posté en face, de l'autre côté de la rue, le signal de jeter une bombe. L'explosion se produit en effet, et en temps utile; et nous avons tout lieu de croire que le résultat en est tel qu'on l'espère sur la scène, — et qu'on le souhaite dans la salle.

Bien entendu, à travers cette action circule un couple d'amoureux : Annia et Vasili éprouvent l'un pour l'autre même tendresse; ils n'avaient pour vivre heureux qu'à se laisser vivre; mais ils se

doivent à leur mission. C'est la jeune fille qui donnera le signal de l'attentat, c'est le jeune homme qui jettera la bombe. Ils sont éminemment les personnages sympathiques. Idylle et assassinat. Amour et nitroglycérine. Ce sont trois tableaux d'un art sommaire. On n'imagine pas une exhibition plus pénible. On la subit comme une courbature. On sent passer le frisson de la petite mort.

C'est celui même qu'on était venu chercher. Car nous sommes avides des émotions malsaines : nous les recherchons, et on nous en prive! Impossible d'assister à une exécution capitale, depuis que la peine de mort est réellement supprimée. Nous avons bien les faits divers et les journaux qui nous renseignent abondamment sur les exploits des apaches et sur les « crimes politiques. » Mais, au lieu d'en lire le récit, y assister! Entrer dans les officines où s'organise la propagande par le fait. Et savoir que ce ne sont pas là des histoires de brigands inventées et combinées pour faire peur, que tout cela est réel, authentique, exact, s'est passé hier et pourra se passer demain, que nous voyons se préparer sous nos yeux de vrais crimes, ceux mêmes qui jettent à nos idées d'humanité et de civilisation les plus atroces démentis, voilà le plaisir !

Il va sans dire que notre compassion ou notre admiration ne saurait s'égarer. Les policiers, nous les avons vus, au premier acte, envahir le domicile de nos amis les révolutionnaires, sans aucun souci de l'inviolabilité du *home :* ce sont des brutes. Les soldats, nous les avons entendus, au second acte, fusiller la foule inoffensive : ce sont des bourreaux. Les bourgeois, il y en a un, au troisième acte, qui débite les maximes de son égoïsme repu : ce sont d'infâmes jouisseurs. Mais chez les apôtres de l'évangile nouveau, chez les défenseurs de la Cause et les martyrs de l'Idée, quelle noblesse, quelle pureté, quelle sublimité! Chez eux et non pas ailleurs se sont réfugiées toutes les vertus. Aussi, comme on les plaint et comme on les applaudit! On goûte, sans mélange, cette joie d'entendre traiter les gendarmes d'assassins et les assassins de héros !

Tel est ce « spectacle dans la salle, » si curieux, et qui porte si éloquemment témoignage pour notre déliquescence. Notez-le bien en effet : ce public de qui cent représentations n'ont pas épuisé l'enthousiasme est un public infiniment distingué : c'est un public de salon, composé des personnes les mieux rentées; nous n'en avons pas qui soit de qualité supérieure. Il est instruit et il sait son histoire : il appartient lui-même à l'histoire, qui est une éternelle recommenceuse; et sous d'autres noms, en d'autres temps, il a déjà accueilli avec la

même complaisance les plaisanteries ou les déclamations qui sonnaient le glas des catastrophes prochaines. Ayant naguère applaudi aux adorables hardiesses de Figaro, il a pu faire le compte de ce qu'il lui en a coûté. Il n'ignore pas que les mouvemens partent d'en haut, et que les utopies où s'est amusé le dilettantisme des raffinés descendent sûrement dans des cerveaux plus rudes pour s'y changer en convictions fanatiques et en actes sauvages. Mais l'attrait d'une sensation rare est le plus fort. *Quos vult perdere Jupiter dementat :* c'est un vent de folie qui pousse ces mondains vers le théâtre où l'on a imaginé de faire de l'appel à la révolution sociale un divertissement. Il fallait noter cette forme détestable du snobisme.

La mise en scène du *Grand Soir* n'a rien de fort original, et l'interprétation en est quelconque. Il faut toutefois tirer hors de pair Mme Vera Sergine, très dramatique et qui a fait preuve de dons remarquables.

René Doumic.

REVUES ÉTRANGÈRES

LES PÈLERINAGES NAPOLÉONIENS D'UN PASTEUR ANGLAIS

Before and after Waterloo, Letters from Edward Stanley (1814-1816) avec une introduction et un commentaire historique par Mmes Jane H. Adeane et Maud Grenfell, 1 vol. in-8°, illustré; Londres, librairie Fisher Unwin, 1907.

On connaît l'histoire de cet « amateur » anglais qui, afin de pouvoir assister au dépècement possible d'un certain dompteur par une ou plusieurs de ses bêtes, avait passé de longues années à suivre le dompteur dans tous ses voyages à travers l'Europe. Le souvenir de cette histoire m'est resté constamment à l'esprit, je ne sais trop pourquoi, pendant que je lisais l'intéressant recueil des lettres écrites à ses parens et amis d'Angleterre, en 1814 et en 1816, après la première abdication de Napoléon et après Waterloo, par un jeune pasteur anglican, Edward Stanley, qui était destiné à devenir bientôt évêque de Norwich, et dont l'un des fils, le célèbre Doyen Stanley, allait être l'un des plus éloquens orateurs religieux du XIXe siècle. Non pas qu'Edward Stanley ait eu la bonne fortune de pouvoir suivre, dans ses dernières « tournées, » le grand dompteur corse qu'il aspirait passionnément à voir enfin dépecé : mais du moins, à défaut de cette bonne fortune, il s'est offert le plaisir, à deux reprises, aussitôt qu'il a appris la chute de Napoléon, de visiter tous les lieux qui avaient été le théâtre de la résistance suprême de ce personnage, et avec des sentimens qui devaient ressembler beaucoup, me semble-t-il, à ceux de son légendaire compatriote employant sa vie à guetter la fin du

légendaire dompteur. Et la lecture de ses lettres m'a révélé encore qu'il était loin d'être le seul Anglais qui, au lendemain de la Campagne de France comme de Waterloo, eût eu l'idée de ce pèlerinage quelque peu macabre : car, à chaque pas, le jeune pasteur rencontre des groupes d'Anglais qui, de même que lui, s'en vont de village en village, interrogeant les paysans et les aubergistes, acharnés à ne point perdre un détail des vains efforts, de la défaite et de l'humiliation de l'Empereur.

Des renseignemens historiques ainsi obtenus, et qui remplissent un gros volume de trois cents pages, on comprendra sans peine que la plupart n'aient qu'une valeur assez douteuse : car nombre des témoins questionnés par Edward Stanley ont tâché surtout, évidemment, à bien gagner les pourboires qu'ils attendaient de lui. Mais le recueil de ses lettres n'en demeure pas moins, dans son ensemble, un document très précieux, à la fois pour la connaissance des mémorables événemens que le voyageur a entrepris de reconstituer et pour celle de l'état des villes et des campagnes françaises au début des deux Restaurations. Avec toute la férocité de sa haine pour Napoléon, et toute l'immensité de son mépris pour la France, le futur évêque de Norwich est un homme intelligent, instruit, sachant regarder et écouter; et c'est aussi, en fin de compte, un brave homme, ouvert à la pitié comme à toutes les émotions généreuses, encore que l'excès de ses préventions patriotiques l'empêche presque toujours d'étendre à la France et aux Français la charité chrétienne que nous le voyons prodiguer à des Cosaques, Prussiens, Belges, et Italiens, à tous les malheureux que le hasard a jetés sur sa route. A quoi j'ajouterai que ses lettres sont écrites d'un style charmant, familier sans vulgarité, et abondent en petites scènes pittoresques qui mériteraient d'être signalées.

Le recueil débute par une série de lettres écrites de France en 1802, à une date où la haine du jeune pasteur pour « Buonaparte » était encore contenue et balancée, dans son cœur, par un mélange de reconnaissance et de respect pour l'homme qui avait délivré l'Europe du terrible cauchemar de la Révolution. Malheureusement, ces lettres, d'ailleurs peu nombreuses, ne contiennent guère de faits bien instructifs. La première est écrite de Rouen, le 11 juin 1802. Stanley est frappé des « marques de pauvreté » qu'il découvre, « aussi bien dans les maisons que chez leurs habitans : » mais tout de suite, il est forcé d'avouer que cette pauvreté est en train de disparaître, et que Rouen, en parti-

culier, « se trouve dans l'état le plus florissant. » Il y assiste à une représentation de *La Dot* et de *Blaise et Babet :* la salle est toute remplie d'officiers et de soldats ; et, comme plusieurs auditeurs se sont permis de siffler une cantatrice, voici qu'un corps de troupe s'empare des mécontens et les conduit au poste ! A Paris, où « les Anglais sont innombrables, » le voyageur ne se défend point d'admirer « l'ordre et la régularité qui règnent partout : » d'où il conclut qu'un régime « militaire » et de forte police, tel que vient de l'inaugurer le Premier Consul, « est le meilleur qui convienne à ce pays-ci, — encore qu'à Dieu ne plaise que nous en soyons jamais affligés en Angleterre ! » Car toute la France n'est « qu'une vaste caserne, » et Paris, à lui seul, « contient plus de 15 000 soldats. »

Stanley, naturellement, serait très heureux de voir le nouveau grand homme ; mais celui-ci tarde à se montrer en public, et notre voyageur se remet en route pour Lyon, où il a, du moins, la consolation de pouvoir assister à une belle séance de la guillotine. Cinq voleurs de grand chemin sont exécutés, tour à tour, sur la Place des Terreaux. « Tout l'ensemble de l'opération n'a pas duré plus de cinq minutes... Je me rappelle surtout l'affreuse situation du cinquième prisonnier : il a vu ses compagnons monter, l'un après l'autre, sur l'échafaud, a entendu chacun des coups fatals, et regardé la manière dont on écartait les corps, afin de lui faire place. Jamais je n'oublierai l'expression de son visage, au moment où il s'est étendu sur la planche mortelle : après avoir aperçu l'endroit où les têtes de ses compagnons étaient tombées, il a fermé les yeux, et, au même instant, son visage, qui était d'une pâleur livide, est devenu rouge cramoisi ; puis un cordon a été tiré, et il a cessé de vivre. »

Entre Lyon et Genève, Stanley soupe, dans une auberge, avec deux officiers français, dont l'un se trouve être de nationalité suisse. Celui-là déteste le Consul « parce qu'il a détruit sa patrie ; » mais l'autre, le Français, le déteste bien plus encore, au nom de Rousseau et de ses principes républicains. Cet officier « sans-culotte, » dont Stanley s'aperçoit avec épouvante qu'il « doute de l'existence du Diable, » reproche également à Bonaparte « d'avoir fait la paix avec l'Angleterre ; » mais le plus étonnant est que, « tout en parlant sans cesse, il ne cesse point de manger. » On aimerait à savoir ce que sont devenus, par la suite, les deux officiers, et s'ils ont persévéré dans leur jacobinisme lorsque Napoléon, après leur avoir attaché sur la poitrine sa croix d'honneur en les tutoyant paternellement, les a entraînés derrière lui à la conquête du monde.

Mais cette première série de lettres, comme je l'ai dit, n'a pour nous qu'un intérêt assez maigre; et nous nous accommoderions volontiers, aussi, de ne point connaître les lettres qui forment le chapitre suivant, et qui décrivent le séjour à Londres du roi de Prusse et de l'empereur Alexandre, si nous n'y trouvions le curieux récit d'un dîner chez sir Humphry Davy, où Mme de Staël s'est livrée à un « duel d'éloquence » avec lord Byron. « Éloquence est un grand mot, mais pas trop gros pour elle. Elle parle comme elle écrit; et, ce soir-là, en outre, elle a été inspirée par l'indignation, se voyant aux prises avec deux tendances opposées... Elle s'est montrée toute stupéfaite d'apprendre que la pure et parfaite constitution anglaise exigeait, elle-même, une réforme radicale..., et que la Grande-Bretagne, ce rempart du monde, n'était qu'un faible esquif, disjoint, et presque sur le point de périr. C'est ainsi, du moins, que notre pays a été représenté à Mme de Staël par son antagoniste, Childe Harold (lord Byron), dont l'opinion, en partie peut-être pour le besoin de sa controverse, est devenue sans cesse plus sombre à mesure que sa partenaire témoignait de plus d'enthousiasme. Quant à l'esprit, sur ce point là tout l'avantage a été pour le poète. Celui-ci est un mélange de mélancolie et de sarcasme, mais contenu par la bonne éducation, et avec une veine de génie original qui compense la tournure bizarre, et trop peu héroïque, de tout l'ensemble de son caractère. C'est une âme qui jamais ne nous suggère une idée de la lumière du soleil, — une nuit ténébreuse sur laquelle, par instans, s'allument des éclairs. »

La lettre qui nous raconte cette entrevue n'est pas d'Edward Stanley, mais d'une amie de sa jeune femme. Le futur évêque se trouvait, cependant, à Londres durant les triomphales visites des princes vainqueurs de Napoléon; et sa femme nous rapporte même que, un dimanche, comme il prêchait dans une église, elle a vu entrer, s'asseoir dans un coin, et écouter avec toutes les apparences de l'attention la plus recueillie, un inconnu qui, s'il n'était pas le roi de Prusse en personne, lui ressemblait, au moins, de la façon la plus singulière. Mais Edward Stanley, dès ce moment, n'avait plus de pensées que pour l'expédition qu'il avait projetée: il se sentait une hâte fiévreuse d'aller, en quelque sorte, s'assurer directement que l'odieux dompteur de l'Europe avait bien été mangé, et jouir de la vue des gouttes de son sang qui restaient visibles encore, sur le sable de la cage où venait de se produire la catastrophe longtemps attendue. Tout en prêchant ses sermons et tout en guettant, dans les rues de Londres, le passage du roi de Prusse, du tsar Alexandre, ou de l'excentrique sœur de celui-ci, la

duchesse d'Oldenbourg, dont l'accoutrement et les reparties faisaient alors le bonheur de l'aristocratie anglaise, il combinait des itinéraires, s'informait des phases successives de la campagne récemment terminée, et se préparait à parcourir, en sens inverse, de Paris jusqu'au Rhin, tous les endroits où Napoléon avait perdu ses dernières forces et ses derniers espoirs. Enfin, le 26 juin 1814, du Havre, il annonçait joyeusement à sa femme qu'il avait franchi le « Rubicon » et abordé en France, où « toutes choses lui paraissaient nouvelles, intéressantes, et infiniment délicieuses. » D'avance, il se léchait les lèvres à l'idée du savoureux régal qu'il allait s'offrir.

Au Havre, comme ensuite à Paris et dans toute la France, l'une de ses impressions les plus agréables était de découvrir les égards que lui conférait, à présent, sa qualité d'Anglais. Vingt fois, dans ses lettres suivantes, il mande à sa femme que cette qualité lui vaut d'être admis partout, placé au premier rang, et traité avec une déférence qui, d'ailleurs, lui est un motif de plus pour mépriser la bassesse du caractère français. Et ainsi, sous la protection respectueuse des autorités, et parmi l'empressement d'une population qui, peut-être, le craint véritablement. comme il se plaît à le penser, ou qui peut-être n'apprécie, en lui, qu'une possibilité permanente de pièces de deux sous et de pièces de vingt francs, ainsi, du Havre à Châlons, il procède à l'accomplissement de son pèlerinage.

A Paris, il se hâte de visiter Belleville et Montmartre, où se sont jouées les scènes finales de la tragédie. « Des groupes étaient là (à la Barrière Montmartre), examinant les lieux et s'entretenant de la bataille ou de Buonaparte. Jusqu'à ce jour, je n'avais encore jamais entendu personne avouer honnêtement et ouvertement son opinion sur lui ; mais, ici, j'ai trouvé plusieurs occasions de me glisser dans des groupes où son nom était accablé de toutes les invectives qu'eussent pu inventer la haine et l'exubérance françaises. *Gueux, bête, voleur*, etc., étaient la monnaie courante dont ses anciens sujets le payaient de son despotisme. » Des renseignemens qu'il recueille, Stanley conclut que les hauteurs entourant Paris « n'ont été défendues que d'une façon très insuffisante, et très peu guerrière. » Un témoin lui raconte que, durant le combat, Regnaud de Saint-Jean-d'Angély est apparu, un moment, à la Porte de Clichy, « a demandé, très haut, un verre d'eau-de-vie, puis s'est un peu avancé ; mais, aussitôt après, son cheval ayant pris peur, le cavalier se trouva entièrement du même avis que sa bête, et tous deux s'enfuirent loin du danger, pour

ne plus reparaître. » D'ailleurs, Paris, ce jour-là, s'est résigné à son sort avec une rapidité étonnante. « A cinq heures du soir, tout était absolument fini; la garde nationale et les alliés, en collaboration, veillaient au bon ordre de la ville. Les théâtres, seulement, ne s'ouvrirent point, dans la soirée; mais cette soirée fut l'unique exception, et, dès le lendemain, le Palais-Royal était aussi brillant et plus gai que jamais, avec le mélange bariolé de ses visiteurs. » Il est vrai que la plupart de ces renseignemens, de l'aveu même de Stanley, lui ont été fournis « par son hôtelier, » qui, du reste, affirme avoir naguère combattu à Marengo.

Quelques jours après, notre voyageur est invité à dîner chez Mme de Staël, où il rencontre Lafayette et Mme Récamier. Le premier est « un homme de haute taille, et gauchement bâti, avec un visage révélant du bon sens, mais ne laissant voir aucune trace de vivacité ni d'éclat. » De Mme Récamier, « encore qu'elle ne soit plus dans sa première jeunesse, » Stanley « comprend sans peine qu'elle ait, jadis, ébloui le monde. » Ses manières sont « fort agréables, mais un peu trop *à la languissante*, comme celles des autres beautés françaises d'à présent. » Suivent de minutieuses et souvent curieuses descriptions de la messe du Roi aux Tuileries, des leçons du Jardin des Plantes, d'une séance du Corps Législatif, dont le pasteur anglais se demande si, avec le « parfait désordre » qu'il y a constaté, il doit l'estimer « dégoûtante, » ou simplement « ridicule. » Mais le principal désir de Stanley, pendant son séjour à Paris, est de voir les maréchaux de Napoléon; et c'est encore à son hôtelier qu'il doit d'être enfin admis à les voir, aux Tuileries, un jour de revue.

Le 13 juillet, Stanley se remet en route, pour visiter, de Fontainebleau jusqu'à Châlons, les villes et les villages où s'est déroulée la récente campagne. A Fontainebleau, un des employés du Palais lui raconte que c'est lui qui, le 31 mars, vers neuf heures du matin, a aidé Napoléon à sortir de sa voiture. « L'Empereur paraissait *triste, bien triste*. Sans parler à personne il est monté dans son cabinet, le plus vite qu'il a pu, et puis a appelé pour demander ses plans et ses cartes. » Sur quoi notre voyageur anglais se rend, lui-même, dans ce cabinet, se fait montrer le fauteuil favori de Napoléon, et, entre autres choses, s'amuse à examiner les livres de sa bibliothèque, « en assez petit nombre, presque tous consacrés à l'histoire, et tous expressément choisis par Buonaparte lui-même. Parmi ces livres se trouve, cependant, une traduction française des pièces de Shakspeare; et

une rangée entière est formée d'ouvrages d'histoire ecclésiastique, « qui, si leur possesseur les a lus, — ajoute plaisamment Stanley, — nous expliquent, en une certaine mesure, qu'il ait cru devoir emprisonner le Pape, comme le dernier représentant des animaux dangereux ayant occasionné plus de la moitié des querelles et des guerres rapportées dans ces ouvrages. »

Le lit de Napoléon, à Fontainebleau, était « une machine très incommode, consistant en cinq ou six matelas, sous un dais royal, avec deux oreillers de satin à chaque extrémité. » Pendant son dernier séjour au Palais, l'Empereur n'est pas sorti, une seule fois, au delà des grilles. Il se promenait, le plus souvent, « dans une longue et belle galerie ayant, sur ses deux côtés, des bustes de ses grands généraux. » Il dînait dans « une misérable petite chambre sans le moindre apparat ; et c'est également « dans une antichambre de très pauvre aspect » qu'il a signé son abdication. Enfin Stanley, avant de quitter Fontainebleau, apprend qu'un autre ennemi de Napoléon est venu, quelques jours auparavant, visiter la « petite antichambre » de l'abdication. Son guide lui dit simplement qu'il a vu entrer, au Palais, « trois messieurs étrangers, » dont il ignore le nom ; mais ces messieurs ont inscrit eux-mêmes leurs noms, sur un carré de papier qu'ils ont discrètement glissé derrière une glace, dans la salle à manger du principal hôtel de la ville : « Sa Majesté le roi de Prusse, accompagné du prince Guillaume, son fils, a dîné dans cet appartement, avec son premier chambellan M. le baron d'Ambolle, le 8 juillet 1814. »

A Guignes, Stanley déjeune dans une misérable auberge où Napoléon a passé une nuit. « L'aubergiste me l'a décrit, vêtu d'un manteau gris, *comme un perruquier* (1) ; il est entré précipitamment, s'est beaucoup agité, est monté dans sa chambre de très bonne heure, et a reparu de nouveau, à neuf heures, le lendemain matin. Mais, ajoutait l'aubergiste, *je réponds bien qu'il n'a pas dû dormir pendant tout ce temps-là !* » A Meaux, le voyageur « commence à découvrir les effets de la guerre. » On lui montre un pont de pierre que Napoléon a fait sauter, ainsi que les traces de la terrible explosion des magasins de poudres. Le magasin a été entièrement détruit ; et nombre de maisons voisines restent à demi ruinées ; l'explosion a même abattu plusieurs arbres, dans un jardin du voisinage ; mais une seule personne a été tuée sur place, « probablement un maraudeur occupé à piller. »

De Meaux jusqu'à Châlons, ensuite, Stanley constate un phéno-

(1) Les mots imprimés ici en italiques sont en français, dans le texte original.

mène qu'il ne parvient pas à comprendre, mais qui le divertit infiniment. Dans tous les endroits où s'est livrée une bataille, les gens du pays, — malgré ses pourboires, — lui affirment que c'est Napoléon qui a eu le dessus. Et quand il demande comment il se fait, dans ces conditions, que ce vainqueur prétendu ait pourtant été forcé d'avouer qu'il avait perdu sa partie, les pauvres gens, embarrassés de sa dialectique, finissent toujours par attribuer l'échec final de l'Empereur à « *une petite trahison*. » Réponse qui ne manque point d'exaspérer le voyageur anglais. « Voilà ce qu'ils me disent, invariablement ; et, en vérité, ils méritent bien, et je leur souhaite de tout mon cœur, d'être humiliés dans leur orgueil et leur impudence ! »

A Soissons, dans les faubourgs, pas une maison n'était intacte. « Je ne puis vous donner une meilleure idée de la quantité des coups de feu tirés qu'en vous assurant que, sur la façade d'une seule maison et prise au hasard, j'ai compté près de 300 marques de balles. J'étais appuyé contre un fragment de mur brisé, dans un jardin, qui paraissait former l'entrée d'une sorte de cave, lorsque le jardinier s'est approché, et m'a raconté divers détails du combat. Dans la cave de son jardin, lui-même et quarante-quatre autres habitans du faubourg se sont tenus cachés, avec une peur affreuse que, tout à coup, ami ou ennemi s'avisât de les découvrir. La bataille terminée, c'est un groupe de soldats russes qui ont pénétré dans la cave, s'attendant à y trouver des soldats français : mais, voyant à qui ils avaient affaire, ils se sont bornés à les envoyer se cacher ailleurs. » Et comment ne pas signaler encore, dans la lettre de Soissons, une particularité à peine croyable ? Rappelant à sa femme que « Buonaparte, » dans un de ses *Bulletins*, a blâmé un gouverneur qui a permis aux alliés de prendre possession de la ville, pendant qu'il était en train de les poursuivre, — blâme que « l'Angleterre a été unanime à considérer comme une fantastique vantardise, » — voici que, pour la première et dernière fois, il donne expressément raison à « Buonaparte ! »

Chavignon, Laon, Corbény, Berry-au-Bac, autant d'étapes du pèlerinage. A Craon, les déclarations du maître de la poste achèvent de détruire, dans l'esprit du pèlerin, la bonne opinion qu'il avait failli se faire, l'avant-veille, de Napoléon. « L'Empereur, qui commandait en personne, a mandé devant lui le maître de poste, et s'est entretenu avec lui pendant près d'une heure. Si cet homme m'a dit vrai, la conversation impériale paraît avoir été passablement puérile. Après une foule de questions sur les routes et le pays, Napoléon s'est mis à proférer un torrent d'injures contre les Russes, en affirmant au maître de

poste qu'il était résolu à leur infliger un châtiment sommaire. » A Berry-au-Bac, petite ville qui a été prise quatre fois par les Russes, et trois par les Français, Stanley déplore la triste destinée d'un pont achevé, par ordre de l'Empereur, en décembre 1813, et détruit par lui le 19 mars suivant. « Au bruit de l'explosion, plusieurs des habitans sont morts de frayeur ; un homme ayant l'apparence d'un *gentleman* m'a certifié que son propre père avait été du nombre. »

Mais je ne puis songer à analyser ici, lettre par lettre, cette minutieuse relation du voyage de Stanley. Je dirai seulement encore que, à Reims, parmi les blessés d'un hôpital improvisé dans une ancienne église, le voyageur a la surprise de rencontrer un compatriote, un soldat anglais, blessé à la bataille de Saint-Jean-de-Luz; et que, à Verdun, où Napoléon a longtemps retenu de nombreux Anglais, Stanley, une fois encore, est forcé de reconnaître que l'opinion publique de son pays a été trompée, car le sort de ces Anglais, en somme, n'a eu rien de tragique, et au contraire leur propre conduite semble avoir été assez peu exemplaire. Enfin, voici une petite scène, à la fois curieuse et touchante, qui s'est produite pendant que le futur évêque se rendait, en *cabriolet*, de Verdun à Metz :

Sur la route, nous rencontrâmes un pauvre diable, tout anéanti, qui marchait péniblement, son manteau de bivouac attaché, en ceinture, autour de lui. — « Monsieur ne permettra-t-il pas que je monte? — me demanda-t-il, du ton le plus pitoyable. — Bien volontiers, répondis-je; montez tout de suite! » Au bout de quelques minutes, je fus curieux de voir quel était ce compagnon de voyage que je m'étais donné : et figurez-vous ma surprise quand j'appris qui c'était! Essayez de deviner quelle espèce d'homme Buonaparte avait enrôlée pour assurer sur son front le diadème impérial, pour lui gagner ses batailles, et pour se distinguer dans un métier qui a pour objet d'ensanglanter la terre! Eh bien! il avait choisi, pour tout cela, un moine de la Trappe! Depuis trois ans, mon compagnon vivait de silence et de solitude dans cette sévère communauté, lorsque Buonaparte décréta que tous les novices du couvent eussent, désormais, à reprendre, tout ensemble, l'usage de leurs langues et celui de leurs épées. Et ainsi, sans trop d'entrain, le pauvre homme partit. A la bataille de Lutzen, il combattit et vainquit. A la bataille de Leipzig, il combattit et tomba. Le *vent* d'un coup de canon lui arracha un œil et le jeta à terre, tandis que le coup lui-même tuait sur place son plus proche voisin ; après quoi, il fut fait prisonnier par les Suédois. Maintenant il revenait de Stockholm, et tâchait à rejoindre les frères de son couvent, qui s'étaient transportés aux environs de Fribourg. Il me raconta toute cette histoire avec une simplicité qui aurait suffi à m'en garantir la vérité ; mais, en outre, il tint à me montrer son rosaire et ses certificats.

Lorsque nous eûmes longtemps causé des batailles où il avait pris

part, je changeai de matière, ayant résolu de voir si mon homme s'entendait aussi bien à manier le glaive de la controverse que celui de la guerre. Je lui dis donc qui j'étais, et lui demandai son opinion sur notre foi protestante. Il parut, d'abord, hésiter à me répondre : « *Attendez, Monsieur, il faut que je réfléchisse un peu !* » Mais une minute ne s'était point passée que, déjà, il frappait sur la cloison qui nous séparait. « *Eh bien ! Monsieur, j'ai réfléchi !* » Et, là-dessus, il aborda le sujet, qu'il discuta avec beaucoup de bon sens et de verve, parfois en latin, parfois en français ; et, encore qu'il soutînt son argument de la façon la plus énergique et la plus inflexible, il y déploya une libéralité de sentiment et un véritable esprit chrétien qui m'attachèrent à lui très sincèrement. Je lui demandai ce qu'il pensait de la possibilité du salut pour les protestans. « *Écoutez-moi !* répondit-il. *Je pense que ceux qui savent que la religion catholique est la vraie religion, et qui cependant ne la pratiquent pas, seront damnés ; mais pour ceux qui ne pensent pas comme nous, oh ! non, Señor, ne le croyez pas ! Oh ! mon Dieu ! non, non, jamais, jamais !* » Pour le tâter sur un autre terrain, je lui dis : « Êtes-vous absolument certain qu'un prêtre ne puisse pas se marier ? Car, enfin, vous vous rappelez que saint Pierre était marié ! — « *Oui, c'est vrai*, répliqua-t-il : *mais, du moment où il suivit Notre Seigneur, on n'entend plus jamais parler de sa femme !* » Nous procédâmes de là à divers autres thèmes, et notamment à la question de savoir s'il convient de renoncer à une religion où l'on croit découvrir des opinions erronées. « *Monsieur*, dit-il, *écoutez !* Est-il possible qu'une religion soit bonne quand elle dérive d'un principe mauvais ? *Or, les Anglais étaient, autrefois, de bons catholiques : le divorce d'un roi capricieux fut la première cause de leur changement. Ah ! cela n'était pas bon...* »

Enfin, au moment où nous allions nous séparer, il se tourna vers moi : « *Monsieur, j'espère que je ne vous ai pas fâché ! Si je me suis exprimé trop fortement devant vous, qui m'avez rendu un si grand service, il faut me pardonner ; mais c'est que je pensais que c'était mon devoir !* »

« Il m'a entretenu et intéressé sur tout le chemin, — écrit encore Stanley, — jusqu'à Metz, où, bien contre ma volonté, nous nous sommes dit adieu : car, si même il avait désiré aller jusqu'au bout de mon propre voyage, j'aurais été ravi de lui offrir un siège dans ma voiture. » Le fait est qu'il venait de rencontrer là une « espèce d'homme » assez sympathique, avec ce « véritable esprit chrétien, » et cette égale adresse, mêlée de simplicité, à « manier le glaive de la controverse et celui de la guerre. » Et sans cesse, au cours de son exploration, d'autres figures de Français se sont présentées à lui, qu'il a été forcé de trouver parfaitement aimables : mais sans cesse aussi, derrière elles, il apercevait la figure, le spectre, du « Français, » ce personnage fictif, mais d'autant plus effrayant et odieux, qui, depuis vingt ans surtout, hantait la brûlante imagination de ses compatriotes.

Il y aurait, pareillement, à signaler bien des passages curieux dans

les lettres qui forment la seconde partie du volume, et où Edward Stanley nous raconte ses visites, le 18 juin 1816 et les jours suivans, au champ de bataille de Waterloo. Le voyageur, cette fois, avait emmené avec lui un jeune officier anglais, qui avait pris part au combat du 18 juin 1815 : ce qui ne l'a pas empêché, selon son habitude, d'interroger minutieusement tous les aubergistes, fermiers, bergers, ou autres « témoins » locaux, qu'il a pu rencontrer à Waterloo même ou dans les environs, de manière à se représenter, avec le plus d'exactitude possible, tout le drame des dernières résistances et de l'écrasement définitif de « Buonaparte. » Après quoi il s'est dirigé, à petites étapes, vers Paris, toujours assidu à chercher, sur son chemin, les traces sanglantes que le terrible dompteur, désormais blessé à mort, avait pu y laisser; et chacune de ses lettres de Paris, ensuite, abonde en traits d'observation et menues anecdotes dont l'ensemble nous offre un tableau singulier, et vraiment assez désolant, du sans-gêne avec lequel les vainqueurs de Napoléon étalaient alors, parmi nous, l'insolent orgueil de leur victoire. « La chose est du plus haut comique : Paris ne se reconnaît plus. Où sont les Français ? Nulle part. Tout est anglais. Des carrosses anglais remplissent les rues, et l'on ne voit pas un seul équipage de luxe qui ne soit anglais. Dans les loges des théâtres, dans les hôtels, les restaurans, — en un mot, partout, — John Bull s'est installé et a pris possession... Tout au plus si, aux alentours des Tuileries, et çà et là par la ville, quelques petits vieux *bien poudrés, des bons Papas du temps passé*, apparaissent, errant de leur pas incertain, secs et ridés comme des momies, avec leurs rubans et leurs croix de Saint-Louis. » Les soldats anglais de l'armée de Wellington, pendant leur séjour à Paris, s'étaient composé une chanson qu'ils vociféraient en se promenant sur les boulevards :

Louis Dixhuite, Louis Dixhuite,
We have licked all your armies and sunk all your fleet !

ce qui signifiait : « Louis XVIII, nous avons avalé toutes tes armées, et coulé toute ta flotte ! » Et Stanley ajoute que « les badauds parisiens, en entendant le *Louis Dixhuite*, prenaient la chanson pour une ode en l'honneur des Bourbons, et y répondaient par un affectueux sourire approbateur. »

Mais plus intéressante encore que tout cela est une lettre du 1er février 1815, où un ami des Stanley, le célèbre lord Sheffield, leur communique le récit d'un long entretien que l'un de ses neveux vient d'avoir, à l'île d'Elbe, avec Napoléon.

Fred Douglas écrit que Buonaparte ne ressemble absolument à aucun de ses portraits gravés. C'est un gros homme, avec une taille épaisse qui le fait paraître court. Ses traits sont plutôt durs, et ses yeux assez ternes; mais sa bouche, quand il sourit, s'anime d'une expression très douce et très bienveillante. Au premier abord, on a l'impression de se trouver en face d'ou homme tout à fait ordinaire, au moins d'apparence : mais à mesure qu'on l'observe et que l'on cause avec lui, on s'aperçoit que son visage est rempli de profonde pensée et de résolution.

Napoléon, entre autres choses, a expliqué à son interlocuteur que « la France ne pourrait jamais s'accommoder de la constitution anglaise, faute de posséder ces *nobles de campagne* qui sont un des élémens principaux de la vie politique du Royaume-Uni. » Il était d'avis que la paix de l'Europe ne pourrait pas durer, et que « la nation française ne se résignerait pas à abandonner la Belgique. » Quant à lui, « il aurait consenti à tout céder, excepté cela. » Il affirmait aussi que son plus grand regret était de n'avoir pas pu « établir la Pologne en royaume indépendant : car il avait toujours beaucoup aimé les Polonais, et leur avait eu de très grandes obligations. » Paroles où se retrouvait, peut-être, un écho de la visite que venait de faire, au souverain de l'île d'Elbe, une dame polonaise aussi patriote que belle. Et j'imagine qu'Edward Stanley, en lisant cette lettre, où le neveu de lord Sheffield rendait hommage à l'évidente supériorité intellectuelle et morale de « Buonaparte, » aura haussé les épaules avec le même mélange d'incrédulité et d'agacement dont il écoutait, naguère, ces « stupides » soldats de la Grande Armée qui, ruinés par la chute de leur Empereur, s'obstinaient cependant à le tenir pour un bon général.

T. DE WYZEWA.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

On continue de se demander ce qui se passe au Maroc, ce qui s'y fait, ce qui s'y prépare : et ces questions restent sans réponse. Ce n'est pas que le gouvernement ne réponde pas lorsqu'on l'interroge : son langage est même parfaitement clair et net; mais ses actes sont toujours équivoques. Quant à la majorité de la Chambre, elle éprouve à son égard une profonde méfiance, ce qui ne l'empêche nullement de lui donner un vote de confiance toutes les fois que l'occasion s'en présente. Les opérations du général d'Amade contre la tribu des Chaouias et le voyage du général Lyautey à Paris ont plus d'intérêt que les manifestations oratoires du Palais-Bourbon : au moins ce sont des faits, au lieu d'être des mots. Mais les opérations militaires ne sont pas encore décisives, bien qu'elles viennent enfin d'être marquées par un succès important, et il est pour le moment impossible de dire quelles suites aura le voyage du général Lyautey.

Nous avons rendu compte des premières opérations du général d'Amade : elles ont laissé quelque incertitude dans les esprits. Sans doute le général n'avait pas éprouvé un échec; il avait même exécuté, et très brillamment, une grande partie de son plan; toutefois il n'avait pas obtenu un plein succès, et un nouvel effort de sa part était nécessaire. Telle avait bien été l'impression du gouvernement, puisqu'il a télégraphié aussitôt au général pour lui proposer des renforts. Notez que le général n'avait pas manifesté le désir d'en recevoir : l'initiative, en l'espèce, est venue du ministère. Le général d'Amade ne s'est pas contenté de s'abstenir d'en demander ; il a déclaré n'en avoir aucun besoin. On les lui a envoyés tout de même, et le corps expéditionnaire a été augmenté de 4000 hommes. Autant qu'il est possible d'en juger, la réponse négative du général s'explique par deux motifs principaux. Bien que

les renforts fussent prêts à être expédiés, il fallait un certain temps pour qu'ils arrivassent à Casablanca et le général estimait que ce temps pouvait être mieux employé qu'à les attendre : il fallait, d'après lui, frapper vite et ne pas laisser les Chaouias sous l'impression qu'ils avaient remporté un demi-avantage. A cette raison s'en ajoutait une autre plus sérieuse encore, à savoir que le général d'Amade dispose d'un matériel de transports qui, déjà insuffisant pour 8 000 hommes, le serait encore plus pour 12 000. C'est à cette insuffisance qu'est due, en partie, la situation périlleuse où s'est trouvée naguère la colonne Taupin : après avoir épuisé ses munitions, elle n'a pas pu se ravitailler sur place et s'est repliée sur Fedala. Il y a une proportion à maintenir entre le nombre d'hommes engagés dans une opération militaire et le matériel qui y correspond : cette proportion n'existe pas au Maroc, et on aggrave l'inconvénient au lieu de l'atténuer lorsqu'on multiplie les hommes sans augmenter d'autant le matériel. Le gouvernement le sait bien : aussi a-t-il fait expliquer par ses journaux que les renforts envoyés à Casablanca devaient seulement servir à la relève de troupes déjà fatiguées et même exténuées. Quoi qu'il en soit, le général n'a pas attendu les 4 000 hommes qu'on lui annonçait pour continuer sa campagne, et il a bien fait ; le résultat a justifié sa tactique, puisque les Mdakra et les Mzab, attaqués vigoureusement, ont été refoulés dans les ravins de Mquarto et des Ach-Ach. Le général d'Amade, qui n'a pas l'habitude de se vanter, dit dans sa dépêche que nos pertes ont été légères et que celles de l'ennemi ont été « énormes. » Il faut espérer que, cette fois, la leçon infligée aux Marocains portera ses fruits. Nous souhaitons que les renforts deviennent inutiles, comme le général d'Amade les a jugés. Cependant rien n'est fini ; la pacification n'est pas faite et nous ne sommes pas encore au bout de nos peines. Mais abandonnons un moment le général d'Amade pour le général Lyautey.

L'arrivée de ce dernier à Paris devait provoquer un grand mouvement de curiosité et d'attention. Il a semblé, au premier abord, qu'on n'avait pas appelé le vainqueur des Beni-Snassen sans un motif grave et urgent : on assure toutefois que son voyage était chose convenue depuis assez longtemps déjà, et qu'il n'a pas un rapport direct avec les derniers événemens. Au surplus, cela importe peu. Il était naturel que le gouvernement désirât causer avec le général Lyautey, profiter de son expérience des choses africaines et l'interroger sur l'ensemble des opérations militaires. Le général est resté une dizaine de jours à Paris. Il a vu à maintes reprises les membres du gouver-

nement. Le président du Conseil et les ministres des Affaires étrangères, de la Guerre et de la Marine ont eu de nombreuses conférences avec lui. Qu'en est-il résulté jusqu'ici? Nous n'avons pas la prétention de le savoir; mais, au temps où nous sommes, il suffit d'avoir l'habitude de lire les journaux officieux pour découvrir entre leurs lignes au moins une partie de la vérité. La manière dont le général Lyautey s'est défendu d'aller commander le corps d'expédition à Casablanca montre qu'on a eu quelque intention de l'y envoyer pour cela. Il a dit, avec beaucoup de bon sens, qu'il serait plus utile sur la frontière algérienne; il y connaissait la situation dans tous les détails; il y avait fait ses preuves; nul autre ne pouvait l'y remplacer avec avantage, ne fût-ce qu'à cause de la confiance réciproque qui existe entre ses troupes et lui: à Casablanca, au contraire, il aurait un apprentissage à faire, et il n'était nullement sûr d'y réussir mieux qu'un autre. Le gouvernement lui a communiqué la correspondance du général d'Amade. Il a tout approuvé, a donné son adhésion pleine et entière à tout ce qui avait été fait et a ajouté qu'il n'aurait pas agi autrement s'il avait été chargé de diriger les opérations. Le général Lyautey a fait entendre par là qu'il désirait rester sur la frontière algérienne; mais il est un soldat trop discipliné pour ne s'être pas mis absolument à la disposition du gouvernement.

Qu'a fait celui-ci? Il a pris une détermination sur le caractère de laquelle nous ne saurions, dès aujourd'hui, nous prononcer. Le général d'Amade protestait qu'il n'avait pas besoin de renforts; on lui en a expédié. Le général Lyautey aurait préféré revenir directement à Lalla-Marnia; on l'a dirigé sur Casablanca. On l'y a envoyé dans des conditions spéciales et, assure-t-on, toutes temporaires, conjointement avec M. Regnault, notre ministre à Tanger. Ils sont chargés l'un et l'autre d'une mission politico-militaire dont nous ignorons l'objet réel. Inspection, a-t-on dit; mais qu'est-ce que le général Lyautey et M. Regnault pourraient avoir à inspecter? Ce n'est d'ailleurs pas la première fois qu'ils manœuvrent ensemble, puisqu'ils se sont trouvés tous les deux à Rabat lorsque le Sultan y est venu, incident que nous rappelons sans y insister, car il nous a créé un gros embarras. Mieux aurait valu, à coup sûr, laisser le Sultan à Fez; et qui sait si la mission nouvelle de M. Regnault et du général Lyautey n'a pas précisément pour but de chercher le meilleur moyen de l'y ramener? En dépit des assurances contraires qu'il a multipliées à la tribune, le gouvernement a tout l'air en effet de n'avoir pas renoncé à se mêler des affaires intérieures du Maroc. On ne fera croire à per-

sonne, — et d'ailleurs on ne cherche pas à le faire, — qu'il n'a été pour rien dans le prêt de deux millions et demi qui vient d'être consenti au sultan Abd-el-Aziz. L'envoi de renforts que le général d'Amade estimait superflus a aussi une signification qui fait naître plus d'une hypothèse. Au même moment, le gouvernement envoie à Casablanca le général le plus brillant, le plus expérimenté, le plus heureux qu'il ait en Afrique, et le représentant le plus qualifié de sa politique au Maroc. Il semble bien qu'il prenne une attitude d'attente; mais qu'attend-il?

A l'en croire, il poursuit toujours strictement la même politique, qui consiste à pacifier les tribus des Chaouias et à rétablir l'ordre à Casablanca, rien de moins, rien de plus. Telle est la vérité officielle : la vérité vraie est que deux courans distincts agissent sur le ministère et l'entraînent tour à tour. Ces deux courans correspondent à deux partis, celui de l'extrême prudence et celui de l'action : le gouvernement donne des paroles au premier, et des actes au second. Aujourd'hui, le courant de l'action semble l'emporter : qu'en sera-t-il demain? Il n'y a pas de pire politique que celle qui obéit à des influences intermittentes et opposées : elle aboutit infailliblement à ne rien faire bien, ou plutôt à tout faire mal. Le ministère hésite, tâtonne, ne prend que des demi-partis, n'agit jamais qu'en sourdine et en se cachant : c'est ce qui laisse l'opinion incertaine. Si on réunit toutefois les symptômes que nous venons d'énumérer, il y a lieu de croire que nous entrons timidement dans une phase nouvelle : nous dirions même sournoisement, si M. Jaurès n'abusait pas de cette expression. Nous faisons toutes réserves sur cette politique; ce n'est pas celle qu'on nous avait promise. A la vérité, elle n'est encore qu'esquissée, et en quelque sorte marquée de quelques jalons. Le gouvernement n'y est pas engagé de manière à ne pas pouvoir se reprendre et s'arrêter à propos. Les événemens qu'il attend peuvent ne pas se produire; d'autres peuvent survenir et lui donner des avertissemens opportuns. Mais, si on en juge par les apparences, quelque chose se prépare que nous ne distinguons pas très bien.

Pourquoi, dira-t-on, ne pas le demander au gouvernement? La tribune n'est-elle pas ouverte? M. Clemenceau et M. Pichon ont-ils jamais refusé de répondre aux questions qu'on leur posait? Sans doute; et si on prenait au pied de la lettre les réponses de M. Pichon et de M. Clemenceau, jamais gouvernement n'aurait eu une politique plus ferme et plus suivie que la leur. C'est précisément ce qui décou-

rage de les interroger, et de leur valoir un ordre du jour de confiance de plus.

La situation, depuis quinze jours, ne s'est pas sensiblement modifiée dans les Balkans. Elle semble toutefois s'être un peu détendue, car le gouvernement autrichien a confirmé les déclarations qu'il avait faites dès le premier moment, à savoir qu'il ne s'opposerait pas à la création d'un chemin de fer transversal du Danube à l'Adriatique; mais il faut attendre que les faits eux-mêmes confirment les déclarations. En attendant, le gouvernement russe a pris position, la seule qu'il pouvait prendre : il s'est chargé de plaider lui-même auprès des puissances la cause des chemins de fer balkaniques.

La Serbie avait pris les devans, mais si elle pouvait amorcer la question, son autorité, malgré les sympathies qu'elle excite, n'était pas assez grande pour en amener la solution. Il en est autrement de la Russie, qui ne s'est jamais désintéressée des affaires balkaniques et s'en désintéresse aujourd'hui moins que jamais. La note russe s'appuie sur l'affirmation du gouvernement autrichien qu'en poursuivant la création du chemin de fer de Mitrovitza, il n'a eu qu'un but économique, et qu'il n'a eu d'autre intention, en facilitant les communications dans les Balkans, que d'aider au développement normal des divers États et des populations de la péninsule. Sur un pareil terrain, tout le monde peut s'entendre. La Russie affirme à son tour qu'elle n'a jamais eu d'autre préoccupation que celle dont le gouvernement autrichien s'est inspiré : elle veut, elle aussi, en ouvrant aux diverses parties de la péninsule des débouchés maritimes, leur rendre le progrès plus facile et la paix plus sûre. Quant à lui, il n'a dans cette affaire aucun intérêt personnel et ne poursuit aucun avantage particulier. Il s'est toujours abstenu et s'abstiendra toujours de rechercher pour son propre compte des constructions de chemins de fer dans la péninsule, se contentant de favoriser la création de ceux qui doivent servir l'intérêt de tous. Il exprime, en terminant, l'espérance que toutes les puissances partageront sa manière de voir et agiront dans le même sens que lui à Constantinople.

Nous ne doutons pas, en effet, qu'il n'en soit ainsi. On vient de voir que l'adhésion du gouvernement autrichien est assurée d'avance, et on peut compter aussi sur celle du gouvernement allemand : reste à savoir quel degré de chaleur les deux cabinets de Vienne et de Berlin mettront à défendre auprès de la Porte la cause des chemins de fer balkaniques. La bonne volonté de l'Italie et de la France est assurée.

En ce qui concerne l'Angleterre, il y a un point d'interrogation. L'Angleterre est un pays généreux qui s'intéresse autant que tout autre, et sous toutes les formes, aux progrès de la civilisation dans les pays balkaniques; mais elle a l'esprit pratique et elle croit, suivant une expression à la mode, qu'il vaut mieux « sérier » les questions que de les traiter toutes à la fois, et qu'il est sage de ne passer à une seconde qu'après avoir épuisé la première. Or, la première à ses yeux est en ce moment celle des réformes : elle est posée, il convient de s'y tenir. Elle est posée par le fait que les pouvoirs des commissaires des puissances en Macédoine, arrivant à leur terme, doivent être renouvelés, et qu'ils doivent être auparavant développés et complétés. Nous n'entrerons pas, aujourd'hui du moins, dans les détails de la question. On sait que l'effort de l'Europe a consisté jusqu'ici à mieux garantir en Macédoine, par des organismes appropriés, la sécurité des personnes et l'administration des deniers publics; mais il reste beaucoup à faire dans ce sens, et notamment à étendre le contrôle des puissances à l'administration judiciaire. Les questions de ce genre passionnent l'Angleterre, quand aucune autre ne l'en distrait. N'est-elle pas la patrie de Gladstone? Le parti libéral n'est-il pas au pouvoir? Au surplus, ce n'est pas seulement un parti, c'est le pays tout entier qui, à des degrés divers, s'intéresse aux réformes macédoniennes : le gouvernement, lorsqu'il en poursuit la réalisation, est sûr d'être d'accord avec l'opinion. Voilà pourquoi il a montré au premier moment quelque réserve, sinon même quelque froideur, lorsqu'on lui a parlé de s'associer à la croisade des chemins de fer. — Ne mêlons pas, a-t-il dit, deux choses aussi différentes : les réformes d'abord, les chemins de fer ensuite. — En quoi il aurait eu parfaitement raison si la question avait été intacte. Malheureusement, elle ne l'était plus : l'Autriche avait lancé l'affaire du chemin de fer de Mitrovitza, et soulevé par là une émotion qui n'est pas calmée. Nous sommes convaincus que le gouvernement anglais, s'il a été consulté, ou plutôt lorsqu'il a été consulté par l'Autriche sur ses dispositions au sujet du chemin de fer de Mitrovitza, a déconseillé l'entreprise comme inopportune. Mais, à Vienne, on n'a pas tenu plus de compte de son sentiment que de l'opposition russe. On a passé outre, et on a dès lors créé une situation dont une partie de l'Europe devait se préoccuper et dont l'autre doit par conséquent s'occuper. L'Angleterre ne saurait rester en dehors de ce mouvement. Elle a besoin de donner quelques satisfactions aux autres puissances, si elle veut que celles-ci appuient à leur tour quelques-

uns des projets, un peu particuliers, qu'elle cherche à faire prévaloir dans les Balkans.

L'Angleterre, en effet, a une conception qui lui est propre des réformes à introduire en Macédoine, qu'il s'agisse, soit de l'organisation de la gendarmerie, soit de l'administration de la justice, et il y a lieu de croire que la Porte y résistera par tous les moyens dilatoires dont elle dispose. Nous ne dirons pas que l'opposition de la Porte est légitime, car sa détestable administration dans les Balkans appelle les correctifs les plus vigoureux, mais elle est naturelle. Son autorité souveraine serait entamée si les projets anglais se réalisaient. Sir Edward Grey, dans un discours récent qu'il a prononcé à la Chambre des communes, n'a parlé de rien moins que d'instituer en Macédoine un gouverneur accepté, c'est-à-dire désigné par les puissances, à l'exemple de ce qui se passe au Liban. « Si un gouverneur turc, a-t-il dit, était nommé pour un certain nombre d'années, un homme dont les fonctions et les pouvoirs seraient reconnus par les puissances, et s'il avait les mains libres, si sa position était assurée, je crois que toute la question de Macédoine pourrait être résolue. » Nous n'en sommes pas aussi sûr que sir Edward Grey. La nomination d'un gouverneur investi d'une sorte d'autonomie pourrait sans doute exercer une influence heureuse sur la situation intérieure de la Macédoine, mais elle n'éteindrait nullement les ambitions et les rivalités ardentes qui menacent du dehors cette malheureuse province, et qui visent à tout autre chose qu'à faire d'elle un nouvel État semi-indépendant. Il ne faut d'ailleurs pas confondre un discours parlementaire avec un acte diplomatique, et sir Edward Grey n'a pas fait, à notre connaissance, un acte de ce genre. Il n'a adressé, au sujet de l'institution d'un gouvernement de la Macédoine, aucune proposition aux puissances, non plus qu'à la Porte, et le plus probable est qu'il a voulu seulement donner à réfléchir à cette dernière. Mais la Porte, en effet, fera bien de réfléchir à toutes les éventualités qui pourraient se produire si les prétendues réformes macédoniennes continuaient d'être un mensonge et une duperie.

Le danger pour elle ne serait pas seulement dans l'impatience qui pourrait gagner l'Europe, et l'amener à prendre des résolutions énergiques. A côté des grandes puissances parfois imprudentes, mais pacifiques et sages, les petits États balkaniques n'ont pas toujours ces qualités au même degré, et quelques-uns se tiennent prêts à profiter de tous les événemens qui peuvent se produire en Macédoine, sinon même à les provoquer. La Bulgarie, par exemple, — pourquoi

ne pas la nommer puisque nous n'avons rien à en dire de désobligeant? — la Bulgarie a fait, pendant ces dernières années, des armemens qui ne sont pas en rapport avec ses ressources normales, et qui les dépassent même de beaucoup. Il en résulte pour elle une charge très lourde qu'elle ne saurait supporter longtemps sans fléchir. Son armée est arrivée à grand prix au degré de force le plus élevé qu'elle peut atteindre dans un pays où tout le monde est soldat: elle est de plus de 50 000 hommes sur le pied de paix et, dit-on, de 400 000 sur le pied de guerre. Si on excepte la Roumanie, il n'y en a pas dans les Balkans une autre capable de contre-balancer celle-là. La tentation de mettre son armée en œuvre peut venir à un prince ambitieux, et encore plus peut-être à un peuple hardiment et froidement résolu : mais il leur faut un prétexte, et c'est à la Porte qu'il appartient de ne pas le fournir. Au milieu de tant de matières inflammables, on voit très bien d'où peut venir l'étincelle qui y mettrait le feu à la première occasion, et l'occasion se présenterait naturellement, fatalement, si les puissances n'étaient pas d'accord avec la Porte, ou si elles cessaient de l'être entre elles. Or on a pu croire, un moment, que l'affaire du chemin de fer de Mitrovitza amènerait un refroidissement, et même un peu plus qu'un refroidissement, entre la Russie et l'Autriche. Beaucoup d'attentions qui paraissaient somnolentes se sont alors réveillées et sont devenues inquiètes. Il est probable que cette situation n'aurait pas pu se prolonger impunément.

La condition première de toute action efficace sur la Porte, et par elle sur les Balkans, étant l'accord absolu des puissances, l'Angleterre fera, nous n'en doutons pas, le nécessaire pour le maintenir. Bien qu'elle soit toujours prête, et quelquefois même très prompte aux initiatives hardies, elle n'entend pas se séparer des autres. Sir Edward Grey a fait, à cet égard, les déclarations les plus catégoriques. « Je ne crois pas, a-t-il dit, qu'une action séparée de ce pays, faite en dehors du concert, serait efficace pour résoudre la question macédonienne... Je suis convaincu que si nous entreprenions une action séparée qui comporterait une action coercitive, nous commencerions bien par la question de Macédoine; mais personne ne peut dire avec quelle question nous finirions. » Rien de plus vrai. Sir Edward Grey a le sentiment très vif de la corrélation qui existe entre tant de questions que le vulgaire croit indépendantes les unes des autres, de la solidarité d'intérêts qui en résulte entre les puissances pacifiques, et de la nécessité pour elles d'agir toujours de concert. Mais ce concert ne peut être établi et maintenu qu'au prix de concessions

ou de sacrifices réciproques. Si on marche quelquefois très lentement, on est sûr du moins de ne pas s'égarer lorsqu'on marche avec lui.

L'Angleterre était absorbée par ces questions balkaniques lorsqu'une autre, d'un caractère très différent, est venue tout d'un coup s'imposer à elle. Le *Times* a publié le 6 mars une nouvelle très impressionnante, à savoir que l'empereur d'Allemagne avait écrit une lettre à lord Tweedmouth, premier lord de l'amirauté, lettre qui était de nature à influencer le ministre dans l'exercice de ses fonctions.

Le *Times* tenait la nouvelle de son collaborateur militaire, qui la lui avait communiquée par une lettre dont voici le texte : « Je considère de mon devoir de vous demander d'attirer l'attention du public sur une question de grave importance. J'ai appris que Sa Majesté l'empereur d'Allemagne avait récemment envoyé une lettre privée à lord Tweedmouth, ministre de la Marine, au sujet de la politique navale anglaise et allemande, et que sa missive constituait une tentative pour influencer, dans l'intérêt de l'Allemagne, le ministre responsable du budget de la Marine. La lettre est authentique, sans aucun doute, et une réponse a été envoyée. Dans ces circonstances, et comme l'affaire ne peut être tenue secrète longtemps, par suite du nombre de personnes qui, malheureusement et à tort, ont été mises au courant, j'ose espérer que vous insisterez pour que la lettre en question, ainsi que la réponse, soient soumises au Parlement sans délai. » Le *Times* a fait suivre cette lettre de commentaires qui en précisaient et en aggravaient encore la portée. Ce n'est pas exagérer de dire qu'il y a eu en Angleterre, lorsqu'elle a été connue, une tempête d'indignation et de colère. Chaque Anglais s'est cru atteint dans sa dignité et dans son indépendance. Quoi ! un souverain étranger avait écrit à un ministre sur des affaires qui ne le regardent pas, et auxquelles la défense et la sécurité du pays sont attachées ? Qu'a écrit l'Empereur ? Qu'a répondu le ministre ? Pendant plusieurs jours l'Angleterre n'a pas eu d'autre préoccupation que de le savoir. Il a fallu que le gouvernement apportât tout de suite quelques explications au Parlement ; mais elles n'ont pas suffi, et effectivement elles n'étaient pas suffisantes. En l'absence de sir Henry Campbell Bannerman, que sa santé tient en ce moment éloigné des affaires, M. Asquith a dit à la Chambre des communes qu'une lettre privée avait été effectivement écrite par l'empereur Guillaume au ministre de la Marine, que celui-ci y avait répondu, que cette correspondance n'avait pas

été communiquée au Cabinet, mais que celui-ci avait arrêté avant la réception de la lettre impériale sa décision finale au sujet du budget naval de l'année. La déclaration de M. Asquith n'a pas mis fin à l'incident; on l'a considérée seulement comme un aveu. Il ne s'agissait pas de savoir si la lettre impériale avait précédé ou suivi l'établissement du budget; après tout, les plus exaltés seuls pouvaient croire que le ministre de la Marine s'était peut-être laissé influencer par elle ; mais si l'Empereur l'avait écrite, et le fait n'était plus douteux, quelle intention avait-il eue en l'écrivant, sinon d'exercer sur lord Tweedmouth son influence personnelle au profit de l'Allemagne, et par suite au détriment de l'Angleterre? Le fait paraissait certain : si on se trompait, la publication des lettres pourrait seule le montrer. On a donc demandé avec véhémence, avec passion, que les lettres fussent publiées. Mais pouvaient-elles l'être sans le consentement de l'Empereur? Et comment le lui demander? Le procédé ne serait-il pas offensant? Encore une fois, il s'agissait d'une lettre privée, écrite dans le style le plus familier. Le malheur est que lord Tweedmouth l'avait montrée à plusieurs personnes, qui elles-mêmes en avaient parlé à beaucoup d'autres. En pareil cas la discrétion ou l'indiscrétion doit être complète.

Une seconde fois, l'affaire est revenue devant le Parlement, et lord Tweedmouth s'en est expliqué lui-même devant la Chambre haute. Son langage, qui avait été concerté en conseil des ministres, a été plein de convenance et de dignité. — Il est exact, a-t-il dit, que j'ai reçu, le 18 février, une lettre de Sa Majesté Impériale l'empereur Guillaume. Cette lettre m'est parvenue par la poste; elle avait un caractère particulier et personnel; le ton en était très amical et n'avait rien d'officiel. Dès que j'ai eu cette lettre entre les mains, je suis allé la montrer à sir Edward Grey, qui m'a déclaré partager mon avis, à savoir que la communication devait être considérée comme personnelle... J'ai la ferme conviction que mon attitude était bonne et qu'elle était conforme à celle que nous voulons tous adopter en vue de maintenir une bonne entente entre l'Allemagne et nous. — Sans doute. Lord Rosebery a tenu à dire que l'alliance cordiale ne devait pas avoir pour conséquence une attitude hostile à l'égard de l'Allemagne, vérité si évidente, et d'ailleurs si incontestée, qu'elle n'avait peut-être pas besoin d'être énoncée avec tant de solennité. C'est lord Lansdowne, l'ancien ministre des Affaires étrangères du gouvernement conservateur, qui a prononcé les mots les plus justes et tiré avec le plus de bon sens et d'esprit la morale de l'incident. Il a admis qu'un souverain étranger pouvait, en certains cas, écrire à un ministre, à condition toutefois

que cette correspondance privée ne fût pas en contradiction avec la correspondance officielle. Et comme lord Tweedmouth lui faisait des signes d'assentiment, il n'a pas pu se retenir de lui donner une leçon probablement méritée. — Le ministre de la Marine me pardonnera cependant, a-t-il dit, si je fais remarquer qu'il y a une autre règle à observer au sujet de ces correspondances quelque peu irrégulières : c'est que, si elles doivent être considérées comme privées, cette intimité doit être rigoureusement respectée. Je crains, dans l'occasion dont il s'agit aujourd'hui, ou que le ministre n'ait trahi lui-même le secret, ou bien qu'il n'ait permis à d'autres personnes de le trahir. Il semble que la correspondance privée en question ait eu un caractère secret dans le même sens que, par exemple, le vernissage du Salon de l'Académie royale des Beaux-Arts peut être considéré comme ayant un caractère d'intimité. — La Chambre des lords a ri; mais l'opinion n'a peut-être pas été complètement désarmée. Quoi qu'il en soit, l'incident a été clos.

Nous croyons que nos voisins et amis en ont un peu exagéré l'importance. L'empereur Guillaume n'a pas eu contre eux les noirs desseins dont ils le soupçonnent. L'éducation de l'Empereur et son tempérament particulier ne l'ont pas préparé et prédestiné à être un souverain à la manière britannique. Il obéit à des impulsions vives et rapides, successives et quelquefois contradictoires, auxquelles il n'attache peut-être pas lui-même, si ce n'est sur le moment, une importance exagérée. Il n'a pas été élevé pour exercer le pouvoir par l'intermédiaire de ministres responsables devant un Parlement : aussi a-t-il conservé la franchise crue d'un langage mêlé de boutades, pittoresque, incisif, bruyant, qui aurait mis à diverses reprises le monde sens dessus dessous, si on l'avait pris au pied de la lettre, mais auquel le monde s'est peu à peu habitué au point de ne plus en éprouver qu'une émotion atténuée. L'Empereur écrit comme il parle, et sans doute il se demande aujourd'hui pourquoi on s'émeut si fort de ses lettres alors qu'on trouve sa conversation séduisante. Il est allé récemment en Angleterre, où il a passé un mois : il y a produit sur tous ceux qui l'ont approché une impression sympathique. Ce qu'il a écrit depuis à lord Tweedmouth, très vraisemblablement il le lui a dit et répété alors sans que personne en ait pris ombrage; et il s'est exprimé dans le même style avec beaucoup d'autres hommes politiques, se préoccupant fort peu de savoir s'ils étaient ministres d'aujourd'hui, ou d'hier, ou de demain. Tout cela a plu, et l'Empereur s'est cru autorisé à continuer en passant du procédé oratoire au

procédé épistolaire. Il aurait dû se défier, pourtant, car ce dernier lui a déjà joué quelques méchans tours. On rappelle en ce moment un peu partout sa fameuse lettre au président Krüger, et même celle qu'il a adressée au comte Goluchowski après la conférence d'Algésiras. Après cette double expérience, n'aurait-il pas dû devenir plus circonspect? Il est vrai qu'en écrivant à lord Tweedmouth, l'Empereur croyait n'écrire qu'une lettre privée; mais entre un souverain et un ministre la lettre la plus privée conserve des chances de devenir publique, et il est prudent, avant de l'écrire, de tourner sept fois sa plume dans son encrier.

Quoi qu'il en soit, l'effet produit par la révélation du *Times* a été foudroyant. Au premier moment, toute l'Angleterre en a tressailli, et la légende s'est aussitôt formée avec une force contre laquelle rien ne prévaudra tout à fait: on n'enlèvera pas d'un grand nombre d'esprits la conviction que l'empereur Guillaume a essayé d'exercer une influence perfide sur un ministre de la Marine britannique; que, s'il n'y a pas réussi, ce n'est pas sa faute; enfin que, peut-être, son intervention n'a pas été sans produire quelque effet indéfinissable et inaperçu. On attribuera des profondeurs machiavéliques au souverain le plus prime-sautier de l'univers. On accusera de complaisance et de faiblesse un ministre et même un gouvernement qui en sont incapables. L'aveugle psychologie des foules l'emportera sur tout ce qu'on pourra dire pour l'éclairer. Il serait exagéré de croire que les rapports de l'Angleterre et de l'Allemagne, qui commençaient à s'améliorer, en seront altérés; mais le rapprochement se fera avec plus de lenteur et de difficultés. On en a le sentiment en Allemagne. Les explications soumises par le gouvernement anglais y ont produit une impression excellente : toutefois, le ton de la presse est resté embarrassé, et la plupart des journaux conviennent qu'il aurait mieux valu que la lettre impériale n'eût pas été écrite. Il aurait mieux valu encore que lord Tweedmouth ne l'eût montrée qu'à sir Edward Grey.

FRANCIS CHARMES.

Le Directeur-Gérant,

FRANCIS CHARMES.

CONSPIRATEURS ET GENS DE POLICE[1]

L'AVENTURE DU COLONEL FOURNIER ET LA MYSTÉRIEUSE AFFAIRE DONNADIEU

(1802)

PREMIÈRE PARTIE

I. — AVANT LA PARADE DÉCADAIRE

... L'horloge du Palais Consulaire annonça midi, et Napoléon Bonaparte parut aussitôt.

Depuis une heure déjà, le Château des Tuileries s'emplissait de rumeurs, de bruissemens, de vacarme. Au dehors, c'était des batteries de tambour, des grincemens de fifre, des éclats de musique militaire : le *Veillons au salut de l'Empire*, ou bien la *Marche des Tartares;* c'était aussi le pas lourdement rythmé des chevaux, les perçantes sonorités des trompettes de cavalerie, les cris aigus et cadencés des commandemens ; avec des strideurs de ferrailles, les caissons d'artillerie légère rebondissaient sur les pavés, et les canons de la grosse artillerie, montés sur des

(1) Voyez dans la *Revue* des 1er et 15 novembre, 1er et 15 décembre 1902, notre précédent récit : *Conspirateurs et Gens de police. — Le complot des Libelles*, 1802, 1 vol. chez Armand Colin. Nous renverrons souvent le lecteur à ce récit dont nous avons, d'ailleurs, reproduit les procédés de narration et de mise en œuvre : « Le roman de la réalité, » comme a bien voulu le qualifier la critique anglaise.

chariots, augmentaient encore l'assourdissant tapage... Ce jour-là, 5 floréal an X (25 avril 1802), le général-Consul passait, au Carrousel, une de ses revues décadaires, parades du quintidi.

Attirant toujours de nombreux spectateurs, ces parades commençaient d'habitude à midi ; mais les invités, porteurs de billets, devaient avant onze heures être rendus au Château. Sur le quai des Tuileries, devant le pavillon de Flore, on voyait donc, ces matins-là, s'arrêter de nombreuses voitures : calèches aux clinquantes livrées amarante ou jonquille, légers cabriolets à jockey minuscule juché sur l'arrière-train, fiacres monumentaux, les « chars numérotés » de la place publique. Des citoyens de haute importance descendaient de ces équipages : ministres, sénateurs, conseillers d'État, tribuns, législateurs; des fonctionnaires de toutes broderies, et des magistrats de tous manteaux; des « jurisconsultes, » avocats, avoués ou notaires, et plusieurs de ces « nouveaux riches, » banquiers et fournisseurs des armées, les potentats de la finance, l'aristocratie, à présent, de la nation régénérée, — les « ci-derrière, » successeurs des « ci-devant... »

Beaucoup de citoyennes se pavanaient parmi ces citoyens : des « merveilleuses » qu'accompagnaient des « agréables. » On était alors au printemps et floréal commençait à vêtir les jardins, à dévêtir « les belles. » Aussi, habillées à « l'enfant, » Delphine et Valérie, Paméla et Clarisse avaient endossé la robe à traîne, tunique « couleur de nos parterres, » aux manches bouffantes, à la taille dessinée sous les seins. Gantées jusqu'aux épaules, elles laissaient avec négligence flotter l'écharpe de cachemire, une pourpre brochée d'or; des turbans à camées ou des « frissons d'esprit » surmontaient leurs coiffures. La plupart de ces divinités étaient teintes, et les rutilances du blond vénitien coloraient les jeunes chevelures de ces Vénus ou les savantes perruques de ces Junon... Tout aussi merveilleux allaient, se dandinant, les « agréables » dans l'étroit frac marron à boutons de métal, la culotte de satin noir, les bas de soie blanche, les escarpins sans boucle, et portant sous le bras un bicorne à cocarde. D'un « soupçon » de gilet descendaient en cascades les breloques de leurs montres, et d'une mousseline à triple tour jaillissait, souriante, une tête à prétentieuse impertinence. Plus de cadenettes, d'oreilles de chien, de peigne d'écaille dans un chignon postiche, mais la simple Nature ou la Beauté antique : cheveux « en coup de vent » et

figures sans barbe ni moustaches. Moins ridicules toutefois que les muscadins de l'an X, ces « petits-maîtres » ne zézayaient plus en parlant; ils jouaient du lorgnon avec moins d'effronterie, et même, parlant aux citoyennes, les appelaient déjà Madame ou Mademoiselle... Tant de choses avaient passé de mode depuis le temps du défunt Directoire !...

Fort satisfaits de l'heure présente, trouvant tout admirable en la République de l'an X, ces nouveaux seigneurs de la France célébraient avec enthousiasme l'œuvre entreprise par le Premier Consul : son traité d'Amiens, « la paix continentale, maritime, universelle, » une Paix romaine ! et le « temple de Janus » si glorieusement fermé;... son Concordat, la « pacification des consciences » et, « Dieu n'étant plus exilé de la Nature ;... » son Code, chaque jour discuté, amendé, refait par des légistes qu'il dirigeait, législateur lui-même ;... la destruction du brigandage et des chouanneries, « l'amour succédant à la haine, » et le peuple français pouvant se dire enfin « un peuple de frères ;... » de fécondans travaux publics commencés en tous lieux, des canaux et des ports creusés pour renouveler « les merveilles de l'Égypte ; » de longs chemins traçant leurs « blancs sillons » à travers les cent deux départemens des Gaules reconstituées ; l'escarpement des Alpes traversé bientôt par des routes; le Piémont et la Cisalpine formant comme un prolongement de la France ; Paris même, la ville aux fainéantes agitations, transformée en ruche laborieuse, avec des terrassiers poussant vers Grenelle et Passy les quais de la Seine, des maçons abattant les branlantes bâtisses, immonde souillure du Carrousel. Plus de banqueroute nationale, à présent, mais le crédit, l'honneur commercial rendu à la France : le tiers consolidé, tombé naguère plus bas que 10, dépassant aujourd'hui le cours de 50 ; — oui, partout le travail, l'aisance partout, et déjà le bruit des fabriques grondant et grinçant sur les hauteurs de la Croix-Rousse, les coteaux de Ménilmontant, dans le val de la Bièvre, les pacages de la Normandie. Quoi ! tant de miracles accomplis en moins de trois années ?... Le « génie !... » Aussi, reconnaissance et gloire à Bonaparte, le destructeur de l'anarchie, « l'instaurateur de la prospérité, » à la fois César, Trajan et Justinien, — le « Grand Consul... »

Çà et là, toutefois, parmi ces fonctionnaires et ces « nouveaux riches, » ces toilettes à la Flore et ces costumes de mirli-

flores se faufilaient de vieux habits, de vieux galons, de vieilles figures, souvenirs de la France d'autrefois : des perruques et des catacouas de ci-devant, radiés. Eux aussi, ces messieurs s'en allaient quémander un regard du Premier Consul...

Déjà de clandestins désirs, besoins mal refrénés de fonctions et d'honneurs, travaillaient, au faubourg Saint-Germain, bien des cœurs ambitieux. Désespérant de la royauté, maints royalistes de haut parage se sentaient las de leur loyalisme, las surtout de la proscription, du vagabondage à travers les peuples, du pain si amer à manger en de pouilleuses tavernes d'Allemagne ou d'Angleterre, de l'escalier si dur à gravir dans les taudions de Hambourg ou de Londres. Non, fini tout cela ! A d'autres désormais, les fidélités superflues et la résistance inutile, les machines infernales, les détroussemens de diligence, les rafles de caisses publiques, les « chauffes » justiciaires, les égorgemens de curés patriotes, les abatages de gendarmes dans les fondrières des chemins creux, bref les prouesses d'un *Pierrot* Saint-Réjant ou d'un *Gros Papa* Cadoudal ! On traquait, on fusillait beaucoup trop aujourd'hui tous ces chevaliers du « chariot, » tous ces paladins du clair de lune ! Et d'ailleurs, un ancien duc et pair ou un ex-gentilhomme de la Chambre n'était pas fait pour être chouan. Rentrés grâce à l'amnistie de l'an IX dans leur pays, en leurs hôtels, ces messieurs commençaient à lorgner les Tuileries. Le Palais du Gouvernement les attirait. Certes, les femmes n'osaient encore se commettre avec « la clique de ce mauvais lieu, » mais les hommes montraient moins de délicatesse. Chaque soir, il est vrai, au jeu de biribi, dans quelque salon dédoré du quartier de la Fontaine Grenelle, monsieur le marquis, monsieur le vidame persiflaient à l'envi le « nabot grand homme, » nasardaient le « singe vert, » outrageaient le « bâtard de la mère la Joie, » prodiguaient l'épigramme à un malappris qui portait une cravate noire avec l'habit de velours. Et c'étaient d'incessans quolibets, d'amusantes drôleries, des racontages, des commérages, des pati-patas : « Par trop burlesque, le Héros, avec sa petite taille, ses petites poses, ses petites bottes : un Charlemagne, à peine haut de quatre pouces ! Du reste, un épileptique atteint de frénésie héréditaire, brutal avec ses familiers, les frappant du pied et du poing, quand survenaient les heures de crise ! Et si grossier avec les femmes : les traitant toutes comme des cantinières. Un méchant fou !... » Oui, mais aux jours de

parade consulaire, le diseur de brocards se glissait dans le repaire du méchant fou avec un placet dans la poche : il y venait solliciter. Bonaparte l'accueillait d'ordinaire sans trop de brusquerie, car il témoignait à la vieille roche d'altières complaisances. Non, certes, qu'il l'aimât : — la « Paille au nez » conserva toujours des rancœurs contre les « paltoquets à particule, » tourmenteurs à Brienne de son hirsute enfance; — mais couchant aujourd'hui dans le lit des Bourbons, il entendait être servi autant et mieux que les Bourbons eux-mêmes. Son rêve était déjà d'une Maison consulaire, d'une sorte d'Œil-de-bœuf où nippés à la française, épée en verrouil, catogan sur la nuque, d'anciens talons rouges stationneraient dans ses antichambres. Au faubourg Saint-Germain, on devinait ces injurieux désirs, et tout en ricanant, les malins apprêtaient leurs manchettes. Les jours étaient proches, — chacun le comprenait, — des charges recouvrées à la Cour et des sinécures bien rentées, des chambellans, des maîtres de cérémonies, des veneurs, des écuyers cavalcadours. Puisque ce M. Bonaparte allait être bombardé « empereur des Gaules, » — eh bien ! on se résignerait à marcher devant lui; devant lui on ouvrirait les portes : noblesse oblige, et nécessité fait loi...

Des Anglais, en négligé de touriste, mettaient une sombre tache sur tant de brillantes toilettes. Cette barbare Albion semblait ne rien savoir des lois si rigoureuses qu'édictait le « Suprême bon ton : » les femmes s'étaient empanachées de turbans à plumes, et les hommes avaient chaussé leurs bottes !... Depuis la paix d'Amiens, quelques « milords, » flanqués de leurs miladies, commençaient à se montrer sur les boulevards. Ils étaient descendus dans les auberges à la mode, rue de la Loi ou place de la Concorde, et y faisaient d'assez fortes dépenses. On les accueillait joyeusement, voire avec déférence, car les temps n'étaient plus de « la perfide Carthage, ni de sa foi punique. » Tout Anglais était, à présent, un penseur, un philosophe, un sage, quelquefois un « fou raisonnable, » mais aux piquantes manies, à l'excentricité de haut goût. Pour la plupart, ces gentlemen menaient un gai voyage : le Paris de l'an X les amusait. Certes, ils déclaraient mesquine cette Babylone aux rues malpropres : aucun trottoir, et trop peu de réverbères; la cuisine des mangeurs de grenouilles n'était point à leur goût : fadasses les condimens, chefs-d'œuvre de Véry et de Robert; le Louvre et

ses tableaux, l'Institut et ses habits verts les attiraient fort peu ; mais, *old boys*, ils s'égaraient volontiers dans les « Bosquets d'Idalie. » Les bagarres enragées du Théâtre-Français, les pugilats de son parterre, leur procuraient aussi d'agréables passe-temps, et ils découvraient mille délices dans le ci-devant Palais-Royal. Si capiteux, *indeed*, l'ancien « camp des Tartares, » les Galeries d'Arcole et de Quiberon, avec leurs restaurans-caveaux, leurs maisons de jeu, leurs bazars de victuailles, leur ventriloque, leurs aveugles concertans, leurs nymphes aux jupons retroussés! Tant d'étonnans spectacles étaient à voir dans ce Paris bizarre : la divine Récamier, par exemple, tout au moins sa baignoire et son lit! Aisément, l'étranger de passage obtenait permission de visiter l'hôtel de la rue de Mont-Blanc, ce temple qu'habitait l'insensible idole. Il avait licence d'admirer à loisir les salons où chaque septidi s'énervaient tant d'espoirs inutiles; la chambre pompéienne ornée, comme un sanctuaire, de trépieds odorans et de lampadaires antiques; le lit, si chastement étroit, dressé sur une estrade, où l'Artémis mariée dormait son sommeil virginal; même la salle de bains, toute lambrissée de glaces, où elle aimait à s'admirer en une « toilette de paradis. » L'exhibition du trop peu discret gynécée émerveillait jusqu'aux méthodistes. Et pourtant, le Consul Bonaparte excitait plus encore leur curiosité.

Un étrange revirement s'était produit en l'âme anglaise ; le « pacificateur des continens et des mers » avait su pacifier la haine britannique : John Bull n'exécrait plus *Boney*. Maintenant, de Douvres à Inverness, « hurrah pour Bonaparte ! » Il avait cessé d'être l'homme pâle monté sur un cheval pâle, une des bêtes apocalyptiques, ou bien ce gnome à facies de squelette qu'aimait à crayonner Gillray. Il n'était plus le monstre d'infamie si malmené par les journaux de Londres : le fusilleur des royalistes à Toulon, le malandrin voleur de tant d'argent en Italie, le poltron qui s'était caché dans les marais d'Arcole, le massacreur des innocens mamelouks, l'empoisonneur des blessés de Jaffa. Non, et « hurrah pour Bonaparte! » L'outrage avait cédé la place au dithyrambe ; le mépris à l'admiration. Héros sans rival dans l'histoire et pareil à quelque « lion de Juda, » on proclamait ce favori de la victoire plus victorieux encore que Marlborough : Alexandre et César à la fois, par la fortune, par le génie !... On débarquait en France avec l'espoir de le connaître, de l'entendre, de s'en remplir les yeux. « Il me tardait, a raconté

sir John Carr, de voir un homme dont le renom a pénétré jusqu'aux confins de la terre, et dont les exploits sont comparables à ceux du vainqueur de Darius. » Ceux qui l'apercevaient le trouvaient séduisant, de taille élégante, et de visage superbe. Son corps bien cambré, disaient-ils, révélait « des merveilles musculaires; » « la douce mélancolie » rendait enchanteur son sourire : bref, un athlète doublé d'un lakiste! Aussi, les parades consulaires étaient pour le touriste anglais un spectacle de sélection. C'était là, en ce milieu propice, qu'il voulait admirer le héros, le voir parler en camarade à ses compagnons d'armes, les morigéner doucement, doucement leur tirer l'oreille. Et quel amour, pensait-il, chez ces guerriers pour le Tondu, leur petit caporal : « son cheval même devait avoir conscience de la gloire de son cavalier! » Et puis, là-bas, dans le *home*, le *sweet home*, autour de la théière ou du flacon de whisky, se débitaient tant de falotes histoires! Le Consul, affirmait-on, avait rapporté d'Égypte un fort curieux usage. Aux jours de grande revue, des soldats poussaient devant lui un déserteur condamné à mort; *Boney* livrait d'abord ce lâche aux quolibets de ses grenadiers, puis un mamelouk, chaouch du Maître de l'Heure, faisait, d'un coup de cimeterre, rouler au loin la tête du misérable... Sensation inédite! Et porteurs d'une carte d'entrée, Wilson et Williamson, Ketty et Georgina accouraient s'émouvoir.

Selon leur condition officielle, ces divers invités trouvaient des places de choix ou de rebut. Les gens de la maison consulaire connaissaient bien leur monde et savaient saluer l'uniforme tout autrement que le frac sans broderies. Déjà, une cour très compliquée s'organisait en ce rudiment de cour, cérémonieuse et formaliste. Les personnages de marque allaient donc attendre dans les appartemens de réception; on dirigeait les citoyens sans chamarrures sur le cabinet du général Duroc : le gouverneur du Palais en recevait toujours quelques vingtaines. Quant aux croquans de la République, porteurs de pétitions, ils étaient condamnés à faire piteusement pied de grue. Pour eux, le pavé des Tuileries : on les rangeait au long des murs, sous les fenêtres du rez-de-chaussée. Aux jours d'averse ou de bruine, une pareille place eût pu sembler peu délectable; mais, par un miracle des cieux, le soleil, disait-on, dissipait les nuées dès qu'apparaissait Bonaparte. Du reste, trois ou quatre heures de fastidieuse faction n'étaient pas pour effrayer de vaillans qué-

mandeurs; à chaque revue de quintidi, ils accouraient de plus en plus nombreux. Cette France de 1802 ressemblait fort à la France d'à présent; la nation philosophe avait pieusement gardé le culte des émargemens; on postulait beaucoup, dès cette époque, on importunait, on impatientait les ministres, et souvent, de guerre lasse, on s'adressait au maître suprême, distributeur d'emplois et redresseur des torts. A l'issue de chaque parade, se jouaient d'amusantes comédies. Après le défilé des troupes, quand le dernier canon avait disparu dans un nuage de poussière, Bonaparte descendait de cheval. Il traversait alors la cour des Tuileries pour s'arrêter devant le dôme. Et soudain se ruait vers lui toute une cohue plaintive, en brandissant des pétitions. Roide, sec, hautain, il daignait, d'ordinaire, écouter quelques doléances; requêtes et apostilles allaient s'entasser ensuite dans une corbeille : elles dorment encore dans nos archives leur grand sommeil d'oubli. Parfois, il poussait son cheval jusqu'au milieu du Carrousel. Le populaire l'entourait aussitôt; d'aucuns l'apostrophaient familièrement, et, durant quelques minutes, Bonaparte dialoguait avec maman Radis, la gargotière, avec Cadet-Buteux, passeur à la Rapée... Une pareille mise en scène lui semblait nécessaire. Courtisant les faveurs de la foule, il se voulait créer une légende de bonté : « Saint Louis et son chêne de justice... Titus, délices du genre humain... » Maintes fois, pourtant, les familiers du Consul l'avaient supplié de renoncer à cette dangereuse fantaisie. Un Chouan, un « anarchiste, » émule de Saint-Réjant ou d'Arena, trouvait ainsi licence de perpétrer un attentat facile. Mais tant de bonnes raisons n'arrivaient pas à convaincre cet obstiné; sa réplique était péremptoire : « Moi, je fais mon métier; à la police de faire le sien!... » Un entêtement de fataliste!

La place du Carrousel s'emplissait, maintenant, d'une plèbe curieuse et musardante. Bien que toujours les mêmes, ces revues décadaires étaient pour le Parisien un spectacle toujours nouveau. Jean Niquedouille, l'apprenti, y venait reluquer les sapeurs : « des mages militaires, » au dire de sir John Carr; Fanchon la ravaudeuse y admirait son tambour-major. Les grenadiers de la Garde surtout offraient à l'émerveillement populaire un colosse empanaché et soutaché, si reluisant et si rutilant, qu'il n'avait son pareil dans la République. Cet homme mar-

chait, célèbre à la Chopinette, célébré même sur le Parnasse : « Un Apollon Rhodien ! » s'était écrié un poète... Ce jour-là, toutefois, le badaud remarquait aux Tuileries quelque chose d'insolite : la grille aux fers lancéolés qui clôturait la cour restait fermée : « Tiens, tiens, pourquoi ? Que se passait-il au Château ? » Soigneusement close et gardée par des factionnaires, cette grille étalait aux regards les dorures de ses coqs gaulois qui, les ailes éployées, dressés sur leurs ergots, semblaient claironner un combat. Quatre socles, édifiés récemment, les flanquaient à droite et à gauche, et, sur ces piédestaux, se dressait le trophée conquis à Venise : les chevaux byzantins, regardant de travers, piaffant avec lourdeur. Un clair et gai soleil, — le soleil de Bonaparte, — brillait au ciel de floréal, déversant ses rayons sur la multitude amusée. Çà et là, stationnaient aussi divers « observateurs, » mouchards de la police : des numéros 7, 24, 28, 38, 57 *bis* dont les noms d'émargeurs sont encore un secret ; d'autres encore, moins mystérieux ceux-là, des ci-devant : un M. de la Cornillière par exemple. Flânant et baguenaudant, pareils à des « gobe-mouches, » ces honnêtes gens regardaient, écoutaient, préparaient leurs bulletins. Autour d'eux s'épandait l'esprit de la badaudaille, sa blague et ses gaudrioles. Les coqs gaulois excitaient son hilarité. « Eh ! l'ami, admire donc la basse-cour ! » une facétie alors très en faveur, — innocente, au faubourg Saint-Antoine ; venimeuse, au faubourg Saint-Germain. Mais cette irrévérence de la multitude n'inquiétait par les citoyens « observateurs... »

Huit jours auparavant, le dimanche de Pâques 1802, ils avaient assisté au plus émouvant des spectacles, entendu la grande voix de Paris acclamant Bonaparte (1). Au fracas des salves d'artillerie, aux tintemens de l'Emmanuel, le Consul avait célébré le retour de la paix... La paix ! — la paix dans les consciences, la paix sur la terre et sur l'Ocean ; après dix années d'incessantes tueries, c'était enfin la paix ! Et le pacificateur était allé à Notre-Dame pour rendre son autel au Dieu triomphateur de la Raison. Mais il s'était ménagé pour lui-même toute une vivante apothéose. Dans les tortuosités des rues fourmillantes trois cent mille enthousiastes avaient vu se dérouler un fastueux, bizarre, interminable cortège : hussards, dragons, chasseurs, garde consu-

(1) Voyez dans notre précédent récit : *le Complot des Libelles*, la description de la cérémonie de Notre-Dame, le jour de Pâques (1802).

laire; des conseillers d'État à la mine épanouie, et des ambassadeurs à la face renfrognée; des ministres à l'attitude ou servile ou sournoise; la bigarrure des livrées rétablies, jaune, bleue, rouge et verte; des mamelouks tenant en laisse des genets d'Espagne; un carrosse à six chevaux, et dans cet équipage les deux « petits consuls » que nul ne remarquait, et celui-là dont le maigre visage attirait tous les regards, Bonaparte. Oh! comme on l'avait applaudi, ce « génie tutélaire, » ce favori de la victoire renonçant désormais au plaisir de vaincre : Bonaparte l'ami du peuple, Bonaparte le Grand Consul!... Et cependant en ce concert d'acclamations, les gens de police avaient relevé bien des mots dissonans. D'abord, chez les soldats. Formant la haie au long des rues, les grognards avaient ricané. « Le nabot s'encapucine! Prend-il nos fusils pour des cierges? » — une simple plaisanterie, au demeurant. Mais certains personnages, répandus dans la foule, avaient proféré de menaçantes injures, — des gens à la face enragée, portant avec l'habit bourgeois le chapeau militaire : les officiers mis en réforme.

C'étaient, ceux-là, d'indomptables soudards, résidu des armées de 93; de vieilles moustaches, de grisonnantes « nageoires, » — lurons venus jadis au régiment, en blouse et en sabots. Au cours des marches harassantes, dans les polders de la Batavie, les sapinières de la Forêt-Noire ou les mûraies de la Cisalpine, le soleil et le gel avaient brûlé tous ces visages, le plomb de l'Autrichien troué toutes ces poitrines. Des « durs à cuire, » les camarades, des « braves à quatre poils, » des enfans chéris de la gloire!... mais Bonaparte ne les aimait pas. L'ancienne armée lui déplaisait, cette victorieuse de Jemmapes et de Fleurus, de Zurich et de Hohenlinden. Il s'alarmait de voir survivre en elle l'esprit des Jacobins, — ces odieux Jacobins qu'il déportait en masse aux Seychelles et dans la Guyane. Façonnant aujourd'hui la France au gré de son génie, il entendait triturer à sa guise les 244 demi-brigades de la République, et leur créer une âme nouvelle. Le soldat devait être sa chose, l'officier ne plus rien connaître d'un Jourdan, d'un Pichegru, d'un Brune, d'un Augereau, d'un Masséna, ni surtout d'un Moreau. Vains désirs! Il n'avait pu mater l'orgueil rebelle des glorieux va-nu-pieds de l'an II, pas même discipliner leurs souvenirs. Les Mayençais de 93, légendaires fricasseurs des semelles de leurs bottes, les compagnons de Pichegru, conquérans de flotte hollandaise,

les « bleus » de la brousse vendéenne qui avaient tant couru, tant « trimé, » à la poursuite des Rampe-à-terre, se rebiffaient avec ironie. Alors, la mise en réforme...

Depuis deux ans, elle sévissait arbitraire, parfois inique, mais souvent, hélas! justifiée. Beaucoup trop de pillards, d'ivrognes, de ruffians, avaient déshonoré l'épaulette, aux jours de l'Une et Indivisible. N'osant donc châtier franchement ces insubordonnés pour crime de regrets ou d'espérances, le Consul punissait en eux l'ignorance native, la grossièreté soldatesque, l'inconscient mépris de toute morale : il « épurait. » Malheur à l'officier demeuré jacobin qui, ne pouvant brider sa langue, pérorait dans les cafés contre « l'avorton corse, » « Maman la Joie, » sa mère, ou « la poulette » sa sœur. On l'accusait bientôt d'être un pilier de tabagie, un coquin crapuleux, l'opprobre de l'armée française. En dix-huit mois, soixante-douze chefs de brigade, cent cinquante-deux chefs de bataillon, des milliers de capitaines et de lieutenans avaient été ainsi remplacés. La mise en réforme, — c'est-à-dire la misère! Et ces vieux s'indignaient. Ayant toujours tenu très haut le drapeau tricolore, comme lui percés et déchirés par la mitraille, ces « sauveurs de la patrie » s'étaient crus aussi intangibles que la patrie elle-même. On osait les frapper : sacrilège!...

Ils accouraient à Paris, pour se plaindre et pour protester. Dénués d'argent, ils logeaient leur sinistre gueuserie dans des auberges populacières du quartier des Halles, ou les hôtelleries borgnes qui pullulaient autour du Panthéon. Voulant se distinguer des pékins, ces « fils de Mars » paradaient en des costumes de fantaisie guerrière : une houppelande à boutons de cuivre, de hautes bottes à la Souvarof, le chapeau à deux cornes, le menaçant gourdin. Ils allaient, chaque jour, attifés de la sorte, assaillir les bureaux du ministre de la Guerre. Dans les rues de Varenne, de Grenelle, Hillerin-Bertin, ce n'était qu'un incessant défilé de trognes roussies par le soleil, aux favoris en croissant de lune, aux oreilles percées par des anneaux d'argent. Mais, excédés par de tels réclamans, les commis du ministère se montraient hargneux, insolens, très bureaucrates français. En retour, ils recevaient force bourrades, douceurs à « la grenadière, » et l'officier éconduit se retirait furieux. La nuit tombée, ces mécontens se rassemblaient, exhalant ensemble leurs douleurs et déversant leur bile. Durand qu'accompagnait Dumont, Agésilas et

Thrasybule, venaient s'asseoir dans certains cabarets peu fréquentés par le bourgeois. Leurs tailles sanglées, leurs têtes coiffées en queue de rat se démenaient, d'habitude, sur les banquettes de la tabagie *Baudouin*, aux Champs-Élysées, dans les cafés de la *Trésorerie*, des *Quatre-vingt-trois départemens*, des *Tape-Dur*. Ils s'attablaient aussi chez Manoury, près le Pont-Neuf, ou bien à la buvette de la *Croix-Rouge*. Là, dans la fumée des pipes et la senteur des tord-boyaux, ces furieux caressaient les cartes, taillaient de burlesques écartés : « J'annonce le Pacha, Mamelouk premier! » Et l'on abattait le Roi. « Je joue maintenant un petit consul. » Et sur la table on jetait un valet. « Pst! ici Bonaparte! » Et l'on sifflait son chien. Puis, c'étaient d'orduriers propos à l'adresse du Corse, d'immondes lazzis outrageant sa famille, force menaces de représailles. « Patience, patience! Il surgirait enfin un vengeur, un dernier Romain, quelque bon bougre de Brutus! »

Or, en cette matinée du 5 floréal, devant les coqs gaulois et les chevaux vénitiens, ces hommes à chapeaux militaires s'agitaient, nombreux...

L'affluence, il est vrai, de tant d'« oreilles fendues » n'avait en soi rien d'étonnant. Aux jours de parade décadaire, maints officiers mis en réforme se donnaient rendez-vous sur le Carrousel. Le spectacle des diaprures d'uniformes, des scintillemens d'armes, des habits bleus à revers blancs, des dolmans verts à brandebourgs jaunes, des bonnets d'ourson et des shakos à flamme, était pour eux magique. Et puis la vue du « gringalet » à cheval, du Consul, leur bourreau, les attirait. Histoire de faire quelque amusant scandale! Dès qu'ils apercevaient leur « chevalier de Saint-Cloud » roulant sur sa monture, c'était un feu croisé de bouffonneries : ils critiquaient, goguenardaient, brocardaient, à voix haute et sans retenue. Mais, ce jour-là, ces aboyeurs se trémoussaient plus enragés encore qu'à l'habitude. La grille du Carrousel qui restait close exaspérait leur méchante humeur. « Ainsi le guerrier français n'avait plus le droit de pénétrer dans la cour des Tuileries, d'y porter une pétition? Ah! le cadet d'Égypte montrait moins d'arrogance lorsque au 18 brumaire il faisait risette à nos épées! » La livrée de la maison consulaire excitait aussi des indignations : « Vert et or : les couleurs du ci-devant d'Artois!... Hardi, courage donc, Bonaparte! Entoure-toi d'émigrés; rétablis les talons rouges, et va-t'en coucher à Ver-

sailles, misérable ! » Formant çà et là des groupes, plusieurs de ces gens à gourdins s'interpellaient par phrases baroques, conversaient en termes bizarres : « Hein ! patience ? » — « Oui, oui, patience ! patience ! »

Mais déjà un mamelouk venait d'amener devant le dôme Désiré, le genêt blanc du Premier Consul. Encore quelques minutes, et les tambours allaient battre aux champs.

II. — PÉRILLEUSE REVUE

Pénétrant dans la galerie de Diane, Bonaparte la traversa rapidement. Il avait, ce jour-là dimanche, revêtu l'uniforme des grenadiers de la Garde : l'habit gros bleu, à revers blancs, avec les épaulettes de colonel. Le fameux chapeau à cocarde coiffait ses cheveux tondus, et déjà légendaire, la redingote grise faisait flotter ses plis autour du corps chétif de ce maigriot. De la main gauche, il tenait une cravache dont il tapotait fréquemment ses demi-bottes anglaises. D'ordinaire, tout était théâtral, souvent grandiose, dans la façon dont un pareil homme aimait à se produire en public. Le dimanche de Pâques, 28 germinal, en son carrosse à six chevaux il avait étalé un faste royal et s'était exhibé dans la plus clinquante des toilettes : l'habit de « velours cramoisi, » « sa pourpre consulaire, » — le triple panache à l'Henri IV, le baudrier de son sabre constellé de gemmes ; mais aujourd'hui, c'était l'affectation de la simplicité. A peine, autour de lui, un semblant de cortège. Ses préfets du Palais, à l'habit amarante avec écharpe bleue, les citoyens Luçay, Rémusat, Didelot, Cramayel, — deux « ci-devant » et deux « ci-derrière, » ingénieux symbole d'un régime pacificateur, — le précédaient, allant de front. Ils étaient tous quatre de taille exiguë, plus petits même que leur Consul, car, au dire de certains plaisans, ils avaient, par courtisanerie, fait « raboter leur taille. » Un superbe mamelouk ouvrait la marche. Nippé du cafetan et des culottes bouffantes, coiffé d'un turban à aigrettes, le cimeterre suspendu à son cou, ce janissaire du sultan des Roumis tenait un arc entre ses doigts. Des aides de camp, en uniforme bleu-ciel à aiguillettes d'argent, complétaient le cortège. Bizarre et plaisant mélange d'Égypte et de Versailles, de Seraï et d'Œil-de-bœuf, un tel spectacle aurait pu faire sourire ; mais le Français de 1802 ne s'étonnait plus guère : il avait, depuis douze années, tant et tant vu de mascarades !

Bonaparte semblait être soucieux. Il s'avançait, le dos voûté, inclinant la tête, et parfois un soupir entr'ouvrait ses lèvres pincées. Soit fatigue des labeurs quotidiens, soit ennui d'en être distrait, telle était son attitude coutumière aux jours de cérémonies, de corvées officielles. Un des curieux qui, vers cette époque, l'aperçut au passage, le jeune et alors fervent bonapartiste Charles Nodier, nous a tracé de sa courte vision un exact et précieux croquis : « Aucun portrait n'est ressemblant. Il est impossible de saisir le caractère de cette figure ; mais sa physionomie terrasse et je n'ai pu encore m'en relever. Le général a le visage très long ; le teint d'un gris de pierre, les yeux enfoncés, fort grands, fixes et brillans comme un cristal. Il a l'air triste, affaissé, et il soupire de temps en temps... Quel homme ! Comme on l'aime, comme on l'admire ; comme on déteste ses ennemis !... » Et pourtant, en dépit de pareils enthousiasmes, ces ennemis ne désarmaient pas : Bonaparte, dans ce moment même, redoutait une tentative d'assassinat.

Depuis quelque temps, il recevait par la poste d'énigmatiques et alarmans avis ; on lui dénonçait des complots, on lui annonçait un attentat prochain. Envoyées de Paris ou timbrées en province, ces lettres arrivaient aux Tuileries, chaque jour plus nombreuses. Plusieurs portaient des signatures d'évidente fantaisie ; la plupart cependant conservaient l'anonyme. Du reste, absence voulue d'indications précises ; pas un nom de conspirateur, aucun détail sur leurs projets. Très vagues, et à dessein obscures, les unes se faisaient affectueuses, désolées, suppliantes : « Pour le salut de la Patrie, général, veillez avec plus de soin à votre conservation ! Méfiez-vous des traîtres ; ils fourmillent, ils pullulent : j'en connais ! » D'autres semblaient poser quelque facétieux logogriphe : « Garde à vous ! Une petite troupe scandaleuse désire et espère avant peu se venger de vos outrages. » Mais, railleurs ou éplorés, tous ces donneurs d'avis poussaient un même cri d'alarme : ouvre l'œil, Bonaparte ; on en veut à tes jours !... Courageux à son heure, et volontiers alors risquant sa vie, Napoléon eut toujours l'âme superstitieuse. Le mystère l'attirait, et tant d'admonitions étranges lui avaient paru inquiétantes. Il s'irritait. Quoi ! sans cesse et sans cesse des complots ! Encore le chouan ; le jacobin encore ! Que faisait donc Fouché ?... Chaque matin, durant le travail quotidien, à dix heures, le Consul apostrophait rageusement son ministre de la Police. Mais

l'homme au blême visage et aux yeux injectés de sang demeurait impassible; à peine un sceptique sourire faisait-il grimacer ses lèvres menues : « Des sornettes vraiment, une mystification! Partout la France était tranquille, car la police veillait et surveillait partout!... » N'importe! Bonaparte ne se laissait pas convaincre : il s'énervait. Maintenant, les parades du quintidi lui paraissaient dangereuses. Tant de généraux jaloux, d'officiers mécontens galopaient derrière lui, au cours de la revue: un coup de pistolet pouvait être si vite attrapé...

Mais *basta!* Aux ordres du destin! Sa foi de fataliste croyait surtout en son étoile... Il allait donc, et d'une marche emportée, à cette dangereuse revue. Sur son passage, une double haie de costumes parés, de broderies, de chamarrures se courbait humblement : des sénateurs, des conseillers d'État, des juges de cassation ou d'appel, des préfets, de gros fonctionnaires. Lui ne s'arrêtait pas; ces gens-là pouvaient attendre : l'heure présente appartenait aux soldats... Parvenu au palier que surmontait le dôme, il fit, comme d'habitude, une courte halte et regarda...

Sous la vaste courbure de pierre, entre ses géantes cariatides, stationnaient quelques généraux qu'accompagnaient leurs aides de camp. Beaucoup d'officiers de cavalerie se tenaient auprès d'eux, formant des groupes, conversant du « métier. » Il était d'usage, en effet, qu'aux revues décadaires les colonels et les chefs d'escadrons, de passage à Paris, vinssent grossir l'escorte du Premier Consul. Presque tous accouraient à ces cavalcades, dans l'espoir d'être remarqués : l'avancement! Mais chez les généraux, du moins chez ceux qui se croyaient illustres, le zèle de courtisan laissait beaucoup à désirer. Parader derrière Bonaparte en simples figurans, leur semblait une humiliante corvée et ils s'y dérobaient avec entrain...

Ce jour-là, ils n'étaient pas nombreux. Brigadiers ou divisionnaires, ces « grands chefs » portaient encore, en l'an X, le glorieux uniforme de Marengo et de Hohenlinden : l'habit bleu à paremens et à collet rabattu, écarlates et feuillagés d'or; le chapeau à panache, piqué d'étoiles d'argent; la ceinture de soie tricolore; les hautes bottes; le sabre de cavalerie, au fourreau de métal et de velours. Ni moustaches, ni barbe, sauf de courts favoris, sur leurs visages rasés à l'ordonnance. Çà et là, chez les vieux, des coiffures tressées en queue de rat; mais les

jeunes avaient conservé la mode muscadine des longs cheveux tombans, des crinières bichonnées et flottantes. Par la taille, la robuste carrure, plusieurs de ces lions bien frisés faisaient de magnifiques colosses. Très fiers de leur stature et connaissant toutes les splendeurs de leur plastique, ils portaient beau, déployaient des grâces militaires, et dressaient haut la tête sur la cravate à triple tour. Le Tondu, le petit caporal à simple redingote grise, vint se camper devant eux; il souleva faiblement son chapeau et promena un regard soupçonneux sur ces groupes étincelans. Aussitôt, un profond silence, — le silence de la discipline; le silence aussi de la peur. Quelques brèves paroles furent échangées, puis s'engageant sous le dôme, Bonaparte gagna l'escalier d'honneur. Alors, avec un grand fracas, des cliquetis de sabre et des crissemens d'éperon, généraux, aides de camp, officiers d'ordonnance, tout un brillant cortège descendit à sa suite. Sur les marches, les grenadiers et les chasseurs de la Garde présentaient les armes ; des figures d'invités se penchaient entre les baïonnettes : assurément, un attentat aurait alors été d'accomplissement facile...

Devant la vaste baie, porte monumentale du Château, et ses colonnes fleuries à chapiteaux ioniques, Désiré, le cheval blanc, piaffait d'impatience. C'était, bien connu de l'armée entière, un élégant genet d'Espagne, cadeau du roi Catholique, présent d'un protégé à son protecteur. Des harnais magnifiques! L'enthousiaste Nodier nous les a décrits en style de maquignon rehaussé de lyrisme pindaresque : « Le caparaçon est de velours nacarat! Le mors, les bossettes, les étriers, tout est en or ! Et sur cet animal, le plus grand homme de l'univers !... » Bonaparte se mit en selle; les drapeaux de la Garde s'inclinèrent; il salua, et soudain, piquant des deux, partit à toute bride. Roulant sur sa monture, — il était médiocre cavalier, — le Consul se dirigea d'abord, à droite, vers l'infanterie de bataille. Et derrière la redingote grise galopait la troupe empanachée des généraux, les aides de camp aux aiguillettes dorées, les dragons et les cuirassiers aux casques brasillant sous le soleil, les hussards et les chasseurs qui laissaient flotter la pelisse, — cavalcade emportée et symbolique où, dans un nuage de poussière, aux bâtteries des tambours, aux sonneries des trompettes, passait comme un ouragan « l'Homme de la Destinée. »

D'ordinaire, les manœuvres du quintidi étaient pour Bona-

parte une sévère et très longue revue d'inspection. Il mettait pied à terre, entrait dans les rangs, examinait avec soin l'état des armes, la qualité des équipemens ; souvent même il faisait commander l'exercice, exécuter jusqu'à l'école du soldat. Bon garçon, d'ailleurs, et camarade avec le troupier, le tutoyant sans brusquerie, provoquant ses doléances sur la gamelle et le rata, recevant des pétitions qu'on lui présentait fichées dans le fusil, distribuant aux mieux notés des armes d'honneur, pinçant l'oreille des « mauvaises têtes ; » bref, très affable avec sa « chair à canon ; » mais dur, bourru, brutal pour l'officier qu'il jugeait incapable ou prévaricateur. Telle était sa manière. La minutie de ses analyses lui servait à construire d'impeccables synthèses. Étudiant, homme à homme, chacun de ses régimens, il connaissait à fond son armée tout entière : ce génie merveilleux fut autant fait de patience laborieuse que de soudaine inspiration... Commencées dès midi, plusieurs de ces parades se prolongeaient jusqu'à cinq heures du soir. Et durant ce temps, ministres, législateurs, fonctionnaires, se morfondaient dans le Château; les officiers d'escorte restaient en selle ou piétinaient dans la cour. Un tel sans gêne à leur égard exaspérait les généraux. Pas de dîner, de théâtre possibles, avec ce tatillon, cet impatientant chercheur de vétilles ! Mais Bonaparte n'avait cure de leur plaisir, et se gaussait de leur méchante humeur...

Aujourd'hui, toutefois, il ne s'attardait pas à ses inspections coutumières. Il passa au galop devant le front des régimens, puis vint se poster en face du Palais, à sa place habituelle pendant les défilés. Au milieu de la cour, les musiques de la Garde attaquèrent un pas redoublé ; les trompettes de la cavalerie leur répondirent, et le défilé commença. Rapidement se succédèrent les habits bleus à revers blancs des 33e, 39e et 64e d'infanterie de bataille ; les bonnets à poil des grenadiers et des chasseurs à pied de la Garde ; les casques à peau de tigre des 9e et 19e dragons ; les oursons des grenadiers à cheval ; les colbacks des guides, à l'uniforme vert rehaussé d'amarante. L'artillerie enfin, avec ses lourds canons montés sur des chariots, termina le défilé... Et maintenant, allait-on ouvrir les grilles si longtemps closes, permettre au populaire d'approcher, d'entourer, un instant, le Consul ? Non ; Bonaparte s'éloigna au galop dans la direction du Palais. Déjà, les porteurs de suppliques s'étaient élancés à sa rencontre : on les écarta. Il descendit de

cheval et rentra dans le Château ; la périlleuse revue s'était achevée sans attentat.

Bonaparte, cependant, après une courte halte auprès de Joséphine, venait de regagner ses appartemens de réception. Déjà les généraux l'y précédant attendaient dans un premier salon : leurs aides de camp les avaient suivis. Au cours de la parade, le nombre s'était encore accru des officiers désireux de figurer dans le « cercle » consulaire. Maintenant, des fantassins, chefs de brigade ou de bataillon, des inspecteurs aux revues, des commissaires ordonnateurs, de simples médecins militaires plaquaient leurs uniformes contre les filets d'or de la boiserie. Rangés autour du salon et formant un ensemble d'éclatantes couleurs, ces panaches, ces brassards, ces épaulettes, ces dolmans, ces sabretaches appartenaient à tous les corps de l'armée française, de cette armée envahissante, épandue aujourd'hui du Zuyderzée batave aux maremmes de l'Étrurie et jusque sur les rivages de l'Adriatique... De nouveau, un profond silence. C'était l'heure des palpitans espoirs, l'instant aussi des craintes angoissantes : Bonaparte commençait le tour de « l'assemblée. »

Il s'avançait avec lenteur, regardant, observant, fouillant des yeux les rangs serrés de tous ces militaires. L'absence de certains généraux lui faisait froncer les sourcils. Certes, il apercevait plusieurs de ses fidèles, les familiers de la Malmaison, ses créatures : Soult, Davout, Bessières, Mortier, le camarade Junot, le jeune Marmont, son gendarme Savary, cet excellent Lefebvre, beaucoup d'autres encore. Mais les chefs principaux de ses armées, Masséna, Augereau, Macdonald, Lecourbe, Delmas, — où donc étaient-ils ? Pourquoi cette abstention voulue de paraître à ses réceptions ? Était-ce hargneuse jalousie, ou quelque chose de plus grave encore ? Alors, et comme toujours, sa pensée se reportait vers Moreau, — Moreau, l'ami, l'espoir, le jouet de tous les opposans ; Moreau l'envieux, Moreau le faible et pauvre sire que deux « furies tenaient en laisse » : son « caporal de belle-mère » et son « casse-noisette d'épouse. » Comme il le détestait !... La présence d'Oudinot lui fit pourtant plaisir. Assurément, il se méfiait d'un tel sournois, gaillard sachant « manger à deux gamelles, » fréquentant chez Moreau, courtisant néanmoins Bonaparte : des « manières qui ne menaient à rien. » Il

savait gré, toutefois, à ce divisionnaire, d'être un soldat discipliné, docile, exact dans le service. Voulant donc se montrer aimable avec un homme à ménager, il s'arrêta pour causer avec lui... Et soudain, parmi les inconnus qui entouraient le général, il aperçut un colonel, hussard à dolman brun, tresses argentées et pelisse bleue...

Oh ! celui-là, il le connaissait bien : Fournier, ce beau François Fournier, l'enfant chéri des dames, le galant aujourd'hui préféré de la citoyenne Hamelin. Mais Bonaparte goûtait peu ce Lovelace : mauvaise tête, critiqueur, jacobin ; jadis créature de Barras, camarade à présent de tous les mécontens ; de plus, grand faiseur d'équipées, provocant des querelles, présidant aux bagarres, joueur incorrigible, duelliste impénitent : — si redouté et si redoutable pour son adresse au pistolet !... Eh quoi ! ce risque-tout, cet homme d'audace et de coup de main avait chevauché, tout à l'heure, parmi les officiers de l'escorte consulaire ? Comment se trouvait-il encore à Paris ?... Il avait pourtant reçu l'ordre de regagner sa garnison : Lanciano, au fin fond des Abruzzes, dans les profondeurs de la Botte Italienne, — loin, très loin du Consul... Pourquoi donc n'avait-il pas obéi ?...

Brusquement Bonaparte l'apostropha : « Ainsi, encore et toujours à Paris ? » Le hussard avait sans doute préparé sa réponse : « Oui, encore à Paris, pour affaire de service. » Mais Bonaparte la connaissait « l'affaire de service : » Frascati, les tripots du Palais-Royal, la chambre à coucher de sa Mme Hamelin... peut-être même de ténébreux projets. A d'autres la belle histoire !...

Fournier, cependant, forgeait une excuse, fournissait des raisons : « Là-bas, dans la bicoque de Lanciano, les hussards de la 12e moisissaient et perdaient patience : ils se croyaient déportés. Leur retour en France devenait nécessaire. Au surplus, le ministre l'avait promis et... » — « Il faudrait d'abord savoir obéir, rejoindre au plus tôt votre poste ! » C'était un ordre péremptoire ; le chef de brigade s'inclina : « il obéirait. » — « Sans trop tarder, j'espère ? » — « Sans tarder. »

Soit !... et Bonaparte s'éloigna.

III. — UN CONQUÉRANT ET SA CONQUÊTE

L'officier que le Premier Consul venait de traiter avec une telle rudesse était pourtant l'un des plus braves d'entre les braves de ses armées. A vingt-six ans le Directoire l'avait promu chef de brigade, et les appréciateurs de sa vaillance l'appelaient déjà « le premier hussard de la République. »

François Fournier, ce fameux Fournier-Sarlovèze, était né le 6 septembre 1773, en un pays non moins gascon que la Gascogne, Sarlat du Périgord, et sous le toit d'un brandevinier. Son père tenait, dans la petite ville, un cabaret à la mode que fréquentaient surtout les cajoleurs de la dame de pique. On jouait beaucoup dans ce « brandon, » et peut-être la vue du tapis vert paternel provoqua-t-elle chez François cette passion effrénée des cartes qui fit plus tard de lui la providence de tous les brelans. Au reste, il conserva toujours l'insouciante philosophie apprise au tripot natal, aventurant sa vie comme il risquait sa bourse, et traitant ses amours à la façon de l'as de cœur. De bonne heure, sa famille avait rêvé pour le garçonnet de hautes destinées : « Ah! si nous pouvions en faire un huissier ! » On avait donc confié cette jeune âme aux soins procéduriers d'un procureur. Bien dressé par son maître chicaneau, un certain Lavelle, Fournier acquit très vite une rare connaissance de la paperasserie juridique : « le premier légiste de l'armée, » a dit du « premier des hussards » le facétieux Thiébault. Mais tapageur, insoumis, beaucoup trop espiègle, coutumier de gamineries fâcheuses, recevant, a-t-on dit, des écus, et ne versant à son patron que des gros sous, le petit clerc s'était entendu congédier : déjà le galopin « hussardait » les avoués ! Tel fut, d'ailleurs, le début dans la vie de maints soldats, héros de la Révolution : des garnemens d'abord, et le souci de leur famille, puis brusquement devenus les champions du drapeau, l'honneur et la fierté de leur pays...

Au premier appel de la « Patrie en danger, » le farceur de basoche était accouru à Paris, pour revêtir l'uniforme. Alors, des chevauchées épiques, des coups d'estoc et de taille, des charges menées à toute bride contre les vils tyrans et les hordes esclaves. « Escadrons en avant! » Et, dragon de la 9e, chasseur de la 16e, aux armées du Nord et de Sambre-et-Meuse, à Fleurus

et à Stockach, le cadet de Sarlat avait fait « avaler son sabre » aux pandours et aux kaiserliks. Alors aussi, les galons, l'épaulette. Au galop de son cheval, l'avancement de Fournier fut rapide, — si rapide même qu'il en ressentit comme un vertige ; sous-lieutenant, lieutenant, capitaine, chef d'escadrons, en moins de deux années :... un brave assurément !

Oui, certes, un brave, mais de plus, un malin ! En ces jours de jacobinisme, l'habile homme s'était déclaré jacobin, et la jactance de ses principes n'avait point nui à sa fortune... Dès sa vingtième année, deux professeurs de sans-culottisme lui avaient façonné une âme : deux purs entre les purs, un ex-calotin et un chasseur à cheval, Chalier et Labretèche. De Chalier, le Marat lyonnais, si vite panthéonisé dans une urne, les leçons n'avaient pas duré bien longtemps ; mais aux chasseurs de Labretèche, près d'un Léonidas lorrain, l'enseignement s'était prolongé durant plusieurs campagnes. Un sabre vraiment vertueux, ce Bertèche dit Labretèche, traqueur d'aristocrates, pourvoyeur de « Charlot » et de sa faucheuse, féal de Robespierre, aussi incorruptible que l'Incorruptible lui-même ! Quarante-deux cicatrices couturaient le corps de ce dur à mourir, et chef de brigade il promenait dans sa cantine une couronne quiritaire décernée par la Convention. Auprès d'un tel Mentor, Télémaque dut entendre de bien sublimes préceptes. Il en profita, et beaucoup trop sans doute, car après le 9 thermidor, on l'avait destitué...

Destitué pour cause de vertu, de civisme ! Sa morale jacobine avait tout d'abord protesté, furieuse... Mais, bah ! « vivons et aimons, » nous a dit le poète. Et le martyr Fournier était venu s'installer à Paris. La République appartenait, en ce moment, au Directoire ; Barras trônait au Luxembourg, et, délivrée de la Terreur, la France se démenait en un délire de carnaval. A Paris, l'élève de l'austère Bertèche se rua dans le plaisir, mais un plaisir à sa manière : il courtisa la femme sensible, fréquenta les tripots, se gourma dans les balthazars. Compagnon peu commode, moqueur et harpailleur, distribuant la chiquenaude, et n'aimant pas la recevoir, il houspilla les croupiers trop chanceux, et tapa fort sur les Tape-Dur. Les maisons de jeu et les tabagies devinrent, pour ce vaillant, de nouveaux champs de bataille, d'autres sanglans Fleurus. Ses prouesses au café Carchy, un « antre muscadin, » ou de bien mignons mirliflores sifflaient

la République, sont demeurées célèbres. Oh! ce fut, celle-là, une bagarre mémorable, nocturne prise d'assaut, à la rouge clarté des quinquets, par un soir glacé de nivôse. Les freluquets à collet noir, les va-nu-pieds à carmagnole s'étrillèreut avec frénésie, et la mêlée fut homérique des gourdins royalistes et des sabres patriotes. Désireux d'échiner les Incroyables, de briser le bec de jolis merles qui le chansonnaient, Barras avait lui-même organisé la bataille, et soudoyé les assaillans. Le résultat fut magnifique. Toute une douzaine de muscadins tomba, blessée, sous le comptoir de la limonadière, et parmi eux Fournier qu'ensanglantaient six nobles estafilades. Il se releva, néanmoins, et, l'épée haute, put se frayer passage. Par chevalerie peut-être, peut-être aussi par dilettantisme, cet amateur des belles assommades s'était joint aux royalistes pour rosser sans vergogne les vengeurs de son gouvernement. Un paladin!... Et cependant l'ingrat venait d'être nommé chef de brigade : il avait à peine vingt-six ans.

Colonel? fort bien! mais Fournier voulait, à présent, devenir général. La prestigieuse fortune d'un Hoche et d'un Marceau, d'un Bonaparte et d'un Joubert, ayant commandé en chef avant leur trentième année, faisait extravaguer tous ces soldats du Directoire. Sa ferveur jacobine s'était attiédie; il ne croyait plus guère aux dieux qu'avait adorés son adolescence; un culte plus pratique les remplaçait : la religion de l'avancement... L'avancement! Mot féerique pour les militaires, sous toutes les monarchies, dans toutes les républiques! Ils ne sont pas nombreux les gagneurs de batailles qui, dans la tuerie d'un combat, affrontant la gueule des canons, songent plutôt à remplir un devoir qu'à butiner des récompenses. Les Fabricius tant chéris de Rousseau n'ont jamais abondé dans l'histoire, et le narquois Fournier n'était point un de ces niais sublimes... L'avancement! Décrocher au paradis de la rue de Varenne, dans les bureaux de la Guerre, ces étoiles d'argent que l'on piquait sur un chapeau à panache, — son rêve désormais tenace, la hantise de ses veilles, son obsession!...

Les jours cependant avaient passé, rapides; rapides aussi, les ministres et leurs gouvernemens. Effondré dans sa pourriture, le Directoire n'existait plus : Bonaparte, maître absolu de ses armées, disposait à lui seul de l'épaulette. L'ancien chasseur de Labretèche n'en était pas connu, et devinait, pesant

sur lui, de lourdes malveillances. Solliciteur éconduit, cet agité commençait à perdre patience : « Oh ! si du moins, mon général, je pouvais combattre sous vos yeux ! » Or le Consul le vit bientôt à l'œuvre, durant sa deuxième campagne d'Italie, la « campagne téméraire » qu'aimait tant à critiquer Macdonald. Venu de l'Armée de l'Ouest où, dans les chemins creux, il étraquait les Chouans de la brousse, Fournier commandait alors la 12e de hussards : les dolmans bruns et pelisses bleues. Entraînant ses lurons aux cadenettes tressées, il se montra superbe de vaillance. Dans la vallée d'Aoste, au long des cascatelles bleutées de la Dora, sous les escarpemens pierreux qui surplombent le Piémont, ses cavaliers chargèrent, et ils chargèrent encore dans la plaine, parmi les champs de maïs, les vignes en berceau, les mûriers : à la Chiusella, à Montebello, à Marengo enfin. Là surtout leurs coups de pointe avaient défoncé les plus solides bataillons autrichiens, aidé le retour offensif de Desaix, et contribué à la victoire. Mais Fournier n'avait pas obtenu les étoiles : « Trop jeune... » « Et toi-même, Bonaparte ! » dut ricaner de rage le colonel déçu... Une haine furieuse venait d'entrer au cœur meurtri de cet ambitieux.

Trop jeune, et de toutes les façons !... Divers dossiers de police nous ont décrit les traits comme la tournure de celui qu'on nommait le beau Fournier. Mais leur style de mouchard se borne à signaler : « une taille de 1 m. 75, des cheveux et des sourcils noirs, un front bas, des yeux bleus, un nez long et gros, des lèvres épaisses, un menton pointu, un visage rond marqué de petite vérole. » Allez donc découvrir, dans cette prose à l'usage du gendarme, le charmeur de tant de minois à la mode, aspasies parisiennes ou pénélopes de départemens ! Non, et l'admirable portrait de Gros est bien autrement suggestif. Fièrement campé sur un champ de bataille, le sabre à la main droite, son poing gauche appuyé sur la hanche, tout galonné et tout soutaché, François Fournier se cambre, un peu bravache, et porte haut la taille. Sa tête se dresse dédaigneuse, voire insolente, sur le collet de sa pelisse ; ses cheveux ramenés « en coup de vent » dissimulent l'étroitesse du front, ses sourcils bien arqués abritent des yeux au regard hautain ; ses lèvres sont sensuelles, et le « menton pointu » se perd dans les plis noirs de l'énorme cravate. Irrésistible ! Tel cet homme devait apparaître, lorsque, entre deux campagnes, il s'attaquait au cœur des roma-

nesques citoyennes. D'ailleurs, des amours éclectiques; de galantes prouesses pour tous les genres de belles, sous toutes les latitudes, dans toutes les garnisons! La légende s'en était mêlée, et la liste de ses victimes dépassait en longueur l'amusant catalogue de don Juan. La Parisienne, toutefois, et surtout la phryné, semblent avoir été son régal favori. « Je pourrais parier, affirmait-il, que des Champs-Élysées à la Bastille, toutes nos demoiselles de nuit ont eu l'honneur de me connaître. » C'était assurément beaucoup, même pour un pareil athlète. Au reste, possédant les mille fascinations qui troublent et font capituler des vertus plus farouches! Poète en ses loisirs, il savait, rimaillant le bouquet à Chloris, rendre pensive, agitée, puis traitable, la pruderie des Lucrèce; il troussait non moins lestement ces couplets égrillards qui se détaillent dans les senteurs du punch, sous la fumée des pipes. De plus, joli chanteur de salon, barytonnant et fiorituant comme un autre Martin. Sa voix profonde faisait bien des ravages, quand s'unissant aux soupirs de la harpe, il exhortait la femme sensible à oser connaître l'amour :

Le printemps vient : hâtons-nous d'être heureux!

Les maris, il est vrai, goûtaient peu ces mérites, mais Faublas ne daignait pas les apercevoir; même il s'avisa, certain jour, de faire jeter au poste un dandin trop gênant : espièglerie à la hussarde...

Ils se résignaient donc. Mieux valait, d'ailleurs, pour un placide bourgeois, courber le front sous l'infortune que d'amener sur le terrain un diable d'homme, expert dans l'art de tuer. Très mauvaise tête, voire assez méchant cœur, le galant passait pour le plus raffiné duelliste de toute la cavalerie française. Sa main, de première force au jeu du sabre ou de l'épée, excellait à tailler « d'élégantes boutonnières; » mais les Bercheny comme les Chamborand admiraient plus encore l'habile tireur de pistolet. Un maître incomparable, celui-là, un merveilleux artiste! A vingt pas, disait-on, il coupait une fleur sur sa tige, ou de sa balle mouchait une chandelle. Mais hélas! de si nobles talens l'avaient rendu par trop virtuose : le colonel faisait abus de son mérite. Pour la moindre goton, il prodiguait des gifles; ses duels étaient non moins fréquens que ses bonnes fortunes : l'enfant chéri des dames marchait environné d'une auréole de sang... Aussi tant de fredaines et de faridondaines, d'ingénues subornées, d'épouses

menées à mal, d'époux battus et pas contens, effarouchaient une grincheuse morale : ce magnifique Fournier n'était pas au goût de certains rigoristes. « Le plus mauvais sujet de l'armée ! » a dit d'un tel Lauzun, l'austère, doctrinaire et parlementaire Pasquier... Mauvais sujet, sans aucun doute ; mais les autres porteurs de colbacks étaient-ils donc des Éliacin ? Et puis, ce chancelier à simarre janséniste pouvait-il rien comprendre aux femmes et aux hussards?

Telle était, simplement esquissée, la fantasque figure du colonel à dolman brun et pelisse bleue, ce pittoresque et légendaire Fournier. Avec son insolente et superbe vaillance, son amusante indiscipline, ses élégances mondaines, ses perversions raffinées, il est demeuré le type accompli d'un hussard de l'an X. Notre morale bourgeoise n'a jamais rien compris à ces preux d'autrefois ; elle a voulu souvent les condamner, mais leur sabre, gagneur de batailles, a bien su les défendre. Ayant pour grand honneur l'honneur de son drapeau, Fournier, tel qu'un autre Montbrun, a foncé, glorieux, en pleine épopée nationale, et le « plus mauvais sujet de l'armée » restera populaire en notre pays de France qui toujours raffola des mauvais sujets.

Pour l'instant, toutefois, ce cœur indépendant semblait devenu esclave, « esclave de la Beauté. » Celle qui venait enfin de fixer le volage était une sémillante divinité, Vénus créole, — d'aucuns prétendaient octavonne, — grande amie de la « consulesse » Joséphine, zézayant avec elle le doux jargon des Iles, et amusant cette désœuvrée par ses indiscrétions cancanières : la très fameuse Mme Hamelin.

Jeanne-Geneviève-Fortunée Lormier de Lagrave avait alors vingt-neuf ans. De sang tout à fait bleu, — du moins l'affirmait-elle, — la créole était née à Fort-Dauphin de Saint-Domingue, dans l'île, en ce moment révoltée, où le noir à si beaux panaches, Toussaint-Louverture, faisait le petit Bonaparte. Son père, colon gentilhomme, Jean de Lagrave, avait jadis été un riche planteur, possédant des sucreries, des habitations, des « hottées, » des « places à vivre, » des « maisons de placement ; » mais l'incendie allumé par les nègres venait de réduire en cendres toute la richesse de ce « pâlot. » Fortunée n'avait point grandi à l'ombre des cocotiers, au rythme des bamboulas : venue jeunette, en France, elle s'y était mariée, dès l'âge de

quinze ans. Un bel hymen, en apparence, et très argenté ! L'époux, fort jeune lui-même, était un homme de finance, lignée de fermiers généraux, M. Hamelin; amoureux d'ailleurs assez laid et Céladon grincheux. Mais il mettait aux pieds de la mignonne épouse de nombreux écus, un hôtel, un blason : Turcaret portait d'or à la rose de gueules épanouie, ingénieux et galant symbole. Hélas! l'union mal assortie devait tourner bien vite au « mariage à la mode : » Roméo s'était montré jaloux, et Juliette, un peu bien frétillante. Durant quelques années, Monsieur avait querellé Madame dans leur triste maison de la rue Taitbout : il geignait, le pauvre homme, il grognait, tandis que dans la rue grondaient les « ça ira » des patriotes. Enfin, il avait émigré. Libre alors, au milieu d'un peuple libre, Fortunée s'était montrée, sans peur, au grand soleil de la Révolution...

Elle se montra surtout durant la bacchanale du Directoire, aux temps des chlamydes échancrées et des corsages révélateurs. Émule de Notre-Dame de Thermidor, la citoyenne Hamelin, se parant de la simple nature, devint aussi déesse et très déesse. Ce fut la merveilleuse, peut-être la moins vêtue d'entre ces nudités qui se trémoussèrent chez Barras; ce fut encore l'une de ces « jambes de nymphe » qui, au Palais-Égalité, aux Tuileries, à Mousseaux, traînèrent à leur remorque les muscadins lorgneurs. Insensible, du reste, aux effaremens de la pruderie, se moquant des censeurs autant que des bégueules ! On la blâmait, on la diffamait, on l'outrageait même : elle n'en retroussait que davantage les pans de sa tunique athénienne. Mais à singer ainsi les citoyennes Laïs, cette favorite des mirliflores se mérita bientôt le plus fâcheux renom. « Galante et intrigante, » grommelaient les moralistes, et les plaisantins ajoutaient : « Le premier polisson de France! »

Petit et noiraud, avec un nez trop court, des lèvres charnues, des cheveux frisottans, certes, ce « polisson » ne pouvait passer pour joli ; mais il avait une gentillesse émoustillante : sa laideur même était une séduction. De ses yeux noirs, très grands et pailletés d'or, se dégageait un charme capiteux, toute une griserie sensuelle. Sa taille menue et bien cambrée, sa démarche onduleuse et provocante, la façon alanguie dont la fluette poupée aimait à danser la gavotte, causaient aux autres Eucharis de jalouses fureurs. La danse, en ces jours de Vestris et de Gardel, était un art des plus subtils; mais nul n'en savait mieux les

enjôlemens que ce laideron ensorceleur, Fortunée Hamelin. Lorsqu'elle mimait dans un salon le fameux « pas de châle, » un cercle se formait autour d'elle, et pour mieux voir l'almée, les amateurs se hissaient sur les chaises. Bonne écuyère aussi, on la réputait pour sa maîtrise à conduire un cheval. Souvent, vêtue d'un travesti : culotte dessinante, redingote et spencer, l'amazone prenait part aux plus extravagantes cavalcades. En outre, de l'esprit, beaucoup d'esprit; une verve incisive, une dent à l'emporte-pièce! On citait ses bons mots, on colportait ses épigrammes. Ayant pratiqué tous les mondes, elle en connaissait le langage, et l'à-propos de sa causerie ébahissait ses adorateurs : « Incroyable! Petite parole d'honneur : un génie incroyable! » La déesse savait parler de l'Œil-de-bœuf avec Ségur, du cinq pour 100 avec Ouvrard et d'entrechats avec Trénitz!... Oui, certes, une femme de rare intelligence! Ruinée à Saint-Domingue et séparée de son mari, la citoyenne faisait pourtant figure, occupait un hôtel, avait ses réceptions, tenait des assemblées. Comment? Par quel miracle d'économie? Assurément, sa chambre moresque et son lit à l'étrusque devaient recéler de surprenans secrets.

En 1802 cependant, la délurée petite personne commençait à se transformer en femme politique...

La « femme politique » était alors, — a-t-elle beaucoup changé depuis? — une assez bizarre créature, très attirante, fort captivante, mais bien dangereuse à fréquenter. Férue d'amour pour son gouvernement, et sans cesse aux écoutes, elle recueillait dans maints salons les propos séditieux, les « clabauderies, » les simples médisances, composait des rapports, les adressait à la police. Une espionne? Oh ! non pas, mais une donneuse d'avis : elle renseignait et ne dénonçait pas. Pourtant, circonstance aggravante, ces femmes de tant de zèle cachaient très soigneusement leurs noms. Chaque jour arrivaient au ministère de la Police de nombreux poulets doux, fleurant la bergamote, signés Dumont ou bien Dupont, Estelle, Malvina ou Rosalie. Mais c'étaient là des cryptonymes qui sentaient le mouchard et masquaient souvent des dames de haut parage ou des bas bleus d'aimable renom. Fouché employait de grand cœur la femme politique, la traitait avec déférence, et parfois lui parlait d'amour. Il la voulait, cependant, d'apparence ingénue, — chanoinesse de Chastenay, par exemple, ou « belle à cheveux de soie » et mar-

quise de Custine. Chateaubriand, qui longtemps raffola de cette blonde amie, n'en soupçonna jamais les mystérieux talens. Quant à Mme Hamelin, le pudibond ministre la trouvait beaucoup trop cavalière. Cette diseuse de mots crus choquait sa bégueulerie oratorienne; même il voulut plus tard la coffrer aux Madelonnettes. Mais Bonaparte causait plus volontiers avec la confidente de Joséphine, et la faisait ainsi politiquer.

Tous deux se connaissaient, de vieille date. Général Vendémiaire, le maigre Bonaparte avait maintes fois dîné avec la merveilleuse, en cette Chaumière cossue où l'enflammé Tallien enchâssait son idole, l'ingrate Thérésia. Il l'avait rencontrée encore à son retour d'Égypte, parmi les agités qui déjà courtisaient sa fortune, dans la maison conspiratrice de la rue Chantereine. Bien plus, mari jaloux, il était venu certain jour consulter cette amie : « Son épouse le trompait ! Fallait-il divorcer? » Mais sérieuse, encore que ricanante, la citoyenne Hamelin l'avait doucement morigéné. « Eh quoi! faire un esclandre! Lui, le vainqueur des rois vouloir s'avouer... vaincu et très vaincu dans son ménage! Comme on allait le nasarder! » Et Bonaparte avait compris. Depuis lors, rentré dans la chambre conjugale, il ne découchait plus et pratiquait le lit commun avec ostentation. Aussi avait-il conservé pour la sage conseillère un souvenir reconnaissant. Dans sa gratitude, il l'employait maintenant aux plus discrètes diplomaties, — la faisant regarder, la priant d'écouter. Elle écoutait, elle regardait, et devenait alors féconde épistolière. Troussées d'une plume alerte, les lettres politiques de l'avisée Mme Hamelin étaient et sont encore un régal de haut goût. Bonaparte en appréciait la saveur égrillarde, et plus tard, sous la Restauration, le duc Decazes, un autre connaisseur, y trouvait ses délices. Au surplus, de mignonnes « épingles, » argent bien accueilli, récompensaient un zèle ingénieux et de secrets avis. Ces dons de l'amitié se transformèrent bientôt en une pension annuelle : douze mille livres d'abord, puis vingt, trente et jusqu'à cinquante mille francs, — un beau denier d'observatrice!... Et c'est ainsi que Napoléon voulut toujours comprendre le mérite des femmes politiques.

Or, en ce mois d'avril 1802, l'inconstant Fournier faisait le plus récent caprice de la charmeresse. Lui-même, d'ailleurs, ne se croyait qu'en simple bonne fortune. Aventure printanière,

pensait-il, courte folie, devant durer le temps que durent les primevères et les permissions de trois mois : une « passade, » et rien de plus ! Pourtant, la permission de trois mois avait pris fin ; mais le galant ne semblait pas vouloir regagner les Abruzzes. Il prolongeait son séjour à Paris, demandait un nouveau congé, inventait raisons et prétextes pour ne point partir : l'amourette venait de tourner à l'amour. Conquis soudain par sa conquête, il cueillait ardemment l'heure brève, les jours et les nuits rapides. Sans cesse en parties de plaisir, redoutes ou bombances, ce bien-aimé du printemps de l'an X accompagnait sa brune amie aux bals de la Chaussée d'Antin comme aux soirées des Ministères, dansait des monacos ou valsait avec elle, la voiturait au bois de Boulogne, l'amenait déjeuner chez le traiteur de Bagatelle, dans la rotonde aux miroirs indiscrets et, Sigisbée lorgné de toute une salle, affichait son bonheur aux Italiens ou à l'Opéra. Pour lui, l'hôtel de l'aimable Fortunée, une jolie bonbonnière cachée dans les verdures, en face de Tivoli, n'avait plus de mystère : il en connaissait les détours, la chambre à coucher et l'alcôve. Souvent même, au sortir de quelque brelan, il y venait chercher bon souper, bon gîte et le reste, car jamais la chère âme ne lui refusait rien : une idylle !...

Mais tandis que cet imprudent faisait jaser la pruderie médisante, un gros péril le menaçait : la malveillance de Bonaparte.

IV. — INVITATION DE CAMARADE

La rogue et déplaisante façon dont le Premier Consul venait de tancer un militaire sans discipline avait eu de nombreux témoins. Fournier évidemment n'était pas en faveur; chacun s'écartait donc d'un tel pestiféré. Déjà, et dès 1802, la crainte qu'inspira toujours Napoléon, enlevait toute indépendance au caractère de ses officiers. Ils savaient qu'à Paris de furtifs regards surveillaient leur conduite, et redoutant les délateurs, ils évitaient de se compromettre.

Oudinot, pourtant, se rapprocha du colonel.

Ils s'étaient souvent rencontrés, l'un et l'autre, et même, certain soir, en d'inoubliables circonstances: au café Carchy, lors de la sanglante assommade. Attablé par hasard dans l' « antre royaliste, » Oudinot avait eu sa part des horions muscadins, attrapé aussi quelques caresses des patriotes. Plus tard, d'autres

combats, — moins plaisans, il est vrai, — Mincio, Bucilingo, Tavernella, les avaient mis en rapports de service. Dailleurs, divisionnaire et récemment chef de l'état-major à l'armée d'Italie, Oudinot traitait le chef de brigade comme un simple sous-ordre. Mais soldat de fortune et naguère exalté jacobin, l'ancien caporal de Médoc-Infanterie appréciait le passé politique du célèbre hussard: un cavalier, — cas extraordinaire! — était au goût de ce fantassin.

Sans aucun souci des mouchards, il venait donc convier son compagnon d'armes à un dîner de camarades: invitation pour le jour même, à la campagne, dans la senteur des bois. Oh! non pas un festin de Lucullus, mais un cordial repas d'amis. Absence complète de dames; on serait entre militaires. « A ce soir, sept heures, au château de Polangis. » — « Trop honoré, mon général! » et le colonel s'esquiva aussitôt.

De passage à Paris, Fournier n'était pourtant pas descendu à l'auberge. Il logeait, depuis six décades, près de la Cour des Messageries, dans une maison bourgeoise de la rue Notre-Dame-des-Victoires. Mais son appartement meublé n'était pour lui qu'un pied-à-terre, un simple camp volant, destiné aux visites du tailleur, du bottier, ou du « merlan » artiste capillaire. Humide, obscure et fort étroite, avec son vacarme incessant de diligences et de postillons, la rue Notre-Dame-des-Victoires offrait d'insuffisantes délices à cet inlassable batteur du pavé parisien: son quartier général était, de préférence, établi en des lieux moins moroses. Et cependant, une chambre de son garni contenait de périlleux secrets, car dans certains tiroirs d'un bureau d'acajou, il avait entassé des lettres et de la poésie.

Pour la plupart, ces lettres étaient des poulets parfumés, de tout récens billets de femmes. Bien qu'épris ardemment d'une « adorable amie, » Fournier, vraiment trop éclectique, rendait encore hommage à plusieurs autres « beautés. » Il venait même d'ébaucher, en tapinois, une galante aventure, histoire sans importance, pensait-il, mais qu'aurait pu trouver malpropre sa rancunière créole. Amourette de rencontre, la nouvelle bergère était une vieille cocote encore fort à la mode, ancienne marcheuse de l'Opéra-buffa, vertu déjà cotée aux jours du ci-devant Roi, et qui, malgré tant d'états de service, attirait toujours l'amateur. Elle avait nom Adeline, et citoyenne achalandée, recevait ses

pratiques dans un logis cossu de la rue Vivienne... La catin et la femme du monde, Adeline complétant Fortunée, — c'était, ma foi! de l'esthétisme!...

Quant à la poésie, assez peu faite pour les Chloris, elle n'avait rien d'érotique. Dans sa rage contre Bonaparte, Fournier, rimeur si badin d'ordinaire, s'avisait aujourd'hui de manier la satire: lui, plus tendre qu'un Coupigny, se transformait en Archiloque. Le bureau d'acajou contenait aussi d'outrageantes fariboles décochées à l'ingrat Consul: de la prose et des vers, du trivial et du sublime, du Vadé et du Juvénal, des épigrammes, des fredons, des poissarderies, des capucinades, des calotines vengeresses. Dangereux cela! Un crochetage de serrure et la rafle de ces papiers pouvait mettre en fâcheuse posture l'auteur de pareilles plaisanteries, — et dame! les citoyens inspecteurs de police crochetaient, raflaient, puis empoignaient sans délicatesse. Mais Fournier n'avait jamais eu peur de l'écharpe d'un commissaire; peut-être aussi ignorait-il les hauts faits du jovial et terrible Pâques. L'humiliante algarade qu'il avait subie, tout à l'heure, venait d'exacerber sa haine. Tel qu'un vin mal cuvé, son vieux jacobinisme travaillait, à nouveau, l'élève de Labretèche: d'âpres souhaits de catastrophes, des vœux d'assassinat grondaient à présent en ce cœur irrité... Quand donc surgirais-tu, Brutus, destructeur des tyrans, sauveur des Républiques?

Pour l'instant, toutefois, il s'agissait d'aller dîner à Polangis. L'usage voulait, en 1802, qu'en dehors du service un officier ne portât pas son uniforme. Aux soirées mêmes du ministre de la Guerre, en ces bals où Julien, un Kreutzer mulâtre, conduisait l'orchestre, colonels, capitaines, lieutenans, tous dansaient en costume bourgeois. Aussi, se conformant aux lois que décrétait la mode, Fournier dut revêtir quelque pimpant costume paré: le frac marron à boutons d'or, la culotte noire, les escarpins. Telle était, d'ailleurs, la toilette que Moreau affectait d'exhiber quand l'illustre et grincheux personnage promenait ses boucles d'oreille dans un gala ministériel. Commode aux faiseurs de fredaines, l'habit du pékin était encore pour certains militaires une tenue de mécontens. Macdonald, Delmas, Lecourbe, se plaisaient à le porter, et certes, le colonel n'était pas un hussard satisfait... Sa voiture fut bientôt attelée. Homme des plus raffinées élégances, l'enfant chéri des dames évitait avec soin de se salir en fiacre. Il louait au mois, — les rapports de police nous l'appren-

nent, — un cabriolet à l'anglaise qu'il conduisait lui-même...

Ce jour-là, flâneurs et « gobe-mouches » purent donc apercevoir un fringant « petit-maître » qui remontait en rapide wiski la chaussée des boulevards. Le malheureux! Il ne se doutait guère qu'il parcourait, à tours de roue, une première étape vers la prison du Temple, sa morgue et l'un de ses cabanons.

V. — UN ROMAIN DE L'AN X

Non loin de Saint-Maur-les-Fossés, sur l'onduleux plateau qui domine la Marne, s'élevait alors le château de Polangis. D'aimable style Louis XV, avec fronton et œil-de-bœuf, chambranles et palmettes décorant les fenêtres, guirlandes à lacs d'amour fleurissant la façade, ce mesnil semblait égaré au milieu des bois. Un sombre parc et de profonds taillis enveloppaient cette blancheur de pierres, qui, clôturés par une muraille, se prolongeaient jusqu'aux méandres de la dormante rivière. Rien n'existe plus aujourd'hui de l'ombreux et romantique ermitage. Nos architectes spéculateurs ont sévi sans pitié; ils ont démoli le château, divisé, morcelé, déchiqueté boulingrins ou massifs, — et les sylvains, les dryades, les hamadryades de 1802 ont fui devant les moellons de nos entrepreneurs de bâtisses. A chaque siècle ses dieux; à chaque temps sa poésie.

Revenu récemment d'Italie, Oudinot habitait cette apaisante solitude, sans parvenir, toutefois, à y calmer son humeur chagrine. La situation d'un pareil rendez-vous de chasse avait déterminé peut-être le choix du général. Tous ces féaux de la Révolution affichaient aujourd'hui des goûts de gentilshommes, ayant chenils, veneurs et gens à bandoulière. Ils se plaisaient à canarder la plume, couraient avec passion le gibier à poil, — non pas à la façon de Talleyrand qui, disait-on, peuplait ses remises d'un lapin de chou nourri dans les clapiers; mais à la manière de Moreau achetant aux oiseleurs de la Forêt-Noire ses faisans et ses coqs de bruyère. Lecourbe surtout était un Actéon si enragé qu'il assommait de ses mains jacobines les braconniers et même les gardes. Oudinot, à vrai dire, se montrait moins marquis de Carabas; mais il aimait pourtant à déployer du faste. Ce jour-là, 5 floréal, il offrait donc un superbe dîner, repas plantureux de garçons, balthazar d'officiers, où l'on devait parler

batailles, canons, chevaux, avancement et sans doute aussi politique.

Le soir tombait; déjà le crépuscule d'avril épandait ses mélancolies sur les frondaisons naissantes, quand Fournier arriva enfin à Polangis. Il en franchit la grille, et pénétra dans une avenue qui conduisait à la cour d'honneur. Soudain, le colonel sauta de voiture: il avait aperçu l'un des invités d'Oudinot, le général Delmas, et s'empressait d'aller le rejoindre. Haut juché sur ses bottes, — ce Delmas était de taille colossale, — vêtu de l'habit bourgeois, mais son bicorne militaire campé sur l'oreille droite, le géant se dirigeait à pied vers le château. Il était austèrement venu par la patache de Saint-Maur, car moins sybarite qu'un hussard, il ne se voiturait pas en tilbury... C'était une âme antique, un Romain, un Spartiate; c'était aussi un fantassin ayant les mœurs et les manières du « pousse-cailloux. »

Le Limousin Antoine-Guillaume Muralhac dit Delmas avait alors trente-quatre ans. Une image populaire a reproduit les traits de cet énorme grenadier, et bien qu'assez grossière, nous fait connaître son visage. Il est fort laid, mais cette laideur de fier-à-bras a néanmoins de la beauté. Sur une cravate à triple tour il se dresse long, maigre, osseux, déjà quelque peu ridé; le nez se busque, volontaire; le front s'évase, dénudé; les rares cheveux grisonnent; les yeux luisent et semblent railler; des broussailles d'épais sourcils abritent la flamme de malicieux regards et, par ostentation d'élégance jacobine, une épaisse et noire moustache surmonte des lèvres charnues: deux anneaux d'or pendent aux oreilles du général... Cravate, anneaux, moustache — toutes ces vénustés de l'an III devaient, en 1802, exciter des sourires; mais Delmas n'avait aucun souci des caillettes et n'entendait complaire qu'aux troupiers, ses amis.

Il était né dans le bourg d'Argentat, en ce pays bossué, où la Maronne s'unit à la Dordogne; terre alors presque en friche, productrice toutefois de fayards et de chênes, de sabotiers et de tanneurs. Sol âpre, âpres habitans : Delmas fut le rugueux produit de ce terroir rugueux. Sa famille, assez riche, mais d'extraction bourgeoise, avait la roture vaniteuse : volontiers tous ces Muralhac prenaient les noms de leur varenne, de leur châtaigneraie, de leur pigeonnier. Le père d'Antoine-Guillaume, — un mutilé de la guerre de Sept ans, — se titrait de

« Messire Pierre Delmas, seigneur du Chastainier, d'Eyssard et autres places : » gloriole limousine, ou pour mieux dire humaine, si fréquente en notre pays de France, féru pourtant d'envieuse égalité. Au reste, Delmas ou Muralhac, ces faiseurs d'embarras étaient de vaillans hommes, servant le Roi de père en fils, officiers de fortune, parfois même chevaliers de Saint-Louis : ces gens-là qui manquaient de « sang » en étaient cependant bien prodigues... Lui aussi, et dès sa douzième année, Guillaume avait endossé l'habit blanc : « enfant de corps » à Touraine-Infanterie. Mais insubordonné, libertin, criblé de dettes, amateur de scandales, le clampin devenu lieutenant s'était fait destituer. « Mauvaise conduite et mauvais exemples, » au dire de son colonel. L'indomptable Delmas se laissait déjà entrevoir dans le garnement si mal noté...

L'épaulette qu'avait enlevée le Roi, — le peuple souverain la lui rendit bientôt. Commandant élu de volontaires en 1791, dès 1793 le jouvenceau était général : il avait à peine vingt-cinq ans. Delmas alors s'était épris de cette Révolution qui lui prodiguait ses faveurs, et pour toujours l'avait passionnément aimée. Champion de la République, durant dix années, il combattit pour sa déesse, partout où nos loqueteux porte-sabots s'élancèrent « baïonnette en avant ; » partout où, de son bonnet rouge, le drapeau tricolore défia les aigles couronnées. En leur sèche nomenclature, ses états de service ont plus d'éloquence qu'un dithyrambe : « Delmas (Antoine-Guillaume), chef de bataillon le 19 juin 1792, général de brigade le 30 juin 1793, général de division le 19 septembre de la même année. Campagnes : 1792, 93, 94, 95 (Armées du Rhin et du Nord) ; 1796, 97, 98, 99, 1800, 1801 (Armées de Rhin-et-Moselle, du Rhin et d'Italie). » Batailles rangées, surprises de nuit, passages de rivières, assauts de places fortes, enlèvemens de redoutes, — il prit part à trente-huit combats ; corps balafré par les taillades, cible vivante offerte aux balles : un héros ! Bien avant Michel Ney d'Elchingen, c'était déjà un brave des braves, le « lion » qui entrait en fureur dès les premières batteries de la charge ; on l'avait surnommé « Delmas l'Avant-Garde... »

Aussi un pareil affronteur de mitraille était fort populaire dans les casernes. Bien rablé, musclé à souhait, très fier de la vigueur de ses biceps, l'Hercule de la Corrèze imposait aux soldats. Et puis, si bon garçon ! n'exigeant que de la bravoure,

très coulant sur la discipline. Avec lui, le fricoteur pouvait picorer à son aise, piller la métairie du paysan, le cabaret du marchand de goutte, puis rosser par surcroît gendarmes et gabelous. Ces joyeusetés de Bellone, Delmas ne savait, ne voulait pas les réprimer. Il est vrai que si, d'aventure, le colosse rencontrait quelque chapardeur, sa main le corrigeait d'importance: horions de-ci, torgnioles de-là, coups de poing, de botte, de plat de sabre; mais un simple « va te faire pendre ailleurs! » jamais de conseil de guerre: bref, l'ami du troupier, un « père chéri » pour le soldat...

Mais Bonaparte ne l'aimait pas, et lui trouvait d'impatientans défauts: indiscipliné, raisonneur, moqueur, clabaudeur, par trop soudard, par trop Cincinnatus de l'an II, mal élevé, mal nippé, mal marié, — indécrottable jacobin! De grand cœur, il l'eût mis en réforme; il n'osait cependant, et bornait sa malveillance à ne l'employer que rarement. L'autre enrageait, criait à la persécution et réputait infâme le gouvernement consulaire. Delmas apparaissait quelquefois aux Tuileries pour faire d'indécentes algarades; mais il se gardait bien d'y exhiber la citoyenne qu'il appelait son épouse. Sentant par trop la plèbe, elle eût effarouché la précieuse Joséphine, Hortense la joueuse de harpe et ses amies les mijaurées, chefs-d'œuvre du pensionnat Campan...

Non sans raison, du reste, car cette compagne de jacobin n'avait rien d'une aristocrate. Leur union, contractée suivant les simples lois de la Nature, eût mis en liesse le cœur sensible d'un Rousseau. En garnison à Porentruy, Delmas s'était amouraché d'une jeune personne, grandie près d'un étal, fille d'un boucher de la ville, la demoiselle Magdalena Weter. Lui-même, avec sa carrure de garçon d'abattoir, avait beaucoup plu, et tous deux, sans formalités vaines, s'étaient fort prestement aimés. D'ailleurs, aucune fortune chez cette adorée; mais en revanche, un bien encombrant parentage: des frères, saignant le bétail ou servant la pratique; des cousins campagnards, rustauds du pays d'Héricourt. Sans morgue et leur trouvant du charme, le général n'écartait pas ces petites gens; il leur rendait parfois visite, chassait avec eux, s'attablait à d'interminables repas, savourait leurs plats de gaudes, leurs pâtés de grenouilles, puis, entre deux bouteilles d'un capiteux Arbois, politiquait avec frénésie. Même, il politiquait si bien que chacun des parens allait bientôt avoir des notes de gendarmerie. Plus rude en son lan-

gage que tous ces rudes traqueurs de sangliers, amateur des jupons faciles et très friand des maritornes, il les scandalisait par le cynisme de ses propos ou le sans-gêne de sa conduite : on l'avait surnommé « le Sauvage... »

Le Sauvage, toutefois, se plaisait surtout à Paris. Là, il pouvait grogner avec de chers compagnons d'armes, peu enthousiastes du Consul : Macdonald, Oudinot, Lecourbe ou Masséna. Mais, entre tant d'amis, sa préférence allait à Moreau. Dans l'hôtel de la rue d'Anjou, le mécontent Delmas trouvait des cœurs selon son cœur : Mme Hulot, l'acariâtre belle-mère du « Breton, » le « caporal en jupe, » haineuse à Bonaparte, et sa fille l'envieuse Eugénie, l'épouse à vapeurs du « Fabius français ; » il y trouvait aussi de la bière et des pipes. C'étaient alors des heures délicieuses passées dans le fumoir du camarade, d'acerbes critiques formulées contre Bonaparte, de virulens sarcasmes qu'assaisonnait une blague de corps de garde. Delmas avait l'esprit caustique, décochait le mot acéré, l'épigramme à l'emporte-pièce : malheur donc à qui lui déplaisait. Ses plaisanteries poivrées, ses quolibets au vitriol faisaient la joie du fielleux Moreau ; il excitait bien vite la verve du loustic, et dans la fumée des bouffardes on persiflait, brocardait, plastronnait le Corse et sa famille. Mais, en dépit des portes closes, le Corse savait entendre. Les domestiques de l'ingénu Moreau, plusieurs même de ses familiers, l'espionnaient sans vergogne, surtout cette sémillante Fortunée Hamelin, amie créole de l'imprudente Mme Hulot. Les facéties du Limousin revenaient donc, amplifiées, au Consul, et sa colère croissait contre ce « misérable, » — l'indépendant et trop bavard Delmas.

Il connaissait Fournier qui naguère avait combattu sous ses ordres. D'un caractère pourtant jaloux, le « premier des hussards » tenait en haute estime « Delmas l'Avant-Garde : » un Romain, celui-là, un pur Romain de Rome, et non l'un de ces laquais à dragonne que gavait Bonaparte... « Trop heureux de vous rencontrer, mon général ! » et ils se mirent aussitôt à causer ensemble...

Maintenant, ils conversaient avec animation, sous les fenêtres du château. Les valets accourus observaient de loin le bel homme, requinqué comme un mirliflore, et l'autre, le grand flandrin à la moustache hirsute. Absorbés tous deux en un bi-

zarre colloque, ils tournaient et tournaient autour d'un bassin à jet d'eau qui décorait la cour d'honneur... Que pouvaient-ils se dire ? Pourquoi devisaient-ils ainsi, dans l'ombre de la nuit tombante, alors qu'en son salon Oudinot attendait ?... Plus tard la curieuse police voulut se renseigner et posa la question : « Ma foi ! je ne me souviens pas ! » répondit d'abord l'oublieux Fournier ; puis, recouvrant soudain la mémoire : « Nous avons parlé de chevaux... » Bah ! de chevaux ? Avec une telle exubérance de gestes ? Invraisemblable ! Et devenue plus curieuse encore, la police ne fut pas convaincue.

Ils gravirent enfin les marches du perron.

VI. — BALTHAZAR D'OFFICIERS

Avec ses laiteuses blancheurs, les dessins tourmentés de ses panneaux, leurs coquilles, guirlandes, perles dorées, le grand salon de Polangis était d'un art charmant, mais passé de mode, et rappelait des jours à jamais disparus. Une marquise en falbalas, coiffée *à la Malabar* et minaudant sous l'éventail, s'y fût trouvée mieux à sa place qu'un militaire fumant la pipe et sacrant à larges gueulées. Par les croisillons des fenêtres, on apercevait des jardins. Un rimeur didactique, le prolixe Esménard ou le verbeux Delille, auraient décrit avec bonheur le solennel ennui de ce vieux parc à la française. Ici, pour loger le sylvain, d'épais massifs de marronniers, et là, une cascatelle à rocailles, la naïade obligée de tout ermitage. Plus loin, c'était l'onduleuse ramure de grands arbres, de silencieuses profondeurs, des ténèbres de futaie. A cette heure songeuse d'un jour finissant, dans les flottantes vapeurs montées de la rivière, ce paysage qu'estompait la brume eût dit à quelque Senancour l'amère mélancolie des choses exhalant leur tristesse.

Tous les convives se trouvaient à présent réunis ; des officiers pour la plupart : les généraux Delmas, Dupont, Dessoles, Bourcier, Marmont ; le cuirassier Margaron, chef de la 1re demi-brigade de « cavalerie ; » le colonel Fournier, le capitaine Lamotte, aide de camp d'Oudinot. Plusieurs de ces personnages étaient d'importans divisionnaires, mais, pareils à Delmas, n'avaient dans les bureaux de la Police qu'un fâcheux renom d'opposans. Soldats aux vieilles armées du Nord, de Sambre-et-Meuse ou du Rhin, ils en avaient gardé l'esprit frondeur, la

morgue dédaigneuse, l'indépendance, l'indiscipline. Moreau était encore pour eux « le fameux capitaine, » le seul grand homme de guerre ayant du génie, le vainqueur aux savantes victoires ; héros sans rival dans la République, honneur et fierté de la Patrie... Dessoles, bien qu'aujourd'hui conseiller d'État, fréquentait, rue d'Anjou, l'hôtel de son illustre camarade, et les « observateurs, » mouchards du beau monde, y remarquaient souvent ce noblereau, neveu de chanoine, son sourire discret et sa chevelure ecclésiastique... Bourcier, l'inspecteur des remontes, n'était pas non plus en crédit, et déjà le malheureux Dupont, soldat poète et Périgourdin, partant vaniteux et vantard, sentait, s'acharnant sur lui, la malveillance tenace de Napoléon... Seul, toutefois, le jeune et avantageux Marmont passait pour être agréable aux Tuileries. Naguère aide de camp de Bonaparte, nommé à vingt-six ans conseiller d'État, général de division, puis inspecteur de l'artillerie ; marié, grâce au Consul, à la fille du banquier Perregaux, l'un des plus riches d'entre les « nouveaux riches, » il devait tout à la faveur du maître. On le ménageait. Tant de sournoises pensées, de jalousies souffrantes se cachaient sous les frisures de ses cheveux bichonnés, dans ce front que labouraient, à la naissance du nez, deux rides inquiétantes ! Très ambitieux, vaniteux plus encore, Marmont était une âme agitée, un cœur toujours en tourmente. Le châtelain de Polangis eût certes mieux fait de ne pas inviter cette créature de Bonaparte à un repas qui rassemblait tant de mécontens. Il l'avait engagé néanmoins, car le favori du Consul était une puissance redoutable. Et d'ailleurs, Oudinot ne savait lui-même où diriger ses préférences. Vers le « Corse » ou vers le « Breton ? » Quand il allait, en bon voisin, tirer le faisan à Grosbois, ses lèvres pincées faisaient risette au vainqueur de Hohenlinden ; mais à la Malmaison, prodiguant les courbettes, il courtisait aussi le triomphateur de Marengo. Irrésolu, il se croyait malin.

On passa dans la salle à manger. Le maître de la maison mit à sa droite Bourcier, l'aîné de tous ces généraux ; Delmas, ami intime, prit place à gauche de l'amphitryon ; Fournier, simple chef de brigade, alla s'asseoir plus bas, à côté de Delmas. Et c'était un curieux assemblage de têtes militaires, portant moustaches ou nageoires, crinières flottantes ou cheveux courts ; visages roussis par le soleil, la bise, le gel de maintes cam-

pagnes, et s'enfonçant jusqu'aux oreilles dans la mousseline de leurs cravates. Bel homme en sa taille élancée, malgré sa figure anguleuse, son nez crochu, son menton trop saillant, la luisante calvitie de son crâne, Oudinot présidait, joyeux, à des « agapes » qui s'annonçaient joyeuses... Le dîner commença, frairie bientôt bruyante : une « orgie, » affirma plus tard la toujours sobre et chaste police.

Au reste, en ce temps peu frugal, tout repas de garçons devenait vite une tapageuse orgie. Les quatre années du Consulat furent un âge idéal pour le gourmet, le gourmand et le goinfre. Jamais la « science de gueule, » — le mot est de Montaigne, — ne fut en France aussi doctement cultivée. En dépit des mauvaises récoltes et de la cherté du pain, on cuisinait selon Carême, on banquetait suivant Berchoux. Le brouet noir à la spartiate ne trouvait plus de glossateur; l'art de bien manger inspirait des volumes, et les Grimod de la Reynière charmaient plus de lecteurs qu'un Legouvé lui-même. Cambacérès, d'ailleurs, donnait de grands exemples de ripailles et d'indigestion. Assisté du maigre et spectral d'Aigrefeuille, le gras consul, plus ventru à lui seul que le gouvernement tout entier, inventait des recettes culinaires, et ses festins, à deux services, de huit plats chacun, causaient d'admiratives stupeurs. Les raouts militaires avaient surtout un haut renom de gaillarde bombance. On s'y grisait avec bonheur, on s'y divertissait avec entrain. Même, la coutume était dans la cavalerie qu'après un copieux balthazar, assiettes et bouteilles, la vaisselle entière prît le chemin de la fenêtre pour aller bombarder les passans. Mais si jovial dessert n'eût pas été de mise dans le manoir de Polangis...

Bien qu'assez économe, calculant son budget, épluchant avec soin ses livres de cuisine, Oudinot aimait l'ostentation. Son menu, à n'en pas douter, était des plus friands. Sur la nappe en toile de Hollande, les réchauds, pareils à des trépieds antiques, abritaient sous leurs cloches maintes plantureuses victuailles : la « marée » souvent mal odorante, fournie d'ordinaire par Chevet; la volaille truffée que préparait Hyrman; les foies de canard ou de veau de rivière, pâtés chefs-d'œuvre de Corcelet. Toute une architecture de pâtisseries : temple de la Gloire, arc de triomphe, redoute armée de canons, devait se dresser au milieu de la table.

D'après l'usage, l'amphitryon découpait lui-même les pièces de résistance, puis, avec un mot aimable, faisait servir chacun

des invités. Et d'instant en instant, les soldats-ordonnances, transformés en maîtres d'hôtel, emplissaient les verres, y vidaient de poudreuses bouteilles. Peu de bordeaux, — on ne l'appréciait guère, — mais de capiteux bourgogne, beaucoup de ce chambertin tant célébré à l'Opéra-Comique... Déjà on s'animait. La gaudriole marchait son train, non pas graveleuse, — des généraux pour la plupart, et presque tous mariés! — mais politique, acerbe, très malveillante pour le gouvernement. Le Concordat défrayait les lazzis : on blaguait la calotte, on bafouait le « cordon... »

Mis en gaieté par force rouges bords, Delmas débitait ses drôleries coutumières : le « Sauvage » amusait la galerie. Un des dîneurs, Dupont peut-être, l'interpella :

— Dis-nous donc (ils se tutoyaient tous) l'histoire de ta dernière altercation avec Bonaparte.

Ça, volontiers! L'infatué Limousin aimait à rappeler sa célèbre boutade; il la colportait, depuis une semaine, de fumoir en fumoir : à nouveau, il la raconta... C'était le soir de ce grand jour où l'on avait chanté le *Te Deum* à Notre-Dame. Dans les salons des Tuileries, ministres, sénateurs, conseillers d'État formaient le cercle autour du Premier Consul; Bonaparte conversait avec les ambassadeurs. Tout à coup, il aperçoit Delmas, marche à lui, l'apostrophe : « Eh bien! général, êtes-vous satisfait?... Une belle cérémonie, n'est-ce pas? » — « Dites plutôt, une belle capucinade! Nous changeons nos dragonnes en chapelets! Il manquait à votre fête ces milliers d'hommes qui sont morts pour abolir les pasquinades et détruire la superstition! »

Très crâne assurément : « Bravo, Delmas! » On l'applaudissait... Et toujours dans les verres, le pomard, le mercurey, le romanée!... A présent, tous ces critiqueurs parlaient de choses plus graves encore, et s'interrogeaient. Une inquiétante nouvelle commençait à courir les salons politiques : Bonaparte préparait un coup d'État! Il voulait un consulat à vie, la dictature, l'empire des Gaules! Qu'en pensaient les « derniers Romains?... » Les « derniers Romains? » Derechef, Delmas se fit entendre :

— Ce petit bougre-là prétend nous écraser de son poids. Il n'est pas assez lourd!... Moi, je pourrais le prendre par la botte, le décrocher de selle, le faire passer sous le ventre de son cheval!

Et soudain, lui donnant la réplique :

— Moi, s'écria Fournier, à vingt pas, d'un coup de pistolet, je me charge de le faire descendre!

Hein! qu'était cela? Les généraux échangeaient des regards étonnés. Ils savaient tous qu'en ce moment d'étranges rumeurs circulaient dans Paris : des officiers, disait-on, s'étaient promis d'abattre Bonaparte, au cours d'une revue décadaire. Mais, bah! un conte invraisemblable, une invention de la police! La gaillarde faisait du zèle. Et voici que Delmas semblait confirmer cette histoire! Un vrai complot, alors? En faisait-il partie? Pour écraser la Bête, avait-il recruté l'aventureux Fournier? Peut-être! *In vino veritas :* la vérité se trouvait-elle au fond d'un verre de chambertin?

Le dîner s'acheva sans autre incident, et trop bien repus, les convives quittèrent la salle à manger.

Au salon on servit le « moka, » ainsi que le punch à la glace. C'était une mode nouvelle, inaugurée chez Cambacérès, et que les « gastronomes » affirmaient hygiénique. Une « neigeuse ambroisie mariée à un brûlant nectar » possédait, disaient-ils, des vertus merveilleuses : elle dissipait les fumées du vin, puis remettait d'aplomb les cervelles titubantes... Ce soir-là, pourtant, l'infaillible remède dut opérer moins bien qu'à l'ordinaire, car Delmas avait de nouveau déchaîné ses fureurs. Fort excité, absorbant d'ailleurs force et force rasades, il pérorait. Sa haute taille frémissait de colère; les éclats de sa voix emplissaient le salon. Sur les fauteuils en forme de chaises curules, les causeuses et les méridiennes, des généraux formaient un groupe autour du discoureur : ils provoquaient cette ivresse indiscrète, aiguillonnaient sa verve révélatrice...

Oudinot, cependant, s'agitait ennuyé : ces « agapes » commencées joyeuses se terminaient d'inquiétante façon. Redoutant quelque délateur, son amitié s'alarmait pour Delmas... L'imbécile! s'exposer ainsi aux sévices consulaires, à la prison peut-être, aux moisissures du Temple, aux puanteurs de l'Abbaye!... Enfin, et désirant lui imposer silence :

— Ah çà, mon cher, perds-tu la tête, ou veux-tu te faire déporter?

Alors le colosse, avec un geste de menace :

— M'envoyer à Cayenne? Lui?... Bonaparte?... Ah! qu'il prenne garde! Il pourrait bien, lui-même, accomplir, avant peu, un plus long voyage...

Un voyage aux pays des ombres, parmi les mânes des trépassés!... Mais aucun des convives ne prononça un mot d'indignation; pas une voix ne se fit entendre pour protester contre un assassinat.

La nuit était avancée déjà quand Fournier, dans son cabriolet, put regagner Paris. Depuis longtemps les turbulences du quartier Montmartre s'étaient assoupies; au théâtre Favart, la Rolandeau n'égrenait plus ses vocalises; les nymphes de Frascati avaient achevé leur chasse à l'Anglais et au provincial; le boulevard étendait, solitaire, la quadruple rangée de ses ormeaux : l'heure du berger était venue pour tout possesseur de bergère. Le colonel poussa-t-il son cheval jusqu'aux premières maisons de la rue de Clichy? Éveilla-t-il le sommeil de l'hôtel qu'habitait Fortunée Hamelin? Nul ne saurait le dire : les dossiers de la Police sont demeurés trop pudibonds. Mais l'hypothèse est vraisemblable d'une visite, hommage rendu à la « douce amie. » Effluves de floréal, journée remplie d'émotions si diverses, besoin de raconter ses ennuis, tout incitait un tel galant à profiter du moment propice. Et puis, on l'attendait peut-être... Peut-être alors fit-il des confidences, vêtu de ce déshabillé dont Thiébault nous a décrit les surprenantes splendeurs : un turban de cachemire et un châle broché d'or, — des magnificences de Grand Turc!... Au surplus, un fait est certain : soit de nuit, soit de jour, ce soir-là ou le lendemain, costumé en sultan, en hussard ou en petit-maître, — l'imprudent bavarda beaucoup trop. Il était amoureux, partant expansif et crédule...

« N'abandonne à la femme ni ton cœur, ni ta force, a conseillé le Sage,... et ne mets pas ton étude à vouloir détruire les puissans... » Mais ce beau Fournier connaissait mieux, sans doute, les joyeusetés de *Monsieur Botte* que les Proverbes de Salomon.

GILBERT AUGUSTIN-THIERRY.

(*La deuxième partie prochainement.*)

MÉMOIRES

DE LA

DUCHESSE DE DINO[1]

SOUVENIRS D'ENFANCE

J'ai eu si peu d'aïeux du nom de mon père que, pour remonter à ce qui, dans ma famille, m'a précédé, il ne me faut ni de bien longues recherches, ni un grand effort de mémoire. Aussi ne me reste-t-il presque rien à dire, sur l'origine de mon grand-père (2), sur ses talens, sa beauté, son courage ; sur la faveur de l'impératrice Anne (3) qui fit sa fortune (4) et le maria à une

(1) Ces pages sont détachées d'un volume qui paraîtra prochainement chez l'éditeur Calmann-Lévy, avec une étude de M. Étienne Lamy sur la duchesse de Dino.

(2) Ernest-Jean Bühren ou Biren, né en 1690. Sa famille, d'origine westphalienne, mais établie en Courlande, y possédait depuis plusieurs générations le domaine de Kalem-Zeem. Elle s'était créé des alliances avec quelques-unes des plus importantes familles du duché, les Lambsdorf, les Behr, les Turnouw.

(3) Anna Ivanovna, fille d'Ivan Alexéiévitch, frère de Pierre le Grand ; elle était duchesse douairière de Courlande quand elle fut appelée au trône de Russie (1730-1740).

(4) Le 12 février 1718, Anne se trouvant encore comme duchesse de Courlande à Annenhof, résidence voisine de Mitau, un petit événement s'y était passé qui devait avoir une influence capitale sur les destinées de la future impératrice et même sur celles de la Russie. Par suite de la maladie du grand maître de cour, Pierre Mikhaïlovitch, Bestoujef, un employé de la chancellerie, porta à la duchesse des papiers à signer. Elle lui dit de revenir tous les jours. Un peu après, elle en faisait son secrétaire, puis son gentilhomme de la chambre. Il s'appelait Ernest-Jean Bühren (Waliszewski, *l'Héritage de Pierre le Grand*, in-8°. Paris, 1900, p. 173 et 179). En 1725, il accompagna la duchesse à Moscou pour le couronnement de

fille de qualité (1); sur la toute-puissance dont il jouit en Russie; sur les trésors qu'il accumula, puis sur la rapidité de sa chute (2) et les dix-huit années de son exil en Sibérie (3), sur son retour inespéré, d'abord à Tobolsk, ensuite à Pétersbourg, et enfin dans son duché de Courlande. Tous ces faits appartiennent à l'histoire, ainsi que les malheurs qui frappèrent mon père, à la suite de ceux qui détruisirent la Pologne.

Dans un pays qui n'a pas encore atteint la civilisation, la tradition est bien plus abondante que l'histoire; elle fournit encore lorsque celle-ci semble épuisée. C'est ce qui me fait rechercher avec soin tout ce qui peut être resté dans ma mémoire des récits avec lesquels mon père et ma mère amusaient mon enfance et satisfaisaient ma curiosité. Mes grands-parens étaient morts longtemps avant ma naissance; je n'ai vu d'eux que des portraits. Celui de mon grand-père, Ernest-Jean Bieren (4), duc de Courlande, se trouve maintenant à Valençay. Son visage annonce de l'esprit et de la volonté; on comprend en le regardant que ses conseils, leur hardiesse, disons même leur férocité, aient pu assurer à la duchesse Anne de Courlande la couronne de Russie (5). Il fut, jusqu'à la mort de cette princesse, l'objet de sa faveur la plus signalée, et, à ce qu'on croyait générale-

Catherine Ire et lorsque Anne fut impératrice, à son tour, le favori fut tout-puissant. En 1737, il fut élu duc de Courlande par la Diète courlandaise. Le diplôme de l'élection est daté du 2-14 juin de cette même année; il fut ratifié le 13 juillet suivant par le roi de Pologne Auguste III. (Kruse, *Kurland unter den Herzogen*, 2 vol. in-8°, Mitau, t. II, p. 2.)

(1) En 1723, il épousa Benigna von Trotta-Treydem.

(2) Avant de mourir (octobre 1740), la tsarine Anna Ivanovna institua, par testament, Biren régent de l'Empire. L'héritier du trône était un enfant au berceau, l'empereur Ivan VI, fils d'Anna Leopoldovna et d'Antoine de Brunsvick-Bevern. Cette régence fut de très courte durée. Le général Münich, jaloux de la domination de Biren et de complicité avec les parens du jeune empereur, fut l'instrument de sa chute. Le duc de Courlande fut condamné à mort le 8 avril 1741, reconnu coupable, entre autres crimes, d'avoir attenté à la vie de la défunte impératrice en la faisant monter à cheval par de mauvais temps. Il devait être écartelé si un manifeste du 14 avril suivant ne fût venu convertir cette peine en un exil perpétuel.

(3) L'exil du duc de Courlande dura vingt-deux ans, puisqu'il se prolongea jusqu'à l'avènement de Pierre III (janvier 1762).

(4) Bühren devenu Biren en russe. Ce dernier nom déformé est devenu Biron, orthographe généralement adoptée.

(5) A la mort de Pierre II, dernier rejeton de la ligne mâle de Pierre le Grand, la maison de Romanof n'était plus représentée que par des femmes. Depuis l'oukase de 1721, il n'y avait plus de droit successoral et la couronne restait entre les mains du *Conseil suprême*, qui détenait effectivement le pouvoir. Il en disposa en faveur de la fille d'Ivan, Anne de Courlande.

ment, de ses affections les plus vives. Par égard pour les apparences, elle eut l'air de faire participer ma grand'mère aux bontés dont elle comblait celui que, de simple écuyer, elle avait successivement élevé aux plus hautes dignités. Ma pauvre grand'mère, fort simple, fut aisée à tromper; elle aimait à parler de cette faveur, qu'elle attribuait à ses propres agrémens. Sans cesse et jusqu'aux derniers jours de sa vie, elle racontait les marques d'amitié et de familiarité qu'elle recevait de l'Impératrice. Elle revenait, par exemple, avec une reconnaissance un peu singulière, sur le plaisir qu'avait cette princesse à venir manger de la pâtisserie que la duchesse de Courlande préparait elle-même. Passionnée pour son mari, cette bonne et simple personne le suivit courageusement avec ses enfans en Sibérie (1), où la première jeunesse de mon père se passa dans des privations de tout genre. Ayant résisté aux terribles épreuves du plus rude climat, il acquit une force qui permit à sa vieillesse de conserver les goûts et de pratiquer les exercices qui sembleraient n'appartenir qu'à l'entrée de la vie. Je me souviens de lui avoir entendu dire que la plus vive douleur qu'il eût éprouvée durant son exil, fut la perte du petit cahier sur lequel il avait écrit, en cachette, l'histoire de l'élévation et de la chute de sa famille, avec le récit détaillé de leur enlèvement de Pétersbourg. Ce cahier fut brûlé avec la mauvaise chaumière habitée par mes parens à Pélim (2), en Sibérie. Cet incendie me rappelle avoir souvent entendu raconter que ma grand'mère, douée de ce qu'en Écosse on appelle *the second sight*, avait prédit ce nouveau malheur. Ses prédictions étaient constamment le sujet des moqueries de mon grand-père, qui repoussait toute superstition; cependant, elles lui faisaient successivement connaître, mais sans fruit, puisque ces mystérieuses inspirations ne le disposaient à aucune précaution, les événemens, tantôt heureux, tantôt sinistres, mais toujours imprévus et marquans, qui se pressaient autour de lui. C'est ainsi que, dans ses rêveries, ma grand'mère prédit le jour qui devait rendre la liberté à son mari, et,

(1) En exil, la duchesse de Courlande et ses filles dessinaient et faisaient des ouvrages de femmes délicats. Elles brodèrent des étoffes avec des dessins représentant des indigènes de la Sibérie et leurs industries rustiques. Une des pièces du palais de Mittau en est encore tendue.

(2) Dans le gouvernement de Tobolsk, à trois mille verstes de Saint-Pétersbourg. Ce n'est plus aujourd'hui qu'une bourgade peuplée d'une centaine d'habitans.

non seulement elle annonça la chute du général Münich (1), mais plus tard la mort de l'impératrice Élisabeth et le rappel de ma famille, qui eut lieu à l'avènement de Pierre III (2). L'épée que rendit ce prince à mon grand-père, le jour qu'il le revit, se trouva, par un hasard singulier, être celle avec laquelle, dix-huit années auparavant, il avait cherché à se défendre contre les agens du général Münich, dans la nuit où il fut subitement attaqué, garrotté et jeté dans le kitbitka (3) qui l'entraîna dans les déserts de Sibérie.

Réintégré dans le duché de Courlande (4) et ayant retrouvé une grande partie de ses immenses richesses, il songea à les

(1) « Le maréchal de Münich n'avait arrêté le duc de Courlande que pour s'élever sur les ruines de Biren au faîte de la fortune. Toujours guidé par les mêmes vues qu'il avait eues lorsqu'il engagea le duc à se faire nommer Régent, il voulait s'emparer de toute l'autorité et ne donner à la Grande-Duchesse que le titre de Régente. Il s'imaginait que personne n'oserait rien entreprendre contre lui : il se trompa. » (*Mémoires historiques, politiques et militaires sur la Russie*, par le général Manstein ; nouvelle édition, Lyon, 1772, t. II, p. 111.) Le 25 novembre 1741, juste un an après la chute de Biren, Münich fut arrêté par ordre d'Élisabeth et condamné à l'écartèlement. Gracié sur l'échafaud, il fut exilé en Sibérie, à Pélim, et emprisonné dans la maison même qu'il avait fait construire pour le duc de Courlande. L'oukase qui exilait Münich rappelait Biren. On raconte que les deux adversaires se croisèrent en route aux environs de Kasan et se saluèrent sans échanger une parole. (Waliszewski, *Élisabeth Ire*, p. 16.)

(2) L'avènement d'Elisabeth avait rendu quelque espoir au duc de Courlande. Au commencement de 1742, il reçut, en effet, un courrier du Sénat lui annonçant qu'il recouvrait la liberté et le domaine de Wartemberg. Il quitta aussitôt Pélim et se disposait à gagner la Courlande, quand il fut arrêté en route par un nouveau message qui lui enjoignait de demeurer à Jaroslavl. L'ex-régent s'y établit dans une habitation plus spacieuse avec un beau jardin sur les bords de la Volga. On lui envoya de Pétersbourg sa bibliothèque, ses meubles, sa vaisselle, des chevaux même et des fusils, avec la permission de chasser à vingt verstes à la ronde. Ses frères et Bismarck eurent la permission de le rejoindre. Gustave Biren mourut peu après ; Charles et Bismarck paraissent avoir repris du service dans l'armée. En 1762, Biren fut appelé à la Cour par Pierre III, qui avait dû épouser sa fille Hedwige, quand il était encore duc de Holstein. Il rendit à l'ancien favori une partie de ses biens, mais lui fit savoir qu'il destinait la Courlande à son oncle Georges-Louis de Holstein. (Waliszewski, *l'Héritage de Pierre le Grand*, p. 309.)

(3) Petite voiture à quatre roues sans ressorts et en partie recouverte d'une bâche ; elle est en usage chez le paysan russe.

(4) En janvier 1763. Le duché de Courlande était resté sans maître jusqu'en 1758. A cette date, le prince Charles de Saxe, fils d'Auguste III, fut élu sur la demande d'Élisabeth. Pierre III, en 1762, se proposait de donner le duché à un membre de sa famille, quand arriva le coup d'État qui fit passer le pouvoir aux mains de sa femme. Catherine II ne voulait ni du prince de Saxe, ni du prince de Holstein. Elle résolut de rétablir Biren, qui abdiqua en 1769 en faveur de son fils et mourut en 1772. Il est enterré à Mittau, où on peut le voir dans les caveaux du palais, embaumé, vêtu de ses plus beaux habits, chamarré de ses croix, étendu dans son cercueil ouvert, le visage grimaçant sous une perruque blanche. (Ernest Daudet, *Histoire de l'émigration. Les Bourbons et la Russie pendant la Révolution française*, in-8°. p. 129.)

mettre à l'abri de nouvelles vicissitudes du sort, et c'est à sa sagesse que nous devons l'acquisition qu'il fit à cette époque des terres considérables que nous possédons encore maintenant en Silésie et qui, plus tard, ont offert à mon père un honorable asile.

Mon grand-père eut trois enfans : Pierre, qui lui succéda (1), Charles (2), et une fille qui se nommait Hedwige. J'avais si peu entendu parler d'elle, qu'il y a quatre ans seulement que j'appris, par une jeune dame russe qui me priait de la mener dans le monde parce que j'étais, disait-elle, sa cousine, que la sœur de mon père avait épousé un Russe, nommé le prince Cherkassof... Mon père s'est marié trois fois ; veuf de la fille du prince Yousoupoff, divorcé de la princesse de Waldeck, il n'eut d'enfans que de sa troisième femme (3). Sept siècles d'une noblesse illustre, une figure charmante et une réputation de bonté établie dès l'enfance distinguaient ma mère et, si on avait dû supposer à mon père l'intention de chercher une alliance avec quelque maison souveraine, les grâces de la jeune Courlandaise et la considération dont jouissait la famille firent cesser toute surprise et le choix qu'il avait fait fut généralement approuvé. Une très grande différence d'âge, — car ma mère épousa à dix-neuf ans un homme qui en avait plus de cinquante, — ne nuisit en rien, si ce n'est au bonheur, du moins à la convenance de cette union, qui dura vingt années. Mon père avait été dans sa jeunesse d'une figure agréable ; il avait conservé une tournure élégante ; ses manières étaient nobles : grand chasseur, grand homme de cheval, adroit à toute sorte d'exercices, d'une santé parfaite, il ne sentit les infirmités d'un âge avancé que dans sa dernière maladie...

Ses mœurs étaient douces. Il aimait les arts et les encourageait ; il a laissé à cet égard, en Italie, où il fit un assez long séjour (4), une réputation de bon goût naturel que l'on s'étonnai

(1) Le duc Pierre naquit en 1724. En 1769, son père abdiqua en sa faveur. A la mort de l'ex-régent, il hérita de la Courlande, qu'il gouverna jusqu'en 1795, date à laquelle il abdiqua à son tour.

(2) Né en 1728, mort en 1801 à Kœnigsberg. Le prince Charles a fait souche de la ligne des princes actuels de Courlande.

(3) Le duc Pierre épousa en 1765 Caroline-Louise, princesse de Waldeck, d'avec laquelle il divorça en 1772. En 1774, il épousa Eudoxie, princesse Jessupof, dont il se sépara en 1778 ; en 1779, Anne-Dorothée de Médem, comtesse du Saint-Empire (1761-1821).

(4) Le duc, accompagné de sa femme et de sa fille aînée, partit pour l'Italie le

de trouver chez un homme dont la jeunesse s'était passée en Sibérie. Son esprit était peu orné, mais chez un grand seigneur fort riche qui a le bonheur d'avoir des goûts, le manque d'instruction se fait peu sentir, les heures se trouvent remplies; l'ignorance n'est embarrassante que dans une insouciante oisiveté. Mon père était occupé de ses quatre filles (1) et très fier de la beauté de l'aînée et des agrémens des deux autres. Il cherchait aussi dans mon petit visage ce qui pourrait ne pas déparer la beauté qu'il disait être héréditaire dans sa famille et qu'il prisait si haut, que c'est à l'éclat de celle de ma sœur aînée, autant qu'à ses autres brillantes qualités, que nous attribuions la préférence qu'il lui montrait. Ses préventions paternelles ne lui permettaient pas de trouver dans les mariages qui se présentaient en foule pour ma sœur un parti convenable. A ses yeux, un trône était seul digne de la belle Wilhelmine. Aussi son extrême exigence le priva du bonheur de fixer lui-même le choix de ses filles, dont aucune n'était mariée au moment de sa mort (2), qui eut lieu en Bohême, dans l'année 1800.

Quoique je n'eusse alors que six ans, j'ai cependant conservé un souvenir très vif de sa personne et de ses manières, et j'ai toujours gardé avec soin quelques ducats de Courlande qu'il me donna en échange de deux écus qu'un jour il m'avait demandés, disant en plaisantant qu'il était ruiné. Le bon cœur avec lequel je lui remis mon petit avoir me valut un baiser fort tendre dont je sens encore l'impression.

J'aimais beaucoup mon père, et c'était toujours avec des cris de joie que je sautais dans la voiture de maman, qui me ramenait tous les hivers à Sagan où, depuis la perte de la Courlande (3), mon père avait fixé sa principale demeure. Il allait assez habituellement l'été dans ses terres de Bohême (4) avec

6 août 1784. Il passa l'hiver à Naples, vint à Rome pour les cérémonies de Pâques et retourna à Naples et à Ischia passer le printemps de 1785. A Rome, le duc fit frapper une médaille pour commémorer le dixième anniversaire de l'Académie qu'il avait fondée à Milan. A Bologne, il fonda un prix de 1 000 ducats que l'Académie des sciences devait décerner sous forme de médaille.

(1) Les princesses Wilhelmine, Pauline, Jeanne et Dorothée. En 1790, le duc avait perdu un fils âgé de trois ans et qui eût été le prince héritier.

(2) Le duc Pierre mourut à Gellenau dans le comté de Glatz, en Silésie, non loin de la frontière de Bohême, le 13 janvier 1800. Il fut inhumé à Sagan.

(3) Lors du dernier partage de la Pologne, en 1795, la Russie s'annexa la Courlande. Le duc Pierre abdiqua moyennant une pension de 25 000 ducats, un douaire pour sa femme, et un prix d'achat de deux millions de roubles.

(4) Au château de Nachod.

mes trois sœurs, et c'était le temps de son absence que ma mère et moi passions en Saxe (1), dans une jolie maison de campagne que mon père lui avait achetée et qu'elle se plaisait à embellir. Sagan était à la fois sérieux, imposant et magnifique (2). Je l'ai revu il y a quelques années, et je n'ai pu m'empêcher de regretter la gothique splendeur qui éblouissait mon enfance et que remplace maintenant une élégante simplicité, plus d'accord sans doute avec les mœurs du temps, et avec nos fortunes actuelles, mais qui ôte à ce château ce caractère de grandeur et de solennité si bien en harmonie avec les vastes forêts de sapins qui l'environnent et la rivière impétueuse qui le borde (3). Avant ces changemens, le voyageur curieux comprenait que ce beau lieu était propre à servir d'asile à des êtres qui, ainsi que le premier possesseur de ce château, le grand Wallenstein, avaient été élevés et persécutés par les bizarreries de la fortune. Il me souvient d'avoir vu à Sagan deux vieux fauteuils qui avaient servi à Wallenstein ; ils étaient recouverts de drap rouge et portaient sur leur dossier un W en galon d'or. Indépendamment de quelques souvenirs de ce genre, intéressans par la tradition, Sagan offrait une réunion précieuse de tableaux et de marbres superbes, rapportés d'Italie. La bibliothèque était considérable. Les nombreux appartemens de cette vaste demeure étaient presque tous meublés des plus belles étoffes de Perse et de Chine, et renfermaient toutes les curiosités de l'Asie qui avaient été offertes à mon grand-père pendant sa régence. J'ai encore sous les yeux, dans la chambre même où j'écris, quelques débris de ces magnifiques inutilités.

Notre existence à Sagan était à peu près celle des petites cours d'Allemagne, quoique la fortune de mon père lui permît une magnificence que l'on aurait vainement cherchée chez les

(1) Au château de Löbichau, en Saxe-Altenburg.

(2) Sagan avait appartenu à Wallenstein. A sa mort (1634), le duché devint la propriété des princes de Lobkowitz. Le prince Ferdinand de Lobkowitz mourut en 1784, laissant un fils mineur. C'est aux tuteurs du jeune prince que le duc Pierre de Courlande acheta Sagan en 1786, pour un million de florins. Frédéric II était très désireux de voir le duc s'établir en Allemagne et pour faciliter cette acquisition il changea le fief masculin en fief féminin, parce que le duc de Courlande n'avait pas d'héritier mâle. A la mort du duc, Sagan fut administré par la duchesse de 1800 à 1805. La princesse Wilhelmine en hérita. A sa mort (1839), le duché passa à la princesse Pauline ; elle le céda en 1844 à la princesse Dorothée, duchesse de Dino, qui prit alors le titre de duchesse de Sagan.

(3) Le Bober, affluent de l'Oder, sujet à des crues rapides.

princes que l'on a depuis appelés médiatisés (1) et peut-être même chez des souverains plus considérables. La cour de Berlin, par exemple, était tellement endettée au moment de la mort du gros Guillaume (2) que l'on ne trouva pas dans le trésor de quoi subvenir au frais de ses funérailles, et c'est à Sagan que l'on expédia un courrier pour prier mon père d'avancer la somme nécessaire pour cette cérémonie. Mon père accueillait chez lui, avec l'hospitalité abondante du Nord, non seulement toute la province, mais encore beaucoup d'étrangers qui, de Berlin, de Prague ou de Dresde venaient passer quelque temps à Sagan. Une troupe de comédiens assez passables, des chanteurs italiens et de bons musiciens attachés à la maison de mon père occupaient agréablement les longues soirées d'hiver (3) que des chasses superbes et des repas un peu longs avaient précédées. Mais le plus grand ornement de Sagan était, sans doute, ma mère charmante encore, entourée de mes trois sœurs éclatantes de jeunesse, de grâce et de talens. On disait même que j'étais une jolie enfant qui ne gâtait rien au tableau. Mon père avait, comme je l'ai déjà dit, une telle aversion pour la laideur, qu'il voulait que ma mère ne fût entourée que de jolies personnes, qui, à titre de demoiselles d'honneur, la suivaient partout, comme c'est l'usage en Allemagne. Je vois encore les bals, les redoutes, les mascarades par lesquels on célébrait la naissance de mes parens et de mes sœurs ; et si j'ai assisté depuis à des fêtes plus brillantes, aucune n'a laissé à mon imagination des souvenirs aussi vifs.

*
* *

Il eût été trop douloureux de rester à Sagan dans les premiers instans qui suivirent la mort de mon père ; aussi ma mère nous mena-t-elle dans une maison que nous possédions à Prague, et où elle passa l'année de son deuil.

Notre fortune était intacte, les guerres qui, depuis, sont venues ravager l'Allemagne ne pouvaient être prévues (4) et

(1) Affranchis de la souveraineté immédiate de l'Empereur.

(2) Frédéric-Guillaume II mourut le 16 novembre 1797, laissant en effet les finances en pleine détresse. La dette s'élevait à plus de 40 millions de thalers.

(3) Leipelt, ouvrage cité, p. 168.

(4) La guerre de 1806 fut particulièrement ruineuse pour le duché de Sagan. Pendant les guerres de l'Empire la ville fut plusieurs fois pillée. La guerre de 1813 à 1815 coûta à la ville seule 65 000 thalers.

nous étions, à cette époque, les quatre plus riches héritières du Nord. De tous côtés les plus grands partis se présentaient pour mes sœurs qui étaient d'âge à se marier. Ma mère, accoutumée à une longue soumission aux volontés de son époux, qui lui accordait bien peu d'autorité sur ses enfans, laissa, par habitude, une parfaite liberté à ses filles dans le choix, si important, d'un mari. Cependant elle vit avec plaisir et encouragea même le goût mutuel de sa fille Wilhelmine et du prince Louis-Ferdinand de Prusse (1). Tous deux jeunes, beaux, doués de qualités semblables auxquelles la différence du sexe n'apportait que de légères nuances, ils paraissaient faits l'un pour l'autre. Jamais union ne sembla devoir être plus approuvée, jamais mariage n'eût donné plus d'espérance de bonheur. La sœur du prince (2), amie intime de ma mère, et de plus ma marraine, désirait vivement cette alliance qui, à la première ouverture, parut convenir également au roi de Prusse (3). Mais le mariage d'un prince du sang est toujours l'objet d'une grave délibération, et les ministres prussiens appelés à donner leur avis s'opposèrent si fortement au mariage qu'on soumettait à leur décision que le Roi retira trop positivement son consentement pour qu'on pût espérer de l'obtenir jamais.

La fortune personnelle du prince Louis-Ferdinand, déjà très considérable et qui devait s'accroître à la mort du prince Henri (4), son oncle, dont il était l'héritier, réunie à celle de la jeune duchesse de Sagan, eût placé ce prince dans une indépendance de la Cour qui, jointe à l'entreprise naturelle de son esprit, à son ambition, à ses talens, à son attitude haute et un peu hostile, l'auraient rendu un sujet trop puissant et par conséquent dangereux. C'eût été, en effet, placer dans le centre même des États du Roi une branche redoutable dont l'influence eût pu rompre l'équilibre nécessaire au repos de la famille royale. Quand on a connu le prince et ma sœur, on est bien prêt à trouver que les ministres prussiens pouvaient ne pas avoir donné un mauvais conseil.

La rupture de ce mariage laissa de longs regrets au prince et

(1) Louis-Ferdinand, prince de Prusse, neveu du Grand Frédéric, né en 1772, fut tué à Saalfeld dans un combat d'avant-garde (octobre 1806).

(2) Elle avait épousé le prince Antoine Radziwill (1775-1839).

(3) Frédéric-Guillaume III (1797-1840).

(4) Le prince Henri de Prusse était frère du Grand Frédéric. Né en 1726, il mourut en 1802.

à ses vrais amis, qui auraient souhaité, et je les ai souvent entendus exprimer ce vœu, qu'une jeune et belle compagne, capable de comprendre et de partager ses vues élevées, généreuses et peut-être téméraires, fût devenue l'intérêt légitime qui a manqué à la vie de ce brillant jeune homme : elle aurait comprimé des défauts qui, devenus des vices, l'ont conduit, par le dégoût de la vie et des plaisirs, qu'il avait imprudemment épuisés, à une mort qui ne fut utile ni à sa gloire ni à sa patrie.

Je me souviens de l'avoir vu au mois de septembre 1806, la veille du jour où il quitta Berlin pour rejoindre l'armée. Il était chez la princesse Louise, ma marraine, qui, tremblant pour ce frère chéri, versait des larmes en silence. Le prince, dans un état d'agitation difficile à décrire, marchait avec vivacité; il était fort rouge, et l'on voyait des mouvemens convulsifs dans ses mains. Les affronts que la Prusse venait d'essuyer de la part du gouvernement français excitaient sa rage. Il montrait un mépris profond pour son cousin (1), à la timidité duquel il attribuait tant de maux; son langage devenait injurieux en nommant M. de Haugvitz (2), et il plaignait la Reine qu'il admirait passionnément. Prédisant le mauvais succès de la guerre, il répéta plusieurs fois qu'il ne pouvait survivre à tant de malheurs et à tant de honte. Toutes les phrases violentes sur les affaires publiques étaient mêlées de paroles fort tendres pour sa sœur, mais empreintes des plus noirs pressentimens. Avec quelques années de plus et mes superstitions, j'aurais compris, en sortant de cette chambre, que l'homme que j'y laissais était livré à une fatalité qui l'arrachait des bras de sa sœur pour ne l'y ramener jamais. Quinze jours après, la nouvelle de sa mort arriva à Berlin, et y répandit une morne consternation. On se refusait d'abord à croire une si terrible nouvelle; on sortait dans les rues, on s'adressait aux passans, on faisait la triste question dont on n'osait écouter la réponse. Toute la ville se pressait au palais Radziwill; le désordre y était tel, que Mlle Fromm et Mlle Wieseloff, deux maîtresses du prince Louis, arrivèrent sans obstacle

(1) Le roi Frédéric-Guillaume III.

(2) Ministre des Affaires étrangères du roi de Prusse de 1793 à 1804. Il passa le portefeuille au baron de Hardenberg et fut, en 1805, choisi par le Roi pour porter à Napoléon la déclaration arrêtée avec la Russie par la convention de Potsdam (3 novembre). On l'accusait d'être partisan de la politique napoléonienne.

chez sa malheureuse sœur, où la vieille princesse Ferdinand, si fière et si imposante, et la princesse Louise, si vertueuse et si pure, mêlèrent leurs larmes à celles de ces deux femmes dont elles ne voyaient, dans ce moment, que les regrets et le malheur (1).

J'anticipe sur les calamités qui ont désolé mon pays et dont le souvenir est trop présent à ma mémoire, et j'oublie qu'ils étaient loin de nous encore, au moment où j'habitais Prague avec ma mère : je reviens à cette époque.

Ma sœur Wilhelmine, blessée de ce qu'elle appelait les torts de la cour de Berlin à son égard, voulut avec un peu de mauvaise tête se montrer promptement consolée. Elle fixa son choix sur le prince Louis de Rohan (2), dont le grand nom, les malheurs de l'émigration, et une jolie figure à laquelle je n'ai jamais trouvé ni noblesse, ni esprit, étaient les seuls titres à une préférence qui blessa beaucoup de rivaux et affligea les amis de notre famille.

Le mariage de mes deux autres sœurs eut lieu dans cette même année. Pauline, la seconde, fort jolie, fort bonne, naturellement spirituelle, mais légère et sans expérience, encore fatiguée de l'imposante autorité de mon père, contrariée du peu d'accueil qu'il avait fait aux propositions de mariage qui lui furent adressées pour elle, effrayée de l'intérieur, alors fort retiré, de ma mère, accepta avec empressement le premier mari qui s'offrit. Ce fut le prince de Hohenzollern-Hechingen, chef de la branche aînée de la maison régnante de Brandebourg, fort grand seigneur, sans doute, de qui je n'ai d'autre mal à dire que l'impossibilité où je suis de le louer sur autre chose que l'éclat de sa naissance.

Peu de temps après, ma troisième sœur suivit l'exemple de

(1) Sur le prince Louis-Ferdinand et Pauline Wiesel, *Briefe des Prinzen L. F. von Preussen an Pauline Wiesel*, Leipzig, 1865. Introduction de 50 pages. Le volume contient 12 lettres du prince à Pauline et une lettre à Henriette Fromm ; il contient en outre des lettres de A. de Humboldt, de Rahel Varnhagen, de Gentz, à Pauline Wiesel et trois lettres de Pauline en français, datées de Saint-Germain-en-Laye (4 août 1838 et 14 avril 1848), et de Paris (22 mars 1848) ; voyez aussi Gentz : *Schriften*, édités par Schlesier ; et Karl Hillebrand, dans la *Revue* du 1er mai 1870.

Le prince Louis eut deux enfans d'Henriette Fromm, un fils et une fille, qui furent anoblis en 1810, sous le nom de Wildenbruch.

(2) Le mariage de la princesse Wilhelmine eut lieu le 23 juin 1800, celui de la princesse Pauline le 26 avril 1800. La princesse Jeanne ne se maria que l'année suivante, le 18 mars 1801.

ses aînées et épousa le duc d'Acerenza, de l'illustre maison Pignatelli. Les lettres que la reine de Naples (1) écrivit en sa faveur, le zèle officieux de quelques personnes que ma sœur croyait alors de nos amis, la décidèrent. Je n'ai jamais pu trouver à ce mariage d'autre raison que l'importunité à laquelle, à seize ans, ma pauvre sœur ne sut pas résister. C'est à ces différens motifs, si peu suffisans pour faire prendre une résolution dans la seule grande question de la vie des femmes, qu'il faut attribuer le peu de bonheur que mes sœurs ont trouvé dans leur intérieur et l'empressement avec lequel elles ont profité des facilités que leur donnait la religion protestante et les usages de leur pays, pour rompre des nœuds aussi mal assortis que légèrement formés.

Ma mère, après le mariage de ses filles, se trouva séparée des deux aînées qui passèrent plusieurs années à voyager. La duchesse d'Acerenza et moi, nous lui restions; mais ma mère souvent mécontente de son gendre, et trouvant dans son cœur plus d'inquiétude pour le bonheur de sa fille qu'elle ne voyait dans sa position de moyens de l'assurer, fut au moment d'accepter les propositions d'un second mariage, qui lui furent faites par le duc d'Ostromanie, oncle du roi de Suède et frère du duc de Sudermanie, qui depuis a été roi (2). Ce prince avait vu ma mère à Karlsbad et avait conservé une impression si forte de sa douceur et de ses agrémens, qu'aussitôt l'année de veuvage révolue, il lui offrit sa main.

Mais je n'avais que sept ans; mes tuteurs n'auraient pas consenti à me laisser élever en Suède; d'ailleurs, la rudesse du climat aurait nui à ma faible santé. D'un autre côté, ma mère sentait le bonheur de l'indépendance, d'autant plus complet pour elle, que le testament de mon père et la noble conduite de l'empereur Paul lui avaient assuré un douaire plus considérable que celui de presque aucune princesse d'Allemagne. Toutes ces considérations, parmi lesquelles sûrement sa tendresse pour moi tint la première place, lui firent, après quelques

(1) La reine Caroline, sœur de Marie-Antoinette.

(2) Gustave III, assassiné en 1792 (mars), laissa un fils mineur qui monta sur le trône sous le nom de Gustave-Adolphe IV. Une régence était nécessaire; elle fut confiée au duc de Sudermanie. Lors de la révolution de 1809, Gustave IV fut banni du royaume et le duc de Sudermanie élu roi par la Diète sous le nom de Charles XIII.

jours d'hésitation, refuser l'honorable proposition du prince de Suède. Renonçant alors pour toujours à toute idée de s'engager dans de nouveaux liens, elle arrangea sa vie d'une manière à la fois douce et convenable. Elle résolut de passer les étés à Lobichau, cette même maison de campagne en Saxe dont j'ai parlé, et de s'établir l'hiver dans une grande ville qui pût lui offrir les ressources nécessaires à mon éducation. Presque toute ma fortune était en Prusse, mon avenir devait naturellement m'y fixer; ma marraine nous y appelait de tous ses vœux. Mes tuteurs, à la tête desquels était le Roi, montraient plus qu'un désir à cet égard, et ma mère, que des relations d'amitié avec plusieurs membres de la famille royale y attiraient, fixa son choix sur Berlin.

*
* *

Peut-être n'est-il pas hors de propos de dire ici ce que j'étais, ou plutôt ce que je me souviens d'avoir été au moment où commence véritablement mon éducation. Petite, fort jaune, excessivement maigre, depuis ma naissance toujours malade, j'avais des yeux sombres et si grands qu'ils étaient hors de proportion avec mon visage réduit à rien. J'aurais décidément été fort laide si je n'avais pas eu, à ce que l'on disait, beaucoup de physionomie; le mouvement perpétuel dans lequel j'étais faisait oublier mon teint blême, pour faire croire à un fond de force que l'on n'avait pas tort de me supposer. J'étais d'une humeur maussade et, à ma pétulance près, je n'avais rien de ce qui appartient à l'enfance. Triste, presque mélancolique, je me souviens parfaitement qu'alors je souhaitais mourir pour retrouver mon père qui, s'il avait vécu, m'aurait offert la protection dont je croyais avoir besoin. Du reste, j'étais parfaitement ignorante, quoique très curieuse, mon seul savoir se bornait à parler couramment trois langues : le français, que j'avais attrapé dans le salon; l'allemand, qui m'arriva par l'antichambre, et l'anglais que j'apprenais à travers les gronderies et les coups d'une vieille gouvernante qu'un ami avait fait placer auprès de moi depuis ma naissance, et qui se maintenait dans la maison par la faiblesse de ma mère, à qui sans doute on laissait ignorer les traitemens fort rudes qu'elle exerçait envers moi.

Cette Anglaise n'était cependant pas une méchante personne; mais dénuée, au plus haut degré, de toute espèce de sens com-

mun, elle croyait que la seule manière d'ouvrir l'esprit des enfans était de les battre; et que, pour les rendre sains, il fallait les laisser courir tout nus et les tremper dans de l'eau à la glace. Dans le Nord, et avec des nerfs très irritables, ce régime a failli me tuer. Je ne me tirai de l'imbécillité, à laquelle les coups de cette vieille femme m'auraient infailliblement conduite, que par une révolte ouverte, qui me faisait passer pour fort méchante, tandis que, en vérité, le seul motif de ma colère était le seul besoin de repousser la cruauté, je dirais maintenant la démence dont j'étais victime. Depuis, j'ai pardonné de bon cœur tous les coups de verges dont mon petit corps avait si souvent porté les sanglantes marques; et même j'ai retrouvé avec assez de plaisir cette pauvre vieille folle qui m'aimait à sa manière, laquelle, Dieu merci, est celle de bien peu de gens.

Cet absurde système d'éducation, les corrections peu réfléchies me rendaient malade et raidissaient de plus en plus mon caractère au lieu de le former. J'étais obstinée, enragée et surtout blessée au plus haut degré des punitions multipliées que l'on m'infligeait, et dont nos domestiques étaient journellement les témoins. Je savais que j'étais l'objet de leur pitié, et ne m'en sentais que plus humiliée; enfin, je ne crois pas qu'il fût possible de trouver un plus désagréable et plus malheureux enfant que je ne l'étais à sept ans.

Si tout en aimant beaucoup ma mère, en rendant justice à ses rares qualités, en la prisant bien haut et la mettant bien à part, je ne suis cependant jamais arrivée avec elle à des relations précisément filiales, j'en attribue la cause première à ce temps d'oppression dont ma jeune tête lui faisait intérieurement quelques reproches. Je ne pouvais savoir que, jeune et charmante encore, le monde, dont elle avait peu joui du vivant de mon père, l'attirait puissamment; qu'il était assez naturel qu'une enfant sombre, maussade et qu'on lui dépeignait opiniâtre et méchante, ne méritât pas de sa part beaucoup d'attention et de soins, et qu'il était par conséquent assez simple que je restasse dans un coin à ne me faire aimer de personne. Je sentais vivement que je n'intéressais qui que ce fût; mais j'étais trop irritée pour faire le moindre frais, la moindre avance; au contraire, je repoussais avec colère les paroles douces que de loin en loin on m'adressait, car je les croyais dictées par la pitié et non par l'affection.

Certes une grande partie de mes défauts datent du commencement de ma vie, et je ne sais s'il me serait resté une seule bonne disposition, sans le changement qui eut lieu, à cette époque, dans mon éducation. Un homme, aussi fameux par ses vices et ses bassesses que par le grand empire qu'il exerça sur plusieurs personnages marquans, fut la cause principale de ce qu'on me mit dans une meilleure route.

Ma famille tout entière était sous le charme de ce baron d'Armfeld (1) si fatal au repos de ceux dont il se disait l'ami. Il gouvernait despotiquement notre intérieur; mais son règne fut court et ne laissa d'heureux souvenirs que dans ma vie. Étonné qu'à près de sept ans je ne susse pas lire, il voulut s'assurer lui-même si mon ignorance tenait à de la mauvaise volonté, à de la stupidité, ou à quelques défauts dans la manière de m'enseigner. Il me fit connaître mes lettres; je les appris en si peu de temps, mes progrès furent si rapides, qu'il assura ma mère qu'il y aurait moyen de tirer quelque parti de moi, et qu'il était bien temps de me donner une gouvernante instruite et capable de me diriger. M. d'Armfeld faisait autorité dans cette question, il avait une fille charmante et bien élevée. Il mit donc l'instruction à la mode dans la maison, et aussitôt on chercha partout la gouvernante à laquelle on voulait confier le petit monstre, qui, en huit jours, avait appris à lire comme une grande personne.

Le peu d'influence que ma mère avait eue sur l'éducation de ses autres enfans, fit naître en elle le désir de prouver, par moi, que mon père avait eu tort de ne pas lui en laisser davantage. Pour réparer le temps perdu et la négligence singulière dont on commençait à se repentir, on passa, comme c'est assez l'ordinaire, d'un excès à un autre : le conseil assemblé résolut de faire de moi un petit phénix qui, on n'élevait pas le moindre doute, ferait un jour un honneur prodigieux à la famille. Une bonne gouvernante, qui eût été fort suffisante pour un enfant, ne parut pas donner assez d'éclat à cette éducation que l'on annonçait avec une grande pompe ; on lui adjoignit donc un pré-

(1) Le baron d'Armfeld (1757-1814), favori du roi de Suède Gustave III, qui le chargea de nombreuses négociations et missions politiques. Après la mort de Gustave III, assassiné en 1795, il eut avec le duc de Sudermanie d'inextricables démêlés, fut accusé de trahison, condamné à mort par contumace. Pendant tout le temps que dura sa disgrâce, il séjourna en Allemagne et surtout à Berlin. Gustave-Adolphe IV, à son avènement, lui rendit biens et dignités et le combla de faveurs.

cepteur et, dès mon arrivée à Berlin, je dus me soumettre à deux puissances rivales et qui bientôt se déclarèrent la guerre, car l'abbé Piattoli et Mlle Hoffmann, qui avaient commencé par s'aimer trop, finirent par se détester. Après leur brouillerie, il ne resta de commun entre eux qu'une affection passionnée pour moi; cette affection, poussée jusqu'à la jalousie, fut même la première cause de leurs discussions; j'ajouterai que leurs caractères et leurs opinions étaient, d'ailleurs, si naturellement et si fortement opposés, que je ne savais comment me tirer de l'embarras d'obéir à des volontés si contraires. Ma gouvernante, quand je voulais suivre les conseils de l'abbé, était à l'instant saisie d'horribles attaques de nerfs; l'abbé, quand je voulais le contredire, s'emportait contre le système absurde que Mlle Hoffman avait adopté. Je finis par me familiariser avec les maux de nerfs de l'une et les sorties de l'autre, et je ne prenais de tous deux que ce qui, à mon propre jugement, me paraissait raisonnable, et ce qui, surtout, se trouvait de mon goût; bien sûre que j'étais d'avoir toujours un des deux pour m'approuver et me défendre.

Peut-être comprendra-t-on mieux par qui et comment j'ai été élevée si je dis quelques mots de la vie, assez singulière, des deux personnes auxquelles j'étais confiée. Scipion Piattoli, Florentin de naissance, avait d'abord été attaché à l'éducation d'un jeune Polonais (1) avec lequel il était venu d'Italie à Varsovie; plein d'esprit, d'une instruction prodigieuse et universelle, d'un caractère souple, de manières nobles et polies: très favorable aux progrès des doctrines révolutionnaires, dont il était fort occupé; il ne tarda pas à être remarqué par le roi Stanislas, dont il devint le bibliothécaire et le secrétaire intime. Il fut le rédacteur principal de la Constitution du 3 mai (2), tort immense aux yeux de l'impératrice Catherine qui le persécuta cruellement. Jeté dans les cachots d'une obscure forteresse, il ne dut sa liberté qu'aux efforts généreux et persévérans de ma mère, à qui il avait été utile dans le voyage qu'elle avait fait à Varsovie pour les intérêts de mon père. Elle le recueillit chez elle au sortir de prison; tant de bienfaits excitèrent vivement sa reconnaissance et il se chargea avec plaisir de la partie sérieuse et élevée de mon éducation.

(1) Le prince Henri Lubomirski.
(2) La Constitution du 3 mai 1791.

Mlle Hoffmann était Allemande; elle avait dans sa première jeunesse dû épouser un Français qu'elle avait connu à Mannheim et qu'elle suivit à Paris. Au moment de se marier, le jeune homme mourut. Dans sa profonde douleur, elle se persuada que la religion catholique lui offrait plus de consolations que la religion protestante; elle abjura et se retira dans un couvent avec l'intention de se consacrer uniquement à Dieu. Mais, peu de jours avant sa prise d'habit, elle se dégoûte subitement de la catholicité et de la vocation religieuse, quitte le couvent, la ville, le pays, et arrive je ne sais trop comment en Pologne où elle devient gouvernante de Mlle Christine Potocka. Bientôt après, les prisons de Russie s'étant ouvertes pour cette jeune personne qui voulut y suivre son père, Mlle Hoffmann, séparée de son élève, accepta avec plaisir la proposition qui lui fut faite de s'occuper de moi. Sa manière d'enseigner était heureuse, ses sentimens étaient généreux et son caractère élevé, mais avec plus d'imagination que d'esprit, plus de savoir que de discernement, plus d'emportement que de volonté, avec un cœur ardent, une humeur inégale et impérieuse, elle paraissait plus appelée à donner une éducation brillante qu'une raisonnable.

Malgré les inconvéniens réels et multiples qui résultaient pour moi du caractère de mes entours et de leurs divisions, inconvéniens que je sentais peu alors, mais dont j'éprouve encore aujourd'hui les suites, je me trouvais fort heureuse comparativement aux années précédentes.

Mlle Hoffmann, passionnée pour l'*Émile*, me faisait en grande partie suivre le régime sanitaire indiqué dans cet ouvrage (1), il me réussit assez bien : je repris bientôt des forces et des couleurs, et je suis convaincue qu'à sept ans comme dans tout le cours de ma vie, je n'ai jamais été malade que de contrariétés. On me donna des maîtres d'agrémens, j'en faisais peu de cas et je ne cherchais guère à profiter de leurs leçons. Aussi, suis-je arrivée à danser en mesure, les pieds en dehors, sans avoir jamais appris un seul pas. J'aime beaucoup la bonne musique, je crois la sentir, mais je dois les impressions qu'elle produit sur moi à mes nerfs et à mon organisation plutôt qu'à ma science dans cet art, car mon maître de musique était, de tous mes maîtres, celui qui se plaignait le plus de mon inattention et de

(1) Voyez Appendice IV.

l'insupportable ennui que je montrais dès le premier quart d'heure de ma leçon de piano.

J'aurais aimé le dessin, il m'aurait amusé et j'eusse, je crois, fait des progrès, sans une vue très basse que je fatiguais beaucoup d'ailleurs. J'abandonnai mes crayons, pour ne plus les reprendre, durant une espèce de cécité qui me voua, pendant plusieurs mois, à la plus complète oisiveté. J'avais de grands succès dans les ouvrages de l'aiguille; on me faisait coudre et broder pendant les lectures d'histoire qui remplissaient nos soirées et dont je chargeais Mlle Hoffmann ou l'abbé. Je suis restée bonne ouvrière et cela me plaît.

J'appris bientôt à écrire les trois langues que je parlais. Je calculais supérieurement à dix ans, ce qui donna l'idée de m'apprendre l'algèbre et les mathématiques. J'ai employé beaucoup de temps à ces études que je préférais à tout. A treize ans, je passais, avec un bonheur et un amour-propre singuliers, de fréquentes soirées à l'observatoire de Berlin, avec le fameux astronome Bode (1), qui m'avait prise en amitié. Mais maintenant que le monde, ses joies et ses douleurs, ont depuis longtemps effacé toute ma petite science, je regrette que l'on m'ait laissé donner un temps précieux, aujourd'hui perdu sans retour, à des études si inutiles dans la vie, quand on ne les continue pas, et si fatigantes pour les autres, dans une femme, quand on les pousse trop loin. Mais, d'une part, je me sentais entraînée à cette étude par une remarquable facilité, et de l'autre, on trouvait, avec assez de raison peut-être, qu'il y avait quelque avantage à tempérer une nature à la fois ardente et mobile par des études sèches et abstraites. En dernier résultat on n'a rien calmé, mais on a donné à mon esprit un besoin de tout creuser et à mes raisonnemens assez de méthode pour les faire contraster, d'une manière singulière et souvent pénible, avec le mouvement de mon imagination et l'impétuosité de mon caractère.

Je lisais beaucoup et beaucoup trop. L'abbé Piattoli avait une bibliothèque pleine de bons et de mauvais livres, comme est ordinairement celle d'un homme. Excepté trois ou quatre ouvrages, signalés et interdits, l'abbé me livra les autres. Grimpée et blottie sur la marche la plus élevée de l'échelle, je pas-

(1) Né à Hambourg en 1747, il fut appelé à Berlin par Frédéric II et nommé membre de l'Académie des sciences. Il mourut en 1826. La *loi de Bode* donne les distances des planètes au soleil

sais mes récréations à parcourir toute sorte de fatras et de bonnes choses. Mlle Hoffmann arrivait et me grondait : du haut de l'échelle, je la laissais dire et, lorsque je la voyais faire mine de m'atteindre, je m'élançais sur le corps de bibliothèque que j'escaladais très lestement au risque de me casser le cou. Je vois d'ici les bustes d'Homère et de Socrate entre lesquels je prenais place et d'où je négociais pour descendre, ce qui n'avait lieu qu'après avoir obtenu la permission de continuer la lecture qui m'intéressait. Je n'aimais pas la promenade, et il n'y avait d'autre moyen de me faire sortir qu'en me promettant de me laisser grimper aux arbres et polissonner tout à mon aise, ce que je faisais à un tel excès que je revenais habituellement tout écorchée.

Je n'avais pas d'enfant de mon âge autour de moi, leur société m'ennuyait parce que mon plus grand plaisir était, ce qu'il est encore, de causer. Je croyais comprendre ce que disaient les personnes plus âgées que moi, et je ne cherchais qu'elles. Les deux compagnes dont je m'arrangeais, avaient chacune sept ou huit ans de plus que moi. Elles partageaient mes leçons et nous sommes restées amies quoique, dans mes jeux turbulens, je ne les ménageasse guère et que dans les études qui étaient de mon goût je les surpassasse toujours.

Je voyais peu ma mère ; elle voyageait une grande partie de l'été et, l'hiver, elle allait beaucoup dans le monde. Quoique je demeurasse sous le même toit qu'elle, je savais beaucoup trop que la maison m'appartenait, que j'étais servie par mes gens, que mon propre argent payait mes dépenses, et qu'enfin mon établissement était complètement séparé du sien. J'allais le matin lui baiser la main ; de temps en temps, elle venait dîner chez moi : c'est à quoi se bornaient nos rapports.

Ma mère aimait l'abbé, mais elle craignait ma gouvernante ; la présence de celle-ci qui ne voulait jamais me perdre de vue pour conserver tout son empire lui était trop importune pour que le plaisir de me voir pût l'emporter sur la gêne qu'elle rencontrait. Cet empire de ma gouvernante était réel et je le trouvais doux, parce qu'il était fondé sur sa tendresse pour moi et sur l'indépendance qu'elle me laissait dans les petites choses qui m'intéressaient alors et qui flattaient trop mon goût pour que le souvenir, que Mlle Hoffmann supposait que j'en conserverais, n'assurât pas à sa facilité et à son indulgence un crédit puissant sur moi.

Mon éducation religieuse était nulle; je ne faisais point de prières, car je n'en savais pas. Je n'avais été qu'une fois à l'église, un jour que le prédicateur était fort mauvais. La simplicité des temples protestans n'avait rien qui pût occuper mes regards, et, après m'être endormie au sermon, je déclarai ne vouloir plus y retourner. Ni Mlle Hoffmann, qui, après avoir eu deux religions, était restée sans en professer aucune, quoiqu'elle ne fût pas cependant tout à fait incrédule, ni l'abbé, qui croyait que Condillac et les idées métaphysiques étaient des guides plus sûrs que l'Évangile, ne me contrariaient sur mon dégoût pour l'office divin.

Voilà bien exactement et trop longuement sans doute ce que j'étais à douze ans. Mon éducation fut trop bizarre pour que je ne reporte pas sur elle les fautes trop nombreuses de ma jeunesse. Je ne suis pas fâchée de bien faire connaître les excuses, car je sens que bientôt je vais avoir besoin de les faire valoir.

*
* *

C'est dans ce temps que j'entendis parler pour la première fois d'un procès considérable que nous avions, mes sœurs et moi, en Russie contre mes cousins qui nous disputaient une partie des sommes accordées à mon père en indemnité de la Courlande. Quoique l'espèce de transaction faite avec mon père fût déjà ancienne, les stipulations qu'elle contenait n'étaient point exécutées; nous n'avions rien reçu. Prouver que nous avions seules droit à cet argent et le retirer promptement d'un pays où la propriété n'est guère plus en sûreté lorsqu'elle est reconnue que quand elle est contestée, était d'un intérêt immense pour nous. M. de Gœckingk, conseiller intime au service du roi de Prusse et l'un de mes tuteurs, partit pour Pétersbourg comme fondé de nos pouvoirs: mais ne sachant pas le russe, et parlant très mal le français, il désira se faire accompagner de quelqu'un qui pût suppléer à ce qui lui manquait. L'abbé Piattoli lui parut ce qu'il y avait de mieux pour l'aider dans sa mission. Celui-ci, quoique peiné de me quitter, était cependant si fatigué des scènes continuelles de Mlle Hoffmann, qu'il n'hésita pas à donner à ma famille, en entreprenant ce pénible voyage, une nouvelle preuve de son dévouement.

Les personnes assez malencontreuses pour avoir des affaires

en Russie savent qu'il est possible d'y user une vie tout entière à la défense de ses intérêts, sans obtenir, je ne dis pas justice, mais une solution quelconque. Pénétré de cette triste vérité, le pauvre abbé me quitta les larmes aux yeux, sentant bien qu'il se séparait de moi pour longtemps et qu'il me quittait précisément à l'âge où sa surveillance et ses conseils devraient le plus contribuer à donner à mon esprit et à ma raison la direction qu'il aurait voulu leur imprimer.

La présence de M. Piattoli contrariait Mlle Hoffmann; elle se sentit allégée par son départ, et ne garda plus de mesure ni dans l'encens qu'elle me prodiguait, ni dans l'éloignement où sa jalouse affection me tenait de ma mère. Aimant assez la société lorsqu'elle y tenait une place première, elle s'en composa une qu'elle réunissait chez moi et dans laquelle elle me menait souvent; mais ce n'était pas une société où par mon rang je fusse naturellement placée : des artistes, quelques hommes de lettres, des familles de négocians trouvaient que j'avais une fort bonne maison; et ils avaient raison : le revenu considérable confié à Mlle Hoffmann pour mon éducation la rendait en effet fort agréable. Ma mère ne quittait guère sa sphère élevée et brillante pour trouver chez moi des personnes avec lesquelles elle n'avait aucun rapport, et lorsqu'elle voulait que j'allasse dîner ou souper chez elle, Mlle Hoffmann élevait des difficultés, prétendant que les distractions du grand monde portaient du trouble dans mes études. Je n'avais garde de la contredire : je me trouvais si bien dans le petit cercle dont elle m'avait entourée. J'y étais toujours, et à une grande distance, la première; on me flattait, on me gâtait. Il était très simple que j'aimasse mieux rester chez moi et mettre à contribution les talens et l'empressement de tous ceux qui m'environnaient que d'être en petite fille dans un coin du salon de ma mère, avec une gouvernante dont le maintien était aussi gêné que le mien ennuyé. Je n'avais de relations analogues à mon âge et à ma position qu'avec les enfans de la princesse Louise (1) et avec ceux de la Reine; car il n'y avait pas

(1) Sœur du prince Louis-Ferdinand, mariée en 1796 au prince Antoine Radziwill, duc d'Odyke et de Nieswiez. Elle mourut en 1836. Elle était la marraine de la princesse Dorothée et c'est sous les auspices de ce souvenir que fut conclu à Sagan, en 1857, le mariage de Mlle Marie de Castellane, petite-fille et filleule de la duchesse de Sagan, avec le petit-fils de la princesse Louise de Prusse, le prince Antoine Radziwill.

moyen de refuser de me mener au château et au palais Radziwill quand j'y étais demandée. La Reine mère, la jeune Reine, tous les princes me traitaient comme si je leur eusse appartenu. Ma marraine était toute maternelle pour moi, la vieille princesse Ferdinand me gâtait à l'excès, et le jeune prince royal (1), enfant aussi spirituel qu'il est devenu un prince distingué, m'avait prise dans la plus vive amitié : un an de plus que lui m'avait donné une sorte d'autorité sur son naturel indompté. Nous avions les mêmes maîtres et nous les faisions nos ambassadeurs ; c'était un échange innocent et continuel de dessins, de petits ouvrages, de beaux exemples d'écriture, de complimens fort tendres. J'ai conservé tant de reconnaissance pour cette aimable famille, j'ai été si respectueusement touchée de l'honneur qu'elle a désiré me faire en souhaitant mon mariage d'abord avec le prince Henri (2), frère du Roi, et plus tard avec le prince Auguste (3), son cousin, je me trouve encore si flattée des regrets qu'elle a témoignés lorsque mon étoile m'a arrachée de la Prusse, que je ne pourrai jamais exprimer assez tout le dévouement et le respect que je lui ai voués.

D'après les goûts de Mlle Hoffmann, je vivais, comme je viens de le dire, dans un monde fort différent, et qui partout ailleurs aurait eu plus d'inconvéniens pour moi ; mais, à Berlin, la haute bourgeoisie offre une société pleine de savoir et de talent. Peut-être le goût n'était-il pas toujours bien sûr et la pédanterie se glissait-elle quelquefois dans nos réunions. Les Français se feront une idée juste de ce qu'elles étaient par M. de Humboldt (4), qui appartient à cette même bourgeoisie.

(1) Il régna plus tard sous le nom de Frédéric-Guillaume IV (1840-1861).

(2) Né en 1781, mort en 1846. Il était le troisième fils de Frédéric-Guillaume.

(3) Le prince Auguste de Prusse était frère du prince Louis-Ferdinand. Il fut fait prisonnier au combat de Prentzlow, le 6 octobre 1806, par le vicomte de Reiset et conduit en France comme prisonnier d'État. Sur le séjour du prince Auguste de Prusse au château de Coppet et sur son projet de mariage avec Mme Récamier en 1807, voir le livre très documenté de M. Herriot, *Madame Récamier et ses amis*, Paris, in-8. 1904, t. I, p. 171 et suiv.

(4) Il s'agit ici de Guillaume de Humboldt, et non d'Alexandre son frère. Guillaume de Humboldt (1767-1835) représente au plus haut degré le type de l'homme très cultivé (hochgebildeter Mann) qui, avec un grand fond d'instruction première, a su s'assimiler toutes les idées de son temps. Il fonda l'Université de Berlin (1810) et fut ministre plénipotentiaire de la Prusse au Congrès de Vienne. C'est là qu'il reverra la princesse Dorothée de Courlande, devenue duchesse de Dino, qui accompagna le prince de Talleyrand, son oncle, au Congrès. L'Académie royale de Berlin vient de publier une édition de ses œuvres complètes qui ne compte pas moins de 5 vol. in-8. Si les écrits philosophiques de G. de Humboldt n'ont guère

J'ai conservé un souvenir agréable de quelques personnes que je voyais souvent à cette époque ; je citerai particulièrement M. Ancillon (1), prédicateur distingué, auteur estimable, homme droit et éclairé, attaché depuis à l'éducation du Prince Royal, et qui jouit encore de l'amitié de son élève et du respect de ses concitoyens. Je pourrais nommer quelques femmes aimables, unissant tous les talens et toute l'instruction d'une position première à toutes les vertus domestiques d'une situation médiocre. L'Allemagne offre mille exemples de ce genre, si rares dans les autres pays. Berlin particulièrement pouvait se vanter de posséder des femmes aussi distinguées dans le monde qu'excellentes dans l'intérieur de leurs ménages, car *ménage* est le mot (2).

franchi les limites du monde savant, ses écrits politiques (*Politische Denkschriften*, t. X-XII, formant 4 vol. de l'édition citée) ont exercé une profonde influence sur la formation de l'Allemagne contemporaine. Une œuvre d'un autre genre, mais célèbre en Allemagne, nous donne une idée de ce qu'il devait être dans ses relations du monde. Ce sont ses *Briefe an eine Freundin*, qui contiennent toute une philosophie du bonheur puisé dans le parfait équilibre de l'âme. Les *Lettres à une amie* sont adressées à Charlotte Diede, personne d'une grande beauté, qu'il connut aux eaux de Pyrmont au temps où il était étudiant, dont il fut très amoureux pendant trois jours et à qui il écrivit régulièrement jusqu'à la fin de sa vie. Et c'est en vain qu'on chercherait dans cette correspondance intime un mot de nature à compromettre la mémoire d'un philosophe.

(1) Jean Pierre-Frédéric Ancillon (1767-1837) était issu d'une ancienne famille de Metz, émigrée en Prusse après la révocation de l'Édit de Nantes. Il avait fait un assez long séjour à Paris pour y achever ses études. A Berlin, il exerçait les fonctions de pasteur ; prédicateur très éloquent, il était lié d'amitié avec les plus illustres de ses contemporains. Plus tard, et quoique immigré, il devint président du Conseil des ministres de Prusse (1831). Son *Tableau des révolutions du système politique de l'Europe depuis la fin du XVe siècle* (Berlin, 1803-1805), ouvrage aujourd'hui bien oublié, eut alors un grand succès et le plaça au premier rang des historiens de son temps.

(2) Sur la société de Berlin à cette époque, on peut consulter les *Souvenirs* de Henriette Herz et de Rahel Varnhagen, déjà cités ; les *Tagebücher* de Varnhagen (14 vol., 1866-1870), Leipzig ; Geiger, *Berlin 1688-1840; Geschichte des geistigen Lebens der preussischen Hauptstad*. Berlin, 1895, t. II, p. 186-206 ; *Gesellschaften und Clubs* ; K. Hillebrand, *La société de Berlin, de 1789 à 1815*, dans la *Revue* du 15 mars 1870. Voici ce qu'il dit en particulier de la maison de la duchesse de Courlande, d'après les Mémoires de Henriette Herz : « La duchesse de Courlande... était une des premières grandes dames chrétiennes de Berlin, qui réagit contre la séparation des classes, déjà un peu effacée parmi les hommes et qui osa disputer aux riches Juives (Mmes de Grotthuis et d'Eybenberg, filles du banquier Cohen, et surtout Henriette Herz, la Récamier allemande, et Rahel Levin, mariée à Varnhagen), le droit d'accueillir et de patronner le talent. Son exemple fut bientôt suivi et l'aristocratie prussienne mit autant d'amour-propre à se distinguer par l'esprit et par la culture de l'esprit que naguère elle en avait mis à étudier la science héraldique. Le salon de Mme de Courlande réunissait toutes les classes de la société et les distinctions religieuses y étaient entièrement inconnues. Juifs et

Je vais en nommer une qui n'était assurément ni sur cette ligne ni dans cette catégorie, mais qui, par le plus admirable talent et des manières parfaitement convenables, aurait pu être reçue partout, excepté chez une jeune personne : Mme Unzelmann, la plus grande actrice du théâtre allemand, l'était cependant chez moi. Les larmes que sous l'habit de Marie Stuart elle m'avait fait verser me donnèrent le désir de la voir et de causer avec elle ; mes fantaisies étaient des ordres : je la vis, la trouvai charmante, et l'emmenai même passer quelques semaines à la campagne où, dans l'absence de ma mère, nous jouions la comédie qu'elle dirigeait et à laquelle elle prenait part. L'illustre Schiller ne s'arrêtait pas à Berlin sans qu'il me fît l'honneur de venir chez moi.

Jean de Müller (1), l'historien, était un des habitués de mon salon, Iffland (2), grand acteur, auteur spirituel, homme aimable et, ce que j'ai su depuis, intimement attaché à ma gouvernante, passait sa vie chez moi. Directeur du Théâtre-Royal de Berlin, le meilleur, sans contredit, de l'Allemagne et rendu tel par ses soins, Iffland se faisait un plaisir de donner les représentations

chrétiens, savans et grands seigneurs, grandes dames et comédiennes, tout cela s'y rencontrait, s'y confondait, car la duchesse s'attachait à placer ses hôtes à une douzaine de petites tables séparées où il fallait bien que les grandes dames fissent bonne mine aux convives roturières avec lesquelles l'habile maîtresse de maison savait les mêler. Cet exemple fut contagieux et eut d'excellens résultats pour le rapprochemeni des classes. C'est dans cette maison que se rencontrèrent Rahel et le prince Louis-Ferdinand, Mme de Staël et Auguste-Guillaume de Schlegel, qui avait remplacé son frère à Berlin, la princesse de Radziwill, sœur du prince Louis-Ferdinand, et Jean de Müller, le célèbre historien, Mme de Genlis et le comte de Tilly, ami de Mirabeau, Genelli, le peintre, et Gualtieri, l'humoriste, Frédéric de Gentz, la plus puissante plume de publiciste que l'Allemagne ait jamais eue, et Guillaume de Humboldt, le diplomate philosophe ; en un mot, tout ce que Berlin comptait de distingué par l'esprit. » — « Il fallait, ajoute Henriette Herz, l'indépendance, l'énergie, l'esprit et le tact de la duchesse pour ne pas échouer dans une pareille entreprise... C'est dans la maison de la duchesse de Courlande que Mme de Staël fit choix d'un petit nombre d'amis qui devinrent ensuite ses familiers à elle : *Erinnerungen*, cap. XV : *Die Herzogin Dorothea von Kurland und ihr Haus* (p. 186-195).

(1) Jean de Müller (1752-1809), Suisse d'origine, fut d'abord conseiller aulique à Vienne ; en 1894, il vint à Berlin en qualité d'historiographe du roi de Prusse. En 1807, Napoléon le fit nommer, par le roi Jérôme, ministre secrétaire d'État du royaume de Westphalie. L'œuvre principale de Jean de Müller est l'*Histoire de la Confédération suisse*, qu'il laissa inachevée.

(2) Mme de Staël, qui l'avait vu jouer à Berlin, dit de lui : » Il est impossible de porter plus loin l'originalité, la verve comique et l'art de peindre les caractères que ne le fait Iffland dans ses rôles. Iffland fut en outre un auteur dramatique fécond. L'édition complète de ses œuvres ne comprend pas moins de 24 volumes (édit. de Vienne, 1843).

qui excitaient ma curiosité et mon intérêt. Je lui indiquais la distribution des rôles, je dirigeais ses costumes, et entre Mme Unzelmann, lui et moi, nous formions un petit comité dramatique qui me plaisait à l'excès. J'avais une loge à l'année, et il est inutile de dire que j'étais très assidue lorsqu'il jouait. Je l'applaudissais trop dans *Wallenstein*, je pleurais de trop bon cœur lorsqu'il paraissait dans *le Roi Lear*, je partageais trop sa propre gaîté dans ses rôles comiques, pour qu'il ne prît pas un plaisir particulier à montrer tout son talent devant moi. Il m'aimait réellement beaucoup; j'ai des lettres de lui qu'il m'a écrites depuis que je suis en France, dans lesquelles il me pleure de la manière la plus touchante. On m'a souvent répété que je disais les vers allemands à merveille : c'est Iffland qui me les apprenait, et je me plais encore aujourd'hui à retrouver dans ma voix les inflexions que je prenais dans la sienne. Il a obtenu, depuis mon départ, des lettres de noblesse et la croix de l'Aigle rouge. Ces distinctions lui ont été accordées en récompense du rare désintéressement qui le porta pendant les malheurs de la Prusse à engager toute sa fortune pour soutenir le théâtre de Berlin (1).

Il fut, à la même époque, l'objet des plus mauvais traitemens de la part du maréchal Victor. Un prologue et une représentation extraordinaire par lesquels on célébrait habituellement le jour de naissance de la Reine, furent joués, malgré la présence des autorités françaises. Le duc et la duchesse de Bellune, tous deux établis dans la loge royale, montrèrent à cette occasion la plus vive colère. J'étais ce jour-là au spectacle. Le maréchal surtout, indigné de l'air de fête répandu dans la salle, des bouquets que portaient toutes les femmes et des cris de : *Vive le Roi! Vive la Reine!* qui retentissaient de toutes parts, envoya ses aides de camp arrêter Iffland, accusé par lui de fomenter ce qu'on appelait l'esprit de rébellion. Des gendarmes pénétrèrent en même temps dans la salle, mais ne purent contenir le tribut d'amour et de regrets que les habitans de Berlin étaient si heureux d'offrir à leurs souverains absens et malheureux. Je me souviens encore d'un autre jour où l'on donnait *Iphigénie en Tauride*, pièce dans laquelle on voit sur la scène une statue de Diane. Le duc de Bellune se met dans la tête que cette statue ne

(1) Iffland fut directeur du théâtre de Berlin de 1796 à 1814.

peut être que celle de la Reine, et aussitôt il envoie arracher de force aux prêtresses étonnées l'image de la déesse. Il fallut bien alors donner au maréchal une leçon de mythologie, la première que de la vie il ait probablement reçue. Ce ne fut qu'après de longues explications qu'on obtint la grâce de cette pauvre Diane de carton, qui allait être mutilée. C'est ainsi que, dans ces années de troubles, les scènes les plus ridicules succédaient souvent aux plus déplorables excès.

*
* *

Mais pourquoi anticiper sur le temps ? Quel triste empressement peut me porter à arriver aux époques de crises et d'humiliations ! Est-ce moi qui puis avoir hâte de quitter des souvenirs d'illusions, de bonheur ? J'étais donc heureuse ! Oui sans doute ; mais je ne l'étais pas des joies de l'enfance, et voilà ce qui plus tard a rempli ma vie de mécomptes. Car c'est avec des goûts appartenant à un autre âge que le mien, avec un orgueil excessif, une indépendance constatée, des liens de parenté affaiblis, des idées religieuses sans force, c'est en évitant le mal, mais l'évitant par fierté, craignant le blâme, mais ne le redoutant que par hauteur, que je marchais imprévoyante et présomptueuse vers des écueils couverts de fleurs. Je me demande souvent ce qui m'attirait la touchante bienveillance dont mes jeunes années étaient entourées, tandis qu'un amour-propre exalté aurait dû, ce semble, me rendre insupportable. Ne m'est-il pas permis d'essayer de répondre à cette question et, après avoir parlé sincèrement de mes défauts, de citer les qualités qui les atténuaient et même les faisaient souvent oublier ?

Je dirai d'abord que je n'ai de ma vie élevé des prétentions que lorsque j'ai pu supposer à la malveillance l'intention de les contester, et la malveillance, mes treize ans ne l'avaient point encore rencontrée. Donner le bonheur est une manière d'exercer la puissance qui a toujours eu un grand charme pour moi : aussi dans tous les temps j'ai été la meilleure possible pour mes gens, et utile, autant qu'il dépendait de moi, à tous ceux qui me montraient de la confiance en me demandant un service ou une protection. Je n'ai jamais manqué aux règles de la politesse ; j'avais senti, dès mon extrême jeunesse, qu'elle était indispensable dans la vie. Cependant, il faut l'avouer, dans certains mauvais momens, dont je ne suis pas la maîtresse, on préférerait

en moi un peu moins d'usage du monde à la dédaigneuse sécheresse de mes manières. J'admettais peu de supériorités, mais je n'étais pas assez sotte pour n'en reconnaître aucune. Celle que donnent de grandes vertus, des talens remarquables, la vieillesse, a toujours trouvé en moi l'estime et le respect qui leur sont dus. Je savais donner à ces sentimens une forme cajolante dans mon enfance et coquette dans ma jeunesse, qui flattait d'autant plus que la médiocrité n'obtenait de moi aucun hommage. Je mettais une grande importance à rendre ma maison agréable, et jamais je n'ai mieux fait les honneurs chez moi que lorsque j'avais treize ans. Enfin on jugeait trop sainement la singulière éducation que je recevais et la situation tout à part dans laquelle j'étais placée, pour ne pas me savoir gré d'avoir conservé des manières obligeantes, un langage naturel et le désir de plaire, que je ne rendais jamais assez général pour qu'il pût cesser d'être flatteur.

Chacun ayant pris le parti de ne plus voir en moi une enfant, on me trouvait une personne assez aimable, très singulière, et, par ce dernier motif, jugée avec plus d'indulgence et d'équité qu'il ne s'en rencontre habituellement dans le monde. Ne ressemblant à personne, on ne m'appliquait pas les règles générales. D'ailleurs, on croyait fermement que mon avenir appartenait à la Prusse, et tout Berlin voyait en moi une personne destinée à lui donner de l'éclat et de l'agrément. Le dirai-je? on plaçait un amour-propre presque national dans mes succès, on se vantait de mes avantages, et j'étais pour tout le monde tellement hors de ligne que je n'ai jamais rencontré pendant huit années ni froideur, ni envie. Rien ne porte autant à la bienveillance que de la trouver partout autour de soi; aussi je ne me souviens pas d'une seule personne qui à cette époque m'eût inspiré un mauvais sentiment. N'était-ce pas arriver bien mal préparée à la sévérité, à l'injustice des jugemens que la société française s'est plu à porter contre moi?

L'OMBRE DU PASSÉ

DERNIÈRE PARTIE (1)

XVII

Douze mois s'étaient encore écoulés, avec leur cortège multicolore de rêves, d'ennuis, d'espérances, et Adone, après sa première année d'études faites à l'Université pédagogique, revenait au pays.

Tandis qu'il suivait la digue du Pô, entre Casalino et Casalmaggiore, il se disait à lui-même : « Pendant ces vacances, je veux m'amuser. Je donnerai quelques leçons; mais j'aurai du temps de reste. J'irai pêcher; je jouerai la comédie. De cette manière, je joindrai l'utile à l'agréable. »

Dès qu'il fut arrivé, il voulut, malgré l'heure tardive, voir sa tante qui était malade. Carissima le conduisit dans la chambre de Tognina, et, lorsqu'il aperçut la petite femme, il éprouva pour elle une pitié mêlée de répugnance. L'arthritisme mal soigné la rongeait, comme l'humidité ronge la pierre. Elle était devenue encore plus chétive, plus noire, plus recroquevillée. Perdue dans son grand lit comme dans un désert, elle ressemblait vraiment à une momie retirée de sa boîte préhistorique.

— Ma tante, ma tante ! lui dit-il en se penchant vers elle.

Elle le regarda, de ses yeux pleins d'angoisse; jamais elle ne l'avait regardé ainsi, et il crut comprendre qu'elle voulait lui

(1) Voyez la *Revue* des 15 février, 1er et 15 mars.

dire quelque chose. Mais Carissima l'observait, penchée sur l'autre bord de la couche. Tognina balbutia d'une voix rauque :

— Le mal s'avance vers le cœur... Il est tout près... Les portes sont ouvertes...

Quelles portes ? celles de l'éternité ? Mais Adone n'était pas en humeur de penser à l'éternité.

— Faites donc venir le médecin ! conseilla-t-il, d'un ton de reproche. C'est une maladie dont tout le monde guérit, à présent !

Chassé de cette chambre chaude par la désagréable odeur de camphre et de confitures qui l'emplissait, il se retira dans son grenier, convaincu, comme toutes les personnes bien portantes, que les malades le plus gravement atteints ont beaucoup de chances pour guérir.

Le lendemain matin, il se rendit chez la vieille *Suppèi* qui s'était guérie, elle, qui avait vaincu l'ennemi, qui ne toussait plus, qui ne pensait plus à la mort ! Il la trouva se disputant avec la mère de son ancien ami Marco.

— Je suis pauvre, c'est vrai; mais ma conscience est nette comme le linge qui sort de la lessive ! Je n'ai pas de teintures pour me teindre l'âme ! criait la vieille, de sa grosse voix, en frappant le sol comme une cavale, avec sa galoche.

Caterina parut sur le seuil.

— Oh ! comme te voilà grande et forte ! s'écria Adone. Bientôt je n'arriverai plus à t'embrasser !

— Eh bien ! c'est moi qui t'embrasserai ! répondit-elle vivement.

Là-dessus, les rires, les babillages et les confidences recommencèrent.

— *Ton* Davide s'est enfin marié, et il est venu passer ici huit jours avec sa femme, au printemps. Tu disais qu'elle était jolie ? Mais non : elle est laide, elle a le teint noir, la face trop longue et les yeux mauvais. La Muton demande à tout le monde qui a les plus jolies toilettes, de sa belle-fille ou de la marquise !... Et Scipione, le Juif, s'est marié aussi. Sais-tu avec qui ? Avec Regina, la fille de ce Bellus qui nous vendait des châtaignes sèches. Mais, pour avoir celle-là, il n'y a pas eu besoin de se faire chrétien : elle l'aurait pris, même s'il eût été Turc.

— Preuve qu'il avait une grande passion pour toi !

— Eh ! eh ! si j'avais voulu de lui...

Elle paraissait heureuse, d'un bonheur serein; mais, de temps à autre, elle fixait sur Adone des regards inquiets. Elle aussi, elle semblait avoir quelque chose d'important à lui dire. Il la considérait avec passion; et néanmoins, par instans, ses yeux voluptueux se fermaient à demi et redevenaient les yeux espiègles du petit Adone.

— Devine le cadeau que je t'ai rapporté !

— Mais je t'ai écrit ce que je voulais : un autre éventail ! Celui que tu m'avais donné s'est cassé.

Il feignit d'avoir oublié la demande; et, finalement, il lui présenta une petite boîte dont elle se mit aussitôt à dénouer le cordon.

— Venez voir, grand'maman, venez voir !

La vieille s'approcha, de mauvaise humeur : car elle ne doutait pas qu'il eût encore gaspillé son argent à faire l'emplette de quelque bijou.

— Qu'est cela ? s'écria la jeune fille en regardant Adone, d'un air d'étonnement et de reproche.

La vieille se pencha et reconnut dans la boîte les dix *marengos* que Caterina avait remis à son fiancé, lorsqu'il était parti pour l'Université. Il n'avait pas touché à cette somme; il avait vécu avec le peu d'argent que sa tante lui envoyait en cachette, et il avait payé ses frais d'études avec le prix des leçons qu'un de ses professeurs lui avait procurées en ville.

— Eh bien ! grand'maman ?... interrogea Caterina, en indiquant les pièces d'or et en consultant la vieille du regard.

— Accepte-les, mon cœur ! Tu les lui redonneras quand il retournera là-bas !

— Mais il me les rendra encore ! dit-elle, moqueuse. J'aurais préféré l'éventail...

Puis, fixant sur Adone des yeux pleins de mystère :

— Des écus, nous en aurons beaucoup, lorsque tu voudras...

— Oui, attrape-les par la queue ! répondit-il en dialecte.

Caterina était en possession d'un secret; mais, pour le révéler, elle avait voulu attendre le moment favorable. Le soir, après les premiers baisers échangés dans le silence de la chambrette, elle dit à Adone, en prenant des précautions, comme si elle craignait de lui causer un trop vif émoi :

— J'ai une chose à t'apprendre... une bonne, une très bonne chose !... Sache que... que tu es riche.

— Comment?... C'est la seconde fois que tu me le dis. De quoi s'agit-il?

Agité par la curiosité et par l'incertitude, il rougit dans l'ombre : des souvenirs confus, de vagues remords traversaient son âme. Caterina reprit :

— Écoute-moi bien. L'autre jour, Dircé, la femme d'Agostino, m'a fait appeler secrètement. Je suis allée chez elle; je l'ai trouvée pieds nus, échevelée, semblable à une furie. La maison était sens dessus dessous, les enfans pleuraient. Elle a commencé par se plaindre de Tognina, de Pirloccia, de Carissima; puis elle m'a dit : « Il est temps que je parle, moi, puisque Agostino, cet imbécile, ne veut pas s'occuper de ses propres affaires. J'aurais voulu attendre le retour d'Adone; mais je crains qu'il ne refuse de m'écouter; lui aussi, il est trop bon : un vrai godiche! Alors l'idée m'est venue de m'adresser à toi, Caterina : tu es une fille de caractère et tu trouveras le moyen de sauvegarder tes intérêts. » Enfin, elle m'a confié que Tognina avait fait son testament... Est-il vrai que Tognina sache écrire?

— Oui.

— Elle a donc fait son testament, mais par-devant notaire, et elle y a seulement apposé sa signature. Elle a laissé l'usufruit de tous ses biens à son frère; après la mort de celui-ci, l'héritage doit être partagé entre Marco, Fiorello et Fiorina. Ni Agostino ni toi, vous n'avez rien. Depuis ce jour, à ce que raconte Dircé, les Pirloccia gardent à vue Tognina comme une prisonnière : ils redoutent qu'elle ne te parle... Mais ce n'est rien encore. Écoute la suite. J'ai dit à Dircé: « Ma chère, nous n'avons pas besoin de l'héritage de Tognina, nous! Quant à Adone, sois sûre qu'il n'ira pas tourmenter sa tante. » Alors Dircé, après m'avoir fait jurer de ne confier à personne, excepté à toi, le secret qu'elle allait me révéler, m'a dit que ton oncle Giovanni avait fait en ta faveur un testament par lequel il t'instituait son légataire universel, à charge de payer à la Tognina une pension viagère et de la garder toujours près de toi. Mais Pirloccia, qui savait que sa sœur conservait depuis des années un autre testament de Giovanni, s'est entendu avec elle pour déchirer le dernier, celui qui était en ta faveur. Dircé affirme qu'Agostino a les preuves de toute cette manigance et qu'il est prêt à te les fournir. Elle a

même ajouté que maintes gens connaissent cette histoire, y compris ta mère...

Adone, frappé de stupeur, se taisait.

— Et que vas-tu faire, maintenant?

— Dircé est une méchante femme, répondit-il enfin. Elle peut très bien avoir inventé toute cette histoire par vengeance, s'il est vrai que Tognina a exclu Agostino de son testament.

Alors Caterina, qui attendait de lui autre chose, commença à s'inquiéter.

— Tu ne crois jamais à rien! Et pourtant, si le fait est réel?... Il faut que tu parles à Tognina, que tu lui dises : « Vous ne comprenez donc pas que vous allez mourir?... »

Il l'interrompit :

— Je verrai moi-même ce que j'aurai à faire!

— Ah! oui, tu es trop bon, toi! répliqua-t-elle, excitée. Dircé a raison!... Au surplus, ne va pas t'imaginer que je convoite les biens de Tognina! C'est pour toi, pour toi seul!... Rappelle-toi comme ils t'ont maltraité. Et dans une maison qui t'appartenait!

Il tressaillit, comme si la voix de Caterina eût été la voix même de sa conscience. Mille souvenirs ressuscitèrent dans son esprit, confus d'abord, puis de plus en plus nets, liés les uns aux autres comme les anneaux d'une longue chaîne.

— Oui, je me rappelle, à présent : tout cela doit être la vérité! Je peux bien te le dire, à toi qui sais garder les secrets, lorsque tu le veux. Mon oncle m'a cent fois répété : « Tout mon bien t'appartient! » Et ma mère aussi devait savoir quelque chose... Quand mon oncle est mort, Pirloccia était dans la chambre; et, plus tard, Pirloccia est devenu le maître... Il m'a toujours semblé que ma tante avait un remords dans le cœur. Aujourd'hui même, elle m'a regardé d'une manière étrange... Lorsqu'elle ne voulait pas me laisser poursuivre mes études, Davide l'a prise à part, lui a dit quelques mots; et aussitôt elle a cédé... Il savait donc, lui aussi?... Ah! il n'y a plus de justice, plus d'honnêteté, plus de générosité! Tout le monde a été injuste envers moi!

— Mais moi, je t'ai toujours aimé! protesta Caterina en lui serrant la main.

— Oui, toi! Toi seule!

Et des larmes brillèrent dans ses yeux.

— Mon Dieu, que fais-tu, Adone? Tu pleures? Pourquoi?

Il ne répondit rien. Qu'aurait-il pu lui dire? Comment aurait-il pu lui expliquer la sensation de vide et de noir qui l'envahissait? Comment aurait-il pu lui faire comprendre qu'au moment où elle lui annonçait la possibilité de devenir riche, il éprouvait l'envie, non de se réjouir, mais de pleurer?

Il refit à longs pas le chemin si souvent parcouru, sans accorder un regard au vaste paysage qui dormait sous la clarté de la lune. Il ne prêtait attention qu'à son être intérieur, et il se croyait le jouet d'un mauvais rêve. Mais, en approchant de Casalino, il secoua ce cauchemar et conclut : « Peut-être tout cela est-il faux. Je parlerai à ma tante; je lui dirai : — Peu m'importe la fortune; je ne vous réclame rien. Mais dites-moi que toute cette histoire est mensongère! Dites-moi que vous n'avez pas trompé un mort et qu'une semblable perversité n'existe pas en ce monde! Dites-moi que ni Davide ni ma mère n'ont participé à un tel crime par la complicité du silence! C'est tout ce que je vous demande, ô ma tante! C'est tout ce que je vous demande! »

Lorsqu'il rentra à la maison, la veilleuse brûlait devant la niche de saint Simon-Judas, comme en cette nuit lointaine dont le souvenir l'obsédait. Il monta l'escalier avec précaution. Arrivé au palier, il tressaillit : devant la chambre de Tognina, Marco était couché par terre, sur un matelas, en travers de la porte. Celui-ci s'éveilla au moment où Adone passait, releva la tête et dit d'une voix ensommeillée :

— La tante ne va pas bien...

Donc, c'était vrai : les Pirloccia gardaient à vue la malade, comme une prisonnière!

Il dormit peu, cette nuit-là, et, le lendemain matin, il n'essaya pas d'arriver jusqu'à sa tante. Il lui répugnait d'être réduit à une sorte d'espionnage et de pénétrer chez elle comme chez un accusé à qui l'on veut arracher par astuce l'aveu d'un crime. D'ailleurs, il avait la certitude qu'elle aurait menti.

Il descendit à la cuisine et il y trouva Elena en train d'allumer le feu. Cette excellente femme, lui voyant le teint pâle et les paupières gonflées, s'inquiéta et lui demanda ce qu'il avait.

— Rien!... J'ai peut-être trop bu, hier soir... Je vais faire un

tour de promenade. Qui trouverai-je dans le champ? Agostino?

— Agostino ne travaille plus ici. Tu ne savais pas?

Il furetait de côté et d'autre dans la cuisine, comme au temps où il était enfant.

— Non, dit-il. On ne m'écrit jamais rien, à moi!

— Agostino est brouillé avec son père et, cette fois-ci, tout de bon... Mais l'autre nouvelle, est-ce que tu la connais?

— Qu'y a-t-il encore?

— Fiorello veut épouser ta sœur Éva, et Fiorina en tient pour Francesco!

— Non, je ne savais pas non plus!

Et il s'en alla, comme autrefois, vers la maisonnette de sa pauvre famille, trouva sa mère près du puits, occupée à tirer de l'eau. Elle était toujours fraîche et avenante; elle ne marchait plus pieds nus, et elle avait une camisole neuve. Des jours meilleurs étaient donc venus aussi pour elle!

— Entrons à la cuisine! dit-elle en le précédant, le seau à la main. Les enfans sont sortis. Éva est allée chercher du lait. Reno travaille: il a acheté une machine à faire des conserves de tomates, et il parcourt les villages. Il a tant d'esprit, ce garçon! Comme la machine ne fonctionnait pas très bien, il l'a rajustée, perfectionnée; il y a mis un entonnoir plus grand, et maintenant, elle fonctionne à merveille. Ah! ton frère est un brave garçon. Il dit qu'il ira faire fortune en Amérique...

Les murs de la cuisine étaient badigeonnés en rose et en bleu de ciel; il y avait dans un verre, sur la table, des iris de marais, jaunes, brillans comme de l'or. Adone regarda les murs, regarda les fleurs; et il lui sembla qu'il était dans un lieu inconnu. Qu'était-il venu faire là? Était-ce vraiment sa mère, cette femme qui, le seau à la main, lui parlait sur ce ton de l'industrie de ses enfans?

Et eux, les enfans, pensaient-ils à lui? Non, sans doute. Francesco pensait à Fiorina; Éva pensait à Fiorello. Ils se liguaient l'un et l'autre avec ses ennemis. Désormais, il était pour eux un étranger, lui qui avait rêvé de devenir leur protecteur!

— Maman, demanda-t-il tout à coup, pourquoi ne m'a-t-on pas annoncé qu'Éva et Francesco sont fiancés aux enfans de Pirloccia? Éva sait écrire, ce me semble!

Sa mère lui tourna le dos, pour suspendre la marmite à la crémaillère.

— Nous attendions ton retour, répondit-elle après un instant d'hésitation. Sur le papier, on ne peut pas dire tout ce qu'on voudrait...

Il prit dans le verre une fleur, sur laquelle il arrêta longuement son regard; puis, brusquement, il prononça d'une voix altérée :

— Je vous supplie, maman, de me dire une chose, une seule chose! Est-il vrai que Davide ait eu connaissance du testament fait en ma faveur par mon oncle Giovanni?

La femme se redressa, le feu au visage. Adone s'approcha d'elle, lui saisit la main.

— Je vous jure, maman, je vous jure sur la mémoire de mon père que je ne dirai rien, que je ne ferai rien! Si Fiorina et Fiorello épousent Francesco et Éva, c'est comme si cette fortune me revenait à moi-même. Je ne suis pas un égoïste, moi, vous le savez! Jamais je ne vous ai causé aucun déplaisir, et je ne veux pas commencer aujourd'hui. Mais dites-moi... dites-moi... est-il vrai que Davide ait été au courant de tout?... Et vous... est-il vrai... que vous n'ignoriez pas la chose?...

Elle dégagea doucement sa main et, presque à voix basse :

— Non, déclara-t-elle, je ne savais rien par moi-même. Celui qui savait tout, c'était le défunt bouvier : un homme religieux et qui certainement ne mentait pas... Il racontait qu'un dimanche ton oncle Giovanni avait fait appeler Davide, pour lui montrer son testament et pour lui demander si l'acte était bien en règle. La Tognina n'était pas à la maison, et Giovanni avait envoyé le bouvier à la cave, sous le prétexte d'aller chercher une bouteille de bon vin. Mais celui-ci resta derrière la porte et se mit aux écoutes. Giovanni déplia un papier, le fit lire à Davide; et Davide, après l'avoir lu, déclara : « C'est parfait; mais il faudrait nommer un tuteur à l'enfant. » A quoi Giovanni répliqua : « Bah! je ne vais pas mourir tout de suite! Adone sera majeur, j'espère, quand il héritera de mes biens. » Et le bouvier ajoutait que, si Giovanni ne voulait rien laisser à Tognina, c'était parce que son frère lui mangerait tout... Qu'est-ce que nous pouvions faire, nous autres, dis? Tu te souviens que Pirloccia m'a menacée de la prison... Et il y a encore une personne bien renseignée; c'est Jusfin. Il était là, lorsque le bouvier m'a raconté ce qu'il avait vu et entendu. Va donc chez Jusfin; interroge-le...

— Assez, assez! interrompit-il.

Adone n'alla pas chez Jusfin : ce qu'il venait d'apprendre lui suffisait.

Les jours suivans, il fut morose et comme oppressé par un mal physique. La chaleur suffocante le paralysait; il lui semblait qu'il avait subitement vieilli. Il demeura dans cet état d'abattement jusqu'au milieu du mois d'août. Lorsqu'il allait voir Caterina, il ne riait plus, ne bavardait plus. Si elle faisait allusion au testament, il se mettait en colère. Un soir, pourtant, il sortit de cette léthargie, et voici à quelle occasion.

Lorsqu'il arriva dans la maisonnette, la *Suppèi* grondait la jeune fille pour une peccadille insignifiante, et Caterina, agacée, répondait à la grand'maman :

— C'est bon! Puisque vous dites que je suis insupportable, je m'en irai d'ici et je me placerai comme servante, le plus loin possible. Je n'ai pas peur de voyager, moi! Toute petite, j'ai couru le monde... Adone blêmit.

— Mais tais-toi donc! s'écria-t-il.

Et il fut pris d'un tremblement nerveux. Il était si las de toutes ces vulgarités, de toutes ces misères qui le harcelaient comme des moustiques dans un marécage!

Dès qu'il fut seul avec Caterina, il la saisit par le coude et lui dit en grinçant des dents :

— Ah ! tu n'aurais pas peur de t'en aller au loin, pour être servante? La bohémienne est toujours bohémienne!... Si tu songes à t'en aller, c'est parce que tu ne m'aimes pas, c'est parce que je ne me soucie pas de revendiquer la fortune que tu convoites!... Eh bien! va-t'en! Déguerpis!... Moi aussi, je m'en irai, très loin, dans un lieu où les gens ne seront ni vulgaires, ni cupides!... Va-t'en! Déguerpis, déguerpis!

Et il la poussait vers la porte. Quand la jeune fille fut revenue de sa première stupeur, elle le saisit par le bras, le secoua, comme pour le réveiller d'un mauvais rêve.

— Mais tu es fou! Mais tu délires!... Qu'est-ce que je t'ai fait? Pour une simple plaisanterie, tu me traites de cette manière?... Ne parle pas comme un aliéné! Rentre dans ton bon sens!... Hélas! tu es sans doute fatigué de moi?

Il ne répondait pas, et elle répéta avec douleur :

— Oui, oui, tu es fatigué de moi!... Et j'en sais bien la cause...

Il sentit comme un souffle glacé qui lui passait sur le visage.

— Tu en sais la cause? Alors, dis-moi tout de suite ce que c'est! Je l'exige!

— Ce n'est rien!... Ce n'est rien!...

— Parle à l'instant même, ou je m'en vais, et je ne reviendrai plus!

Elle regarda au loin, dans la nuit; puis elle reprit :

— Je vais donc parler!... Tu disais tout à l'heure que je convoite ton bien... le bien de ta tante... Et moi, je te dis qu'au contraire c'est toi qui ne veux plus de moi, parce que je suis pauvre et ignorante... Aimer une bohémienne! Mais une bohémienne ne possède rien, est mal vêtue, a des galoches aux pieds. Et tu aimes les escarpins, toi!... Au surplus, tu peux devenir riche!

— Est-il possible... est-il possible que tu aies de semblables pensées! répondit-il, consterné, en cachant son visage dans ses mains.

— C'est toi qui l'as dit : je suis une bohémienne!.. Mais, toi-même, qu'est-ce que tu es? Si je n'ai ni père, ni mère, est-ce que tu as des parens, toi? Le père qui t'a élevé, c'est le gourdin de Pirloccia!... En ce temps-là, tu me disais que j'étais ta petite sœur. Et maintenant... maintenant que personne ne te bat plus, je suis redevenue une bohémienne!

— Tais-toi, tais-toi!

— Et si tu veux t'en aller pour ne jamais revenir, eh bien! va-t'en! Mais je te déclare une chose : je te poursuivrai, tu sais! Les morts se vengent! Au moment où tu t'y attendras le moins, tu me verras près de toi. Je serai ton ombre... Va-t'en donc, si tu veux!

Il fit quelques pas vers la porte, s'arrêta, se retourna, vit que Caterina pleurait, le visage caché dans son tablier. Il se rapprocha d'elle.

— Ne pleure plus, je t'en prie! Que cette scène finisse!

Et il s'assit à côté d'elle. Pendant une demi-heure, ils demeurèrent ainsi auprès l'un de l'autre, taciturnes, sans un mot de reproche, sans une caresse, absorbés dans leurs douloureuses méditations.

XVIII

Un soir de septembre, à la nuit close, comme Adone se promenait mélancoliquement sur le bord du fleuve, il vit Pigoss courir vers sa barque, la nettoyer, préparer le banc et les rames. Quelque personnage considérable avait donc besoin des services du passeur. Mais Adone, indifférent à l'événement qui stimulait le vieillard, s'enfonça dans les bosquets de la rive et s'assit sur le sable encore tiède. D'ailleurs, le personnage en question pouvait être Davide, arrivé depuis deux ou trois jours à Casalino pour y faire une courte villégiature, et Adone ne se souciait pas de le rencontrer : désormais, il éprouvait à l'égard de cet homme, qu'il avait tant admiré, un véritable mépris, et il le lui témoignait en évitant de le voir.

La lune, déjà haute, se reflétait dans l'eau calme. Sur le sable étalé comme une nappe blanche, se dressaient les touffes clairsemées des cassies vert pâle et les hautes tiges des iris aux fleurs d'or. Le jeune homme se coucha sur l'herbe, tournant le dos à un sentier qui allait se perdre parmi des bouquets d'acacias.

Tout à coup, il entendit les voix de plusieurs personnes qui s'approchaient. L'une de ces voix était celle de Davide, nasale et rauque; une autre était celle, claire et vibrante, d'un homme bien portant et satisfait de la vie; la troisième était celle, un peu lasse, de Maddalena.

« Quel cabotin! pensa Adone. Voilà un apôtre du socialisme qui se promène avec le conseiller de préfecture et avec Mlle Dargenti! » Ces voix de gens heureux l'irritaient, lui faisaient paraître plus morne le silence qui régnait autour de lui et en lui-même.

La voix de la jeune fille se tut, et les deux voix d'hommes s'éloignèrent lentement vers le fleuve. Soudain, Adone entendit derrière lui un frôlement, des pas sur le sable. Il tourna la tête, se releva d'un bond : Maddalena était près de lui, au milieu des buissons en fleur.

Elle lui apparaissait comme un être de mystère, comme une figure de rêve, comme un fantôme nocturne. Autour de sa tête, enveloppée d'une écharpe de crêpe rose, la lune mettait une auréole qui semblait détachée des brumes de l'horizon. D'une

main, elle tenait un bouquet de fleurs jaunes, et, de l'autre, pour cueillir un iris, elle en tordait la tige résistante.

Adone la regarda, et ses regards rencontrèrent ceux de la jeune fille, déjà fixés sur lui. Il n'y avait chez elle ni étonnement, ni timidité; ses yeux étaient doux et pour ainsi dire sourians : elle semblait le prier de l'aider à cueillir la fleur. Puis, sans lui avoir adressé un mot, elle s'éloigna, silencieuse et légère, comme elle était venue.

Il ne songea pas un instant à la rejoindre, n'essaya pas même de la revoir. Jamais il n'avait ressenti une pareille impression. Il demeura quelques minutes immobile, écoutant les voix de plus en plus lointaines; et, quand tout fut retombé dans le silence, il se demanda si l'apparition avait été réelle.

Oui, l'apparition avait été réelle, puisqu'il distinguait sur le sable des empreintes de pas laissées par d'élégantes bottines de femme. Et il suivit ces empreintes jusqu'au sentier, où elles se confondaient avec d'autres empreintes laissées par de grosses chaussures d'hommes. Et, à un certain endroit, il aperçut aussi la trace d'un pied nu, qui le fit penser aux gros pieds de Caterina et à la parole qu'elle lui avait dite un soir. Hélas! la prophétie commençait à se réaliser, et il courait après les escarpins!

Il pleuvait. L'âtre flambait, et les marmots, retenus prisonniers dans le vestibule, jouaient à faire les poussins et se serraient les uns contre les autres, sous l'immense parapluie rouge de Pirloccia. Carissima cousait en chantant la chansonnette qui était alors à la mode :

Venez par ici
Et venez par là;
Seyez-vous ici
Et seyez-vous là.
Mon cœur fait tic,
Mon cœur fait tac.

Adone rentra, les souliers couverts de boue, les vêtemens trempés d'eau, et il s'approcha du feu.

— Personne n'est venu me demander? dit-il.

— Non, personne.

Il ne voulait pas voir Davide, il le fuyait; et pourtant, il

attendait sa visite avec une impatience presque maladive. Mais apparemment Davide ne pensait point à lui, et c'était en vain qu'Adone tendait l'oreille, chaque fois que des bruits de pas traversaient la cour.

Quelques instans avant le dîner, Tognina, aidée par sa sœur, descendit tout doucement de sa chambre et s'assit dans un coin de la cuisine. Elle allait un peu mieux. Adone l'observait à la dérobée, et, une fois encore, il lui sembla qu'elle le regardait avec tristesse. Il ne haïssait pas sa tante; il ne haïssait pas même Pirloccia. Des gens de cette sorte étaient-ils dignes de haine? Non, pas plus que de pitié. Ces êtres-là ne savaient pas ce qu'ils faisaient; c'étaient à peine des hommes, et, pareils aux bêtes des forêts, ils n'étaient guidés que par l'instinct de rapine.

— Tu as été chez Caterina? lui demanda sa tante, en remarquant que ses chaussures étaient couvertes de boue.

— Non, répondit-il d'un ton sec.

Elle n'ouvrit plus la bouche. Chétive, recroquevillée sur sa chaise, elle ressemblait à une enfant malade.

Tandis que Carissima continuait à fredonner sa chansonnette, Adone revoyait Caterina occupée à tresser des nattes, sur le pas de la porte. Cette chansonnette libertine, Caterina la chantait aussi, et, avec son foulard noué sur la nuque, avec ses jupons courts, avec ses pieds nus dans les galoches, elle avait réellement l'air d'une bohémienne. Ses mains fortes, qui tressaient les joncs comme des fils de soie, dénotaient une créature d'énergie qui, si elle le voulait, serait capable de prendre sa part de bonheur, sans avoir besoin que personne l'y aidât.

Puis l'image du foulard noué sur la nuque et des nattes de joncs s'évanouit; et ce qui la remplaça, ce fut l'écharpe de gaze rose et le visage dont les yeux tendres souriaient. D'abord, il accueillit avec joie cette réapparition, s'abandonna au plaisir de la contempler, éprouva un doux vertige, une délicieuse extase. Mais à cette extase succéda bientôt une vague inquiétude, un subtil malaise : il s'aperçut qu'il était homme à violer la foi jurée, se sentit astucieux, calculateur, égoïste, semblable, hélas! à ces gens qu'il considérait comme si inférieurs à lui-même.

Après le dîner, les marmots s'en allèrent au lit, et, pendant un moment, la tante, Fiorina et Adone se trouvèrent seuls dans

la cuisine. Adone comprenait que Tognina, dont les yeux se fixaient sur lui avec une expression singulière, voulait lui dire quelque chose.

— Aide-moi à remonter, murmura-t-elle, en se levant de sa chaise avec effort.

Il lui offrit aussitôt son bras. Mais Fiorina, fidèle à la consigne, saisit la petite lampe et les accompagna dans le vestibule.

— Donne-moi la lampe, dit Adone.

— Non; il faut que je monte, répondit la jeune fille.

Et elle les précéda dans l'escalier. Tognina serra le bras de son neveu.

— Quelle pluie! soupira-t-elle de sa voix monotone. Voilà qui va faire du bien à mes rhumatismes!

— Vous n'auriez pas dû quitter votre chambre par ce temps-là, reprit-il en l'aidant, avec une précaution patiente, à monter les marches.

Du haut de l'escalier, Fiorina les écoutait, penchée sur la rampe. Alors Adone eut un accès de colère, et, arrivé au palier avec la malade, il répéta impérieusement :

— Donne-moi la lampe, te dis-je!

Fiorina, au lieu d'obéir, ouvrit la porte de la chambre, posa la lumière sur la commode et se mit à arranger les couvertures sur le lit défait.

— Va dire à Elena de venir, commanda Tognina.

— Non : c'est moi qui vous aiderai, ma tante. Je vais vous enlever vos chaussures.

— Mais va-t'en, donc ! s'écria Adone, en la poussant vers la porte.

Fiorina se redressa; ses yeux verts flamboyaient de rage.

— Va-t'en toi-même! riposta-t-elle.

Et ils se dévisagèrent, prêts à se battre et à se griffer comme autrefois.

— Allez-vous-en tous les deux ! Je n'ai besoin de personne! gémit la petite femme.

Et elle appela :

— Elena! Elena!

Adone sortit; mais son cœur battait à se rompre. Dès lors, il n'eut plus qu'une pensée : se trouver seul avec sa tante. « Mais que ferai-je ensuite? se demandait-il. Elle a peur de mourir et

elle veut réparer la mauvaise action qui a été commise. Que ferai-je, si je me trouve seul avec elle ? »

Cette nuit-là, il resta longtemps éveillé, perdu dans de vagues rêveries et dans de sophistiques raisonnemens. « Ne pas dévoiler la vérité, n'était-ce pas se rendre complice de vulgaires coquins ? » De pensée en pensée, comme par les inextricables lacets d'un labyrinthe, son esprit, sans le vouloir, s'engageait plus avant dans de tristes et obscurs circuits.

XIX

Déjà les bambins matineux barbotaient dans la boue, en compagnie des canards clopinans et des dindes bossues. Sison, le cordier, causait très haut avec le forgeron, dont il avait loué la porte cochère, tandis que le soufflet commençait à ronfler et que le métal incandescent scintillait sous le marteau du vieux cyclope. De toutes parts la vie se réveillait, et il y avait dans l'air, dans les cris des enfans, dans la voix des vieillards une vibration de joie.

Adone descendit dans la cour et fit quelques pas sur la route. Or, juste à ce moment, la porte du voisin s'ouvrit et livra passage à un homme décharné, dont les yeux s'enfonçaient dans de sombres orbites. C'était Davide.

— Comment vas-tu, sauvage ? dit à Adone le fils de l'allumettier. Depuis trois jours je te cherche.

Adone, surpris, se laissa embrasser par celui qu'au fond de son cœur il accusait de trahison ; et il lui demanda des nouvelles de sa femme restée à Milan, fit avec lui un tour de promenade. Ils parlèrent d'abord de choses quelconques ; puis Davide posa à Adone une question qui le fit tressaillir :

— Est-ce qu'il te plairait de jouer la comédie chez les Dargenti, dimanche prochain ? La marquise veut donner une représentation au petit théâtre du château.

— Mais nous ne jouons pas la comédie cette année, répondit Adone. Il n'y a pas de troupe.

— N'importe. Ce qu'on désire, c'est toi, toi seul. As-tu compris ?

Il avait compris, et il éprouvait l'émoi d'un homme à qui vient d'être faite une proposition de laquelle peut dépendre tout son avenir. Brusquement, il releva la tête avec fierté.

— On me désire? Eh bien! je refuse. Je n'ai pas le cœur à m'amuser!

— Quelle mouche te pique? demanda l'autre. Si tu ne t'amuses pas à ton âge, quand t'amuseras-tu?

— Est-ce que tu me conseilles de faire le pitre pour divertir de nobles dames?

— Si elles se divertissent de toi, tu pourras aussi te divertir d'elles. Ce sont des types qui valent la peine d'être observés. Entre la grand'mère et la petite-fille, il y a toute une époque historique. La vieille est bigote, a peur de tout ce qui est nouveau, est entichée du passé; ce qui d'ailleurs ne l'empêche pas d'être frivole, malgré ses quatre-vingts ans! Et elle a peu de confiance dans Maddalena : elle redoute qu'un jour ou l'autre la jouvencelle ne prenne la poudre d'escampette.

— Mais on dit que Maddalena va se marier...

— Le mariage est tombé à l'eau... Elle n'a pas froid aux yeux, cette petite. Un caractère vraiment original!

— Et en quoi consiste son originalité?

— Oh! j'imagine que tu en sais quelque chose.

— Moi? Mais je ne lui ai pas une seule fois adressé la parole.

— Si tu ne lui as point parlé avec la bouche, mon cher, tu lui as parlé avec les yeux.

Adone rougit. Tout le monde savait donc ce qu'il n'osait pas s'avouer à lui-même?

— Je te jure... je te jure que je ne la connais pas... Je ne l'ai jamais regardée en face...

— Eh bien! si tu es curieux de la connaître, profite d'une excellente occasion. Nous déjeunons demain au bois, en petit comité. Maddelena y sera. Je t'invite.

— J'accepte, répondit Adone, affectant l'indifférence.

Mais, dans le fond de son âme, il ressentait une joie trouble et il se disait à lui-même : « Pourquoi m'interdirais-je de connaître Maddalena? Pourquoi aurais-je peur d'elle?... » Cette jeune fille était pour lui une énigme; et les discours de Davide, loin d'éclairer la mystérieuse figure, l'enveloppaient d'ombres plus épaisses.

Le lendemain, il s'éveilla dès l'aube. Le petit jour, s'insinuant dans son grenier par les fentes du contrevent, laissait entrevoir les solives du plafond, les tas de courges dorées, les bottes de manches à balai posées debout contre la muraille.

Il ouvrit la fenêtre, constata que le temps était brumeux, presque froid, et il pensa que peut-être la partie serait remise. Mais, un peu plus tard, le ciel s'éclaircit, et, à neuf heures, heure convenue, le jeune homme alla au lieu du rendez-vous. Il n'y avait encore personne sur la digue; mais Pigoss nettoyait sa barque, et deux chaises, placées à l'arrière, indiquaient que la partie n'avait pas été décommandée.

Adone dut attendre un bon moment près du « port, » en face de l'eau laiteuse, sous le ciel encore un peu voilé, parmi ce profond silence qui donne à certaines journées d'automne l'apparence irréelle d'un enchantement. Les bosquets des îles et les bois de la rive se reflétaient en formes indécises dans le miroir du fleuve; le gris des peupliers, le vert des buissons, le jaune des saules avaient des tons de pastel.

Le premier qui se montra fut Jusfin, chargé de paniers. Puis s'avancèrent en peloton le conseiller de préfecture avec sa fille, — une blondinette aux yeux mutins, — Maddalena qui, de son pas léger, l'air distrait, cheminait à côté d'eux, un référendaire au Conseil d'État, qui se trouvait en villégiature à Casalino, le séminariste auquel Adone avait donné des leçons, et enfin Davide, qui fermait la marche.

Toute la société entra dans la barque, et Davide prit un soin particulier des paniers : il s'assura qu'on les mettait en bonne place et il se chargea de veiller sur leur sort. Après que les jeunes filles se furent assises sur les chaises, les hommes sur le banc et sur les plats-bords, la barque démarra. Jusfin aidait Pigoss à ramer. Personne ne parlait. Adone, le regard perdu à l'horizon, se disait : « Elle est là, devant moi... Je ne ressens plus rien. C'est une femme comme une autre... »

Ce jour-là, Maddalena n'était pas à son avantage et paraissait de mauvaise humeur. Le référendaire lui demanda en plaisantant à quoi elle pensait :

— Elle pense à son rôle de dimanche prochain! fit le séminariste qui, en présence des demoiselles, n'avait pas les yeux dans sa poche.

— Oh ! non ! répondit Maddalena. J'ai bien peur que la représentation n'ait pas lieu. Ma grand'mère est indisposée.

La barque remontait le fleuve; quand elle eut gagné le courant, elle se laissa pendant quelques minutes aller à la dérive, puis elle obliqua vers la lisière du bois. Les passagers descen-

dirent et cherchèrent la sente qui menait à une hutte où l'on devait déjeuner. Chacun prétendait savoir où cette sente commençait ; mais, en réalité, personne ne réussissait à la découvrir. La petite troupe s'éparpilla. Adone suivit Jusfin qui, tout en trimbalant les provisions, écartait les branches du taillis pour ouvrir un passage à Maddalena. Celle-ci marchait à côté de l'ancien chasseur et ne manifestait ni plaisir, ni ennui, ni lassitude.

Adone n'aimait pas ce bois, où le sol mou et sablonneux était recouvert d'herbes grasses, de fleurs épineuses, et où semblait flotter toujours un nuage de brouillard. Mais, ce jour-là, le jeune homme subissait le charme de la belle matinée d'automne. Où allait-on ? Il n'en savait rien. Dans la profondeur du bocage, il entendait des coups de sifflet et des voix sonores. La silhouette noire du séminariste apparut un instant, puis elle disparut entre les fûts gris des peupliers.

Cependant Jusfin, piqué de ce que l'on n'avait pas tenu compte de ses conseils, alors qu'il était le seul à bien connaître ce bois, méditait de se venger par un tour de sa façon. A un certain endroit, il s'arrêta, et, montrant aux jeunes gens les premières traces d'une piste :

— La sente commence ici, dit-il. Vous deux, prenez les devans et allez jusqu'à la hutte ; puis, quand les autres arriveront, dites-leur que vous ne savez pas où je suis. Quelle inquiétude ils vont avoir ! Ils s'imagineront que je me suis perdu avec les paniers !

Maddalena consentit à cette plaisanterie, et Adone se trouva seul avec elle, comme il l'avait rêvé.

La sente coupait tout droit à travers le bois, et déjà on entrevoyait la hutte de branches sèches.

— Êtes-vous jamais venu ici ? demanda Maddalena à Adone.

— Non, jamais ! répondit-il, le cœur palpitant.

Il pensait : « Elle va me regarder ! » Et il redoutait ce regard autant qu'il le désirait. Mais Maddalena se mit à causer avec lui comme si elle le connaissait de vieille date ; et, lorsque ses yeux se tournaient vers son interlocuteur, ils n'avaient pas le regard craint et espéré par le jeune homme. Elle babillait avec aisance, riait de la bonne farce dont Jusfin avait eu l'idée, énonçait, sur le ton d'une causerie légère, des paroles ingénues et inutiles.

Adone se disait à lui-même : « Est-ce donc là ce sphinx dont j'ai désiré avec tant de passion entendre la parole ? Si elle était

moins enfant, je la croirais un peu sotte. » Et il se demandait ce qu'elle ferait, si, brusquement, il lui donnait un baiser. Une tentation perverse l'assaillit; mais, le courage lui manquant pour passer à l'acte, il se contenta de fixer sur elle des yeux étranges, un visage tragique. Et soudain elle répondit à ce regard : ses yeux, à elle aussi, devinrent étranges, se firent tendres, profonds et ardens. Alors Adone sentit que sa tentation se transformait en un désir impétueux; mais, au moment où il allait saisir la jeune fille dans ses bras, une voix retentit, toute proche, le feuillage s'écarta, et Davide parut.

— Où est Jusfin? demanda-t-il, inquiet.

— Je ne sais pas, répondit Adone, d'une voix qu'il s'efforça de rendre calme. Nous l'avons perdu de vue. Peut-être s'est-il égaré...

Mais Davide, averti par un sourire de Maddalena, devina la malice.

— Allons, allons, sortez de votre cachette, vieux farceur!

Pendant le déjeuner champêtre, Adone demeura en proie à une sorte d'obsession. Était-ce de l'ivresse? Était-ce de la souffrance? C'était à la fois l'un et l'autre. Il affectait le calme, prenait part à la conversation, évitait de regarder Maddelena; mais, sans le vouloir, il la voyait tout de même. Elle mangeait tranquillement, souriait aux bons mots du conseiller de préfecture. Toutefois, il remarqua qu'elle parlait peu.

Après le déjeuner, tandis que les autres s'en allaient à la recherche d'un beau point de vue sur le confluent de la Parma, il resta dans la hutte et s'abandonna au cours de ses réflexions. « Non, cette créature n'était point la romanesque jouvencelle que, dans ses rêves, il avait vue errer sous les arbres du parc. Qu'avait-elle voulu de lui, sinon se faire un jouet de son amour? Ah! oui, c'était toujours l'orgueilleuse et méchante fille qui avait jeté sa chaussure à la tête de Caterina!... Pauvre Caterina! »

Et il essaya de s'exalter par le souvenir du premier baiser qu'il avait donné à sa fiancée; mais il ne put y réussir; et, au contraire, une vague rancune lui monta du cœur contre celle qu'il était en train de trahir lâchement.

XX

Les beaux jours de septembre finissaient, doux et déjà un peu mélancoliques. Le paysage se colorait; entre les troncs des

arbres, dans le fond bleu de l'horizon, voguaient de petits nuages roses et jaunes qui, aperçus du fleuve, paraissaient être les fleurs des ronces et des hautes tiges de sorgho balancées sur la digue par la brise. Les corneilles et les mouettes passaient, annonçant l'automne, et, vers le couchant, le ciel et l'eau rivalisaient de teintes merveilleuses; mais, parfois aussi, le couchant était limpide et froid; et, un jour qu'Adone revenait de Casale, où il s'était disputé avec la vieille *Suppèi* parce qu'elle se plaignait du changement remarqué par elle dans l'attitude du jeune homme, il eut la surprise de distinguer nettement, au delà du fleuve écarlate, la ligne azurée des montagnes lointaines.

Ce jour-là, il se sentait maussade et ennuyé. Il n'avait pas revu Maddalena; mais il pensait à elle avec une passion qu'il jugeait coupable, et néanmoins, les soupçons de la vieille *Suppèi* l'offensaient : car il n'avait nullement l'intention de trahir Caterina. Au contraire, il aurait voulu s'en aller tout de suite et très loin, pour oublier, comme l'année précédente, cette fâcheuse aventure. Maddalena se marierait et ils ne se reverraient plus. « Adieu les rêves ! Il faut se résigner à prendre la vie comme elle vient, et c'est chimère de croire que l'on peut changer le monde ! » Mais, au détour de la route, il rencontra Jusfin qui venait vers lui, une lettre à la main, et cette rencontre suffit pour modifier son humeur.

— Voici une lettre pour toi, lui dit le vieillard, toujours solennel.

— Pour moi ?... Y a-t-il une réponse ?

— S'il y en a une, tu la feras porter au château, répondit Jusfin, qui le quitta sans plus de façon.

Adone prit la lettre. Ses doigts et son menton tremblaient visiblement, et il ne songeait pas même à lutter contre son émotion. Des idées folles lui troublaient l'esprit : il pressentait que la lettre était de Maddalena, et il espérait qu'elle contenait des paroles d'amour.

Lorsqu'il eut ouvert la lettre, ses yeux coururent tout d'abord à la signature, tracée en caractères grands et irréguliers. Oui, la lettre était bien de Maddalena !

Par cette lettre, la jeune demoiselle invitait simplement « M. Adone à honorer de sa présence la représentation dramatique qui serait donnée le lendemain soir, au petit théâtre du château. »

« J'irai ! » se dit-il à lui-même, sans prendre garde qu'il avait déjà pour le lendemain soir un rendez-vous avec sa fiancée.

Dès qu'il fut remonté dans son grenier, il voulut répondre à Maddalena; mais il n'avait que du papier commun, et l'invitation était écrite sur une carte violette à chiffre d'or. Il eut honte de son vilain papier, et cette minime circonstance le ramena au sentiment du réel. Il retomba dans sa tristesse, mais sans renoncer toutefois à l'idée d'assister à la comédie.

Il ne dormit guère, cette nuit-là. Quel vêtement mettrait-il pour aller chez la marquise? Tel fut le premier sujet de son inquiétude. Il entrevoyait dans la pénombre ses modestes habits, accrochés au portemanteau, et chacun d'eux lui semblait correspondre à un Adone différent: l'un gai, un autre triste, un troisième pauvre; mais il n'y en avait aucun qui correspondît au cavalier jeune, élégant et sceptique qu'il aurait voulu paraître dans le salon de la noble dame.

Ensuite, dans un demi-sommeil, il se représenta le petit théâtre de la marquise, vit les lampes allumées, crut assister à la représentation. Les acteurs jouaient bien, mais ils ne faisaient pas rire. Et *elle* était là, sur la scène, le cherchant des yeux, comme il l'avait cherchée lui-même, lorsqu'il jouait sur l'humble théâtre populaire; et leurs regards se rencontraient, se disaient d'indicibles choses...

Le lendemain, de bonne heure, il s'en fut à Viadana pour acheter du papier et des enveloppes de luxe. En revenant, il passa chez Caterina et il lui annonça qu'il ne viendrait pas au rendez-vous convenu, parce qu'il était invité à la représentation. Elle ne protesta point, mais elle pâlit; et il retomba brusquement dans ses angoisses.

Après l'avoir quittée, il se demanda s'il ne vaudrait pas mieux s'abstenir de répondre, ou même refuser expressément l'invitation. Mais, somme toute, pourquoi n'accepterait-il pas? Pourquoi ne se permettrait-il pas ce divertissement? Est-ce que les hommes mariés eux-mêmes ne se donnent pas du plaisir, sans que personne leur en fasse un crime? Un tel excès de scrupule n'était que de la naïveté...

La voiture de la marquise passa près de lui, sur la route, et il entrevit à l'intérieur un homme corpulent, rubicond, à la moustache brune, en qui il reconnut l'un des médecins les plus répu-

tés de Parme. Soudain il pensa que la marquise devait être sérieusement malade. Mais alors, comment expliquer l'invitation? Poussé par la curiosité plus que par l'amour, il s'arrêta devant la grille. On ne voyait personne dans le parc, et les fenêtres du château étaient mi-closes.

En rentrant à la maison, il trouva un nouveau billet où Maddalena l'informait que la représentation était ajournée. Ce billet le calma un peu. Mais, quoiqu'il pût maintenant disposer de sa soirée, il n'alla pas chez Caterina : il avait peur d'elle !

Le jour suivant, au réveil, il sentit qu'il faisait froid, se renfonça sous ses couvertures ; et, longuement, dans la chaleur insidieuse du lit, il s'abandonna à une mollesse inaccoutumée. Dans ce galetas glacial, il rêvait à une chambre chaude, ornée de tentures, meublée de divans aux coussins moelleux ; il croyait respirer un parfum subtil, qui l'énervait ; il avait la sensation de frôler avec la plante des pieds une soie fine et tiède ; ses lèvres, posées sur l'oreiller chaud, croyaient baiser les lèvres de Maddalena, et il se disait qu'en se permettant ces jouissances illusoires il ne faisait de mal à personne. Ah ! oui, il avait trop souffert ! Les autres l'avaient trop tourmenté, traité avec trop d'injustice ! Pourquoi devrait-il être cruel avec lui-même et s'interdire des rêves qui ne deviendraient jamais des réalités? Au surplus, il partirait dans quelques jours, et le roman serait fini !

Deux ou trois jours plus tard, il vit l'allée du château couverte de sable fin ; et, parce qu'autrefois, à Padoue, il avait vu la rue sablée devant une villa dont le propriétaire était moribond, il se figura aussitôt que la grand'mère de Maddalena était à la mort. Vers la même époque, Tognina fut reprise de ses douleurs habituelles, qui s'aggravèrent à tel point qu'elle voulut se confesser. Alors les idées d'Adone s'assombrirent, devinrent funèbres ; il ne savait plus que faire, et, comme une âme en peine, il errait de la maison de sa tante à la pelouse de l'église.

Un soir qu'il se promenait devant la grille du château et regardait avec une curiosité morose les fenêtres du premier étage, il aperçut contre la vitre d'une fenêtre le visage pâle de Maddalena. Il rougit et poursuivit son chemin ; puis il revint en arrière, vaincu par la curiosité. « Est-ce qu'elle m'aura attendu ? » se demandait-il, palpitant.

Oui, elle était toujours là, pâle, immobile, voilée par la

vitre comme une sainte image; et leurs regards se cherchèrent, se rencontrèrent.

Il passa, une troisième, une quatrième fois. Mais elle avait quitté la fenêtre.

Cependant, Caterina n'était plus la même, et, depuis un certain temps, il y avait dans ses manières quelque chose de félin. Elle se montrait très tendre avec Adone; puis, tout à coup, elle lui jetait un regard sauvage, devenait soupçonneuse, s'offensait de tout ce qu'il lui disait. Mais Adone, qui remarquait fort bien cette défiance et cette jalousie, ne lui en demandait jamais l'explication.

Un après-midi, vers la mi-octobre, il la trouva qui l'attendait dans la ruelle. Contre son habitude, elle était coquettement vêtue, avec un nœud de velours noir dans la chevelure.

— Où vas-tu? lui dit-il.

— Faire une visite. Accompagne-moi.

— Mais que dira ta grand'maman? objecta-t-il, surpris.

— Nous nous sommes chamaillées, et je lui ai signifié que je veux désormais agir à ma guise. Je ne suis plus une fillette. Allons, viens!

— Ne fais pas de sottise, Caterina!

Elle frappait du pied le sol, tout en arrangeant le ruban de sa coiffure, et elle fixait sur Adone des yeux où étincelaient une rage et une douleur contenues.

— Que de fois m'as-tu priée de me promener avec toi! répliqua-t-elle. Tu ne t'en souviens plus, à ce qu'il paraît?

Et elle s'appuya sur son bras, sans détacher de lui ses regards voluptueux et durs, où la tendresse se mêlait à une sorte de répulsion.

— Grand'maman ne voulait pas me laisser sortir! continua la jeune fille. Elle ne voulait pas me permettre de m'habiller! Prétend-elle me tenir à l'attache, comme un chien dans sa niche? Ah! non... D'ailleurs, il faudra bien qu'un jour ou l'autre elle sache tout, n'est-il pas vrai?

— Sans doute, répondit Adone, les yeux perdus au loin, dans le vague.

— Comme tu dis cela!

— Et comment veux-tu que je le dise? répliqua-t-il d'une voix blanche. A moi aussi, ce me semble, tu cherches une mau-

vaise querelle... C'est bien: je t'accompagne. Chez qui vas-tu?

Mais déjà elle ne pensait plus à la visite. Elle prit par les rues les plus fréquentées du village, s'approcha de quelques portes, salua à haute voix ses amies, riant et causant avec une vivacité nerveuse. Adone frémissait; mais il n'osait pas la provoquer, et il gardait un silence prudent.

Au retour, ils traversèrent un champ dont la longue douve était émaillée de fleurs violettes. Le soir tombait; l'occident rouge et or se couvrait de nuages, violets aussi. Caterina ne parlait plus, et tantôt elle précédait, tantôt elle suivait Adone, sans tourner les yeux vers lui. Brusquement elle s'arrêta. Il s'aperçut qu'elle frissonnait, lui prit une main, sentit que cette main était brûlante.

— Est-ce que tu es malade? lui demanda-t-il, alarmé.

— Non... Depuis quelque temps, j'ai des vertiges... J'ai peur de...

— De quoi as-tu peur?

Elle le regarda dans les prunelles, et ce regard, qu'il comprit, le fit tressaillir.

— Que dira ta grand'maman? murmura-t-il.

— Elle dira ce qu'elle voudra! *Cela* ne devait-il pas arriver?... Tant mieux! Elle ne me fera plus d'histoires...

— Mais es-tu certaine?...

— Non, je ne suis pas certaine... Je crois... je suppose...

— Ah! si c'était vrai, comme je serais heureux!...

Il redressa la tête. Tout venait de changer autour de lui; il avait l'impression de s'éveiller d'un rêve de mort. L'idée de l'*enfant à naître* le faisait renaître lui-même.

La *Suppèi* les attendait dans la ruelle, le chapeau rabattu sur les yeux, serrant dans son poing contracté la pomme de sa canne. Elle était anxieuse, mais elle ne voulait pas le laisser paraître. Dès qu'elle les vit venir, elle leur tourna le dos et rentra chez elle, en trottinant de son pas de vieille femme hargneuse.

La flamme enveloppait le chaudron, et, dans l'ombre de la cuisine, le foyer ressemblait à une grande fleur rouge qui aurait eu au centre une baie noire.

— Va m'acheter du beurre! ordonna sèchement la *Suppèi* à Caterina, en lui indiquant le panier avec le bout de son bâton.

Adone n'avait jamais vu cette femme si froidement irri-

tée. A sa grande surprise, Caterina obéit, de sorte qu'il resta seul avec la vieille. Certes, il n'avait pas peur ; au contraire, il se sentait presque gai ; mais il savait que la *Suppèi* se vantait de reconnaître les femmes enceintes, même si elles ne l'étaient que depuis quelques jours.

— Je m'en vais, grand'maman, dit-il. Adieu.

— Ne t'en va pas ! Assieds-toi là ! lui enjoignit-elle en frappant une chaise avec son bâton. J'ai deux mots à te dire. Assieds-toi là !

Il s'assit, résigné.

— Oui, mon cœur, deux mots... Caterina, tu dois le savoir, est différente des autres jeunes filles. Les autres peuvent faire ce qu'il leur plaît; mais elle, non, mon cœur ! Elle, non ! As-tu compris ? Elle a une pierre attachée au pied, elle ; et cette pierre c'est moi ! Moi-même !

— Laissez-la donc en paix ! répondit Adone, cherchant à faire dévier l'entretien. Quel mal a-t-elle fait ?... Et d'ailleurs, ne voyez-vous pas que sa santé est mauvaise ?

— Sa santé ? Meilleure que la tienne ! Jamais Caterina ne s'est si bien portée, mon cœur !... Ce qu'elle a de malade, c'est le fiel (1), et tu ne l'ignores pas ! Ah ! tu veux que je la laisse en paix ? Mais toi, mon cœur, la laisses-tu en paix ? Réponds !

Il rougit, puis il devint blême ; et, se levant brusquement :

— Qu'avez-vous donc toutes les deux à me tourmenter ? s'écria-t-il.

— Je vais te le dire, mon cœur, puisqu'elle n'en a pas le courage, elle !... Tu ne connais pas cette fille, je te l'ai maintes fois répété ! Tu l'as vue toute petite, et tu crois qu'elle est restée une bohémienne. Hélas ! non, pour son malheur ! Plût à Dieu qu'elle fût restée telle ! Elle aurait su défendre son bien, et même prendre celui d'autrui ! Mais, toi et moi, nous l'avons pour ainsi dire défaite et refaite. Je lui ai enseigné qu'il fallait avoir une conscience, et maintenant elle en a une. Et tes bavardages, à toi, l'ont rendue si sotte qu'aujourd'hui, quand elle est calme, elle ne serait pas capable de tuer une puce. Mais il y a des momens où le sang s'échauffe, mon cœur : le feu fait fondre et bouillir même la glace ! Et alors... alors on voit rouge, on voit du sang.... On a besoin de voir du sang, fût-ce celui de ses

(1) Autrement dit : elle ne souffre que d'un amer chagrin.

propres veines!... Elle est capable de commettre une folie, la pauvre; elle est capable de mourir! Seulement, la grand'maman est là, et, toi aussi, tu as affaire à la grand'maman, mon petit!

Adone alla s'appuyer à la cheminée; il tremblait de rage et d'inquiétude.

— Continuez! dit-il, provocant.

— J'ai bel et bien fini, au contraire... Je ne te dirai plus qu'une chose, mon cœur! Les secrets volent, comme les graines des plantes. Et, tu sais, j'irai chez la vieille! J'irai avec ces pieds que tu vois! Je n'ai pas honte, moi, de porter des savates ou des galoches. Fussé-je pieds nus, j'entrerai tout de même! Et je lui dirai, à la vieille : « Nous sommes l'une et l'autre près de comparaître au tribunal de Dieu, toi riche, moi pauvre, mais l'une et l'autre pécheresses et égales devant le Seigneur. » Et je lui dirai encore : « Vieille, ta petite-fille est en train de voler à la mienne l'unique bien que cette infortunée possède sur la terre. Dis-lui qu'elle cesse, si elle ne veut pas qu'il arrive un malheur... »

Adone passa une main sur son front, en se demandant s'il était possible que notre pensée même nous trahît! Puis il regimba, orgueilleux. En somme il n'avait rien à se reprocher; la grand'-maman et Caterina étaient injustes envers lui, comme l'avaient été les autres, toujours ; un destin cruel et vulgaire s'acharnait contre son bonheur. Il eut une crise de révolte, une soif de vengeance ; il vit rouge, comme disait la grand'maman.

— Poursuivez donc! s'écria-t-il en fixant sur elle des yeux mauvais. Videz votre sac! Je suis las de toutes vos comédies! Expliquez-vous clairement! Je n'ai aucun reproche à me faire! Que voulez-vous de moi? Qui est cette vieille dont vous me parlez? Dites : Qui est-ce ?

— Ne te fâche pas! reprit la grand'maman d'une voix altérée, en agitant les mains. Du calme! du calme!... Je vais parler, puisque tu le veux... Oui, Caterina sait tout; elle sait que tu tournes autour de la demoiselle Dargenti comme le papillon autour de la chandelle. Prends garde de ne pas te brûler, mon cœur!... Et Caterina veut mourir : car elle dit qu'autrement elle risquerait de commettre une sottise encore plus grave... A toi, non, elle ne fera rien; tu n'as rien à craindre d'elle. Mais *l'autre?*... Ah! tu ne connais pas cette petite! Tu crois qu'elle n'est qu'une paysanne; mais elle est plus dame que les

dames. Il est possible qu'elle ait volé quelques œufs, dans son enfance ; mais les dames sont plus voleuses qu'elle : ce qu'elles volent aux autres, ce sont leurs fiancés !

— Assez, assez ! implora-t-il.

— Ah ! tu dis « assez, » maintenant ? Tu voulais tout savoir ?... Eh bien ! je n'ajoute qu'une chose. Caterina ne possède rien au monde que ton affection ; elle n'a que toi, mon cœur ! Et elle ne t'a jamais trahi, elle ; pas même quand d'autres, plus riches et plus beaux garçons que toi, venaient la tenter... Oui, sache-le, et ne t'irrite pas : Scipione, le Juif, était plus riche que tu ne l'es, et il voulait se faire chrétien...

Adone releva la tête.

— Il voulait se faire chrétien, et la petite avait du goût pour lui, c'est sûr ! Cependant, elle ne lui a pas accordé un regard. Elle se serait tuée, plutôt que de te faire tort !... Mais toi, maintenant, tu deviens fier ! Pourquoi ? Nous ne le savons que trop !

— Assez, vous dis-je ! Vous croyez aux cancans des désœuvrés ? Tant pis pour vous !...

La grand'maman, apaisée en apparence, s'était mise à préparer la polenta. Après une courte pause, Adone reprit :

— En somme, que voulez-vous ?

— Que vous vous épousiez, mon cœur.

— Nous nous épouserons, n'en doutez pas ! répondit-il avec un amer sarcasme. Il ne nous reste pas autre chose à faire !

Et il s'en alla, la gorge serrée, l'esprit plein d'incertitude, l'amour propre en révolte contre l'espèce de contrainte morale qu'il soupçonnait la vieille *Suppèi* et Caterina de vouloir exercer sur lui. Caterina avait donc menti, lorsqu'elle lui avait juré autrefois qu'elle n'avait aucune sympathie pour le juif Scipione ? Et n'avait-elle pas menti encore, tout à l'heure, lorsqu'elle lui avait parlé de sa grossesse ? L'astuce de ces deux femmes n'avait-elle pas ourdi une trame pour le prendre au piège et exploiter son ingénuité ?... Ah ! on le persécutait toujours ! Mais il se redresserait comme une tige courbée par le vent. Il avait trop souffert ; désormais, il voulait chasser les scrupules, jouir de la vie, prendre de force sa part de bonheur. On l'avait criminellement spolié d'une fortune. Eh bien ! il arracherait aux spoliateurs l'aveu de leur forfait, rentrerait en possession de son bien légitime et s'affranchirait de l'ombre du passé !

XXI

Lorsqu'il rentra à la maison, il était résolu à avoir tout de suite un entretien avec sa tante. Mais, ayant trouvé Pirloccia occupé à écrire une adresse avec de l'encre déteinte et une plume rouillée, il jugea que la présence de cet homme était dangereuse, et il monta dans son taudis, où il traça sur son beau papier le billet suivant :

« Maddalena, permettez-moi de vous nommer ainsi, une fois au moins! Il y a dans mon appel toute la douleur d'un homme qui, depuis qu'il est au monde, n'a connu que la souffrance. Écoutez-moi avec compassion et dites-moi que, vous aussi, vous souffrez! »

Lorsqu'il redescendit, Pirloccia venait de sortir pour mettre sa lettre à la poste. Le moment était propice, et Adone se dirigea vers la chambre de sa tante. Mais, à peine arrivé devant la porte, il entendit Fiorina gravir l'escalier quatre à quatre. Alors, pris d'un accès de colère, il entra brusquement chez Tognina et donna un tour de clef. La tante était au lit, dans l'ombre. Le bruit la fit tressaillir.

— Qu'est-ce qu'il y a?

— C'est moi, ma tante. Il faut que je vous parle.

Au même instant, Fiorina frappait à la porte.

— Ma tante, je vous apporte votre bouillon. Pourquoi a-t-on fermé la porte à clef?

— Ouvre, Adone! balbutia la petite femme d'une voix tremblante. Qu'est-ce que tu veux?

— Il faut que je vous parle! N'est-il pas étrange qu'on ne puisse jamais vous dire un mot?

Et, comme Fiorina secouait toujours la porte, il ouvrit et se dressa, menaçant, en face de la jeune fille.

— J'ai à causer avec ma tante. As-tu compris, oui ou non? Va-t'en, et ne t'avise pas d'écouter par le trou de la serrure. Si je te surprends à faire l'espionne, je t'envoie, d'un coup de poing, jusqu'au bas de l'escalier!

La jeune fille eut peur et se retira. Il alluma une chandelle, la posa sur la cheminée, s'approcha du lit. Tognina, silencieuse, immobile sous les couvertures, le regardait faire, de ses yeux fixes et vitreux.

A l'aspect de cette figure blême sur laquelle le remords avait mis un masque impénétrable, il sentit s'évanouir sa colère. Ce regard disait tout ce que la malheureuse n'aurait pas été capable de lui dire; il disait : « Je sais ce que tu veux; mais il est inutile que tu me tourmentes : ce serait comme si tu maltraitais un cadavre. Tout ce que tu te proposes de me demander, je le sais; mais toi, tu ne sais pas ce que je pourrais te dire. J'ai souffert plus que toi; j'ai semé le mal et j'en ai récolté les fruits vénéneux. Il y a longtemps que je suis morte, il y a longtemps que je vis en compagnie des morts. *Il* s'est vengé; *il* m'a poursuivie, *il* m'a harcelée sans trêve. Dans ce moment même, *il* est là, derrière toi; et, quand je te regarde, c'est *lui* dont je vois l'épouvantable fantôme. »

— Est-ce que tu ne te sens pas bien, ma tante? demanda Adone, incliné sur le lit.

— Je t'écoute, répondit-elle, sans le quitter des yeux.

— Je voudrais te dire... Eh bien! voici : je t'ai toujours aimée; j'ai toujours été respectueux envers toi. Tu n'as pas eu à te plaindre de ma conduite à ton égard, dis, ma tante? Alors, pourquoi *ta* famille te séquestre-t-elle comme une prisonnière? Pourquoi m'empêche-t-elle de te parler? C'est cela que je voudrais savoir... Je voudrais savoir...

Et, s'inclinant davantage encore vers la malade, il ajouta, tout bas, sans attendre la réponse :

— Je sais tout! Mais je ne te tourmenterai pas, n'aie pas peur. Si j'avais voulu, je t'aurais déjà tourmentée... Je ne suis pas méchant, moi! Rappelle-toi : ici même, un soir, je me suis évanoui en te voyant souffrir... Si tu m'avais aimé, nous aurions été heureux l'un et l'autre; mais de cette façon, nous ne l'avons été ni l'un ni l'autre...

Elle ferma les yeux, et des larmes coulèrent entre ses paupières closes. Adone eut l'horrible impression de voir pleurer un cadavre.

— Pardon, ma tante! murmura-t-il. Ne pleure pas, ne pleure pas...

Elle rouvrit les yeux, enfonça sa main sous l'oreiller, en retira une enveloppe grise qu'elle remit à Adone, sans prononcer un mot, mais en lui faisant signe de la cacher et de sortir.

Revenu dans son grenier, il trouva sous l'enveloppe une bande de papier jauni. C'était une moitié du testament de son

oncle, coupé dans le sens de la hauteur. Au dos de ce demi-feuillet, Tognina avait écrit au crayon : *Pirloccia a l'autre moitié.*

Adone examina longuement, sur les deux faces, le bizarre document que s'étaient partagé les complices, chacun d'eux en conservant une partie afin de s'en servir, au besoin, comme d'une arme défensive; et il se demanda ce qu'il en ferait. Ses réflexions n'aboutirent qu'à de nouvelles perplexités et à une tristesse maladive : il ne savait plus s'il devait se venger ou s'il devait pardonner. Finalement, il serra le papier dans sa poche et s'efforça de penser à autre chose. A son insu, il imitait peut-être l'attitude qu'avait eue Tognina, pendant ses longues années de muet abattement. Tout lui semblait inutile et vain, et il ne croyait plus ni aux autres, ni à lui-même.

Les Pirloccia feignirent d'ignorer le bref entretien qu'il avait eu avec sa tante. Peut-être les femmes avaient-elles gardé le silence, par crainte d'une scène violente entre lui et le nabot; ou peut-être ces gens méditaient-ils contre le jeune homme quelque mauvais coup.

Cependant, chaque fois que Carissima revenait du château, elle parlait à Adone de la marquise et de Maddalena; et, plus d'une fois, il crut remarquer qu'alors la couturière le regardait avec malice. Un jour, elle lui dit :

— J'ai idée que la petite est amoureuse folle de quelque jeune homme pauvre... Si la vieille mourait, cette petite deviendrait propriétaire de tout, et elle épouserait sûrement son amoureux.

— Mais est-elle vraie, cette histoire? demanda tante Elena, qui écoutait volontiers les commérages, mais qui goûtait peu la médisance.

— Tout ce qu'il y a de plus vrai! répondit Carissima, oubliant qu'un instant auparavant elle avait présenté la chose comme une simple supposition. La petite est éperdument amoureuse. Cela est visible : elle ne tient plus debout, elle est pâle, elle se consume... Aujourd'hui même, comme elle était descendue de sa chambre pour m'expliquer la façon de border un tapis, je lui ai demandé s'il ne lui déplaisait pas de rester encore à la campagne, maintenant que la saison est déjà froide; et elle m'a répondu : « Oh! non, il ne fait pas froid! Je resterai avec plaisir ici tout le mois de novembre. »

Une autre fois, Carissima raconta qu'elle avait vu Maddalena sortir du presbytère, et elle ajouta :

— Elle y va presque tous les jours, vers quatre heures, pour causer avec la sœur du curé... Elle y va et elle en revient seule...

Adone comprenait très bien que Carissima lui indiquait ainsi le moyen de rencontrer Maddalena. Mais il se répétait qu'il ne fallait attacher aucune importance à ces bavardages : Maddalena était trop fine pour laisser entrevoir les secrets de son cœur à une couturière. En outre, il soupçonnait quelque chose de louche dans les menées de Carissima : elle devait avoir peur de lui, depuis son entretien avec la tante. Mais, soit qu'elle agît pour son propre compte, soit qu'elle obéît aux conseils de Pirloccia, le but de la couturière était évidemment d'attiser la passion du jeune homme et de l'amener à voir Maddalena : si le coup hardi tenté par cette femme réussissait, il y avait tout lieu de croire qu'Adone ne songerait plus à l'héritage dont on l'avait dépouillé.

Et pourtant, à la longue, les propos de Carissima l'attendrissaient malgré lui. Somme toute, il n'était pas certain que la couturière débitât des mensonges; et, puisqu'il souffrait lui-même, pourquoi l'autre n'aurait-elle pas souffert aussi ? Il fut donc repris du désir anxieux de revoir la jeune fille, recommença à rôder devant la grille du château ; et, un jour, il finit par l'aviser à une fenêtre. Elle était réellement pâle et amaigrie ; et, quoiqu'elle n'eût pas répondu à sa lettre, elle arrêta sur lui un long regard où il crut reconnaître la muette imploration d'un amour qui souffre. Adone fut affolé de joie, de douleur et de désir.

XXII

Le lendemain et le surlendemain, Adone fut comme une âme en peine. Il se promena sur la pelouse de l'église à l'heure que Carissima lui avait indiquée ; il passa et repassa devant la grille, mais sans réussir à voir Maddalena. Enfin, le troisième jour, sous prétexte de prendre congé de la sœur du curé, il alla au presbytère. Mais la sœur du curé n'était pas chez elle. Il s'attarda quelques minutes devant la porte, d'où l'on apercevait la façade du château, et, tout à coup, il tressaillit : Maddalena,

vêtue de noir, descendait le perron, traversait le jardin, s'engageait sur la pelouse et s'avançait dans la direction du presbytère. Quand elle fut près de lui, elle lui demanda, d'un air troublé :

— Pourriez-vous me dire si la sœur de M. le curé est visible?

— Je ne sais pas... Je crois que non,... répondit-il, perdant la tête. Mais... il faut... il faut que je vous parle...

— Pas ici!

— Où?... Quand?... Ce soir?... Voulez-vous, ce soir, à dix heures?... Je viendrai près de la grille.

Elle rougit, sans répondre; mais elle lui jeta un regard qu'il interpréta comme un consentement tacite, et elle entra dans la cour du presbytère.

Au lieu de retourner à la maison, il s'en alla vers Casale, sans savoir pourquoi. Tandis qu'il suivait le sentier, tandis qu'il cheminait sur la digue, il se croyait le jouet d'une hallucination. « Elle viendra! » se disait-il. Mais cette certitude, au lieu de le combler d'allégresse, lui inspirait une sorte d'épouvante.

Un fait très simple le rappela à lui-même. A l'entrée de la traverse qui menait à *Co'de'Brun*, le faubourg des pauvres, il rencontra la sœur du curé, qui revenait sans doute de faire une visite charitable. C'était une dame de soixante ans, très bonne, grasse, pâle, et qui peut-être posait un peu : avec ses robes à l'ancienne mode, avec ses manières dignes et son langage étudié, elle ressemblait à une vieille duchesse. Ce jour-là, elle portait une jupe à volans de couleur tabac, un corsage en pointe et un voile de dentelle posé sur des cheveux trop noirs pour une femme de son âge. Elle reconnut de loin Adone, le salua de la tête et lui fit avec son éventail un signe amical : car, quoique l'automne fût déjà assez avancé, elle avait un bel éventail noir et rouge, dont Maddalena lui avait fait cadeau.

— Je sors de chez vous, lui dit Adone. Je pars demain, et j'étais venu pour vous dire adieu.

— Reviens donc avec moi, répondit-elle.

Il frémit en pensant que peut-être Maddalena était encore au presbytère; mais il triompha de la tentation, ou, pour mieux dire, il n'osa pas y céder.

— Je vous remercie, mais c'est impossible. Permette-moi

de prendre congé de vous ici même. Je n'ai que le temps de courir chez Caterina.

— Ah! tu vas la voir? Eh bien, je voulais justement te parler d'elle. Vous avez donc fait la paix?

— Quelle paix? demanda-t-il, embarrassé.

— Bon, bon, alors! Mets que je n'ai rien dit! On racontait que votre mariage s'en était allé à vau-l'eau. Ce n'est pas vrai? Eh bien! j'en suis très heureuse.

Il se souvint de Carissima et de ses bavardages.

— Mais non, mille fois non! protesta-t-il. Qui a pu répandre un pareil bruit?

Et, tout en disant cela, il songeait que Maddalena était peut-être encore au presbytère, et il se désolait de ne pas la revoir.

Il poursuivit son chemin et arriva chez Caterina, où il connut l'anxiété fiévreuse de la trahison. Tandis qu'il embrassait sa fiancée, il songeait à l'*autre;* et la douleur muette et sauvage de la jeune fille lui semblait mille fois plus légère que la sienne. La vieille le regardait avec des yeux supplians; et ce regard, comparable à celui d'un renard blessé, pénétrait jusqu'au fond de son cœur, plus cruel que tous les reproches. Les deux femmes devaient être fort alarmées; certainement elles savaient tout : les caquets de la couturière, le bruit que venait de lui rapporter la sœur du curé, l'obstination avec laquelle, en dépit de ses promesses, il continuait à évoluer autour de Maddalena comme l'alouette autour du miroir.

Quant à Caterina, elle le connaissait beaucoup mieux qu'il ne la connaissait lui-même, et elle savait qu'on obtenait tout de lui par le silence, rien par les paroles. Quand ils se quittèrent, elle pleurait, mais elle ne récriminait pas.

Dix heures. La lune, comme à l'appel répété des dix coups, parut sur le toit de l'église, éclaira les peupliers dont les feuilles jaunes jonchaient l'herbe de la pelouse, telles des fleurs endormies. La nuit était tiède, quoiqu'un vent léger soufflât par intervalles et fît courir dans le ciel bleu quelques nuages sombres.

Adone se promenait de long en large devant l'église, foulant les feuilles mortes et les ombres des arbres nus. Il marchait la tête basse, et il lui semblait qu'il cheminait encore sur la digue, en compagnie de ses pensées inquiètes. Maddalena viendrait-elle? Ne viendrait-elle pas? Dans l'un et dans l'autre cas,

il serait malheureux. Puis, à certains momens, il s'imaginait qu'il était là, non pour l'attendre, mais simplement pour se divertir, comme dans son enfance, au jeu puéril de marcher sur les ombres. Toutefois, le moindre bruit suffisait pour lui faire palpiter le cœur.

Les minutes s'écoulaient, et elle ne venait pas...

Les minutes s'écoulaient. Une fenêtre du château était encore éclairée; une lanterne était encore allumée sur le perron. Une ombre passait et repassait derrière les vitres, dans le carré de lumière. La petite flamme de la lanterne clignotait au vent, comme un œil curieux qu'auraient agacé les allées et venues du jeune homme qui se promenait sous les peupliers. Quelqu'un éteignit la lanterne; l'ombre cessa de passer et de repasser derrière les vitres; le château eut l'air d'être inhabité.

Adone s'irritait, et, plus il s'irritait, plus il s'obstinait à attendre. Un moment vint où il cessa d'apercevoir sous ses pieds les ombres des peupliers : les nuages avaient caché la lune. Alors il eut l'illusion d'entrevoir dans la pénombre la figure de Caterina; et, chose étrange, il lui semblait que cette figure avait les yeux bleus et supplians de la vieille *Suppèi*.

La lune reparut, et il repensa aux yeux doux et voluptueux de Maddalena. Une chaude sensation de plaisir traversa sa douleur. Mais presque aussitôt il retomba dans son rêve morose. L'ombre de Caterina le suivait; et, chaque fois que la lune disparaissait et que les autres ombres, se fondant parmi les ténèbres, disparaissaient avec elle, il s'arrêtait parce qu'il lui semblait voir Caterina s'incliner, se coucher à ses pieds; et il n'avait pas le courage de marcher sur cette malheureuse. Caterina pleurait, et ses gémissemens étaient pleins de menace et de désespoir. Il se penchait sur elle, il écoutait; et le fantôme lui disait : « Rappelle-toi mes paroles, Adone ! Les morts reviennent, et ils se vengent. Je suis morte pour toi; mais mon ombre te suit et ne te quittera plus. Partout et toujours tu me trouveras sur ton chemin. Tu pourras couvrir *l'autre* de baisers; mais il y aura toujours entre vos lèvres la lame tranchante d'un couteau, et c'est moi qui serai là !... Sais-tu bien qui je suis ? Tu crois que je suis Caterina; mais tu te trompes. Je ne suis pas l'ombre d'une femme; je suis l'ombre de ton passé ! »

Les nuages couraient vers le couchant. La lune reparut, et une lumière nacrée inonda la pelouse. Pendant cette minute de

silence et de lumière, il *pressentit* que Maddalena venait. Soudain il retomba dans l'inconscience, et il lui sembla qu'autour de lui toutes les choses palpitaient dans l'attente de la merveilleuse apparition.

Maddalena, rasant le mur, arrivait par l'étroite allée qui faisait le tour du parc. Elle était vêtue de noir et elle avait la tête voilée. Adone fit quelques pas en avant, s'engagea dans l'allée humide de rosée. Son orgueil était exalté par la certitude d'être aimé, par la confiance que la jeune fille lui témoignait. Il eut un transport de bonheur.

Dès qu'il l'eut rejointe, Maddalena rebroussa chemin, en lui faisant signe de le suivre. Elle marchait la première, d'un pas rapide, comme pour lui indiquer la route; et sa longue robe balayait les feuilles sèches.

Tout en se hâtant derrière elle, Adone regardait autour de lui, scrutant l'épaisseur des ténèbres. Les souffles du vent emplissaient le parc; on entendait comme des pas légers et sautillans. Et il se remémora les imaginations de son enfance, se demanda si les bêtes d'autrefois ne s'étaient pas réveillées dans leurs obscures retraites et ne se poursuivaient pas entre les arbres comme à travers une forêt. Au-dessus de sa tête, les branches formaient une voûte impénétrable; à droite, parmi les troncs enveloppés d'ombre, le sol était jonché de feuilles jaunes, et la lune inondait de sa clarté blafarde les éclaircies. Tout paraissait fantastique, mais triste et froid : ce parc ressemblait à un lieu abandonné.

Dans le mur tapissé de lierre s'ouvraient de place en place quelques larges niches, où il y avait des statues consumées par le temps et des sièges de marbre. Maddalena s'arrêta devant l'une de ces niches, près d'une fontaine dont le conduit ne jetait plus d'eau. Adone, debout près d'elle, respirait le parfum émané de sa personne.

— Je vous remercie ! dit-il.

Et il se tut, effrayé du son de sa propre voix.

— De quoi me remerciez-vous? répondit-elle, d'une voix nette et presque ironique.

Et elle s'adossa au mur, dans la cavité de la niche; mais elle penchait son buste en avant, pour sonder la profondeur de l'allée. Il redevint soupçonneux; il pensa qu'elle n'était pas assez émue et que peut-être elle voulait seulement se moquer de

lui. Néanmoins, il s'avança sous le cintre de la niche et il s'appuya aussi contre le mur.

— Je vous remercie d'être venue, expliqua-t-il... Il y a si longtemps que je désirais vous parler ! Mais, je pars demain... et j'ai eu peur de ne plus revoir...

— Pourquoi? demanda-t-elle d'une voix qui n'était plus la même.

Et elle releva la tête. Mais, au lieu de répondre à cette question, il répéta :

— Oui, mon devoir est de partir... Peut-être ne vous reverrai-je plus...

Elle répéta aussi, d'une voix impérieuse :

— Mais pourquoi?

Et elle se pencha vers lui. Leurs visages se touchaient presque. Malgré l'ombre qui les enveloppait, leurs regards se rencontrèrent; et Adone sentit que cette jeune fille voilée et parfumée était vraiment la créature de ses rêves. Il lui saisit une main, et, à ce premier contact, ils vibrèrent tous les deux. Mais aussitôt il se rappela une autre main, une main chaude et rude; et il lui sembla que cette autre main se plaçait entre la sienne et celle de Maddalena.

— Savez-vous ce que je suis? demanda-t-il alors. Le savez vous?

— Serais-je venue, si je ne le savais pas?

— Non, non, vous ne le savez pas ! Vous êtes ici parce que... parce que vous avez eu pitié de moi... parce qu'une fatalité nous a poussés l'un vers l'autre... Je ne sais pas vous dire... Je ne sais pas vous expliquer... Je voulais vous demander pardon ! Me pardonnez-vous?

— Mais je n'ai rien à vous pardonner.

— Est-ce que vous ne souffrez pas?

Maddalena garda quelques instans le silence. Il se remit à trembler, et son frisson se communiqua à la jeune fille. Enfin elle murmura :

— Je suis contente de souffrir...

— Pourquoi n'avez-vous pas répondu à ma lettre?... Est-ce que vous l'avez reçue?

— Oui. Mais que pouvais-je répondre?... En vous répondant que je souffrais, j'aurais craint d'augmenter vos propres souffrances.

— Oh ! vous avez été si bonne ! Et moi, au contraire, je vous ai fait tant de mal !

— Non, vous ne m'avez pas fait de mal... Vous ne m'avez fait que du bien : vous m'avez appris à aimer.

— Mais, dites, savez-vous quelle est ma situation ? Le savez-vous ? insista-t-il, éperdu.

— Je le sais, déclara-t-elle. Je vous connais depuis longtemps... Je sais combien votre jeunesse a été malheureuse. Je sais que vous aviez perdu votre père, que votre mère avait peu d'affection pour vous, que, chez votre tante, on vous maltraitait...

Adone porta ses mains à son visage, comme pour cacher des pleurs.

— Ah ! oui, tout le monde m'a fait souffrir, tout le monde !...

— Et moi aussi ? demanda-t-elle, câline.

— Vous, non ! Vous seule avez été bonne pour moi !

Et, subitement, il pensa à Caterina. A elle aussi il avait adressé de semblables paroles ! De nouveau l'ombre de Caterina s'attacha à lui ; mais, pris d'une rage sourde contre ce fantôme importun, il voulut le chasser à toute force. Il saisit avec une sorte de violence la main de Maddalena, attira la jeune fille contre son cœur, lui donna brusquement un baiser. Et le parfum qu'exhalait toute la personne de Maddalena était si doux et si chaud qu'il crut être au milieu d'une prairie, par une soirée de juin. Il vibrait tout entier, fou de passion ; mais, malgré tout, le fantôme continuait à se dresser entre lui et Maddalena. Alors, pour vaincre cette obsession, il étreignit la jeune fille, la couvrit des baisers les plus ardens ; et, dans son égarement, il prononça des paroles qui trahirent son désespoir.

— Toi seule... toi seule... La seule qui m'ait été bonne ! Et moi, je te fais du mal... Ah ! je suis bien coupable ; mais je t'aime, je t'aime... Il faut que tu me pardonnes ! N'est-il pas vrai que tu me pardonnes ?... Réponds ! réponds !

Elle se détacha de lui, demanda froidement :

— Pourquoi pleurez-vous ?

Il lui reprit la main, la porta à ses yeux. Mais la petite main était devenue inerte, morte.

— Je vous dirai tout ! s'écria-t-il. Je ne suis venu que pour cela...

— Eh bien ! dites.

— Mais que penserez-vous de moi ? reprit-il après une pause,

de la voix sourde d'un malade. Je suis un sot! Oui, je suis un sot!... Mais vous, pourquoi ne m'avez-vous pas répondu? Si vous m'aviez envoyé un mot de pardon, je serais parti tout de suite. Pourquoi ne m'avez-vous pas répondu?

— Je savais que vous viendriez, dit-elle avec une nuance d'ironie.

— Et me voici, en effet! Mais pourquoi suis-je venu? Je n'en sais rien!... Ce que je sais, c'est que je devrais être heureux, et qu'au contraire je pleure!... Ah! laissez-moi parler! Écoutez-moi!... Non, je ne voulais pas venir, *je ne devais pas venir*... Tout à l'heure, pendant que je vous attendais, et ensuite, quand je vous ai donné ce baiser et que je croyais en mourir de joie, j'ai vu un fantôme : le fantôme d'une femme à laquelle je suis indissolublement lié... Mais vous ne pouvez pas comprendre. Vous avez toujours été heureuse, vous! Moi, non! Moi, non!

Il avait donc avoué qu'il était indissolublement lié à une autre femme! Maddalena le regarda fixement, d'un air dur : sa pitié s'était évanouie en présence de ce pleurnicheur qui ne pouvait ni ne voulait plus être à elle. Elle l'avait traité en égal, parce qu'elle se proposait de l'élever jusqu'à son propre niveau; mais lui, il s'obstinait à croupir dans son humble condition, avec une vulgaire créature dont Maddalena feignait visiblement d'ignorer jusqu'à l'existence.

— C'est assez! dit-elle en mordillant ses lèvres. Je ne savais pas. Vous avez raison.

Et elle s'écarta de lui, pour lui faire entendre qu'il était temps de partir.

— Non, ne vous en allez pas! s'écria-t-il en la saisissant par le bras.

Elle se dégagea, tremblante.

— Laissez-moi. Vous n'avez plus rien à me dire.

— Pardon!... Pardon!...

Elle lui tourna le dos et elle s'en alla, silencieuse et légère, comme elle était venue.

Il demeura longtemps sur la pelouse. Il s'imaginait avoir fait un rêve : un rêve terrible et stupide à la fois. Il était profondément humilié; il se disait qu'en ce moment Maddalena devait se moquer de lui, qu'elle était méchante et cruelle. Puis il faisait réflexion que, s'il lui avait dit: « Je suis à toi, » elle ne

l'aurait certainement pas éconduit de la même manière. Et, le front penché, il s'abîmait dans son désespoir. N'était-ce pas la poésie, l'amour et la fortune qui, avec Maddalena, venaient de l'abandonner?

Cependant, les nuages s'étaient élargis, avaient peu à peu envahi tout le ciel; et, sur ce fond obscur, les arbres gémissaient avec de sourdes rumeurs. Adone releva le front, comme pour interroger ces arbres, ces nuages, toutes ces choses qui, naguère, lui répondaient fraternellement. Mais, cette nuit-là, l'obscurité était partout; et il lui sembla que les arbres aussi souffraient, et qu'à leur tour ils lui demandaient en gémissant la raison de leur souffrance, et qu'il ne savait quoi leur répondre, et que l'univers tout entier était plein d'une inexplicable douleur.

Rentré dans son grenier, parmi les humbles choses qui avaient été témoins de ses malheurs d'autrefois, Adone y retrouva un autre fantôme, cet esprit follet que la vieille *Suppèi* donnait pour compagnon à tous les hommes : sa conscience.

D'abord, il essaya de chasser cette conscience importune; mais, pendant de longs mois, elle s'obstina à le suivre, ne le quitta ni le jour ni la nuit, lui chuchota, de cette voix persuasive et caressante que l'on prend pour réconforter un malade : « Ne regrette pas d'avoir connu l'injustice et la pauvreté! Ne regrette pas de rester avec ceux qui pâtissent! C'est en toi-même que tu dois mettre ta confiance. Tu n'es encore qu'un enfant. Tâche de devenir un homme. » Et, peu à peu, il céda à cette persistante suggestion ; l'image de Maddalena se détacha de lui insensiblement, recula dans le passé, devint flottante et pâle comme un rêve lointain; et, lorsqu'il apprit, par hasard, que la jeune fille venait de se fiancer à un lieutenant de cavalerie, il n'en ressentit ni colère, ni tristesse.

Dès qu'il eut terminé ses études, il épousa Caterina et il vint habiter à Casale, dans la maisonnette où il avait passé des heures si claires et des heures si sombres. Le vieil instituteur avait enfin pris sa retraite, et Adone, en attendant le concours qui lui permettrait d'être nommé inspecteur primaire, demanda et obtint le poste de Casalino. Les bâtimens scolaires venaient d'être reconstruits à *Co'de' Brun*, dans le quartier des pauvres, et, vus entre les arbres, avec leurs grands murs rayonnans de blancheur, avec leurs larges fenêtres, ils ressemblaient à une église.

Souvent, le soir, lorsqu'il quittait son école pour retourner chez lui, à Casale, il rencontrait le vieil instituteur qui, s'ennuyant un peu de ses loisirs perpétuels, venait l'attendre sur la route et le reconduisait jusqu'à mi-chemin. Le vieillard, comme c'est l'habitude des hommes de cet âge, aimait à critiquer le présent et à louer le passé. Il n'approuvait pas qu'on eût construit l'école neuve dans le quartier des pauvres; il n'approuvait pas qu'on l'eût faite si spacieuse et si belle; il regrettait la masure croulante et mal aérée où, pendant un tiers de siècle, il avait instruit des centaines de gamins tapageurs; il regrettait plus encore que l'on délaissât les anciens procédés d'enseignement. Adone lui répondait avec la déférence due à un maître vénérable, mais sans renoncer à aucune de ses propres convictions: selon lui, la meilleure place pour une école était au milieu des pauvres, parce que l'instruction seule a le pouvoir de les libérer de leur misère physique et morale; et le véritable objet de l'enseignement était, non de perfectionner l'automatisme de la mémoire, mais d'éveiller chez les écoliers la réflexion, de développer le jugement personnel ; et l'instituteur devait s'occuper de ses élèves les moins fortunés et les moins intelligens avec une plus grande sollicitude, parce que chez les enfans pauvres, la stupidité n'est le plus souvent qu'une apparence, et les soins affectueux d'un bon maître peuvent ragaillardir ces petites âmes intimidées et déprimées.

Lorsque l'ancien et le nouvel instituteur étaient parvenus à l'endroit où le chemin de Casale s'embranche sur la chaussée de la digue, le vieillard souhaitait le bonsoir à son jeune collègue, et il revenait sur ses pas. Adone, resté seul, s'arrêtait quelquefois pour contempler le fleuve envahi par les brumes du crépuscule. Certes, il n'avait aucun motif pour prolonger intentionnellement la durée du trajet, et il rentrait volontiers dans la maisonnette où l'attendait une épouse aimante et où il trouvait, avec la table préparée, le modeste bonheur de la paix domestique. Mais il n'avait non plus aucun motif pour presser le pas; et, s'il lui arrivait de s'attarder un peu, c'était simplement parce qu'il était jeune encore, et qu'il goûtait la poésie de la nature, et que la douceur du soir l'invitait à rêver.

GRAZIA DELEDDA.

ESQUISSES CONTEMPORAINES

FERDINAND BRUNETIÈRE

II [1]

LA DERNIÈRE INCARNATION

Je revenais de Rome, où j'étais allé, quoi qu'on en ait pu dire, sans autre intention que de renouveler des souvenirs déjà vieux de vingt-huit ans alors, et qui le sont donc aujourd'hui de quarante. Comme je l'avais été jadis à l'audience de Pie IX, j'avais eu l'honneur d'être admis à l'audience de Léon XIII, et pendant trois quarts d'heure je m'étais prêté, non sans quelque émotion, à l'interrogante, je serais tenté de dire « malicieuse » et paternelle curiosité de ce grand vieillard. Ai-je besoin ici de rappeler à que, point les choses de France l'intéressaient, et je ne sais, à ce propos, dans quelle mesure son influence avait pu contribuer, directement ou indirectement, au rapprochement de la France et de la Russie, mais, en ce temps-là, — novembre 1894, — rien ne lui tenait plus à cœur, et, pour en parler, comme aussi des suites qu'il en espérait, sa voix retrouvait une ardeur qui n'avait d'égale que la vivacité de sa gesticulation. Il me parla ensuite de ce qu'on appelait alors « l'esprit nouveau, » et il me demanda ce que je croyais qu'on en pût attendre. Il se plaignit, avec un sourire, ce singulier sourire où il semblait que sa très grande bonté se masquât d'ironie, de ceux qui résistaient à ses « directions, » — ce ne fut pas le mot dont il

(1) Voyez la *Revue* du 1er mars.

se servit, — et il me demanda s'ils y résisteraient toujours. Je lui répondis que je le craignais, et comme je n'eus pas de peine à voir que la réponse lui déplaisait, je me hâtai de dire que je ne parlais que de ses « directions politiques, » mais qu'au contraire, en France, comme ailleurs, il n'y avait qu'une opinion sur ses « directions sociales, » et ce fut une occasion de parler de l'Encyclique *Rerum novarum*. Il me demanda ce que je pensais ou je savais de l'impression qu'elle avait faite sur la jeunesse, et presque aussitôt, sans me laisser le temps de répondre, si je pouvais lui donner quelques renseignemens sur l'état d'esprit de la jeunesse française. Enfin, il m'interrogea sur la *Revue des Deux Mondes*, et à ce propos, ce fut par des considérations sur le bien ou le mal dont la presse était capable que se termina l'audience... J'avais compris qu'il aimerait qu'un écho de sa conversation lui revînt.

Rien ne pouvait m'être plus agréable, une fois de retour à Paris, que de satisfaire un désir dont l'expression m'honorait, et qui répondait d'ailleurs au besoin que j'éprouvais moi-même de m'expliquer sur des questions qui me préoccupaient depuis une dizaine d'années. « Et vous, m'avait-on un jour demandé dans une réunion assez nombreuse, où chacun venait d'exprimer son opinion, que pensez-vous du christianisme ? » J'avais répondu, ou à peu près, « que je ne connaissais pas encore assez la question pour répondre d'une manière précise, mais que je l'étudiais ; » et cette réponse avait beaucoup amusé. Ce n'était pourtant pas ce qu'on appelle une échappatoire, et il était vrai, — c'était aux environs de 1889, — que je refaisais mon éducation religieuse. J'admire toujours, sans leur porter envie, ceux qui ont une opinion sur le christianisme, sans l'avoir étudié. Pour moi, comme presque tous les jeunes « intellectuels » de ma génération, je connaissais beaucoup mieux, et j'avais bien plus étudié le bouddhisme...

C'est en ces termes que Ferdinand Brunetière, dans une note restée inédite, indiquait la nature, les conditions et l'objet de l'entretien qu'il eut avec Léon XIII. On sait le reste: l'article retentissant qui en fut la suite, les polémiques qu'il souleva, les contradictions, approbations, répliques et contre-répliques qui s'entre-choquèrent à ce sujet. « Je ne m'attendais guère, — écrivait l'auteur en réimprimant trois mois après son article en brochure, — je ne m'attendais guère qu'il dût provoquer tant de bruit. »

Il disait vrai; et son étonnement peut surprendre, mais je crois qu'il était profondément sincère. Calculons-nous toujours la vraie portée de nos paroles, de nos articles ou de nos livres? Savons-nous quel écho telle page, pour nous toute simple, que nous avons écrite, peut trouver dans telle ou telle conscience obscurément préparée à l'accueillir? Renan lui-même se doutait-il, en écrivant la *Vie de Jésus*, de l'action qu'il allait avoir sur près

d'un demi-siècle de la pensée française? Comme tous les actes de notre existence, nos livres nous entraînent, nous engagent dans l'avenir presque malgré nous : en vain nous voudrions nous ressaisir, échapper aux interprétations que l'on donne de notre propre pensée; nous ne le pouvons plus; « nous sommes embarqués; » la vie collective nous a pris dans son engrenage. On aurait pu rappeler à Brunetière ce qu'il disait jadis: « Les hommes tels que M. Renan, dans la situation qu'il occupe, avec l'influence qu'il exerce, dans toute la maturité de l'intelligence et dans tout l'éclat du talent, ont un peu charge d'âmes. Ils ne vivent plus, ni ne pensent, ni ne parlent pour eux seulement... » De fait, quand parut l'article *Après une visite au Vatican*, par l'abondance et la variété de son œuvre antérieure, par sa situation personnelle, par son double talent d'orateur et d'écrivain, par son intervention enfin dans toutes les questions à l'ordre du jour, n'était-il pas le véritable successeur de Renan et de Taine? « En 1894, — écrivait récemment un adversaire, — en 1894, après la mort de Renan et de Taine, il était le guide incontesté de la pensée contemporaine (1). » Comment, dans ces conditions, une parole décisive de lui, en un pareil sujet, alors plus « actuel » que jamais, et prononcée d'une pareille tribune, n'aurait-elle pas soulevé quelque durable émotion?

Voici comment il résumait lui-même le dessein de son article :

A la vérité, il y était question, sinon de la « banqueroute, » en tout cas des « faillites » que la science a faites à quelques-unes au moins de ses promesses; mais je n'étais pas le premier qui se servît de ce mot, et dix autres avant moi l'avaient publiquement prononcé (2). J'y louais, comme je

(1) A le bien prendre, l'article *Après une visite au Vatican* est une réplique à *l'Avenir de la Science*, livre écrit en 1848, mais publié, comme l'on sait, en 1890; et il est aussi la suite logique des pages de Taine sur *l'Église* (1891), en même temps qu'une réponse à ces pages.

(2) Brunetière avait grandement raison de dire, — il suffit, pour s'en convaincre, de se reporter à l'article, — qu'il n'avait rappelé la formule « la banqueroute de la science » que pour la repousser aussitôt. — Il serait d'ailleurs curieux de savoir qui a le premier employé l'expression. Je la trouve, dès 1883, sous la plume de M. Bourget, dans un « dialogue » intitulé *Science et Poésie* (*Études et Portraits*, t. I, p. 202) : « ... Je n'ignore pas, dit l'un des deux interlocuteurs, que la science recèle un fond incurable de pessimisme, et qu'*une banqueroute est le dernier mot de cet immense espoir de notre génération*, — *banqueroute dès aujourd'hui certaine* pour ceux qui ont mesuré l'abîme de cette formule : *l'Inconnaissable*. Il y a un principe assuré de désespoir dans la définition même de la méthode expérimentale, car, en se condamnant à n'atteindre que des faits, elle se condamne du coup au phénomène final, autant vaut dire au nihilisme... »

pouvais, la généreuse initiative ou l'audace apostolique du pape Léon XIII; mais, bien loin d'être l'un des premiers, j'étais, au contraire, l'un des derniers à le faire, et, à cet égard, je n'ai qu'un regret, — qui est d'avoir trop attendu. Enfin, très sommairement et très discrètement, j'insinuais que le christianisme, en dépit de nos savans ou de nos exégètes, est encore, est toujours une force avec laquelle on doit compter; et il me semblait ne faire là que constater ce que l'on appelle une vérité d'évidence. Rien de tout cela n'était bien neuf, ni bien extraordinaire.

Il y avait pourtant quelque chose de plus. Tout en réservant formellement certains points, et en particulier « l'indépendance de sa pensée, » tout en se refusant à « opposer la religion à la science, » tout en déclarant que « chacune d'elles a son royaume à part, » il posait tout autrement qu'il ne l'avait fait jusqu'alors la question des rapports de la morale et de la religion, et il reprenait à son compte et commentait avec vivacité le mot célèbre de Scherer : « Une morale n'est rien si elle n'est pas religieuse. » Il allait plus loin encore. « Pour tous ceux donc, disait-il, qui ne pensent pas qu'une démocratie se puisse désintéresser de la morale, et qui savent d'ailleurs qu'on ne gouverne pas les hommes à l'encontre d'une force aussi considérable qu'est encore la religion, il ne s'agit plus que de choisir entre les formes du christianisme celle qu'ils pourront le mieux utiliser à la régénération de la morale, et je n'hésite pas à dire que c'est le catholicisme. » Et il signalait lui-même les principaux points de contact qu'il croyait trouver entre la doctrine catholique et la pensée contemporaine. La conclusion était significative :

Lorsque l'on tombe d'accord de trois ou quatre points de cette importance, il n'y a pas même besoin de discuter les conditions ou les termes d'une entente; — et elle est faite. Si les bonnes volontés conjurées et continuées de plusieurs générations d'hommes ne suffiront certainement pas pour mettre ces trois ou quatre points hors de doute, *ce serait une espèce de crime*, et, en tout cas, la plus impardonnable sottise que *d'essayer de diviser ces bonnes volontés contre elles-mêmes, ou de les dissocier, pour des raisons d'exégèse et de géologie*. Supposé, d'ailleurs, que le *progrès social* fût au prix d'un sacrifice passager, — qui ne coûterait rien à notre indépendance non plus qu'à notre dignité, mais seulement quelque chose à notre vanité, — l'hésitation ne serait pas permise. Il faut vivre d'abord, et la vie n'est pas contemplation, ni spéculation, mais action. Le malade se moque des règles, pourvu qu'on le guérisse. Lorsque la maison brûle, il n'est question pour tous ceux qui l'habitent que d'éteindre le feu. Ou, si l'on veut encore quelque comparaison plus noble à la fois et peut-être plus vraie, ce n'est ni le temps, ni le lieu d'opposer le caprice de l'individu aux droits de la communauté, — quand on est sur le champ de bataille.

Poser ainsi la question, n'était-ce pas, — à son insu peut-être, et, qui sait? sans l'avoir formellement voulu, — n'était-ce pas prendre en quelque sorte l'engagement public de faire tout ce qui dépendrait de lui pour combler l'abîme qui le séparait encore de la foi positive? C'était, en tout cas, faire acte d'apologiste du dehors. Mieux encore, c'était s'affirmer comme chrétien de désir. Les adversaires ne s'y trompèrent point, et ils s'empressèrent de crier à la conversion. Le mot était à la fois impropre et juste. Ferdinand Brunetière, en effet, ne faisait guère en somme que rassembler, coordonner les résultats de ses études et de ses réflexions antérieures; et il ne serait pas difficile de retrouver dans ses précédens articles, mais éparses et successives, toutes les idées dont l'article *Après une visite au Vatican* nous offre pour la première fois la synthèse (1). Il restait d'ailleurs pessimiste, évolutionniste, positiviste, — et incroyant. En un certain sens, il n'y avait donc rien là de bien nouveau. Mais, ce qui était nouveau, c'était, précisément, de tirer les conclusions des prémisses posées; c'était de tourner ces conclusions en faveur de l'Église; c'était de les interpréter dans un sens déjà chrétien; c'était de leur donner une couleur déjà chrétienne, un accent apologétique. Et cela constituait bien un premier pas vers Rome, et, à certains égards, une relative conversion.

Et ce commencement même de conversion, qu'est-ce qui l'avait déterminé? Sans aller plus loin, sans faire appel à des aveux ultérieurs, nous pouvons répondre; nous avons déjà, au moins implicitement, répondu. Un homme chez lequel la préoccupation morale et la préoccupation sociale sont prédominantes, chacune des deux aidant et renforçant l'autre : n'est-ce pas ainsi que, si nous avions dû le faire d'un mot, nous aurions à peu près défini Brunetière? Et ne l'avons-nous pas vu, surtout dans les dernières années, très préoccupé de fonder une morale sur de tout autres bases que l'idée religieuse? Or, tel n'est plus

(1) Voyez notamment les deux articles *A propos du Disciple* (*Nouvelles Questions de critique*), sur *Vinet*, sur *la Philosophie de Schopenhauer et les conséquences du pessimisme* (*Essais sur la littérature contemporaine*). Et rappelons simplement les paroles significatives qui terminent le second article sur *le Disciple*, et que Brunetière lançait comme un défi à ses contradicteurs : « Et s'ils ne sont pas convaincus enfin qu'il ne saurait y avoir d'acquisition scientifique, — d'observations sur les gastéropodes ou de théorème sur les quaternions, — qui vaillent ce que je demanderai qu'on me laisse appeler la *déshumanisation* d'une âme, qu'ils le disent! »

maintenant son état d'esprit. Il a cherché à le faire, et il y a manifestement échoué.

Et je n'en suis pas absolument sûr, — disait-il plus tard dans une lettre dont j'ai déjà cité quelques lignes, — on n'est jamais absolument sûr de la chronologie de ce travail intérieur, mais, précisément, il me semble que c'est le *Congrès des Religions* qui m'a désabusé d'abord, et obligé de procéder à un nouvel *examen de conscience*... Je ne crois plus à la possibilité d'une morale *purement laïque*, et je n'y crois plus pour y avoir cru plus fermement que d'autres, dont je n'ai garde aujourd'hui de suspecter la bonne foi, mais sur lesquels je revendique une supériorité, qui est celle d'avoir trois fois remis le problème à l'étude, et de l'y avoir remis dans des conditions d'absolu désintéressement (1)...

C'est ici le nœud véritable de cette évolution morale, de cette crise d'âme; c'est ce qui en fait l'intérêt symbolique et presque dramatique. Voilà un homme qui, comme tant d'autres de ses contemporains, a cru pendant longtemps pouvoir fonder une morale, — une morale non pas seulement individuelle, mais sociale, — sur des idées philosophiques ou des constatations positives, et qui, un jour, s'aperçoit que ce fondement croule. Saisi de stupeur et d'inquiétude, incapable de dilettantisme ou de scepticisme moral, passionnément épris d'action, il cherche alors autre chose. Il sent vaguement qu'en dehors de l'idée religieuse, il n'y a pas de fondement solide à la morale; et même, qu'en dehors du christianisme, il n'y a point, pour une âme moderne, de religion véritable. Convaincu d'ailleurs que, selon le mot de Renan, le catholicisme est « la plus caractérisée, et la plus religieuse de toutes les religions, » c'est alors qu'il se retourne vers Rome. Son entretien avec Léon XIII confirme ces pressentimens. De sa visite au Vatican, il a emporté comme la vivante vision de cette autorité morale qu'il cherche, de ce pouvoir spirituel qu'il désire, de cette révélation mystique dont il a besoin. Et sans doute il prend alors l'engagement avec lui-même de faire tout ce qui sera en son pouvoir pour faire tomber les derniers obstacles ou les dernières objections intimes qui l'écartent encore de cette croyance qu'il veut conquérir...

Il a bien tenu sa promesse; et d'ailleurs, si besoin en était, il y eût été bien encouragé par les contradictions, les aigres critiques, — elles ne lui vinrent pas toujours des adversaires, — et

(1) Lettre inédite du 16 septembre 1898.

même les injures qui lui furent prodiguées. A quoi bon rappeler tout le détail de cette polémique, dont les derniers échos ne sont pas encore apaisés? Chacun s'entendit à faire de la publication de ce simple article un événement intellectuel aussi considérable que le fut, trente ans auparavant, l'apparition de la *Vie de Jésus*. « J'ai fini par me persuader, déclarait l'auteur, que j'y avais dit des choses bien plus intéressantes que je ne croyais moi-même. » Et incapable qu'il était d'ailleurs de s'en tenir à la position nécessairement un peu inconsistante et provisoire qu'il avait prise tout d'abord, il entama dès lors une série d'articles ou de conférences qui, tous ou toutes, constituent comme les étapes successives d'une lente évolution religieuse dont le terme préfix était, — chose facile à prévoir, — l'adhésion définitive au catholicisme. Il mit cinq ans à faire les derniers pas. Très simplement, dans une réunion intime qui suivit une conférence prononcée à Besançon, le 25 février 1900, sur *Ce que l'on apprend à l'école de Bossuet*, il déclara que le « seuil du temple » était franchi :

Pour combattre ces doctrines [le Dilettantisme, l'Individualisme et l'Internationalisme], j'ai cherché un point d'appui, et après l'avoir inutilement cherché dans les leçons de la science ou de la philosophie, je l'ai trouvé, et je ne l'ai trouvé que dans le catholicisme. Oui, je n'ai trouvé qu'en lui l'aide et le secours dont nous avons besoin contre l'individualisme. C'est à la lumière de ses enseignemens que j'ai compris toute la vanité du dilettantisme. Et j'ai compris aussi, à voir, dans le présent et dans le passé, comment le catholicisme et la grandeur de la France étaient inséparables l'un de l'autre, que nous n'avions pas de plus sûre protection, ni d'arme plus efficace contre les progrès de cet internationalisme dont vous parliez tout à l'heure. Indépendamment de toute idée personnelle, ce sont là des faits certains, ce sont des vérités qui s'imposent, et du jour où l'évidence m'en est entièrement apparue, c'est de ce jour que je me suis déclaré catholique.

J'ajouterai ce soir que tout ce que j'ai vu depuis lors, toutes les épreuves que nous avons traversées m'ont affermi dans cette conviction. Ni dans les laboratoires, ni dans les systèmes, ni dans la vie de tous les jours, je n'ai rien découvert, on ne m'a rien montré qui l'ébranlât. *Si j'y suis venu, j'ai l'espérance que d'autres y viendront.* Et, Messieurs, puisque j'ai l'honneur de me retrouver une fois de plus au milieu de vous, je suis heureux, et il m'est doux que d'une évolution commencée à Besançon, voilà tantôt quatre ans, ce soit à Besançon que j'aie trouvé le terme (1).

On s'est souvent étonné que, dès le 1er janvier 1895, Brune-

(1) *Bossuet et Brunetière*, Besançon, Bossanne, 1900, p. 36-37.

tière n'ait pas proclamé son adhésion complète au dogme catholique. Mais, disait-il lui-même, « je ne crois pas avoir le droit, et dans un sujet d'une telle importance, je crois même avoir le devoir de ne pas m'avancer au delà de ce que je pense actuellement. C'est une question de franchise, et c'est une question de dignité personnelle. » Les problèmes qu'il avait soulevés sont si complexes, et si délicats, qu'il voulait, et à juste titre, « se réserver la possibilité des reprises et des tâtonnemens. » « Il y a bien des chemins, disait-il encore, qui mènent à la croyance, et j'en ai exploré, j'en ai parcouru, j'en ai suivi plus d'un : je me suis aussi quelquefois fourvoyé. » Quand d'ailleurs il se demandait, parmi toutes les « raisons de croire, » quelles étaient celles qui avaient eu le plus d'action sur lui, « il me semble, avouait-il, quand je m'interroge, *que les raisons morales, ou plutôt les raisons sociales ont été les plus décisives.* » Et, précisant encore ce point, il ajoutait :

Je me rappelle avoir lu, dans la *Vie du Père Hecker*, qu'après avoir traversé plus d'une secte, — ou, comme ils disent là-bas, plus d'une *dénomination* protestante, — l'un des plus puissans motifs, l'un des motifs déterminans de sa conversion définitive au catholicisme fut la satisfaction et le frein, le frein et la satisfaction, que le catholicisme lui semblait seul capable de donner à ses instincts populaires et démocratiques. Il avait commencé, vous vous le rappelez peut-être, Messieurs, par être ouvrier boulanger. Ce dur apprentissage de la vie m'a été épargné ! Mais, comme lui, je n'ai trouvé que dans le catholicisme le frein et la satisfaction des mêmes instincts et du même idéal.

Ayant la nuque dure aux saluts inutiles,
Et me dérangeant peu pour des rois inconnus,

je n'ai trouvé que là la justification de la devise [Liberté, Égalité, Fraternité] à laquelle je continue de croire, et dont j'ai tâché de vous montrer, Messieurs, que, si le fondement ne s'en rencontrait que dans l'idée chrétienne, là aussi, et là seulement, s'en pouvait rencontrer la véritable interprétation.

Et enfin, à ceux qui eussent été tentés de trouver que ces « raisons de croire » étaient bien *extérieures* encore : « J'en ai d'autres, disait-il, j'en ai de plus intimes et de plus personnelles ! » Mais celles-là, il se refusait à les livrer. Il insistait au contraire sur les raisons d'ordre plus général et plus « actuel, » parce qu'il estimait sans doute qu'elles pouvaient avoir prise sur un plus grand nombre d'âmes. C'est qu'en effet, — et toute la « littéra-

ture » qu'avait fait surgir l'article *Après une visite au Vatican* lui en était une preuve sensible, — c'est qu'en effet il se rendait bien compte que son « cas » n'était pas isolé, et que même il était beaucoup plus « représentatif » qu'il ne l'avait pensé tout d'abord. « Dans cette série d'études, — écrivait-il quelque part, — où nous voudrions, *en même temps que notre examen de conscience, faire celui de quelques-uns de nos contemporains...* » Cette visible préoccupation apologétique explique, ce me semble, non seulement la qualité et le choix de ses argumens, mais encore la lenteur calculée de sa progressive évolution religieuse. Très désireux de ne pas compromettre dans des aventures de pensée personnelle la doctrine à laquelle il allait bientôt apporter son adhésion, il tenait à vérifier loyalement et méthodiquement tous les titres qu'elle offrait à sa créance; il voulait éprouver en quelque sorte lui-même tous les degrés de l'échelle, pour que d'autres pussent les gravir après lui.

II

Tant de soins et de travaux divers, — et je néglige à dessein dans cette étude son rôle et son activité de directeur de *Revue*, — raréfiaient un peu sa production critique, sans pourtant la suspendre entièrement. Aussi bien, il avait trouvé, pour le suppléer dans cette fonction, ici même, un écrivain de plume ingénieuse et brillante, au goût alerte, incisif et sûr, qui continuait librement son œuvre, et en prolongeait l'action. Il se réservait d'intervenir de loin en loin dans telle ou telle question qui lui tenait plus particulièrement à cœur; et ce lui était chaque fois une occasion nouvelle de prouver que, bien loin d'avoir laissé, parmi de tout autres recherches, s'émousser les facultés qu'on était unanime à lui reconnaître, il les retrouvait plus vigoureuses et plus riches que jamais. Les « études critiques » de cette époque ont une plénitude de sens, une solidité de structure, une largeur de vues qui faisaient parfois regretter aux « littérateurs » de profession qu'il ne les multipliât pas comme jadis. Je ne sais rien, par exemple, dans toute son œuvre, — et dans l'œuvre d'aucun critique, — rien de plus fort, de plus puissamment maîtrisé, de plus profondément pensé, ou senti, ou *deviné*, de plus sobrement exprimé, que son article de 1899 sur *la Littérature européenne au XIXe siècle*. Ce sont peut-

être, de tout ce qu'a écrit Ferdinand Brunetière, les pages qui, comme critique et historien littéraire, l'expriment le plus complètement. A ses conceptions d'autrefois viennent ici s'ajouter ses préoccupations nouvelles, pour le plus grand bénéfice du sujet qu'il traite. A la fin de cette étude, il observe, en s'en réjouissant, que la littérature contemporaine s'ouvre de plus en plus aux questions morales et aux questions sociales; et il ajoute : « Parvenue à ce point de son développement, la littérature s'apercevra-t-elle alors que si les questions sociales sont des questions morales, elles sont aussi des questions religieuses? On peut l'espérer... Aussi bien... la fin du siècle, sous ce rapport, n'aura-t-elle fait que répondre à ses commencemens. On l'a pu croire agité d'autres soins, et, en effet, il l'a été. Mais si la question religieuse n'a pas toujours été la première ou la plus évidente de ses préoccupations, elle en a été certainement la plus constante, et disons, si on le veut, par instans la plus sourde, mais en revanche la plus angoissante. C'est en France particulièrement qu'on le peut bien voir... » Et il le montrait brièvement, mais fortement. « Est-il rien, concluait-il, de plus saisissant et de plus instructif? En vain a-t-on voulu écarter la question, elle est revenue; *nous n'avons pas pu, nous non plus, l'éviter;* et ceux qui viendront après nous ne l'éviteront pas plus que nous. Et, dès à présent, ne nous faut-il pas les en féliciter, s'il n'y en a pas, pour tout homme qui pense, de plus importante, ni de plus « personnelle; » s'il n'y en a pas dont la méditation soit une meilleure école, même au point de vue purement humain, pour l'intelligence ; et s'il n'y en a pas enfin... dont la préoccupation, évidente ou cachée, donne à la « littérature » plus de sens, de profondeur et de portée? »

A dix ans d'intervalle, cette page fait directement écho à telle autre où il louait vivement Vinet, — celui de tous les critiques auquel il doit sans doute le plus, — « de mettre dans une histoire de la littérature française la question morale au premier plan. » « Il serait bien étonnant, disait-il déjà à ce propos, que la connaissance ou la curiosité des choses de la religion ne fussent pas de quelque secours à l'intelligence d'une telle littérature. » Ce qu'il avait avancé là, Brunetière le prouvait maintenant par son propre exemple.

Il en fournissait une preuve plus développée et plus complète encore en publiant vers le même temps un *Manuel de*

l'histoire de la littérature française, qui est bien l'une des œuvres les plus originales et les plus suggestives de notre temps, une de ces œuvres rares qu'on admire plus profondément à mesure qu'on les pratique davantage. On en sait la curieuse disposition, qui lui avait été suggérée, déclarait-il, par le *Précis d'histoire moderne*, de Michelet. Au bas des pages, une suite de notices très concises, mais pleines, à en regorger, d'idées, de faits, d'indications de toute nature, simples programmes ou plans d'études plus détaillées sur les principaux écrivains et les principales écoles de notre littérature. Dans la partie supérieure du volume, une sorte de *Discours sur l'histoire de la littérature française*, vaste tableau d'ensemble où l'on voit se composer, s'ordonner toutes les forces ou influences essentielles qui ont agi sur notre évolution littéraire; où les grandes œuvres, les grands écrivains et les grandes écoles apparaissent à tour de rôle, caractérisées chacune en quelques mots rapides, mais singulièrement justes et précis; où l'histoire des idées est menée de front avec l'histoire des faits, des œuvres et des hommes, et toutes ensemble sont rattachées à l'histoire générale; et tout cela, toute cette énorme matière dominée et maniée avec une aisance, une dextérité, j'allais presque dire une virtuosité dont on ne trouvera pas beaucoup d'exemples; et enfin, toute cette longue histoire conduite jusqu'à son terme d'un mouvement vif, pressant, impérieux... Je ne voudrais pas multiplier les termes de comparaison trop ambitieux ; mais, puisque, en composant son *Manuel*, Ferdinand Brunetière avait, à n'en pas douter, pris Bossuet pour secret modèle, il est juste de dire qu'en le lisant, on songe plus d'une fois au *Discours sur l'histoire universelle*. Il n'eût pas, nous le savons, souhaité un autre éloge.

Le *Manuel* est, dans son ensemble, une nouvelle application, une application en grand de la méthode évolutive à l'histoire tout entière de la littérature française. Le fondement d'une pareille méthode étant la chronologie, et une chronologie rigoureuse, Brunetière avait cru devoir, — et il s'en félicitait vivement, — attacher aux *dates* une importance capitale. Une œuvre considérable étant donnée, son effort essentiel consistait à la « situer » exactement dans la série historique où elle venait d'apparaître, à déterminer avec précision les traits qui la rattachent à telle ou telle œuvre contemporaine ou antérieure, ceux qui lui appartiennent bien en propre et par lesquels elle a

modifié le milieu littéraire contemporain, et exercé sur les œuvres ultérieures telle ou telle influence qu'il s'agit d'évaluer à son tour. Le maniement idéal de cette méthode exige du critique qu'il ait constamment présente à l'esprit toute une vaste période d'histoire littéraire, avec ses œuvres non seulement caractéristiques, mais secondaires, et leurs dates respectives; et cela, certes, est délicat et difficile; mais il est certain que les résultats obtenus sont loin d'être indifférens. D'une manière générale, la méthode ainsi conçue permet à l'historien littéraire d'être exclusivement un historien littéraire, je veux dire de ne tenir compte dans l'histoire de la littérature que de la littérature elle-même. D'autres, comme Sainte-Beuve ou comme Taine, avaient été des psychologues ou des moralistes, bien plutôt que des historiens littéraires proprement dits; et la « littérature » leur était souvent un simple prétexte à des considérations « d'un autre ordre. » Pour Ferdinand Brunetière, au contraire, la « littérature » est, comme disent les philosophes, une « fin en soi. » Et assurément, il faisait bénéficier sa critique de tout ce qu'il avait appris d' « extérieur » à la littérature. Qu'on lise, par exemple, dans le *Manuel*, l'admirable article sur *Pascal*, et l'on n'aura pas de peine à reconnaître que les préoccupations nouvelles de l'historien l'ont singulièrement aidé à bien comprendre les *Pensées*, et à en restituer le « dessein » primitif. Mais enfin, toutes ses connaissances de philosophie ou d'histoire, de sociologie ou d'exégèse, toutes ses expériences morales sont ici subordonnées à l'examen de cette seule question : comment définir, et, sans quitter, ou en quittant le moins possible, le terrain de la littérature, comment expliquer les différences originales qui séparent les unes des autres telles œuvres, ou telles « époques » littéraires successives? Ramener la question à ces termes, c'est s'obliger soi-même à y faire une réponse d'ordre surtout *littéraire*.

Et c'est aussi se contraindre à n'intervenir de sa propre personne que le moins possible dans les jugemens que l'on porte sur la valeur respective des œuvres. La détermination des caractères originaux d'un roman ou d'un drame, l'action d'une comédie sur une autre comédie, sont surtout des questions de fait, où les sympathies personnelles, les « pensées de derrière la tête » n'ont, semble-t-il, rien à voir. Ferdinand Brunetière en était fermement convaincu; il croyait avoir trouvé « le fondement objectif du jugement critique; » il se flattait que « la grande

utilité de la méthode évolutive serait, dans l'avenir, d'expulser de l'histoire de la littérature et de l'art ce qu'elles contiennent encore de subjectif. » J'en suis moins sûr qu'il ne l'était; et si c'en était ici le lieu, je ne serais pas très embarrassé, je crois, pour montrer, par son propre exemple, que ce résultat désiré n'est point possible, ni peut-être souhaitable. Mais, dans sa haine de l'individualisme, il supportait malaisément les contradictions et les écarts du goût personnel (1). Il allait jusqu'à écrire, en parlant de chacune des notices ou études qui composaient l'une des parties de son *Manuel :* « Naturellement, j'ai proportionné les dimensions de cette étude, aussi mathématiquement que je l'ai pu, à la véritable importance de l'écrivain qui en était l'objet. Je dis : mathématiquement, parce que nos goûts personnels, en pareille affaire, n'ont rien encore à voir... » Il rêvait de constituer la critique à l'état de science véritable. Chose curieuse, et peut-être contradictoire, l'autorité qu'il refusait à la science pure, aux sciences positives, il était tenté de l'attribuer à l'histoire littéraire et à la critique, telles qu'il les concevait. Et cela sans doute était un peu hasardeux. Mais on ne saurait nier, cependant, que l'ensemble de son œuvre historique et critique ne représente un effort très heureux pour restreindre la part du subjectif, et donc, de l'arbitraire, dans les jugemens de la littérature et de l'art.

Ferdinand Brunetière n'a-t-il pas d'ailleurs, sur quelques points de détail, appliqué sa méthode avec quelque excès d'intransigeance et de rigueur? Je le crois volontiers, pour ma part. Désireux de ne retenir que les seuls écrivains, « dont il lui paraissait que l'on pouvait vraiment dire qu'il manquerait quelque chose à la « suite » de notre littérature, s'ils y manquaient, » « il y en a de très grands, disait-il, — pas beaucoup, mais il y en a deux : Saint-Simon et Mme de Sévigné, — dont je n'ai point parlé, parce que les premières *Lettres de Mme de Sévigné*, — n'ayant vu le jour qu'en 1725 ou même en 1734, et les *Mémoires de Saint-Simon* qu'en 1824, leur influence n'est point sensible dans l'histoire (2). » Il avouait du reste, en note, que,

(1) Voyez à ce sujet l'article de Brunetière sur la *Critique impressionniste* (*Essais sur la littérature contemporaine*), son article *Critique* de la *Grande Encyclopédie* et la *Préface* qu'il a mise en tête du livre de M. Ricardou sur *la Critique littéraire* (Paris, Hachette, 1896).

(2) Il n'a rien dit non plus de Calvin; mais c'est là, je crois, un oubli involontaire; car il a parlé de lui dans le *Discours*.

dans une histoire plus détaillée, il parlerait des lettres de Mme de Sévigné, mais « aux environs de 1734, » et qu'il « y rattacherait cette émulation de correspondance dont on voit en effet qu'à partir de cette date, un grand nombre de femmes d'esprit se piquent. » Mais n'aurait-il pas pu dire quelque chose d'analogue de Saint-Simon? et l'influence de ce dernier, si elle n'est point capitale, n'est-elle pas assez reconnaissable pourtant dans la formation de l'idéal romantique? Et enfin, quand ni Mme de Sévigné, ni Saint-Simon n'auraient exercé aucune espèce d'action, et ne devraient jamais en exercer, — la méthode évolutive doit, semble-t-il, réserver aussi l'avenir, l'éventualité d'influences ultérieures, et ce qu'un philosophe appellerait les droits des « futurs contingens, » — n'ont-ils pas mérité, du droit de leur génie d'écrivain, de n'être point proscrits d'une histoire de notre littérature nationale?

Ah! n'exilons personne! Ah! l'exil est impie!

Les exceptions, dit le proverbe, confirment la règle. Et l'histoire, comme la nature, comme la vie même, qu'elle a la prétention d'imiter, l'histoire doit comporter des exceptions, — surtout en faveur des écrivains de génie.

Mais qu'importent ces objections et ces chicanes! Le *Manuel de l'histoire de la littérature française* n'en est pas moins un chef-d'œuvre. Et puisque Ferdinand Brunetière n'a pas eu le temps d'achever lui-même la grande *Histoire de la littérature française classique* qu'il avait entreprise, et dont le *Manuel* n'était qu'une première esquisse, — « il n'osait dire la promesse, » sentant déjà peut-être ses forces limitées et sa vie mesurée, — il faut se féliciter qu'il ait pris la peine de condenser en ce livre si riche de substance toute son expérience de critique et d'historien littéraire. J'ose dire que, dans cet ordre d'idées et de recherches, rien d'aussi considérable n'avait paru en France depuis la *Littérature anglaise* de Taine.

« J'admire donc Darwin et Auguste Comte, écrivait Brunetière un peu plus tard. Je les admire si fort qu'après avoir employé quelque trente ans de ma vie à me les « convertir en sang et en nourriture, » selon le mot d'un vieil auteur, j'ai formé le projet d'en employer le reste à tirer de l'*Origine des Espèces* et du *Cours de philosophie positive* les moyens d'une apologé-

tique nouvelle, qu'on trouvera, je le sais bien, aussi hasardeuse que nouvelle, mais dans l'avenir de laquelle je ne mets cependant pas moins d'espoir que de confiance. » Et il ajoutait:

On a souvent loué l'Église catholique de la faculté qu'elle possédait, seule au monde et dans l'histoire, d'absorber la plupart de ses propres hérétiques, — et on entend par là ceux qui, dans une autre Église, telle que l'Anglicane ou la Russe, n'auraient jamais pu concilier leur opinion personnelle avec l'étroitesse du symbole et la rigueur de la discipline. Le moment approche où une nouvelle apologétique non seulement n'aura plus rien à craindre de ses plus éminens contradicteurs, mais les absorbera, comme l'Église a fait de ses hérétiques, et où, de leurs aveux, et même de leurs objections, nous verrons surgir de nouvelles raisons de croire... Si la méthode a été jadis indiquée par le cardinal Newman, ses effets suffisent, depuis un demi-siècle, à en prouver toute la fécondité. C'est ce que je prendrai la liberté de rappeler à tous ceux que ce titre : *les Raisons actuelles de croire* a un peu émus. Et si, par hasard, je ne les avais pas convaincus, *je les supplie de songer* en ce cas, qu'en dépit de l'orateur ou de l'historien qui l'explique mal, une méthode n'en conserve pas moins toute sa valeur ; qu'à des nécessités nouvelles, il faut opposer de nouveaux moyens de défense ou d'action ; et *que la tentative n'en saurait être dangereuse, lorsque l'on déclare hautement que, pour en être l'auteur, on ne s'en croit pas d'ailleurs le juge.*

Cette œuvre d'apologétique chrétienne fut, pendant trois ou quatre ans, — 1900-1904, — l'œuvre non pas unique, — il n'a jamais été l'homme d'une occupation unique, — mais capitale de sa vie. Elle était, à dire vrai, le prolongement tout naturel de son activité antérieure. Il avait, nous l'avons dit, un tempérament d'apôtre. Il le manifestait même en matière littéraire. Il était incapable de garder pour lui seul, de ne pas communiquer aux autres les « vérités » qu'il avait découvertes, et dont il avait personnellement éprouvé la solidité et la justesse. Avant même d'être, ou de se dire « chrétien, » il était déjà apologiste. Telles études de lui sur *les Bases de la croyance*, ou sur *le Catholicisme aux États-Unis* sont déjà des « introductions à la vie dévote. » Le titre même qu'il avait choisi pour désigner la suite de ses conférences sur des « questions actuelles, » *Discours de combat*, — il aimait ces titres qui sentent la poudre, — indiquait clairement son intention de rompre des lances en faveur de certaines idées sociales et religieuses. Il faut ajouter qu'il était vivement encouragé dans cette attitude par les événemens contemporains. L'idée de patrie traversait alors en France une

crise qui n'est, hélas ! point encore terminée, et qui alarmait profondément son patriotisme. Il se lança dans la mêlée avec sa décision et sa fougue habituelles; il écrivit des articles et prononça des discours qui lui valurent des « haines vigoureuses » et de tenaces rancunes; il déclarait si fortement que l'idée religieuse et l'idée nationale sont indissolublement liées qu'on put accuser son catholicisme naissant d'être une des formes de son patriotisme. Il n'en était rien au fond; et quand la poussière de la lutte fut un peu tombée, quand, d'autre part, son adhésion intérieure au dogme fut entière, on vit bien qu'il faisait reposer sa croyance sur des raisons plus générales et plus hautes que l'utilité sociale et l'intérêt patriotique. L'homme d'action qu'il n'avait jamais cessé d'être se fit alors plus directement et plus complètement apologiste.

Deux volumes de *Discours de combat*, — les deux derniers, — quelques études fragmentaires, et surtout un livre sur *l'Utilisation du Positivisme*, qui formait la « première étape » « sur les chemins de la croyance, » — les deux autres auraient eu pour titre *les Difficultés de croire* et *la Transcendance du christianisme* (1) : — voilà de quoi se compose cette œuvre d'apologétique : œuvre inachevée, par conséquent, et à peine esquissée, qu'on ne saurait donc juger dans son ensemble, mais dont on peut entrevoir le dessein et saisir l'esprit. Elle consiste essentiellement, et conformément à la vieille tradition chrétienne, — car, depuis qu'il existe, le christianisme n'a jamais fait autre chose que d' « utiliser » les philosophies profanes, le platonisme avant Albert le Grand et saint Thomas, et l'aristotélisme après eux, — elle consiste à incorporer à la doctrine catholique et à l'apologétique tout ce qu'on peut trouver de bon et d'assimilable dans les autres doctrines; à dégager plus particulièrement du pessimisme, de l'évolutionnisme et du positivisme « l'âme de vérité » qu'ils renferment, et à en enrichir la conception chrétienne du monde et de la vie. L'avenir seul pourra dire si cette

(1) Le second volume a au moins été esquissé dans une conférence prononcée à Amsterdam en 1904 sur *les Difficultés de croire*, et qui a été recueillie dans la dernière série des *Discours de combat*. Dans ma brochure de *Notes et Souvenirs sur Ferdinand Brunetière* (Paris, Bloud, 1907), j'ai publié quelques pages fort curieuses qui devaient faire partie de ce second volume. Enfin, il faut joindre au volume sur l'*Utilisation du positivisme*, la *Défense* que Brunetière en a présentée dans la *Revue latine* du 25 décembre 1904, en réponse à un article de M. Faguet, réponse qui devrait être réimprimée dans une nouvelle édition de l'ouvrage.

tentative, pour laquelle certains champions de l'orthodoxie intransigeante se montrent, en ce moment-ci, fort sévères, mérite toute la confiance que son auteur fondait sur elle. Les contemporains de saint Thomas lui-même avaient le droit de croire, — et ils en ont largement usé, — que tout essai de conciliation entre la pensée aristotélicienne et le dogme chrétien était voué à un échec irrémédiable : en fait, Aristote, le véritable Aristote n'est-il pas beaucoup plus loin du catholicisme qu'un Auguste Comte, par exemple, ou un Kant? En apologétique, comme en religion, la foi ne justifie pas sans les œuvres, — et sans le succès.

III

Ferdinand Brunetière venait d'achever son *Utilisation du Positivisme*, et il se préparait à de nouveaux *Discours de combat*, quand le mal qui, depuis de longues années, le minait sourdement, s'abattit sur lui pour ne le plus quitter. On sait quel héroïsme et quelle activité il déploya pendant ces deux années de lente agonie physique et morale. Tout d'abord, reprenant une idée qu'il avait souvent exprimée, et qui semble lui avoir été de longue date familière (1), il songea à construire son *Port-Royal :* c'était une vaste étude sur l'*Encyclopédie et les Encyclopédistes*, dont il avait lentement amassé tous les matériaux, et qu'il se proposait d'essayer dans une série de conférences. Proscrit des chaires officielles, pour cause d'hétérodoxie, il avait aisément retrouvé une tribune et un public. Il ne put traiter que la première partie du sujet qu'il avait choisi, *les Origines de l'esprit encyclopédique.* C'en fut assez pour nous faire pressentir que le livre qui sortirait de ce cours eût été une très belle œuvre. Plus fortement construit que le *Port-Royal* de Sainte-Beuve, aussi curieusement fouillé et documenté, et peut-être même, dans sa manière plus oratoire, aussi dramatique et aussi vivant, le livre n'eût pas eu une moindre

(1) Je lis dans un article daté du 15 août 1882, et non recueilli en volume, sur des *Publications récentes sur le XVIII*e *siècle* ces lignes caractéristiques : « Il y aura des choses neuves à dire des *philosophes* et de l'*Encyclopédie*, tant que nous n'aurons pas reconquis la tranquillité d'esprit qu'ils nous ont enlevée. » — Cf. encore *Nouvelles questions de critique*, p. 46-47, la brochure intitulée *la Moralité de la doctrine évolutive*, p. 2, note, et le grand nombre d'articles consacrés ici même jusque vers 1890 au XVIIe siècle.

portée philosophique et morale. Taine aimait à féliciter Sainte-Beuve d'avoir « écrit la psychologie de Port-Royal. » L'étude sur l'Encyclopédie aurait pu mériter un éloge identique. Ce qui en eût fait l'intérêt profondément humain et toujours actuel, c'est qu'elle eût été, dans son fond, l'illustration par l'histoire d'une véritable *psychologie de l'incroyance*. Et les notes, malheureusement trop brèves, où Brunetière a résumé, après coup, ses huit premières leçons, ne nous laissent aucun doute à cet égard.

Ce fut sa dernière campagne oratoire. Forcé de renoncer à la parole publique, ce qui fut sa passion maîtresse peut-être, il revint, sans du reste s'y renfermer d'une manière exclusive, à la critique et à l'histoire littéraire. La « critique des livres du jour » lui avait toujours paru l'une des tâches essentielles du vrai critique. « Nous devons, écrivait-il à la veille de sa mort, nous devons toujours tenir, dans la mesure de nos forces, *toute l'étendue du clavier*, et nous conserver, si je puis ainsi dire, en état de parler de *Tristan*, aussi bien que de la *Courtisane* et du jeune M. Arnyvelde : ... notre *autorité*, et, qui plus est, notre *ouverture intellectuelle* en dépendent. » Et, conformément à ce principe, on sait avec quelle abondance, vers la fin de sa vie, il multipliait les articles sur les sujets les plus divers. Il aimait d'ailleurs cette forme de la production littéraire, et peut-être, lui qui était si capable d'écrire des livres, peut-être a-t-il sacrifié à ce goût plus d'une œuvre considérable que, mieux que personne, il aurait su mener à bonne fin. D'autre part, il se trouvait progressivement ramené à ce qui avait été sa vocation première par le peu d'encouragement qu'il rencontrait tout autour de lui pour le rôle qu'il aurait voulu jouer en matière religieuse. Avec cette promptitude d'oubli et cette facilité d'ingratitude qui caractérisent certains milieux, et certaines âmes, un trop grand nombre de ceux qui l'avaient acclamé et exploité naguère lui manifestaient maintenant une défiance, et même une hostilité qui revêtaient, parfois, des formes bien désobligeantes. Il en souffrit cruellement. « Faisons de la littérature ! » s'écriait-il, non sans amertume. Mais il ne pouvait s'empêcher d'intervenir encore, de temps à autre, dans les graves questions qui, depuis une dizaine d'années, sollicitaient sa curiosité et entretenaient son ardeur d'apostolat. On n'a pas oublié son article sur *Joseph de Maistre et le livre « Du Pape*, » et le livre qu'il écrivit en collaboration

sur *Saint Vincent de Lérins* (1); on a moins oublié encore son article : *Quand la séparation sera votée*, et la fameuse *Lettre aux évêques*. L'hiver même où il mourut, il se proposait d'écrire son livre projeté sur les *Difficultés de croire*. Ni les suspicions, ni les aigres critiques, ni même les injures, si elles l'attristaient quelquefois, ne le décourageaient donc, et ne pouvaient le détourner de ce qu'il considérait comme son impérieux devoir de Français et de chrétien.

Mais les Lettres consolatrices, aux heures douloureuses et assombries qui se multipliaient, hélas! lui offraient un refuge. Il avait promis à un éditeur américain un livre sur Balzac. Ce lui fut une joie de l'écrire pendant l'été de 1905. C'est la seule « monographie, » — j'entends la seule « monographie » détaillée, — et l'un des rares « livres » que nous lui devions. Quelque peu montée de ton à mon gré, — que les « balzaciens » me pardonnent ce blasphème : mais peut-on historiquement admettre que l'on doive immoler à celle de Balzac l'influence de Chateaubriand (2)? — un peu trop perpétuellement batailleuse aussi, cette *Étude* n'en est pas moins l'une des plus fortes œuvres de critique qui aient vu le jour depuis les mémorables pages de Taine sur le même sujet. Elle est d'une hauteur de vues, d'une étendue d'information, d'une beauté et d'une puissance de construction ou d'*orchestration*, — le mot est de M. Édouard Rod (3), — d'une originalité de méthode et de pensée, d'un mou-

(1) *Saint Vincent de Lérins*, par MM. F. Brunetière et P. de Labriolle, 1 volume de la collection *la Pensée chrétienne* (Paris, Bloud, 1906). Ferdinand Brunetière ne s'est pas contenté d'écrire pour ce volume une importante *Préface :* il a mis la main à la traduction du *Commonitorium*.

(2) Cette observation avait été présentée à Brunetière de son vivant même, et, plus docile à la critique qu'on ne le croit généralement, il y avait fait droit. « Il (Balzac) nous apparaît donc, avait-il écrit, comme l'un des écrivains qui, en France, au XIXe siècle, auront exercé l'action la plus profonde, et à la distance où nous sommes de lui et de ses contemporains, je n'en vois guère plus de quatre ou cinq dont on puisse dire que l'influence ait rivalisé avec la sienne. Il y a Sainte-Beuve, il y a Balzac, il y a Victor Hugo; il y a Auguste Comte... » Et l'on peut lire encore ce passage à la page 309 du livre. Quand Ferdinand Brunetière publia ce dernier chapitre dans la *Revue* du 15 mars 1906, je me permis de protester, et de dire que l'auteur du *Génie du christianisme* ne méritait point peut-être qu'on le sacrifiât à l'auteur d'*Eugénie Grandet*. La protestation fut entendue; et on lit en effet dans la *Revue* (p. 339) : « Il y a Chateaubriand, il y a Sainte-Beuve... »

(3) Dans un article sur le *Balzac*, à propos duquel Brunetière écrivit à l'auteur ces paroles à retenir : « Vous avez dit, en particulier, sur l'effort d'*orchestration* ou de *composition* que le livre représente, et que vous avez su voir, des choses que l'on n'avait pas dites; et, avec notre sot amour-propre d'auteur, je me demandais quelquefois si je mourrais avant de les avoir lues ou entendues. C'est

vement enfin qu'on ne saurait trop admirer. Toujours fidèle à ses théories, l'unique objet de Brunetière est de « définir, d'expliquer et de caractériser » l'*œuvre* de Balzac; et c'est merveille de voir comment à ce dessein essentiel il subordonne, — et fait servir en même temps, — tout ce qu'il sait du grand romancier, de sa vie, de la bibliographie de ses livres, des jugemens critiques qui ont été successivement portés sur eux, enfin de l'histoire générale du roman et de la littérature du XIXe siècle. Étudié ainsi en lui-même, et dans les circonstances qui l'ont « conditionné, » le roman de Balzac nous apparaît avec ses caractères *propres*, c'est-à-dire avec ceux qui le différencient de tous les autres romans ses devanciers et ses contemporains : nous en comprenons la signification historique, la valeur esthétique et la portée sociale; nous en saisissons la vraie « moralité, » — les pages que Brunetière a écrites là-dessus sont peut-être les plus pénétrantes du livre tout entier, — nous en mesurons enfin l'influence. Et conduits par un guide que la minutie du détail érudit n'empêche jamais de voir et d'embrasser les ensembles, nous sommes allés, en quelque sorte, jusqu'au fond d'une personnalité littéraire extrêmement riche et forte, et nous l'avons exactement « située » dans l'histoire du genre et dans l'histoire de l'art.

A tous ces mérites, il en faut joindre un autre qui explique peut-être l'intime préférence que de fort bons juges semblent avoir pour ce petit livre. Si Brunetière a parlé de Balzac avec tant d'enthousiasme et avec une chaleur de sympathie si communicative, c'est qu'il y avait entre le grand écrivain et son critique de secrètes affinités électives. Brunetière était un puissant, comme Balzac, et, comme lui, un infatigable ouvrier de Lettres, tout entier absorbé par son œuvre, vivant d'elle et ne vivant qu'en elle, intarissable en projets de toute sorte, dépensant généreusement et sans compter, en discours, en articles, en livres, en idées prodigalement semées, toute la verve qu'il sentait en lui. Il fut ainsi jusqu'au bout, par besoin inlassable de produire, de répandre sa pensée, d'agir sur les esprits par la parole et par la plume. On a pu dire de Sainte-Beuve, si fécond lui aussi, qu'il ne se sentait à l'aise, pleinement à l'aise, qu'avec les écri-

qu'aussi bien, là peut-être aura été mon principal effort, et, plus *baudelairien* qu'on ne s'en doute, j'aurai dépensé mon labeur à la recherche et à l'expression de ces *correspondances*. »

vains de second ordre, un Bourdaloue, un Du Bellay, par exemple : ceux-là, en effet, il les embrasse tout entiers; il entre sans effort et comme de plain-pied dans leur intimité; rien en eux ne le dépasse et ne le dépayse; il est par excellence l'homme des « coteaux modérés; » les hauts sommets, les vastes horizons déconcertent et offusquent son regard ; il est surtout un incomparable critique des *minores*. Rien de tel chez Brunetière. Non qu'il n'ait su rendre pleine justice aux auteurs de second plan, et Sainte-Beuve lui-même n'a pas mieux parlé de Du Bellay et de Bourdaloue. Mais ces *minores*, il les regarde et il les étudie d'un peu haut, si je puis dire. Au contraire, toute sa sympathie instinctive et toute son admiration vont aux très grands écrivains, à ceux qui ont reçu en partage la fécondité et la force (1). Ceux-là, il les comprend et il les pénètre de part en part; souvent même, il les *devine;* il n'a besoin d'aucun effort pour s'élever jusqu'à eux. Quelque sévère qu'il soit parfois pour leur œuvre et leur action, il leur sait gré, au fond, d'être, à leur manière, des « forces de la nature. » Un Voltaire lui-même ne lui inspirera pas moins d'admiration que de colère. Les rudesses de sa critique sont une des formes de son respect, et les familiarités qu'il prend à l'égard de ces maîtres sont une marque de son estime. Il a dit aussi quelques dures vérités à Balzac; mais Balzac n'en sort pas moins grandi de l'étude que Brunetière lui a consacrée. C'est encore une fois que l'historien saluait dans le romancier un de ces grands hommes de Lettres comme il les aimait, et, au fond, comme il était lui-même.

Il semblait que de si hautes et si rares qualités de critique dussent trouver leur naturel emploi dans une œuvre de plus longue haleine, dans une vaste *Histoire de la littérature française* qui répondît aux exigences nouvelles des esprits contemporains. Par toutes ses études antérieures, par son long enseignement à l'École normale, par le tour essentiellement constructif de son esprit, Ferdinand Brunetière était admirablement préparé à une tâche de ce genre. Il paraît cependant avoir longtemps hésité à s'y vouer. « Il a presque suffi, écrivait-il en 1883, il a presque suffi à M. Désiré Nisard de lire nos grands écrivains,

(1) Dans son *Manuel*, il protestait par exemple (p. 169) contre « l'abus qu'il y aurait à faire de La Rochefoucauld un grand écrivain. » « Un grand écrivain, déclarait-il, *est toujours abondant*, *fécond*, et plus varié surtout que ne l'a été La Rochefoucauld. »

pour écrire cette classique *Histoire de la littérature française*, dont la beauté d'ordonnance et la rare perfection de forme *ont découragé ceux-là mêmes qui, sentant bien qu'il y manque quelque chose, eussent été tentés de la recommencer.* » Et à quatorze ans de là, en 1897, dans la *Préface* de son *Manuel*, il n'osait encore, nous l'avons vu, « promettre » au public de lui donner cette *Histoire*. Il s'y décida enfin, et, en 1900, quelques fragmens de l'œuvre projetée paraissaient ici même. Mais il eut soin de limiter son effort, et ce fut, non pas une *Histoire générale de la littérature française* qu'il annonça, mais simplement une *Histoire de la littérature française classique*. Il estimait du reste, et non sans raison, que la littérature du moyen âge, la littérature classique, et la littérature moderne, « dont le romantisme a livré la première bataille, » formaient bien trois littératures successives et différentes « dont l'unité de langue fait l'unique liaison. » Et, dans ces conditions, il était très naturel qu'il s'appliquât à celle de ces trois littératures qu'il connaissait le mieux, et dont, aussi bien, l'évolution était complètement achevée.

Cette grande *Histoire* devait comprendre cinq gros volumes. Le premier n'a même pas été achevé. Deux fascicules sur trois ont été publiés par l'auteur lui-même : il travaillait au troisième quand il mourut. Il faut souhaiter qu'on nous donne, sous une forme ou sous une autre, la suite et la fin de cette *Histoire*, dont « chacune des parties a été professée à l'École normale (1). » Telle qu'elle est aujourd'hui, dans son état d'inachèvement et presque d'ébauche, elle s'impose à l'attention et à la critique ; et je sais des amis de la pensée de Ferdinand Brunetière qui, de toutes les œuvres qu'il avait entreprises, regrettent surtout cette dernière.

En composant son *Manuel*, Brunetière songeait à rivaliser avec le Bossuet du *Discours sur l'Histoire universelle ;* en écrivant son *Histoire*, le modèle qu'il avait en vue, c'est l'*Histoire des Variations*. Ce qu'il admirait particulièrement dans ce livre

(1) Le meilleur moyen qu'il y aurait de réaliser ce vœu serait sans doute, à l'aide des notes du professeur et des élèves, de restituer purement et simplement le cours, tel qu'il a été professé. Assurément, cette restitution ne vaudra pas la rédaction définitive : car Brunetière, très difficile pour lui-même, se corrigeait et améliorait son texte jusqu'au dernier moment, — par exemple, le *Rabelais* publié dans la *Revue* a été refait pour le volume ; — mais enfin, nous aurions au moins là un certain état de sa pensée. L'un des meilleurs élèves de Ferdinand Brunetière, M. Gustave Michaut, s'est chargé de compléter et d'achever le volume consacré au XVIe siècle ; et c'est ainsi, nous le savons, qu'il a compris sa tâche.

célèbre, c'est l'heureuse et triomphante audace qu'avait eue l'auteur « d'atteler à trois ou à quatre, » et l'art souverain avec lequel il avait su faire marcher de front le récit des faits, le développement des caractères, l'exposition des idées et la discussion des doctrines. Le secret de cette composition organique et vivante, Brunetière a essayé de le ravir à son illustre devancier, et il semble bien qu'il y ait réussi. Les trois principaux élémens dont se compose l'évolution littéraire, à savoir l'évolution ou l'histoire des idées, l'histoire des genres et l'histoire des œuvres, sont ici mêlés si étroitement et combinés en de si justes proportions que chacune de ces histoires respectives a l'air d'être traitée pour elle-même, et que la vive lumière dont elle est éclairée, loin de nuire à celle qui tombe sur ses voisines, lui prête un peu de sa clarté propre ; la contrariété des divers mouvemens, comme dans la vie même, en se compensant et en s'équilibrant les uns les autres, finit par se résoudre dans l'unité d'une même « suite » d'histoire ; l'artifice nécessaire que présente toute exposition de faits ou d'idées se trouve ainsi réduit au minimum ; et le « discours, » — car c'est un véritable *Discours* continu que toute cette vaste *Histoire*, — paraît reproduire dans sa complexité ondoyante et diverse tout le pêle-mêle apparent de la vivante réalité. Comme un habile conducteur de quadrige qui, les rênes en mains, tantôt lance en avant l'un de ses chevaux, tantôt le retient en arrière, modérant et excitant tour à tour leur commune allure, et, les ramenant toujours au terme lointain de la course, les y pousse d'un même élan : de même ici, l'historien littéraire déroule devant nous tantôt telle série de faits et tantôt telle autre, et, sans jamais perdre de vue aucune d'elles, les maintient toutes ensemble sous notre regard, et, à force d'art et d'ingéniosité, réussit à leur imprimer ce mouvement ininterrompu, simple et complexe, tout ensemble, qui rapproche l'œuvre littéraire de la vie qu'elle prétend imiter. Rien de plus malaisé que de « composer » de la sorte, et rien, quand on y réussit, qui marque mieux la maîtrise de l'écrivain. Quand l'*Histoire de la littérature française classique* n'aurait pas la valeur de fond qui, comme le *Manuel*, et quelques objections de détail qu'on lui puisse adresser, la rend si précieuse aux hommes du métier, elle aurait encore, même inachevée, une valeur d'art telle qu'il n'est que juste de mettre cette valeur brièvement en lumière.

De quelque façon que l'on entende l'histoire d'une littérature, il y a une partie de la tâche qu'on ne saurait éluder : c'est l'étude directe et positive des œuvres. Mais les œuvres dont la somme compose une littérature donnée sont innombrables : lesquelles doit-on retenir définitivement pour en parler ? Nous avons vu que la méthode évolutive fournissait à Brunetière un moyen non pas infaillible, mais excellent, de distinguer les œuvres qui comptent véritablement dans l'histoire, de celles qui ne comptent pas. Ce départ établi, et ce choix fait, il reste encore à savoir quel procédé adopter pour éviter « qu'à voir défiler triomphalement tant d'auteurs, le sentiment des distinctions et des distances qui les séparent ne finisse par s'y abolir. » Le procédé de composition employé ici par Brunetière est d'une savante et originale ingéniosité. Il est fondé sur cette observation très juste que, parmi les écrivains qui « comptent, » il en est, — et ce sont les plus grands, — qui valent surtout en eux-mêmes, et par leur œuvre propre, et d'autres qui valent presque exclusivement par l'œuvre impersonnelle et collective à laquelle ils ont collaboré. Ces derniers, il y a donc tout avantage, — historique et artistique, — à les absorber en quelque sorte dans les chapitres généraux où l'on étudie les mouvemens d'idées ou de faits auxquels ils ont prêté l'appui de leur personnalité et de leur talent. C'est ainsi que les principaux représentans de l'école lyonnaise, Maurice Scève, Louise Labé, Pontus de Tyard, ont leur place toute marquée dans le chapitre consacré aux *Origines de la Pléiade;* que les grands rhétoriqueurs, et Lemaire de Belges, François Ier, Guillaume Budé rentrent tout naturellement dans un chapitre général sur *la Renaissance en France.* Le terrain se trouve ainsi déblayé pour les rares études d'« individualités » d'écrivains que l'historien a finalement réservées comme étant les grandes causes agissantes de l'évolution littéraire : Marot et Rabelais, la reine de Navarre et Calvin, Du Bellay et Ronsard, Baïf, Desportes, Du Bartas et Bertaux. Et il s'efforce de proportionner chacune de ces études particulières, — il eût volontiers dit « mathématiquement, » mais nous aimons mieux dire « littérairement, » — à l'importance respective que présente, dans l'évolution générale, chacune des œuvres auxquelles elles sont successivement consacrées.

De cette suite de monographies se détachent, — ou devaient se détacher, — en plein relief, dominant et symbolisant chacune

des parties de cette histoire de la littérature française au XVIe siècle, trois amples études, trois grands « portraits littéraires, » celui de Rabelais, celui de Ronsard, celui de Montaigne. Les deux premiers seuls ont été achevés. Ce sont d'admirables pages de critique littéraire. L'historien n'a qu'une chose en vue : définir avec la dernière précision, caractériser avec toute la justesse possible l'œuvre et le génie qu'il met, après tant d'autres, sous nos yeux. Comme un peintre qui, les yeux obstinément fixés sur son modèle, met en œuvre tous les procédés connus et ne croit jamais avoir assez fait pour attraper la ressemblance intérieure qu'il veut fixer sur la toile, ainsi Brunetière a recours à tous les moyens dont dispose actuellement la critique pour mieux comprendre le vrai sens d'une œuvre et pour en mieux mesurer la vraie valeur : biographie, bibliographie, chronologie, philologie même, toutes les « sciences auxiliaires » de l'histoire littéraire sont tour à tour utilisées et fournissent leur contribution et leur apport. Et cela, sans préjudice de l'analyse littéraire, psychologique ou morale, et de tout ce que le contact direct et prolongé des textes peut déterminer d'impressions vives et d'intuitions originales dans un esprit délié, vibrant, extraordinairement muni et averti. Tous ces élémens divers et toutes ces données mêlés ensemble sont comme des rayons divergens que rassemble un réflecteur puissant et qui, projetés par lui sur certaines figures, les éclaire d'une forte et soudaine lumière. Je sais, par exemple, peu d'études qui nous fassent aussi profondément pénétrer dans l'intimité d'une œuvre et d'un génie d'écrivain que le chapitre sur Rabelais. Ces pages sont mieux qu'une explication et qu'une interprétation : elles sont une *évocation*. On dirait que la verve endiablée du vieux conteur s'est communiquée à son critique. Le frémissement de cette poésie un peu brutale, mais si drue, si opulente, l'a gagné. Sans presque s'en apercevoir, il la transpose dans sa langue à lui. Jamais peut-être il n'a écrit d'un style aussi éclatant, aussi vivant, aussi joyeux. Sa manière forte, et grasse, et haute en couleur, rappelle ici certains portraits de l'école flamande où semble avoir passé toute la vie débordante de leurs modèles :

D'autres que Rabelais ont sans doute aimé la nature, mais on peut, on doit dire de lui qu'il en est littéralement « ivre, » et pour la célébrer, son lyrisme n'a pas assez d'effusions, ni d'assez éloquentes, ni d'assez abondantes, ni d'assez débordantes. Il se noie, il se perd, il s'égare quand il

entre au profond de ses abîmes. Infiniment féconde et infiniment bonne, infiniment complaisante aux instincts qu'elle a mis en nous, c'est Nature, qui, de son ample sein, comme d'une source intarissable, verse à flots pressés, dans toutes les créatures, et y renouvelle incessamment le désir et la joie, l'orgueil et la volupté de vivre. Nature est tout en nous, et nous ne sommes rien qu'en elle. Tout vient d'elle, et tout y retourne. C'est pourquoi, jusque dans ses manifestations qu'on croirait les plus ordinaires, ou dans ses opérations les plus basses, il y a quelque chose de divin...

Ce n'est pas là de la critique de miniaturiste, comme l'est si souvent celle de Sainte-Beuve; c'est de la critique à fresque, si je l'ose dire. Et l'on peut compter ceux qui, s'en étant sentis capables, n'y ont point complètement échoué.

L'attention que Ferdinand Brunetière accorde aux œuvres particulières ne le détourne point d'ailleurs des grandes généralités sans lesquelles l'histoire ne serait qu'une collection un peu incohérente et comme une poussière d'études « monographiques. » Ni l'évolution des genres, ni le mouvement des idées ne sont négligés par lui; et son art, nous le répétons, consiste à n'avoir sacrifié aucun de ces élémens aux autres. L'évolution des genres littéraires aurait assurément été traitée avec plus d'ampleur dans la suite de cette *Histoire :* comme il est naturel, elle ne fait guère que s'amorcer dans les parties achevées, les « genres » ayant, à proprement parler, été constitués par les efforts de la Pléiade. Mais l'histoire des idées, elle, elle est à toutes les pages de ces premiers livres; elle se mêle, elle s'entrelace à toutes les autres histoires; l'étude des œuvres particulières elle-même y aboutit. Et ce n'est que justice. De nos quatre siècles littéraires, le XVIe siècle est peut-être, — avec le XIXe, — celui qui a eu la vie intellectuelle la plus intense. Idées littéraires, idées philosophiques et morales, idées religieuses, il a tout renouvelé, tout remis à l'étude. Et toute histoire, même littéraire, qui ne rendrait pas cette physionomie essentielle du siècle mentirait aux promesses mêmes de son titre.

Mais le XVIe siècle a jeté dans l'histoire un si grand nombre d'idées de toute sorte, qu'il est assez malaisé de les dénombrer toutes, et de les suivre dans leurs diverses vicissitudes. C'est pourtant ce que Brunetière s'est efforcé de faire, et avec un plein succès. Dans trois chapitres d'introduction, il s'est proposé de définir avec toute la précision possible le mouvement général de la Renaissance, de reconnaître au passage toutes les

idées essentielles qu'elle a répandues dans le monde, et, comme il aimait à dire, de vider le mot de tout son contenu. Rien de plus original, et, je crois, de plus juste que la manière dont il a posé la question. Il distingue trois époques dans l'histoire de la Renaissance, ou, plus exactement encore, trois Renaissances successives : la Renaissance italienne, la Renaissance européenne et la Renaissance française, la Renaissance européenne, dont Érasme est le principal représentant, étant comme l'écran à travers lequel s'est réfractée la Renaissance italienne pour déterminer les diverses Renaissances nationales. Nous assistons ainsi à la genèse des principales idées qui ont alimenté la pensée française durant tout le XVIe siècle, et, à mesure qu'elles pénètrent dans de nouveaux milieux, nous les voyons se développer, se modifier aussi, s'enrichir de nouveaux élémens, engendrer de nouvelles conséquences. En un mot, nous voyons se composer peu à peu et se former sous nos yeux l'esprit du classicisme français, et, comme eût dit Taine, le modèle idéal qui va régner pendant près de trois siècles. Et l'historien peut alors conclure : « Nous sommes arrivés au seuil de l'histoire de la Littérature française classique ; nous y touchons. Italiennes d'abord, « Européennes » ensuite, Françaises enfin, nous avons essayé, non pas de « préciser, » — nous n'y réussirons, si nous y réussissons, qu'au bout de notre tâche, — mais de « nommer » au moins les idées que le mouvement de la Renaissance a jetées dans la circulation. C'est maintenant la propagation de ces idées, c'en est le jeu, la combinaison, les rapports ou les contrariétés entre elles, c'en est aussi la « dénaturation » qu'il s'agit d'étudier chez les hommes et à travers les œuvres. »

Cette « dénaturation, » Ferdinand Brunetière n'oublie jamais d'en rechercher l'expression dans toutes les œuvres particulières qu'il examine successivement. Il est un mot de Taine auquel il eût souscrit de tout son cœur : « Il y a une philosophie sous toute littérature. Au fond de chaque œuvre d'art est une idée de la nature et de la vie ; c'est cette idée qui mène le poète : soit qu'il le sache, soit qu'il l'ignore, il écrit pour la rendre sensible, et les personnages qu'il façonne, comme les événemens qu'il arrange, ne servent qu'à produire à la lumière la sourde conception créatrice qui les suscite et les unit. » Ces lignes auraient pu servir de devise ou d'épigraphe à cette *Histoire*

de la littérature française classique. Quel que soit l'écrivain, poète ou prosateur, qu'il analyse et apprécie, Brunetière l'interroge toujours sur la « philosophie » qui se dégage de son œuvre ; il excelle à extraire et à formuler l'âme de pensée que contiennent, parfois à l'insu de leurs auteurs, les livres en apparence les plus réfractaires à toute espèce de conception abstraite. Ainsi se précisent et se diversifient tout à la fois les idées générales qui sont entrées dans la composition du milieu intellectuel contemporain, et dont l'historien avait, tout à l'heure, reconnu l'origine et constaté la simple présence ; ainsi, chaque étude individuelle se trouve être une contribution nouvelle à l'histoire des idées, et celle-ci, bien loin d'être jamais perdue de vue par nous, s'enrichit à chaque page, pour ainsi dire, d'une précision, d'une nuance inédite, et on la sent progresser obscurément, même quand elle n'émerge pas au premier plan.

Nulle part peut-être l'intérêt et la puissance de la méthode n'apparaissent plus clairement que dans l'étude sur Rabelais. Brunetière a supérieurement montré que le *Gargantua* et le *Pantagruel* ont un sens, qui est d'être une apologie sans réserve de la nature. « Poète ou philosophe de la nature, comme on voudra l'appeler, Rabelais est profond de la profondeur même de cette idée de nature. » Et en effet, à la lumière de cette idée, il semble que les apparentes contradictions du livre se ramènent à l'unité, que la nature des intentions de l'écrivain se précise, et que les qualités mêmes de sa langue et de son style, bref, que le fond même de son génie se révèle à nous dans toute sa plénitude. « Si l'on comprend bien toute l'importance de cette idée dans l'œuvre de Rabelais, si l'on voit bien comment elle en pénètre toutes les parties, nous ne dirons pas que toutes les obscurités de son livre en soient éclairées ou dissipées du même coup, mais elles en deviennent cependant moins obscures ; et son objet même n'a plus rien d'une énigme. » Et en même temps, et indépendamment de sa valeur propre, le livre prend une signification générale toute nouvelle : Rabelais nous apparaît comme une sorte d'incarnation du génie de la Renaissance, et son œuvre comme la personnification et le symbole de cette restauration du paganisme antique qui a été, à n'en pas douter, le secret idéal de tant d'hommes du XVIe siècle.

Et enfin, Brunetière ne se contente pas d'interroger les écrivains qu'il étudie sur leur philosophie générale ; il les interroge

sur leur psychologie et leur philosophie religieuses. Ici se retrouve, — pour le grand bénéfice de l'historien littéraire, — le moraliste pénétrant et inquiet dont nous avons suivi le long pèlerinage passionné « sur les chemins de la croyance. » C'est qu'il avait parfaitement compris que toute philosophie est déterminée dans sa teneur générale par la position qu'on a prise sur la question religieuse. Là encore, son expérience personnelle lui avait été d'un singulier secours. A force d'agiter pour soi-même, et sous leurs formes les plus diverses, les problèmes religieux, il avait acquis comme un secret et sûr instinct qui lui permettait de se représenter avec une remarquable exactitude, et, pour ainsi dire, du premier coup d'œil, et de définir avec une lumineuse netteté l'état d'âme des écrivains les plus différens sur cette délicate matière. Voyez à cet égard les pages où il essaie de caractériser la « religion » de Ronsard et celle de Marot, celle de la reine de Navarre et celle de Calvin. Il faut au moins citer celles-ci, où l'on notera au passage, sous l'impersonnalité même des termes, comme un curieux et involontaire retour de l'écrivain sur lui-même :

... Les motifs de la conversion de Calvin à ses propres idées nous sont encore aujourd'hui mal connus. *Il n'y a rien, on le sait, de plus varié, ni de plus secret, — de plus caché souvent à elles-mêmes, — que les chemins qui mènent les âmes religieuses d'une croyance à une autre;* et, quand elles ne nous ont pas laissé de « confessions » personnelles qui nous guident, rien n'est donc plus difficile que de voir clair dans les motifs obscurs de leur conversion. Or... Calvin... nous dit bien... que « combien qu'il fût obstinément adonné aux superstitions de la Papauté, Dieu, *par une conversion subite*, dompta et rangea à docilité son cœur trop endurci en telles choses; » et nous savons, d'autre part, qu'il résigna ses bénéfices au mois de mai 1534, ce qui était la consommation de la rupture. Mais, pour « subite » qu'elle fût, sa conversion ne s'est pas faite en un jour, et on aimerait savoir quelles en furent les raisons.

Elles n'ont certainement pas été « philologiques; » et ni avant sa conversion ni depuis, il ne semble que Calvin ait un moment douté de l'entière authenticité de la révélation. On le verra plus tard poursuivre en Sébastien Castalion le blasphémateur du *Cantique des cantiques*. Elles n'ont pas été « philosophiques, » et ni le surnaturel général, ni ce surnaturel particulier dont l'action se mêle, sous le nom de Providence, à la vie quotidienne de chacun d'entre nous, n'ont offensé son rationalisme. Bossuet même et Joseph de Maistre ne feront pas plus tard une place plus considérable à la cause première dans le gouvernement des affaires de ce monde! Ont-elles donc été « théologiques » ou « morales? » Je crois qu'on devrait plutôt les nommer » historiques,» si, ce qui lui a paru le plus inacceptable du catho-

licisme, il semble bien que c'en soit le chapitre de la tradition. Serait-ce après cela le calomnier que de faire, dans le développement ou dans la formation de son protestantisme, une part à l'ambition de ne recevoir de loi que de lui-même ? *Etiamsi omnes, ego non!* Si quelqu'un n'a jamais admis que l'on pût avoir raison contre lui, ni qu'il eût tort contre personne, assurément c'est Jean Calvin...

S'il y a certes des points délicats, il n'y a point d'obscurité dans le dessein général de Calvin, ni dans ses intentions une fois formées, mais on ne saura jamais comment, dans quelles circonstances, à quelle occasion, sous l'impulsion de quel mobile il a commencé de les former. Il y aura toujours quelque chose d'énigmatique dans les origines de sa résolution... Mais ce n'est pas aussi ce qui fait le moindre attrait, je veux dire le caractère le moins singulier de cette physionomie impassible et fermée. Le « secret » de Calvin, qui a fait en son temps une partie de sa force, continue de le servir encore, et la résistance qu'il oppose à notre curiosité nous inquiète, nous irrite, et finit par nous imposer.

Voilà qui est vu, deviné, pénétré à merveille. N'est-il pas vrai que de telles pages éclairent non seulement une physionomie morale, mais une œuvre littéraire ? Et le livre qui les renferme, et qui, sans parler de tous ses autres mérites, eût été, à sa manière, une histoire des idées religieuses, ce livre ne vaut-il pas qu'on parle de lui comme s'il eût été entièrement achevé ?...

Pendent opera interrupta! D'innombrables travaux d'approche, et de multiples ébauches, çà et là, quelques rares œuvres de moindre envergure heureusement terminées, mais les grands édifices rêvés, et déjà commencés, abandonnés là en plein chantier : tel est le spectacle douloureux et mélancolique que nous laisse cette activité d'écrivain qui s'est fiévreusement consumée pendant plus d'un quart de siècle. Telle qu'elle est pourtant, son œuvre se suffit à elle-même, et tous ceux qui savent lire savent qu'elle est l'une des plus considérables et des plus originales de ce temps. Trente-deux volumes, deux brochures, cinq éditions classiques (1), une centaine d'articles dis-

(1) *Sermons choisis de Bossuet* (Firmin-Didot); — *Chefs-d'œuvre de Corneille* (Hetzel); — Boileau, *Poésies et extraits des œuvres en prose;* — Pascal, *Provinciales*, I, IV, XIII; — Chateaubriand, *Extraits* (Hachette). Ces éditions, toutes « classiques » qu'elles soient, mériteraient d'être mieux connues du grand public; et, par exemple, les courtes notices qui accompagnent les *Extraits* de Chateaubriand sont, à mon gré, ce qu'on a écrit de plus pénétrant et de plus fort sur l'auteur d'*Atala* depuis les mémorables études de M. Faguet et de M. de Vogüé. Sur la conversion de Chateaubriand, sur la conception du *Génie du Christianisme*, il y a là quelques pages, ou, pour mieux dire, quelques lignes, dont on ne dépassera pas, ce me semble, l'alerte, concise et vigoureuse justesse.

séminés un peu partout et non recueillis, voilà ce qui représente actuellement l'effort visible et tangible d'un homme qui n'a point été seulement écrivain, mais professeur, mais conférencier, mais directeur de *Revue*, et qui est mort à cinquante-sept ans. Critique, histoire, esthétique, sociologie, morale, pédagogie, philosophie, apologétique, théologie, il a touché à tout; et s'il n'a pas tout renouvelé, il a rarement laissé les choses exactement dans l'état où il les avait prises. C'est à ce signe que l'on reconnaît les vrais maîtres. Brunetière est probablement l'une des deux ou trois grandes influences qui se sont exercées sur la pensée française contemporaine.

Et en même temps, cette pensée, il l'a exprimée avec une force et une plénitude singulières. Littérairement, au lendemain de nos désastres, défians de nous-mêmes, incertains de nos destinées, flottans au gré de tous les paradoxes et de toutes les retentissantes formules d'art, nous cherchions où nous prendre, et quelque point fixe où rattacher notre activité. Ce point fixe, Brunetière a puissamment contribué à nous le fournir : il a rudement, mais solidement rétabli dans ses droits un peu oubliés la tradition nationale ; il nous a rendu conscience de la mission essentiellement « sociale » du génie français ; il a ramené le naturalisme contemporain à une notion plus juste et plus saine de son rôle ; enfin, il a prévu, favorisé et hâté le mouvement qui, de proche en proche, allait dégager du pur naturalisme un art hautement idéaliste, et qui, au devoir d'imiter la nature, sût ajouter le droit de l'interpréter et de la juger. Philosophiquement, Brunetière n'a point sans doute inventé de nouveau système ; mais il a proposé d'ingénieuses interprétations, et il a poursuivi d'intéressantes applications des principales théories à l'ordre du jour, évolutionnisme, pessimisme et positivisme; surtout, il nous a aidés à nous délivrer de la superstition de la science, conçue comme une « religion » nouvelle, comme le type unique du savoir, et comme l'unique forme de l'action ; enfin, par son œuvre tout entière, il a collaboré fort activement à ce mouvement général des esprits d'aujourd'hui qui les porte à une conception moins intellectualiste des choses, et leur fait dédaigner les abstraites données de la raison pure pour les humaines réalités de la raison pratique. Moralement, enfin et religieusement, il a bien posé les problèmes comme, après Scherer et après Taine, on inclinait à les poser progressivement autour de

lui, et comme on les posera, semble-t-il, de plus en plus. Point de société sans morale, et point de morale sans religion. Point de religion sans christianisme, et point de christianisme vrai, durable et *progressif* en dehors du catholicisme. Chose plus méritoire encore, à quarante-six ans, à un âge où l'on ne change plus d'ordinaire, où les idées sont arrêtées, et figées, où l'on a *parié* une fois pour toutes, il a eu le rare courage, contre ses intérêts les plus manifestes, de commencer et d'achever l'une des évolutions morales et religieuses les plus importantes du siècle qui vient de finir, et de reconstruire sa vie intérieure sur des bases toutes nouvelles. C'est ce qu'il appelait, d'un mot que M. de Vogüé a éloquemment commenté, « s'être en toute occasion laissé faire par la vérité. » Ce noble témoignage, il pouvait, en toute assurance, se le rendre à lui-même.

Et ce fut par-dessus tout un superbe ouvrier de Lettres, toujours agissant, toujours combattant, toujours parlant, lisant, ou écrivant. Jusqu'à son dernier souffle, il a été sur la brèche, et il est mort littéralement la plume à la main. Par son activité, par son désintéressement, par son stoïcisme, il a forcé l'admiration de ceux-là mêmes qui l'avaient le plus violemment combattu. Il avait provoqué, un peu gratuitement parfois, car il aimait la contradiction, des animosités assez vives. « Un critique est un buisson sur une route : à tous les moutons qui passent, il enlève un peu de laine. » On finira par oublier ces misères, et par rendre pleine justice à l'œuvre et à l'artisan. On saura gré à celui-ci d'avoir cru comme il l'a fait, — il le déclarait encore, presque solennellement, dans son tout dernier article, — « au pouvoir des idées. » On lui saura gré, ayant pu être tant d'autres choses, d'avoir été un simple critique, un grand critique, et de n'avoir voulu être que cela. Mais de la haute et large façon dont il entendait son rôle et sa fonction, il a renouvelé parmi nous la notion de son art ; il a mêlé la critique à la vie morale et religieuse de son temps ; il a achevé de la constituer en dignité. Et peut-être, pour résumer cette œuvre et cette vie, me sera-t-il permis de leur appliquer, en la modifiant à peine, une parole célèbre de ce Pascal qu'il aimait tant : « Ceux-là honorent bien la *critique*, qui lui apprennent qu'elle peut parler de tout, et même de théologie. »

VICTOR GIRAUD.

LA RÉVOLUTION PERSANE

ET

L'ACCORD ANGLO-RUSSE

Jusqu'ici, les préoccupations européennes ne s'étaient guère portées sur l'Iran; son éloignement le tenait à l'écart du système de l'Europe, voire de celui de l'Orient. Un instant, les vastes combinaisons de Napoléon envisagèrent le concours de la Perse contre la domination anglaise aux Indes. Pendant tout le cours du dernier siècle, le développement parallèle des Empires anglais et russe en Asie livra la décadence iranienne aux tiraillemens obscurs d'une incessante rivalité; le terrain resta abandonné aux deux diplomaties adverses, aux recherches des orientalistes et des archéologues. La récente pénétration allemande, dans l'Asie antérieure, mit une influence nouvelle en contact avec l'Iran. La révolution persane et l'accord anglo-russe ont définitivement introduit l'affaire de Perse dans le domaine de la politique générale.

I

La Perse est un immense plateau, bordé de grandes montagnes; les cours d'eau qui en descendent créent des vallées fertiles et des oasis de verdure; partout ailleurs le désert. Au Nord, la chaîne de l'Elbourz tombe rapidement vers la Caspienne, au milieu de magnifiques forêts. A l'Ouest, les portes du Zagros,

ouvertes dans la chaîne du Kurdistan, conduisent à la plaine du Tigre; — au Sud, les *Kotals* s'enfoncent, d'étage en étage, jusqu'au golfe Persique. D'Alexandre à Tamerlan, c'est-à-dire pendant dix-sept siècles, l'Iran vit passer les conquêtes et les migrations de peuples: Grecs, Arabes, Turcs et Mongols. La montagne préserva, seule, les populations primitives; le versant de la Caspienne, — Taliche, Guilan, Mazandéran, — maintint la pureté de la race iranienne. Kurdes, Loures et Beloutches persistèrent dans les chaînes occidentale et méridionale. Dans le plat pays, les Iraniens furent souvent décomposés: Turcs et Mongols occupèrent l'Azerbaidjan et l'Irak Adjemi; les Turcs prirent une partie du Khorassan et poussèrent leurs tribus jusqu'au Fars. Les Arabes gardèrent l'Arabistan et se dispersèrent à travers le désert jusqu'au Séistan. Au bord du golfe Persique, un mélange d'Arabes et de Persans créa la population mixte des *Bendéris*. Au milieu de cette confusion ethnique, se perdirent, en petits groupes, Arméniens, Chaldéens, Juifs, Guèbres et Tziganes. Malgré l'ancienneté de leur établissement, ces gens ne sont point encore complètement fixés au sol; le tiers d'entre eux vit sous des tentes noires, conduisant ses troupeaux des pâturages de l'été aux abris de l'hiver.

De ce chaos, le moderne État persan ne parvint à émerger qu'au début du XVIe siècle. La dynastie Séfévie s'appuya moralement sur une confrérie religieuse, matériellement sur les tribus turques de l'Ouest. Elle poussa, comme firent, au Maghreb, les dynasties chérifiennes, et dut créer une institution analogue au Makhzen marocain. Le Chiisme devint la religion nationale, qui fournit un lien commun aux diverses races. Les déplacemens arbitraires brisèrent la personnalité de la plupart des tribus; des Kurdes allèrent au Khorassan, des Arméniens vinrent à Ispahan. A la fin du XVIIIe siècle, Agha Mohammed Schâh s'empara du pouvoir à la tête d'une tribu turque et fit une nouvelle dislocation de peuples. Il transporta vers le Nord les Lekhs du Fars, coupables d'avoir soutenu le Zend contre le Kadjar.

Aujourd'hui, l'évolution de la Perse se trouve déjà fort avancée. L'unité nationale est complète. L'Arabe de l'Arabistan est un aussi bon Chiite, un aussi bon Persan que le Turc de l'Azerbaidjan ou l'Iranien d'Ispahan. Il n'y a plus de Sunnites que parmi les Kurdes du Nord-Ouest. Les communautés non musulmanes sont relativement peu nombreuses: 65 000 Armé-

niens, 50 000 Juifs, 10 000 Guèbres. La besogne centralisatrice est également avancée; les tribus tendent de plus en plus à se perdre dans la masse des *rayas;* celles qui subsistent encore le doivent à leur nombre, au refuge de leurs montagnes ou à leur situation excentrique ; aucune d'entre elles n'est assez puissante pour échapper complètement au pouvoir royal.

Avant que la révolution persane eût fait intervenir dans le gouvernement un modeste début de contrôle populaire, le Shah était, en droit, maître absolu d'un pays, qui n'avait jamais connu d'autre régime que l'autocratie. Du haut de son trône, dans l'éclat des pierreries, il présentait à la foule une apparition surhumaine, dont émanait un irrésistible pouvoir. Sa Cour ne comprenait que des domestiques, courbés devant la majesté souveraine. Parmi eux, à défaut de princes Kadjars, sans souci de l'âge ni de la capacité, la fantaisie royale désignait les satrapes chargés d'administrer les provinces. Le gouverneur favorisé partait à la curée, suivi d'un flot de domestiques, qui se répartissaient à leur tour les fonctions subalternes. Sans murmures, le peuple iranien subissait ainsi une hiérarchie de domestiques, sur laquelle planait la personne du Shah. La soumission était telle que l'ordre se maintenait de lui-même ; l'armée n'était qu'un fantôme, la police assurée par quelques cavaliers... D'administration, point : d'innombrables ministres étaient titulaires de départemens inexistans, et leurs agens dans les provinces jouissaient de paisibles sinécures. Un corps de Moustofis tenait une apparence de comptabilité. Le Sadaa'zam suffisait à diriger la politique, c'est-à-dire à maintenir coordonnés, par une intelligente diplomatie, les divers élémens du royaume. Le paysan payait l'impôt, mais il était admis que le produit n'en arrivât jamais au Trésor ; l'argent était détourné par les intermédiaires, fournissait un nombre exagéré de traitemens et de pensions ; souvent même il était immédiatement perçu par les bénéficiaires de *tiyyoûls.* D'un mouvement ininterrompu, la substance du pays remontait vers le Shah, à titre de *pîchkechs,* destinés à capter la faveur souveraine; il redescendait d'en haut, sous forme d'*an'âm ;* car l'habitude des cadeaux fait le fond des rapports entre Persans. Pour gouverner l'indolence raffinée de l'Iran, il suffisait au Shah de distribuer autour de lui des diamans et des cachemires, d'attribuer, sous des noms divers, des sinécures identiques, de concéder grades, pensions et *tiyyoûls*

et surtout, de multiplier les *laqabs*, qui remplacent le nom primitif par un titre approprié.

La domesticité royale aurait eu beau jeu en Perse, si elle n'avait trouvé devant elle un clergé fortement organisé. Malgré les bouleversemens multipliés, la tradition des anciens mages et le principe d'une caste religieuse s'étaient conservés dans l'Iran. Ces idées s'imposèrent aux Séfévis, lors de l'organisation du Chiisme en religion nationale. Bien que le Roi fût un Seyyed, issu d'une famille religieuse, les mollahs se refusèrent à admettre que la même personne pût réunir l'autorité spirituelle à l'autorité temporelle; il fallut donc élever un grand pontife, — *Sadr-os-Soddoûr*, — à la dignité de chef de l'Église. Bien plus, le Coran étant rédigé en arabe, les prêtres en profitèrent pour interdire, aux fidèles, ignorans de la langue liturgique, tout contact avec le livre sacré; et la vie religieuse devint, en Perse, le monopole du clergé. Cependant, l'origine chérifienne des Séfévis, la puissance de leur dynastie les garantirent contre les empiétemens de l'ordre ecclésiastique. Le grand pontife épousait généralement une princesse et vivait à Ispahan dans l'ombre de la Cour. La décomposition de la Perse au XVIIIe siècle et l'avènement des Kadjars permirent au clergé d'accentuer son rôle. Agha Mohammed Schâh avait tenté d'organiser le corps des mollahs sur le modèle turc, en nommant des *Imâms-djoum' é*, des *Kazis* et des *Cheikhs-oul-Islam*, pour le culte des mosquées, l'administration de la justice et l'interprétation de la loi; ces fonctions, tombées en désuétude, ne représentent plus que des titres vains. L'Imâm-Djoum' é, l'Imam de la Congrégation, reste, dans chaque ville, le chef officiel des *Akhounds* et préside, dans la mosquée royale, à la prière du vendredi; c'est un simple fonctionnaire, nommé par le Shah, qui ne possède, en matière religieuse, aucune autorité réelle, et s'efface généralement devant les *moudjteheds*, recommandés par leur piété et par leur science, au suffrage des croyans.

Comme en tout pays d'Islam, le clergé persan est fort nombreux. Il s'augmente d'une énorme proportion de Seyyeds, en turbans bleus ou verts, descendant, plus ou moins authentiquement, des Alides, réfugiés naguère sur cette terre d'élection. Ces gens président au culte, à la justice et à l'instruction publique. Les *pîchnamazs* font la prière dans les mosquées, les prédicateurs y haranguent la foule, les *roouzékhâns* la font pleurer sur le mar-

tyre des Imams. Les *talébès*, — étudians, — se font lecteurs de Coran ou maîtres d'école. Dans chaque quartier des villes, dans chaque agglomération des campagnes, ils ouvrent un *mektebkhânéh*, dans une petite boutique, ou dans quelque mosquée en ruines. Chez eux, la jeunesse persane apprend à lire dans le Coran, dont elle ne comprend pas la langue et s'initie à la culture iranienne, par les vers de Sâdî, et de Hâfiz, dont la philosophie lui échappe... Ceux qui désirent acquérir un supplément de connaissances fréquentent les médressés, mal entretenues d'ailleurs, ou bien plutôt suivent les leçons de professeurs et de moudjteheds en renom.

Car le moudjtehed attend dans sa maison aussi bien les élèves que les plaideurs. Il est le docteur de la loi, celui que le consentement unanime reconnaît capable d'une déduction logique des textes, et qualifie en conséquence pour distribuer la justice entre les hommes. Assisté de greffiers et d'avocats, le moudjtehed tient un tribunal; il évoque les affaires déjà jugées par les pichnamazs des mosquées ou les gardiens des tombeaux, qui font fonction de notaires et de juges de paix; il retient les causes relevant de la loi religieuse, abandonnant à l'autorité civile celles qui ressortissent au droit coutumier... En cas de besoin, les appels vont au tribunal, formé par la collectivité des grands prêtres. Naguère, les moudjteheds s'arrogeaient le droit d'exécuter leurs propres sentences, fût-ce en matière criminelle. Nasreddîn-Schâh parvint à réduire ces prétentions : il est désormais admis que les autorités compétentes se chargent de saisir les moudjteheds et d'assurer l'exécution de leurs décisions.

La multiplicité des tombeaux saints, éparpillés dans le pays, ouvre au clergé persan une activité spéciale; les gardiens des tombeaux sont le plus souvent des Seyyeds élus par la voix populaire; mais, dans les tombeaux illustres, notamment à Méchhed, où l'influence d'un *moutevelli bachi* pourrait devenir dangereuse, le gouvernement désigne des fonctionnaires de son choix.

Dans l'Islam chiite, où la disparition du douzième Imam a privé les fidèles des lumières d'en haut, les grands moudjteheds forment la réunion des Pères, chargés de maintenir l'église, veuve de son chef, dans une voie aussi droite que le permet l'humaine faiblesse. Bien que de vulgaires mollahs aient réussi à s'élever, par leur science, à la dignité de moudjteheds, il est rare que le peuple accepte comme tels des gens qui ne lui

soient pas désignés par une longue hérédité religieuse. Parmi les moudjteheds d'un même lieu, la voix publique en distingue certains comme grands moudjteheds; et tous les grands moudjteheds du Chiisme se plient à l'autorité d'un ou plusieurs d'entre eux, envisagés comme chefs suprêmes de la religion. Au XVIIIe siècle, quand les pontifes d'Ispahan eurent cessé de dominer le Chiisme, il y eut un moudjtehed de Koum qui jouit d'une universelle autorité. Depuis l'avènement des Kadjars, la capitale religieuse a été transférée aux Lieux Saints de l'Irak-Arabi, principalement à Nedjef, auprès du tombeau d'Ali. Les moudjtéheds des Villes Saintes, — Nedjef, Kerbéla, Kazemein, Samarra, — tranchent, comme juges suprêmes, les procès à eux soumis par les pèlerins et dispensent leur enseignement aux étudians accourus de tous les points de l'Iran. Le gros des *oulémas*, c'est-à-dire le clergé supérieur de la Perse, est désormais formé par les Pères de Nedjef; le plus illustre d'entre eux, Akhound Mollah Kazem Khorassani, peut être considéré, à l'heure actuelle, comme le suprême pontife du Chiisme.

Gardiens de la religion nationale, dispensateurs de l'enseignement, juges uniques en matière religieuse, appuyés sur le peuple des mollahs et des seyyeds, les moudjteheds possédaient seuls une autorité suffisante, pour tenir tête au pouvoir royal, dont ils prétendaient critiquer les actes, à la lumière de la religion. Ils formaient une apparence d'opinion publique et se posaient éventuellement en tribuns populaires contre l'arbitraire des grands. En fait, deux pouvoirs coexistaient en Perse, se contrebalançant l'un par l'autre : le pouvoir civil, représenté par la Cour; le pouvoir religieux, par les moudjteheds. De l'harmonie des deux pouvoirs résultait la paix publique.

La situation réciproque de l'élément civil et de l'élément religieux varie sur chaque point de l'Iran. Nulle part, sauf dans les principales villes, où s'est développée une classe intermédiaire, composée de négocians, d'employés et de propriétaires aisés, il n'existe de classe moyenne. Le pays appartient tout entier à une aristocratie restreinte, enrichie par le pouvoir ou par la religion. C'est pour cette aristocratie que peine, résignée, la masse populaire, constamment fixée au sol, sauf pendant les pèlerinages périodiques, qui l'attirent aux divers Lieux Saints du Chiisme. Téhéran est à la Cour; Méchhed au personnel du tombeau de l'Imam Rézâ; Koum au gardien du tombeau de Fâtémé.

L'Azerbaidjan appartient à un groupe de familles turques, que fit surgir la décomposition du XVIIIe siècle; dans les provinces caspiennes, les anciens chefs indépendans conservent l'autorité sur leurs domaines. Les tribus sont aux *Ilkhanis* ou à la collectivité des *aghas* de villages. Les grands moudjteheds locaux dominent à Kachan, Sultanabad et Zendjan. A Ispahan, le prince-gouverneur et le grand moudjtehed se partagent la province... Dans le Sud, chaque district a son seigneur, et le Fars entier appartient à la puissante famille de Kawam-ol-Molk. Aux extrémités occidentales, le Vali du Poucht-i-Kouh et le Cheikh de Mohammérah gardent encore une bonne part d'autonomie.

II

Le progrès des idées libérales tend à écarter ce vieux système fondé sur l'opposition de deux pouvoirs et à associer directement le peuple de l'Iran au gouvernement du pays. Chose curieuse, les aspirations à la liberté sont nées de l'évolution même de la religion chiite et trouvent, à l'heure actuelle, leur principale force parmi les mollahs. Bien que l'idée d'impureté, héritée du Mazdéisme, ait, de prime abord, rendu le Chiisme beaucoup plus intolérant que le Sunnisme à l'égard des non-musulmans, il n'en constitue pas moins un Islam beaucoup plus souple que l'autre et mieux disposé aux transformations. Il commente plus librement la parole divine contenue dans le Coran et, s'il s'abstient de discuter le texte même, il en interprète volontiers le sens. De plus, l'association des douze Imams à l'infaillibilité du Prophète lui vaut un luxe de traditions, qui permet de présenter et de soutenir les innovations les plus audacieuses. La liberté de pensée, la liberté de parole sont aujourd'hui déduites d'un oracle obscur, attribué à quelque Imam.

D'ailleurs, la dévotion, les pratiques religieuses se sont affaiblies dans les classes élevées. Non point qu'un cerveau musulman puisse jamais effacer l'empreinte de l'Islam, ni qu'une âme persane renonce au Chiisme, devenu le symbole de sa nationalité. Mais l'imperfection de la prière, résultant de l'absence de l'Imam, la formation quasi chrétienne du dogme chiite, les manifestations de deuil, auxquelles se réduit le culte populaire, ont peu à peu détourné les esprits cultivés de la pratique d'une religion

dégénérée. Le Soufisme, c'est-à-dire la forme musulmane des systèmes panthéistes de l'Inde, avait servi au triomphe du Chiisme et se répandit, par la suite, à la faveur de la religion dominante; il fournit des doctrines propices à la crédulité des ignorans aussi bien qu'à l'intellectualisme des raffinés. Le peuple s'engagea dans la voie des Ali-Allahis, et des sectes analogues, qui, poussant le Chiisme à l'extrême, finirent par diviniser Ali. Il se créa une vie monacale errante et solliciteuse, selon la règle des Kaksars et des Adjems. De leur côté, les gens cultivés, préférant au dogme mystique la spéculation philosophique, suivirent les enseignemens des théologiens et des penseurs. L'Iran écarta les confréries religieuses du Sunnisme pour en établir de plus conformes à ses goûts; sous le couvert d'une règle de vie et d'une discipline de prières, ces confréries devinrent, à l'usage du petit nombre, de véritables écoles de philosophie.

La chaîne spirituelle des confréries chiites remonte au tronc commun du Soufisme et s'en détache au Cheikh Mahrouf, de Bagdad. A l'époque de Tamerlan, un Seyyed de Syrie, Schâh Né'metoullâh, vint enseigner à Ispahan, Chiraz et Kerman, où il est enterré. Son fils, Schâh Khalîl, porta la doctrine aux Indes et la maison mère des Né'metoullâhîs se maintint à Haïderabad, dans le Dekkan. L'absence du chef, l'hostilité des mollahs arrêtèrent l'extension de la confrérie dans l'Iran. Dans la seconde moitié du XVIIIe siècle, un Né'metoullâhî d'Haïderabad, Seyyed Ma'sôum Ali Schâh, fils d'un vizir du Nizam, entreprit d'exercer son apostolat en Perse et d'y rétablir la splendeur de la doctrine. Les Né'metoullâhîs et leurs dérivés forment aujourd'hui la secte la plus considérée parmi l'intelligence persane. En bons Soufis, ils croient à l'anéantissement définitif des êtres dans l'essence divine; ils prêchent le dégagement des choses terrestres et le perfectionnement de l'individu.

Au XIXe siècle, en dehors de toute confrérie religieuse, un mouvement nouveau se marqua dans le chiisme. Les mollahs sentirent le besoin de restituer la pureté primitive d'une religion incessamment déformée par les superstitions populaires. Un Arabe chiite de Bassora, Cheikh Ahmed Ansarî, enseigna la doctrine cheikhie, qui s'efforce de nettoyer et de spiritualiser le dogme, envahi par les broussailles de la tradition. De son école, sortit le Bab : l'Orient est la terre bénie du surnaturel, les

hommes y sont constamment attentifs aux messages de Dieu, préparés à la venue d'un nouveau Prophète, d'un nouveau Messie. Seyyed'Alî Mohammed, de Chiraz, rejeta la méthode ordinaire des docteurs de l'Islam, pour se présenter en précurseur de l'Iman Mehdî. Le *Beyân*, qui contient sa doctrine, descendit sous forme de versets. Le système en est si hardi, la morale si pure qu'il a fait l'admiration de tous les orientalistes. Il va sans dire que l'orthodoxie fut énergiquement défendue par le corps des mollahs. Jusqu'à la dernière génération, toutes les villes de l'Iran restèrent divisées en deux partis adverses par les querelles des Haïdarîs et des Né'métîs, des orthodoxes et des derviches. Les oulémas signalèrent impitoyablement les novateurs à la vindicte du bras séculier; Nasreddîn-Schâh fit fusiller le Bab, coupable d'annoncer le retour du douzième Imam.

A l'heure actuelle, les querelles religieuses sont à peu près apaisées; presque tout le monde se déclare publiquement orthodoxe, — *Moutéchérrît*, — ne reconnaissant que le Livre Saint et les traditions. Mais, en fait, Babîs, Cheikhis et Né'metoullâhîs continuent à vivre de façon plus ou moins ouverte. La communauté babie est organisée et relève de Soubh-i-Ezel, qui vit à Chypre; les Béhaïs, qui sont le plus grand nombre, forment dissidence et se rattachent à Abbas-Effendi, établi à Saint-Jean-d'Acre. Il y a des moudjteheds qui jugent impunément selon la jurisprudence cheikhie. Les Né'metoullâhîs possèdent leurs couvens et leurs clubs; leur chef est un Kadjar, Zahir-ed-Dowleh, gouverneur de Hamadan. L'un des grands moudjteheds de Tauris, Caqqat-oul-Islam, est le principal *mourchid* des Cheikhîs. On affirme qu'il compte 100 000 adeptes; les Né'metoullâhîs se disent 30 000; une de leurs branches, les Zahabîs, dont le mourchid est Medjoul-Echraf, gardien du tombeau de Schâh Tchirag à Chiraz, compterait, à elle seule, 10 000 adhérens. Quant aux Babis, réels ou dissimulés, il est difficile d'apprécier leur nombre qui serait fort élevé La plupart des Cheikhis appartiennent au clergé, Né'metoullâhîs et Zahabis se recrutent dans les classes élevées; les Babis dans la classe moyenne et la meilleure partie du peuple. Quoi qu'il en soit et bien que les Persans évitent de se rattacher manifestement à aucune de ces doctrines, il est évident que leur expansion est désormais irrésistible; assez indifférentes en matière de dogme, elles s'accordent à affirmer la nécessité de réformes profondes en religion et en politique, se font tolé-

rantes à l'égard des non-musulmans et ne reculent pas, en matière sociale, devant les idées les plus extrêmes. Du reste, les théories socialistes ne sont pas étrangères à l'Iran ; avec elles, un réformateur, du nom de Mazdak, avait failli bouleverser le pays, au vi^e siècle de notre ère, sous le règne de Kobad, le Sassanide.

La pénétration des idées européennes acheva de mûrir dans les esprits les tendances propagées par les cénacles de philosophes, issus des sectes persanes.

Il n'y a pas plus d'un siècle que la Perse s'est remise en contact avec le monde occidental. Les troubles du xviiie siècle avaient écarté les Européens, naguère attirés par les Séfévis. Ils revinrent sous les Kadjars. Dès 1807, la mission du général Gardane introduisait un groupe d'officiers français, auquel la Compagnie des Indes opposait aussitôt des officiers anglais. Il y eut des Anglais, qui guerroyèrent sur la frontière russe, des Français, qui instruisirent les garnisons de la frontière turque. En 1839, Ferrier vint en Perse, et l'hostilité des Russes lui permit d'entreprendre en Afghanistan son fameux voyage. Depuis le milieu du dernier siècle, il y eut des instructeurs italiens et autrichiens. Aux efforts des uns et des autres, l'armée persane se montra également rebelle ; malgré la présence actuelle d'officiers autrichiens, elle continue de maintenir, au profit de la famille et de la domesticité royales, les abus du passé.

Les médecins vinrent plus tard et réussirent mieux. Princes et grands seigneurs persans ont coutume d'introduire dans leurs suites des médecins particuliers et d'en faire leurs hommes de confiance. Dès son avènement, Nasreddîn Schâh fit appel à la science française : les docteurs Cloquet, Tholozan, Feuvrier et Schneider se succédèrent au Palais ; le docteur Coppin vint à Téhéran avec le Roi régnant ; plusieurs médecins militaires français se trouvent détachés en Perse. Leurs suggestions amenèrent la création d'un conseil de santé, chargé de défendre le pays contre la contagion de l'Inde et de combattre les épidémies si fréquentes dans l'Iran. A la suite de la Convention de Paris de 1903, le gouvernement persan élargit spontanément l'institution primitive, y fit entrer les médecins étrangers avec le délégué sanitaire ottoman, pour leur soumettre toutes questions d'hygiène et de police sanitaire. Le docteur Schneider en fut le président.

Les missions religieuses s'étaient déjà multipliées sous les

Séfévis. Le XIXe siècle ramena des missionnaires français, anglais et américains; plus récemment des allemands et des russes. Les lazaristes et les sœurs de charité s'installèrent à Ourmiah, en 1840; successivement, ils essaimèrent à Salmas, Téhéran, Tauris et Ispahan. L'Alliance Israélite ouvrit, à Téhéran, sa première école en 1898; l'année suivante, le comité local de l'Alliance Française inaugura la sienne. Quelques services qu'ils aient pu nous rendre, c'est au gouvernement persan lui-même que revient l'initiative d'avoir introduit la civilisation européenne, par le moyen de la culture française. Déjà Mohammed Schâh avait retenu notre compatriote, M. Richard Khan, qui devint le précepteur des princes royaux et écrivit une méthode franco-persane, encore usitée dans les écoles. En 1852, aussitôt après son avènement, Nasreddîn Schâh fonda le Dar-ol-Fonoûn, l'École polytechnique, qui fut un foyer d'enseignement supérieur, selon les méthodes européennes. A l'heure actuelle, les docteurs Georges et Galley y professent la médecine et la chirurgie; MM. Dantan, Olmer et David, l'histoire naturelle, la chimie et les mathématiques. Depuis son origine, la culture française n'a cessé de régner dans cet établissement. Confiée aux officiers autrichiens, l'école militaire développa surtout l'allemand; mais les autres écoles, — école des Sciences, école d'Agriculture, école des Sciences politiques, — se servent exclusivement de notre langue, également enseignée dans une soixantaine d'écoles privées, à l'école allemande de Téhéran et dans les missions américaines de l'Azerbaidjan; elle vient même de pénétrer dans les écoles zoroastriennes de Yezd. L'École polytechnique fournit des professeurs de français aux écoles qui s'ouvrent dans les provinces.

Nasreddîn Schâh envoya s'éduquer en France deux groupes d'étudians qui se dispersèrent dans les institutions les plus variées. Il y en eut à l'école Polytechnique, à Saint-Cyr, dans les facultés de droit et de médecine, à l'école des Beaux-Arts et des Arts et Métiers, à l'école Vétérinaire d'Alfort. Revenus au pays, ces jeunes gens eurent des fortunes diverses : l'un d'eux, Mohendis ol-Memâlek fut ministre des Travaux publics; un autre, Moayyed os-Saltané, est actuellement ministre de Perse à Berlin; le peintre Mîrzâ'Alî Akbar Khân mérita le titre flatteur de Mozayyin-od-Dowleh, le décorateur de l'État; le menuisier, Oustad-Haïder'Alî apprit son métier au faubourg Saint-Antoine

et tient encore un atelier à Téhéran, dans l'avenue Almacié. Sous le règne de Mouzaffer-eddîn, la jeunesse persane prit librement son essor vers l'Europe. Ceux de l'Azerbaidjan allèrent de préférence en Russie, ceux du Sud aux Indes; les fils des négocians, en relations d'affaires avec l'Autriche, se dirigèrent vers Vienne; quelques grands seigneurs de Téhéran envoyèrent leurs enfans dans la réactionnaire Allemagne. Ceux qui aspiraient aux honneurs partagèrent prudemment leur progéniture entre l'Angleterre et la Russie. De beaucoup le plus grand nombre gagna les contrées de langue française, Belgique, Suisse, Constantinople et même Beyrouth. Dans ces dernières années on comptait, en dehors du pays, près de 600 étudians persans. A de rares exceptions, où qu'ils aient été élevés, tous savent notre langue; à Téhéran et à Tauris, il y a même des moudjteheds qui la parlent; après le français, la langue la plus répandue est assurément le russe, puis l'anglais, surtout dans le Sud; il a peu d'expansion dans le Nord, où réside la force vive de l'Iran.

En 1898, le besoin d'emprunter et la nécessité de fournir une garantie aux prêteurs, obligea le gouvernement persan à former une administration régulière de ses douanes. Jusqu'alors, elles avaient été affermées et les fermiers disposaient à leur gré des tarifs, afin d'attirer sur leur domaine le passage de la clientèle. Un sous-directeur au ministère belge des Finances, M. Naus, vint, avec un groupe d'employés de sa nationalité, organiser les douanes persanes. Son action s'étendit rapidement; il se chargea d'exécuter les décisions du Conseil sanitaire, prit les Postes, envahit les finances et tenta même d'instituer un service de Trésorerie, confié à la Caisse impériale. Les Belges ouvrirent plusieurs écoles spéciales, s'installèrent à la Monnaie, dans les administrations des Ponts et Chaussées et de l'Agriculture, et envisagèrent la réforme successive des divers services publics. L'administration des Télégraphes fut constituée par les Persans eux-mêmes. On ne saurait assez reconnaître le mérite de la besogne accomplie par les Belges; en fait, ils furent les premiers à faire pénétrer en Perse les méthodes européennes et a y créer un corps efficace de fonctionnaires. Comme langue administrative, ils utilisèrent leur langue, qui est la nôtre et qui jouissait déjà en Perse d'une prépondérance incontestée.

D'ailleurs, les Persans ne s'étaient point contentés d'importer dans leurs écoles et leurs administrations la culture occidentale.

En même temps que les étudians, le goût des voyages entraînait de plus en plus vers l'Europe les notables du pays. En 1873, Nasreddin Schâh avait donné le premier exemple ; il le renouvela deux fois encore ; son fils, Mouzaffer-eddîn, se fit une habitude régulière de visiter les capitales et les villes d'eaux. Chaque déplacement fut accompagné de suites nombreuses ; si bien que la domesticité royale dut entrer en contact avec une société nouvelle, qui lui révéla des habitudes inconnues d'indépendance et de liberté. Il semble que le séjour de Paris fit sur eux l'impression la plus vive ; les espoirs de régénération de la Perse s'échauffèrent au souvenir de notre Révolution. Plusieurs devinrent francs-maçons et se firent affilier aux loges françaises.

Tandis que les études de la jeunesse, les voyages du Shah et la réforme de l'administration agissaient sur la Cour et les seigneurs terriens, le négoce dispersait dans la Méditerranée et l'océan Indien les commerçans de Téhéran, Tauris, Ispahan et Chiraz.

Les Persans, jadis incapables de s'appliquer aux affaires, dont ils abandonnaient le monopole aux Arméniens, y sont devenus fort entendus. Le commerce intérieur de l'Iran leur appartient presque en entier. Arméniens et Guêbres ne viennent qu'au second rang ou participent au trafic d'importation et d'exportation, en concurrence avec les grandes maisons persanes, quelques maisons russes et anglaises. A Téhéran, un petit groupe cosmopolite, où figurent deux maisons françaises, fait un commerce de détail. Les *sarrâfs* persans suffisent à manipuler le papier commercial ; la Banque impériale de Perse et la Banque d'escompte, l'une anglaise et l'autre russe, ne durent leur existence qu'à des raisons politiques. Pour la commodité de leurs transactions, les négocians essaimèrent au dehors. En Russie, ils envahirent le Caucase ; nombreux à Tiflis et à Bakou, ils forment de petites colonies à Astrakhan et à Moscou. Ils pullulent aux Indes, surtout à Bombay, Karatchi et Calcutta employés à l'exportation des produits indiens ou à la réexpédition vers la Chine de l'opium persan. D'autres prospèrent à Mascate, Bassora et Bagdad. En Europe, il n'en existe qu'à Marseille, Manchester et Londres. L'importante colonie persane de Constantinople se consacre au commerce des tapis, achète les produits du continent et les importe par la voie de Trébizonde. Le commerce des tapis entretient également des comptoirs

persans à Smyrne et à Beyrouth, davantage encore à Alexandrie et au Caire.

La fermentation des idées nouvelles parmi les groupemens persans de la Russie, de l'Égypte et de l'Inde provoqua l'apparition simultanée de journaux, qui, secrètement, pénétrèrent en Perse, y critiquèrent l'état de choses établi et préconisèrent les avantages de la liberté. Le seul de ces journaux qui s'acquit la faveur universelle, fut le *Habl-oul-matîn* (l'aide puissante), une feuille heddomadaire de vingt-quatre pages, publiée depuis quatorze ans par un Seyyed de Kachan, exilé à Calcutta. Puis, vinrent les journaux persans du Caire, le *Tchehré Nouma* (celui qui montre son visage), et le *Hikmet* (la sagesse). Un journal de Bakou, *Irchâd* (la bonne voie), se répandit dans tout le Nord de l'Iran; il en fut de même d'une feuille humoristique rédigée en turc azeri, le *Mollâh Nasreddîn*, qui parut à Tiflis en 1906. En outre, les journaux arabes de l'Égypte, notamment le *Mouayyad*, semèrent la bonne parole dans les rangs du clergé.

III

Deux événemens, la guerre russo-japonaise et la révolution russe, amenèrent à maturité le mouvement qu'avaient initié, parmi l'intelligence persane, aussi bien civile que religieuse, l'évolution du Chiisme et le contact de l'Europe. Le bruit des victoires japonaises secoua l'assoupissement de l'Iran; l'espoir lui revint, à cette démonstration décisive, que les peuples ne s'élevaient point à la dignité impériale, en vertu d'une sélection préétablie, mais bien par le travail et par l'effort. D'un mouvement unanime, la masse iranienne réclama la diffusion des lumières; dans les principales villes, l'initiative privée ouvrit des rudimens d'hôpitaux et d'écoles; le gouvernement recruta en France un surplus de médecins et de professeurs et tenta, par des concessions opportunes, d'intéresser l'Allemagne au sort de la Perse. En même temps, la poussée révolutionnaire russe franchissait la frontière; les provinces les plus peuplées, les plus riches, les plus influentes sont limitrophes de la Russie; tout le Nord-Ouest de l'Iran est habité par des populations turques de même langue et de même race que le Sud du Caucase, séparé depuis un siècle à peine du reste de la monarchie. Les agitations de Tiflis et de Bakou eurent leur contre-coup na-

turel à Tauris, puis à Recht et à Téhéran ; en fait, ce fut l'action des musulmans, sujets russes, favorisée par l'anarchie régnant au Caucase, qui détermina la révolution persane.

Les conditions mêmes du royaume exigeaient impérieusement un changement de système. Condamné par les médecins, Mouzaffer-eddîn Schâh allait mourir et le règne néfaste de cet excellent homme s'achevait dans la débâcle financière. Prince doux et faible, il subit, sa vie durant, les fantaisies de ses mignons et de ses domestiques; l'autorité souveraine s'était énervée entre ses mains; la Cour avait fait main basse sur les pensions et les domaines. En outre de deux emprunts conclus en Russie, le Trésor avait contracté des obligations à court terme auprès des banques anglaise et russe. L'éventualité des troubles inhérens aux changemens de règne et l'imminence d'une crise financière rapprochaient l'Angleterre et la Russie; les deux puissances négociaient un arrangement sur le sujet de la Perse. Jamais, depuis la conquête arabe, l'Iran ne s'était vu plus proche d'un irréparable désastre national.

L'Angleterre se trouva là pour soutenir les aspirations révolutionnaires de la jeune Perse et provoquer une action décisive, que la timidité asiatique aurait hésité à entreprendre sans la certitude d'un appui extérieur. Après avoir réglé avec la France les questions d'Afrique, la diplomatie anglaise, désireuse de concentrer son effort contre l'impérialisme germanique, recherchait un accord avec la Russie sur le terrain de l'Asie. Or, quand cette diplomatie, fort experte, envisage le moment venu d'imposer à son interlocuteur la conversation sur une affaire, elle s'emploie sagement à le placer en face d'une situation nouvelle, qui lui fasse sentir à la fois la nécessité d'une entente et, si possible, le néant de ses prétentions. L'Angleterre doit une aussi précieuse liberté d'agir à la force de sa tradition politique et à l'avantage de son insularité. La révolution persane n'eût rien perdu à de moins brusques développemens. Elle dut sa rapidité au seul fait qu'elle rendait inéluctables les négociations anglo-russes; et ses progrès, désormais irrésistibles, ne peuvent que réduire pour la Russie les avantages du traité intervenu. Le Parlement persan surgit à point pour arrêter son expansion éventuelle dans la zone d'intérêts qui lui devait être reconnue. Et c'est ainsi que le libéralisme persan profita des convenances de l'Angleterre.

Il ne faut point s'imaginer que le parti libéral persan ait été, dès le début, ni très nombreux, ni très fort. Toute la population des campagnes, c'est-à-dire l'immense majorité du pays, échappe aux idées nouvelles; en revanche, elle est trop apathique pour fournir un concours utile à la réaction. Le désir des réformes n'avait pénétré que dans les grandes villes, surtout à Téhéran, Tauris, Recht et Chiraz, un peu à Ispahan, Kermanchah et Hamadan. Là se groupaient les jeunes gens élevés en Europe, les mollahs réformateurs, et les négocians désireux d'échapper aux vexations des puissans : en tout, quelques milliers d'individus. Aucune organisation ne les unissait, en dehors des sectes et confréries religieuses; ils n'avaient point de programme, sauf le lointain modèle de la Révolution française. Tauris fut le cerveau, Téhéran le bras; la Révolution persane n'eut aucun caractère général; elle se décomposa en une succession de mouvemens locaux.

Les grands de la Cour et le clergé officiel étaient nécessairement réactionnaires; de même les villes où dominait une autorité unique, comme Koum ou Méchhed, et le Sud, où, sous le contrôle des agens anglais, régnait la paix britannique. La bonté naturelle du Shah le portait assurément vers les réformes, d'autant mieux que, le mouvement étant dynastique, le trône n'avait rien à y perdre. A l'exception des plus éclairés, les hommes d'âge se réservaient d'ordinaire; parmi les grands moudjteheds, les sentimens étaient partagés. Ceux de Téhéran penchaient vers le libéralisme; ils y voyaient un accroissement de leur rôle de tribuns populaires, qui leur vaudrait sur les masses un surcroît d'influence; d'avance, ils se savaient soutenus par les moudjteheds des Lieux Saints. Leur initiative valut au clergé la direction du mouvement, et lui imprima son caractère à la fois religieux et national.

La révolution persane fut rapide, non pas violente. Froid et rusé, le tempérament iranien est plus susceptible de cruauté que d'emportemens; il répugne aux émeutes sanglantes, préférant liquider les situations extrêmes par de discrets assassinats. La finesse nationale comprend merveilleusement la nécessité des temps et la limite des possibilités. Depuis l'ouverture de la période révolutionnaire, les agitations politiques de l'Iran se sont poursuivies au milieu d'un calme remarquable, sans que les Européens, isolés dans le pays, aient jamais pu concevoir la moindre crainte pour leur sécurité.

D'ailleurs, les troubles sont chose habituelle à la Perse, et la révolution n'eut qu'à appliquer aux graves questions soulevées les méthodes usitées dans la vie de chaque jour. Aux victimes de l'arbitraire la religion musulmane assure un refuge dans les tombeaux saints: en cas de besoin, la coutume persane dirige les plaignans vers les consulats étrangers ou même les bureaux du télégraphe indo-européen. Le *best* est une procédure infaillible, dont le but unique est d'amener le pouvoir à composition. Quand la plainte devient collective, en cas d'accaparement de grains par les grands propriétaires ou de renchérissement des denrées taxées par les gouverneurs, la foule s'installe en permanence dans quelque mosquée, décrète la fermeture des bazars, et poursuit la grève jusqu'à pleine satisfaction. S'il y a divergence de vues parmi le peuple, chaque parti choisit pour quartier général un sanctuaire déterminé; la patience et la force du nombre finissent par entraîner la décision souveraine.

Quand éclata la révolution persane, elle se conforma strictement aux habitudes iraniennes. De nombreux prodromes l'annoncèrent : exaspérés par les exactions de leurs princes-gouverneurs, Recht et Chiraz chassaient deux fils du Shah, 'Azod-os-Soltân et Choa'-os-Saltaneh. Partout, les troubles se multipliaient, les refuges se faisaient plus nombreux, les gouverneurs avaient la vie plus dure. De cénacles de philosophes, les clubs de derviches se transformaient en comités de politiciens. Dans les principales mosquées, les prédicateurs délaissaient les questions habituelles de religion ou de morale, pour aborder la politique, dénoncer le triste état du pays et les abus du Sadr A'zam, un prince Kadjar, 'Aïn-ed-Dowleh. Le plus virulent de ces prédicateurs, celui qui s'empara de la foule et mit l'éloquence religieuse au service de la révolution, fut Seyyed Djemâleddîn, Sadrol-Mohakkiqîn, — le chef des véridiques, — un prêtre chétif, la figure émaciée, la barbe rare ; âgé de quarante-trois ans. Fils de mollah, il naquit à Ispahan et fit ses études à Nedjef; son oncle A. Seyyed Ismâ'îl, est le plus fameux moudjtehed de Kerbéla. Il y a huit ans, il revint des Lieux Saints s'établir dans sa ville natale. L'âpreté de ses discours le fit expulser par Zill-é-Soltân; il eut le même sort à Tauris et à Téhéran. Dans ses traverses, le sanctuaire de Fatèmé à Koum lui servit de refuge; entre temps, il avait exposé ses idées novatrices dans un livre intitulé *Kitâb Lebas-at-Takhwa* (le vêtement de pureté). La période révolutionnaire

le ramena à Téhéran et lui valut un flot d'auditeurs, quand il prêchait le vendredi dans la mosquée du Sadr-ol-Oulémâ, en plein bazar, et dans celle d'A. Seyyed Mohammed, au mois de ramazan.

Le haut clergé de la capitale se maintint tout d'abord à l'écart de cette agitation. L'Imam djoumé, Hadji Mirza Aboulkassem, était réactionnaire par profession; il vivait grassement de sa charge et de la sainteté de son père, devenu l'un des imamzadès les mieux achalandés de la ville; ses relations de famille le rattachaient à la Cour: l'une de ses filles avait épousé Cheikh-oul-Reis, un prince Kadjar; son frère, Zéin-ol-Islâm, gardien-chef de la médresseh du Sepeh Salar, était gendre de Mouzaffer-eddîn Schâh. Les deux grands moudjteheds de Téhéran avaient vieilli sous l'ancien régime; fils de grands moudjteheds, originaires, l'un du Fars, l'autre de Hamadan, élevés à Nedjef et à Samarra, ils étaient revenus dans la capitale pour y occuper les lucratives fonctions, détenues par leurs pères. Seyyed'Abdollâh passait pour un mollah conservateur, accessible aux largesses du pouvoir; Seyyed Mohammed était, au contraire, d'une rigidité notoire et plus sympathique aux libéraux.

Une querelle, survenue entre le Sadr 'Azam et Seyyed 'Abdoullah, entraîna la vocation du grand moudjtehed, qui devint brusquement le protagoniste de la révolution; les esprits étant mûrs, ce minime incident fit éclater la crise. Exaspéré des attaques des prédicateurs, le Sadr'Azam s'en était pris à Seyyed' Abdoullâh, qu'il accusait de complicité ou de négligence; le moudjtehed répondit en déchaînant contre le premier ministre un nouveau prédicateur, plus violent encore que les précédens, Cheikh-Mohammed-Vâ'ez. Le 7 juillet 1906, Cheikh-Mohammed fut arrêté, puis délivré par la foule; dans la bagarre, un Seyyed resta sur le carreau. Le sang du Prophète criait vengeance; une réunion générale du clergé fulminant l'anathème réclama le renvoi du Sadr'Azam, l'octroi d'une constitution; des désordres se produisirent; quelques individus furent tués. L'indifférence du pouvoir irrita les mollahs, qui se retirèrent au sanctuaire voisin de Schahzâdè'Abdoul-'Azîm, puis, affectant de craindre pour leur sécurité, s'ébranlèrent vers le Sud, en route pour les Lieux Saints. Le départ des *Akhounds* de Téhéran signifiait la grève du culte, de l'enseignement et de la justice; les marchands y joignirent la grève du commerce par la fermeture des bazars. Pour

brocher sur le tout, le refuge du parti libéral à la légation d'Angleterre avait été préalablement négocié par Seyyed'Abdoullâh. La vie de la capitale se trouvait paralysée tout entière.

Le mois d'août valut aux Téhéranis des semaines de joie. Chômage universel : le vaste jardin de la légation d'Angleterre, ombragé de grands platanes, était livré au peuple; les tentes s'y succédaient, largement ouvertes; les tapis recouvraient le sol; le riz bouillait en d'immenses marmites sur des troncs d'arbres embrasés; le soir, s'allumaient lampes et bougies. Il y avait un bassin pour les ablutions, une tente pour les assemblées; plusieurs milliers d'individus y avaient élu domicile; la ville entière y passait ses journées. Ce fut, sous le climat chaud et sec de l'été iranien, le pique-nique le plus grandiose qu'ait jamais connu la capitale.

Si le mouvement libéral a complètement saccagé la légation d'Angleterre, du moins n'a-t-il pas incommodé la diplomatie britannique. Le corps diplomatique a coutume de passer la saison chaude au pied du Tautchal, dans les villages de Zerguendeh et de Goullahek; le Shah lui-même se trouvait, un peu plus haut, au palais de Niavaran. La destitution d'Aïn-ed-dowleh, son remplacement par Mochir-ed-dowleh enlevèrent, dès le début, toute acuité à l'affaire; il ne resta plus qu'à discuter à loisir l'organisation de la liberté. Sur ce point, l'entente fut assez facile; le nouveau Sadr 'Azam participait au mouvement; ni le Shah, ni les autres ministres n'y étaient hostiles; seuls les gens de la Cour et quelques vieux prêtres se montraient récalcitrans, mais on ne pouvait, pour leurs beaux yeux, abandonner indéfiniment la légation d'Angleterre aux dégâts du parti libéral.

Un *destèkhatt*, émané du souverain, admit le principe d'un conseil national, librement élu, désormais chargé de contrôler le gouvernement et de préparer les lois; restaient à élaborer les règlemens organiques de la nouvelle institution. Le différend ainsi tranché n'avait pas soulevé la moindre animosité entre le peuple et le souverain; le 5 août, les réfugiés célébrèrent la fête du Shah par des illuminations et des feux d'artifice; le 14, les mollahs fugitifs, dont l'exode n'avait point dépassé Koum, rentraient triomphalement en ville. Une commission de trois cents membres, choisis parmi les princes, les kadjars, les mollahs, les négocians et les artisans, en vue de rédiger la loi électorale, se réunit, le 18 août, à l'École militaire; cette date marqua la fin des

divertissemens de la légation d'Angleterre. Quand il fallut en liquider les frais, le Shah s'inscrivit pour 3000 tomans sur la liste de souscription.

Au total, le refuge avait coûté 29000 tomans, dont avait fait l'avance un des principaux négocians de la ville, Hadji Hossein Agha, Emin-ez-zarb, qui possède des comptoirs à Moscou et à Marseille.

IV

Le 8 octobre, le premier Parlement persan fut inauguré dans l'orangerie du Palais; malgré la gravité de son état, le Shah tint à lire lui-même le discours du trône. Sur deux cents députés à nommer par tout le pays, il ne se présentait que les élus de la capitale; le Parlement n'était encore qu'un conseil municipal de Téhéran. Les provinces attendaient curieusement: l'élément libéral, moins nombreux, moins certain de l'appui britannique, y redoutait un retour offensif de la domesticité royale, soutenu par l'influence russe.

D'autre part, Mouzaffer-eddîn était en train de mourir, et la renommée attribuait au Véliahd des sentimens conservateurs et russophiles. En septembre, Tauris s'était soulevé, réclamant, dans l'Azerbaidjan, la mise en vigueur de la constitution : il y avait eu réunions dans les mosquées, fermeture des bazars, refuge au consulat d'Angleterre. Le prince héritier s'était montré conciliant; le peuple avait obtenu gain de cause. Néanmoins, les élections de Tauris tardèrent longtemps; et de jour en jour, les députés remirent leur départ. La longue agonie de Mouzaffer-eddîn détermina l'appel de Mohammed-'Alî-Mîrzâ, chargé de la régence du royaume. En cette qualité, avant même de monter sur le trône, il consentit de bonne grâce à signer le *Nizâm-Nâmeh*, qui complétait les lois constitutionnelles, en fixant le règlement et les prérogatives de l'Assemblée. Aussi, dès la mort de son père, le 8 janvier 1907, le peuple de l'Iran pouvait-il saluer en Mohammed-'Alî Schâh, un monarque libéral, acquis à la pratique du système constitutionnel. Aussitôt enhardis, les députés de Tauris venaient occuper leurs sièges et le Parlement s'enrichit de quelques représentans des autres provinces. Hamadan avait été la première à se mettre en règle; son gouverneur, Zahir-ed-dowleh, mourchid des Né'metoullâhîs, et libéral

déclaré, n'ayant point attendu le vœu populaire, pour introduire le nouveau régime. Pourtant, la plupart des villes feignaient encore d'ignorer la Constitution et s'abstenaient de procéder aux élections. Dans les centres où ils dominaient sans conteste, les grands moudjteheds et les gardiens de tombeaux saints répugnaient à répandre dans le peuple des idées insoupçonnées. Les chefs de tribus entendaient préserver leurs domaines. A Ispahan et à Kerman, les princes gouverneurs affectaient de favoriser la poussée libérale, en la comprimant indirectement par la menace d'un pouvoir trop fort. De même à Chiraz, sur qui pesait une famille puissante, maîtresse du Fars. Au Sud, l'influence anglaise se montrait involontairement réactionnaire, par crainte d'y voir tourner contre elle un mouvement libéral, qu'elle avait attisé dans le Nord, pour faire pièce aux Russes.

Le Parlement, une fois constitué, s'installa au palais de Béharistan, dont le jardin touche à la grande mosquée du Sépeh-Salar; il siégeait dans un des salons, en saillie sur la façade du palais. Les députés, parmi lesquels un grand nombre d'ecclésiastiques, s'alignaient, accroupis le long des murs; une table basse marquait la place du président; sur un côté se pressait le public, retenu par une barrière. Le président, Sanî-ed-dowleh, élevé en Allemagne et élu par les négocians de Téhéran, appartenait à l'opinion modérée. Saad-ed-dowleh, qui fut ministre de Perse à Bruxelles, puis titulaire d'un vague département ministériel, se trouvait en exil à Yezd; les électeurs de la capitale allèrent l'y chercher. C'est un homme déjà vieux, très européanisé, parlant un excellent français, avec le masque et l'allure d'un tribun populaire. Il représentait, dans la nouvelle Chambre, les tendances radicales.

Les circonstances imposèrent au Parlement une triple besogne : assurer dans tout le pays l'expansion du système constitutionnel, de façon que l'Assemblée de Téhéran devînt, en réalité, la représentation nationale: compléter l'ensemble des lois constitutionnelles et aborder les réformes organiques; enfin, accentuer la personnalité des élus du peuple au regard de la Couronne.

Le rôle joué par le clergé dans le mouvement libéral garantissait, pour le moment, les autocraties religieuses; la révolution persane s'attaqua vigoureusement aux autres. En mars 1907, Ispahan, révolté, obtint le renvoi du prince Zill-é-Soltân; immé-

diatement après, Kermanchah se débarrassait de son gouverneur, qui tenait la province avec l'appui des grands chefs kurdes. A la fin du mois de mai, ce fut le tour de Chiraz.

Tout le charme, toute la poésie de l'Iran se concentrent dans la vallée de Chiraz. Que l'on y vienne des déserts du Nord, en passant devant le tombeau de Cyrus à Pasargade et la colonnade ruinée de Persépolis; ou que l'on arrive des solitudes du golfe par l'âpre montée des *Kotals*, le contraste de la plaine, verte et fleurie, entre les lignes de montagnes grises, produit une impression délicieuse. *Chirâz'Djanet Teraz*, Chiraz semblable au paradis, dit le proverbe persan. La route d'Ispahan descend le vallon de Rouknâbâd et traverse le *Tangué-Allâh-Akbar :* le défilé doit son nom « Dieu est grand! » à l'exclamation admirative, que provoque, chez tout voyageur sensible, le merveilleux aspect de Chiraz. Ceinte de murs, la ville est au centre de la plaine: l'Ark, le bazar Vékil, les coupoles en faïences de trois *imamzadés*, fils du septième Imam, dominent la masse des maisons de briques, où vivent quelque 60 000 habitans. A perte de vue, s'étendent les champs cultivés, les bouquets de platanes, les jardins plantés de pins et de cyprès. Un vallon latéral abrite la tombe de Saadî; au pied même du défilé, au *Mosallâ*, se trouve celle de Hâfiz. La pierre tombale porte inscrits des vers du poète invitant au plaisir la suite des générations. « Que ce tombeau soit un lieu de pèlerinage pour tous les amans de la terre !... Si vous venez vous asseoir sur ma tombe, apportez-y du vin et de la musique; dans la joie de vous voir, je me lèverai, en dansant, du cercueil. » Les Chîrâzîs ont suivi les conseils de Hâfiz: ils sont fins et voluptueux, pleins d'eux-mêmes et de la gloire de leur ville; ils festoient doucement aux tombeaux de leurs poètes et dans les enclos de derviches, disséminés sur les pentes de leurs montagnes. Ils forment une oasis iranienne de commerce et de culture, au milieu d'une grande province, où des tribus turques, résidu des invasions Seldjoukides, et des Arabes venus de l'Arabistan, maintiennent la primitive sauvagerie de la vie nomade. A travers toute l'histoire iranienne, l'éloignement n'a cessé de favoriser le caractère indépendant du Fars. Sous les Achéménides et les Sassanides, il domina l'Iran. Quand le pouvoir se transporta vers le Nord, il y fallut une autorité incontestée, s'imposant à l'ensemble du pays, pour empêcher les dynasties locales de s'épanouir à Chiraz. Au XVIIIe siècle, Kérîm Khân

le Zend fut le dernier de ces souverains du Sud; — sous les Kadjars, une grande famille poussa dans Chiraz. — En 1792, Hâdji Ibrâhîm Khân, ministre du dernier Zend, livra la ville à Agha Mohammed Schâh; il était, dit-on, d'origine juive. Il devint grand vizir, le resta six ans et périt assassiné par les soins de Feth-'Alî-Schâh. Cet accident n'arrêta point la grandeur de la famille; une fille du défunt épousa le nouveau grand vizir; et celui-ci s'empressa de rétablir la situation de son beau-frère, en lui faisant donner le titre de Kawâm-ol-Molk (la stabilité du royaume), — devenu pour ses descendans une sorte d'appellation patronymique. Le grand Kawâm, premier du nom, fut chef gardien du tombeau de l'Imam Rézâ à Méchhed; son fils Saheb Diwân, gendre de Feth-'Alî-Schâh, eut le gouvernement du Fars; son petit-fils, Mirza-Ali-Mohammed-Khân hérita du titre et fut Kalantar de Chiraz. Il est le père du Kawâm actuel, Mîrzâ Mohammed-Rézâ-Khân. En dehors de la dynastie régnante en Perse, un pouvoir non religieux, ainsi prolongé pendant plus d'un siècle, apparaît comme un phénomène unique. Il va sans dire que la province entière appartient à ces potentats : les biens de la famille s'étendent du Belouchistan à l'Arabistan; ils remontent, vers le Nord, jusqu'à Yezd et Ispahan, embrassent le Laristan et atteignent Bender-Abbas; ils comprennent même l'île de Ghis, dans le golfe Persique. A l'exception des Kachkaïs, tous les nomades du Fars se rattachent au Kawâm. Les principaux de la famille, issus du grand Kawâm, groupent, dans un quartier spécial, le *Mahallet-è-Kawâm*, leurs maisons ornées de cristal taillé et ouvertes sur la verdure des cours. La plupart des mosquées portent leurs noms; leur caveau funéraire s'élève auprès du tombeau de Hâfiz; bains, bazars et caravansérails leur appartiennent en propre; de même, les merveilleux jardins de la plaine, aux pavillons rafraîchis par les eaux courantes, aux massifs d'orangers et de grenadiers, aux parterres de roses, de verveines, de pétunias et de giroflées. Ces gens détiennent les plus hautes fonctions de la ville et de la province. Le chef de la famille, le Kawâm actuel assiste, comme *pichkar*, le prince gouverneur. De ses deux fils, Salar-os-Soltan est Kalantar de la ville, Nasir-ed-dowleh *ilkhânî* des tribus; son cousin Ezol-Molk (le respect du royaume) s'éternise dans la charge de Kargouzar. La plupart des notables de Chiraz lui sont apparentés : de même, le Cheikh oul-Islâm et l'Imam-Djoum'é, —

Cheikh Yahya; le fils de ce dernier, Mo'ìne-è-Char'ié, gouverne le district de Kazeroun. Le gardien du tombeau de Schâh Tchirâgh concilie prudemment une aussi redoutable influence.

En dehors de deux Français et d'un Allemand, la petite colonie européenne de Chiraz est exclusivement anglaise : la banque, le télégraphe, la mission anglicane et quelques maisons de commerce.

Jusqu'ici, la faveur britannique garantissait l'omnipotence des Kawâms et l'intangibilité de leurs biens contre les rigueurs du pouvoir royal. Les infortunés gouverneurs de Chiraz s'épuisaient à lutter contre la fatalité des circonstances; s'ils cherchaient à attiser les mécontentemens locaux ou la turbulence des Kachkaïs, ils se heurtaient aussitôt à la coalition des Kawâms avec le Consul d'Angleterre, et devaient ou bien quitter la place ou se renfermer dans leur sinécure. Il y a deux ans, le prince Choâ'-os-Saltaneh, fils de Mouzaffer-eddìn Schâh, prétendit s'approprier l'ensemble des domaines, hérités du Zend par les Kadjars; ses exactions froissèrent de si nombreux intérêts qu'il fut chassé par l'indignation populaire. L'agitation dure encore : depuis lors, aucun gouverneur n'a pu s'installer de façon durable. Cependant, la révolution persane suscitait, à Chiraz, un petit noyau libéral, dirigé par le grand moudjtehed, Mìrzâ Ibrâhìm, qui prétendit fonder la liberté sur les ruines de la famille Kawâm. L'éclat se produisit à la fin de mai : les marchands fermèrent les bazars; à défaut du consulat d'Angleterre, qui répugnait à recevoir les ennemis de sa clientèle, le bureau du télégraphe indo-européen servit de refuge. Les deux partis adverses, qui tenaient pour ou contre le Kawâm, élurent domicile dans les mosquées; l'imam-djoumé haranguait les uns, le moudjtehed excitait les autres; il y eut un grand trouble dans les esprits, aucun dans la rue. A l'occasion de son avènement, Kawâm-ol-Molk avait, selon l'usage persan, versé au nouveau roi 100 000 tomans de *pîchkech*, afin d'être confirmé dans ses dignités; il trouvait pénible de les abandonner, après quelques mois seulement d'exercice. A peine revenu de Téhéran, sa vieillesse hésitait à se remettre en route; car les libéraux, redoutant un retour de l'opinion locale et l'excès même du pouvoir de la famille, réclamaient à grands cris le départ des Kawâms. Après une longue résistance, cette famille trop puissante dut sacrifier ses commodités à l'établissement du régime constitutionnel.

Peu à peu, la vague révolutionnaire envahit les recoins les plus éloignés de la Perse. Après Ispahan et Chiraz, elle toucha Yezd et Kerman. Lentement, elle poursuit son œuvre, pour assurer, sur tous les points du pays, la mise en vigueur du nouveau système. Dans chaque ville, l'intensité de la crise dépend des circonstances locales; plus le pouvoir établi se sait ancien et solide, plus longue est la résistance contre l'effort populaire; la lutte renaît au moindre prétexte. Partout, les méthodes sont identiques et les troubles également légers.

V

Tandis que le Conseil national organisait ainsi, dans les provinces, l'expansion révolutionnaire, il vaquait, dans la capitale, à la besogne législative. Le 7 octobre 1907, il complétait les lois constitutionnelles par les lois fondamentales de l'État persan. Ces lois proclamaient les plus beaux principes : la garantie de la liberté individuelle, l'inviolabilité du domicile, la liberté de l'enseignement, de la presse, des associations, l'égalité devant la loi, la responsabilité ministérielle. Elles affirmaient la distinction des trois pouvoirs, de la justice civile et religieuse, prévoyaient la constitution d'une haute cour de justice, d'une cour des comptes et d'assemblées provinciales.

Si la constitution persane se trouvait ainsi complétée, la réforme administrative faisait de moindres progrès. En réalité, toute la Perse est à refaire : elle vit malaisément dans l'antique édifice élevé par les Sassanides, les Mongols et les Séfévis, édifice si lézardé que, n'était l'indolence iranienne, il se fût effondré au cours du dernier siècle. Il s'agit maintenant de rechercher dans les traditions héritées du passé, en les combinant avec les enseignemens de l'Europe, les élémens d'une administration, d'un système financier, d'une organisation scolaire et judiciaire. Avant toute autre chose, la Perse a besoin de finances en règle, dégageant les sources de l'impôt, afin de liquider au plus tôt les dettes menaçantes pour l'indépendance nationale, et de se procurer l'argent nécessaire à l'institution des réformes. Il lui faut des juges assurant une garantie aux libertés nouvelles, des maîtres pour élever les générations à venir. La reconstitution de l'armée est d'une utilité moins immédiate; car la race n'est pas belliqueuse, et le pays, formant tampon entre

deux grands Empires, paraît mieux protégé par la diplomatie que par la guerre. L'œuvre est si complexe qu'elle excède probablement les facultés des Persans de l'heure présente. Leur contact avec l'Europe est encore trop récent pour qu'ils aient pu s'en assimiler complètement la culture; chez la plupart, les connaissances ne dépassent point les expressions du langage. Très peu ont fait de sérieuses études; les mieux préparés paraissent être les jeunes diplomates, auxquels furent confiées, dans ces dernières années, les diverses légations; aucun ne donne de plus belles espérances que Mochir-oI-Molk, appelé de Pétersbourg au ministère des Affaires étrangères. Autour du Conseil national, la jeunesse créa des comités de volontaires, pour étudier la législation européenne afférente à chaque matière; ils ne dissimulèrent point, dès l'abord, que, pour l'élaboration des lois organiques, il leur faudrait recourir à des conseillers européens.

Si le Conseil national s'est montré plus apte aux vagues discussions de la politique qu'à la précision des réformes administratives, il n'en a pas moins fait beaucoup, par cela même qu'il existe, pour l'organisation de la liberté. Ceux qui redoutent le réveil de l'Orient moyen peuvent affirmer à leur aise que rien n'a été changé en Perse par les mots creux de la Constitution. Le personnel civil et religieux s'est, disent-ils, à peine modifié; le gouvernement suit l'ancienne routine; l'esprit nouveau n'a eu d'autre résultat que de rendre les troubles à la fois plus aigus et plus fréquens. Ce n'est exact qu'en apparence. En réalité, le Parlement, les *andjoumans* des provinces, les journaux qui se multiplient dans toutes les villes, ont créé une force populaire efficace pour tenir en échec les abus du pouvoir. Désormais, la pensée s'exprime librement et l'arbitraire hésite devant la publicité de ses actes. L'opinion a senti sa puissance et trouvé, pour s'exprimer, un organe plus certain que l'opportunisme du clergé. Elle ne peut encore imposer que des réformes partielles, mais elle possède déjà assez de vigueur pour empêcher les décisions nuisibles au bien de la nation. En novembre 1906, ce fut un mouvement populaire qui fit rejeter l'avance anglo-russe de 10 millions, dont les conditions draconiennes préparaient à bref délai le contrôle financier des deux puissances.

En même temps, la personnalité du Parlement cherchait à s'accentuer vis-à-vis du pouvoir royal. Le Conseil national avait eu des débuts difficiles; la Constitution qui l'instituait pouvait

apparaître comme un escamotage, organisé par une influence étrangère au profit d'un intérêt étranger; il avait commencé petitement avec les seuls élus de la capitale; ceux des provinces attendaient, pour rejoindre, l'issue des révolutions locales. Lors du couronnement de Mohammed-Alî' Schâh, il avait été laissé à l'écart, sans qu'aucune place spéciale lui fût attribuée dans la cérémonie. Bien que le nouveau souverain ait prêté sur la Constitution tous les sermens imaginables, l'opinion publique ne s'en obstinait pas moins à le considérer comme un réactionnaire impénitent, excitant en sous main les alarmes du haut clergé et de la domesticité royale contre les premiers essais de réformes. Par ailleurs, les députés manquaient d'expérience, se refusaient à distinguer les deux pouvoirs, exécutif et législatif, et s'imaginaient que l'ère nouvelle consistait à substituer l'autocratie du Parlement à celle du Roi. Ce fut par une lutte entre ces deux autocraties que le Parlement entendit préciser son rôle et fonder son prestige. L'ancienne forme de gouvernement, le personnage tout-puissant du Sadr'Azam avaient disparu pour faire place à un cabinet de ministres. Ces ministres devaient-ils être des politiciens issus de la majorité ou des fonctionnaires désignés par le Shah? En d'autres termes, la Perse serait-elle un pays constitutionnel comme les États de l'Europe centrale, ou bien parlementaire comme ceux de l'Occident? De là naquit un conflit, qui, selon toutes probabilités, pèsera longtemps encore sur la politique persane. La Constitution reste muette sur le point controversé; elle admet bien la responsabilité des ministres, leur renvoi par la Chambre, l'éventualité de leur mise en accusation, mais elle évite de déterminer le choix du souverain. Cependant la querelle est modérée; le peuple persan est monarchique; le Roi n'est point irréductible, car il comprend mieux que quiconque la valeur du nouveau Parlement pour seconder l'œuvre des réformes et résister aux ingérences du dehors; le tempérament national répugne aux ruptures. Le Parlement a pleinement raison d'affirmer son existence; de son côté, le Shah n'a point tort de prétendre à une part d'autorité, dans un pays encore mal établi, où la personne royale marque le sceau de l'unité nationale, et vis-à-vis d'un peuple dont la quasi totalité demeure étrangère à l'idée de la liberté. Entre la Couronne et la représentation populaire, il y a place pour une transaction; elle interviendrait beaucoup plus vite, si la rivalité anglo-russe

consentait à épargner la Perse. Les Persans ont plus d'intelligence que de caractère; ils ont pris l'habitude d'osciller entre les deux diplomaties adverses et les circonstances mêmes de leur révolution n'ont fait qu'accentuer ce jeu d'équilibre. Dans l'esprit iranien, l'installation des libertés persanes apparut comme un échec russe, un succès anglais; aussi, préoccupé d'un refuge en cas d'accident, le Parlement sert-il inconsciemment de jouet à la Légation d'Angleterre, tandis que le Shah recherche un appui à la Légation de Russie. Dans le fond, les deux pouvoirs persans se maintiennent en assez bons termes et, tout en défendant leurs positions respectives, s'entendraient volontiers pour assurer l'indépendance et la réforme du pays. S'il se produit quelque éclat, ce sera, je le crains bien, parce que les agens anglais et russes auront été d'humeur à se chercher noise, favorisant, par leur division même, la pénétration d'une tierce influence.

VI

L'accord du 31 août 1907, qui partage l'Iran en zones d'intérêts entre l'Angleterre et la Russie, parut amer à la susceptibilité persane : toutefois, s'il parvenait à tempérer l'activité locale des agens anglais et russes, il constituerait pour le pays un inappréciable bienfait. Le droit public envisage la Perse comme un État indépendant, que n'affectent ni protectorat ni contrôle; mais sa situation géographique et sa décomposition politique l'ont, en fait, privé de cet avantage. Depuis que les lignes russes et anglaises se sont rapprochées en Asie, l'Orient moyen est devenu un immense champ de bataille, sur lequel les stratégies adverses marquent des voies d'invasion et des ouvrages de défense. La diplomatie sert les combinaisons élaborées par les militaires et les traités prennent le caractère d'armistices temporaires, fixant les positions réciproques. Du moment que les États interposés sont incapables par eux-mêmes de faire respecter leur neutralité, il n'est plus de souveraineté que les belligérans reconnaissent. S'agit-il de fixer les frontières de la Perse avec la Turquie, l'Asie Centrale ou l'Afghanistan, c'est affaire de l'Angleterre et de la Russie : des officiers anglais et russes interviennent d'autorité dans la délimitation. La Perse elle-même devient un terrain vague, où les deux intérêts rivaux s'introduisent par tous les

moyens possibles, enchevêtrant leurs avant-postes et leurs routes de pénétration. Les événemens de l'Afrique du Sud provoquèrent une avance russe; la guerre russo-japonaise favorisa un retour offensif de l'Angleterre. Par la révolution persane, cette dernière dessina vers le Nord un vigoureux progrès et le consolida par le récent accord.

La longue frontière contiguë avec la Perse et la domination de la Caspienne servent de base à l'action russe. Stratégiquement, elle tient sous ses prises toutes les provinces septentrionales, qui sont les meilleures de l'Iran; l'action anglaise se voit réduite à l'aborder par le Sud, à travers les déserts du Bélouchistan et les côtes désolées du golfe Persique. Le premier soin de la Russie fut d'assurer des voies éventuelles à sa pénétration militaire. Sous le couvert d'une société, organisée par un banquier juif de Moscou, M. Lazare Poliakoff, le gouvernement russe fit construire une chaussée de Recht à Kazvin et Téhéran, avec prolongement de Kazvin à Hamadan. Une autre va de l'Araxe à Tauris, munie de remblais et de tranchées, qui permettraient, le cas échéant, la pose rapide des rails et le raccordement avec le réseau de la Transcaucasie, déjà poussé jusqu'à la rivière. Une dernière route réunit Askabad dans la Transcaspienne à Méchhed, au Khorassan. Il va sans dire que ces trois chaussées, formant enclave en terre persane, sont entretenues et administrées par des agens russes. Un corps de Cosaques persans, instruit et commandé par des officiers russes, forme, à Téhéran, l'avant-garde de la pénétration militaire; c'est une brigade de 2 000 cavaliers, répartis en quatre régimens. La troupe est d'excellente apparence, efficace et disciplinée; elle fait à ses chefs le plus grand honneur. La pénétration financière commença en 1900. Deux emprunts successifs, d'un total de 32 millions et demi de roubles, furent négociés en Russie pour satisfaire les prodigalités de Mouzaffer-eddîn Schâh et la rapacité de ses domestiques. Le produit des douanes fut donné en garantie de ces emprunts, à l'exception des douanes du golfe Persique, déjà affectées au service d'un petit emprunt anglais de 500 000 £, contracté en 1892. La Perse dut s'engager à ne plus emprunter qu'en Russie et à ne point construire de chemins de fer avant 1910. Depuis lors, la dette persane s'est encore alourdie par des avances à court terme, obtenues des banques anglaise et russe.

Jusqu'alors, le traité de Tourkmantchaï soumettait les importations à un tarif uniforme de 5 pour 100 *ad valorem*. En 1901, à la suite de leurs emprunts, les Russes imposèrent la conclusion d'un traité de commerce, établissant des droits spécifiques, plus légers sur les produits habituels du commerce russe, plus lourds sur les autres. La Banque d'escompte, simple dépendance de la Banque d'État russe, s'établit à Téhéran, avec succursales dans les principales villes du Nord et du centre. Les Arméniens, les musulmans du Caucase établis en Perse se firent les instrumens de l'influence russe, qui procéda méthodiquement à la conquête commerciale de l'Iran. L'interdiction du transit à travers la Russie réservait à l'importation russe le monopole des voies d'accès par le Nord; les chemins du Sud étaient trop longs et trop coûteux; la route de caravanes entre Trébizonde et Tauris ne pouvait rivaliser avec les chemins de fer. Le gouvernement russe ajouta à ces avantages naturels la réduction des tarifs de transport, la concession de primes d'exportation. La Banque d'escompte reçut des marchandises à sa consignation et ne consentit d'avances qu'aux négocians acheteurs de produits russes. Un système aussi complet finit par porter ses fruits : la sphère d'action commerciale de la Russie s'étendit d'année en année; elle atteignit Hamadan, Ispahan et le Séistan; les cotonnades et les sucres russes vinrent y faire concurrence aux cotonnades anglaises ou indiennes et aux sucres français. Les agens des ministères des Affaires étrangères, de la Guerre, et des Finances russes à Téhéran, trinité souvent désunie, s'appliquèrent à se rendre de plus en plus apparens, pensant ainsi marquer un progrès de l'influence nationale.

L'organisation de l'influence anglaise commença bien avant celle de la Russie; les stations télégraphiques, dont elle jalonna l'Iran, lui fournirent une armature. En 1864, sur le câble du golfe Persique, réunissant Karatchi à Fao, à l'embouchure du Chatt-el'Arab, se greffa la ligne de Bouchire à Téhéran, qui, vers l'Europe, doublait la ligne turque. En 1870, après accord avec les gouvernemens allemand et russe, la maison Siemens la raccordait au système continental par l'établissement du télégraphe indo-européen, entre l'Araxe et Téhéran. La section persane du télégraphe indo-persan est administrée par le département des télégraphes de l'Inde auquel est également confiée

la ligne de Téhéran à Méchhed. Entre Bouchire et Chiraz, les *rest-rooms*, installés par ses agens, sont un bienfait pour les voyageurs ; la monarchie persane doit aux télégraphes anglais sa cohésion actuelle ; en cas de besoin, les populations ont pris coutume d'en envahir les bureaux qui offrent un refuge consacré par l'usage, les mettant en communication avec le pouvoir royal.

En 1889, fut créée la Banque impériale de Perse, fonctionnant comme banque d'État, avec privilège d'émission. Cette société anglaise possède des succursales dans tout le pays. Ses opérations se bornent à des avances consenties à l'État ou aux négocians les plus qualifiés ; elle reçoit les dépôts et garantit les biens des grands de la Perse en quête de la protection britannique. Les autres affaires financières ou industrielles, tentées, à diverses reprises, par l'initiative anglaise, n'ont point eu de suite : il n'en subsiste que l'effort de la compagnie Lynch pour ouvrir une voie commerciale par la vallée du Karoun ; cette compagnie maintient un service de bateaux sur les deux biefs inférieurs de la rivière, entre Mohammérah et Ahwaz, Ahwaz et Chouster ; d'Ahwaz à Ispahan, elle établit un sentier de caravanes par les montagnes des Bakhtyaris ; elle a repris la chaussée de Téhéran à Koum et Sultanabad, qu'elle doit relier à Chouster par Bouroudjird et Khorremabad.

Dans le système anglais, les télégraphes jouent le même rôle que les routes dans le système russe. S'ils fournissent des prises moins solides, ils favorisent davantage la diffusion de l'action britannique. En face de l'invasion russe, lente et méthodique, compacte dans le Nord de l'Iran, à peine indiquée vers le Sud, l'Angleterre est partout présente, installant dans chaque ville un groupe de composition identique : la Banque impériale, le télégraphe, le comptoir des grandes maisons faisant le trafic de la Perse, enfin la mission protestante, très active chez les Américains presbytériens du Nord, plus molle chez les Anglicans du Sud.

Il va sans dire que, si la Russie est particulièrement forte dans l'Azerbaidjan, les provinces caspiennes et le Khorassan, l'autorité anglaise s'accentue à mesure que l'on descend vers le Sud. Le golfe Persique rentre tout entier dans le domaine britannique, la navigation en est presque exclusivement anglaise ; la Compagnie *British India* y assure le service postal ; le commerce

anglais y prend ses voies d'accès vers l'Iran : à Bender-Abbas, pour Kerman et Méchhed, à Lingah pour le Laristan, à Bouchire et à Mohammérah pour les provinces du centre, à Bassora, par Bagdad, pour celles de l'Ouest. Bouchire est la capitale des établissemens anglais du Sud : l'habitation du résident à Sebzabad, les vastes bâtimens du télégraphe, le stationnaire ancré en rade impriment au petit port le sceau de la puissance anglaise. C'est le seul point de la Perse où la langue anglaise soit d'un constant usage; les commerçans arméniens et guèbres, les employés goanais, la féodalité de la chaîne méridionale, parfois même certaines tribus relèvent de l'influence britannique. Le médecin de la résidence a mis la main sur tout le service sanitaire du golfe et en dirige les postes, confiés à des officiers de santé indiens. Les câbles se sont ramifiés; les télégraphistes indiens ont occupé l'île d'Henjjam, à l'entrée du détroit d'Ormuz, pour la rattacher à Bender-Abbas.

Néanmoins, le commerce anglais recule constamment devant le commerce russe. En 1889, lord Curzon estimait le trafic de l'Angleterre et de l'Inde avec la Perse à 75 millions, celui de la Russie à 50 millions. En 1901-1902, les statistiques dressées par les Belges de l'administration des douanes accusaient 59 millions pour les Anglais, 96 millions pour les Russes, en 1905-1906, sous le régime du traité russo-persan, les mêmes statistiques élevaient le commerce russe à 170 millions environ, le commerce anglais n'atteignait que 70 millions.

Dans toutes les villes importantes de la Perse, l'Angleterre et la Russie entretiennent des consuls qui servent d'instrumens aux deux influences rivales. Les consuls russes appartiennent au département asiatique; les Anglais à la carrière consulaire, pour les postes de Tauris, Ispahan et Chiraz; partout ailleurs, ils relèvent du département politique de l'Inde. Ce sont, d'ordinaire, gens aimables et hospitaliers, sérieux et instruits, représentant avec dignité, parmi les Iraniens, la personnalité européenne. Il peut arriver que les rapports des deux collègues soient courtois et même cordiaux; cependant, leur situation réciproque se ressent infailliblement de la mentalité spéciale, que développent en eux la pression des circonstances locales et la conscience de figurer aux avant-postes d'une rivalité militante. En Perse, l'agent anglais ou russe est fréquemment consul général; le souci de son prestige lui vaut un uniforme militaire,

avec une escorte de cosaques ou de *sowars* indiens. Il devient un seigneur parmi les seigneurs de l'Iran, dont il prend aisément les allures; le patriotisme aidant, sa féodalité s'irrite contre la féodalité adverse. La Perse s'est accoutumée à la lutte des deux influences, et lui doit un équilibre relatif. A commencer par le Shah lui-même, tout ce qui compte dans le pays s'enrôle dans les clientèles russe ou anglaise, si bien que les consuls opposés s'imaginent servir la cause de leur pays, en guerroyant l'un contre l'autre à la tête de leurs clans respectifs. Tout stratagème devient licite pour décomposer ou affaiblir la troupe ennemie : on peut ruiner ses chefs, les attaquer dans leur situation ou leur carrière, si possible détourner leur allégeance. Au besoin, le consulat intéressé offrirait un refuge à ses partisans menacés; dans un État qui ne connaît point les capitulations et où le statut des Européens repose sur un simple article du traité de Tourkmantchaï, la petite garnison, russe ou indienne, appuie, de sa force, la souveraineté des décisions consulaires. A Téhéran, les deux légations, fortifiées dans des enclos sourcilleux, emploient leur personnel, abondant et divers, à soutenir l'une contre l'autre, auprès du gouvernement royal, les querelles provoquées, dans les provinces, par l'ingénieuse activité de leurs agens. Sous l'impulsion anglaise ou russe, les autorités provinciales se débattent en un perpétuel tourbillon; une influence les chasse, l'autre les ramène; si le point d'appui habituel se révèle insuffisant, elles en sont quittes pour réapparaître, ayant sollicité le pardon de l'influence trop négligée. Les tracas de la légation de Russie proviennent des seuls consuls; la légation d'Angleterre jouit, en outre, du prosélytisme de ses missionnaires nationaux et même des Américains, dont l'ardeur protestante s'impose impitoyablement aux gouverneurs, épargnés par l'action politique. Avec ses préoccupations surannées de prestige et d'influence, la diplomatie européenne en pays d'Orient atteint volontiers le ridicule ; en Perse, elle le dépasse.

Nulle part la rivalité anglo-russe ne se révélait aussi aiguë que sur la route du Séistan. La grande province du Khorassan est une des plus riches de l'Iran, elle se prolonge, en bordure de l'Afghanistan, par une succession de districts, dont les chefs, le plus souvent héréditaires, gouvernent une population mélangée de Persans, de Turcs, d'Arabes et de Béloutches. A l'extrémité se trouve l'oasis du Séistan, où vient se perdre l'Helmend,

après avoir drainé tout le massif afghan. Sa position et ses ressources en font une base d'opérations propice contre l'Inde et la côte de la mer d'Oman aussi bien que contre le Khorassan et l'Asie centrale. Figurant sur les projets d'invasion comme sur les plans de défense, le Séistan joue un rôle prépondérant dans la rivalité anglo-russe et chacune des deux influences hostiles prétendait arriver la première dans l'oasis convoité. Tandis que les Anglo-Indiens établissaient une route de caravanes à travers le Béloutchistan, posaient une ligne télégraphique, qui, par Kerman et Yezd, s'en allait rejoindre à Kachan le télégraphe indo-persan, enfin construisaient un chemin de fer, déjà terminé entre Quettah et Nouchki, les Russes mettaient la main sur l'administration des télégraphes persans, de Méchhed à Nosretabad, utilisaient contre le trafic indien les complaisances de la douane et du service sanitaire, et accentuaient jusqu'à l'oasis leur pénétration commerciale. L'importance stratégique de la route du Khorassan au Séistan qui, de flanc, menace l'Afghanistan, valait à ses plus minimes stations les honneurs de la bataille anglo-russe, qui faisait rage entre une poignée de consuls, officiers, médecins, cosaques et *sowars*.

VII

L'Angleterre et la Russie possèdent une longue habitude des arrangemens asiatiques. Pendant tout le cours du dernier siècle, sitôt que leur rivalité tendait à s'aigrir ou que surgissaient des incidens gros de conflits, les deux puissances prenaient contact en vue d'en comprimer l'éclat. Le premier accord anglo-russe, au sujet de la Perse, date de 1834 : il se manifesta par une déclaration relative à la succession au trône, avec l'engagement mutuel de respecter l'intégrité et l'indépendance du pays. Semblables déclarations furent réitérées à diverses reprises; des notes s'échangèrent à ce propos. Quand, dans les premiers mois de 1906, les embarras financiers de la Perse et la mort prochaine de Mouzaffer-eddîn Schâh rapprochèrent à nouveau l'Angleterre et le Russie, le progrès de la pénétration commerciale et l'enchevêtrement des influences exigeaient des accords plus précis et plus complets. Forte de ses avantages, l'Angleterre désirait libérer sa diplomatie du soin de l'affaire persane; absorbée par sa révolution intérieure, la Russie ne répugnait

point à consolider un état de choses, supportable, à tout prendre, pour le présent, et susceptible de réserver l'avenir.

Le maintien de l'intégrité et de l'indépendance de la Perse, le principe de la porte ouverte servent de base au traité du 31 août 1907. La délimitation de zones d'intérêts permet désormais aux deux gouvernemens de réprimer l'humeur batailleuse de leurs agens. L'Angleterre se contente d'un lot fort modeste, le Séistan et le Mékran, c'est-à-dire deux provinces médiocres, mais d'une réelle valeur stratégique, puisqu'elles garantissent la défense de l'Inde et l'accès de la mer d'Oman. Le reste de la Perse méridionale, où domine l'influence anglaise, est laissé en dehors de toute attribution. La zone reconnue à la Russie, avec Ispahan et Yezd, laisse entrevoir à son action éventuelle les plus belles provinces du royaume, bien au delà des limites où sa pénétration commerciale était devenue prépondérante. Cette zone absorbe Kasr-i-Chirine, où doit se raccorder au futur réseau persan l'embranchement du chemin de fer de Bagdad. Enfin les deux puissances ne prévoient de limitation au principe de l'indépendance persane que pour l'établissement éventuel d'un contrôle financier « afin d'éviter toute ingérence qui ne serait pas conforme aux principes servant de base au présent arrangement, » — en d'autres termes, au cas où il prendrait fantaisie au gouvernement persan de négocier un emprunt avec les banques allemandes.

Peu flatteur sans doute pour l'amour-propre de la Perse, le traité du 31 août 1907 n'apparaît pas mauvais pour son avenir. Sans fixation de zones d'intérêts, il eût été impossible d'exhorter à l'apaisement des agens déchaînés qui ôtaient aux Persans la libre disposition d'eux-mêmes. En outre, la nouvelle affirmation de l'indépendance et de l'intégrité de la Perse ne peut être un vain mot, ni pour la Russie, ni pour l'Angleterre. La première a trop à faire chez elle pour s'engager, de gaieté de cœur, dans une aventure asiatique; et sa lente évolution vers la liberté favorise celle de la Perse. Quant à l'Angleterre, elle a tellement réduit ses prétentions, qu'elle ne saurait tendre au partage de la Perse sur la base des présentes zones d'intérêts. La création d'États-tampons sur ses frontières est un principe constant de la politique indienne: l'Inde a besoin d'écrans épais, pour arrêter la pénétration d'idées et d'influences nuisibles au délicat édifice de la domination britannique. Dans les déserts de l'Iran, sur les

bords du golfe Persique, dans les vallées de l'Euphrate et du Tigre, voire au centre même de l'Europe, l'Angleterre doit chercher une sauvegarde à la tranquillité de ses possessions d'Asie. La Perse est en mesure de bénéficier des préoccupations anglaises : son existence est une garantie du repos de l'Inde. J'ai dit : son existence, et non pas son développement. Si l'Angleterre et la Russie peuvent s'entendre sur le maintien de la Perse, il est possible qu'elles voient sans grand regret s'y prolonger une anarchie propice; car le relèvement de l'Iran, sa réforme européenne affectent également le Caucase et l'Inde. De Tiflis à la Caspienne, vit une population de Turcs Chiites, de même race et de même langue que les peuples du Nord-Ouest de l'Iran; dans la Péninsule, les Chiites forment un groupe appréciable; d'autre part, la culture persane s'est, depuis plusieurs siècles, imposée aux cours indigènes et aux classes élevées. En cas de succès des réformes persanes, le Caucase et l'Inde risqueraient de subir l'excitation d'un aussi dangereux exemple.

Quoi qu'il en soit, la révolution persane, suivie de l'accord anglo-russe, paraît offrir une chance excellente aux peuples de l'Iran. Jamais le Siam ne fut mieux garanti, qu'une fois découpé en zones d'influence par l'accord anglo-français. Si elle sait agir avec suite et prudence, pareille bonne fortune peut échoir à la Perse. L'insouciance des habitans, la fragilité des matériaux donnent à tous les pays d'Orient un même aspect de ruine; nulle part cette impression n'est plus vive que sur le plateau d'Iran. Les maisons sont effondrées, les rues béantes, les revêtemens de faïence s'effritent sur les mosquées et les tombeaux. Il semble que le peuple iranien soit tombé au dernier degré de la dégradation et de la misère. Pourtant, sous ces débris, persistent les traces d'une culture glorieuse, une intelligence affinée, un patriotisme ardent, et, chose unique en terre musulmane, une nationalité consciente et compacte: germe fécond de floraisons futures. Au lieu de les décomposer, la secousse due à l'initiative anglaise paraît en voie de fortifier les Persans; elle a réveillé chez eux des énergies latentes; le mouvement libéral tend à changer de caractère, il conduit le Shah et son peuple à communier dans un même sentiment patriotique, à s'unir en un effort commun pour le relèvement national, dont le succès pourrait assurer effectivement l'indépendance de la Perse.

En dehors de l'Angleterre et de la Russie, dont le rôle poli-

tique est nécessairement prépondérant, les derniers événemens ont accentué la personnalité de l'Allemagne et de la France auxquelles ils paraissent réserver un rôle dans le développement éventuel de l'Iran.

Depuis qu'en 1637, un marchand de Hambourg tenta, sous les auspices du duc de Holstein, d'exporter les soies de la Perse à travers la Russie, l'Allemagne s'était peu manifestée dans l'Orient moyen. Sa langue y fut introduite par les officiers et les médecins autrichiens ; en 1905-1906, le commerce de l'Autriche s'élevait à 6 millions et demi de francs; celui de l'Allemagne n'atteignait que 3 millions et demi. A peine existe-t-il une colonie allemande : des médecins, un pharmacien à Téhéran, des employés d'une maison de commerce suisse, un ancien capitaine de navire, devenu commerçant à Chiraz. Cependant le prestige germanique rayonnait sur la masse iranienne : elle savait confusément qu'un empereur, ami de l'Islam, s'appliquait à maintenir les États musulmans vermoulus; les grands du pays envisageaient la cour de Berlin comme le refuge naturel des aristocraties en délicatesse avec les peuples. Dociles à l'exemple de l'armée allemande, les corps de la garde à Téhéran, les régimens de Zill-e-Soltan à Ispahan, se coiffaient du casque à pointe. Aussi, à l'approche de la dernière crise, l'attention du gouvernement persan se porta-t-elle anxieusement vers l'Allemagne, dont l'expansion dans l'Asie antérieure paraissait commander l'indépendance de l'Iran : un hôpital fut confié à des médecins allemands, une école allemande ouverte, une succursale de la *Deutsche Orients Bank* autorisée à s'établir à Téhéran. La Perse attend de l'Allemagne qu'elle veuille bien garantir sa transformation et son développement, à l'encontre de l'Angleterre et de la Russie.

Si les soucis de sa politique générale ne permettaient point à l'Allemagne d'assumer une telle entreprise, la France se trouve du moins en mesure de poursuivre, en Perse, sa politique traditionnelle, qui consiste à favoriser discrètement le progrès d'un peuple acquis à notre culture, tout en formant tampon, pour peu que nous en soyons requis, entre les deux puissances naguère rivales, dont l'une se trouve être notre alliée, et l'autre notre amie.

Les rapports de la France et de la Perse remontent assez loin pour s'être consolidés par l'effet du temps. Notre commerce a maintenu son importance : il vient au quatrième rang, aussitôt

après ceux de la Russie, de l'Angleterre et de la Turquie. En 1905-1906, il dépassait 16 millions de francs. L'industrie lyonnaise achète les cocons des provinces caspiennes; nos importations portent sur les sucres (près de 6 millions), les velours, les tissus de soie, de laine et de coton, la verrerie, la mercerie et la quincaillerie, les vins et les cognacs. Notre colonie de Téhéran est, après le groupe russe, la plus nombreuse des colonies européennes. Depuis trois siècles, les explorateurs français ont appris le chemin d'Iran; nos missionnaires y ont essaimé, les Lazaristes d'Ourmiah atteignent Ispahan, les Carmes de Bagdad viennent de prendre pied à Bouchire, où un voyageur de commerce, M. Joseph Brasseur, entretient de ses deniers une petite école française. Nos orientalistes, nos archéologues occupent une place prépondérante dans le domaine persan; M. et Mme Dieulafoy, M. de Morgan ont remis au jour les merveilles de Suse. La Perse nous a emprunté des médecins, des professeurs, des ingénieurs et des mécaniciens; elle vient de nous demander un inspecteur pour la sériciculture et même un conseiller financier. Elle tend à rechercher en France, avec l'assentiment de l'Angleterre et de la Russie, les éducateurs de sa jeune liberté, les initiateurs des réformes à venir. En aidant de leur zèle et de leur sympathie l'effort de l'Iran, ceux de nos compatriotes conviés à cette tâche sauront reconnaître la confiance ainsi témoignée à notre pays.

***

LES DÉBUTS DU CONCORDAT

A PARIS

D'APRÈS UNE PUBLICATION RÉCENTE (1)

L'enquête sur l'histoire du premier Empire se poursuit avec un zèle toujours croissant : il semble qu'il y ait vraiment place pour chacun dans ce vaste domaine de l'activité napoléonienne. Le prestige exercé par la grande figure qui domine le XIXe siècle est tel que toute œuvre de mérite qui la met en lumière est assurée de rallier les suffrages des lecteurs, de bénéficier en quelque sorte de la popularité inséparable de la personne de l'Empereur. M. de Lanzac de Laborie, — qui nous donne aujourd'hui le tome IV de *Paris sous Napoléon*, — a entrepris l'étude minutieuse et complète de la société parisienne au début du siècle dernier. Il s'est attaché à faire connaître, en même temps que la vie sociale, la vie économique et morale de la capitale de l'Empire. L'Académie française a récompensé le labeur de l'historien, en décernant, dans sa séance publique du 21 novembre 1907, le premier prix Gobert à cet intéressant et substantiel ouvrage (2). Le tome IV a pour titre : la Religion. C'est dire qu'il renferme des questions plus graves encore et plus essentielles que celles

(1) *Paris sous Napoléon. — La religion*, par M. L. de Lanzac de Laborie, 1 vol. in-8°; Plon.

(2) Voici les titres des trois premiers volumes : *Paris sous Napoléon.* — I. *Consulat provisoire et Consulat à temps*, 1 vol. in-8°; II. *Administration. Grands travaux*, 1 vol. in-8°; III. *La Cour et la ville. La Vie et la mort*, 1 vol. in-8°.

qui sont contenues dans les tomes précédens; c'est dire aussi qu'il vient à son heure : M. de Lanzac de Laborie examine les rapports de l'Église et de l'État, de 1802 à 1814. Il traite ce sujet avec un souci d'impartialité qui lui fait grand honneur, ne dissimulant rien « des misères, des faiblesses ou des lacunes » qu'il a pu rencontrer dans l'Église, mais rendant pleine justice à l'esprit de charité, à l'intelligence et à la hauteur de vues de certains membres du nouveau clergé. Nous ne saurions mentionner ici toutes les questions que l'historien a exposées, et nous nous bornerons à retracer sommairement les principaux événemens qui marquèrent l'épiscopat du cardinal de Belloy, la nomination du cardinal Fesch et l'administration du cardinal Maury.

I

La désignation de l'archevêque de Paris, qui devait inaugurer le régime concordataire, était un acte fort important. Le Premier Consul choisit sur la liste que lui présenta Portalis, — alors préposé aux « affaires concernant les cultes, » — un des premiers prélats démissionnaires, l'ancien évêque de Marseille, sur le compte duquel la police avait recueilli les renseignemens suivans : « Pacifique. — Restera fidèle. — Grand âge. — Deux attaques d'apoplexie. » L'âge du vieillard semblait la meilleure garantie de sa docilité : Jean-Baptiste de Belloy, né le 17 octobre 1709, était entré dans sa quatre-vingt-treizième année lors de sa nomination au siège archiépiscopal de Paris, le 8 avril 1802. Il avait laissé à Marseille la réputation d'un prélat très charitable, n'avait point émigré sous la Révolution, et s'était contenté d'un abri chez une de ses nièces dans l'Oise. Son désintéressement, au moment de la signature du Concordat, lui créait des titres auprès de Portalis qui avait songé à le nommer archevêque d'Aix, en lui adjoignant un coadjuteur. Belloy dut vraisemblablement à Bernier sa désignation au siège de Paris. Il ne fut plus question de donner un coadjuteur au prélat qui prit possession de son archevêché le dimanche des Rameaux, 11 avril 1802. A peine installé, Belloy fut comblé d'honneurs et de présens. Le message consulaire (1), qui le nommait séna-

(1) 28 fructidor an X-15 septembre 1802.

teur, contenait ces éloges : « Le citoyen de Belloy a été pendant cinquante ans d'épiscopat le modèle de l'Église gallicane. Placé à la tête du premier diocèse de France, il y donne l'exemple de toutes les vertus apostoliques et civiques. » Quelques mois après, l'archevêque recevait le chapeau, au consistoire du 17 janvier 1803, où furent proclamés cinq cardinaux français. Le nouveau cardinal, pour témoigner sa gratitude, se montrait fort déférent envers le restaurateur des autels. Exagérant les traditions gallicanes, il recommandait à son clergé « le plus profond respect et la plus vive reconnaissance pour le gouvernement, » contribuait aux dépenses de la guerre par des subsides au Trésor public, et célébrait avec emphase dans ses mandemens les grands événemens politiques et les victoires napoléoniennes.

La conclusion du Concordat n'avait point fait cesser l'hostilité de certains fonctionnaires contre l'Église. Pour obéir aux ordres du préfet de police Dubois, ses agens s'ingéraient continuellement dans les affaires ecclésiastiques et accueillaient avec une naïveté ridicule les commérages qui pouvaient nuire au clergé (1).

Napoléon voyait dans le clergé séculier, — comme l'a si fortement établi l'auteur des *Origines de la France contemporaine*, — « une gendarmerie de surcroît, » une sorte de « police préventive, » qu'il était décidé à utiliser. Mais la raison d'être du clergé régulier ne lui paraissait pas aussi évidente : il ne comprenait pas la nécessité des ordres contemplatifs, et, parmi les congrégations, n'admettait que celles qui avaient une utilité pratique, comme les *Filles de la Charité* ou *Sœurs de Saint-Vincent de Paul* (2). M. de Lanzac de Laborie fait justement remarquer que Napoléon partageait « les préventions des philosophes et des économistes du XVIIIe siècle contre les vœux perpétuels » qui entravaient le développement de la race. Le *Journal Anecdotique* de Mme Campan prête cette boutade à l'Empereur : « Les couvens

(1) Le costume prescrit aux prêtres par les articles organiques n'était pas la soutane dont la réapparition aurait soulevé trop d'oppositions, mais « l'ancien habit court avec rabat, soutanelle, culotte et bas » qui était d'étiquette à Versailles avant la Révolution. Les évêques pouvaient y « joindre » la croix pastorale et les bas violets. Les prêtres concordataires endossèrent à regret ce costume qui était celui des anciens abbés de cour. A partir du mois de janvier 1804, le port de la soutane fut autorisé, et l'habit à la française ne fut plus « qu'un costume de voyage. »

(2) Cette communauté avait été rétablie en l'an IX, sur la proposition du ministre de l'Intérieur Chaptal.

de femmes attaquent la population dans sa racine. On ne peut pas calculer la perte, pour un État, de dix mille femmes cloîtrées : la guerre nuit très peu, parce que le nombre des mâles est d'un vingt-cinquième au moins en sus des femmes. On pourrait tout au plus permettre les vœux à cinquante ans; à cette époque, leur tâche est remplie. » Le souverain se considérait dans l'Église en pays conquis : les congrégations ne seraient pas plus indépendantes de son autorité que le clergé diocésain. Le 2 germinal an XIII, — 23 mars 1805, — un décret nommait Madame mère « protectrice des Sœurs hospitalières et des Sœurs de charité dans toute l'étendue de l'Empire. » L'Empereur, dominé par son goût de la centralisation, signa un décret, en date du 30 septembre 1807, qui prescrivait la tenue à Paris d'un chapitre général des établissemens des Sœurs de charité. Le chapitre devait se réunir dans le palais et sous la présidence de Madame. L'abbé de Boulogne, grand aumônier, y exercerait les fonctions de secrétaire. Le chapitre repoussa dans son rapport l'unification absolue, maintint la diversité des statuts des différentes communautés, mais ne s'opposa pas à une certaine fédération dans les diocèses.

Les congrégations enseignantes n'avaient pas attendu la publication du Concordat pour se reconstituer; elles étaient en assez grand nombre dans le quartier Saint-Jacques et dans le Marais. Des Jacobins attardés cherchèrent à les inquiéter; Portalis prit vivement la défense des pensionnats religieux en montrant à l'Empereur leur supériorité sur les pensionnats laïques. « Les documens, — dit notre historien, — ne relatent aucune fermeture de couvent ni aucun retrait d'autorisation. » En 1810, Napoléon confia à la congrégation de la Mère de Dieu les quatre maisons d'éducation de la Légion d'honneur. — M. de Lanzac de Laborie ne mentionne pas d'autre congrégation contemplative que celle des Carmélites qui habitaient l'ancien couvent des Carmes, rue de Vaugirard. Cette communauté, dont Mme de Soyecourt était la supérieure, ne fut point dissoute. Il est vrai que ces religieuses ne suivaient pas la règle du Carmel dans toute sa rigueur et qu'elles portaient le costume laïque, sauf pendant les jours de la retraite annuelle.

La société était peu soucieuse d'observer les prescriptions de l'Église. Le culte était considéré comme une institution nécessaire, mais les idées philosophiques du siècle précédent conti-

nuaient à régner sur les esprits. La noblesse et la bourgeoisie laissaient les pratiques religieuses aux « étages subalternes de la société. » Le monde officiel se montrait hostile : « savans, militaires, hommes politiques restaient en grand nombre attachés à l'irréligion méprisante et soupçonneuse qui avait inspiré l'Institut dès sa fondation, animé les armées républicaines,... caractérisé la politique du Directoire. » La deuxième classe de l'Institut, — qui correspondait à l'Académie française, — élisait en 1803 Parny, l'auteur du poème de *la Guerre des Dieux*, et protestait ainsi contre la promulgation du Concordat. Le parterre du Théâtre-Français soulignait par des applaudissemens les tirades où Marie-Joseph Chénier présentait Fénelon comme un ennemi du fanatisme. Les représentations de l'*Œdipe* de Voltaire, du *Charles IX* de Chénier, des *Templiers* de Raynouard, celles surtout de *Tartufe*, étaient l'occasion de fréquentes manifestations anti-religieuses.

Les disciples de Voltaire continuaient à diriger contre l'Église l'accusation d'intolérance. On s'indignait contre le rigorisme de certains ecclésiastiques comme l'abbé Delpuits. Cet ancien jésuite réunissait tous les quinze jours chez lui, rue Saint-Guillaume, des jeunes gens désireux de se perfectionner dans la vie chrétienne. La première réunion de la Congrégation se tint le 2 février 1801; elle comprenait six étudians en médecine ou en droit; à la fin de l'année 1804, les adhérens étaient près de deux cents. Aux étudians étaient venus se joindre des élèves de l'École polytechnique et quelques représentans de la vieille noblesse : Mathieu de Montmorency (1), Béthune-Sully, Breteuil, Séguier, Alexis de Noailles. Les premiers congréganistes ne s'occupaient point de politique, mais bien de questions religieuses et morales. L'abbé Émery tenait ces laïques en si grande estime qu'il les invitait à fréquenter les séminaristes de Saint-Sulpice aux heures de récréations et de promenades.

L'épiscopat du cardinal de Belloy fut marqué par la venue du pape Pie VII à Paris. C'était la première fois que la population parisienne assistait à un pareil spectacle; la curiosité et l'engouement général ne pouvaient donc pas faire défaut. Les per-

(1) Mathieu de Montmorency, — dont la conversion avait fait grand bruit, — était cité pour sa piété et son austérité. Quand il paraissait le dimanche dans le salon de sa belle-mère, la duchesse de Luynes, il semblait, au dire d'une contemporaine, un ange au milieu d'êtres frivoles.

sonnages officiels observèrent la consigne donnée par l'Empereur : le respect le plus absolu à l'égard du Souverain Pontife. Le faubourg Saint-Germain témoigna d'abord une certaine réserve. La fraction royaliste déplorait la cérémonie du sacre. « Des jeunes gens colportaient une gravure du couronnement agrémentée d'un fruit qui avait la prétention d'être une pistache (Pie se tache). » Cependant la plus grande partie de l'aristocratie blâmait ces épigrammes et accourait à Saint-Thomas d'Aquin le jour où Pie VII visitait cette église. Dans les paroisses populaires, à Saint-Nicolas-des-Champs, à Saint-Merry, à Sainte-Marguerite, il y eut de grandes démonstrations de piété. Le Souverain Pontife s'attendait à trouver une ville d'athées; aussi fut-il très surpris des dispositions si recueillies des Parisiens. Sa présence dans la capitale marque, — au dire de M. de Lanzac de Laborie, — « le début de cette dévotion au Pape qui devait aller en grandissant pendant tout le cours du XIXe siècle. » Les tribulations dont Pie VII souffrit plus tard causèrent une vive émotion et furent réprouvées par une notable partie de l'opinion.

II

Le cardinal de Belloy, atteint d'une congestion pulmonaire, succomba le 10 juin 1808, à l'âge de quatre-vingt-dix-huit ans. Le chapitre de Notre-Dame se réunit le jour même de la mort du prélat et confia l'administration provisoire du diocèse aux quatre vicaires généraux : Lejeas, d'Astros, Jalabert et Émery, et à un « vétéran du sacerdoce et du chapitre, » Syncholle d'Espinasse. L'Empereur ne signa la nomination du nouvel archevêque qu'à son retour d'Espagne, le 31 janvier 1809. Le *Moniteur* annonça le lendemain la nomination du cardinal Fesch. Archidiacre d'Ajaccio, vicaire épiscopal de l'évêque constitutionnel, Fesch avait jeté sa soutane aux orties pour s'enrichir dans les administrations, spéculant en Italie, acquérant des biens d'Église et brocantant des tableaux religieux. C'est ainsi qu'il devint propriétaire de terrains considérables en Corse, et possesseur à Paris d'un hôtel de fermiers généraux, sis à la Chaussée d'Antin (1). Son passé n'était guère connu ni de la société, ni du

(1) Voyez Frédéric Masson, *Napoléon et sa famille*, t. II, p. 205 et suiv.

clergé jusqu'en 1802. Trois mois après la signature du Concordat, l'archevêché de Lyon se trouvant vacant, le Premier Consul résolut de l'attribuer à son oncle maternel. Fesch fut sacré à Notre-Dame par le cardinal Caprara, le 15 août 1802. Il ne prit possession de son siège qu'en décembre, fut créé cardinal le même jour que Belloy, au consistoire du 17 janvier 1803, puis envoyé comme ambassadeur à Rome (1). Fesch était aussi grand aumônier de l'Empire; c'est dire qu'il résida peu dans sa métropole. Cependant le primat des Gaules restait attaché à ses diocésains. « Il déclara qu'il lui était impossible de descendre du siège de Lyon et qu'il lui fallait le cumuler avec celui de Paris comme avec la coadjutorerie de Ratisbonne. » Le nouvel archevêque de Paris ne reçut pas l'institution canonique, car les rapports entre la Cour de Rome et le gouvernement impérial étaient alors excessivement tendus. Les chanoines demeurèrent donc en possession de l'administration, et lorsque, le 16 juin 1810, Fesch consacra les prêtres de Saint-Sulpice, « il fut bien spécifié qu'il agissait à la demande des vicaires capitulaires, et non comme archevêque de Paris. »

Son Altesse continuait à habiter l'hôtel de la Chaussée d'Antin, et en donnait pour raison qu'elle voulait dans ce quartier « ranimer par de bons exemples le feu sacré de la religion. » — Fesch avait eu une attitude très correcte pendant son épiscopat, et à partir de 1806, il était cité comme un prélat édifiant. — L'Empereur mit fin à l'obstination du cardinal. « Quand j'ai besoin de l'archevêque de Paris, dit-il, je veux le trouver sous les tours de Notre-Dame. » Fesch emménagea dans l'île de la Cité et fit restaurer à grands frais le palais archiépiscopal. Ses goûts dépensiers, si différens de ceux de son prédécesseur, rappellent le faste des prélats de l'ancien régime. Plusieurs millions furent consacrés à l'agrandissement et à l'embellissement de l'Archevêché. Napoléon cédait aux sollicitations de son oncle, avec l'arrière-pensée qu'il établirait un jour dans ce même palais le chef de l'Église.

Les troupes françaises occupaient la Ville éternelle depuis 1808. Au décret du 17 mai 1809, « révoquant la donation de Pépin le Bref et prononçant la réunion à l'Empire des États pontificaux, » répondit la bulle d'excommunication du 10 juin :

(1) Chateaubriand devança le cardinal en qualité de secrétaire d'ambassade.

elle eut pour contre-coup l'enlèvement du Pape dans la matinée du 5 juillet. Le conflit politique fut vite transporté sur le terrain religieux. La bulle d'excommunication parvint à Paris malgré le zèle de la police. Eugène de Montmorency en apporta « le texte dissimulé dans une de ses bottes. »

Le mariage autrichien provoqua une scission dans le Sacré Collège. Treize cardinaux refusèrent d'assister à la cérémonie religieuse. L'Empereur considéra leur abstention comme un outrage fait à sa personne : il retira aux abstentionnistes leurs insignes cardinalices, supprima leurs pensions, fit saisir leurs biens, et exila les treize prélats « dans de petites sous-préfectures de l'est de la France. » L'abandon de la pourpre leur valut le surnom de cardinaux noirs.

L'abbé Émery, qui dirigeait avec une si grande dignité le séminaire de Saint-Sulpice, encourut aussi la disgrâce impériale. Napoléon résolut de rapprocher le séminaire de la cathédrale : le 30 avril 1810, le préfet de la Seine fit l'acquisition des bâtimens de Saint-Nicolas-du-Chardonnet, près de la place Maubert; mais par suite de réparations indispensables, on transféra d'abord le séminaire rue du Pot-de-Fer. Émery, contraint de donner sa démission, reçut, à titre de propriétaire des locaux de Saint-Sulpice, une indemnité de 120 000 francs. Il abandonna la charge de supérieur à l'abbé Duclaux et se retira à la maison d'Issy, le 18 juin 1810.

III

Une circulaire ministérielle du 3 août 1810 prescrivait aux évêques d'administrer leurs diocèses « en qualité de vicaires capitulaires. » Le cardinal Fesch refusa d'y obéir : il ne voulait d'ailleurs « faire à Paris aucun acte qui pût impliquer une démission de l'archevêché de Lyon. » L'Empereur désigna alors un autre archevêque de Paris. La nomination de Maury fut publiée le 14 octobre 1810, à la surprise générale. Le cardinal Jean-Siffrein Maury était un personnage connu d'ancienne date. Ses origines étaient fort modestes. Fils d'un cultivateur du Comtat-Venaissin, l'abbé Maury, ayant terminé ses études à Avignon, débarquait à Paris en 1766 à l'âge de vingt ans, avec l'intention de se vouer à la prédication. En 1772, il prononçait devant l'Académie française le panégyrique de saint Louis et

trois ans plus tard, devant l'assemblée du clergé, celui de saint Augustin. En 1781, il prêchait avec éclat le carême à Versailles, faisant devant le Roi le procès du gouvernement de Louis XV. Ses talens oratoires le désignèrent au choix de l'Académie : en 1785, il succédait au poète Le Franc de Pompignan. Maury opéra progressivement son évolution. Le clergé du bailliage de Péronne l'envoya siéger aux États généraux où son succès d'orateur fut très vif. Il était le seul membre de la droite qui pût se mesurer avec Mirabeau ; apte à traiter toutes les questions, il plaidait toujours la cause de l'ordre établi.

A l'expiration de son mandat, l'abbé Maury émigra à Rome. Pie VI le nomma archevêque *in partibus* de Nicée, le chargea de le représenter au couronnement de l'empereur François, — ce qui valut ensuite au nonce la barrette de cardinal, — et lui donna l'administration du diocèse de Montefiascone, situé dans les États de l'Église. Maury, qui avait défendu les intérêts de Louis XVIII au conclave de Venise, tenta de s'opposer à la signature du Concordat : il envoya au Pape Pie VII un mémoire « où étaient énergiquement résumés tous les motifs de n'avoir point confiance en Bonaparte. »

Le prélat avait trop d'ambition pour ne pas souhaiter de rentrer en France. Les hautes situations auxquelles il voyait parvenus ses anciens collègues de la Constituante, un Boisgelin, un Mounier, un Malouet, hantaient son imagination. Pie VII, désireux de servir les intérêts de l'évêque de Montefiascone, lui fit adresser, le 12 août 1804, une lettre de souhaits à l'Empereur, « lettre d'enthousiaste adulation, » qui fut confiée au cardinal de Belloy. Belloy félicita Maury de cette épître; elle fut publiée dans les journaux et considérée comme un « acte de solennelle et éclatante adhésion à l'Empire. » Le cardinal vit Napoléon pour la première fois à Gênes, le 1er juillet 1805, et se déclara aussitôt conquis. Lorsqu'il rentra à Paris le 26 mai 1806, le peuple se porta en foule à la rencontre du prélat qu'il reçut aux cris de : « *Vive l'abbé Maury !* » Le cardinal, qui avait pour devise *Beati possidentes*, ne négligeait rien pour flatter l'Empereur. « Un jour qu'à Saint-Cloud, par manière d'épreuve ou de taquinerie, Napoléon lui demandait devant témoins où il en était avec la maison de Bourbon, il répondait avec plus d'esprit que de délicatesse qu'il avait perdu la foi et l'espérance et qu'il ne lui restait plus que la charité. » Dans son discours de « rentrée à l'Aca-

démie (1), » prononcé au mois de mai 1807, il faisait un éloquent éloge du souverain, de ses victoires et de sa politique.

Maury reçut d'abord la charge de premier aumônier du prince Jérôme, puis fut admis au rang et au traitement de cardinal français en avril 1807. Il brigua la dignité de grand maître de l'Université, mais ne l'obtint pas, non plus que l'archevêché de Lyon qu'il convoitait lors de la nomination du cardinal Fesch au siège de Paris. Le faubourg Saint-Germain ne ménageait pas les épigrammes au prélat qu'il déclarait de commerce intolérable ; Mme de Boigne rapporte dans ses *Mémoires* ce mot d'une femme d'esprit. Le cardinal, ayant trouvé son portrait chez une ancienne amie, en marqua de l'étonnement en même temps que de la reconnaissance : « — Je vous sais bien bon gré, lui dit-il, d'avoir conservé cette vieille gravure. — J'y ai toujours été fort attachée, Monseigneur, et j'y tiens d'autant plus aujourd'hui qu'elle est avant la lettre »... « Sa figure, son ton, son langage, — continue Mme de Boigne — tout était à l'avenant et aurait choqué dans un caporal d'infanterie. Il faisait des contes d'un goût effroyable (2). »

Nous ne reproduirons pas ici les nombreuses accusations d'avarice et de gourmandise dont Maury fut l'objet de la part de ses contemporains. M. de Lanzac de Laborie rend justice au prélat en signalant, à côté de « ces travers graves et déplaisans, » les qualités intellectuelles et la « grande bonne volonté » du nouvel archevêque de Paris. Au jugement de Sainte-Beuve, Maury était « un esprit et surtout un talent supérieur dans une nature grossière (3). »

Le chapitre de Notre-Dame lui conféra, le 16 octobre 1810, les pouvoirs d'administration. Le 20, les chanoines lui adjoignirent comme vicaire général son frère, l'abbé Jean-Jacques Maury. Par un décret du 12 novembre, l'Empereur porta le traitement de l'archevêque à 150 000 francs.

Le cardinal avait écrit au Pape pour solliciter la confirmation de ses nouveaux pouvoirs ; Pie VII répondit « par un bref très sévère, » en date du 5 novembre. Le prisonnier de Savone

(1) Lors de la réorganisation de l'Institut en 1803, Maury n'avait pas été compris dans la deuxième classe. Il dut se représenter en 1807 et fut élu au fauteuil de Target.

(2) *Mémoires* de la comtesse de Boigne, t. I, p. 243.

(3) *Causeries du Lundi*, t. IV.

rappelait « les récens attentats du gouvernement impérial contre la souveraineté pontificale, » opposait à la « servilité » du prélat la louable conduite de Fesch, et rappelait à Maury ses liens avec l'église de Montefiascone, dont il n'était point dégagé. Maury nia toute sa vie que ce bref lui fût parvenu. Dastros, l'un des vicaires capitulaires, en avait reçu une copie vers le milieu de décembre; il en donna lecture à son cousin Portalis qui lui recommanda de n'en point parler « dans l'intérêt de la religion. » Portalis, « très ému, » se rendit chez Pasquier qui transmit la nouvelle à Savary. Le 30 ou le 31 décembre, Dastros reçut un nouveau bref (daté du 18 décembre), « à lui personnellement adressé. » Ce document, encore plus explicite que le premier, frappait de nullité les actes d'administration que Maury pourrait faire. Le ministre des Cultes, Bigot de Préameneu, en informa l'Empereur qui décida de se débarrasser d'un vicaire capitulaire aussi indépendant que l'abbé Dastros. Aux réceptions du 1er janvier, Napoléon fit une brusque sortie contre l'abbé, que Maury conduisit ensuite dans son carrosse chez le préfet de police. Pasquier le retint prisonnier; le 2 janvier, Dastros, « prévenu d'avoir transgressé les lois organiques du Concordat et entretenu des correspondances contraires à l'intérêt de l'État, » fut destitué de ses fonctions et enfermé à Vincennes, où il resta trois ans. Le chapitre de Notre-Dame révoqua le lendemain les pouvoirs de l'abbé Dastros, après que le ministre des Cultes en eut délibéré avec trois vicaires capitulaires (1).

Le 4 janvier, se produisit au Conseil d'État la fameuse scène que le chancelier Pasquier a racontée dans ses *Mémoires*. Portalis, invectivé par l'Empereur, s'entendit reprocher dans les termes les plus rudes d'avoir « favorisé une correspondance rebelle avec le Pape. » Malgré la courageuse intervention du préfet de police, il fut exclu du Conseil : « Sortez, monsieur, lui dit finalement l'Empereur, que je ne vous voie jamais devant mes yeux (2) ! »

Maury exerçait en fait les pouvoirs d'un archevêque de Paris : il ne portait cependant pas le titre d'archevêque titulaire. Ses mandemens débutaient ainsi : *Jean-Siffrein Maury... arche-*

(1) Dastros, ayant reconquis sa liberté et repris ses fonctions sous la première Restauration, fut exilé pendant les Cent-Jours. Louis XVIII le nomma archevêque de Bayonne, et Charles X le transféra au siège de Toulouse. Il fut créé cardinal en 1850, à la demande du prince-président.

(2) Pasquier, *Mémoires*, t. I, p. 442-444.

vêque-évêque de Montefiascone et de Corneto, nommé archevêque de Paris, administrateur capitulaire de cette métropole pendant la vacance du siège... etc. Pendant les trois années que dura son administration, le cardinal se montra sévère à l'égard de son clergé et recourut souvent au bras séculier pour ramener les prêtres dans le droit chemin. Les nominations de curés et de chanoines qu'il fit furent en général excellentes.

L'archevêque ne présida pas la cérémonie du baptême du roi de Rome : cet honneur fut réservé au grand aumônier qui officia ce jour-là à Notre-Dame. De même ce fut le cardinal Fesch qui ouvrit le Concile national de 1811.

Maury y prit la parole plusieurs fois, mais ses harangues n'eurent pas le succès qu'il en attendait. Le Concile ne siégea même pas un mois : il fut dissous par un décret impérial daté du 10 juillet; le 12, les évêques de Tournai, de Gand et de Troyes, soupçonnés d'organiser la résistance, se virent arrêtés à trois heures du matin et emmenés à Vincennes. Les prélats, officieusement prévenus de ne pas s'éloigner, furent individuellement mandés chez le ministre des Cultes où leur signature fut requise au bas d'une formule. La réouverture des séances du Concile fut alors autorisée, et, le 5 août, quatre-vingts suffrages contre treize adoptèrent « un *décret* qui, en cas de refus ou d'abstention du Pape, donnait après six mois au métropolitain ou au doyen des évêques de la province le droit de conférer l'institution canonique aux évêques nommés. » On envoya une députation à Savone. Pie VII, affaibli par sa captivité, privé de renseignemens et désireux d'apaiser le conflit, signa le 20 décembre un bref ratifiant les résolutions du Concile. Il ne tarda pas à s'en repentir, et revint sur sa décision en rétractant le Concordat de Fontainebleau (1). Mais Napoléon, qui se trouvait alors en Hollande, s'était empressé d'ordonner au ministre des Cultes de renvoyer les évêques dans leurs diocèses, même ceux qui n'avaient pas reçu leurs bulles.

Ce n'était plus là l'exécution du Concordat. L'Empereur, dans l'enivrement du pouvoir absolu, ne supportait plus aucun frein. Taine a montré l'emploi tout politique que Napoléon prétendait

(1) Voyez sur toutes ces questions le bel ouvrage du comte d'Haussonville, *l'Église Romaine et le Premier Empire* (5 vol. in-18; Lévy) dont les divers chapitres ont été publiés dans la *Revue* du 1er avril 1865 au 15 août 1869.

faire du clergé. « Les évêques sont fonctionnaires de l'Empire, — a-t-il écrit, — leurs paroles et leurs actes appartiennent à l'Empereur; en conséquence, il en use contre tous ses ennemis, contre tout rival, rebelle ou adversaire, contre les Bourbons, contre les conscrits réfractaires, contre les Anglais et les Russes, enfin contre le Pape. » Le clergé est une armée soumise à une forte discipline et à une rigoureuse hiérarchie. Avec un pareil maître, toute infraction est sévèrement punie, toute résistance immédiatement brisée. Le délinquant s'entend dire comme l'abbé d'Astros : « J'ai l'épée au côté, prenez garde à vous. » Rien n'arrête le souverain. Si le Pape s'oppose aux desseins politiques de l'Empereur en Italie, il est dépouillé de ses biens. Rome sera occupée militairement comme l'aurait été une autre capitale, réunie ensuite avec son territoire aux départemens de la France. Napoléon parlera le langage des rois Capétiens, reprendra les procédés barbares des Hohenstauffen, ressuscitera les vieilles querelles des Investitures. Et lorsque le Pape, usant de ses armes spirituelles, excommuniera son adversaire, il sera fait prisonnier, puis traîné jusqu'à Fontainebleau où Napoléon essayera d'extorquer au vicaire de Jésus-Christ un Concordat nouveau pour le lier davantage encore à l'Église gallicane.

Quelque répugnans que fussent ces procédés, les historiens constatent que la paix de l'Église de France ne fut pas troublée pendant la lutte avec le Saint-Siège. Si les mesures de rigueur vis-à-vis des ultramontains s'exercèrent en plus grand nombre, la religion et ses ministres ne reçurent jamais plus d'honneurs que sous l'épiscopat du cardinal Maury. L'Empire s'écroula; le Concordat eut à supporter d'autres assauts, mais il y survécut. L'ordre et la paix religieuse régnèrent dans notre pays pendant tout un siècle, jusqu'aux jours néfastes où le gouvernement de la République commit la faute de rompre le pacte de 1801 et laissa volontairement tomber de ses mains l'instrument précieux et nécessaire forgé par le Premier Consul.

RAYMOND DE VOGÜÉ.

LES DEUX AUTRES

I

Debout devant la cheminée, Waythorn attendait que sa femme descendît pour passer à la salle à manger. C'était leur première soirée sous son propre toit, et son frémissement intérieur, indice d'une agitation juvénile, l'étonnait lui-même. Il n'était assurément pas vieux, — à peine avait-il plus de trente-cinq ans, — mais il s'était cru arrivé à l'âge où les passions se calment. Cependant, il sentait comme un regain de jeunesse se mêler à la satisfaction tranquille que suscitaient en lui l'atmosphère de son salon fleuri et l'attente du dîner en tête à tête avec sa femme.

La maladie de Lily Haskett, fille d'un premier mariage de Mrs Waythorn, avait brusquement rappelé les nouveaux mariés au cours de leur voyage de noces. D'après le désir exprimé par Waythorn, l'enfant avait été installée chez lui le jour même où il épousait sa mère; et aussitôt, le médecin leur annonçait qu'elle était atteinte de la typhoïde, une typhoïde légère, assurait-on, sans aucun symptôme inquiétant. Lily, dans toute la force de la santé et de ses douze ans, triompherait aisément d'une maladie qui promettait d'être bénigne. La garde émit le même avis, et parla sur un ton si rassurant, que, le premier moment de frayeur passé, Alice Waythorn en avait pris son parti avec le plus grand sang-froid. Elle aimait tendrement Lily; son affection pour sa fille avait peut-être été son charme suprême aux yeux de Waythorn; mais son système nerveux parfaitement équilibré, et dont avait hérité l'enfant, défendait à cette femme

essentiellement raisonnable de perdre son temps en craintes vagues et chimériques. Aussi Waythorn s'attendait-il à la voir entrer dans le salon, un peu en retard sans doute pour avoir voulu jeter un dernier coup d'œil sur sa fille, mais aussi placide et parée que si ses lèvres se fussent posées sur un front d'enfant bien portant. Sa sérénité constante lui était un repos; elle compensait la nervosité de sa nature à lui, quelque peu impressionnable; et tandis qu'il se la représentait penchée sur le lit de Lily, il pensait au baume que devait être sa présence auprès d'un malade; sa démarche seule le ramènerait à la santé.

La vie de Waythorn avait été terne, plutôt par l'effet de son tempérament que par celui des circonstances, et il s'était laissé attirer vers Alice par sa gaieté imperturbable, qui entretenait la fraîcheur de sa jeunesse et de son entrain à un âge où les énergies féminines prennent le plus souvent un caractère différent, soit que les femmes perdent de leur activité, soit qu'elles deviennent plus agitées.

Il savait ce que l'on disait d'elle; car, malgré son excellente situation mondaine, la délation, quoique faible et timide, ne l'avait pas épargnée plus que d'autres. Lorsqu'elle avait fait son apparition dans le monde de New-York il y avait quelque neuf ou dix ans, patronnée par Gus Varick, son second mari, qui l'avait découverte on ne savait trop où, — à Pittsburg ou à Utica, — la société, tout en acceptant la jolie Mrs Haskett, s'était réservé le droit de désavouer au besoin sa propre sanction. Pourtant, les renseignemens qu'on obtint sur elle établirent nettement sa parenté avec une famille parfaitement bien posée et prouvèrent que son premier divorce était la conséquence inévitable d'un mariage imprudemment conclu à dix-sept ans, et comme on ne savait rien de M. Haskett, il était facile de le charger de tous les péchés d'Israël.

Le mariage d'Alice Haskett avec Gus Varick lui ouvrit les portes d'une société dont elle souhaitait ardemment faire partie, et pendant plusieurs années, les Varick furent le ménage en vogue de la capitale. Malheureusement, l'union fut courte, orageuse, et cette fois le mari eut ses partisans, quoique ses défenseurs convinssent eux-mêmes qu'il n'était pas fait pour le mariage.

Les tribunaux de New-York n'accordant le divorce qu'en cas d'adultère, un divorce y est, pour celui qui l'obtient, comme un brevet de vertu, et Mrs Varick, grâce au demi-veuvage de sa

seconde séparation, fut admise à confier ses dernières infortunes conjugales aux oreilles les plus prudes de la ville. Mais lorsqu'on apprit son remariage avec Waythorn, il se produisit un revirement momentané. Ses meilleurs amis eussent préféré la voir se confiner dans son rôle de femme offensée qui lui aurait été aussi séant que des voiles de crêpe à une veuve blonde et rose. Il est vrai qu'un temps suffisant s'était écoulé, et personne n'osa ou n'eut même l'idée d'insinuer que Waythorn avait supplanté son prédécesseur. Mais on hochait la tête en parlant de lui, et un de ses amis, — un envieux sans doute, — à qui il déclarait avoir pris cette décision en toute connaissance de cause et les yeux grands ouverts, lui répondit d'un ton doctoral : — Oui, les yeux ouverts, et les oreilles bouchées !

Waythorn pouvait sourire devant ces allusions malignes qu'il avait escomptées d'avance. Il savait que la société n'est pas encore faite aux conséquences du divorce, et que jusqu'au moment où l'usage les aura fait admettre, toute femme qui use de la liberté que lui accorde la loi doit justifier socialement de ses actes par sa propre manière d'être. A ce point de vue, Waythorn avait une confiance souriante dans l'habileté de sa femme. Son opinion fut pleinement confirmée, et avant même la célébration du mariage, le cercle d'Alice Varick s'était ouvertement rallié pour la défendre contre la malveillance générale. Elle montra en tout son calme habituel, surmontant les obstacles sans paraître même les voir, et Waythorn, étonné de ce sang-froid, songeait avec surprise à toutes ces mesquineries de la vie auxquelles il avait attaché tant d'importance. Il éprouvait maintenant le sentiment de s'être réfugié dans le port du salut, en unissant sa nature moins vivante à celle de sa femme plus riche et plus ardente, et il se laissait aller à une réelle satisfaction en pensant que tout à l'heure, sa tâche auprès de Lily accomplie, elle ne rougirait pas de témoigner franchement du plaisir que lui causeraient un bon dîner et sa première soirée dans l'hôtel de son mari.

Mais au moment où elle vint le retrouver, la charmante physionomie de Mrs Waythorn n'exprimait certes pas l'attente de ces joies nouvelles; et bien qu'elle eût mis la robe d'intérieur qui lui allait le mieux, elle avait négligé le sourire qui aurait dû l'accompagner. Waythorn ne l'avait jamais vue aussi préoccupée.

— Qu'y a-t-il? demanda-t-il. Lily serait-elle moins bien?

— Non; je sors de sa chambre et l'ai trouvée endormie. Puis, après une seconde d'hésitation : — Il m'arrive un ennui, ajouta Mrs Waythorn.

Il avait pris ses mains, et les tenant serrées dans les siennes, il sentit que ses doigts froissaient un papier.

— Cette lettre? demanda-t-il.

— Oui. Mr Haskett a écrit, ou du moins son avocat.

Waythorn, fort gêné, se sentit rougir. Il lâcha les mains de sa femme :

— A propos de quoi?

— A propos de Lily qu'il veut voir. Vous savez, le tribunal...

— Oui, oui, interrompit Waythorn nerveux.

On ne savait rien de Haskett à New-York. On le supposait vaguement resté dans cette obscurité dont sa femme avait été tirée, et Waythorn était une des rares personnes sachant qu'il avait abandonné ses affaires à Utica, pour s'installer à New-York et se rapprocher ainsi de sa fille. Pendant le temps de sa cour, Waythorn avait bien souvent rencontré à la porte la petite Lily rose et souriante, partant pour « aller voir papa. »

— Je suis désolée, murmura Mrs Waythorn.

Il se ressaisit :

— Que demande-t-il?

— Il veut la voir. Vous savez qu'elle va chez lui une fois par semaine.

— Eh bien! il ne suppose pas qu'elle puisse y aller en ce moment, je pense?

— Non; il a appris qu'elle est malade, et il compte venir ici.

— *Ici?...*

Mrs Waythorn rougit devant le regard de son mari. Ils détournèrent les yeux tous les deux.

— Je crains qu'il n'en ait le droit... Vous verrez...

Et elle lui tendit la lettre.

Waythorn fit un geste de refus. Il regardait vaguement dans le salon doucement éclairé qui, un moment auparavant, lui promettait une intimité si tendre.

— Je suis désolée, répéta Mrs Waythorn. Si Lily avait été transportable...

— Il ne peut en être question, répliqua-t-il avec impatience.

— J'en ai peur.

Ses lèvres se mirent à trembler, et Waythorn sentit qu'il avait été trop sec.

— Il faut qu'il vienne, bien entendu, dit-il. Quel jour?

— Je crains... demain...

— Très bien. Envoyez un mot demain matin.

Le maître d'hôtel annonça le dîner. Waythorn se retourna.

— Venez, vous devez être fatiguée. C'est fort désagréable, mais tâchez d'oublier cela, lui dit-il, en attirant la main de sa femme sous son bras.

— Vous êtes si bon, mon ami; oui, je tâcherai, murmura-t-elle.

Sa physionomie s'éclaira, et lorsqu'elle s'assit à table et regarda son mari par-dessus les fleurs, il vit sur ses lèvres un délicieux sourire.

— Comme tout est joli ici! soupira-t-elle, avec une voix qui trahissait un sentiment de bien-être.

Waythorn s'adressa au maître d'hôtel.

— Le champagne tout de suite, dit-il. Mrs Waythorn est fatiguée.

Un instant après, leurs yeux se rencontrèrent au-dessus des coupes mousseuses; et il comprit, à la limpidité du regard d'Alice, qu'elle avait obéi à son désir et avait déjà oublié.

II

Le lendemain matin, Waythorn sortit plus tôt que de coutume. Haskett ne viendrait probablement que dans l'après-midi, mais un sentiment d'appréhension lui fit quitter la maison, et il se proposa de rester dehors toute la journée, peut-être même de dîner à son club. Comme il fermait la porte, il pensa qu'avant qu'il la rouvrît, elle aurait donné accès à un autre homme qui avait autant de droits que lui à la franchir, et cette idée lui causa une véritable répugnance physique.

Il prit le chemin de fer aérien à l'heure des employés et se trouva comprimé au milieu de la cohue humaine. En passant à la Huitième Avenue, l'homme en face de lui descendit; un autre monta à sa place, et Waythorn, levant la tête, reconnut Gus Varick. Ils étaient si près l'un de l'autre que Waythorn ne

pouvait pas ne pas voir un léger signe de reconnaissance sur le visage de Varick dont le genre de vie, plus bohème à présent, avait bouffi les traits autrefois si réguliers. Et après tout... pourquoi ne se seraient-ils pas salués? Ils avaient toujours été en bons termes, et Varick était divorcé avant que Waythorn eût remarqué et courtisé sa femme. Tous deux échangèrent un mot banal sur le désagrément de ces trains perpétuellement bondés, et lorsqu'il se trouva une banquette vide à côté d'eux, l'horreur instinctive de la foule grossière poussa Waythorn à s'y asseoir avec Varick.

Ce dernier eut un soupir de soulagement.

— Sapristi! je me croyais vraiment passé à l'état de sardine! Et il s'appuya en arrière, en regardant Waythorn avec insouciance.

— Je regrette que Sellers soit de nouveau malade, dit-il.

— Sellers? Waythorn sursauta en entendant le nom de son associé sur les lèvres de Varick.

Celui-ci parut étonné.

— Vous ne le saviez pas pris par une crise de goutte? demanda-t-il.

— Non, j'étais absent, je ne suis revenu qu'hier soir. — Et Waythorn se sentit rougir en pressentant le sourire ironique de Varick.

— Ah! oui, c'est vrai; et Sellers a été pris il y a deux jours. Je crains qu'il ne soit fortement pincé. Et c'est très gênant pour moi en ce moment, car il m'assistait dans une affaire assez importante.

— Ah!

Waythorn se demanda depuis quand Varick s'occupait d'« affaires importantes. » Jusqu'à présent, il ne s'était guère mêlé que de spéculations trop insignifiantes pour nécessiter l'intervention de la maison Sellers-Waythorn.

Il se dit que Varick parlait peut-être au hasard, afin de diminuer la contrainte que lui causait un voisinage gênant. Cette contrainte pesait de plus en plus sur Waythorn et lorsque, à Cortlant Street, il aperçut un visage connu et se rendit compte du ridicule de sa situation à côté de Varick, il se leva en marmottant une excuse quelconque.

— J'espère que vous trouverez Sellers mieux, lui dit poliment Varick.

Waythorn répondit en balbutiant : — Si je puis vous aider en quoi que ce soit... et il se laissa entraîner sur le quai par la foule qui sortait.

En arrivant à son bureau, il apprit que Sellers, en effet malade d'une crise de goutte, ne pourrait probablement pas quitter la chambre avant plusieurs semaines.

— Je regrette bien ce contretemps, monsieur Waythorn, lui dit le clerc principal avec un sourire significatif. M. Sellers était désolé à l'idée de vous donner un tel surcroît de besogne en ce moment.

— Oh ! cela ne fait rien, se hâta de répondre Waythorn.

Il se réjouissait secrètement de ce travail supplémentaire, et était tout soulagé de penser que, sa journée finie, il lui faudrait, en rentrant, s'arrêter chez son associé.

Comme il se trouva en retard pour déjeuner, il entra dans le premier restaurant qu'il rencontra, au lieu d'aller à son club, et le restaurant étant bondé, le maître d'hôtel le poussa dans le fond de la salle où restait une dernière table inoccupée. A travers la fumée épaisse des cigares, Waythorn ne distingua pas tout d'abord ses voisins, mais peu à peu, regardant autour de lui, il reconnut Varick. Cette fois, heureusement, ils étaient trop loin l'un de l'autre pour pouvoir causer, et Varick, tourné d'un autre côté, ne l'avait probablement pas vu; mais cette proximité répétée paraissait ironique.

Varick passait pour un fin gourmet. Tandis que Waythorn ne faisait qu'une bouchée d'un repas sommaire, il regarda d'un œil d'envie cet homme qui dégustait lentement chacun des plats qui lui étaient présentés. Waythorn remarqua tout d'abord qu'il se servait délicatement un morceau de camembert crémeux et bien à point; maintenant, il versait son « café double » d'une cafetière en terre brune à deux étages. Il le versait lentement, penchant en avant sa face rubiconde, tandis qu'il tenait le couvercle de la cafetière d'une main blanche et chargée de bagues; puis, il allongea l'autre main vers le flacon de cognac posé un peu plus loin, remplit un verre à liqueur, le porta d'abord à ses lèvres, et en versa le reste dans sa tasse.

Waythorn l'observait avec une espèce de fascination. A quoi songeait bien Varick ? Ne pensait-il qu'à savourer son café et son cognac ? Sa rencontre de la matinée n'avait-elle pas laissé plus de traces dans sa mémoire que sur son visage ? Avait-il assez

complètement oublié sa femme pour que sa rencontre avec cet homme, auquel elle était mariée depuis une semaine à peine, ne fût pour lui qu'un simple incident de sa journée?

Tandis qu'il méditait ainsi, une autre idée traversa son cerveau. Varick avait-il jamais rencontré Haskett, comme lui, Waythorn, venait de rencontrer Varick? Cette pensée de Haskett le troubla; il se leva et quitta le restaurant en faisant un détour pour éviter la douce ironie du salut de Varick.

Il était sept heures lorsque Waythorn rentra chez lui. Il se figura que le valet de pied qui lui ouvrit la porte le regardait d'un air narquois.

— Comment va miss Lily? demanda-t-il vivement.

— Bien, monsieur... Un monsieur est venu...

— Dites à Barlow de retarder le dîner d'une demi-heure, interrompit brusquement Waythorn en se hâtant de monter.

Il entra dans sa chambre et s'habilla sans être allé voir sa femme. Et lorsqu'il descendit au salon, elle y était déjà, fraîche et radieuse. Lily avait passé une si bonne journée que le docteur ne reviendrait que le lendemain.

Pendant le dîner, Waythorn lui parla de la maladie de Sellers et des complications qu'elle entraînerait. Elle l'écouta avec une sympathie attentive, le conjurant de ne pas se laisser fatiguer par le travail supplémentaire, et lui posant quelques vagues questions de femme sur l'organisation de son bureau. Puis, elle lui énuméra les détails de la journée de Lily, parla du médecin et de la garde, et lui nomma les personnes qui étaient venues prendre des nouvelles. Jamais il ne l'avait vue plus calme et plus sereine. La joie qu'elle lui témoignait d'être avec lui, joie si complète et si enfantine qu'elle lui contait les détails les plus insignifians, l'émut étrangement.

Après le dîner, ils passèrent dans la bibliothèque, où le domestique apporta le café et les liqueurs, qu'il posa sur une table basse devant Alice. Elle paraissait tout particulièrement charmante et jeune dans sa robe rose pâle, qui se détachait sur le cuir de son grand fauteuil. Vingt-quatre heures plus tôt, le contraste eût charmé Waythorn...

Il se retourna et choisit un cigare avec un soin affecté.

— Haskett est-il venu? demanda-t-il en tournant le dos à sa femme.

— Oui, il est venu.

— Vous ne l'avez pas vu, naturellement?

Elle hésita un instant : — J'ai envoyé la garde lui parler. — Ce fut tout; il ne restait rien à lui demander. Il revint vers elle et alluma son cigare. Enfin, dans tous les cas, cette visite ne se renouvellerait pas avant huit jours. Il tâcherait de n'y pas penser. Elle leva les yeux vers lui toute souriante, et le teint un peu plus coloré que de coutume.

— Vous voulez votre café, mon ami?

Il s'appuya contre la cheminée, et l'observa pendant qu'elle tenait la cafetière. La lumière se jouait sur ses bracelets et donnait des reflets d'or à ses cheveux blonds. Qu'elle était souple et mince, et comme chacun de ses mouvemens se fondait dans le mouvement suivant! Tout en elle formait un harmonieux ensemble, et Waythorn, perdant déjà le souvenir de Haskett, n'éprouvait plus en la regardant que la joie de la possession. Oui, elles étaient à lui, ces mains blanches aux gestes gracieux, à lui l'auréole de ces cheveux, à lui ces yeux et ces lèvres...

Elle posa la cafetière, et prenant le flacon de cognac, elle remplit un verre à liqueur, qu'elle versa dans le café de son mari.

Waythorn poussa une exclamation.

— Qu'y a-t-il? demanda-t-elle interloquée.

— Rien... seulement, je ne prends pas mon cognac dans mon café.

— Oh! que je suis bête! s'écria-t-elle.

Leurs yeux se rencontrèrent, et elle rougit jusqu'à la racine des cheveux.

III

Dix jours plus tard, M. Sellers, toujours retenu à la chambre par la goutte, pria Waythorn de passer chez lui en allant à ses affaires.

Le chef de l'association, assis au coin de la cheminée avec son pied bandé, salua son visiteur d'un air embarrassé :

— Mon cher, je suis désolé d'être obligé de vous demander un service gênant.

Waythorn se tut, et l'autre reprit, après un silence pendant lequel il cherchait visiblement à préparer ses phrases.

— Le fait est que, lorsque je suis tombé malade, j'avais

entrepris une affaire assez compliquée pour... Gus Varick.

— Oui... et après? dit Waythorn, en voulant le mettre à l'aise.

— Eh bien! voici ce qui s'est passé. Varick est venu me trouver la veille du jour où j'ai été pris par cette crise de goutte. Il devait avoir eu quelque bon « tuyau, » car il avait précisément gagné environ cent mille dollars. Il vint me demander mon avis, et je lui conseillai de s'adresser à Vanderlyn.

— Ah! diable! s'écria Waythorn. — Il comprit en un clin d'œil ce qui s'était passé.

L'affaire était tentante, mais exigeait des négociations. Il écouta avec calme Sellers qui lui expliquait la situation, et lorsque ce dernier eut terminé, il demanda :

— Vous croyez que je devrais voir Varick?

— Je ne pense pas que je puisse le voir encore moi-même. Le docteur est inflexible sur ce point, et cette affaire ne peut attendre. Il m'en coûte de vous demander ce service, mais au bureau vous êtes le seul à connaître la chose à fond.

Waythorn resta un instant silencieux. Il lui importait fort peu que Varick fît de bons placemens, mais il fallait aussi penser à la réputation de la maison Sellers-Waythorn, et il trouvait difficile de refuser à son associé le service qu'il lui demandait.

— Très bien, répondit-il, je le verrai.

Dans l'après-midi de ce même jour, Varick, appelé par téléphone, courut au bureau. Waythorn, l'attendant dans son cabinet, se demandait ce qu'en pensaient les jeunes clercs. Au moment de son mariage, les journaux avaient appris au public tous les détails des précédentes mésaventures conjugales de Mrs Waythorn, et il se rendait compte des sourires qu'esquisseraient les visages des jeunes gens en introduisant Varick dans son cabinet.

Varick se comporta à merveille. Il paraissait à l'aise, sans pour cela manquer de dignité, et Waythorn avait conscience de faire lui-même moins bonne contenance. Varick n'ayant aucune habitude des affaires, l'entretien dura environ une heure, pendant laquelle Waythorn lui expliqua avec une précision scrupuleuse tous les détails de la transaction proposée.

— Je vous suis infiniment reconnaissant, lui dit Varick en se levant. Le fait est que je ne suis guère habitué à manier de grosses sommes d'argent, et je ne veux pas me laisser dindonner.

Il sourit, et Waythorn fut obligé de reconnaître la bonhomie de ce sourire.

— Il me paraît assez singulier et agréable de pouvoir payer comptant ce que je dois, continua Varick. J'aurais vendu mon âme il y a quelques années pour avoir cette chance-là.

Cette allusion fit tressaillir Waythorn.

Il avait bien entendu raconter qu'une des causes principales du divorce des Varick avait été un manque d'argent, mais cependant il ne lui semblait pas que Varick eût prononcé ces paroles avec intention. Il lui paraissait plus naturel d'admettre que le simple désir d'éviter la question délicate l'avait conduit à cette phrase ambiguë. Waythorn ne voulut pas se montrer en reste de politesse.

— Nous ferons de notre mieux pour vous aider, dit-il. Je vous crois engagé dans une excellente affaire.

— Oh! j'en suis convaincu. Et je vous remercie infiniment... Varick s'arrêta embarrassé. — Je pense que la chose est réglée maintenant, mais si...

— S'il arrive quoi que ce soit avant la rentrée de Sellers à son bureau, je vous reverrai moi-même, répondit tranquillement Waythorn.

Il n'était pas fâché, en fin de compte, de paraître le plus à l'aise des deux.

. . . . . .

La maladie de Lily suivait tranquillement son cours, et à mesure que le temps s'écoulait, Waythorn s'habituait à l'idée de la visite hebdomadaire de Haskett. La seconde fois, il était resté dehors très tard, et à son retour, il avait questionné sa femme sur cette visite. Elle répondit aussitôt que Haskett s'était borné à voir la garde en bas, ne permettant à personne de pénétrer dans la chambre de l'enfant avant la fin de la période d'ascension de la fièvre typhoïde.

La semaine suivante, Waythorn se souvint le matin du jour fixé pour la visite paternelle, mais il n'y pensait plus en rentrant dîner.

L'enfant parvint quelques jours plus tard à la période de déclin; la fièvre diminua sensiblement; la petite malade fut considérée comme hors de danger et en pleine voie de convalescence. Dans la joie de cette résurrection, Waythorn oublia totalement les visites de Haskett, et une après-midi en rentrant

chez lui il se rendit directement à la bibliothèque sans remarquer dans l'antichambre un parapluie et un chapeau défraîchi.

Il trouva dans la bibliothèque, assis au bord d'une chaise, un petit homme tout à fait quelconque, avec une barbiche grise et rare. L'étranger aurait pu être un accordeur de piano ou quelque employé subalterne préposé à l'entretien de la maison. Il regarda Waythorn à travers ses lunettes d'or et dit doucement :

— Monsieur Waythorn, je pense? Je suis le père de Lily.

Waythorn rougit. — Oh ! balbutia-t-il,— fort gêné. Il s'arrêta, ne voulant pas paraître mal élevé. Intérieurement, il cherchait à faire concorder le Haskett actuel avec l'image qu'il s'était figuré du premier mari de sa femme. Il se l'était représenté, d'après quelques mots d'Alice, comme un homme dur et violent.

— Je regrette de m'imposer ainsi, reprit Haskett avec une politesse de petit boutiquier.

— Inutile de vous excuser, répondit Waythorn se ressaisissant. Je suppose que la garde est prévenue.

— Je le pense; je puis attendre, dit Haskett. Il parlait sur un ton résigné, comme si la vie avait usé sa force de résistance.

Waythorn restait sur le seuil de la pièce, ôtant ses gants nerveusement.

— Je regrette qu'on vous ai fait attendre, répliqua-t-il. Je vais envoyer chercher la garde. — Et comme il ouvrait la porte, il ajouta avec un effort : — Je suis content que nous puissions vous donner de bonnes nouvelles de Lily.

Il glissa sur le mot « nous » que Haskett ne parut pas remarquer.

— Merci, monsieur Waythorn. Cela a été en effet pour moi une grande préoccupation.

— Enfin, ce cauchemar est passé maintenant, et Lily sera bientôt en état d'aller vous voir.

Waythorn salua et sortit.

En entrant dans sa chambre, il se jeta dans un fauteuil en soupirant lourdement. Cette sensibilité presque féminine qui lui était naturelle et le faisait souffrir profondément des circonstances de la vie, lui était odieuse. Il savait bien en se mariant que les précédens maris de sa femme étaient de ce monde ; il savait qu'avec les contacts si fréquens de l'existence moderne, il avait cent chances contre une de rencontrer l'un ou l'autre, et

cependant ce rapide tête-à-tête avec Haskett le bouleversait autant que si la loi n'avait pas aimablement aplani pour eux tous les embarras d'une rencontre.

Waythorn bondit tout d'un coup de son siège et se mit à arpenter sa chambre. Il n'avait certainement pas autant souffert de ses deux rencontres avec Varick. C'était sans doute la présence de Haskett dans sa propre maison qui rendait la situation intolérable. Il s'arrêta en entendant des pas dans le corridor.

— Par ici, monsieur, s'il vous plaît, disait la garde. Alors on conduisait Haskett là-haut! Tous les coins de sa maison lui étaient ouverts! Waythorn s'affaissa dans un autre fauteuil, regardant devant lui dans le vide. Sur sa table de toilette était une photographie d'Alice, faite au moment où il avait commencé à la connaître. Elle était alors Alice Varick, et comme il voyait en elle une créature fine et exquise! Elle portait au cou les perles de Varick, ces perles que, sur les instances de Waythorn, elle lui avait rendues avant son mariage. Haskett lui avait-il donné des bijoux? et dans ce cas, qu'étaient-ils devenus? se demandait Waythorn. Il ne connaissait rien de la situation passée et présente de cet homme, mais d'après son apparence et sa manière de parler, Waythorn pouvait reconstituer avec assez de précision les débuts du premier mariage d'Alice. Et il se rendit compte avec un tressaillement pénible qu'il y avait, à l'arrière-plan de son existence, une page de sa vie toute différente de celle où il l'avait rencontrée pour la première fois. Varick, quels qu'aient été ses torts, était un « Monsieur » dans le sens convenu et traditionnel du terme, dans le sens qui, chose curieuse! paraissait à ce moment même avoir une importance capitale aux yeux de Waythorn. Lui et Varick avaient les mêmes habitudes sociales, parlaient le même langage, comprenaient les mêmes allusions. Mais l'autre!... Malgré lui, Waythorn avait remarqué que l'*autre* portait au cou un nœud tout fait, monté sur élastique. Pourquoi ce détail grotesque symboliserait-il l'individu? Waythorn s'en voulait de cette remarque mesquine de sa part, mais ce détail de la cravate s'imposait à lui comme une clef qui lui ouvrait la porte sur le passé d'Alice. Il la voyait Mrs Haskett, assise dans le « front parlour » bourgeois, avec son meuble de peluche, son piano et une copie de « Ben-Hur » sur la table du milieu. Il se la figurait partant pour le théâtre avec Haskett, ou peut-être même à un « church sociable : » elle,

avec un grand chapeau à plumes, Haskett en redingote fripée, et au cou le nœud tout fait monté sur élastique. Au retour, il les voyait s'arrêtant devant les magasins brillamment éclairés, ou s'attardant aux photographies des actrices en vogue à New-York. Le dimanche après-midi, Haskett devait emmener sa femme se promener, en poussant devant lui la voiture laquée de l'enfant, et Waythorn se représentait les gens avec lesquels ils devaient flâner et causer. Il se figurait Alice, toujours jolie dans sa robe adroitement confectionnée d'après un journal de modes de New-York, mais irritée contre son existence, regardant les autres femmes avec mépris, et se sentant faite pour une situation sociale toute différente.

Ce qui le frappait surtout, c'était la manière dont elle s'y était prise pour dissimuler cette période de sa vie passée avec Haskett. Il lui semblait que toute sa personne, tous ses mouvemens, toutes ses allusions, toutes ses paroles, fussent la négation voulue de cette phase de sa vie. Si elle avait nié avoir été la femme de Haskett, elle n'eût guère été plus convaincue de mensonge que par la dissimulation systématique de cette partie de son existence.

Waythorn se leva, ne voulant pas s'arrêter à cette analyse cruelle. De quel droit se représentait-il Alice, sous ce jour fantastique et la jugeait-il ensuite d'après cette image?

Elle avait vaguement parlé de son premier mariage; elle s'était bornée à dire, et avec des réticences, que son union avait été malheureuse, que Haskett avait fauché ses jeunes illusions... Il était regrettable pour la tranquillité d'esprit de Waythorn que l'apparence inoffensive de Haskett fût venue éclairer d'un jour imprévu la nature de ces illusions. Un homme aime mieux s'imaginer que sa femme a été martyrisée par son premier mari, que de croire le contraire.

IV

— Monsieur Waythorn, je n'aime pas cette gouvernante française de Lily.

Haskett, humble et soumis, se tenait debout dans la bibliothèque, tournant et retournant entre ses mains son chapeau défraîchi.

Waythorn, surpris dans son fauteuil, un journal du soir

sur les genoux, jeta un regard interloqué sur son visiteur.

— Excusez-moi de vous avoir demandé, continua Haskett; c'est la dernière fois que je viens ici, et j'ai pensé que, si je pouvais vous dire deux mots, cela vaudrait mieux que d'écrire à l'avoué de Mrs Waythorn.

Waythorn se leva, mal à l'aise. Il n'aimait pas non plus la gouvernante française, mais là n'était pas la question.

— Je n'en suis pas aussi sûr, répondit-il sèchement; mais puisque vous me le demandez, j'exprimerai votre désir à ma femme.

Il hésitait à employer le pronom possessif en s'adressant à Haskett. Ce dernier soupira.

— Je ne sais si cela servira à grand'chose; elle n'a pas paru s'en soucier quand je lui ai parlé. — Waythorn rougit :

— Quand l'avez-vous vue ? demanda-t-il brusquement.

— Pas depuis le premier jour où je suis venu voir Lily, dès qu'elle est tombée malade. J'ai fait observer ce jour-là à Mrs Waythorn que la gouvernante me déplaisait.

Waythorn ne répondit pas. Il se rappela très clairement avoir demandé à sa femme, après la première visite de Haskett, si elle l'avait vu. Elle lui avait donc menti ce jour-là, mais elle avait, depuis, respecté ses volontés, et cet incident jetait une lumière nouvelle sur son caractère. Il était persuadé qu'elle n'aurait pas vu Haskett ce jour-là, si elle eût soupçonné la répugnance de son mari pour cette entrevue, mais ce manque de perspicacité de sa part fut aussi désagréable à Waythorn que la découverte du mensonge de sa femme.

— Je n'aime pas cette personne, répétait Haskett avec une douce insistance. Elle n'est pas franche, monsieur Waythorn, elle apprendra à l'enfant la dissimulation. J'ai déjà remarqué en Lily un changement fâcheux; elle cherche trop à être agréable à tout le monde, et elle ne dit plus toujours la vérité, elle qui était l'enfant la plus droite au monde, monsieur Waythorn... — Il s'arrêta, la voix un peu étranglée. — Non pas que je veuille l'empêcher de recevoir une éducation soignée, ajouta-t-il.

Waythorn fut touché. — Je regrette, monsieur Haskett, mais je ne vois franchement pas ce que je peux faire.

Haskett hésita. Puis il posa son chapeau sur la table, et s'avança devant la cheminée où se tenait Waythorn. Il n'y avait

rien d'agressif dans son attitude : c'était seulement un homme timide, résolu à prendre une décision solennelle dans une affaire d'importance.

— Vous pouvez faire une chose, monsieur Waythorn, dit-il. Vous pouvez rappeler à Mrs Waythorn que, par un décret du tribunal, j'ai voix au chapitre en ce qui concerne l'éducation de Lily.

Il s'arrêta, et reprit d'une voix suppliante :

— Je ne suis pas de ceux qui mettent toujours leurs droits en avant, monsieur Waythorn ; je le trouverais d'ailleurs déplacé de la part d'un homme qui n'a pas su les maintenir. Mais, en ce qui concerne l'enfant, c'est différent. Je n'ai jamais cédé sur ce point, et je ne céderai jamais.

. . . . . .

Cette scène avait fortement ébranlé Waythorn. Honteusement, et par des voies indirectes, il avait appris sur le passé de Haskett beaucoup de détails qu'il ignorait jusqu'alors ; et tout ce qu'il découvrait sur lui, lui était favorable. Ce petit homme, pour être près de sa fille, avait vendu sa part dans une affaire des plus prospères à Utica et accepté un modeste emploi de commis dans une fabrique de New-York. Il habitait en meublé une rue pauvre de la ville et ne voyait presque personne. Sa passion pour Lily était l'unique objet de sa vie. Waythorn eut l'impression que ses investigations sur Haskett ressemblaient fort à une inquisition ténébreuse faite à la faveur d'une lanterne sourde dans le passé de sa femme. Mais il voyait maintenant qu'il y restait des profondeurs que sa lanterne n'avait pas explorées. Il ne s'était jamais enquis des circonstances exactes du premier divorce d'Alice. En apparence, tout avait été correct et honorable. C'était elle qui avait obtenu le divorce et la garde de l'enfant. Mais Waythorn savait fort bien toutes les restrictions que peut dissimuler un verdict de ce genre ; et le simple fait que Haskett conservait un droit sur sa fille impliquait un compromis non avoué. Waythorn était un idéaliste. Il se refusait toujours à croire aux éventualités désagréables jusqu'au moment où il se trouvait en face d'elles, et il en déduisait alors une série de conséquences fantastiques. Les journées qui suivirent sa découverte furent hantées par d'effrayans fantômes, et il résolut, pour les chasser, d'évoquer tous ces spectres en présence de sa femme. Lorsqu'il lui fit part de la requête de

Haskett, une flamme de colère éclaira le visage habituellement placide de Mrs Waythorn, mais elle se ressaisit aussitôt, et s'exprima seulement avec un léger frémissement de mère outragée.

— Il n'agit vraiment pas en homme du monde, dit-elle.

Le mot irrita Waythorn.

— Cela n'a rien à y voir. C'est une question de droit.

Elle murmura :

— Ce n'est pas comme s'il pouvait jamais être d'aucune utilité à Lily.

Cette réponse froissa Waythorn plus profondément.

— La question est celle-ci : quelle autorité a-t-il sur elle? répéta-t-il.

Elle baissa les yeux, en se tortillant un peu sur sa chaise.

— Je veux bien le voir; je croyais que vous vous y opposiez, balbutia-t-elle.

En un clin d'œil, il comprit qu'elle connaissait l'étendue des droits de Haskett; peut-être n'était-ce pas la première fois qu'elle y résistait.

— Que je m'y oppose ou non, cela n'importe en rien, répondit-il froidement. Si Haskett a voix au chapitre, il faut le consulter.

Elle éclata en sanglots, et il vit qu'elle s'attendait à être considérée par lui comme une victime.

. . . . . .

Haskett n'abusa pas de ses droits. Dans son for intérieur Waythorn avait prévu qu'il ne le ferait pas. Mais la gouvernante, fut renvoyée, et, de temps en temps, le petit homme demandait à voir Alice. Après la première explosion d'indignation, elle accepta la situation avec la facilité d'assimilation qui lui était habituelle. Waythorn avait une fois pris Haskett pour un accordeur de piano, et au bout d'un ou de deux mois, Mrs Waythorn parut, elle aussi, le considérer comme faisant partie du personnel de la maison. Waythorn ne pouvait s'empêcher de respecter cette ténacité paternelle. Au début, il avait cherché à se persuader que Haskett « mijotait un coup, » qu'il poursuivait un but déterminé en voulant s'assurer l'entrée de la maison. Mais au fond de son cœur, Waythorn était bien convaincu de la sincérité de sentimens de Haskett, et il devinait même, en ce dernier, un mépris serein des avantages que ses relations avec les Waythorn

pourraient lui offrir. Sa droiture d'intention rendait cet homme invulnérable, et son successeur dut l'accepter comme une charge attachée à la propriété.

. . . . . .

Sellers s'embarqua pour l'Europe pour se remettre de sa goutte, et l'affaire de Varick resta aux mains de Waythorn. Les négociations furent longues et compliquées, elles nécessitèrent des entretiens fréquens entre les deux hommes : l'intérêt de l'association empêcha Waythorn de conseiller à son client de transférer l'affaire dans une autre maison. Varick fit bonne contenance jusqu'au bout. Pendant les momens de relâche, son naturel sans délicatesse reparaissait, et Waythorn redoutait ses éclats de gaieté; mais dans les discussions d'affaires, Varick montrait de l'intelligence, de la précision, et faisait preuve d'une déférence flatteuse pour le jugement de Waythorn. Leurs relations étant établies sur un tel pied d'affabilité, il aurait été absurde de la part des deux hommes de s'ignorer dans le monde. La première fois qu'ils se rencontrèrent dans un salon, Varick renoua avec Waythorn avec tant d'aisance, que le coup d'œil reconnaissant de la maîtresse de maison obligea celui-ci d'y répondre avec la même bonne grâce. A partir de ce moment, ils se croisèrent fréquemment, et un soir, pendant un bal, Waythorn, errant dans un des salons les plus éloignés, trouva Varick assis à côté d'Alice. Elle rougit un peu et balbutia quelques mots, mais Varick salua Waythorn sans se lever, et ce dernier continua sa promenade.

Au retour, dans la voiture, sa nervosité éclata.

— Je ne savais pas que vous parliez à Varick, dit-il.

Elle répondit, légèrement émue :

— C'est la première fois. Le hasard a voulu qu'il fût à côté de moi, je ne savais que faire. C'est si gênant de se trouver partout ensemble, et il m'a dit que vous aviez été très aimable pour lui dans une question d'affaires.

— Ceci est différent, dit Waythorn.

Elle se tut un instant.

— Je ferai ce qui vous plaira, répondit-elle avec soumission. Je croyais seulement moins gênant de lui parler quand nous nous rencontrons.

Cette docilité commençait à exaspérer Waythorn. N'avait-elle donc aucune volonté ? Ne s'était-elle pas tracé une ligne de

conduite envers ces deux hommes? Elle avait accepté Haskett, accepterait-elle aussi Varick? C'était « moins gênant, » disait-elle, et son instinct la poussait à éviter ou à tourner les difficultés. D'un trait de lumière, Waythorn comprit comment cet instinct s'était développé en elle. Cette élasticité à tout accepter n'était que le résultat de trop de tensions diverses. Alice Haskett, Alice Varick, Alice Waythorn, elle avait été tour à tour ces trois personnes, et elle avait perdu sous chacun de ces noms un peu de son caractère, un peu de sa personnalité, un peu de ce « moi » intime, où se cache le dieu inconnu.

— Oui, vous avez raison, il vaut mieux parler à Varick, répondit Waythorn d'un ton las.

V

L'hiver s'avançait, et dans le monde on profitait de la cordialité de Waythorn à l'égard de Varick. Les maîtresses de maison, harassées de leurs efforts pour éviter des froissemens perpétuels, leur étaient reconnaissantes d'aplanir ainsi une difficulté sociale, et l'on tint Mrs Waythorn pour un modèle de tact et de bon goût. Quelques esprits caustiques ne purent résister à la plaisanterie de jeter Varick dans les bras de son ancienne femme; d'autres déclarèrent qu'il trouvait du sel à ces nouvelles relations. Mais la conduite de Mrs Waythorn demeurait irréprochable; elle n'évitait ni ne recherchait Varick, et Waythorn lui-même fut obligé de reconnaître qu'elle avait découvert la solution du problème social le plus récent.

Il n'avait d'ailleurs guère songé à ce problème en l'épousant et s'imaginait naïvement qu'une femme peut, comme un homme, rompre avec son passé. Mais il constatait à présent qu'Alice était liée au sien par des nœuds qui ne se pouvaient défaire et par les marques ineffaçables que lui avaient imprimées ses deux maris. Avec une ironie amère, Waythorn se compara à un membre de syndicat. Il avait plusieurs parts sur la personnalité de sa femme, et ses prédécesseurs étaient ses associés dans l'affaire. Si la passion avait été un des facteurs de cette transaction, il ne se serait pas senti aussi amoindri; mais le fait qu'Alice changeait de mari comme on change de domestique donnait à sa situation un cachet de médiocrité humiliante. Il aurait pu lui pardonner des fautes, des folies; il aurait admis qu'elle résistât à Haskett,

qu'elle cédât à Varick, mais il ne comprenait pas sa passivité et son tact constans. Elle lui rappelait le jongleur qui jongle avec des lames : seulement, cette fois, les lames étaient émoussées, et elle savait qu'elles ne la blesseraient jamais.

Puis, peu à peu, l'habitude revêtit sa sensibilité d'une enveloppe protectrice : s'il achetait la paix de son ménage par la perte de ses illusions, il attachait chaque jour plus de prix à cette paix et sacrifiait ses illusions avec moins de regrets. Il avait petit à petit accepté sa situation et ne s'indignait plus de ses rapports forcés avec Haskett et Varick, se contentant, comme d'une faible vengeance, de tourner la chose en ridicule. Il en arrivait même à se demander s'il ne valait pas mieux posséder le tiers d'une femme qui a appris par expérience à rendre son mari heureux, qu'une femme entière, forcément moins experte en cet art.

Car il le considérait bien comme un art, fait, ainsi que tous les autres, de concessions, d'éliminations, d'embellissemens, de lumières et d'ombres habilement ménagées. Sa femme était passée maîtresse en cet art, et il savait parfaitement à quelle école elle devait son talent.

Il cherchait même à remonter à la source de ses expériences, et à distinguer les diverses influences qui s'étaient combinées pour créer la joie de son foyer. Il comprenait que la nature commune de Haskett faisait apprécier à Alice la bonne éducation, tandis que le cynisme et les théories libérales de Varick sur le mariage lui avaient appris à aimer les vertus conjugales, de sorte que Waythorn se sentait redevable à ses prédécesseurs des différens avantages qui rendaient sa vie facile, sinon romanesque.

A partir de ce moment, il accepta tout, complètement et sans la moindre révolte. Il cessa de se satiriser lui-même, le temps calmant l'ironie de la situation, et la plaisanterie perdant son sel en même temps que son acuité. La vue du chapeau de Haskett dans l'antichambre ne le troublait même plus, et le chapeau s'y voyait fréquemment à présent, car il avait été jugé préférable que le père de Lily vînt rendre visite à sa fille au lieu de recevoir l'enfant dans sa maison meublée. Waythorn, consulté à ce sujet, avait accepté l'arrangement et fut même surpris de n'en être pas affecté. Haskett restait toujours d'une discrétion parfaite, et les quelques personnes qui le rencontraient dans

l'escalier ignoraient même qui il était. Waythorn ne savait pas si Alice le voyait souvent, mais lui-même se trouvait rarement devant lui.

Pourtant, une après-midi, il apprit, en rentrant, que le père de Lily l'attendait et il trouva dans la bibliothèque Haskett, comme toujours assis au bord d'une chaise. Waythorn lui était d'ailleure reconnaissant de son attitude réservée.

— J'espère que vous m'excuserez, monsieur Waythorn, dit Haskett en se levant. Je voulais voir Mrs Waythorn à propos de Lily, et votre domestique m'a prié de l'attendre ici.

— C'est tout naturel, répondit Waythorn se rappelant que la rupture d'un tuyau, le matin même, avait livré le salon aux ouvriers.

Il ouvrit son étui à cigares, et le tendit à Haskett ; ce dernier y prit un cigare, et ce simple fait parut resserrer davantage les relations de ces deux hommes.

La fin de cette journée de printemps ayant ramené un peu de fraîcheur, Waythorn invita Haskett à se rapprocher du feu. Il cherchait une excuse pour se retirer, et le laisser seul ; mais il était fatigué, il avait froid, et, après tout, le petit personnage insignifiant ne le gênait plus.

Tout en fumant, les deux hommes s'étaient laissé aller à une intimité presque inconsciente, quand la porte s'ouvrit brusquement, et Varick entra.

Waythorn se leva. C'était la première fois que Varick pénétrait dans sa maison, et l'étonnement de le voir, joint à l'inopportunité singulière de sa venue, fit renaître la sensibilité émoussée de Waythorn. Il regarda fixement son interlocuteur sans rien dire.

Varick paraissait trop préoccupé pour remarquer l'embarras du maître de maison.

— Mon cher ami, s'écria-t-il d'un ton plein d'expansion, je vous fais toutes mes excuses de fondre sur vous de cette manière ; mais il était trop tard pour vous joindre à votre bureau et j'ai pensé...

Il aperçut Haskett et s'arrêta en rougissant jusqu'à la racine de ses rares cheveux blonds. En un clin d'œil, il eut repris ses esprits, et salua légèrement. Haskett rendit le salut silencieusement, et Waythorn cherchait encore à retrouver l'usage de la parole lorsqu'un valet de pied entra, portant la table à thé.

Cette diversion fut d'un heureux effet sur les nerfs de Waythorn.

— Pourquoi diable apportez-vous cela ici? demanda-t-il sèchement.

— Je prie Monsieur de m'excuser, mais les plombiers travaillent encore dans le salon, et Mrs Waythorn a donné l'ordre de préparer le thé ici.

Le ton respectueux du domestique rappela Waythorn à la raison.

— Ah! très bien, dit-il avec résignation, — et le valet de pied se mit en devoir de déplier la table et d'y poser les accessoires indispensables du thé. Pendant le temps de ces préparatifs, les trois hommes restèrent debout, suivant machinalement des yeux les mouvemens du domestique. Waythorn, pour rompre le silence, demanda enfin à Varick :

— Puis-je vous offrir un cigare?

Waythorn chercha une allumette, mais n'en voyant pas, il alluma avec son propre cigare celui du nouveau venu. Haskett, un peu en arrière, restait tranquillement à sa place, regardant de temps en temps le feu de son cigare, et s'approchant quelquefois de la cheminée pour y secouer ses cendres.

Enfin le valet de pied se retira et Varick commença, sans attendre davantage :

— Si je pouvais vous dire deux mots de cette affaire...

— Parfaitement, bégaya Waythorn... dans la salle à manger...

Mais au moment où il mettait la main sur le bouton de la porte, elle s'ouvrit, livrant passage à Mrs Waythorn.

Alice s'avançait fraîche et souriante dans sa robe et son chapeau de ville, tandis que de son boa rejeté en arrière s'échappait un parfum subtil.

— Prendrons-nous le thé ici? demanda-t-elle ; puis elle aperçut Varick, et accentua son sourire, comme pour voiler par là son tressaillement de surprise.

— Tiens! comment allez-vous? dit-elle d'un ton dégagé.

Pendant qu'elle tendait la main à Varick, elle vit Haskett derrière lui. Son sourire se glaça un instant, pour reparaître bien vite, accompagné d'un regard oblique lancé à Waythorn.

— Comment allez-vous, monsieur Haskett? dit-elle, en lui donnant une poignée de main sensiblement moins cordiale.

Les trois hommes, fort gênés, restèrent debout devant elle. Varick, toujours le plus maître de lui, finit par se lancer dans une phrase explicative.

— Nous... j'avais à voir Waythorn un instant au sujet d'une affaire, balbutia-t-il en rougissant.

Haskett s'avança, avec son air habituel de doux entêtement :

— Je suis désolé de vous importuner, mais vous m'aviez fixé vous-même le rendez-vous à cinq heures, — et il indiquait avec résignation la pendule de la cheminée.

Alice dissipa la gêne générale avec son geste charmant d'aimable maîtresse de maison.

— Je suis navrée, dit-elle, je suis toujours en retard, mais il faisait si beau dehors !

Elle ôta ses gants, gracieuse et cherchant à se faire pardonner, répandant autour d'elle une atmosphère d'aise et de bien-être qui fit disparaître le ridicule de la situation.

— Mais avant de parler affaires, ajouta-t-elle gaiement, je suis sûre que vous avez tous besoin d'une tasse de thé.

Elle se laissa choir dans sa chaise basse près de la table à thé, et les deux visiteurs, attirés par son sourire, s'avancèrent pour prendre de ses mains les tasses qu'elle leur offrait.

Elle regarda Waythorn, qui s'approcha aussi, et prit la troisième tasse en riant.

EDITH WHARTON.

REVUE MUSICALE

Théatre de l'Opéra-Comique : *La Habanera*, drame lyrique en trois actes, paroles et musique de M. Raoul Laparra. — Théatre de l'Odéon : *Ramuntcho*, pièce en cinq actes, de Pierre Loti, musique de M. Gabriel Pierné. — Concerts Colonne : *Oméa*, de M. Arthur Coquard. — Concerts Chevillard : *Prométhée triomphant*, poème de M. Paul Reboux, musique de M. Reynaldo Hahn. — Mme Mysz-Gmeiner.

Dans une villa romaine est le titre de deux mélodies, ou *lieder*, de M. Raoul Laparra. L'une est dans le style d'un menuet ancien. L'autre, plus moderne, d'un charme subtil et pénétrant, chante, un peu comme en rêve, et sur des accords eux-mêmes chantans,

Quelque endroit où toujours
Soient les nuits très sereines
Et lumineux les jours,
. . . . . .
Un jardin, de l'espace
Calme, la douce odeur des pins sur la terrasse...

Sur la page de couverture, une main fraternelle a crayonné l'angle d'une pelouse, une allée bleuissant au clair de lune et, contre une charmille de buis, un hermès de marbre. Dessin, poésie et musique, c'est un coin des beaux lieux, — il n'en est pas de plus beaux au monde, — dont les deux frères, l'un peintre et l'autre musicien, furent les hôtes tour à tour. C'est la villa Médicis, « la Villa, » comme on dit là-bas entre Français de Rome ou Romains de France. C'est là qu'il y a trois ou quatre ans j'ai connu, et tout de suite reconnu pour un musicien dramatique, le jeune musicien de *la Habanera*.

Je le rencontrai d'abord chez un de ses camarades. On dînait gaiement dans l'atelier aux murs blancs de chaux, tendus çà et là de ces tapis de laine rugueuse que tissent les paysans de la Sabine. Des bougies, des lanternes de papier éclairaient le repas. On parla de tout, même de musique, et d'un opéra d'*Amphitryon*, d'après Molière. L'auteur avait commencé de l'écrire, l'été, dans une des îles de l'Archipel. Était-ce Naxos, ou Délos, je ne sais. Mais j'entends encore de poétiques récits : le premier abord de ces rives fameuses et l'accueil d'un vieillard saluant le jeune étranger par ces mots homériques : « Que font les rois et y a-t-il encore des guerres ? » Puis c'était le travail parmi les ruines éclatantes, et l'écritoire, le papier à musique posé sur le tambour écroulé d'une colonne de marbre. Je me souviens aussi d'une partie de chasse, en mer, et d'une mouette blessée à mort et sanglante, que ses compagnes escortaient de leur vol, pour la pousser, la sauver peut-être, avec le vent de leurs ailes.

De l'Italie autant que de la Grèce, je trouvais, dans les propos de l'artiste, et l'intelligence et l'amour. Il était de ceux, très rares, qui savent non seulement regarder, mais écouter Rome : car elle a, comme son visage, sa voix. Ainsi j'espérais beaucoup du jeune musicien et, sans rien connaître encore de son œuvre, il me plaisait d'imaginer ce que pourrait donner une sensibilité aussi vive, lorsque, au lieu de se traduire en paroles, elle s'exprimerait par les sons.

Je ne tardai guère à l'apprendre. Le jeune homme bientôt me pria de venir écouter un drame lyrique dont il avait écrit, sur un sujet espagnol, le poème et la partition. C'était au fond des jardins de l'Académie, en un pavillon retiré qu'on nomme San Gaetano. Nous avons passé là bien des heures, lisant et relisant ensemble cette *Habanera* qui tout de suite m'avait frappé. Heures brillantes du jour, surtout de certaines après-midi de dimanche, où les rumeurs d'une foule italienne, allant et venant sous la fenêtre, se mêlaient à la vie populaire de l'Espagne évoquée par les sons ; heures étrangement silencieuses des minuits romains, où le sombre éclat de cette musique paraissait plus sombre encore. L'œuvre peu à peu me devenait familière. J'en goûtais chaque fois davantage la force et le relief, la couleur et la vie. Aussi, réalisée au théâtre, ne m'a-t-elle point surpris. Elle m'a déçu moins encore, et je n'ai fait que sentir mieux, éprouvées par le temps et plus sûres, les raisons que j'ai de l'aimer.

Rien n'est moins que ce drame, sommaire et vigoureux, une pièce bien agencée et selon les règles. L'action et la passion concentrée y tiennent lieu de métier. Même il y règne un ton général, un parti

pris de tristesse, d'horreur, — sans parler de la violence, — qui ne saurait plaire aux amateurs d'un art seulement agréable, du théâtre où tout s'arrange et des histoires qui finissent bien.

Celle-ci commence très mal, et tout de suite. A Burgos, ou aux environs, dans un vieux palais en masure changé, vivent des paysans : le père, aveugle, et ses deux fils, Ramon et Pedro. Pedro, le plus jeune, aime Pilar, qui l'aime. Ils se marient ce soir. Mais, pour la fiancée de son frère, Ramon est possédé lui aussi d'un secret et furieux amour. Tandis que, pour fêter les épousailles, on chante, on danse au dehors, il reste à se dévorer le cœur, fixant un œil farouche sur le couteau dont il a résolu de se tuer. Bientôt survient Pilar, joyeuse, avec son *novio*. Leurs propos, leurs baisers, ont vite achevé d'exaspérer Ramon et changé son dessein. Demeuré seul avec Pedro, il s'emporte, s'affole, et c'est entre les épaules de son frère qu'il plante le couteau. Déjà, toujours au dehors, s'entendent les premières mesures d'une *habanera*. Elles accompagnent l'agonie et la malédiction du mourant. « Si dans un an, » râle-t-il, « tu n'as pas avoué ton crime, alors, aux sons de cette même *habanera*, tu me verras revenir et je prendrai Pilar avec moi dans ma tombe. » Il expire, et Ramon se cache. Soudain rentre la jeune fille, étonnée que Pedro ne l'ait point suivie. A ses cris, on accourt, on appelle Ramon et, devant le cadavre, l'aveugle arrache au meurtrier, que nul ne soupçonne, le serment de venger le mort. Voilà le premier acte. C'est le plus gai.

Le second est le plus original, et saisissant. Un an moins un jour a passé depuis le crime. Le soir, dans le patio que bleuit la lune d'automne, on se souvient, on pleure. Auprès d'un brasero, l'aveugle est assis entre Pilar et Ramon, fiancés à présent, et qui, demain, porteront les fleurs d'anniversaire à la tombe de Pedro. Un peu plus loin, des voisins, des amis, forment des groupes sombres et parlent tout bas du mort. Le moindre bruit, un souffle, trouble Ramon et l'épouvante. Voici que des plaintes, puis des coups à la porte redoublent sa terreur. On ouvre, malgré lui. Ce sont trois vieux mendians, aveugles aussi et joueurs de guitare. On les accueille, on leur donne à manger et, quand ils ont vidé leurs écuelles, pour prix de l'aumône, peut-être aussi pour rompre le funèbre sortilège de la nuit, filles et garçons demandent à grands cris une danse. « Une *jota!* Une aragonaise ! » — « Non, répond l'un des pauvres, une *habanera*. » A peine l'attaquent-ils, que le fantôme de Pedro paraît. Doucement entraîné par Pilar, qui veut le calmer, le guérir, Ramon a beau se débattre, il danse, il danse éperdument sous le regard du spectre à lui seul visible, sous

son mauvais rire, sous sa menace atroce et son ordre renouvelé de tout dire avant le soir de demain.

Troisième acte : ce soir-là, dans le cimetière et sur la tombe où Pilar a voulu venir demander au mort indulgence et bénédiction pour son nouvel amour. Mais tandis que la douceur des lieux la pénètre, Ramon, lui, n'en ressent que l'effroi. Les prières, les chants qui la charment, le torturent. Jusque dans le psaume des trépassés il retrouve le rythme vengeur et la mélodie implacable. La nuit vient. Il veut, il va crier son crime et son remords. L'aveu s'étrangle dans sa gorge. Cependant Pilar s'incline, gagnée par une étrange langueur, et sur la dalle funèbre elle s'endort à jamais, tandis que, pour jamais aussi, la raison perdue et les yeux fous, Ramon s'éloigne en balbutiant des lambeaux de la *habanera*.

Musicien dramatique, avons-nous dit, voilà ce qu'est avant tout le musicien de ce drame. Il est cela d'instinct et de nature. Il l'est sans effort, sans recherche comme sans relâche, et le premier acte de son œuvre en donne tout de suite un témoignage éclatant. Une vie intense, — excusez l'apparente contradiction des termes, — anime toute cette histoire de mort. Et cette vie n'a jamais rien de factice, je dirais, si je 'osais, de « plaqué. » La musique ne la surajoute point, après coup, au drame. Celui-ci plutôt semblerait, tellement la musique s'y adapte, y adhère, avoir été conçu, être né sous la forme ou sous les espèces musicales. Il n'est pas une rencontre, même insignifiante, où les deux élémens se trahissent l'un l'autre, ou seulement se contrarient. Pas une fois il n'arrive que la musique altère, esquive la vérité. Mais ne pouvant, ne devant pas interrompre l'action, qui l'entraîne elle-même à sa suite, ce qu'elle perd en étendue, elle le regagne en profondeur. Elle court, sans doute, mais ce n'est point à la surface. Et puis, véridique, rapide, elle est variée aussi. D'un bout à l'autre du premier acte, tout se précipite; mais par les mouvemens, par les rythmes, tout se renouvelle. Tout se meut dans l'espace et tout change dans la durée. Une chose surtout, une chose de théâtre, était malaisée à faire, et le compositeur y a brillamment réussi. Sans monotonie et sans disparate, il a su, pendant un acte presque entier, projeter en quelque sorte le drame visible sur un fond de musique extérieure qui s'y rapporte et s'y soumet. Je sais même un endroit où le brusque passage de l'un de ces deux élémens, ou de l'une de ces deux valeurs, à l'autre, produit un grand effet. Enragé d'entendre les bruits joyeux du dehors, et pour ne les entendre plus, Ramon a fermé rudement la fenêtre. Alors et tout d'un coup, à ces bruits qui de loin ne nous paraissaient guère

en effet que des bruits, l'orchestre, c'est-à-dire la musique véritable, riposte par une rauque attaque, et bientôt la voix de Ramon, qui se taisait, commence de chanter. Le contraste est saisissant. Il nous jette, encore une fois, d'un ordre sonore dans un autre, un tout autre, et de ce que la vie a de plus extérieur en ce qu'elle a de plus profond. Mais presque partout ailleurs, avec une mesure parfaite et suivant un juste rapport, les deux forces se combinent et la musique se partage entre le décor et l'action. C'est le cas dans la dernière scène du premier acte. Là se mêlent, en un puissant raccourci, les traits et les touches rapides : les plaintes, les sanglots, la psalmodie funéraire des femmes et même le cri d'un petit enfant. Impossible de mieux conclure, plus vite et plus fort, un acte comme celui-là, vivant exemple de ce que souvent on nomme, d'un vilain nom d'ailleurs, le dynamisme des sons.

Leur beauté statique, c'est-à-dire immobile, apparaît en certaines haltes de ce drame, qui parfois s'arrête et se repose : pendant une bonne partie du second acte et au commencement du dernier. Mais ailleurs même, partout ailleurs qu'en ces relâches heureuses, il ne me semble pas, comme à d'autres, que par le musicien de *la Habanera*, — je ne parle plus du musicien dramatique, mais du musicien tout court, — la musique jamais ait été sacrifiée. Seulement elle consiste en des élémens peu nombreux, simples, choisis, et le plus grand mal que depuis trop longtemps nous fasse une autre, oh ! tout autre musique, c'est de nous rendre insensibles, que dis-je ! réfractaires à cette musique-là. Pour qu'il y ait musique, on ne devrait jamais l'oublier, il suffit parfois de peu de sons. Mais on traite aujourd'hui cette vérité de mensonge. La recherche, la complication, l'embarras, nous ont ôté le goût et jusqu'au sentiment de la sobriété et de la concision éclatante. Or, c'est peut-être par ces deux derniers mots que se définirait le mieux la musique de *la Habanera*.

Musicale toujours, elle l'est de toutes les manières, excepté la manière obscure, alambiquée et prétentieuse ; hormis aussi la manière triviale, et même pire, que dans un tel sujet on pouvait redouter. Et puis, encore une fois, tout n'est point en abrégé dans cette musique-là. Il arrive qu'elle se développe et se déploie : d'abord au premier acte, dans un monologue de Ramon commençant par ces mots : « *Et c'est à moi que l'on dit : Chante !* » Il est fait, ce morceau, d'un thème bref et très caractérisé par le rythme, par l'appui, la pesée d'une note sur une autre note, celle-ci tantôt plus basse et tantôt plus haute d'un ou deux degrés. Ce n'est qu'un accent, qu'un *ictus*. Mais bientôt

il se fortifie et s'étend. Par son propre mouvement ou par un mouvement contraire, il s'imite lui-même, il se multiplie, et gagnant de proche en proche, il arrive à soulever comme avec un levier de fer, non seulement la voix et l'âme de l'infortuné Ramon, mais l'orchestre même et toute la masse sonore.

Quant au second acte, la musique le remplit, du commencement à la fin, de sa libre effusion. Rien ne s'y attarde, mais rien non plus ne s'y presse ou ne s'y bouscule. C'est une chose tout à fait belle et d'une beauté qui dure, que la triste veillée où se répondent les regrets de Pilar et les remords de Ramon. Traînante et partagée entre les deux voix et l'orchestre, la mélodie a l'air de se blesser, de se briser à chaque note, à des syncopes, à des retards, à des dissonances chromatiques, enfin aux mille obstacles de son nocturne et funèbre chemin. Elle gémit et tout gémit avec elle : les rythmes, les intervalles et les sonorités, le cor anglais éperdu, la harpe aux sons perlés comme des larmes et le violoncelle en sanglots.

Très musical encore, tout ce qui suit : le *scherzo* lugubre qui sert d'annonce et d'escorte aux trois étranges passans. Toujours la voix dolente du spectre, une voix d'agonie, se mêle à leurs voix. Puis c'est une petite marche, trottinante et sinistre, tout cela faible, grêle, tremblant, et là-haut, par-dessus le concert plus que mélancolique, dominant les complaintes de ténèbres, de misère et de mort, je ne sais quelles notes obstinées, pour sauvegarder la tonalité bizarre, inquiétante, et pour entretenir la sensation du mystère, du malaise et de la peur.

Cette sensation, il semble que la *habanera* dansée à la fin de l'acte ne dure si longtemps, monotone à dessein et comme éternelle, qu'afin de la prolonger elle-même à l'infini. Je dis : monotone, mais j'ai tort. Il s'en faut que la *habanera* le soit ici. Lente, balancée avec je ne sais quelle morne élégance, elle se déroule, il est vrai, sur un rythme toujours le même. Mais elle est traversée à chaque instant par un tragique dialogue, tantôt entre le meurtrier et le mort, tantôt entre Pilar apaisante, amoureuse, et Ramon terrifié. Des modulations majeures et mineures, éclatantes et sombres, passent tour à tour, avec des répliques de tendresse ou d'épouvante, sur le fond de la tonalité, du thème et des harmonies. Ainsi la danse ondule, capricieuse, et mêle en sa beauté chatoyante un peu de lumière avec beaucoup de nuit.

Enfin, au dernier acte même, la musique est fort loin de se laisser étrangler par le drame. J'en atteste la rêverie élégiaque de Pilar sur la

tombe de Pedro, la mélancolie et la paix, le souvenir et l'espérance qui s'unissent dans ce chant encore triste, mais déjà consolé. Annoncée par un court prélude avant le lever du rideau, l'expression de cette cantilène est si juste, qu'elle se vérifie en quelque sorte aussitôt le rideau levé, et que ce que nous voyons encore à peine confirme et couronne tout de suite ce que nous venons d'entendre. Très calme et tout unie, de tonalité pure et blanche, la mélodie se développe, à la fois lente et restreinte en son cours. Sans accidens comme sans écarts, ne se composant que de notes graves d'abord et toujours prochaines, elle s'enferme et se recueille entre des accords à demi religieux. Un seul instant, elle s'égaie et rit, sur un rythme à cinq temps, avec des sonorités légères et qui tintent. Mais déjà nous retombons dans l'angoisse et l'horreur. Voici le retour suprême de la *habanera*. Imprécise et prochaine, plutôt que réellement présente, elle flotte partout, elle devient l'âme et la voix des choses, de la terre et du soir, des pierres et des croix. Elle rôde autour de Ramon avant de l'assaillir et de le posséder pour jamais. Elle se cache, mais se reconnaît pourtant, agrandie et dilatée, jusque dans les chants liturgiques sur lesquels Pilar essaie encore de poser quelques notes d'une exquise, hélas! et vaine douceur. Mélodies, harmonies, même un semblant de *leitmotiv*, en vérité si tout cela n'est pas de la musique, de la plus simple, mais de la plus émouvante, je ne sais vraiment pas où nous trouverons de la musique aujourd'hui.

Nous avons analysé des pages. On pourrait citer même des lignes, des mesures, parfois moins encore, et regarder passer, sur cette œuvre changeante, les ombres et les rayons. Le premier acte abonde en savoureux détails. C'est l'adjuration amoureuse de Pedro à Pilar, très brève, très chaude, et qui monte par élans ou par bonds jusqu'au paroxysme sonore. C'est, au courant du dialogue, mainte allusion vive et pittoresque de l'orchestre à ce que disent ou nomment les voix. Entre autres indications de l'auteur, la partition porte celle-ci : « Dans un moment de douceur, une note dont on n'enflera pas le sens, une parole justement dite protégera le caractère concentré de l'œuvre. » De pareils momens, de douceur ou de violence, ne sont pas rares. Un son, rien qu'un, mis à sa place, comme un mot, avec ce mot surtout, n'aura pas moins que lui de pouvoir. Une note unique et très haute, de flûte peut-être, donne la dernière touche au funèbre tableau sur lequel s'achève le premier acte. Au second, les effets du même genre ne manquent pas. « *Un an déjà, Pilar!* » et le pâle rayon sonore tombe tout entier sur ce nom. « *Oh! comme le temps passe!* » L'accent

rythmique, appuyant sur le dernier mot, le souligne et le prolonge. Une inflexion de la voix, et de la voix nue, à peine ou point accompagnée, prend ainsi des résonances profondes. « *Je ne vois que la nuit!* » Cette simple réplique de Pilar à Ramon, et qui voudrait l'apaiser, le trouble davantage au contraire, portant en soi tout le mystère et l'effroi du dehors. Enfin je songe à l'entrée des mendians aveugles. « *Trois vieux*, » murmure le serviteur qui les guide, et ces deux mots, quand ils tombaient, tremblans, dans le silence de nos veillées romaines, je me rappelle toujours quelle inquiétude, quelle détresse était en eux.

Détails, dira-t-on peut-être, mais détails précieux et qui mériaient d'être recueillis. C'est par eux que le drame, très accusé, très concret, s'enveloppe et s'estompe. Ils créent une atmosphère autour de lui et, derrière lui, des lointains. Aussi bien la musique de M. Laparra, sous des dehors éclatans, est quelquefois profonde. Sans jamais cesser d'être celle de la situation, du sentiment ou des personnages, il arrive qu'elle dépasse tout cela. Elle est avec intensité, mais à certains momens elle représente, elle signifie, elle suggère. Taine alors y aurait reconnu la généralité du caractère, un des traits principaux de la véritable beauté. Musique d'Espagne assurément, d'une âpre, sombre et rude Espagne, aussi authentique et plus nouvelle que l'autre, la brillante et la voluptueuse, cette musique est plus que d'un pays et d'une race : elle est de partout, de tous, et sous la couleur locale, elle montre des traits d'humanité. Le chant de Pilar, au début du troisième acte, respire la paix de la tombe et l'éternel repos. La musique du second tableau tout entier nous emmène, bien au delà du drame particulier, dans le vague et le lointain du mystère, de la mélancolie sans objet et de l'angoisse sans cause. Au lever du rideau surtout, il semble que la plainte funèbre ne commence pas, mais qu'elle est déjà commencée, que depuis longtemps, depuis toujours elle dure et que jamais elle ne cessera. On dirait qu'elle arrive de très loin, non seulement du fond des âges, mais de l'extrémité de la terre, et qu'elle est infinie dans l'espace comme dans la durée. Ici la musique atteint à l'expression du sentiment anonyme, universel, supérieur à tout ce qui le détermine et le personnifie. Elle est la musique par excellence, la musique en soi, qui saisit l'essence même des choses et nous la révèle, dans sa profondeur et dans sa pureté.

Des trois interprètes de *la Habanera*, le principal n'est peut-être pas le meilleur. M. Séveilhac, un baryton qui débutait par le rôle

de Ramon, a de l'intelligence et de l'action dramatique. Mais sa voix est sourde, en dedans, et sa diction manque de relief et de vigueur. Au contraire, il y a de la franchise et de la lumière dans la voix de Mlle Demellier (Pilar) et, comme toujours, en celle de M. Salignac, un accent douloureux et qui mord.

Quant à l'orchestre, la partition nous avertit que « toute mollesse devra s'en écarter. Dans la force, les accens y seront observés avec l'énergie de la danse, qui semble contenir tout le tempérament espagnol. En ce sens, l'exagération ne sera point un défaut et contribuera même à la vérité du caractère.

« Éviter de traîner, même aux mouvemens lents, afin de conserver à l'ensemble une sève toujours en marche, car l'Espagne possède, jusque dans le calme et au plus ardent degré, la vie. »

Voilà ce que le compositeur demandait à l'orchestre. Dirigé par M. Ruhlmann, l'orchestre le lui a donné.

Et M. Albert Carré lui donna sans doute encore plus qu'il ne pouvait attendre, en fait de représentation colorée et plastique. Le patio nocturne du second acte est un chef-d'œuvre de réalisme et de rêve, d'imagination et de vérité.

« *Chez les Basques heureux*, » dit Pilar à Ramon, rêvant d'aller avec lui, très loin, cacher leurs tristes amours. Les Basques ne sont pas toujours si heureux que cela. Passant du livre au théâtre, le *Ramuntcho* de Pierre Loti vient d'en faire l'expérience. Mais, de tout ce qu'a perdu le délicieux chef-d'œuvre à ce difficile passage : poésie et couleur, sentimens et sensations, la musique du moins a sauvé quelque chose. Il s'en faut réjouir.

Vous n'êtes pas sans ignorer que le mélodrame moderne (le drame où la musique intervient) a son origine dans ce que les Grecs appelaient la *paracatalogé*, c'est-à-dire la récitation parlée sur un accompagnement instrumental et mêlée à des morceaux de chant. Aristote s'est demandé pourquoi ce genre a quelque chose de tragique. « Est-ce à cause de l'anomalie ? En effet, le pathétique est irrégulier de sa nature, tant dans l'excès du bonheur que dans le malheur extrême. » Et M. Gevaert, commentant Aristote, ajoute fort bien : « La transition périodique du chant à la parole et de la parole au chant a le pouvoir de remuer la fibre tragique à cause de l'inégalité des perceptions sensorielles, inégalité résultant du mélange des divers moyens d'expression : d'une part succession alternative des intonations indéterminées de la voix parlée et des intonations réglées de la voix chantée ; d'autre

part, emploi simultané du langage artificiel des instrumens et du langage naturel de l'être humain (1). »

Voilà de judicieuses raisons, tirées apparemment de la nature, et par où d'ailleurs un autre genre que le mélodrame, et qui passe aujourd'hui pour le moins naturel de tous, l'opéra-comique, se pourrait aussi justifier. Quoi qu'il en soit, le mélodrame est un genre difficile, au moins pour l'auditeur, contraint, à de certains momens, de se partager entre deux élémens qui le sollicitent ensemble, et chacun à sa façon. Mais c'est un embarras d'où le public se tire d'ordinaire en n'écoutant pas la musique. Tel fut le cas et le malheur, à l'origine, de l'admirable *Arlésienne*, aujourd'hui glorieuse et même populaire. J'entends encore Alphonse Daudet rappelant cette morne indifférence d'autrefois. « Bizet et moi, disait-il, nous avions le sentiment de nous noyer, avec des colliers de pierreries autour du cou. » Le soir au moins de la répétition générale de *Ramuntcho*, le public a fait à la musique de M. Pierné l'honneur de l'écouter aussi peu que celle de Bizet. Et cela n'est pas de trop mauvais augure.

Il n'y a pas une contrée en France plus digne d'inspirer un musicien que la mélodieuse « Euskarie. » Aucune de nos provinces n'est plus riche de chants plus originaux et plus colorés. Les Basques font une place à la musique, à leur musique, dans leurs fêtes et leurs jeux, dans les cérémonies et jusque dans les moindres démarches de leur vie de chaque jour. Leurs cantiques d'église ont une étrange et souvent amère saveur. Autour du foyer, l'hiver, l'été sur la place du village, des rapsodes populaires improvisent en se répondant. Ramuntcho, revenant au pays, chantait « une de ces plaintives chansons des vieux temps qui se transmettent au fond des campagnes perdues, et sa naïve voix s'en allait dans la brume ou la pluie, parmi les branches mouillées des chênes. » Pendant la partie de pelote, debout contre le fronton de pierre, le marqueur ne se contente pas d'appeler et d'inscrire les coups : il les chante et les module longuement, d'une traînante voix. Le soir enfin, si vous suivez le cours de la rivière ou la pente du vallon, vous entendrez peut-être monter des eaux ou descendre de la montagne l'étrange mélopée nationale, le cri plaintif et sauvage de l'*irrintzina*.

Ces élémens nombreux, et précieux, M. Charles Bordes, qui les connaît mieux que personne, les employa naguère dans sa *Rapsodie basque* et dans un opéra malheureusement inédit, *Les trois vagues*. Au

(1) F. A. Gevaert et J. C. Vollgraff, *Les Problèmes musicaux d'Aristote*.

contraire, en ses *Pêcheurs de Saint-Jean,* bien que ce Saint-Jean fût de Luz, M. Widor s'en est abstenu. M. Pierné, mieux inspiré, n'a presque pas cherché pour sa musique d'autre fond ou d'autre trame.

Nous disons : presque pas. Çà et là nous sentons en effet poindre et fleurir une mélodie où se reconnaît l'invention personnelle et délicate du musicien. Par exemple, ce sont les cantilènes, pleines de tendresse et de pureté, qui flottent la nuit sur le jardin de Gracieuse. C'est le premier thème, expressif et si fort dans sa concision, qui marque d'un signe douloureux la chambre où la mère de Ramuntcho va mourir. C'est la musique aussi, passionnée encore, mais d'une passion désormais contenue et soumise, qui remplit, au lever du rideau, le blanc parloir, encore vide, du couvent d'Amezqueta. Mais ces mélodies, qui sont bien siennes, le compositeur a su les ajuster et les assortir aux mélodies empruntées et transcrites. Il leur a donné comme un air de famille, un goût de terroir, en sorte que, mêlées avec les autres, elles n'étonnent et ne détonnent jamais.

Les autres, et celles-ci mêmes, toutes enfin, qu'elles soient les bienvenues. Premièrement, parce qu'elles sont mélodies, parce qu'elles consistent dans cet élément initial et trop rare aujourd'hui : la succession des notes et non leur combinaison, une seule ligne au lieu de lignes associées. Leur valeur ou leur beauté, de forme ou de sentiment, n'en est pas moindre. Parmi ces thèmes populaires, très peu sont indifférens, presque tous ont du caractère. Il y en a de sombres comme ce peuple basque vêtu de noir, toujours grave, un peu triste et souvent silencieux, qui même à sa gaieté mêle quelque rudesse avec beaucoup de mélancolie. Il y en a de naïfs et dont le charme est fait, à certains momens, de je ne sais quel enfantillage innocent. Et puis quelle fraîcheur, quel repos nous vient de cette musique naturelle, après tant de musique fabriquée et factice ! de cet art primitif, après tant d'œuvres que produit en notre temps un art de civilisation raffinée et presque décadente !

Avec cela, ces élémens primordiaux et très simples, le musicien a su les faire entrer dans l'ordre et comme dans le cercle supérieur de la véritable musique. Ouvrier ingénieux, il a disposé, travaillé, paré, sans la dénaturer jamais, la matière sonore qui s'offrait à lui. Il en a tiré tout ce qu'elle contenait en germe et comme en puissance, harmonisant les thèmes, les colorant par les timbres, les développant quelquefois, habile à dégager, ne fût-ce que du rythme à cinq temps, fort commun dans la musique basque, des propriétés nouvelles et des effets, des élans inconnus.

« Il y en a, » disait Racine, à propos de sa *Bérénice*, et pour la défendre, « il y en a qui pensent que cette simplicité est une marque de peu d'invention. Ils ne songent pas qu'au contraire toute l'invention consiste à faire quelque chose de rien. » M. Pierné compte parmi les trois ou quatre musiciens de France capables de faire ainsi. Fidèle au précepte de la sagesse antique, loin de verser à plein sac, il sème d'une main non point avare, mais légère. En cette partition de *Ramuntcho*, que l'art consiste dans l'invention ou dans l'arrangement, l'art est toujours sobre, et cela est délicieux. Nous voilà loin, avec cette œuvre limpide et brillante, de tant d'œuvres épaisses, pâteuses, de celles où Gounod disait que la cuiller tient debout. Elle vit de peu, cette musique. Et pourtant, elle est vivante. A tout, avec des riens, elle donne la vie. En quelques mesures chantantes, elle décrit ou résume une scène d'amour. Qu'un moustique ait mordu la lèvre de Gracieuse et que la lèvre de Ramuntcho la guérisse, pour exprimer la grâce, et le trouble aussi, de ce muet épisode, il suffira qu'un violon bourdonne comme l'insecte, et que deux ou trois accords, très graves, presque solennels, se posent comme le baiser. On citerait bien des exemples encore. Sans même parler de l'ouverture, des préludes et des entr'actes, il n'est pas jusqu'à la « musique de scène » où l'on ne trouve à tout moment une indication, un rappel mélodique, une suite d'harmonies, un de ces détails enfin qui sont à peine quelque chose, mais quelque chose pourtant qui vous touche, vous pénètre et demeure en vous.

Mais puisque au théâtre on n'écoute pas cette musique, nous l'emporterons, quand ce sera l'été, au pays d'où elle vient, d'où elle est, et qu'elle chante. Là, dans la maison blanche, aux volets bruns, que précède, à la mode basque, un atrium de platanes, le soir, quand l'ombre de la Rhune descendra sur les champs de maïs, nous relirons le roman et la partition tour à tour, et de la vérité, de la beauté de l'un et de l'autre, les choses prochaines témoigneront.

Le sujet de *Prométhée* est dans l'air. Sous le nom d'*Oméa* (celui de l'héroïne, de la consolatrice), M. Arthur Coquard a traité — par à peu près et la transportant en Perse — la légende du Titan généreux et puni. M. Colonne a fait entendre dernièrement, par la voix de Mlle Grandjean et de M. Muratore, le dernier acte de ce drame lyrique inédit. Nous devons croire que c'est le plus beau, puisque l'auteur l'a choisi, comptant qu'il nous donnerait l'idée et le désir du reste.

Un second *Prométhée*, un *Prométhée triomphant*, et ressemblant

davantage au véritable, fut chanté par M. Delmas et quelques autres artistes de moindre importance, tous accompagnés de l'orchestre Chevillard, qui, cette année, à cause d'une regrettable indisposition de son chef ordinaire, a passé de mains en mains. Nous avons vu celles de M. Rabaud conduire avec noblesse, avec fermeté, la symphonie en *ut* mineur d'abord, puis la cantate, ou le poème lyrique, de MM. Paul Reboux et Reynaldo Hahn. Le sujet de *Prométhée* est de beaucoup le cadre le plus vaste que le musicien délicat des *Chansons grises* et des *Études latines*, le compositeur dramatique, moins heureux, de la *Carmélite*, ait encore essayé de remplir. Il ne l'a pas, tant s'en faut, laissé vide. L'œuvre se joue d'une seule traite, un peu longue, et tout d'une haleine, un peu courte. Quelques parties faiblissent, ou se dérobent, et la fin est lente à finir. Mais plusieurs pages ont une élégance très noble; d'autres, une héroïque mélancolie; d'autres enfin ne sont pas éloignées d'atteindre à la véritable grandeur. Et dans les rythmes et dans les timbres, dans la disposition aussi des voix, on signalerait plus d'une trouvaille pittoresque et d'un effet heureux.

L'exécution chorale de *Prométhée triomphant* a été quelque chose de tout simplement horrible. M. Delmas a chanté Jupiter d'une voix et dans un style olympien. J'ai moins aimé les autres dieux et les déesses. Aussi bien, depuis trop longtemps, — et les séances du Conservatoire surtout ne manquent jamais d'en fournir la preuve, — il n'y a plus de chanteurs de concert, et de chanteuses pas davantage. Dès que la scène, l'action, le geste manquent à la plupart des artistes, dès qu'il ne leur reste que la musique, il ne leur reste plus rien.

Je me trompe : une cantatrice de concert existe encore. Mme Mysz-Gmeiner a passé de nouveau parmi nous. Oh ! le mélodieux, presque lumineux passage ! « *Höre ich das Licht?* » s'écrie Tristan. En écoutant cette voix et ce chant, on croit entendre la lumière. Il n'y a rien de pareil aujourd'hui dans le royaume où demeurent, comme disait Hoffmann, les enchantemens célestes des sons.

CAMILLE BELLAIGUE.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

Nous approchons des vacances de Pâques, qui sont des jours de sécurité pour le ministère. C'est pourquoi ceux qui sont le plus pressés de le renverser, parce qu'ils ont l'espoir plus ou moins fondé de le remplacer, lui ont livré depuis quelques jours des assauts multipliés. Mais leur maladresse a été pour le moins égale à leur impatience, et le ministère s'en est trouvé consolidé, au lieu d'en être ébranlé. Consolidé est peut-être un mot excessif; nous ne croyons pas le ministère bien solide; il règne contre lui, au Palais-Bourbon, une mauvaise humeur presque générale. Malgré cela, lorsque derrière M. Clemenceau la majorité voit rôder M. Combes, ou M. Berteaux, prêts à profiter de sa chute, elle se reforme et se resserre autour de lui. M. Clemenceau est heureux d'avoir de pareils adversaires. Qu'ils se montrent, et le voilà remis en selle.

M. Combes n'est plus jeune : il estime n'avoir pas le temps d'attendre. Lorsqu'il a quitté le pouvoir, sentant bien que le pouvoir allait le quitter, on a cru être débarrassé de lui pour toujours. Son gouvernement avait jeté du déshonneur sur la République en ouvrant l'armée à la délation. Il avait notoirement affaibli la défense nationale sur terre et sur mer. Il avait mis le désordre et la désorganisation partout. Jamais l'anarchie n'avait été plus menaçante, et jamais non plus les divisions du pays n'avaient été plus profondes. Ce régime à toute outrance avait fini par s'épuiser sous ses propres excès, et M. Combes avait disparu. Mais on se rappelle qu'au moment même de disparaître, il avait essayé de prendre à l'égard de ses successeurs un rôle de conseiller et de protecteur. Ébloui lui-même par le succès inespéré, et assurément injustifié, de sa carrière politique, il prétendait, même dans sa retraite, exercer sur le gouvernement une influence durable : seulement, il eut le tort de le laisser trop voir, et

ses prétentions provoquèrent une sorte de révolte. M. Combes fut remis à sa place naturelle, qui est modeste, et on commença même à l'oublier. Lui, toutefois, ne s'oubliait pas. Il n'a pas renoncé à ressaisir la direction de nos affaires; il se considère comme un sauveur en disponibilité, qui a eu besoin de prendre un peu de repos, mais qui en a pris assez et qui est maintenant à la disposition de son pays. On l'a vu se remuer et s'agiter beaucoup dans les couloirs du Sénat. Il lui fallait une occasion : il a cru la trouver en dénonçant les scandales qui, disait-il, s'étaient produits dans la liquidation des biens congréganistes. Il pleurait de tendresse en songeant aux vieux moines qui se voyaient privés de leur pain quotidien, et qui peut-être, par suite d'un déplorable malentendu, l'accusaient de leur misère! En conséquence, il provoqua la réunion d'une commission d'enquête, dont on le nomma président. Il avait attaché le grelot; il était résolu à le faire sonner. Le tour était bien joué. Si M. Combes avait été sage, il s'en serait tenu là, au moins pour quelque temps; mais se rappelant avec quelle rapidité il avait naguère parcouru en triomphateur toute l'arène politique, il a voulu une fois de plus brûler les étapes.

En prenant un jour possession de la présidence de son groupe, qui est, numériquement, le plus considérable du Sénat, il a prononcé un discours destiné à faire sensation. Il y célébrait la vertu politique de l'ancien bloc radical-socialiste. D'où vient, s'est-il demandé, que l'action parlementaire, si féconde naguère, est devenue déplorablement stérile? Cela vient de ce que le bloc a changé de caractère, ou plutôt de ce qu'il n'existe plus. Il se dressait autrefois, rude et abrupt comme Gibraltar : aujourd'hui l'imposant rocher s'est abaissé, il s'est aplani et tout le monde passe par-dessus lui. On a vu entrer peu à peu dans la majorité gouvernementale des élémens du plus mauvais aloi, des progressistes et même, à des intermittences à la vérité plus rares, des conservateurs. Si cela durait, la République serait bientôt perdue, puisque M. Combes ne pourrait plus la gouverner. Il n'est que temps de conjurer un si grand péril, en procédant à l'épuration d'une majorité composite où M. Combes lui-même commence à ne plus reconnaître les siens et craint de les voir lui échapper. Telle est la thèse qu'il a développée sans aucun ménagement de forme, car il ignore l'art des nuances. Son discours a été remarqué; les journaux l'ont reproduit et commenté; mais au bout de huit jours, on n'y pensait déjà plus, car tout s'oublie vite en France. Aussi M. Combes a-t-il jugé à propos de se répéter, et il a choisi pour cela, avec une rare inconvenance, une occasion où tout le monde aurait dû mettre pour

un moment de côté ce qui divise les républicains, et même les autres. Les amis de M. Brisson avaient voulu fêter sa quinzième élection à la présidence de la Chambre des députés. Les fêtes de ce genre comportent inévitablement un banquet et des discours. M. Combes y a été invité et y a pris la parole. On peut n'être pas d'accord avec M. Brisson en politique, et tel a été bien souvent notre cas. Lorsqu'on a donné à sa candidature à la présidence un caractère politique, nous avons dû lui en opposer une autre. Mais la vérité nous oblige à reconnaître, et nous le faisons volontiers, que M. Brisson est professionnellement un bon président : il apporte dans une tâche difficile du tact, de la dignité, de l'autorité, de l'impartialité. Aussi la manifestation de ses amis à propos du quinzième anniversaire de son élection ne pouvait-elle déplaire à personne, à la condition de garder le caractère que M. Brisson lui-même avait toujours montré sur son fauteuil présidentiel. Peut-être en aurait-il été ainsi sans M. Combes ; mais M. Combes était là, et il n'a pas manqué d'en profiter pour prononcer un certain nombre d'excommunications.

Voici le passage le plus significatif de son discours. — « J'ai déjà dit, en conseiller désintéressé de mon parti, parlant et agissant en toute occasion sous l'empire dominant de la reconnaissance sans borne que je lui dois pour l'appui continu qu'il m'a donné dans l'accomplissement des réformes les plus considérables, oui, mes amis, j'ai dit, mais je tiens à redire que la raison des choses, non moins que l'intérêt supérieur de la République, exige la formation de deux partis bien tranchés au sein de la représentation nationale, à l'imitation de ce qui existe dans le corps électoral : le parti des républicains avancés, des républicains de gauche, et le parti des républicains progressistes ou libéraux, qui ont avec eux et derrière eux les autres conservateurs de nuances diverses, partout où ces derniers ne sont pas les plus forts. Il n'y a là rien qui soit offensant pour qui que ce soit, rien qui ne soit conforme à la logique et à la vérité des faits. J'ai conscience, en soutenant cette doctrine, de répondre au désir du pays républicain et, je le crois aussi, au sentiment de la véritable majorité républicaine des Chambres. » — On peut juger, par cet échantillon, de l'éloquence de M. Combes. Sa doctrine, comme il dit, nous importe peu : il faut voir le but réel de son discours, qui était d'atteindre le ministère à travers sa majorité. Cette majorité est, en effet, assez différente de celle qui l'a soutenu lui-même. M. Clemenceau ne s'y est pas trompé, et on n'a pas tardé à le voir dans ce qu'on peut appeler sa réplique. — « Sans doute, a-t-il dit, le succès

définitif de la cause républicaine devait nécessairement amener des divergences entre républicains, soit sur les conséquences qui peuvent découler de principes communs, soit sur les méthodes d'action les plus propres à hâter l'application d'idées qu'il est trop souvent plus facile de faire passer dans le texte des lois que de réaliser dans les mœurs. Nous connaissons trop bien la misère de nos divisions lorsqu'elles ont pour effet de réduire la discussion des idées aux proportions d'un conflit de personnes... Il s'agit moins de gémir inutilement sur les conditions inévitables de l'action des partis que de chercher le remède aux défaillances naturelles de toute humanité dans la constitution au grand jour d'une majorité solide, formée, non sur des satisfactions d'intérêts, mais sur des réalisations d'idées. »

M. Combes avait été applaudi par ses amis; M. Clemenceau l'a été bien plus encore. Les coups qu'il lui avait portés avaient atteint son adversaire en pleine poitrine. M. Combes était accusé de poursuivre un intérêt personnel, tandis que M. Clemenceau se targuait de travailler noblement, avec la majorité telle quelle qui voulait bien le soutenir, à des réalisations d'idées. M. Clemenceau s'est sans doute un peu vanté, mais il a eu les honneurs de la journée. En dépit de la boursouflure de sa harangue, M. Combes est tombé à plat : on a eu l'impression qu'il avait manqué son effet. C'est d'ailleurs une loi mécanique dont la manifestation a été depuis quelque temps assez fréquente dans les milieux parlementaires, que tout agresseur qui se découvre trop, et qui, en attaquant un ministre, pose évidemment sa candidature à sa succession, perd aussitôt tous ses avantages. Au moment des troubles du Midi, M. Millerand, sur lequel on comptait beaucoup et qui semblait alors très près du pouvoir, a pris à partie directement, hardiment, personnellement, M. Clemenceau : il a été repoussé avec pertes. La même chose est arrivée ces jours derniers à M. Combes et un peu plus tard à M. Berteaux. M. Berteaux, lui aussi, a la nostalgie du pouvoir. Il s'est mis à la Chambre à la tête de l'opposition ministérielle, comme M. Combes l'a fait au Sénat, et, malheureusement pour lui, avec le même genre de succès. C'est toute une histoire à raconter : elle édifiera nos lecteurs sur les mœurs parlementaires d'aujourd'hui.

Il s'agissait, originairement, de rendre à M. Joseph Reinach son grade dans l'armée de réserve. Rien de plus naturel puisqu'on avait rendu le sien, et même quelques autres en plus. à M. le général Picquart dans l'armée active. Nous trouvons même qu'on a fait attendre M. Joseph Reinach bien longtemps. Pourquoi n'a-t-il pas été

réintégré en même temps que le général Picquart? Ce retard a été fâcheux : la réintégration de M. Reinach n'aurait pas donné lieu autrefois aux mêmes conséquences qu'aujourd'hui. D'abord, il a fallu réintégrer avec lui un certain nombre d'autres officiers, coupables de divers manquemens à la discipline. Les assemblées n'aiment pas à faire une loi pour une personne, nominalement désignée; elles préfèrent, comme la Providence, procéder par des lois générales. On a même trouvé le moyen, pendant le débat, de rayer le nom de M. Reinach du texte de la loi et de le faire rentrer lui-même dans le droit commun. Il aurait fallu s'en tenir là; mais la Chambre était mise en goût de réintégration : en pareille matière, lorsqu'on a commencé, on ne sait plus où on doit finir. Pourquoi accorder une sorte de privilège aux militaires? Est-ce que les civils ne sont pas aussi dignes d'intérêt? Est-ce que les fautes qu'ils commettent ne méritent pas autant d'indulgence, sinon plus? En conséquence, M. Paul Constans, socialiste, a proposé de « réintégrer dans l'exercice de leurs fonctions, pour prendre rang du jour où elles leur ont été confiées pour la première fois, les anciens fonctionnaires de l'administration publique frappés administrativement pour délit d'opinion ou action politique. » Le gouvernement, qui ne s'attendait à rien de pareil, a perdu la tête. Sans doute il s'est opposé à l'amendement de M. Paul Constans, mais avec quelle mollesse! D'abord, c'est M. le sous-secrétaire d'État aux postes et aux télégraphes qui a parlé en son nom, et, en vérité, c'était trop peu. Cette appréciation ne s'applique pas à la personne de M. Simyan, mais à sa fonction. M. Clemenceau aurait dû prendre la parole lui-même, et combattre avec énergie une proposition en vertu de laquelle une absolution générale englobait indistinctement tous les fonctionnaires qui avaient manqué à leurs devoirs, qui avaient fait acte d'antimilitarisme, qui avaient signé et placardé une lettre insolente à M. le président du Conseil, comme l'instituteur Nègre. Tous devaient être réintégrés. Le gouvernement n'a paru se préoccuper d'abord que de quelques malheureux postiers, compromis dans la dernière grève, et voilà pourquoi M. Simyan a été seul à parler: il aurait dû voir que l'attaque contre lui prenait un caractère plus direct lorsque M. Berteaux a soutenu l'amendement Constans. — Le gouvernement, a dit M. Berteaux, promet toujours aux fonctionnaires de leur donner un statut personnel qui ne vient jamais. Dans l'état de choses actuel, ils sont livrés au bon plaisir : la Chambre doit faire quelque chose pour eux. — C'était blâmer le ministère des actes d'énergie intermittente qu'il a accomplis : cependant M. Clemenceau

s'est tu, et, lorsqu'on est allé aux voix, l'amendement Constans a été voté par 330 contre 217. Les journaux ministériels ont expliqué depuis qu'il y avait eu surprise; que l'attitude indifférente de la Chambre, pendant que M. Constans développait son amendement et que M. Berteaux le soutenait, n'avait pas permis de prévoir le vote qui allait se produire; que le silence du gouvernement venait de sa trop grande confiance dans le bon sens de la majorité. Ce sont là de faibles excuses. L'intervention arrogante de M. Berteaux avait fort nettement caractérisé le mouvement agressif de l'opposition: le ministère s'est abandonné.

Grande victoire pour M. Berteaux, s'il n'en avait pas abusé; mais, en proie au même démon qui avait égaré M. Combes, il a voulu pousser plus loin ses avantages et battre l'ennemi une seconde fois. Le lendemain du vote, le bruit a couru que le ministère avait réfléchi, qu'il s'était ressaisi et qu'il se proposait de reprendre la question devant le Sénat. Rien n'était plus correct : le gouvernement a le droit incontestable de reproduire devant le Sénat une opinion qui n'a pas prévalu devant la Chambre, et de mettre par là celle-ci en mesure d'en délibérer une seconde fois. Mais on ajoutait que le ministère poserait la question de confiance au Luxembourg, — ce qu'il n'avait pas fait au Palais-Bourbon, où son attitude nonchalante avait donné à croire qu'il n'attachait pas une grande importance à la question, — et, dès lors, M. Berteaux avait bien quelque droit de lui reprocher d'avoir laissé la Chambre s'engager sans l'avoir avertie suffisamment, et de l'obliger ensuite à se déjuger. Quant à lui, il voyait là une humiliation contre laquelle sa dignité se révoltait! M. Clemenceau y a vu, de son côté, une occasion de réparer la faute qu'il avait commise en s'abstenant pendant la première passe d'armes, et de prendre sa revanche contre M. Berteaux. Interrogé sur ses intentions, il a été d'une netteté parfaite. Jamais son langage n'avait été plus vif, plus ferme, plus tranchant. — « Nous refusons, a-t-il dit, de réintégrer la totalité des fonctionnaires qui se sont mis en révolte contre le gouvernement de la République. Si vous voulez livrer le gouvernement de la République à une organisation anonyme de fonctionnaires irresponsables, qui exerceront une pression dans les bureaux sur le gouvernement et qui l'arracheront au contrôle de la Chambre, nous ne sommes pas les républicains de cette désorganisation-là. Il y a quelque chose d'anarchique dans la situation présente de l'administration française. La République est au suffrage universel, elle n'est pas aux fonctionnaires. Si vous voulez renverser les termes du problème, ayez le cou-

rage de le dire et de voter pour l'anarchie. On n'est pas obligé d'être fonctionnaire : quand on l'est, on a certaines obligations à remplir. Il y a encore en France un certain nombre de citoyens qui ne le sont pas : je prétends qu'ils ne doivent pas être à la merci des autres. Quant à nous, messieurs, nous n'avons jamais varié sur ce point. Si une confusion s'est produite dans les esprits, nous pouvons en avoir notre part de responsabilité. Mais vous nous concéderez qu'aujourd'hui la question est bien clairement posée. La Chambre sait parfaitement ce qu'elle doit faire : elle doit choisir entre des fonctionnaires révoqués, des fonctionnaires révoltés, et le gouvernement de la République. Qu'elle prononce ! » — Nous avons résumé et condensé le discours de M. Clemenceau, mais nous en avons respecté les termes. Ce langage fait plaisir. M. Méline, M. Ribot, M. Rouvier, M. Waldeck-Rousseau en son temps, M. Jules Ferry n'en auraient pas tenu un autre. On peut être surpris de le retrouver sur les lèvres de M. Clemenceau ; mais l'esprit souffle où il veut.

Quel parti allait prendre la Chambre mise en demeure de retirer son vote de l'avant-veille ? M. Berteaux a essayé de lui faire honte de se déjuger ; il a parlé éperdument ; il a été battu autant qu'on peut l'être ; il l'a été par 311 voix contre 169. Et, par un redoublement de soumission qui était peut-être inutile, la Chambre a voté un ordre du jour de confiance dans le ministère, à la majorité de 352 voix contre 130. La majorité grossit toujours quand on sait décidément de quel côté elle est. N'importe : il aurait mieux valu que M. Clemenceau tînt dès le premier jour le langage énergique qu'il a tenu le second ; il aurait remporté la même victoire à moins de frais et sans être obligé de rudoyer son monde. Une Chambre ressemble un peu au fauve que le dompteur fait reculer, en le regardant dans les yeux, mais qui recule en grondant et se venge quand il le peut. Ce sont exercices dangereux.

Avouons toutefois qu'il y a quelque chose d'un peu comique dans la disproportion, sans cesse renouvelée, entre les grandes résolutions du groupe radical-socialiste et les résultats parlementaires qui s'ensuivent : il est bien permis à M. Clemenceau de s'en amuser un peu. Après la bataille qu'il venait de perdre, le groupe s'est réuni la rage au cœur, et ses meneurs habituels, se sentant meurtris de la défaite qu'ils venaient d'éprouver sur un terrain à la vérité fort mauvais, ont décidé de porter leur action sur un autre, mieux choisi. Ils ont donc chargé leur président, M. Dubief, d'aller voir M. le président du Conseil et de lui poser trois questions dont il ne manquerait pas de

sentir la pointe. La première était de savoir quand viendrait au Sénat la discussion du rachat de l'Ouest : le groupe désirait que ce fût avant Pâques. M. Clemenceau a répondu qu'il le désirait aussi, mais que le rapporteur de la Commission des finances du Sénat, M. Boudenoot, était malade, ce à quoi il ne pouvait rien. La seconde se rapportait aux retraites ouvrières. Là encore, il s'agissait de presser le Sénat; mais ce n'est pas très facile au gouvernement, car il ignore lui-même à quel expédient final il s'arrêtera sur cette grave question. Les rapports du ministère et de la Commission du Sénat sont une véritable Odyssée, pleine des péripéties les plus étranges; nous la raconterons un jour. Il n'y a pas urgence : le projet de loi n'est pas encore à point. M. Clemenceau a conseillé à M. Dubief d'aller en causer avec M. Viviani. La troisième question du groupe avait pour objet de savoir quand serait déposé le budget de 1909 : M. Clemenceau a répondu qu'il n'en savait rien, mais que M. Dubief pourrait peut-être en causer plus utilement avec M. Caillaux. M. Dubief a rapporté ces trois réponses au groupe, qui en a constaté le caractère négatif, ou évasif, et en a montré une vive irritation. Il l'a même traduite dans un ordre du jour menaçant pour le ministère, s'il n'exécute pas docilement certaines injonctions. Le malheur est qu'en séance publique, le groupe se débande et ne suit plus ses chefs, ce qui fait la partie belle à M. Clemenceau.

Il est à croire maintenant que le ministère atteindra les vacances de Pâques : on verra après. Tout le monde a des griefs contre M. Clemenceau. Les progressistes et les libéraux en ont autant que personne, car cette désorganisation et cette anarchie administratives qu'il dénonce si éloquemment à la tribune, M. le président du Conseil ne fait rien pour y mettre un terme. Frapper quelques fonctionnaires dont la révolte devient insolente est bien; maintenir contre eux les peines qu'ils ont encourues est mieux; mais cela ne suffit pas. On ne guérit pas un mal aussi profond et aussi invétéré par des topiques violens : il y faut tout un régime, et nous n'en voyons même pas les premières applications. Nos fonctionnaires devraient faire de l'administration; ils font tous, on leur fait faire à tous de la politique, et quelle politique! L'état intérieur du pays n'a pas sensiblement changé depuis M. Combes : les mêmes pratiques continuent de produire les mêmes effets. Nous croyons quelquefois à la bonne volonté de M. Clemenceau ; mais alors son impuissance est manifeste. A supposer qu'il donne les instructions qu'il devrait donner, il ne sait pas se faire obéir. Il a dans sa politique, comme dans ses paroles,

des boutades heureuses; mais ce sont des boutades; elles ne constituent pas une action suivie.

Pourquoi donc les progressistes, sans faire aucun effort pour le soutenir, n'en font-ils non plus aucun pour le renverser? C'est parce qu'ils ne savent pas qui le remplacerait. Ils n'ont aucune raison d'aimer M. Clemenceau, mais ils aiment encore moins M. Berteaux, et surtout M. Combes. Si M. Clemenceau venait à tomber, il semble bien qu'aujourd'hui son successeur ne serait ni M. Berteaux, ni M. Combes, car tous les deux, en cherchant à le frapper, ne se sont fait mal qu'à eux-mêmes: mais qui serait-ce? Anne, ma sœur Anne, ne vois-tu rien venir? On ne voit rien. Avec une grande agitation apparente, il y a en réalité, à la Chambre, une grande inertie. Sans doute, le ministère est à la merci du moindre incident; mais quand cet incident se produira-t-il? Le proverbe dit qu'entre deux maux il faut choisir le moindre. On le supporte encore mieux quand on ne l'a pas choisi, et nous n'avons pas choisi M. Clemenceau.

La situation militaire au Maroc s'est améliorée d'une manière sensible à la suite des combats de ces derniers jours. Le général d'Amade a justifié la confiance que le gouvernement a mise en lui. Si ses premières opérations ont été empreintes de quelque incertitude, ces légers défauts ont été corrigés bien vite. Le général a finalement réparti ses troupes en colonnes solides, dont les mouvemens ont été heureusement combinés pour atteindre le but qu'il se proposait et, à deux reprises, il a infligé aux Chaouia des leçons qui ont dû produire sur eux quelque effet. Nous n'en dirons pas davantage, ne sachant pas encore si cet effet a été décisif: nous ne le saurons que quand nous pourrons remettre la région de Casablanca et Casablanca elle-même entre des mains chérifiennes, et nous dégager d'une aventure qui, sur ce point, ne peut nous conduire à aucun résultat utile.

La Chambre vient de se livrer à une nouvelle discussion sur les affaires du Maroc. L'occasion lui en a été fournie par une demande de crédits supplémentaires destinés à faire face à nos dépenses déjà effectuées, dépenses qui s'élèvent actuellement à 22144761 francs. Mais le rapporteur du projet, M. Doumer, a soin d'indiquer que ce chiffre ne comprend pas: 1° les frais de reconstitution des approvisionnemens généraux de l'armée, nécessitée par les prélèvemens qu'on a dû y faire ces derniers mois; 2° les frais de reconstitution ou de réfection des armes et du matériel détruits ou détériorés; 3° les dépenses pour travaux de réfection de nos navires, sans parler de la

perte du transport *la Nive*. A quel chiffre montent toutes ces dépenses? Nous n'en savons rien; nous ne le saurons que plus tard; peut-être ne le saurons-nous jamais exactement. Il n'y a pas lieu de croire que, dans les chiffres qu'il nous donne, M. Doumer reste au-dessous de la réalité. Sa préoccupation semble être, au contraire, de faire valoir nos sacrifices de toute nature parce qu'il en résulte, à ses yeux, pour nous des droits correspondans. L'argent que nous avons dépensé devient une créance de la France sur le Maroc: peut-être en avons-nous de meilleures sur d'autres pays. De plus, nous avons perdu 99 hommes, dont 9 officiers, et nous avons 311 blessés, dont 19 officiers. Qu'un tel effort nous donne des droits nouveaux qui viennent s'ajouter, comme le dit M. Doumer, aux droits antérieurs et permanens que notre pays tient de sa position géographique et de son histoire, nous en conviendrons volontiers avec lui. Mais nous avons une tendance à croire que ce que nous disons entre nous, Français, devient, par le fait même que nous l'avons dit, une vérité pour tous les autres, habitude qui nous a déjà causé quelques déceptions et qui pourrait bien nous en causer encore. C'est là de la politique toute verbale: la question est de savoir si, dans le cas actuel, elle correspond à la réalité.

Une discussion sur la politique générale vient d'avoir lieu au Reichstag allemand. Elle a été retardée quarante-huit heures par la grève des journalistes parlementaires, épisode piquant qui n'a eu jusqu'ici d'analogue dans aucun autre parlement. Les journalistes allemands, injuriés par un député au cours d'une séance, ont déclaré qu'ils ne reprendraient leurs fonctions qu'après avoir reçu des excuses. Il a fallu leur en faire, car un discours entendu par quelques centaines de personnes n'est rien s'il n'est pas reproduit par les journaux, et M. le prince de Bülow, non plus que M. de Schœn, n'étaient d'humeur à parler dans le désert. Enfin, tout s'est arrangé, et nous avons pu lire leurs discours, qui sont parfaitement corrects, quoique empreints d'une réserve assez sensible. En somme, ils peuvent se résumer dans ce passage de celui du chancelier de l'Empire: — « On ne saurait méconnaître que l'application des plus importantes décisions de l'Acte d'Algésiras a été gênée par les troubles qui se sont produits au Maroc, et particulièrement par le conflit survenu au sujet du trône. Le gouvernement français ne peut pas nous reprocher d'avoir méconnu ces circonstances et d'avoir interprété l'Acte d'Algésiras avec petitesse et étroitesse. Nous ne le ferons pas non plus à l'avenir;

mais nous espérons que la France, de son côté, reconnaîtra de la même manière et respectera l'Acte d'Algésiras, pacifiquement et amicalement. » — Il serait tout à fait injuste de notre part de contredire la déclaration du prince de Bülow : le gouvernement allemand a interprété l'Acte d'Algésiras comme il devait l'être, et n'a nullement cherché jusqu'ici à l'opposer comme un obstacle, ou même comme une gêne, à notre action militaire à Casablanca. Mais son interprétation, quelle est-elle au juste ? On la trouve dans le discours de M. de Schœn, et notamment dans le paragraphe suivant : — « Il me semble que, pour l'appréciation des événemens du Maroc, il faut expliquer les points suivans. L'Acte d'Algésiras règle internationalement un terrain défini. Mais à côté de lui, il y a encore place pour des actes indépendans, de telle sorte que les puissances signataires de l'Acte international ne se dessaisissent pas du droit d'intervenir en cas d'atteinte flagrante portée à leurs droits et à leurs intérêts particuliers. » — La France a usé de ce droit dans des conditions légitimes, M. de Schœn le reconnaît ; mais il laisse entendre que le gouvernement impérial pourrait en user de même à l'occasion. Voilà pour le présent : quant à l'avenir, les ministres allemands ont déclaré qu'ils avaient confiance dans les promesses faites par le gouvernement français. « — Si nous mesurons les événemens du Maroc à l'Acte d'Algésiras, a dit M. de Schœn, nous devons constater qu'aucune violation formelle du traité de la part de la France n'a pu être constatée jusqu'à présent. » — La constatation aurait pu être faite dans des termes plus chauds, mais enfin elle est faite. Et M. de Schœn a ajouté : — « A plusieurs reprises, le gouvernement français a déclaré à la Chambre, au milieu des applaudissemens, qu'il ne poursuivait au Maroc aucune politique de conquête, qu'il ne songeait à aucun protectorat, qu'aucune expédition n'était préparée contre Fez ou Marakech, que l'action militaire n'avait d'autre but que le rétablissement de l'ordre, que l'occupation n'avait qu'un caractère provisoire, et qu'il se renfermerait exactement et correctement dans le cadre de l'Acte d'Algésiras... Le gouvernement impérial n'a aucun droit de douter de la sincérité et de la loyauté du gouvernement français. » — C'est un droit, en effet, que nous n'avons donné à personne.

Quant à la Chambre, elle a voté les crédits, comme elle devait le faire, à une grande majorité. Les socialistes seuls les ont repoussés, à la suite d'un discours où M. Jaurès a renouvelé ses déclamations habituelles, et s'est montré particulièrement dur pour nos officiers et nos soldats. La guerre a ses horreurs, mais elle a ses nécessités : M. Jaurès

se plaît à décrire les premières et méconnaît les secondes. Il accuse notre armée d'inhumanité lorsque, surprenant l'ennemi en flagrant délit de formation, elle prend contre lui l'offensive. La Chambre ne pouvait pas s'arrêter à ce discours dont le gouvernement, dépêches officielles en main, n'a pas eu de peine à faire justice. Elle a accueilli tout autrement celui de M. Ribot qui a relevé une fois de plus les fautes commises, non pas pour en tirer des griefs contre le gouvernement, mais pour en empêcher autant que possible le retour ou l'aggravation. M. Ribot a indiqué la politique à suivre, politique d'abstention dans les affaires intérieures du Maroc et de neutralité sincère entre les partis ou les factions qui s'y disputent, à la condition toutefois qu'ils videront leur querelle ailleurs que dans la région des ports, où la France et l'Espagne ont des devoirs à remplir en vertu de l'Acte d'Algésiras. Parmi les fautes d'hier, M. Ribot a signalé l'imprudence avec laquelle on a fait ou laissé venir le Sultan à Rabat, et parmi celles qui restent à craindre pour demain, il a dénoncé l'imprudence plus grande encore qu'il y aurait à l'appeler dans le Chaouia : l'associer à nos succès militaires serait le compromettre définitivement avec nous et nous compromettre avec lui. La réponse de M. le ministre des Affaires étrangères est restée sur ce point un peu évasive, et nous le regrettons. Notre situation au Maroc se ressent du flottement qui existe dans la pensée gouvernementale. Lorsqu'on n'a pas une politique reposant sur des données très fermes, on est à la merci des moindres incidens, et on cherche ensuite dans ces incidens des explications et des excuses. Le langage de nos ministres nous a donné plus d'une fois cette impression depuis quelque temps : il n'a rien fait pour la dissiper dans ce dernier débat.

FRANCIS CHARMES.

Le Directeur-Gérant,

FRANCIS CHARMES.

ALOŸSE VALÉRIEN

PREMIÈRE PARTIE

I

On peut lire, dans les journaux du 5 août 1885, les procès-verbaux du duel où René Valérien, administrateur délégué du *Crédit régional de la France centrale*, fut tué par Bernard Chaumont, le peintre. Cette rencontre eut lieu de bon matin, au Pré-Catelan. Elle ne dura que quelques secondes. Sitôt les épées engagées, Valérien, qui était de haute taille et un peu gros, se jeta de tout son poids sur son adversaire, et s'enferra. Atteint en plein cœur, il fit deux pas en avant, les bras ouverts, la tête renversée, une écume rosâtre aux lèvres. Son médecin accourut pour le soutenir. L'agonie ne dura pas trois minutes.

Les deux adversaires étant fort répandus, l'affaire eut plus de retentissement encore que n'en ont d'habitude les duels meurtriers, autour desquels la presse et l'opinion ne manquent jamais de s'émouvoir, comme si l'issue fatale de ces sortes de combats en dénaturait, par une sorte de fraude, le caractère conventionnellement bénévole. Une instruction fut ouverte : elle établit que tout s'était passé selon les règles de la plus irréprochable correction. Valérien et Chaumont étaient des hommes considérés. Le premier, marié depuis sept ans, père de trois petites filles, avait quarante-trois ans; on le savait lié avec une actrice en vogue, Berthe d'Estrées, de la Comédie-Française. Le second, qui venait d'atteindre sa trentième année, s'était fait

rapidement un beau nom dans les arts : dès ses premières expositions, l'éclat de sa palette avait forcé l'attention; mais son talent restait discuté : on reprochait à ses vastes compositions historiques un certain caractère conventionnel; les artistes plus avancés le prenaient d'autant plus vivement à partie qu'ils ne pouvaient, d'autre part, méconnaître les qualités de sa peinture. Beaucoup regrettaient, sans malveillance, qu'il manquât de hardiesse, s'appuyât trop docilement sur des traditions d'école, s'en tînt à des motifs qu'un trop long usage a épuisés, — *Derniers jours de Pompéi*, *Enlèvement des Sabines*, — dont le seul énoncé mettait en fureur les modernistes. D'autres pourtant admiraient sans réserves l'exactitude de ses reconstitutions, la simplicité de ses arrangemens, surtout la pureté de son dessin, qui suffisait à le mettre hors de pair. A chaque Salon, les discussions recommençaient devant ses envois. Fondées ou non, elles lui valaient une situation brillante, avec les inconvéniens et les avantages de la célébrité. Ses goûts, comme sa personne, s'accommodaient assez mal de ce rôle d'apparat : modeste d'allures, plutôt timide, dépourvu de séduction extérieure, il conservait, de ses origines paysannes, une gaucherie invétérée, et semblait toujours mal à l'aise devant les amateurs autoritaires, les snobs béats, les fringantes admiratrices qui visitaient son atelier de la rue Ampère. Il était célibataire. La chronique ne savait rien de sa vie intime.

Les témoins appartenaient au même monde et jouissaient de la même honorable réputation que les adversaires. Ceux de Chaumont étaient le rédacteur en chef d'un grand journal du matin, qui avait présidé à plus de vingt rencontres, et le sculpteur Joseph Belmontet, un vieil habitué des salles d'armes. Ceux de Valérien étaient son intime ami, Simon Mazelaine, riche propriétaire et membre du Conseil général de Saône-et-Loire, et un sénateur inamovible, dont on invoquait souvent l'arbitrage dans les affaires d'honneur. Il fut établi que les témoins avaient de leur mieux cherché un terrain de conciliation, sans parvenir à le trouver, Chaumont refusant de retirer une phrase injurieuse qu'il avait insérée dans une lettre particulière adressée à Valérien. Cette lettre semblait se rapporter à un portrait de Berthe d'Estrées, que d'ailleurs on ne trouva ni chez l'artiste ni chez le modèle, et sur lequel Chaumont ne voulut donner aucune explication. Le fait qu'une jolie femme était ainsi mêlée au dif-

férend, permit de supposer qu'il existait entre les deux hommes quelque secrète rancune ou rivalité. Aucun fait précis, toutefois, ne justifia cette hypothèse : Chaumont connaissait peu Valérien, déclarait n'avoir jamais vu Berthe d'Estrées qu'à la Comédie-Française, jurait que son adversaire, en lui manquant dans des circonstances qui avaient motivé sa lettre et qu'il ne voulut pas préciser, avait été égaré par une jalousie sans fondement. On finit par admettre cette version : malgré la crue lumière que la publicité jette sur les gens en vue, leur vie a parfois des dessous qui échappent à la curiosité. Ce fut le cas dans cette affaire, qui resta mystérieuse. En voici le détail ignoré :

René Valérien appartenait à cette espèce d'aristocratie bourgeoise qui se forma rapidement dans les finances et la politique, à travers les tumultes de la première moitié du XIXe siècle. Sa famille, originaire du Charolais, produisait, sous l'Ancien régime, des notaires et des avoués. Son arrière-grand-père fut envoyé par le Tiers à l'Assemblée nationale, où il ne tint qu'un rôle effacé : sorti de la scène politique pendant la Convention, il y reparut en qualité de commissaire du Directoire dans le Midi, pour devenir ensuite un des mille ressorts de l'Administration impériale. Son grand-père, plus entreprenant ou d'esprit plus pratique, créa sous la Restauration ce *Crédit régional de la France centrale* qui commençait à peine à prospérer quand il fut emporté par la maladie, en 1836. Il avait trois fils : l'aîné mourut en bas âge ; le second, de caractère faible, d'esprit timoré, se laissa frapper l'imagination par une catastrophe financière dont la maison subit momentanément le contre-coup, renonça aux affaires, et, après des chagrins intimes, se fit Chartreux ; le troisième, Hector, le père de René, porta le Crédit régional à son pinacle, lui créa d'importantes filiales, joua même un rôle considérable dans la politique commerciale et coloniale de la monarchie de Juillet et du second Empire, qui le créa sénateur. Il avait épousé la fille d'un colonel de Napoléon. La tendresse de sa femme fut le seul sourire de son existence, tendue vers la conquête. L'ayant perdue après peu d'années de mariage, il n'essaya pas de se faire un autre bonheur, et reporta toutes ses affections sur les deux enfans qu'elle lui avait laissés, René et Laure. A sa mort, René partagea la direction du *Crédit régional* avec son beau-frère, Raphaël Juziers : un homme encore jeune, parti de rien, dont Hector Valérien avait inauguré la fortune,

ambitieux, hardi, très capable de s'adapter aux conditions nouvelles de la concurrence et d'y déployer cette âpreté sans scrupules qui paraît en devenir le caractère obligé.

Comme il en arrive parfois des hommes dont les pères et les grands-pères ont dépensé beaucoup d'énergie dans l'action, René Valérien était à certains égards incomplet, malgré sa vive intelligence, son ardeur, sa loyauté. Il manquait de cette fermeté dans la décision qui assurait le succès des entreprises paternelles; de soudains caprices arrêtaient ou détournaient sa volonté; le goût du paradoxe l'égarait quelquefois; surtout, passant facilement d'un extrême à l'autre, il pouvait s'abandonner à des violences subites et dangereuses. Avec beaucoup d'apparente maîtrise de soi, il était cependant de ceux dont on dit volontiers qu'ils manquent de pondération : cette expression convenue, un peu vague, le caractérisait à merveille. Ses défauts se fussent certainement aggravés, sans la double influence de son père, qui lui imposa longtemps une sévère discipline, et de cet ami d'enfance qui devait l'assister à ses derniers momens, Simon Mazelaine. Celui-ci, son cadet d'une année, appartenait à une ancienne famille installée depuis plusieurs générations dans cette vallée de la Grosne où Hector Valérien, aux premiers temps de sa fortune, avait acquis une propriété relativement modeste, qu'on appelait *les Aveines*, à laquelle il s'attacha beaucoup. Dès l'enfance, Simon prit un grand ascendant sur son petit voisin, qui lui voua une amitié un peu passionnée, comme étaient tous ses sentimens. Avec l'âge, cette amitié se nuança d'une sorte de respect : Simon possédait à un degré surprenant les qualités qui manquaient à René, la sûreté de jugement, la volonté nette, l'intelligence limpide, le travail appliqué, la modération, la retenue. Les deux jeunes gens traversèrent ensemble les dernières années de l'époque impériale dans la gaîté de leur jeunesse fortunée, dans l'éblouissement de la prospérité universelle, parmi des plaisirs faciles qui ne réussirent pas à les pervertir ou à les blaser. Peut-être, pourtant, s'y fussent-ils corrompus à la longue, si le réveil de Soixante-dix, en changeant le cours de leurs vies, ne les eût éclairés de ses brutales leçons. Engagés dans la même compagnie de mobiles après les premières défaites, ils traversèrent le siège de Paris sans recevoir aucune blessure. Mais si les balles et les obus allemands les épargnèrent, les fatigues, les émotions, les

privations leur furent un apprentissage qui s'acheva dans les affres de la guerre civile. Toujours aux côtés l'un de l'autre, ils virent tomber devant eux des Français. Ils firent partie d'un peloton d'exécution qui fusilla un officier fédéré sur les hauteurs de Montmartre. Ils s'efforcèrent vainement de modérer les fureurs vengeresses qui s'exaltaient aux flammes des incendies allumés par les vaincus. Ce furent des momens dont l'horreur ne s'effaça jamais de leur mémoire. La paix faite, l'ordre rétabli, l'imagination de René demeura longtemps hantée par les cauchemars qui l'avaient traversée ; au contraire, l'esprit plus rassis de Simon se fixa sur des problèmes dont auparavant il soupçonnait à peine l'existence, et qui se précisèrent avec le lent retour à la santé. Après une telle succession de coups meurtriers, le pays lui semblait plus atteint que tant de blessés et de malades qui, comme lui, se remettaient lentement : il se jurait de consacrer ses forces à le restaurer, dans l'élan de vaillante abnégation qui emportait alors les jeunes hommes de son âge, mûris dans la tempête. M. Hector Valérien avait été envoyé à l'Assemblée de Versailles : résolument hostile à l'idée républicaine, qu'il voyait gagner du terrain, il augurait mal de l'avenir; il disait aux deux jeunes gens, tout près d'accepter la formule nouvelle en haine du régime qui les avait déçus :

— Nous faisons de médiocre besogne : plaise à Dieu que ceux qui viendront après nous n'en fassent pas de pire ! Ce n'est pas par la politique que la France se reconstituera : trop heureux si la politique, au contraire, n'entretient pas le mal, comme ces mauvaises drogues qui retardent la guérison ! Ce sera par un lent travail de chacun selon ses forces, dans sa sphère, par la bonne volonté persistante de la nation persévérante et tranquille. Méfions-nous des vaines théories ! Elles ne profitent qu'aux pêcheurs en eaux troubles : ceux-là, nous venons de les voir à l'œuvre. Que chacun découvre le point où il peut agir avec le plus d'efficacité, détermine sa tâche, s'y consacre sans viser trop haut ! Il faut reconstituer la famille, que le relâchement des mœurs a compromise, consolider la propriété, restaurer la religion, bonne sauvegarde, l'amour de la patrie, le sentiment du devoir, s'améliorer, devenir sérieux. Réfléchissez à ces choses auxquelles nous autres n'avons pas assez pensé ! Faites-vous des programmes d'existence, et tâchez de vous en écarter le moins possible !

René et Simon méditaient ces conseils d'un homme expérimenté : René avec son ardeur capricieuse, ses intentions fléchissantes, ses hésitations, les soubresauts de sa débile volonté; Simon en pesant le sens des phrases, en tâchant de s'en imprégner. René se demandait chaque jour : « Que faut-il faire? par où commencer? » et formait des projets grandioses qui se contredisaient; Simon jugea bientôt que fonder une famille était le premier de ces devoirs sociaux qu'il lui tardait de réaliser. Dès 1872, il épousa une jeune fille d'une vieille souche mâconnaise; et il mit toute son énergie et tout son art à instituer son foyer. En le voyant heureux, tranquille, laborieux, six mois dans son domaine de Chébrioux dont il surveillait avec amour l'exploitation, six mois à Paris où il s'occupait de quelques affaires industrielles, René lui avouait son désir de l'imiter. Mais il avait des attaches : une ancienne liaison qu'il n'osait rompre, ne pouvait légitimer, qui lui donnait de la honte et du plaisir. Et il attendait...

Le bonheur de Mazelaine ne fut pas de longue durée; après quatre ans de mariage, il perdit sa jeune femme : elle mourut à ses secondes couches, en mettant au monde un enfant qui ne vécut pas. Mazelaine se consacra dès lors à son fils unique, le petit Florian, dont l'éducation l'obligea bientôt à prolonger son séjour à Paris, aux dépens de ses goûts campagnards. Pour être conséquent avec ses idées, il aurait alors dû recommencer sa vie en prenant une seconde femme; mais tout le monde n'a pas le courage d'oublier : il resta fidèle à ses souvenirs.

L'année même où son ami devint veuf, René perdit son père; deux ans plus tard, il se laissait marier par son beau-frère Juziers. Sa femme avait juste la moitié de son âge : dix-huit ans. Elle se nommait Aloÿse de Bois-Lancy, était orpheline; son père, colonel de cavalerie, avait été tué à Reichshoffen. Élevée au couvent, elle avait pour toute famille un vieil oncle célibataire, dont elle hérita peu de temps après son mariage. Elle était mieux que jolie : les traits un peu arrondis de son visage, éclairé par de magnifiques yeux sombres, lui donnaient comme un léger accent créole, que soulignaient encore l'abondance de ses cheveux foncés, la finesse et la flexibilité extrêmes de son corps, les souples ondulations de sa démarche, et surtout la couleur singulière de sa peau, d'un or atténué, mat et soyeux, qui devint sa plus grande beauté quand sa taille se fut

affermie et développée. Au moment de son mariage, elle était de ces jeunes êtres encore indécis dont aucun prophète ne saurait annoncer l'avenir. Timide à l'excès, ignorante de toutes choses, elle dépendrait sans doute de celui qui l'appellerait à la vie en l'appelant à l'amour. Or, René Valérien était incapable de remplir ce rôle d'éducateur, qu'il assumait pourtant dans les meilleures intentions du monde, après avoir liquidé son passé selon les convenances. Juziers, qui administrait les biens de l'oncle de la jeune fille, lui dit :

— La fortune est importante, la famille honorable, et pas gênante. Quant à la petite, elle est insignifiante et gentille : elle sera ce que tu voudras qu'elle soit.

René le crut : il ne savait pas qu'il lui manquait tout le nécessaire pour devenir un Pygmalion.

Aucune intimité d'âmes ne s'établit entre les nouveaux époux. Silencieuse, douce, d'humeur sereine, de caractère égal, Aloïse se développa rapidement, sans que son mari devinât aucun des mouvemens qui s'accéléraient sous le voile de sa persistante timidité. Elle devint ainsi très différente d'elle-même sans qu'il s'en fût aperçu. Il la jugeait obstinément froide, réservée, passive, et pensait au bonheur de Mazelaine, l'amour au foyer, qu'il ignorerait toujours. Les événemens de leur vie semblaient conspirer pour l'en éloigner : en trois ans, Aloïse eut trois filles. Or, René voulait absolument un garçon. Il accueillit la première avec humeur, la seconde avec colère ; à la troisième, il s'éloigna de sa femme. Ils ne furent dès lors plus l'un pour l'autre que deux étrangers, prêts à devenir deux ennemis. Chacun vivait pour soi : le mari pour ses affaires, bientôt pour ses plaisirs; la femme pour ses trois filles, dans ses rêves. Ils sortaient, ils recevaient dans leur bel appartement de l'avenue d'Iéna, ils avaient des amis communs qu'ils n'aimaient guère, leurs cœurs ne battaient jamais à l'unisson. Pourtant ils se rapprochaient encore dans les courts séjours qu'ils faisaient aux *Aveines*.

Les *Aveines* dépendaient de la commune de Clissé : un beau village de la vallée de la Grosne où l'on fait à la fois le commerce des vins et celui des bestiaux. La maison date du milieu du XVIIIe siècle. C'est un bâtiment à trois corps, très simple, sans ornemens, qui tire sa beauté du parfait équilibre des proportions. Ses toits surtout, vastes sans excès, d'un dessin élégant,

revêtus de tuiles brun rouge, lui donnent un aspect plaisant de bien-être et de distinction. La route, au sortir du village, la sépare des dépendances : la maison du jardinier, les granges, l'écurie, l'étable où prospèrent les fines vaches blanches, à peine tachées de roux, le vieux pressoir où coule le jus des vendanges avec, au-dessous, de vastes caves voûtées que meublent les chefs-d'œuvre des maîtres foudriers du pays. Sous les fenêtres, au delà d'une terrasse qu'embellissent des corbeilles de roses, s'ouvre un petit parc où des arbres variés mêlent leurs essences. Puis, les vignes garnissent tout un coteau, traversées par des allées d'amandiers dont la floraison réjouit le printemps. Derrière le coteau, du côté de la vallée que dominent au loin les pittoresques ruines de Brancion, s'étendent les champs d'avoine qui ont donné leur nom à la propriété, des prés, des bois, des blés, des pâturages. Il y a encore, séparé de la cour par une pièce d'eau qui sert à l'arrosage, un jardin potager aux plates-bandes et aux carreaux piqués de fleurs rustiques, dont le mur extérieur, garni d'espaliers, longe les dernières maisons du village.

Aloÿse aimait la campagne; René, qui n'avait aucun goût bucolique, y jouissait du voisinage de Mazelaine, dont il subissait alors l'action bienfaisante. Pourtant, les relations des deux amis s'étaient sensiblement relâchées : Simon souffrait du démenti que René infligeait par sa vie aux belles intentions de leur jeunesse, l'homme qui cherchait loin du foyer un bonheur précaire et pimenté n'étant plus celui dont il avait attendu tant d'efforts pour le bien commun. Si l'on se voyait moins souvent à Paris, on se voyait beaucoup à la campagne, où, malgré les trop fréquentes absences de René, on retrouvait quelque chose de l'ancienne intimité. Simon, d'ailleurs, goûtait la compagnie d'Aloÿse, son activité bienfaisante, son caractère sérieux, sa tranquillité d'âme, son dévouement maternel, son apparente résignation sans révolte.

Dans l'hiver de 1884-85, Aloÿse rencontra Bernard Chaumont. Il l'aima. Après une courte résistance, elle devint sa maîtresse passionnée. La découverte accidentelle de leur liaison jeta René Valérien, depuis longtemps détaché de sa femme, dans un de ces accès de fureur possessive qui expliquent souvent les drames de cette sorte. Son orgueil, cependant, entoura de mille précautions la rencontre, dont la raison véritable ne fut connue

que du seul Mazelaine. Ce fut pour la cacher plus sûrement que Chaumont consentit à jouer le rôle de provocateur : quant à l'issue, la rage aveugle de Valérien en fut la cause.

Ce dénouement terrible plongea Mme Valérien dans une situation morale dont l'horreur lui semblait dépasser ses forces. Sa conscience, que la passion avait anesthésiée, se réveilla soudain, pour mesurer le prix tragique des douces heures d'amour. Le remords arracha brutalement le voile illusoire dont elle avait paré son adultère. Dans son affolement, elle s'interdit de revoir jamais son complice : sacrifiant le seul être qui pût l'aider à porter son désespoir, elle l'arracha violemment de son cœur, sans même songer que ce meurtrier involontaire traversait des affres égales aux siennes. Elle disparut sans un adieu. Chaumont essaya de lui écrire : elle retourna les lettres sans les ouvrir. Et elle alla s'enfermer aux *Aveines*.

Elle y passa une année entière sans voir personne, sauf Mazelaine dont les visites étaient rares et gênées, allant chaque jour au petit cimetière où dormait, dans un caveau de famille, le corps transpercé de son mari. De nouvelles épreuves l'attendaient : au commencement de l'hiver, ses deux filles cadettes, Simone et Lucie, furent emportées par le croup, à quelques jours d'intervalle : la lancinante pensée que cette double catastrophe était une autre conséquence de sa faute, vint empoisonner du plus cruel des venins le désespoir de la mère. Une grave maladie de la seule fille qui lui restât, Agnès, la tira, vers le printemps, de son accablement, en la forçant à déployer toute son énergie. Pendant la convalescence de l'enfant, comme elle se rattachait à la vie en la voyant renaître, comme elle se remettait à sourire un peu pour la faire jouer dans son lit, elle apprit la mort de Bernard Chaumont, tombé, disait-on, dans une insurmontable tristesse à la suite du fatal duel. Or, si elle l'avait expulsé de sa vie, elle n'avait pas eu le pouvoir de le chasser entièrement de son cœur et de sa chair. Trop souvent encore, les souvenirs contre lesquels elle se débattait en vain, acéraient ou aggravaient ses remords. D'inavouables espérances traversaient son âme, traitées par elle comme ces honteuses pensées qu'on écarte, mais dont on a rougi; et parfois, elle tremblait à l'idée que cette emprise se prolongerait dans le temps, sans jamais lui rendre toute sa liberté. Un journal ayant écrit que Chaumont n'avait pu se consoler d'avoir tué un homme « pour une raison futile, » et

qu'en réalité « ce grand artiste était mort de chagrin, » celui qu'elle avait tant aimé lui apparut à son tour comme une nouvelle victime de ses égaremens.

Les plus amères, les plus effroyables pensées s'usent ou s'épuisent, la vie agglutine autour de nos cœurs un enduit où les coups s'amortissent. Mais chaque fois que le travail du temps semblait accomplir en Aloÿse cette œuvre d'apaisement, dès qu'elle retrouvait quelque force de vivre, un peu d'oubli ou de sérénité, la malice des choses réveillait ses souvenirs. Ainsi en arriva-t-il au moment où les enchères habituelles dispersèrent, à l'Hôtel des Ventes, au profit de parens éloignés, les peintures, les études, les dessins de l'atelier de Chaumont. Il fut alors beaucoup parlé d'une toile ignorée que l'artiste n'avait jamais montrée à personne et qui s'éloignait étrangement de sa manière habituelle. Aloÿse en lut dans un journal la description que voici:

« Une femme nue est étendue sur un divan recouvert de peaux d'ours blancs. On ne saurait rien imaginer de plus délicieux que ce corps menu, juvénile, charmant, d'une exquise finesse de lignes, d'une couleur merveilleuse. Oh! cette chair de brune qu'on dirait trempée dans l'or et le soleil, cette chair rayonnante, savoureuse, plus fraîche et parfumée que des pétales de rose, comme on la devine pétrie d'amour, ferme sous la morsure, appelant les baisers!... J'ai parlé d'une femme nue: le mot n'est pas tout à fait exact: un voile est jeté sur elle, un voile de gaze qui la préserve sans la cacher, qui rend ses traits méconnaissables sans dissimuler la splendeur de son corps. On croirait un geste de pudeur d'un amant qui recouvre sa maîtresse au moment de la surprise, comme Tristan étendant son manteau devant Isolde à l'arrivée de la chasse royale. Et la blancheur des peaux d'ours, la blancheur argentée et transparente du voile, la blancheur ensoleillée de la chair, forment une symphonie qui chante pour les yeux! Cette œuvre magistrale a tout de suite été baptisée « La Femme au voile : » elle est une surprise pour nous, qui n'attendions rien de pareil de Bernard Chaumont. Elle montre, hélas! ce qu'aurait pu faire cet artiste si bien doué, en sortant de la voie où le succès l'avait fait entrer. »

Une note ajoutait que la « Femme au voile » avait été acquise à un prix élevé par un amateur connu, le comte Z...

Or, cette toile ainsi promise à la gloire, c'était, pour Aloÿse,

le rappel soudain des heures suprêmes de son amour : celles où l'amant et l'artiste se confondaient à ses pieds en un seul être de ferveur, de tendresse, de génie et d'adoration ! Que de peine il avait eue à obtenir d'elle le don si complet de sa beauté ! Quel sacrifice de sa pudeur elle avait consenti, après quelles supplications passionnées ! Et pourtant, quelle fierté de voir peu à peu sa forme périssable, condamnée à subir bientôt les déchets de l'âge, revêtir l'immortelle beauté que l'art et l'amour s'unissaient pour lui concéder ! Maintenant que le prestige était évanoui, elle songeait seulement que désormais et toujours l'image de son corps — de ce corps qu'elle avait livré — subsisterait aux yeux de tous, provoquant les réflexions des admirateurs, des curieux, des badauds. Qui sait? Peut-être qu'un jour, des critiques ou des historiens chercheraient à identifier ce modèle, en compulsant les vieux papiers que le passé lègue à l'avenir, peut-être que leur sagacité s'exercerait sur le sentiment qui rayonnait de cette œuvre : en sorte que ce souvenir de l'amour survivrait à l'amour éteint, comme l'image de la chair à la chair depuis longtemps décomposée. Un détail surtout faisait travailler à l'infini sa fantaisie : le changement apporté à la toile, en dehors d'elle. En effet, elle avait posé sans voile. Ce voile blanc, c'était donc une délicate pensée de Bernard, une sorte de compromis entre sa passion d'artiste et sa passion d'amant, entre sa jalousie et le désir d'éterniser ses souvenirs, entre la pudeur qu'il avait pour elle et le goût qu'il gardait de sa chair. Oh ! comme elle devinait les sentimens qui l'avaient ballotté devant son tableau, le forçant à le gâter en l'épurant, lui défendant de montrer tout entière celle qui restait la chair de sa chair, fût-ce à des yeux qui ne s'ouvriraient qu'après leur mort à tous deux, comme aussi à détruire ou à dénaturer cette image qui la lui rendait à travers le temps et l'espace !

Du temps passa de nouveau : un certain apaisement se fit dans cette âme bouleversée. Mme Valérien avait une tâche : entourer de soins la fille qui lui restait, la défendre contre la vie, contre elle-même, contre le secret qui devait être mort avec Chaumont. Certaines difficultés financières, auxquelles les Juziers furent mêlés de la façon la plus pénible, l'obligèrent heureusement à sortir de ce cercle d'angoisse : elle dut étudier des questions qu'elle ignorait et que ses antécédens ne la préparaient pas à comprendre, entrer dans le monde de l'action, prendre des

décisions importantes, se faire énergique et combative pour protéger les intérêts dont elle avait la garde. L'appui fidèle de Mazelaine ne lui manqua pas dans ces difficultés : nommé tuteur d'Agnès, il remplissait ses devoirs avec la plus scrupuleuse exactitude. Mais il n'était pas tel qu'avant la catastrophe : on ne le voyait aux *Aveines* que quand les affaires l'y appelaient; s'il accueillait poliment à *la Plaisance*, comme on appelait sa propriété de Chébrioux, la veuve de son ami, il ne l'y attirait pas; on eût dit qu'il s'appliquait à détendre peu à peu les liens de l'ancienne intimité, comme pour en garder les charges, non la douceur. Cette attitude causa longtemps la plus vive inquiétude à Mme Valérien : si quelqu'un doit *savoir*, se disait-elle, ce ne peut être que lui; mais que savait-il au juste? Elle ne pouvait ni le deviner ni le pressentir. Jamais d'ailleurs un mot ne fut prononcé qui pût lui faire croire que cette crainte avait un fondement. Elle se rassura donc, le temps aidant, et finit par attribuer le changement de Mazelaine à cette réserve que la connaissance du monde impose à un homme prudent envers une jeune femme dont l'isolement tente les commérages.

Et Mme Valérien regarda sa fille grandir dans la tranquillité des *Aveines*, jusqu'au moment où elle dut la ramener à Paris pour achever de l'instruire. Jusqu'alors, elle s'était surtout appliquée à l'armer contre les mauvais conseils de la vie facile, à la munir des cuirasses inventées par la sagesse des siècles pour préserver les âmes des tentations : pour cette œuvre, elle avait plus compté sur son expérience que sur l'appui de ses gouvernantes, ou du bon curé de Clissé qui la visitait quelquefois. Mesurant au caractère de l'enfant les difficultés de l'entreprise, elle ne la jugeait pas irréalisable. Agnès ne lui ressemblait guère : attentive à l'observer, Mme Valérien ne reconnaissait pas en elle les sensations que sa propre enfance avait éprouvées, ses jeux d'imagination, les mélancolies sans cause précise dont elle avait subi l'étreinte à l'âge où le cœur s'éveille. Agnès était vive et sérieuse à la fois, plus vive et moins sérieuse qu'elle ne l'avait été, avec une ardeur singulière à courir à tout ce qui l'attirait, une spontanéité d'impressions qu'elle ne se souvenait pas d'avoir jamais connue. Ces différences l'inquiétaient et la rassuraient en même temps, par les conséquences contradictoires qu'elle en tirait selon son humeur. Si sévère pour son passé, elle l'était moins pour cet avenir inconnu qui s'élaborait sous sa garde. Le temps accom-

plissant son œuvre, elle mettait moins de cruauté à refaire le procès de sa vie. Peut-être même aurait-elle fini par s'excuser dans une certaine mesure, sans la torturante pensée de la toile qui éternisait sa faute dans la galerie d'un collectionneur où mille amateurs allaient la contempler. A force d'être mère, stricte dans ses devoirs, éloignée de tout désir coupable, elle aurait fini par oublier en partie les catastrophes qui reculaient et s'effaçaient avec les années : mais chaque fois qu'elle se souvenait d'être la « Femme au voile, » c'était le retour des fantômes vengeurs. Même, ce souvenir devenait plus cuisant à mesure que s'atténuaient les regrets trop longtemps restés dans son âme et dans son corps, à mesure qu'elle se détachait davantage de tout désir de joie pour devenir plus pure, plus exclusivement consacrée à sa tâche maternelle, à mesure que les sens mouraient dans la femme asexuée qui ne vivait plus pour soi, n'attendait plus rien du siècle, s'anéantissait dans sa volonté de faire de sa fille l'être parfait en qui se réaliserait son idéal tardivement conçu, après tant de désastres.

Enfant, Agnès était d'humeur plutôt gaie, avec beaucoup d'entrain. Un rien la faisait s'épanouir. Élevée en plein air, selon les règles d'une hygiène excellente sans pédanterie, elle respirait la santé. Elle n'aimait que la campagne. A Paris, dans leur appartement de l'avenue d'Iéna, elle s'ennuyait, s'attristait, s'étiolait, pensant aux *Avernes* avec nostalgie, parlant sans cesse des gens, des bêtes, des choses de là-bas : le jardinier, sa femme, les chiens, les chevaux, les vendangeurs, le pressoir, l'étang, les arbres, les fleurs. Quand approchait la date du départ annuel, son désir prenait des accens maladifs à force d'intensité. Incapable de rester en place, elle errait de chambre en chambre, comptant les jours, s'inquiétant, imaginant des obstacles qui les retiendraient peut-être :

— Maman, si quelque chose nous empêchait de partir, cette année?...

— Que veux-tu qui nous empêche?

— Je ne sais pas... Tu seras peut-être malade... Ou bien moi?...

— Petite folle!... Tu vas bien, j'espère?

— Oui, maman.

— Moi aussi. Alors?...

La petite levait ses grands yeux bruns, et sa mère y lisait,

dans un éclair, la terreur obscure de l'inconnu qui s'étend entre nous et notre rêve : cette inquiétude éperdue qui nous fait saisir, d'un geste plus rapide que la volonté impuissante à l'arrêter, l'objet de notre désir prêt à nous échapper, — cette espèce de folie nostalgique dont les impulsions expliquent tant de choses...

Le départ, le voyage, l'arrivée étaient un enchantement. En route, Agnès courait d'une vitre à l'autre, reconnaissait les gares que brûlait l'express, les villas paisibles au bord des rivières, les pans de forêts déchirés par les rails, les champs fertiles autour des fermes.

— Maman, maman, vois-tu?... Une maison qu'on a construite, depuis l'année dernière !...

A Châlons, où l'on changeait de train, l'attente semblait interminable ; puis bientôt, dans le petit chemin de fer régional qui s'achemine sans hâte vers son but, des cris de joie saluaient l'apparition de la Grosne, celle des coteaux familiers, les endroits aux jolis noms sonores : Saint-Désert, Saint-Boil, Saint-Gengoux. Enfin, quand s'esquissait au loin la ligne miroitante des peupliers qui bordent les *Aveines*, quand on dépassait la maison, posée de trois quarts au bord de la route, la petite battait des mains, rayonnante, laissant sa joie éclater :

— Maman, c'est la maison, la bonne chère maison !... Vois-tu le vieux Gaspard?... C'est bien lui !... Il s'est mis là, devant la grille, pour voir notre train...

Et elle agitait son mouchoir :

— Bonjour, bonjour, Gaspard !... Il fait des signes, maman, il nous a vues !...

A ces exubérances, Mme Valérien répondait doucement :

— Quelle campagnarde tu fais, chérie !...

— Oh ! oui, maman, je déteste la ville !

— Je crois que tu as raison...

Réjouie de ces goûts champêtres, qu'elle croyait définitifs, la mère faisait des plans : Agnès épouserait un gentilhomme fermier, jeune, robuste et beau ; ils formeraient une souche saine, à l'abri des accidens dont la promiscuité des villes multiplie les chances ; très unis, très fidèles, ils vieilliraient en paix, entourés de leurs enfans. Ainsi s'éliminerait le virus introduit dans la famille par sa faute, par celle de son mari, par la mauvaise vie qu'ils avaient vécue côte à côte et chacun pour soi...

Dans le courant de sa treizième année, Agnès lui causa une alerte assez vive. En plein âge ingrat, ayant grandi trop vite, elle était alors efflanquée, étirée, assez disgracieuse et presque laide, avec son teint bistré, ses yeux de braise, ses traits encore imprécis, un air de zingara qu'elle devait tenir de quelque atavisme ignoré. Mme Valérien l'avait amenée à Ragatz, où depuis deux saisons elle soignait des rhumatismes récalcitrans. Agnès jouait avec les enfans de l'hôtel par les jardins et les bosquets. Dans leur troupe, il y avait un étrange petit Russe, du même âge qu'elle, qu'on appelait Pétia. Il était blond, avec de longs cheveux bouclés, un teint de lait, des yeux candides, un drôle de parler où les *r* roulaient avec des sonorités caressantes. Il faisait partie d'une sorte de tribu, bruyante comme un vol de moineaux, qui remplissait le salon de son tapage, les corridors de ses bouts de cigarettes. Bientôt Agnès ne le quitta plus, ne parla que de lui, ne pensa qu'à lui : « Maman, Pétia dit ceci, Pétia fait cela... » Condescendant, le petit bonhomme se laissait aimer, avec des grâces naissantes de futur bourreau des cœurs ; Mme Valérien avertissait sa fille :

— Un beau jour, Pétia s'en ira dans son pays, tu ne le reverras jamais.

— Oh ! maman, ne dis pas cela !... C'est impossible qu'il s'en aille, je ne peux pas supporter cette idée !...

Un matin on apprit que la bande s'était évaporée la veille, filant par le dernier train, au reçu d'un mystérieux télégramme : il ne restait qu'un majordome pour régler les comptes, des domestiques qui faisaient les malles. Agnès ne dit rien, ne manifesta nulle surprise, ne posa aucune question ; seulement elle se retira des jeux et tomba dans la mélancolie. Son silence était plus éloquent que ses plaintes, les cernures de ses yeux trahissaient des larmes que personne ne vit couler. Puis, par un de ces orages comme il en éclate dans les vallées alpestres, elle échappa à la surveillance maternelle et disparut. Sa mère la retrouva à l'orée des bois, étendue sur la terre mouillée, secouée de sanglots, tandis que les éclairs sillonnaient l'espace, que la foudre menaçait les sapins. Elle feignit de ne pas voir les larmes :

— Comment, petite malheureuse, tu restes sous les arbres pendant qu'il tonne ? Tu sais bien que c'est très dangereux !

L'enfant se releva, et, debout dans la pluie, s'écria avec un grand geste désespéré :

— Ah! maman, qu'est-ce que ça fait?... La vie est trop triste!...

Mme Valérien la prit dans ses bras, la couvrit de baisers :

— Ne dis pas cela, chérie, non, non, je t'en prie, ne dis pas cela!... pas encore!...

Dès lors, plus vite inquiète, elle la surveilla de plus près.

Agnès, en grandissant, n'embellit guère. Elle acquit pourtant un certain charme, avec ses yeux ardens où la vie s'allumait comme un incendie, ses fins cheveux très noirs, un peu crépus et rebelles, ses petites dents acérées qui, sous les lèvres vives, d'un dessin hardi, semblaient faites pour croquer des fruits verts. Puis, aux approches de la seizième année, elle changea, devint moins expansive, chercha la solitude, les longs silences, les rêveries, laissant parfois entrevoir un arrière-fonds impénétrable de son âme, menaçant et fuligineux comme un ciel chargé.

— Agnès, qu'as-tu?

— Rien maman.

— Mais tu pleures!

— Non, non, quelle idée!

Le sourire navré des lèvres ne parvenait pas toujours à donner le change.

C'est à ce moment qu'elle fut prise d'une véritable rage de lecture. Impossible de la modérer. On lui défendait les mauvais romans, et aussi les autres, pour plus de sûreté; mais elle mettait du roman dans tous les livres qu'elle dévorait. *Télémaque* ne suffit-il pas à brouiller l'esprit de la Sophie de Jean-Jacques? Pareillement, l'imagination d'Agnès extrayait des classiques mêmes cette moelle romanesque que dissimulent aux lecteurs d'aujourd'hui la décence de l'expression, l'archaïsme des formes, l'exactitude et la modération des images. Chimène, Hermione, Phèdre, Bérénice, la vertueuse Pauline lui parlèrent le langage que les héroïnes modernes parlent à des sensibilités plus blasées, auxquelles il faut des pimens dont sa fraîcheur d'âme n'avait aucun besoin.

A dix-sept ans, elle restait trop maigre, avec des formes d'éphèbe, peu de hanches, peu de gorge, ce teint brun qui rappelait, en plus marqué, celui de sa mère, mais avec une grâce qu'elle prit tout à coup, comme on revêt une robe neuve, avec un charme de plus en plus capiteux, fait de l'intensité de sa vie,

de son intelligence prime-sautière, de l'enthousiasme qu'elle vouait aux belles choses, aux belles actions, aux héros. Un poète, un artiste, étaient à ses yeux des divinités. Longtemps elle n'en connut que par leurs œuvres, ou du moins par le petit nombre de celles qu'on lui permettait d'admirer. A peine avait-elle entrevu quelques figures célèbres : Alphonse Daudet, dont le noble visage douloureux se grava dans ses yeux tel que nous l'a conservé le sublime portrait de Carrière ; Puvis de Chavannes, droit et blanc, portant avec fierté sa glorieuse vieillesse ; Brunetière, dont elle entendit quelques inoubliables conférences. Comme l'extérieur de ceux-là répondait assez à son idée, comme l'âge et la maladie même semblaient les respecter, ces furtives rencontres affermirent son culte pour leurs pairs ou pour leurs émules ; et elle souhaita d'être aimée par l'un d'eux. Mais au premier raout où l'invitèrent les Juziers, son cousin Gaston, un garçon de vingt ans, ironique aux emballemens, prompt à dénigrer avec malice et qui d'ailleurs l'avait toujours taquinée, — lui en montra plusieurs, peintres, poètes ou musiciens, trop gras ou trop maigres, négligés ou prétentieux, qui posaient dans des cercles de caillettes ; baissant la voix, il se mit à lui raconter crûment les caquets vrais ou faux qui couraient sur eux :

— Tu ne te doutais pas de ça, hein, toi qui lis leurs livres et vas pieusement admirer leurs toiles au vernissage ? Moi qui ne lis rien, et ne vais au Champ-de-Mars que pour rencontrer des femmes, je les connais mieux !

Elle protesta, de toute son honnête candeur :

— Es-tu sûr de ce que tu dis ? Ce sont peut-être des calomnies...

— Peut-être, au moral, concéda Gaston, assez sceptique pour douter du mal comme du bien. Mais au physique, on a des yeux pour voir, que diable !

Et il loucha vers un Idéaliste ventru, à face apoplectique, qui obstruait le buffet en riant d'un large rire de satyre, la bouche pleine de brioche, une coupe de champagne à la main :

— Celui-ci, par exemple, le connais-tu ? Eh bien, ma chère, il ne croit pas à la réalité des corps !

Dès lors, elle se méfia des apparences et n'eut plus de sympathie *a priori* pour une classe d'hommes ; et quand Léon Bellune, qu'elle avait à peine remarqué dans quelques soirées, la fit demander en mariage par son oncle Ambroise, le membre

bien connu de l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres, laissant son imagination s'enflammer comme autrefois pour le petit Pétia, elle s'élança vers son rêve, sans se douter qu'elle partait seule.

Léon Bellune pouvait plaire. Il avait la jeunesse, — vingt-sept ans, — un visage agréable, un peu inexpressif, mais bien dessiné, une jolie barbe brune à reflets dorés qu'il soignait beaucoup, tous ses cheveux. Il bostonnait à merveille, jouait honorablement au tennis, mieux au bridge, possédait un certain esprit de conversation. Quelques connaissances classiques qu'il devait à son oncle, des souvenirs de voyage en Grèce, en Sicile, à Rome, une admiration de dilettante pour les temples et les musées, donnaient à ses propos un vernis d'intellectualité ou d'esthéticisme. Volontiers, il décrivait des tableaux d'église, racontait des légendes, s'extasiait congrûment sur des miracles : qui donc aurait mis en doute la sincérité de ses émotions? Orphelin de bonne heure, il jouissait d'une aisance qu'augmenterait un jour, selon toute vraisemblance, l'héritage des Ambroise Bellune, qui, l'ayant élevé, le traitaient comme leur fils. Depuis deux ans auditeur au Conseil d'État, il semblait réservé à une bonne carrière administrative, dont la bienveillance de quelque ministrable hâterait une fois ou l'autre le cours. C'était un de ces jeunes hommes dont les mères disent avec sécurité : « On ne pourrait souhaiter mieux pour sa fille! »

Mme Valérien raisonna comme toutes les mères, peut-être cependant avec moins de confiance, en gardant des doutes, en faisant intervenir d'autres élémens dans ses calculs. Agnès venait à peine de dépasser sa dix-huitième année. Cette coïncidence exacte de l'âge de sa fille avec celui qu'elle avait elle-même au moment de son mariage, l'inquiéta comme un mauvais augure. Elle se rappela son ignorance, son incroyable naïveté, les sentimens confus avec lesquels elle avait accueilli, parce qu'on lui disait de l'accueillir, la recherche de René Valérien; puis ses déceptions, sa solitude au foyer de son mari, l'éveil de l'amour dans son cœur resté vierge et candide. Mais Agnès, élevée auprès d'elle dans une atmosphère d'affection, avait au contraire une spontanéité qui donnait un tout autre caractère à son acquiescement. Et puis, Bellune était vraiment sympathique. Et puis encore, il avait des attaches avec la vallée de la Grosne, où il possédait une agréable propriété, les *Peupliers*, entre Clissé

et Chébrioux. A vrai dire, il n'y venait guère, et l'avait abandonnée aux Ambroise, qui s'y installaient chaque été; mais sa femme saurait l'y ramener. Mazelaine, consulté, répondit que la famille était des plus honorables, qu'il connaissait peu le jeune homme malgré le voisinage de leurs domaines, et garda l'attitude d'un conseiller prudent.

— Ne trouvez-vous qu'Agnès est bien jeune ? demanda timidement Mme Valérien.

Mazelaine ébaucha un geste évasif :

— Ma femme n'avait que quelques mois de plus quand je l'ai épousée, répondit-il.

Son œil crut lire dans le regard de Mme Valérien cette pensée rapide comme un éclair : « Que fût-il arrivé si elle avait vécu?... » Il lui en voulut d'un tel soupçon, parce qu'il en connaissait la source personnelle et coupable. Sa grave figure obstinée se ferma davantage : avec ses favoris poivre et sel, ses joues de cire renflées en poches au-dessous des yeux, son regard insondable derrière les lunettes à branches d'or, ses cheveux lisses qui s'argentaient sur son front, il avait l'air d'un juge sévère, dont le siège est fait. « Peut-être pense-t-il que je ne suis pas un bon guide pour ma fille, » se dit Mme Valérien qui ne se trouvait jamais en face de lui sans éprouver un sourd malaise. Et elle le quitta, résolue à favoriser Bellune.

D'ingénieuses amies intervinrent, lui prêtèrent leur concours, et, sitôt le mariage décidé, proclamèrent suivant l'usage que les fiancés s'adoraient :

— Mariage d'inclination, ma chère... Un coup de foudre!...

Agnès le crut, sincèrement. Sa mère s'efforça de le croire. Seul Gaston Juziers, le jeune sceptique, ne fut pas dupe. A la réception qui accompagna la signature du contrat, il annonça gaîment à un camarade que sa romanesque cousine aurait des désillusions :

— Au surplus, conclut-il, mon nouveau cousin sera probablement plus à plaindre qu'elle; mais lui, ne s'en apercevra jamais.

Agnès, elle, s'aperçut bien vite que son mari avait le cœur sec, l'imagination stérile, l'esprit aussi nul que facile, des vertus médiocres, qu'elle détestait, comme la prudence, la modération, une sagesse de vieillard. La religion des « convenances » lui tenait lieu de toute autre foi. La peur de se compromettre

gouvernait ses moindres actes, le choix de ses relations, ses propos, jusqu'à ses pensées intimes, quand il lui arrivait d'en avoir. Incapable de s'intéresser à rien de généreux, il était adroit, méticuleux, calculateur. Ses ambitions ne dépassaient pas la portée de sa main : on ne le vit jamais rien désirer qu'il ne pût obtenir sans excès d'effort. Facile à vivre, d'ailleurs, il cédait aisément dans les petites choses. Dès qu'il sortait de son bagout préparé, il témoignait d'une pusillanimité qui confinait à la niaiserie. Mme Valérien aurait choisi, entre dix mille, l'homme le moins assorti à sa fille, qu'elle n'aurait pu tomber mieux; mais comment aurait-elle mesuré d'avance le néant de ce jeune homme aimable, correct et bien renté? Agnès eut pendant quinze jours l'illusion de l'aimer. Après quoi, elle conçut pour lui une indifférence absolue, définitive, sans mélange; et ce sentiment pénétra dans les autres compartimens de sa vie, comme un gaz délétère qui traverse les cloisons, la dessécha, fit d'elle, pendant plusieurs années, quelque chose comme une flamme vacillante et pâlie, lui donna l'aspect, l'attitude, l'âme et le ton d'un être revenu de tout, dont la jeunesse n'était qu'un masque. Deux enfans, fille et garçon, Renée et Jean, leur naquirent. Agnès se persuada quelque temps qu'il lui suffirait d'être mère. Mais l'affection même qu'elle leur voua s'attiédit dans cette atonie où l'avait plongée la mort hâtive de l'amour.

Le jour approchait cependant où tous ses sentimens se réveilleraient à la fois...

II

Cette année-là, vers le milieu de juillet, les Bellune prirent tout à coup la décision d'aller passer quatre ou cinq semaines à Constance, sans leurs enfans : ceux-ci, qui avaient alors six et cinq ans, les attendraient aux *Peupliers*, sous la garde des Ambroise, qui ne demandaient qu'à s'emparer d'eux. Leur bruit fatiguait parfois le vieux savant ; mais sa femme, qui adorait les enfans et n'en avait pas eu, ne manquait jamais une occasion d'exercer sur ceux de son neveu ses tendresses sans emploi. Quand il s'agit de les lui livrer pour un si long temps, Agnès souleva quelques objections, celle-ci surtout, qui vient à l'esprit de toutes les mères :

— Ils sont si petits !

Léon lui démontra que l'argument ne valait pas cher :

— S'ils étaient plus grands, nous courrions plus de risque à les lui laisser : ce serait alors que ses gâteries pourraient tirer à conséquence. En ce moment, elles sont inoffensives : faisons-lui donc ce plaisir, puisque cela nous arrange !

Ils retinrent leurs chambres à l'hôtel installé dans l'ancien couvent des Dominicains qui fut jadis l'âme de la petite ville badoise. Mme Valérien, ayant terminé de bonne heure sa cure de Ragatz, les rejoignit avant de rentrer aux *Aveines* pour la journée du 5 août, qu'elle passait chaque année dans sa propriété, quelles que fussent ses cures ou ses villégiatures, et consacrait à ses souvenirs. Elle était encore très jeune d'aspect : la grâce de sa taille, l'éclat de ses yeux, la vivacité de ses mouvemens contrastaient avec la sévérité de ses toilettes; car elle ne portait jamais que du noir, malgré les plaisanteries de sa fille, qui lui répétait :

— Mais, maman, attends donc d'être vieille, pour t'habiller de la sorte !

Ou encore :

— Tu auras beau te vêtir en vieille dame : on te prendra toujours pour ma sœur !

A de tels propos, Mme Valérien souriait un peu tristement : depuis si longtemps, elle se résignait à laisser loin derrière elle tout ce qu'on peut attendre de la vie ! Ce n'était qu'une ironie de la destinée, de lui conserver ainsi une jeunesse inutile, un charme perdu...

Elle s'était fait une loi de ne jamais critiquer les actes de ses enfans. Pourtant le choix de leur villégiature l'avait surprise. Elle ne put s'empêcher de leur dire en arrivant :

— Quelle idée de venir ici ! Ce n'est pas la montagne, ce n'est pas la mer, il n'y a pas d'eaux minérales, il fait chaud comme dans un four !

— Il y a un lac; n'est-il pas ravissant? dit Agnès.

Léon ajouta :

— Il faut bien être quelque part, n'est-ce pas?

— Nous avons tant de beaux endroits dans notre France ! objecta encore Mme Valérien. Je parie que vous êtes seuls à parler votre langue, ici ?

— C'est vrai, fit Bellune ; mais nous allons avoir un compagnon, et même un compagnon que vous connaissez, ou du moins

que vous avez connu dans son enfance : le jeune Mazelaine.

Mme Valérien regarda sa fille en s'écriant :

— Le fils de ton tuteur?... Florian?...

— Oui, maman.

Ce nom de Mazelaine sonnait toujours aux oreilles de Mme Valérien comme un rappel de la terrible journée : elle ne pouvait l'entendre sans voir Mazelaine arriver avec la tragique nouvelle, sans entendre le son funèbre de sa voix, sans deviner dans ses yeux tout ce qu'il ne dit pas. Elle sentait bien que la réserve où cet ami très sûr s'était dès lors enfermé avait une cause, — une autre cause que la crainte de possibles commérages, — et qu'elle se leurrait elle-même en cherchant mille explications à un fait qui n'en comportait qu'une seule. Elle l'avait compris dès l'abord. Elle le comprit mieux encore en observant les soins que prenait le voisin de la *Plaisance* pour éloigner son Florian des *Aveines*. Du vivant de René, Florian l'accompagnait dans toutes ses visites : pourquoi avait-il cessé de l'amener? pourquoi n'avait-il été que le tuteur légal d'Agnès, au lieu d'être son second père et son guide? pourquoi, sinon parce qu'il jugeait la mère?...

— Nous l'avons rencontré cet hiver chez les Juziers, expliqua Léon. Il a rappelé à ma femme qu'il l'avait connue enfant. Ils ont babillé comme des pies, et causé d'un tas de gens de Clissé dont on ne m'a jamais parlé, à moi...

Agnès regardait dans le vague, sans rien dire.

— C'est un charmant homme, de grand avenir! continua Léon. Il écrit dans les journaux... dans les journaux modérés. On compte beaucoup sur lui, de ce côté-là... Au fond, c'est lui qui nous a persuadés de venir ici. Il a passé quelques mois à Constance, autrefois, pour apprendre l'allemand, et il en gardait un excellent souvenir. Il nous répétait sans cesse : « C'est un endroit délicieux! » Ma foi, nous avons fini par le croire. Et puis, il nous a promis de nous rejoindre, pour la fin de notre séjour. J'espère bien qu'il tiendra sa parole.

Mme Valérien regarda sa fille : Agnès semblait étrangère à la conversation; mais l'animation de son teint et de son visage contrastaient avec son silence.

— Vous êtes donc tout à fait intimes? demanda-t-elle.

— Nous nous sommes vus assez souvent, et beaucoup liés, répondit Léon.

Agnès dit enfin, d'un ton forcé :

— M. Mazelaine m'est très sympathique.

Le malaise indéfinissable de Mme Valérien se précisa, devint quelque chose comme un pressentiment, qui la hanta pendant plusieurs nuits. Mais au lieu d'arriver au jour fixé, Florian écrivit que des affaires le retenaient; Mme Valérien se rassura : ayant connu une passion toute-puissante, elle ne pouvait croire au péril d'un sentiment que traversent, ralentissent ou contrarient les autres intérêts de la vie.

Quoique Florian remît une fois encore la date de son arrivée, Agnès ne parut éprouver aucun chagrin de ces retards successifs. Elle semblait tranquille, de cœur et d'esprit, surtout quand elle venait de recevoir des nouvelles des enfans. Elle se laissait bercer au charme du bel été, du paysage vaporeux, du lac blanc que découpent des rives de verdure semées de maisons claires, de clochers étincelans, et dont la nappe pâle et mouvante s'élargit vers des lointains invisibles. Son mari pêchait, canotait, prenait des bains, prolongeait ses siestes, en voluptueux qui sait tirer son plaisir de tous ses actes, manifestant dans les plus petites choses la nullité de son âme. Livré à ses occupations habituelles, porté par le courant de sa vie, un homme s'élève facilement au-dessus de son propre niveau : on le juge mieux hors de son cadre, dans l'oisiveté, quand les loisirs l'obligent à développer son propre fonds. Jusqu'alors, Mme Valérien n'avait guère qu'entrevu la vraie nature de son gendre, en s'efforçant d'écarter le souci que lui donnaient ces visions furtives : subitement, elle le devina, et fut effrayée. Ce n'étaient pas les violences, les caprices, les incohérences d'humeur dont elle-même avait tant souffert; mais c'était quelque chose qui ne valait pas mieux : une flagrante incompatibilité de caractères, une infériorité de l'homme éclatant dans les moindres occasions, sans l'empêcher d'ailleurs de se priser vaniteusement. Elle épia sa fille, surprit les regards qu'elle jetait parfois sur Léon, quand il s'absorbait dans la contemplation de son bouchon flottant, retirait en triomphe un tout petit poisson qui se tordait à l'hameçon, ou sommeillait, la bouche entr'ouverte, dans un des fauteuils du jardin, ou encore quand la lecture d'un journal, ou le paysage, ou le passage d'un peloton de fantassins badois lui suggéraient quelque réflexion dont la banalité révélait la misère de son esprit. Ses souvenirs de femme

aiguisaient sa clairvoyance maternelle : sûrement, Agnès jugeait son mari, comme elle avait rapidement jugé le sien, sans plus d'indulgence ; sûrement, elle ne lui gardait aucun reste d'amour, si jamais elle l'avait aimé ; et comment croire que cette jeune femme, beaucoup plus vivante, ardente, passionnée qu'elle-même ne l'avait jamais été, plus gâtée aussi, plus accoutumée aux douceurs de la tendresse, vivrait toute sa vie sans rechercher l'amour qu'elle ne pouvait légalement demander qu'à cet homme, et que cet homme ne lui donnerait pas? En creusant cette question, — à laquelle la logique des choses ne répondait que trop ! — Mme Valérien tâchait d'interroger sa fille, prudemment, comme en sourdine. Mais Agnès, si confiante lorsqu'elle n'avait rien à cacher, restait sur la défensive, sans se livrer :

— Ainsi, ma chérie, vous ne vous ennuyez pas trop ici, les deux?

— Mon Dieu ! non, pas trop...

— Un peu, pourtant?

— Un peu, bien sûr.

— Peut-être aimeriez-vous mieux être seuls, Léon et toi?

Les grands yeux d'Agnès s'écarquillaient :

— Hé ! pourquoi ? je t'en prie !

— Pas d'enfans avec vous, pas d'occupations, pas de ménage, pas de visites, pas de Conseil d'État... Vous seriez très bien pour recommencer la lune de miel.

— Ma pauvre maman, te figures-tu qu'après six ans de mariage, Léon aurait à me dire des choses tellement intimes, que ta présence le gênerait? Mais il m'a tout dit depuis longtemps, tout, tout, tout...

Elle rapprocha ses deux mains dans un petit geste rétréci, qui soulignait l'ironie du mot, et acheva, en plissant les lèvres :

— Et je t'assure que ce n'était pas grand'chose !

La brune figure se fit dure, presque menaçante : Mme Valérien comprit qu'Agnès en voulait à son mari d'être ce qu'il était, un homme comme il y en a tant, ni bon ni mauvais, nul simplement, apathique, banal.

Un soir, pendant que Bellune écrivait des lettres au fumoir, — une corvée qu'il n'accomplissait jamais sans gémir, — Agnès et sa mère s'en allèrent flâner dans la ville. Elles errèrent par les rues enchevêtrées, en regardant grisonner dans le crépuscule les

vieilles maisons à pignons ou façades peintes. Le hasard de leur promenade les conduisit ainsi jusqu'au bloc erratique qui signale le lieu où s'alluma le bûcher de Jean Hüss. Des couronnes de feuillages frais, des rubans aux trois couleurs tchèques décoraient la grille et la pierre. Les deux femmes s'arrêtèrent ensemble, un peu surprises de la fruste sincérité de ce monument fourni tel quel par la nature, si différent des compositions prétentieuses qui d'habitude honorent les morts illustres. Agnès s'en approcha, lut la date, demanda :

— Qu'a-t-il fait ?

Que de fois Mme Valérien avait été gênée dans son ignorance par les questions de sa fille, d'esprit curieux, mais trop paresseuse pour s'enquérir par elle-même de ce qu'elle désirait savoir.

— C'était un hérétique, je crois, répondit-elle. On l'a brûlé.

— On l'a brûlé à cause de ses idées ?

— Je crois qu'oui.

Agnès contempla longuement la pierre, — cette pierre qui scellait tant d'efforts perdus et de telles souffrances de l'esprit et de la chair ; elle murmura :

— Les martyrs ont toujours raison !...

Bien qu'elle fût respectueuse des arrêts du Concile, même en les ignorant, sa mère n'osa pas la contredire :

— Où as-tu pris cette idée ? demanda-t-elle seulement.

Agnès répondit :

— Je ne sais pas.

Et elles s'éloignèrent en silence, hantées par le fantôme de ce vaincu dont elles ne savaient rien, sinon qu'il avait péri par le feu, un jour d'été, dans cette ville souriante, pour l'amour de la vérité, et que, parce qu'il était mort ainsi, des inconnus lui consacraient pieusement des feuilles et des fleurs.

— Nous rentrons à l'hôtel ? proposa Mme Valérien quand elles se retrouvèrent au bord du lac qui brunissait dans la nuit tranquille.

— Nous avons le temps, dit Agnès.

— Cependant, Léon doit avoir fini ses lettres, nous attend peut-être ?...

— Oh ! Léon !...

En prononçant ainsi le nom de son mari, Agnès eut un regard, un pli des lèvres, un mouvement du buste qui trahis-

saient une indifférence hostile ou dédaigneuse. Puis, prenant le bras de sa mère et pressant le pas, elle l'entraîna vers le jardin public, où la chapelle militaire donnait son concert quotidien. Des groupes familiaux erraient sous les arbres, d'autres s'installaient sur les chaises alignées. Il y avait des toilettes claires, des chapeaux fleuris, des officiers, des commis, des bourgeois, et la « bande » jouait avec entrain des valses de Strauss ou des pots-pourris d'opéras. Les deux femmes s'assirent. Tout près d'elles, un jeune couple surveillait un bébé, qui se mit à crier. Sa mère tâcha de l'apaiser en lui offrant une gourde de lait. La figure bouffie, plissée, trempée de larmes, le petit repoussait la bouteille en se débattant; ses cris aigus luttaient avec les cuivres.

— Quelle idée d'amener là un enfant de cet âge! fit Agnès.

— Ce sont sans doute de pauvres gens, expliqua Mme Valérien : ils n'avaient personne pour le garder à la maison... Comment as-tu pu quitter les tiens, toi?

— La tante Ambroise les voulait, dit Agnès sèchement. C'est une tante riche : on ne lui refuse rien.

— Pourtant ils vous auraient distraits, ton mari et toi, puisque vous avez besoin de vous distraire.

Mme Valérien hésita deux secondes, et ajouta :

— Et puisque... votre ami se fait attendre.

Le nom de Mazelaine s'était arrêté sur ses lèvres.

— M. Mazelaine viendra, maman, répondit Agnès.

Mme Valérien balbutia :

— Je suis curieuse de le voir...

— Tu le verras : il arrive le 3, après-demain.

— S'il tarde encore?... Tu sais que je vais partir.

— Cette fois, il ne tardera plus!

La réplique était partie, impulsive, avec un accent de certitude presque triomphal.

— Comment est-il? reprit Mme Valérien.

— Il ne ressemble pas du tout à son père : ce tuteur en bois qui avait l'air d'avoir peur de nous approcher... Il me glaçait, tu te rappelles?... Je suppose que tu ne le vois plus, depuis qu'il n'a plus à s'occuper de mes affaires?

— Très rarement.

— Pourtant, c'était le meilleur ami de mon père.

Mme Valérien, sans répondre, se tourna du côté de la « bande, » qui attaquait la marche de *Tannhäuser*. Agnès

écouta un instant les beaux accords, en battant la mesure sur son genou; puis elle reprit :

— Tu veux vraiment nous quitter, maman?

— Pour l'anniversaire, Agnès!

De nouveau, la jeune femme s'abandonna à la rêverie; comme si elle se parlait à elle-même, elle dit, sans regarder sa mère, d'une voix profonde, et tout émue :

— Comme c'est beau, cette fidélité!

Mme Valérien reçut un choc en plein cœur. Jusqu'alors, à l'anniversaire, les choses se passaient selon les habitudes prises, simplement, sans allusion aux événemens qui avaient établi ces rites. Pas plus qu'un prêtre au moment de la communion, elle n'aurait supposé que l'Office pût être interrompu par quelque fidèle passant de la ferveur du culte à la curiosité de son objet. Et voici que tout à coup, dans cette ville inconnue, dans ce décor de hasard, aux sons bruyans de cette musique éclatante, cinq mots tombés des lèvres d'Agnès renversaient tout l'échafaudage! Sa fille se trompait donc sur les raisons de sa piété, puisqu'elle croyait que l'amour seul, le grand amour plus fort que la mort, la ramenait chaque année aux *Aveines?* Et cette erreur était préparée, calculée, entretenue par les attitudes, les gestes, les silences, les toilettes même de dix-huit ans de deuil mensonger!...

— Que c'est beau! répéta la jeune femme dont la voix se nuança d'un accent passionné. Avoir sa vie entière remplie par un amour unique, lui appartenir sans réserve, de toute son âme, de tout son être, le garder malgré la mort comme une religion, lui rester fidèle jusqu'au tombeau, pour l'éternité... Ah! maman, que c'est beau!

Chacune de ces paroles tombait comme un plomb brûlant sur la blessure de Mme Valérien. Elle n'entendait plus les bruits du jardin : les pas des promeneurs craquant sur le gravier, les cris du bébé qui se remit à pleurer, les conversations animées d'un groupe voisin d'officiers et de jeunes femmes, l'ouverture de *Poète et Paysan* qui venait de succéder à la marche de *Tannhäuser*. Anxieuse, frissonnante, elle attendait une chose décisive, qui lui semblait toute proche : le mot, la question qui tirerait le vieux secret de son linceul d'oubli. Agnès, les yeux à demi fermés, murmura :

— Ce pauvre père!... Quand on est tant aimé, on ne devrait

pas mourir... Surtout ainsi, de cette mort brutale, affreuse,... presque assassiné, maman!

Mme Valérien pensa que, sans l'ombre complice qui les enveloppait, sa fille aurait lu sur son front toute la vérité, ou que, si elle parlait, elle la trahirait par le son de sa voix, ou qu'en entr'ouvrant la bouche elle la laisserait échapper. Serrant les lèvres pour se mieux défendre, elle imposa silence à la révolte que soulevaient en elle ces deux mots iniques : « presque assassiné, » — et laissa cette injure frôler la mémoire de l'ami...

Cependant, l'esprit d'Agnès voguait vers le passé :

— Tu ne me parles jamais de mon père, maman? reprit-elle avec une douceur alanguie.

Pâle dans la nuit, Mme Valérien balbutia :

— Tu étais si petite quand il est mort! si petite!... Tu l'as à peine connu... Tu ne peux rien te rappeler...

— C'est justement pour cela que je voudrais que tu me dises des choses... D'abord, tu sais, je me souviens de lui... Oh! très bien!... Je revois sa figure, avec sa barbe... Je crois la revoir, du moins... Mais c'est peut-être son portrait, celui que tu as dans ta chambre... Est-il ressemblant, dis-moi?...

— Oui, chérie, il est ressemblant.

— Il a été fait peu de temps avant sa mort, n'est-ce pas?

— Quelques mois.

— Quelle bonne figure il a!... Quel regard franc!... Il devait nous aimer beaucoup?...

— Sans doute...

— Oh! maman, cet homme qui l'a tué, quel misérable!... Qu'il a dû être malheureux, s'il y a une justice!...

— Ne le condamne pas! fit sourdement Mme Valérien; il est mort peu de temps après.

Elle ajouta, plus bas encore :

— On dit qu'il est mort de chagrin...

— Eh bien, c'est juste, maman!... Quand on a enlevé un père à ses enfans, un mari à sa femme, comment pourrait-on vivre?... Il n'était pas marié, lui : personne ne l'a pleuré... Et pourquoi un tel crime? Je ne l'ai jamais su... Le sais-tu, toi?...

Le « oui » de Mme Valérien fut presque un souffle.

— Tu ne me l'as jamais dit?

La malheureuse femme dut rassembler toutes ses forces pour balbutier :

— Je ne peux pas te le dire, Agnès !

— Tu ne peux pas !... C'est donc un secret bien grave?... Et moi, je ne saurai jamais pourquoi mon père est mort?...

Elle se tut longuement; puis elle reprit, d'une voix qui s'attendrit :

— Que serais-je devenue, si je n'avais pas eu une si bonne mère?... une mère si dévouée, si tendre, comme il n'y en a pas deux au monde !...

Sa main chercha et saisit la main toute tremblante de Mme Valérien :

— Tu me comprenais si bien, maman !... Quand j'étais petite, — te rappelles-tu?... — tu savais avant moi tout ce que j'allais penser !

— Peut-être que maintenant encore, chérie...

— Oh ! non, maman, plus maintenant, j'en suis sûre !... Souvent, je pense des choses que tu ne pourrais pas même supposer, toi !... Ces choses-là, je t'assure que tu ne les devinerais pas !... Et puis, tu restes toujours la même : telle on t'a vue la veille, telle on te revoit le lendemain... Moi, au contraire, je change, je change sans cesse !... A ne pas me reconnaître d'un mois à l'autre !... Je change comme un pauvre petit nuage flottant, comme dans *Hamlet*, tu sais bien ?... C'est pourquoi j'ai tant besoin de toi, maman !... Et voilà que tu veux partir,... à présent !... justement à présent !... Mais tu as raison : il faut être fidèle, avant tout, fidèle à ce qu'on aime, fidèle à ses souvenirs... Aussi, je ne te demande pas de rester, non, non !... Seulement, écoute !...

Toute câline et nerveuse, Agnès se serra contre sa mère, lui mit un baiser sur le front, lui souffla dans l'oreille, d'une voix suppliante d'enfant gâtée :

— Si tu revenais après, dis?...

Mme Valérien se dégagea doucement :

— Ce n'était pas dans le programme, objecta-t-elle.

— On peut toujours bisser un morceau !... Allons, maman, un bon mouvement !... Promets que tu reviendras?...

— Nous verrons, ma chérie.

— Alors, si tu ne dis pas non, tu reviendras, j'en suis sûre, tu reviendras !... Quand j'étais petite et te demandais quelque chose que tu ne voulais pas me donner, si tu ne répondais pas non tout de suite, cela finissait toujours par être oui !... Oh !

maman, soyons ensemble autant que possible, veux-tu?... Je te promets que cela vaudrait mieux...

Elle se leva, craignant d'en trop dire :

— ... Mais cette grosse caisse m'énerve, à la fin... Partons, veux-tu?...

Le lendemain, vers l'heure du déjeuner, Mme Valérien trouva son gendre en train de bâiller devant les fresques de l'ancien cloître, qui distraient les habitans de l'hôtel par les jours de pluie. Elles représentent l'histoire de Constance, depuis l'époque des lacustres jusqu'à nos jours : histoire pacifique d'une ville lettrée et théologale, où siégèrent des conciles, où l'on déposa des Papes et condamna des hérétiques, où des souverains se rencontrèrent, se fêtèrent, signèrent des traités. Léon semblait absorbé dans la contemplation des figures de Guillaume II, décoratif, et du duc de Nassau, avec des lunettes, comme s'il s'appliquait à deviner ce qu'ils pouvaient se dire. Mme Valérien voyait rarement Bellune autrement qu'avec Agnès, et ne le recherchait guère : peut-être craignait-elle toujours un peu de le découvrir. Cette fois, elle eut l'envie inconsciente de le confesser :

— Je croyais que vous n'aimiez que l'ancien, dit-elle ; et ces peintures ont l'air de vous intéresser. Elles sont modernes, pourtant?...

— Affreusement !... Que voulez-vous?... On se distrait comme on peut !

— Vous vous ennuyez?

— Je ne sais rien de plus sinistre que la pluie sur un lac. Que voulez-vous qu'on fasse?...

— Est-ce qu'on s'ennuie nécessairement quand on ne fait rien ?

— Moi, oui ! Je ne sais pas m'amuser avec mes idées.

— Votre femme pourrait vous tenir compagnie.

— Agnès?... Elle a toujours des lettres à écrire, des chiffons à ranger...

— Enfin, vous aurez demain de la distraction, un ami...

— Oui, ce brave Mazelaine... Un garçon très sympathique, ne trouvez-vous pas?

— Je le connais si peu !

— Agnès m'a dit cela. M. Mazelaine le père était son tuteur, et elle n'avait pas revu ce garçon depuis la petite enfance... C'est bizarre, ne trouvez-vous pas?

Regrettant déjà d'avoir provoqué cette réflexion, Mme Valérien se trouva gênée :

— M. Mazelaine est un homme un peu singulier, expliqua-t-elle. Excellent, d'ailleurs, très dévoué dans les grandes occasions. Il a été admirable, au moment de la catastrophe. Et puis, nos relations se sont relâchées, je ne sais comment.

— C'est un sauvage, fit Léon avec un mouvement des épaules. Croiriez-vous que je le connais à peine, moi qui suis son plus proche voisin de campagne ?... Heureusement que son fils n'est pas comme lui !... Le cœur sur la main, celui-là !...

Là-dessus, Léon poussa un soupir et dit, d'un ton de demi-confidence :

— Ce sera bon qu'il soit là ! Il ne faut pas abuser du tête-à-tête, même dans les meilleurs ménages : on se fatigue l'un de l'autre, on se taquine pour des riens... Puisque vous nous quittez, belle-maman, je suis très content qu'il vienne. D'ailleurs il plaît à Agnès, et je ne suis pas jaloux !

Florian Mazelaine arriva le lendemain, de bonne heure. Il était de haute taille, membré solidement, avec une figure ouverte, des traits réguliers, une épaisse barbe blonde taillée en carré, un regard dominateur sous des sourcils en broussailles. Sa personne avait quelque chose de volontaire, de vibrant, de tendu, qui n'inspirait pas d'abord la sympathie. La familiarité qu'il étala, à la gare même où l'on alla l'attendre malgré l'heure matinale, voilait peut-être une certaine gêne.

— Bonjour, Léo, comment va ?... Bonjour, Agnès !

Comment ! il connaissait à peine Mme Bellune depuis quelque mois, et la traitait en camarade, l'appelait par son petit nom ! Les relations de leur enfance, interrompues par tant d'années, ne justifiaient pas un pareil sans-façons ! Tout cela était trop « nouveau jeu » pour une femme accoutumée aux traditions cérémonieuses de l'ancienne bourgeoisie... Et voici qu'en arrivant à l'hôtel, avant même de monter dans sa chambre pour sa toilette, il se mit à poser des questions, à esquisser des projets avec une exubérance d'un goût douteux :

— Vous n'avez pas encore battu le pays, fainéans que vous êtes ! Vous prenez donc racine dans votre hôtel ? Est-ce une manière de voyager ?... Attendez un peu que je vous secoue, moi !... Je veux tout voir : les arbres de Mainau, les lions de Lindau, cette délicieuse Bregenz qui est déjà le Tyrol avec sa gaîté, Heiden

d'où le point de vue est si beau !... Nous irons plus loin : à Rorschach, où je me rappelle avoir mangé des saucisses, à Walzenhausen, à Coire, une vieille, vieille ville !... Il faut battre toute la contrée, parce qu'elle est pittoresque, variée, pleine d'inattendu... Il faut l'admirer en détails...

Il se tourna vers Mme Valérien :

— J'espère bien que nous vous emmènerons, madame ?...

Elle dit, plutôt sèchement :

— J'aurai le regret de vous quitter demain.

— Vraiment ? Quel dommage !

L'exclamation de Florian eut un accent de sincérité, fut accompagnée d'un regard chaleureux qui contrastaient singulièrement avec la réserve méfiante de son interlocutrice. Puis, d'un ton subitement changé, il ajouta :

— Pardonnez-moi, madame, je ne pensais pas à la date... J'aurais dû m'en souvenir.

C'était un autre homme, devenu soudain grave, ému, respectueux. Connaissait-il la tradition de l'anniversaire par les bruits du voisinage ?... par son père ?... ou bien Agnès lui en avait-elle parlé ?... En tout cas, son regard adouci conservait une expression compatissante ; mais il eut le tact de ne pas insister, et Mme Valérien dut reconnaître qu'elle venait de sentir, en cet étranger, une de ces sympathies intelligentes dont le contact, même furtif, vous réchauffe le cœur.

Ce sentiment se fortifia durant la journée : d'heure en heure, Florian lui plaisait davantage, en l'inquiétant. Il attirait surtout par l'intensité de sa vie : son être entier s'ouvrait pour accueillir les mille impressions du moment ; un flux incessant de sensations puissantes battait son âme, ardente à les accueillir, peut-être à les épuiser ; son attention changeait aisément d'objet, jamais sans avoir d'abord saisi celui qui l'avait attirée ; on subissait auprès de lui l'ascendant d'une âme riche et mouvante, qui se livre sans compter. Avant le soir, Mme Valérien comprenait l'empire qu'un tel homme pouvait exercer sur un cœur inquiet, mûr pour l'amour, qui se cherchait...

Pour Florian, la petite ville badoise, le lac, les rives découpées qui changent cinq fois de patrie, foisonnaient de souvenirs. Il les déroulait avec une verve juvénile qui transformait les insignifiantes anecdotes en récits amusans ou pittoresques. En suivant les rues neuves qui partent des quais, on passa devant

un étalage de cartes illustrées. Il y jeta un coup d'œil, poussa un cri, entra en coup de vent dans la boutique, ressortit en brandissant un jeu de vignettes aux couleurs vives, avec des ors, des cuivres, des vermillons. Elles représentaient les scènes principales du *Trompette de Saeckingen*, le frais poème de Scheffel dont la scène se développe à quelques lieues de là ; il les tendit à Agnès, en lui contant les amours du jeune Werner, — en chapeau à plumes, pourpoint écarlate, bottes chamois, — ses batailles, ses chansons, toute cette gaîté poétique qui pétille dans les petits vers légers comme les vins du Neckar que boivent les étudians de « la vieille Heidelberg. »

— J'ai lu cela près d'ici, expliqua-t-il, dans le bateau qui descendait le Rhin entre les anciennes petites villes ciselées et peinturlurées. J'avais vingt ans, je frémissais du désir d'aimer. Et l'amour sortait de toutes les pages du volume, comme il sortait du fleuve et de ses berges, et du ciel et de l'horizon. De temps en temps, je levais les yeux de mon livre, pour les poser sur une belle jeune fille qui lisait aussi. Bientôt je ne vis plus qu'elle. Elle était vis-à-vis de moi, de l'autre côté du bateau. Je me levai, j'arpentai le pont, je passai plusieurs fois devant elle sans obtenir un regard. Enfin, j'osai m'asseoir à son côté. Je jetai un coup d'œil sur son livre : c'était *le Trompette !...* Quel autre signe du destin aurais-je attendu ?... Je lui parlai. Elle leva sur moi ses beaux yeux limpides, couleur de « vergissmeinnicht, » et me répondit très simplement. Mon émotion s'accrut : je sentis que c'était celle que j'aimerais. Elle était blonde, naturellement. Elle devait ressembler à Margarethe. Elle avait une voix un peu chantante, dont la douceur corrigeait la rudesse de son parler. Elle s'exprimait sans embarras, ne voyant aucun mal à causer avec un jeune homme inconnu, quand on lit le même livre sur le même bateau. Nous parlâmes du poète : je lui dis que j'avais vu sa maison, dans la petite ville qu'il a immortalisée, sa statue, en compagnie de son héros, devant l'église, je lui décrivis le château tel qu'il est maintenant, avec son air rococo, son vaste toit, ses trois tourelles, sa façade recrépie. Et puis nous parlâmes de nous-mêmes. Je lui annonçai orgueilleusement que j'étais « Parisien : » cette révélation ne parut pas l'émouvoir. Elle m'apprit qu'elle épousait dans quinze jours un jeune pasteur saint-gallois, qu'elle allait voir à Schaffhouse une tante de son fiancé qui s'était longtemps

opposée au mariage : « C'est une corvée, me dit-elle, mais après, tout sera arrangé... » Conservez ces cartes, chère madame, vous les regarderez quand vous voudrez penser à quelque chose de très frais, de très jeune, de très pur...

Pour la promenade du soir, après le dîner pris de bonne heure sur la terrasse, on suivit d'abord le canal qui sépare l'île et son hôtel de la chaussée et du chemin de fer. Le sentier étant étroit, Agnès et Florian prirent les devans, tandis que Bellune, qui n'aimait pas à marcher vite, restait en arrière avec sa belle-mère. L'eau, verte et claire, coulait avec lenteur, sous des feuillages d'arbustes défleuris, dont les intervalles laissaient voir des coins de jardin. Puis ce fut le pont du Rhin, avec ses quatre statues d'archevêques et de grands-ducs : la vue s'ouvrit sur le lac, un peu voilé, un peu vaporeux, d'une imprécision assez pareille à celle de la mer calme dans la brume. Florian arrêta sa compagne pour goûter le paysage. Il humait à pleins poumons l'air frais, en Parisien longtemps privé de la campagne, poussait des exclamations admiratives qui ressemblaient à de petits cris de joie, ou se taisait, comme oppressé par la mélancolie du crépuscule; elle, heureuse de le sentir heureux et là tout près, jouissait de l'entendre parler ou se taire. Comme leurs compagnons allaient les rejoindre, il demanda :

— Nous continuons?

— Allons! répondit-elle.

Ils descendirent l'escalier qui conduit à la *Seestrasse*. Là, le quai se développe sous de jeunes platanes, le long de villas qui cachent dans des bouquets d'arbres leur architecture trop riche. Le lac, à cette heure, avait tout son charme. Sous la lumière encore vive, que de légers nuages tamisaient comme un vélum de gaze, il mêlait toutes les couleurs, en des tons irisés d'opale, dans son miroir transparent et mobile. Au large, çà et là, des fumées de bateaux invisibles s'élevaient lentement dans l'air gris. Devant leurs pas, la forêt de Loretto noircissait déjà dans le crépuscule, tandis que sur l'autre rive, les vitres des maisons blanches étincelaient aux rayons obliques du soleil prêt à disparaître. Très loin, par delà les champs et les collines, s'estompait une cime neigeuse dont les dernières blancheurs semblaient illuminer la nuit environnante. Bellune la montra du bout de sa canne, en la nommant :

— Le Sentis!... Deux mille cinq cent quatre mètres!

Mme Valérien jeta un regard distrait sur la belle cime, qui flottait dans le ciel, séparée de sa base par une ligne de nuages. Elle ne s'attarda pas à l'admirer : obéissant à sa pensée, ses yeux suivaient le jeune couple qui les précédait d'une allure légère, prêt à se dissiper, eût-on dit, comme les fumées ou les nuages de l'horizon.

— Ce jeune homme est vraiment sympathique, dit-elle à son compagnon, plutôt pour dire quelque chose que par besoin d'exprimer son jugement.

— N'est-ce pas? répondit Bellune.

Trouvant aussitôt un mot banal pour résumer son sentiment, il ajouta :

— C'est un homme épatant!... Et pas en bois, comme monsieur son père, ah! non!... Il vit, il vibre, il résonne... J'aime les gens comme ça, moi!

A l'extrémité du quai, Agnès et Florian attendirent les retardataires, au carrefour d'où rayonnent les sentiers qui traversent la forêt. Le spectacle avait changé : des couleurs plus vives, des roses translucides, des bleus intenses, des violets fantasques jouaient sur les eaux, où s'étendaient aussi, par plaques ou par traînées, des coulées d'argent ou d'étain fondus. L'illumination des rives s'éteignit peu à peu : à peine si des points étincelans marquaient encore la place des fermes ou des villages, tandis que des voiles, sur le lac, brillaient, sans qu'on sût d'où venait la lumière capricieuse qui les éclairait. Florian proposa d'entrer dans la forêt, d'aller jusqu'au pavillon Jakob; Mme Valérien objecta que la nuit serait trop fraîche sous les arbres. On revint donc vers la ville. Les couples s'arrangèrent autrement. Léon avait passé son bras sur celui de Florian, et l'accaparait, sans s'apercevoir que le jeune homme, distrait, l'écoutait mal, suivait en pensée l'autre couple qui prenait les devans, pressait le pas pour diminuer la distance. Agnès gardait le silence. Mme Valérien sentit qu'elle tâchait de lui cacher ses pensées. Avec son habitude de l'observer, elle la devinait toute à celui qui les suivait, tendant l'oreille pour saisir le bruit de ses pas, le son de ses paroles. Comprenant alors que sa mère lisait en elle, Agnès se mit à parler, pour lui donner le change. Mais elle parlait de trop de choses à la fois, avec une précipitation nerveuse qui trahit son agitation. Sans répondre, Mme Valérien la regardait avec des yeux de tendresse, trop pénétrans,

qui entraient trop loin dans l'âme, qui voyaient, qui comprenaient, qui la plaignaient. Et elle se tut de nouveau, avec plus d'efforts pour enfermer au fond d'elle l'espoir, la crainte, l'amour, le doute que sa voix exprimait aussi bien que ses silences, et qui l'enveloppaient comme un halo. La ville se rapprochait : à main droite, la Tour du Vieux Pont, débris d'un passé lointain, se dessina, comme un lourd fantôme massif. Les deux archevêques et les deux grands-ducs noircissaient sur le pont, qu'ébranla le tapage d'un train. Quand il eut disparu, Agnès posa la main sur le bras de sa mère, et murmura :

— Maman!...

Mme Valérien comprit tout le sens de cet appel : par quelles armes, comment lutter contre l'ennemi dont elle connaissait si bien la force? L'éternel combat, qui l'avait brisée, allait-il recommencer dans ces deux âmes jeunes, tendres, nobles, qui s'attiraient? Elle ne trouva rien de mieux que de renouveler sa promesse :

— Je reviendrai, ma chérie, je te promets...

Agnès retira sa main. Après un nouveau silence, comme on se trouvait tout près de l'hôtel, elle dit, d'une autre voix, qui s'efforçait vers l'insouciance :

— Je ne voudrais pas trop te déranger, maman!... Après tout, tu sais, nous n'avons plus que peu de jours à passer ici...

Et Mme Valérien resta plus troublée, ne sachant plus ce qu'il fallait comprendre ou redouter...

III

Depuis que Mme Valérien habitait seule les *Aveines*, l'isolement aggravait encore pour elle la tristesse de l'anniversaire. Cette année-là, la maison, délaissée depuis plusieurs semaines, était en plein désarroi : l'odeur de renfermé, qui s'amasse dans les chambres longtemps inoccupées, remplissait l'enfilade des grandes pièces du rez-de-chaussée, où apparaissaient aussi quelques traces d'humidité; époussetés à la hâte, les lambris restaient poussiéreux; même, une toile d'araignée demeurait accrochée dans un angle au plafond. Mme Valérien, qui était minutieuse, montra dès l'arrivée ces négligences à sa vieille femme de chambre, Marianne. Quelque douceur qu'elle mît à ses observations, la bonne femme en fut mortifiée. Elle avait la

larme à l'œil en demandant s'il fallait enlever les housses des meubles du salon. La réponse la surprit :

— Attendez à demain, peut-être repartirai-je tout de suite.

Un nouveau départ? Voilà qui n'était plus dans les traditions!

Le lendemain, en s'éveillant après un sommeil pénible, Mme Valérien eut l'impression que le portrait de son mari la regardait avec une expression inhabituelle, adoucie, comme s'il la plaignait. C'était un portrait assez médiocre, quoique signé d'un nom connu : le modèle était représenté de trois quarts, les mains posées sur les genoux; il était en redingote, avec une cravate bleue; on lui avait imposé un sourire figé, qui corrigeait mal l'accent renfrogné du visage, aux traits tendus. Mme Valérien le contempla longuement : Agnès lui ressemblait-elle? Mon Dieu, non! A peine un peu dans le haut du visage, par la coupe du front volontaire. De sa mère, elle ne tenait que sa peau brune, plus brune encore. Elle devait avoir un autre sang, une autre âme, qui venait de plus loin. Ah! qu'elle eût aussi un autre destin!...

Comme les pensées de Mme Valérien vagabondaient de la sorte, l'image lui parut changer dans le cadre : à la place de cette figure chagrine, au mauvais sourire, elle vit se dessiner, de plus en plus nette, une autre figure, qui sortait rarement de la nuit où l'exilait sa mémoire : la figure de Bernard Chaumont, éclatant de vie, de force, de génie, avec ses beaux yeux d'or luisans des flammes de l'amour, le sourire rayonnant de sa bouche bienveillante, de cette bouche où fleurissaient les baisers, avec les fins cheveux foncés qu'elle aimait à caresser quand il posait la tête sur sa poitrine. Elle se vit elle-même, en même temps, nue devant ces regards qui erraient sur son corps, pendant que la main créatrice éternisait, à larges coups de pinceau, sa gorge ferme, ses épaules harmonieuses, sa chair ambrée qui gardait la patine de l'amour. La double apparition, dans le décor évanoui de l'ancien atelier dont elle revit les vieux velours, les anciennes soies aux reflets chatoyans, dura quelques secondes, puis se dissipa comme un mirage. René Valérien reprit sa place. Il y avait de nouveau de la rancune dans les plis de sa bouche : « En vain suis-je resté maître ici, semblait-il dire, l'autre revient toujours! Il tue mon souvenir comme il a percé mon cœur. Je m'anéantis dans l'oubli comme un trait de craie sous l'éponge, et ce portrait, qu'aucune tendresse ne vivifie, est plus

mort que la mort même. Lui, reste vivant dans ton esprit. Je ne suis plus qu'une tache dans ce cadre : lui, subsistera tant que tu auras toi-même un souffle de vie. Chasse-le de ta rétine : il a imprégné ton âme et tu l'y garderas!... » Pour secouer l'obsession de ces reproches, Mme Valérien sonna. Marianne lui apporta son thé et son courrier, ouvrit les rideaux. La chaude lumière d'août entra dans la chambre, en éclaira les coins, frappa crûment sur le portrait, qui devint quelque chose de dur et d'inanimé, un objet morne, n'importe quoi...

— Madame a-t-elle besoin de quelque chose?

— Mon eau chaude, Marianne, c'est tout.

Mme Valérien but son thé, parcourut les journaux, s'habilla en tâchant d'éloigner ses pensées. En vain : elles accompagnaient les menus actes familiers; en sorte qu'elle revivait dans leur intensité les phases de la terrible journée, et tant d'autres momens de désespoir qui en avaient dépendu!

Comme les autres années, Antoine, le cocher-jardinier, avait tressé en couronne les plus belles roses du jardin. Cette couronne attendait dans l'entrée, sur le marbre d'une console à têtes de sphinx. Au signe de Mme Valérien, il la porta dans la voiture, puis il monta sur son siège et fouetta ses chevaux sans demander aucun ordre. On traversa le village, dans une chaleur déjà lourde. Sur les portes des boutiques, les gens se retournaient, suivaient des yeux le landau bien connu, en se disant l'un à l'autre :

— Voilà Mme Valérien qui va au cimetière.

Plusieurs commentaient la visite annuelle, presque légendaire dans le pays, qui suscitait, d'année en année, des propos stéréotypés, comme ceux qu'on échange sur la succession des saisons ou sur le temps qu'il fait.

La mercière, renseignée sur les menus incidens des *Aveines* par sa sœur, la femme d'Antoine, expliquait :

— Il paraît qu'elle est revenue de très loin, cette année : du fin fond de l'Allemagne!

Le pharmacien, installé depuis peu de temps à Clissé, se fit raconter l'histoire en détails, et il en eut de la surprise :

— Elle aurait pu se remarier, observa-t-il; elle pourrait encore : elle a de jolis restes.

Cette irrévérence le fit rabrouer par le boulanger dont la fille, Josette, était en service chez les Bellune :

— On voit bien que vous n'êtes pas du pays, vous! protesta-t-il en agitant ses vigoureux bras nus. Vous ne connaissez pas notre dame : c'est une vraie veuve, celle-là, qui restera fidèle jusqu'au bout!

Le pharmacien, sceptique, mais conciliant, capitula aussitôt, avec un geste de fausse bonhomie :

— Oh! si vous y tenez, je veux bien, moi!

Sur le parcours de la voiture, il se trouvait toujours quelque mari facétieux pour dire à sa femme :

— Ce n'est pas toi qui en ferais autant pour moi, si je partais le premier, hein?

Et la commère de répondre :

— Dépêche-toi d'essayer, pour voir!

Situé derrière le coteau que couronnent les ruines d'un stand abandonné, dans un renfoncement peu éloigné du chemin vicinal, le cimetière de Clissé est garni de tombes modestes que décorent, plutôt que des fleurs, des couronnes plus durables en perles ou en celluloïd. Au carrefour des quatre allées qui le divisent en carrés se dresse, sur un socle de pierre, le buste en bronze de Jean-Paul Cornavin. Le mérite de cet homme fut de revêtir diverses fonctions publiques, comme celles de maire, de conseiller général, de député. Il les remplit sans aucun éclat; cependant ses concitoyens tinrent à honorer sa mémoire, parce qu'ils l'avaient choisi pour les remplir entre d'autres qui ne valaient ni mieux ni moins, et aussi parce que, grâce à son entregent, la commune fut traitée avec largesse dans les distributions des mannes électorales. Sa tête inexpressive, au front bombé, à la barbe maçonnique, s'élève donc dans le champ du repos. Les siècles passeront, les régimes changeront, des générations nouvelles abattront l'enclos du cimetière pour faire place à de nouveaux morts; les herbes folles pousseront sur les tombes des morts anciens, où les perles des couronnes se seront égrenées et dont nul ne lira plus les noms effacés : Jean-Paul Cornavin sera toujours là, comme un dieu, comme un terme ou comme un héros, alors qu'il ne fut qu'un pauvre homme adroit dans ses affaires, docile aux gouvernemens.

Mme Valérien passa devant lui sans le regarder et se dirigea vers la chapelle dont le fronton porte en grosses lettres le nom de la famille. Son beau-père, sa belle-mère, son mari, ses deux petites filles y dormaient déjà. Elle déposa ses roses et se mit à

prier ou à rêver. Son état d'esprit n'était pas tel que les autres années, où elle s'inclinait sans révolte au vent des souvenirs. Elle pensait, pour autant du moins qu'on peut exprimer par des mots les idées qui flottent aux confins du rêve :

« Moi qui ne l'ai pas aimé, j'irai bientôt le rejoindre dans ce caveau pour l'éternité, lui qui est mort à cause de moi. Nous resterons là, seuls et muets sous ces pierres, unis à jamais dans la mort par le sacrement dont notre vie a démenti la lettre et l'esprit. Les enfans de ma fille et les enfans de ses enfans, aussi longtemps que l'un d'entre eux se rappellera nos deux noms, invoqueront l'exemple de notre union fidèle : ils s'aimaient tant! diront-ils; les voilà ensemble, pour toujours. Et ils ignoreront que, pour toujours, je serai séparée de celui qui fut l'âme de mon âme, la vie de ma vie, et qui est mort loin de moi, que je n'ai pas revu, dont je n'ai jamais visité la tombe... »

Elle était pieuse : ses réflexions ne pouvaient donc s'arrêter à la représentation matérielle de leur sommeil séparé au sein de la terre. Elles la dépassèrent, elles s'étendirent jusqu'au réveil après la mort, jusqu'au dernier anneau de la chaîne des conséquences ouvertes par leur faute, jusqu'au mystère des revoirs, des résurrections, des pardons, des châtimens, des expiations, — jusqu'à la suprême espérance et jusqu'au suprême désespoir :

« Où serai-je?... Où seront-ils?... Serons-nous perdus?... Serons-nous sauvés?... frappés du même arrêt?... Dieu fera-t-il des différences?... Quelles inégales réparations exigera sa justice?... »

Mme Valérien n'était pas une raisonneuse : depuis longtemps elle acceptait sans subtilités la vie avec ses charges, ses habitudes, ses exigences, ses lois. Mais voici que, pendant qu'elle cherchait ainsi à sonder l'insondable, — la fausseté, l'arbitraire, l'illogisme de nos jugemens humains lui apparurent pour la première fois, comme dans une sorte de révélation. Pour la première fois, cette idée la saisit, qu'à leur origine il n'y a peut-être qu'une formidable duperie, une duperie que le temps seul a consacrée, dont la durée est l'unique sanction. Et, pour la première fois, la citadelle de ses certitudes chancela sur ses bases :

« Oh! pourquoi n'avons-nous pas rompu le cercle qui nous enfermait?... Pourquoi nous sommes-nous sacrifiés à de stériles remords?... Pourquoi ai-je laissé mourir sans le revoir, sans un adieu, celui que j'ai tant aimé, celui que je ne reverrai jamais, jamais, jamais?... »

Elle creusa le sens de ce mot « jamais, » en se désespérant de le trouver implacable. Puis sa pensée s'enfuit d'elle-même, embrassa d'autres horizons : après elle, sa fille vivrait comme elle, pour venir dormir un jour, dans un autre caveau, aux côtés de l'homme dont elle aurait, sans amour, partagé la vie ; ou bien si, l'imitant, elle essayait de rompre le cercle fatal, ce serait pour ouvrir d'incalculables séries de désordres et d'agonies. Son angoisse s'élargit encore : comme elles deux, des chaînes infinies d'êtres et de générations seraient victimes des mêmes tyrannies, des mêmes illusions, éternellement, aussi longtemps que l'amour tirerait la vie de la volupté, à travers la douleur. Un souffle de colère souleva son âme : surprise du vent qui l'emportait, elle salua les révoltés qui rompent leur carcan, les violens qui se frayent une route à travers les préjugés et les lois, les ardens et les fous qui ne calculent jamais le prix de leur désir. Une autre femme s'éveillait en elle, là, dans ce cimetière où depuis dix-huit ans elle ramenait chaque été le même masque menteur de fidélité : elle envia les misérables que le monde honnit, mais qui le bravent, qui vont leur chemin sans rien craindre du siècle, ni de l'au-delà, ni d'eux-mêmes, et qui, quand on les couche dans la terre, ont du moins pétri à leur volonté la pâte molle de la vie... Mais quand elle s'arracha, d'un effort, à sa longue rêverie, l'habitude, en un instant, la reconquit : elle se retrouva la femme tranquille, réfléchie, régulière, dont ceux qui la voyaient passer admiraient la placidité ; en sorte qu'en regagnant sa voiture, elle se demandait confusément quelle âme étrangère avait mêlé ces souffles de tempête à sa respiration paisible. Antoine chassait patiemment, à l'aide d'une branche de coudrier, les mouches qui molestaient ses chevaux. Il ôta sa casquette, et demanda :

— A l'église, madame?

Elle répondit :

— A l'église !

C'était une église comme il y en a tant dans la contrée, une de ces vieilles églises romanes au clocher maçonné en pierres jusqu'au faîte, une vieille petite église aux voûtes basses où la lumière se perd en traversant des vitraux sombres, une pauvre vieille église marquée au sceau de la tristesse résignée que prennent les choses au contact prolongé de la misère humaine. Sur les bancs de bois jauni, où des noms et des dates étaient

gravés au couteau, les mêmes gens que les autres années attendaient aux mêmes places : le personnel des *Aveines*, moins l'ancienne cuisinière, morte à la Noël, que remplaçait une grosse Bourguignonne à qui l'on avait difficilement fait comprendre qu'il fallait être là; le fermier Gaspard, veuf depuis trois ans, traînant derrière lui la bande de ses enfans et petits-enfans, augmentée d'un nouveau gendre; les fournisseurs qui marquaient par leur présence leur attachement à la pratique de Mme Valérien; la famille du boulanger au complet; le pharmacien, venu comme au spectacle. Mais le curé était un nouveau curé, le vicaire était un nouveau vicaire : c'était la première fois qu'ils changeaient depuis la catastrophe. En écoutant ces voix aux timbres étrangers, Mme Valérien eut tout à coup l'impression que tout était différent, dans l'église comme au dehors. En vain tâchait-elle de se recueillir comme autrefois, les yeux sur son paroissien : son esprit fuyait, retournait au cimetière, s'envolait vers Constance ou vers le passé. Elle avait pris des dispositions testamentaires pour que cette messe annuelle lui survécût. Elle s'en souvint tout à coup et pensa :

« Quand je ne serai plus, qui viendra l'écouter? Que penseront ceux qui la diront? Sauront-ils seulement sur quels péchés ils appellent la clémence de Dieu? »

Elle fut obligée d'ajouter :

« Même ceux-ci l'ignorent. L'ancien curé seul le savait, ayant reçu ma confession: les autres sont et seront des dupes, complices involontaires d'un de ces éternels mensonges dont nous sommes tous les artisans ou les victimes... »

Et elle cessa d'écouter.

En rentrant aux *Aveines*, elle trouva un télégramme de Constance : une phrase affectueuse, au bas de laquelle, surprise, elle lut après les noms de ses enfans celui de Florian Mazelaine. Ceux qui ont beaucoup aimé savent tout de l'amour: elle comprit aussitôt que seul un sentiment profond induisait cet étranger à s'immiscer ainsi dans leur vie intime; que seul un sentiment partagé lui donnait l'illusion de le pouvoir faire. Elle reconstruisit, — devina plutôt, — presque parole pour parole, la conversation du jeune homme et d'Agnès, la veille au soir, sans doute, dans quelque recoin tranquille du jardin, devant les flots harmonieux du lac : « Je pense à votre mère, seule aux *Aveines*, par un jour qui lui rappelle de si douloureux souvenirs; que je

voudrais lui donner une marque de respect et de sympathie! — Nous lui télégraphions demain: signez la dépêche, vous aussi — Vous croyez que j'ose? — N'êtes-vous pas un ami? ne vous a-t-elle pas connu tout enfant?... » Quelle preuve meilleure de leur croissante intimité.

— A quelle heure cette dépêche est-elle arrivée?

La bonne vieille Marianne servait sans oser parler; elle saisit avec empressement l'occasion de rompre un silence qui lui pesait toujours:

— Il y a peut-être un quart d'heure, madame,... ou vingt minutes... C'est le fils du buraliste qui l'a apportée... Après tout, peut-être qu'il y a plus longtemps... Madame veut-elle que je demande?

— Non, non, Marianne, c'est bien.

Pourquoi l'oiseuse question? Que la dépêche fût arrivée plus tôt ou plus tard, qu'est-ce que cela changeait à son sens? Et Mme Valérien retournait la feuille bleue dans sa main, comme en espérant que la phrase unique, à force d'être relue, finirait par livrer d'autres secrets.

Comme elle achevait son café, Marianne apporta une carte de visite.

— Marianne!... Vous savez qu'aujourd'hui l'on ne reçoit personne.

— Mais, madame, c'est M. Mazelaine!

Telle était la préoccupation de Mme Valérien, qu'elle s'écria:

— M. Mazelaine... le fils?

— Non, madame, le père.

— Priez d'attendre un instant.

Depuis le mariage d'Agnès, Mme Valérien avait à peine revu M. Mazelaine: il avait peu changé; sa figure allongée, au teint de cire un peu jauni, son grand crâne chauve où quelques mèches décolorées semblaient collées avec soin, son masque écrasé, aux méplats saillans, ses favoris poivre et sel en pattes de lièvre, lui conservaient sa gravité mélancolique, son air d'ancien magistrat. Derrière son pince-nez à monture d'or, les yeux à demi cachés par la chute des paupières avaient un regard insistant, plutôt triste, non sans bienveillance; la voix prenait un timbre assourdi, comme si elle venait de loin ou traversait des obstacles; les allures restaient empreintes d'une certaine solennité cérémonieuse. L'abord fut embarrassé. M. Mazelaine

sentait la nécessité d'expliquer sa visite; comme il n'en pouvait donner brutalement le motif, comme, d'autre part, sa droiture répugnait aux préambules dilatoires, il restait embarrassé.

— J'ai su, madame, dit-il enfin, que vous étiez revenue de voyage pour le douloureux anniversaire... Que d'années ont passé!... Il me semble que c'était hier.

Cette allusion au séjour interrompu suffit pour que Mme Valérien pressentît la raison de la visite. Elle se mit aussitôt sur ses gardes, et se contenta de répondre :

— Je me suis toujours trouvée ici à cette date, chaque année.

— Je sais.

Un instant, ils écoutèrent en silence l'écho de leurs souvenirs : ce fut presque comme si l'aiguille du temps, revenant en arrière, les ramenait à ce jour lointain d'angoisse et de mort. Puis M. Mazelaine reprit, avançant inconsciemment plus vite qu'il n'aurait voulu :

— Mon fils vient de m'écrire qu'il a eu le plaisir de vous rencontrer à Constance.

— En effet. Je puis dire que nous avons renouvelé connaissance : je ne l'avais pas vu depuis qu'il a l'âge d'homme!

Le grand front de M. Mazelaine se plissa de rides soucieuses ; il releva ce demi-reproche en murmurant :

— La vie nous a bien séparés...

Mme Valérien répliqua, sans aigreur :

— Elle ne nous a cependant pas empêchés de rester voisins de campagne...

M. Mazelaine ne chercha plus à se justifier ; il coupa court, et dit :

— Florian paraît enchanté de votre gendre et de votre fille : ils sont très aimables pour lui.

— Sans doute, leurs souvenirs communs les ont rapprochés. Songez : on a joué ensemble, au joli temps de la petite enfance. On ne s'est pas revu. On se retrouve par hasard. L'intimité se reforme vite...

Ainsi, en quelques répliques, ils arrivaient au cœur même du sujet. M. Mazelaine regarda son interlocutrice, en cherchant vainement à deviner ses pensées, hésita, finit par dire :

— Vous semblez ignorer, madame, qu'ils se sont rencontrés souvent, cet hiver?

— Je crois bien que mon gendre me l'a dit.

M. Mazelaine passa la main sur son front : comme il se méfiait toujours de Mme Valérien, il se demanda si, complice, elle cherchait à couvrir ceux qu'il était prêt à accuser ; et il brusqua les choses :

— Ils se sont rencontrés très souvent, madame, répéta-t-il. Trop souvent, peut-être. C'est de propos délibéré qu'ils se sont retrouvés à Constance : ce voyage a été concerté entre eux.

Comme Mme Valérien semblait attendre quelque chose de plus, il demanda :

— Vous n'en avez aucune surprise ?

Elle fit un geste évasif, et continua de se taire et d'attendre. Alors il s'expliqua :

— Moi, madame, j'en ai conçu une certaine inquiétude. Et, je ne vous le cacherai pas, c'est pour vous le dire que je suis venu. Je connais mon fils : quand il me parle, j'entends tout ce qu'il ne me dit pas ; quand il m'écrit, je lis tout ce qui n'est pas dans ses lettres. Comme vous avec votre fille, je suppose... Florian est un de ces hommes que leur imagination emporte, qu'elle emporte vers le sentiment... Il est de ceux qui se laissent gouverner par leur sensibilité... Pour tout dire d'un mot, madame, il est romanesque... On l'est à tout âge, dans toutes les situations... Peut-être ai-je été trop sévère pour lui ; peut-être, quand il était sous ma garde, ai-je employé trop de rigueur pour lutter contre ce penchant... Ah ! Madame, c'est que j'en redoute tant les effets !... Je vous le demande maintenant : l'intimité d'une femme jeune et jolie ne suffit-elle pas à le rendre plus dangereux ?...

Sans doute, une mère irréprochable se fût levée avec indignation pour répondre de sa fille, opposant une foi impérieuse à ces doutes. Mais Mme Valérien sentait toujours le poids de sa faute sur elle et sur tout ce qui la touchait. Elle n'essaya donc pas de défendre Agnès. Jetant sur M. Mazelaine un long regard angoissé, elle dit seulement :

— J'ai eu cette crainte...

— Alors, — s'écria-t-il, retourné subitement par l'évidente sincérité de cet aveu, — nous serons deux pour la protéger, n'est-ce pas ?

Et, d'abondance, il dit ce qui le tourmentait :

— Ne croyez pas que je désespère, non, non !... Ne croyez

même pas que mon inquiétude soit aussi vive que ma démarche auprès de vous le ferait supposer !... Je suis troublé, je suis inquiet, et puis je me rassure par mille raisons qui me semblent bonnes, jusqu'au moment où j'en vois la faiblesse. Mon fils a de l'honneur, le sentiment du devoir, une claire conscience de ses responsabilités, j'en suis sûr. C'est une forte garantie. J'ai tout fait pour le rendre fort, honnête, loyal : j'ai certainement réussi... Mais de quel homme peut-on répondre, quand la passion l'atteint?...

Elle murmura :

— Et de quelle femme !...

Puis, avec plus de force, comme pour étouffer ce cri qui venait d'échapper à sa détresse :

— Moi aussi, monsieur, j'ai tout fait pour armer ma fille... J'ai vu s'esquisser dans son âme des penchans un peu pareils à ceux que vous décrivez : je les ai combattus, j'ai tâché de les détruire... Je l'ai de mon mieux mise en garde contre ces illusions du cœur qui nous trompent sur les choses et sur nous-mêmes... Je sais que le mensonge est la source de la plupart de nos égaremens : je lui ai appris à le haïr, à le mépriser... J'ignore ce qui l'attend dans la vie, où il y a tant de surprises; mais je suis certaine qu'elle ne mentira jamais !... Je vois bien que vous venez pour me parler d'un danger qui menace votre fils, monsieur... Eh bien, je ne me déroberai pas ! Je serai aussi franche que vous, parce que je sens bien que nous avons l'un et l'autre le même amour pour nos enfans, la même volonté de les voir marcher dans le droit chemin... Vous craignez pour votre fils, comme j'ai peur pour ma fille... J'ai peur, parce qu'elle n'est pas heureuse, parce que son cœur est agité, parce que je viens de la voir troublée et inquiète... Et j'aurai plus peur après ce que vous me dites là... Ah ! monsieur, vous sentez bien que pour qu'une mère vous parle ainsi, à vous qui n'êtes pour elle qu'un étranger, il faut qu'elle se sente en détresse et sans appui !...

M. Mazelaine l'écoutait avec une émotion singulière : une heure auparavant, il se fût cru incapable d'en éprouver aucune au contact de telles pensées, qui froissaient les souvenirs de son passé, qui offensaient son idéal; mais, en écoutant cette femme dont il gardait tant de méfiance, en la voyant si frémissante, en la devinant si douloureuse, il sentait qu'elle parlait avec simplicité, comme une bonne mère; cette idée le traversa, que, malgré

sa faute, elle n'était peut-être pas la perverse créature qu'il avait imaginée, dont il avait gardé si longtemps une sorte d'effroi :

— Je vous remercie de tant de confiance, dit-il. Je vois que nous sommes d'accord, bien d'accord tous les deux... Nous avons donc une tâche commune : défendre ces enfans contre eux-mêmes, les sauver... Vous venez de les voir, madame, vous avez une impression plus claire que la mienne : pouvons-nous quelque chose ? Est-ce le moment d'agir ?...

— Je comptais repartir demain, avoua Mme Valérien, m'attacher à leurs pas, les observer, les suivre...

— Vous le pourrez pendant quelques jours ; mais ensuite ?... Ils se retrouveront à Paris, ils reprendront leur vie ordinaire, vous ne serez plus là...

— Selon mon impression, je tenterai quelque chose.

M. Mazelaine cherchait vainement à quels projets elle pouvait songer :

— Quelque chose ? répéta-t-il sur un ton d'interrogation et de doute.

Mme Valérien précisa :

— Si j'avais le sentiment d'un péril plus pressant, monsieur... On juge de ces choses-là selon son instinct, n'est-ce pas ?... Eh bien ! je parlerais à ma fille,... j'essayerais de lui dire...

Elle s'interrompit, avec un regard rempli d'une indicible douleur, dans un effort où sa voix se brisa :

— ... tout ce que je croirais devoir lui apprendre.

M. Mazelaine tenait les yeux baissés, sans oser ni la regarder ni répondre, stupéfait de reconnaître que cette femme, dont il se croyait si loin, avait eu la même idée que lui : celle que la connaissance du passé, tant redoutée, apporterait peut-être, à l'heure du péril, l'appui décisif de sa leçon terrible.

— Mais quelle torture, reprit-elle, que de recourir à de tels moyens !... Ma fille ignore tout... tout ce que vous savez, vous !... J'ai toujours cru que l'ignorance valait mieux pour elle. Aujourd'hui, je suis prête à croire l'inverse... Car si l'on savait d'avance où conduisent ces sentiers-là,... ah ! si l'on savait !... Renseignée, elle se reprendrait peut-être, elle lutterait avec plus de chance... Où puiser le courage qu'il faudrait avoir ?... Elle croit en moi avec tant de ferveur !... Songez qu'il faudrait lui dire : « Si ta mère lit dans ton cœur, c'est parce que le sien a connu ces orages ; elle veut t'arrêter, parce qu'elle sait où mène la voie que

tu suis; et elle te l'avoue, après t'avoir laissé croire, à toi et à tous, pendant tant d'années... » Ah! monsieur, je vous en supplie, trouvez un moyen moins cruel!...

— Je comptais aussi les rejoindre, dit M. Mazelaine; je comptais mesurer le danger, combattre comme je pourrais...

Il s'interrompit un instant, pour reprendre avec plus d'efforts, en hésitant sur ses mots :

— Je faisais un plan, qui ressemble au vôtre; je raisonnais un peu comme vous... Si le péril est très grand, pensais-je, je pourrais peut-être parler à mon fils, lui dire ce que je sais de la vie,... tout ce que je sais,... tout ce que j'ai vu des catastrophes de l'amour... Mais cela, madame, je ne le pourrais qu'avec votre aveu.

— Faites ce que vous croirez devoir faire, s'écria-t-elle sans une hésitation, dites ce que vous croirez devoir dire!... Rien ne peut m'être plus douloureux que cette explication dont je sens la nécessité, dont j'ai l'effroi, qu'ainsi vous m'épargnerez peut-être... Seulement, je ne partirai pas : je reste ici; appelez-moi, si ma présence est nécessaire...

Elle ne cherchait plus à se contenir : elle pleurait; et M. Mazelaine pressentit pour la première fois le vrai caractère du drame qu'il avait cru connaître pour en avoir surpris le dernier geste...

ÉDOUARD ROD.

(*La deuxième partie au prochain numéro.*)

LA
FORTUNE DE LA RUSSIE

Dirai-je que le premier contact avec la Russie politique produit une impression défavorable au voyageur nouveau venu? C'est pourtant la vérité. Et l'impression est surtout attristante si ce voyageur est Français, par conséquent très sympathique au vaste empire que l'Almanach de Gotha définit, non sans malice : « monarchie constitutionnelle avec un tsar autocrate ! »

L'étranger dont il s'agit connaît la Russie « comme tout le monde, » par les gazettes et les propos ayant cours; c'est-à-dire qu'il ignore tout de cette contrée immense, mitoyenne à l'Ouest de notre civilisation européenne et qui baigne, à l'Est, dans la pure barbarie de l'Asie primitive. Il lui faudra beaucoup de temps pour pénétrer ce pays de contrastes; en attendant, les Russes de toutes conditions qu'il interroge à Saint-Pétersbourg se chargent de le lui présenter sous les couleurs les plus pessimistes.

I

Je croyais jusqu'ici que les Français l'emportaient sur les autres peuples de la terre dans l'art de se critiquer eux-mêmes vis-à-vis de l'étranger; mais j'ai constaté que les Russes nous dépassent un peu sur ce terrain. La cause en est sans doute que cette honnête volupté qu'un citoyen éprouve à se plaindre et à censurer l'État est pour eux si nouvelle qu'ils en abusent. Il y a si peu de temps qu'il leur est permis d'ouvrir la bouche sans trop de risque sur ce sujet, hier interdit, que toutes les classes de la société s'en donnent à cœur joie.

Du haut en bas de l'échelle sociale on n'entend que dénigrement et lamentation universelle. Les uns grondent de ce que le pouvoir ne veut rien faire, les autres gémissent de ce qu'il a déjà trop fait; ceux-ci refusent de bouger d'un pas et s'irritent qu'on les pousse; ceux-là voudraient brûler les étapes et tout renouveler en six mois. Les premiers prédisent la Révolution, si l'on marche; les seconds annoncent la guerre civile, si l'on ne marche pas. D'ailleurs unanimes à signaler quantité de questions aiguës, brûlantes, qui toutes s'imposent et paraissent insolubles; à quelque parti que l'on s'arrête, qu'il s'agisse de la propriété, de la police, des juifs, de la procédure, des autonomies locales, etc., on court au-devant de dangers certains.

L'étranger ballotté entre les opinions passionnées et contradictoires de ceux qui, malgré tout, sont des Russes de gouvernement, aperçoit aux deux points extrêmes de l'horizon politique les inconciliables : le pouvoir impérial et la révolution. Par les fentes, par les brèches, dans cette Russie savamment calfeutrée qui faisait l'admiration des réactionnaires il y a soixante ans, s'étaient infiltrés, portés par les vents de l'Occident, des levains de liberté, des idées, des programmes qui, fermentés en vase clos, déformés par l'ombre, le silence et la peur, ont produit ce fanatisme morbide, hideux autant qu'absurde : le nihilisme actuel, qui charge ses bulles de savon au picrate de potasse et pense instaurer la félicité par l'assassinat. Ces nihilistes vont et viennent par la ville, partout répandus, mais gardant secrètes leurs pensées qui se formulent en bombes; et bien empêchés seraient-ils de formuler en corps de doctrines l'anarchie livresque de cerveaux en décomposition. C'est le pôle négatif du monde politique russe.

A l'autre pôle au contraire est un homme que la raison d'État oblige à cacher sa personne, mais dont la pensée intime s'est un jour révélée à l'Europe sous la forme d'un noble rêve d'arbitrage et de paix. Quelque impuissante qu'elle demeure, quelque ironique réponse qu'elle ait reçue des faits, cette tentative de l'autocrate le plus puissant qu'il y eut alors sur la terre n'était pas banale. Elle marquait de la hauteur d'âme chez le prince qu bravait ainsi les accusations faciles d'utopie.

Or voici que cette majesté despotique, hier presque idole, dont ses peuples ne parlaient qu'avec un religieux respect, est aujourd'hui passée victime expiatoire des erreurs, des fautes

historiques et des abus invétérés. Les critiques implacables, dans tous les rangs de la nation et jusque sur les marches du trône, lui font grief d'un système vieilli, d'une bureaucratie âgée de deux siècles, d'une police maladroite, du retard apporté à des réformes mûres depuis cent ans. Bref ils le rendent responsable de la Russie traditionnelle qu'il n'a point faite et qu'il a reçue telle de ses pères, à la fois géante et enfantine. Le mécontentement fut un moment si menaçant et si général que l'Europe se demanda si les hommes de désordre qui, réduits à leurs propres forces ne peuvent rien de plus que l'« émeute, » n'allaient pas avoir l'appui tacite des hommes d'ordre, qui seuls, en tout temps et en tout pays, ont le privilège de faire la « révolution. » Le loyalisme et le bon sens l'emportèrent.

Mais le voyageur, à qui l'on a montré quelques jours auparavant, à Moscou, la maison des boyards Romanow conservée depuis 1600, berceau de la dynastie, nouvelle alors, de ce grand-duc que les chancelleries du XVIIe siècle appelaient « le Moscovite » et n'entrevoyaient, derrière le royaume de Pologne, qu'au milieu d'un brouillard de neige; le voyageur qui a visité la veille à Pétersbourg, au bord de la Néva, la petite maison de bois, — aujourd'hui moitié chapelle et moitié reliquaire, — d'où Pierre le Grand repétrissait ce qu'il venait d'intituler « son empire, » en ce temps où la chrétienté ne connaissait encore qu'un Empereur; ce voyageur ne peut s'empêcher d'avoir le cœur serré lorsqu'il franchit ensuite la grille de ce palais de Tsarskoïe-Celo, dont le parc est tout à l'entour garni d'un cordon de sentinelles, et lorsqu'il voit à quelles précautions minutieuses en est réduit, pour sa sauvegarde, ce prisonnier impérial qui vient d'octroyer la liberté à ses sujets.

Admis auprès du souverain que tout Paris connaît pour l'avoir acclamé il y a douze ans, de ce tsar, non point taillé en force comme ses ascendans immédiats, mais à qui sa tournure élégante et plutôt frêle, sa taille petite et la fraîcheur de ses yeux bleus conservent un aspect d'extrême jeunesse, l'étranger est frappé de la contradiction qui existe entre la personne de ce monarque simple et souriant et les conjonctures tragiques au milieu desquelles la Providence le fait régner. Comment en sortira-t-il? L'effort deux fois séculaire va-t-il se trouver inutile? Va-t-elle s'effondrer dans un inexprimable chaos, l'œuvre des aïeux? N'auront-ils arraché, lambeau par lambeau, au Grand-

Mogol, puis au Grand-Turc, ce territoire immense que pour le voir, pire que la Pologne du XVIIIe siècle, se dépecer de ses propres mains?

Ou bien les bons citoyens unis, appliquant à l'organisme social les procédés de la science, apprivoiseront-ils le microbe virulent pour le transformer en sérum curatif? La nation russe s'inoculera-t-elle la révolution atténuée en réformes, comme les autres États de l'Europe depuis cent ans, ou sera-t-elle acculée, comme la France de naguère, à absorber des réformes exaspérées en révolution?

Ce fut en effet un résultat inattendu de la Révolution française qu'elle a réformé, renouvelé et par conséquent rajeuni le principat laïque à l'étranger, au lieu de le détruire. Pour peu que l'on passe en revue les personnes assises présentement sur les trônes, on remarque qu'il s'est créé un nouveau type de roi, très différent de celui du XVIIIe siècle où, suivant la vieille notion féodale, la souveraineté se confondait encore avec la propriété. L'ancien roi à tige de fer intérieure, plein de foi en sa majesté, a de même disparu. On continue de qualifier de « maître » le roi d'aujourd'hui; mais il sait qu'il ne l'est plus; qu'il a des droits, mais non tous les droits, et il agit en conséquence, même en Russie. Bien avant les derniers oukases, l'Empereur, qui porte ce titre d'« autocrate, » sur le maintien duquel les députés de la Douma se disputaient en novembre dernier, ne se faisait pas du tout de sa fonction et de son pouvoir l'idée que pouvait s'en faire Catherine la Grande ou Paul Ier.

Cet empereur honnête homme, à qui le poids des responsabilités autant que la besogne des signatures laisse moins de temps qu'à un simple particulier pour se délasser à la chasse ou dans le charme de la vie de famille, n'est nullement avide de domination. Ses contemporains et ses propres sujets eux-mêmes sont beaucoup moins justes pour lui que ne sera la postérité. Celle-ci remarquera que les circonstances l'ont mis aux prises avec des difficultés dont le plus brillant génie ne saurait se tirer tout à fait à son avantage. Du fond de son palais, dans l'isolement de sa puissance, sans conseils utiles à attendre de ses proches, il doit exécuter une œuvre beaucoup moins aisée que celle de Pierre le Grand détruisant les Strélitz, d'Alexandre Ier repoussant Napoléon avec l'aide du thermomètre, ou d'Alexandre II abolissant le servage.

C'est la Russie tout entière, politique et sociale, qu'il lui faut rénover; extirper des abus séculaires et innombrables, dont aucun n'entend périr sans se défendre, et dont les uns ont leur siège dans sa propre cour, si près de son oreille qu'ils peuvent l'assiéger à toute heure; tandis que les autres, aux confins de son empire, sont si loin qu'on a peine à les atteindre.

Il lui faut organiser un nouveau mécanisme gouvernemental avec des élémens rudimentaires et des hommes mal préparés à jouer leur rôle; donner la liberté à des gens qui ne savent pas encore s'en servir, remanier les formes de possession du sol et imposer la propriété individuelle à des paysans qui la redoutent comme les Germains du temps de César; rédiger et codifier des coutumes vagues et presque inexistantes, qui laissent libre cours aux tyrannies locales et à l'arbitraire; tenir la balance entre des races hostiles et satisfaire des territoires jaloux d'indépendance, sans compromettre le lien national ni troubler l'ordre matériel dont il est garant.

Le souverain qui doit accomplir ces travaux d'Hercule, avec l'assistance d'un ministre que les bombes ont laissé debout, inébranlé, sur les ruines de sa maison fumante et que le Palais impérial hospitalise aujourd'hui, ce souverain a droit à quelque indulgence lorsqu'il hésite, plein de défiance de ses propres lumières. Ceux mêmes qui l'accusent d'irrésolution seraient les premiers à le taxer de folle audace s'il se lançait bénévolement dans l'inconnu, ou de sot entêtement s'il persévérait dans une voie funeste. Cependant l'étranger anxieux d'où viendra l'appui, et de quel outil le prince et le ministre pourront bien user pour leur tâche gigantesque, entre des courtisans maussades, des théoriciens impatiens, une masse rurale amorphe et des enragés de meurtre et de violence, se tourne vers ce palais de Tauride où siège dans une enceinte toute blanche la troisième Douma, réunie depuis l'automne.

Rien qui ressemble moins à notre « Chambre des députés, » bien qu'elle en porte le nom; d'abord, au contraire de ce qui se voit au Palais-Bourbon, la salle des séances est presque toujours pleine et les membres attentifs écoutent sans mot dire. Lorsque quelques paroles sont échangées par deux voisins, entre haut et bas, le président agite sévèrement sa sonnette et les délinquans se taisent comme des élèves pris en faute. Des applaudissemens rares et tranquilles, à la fin d'une période ou quand l'orateur

descend de la tribune ; on se croirait à une conférence, n'étaient les « s » discrètement sifflés en manière d'improbation. Mais cette Douma, vraie « Chambre introuvable » dont un tiers est plus royaliste que le Roi, comment résoudra-t-elle les problèmes qui la sollicitent ? Reflet des passions ardentes et aussi de l'inertie et de la mauvaise humeur qui caractérisent les partis de gauche et de droite, saura-t-elle constituer une majorité et fournir une collaboration féconde ? Les Russes ont l'air d'en douter.

II

Et je crois qu'ils ont tort. Néanmoins cet ensemble de difficultés pendantes, agrémentées de faits divers sensationnels, d'actes de vandalisme et d'une sorte de désagrégation, d'ébranlement intime du moule ancien donnent au voyageur l'impression de désenchantement, d'inquiétude, dont je parlais au début de cet article.

S'il s'y abandonnait pourtant, s'il ne poussait pas ses investigations plus loin, il communiquerait à ses lecteurs une vue tout à fait superficielle et inexacte, telle qu'en aurait de la France le passant qui lirait seulement nos journaux et s'entretiendrait avec les membres des clubs aristocratiques ou les orateurs des meetings socialistes. Il faut avoir la curiosité de plonger dans le dessous des choses pour savoir d'abord si cette Russie, mécontente et grondeuse d'elle-même, est bien ou mal « dans ses affaires » et, — ce qui pour un Français n'est pas dénué d'intérêt, — pour se rendre compte en même temps de la manière dont elle a employé l'argent emprunté depuis vingt ans.

Il faut scruter aussi les causes de cette crise, qu'une guerre malheureuse a déchaînée, pour discerner si ces causes sont *politiques* ou *économiques ;* parce que dans le premier cas elles sont, — n'en déplaise aux hommes d'État, — d'importance beaucoup moindre que dans le second. On peut résoudre avec des lois et de la bonne volonté des difficultés politiques, mais non pas des embarras économiques. En six semaines, il est possible de dresser une constitution, mais non pas de créer de la richesse ni du bien-être. Il importe donc beaucoup d'étudier l'état matériel du peuple russe, son agriculture, son industrie, où elles en sont et ce qu'on en peut attendre.

Le budget d'abord : dans ce pays où les bureaucrates ne

passent pas pour très scrupuleux, où les comptes-matières ont révélé, lors de la guerre récente, des vides un peu déconcertans, peut-on se fier aux comptes-espèces, à des chiffres qui jusqu'ici ne passaient pas au crible des débats contradictoires de la tribune ou de la presse ?

Or un examen attentif prouve : que les chiffres publiés sur les résultats financiers sont exacts, qu'ils peuvent servir de base à une appréciation du crédit russe. Avant l'octroi par le Tsar de garanties constitutionnelles, le budget, établi par le ministre des Finances, était soumis à l'examen du Conseil de l'Empire. Dans cette assemblée de hauts fonctionnaires, « le département de l'Économie » jouait le rôle dévolu dans les pays parlementaires à la commission du budget; il discutait avec le ministre le budget qui, une fois voté, était soumis à la signature du Tsar vers le 15 décembre de chaque année. Le Conseil de l'Empire, qui jouissait d'une grande indépendance et dont les votes étaient toujours respectés, était en même temps chargé de vérifier le compte de caisse du ministre des Finances et celui du « contrôleur général. »

Ce personnage, chef suprême d'une administration qui tient à la fois de notre Cour des comptes et de notre corps d'inspection des finances, a rang de ministre. De lui dépendent les « chambres de contrôle » qui, dans chaque province, revisent les documens justificatifs des recettes et des paiemens effectués et surveillent les opérations de diverse nature où sont engagés les deniers publics Elles peuvent éplucher les pièces qui leur sont soumises et, comme un tribunal ordinaire, condamner à réparation pécuniaire les auteurs d'un préjudice causé à l'État. Le contrôle de l'Empire a des représentans à la Banque de Russie, aux banques de la noblesse et des paysans et dans les usines des chemins de fer. C'est d'après cette comptabilité des chambres provinciales, centralisée par lui, que le contrôle général établit les résultats définitifs de l'exercice, qui doivent concorder avec le compte de caisse tenu par le ministre des Finances.

Les résultats, livrés annuellement à la publicité, permettent de s'assurer, au moyen d'une opération très simple, que les comptes ainsi certifiés sont bien exacts. L'on y trouve en effet, outre le détail des recettes et des dépenses, le montant de l'encaisse de l'État *au début et à la fin de chaque année*. Soit que cette encaisse ait augmenté ou diminué durant l'exercice, le total des

entrées rapproché de celui des sorties, tel qu'il figure dans les comptes, doit nous fournir un chiffre dont la conformité avec l'excédent ou le déficit accusé est une première présomption de sincérité.

Mais supposons qu'au lieu de faire ce travail pour une année, *on le fasse pour vingt ou trente*, le contrôle sera beaucoup plus probant : car, pour dissimuler les dépenses ou pour grossir faussement les recettes, il aurait fallu que l'encaisse eût été, pendant ces vingt ou trente ans de suite, frauduleusement majorée par tous les contrôleurs qui se sont succédé et se seraient rendus complices de ce mensonge. Et non seulement les contrôleurs, mais un très grand nombre d'employés subalternes, parmi lesquels beaucoup ont quitté le service de l'État et certains ont attaqué l'administration dont ils avaient fait partie. Or, quelque critique qui lui ait été adressée, jamais personne n'a prétendu que les chiffres publiés ne correspondissent pas à la réalité.

Mais, dira-t-on, pourquoi l'État n'aurait-il pas deux caisses? L'une ostensible, pour les mouvemens de fonds effectués au grand jour, l'autre secrète, alimentée par ses emprunts, pour payer des dépenses dont les budgets ne feraient pas mention? De cette façon les déficits seraient masqués ou les excédens grossis sans que le contrôle permît de déceler cette pratique déloyale. Une dissection, également très simple, permet de s'assurer qu'il n'existe pas de caisse occulte : examinons par exemple les comptes russes de 1886 à 1906, comparons la dette en circulation à ces deux époques et calculons, au moyen des prospectus d'émission, la somme que l'État s'est procurée, durant cette période, par des emprunts émis soit à l'intérieur, soit à l'étranger. Il sera facile de voir si cette somme figure tout entière dans les écritures officielles.

La Russie a encaissé, du 1er janvier 1886 au 1er janvier 1906, 10 milliards 204 millions de roubles de fonds provenant d'emprunts ou autres recettes extraordinaires. Elle a, durant la même période, déboursé 10 milliards 415 millions, en plus de ses ressources ordinaires, balancées par les besoins courans. Or cette différence de 211 millions, en laquelle se résument les budgets de vingt années, correspond *exactement* à la différence de son encaisse disponible aux deux dates et par là se trouve justifié l'emploi *intégral* des prêts qui lui ont été consentis. L'on objecte qu'un État pourrait avoir emprunté en banque, à l'insu du

public; mais il ne se procurerait ainsi que de faibles sommes et pour peu de temps. Si puissant que soit un banquier, il n'aurait ni la faculté, ni le goût d'immobiliser de gros capitaux, et exigerait à bref délai le remboursement de son avance ou la délivrance d'un titre qui lui permette de passer la main au public.

Il est donc indéniable que les comptes russes sont exacts et sincères ; les doutes parfois émis à cet égard dans la presse sont une légende qui ne résiste pas à un examen sérieux. Depuis l'octroi des institutions parlementaires le budget doit être voté, comme les autres actes législatifs, par la Douma et le Conseil de l'Empire, ce dernier composé aujourd'hui en partie de membres élus. A ces deux assemblées appartient aussi l'approbation définitive des comptes; mais rien n'a été modifié dans le mécanisme du contrôle. Et c'était en effet, de toute la machine administrative, l'une des meilleures parties.

De cette masse d'argent entré dans ses coffres, qu'a fait le gouvernement du Tsar? Qu'il l'ait passé correctement en écritures sans en rien omettre ou distraire, la chose est patente; mais quel profit en a retiré la nation? L'a-t-elle dépensé de manière à en tirer un revenu, avec lequel elle-même paiera les intérêts de ses emprunts? Lorsque nous sommes entrés avec elle en relations financières plus étroites, ou même avant, par exemple à cette date du 1er janvier 1886 que j'ai choisie pour point de départ de mes investigations, la Russie était grevée d'une dette dont le total, *au pair*, était de 5 milliards 200 millions de roubles.

Ce passif provenait d'abord, pour plus de 2 milliards, d'emprunts contractés en vue d'opérations militaires, anciennes ou récentes, depuis une centaine de millions de roubles lors des guerres du Premier Empire et 630 millions à l'occasion des guerres de Crimée, de Hongrie et de Pologne, jusqu'aux 1 400 millions dont la guerre de Turquie, en 1877, avait grevé le Trésor. Ensuite une somme de 742 millions représentait le prix des terres que l'État, au moment de l'abolition du servage (1861), avait achetées aux nobles pour en gratifier les paysans, moyennant le paiement par ces derniers d'une redevance annuelle destinée à amortir la dette en un temps déterminé. Le reste enfin — environ 2 milliards 300 millions — avait servi à la création de chemins de fer, soit que l'État eût émis, pour le compte de compagnies concessionnaires, des obligations dont

celles-ci devaient payer la rente, soit qu'il eût construit et exploitât lui-même, comme pour les lignes de la frontière allemande à Pétersbourg et de Pétersbourg à Moscou et à la Mer-Noire.

Il est à noter que le capital global de ces emprunts réunis n'était pas primitivement de 5 milliards 200 millions, comme en 1886, mais de 6 milliards de roubles. Il avait donc été remboursé 800 millions — soit 13 pour 100 — de la dette initiale. La charge incombant alors à l'État pour l'intérêt et l'amortissement des sommes qui lui avaient été prêtées *en espèces* était lourde : environ 6 pour 100. Plus lourde encore, bien qu'impossible à chiffrer, était celle qui pesait sur lui du chef de son papier-monnaie, émis depuis 1848 pour un montant neuf fois supérieur à l'encaisse métallique. Cette sorte d'emprunt forcé, gratuit en apparence, puisque les billets de la Banque de Russie n'exigeaient point un débours d'intérêts comme les livres sterling, les florins ou les roubles, dépréciait le crédit national au dedans et au dehors. Au 1er janvier 1904, la Russie était depuis longtemps revenue au régime de la monnaie réelle, son encaisse or était supérieure à sa circulation fiduciaire et le service général de sa dette ne lui coûtait plus, amortissement compris, que 4,35 pour 100.

Dans l'intervalle, et jusqu'au 1er janvier dernier, c'est-à-dire depuis vingt-deux ans, le Trésor a procédé à des opérations d'une importance telle qu'elles n'ont pas de précédens dans l'histoire financière, puisqu'il se trouve, après avoir converti 4 milliards 380 millions de roubles d'emprunts antérieurs, avoir augmenté sa dette de 4 milliards 600 millions. Elle s'élève aujourd'hui à 9 milliards 800 millions de roubles — 26 milliards de francs — bien que la Russie eût, de 1886 à 1904, réalisé des économies, c'est-à-dire prélevé sur ses recettes *ordinaires* une somme de près d'un milliard pour l'appliquer à des dépenses *extraordinaires*.

On peut s'en convaincre par un travail minutieux de ventilation des budgets successifs, ayant pour effet de classer les entrées ou les sorties d'espèces, non point d'après des rubriques conventionnelles de trésorerie, comme les États ont trop souvent l'habitude de le faire, mais d'après leur véritable nature et leur véritable destination. Ce dépouillement critique des chiffres offre un intérêt de premier ordre, puisqu'un pays qui emprunterait pour la satisfaction de ses besoins ordinaires serait dans la

situation d'un particulier qui mange son capital, tandis que s'il emprunte pour exécuter des travaux dont profiteront les générations futures et accomplir de grandes œuvres nationales, si même il s'endette pour payer une guerre inutile qu'il n'a pas su éviter, il se retrouve, une fois la paix rétablie, en équilibre avec des finances réellement saines.

Les 9 milliards 800 millions de roubles dont la Russie est actuellement débitrice ont reçu les trois emplois suivans : les guerres étrangères qu'elle a entreprises ou subies lui ont coûté 4 milliards 800 millions, dont j'ai donné plus haut le détail jusqu'à 1886 — à elle seule la dernière guerre, avec le Japon, est montée à plus de 2 milliards de roubles; — les constructions et les rachats de chemins de fer ont absorbé 3 milliards ; enfin les avances aux banques foncières de la noblesse et des paysans — 1 225 millions — jointes au paiement des terres distribuées aux anciens serfs des particuliers représentent 2 milliards.

La moitié du passif est donc gagée : il a pour contre-partie un actif ou des créances dont j'examinerai tout à l'heure le revenu net en traitant de l'exploitation des chemins de fer et de la question agraire. Par conséquent l'État russe n'est pas obligé de prélever, comme l'État français, sur ses recettes ordinaires la totalité du montant des arrérages de sa dette. Ces arrérages eux-mêmes, dans leur ensemble, ne grèvent pas la nation d'une somme bien considérable, si nous les comparons au montant global du budget. Un État qui devrait employer par exemple au service de sa dette *la moitié* du produit normal de ses impôts, ou même davantage, comme on l'a vu dans les pays qui ont manqué à leurs engagemens, est à la merci d'une crise. Que les emprunts en dette flottante lui deviennent impossibles pour une cause quelconque, il est en danger de faillite.

Ce critérium, fourni par l'expérience, est d'une extrême sensibilité et permet de juger immédiatement la situation financière des différens peuples. Appliqué à la Russie il donne les résultats que voici : déduction faite de ce que l'on peut appeler ses « revenus, » c'est-à-dire ce que lui rapportent ses chemins de fer, ses forêts, ses usines et sa banque d'État, la Russie devait prélever en 1886 pour le service de sa dette, — *amortissement compris*, — 35 pour 100 de ses recettes d'impôts. En 1903, cette proportion, graduellement abaissée, n'était plus guère supérieure à 11 pour 100. Par suite de la guerre japonaise, elle

est aujourd'hui remontée à 15 pour 100, mais elle se trouve encore assez basse et de nature à donner une parfaite sécurité aux créanciers de l'Empire.

La question touche particulièrement la France dont les citoyens occupent le premier rang parmi les détenteurs de fonds russes à l'étranger. Sur les 26 milliards de francs que ces fonds représentent *au pair*, nos compatriotes en possèdent tout près de 9 milliards. 10 milliards de francs environ appartiennent à des sujets du Tsar et le reste est divisé entre l'Allemagne, l'Angleterre, les Pays-Bas et les autres peuples. Il est en effet relativement facile de déterminer les possesseurs actuels, tant par l'étude des conditions d'émission et de répartition de chaque emprunt, depuis l'origine, que par le montant, en ce qui nous concerne, des intérêts payés annuellement en France par le Trésor russe, qui s'élèvent à 335 millions de francs. Ce dernier chiffre comprend les coupons remis par les Français en paiement de droits à la douane russe, pour 12 millions.

Je noterai à ce propos que les droits perçus à l'importation des marchandises étrangères montent à 250 millions de roubles, somme sensiblement égale à celle que la Russie doit prélever sur ses recettes pour le service de ses emprunts. Or, par le seul fait que ces droits peuvent être *acquittés en coupons* de titres russes, l'État, tout en refusant avec raison d'affecter au paiement de sa dette une branche déterminée de ses ressources, se trouve néanmoins l'avoir implicitement gagée et au delà sur ses douanes.

III

Le gouvernement russe possédait, en 1886, 3 700 kilomètres de chemins de fer, 8 000 kilomètres en 1889, 35 600 kilomètres en 1900 ; il en possède 44 000 aujourd'hui. L'accroissement du réseau de l'État ne provient pas pour la plus grande part de constructions nouvelles, mais de rachat des lignes en exploitation dont le Trésor était créancier dès 1889 pour environ un milliard de roubles. Les 44 000 kilomètres de railways, dont la nation est propriétaire, ont exigé en tout une dépense de 4 milliards de roubles, dont un quart a été payé peu à peu au moyen du budget ordinaire, tandis que les trois autres quarts ont été obtenus par l'emprunt.

Ces chemins de fer reviennent donc en moyenne à 90 900 roubles ou 250 000 francs le kilomètre. C'est beaucoup, semble-t-il, si on les compare, je ne dis pas au réseau américain, — 150 000 francs le kilomètre, — mais au prix moyen de 380 000 francs du réseau français, c'est-à-dire d'un pays où le terrain et la main-d'œuvre étaient d'un prix incomparablement supérieurs à ce qu'ils étaient en Russie; sans compter que nos ingénieurs, pour réduire le degré des pentes et le rayon des courbes, ont multiplié les ouvrages d'art et ont ainsi constitué des lignes que l'on ne saurait mettre en parallèle avec les lignes russes. Pour que ces dernières soient revenues à 250 000 francs, il a fallu que les constructeurs aient un peu trop exploité la situation; la preuve c'est que, dans le devis de lignes futures, le kilomètre est prévu pour 100 000 francs seulement, non compris le matériel roulant, par les adjudicataires qui ont soumissionné sur cette base. Peut-être était-il difficile d'empêcher les premiers promoteurs d'abuser un peu d'un pays où l'industrie indigène était embryonnaire, et qui n'avait alors ni charbonnages, ni métallurgie.

Les 3 milliards de roubles, prélevés sur l'emprunt pour les chemins de fer, coûtent à rémunérer et à amortir 129 millions de roubles par an à l'État. Et combien lui rapportent-ils? On devine que leur « coefficient d'exploitation » varie fort d'une ligne à l'autre : sur le chemin de fer de Moscou à Nijni et à Koursk les dépenses ne dépassent pas 55 pour 100 des recettes. C'est le niveau le plus bas obtenu dans tout l'Empire; tandis que de Saint-Pétersbourg à Varsovie et de Moscou à Brest les frais du trafic absorbent 79 et 81 pour 100 du rendement brut.

Le *profit d'exploitation* au reste n'est pas du tout la même chose que le *revenu net* des capitaux engagés dans la ligne. Il se peut qu'une ligne qui a coûté fort cher à construire, mais où, faute de voyageurs et de marchandises, on doit réduire au minimum le nombre des trains et l'effectif des agens, ne rapporte presque rien au capital tout en paraissant s'exploiter avec bénéfice : c'est le cas des lignes de Pern ou de Riga à Orel, dont l'établissement représente un débours, pour la première de 138 millions de roubles et, pour la seconde, de 182 millions. Leurs coefficiens d'exploitation de 61 et 63 pour 100 semblent avantageux et sont en tous cas inférieurs à la moyenne russe, qui atteint 67 pour 100. Mais, en regard des frais de construc-

tion, elles fournissent modestement 2,34 et 3,09 pour 100 de revenu annuel.

Au contraire la ligne de Samara à Zlatoouste rapporte 8,57 pour 100 de son capital, bien que l'exploitation dévore 94 pour 100 des recettes et ne laisse ainsi qu'un bien faible écart. Les chemins de fer sont semblables à des usines ou à des magasins dont les uns, tout en gagnant beaucoup sur leur prix de revient, font en définitive peu de profit annuel parce qu'ils vendent peu, tandis que les autres, avec une marge très étroite entre l'achat et la vente, réalisent de gros bénéfices parce qu'ils débitent énormément de marchandises. Ainsi le chemin de fer Nicolas, — de Saint-Pétersbourg à la frontière allemande, — rapporte près de 15 pour 100 des 108 millions de roubles qu'il a coûté et son coefficient d'exploitation, — 60 pour 100, — est peu différent de celui de la ligne Catherine, qui cependant ne donne que 8 pour 100 de son capital.

Suivant les élémens de trafic dont elles profitent, suivant le territoire qu'elles desservent, 19 des artères de longueur diverse qui composent le réseau de l'État donnent un produit plus ou moins fort, qui descend jusqu'à 1,57 pour 100 pour la Baltique et Pskow-Riga. Quatre autres voies, parmi lesquelles le Transsibérien et le chemin de fer de Tachkent, n'arrivent pas à équilibrer leur budget; leur exploitation se solde en déficit. L'État doit inscrire chaque année dans ses comptes quelque 30 millions de perte, qui s'ajoutent aux 710 millions de roubles que ces lignes ont coûté, *tant de première mise que d'améliorations graduelles*, depuis leur création.

Pour calculer en effet le capital aussi bien que le revenu des chemins de fer russes, il ne faut pas tenir compte seulement des frais d'achat ou de construction des lignes, mais aussi de l'équipement complémentaire qui vient grossir la dépense initiale. Il ne faut pas craindre d'amoindrir le revenu net en comptant, parmi les charges ordinaires de l'exploitation, tout débours qui dans une compagnie privée ne serait pas admis à figurer au compte « capital. »

Sous ce titre général « travaux neufs exécutés *sur les lignes existantes* et augmentation du matériel moteur et roulant, » un même chapitre — de 80 à 100 millions de roubles chaque année depuis 1898 — comprend des doublemens de voies, des constructions de signaux, d'ateliers, de conduites d'eau et aussi

des achats de wagons qui, en Europe comme en Amérique, sont portés par les compagnies les mieux gérées à leur compte de premier établissement. Il n'est pas probable que ces « achats » de *matériel neuf* puissent dissimuler en partie le *remplacement* du vieux matériel, antérieurement existant, puisque, dans les comptes très détaillés de l'administration des chemins de fer, se trouve une autre dépense de 29 millions de roubles pour « renouvellement des locomotives, des tenders et des wagons. »

Cependant, comme il peut se faire que, parmi les crédits de la première catégorie, plusieurs ne constituent pas un accroissement véritable de matériel, comme on peut soutenir aussi que certaines installations portées sous la rubrique des travaux neufs sont de celles qu'il faut amortir immédiatement, j'ajouterai la moitié de ces « travaux neufs » et de cette « *augmentation* du matériel » aux dépenses d'*exploitation* proprement dites. C'est en procédant ainsi, avec une sévérité vis-à-vis des chemins de fer russes que l'on pourra taxer d'excessive, mais que j'estime nécessaire afin de n'être suspect d'aucun optimisme, que j'ai déterminé le produit net.

Nous constatons en définitive que ce réseau de 44 000 kilomètres fournit à l'État un revenu de 65 millions de roubles, à peu près 2,12 pour 100 du capital emprunté, dont l'intérêt et l'amortissement exigent une dépense annuelle de 129 millions. Les chemins de fer rapportent donc présentement la moitié de ce qu'ils coûtent, tout compensé, malgré les pertes du Transsibérien et de trois autres lignes, dont la valeur jusqu'ici est surtout stratégique, mais qui deviendront productives. Deux pour 100 du capital, c'est peu, semble-t-il; mais, comparé à d'autres réseaux d'État, ce n'est guère moins que les chemins de fer suédois — 2,75 pour 100, — et c'est beaucoup plus que les chemins de fer norvégiens, — 1,45 pour 100, — ou que les chemins de fer danois, qui donnent 1,08 pour 100. Les lignes prussiennes, il est vrai, sont bien plus rémunératrices; d'abord parce que le royaume de Prusse a racheté les railways dans des conditions particulièrement avantageuses, grâce à la mauvaise situation des compagnies privées, à l'époque; ensuite, parce que, tout en promettant de réduire les tarifs, il n'a cessé de les maintenir très haut.

La Russie a abaissé les siens, en 1900, de 2 cent. 50 à 2 cent. 05 par kilomètre, pour les voyageurs, et de 3 cent. 63 à 2 cent. 95 pour la tonne de marchandises. Un État ne tire pas seulement

du revenu de ses chemins de fer; ils sont le facteur principal du développement de la richesse publique et la meilleure politique consiste à en faciliter l'usage. Même il serait très malheureux que le gouvernement, pour préserver le rendement de ceux qui lui appartiennent, écartât la concurrence des voies fluviales, dont les avantages sont inestimables pour les marchandises lourdes et qu'il ajournât indéfiniment le creusement de certains canaux nécessaires, tels que celui du Don au Volga, à la hauteur de Tsaritsine.

La somme de 64 millions de roubles qui grève annuellement le budget, pour l'amortissement des voies ferrées, pourrait-elle être réduite par une exploitation plus économique? Un Américain trouverait que le personnel est généralement trop nombreux, que les manœuvres sont bien lentes et compliquées; un Allemand estimerait fâcheux que les agens ne soient pas incorruptibles, ce qui permet aux familles nombreuses, sur les lignes secondaires, d'oublier de prendre autant de billets qu'il leur en faudrait. A quoi la direction du réseau de l'État ne manquera pas de répondre que plusieurs compagnies privées sont notoirement plus mal gérées que les lignes impériales. D'ailleurs il faut reconnaître que le sentiment public, en Russie, est hostile aux concessions de chemins de fer à des sociétés étrangères. Il y voit une sorte d'atteinte à sa dignité nationale; bien à tort, puisque Paris lui-même a confié le Métropolitain à des Belges. Mais le cabinet de Saint-Pétersbourg a raison de ne pas traiter avec des *constructeurs* qui ne se chargeraient pas aussi d'*exploiter*.

Quoi qu'il en soit, le rendement des railways ne peut faire autrement que de progresser à mesure que la population augmente, se déplace, produit et consomme davantage. Il était presque suffisant en 1899 pour faire face au service de la dette, — 96 millions contre 109, — et si, depuis cette date, il a cessé de l'être, cela tient au relèvement des salaires, à l'abaissement des tarifs et à la construction de lignes temporairement onéreuses, bien que nécessaires à la prospérité future du pays.

IV

Si les chemins de fer rapportent dès à présent *la moitié* des trois milliards de roubles empruntés pour eux, le domaine rural remboursait *intégralement* jusqu'en 1906 les deux milliards

que l'Etat avait déboursés pour sa transformation depuis près d'un demi-siècle. Lors de l'émancipation de 1861, 46 millions d'hectares appartenant aux nobles furent mis à la disposition des anciens serfs, auxquels fut imposée en même temps une redevance destinée à amortir les emprunts contractés par le Trésor pour indemniser les propriétaires expropriés. De plus, en 1887, l'État vendit aux paysans de son domaine, moyennant le paiement d'une semblable annuité, une centaine de millions d'hectares qui lui appartenaient en propre. En 1904, avant la guerre russo-japonaise, le Trésor encaissait ainsi 81 millions de roubles ; depuis 1907, il n'encaisse plus rien de ce chef, remise ayant été faite aux paysans de la totalité de ces redevances.

Il renonce donc annuellement à une somme de 81, ou plutôt de 66 millions de roubles par an, parce que, dans l'intervalle, le chapitre des « Contributions foncières et impôts personnels » qui avait été ramené, de 1875 à 1905, par des réductions progressives, de 122 millions à 45, vient d'être relevé d'environ 15 millions. Mais, sur les 66 millions dont il fait remise aux paysans, 30 seulement représentaient l'amortissement des terres *achetées par l'État ;* pour les autres, qu'il n'avait pas eu à payer puisqu'elles faisaient partie du domaine national, le cadeau qu'il fait aux cultivateurs de ce dont ils étaient encore redevables constitue *pour le budget* un sacrifice, mais non pas une perte *pour le service de la dette.*

Parallèlement à ces biens de la noblesse et de l'État, transférés par voie législative aux anciens serfs, la « Banque foncière des paysans » fut créée en 1882 pour faire profiter les cultivateurs du crédit de l'État en leur permettant d'acheter des terres mises en vente par des tiers et en leur prêtant de quoi améliorer celles qu'ils possèdent déjà. Dans le même ordre d'idées, la « Banque foncière de la noblesse, » fondée en 1886, a pour objet de fournir, sous forme de prêts hypothécaires, aux propriétaires de biens ruraux le capital d'exploitation nécessaire pour les mettre en valeur. Ces deux banques se procurent des fonds par l'émission de « lettres de gages, » analogues aux obligations de notre Crédit foncier de France. Le total des 1225 millions de roubles, dont elles sont débitrices, ne doit figurer au budget que pour mémoire ; l'intérêt et l'amortissement de cette somme étant suffisamment assurés par les versemens annuels de leurs emprunteurs, dans ce pays où la terre a partout haussé

et, en certains districts, a quadruplé de prix depuis trente ans.

Comment se fait-il que la question agraire, qui rentre directement dans cette étude sur « la fortune de la Russie » puisque le sol en forme une partie essentielle, domine en ce moment toutes les préoccupations politiques? Comment se fait-il que la crise de la propriété ait été une des causes des troubles matériels qui viennent de secouer si rudement cet empire? Et pourquoi faut-il qu'ici le gouvernement soit obligé d'intervenir par l'or ou par le fer, par des baïonnettes ou par des subventions, pour pacifier des hostilités, assouvir des appétits, même pour apprendre à ses sujets l'art de faire valoir leurs richesses foncières?

Pourquoi l'État russe rencontre-t-il sur ce terrain des difficultés que ne rencontre aucun État d'Europe? Si l'on objecte que la Russie est un pays neuf, où la masse de la nation n'a pas eu le temps de s'éduquer, de s'enrichir comme en France, on peut répondre que l'Amérique était aussi un pays neuf, il y a cinquante ans, et que la terre donnée par le Congrès des États-Unis à ses citoyens n'était pas moins nue que celle dont le Tsar a fait présent à ses moujiks.

Il faut ici interroger l'histoire. La Russie paie des erreurs séculaires. L'Amérique est un territoire où des citoyens majeurs ont constitué « l'État » de toutes pièces; la France est un pays où les habitans et l'État ont grandi ensemble, se sont formés et développés en même temps. Quand le paysan français était serf, l'individu qui portait le titre de « roi de France » était un seigneur un peu plus « arrivé » que les autres, mais guère plus possessionné que bien d'autres et pour longtemps encore en lutte avec eux. Avant que ce seigneur ne fût devenu « l'État, » les paysans étaient devenus des vassaux-*propriétaires* et, bien avant que ce seigneur disparût, par la révolution de 1789, les Français, sans cesser d'être *politiquement* des sujets, étaient devenus *économiquement* des citoyens.

En Russie au contraire nous voyons un *gouvernement* obligé de former un *peuple;* parce que l'évolution politique s'est opérée bien avant l'évolution économique, — à la fin du XVIe siècle, — et que la première, loin de servir la seconde, l'a, durant deux siècles et demi, volontairement paralysée. Il s'agit aujourd'hui de rattraper le temps perdu, tout le monde en tombe d'accord, mais cela ne peut pas se faire en six mois.

C'est une question mystérieuse autant qu'intéressante pour l'histoire sociale, que de savoir pourquoi les phénomènes qui ont déterminé dans l'Europe occidentale, et notamment en France aux XIIIe et XIVe siècles, l'abolition du servage, ne se sont pas produits en Russie aux XVIIe et XVIIIe siècles, lorsque, à son tour, ce pays sortait des ombres de la barbarie et se modelait sur ses aînés; pourquoi au contraire le servage, qui existait peu ou point à l'époque d'Ivan le Terrible (1533-1584) dans le futur empire des Tsars, s'était depuis l'avènement des Romanow organisé, étendu, alourdi et finalement stabilisé jusqu'à l'émancipation de 1861, qui ne fut elle-même qu'un expédient imparfait et transitoire.

Lorsque le grand-prince de Moscou, au milieu du XVIe siècle, eut enfin secoué le joug tartare, il se décora, pour que nul ne mît en doute son indépendance vis-à-vis des successeurs de Gengis-Khan et de Timour, de ce titre d' « autocrate » qui rend à nos oreilles modernes le son d'un despotisme attardé, aujourd'hui que tout le monde en a oublié l'origine et que le Grand-Mogol qu'il bravait n'est plus qu'un petit pensionné britannique, obscur en un coin de l'Inde. Néanmoins le type de souveraineté qu'il inaugurait, le seul que l'on connût dans ces régions, était le type asiatique ou si l'on veut le type byzantin, celui des empereurs de Constantinople, dont le prestige n'était pas encore effacé et avec qui les nouveaux Césars moscovites avaient eu des liens de foi et de parenté.

Le pays sur lequel il allait régner ou qu'il allait peu à peu conquérir, qu'était-il d'ailleurs? De « toutes les Russies » y en avait-il une seule de vraiment « russe? » Combien restait-il, de la Baltique à la Mer-Noire, du pur sang de ces Slaves ou Sarmates dont le poète Ovide avait trouvé, seize siècles en deçà, la société si déplaisante? Combien en restait-il seulement depuis le temps où Rurick, le Scandinave, un contemporain de Charles le Chauve (862) était venu les gouverner? Dans cette macédoine de peuples parmi lesquels les Goths, les Huns, les Alains et les Bulgares s'étaient heurtés, puis mélangés, que le Tartare ensuite avait longtemps tenus sous sa loi, vainqueurs et vaincus formaient une race nouvelle, d'âme orientale, pliée à l'obéissance.

En Occident, en France, parmi ces innombrables petits « États » qu'étaient les fiefs du moyen âge, les serfs passèrent à travers ce réseau de jalousies et de concurrences pour atteindre

du même coup la propriété et la liberté. J'ai exposé, naguère (1), comment la prospérité du XIIIe siècle amena la hausse des terres et le désir d'en faire valoir davantage, lequel, précédant la crue de la population, créa le besoin de bras ; et comment, par une escroquerie chevaleresque, les seigneurs petits et grands se soutirèrent leurs hommes les uns aux autres, en les attirant par le don de la terre et de l'indépendance ; comment enfin, le branle une fois donné, chacun, clerc ou laïque, fut obligé de suivre le mouvement sous peine d'être abandonné par ses serfs qui « déguerpissaient » pour aller chez le voisin. Les profits indirects que le seigneur retirait de la terre ainsi baillée, notamment les droits de mutation et autres avantages stipulés avec le « cens, » remplaçaient pour lui avantageusement le travail du serf. Les droits féodaux étaient des « impôts » plus que des « fermages ; » et des seigneurs indépendans peuvent seuls établir des impôts. Cette évolution purement économique de l'affranchissement, dont l'étude des prix nous a révélé les causes jadis inapparentes, n'aurait pu se produire sous un monarque absolu comme Louis XIV, capable de faire respecter par tous, nobles ou manans, sa volonté supérieure ; ni dans une république comme les États-Unis de 1850, où la propriété des esclaves était garantie par des lois générales.

Dans le nouvel État moscovite de la fin du XVIe siècle, il n'y avait point de vassalité à la manière féodale, il n'y avait que des sujets, guerriers ou paysans. Le Tsar ne redoutait point les premiers ; il n'avait pas de raison de les affaiblir, au contraire des rois français du moyen âge qui cherchaient dans les petits un point d'appui contre les grands. Il avait lui-même d'immenses domaines cultivés par des moujiks, dont l'état social était mal défini, bien qu'ils fussent comme ceux des nobles de trois sortes distinctes : esclaves butinés à la guerre, manœuvres libres et sans terre, ou propriétaires en commun de quelque parcelle du sol.

Par une loi nouvelle, tous les laboureurs sans distinction de classes, ceux des nobles comme ceux du Tsar, furent désormais fixés au domaine. Toute migration, tout changement de domicile fut interdit et devint impossible. La chaîne fut solidement rivée par une administration centraliste et par des mesures sé-

(1) Voyez *la Fortune privée à travers sept siècles*, p. 151, et le tome Ier, p. 169 et suivantes, de l'*Histoire économique de la propriété, des salaires et des prix depuis 1200 jusqu'à 1800.*

vères, prises aussi bien contre les fugitifs que contre les seigneurs qui les recueilleraient.

Les paysans devaient servir les nobles pour que ceux-ci pussent servir le Tsar à l'armée. Plus tard, au XVIIIe siècle, un oukase de Pierre III abolit le service obligatoire des nobles; il fut remplacé par un impôt en argent, variable suivant le nombre de leurs serfs. Dès lors que les nobles payaient pour eux, c'est donc que ces serfs leur appartenaient en bien propre. En effet, de règne en règne, le poids du servage devenait plus lourd, les abus plus nombreux, tolérés par une politique qui eût craint, en protégeant ces faibles, de développer en eux un esprit d'insubordination. Ainsi accablée, inculte, maintenue par ses maîtres et par l'État dans une enfance éternelle, la classe la plus nombreuse, la plus pauvre de la nation, stoppa dans la barbarie; l'heure cessa de marcher pour elle.

Songez à la différence de *mentalité* qu'il pouvait y avoir entre un boiard et ses hommes, à l'avènement de Michel Romanow (1613); elle ne devait pas être énorme. La distance entre eux était déjà beaucoup allongée au temps de Pierre le Grand. Au milieu du règne de la Grande Catherine, l'amie couronnée des Encyclopédistes, exactement informée des cancans de Versailles, cette cour du Palais d'Hiver, qui danse et soupe en ce bijou d'architecture qu'est la salle de marbre à l'Ermitage, cette aristocratie tout à l'ambre est de son temps, du temps de Louis XV. Mais lui, le moujik, qui se chauffe dans son isba de bois avec le fumier desséché de ses bêtes, c'est un villain du temps de Philippe-Auguste, ou même du temps de Charlemagne.

Entre ces deux classes, entre les plus avancées et les plus arriérées, il s'était creusé un abîme de mille ans, que le XIXe siècle n'avait point diminué, au contraire, malgré l'émancipation de 1861. Maintenant, de la civilisation morale qu'on ne pouvait plus arrêter, le moujik était menacé d'absorber d'abord le poison; comme il a commencé, de la civilisation matérielle, par accueillir surtout l'eau-de-vie. Ce n'est pourtant pas un « alcoolique, » c'est-à-dire un buveur régulier, ce doux rêveur qui, au sortir de la paye de quinzaine, achète au « Monopole » une grande jarre de *vodka* et boit jusqu'à épuisement de liquide et de raison. — « Comment veux-tu, dit-il à qui le prêche, m'empêcher d'oublier, au moins une fois par quinzaine, que je suis au monde? »

V

La crise que traverse en ce moment la Russie a donc des causes historiques profondes. L'armature de l'État s'y est constituée avant le développement du progrès social. On a coulé dans un moule rigide une pâte brute, dont la fermentation s'est arrêtée. Après avoir longtemps regardé le servage comme la seule base possible du pouvoir, on s'est aperçu que c'était tout l'opposé; après avoir tout fait pour paralyser et annihiler le serf, il faut maintenant tout faire pour secouer et vivifier cet homme si lent, « qu'il ne se signe, dit un proverbe russe, que quand le tonnerre est tombé. » Dans ce pays patriarcal, depuis hier sillonné de chemins de fer et constellé d'usines modèles, il faut susciter des consommateurs pour utiliser la production; voilà toute la question industrielle. Et puisqu'on vient, sous la poussée des événemens, de promulguer quelque chose comme une « Déclaration des droits de l'homme et du citoyen, » il faut créer des « citoyens » dans cet empire qui n'en avait pas. Voilà toute la question agraire. Les deux réunies ne sont pas loin de composer toute la question politique intérieure.

Parmi les échantillons hétéroclites d'humanité qui, sans se pénétrer, se coudoient dans ces vastes plaines, et auxquels la géographie donne globalement le nom de « Russes, » depuis les fermiers des provinces baltiques, peu différens de leurs voisins allemands, jusqu'aux Kirghis, aux Bashkirs et aux Kalmouks, encore engagés dans la vie pastorale ou qui en sont sortis depuis vingt ans, les 40 millions de serfs de 1861 étaient, on le devine, très diversement répandus. En quelques provinces, 70 pour 100 et, dans l'ancien czarat moscovite, 50 pour 100 de la population était serve. Immédiatement au Sud et à l'Est, dans le territoire gagné au XVIIe siècle et jusqu'à 1750, la proportion variait de 50 à 25 pour 100. Elle allait décroissant, dans les régions dont l'annexion était plus récente, jusqu'à 3 pour 100. La périphérie était ainsi plus avancée que le centre, le pays serf de Moscou, le plus arriéré de l'Empire.

Survint l'émancipation : elle constitue la plus curieuse expérience de socialisme appliqué qui ait été faite depuis des siècles et mérite à ce titre toute l'attention des esprits libres de préjugés. Le servage était, sous le régime antérieur, très diverse-

ment avantageux aux propriétaires suivant la densité de la population et la qualité du sol. Dans la région de la Terre-Noire où les bras étaient abondans et la terre fertile, le *travail gratuit* effectué par les serfs sur le domaine du maître, en échange des quelques hectares dont l'usage leur était concédé à chacun pour leur subsistance, *équivalait à peu près au loyer* de ces fonds, s'ils avaient été amodiés à des paysans indépendans.

Dans le Nord, au contraire, la possession des hommes était précieuse, parce qu'il y en avait peu, comparativement aux surfaces agricoles dont la valeur était mince, en raison de leur faible rendement. Même en ces provinces la culture était si peu fructueuse que les nobles trouvaient plus de profit à louer leurs hommes qu'à faire valoir leurs champs. Ils permettaient à ces serfs *obrok* de gagner leur vie à leur guise, souvent loin du domaine, à la condition d'acquitter en argent une somme égale à ce qu'ils eussent payé en travail.

Pour opérer l'affranchissement en masse des différentes sortes de serfs, le gouvernement russe avait le choix entre plusieurs systèmes : il pouvait, comme firent les États-Unis pour les noirs à peu près à la même époque, rompre simplement et gratuitement le lien qui attachait ces esclaves blancs à leurs maîtres, et laisser les uns et les autres se tirer d'affaire comme ils l'entendraient suivant leurs convenances réciproques, — c'est d'ailleurs ce qui fut fait pour les serfs domestiques, attachés à la personne des nobles. — S'il préférait se charger lui-même d'assurer leur vie en leur vendant des terres, payables par annuités, il pouvait leur en offrir l'achat en les laissant libres de le refuser. Enfin, s'il voulait rendre cet achat obligatoire, il pouvait dépecer la surface des guérets et des pacages, les allotir entre tous les chefs de famille; chacun devenant « vrai et légitime seigneur » de son lopin « comme de sa propre chose et domaine, » suivant la formule française pour les *accensemens* du moyen âge.

L'État russe fit tout autre chose : il décréta, pour les serfs de la veille, la propriété *obligatoire* et *collective*. Groupés en une sorte de clan, à la manière des Gallois et des Burgondes du VIIIe siècle, les habitans de chaque commune reçurent *indivis* la terre qu'ils exploitaient précédemment. Ceux qui, dans le Nord, n'en exploitaient aucune, furent contraints d'entrer comme les autres dans l'association légale. Au syndicat ainsi possessionné,

au *Mir*, incomba la redevance destinée à amortir le prix du sol, dont l'État avait fait l'avance.

Les promoteurs de cette combinaison crurent avoir fait merveille : tous les paysans propriétaires, c'était le « prolétariat » tué dans l'œuf. Les théoriciens russes estimèrent, par le bon communisme du *mir*, résoudre d'emblée les questions sociales qui divisaient la vieille Europe et la devancer d'un pas de géant dans la voie du progrès. En France même le mir trouva des panégyristes : je me souviens avoir lu, il y a trente-cinq ans, signées des noms de candides sociologues qui passaient pour les plus autorisés de leur époque, des pages où cette institution nous était présentée comme une conquête à réaliser dans l'avenir, alors que c'était en réalité un vestige du passé barbare que l'on tentait de ressusciter.

Des Russes, plus enclins au scepticisme, m'ont affirmé qu'en agissant ainsi, le gouvernement de 1861 avait surtout en vue de rentrer dans ses débours; ce qui lui paraissait infiniment plus aisé avec ce répondant global et permanent qu'est une commune qu'avec des millions de contractans individuels dont la destinée incertaine rendrait les recouvremens problématiques. Quoi qu'il en soit, le mir, l'essai de propriété collective, est aujourd'hui jugé et condamné. Il a retardé de près d'un demi-siècle la marche en avant de l'agriculture, dans ce pays où elle tient plus de place qu'en aucun autre, puisque les huit dixièmes, sur 130 millions de Russes, ne vivent pas d'autre chose.

Peu importent aujourd'hui les résultats bizarres que la réforme ainsi comprise a donnés au regard des anciens propriétaires, entre lesquels elle a créé des inégalités profondes : les uns, au Sud, jouissant du capital à eux payé par l'État pour la cession d'une moitié de leur domaine, et tirant de la moitié restante, grâce au bon marché de la main-d'œuvre libre, plus qu'ils n'obtenaient auparavant de la totalité de leur bien; les autres, au Nord-Ouest, privés de bras pour faire valoir, maigrement indemnisés et, de riches seigneurs terriens, tombant petits fonctionnaires à la ville.

Ce qu'il faut envisager surtout c'est la paralysie matérielle et morale de l'État, causée par la condition précaire des laboureurs qui forment la grande majorité de l'État. Avec le collectivisme foncier ce n'est pas le paysan qui est propriétaire de la terre; c'est plutôt la terre qui est propriétaire du paysan. Elle

le tient, il en est esclave. D'autant que, jusqu'en 1906, les redevances ayant été calculées, non pas d'après le *gain* présumé du cultivateur, mais d'après la *perte* constatée de l'ancien propriétaire, elles se sont trouvées, en certaines provinces, supérieures à la rente du sol communal et que, par conséquent, faire partie d'un mir, loin d'être un avantage, était souvent une charge. La suppression des redevances aide ainsi puissamment à la dissolution de ces sociétés; désormais elles n'auront plus intérêt comme devant à retenir ceux des membres qui prétendaient les quitter et dont le départ aurait accru le fardeau commun. Le mir n'a plus que deux sortes de partisans : les réactionnaires qui voient dans les paysans d'éternels mineurs, auxquels on ne peut concéder de droits individuels, et les socialistes qui, eux, ne veulent émanciper personne, puisque leur idéal consiste précisément à mettre tous les majeurs en tutelle pour leur bien. L'unanimité des Russes éclairés, qui forment aujourd'hui les conseils du gouvernement, sont résolus à briser ces vieilles chaînes.

Le mal, a-t-il été dit parfois, vient de la crue incessante de la population depuis un quart de siècle sur une étendue de terre invariable. Chaque paire de bras représentait une bouche; la bouche de ce nouveau convive qui arrivait ainsi, lorsque déjà tant d'autres étaient à table qui avaient peine à se suffire, paraissait de plus en plus importune; ses bras semblaient de moins en moins nécessaires. Mais, depuis cent ans, notre Europe occidentale a trouvé le moyen d'accueillir beaucoup de nouvelles bouches, d'utiliser beaucoup de nouveaux bras. Elle a su renouveler au profit des travailleurs le miracle de la multiplication des pains.

Quoique la population russe augmente présentement plus qu'aucune autre sur le globe, — de 1 625 000 âmes par an durant les dix dernières années, dans les 50 gouvernemens de la Russie d'Europe, ce qui représente annuellement un et demi pour 100, — ce n'est pas la terre qui manque au paysan; c'est son exploitation qui est défectueuse. Les paysans français, qui vivent bien, ont ensemble beaucoup moins de bonne terre que les paysans russes, qui vivent mal.

Les perturbateurs ignorans, qui sont la plaie de cet empire, avaient un instant persuadé à la population rurale qu'un sûr moyen de s'enrichir serait d'obtenir la nationalisation du sol et,

passant des conseils à l'action, ils suscitèrent les brigandages agraires de 1905 et 1906. La « liberté de conscience, » proclamée par le manifeste impérial, fut expliquée par eux en ce sens que « tout était dorénavant permis, » que, « quoi que l'on fît, on n'avait plus à craindre aucun remords de conscience. » Des révolutionnaires bourgeois, étudians souvent ou maîtres d'école, des popes aussi, publièrent dans les champs un soi-disant oukase par lequel l'autocrate, père du peuple, concédait aux pauvres et aux déshérités les terres des nobles à la condition de détruire leurs fermes et leurs habitations même, afin de leur enlever la possibilité de revenir jamais. Ceux qui tarderaient à entrer dans cette voie de justice n'obtiendraient rien dans le partage annoncé et risqueraient de se voir asservis de nouveau.

Les émissaires anarchistes, endossant des uniformes chamarrés d'or et constellés de décorations, conduisaient des bandes de paysans au pillage « sur les ordres de l'Empereur. » Dans les gouvernemens de Saratof, de Koursk, de Kherson, à peine quelques propriétés sont restées intactes; en d'autres districts on ne peut presque plus compter les domaines saccagés, rasés de terre. Dans les provinces baltiques, nombre de châteaux historiques, avec leurs galeries de tableaux et leurs objets d'art, entourés de fermes modèles, ont été la proie des flammes. Ce mouvement revêtait parfois le caractère d'une folie furieuse : tout en incendiant les maisons, en abattant les arbres des parcs, les paysans — dans cette année de disette! — mettaient le feu aux granges remplies de blé sans les avoir dévastées au préalable; ils égorgeaient des centaines de vaches et des milliers de brebis en jetant leurs dépouilles dans la rivière, sans songer à en emporter la viande chez eux. Ils coupaient la langue aux chevaux dans les haras ou leur brisaient les pieds, en jouissant de leurs hurlemens de douleur. Même, des habitations seigneuriales on n'emportait que peu de chose, mais on mettait tout en pièces; puis on rentrait paisiblement chez soi, certain d'avoir fait œuvre méritoire.

Surpris de voir les troupes arriver, se réveillant comme d'un mauvais rêve, les moujiks n'opposaient aucune résistance. Ils redevenaient doux et soumis, demandaient à genoux leur pardon aux propriétaires qu'ils venaient de dépouiller, se prosternaient dans les églises en implorant la grâce du ciel et se laissaient conduire en prison, tandis que les meneurs étrangers réussis-

saient pour la plupart à filer à temps et à se soustraire au châtiment.

On a vu des fous sanguinaires scier par le milieu du corps un patron d'usine qu'ils avaient garrotté et assujetti entre deux planches et, devant ces restes pantelans, se mettre à faire entre eux une collecte pour en offrir le produit à la femme et aux enfans de leur victime. Souvent les paysans ont été les premiers à souffrir des suites de leur fureur stupide, dans le cas où ils ont ruiné des sucreries, des distilleries, qui leur donnaient un gain régulier durant les longs mois d'hiver. Nulle part les désordres n'ont duré plus de quelques jours, mais le mouvement, calmé ici, renaissait ailleurs. Aujourd'hui, quoique l'on ait encore à enregistrer des crimes isolés, les moujiks, désillusionnés sur le rôle des soi-disant délégués du Tsar, seraient plutôt enclins à une levée en masse pour faire de la contre-révolution, tout aussi dangereuse pour la sécurité du pays.

Quant à la « nationalisation du sol, » ils ont eu plus de peine à en abandonner l'espoir. A un propriétaire qui leur offrait de leur vendre des terres à l'amiable, il y a quelques mois, des paysans répondaient: « Tu nous fais un prix divinement tentant, — un prix « de bon Dieu, » dit l'adjectif russe; — mais à quoi bon acheter ce que bientôt nous aurons pour rien. » La surface agraire de la Russie d'Europe mesure 430 millions d'hectares, dont l'État, les villes, les apanages et autres institutions possèdent 165 millions. A première vue, il y a là de quoi doter pas mal de cultivateurs mal partagés, et l'on a fait miroiter le chiffre dans la presse aux yeux des lecteurs incompétens. En réalité, ce n'est rien.

Le domaine de l'État est cantonné, pour 132 millions d'hectares, dans les cinq gouvernemens du Nord et du Nord-Est, — celui d'Arkhangel en contient seul 82 millions, — et consiste en terrains marécageux, impropres à toute culture, en *toundras* où croissent à peine le bouleau nain et le lichen d'Islande. Dans les autres parties de l'Empire, où l'État ne possède généralement que des forêts, il lui est impossible de les aliéner ou de les laisser abattre. Leur exploitation rationnelle constitue un devoir sacré, tant pour leur influence sur le climat et les sources que pour l'approvisionnement en bois de la population elle-même. De terres vraiment arables, l'État n'en possède pas plus de 4 millions d'hectares et elles sont déjà louées à des paysans riverains,

qu'il faudrait en déposséder si l'on voulait les distribuer à d'autres.

VI

Déduction faite de ces énormes propriétés nationales, boisées ou inutilisables pour longtemps encore par l'agriculture, il reste 263 millions d'hectares de biens privés : or la plus grande part de cette superficie appartient présentement aux paysans. Ils détiennent 179 millions d'hectares. La Russie est, de toutes les nations d'Europe, *celle où la classe populaire possède le plus de terres proportionnellement aux autres classes*, puisque plus des deux tiers du sol cultivé sont en ses mains. J'ai sous les yeux des chiffres afférens à l'Allemagne, à l'Autriche-Hongrie, à l'Italie, à l'Angleterre ; je n'en fatiguerai pas inutilement le lecteur ; mais il en résulte que, chez tous ces peuples, la classe paysanne possède une bien moindre partie du sol qu'en Russie.

Dans notre France démocratique, qui se flatte de compter des propriétaires par millions et plus que nulle autre des monarchies voisines, la petite propriété, — moins de 9 hectares, — ne représente qu'un tiers du territoire ; les propriétés moyennes, de 9 à 50 hectares, absorbent un autre tiers et celles de plus de 50 hectares occupent le reste. Ce qui n'existe presque pas en Russie c'est la moyenne propriété ; entre les 179 millions d'hectares de la masse paysanne et les 72 millions d'hectares des propriétaires nobles ou « marchands, » — les nobles, au nombre de 107000, ayant en moyenne 540 hectares, les « marchands, » au nombre de 23000, possédant 614 hectares par tête, — la moyenne propriété apparaît tout insignifiante, avec ses 4 millions d'hectares aux mains de 85000 petits bourgeois.

Mais, quoique le paysan russe possède plus de terre qu'aucun paysan du monde, il est moins riche que tous les autres parce qu'il la possède mal et, par suite, est incapable de la bien faire valoir. En effet, parmi ces 179 millions d'hectares qui leur appartiennent, il n'y a guère de propriétés individuelles : 14 millions d'hectares seulement. Tout le reste est propriété collective. Selon les localités, chaque famille a droit à 1, 2, voire 4 hectares par « âme » masculine ; mais il faut, pour ne léser aucun intérêt, que chacun, dans la distribution périodique, ait son lot des meilleurs terrains et des plus mauvais, des plus proches et des plus

éloignés du village, le tout réparti dans les trois sortes de champs que comporte l'assolement triennal.

De là, pour chacun, vingt, trente ou cinquante parcelles à cultiver, quelquefois de deux ou trois mètres de large seulement, et plusieurs distantes de 15 à 20 kilomètres du village. Car il n'existe pas de hameaux, ni de logis isolé, mais toute la commune, quelque populeuse qu'elle soit, est agglomérée sur un seul point, par goût, par tradition et par manque d'eau. Le moyen de faire de la culture intensive et même de la bonne culture quand on dépend en tout de la volonté de ses voisins, que l'on doit labourer, ensemencer, moissonner en même temps qu'eux, que l'on ne peut ni transformer son champ, ni l'enclore et que l'on n'a point d'intérêt à le fumer.

C'est la conception de l'égalitarisme dans toute sa niaiserie. En France, nous ne l'appliquons qu'à la vie publique, de petite importance par rapport à la vie privée ; encore est-ce seulement en façade et avec le succès que l'on sait. Pour l'agriculture, cette pratique sociale aboutit, en Russie, à des rendemens dérisoires, inférieurs de beaucoup à ceux qu'obtient n'importe quel grand propriétaire, ou même tout cultivateur maître d'un bien personnel. L'égalité dans la gêne, c'est le résultat du communisme foncier auquel est jusqu'ici asservi le paysan russe. Le libérer de ces entraves, c'est à quoi le gouvernement actuel est avant tout résolu: « Le développement de la propriété individuelle, me disait en décembre dernier M. Stolypine, est la clef de voûte de mon système. »

La santé morale du pays en dépend tout autant que sa richesse; car la propriété personnelle est plus éducatrice, plus féconde pour l'hygiène intellectuelle d'un peuple que n'est l'instruction, ni même la science. La Russie a déjà pu s'en apercevoir; elle ne manque pas de savans capables de lui faire honneur au dehors et de la discréditer au dedans. Le savant représente les idées, le propriétaire représente les intérêts; ils doivent s'équilibrer dans l'organisme social comme les nerfs et le sang dans le corps humain. Les idées, lâchées sans le contrepoids et le contrôle des intérêts pratiques, c'est la prédominance du système nerveux qui risque d'engendrer la folie.

Deux moyens s'offrent à l'État pour créer la propriété individuelle du paysan. Il compte les employer tous deux de concert : le premier consiste à lui vendre de nouvelles terres, le second à

lui attribuer en propre celles qu'il possède aujourd'hui indivis dans la commune. Ces deux opérations coûteront cher, la seconde plus encore que la première. Mais toutes deux, si elles sont bien conduites, rémunéreront sûrement le capital qu'elles vont exiger. Il existe déjà des paysans *personnellement* propriétaires: 490 000 en 1905. En seize ans, de 1862 à 1877, ils avaient acheté 6 300 000 hectares; ils en avaient acquis 8200000 en vingt-huit ans, de 1878 à 1905, soit en tout 14 millions et demi. Il ne semble donc pas que, malgré l'institution en 1882 de la « Banque foncière des paysans, » ceux-ci aient profité beaucoup plus qu'auparavant du crédit mis à leur portée.

Depuis que cette banque a abaissé à 2 p. 100 le taux du versement initial, exigé des acheteurs, et que l'État prend à sa charge, à titre de subvention, l'acquittement d'une partie de l'annuité qu'ils ont à payer pour l'amortissement du prix d'achat, les acquisitions paysannes ont augmenté: du 5 novembre 1905 au 1er décembre 1907, en moins de deux ans, elles se sont élevées à près de 1 500 000 hectares, répartis entre 254 000 feux. La demande pourtant reste inférieure à l'offre. Le désir que les moujiks paraissent avoir d'acheter n'est rien en comparaison de l'empressement que les nobles mettent à vendre : en ce moment la Banque foncière peut disposer de 6 millions d'hectares que la noblesse propose de céder, mais qui ne trouvent pas facilement preneurs. Le gouvernement russe estime que cette profusion d'offres continuera et empêchera la hausse de la terre, je me permettrai de n'être pas de son avis.

Les désordres agraires, les dévastations qui les ont accompagnés, la crainte de les voir se reproduire, sont la cause principale de cette abondance des terres à vendre. Il n'est pas à souhaiter qu'elle subsiste. Des nobles, qui cultivaient bien avec des machines, ont vu leurs bâtimens réduits en cendres; ne se souciant pas de les relever, ils quittent le pays. Des paysans les remplacent, qui n'ont pas de fonds pour exploiter le sol, et le rendement baisse. Que cette substitution du paysan à l'ancien propriétaire se généralise, elle aurait des conséquences fâcheuses: il en résulterait un recul agricole, du moins pendant un assez long temps. Parmi les nobles qui avaient introduit des méthodes scientifiques, beaucoup avaient perdu plutôt que gagné ; mais le voisinage avait profité de leurs tentatives comme le pays profite d'une usine nouvelle, même si elle ne donne pas de dividendes à ses actionnaires.

C'est plutôt l'allotissement, en pleine et définitive propriété, des 153 millions d'hectares dont les paysans jouissent en commun jusqu'à ce jour, qui doit transformer le sol et, par voie de conséquence, la population elle-même. Seulement, de cette transformation les paysans ont peur et c'est là que gît la première difficulté. Ils ont peur de la propriété individuelle, ces moujiks, comme nos ancêtres barbares en avaient peur, il y a mille ans, comme nos pères en avaient peur encore sous Louis XV, lorsqu'ils se mutinaient pour le maintien de la vaine pâture, contre les prairies artificielles, le partage des communaux et la réforme du code rural. Les paysans russes pensent, et leurs popes souvent les confirment dans cette idée, que Dieu a donné la terre à l'homme, ainsi que l'eau ou l'air, qu'il est injuste de se l'approprier. Partout au reste les hommes primitifs ont, par une sorte d'instinct de bêtes, lutté longtemps contre la propriété individuelle; partout on les voit se défendre d'elle et la repousser. Ils imaginent, pour l'empêcher de prendre pied, mille combinaisons et stratagèmes. Pourtant elle les a terrassés; la civilisation l'imposait, il n'y avait pas de civilisation possible sans elle.

Mais il ne faut pas s'attendre à ce que, brusquement, les millions de moujiks rompent avec une vieille routine; en effet, d'après les renseignemens parvenus au ministère de l'Intérieur jusqu'à la fin de décembre dernier, 205 000 chefs de ménage seulement avaient demandé à user du droit qui vient de leur être conféré par l'État de faire charrue à part, de se soustraire à l'onéreux servage de la collectivité. Et de ces 205 000, il s'en trouve 100 000 dans les cinq provinces de Kherson, de Saratof, de Samara, de Tauride et d'Ekaterinoslaw, situées l'une dans la région au delà du Dniepr, l'autre dans celle du Volga-Don, une troisième au delà du Volga, les deux autres dans les steppes du Sud. Déduction faite des provinces baltiques, où il n'existe pas de « mirs, » il ne s'est donc manifesté encore, dans les quarante-deux autres, aucun goût pour le partage volontaire.

Est-ce à dire que le gouvernement devra l'imposer? Non pas; cette propriété individuelle qu'il redoute sans la connaître, aussitôt qu'il en a goûté, le laboureur de toutes les latitudes et de tous les temps s'y attache et n'en admet plus d'autre. Le fait se produira en Russie comme ailleurs, si le gouvernement favorise le mouvement.

Reste un autre obstacle, plus difficile à vaincre: le manque

d'eau. La Russie est une vaste plaine, mais c'est une plaine élevée et les eaux souterraines ne s'y trouvent souvent qu'à une certaine profondeur. Loin des grands fleuves et de leurs affluens, les ravins et les vallées secondaires sont à sec pendant les sécheresses de l'été. Le long des cours d'eau permanens, des villages de plusieurs milliers d'habitans se sont établis; dès que l'on s'en éloigne on ne rencontre que des surfaces nues soumises à la culture la plus primitive, la plus uniforme, la plus épuisante. Pour que le paysan les exploite rationnellement, il lui faudra se disséminer, établir sa demeure loin des centres actuels; ce qui exigera des fermes, des puits, des digues, des travaux et partant des dépenses de toute sorte que le moujik ne pourra faire du jour au lendemain.

L'État se propose de lui venir en aide; d'abord par des lois d'expropriation lorsqu'elles seront nécessaires pour lui faciliter l'accès d'une rivière ou d'un ruisseau, ensuite par des prêts hypothécaires. Ces prêts ne courront aucun risque, gagés comme ils le seront par une terre dont la valeur ira croissant en proportion de son rendement. Tout cela ne peut être l'œuvre d'un jour, mais si l'État attendait que la commune en bloc voulût opérer la réforme, il risquerait d'attendre un siècle. Il doit donc commencer par satisfaire les plus énergiques, les plus entreprenans, qui serviront d'exemples aux autres.

En 1907, quatre cents commissions agraires, mi-partie composées de paysans élus et de propriétaires en contact direct avec la population, se sont mises à l'œuvre. Pour ce travail gigantesque, pour remanier des millions et des millions d'hectares, les mesurer, repartir les champs ou grouper les parcelles, de manière à composer des exploitations judicieuses, il leur faudrait une armée d'arpenteurs; chacun d'eux ne pouvant d'avril à octobre accomplir utilement cette besogne compliquée que sur 1 700 à 2 000 hectares. Un cadre de 1 500 arpenteurs eût été nécessaire pour les 2 700 000 hectares que les commissions avaient à délimiter l'an dernier; elles n'en avaient que 500 et n'ont pu par conséquent élaborer qu'un tiers des marchés et des plans de liquidation foncière qui leur étaient soumis. Tout devant se faire à l'amiable, on se figure la difficulté de parvenir à une entente entre les paysans, au milieu des discussions et des litiges que suscite le passage d'un collectivisme traditionnel à une propriété indépendante, et combien d'intérêts économiques sont en

jeu. Outre l'arpentage, la transition comporte des constructions de routes, des concessions de bois à bâtir, des opérations hydrotechniques.

C'est un effort colossal et sans précédent d'organisation agraire qui est commencé et qui va se poursuivre. Il n'est d'ailleurs pas à souhaiter que les classes rurales en Russie demeurent vouées exclusivement au labeur agricole; la division du travail doit s'opérer parmi elles suivant leurs aptitudes, comme elle s'est opérée dans tout l'Occident. Là-bas les campagnes souffrent du manque des artisans les plus nécessaires, tels que menuisiers, serruriers, mécaniciens, que l'on doit faire venir des villes à grande distance pour la réparation la plus simple.

Avec le mir d'aujourd'hui, avec cette espèce particulière à la Russie de mi-laboureurs, mi-ouvriers, toujours théoriquement attachés à la terre bien que résidant dans les cités, et qui s'absentent tantôt des champs et tantôt de l'usine, on fait de mauvaise agriculture et de mauvaise industrie.

VII

Ce n'est pas que le nombre des bras utilisés par cette dernière soit encore bien considérable : 112 000 hommes employés à l'extraction de la houille, 52 000 à la fabrication du fer et de l'acier, c'est un effectif insignifiant eu égard à l'énorme réserve de bras que possède cet empire. Pourtant on a quelque peine à se les procurer ; la formation, la direction d'un personnel indigène offre assez de difficultés pour que des émigrans allemands, bulgares, bessarabiens puissent venir dans le Sud faire concurrence aux Russes et leur soient préférés. Ceux-ci retournent périodiquement dans leurs villages à Noël, à Pâques et durant la saison des récoltes; d'où résulte en décembre, avril, juillet, août et septembre, une diminution de travail qui, jusqu'à ces dernières années, atteignait 15 et même 25 p. 100 par rapport aux autres mois. Pour stabiliser la population, les patrons, au lieu de caserner leurs hommes en de vastes logis, ont dû bâtir pour chaque ménage une maisonnette avec une cave et un four, dont le coût approche de 3 000 francs. Ils ont dû procurer à chaque famille un pacage pour son bétail.

Ces dépenses sont une charge nouvelle, ajoutée à celle qu'impose la législation russe. Celle-ci, dans une vue louable

d'humanité, s'est inspirée des dispositions les plus récentes qu'elle a trouvées dans les lois de l'Occident en faveur des travailleurs. Elle édicte à leur profit, en cas de maladie, de renvoi ou même de simple transfert d'un atelier à l'autre, des droits et des indemnités pécuniaires que notre république ne connaît pas. Et je suis bien loin de blâmer cette partialité charitable ; mais ce que supportent dans les vieux pays des compagnies anciennes et florissantes est fort onéreux pour une industrie embryonnaire.

Lorsque M. de Witte recueillit la succession du ministre Widchnegradski, il conçut la naturelle ambition, pour utiliser les ressources minérales de la Russie, de susciter des exploitations indigènes à l'abri d'une muraille douanière à peu près infranchissable. Les capitaux, attirés par l'espérance d'un emploi fructueux et sûr, affluèrent avec une fièvre que semblait justifier l'immensité du champ qui leur était ouvert. Les commandes du gouvernement en vue de la construction des chemins de fer ne devaient-elles pas alimenter, à elles seules, d'importantes usines? De 1892 à 1901 les sommes engagées montèrent au total à plus d'un milliard de francs, dont un tiers dans les charbonnages ou autres sociétés minières et les deux autres tiers dans la métallurgie. Mais la concurrence même suffit à faire baisser les prix, partant les bénéfices, sur le marché intérieur, le seul auquel ces entreprises pussent de longtemps prétendre.

Ce marché lui-même apparut beaucoup plus étroit qu'on ne l'avait imaginé tout d'abord. L'offre ne tarda pas à surpasser la demande; on s'était outillé pour des besoins qui n'existaient pas encore et ne devaient se créer que lentement. La mévente sévit, les faillites se succédèrent et l'on se mit à échanger des propos amers entre industriels et hommes d'État. Les premiers, pour la plupart Français ou Belges, reprochèrent aux seconds d'avoir abusé de leur confiance par l'appât de profits imaginaires. Le gouvernement russe se défendit en montrant qu'il n'était pour rien dans les fautes commises par les promoteurs d'affaires mal conçues, et que ceux-ci ne devaient s'en prendre qu'à eux-mêmes de leurs échecs.

Pour l'observateur impartial, il est hors de doute que l'État russe avait pleinement raison. D'abord le « milliard, » auquel montent *nominalement* les capitaux dont je viens de parler, est un chiffre un peu fantaisiste. Il était loin de représenter un débours; souvent les fondateurs avaient évalué à un taux

incroyable leurs droits, leurs négociations, leurs apports matériels ou immatériels; des commissions déraisonnables avaient été payées aux agens de toute nature ayant concouru à l'organisation. Il y a des exemples de sociétés où, sur 50 000 actions, il n'y en avait eu que 10 000 versées en espèces; les 40 000 autres, — sans parler de 50 000 actions de jouissance, — étaient échues aux metteurs en œuvre et aux intermédiaires. Dans un autre cas, sur 85 000 actions, il n'en avait été libéré que 15 000; le reste étant attribué aux fondateurs, qui recevaient en outre quelques millions en argent comptant et en obligations. Parfois des sommes considérables ont été payées pour la cession de conventions verbales, passées pour exploiter le tréfonds de certaines terres. Or ces droits n'ont jamais pu être exercés parce que les propriétaires ou fermiers qui les avaient vendues ne les possédaient pas eux-mêmes.

Dans le Sud de la Russie, certaines affaires s'étaient organisées sur le terrain de la spéculation pure, sans que l'existence d'aucune matière première légitimât leur création, mais uniquement le désir d'un groupe financier d'exploiter la hausse et l'emballement du public. Lorsqu'on avait fait la part de tous les concours parasites, le produit de grosses émissions se trouvait avoir fondu avec une rapidité stupéfiante et l'entreprise se voyait, dès sa naissance, sans fonds de roulement et grevée de dettes.

Il y eut donc pas mal d'irrégularités dans le lancement des industries nouvelles; il n'y eut pas moins de légèreté dans la construction et l'exploitation; notre vieux proverbe commercial du XVIIIe siècle disait : « Qui fait ses affaires par commission va à l'hôpital en personne. » Ce qui est vrai surtout avec des « commissionnaires » idéalistes et poètes comme les ingénieurs russes. Ce n'est pas à eux que l'on reprochera jamais d'avoir les vues mesquines et terre à terre des bourgeois français. Dans l'ordre des travaux mathématiques ou physiques, ils s'éprennent du maximum de la science et se dirigent d'emblée vers ses sommets. Ils y vont par goût et aussi par principe, parce que les recherches abstraites leur paraissent plus nobles que les applications vulgaires. Quelques-uns y brillent d'un vif éclat; mais, à côté de cette élite, il en est beaucoup qui pensent avoir l'âme plus haute parce qu'ils ont simplement le cerveau désordonné. Très rares, parmi ces dédaigneux de la vie pratique, sont

les spécialistes doués du sens industriel et capables de discuter un prix de revient.

Mais ce sont des mages, des enfanteurs de plans féeriques, et les Français qui n'ont pas eu le sang assez froid ont été gagnés par la contagion, pris à leur tour de la folie des grandeurs. Ils sont partis pour les rêves, circonvenus, entraînés par ces charmeurs qui ne savent pas calculer. On aurait peine à croire, si ce n'était un fait bien connu, qu'une usine modèle ait été constituée de toutes pièces dans la région du Volga, par les maîtres de l'industrie du fer en France unis aux premiers banquiers de notre capitale, et qu'après un débours de plusieurs dizaines de millions que ces puissans personnages avaient galamment sorti de leur bourse sans aucun appel au crédit, il fut reconnu que les conditions économiques et topographiques étaient telles que cet organisme parfait ne pouvait pas fonctionner. Aussi l'usine n'a-t-elle jamais été ouverte; et le matériel tout neuf, rouillé dans l'inaction, aura peine à se vendre au poids quelque jour.

Par suite de semblables erreurs, une grande affaire métallurgique de l'Oural, après avoir dépensé plusieurs fois l'argent nécessaire à sa mise sur pied et après avoir passé ces fonds par profits et pertes, ne parvient pas encore à vivre, suivant le dit populaire, « en joignant les deux bouts. » La guerre russo-japonaise n'est pas l'auteur de ce marasme qui existe depuis 1902; mais comme la clientèle de l'État, qui représentait 30 pour 100 du chiffre global des commandes, a diminué d'importance parce que le développement des chemins de fer est poursuivi avec moins d'activité, les besoins nouveaux sont rares. L'atonie sera plus grande en 1908 qu'en 1907 même, où des ordres antérieurs restaient à exécuter.

En somme, on peut considérer que, pour la métallurgie, les trois quarts et, pour la houille, une moitié des capitaux engagés sont à jamais compromis pour ne pas dire tout à fait perdus. Bien des forges se sont détériorées depuis huit ans sans avoir servi; ce seront des outils à refaire. Les charbonnages au contraire peuvent se relever; la crise actuelle du naphte, prodigieusement renchéri, — de 13 à 40 kopeks le poud, — depuis les incendies de Bakou, profite aux houillères qui ont extrait, l'an dernier, 16 millions de tonnes. C'est peu, pour ce grand empire; c'est beaucoup si l'on songe qu'en 1891 il n'y avait que 5 charbonnages et qu'il en existe maintenant 46.

Les anciennes mines, telles que la Sosnovice et la Dombrowa, exploitent un charbon médiocre, sorte de lignite perfectionné; mais, situées en Pologne, au milieu de consommateurs abondans, elles sont extrêmement prospères, comme en témoignent les dividendes de 12 pour 100 distribués à leurs actionnaires. Les nouvelles, dans le midi de la Russie, extraient un charbon friable et pulvérulent qui se transforme en excellent coke, mais leur débouché est presque exclusivement industriel ; tandis que notre charbon français sert pour moitié au chauffage domestique, il n'est guère vendu pour cet usage que 11 tonnes sur 100 dans la région du Donetz. La Russie du Nord est forcée de s'approvisionner de houilles étrangères ; si les chemins de fer consentaient à transporter à perte la houille indigène à Saint-Pétersbourg et dans les ports de la Baltique, elle n'y pourrait lutter avec les charbons anglais, puisque ces derniers lui sont préférés même à Odessa, malgré leur prix supérieur, en raison de leur qualité.

Le charbon russe n'est d'ailleurs pas si bon marché que pourrait le faire supposer le taux peu élevé des salaires. Le mineur reçoit en espèces une paie de 3 francs par jour; seulement il ne tire en moyenne que 630 kilos de charbon et, comme il ne travaille au plus que 270 jours par an, la valeur de la tonne extraite oscille pour le producteur entre 10 et 11 francs, chiffre peu différent de celui de la France et plus élevé que celui de l'Angleterre et de l'Allemagne.

Cette situation peut s'améliorer et la consommation aussi est destinée à s'accroître. Avec la demande des chemins de fer et des usines, le bois s'épuise rapidement. Les trembles et les bouleaux rachitiques, qui avaient mis un siècle à pousser, s'exploitent bien plus vite qu'ils ne se remplacent; les locomotives sont maintenant chauffées au charbon, ainsi que la plupart des générateurs de vapeur qui employaient naguère les bûches.

L'usage du fer est plus lent à se répandre. Sa substitution au bois, rien que pour les charrues, suffirait à fournir de l'ouvrage pendant longtemps à la métallurgie nationale, lorsque le moujik se déterminera à abandonner partout son araire préhistorique. Mais quoique le pays ne soit pas encore assez riche, dans son ensemble, pour acheter du fer, ce métal fait son chemin on commence à voir des chevaux ferrés, des essieux et des bandages de roues en fer et même des toitures en tôle, tandis qu'il y

a quinze ans, on ne voyait de fer ni aux voitures ni aux pieds des chevaux.

Il est bien vrai que le rendement global, rapproché de la mise de fonds, fait ressortir, pour les sommes engagées dans l'industrie en Russie, une perte de 35 millions par an; mais ce total recouvre de grandes inégalités. Il y a des usines, comme celle de Kertch, qui ont coûté 50 millions et que l'on serait heureux de céder pour 3 ou 4; il y en a d'autres qui gagnent de l'argent et un bon nombre qui arrivent à se maintenir sans déficit. Pour la « fortune de la Russie, » c'est là le point important, parce que ces usines qui marchent, même sans dividendes, rapportent néanmoins à la nation en créant des « richesses. » Les prêts que le gouvernement a consentis à quelques-unes de ces entreprises, en admettant même qu'il n'en soit jamais remboursé, ne peuvent être mis en balance, pour la vie économique du pays, avec la somme des produits fabriqués et des salaires distribués. Par derrière les échecs et les embarras des particuliers apparaît un progrès public.

Et ce n'est pas un paradoxe de soutenir que la crise actuellement traversée par la Russie est une crise de croissance prospère, et pas du tout une crise de misère grandissante, comme certains Russes seraient eux-mêmes tentés de le croire. Les hommes ne se plaignent pas *quand ils sont* malheureux, ni *parce qu'ils sont* malheureux, mais seulement quand ils se voient ou se croient malheureux. Et, pour se voir ou se croire tel, il faut avoir un élément de comparaison, une aspiration, un commencement de bien-être que l'on juge insuffisant. Dans notre France si riche, dans ce Paris où s'accumulent des trésors, existent des détresses inouïes, des veuves chargées de famille qui marchandent un morceau de pain à leurs enfans, des ouvriers vieillis qui, pour se nourrir, ramassent sur les marchés les déchets avariés de légumes jetés à terre. Aucune de ces créatures humaines, plus misérables à nos côtés que les esclaves antiques, ne fait entendre une plainte; pendant que de bons compagnons, gagnant 8 et 9 francs par jour, menacent de bouleverser le monde pour emporter un supplément de 50 centimes.

En Russie c'est la même chose; l'ouvrier, depuis qu'il est mieux traité, est devenu intraitable. Il est pourtant d'ores et déjà plus favorisé que le paysan; et le paysan lui-même, *qui se connaît tout à coup misérable* et qui ne se connaissait point tel

il y a trente ans, au sortir du servage, l'est pourtant beaucoup moins qu'alors. La preuve, c'est que les dépôts dans les caisses d'épargne s'élevaient à 173 millions de francs en 1888 et qu'ils étaient montés à plus de 3 milliards au 1er janvier dernier. La preuve, c'est que la terre a augmenté de prix, parfois dans des proportions très fortes depuis vingt ans et plus ou moins suivant les provinces, mais qu'elle a augmenté partout. Et cette hausse n'est pas le fait des propriétaires nobles, qui depuis des années n'ont cessé de vendre et possédaient en 1907 un tiers moins de sol qu'en 1877. Elle est donc le fait des paysans.

La preuve encore, c'est l'accroissement des consommations *par tête*, des consommations de tout, du thé, du sucre, du pétrole, des cotonnades, du tabac, sans parler de l'eau-de-vie, qui depuis quinze ans ont augmenté en quantité de 20, 25 et 30 pour 100. Pour avoir accru son pouvoir d'absorption, le paysan russe n'en reste pas moins bien loin du nôtre. Avec ses 7kil,600 grammes de sucre aujourd'hui, au lieu des 3kil,400 grammes de 1893, il n'a pas encore de quoi sucrer son thé tous les jours ; — le Français, lui, consomme 16 kilos de sucre et l'Anglais 39 ; — mais, pour avoir accru ses besoins, il a dû augmenter ses ressources et il doit être mécontent qu'elles n'augmentent pas davantage ni plus rapidement.

Cependant la Russie va beaucoup plus vite dans la voie du progrès que n'allait la France par exemple au XVIIe siècle. Ce qui nous empêche de le voir, c'est le contraste de notre civilisation avec sa barbarie attardée. Vu de l'Occident, le Russe semble indolent et apathique ; vu de l'Orient, il semble énergique et laborieux. Le moujik que l'on presse aujourd'hui d'avancer peut doubler les étapes, il ne peut pas les quadrupler, et la civilisation, qu'il doit absorber à haute dose, lui donnera quelques indigestions peut-être, parce que le progrès crée des difficultés avant de les aplanir. La Russie *que l'on voit* à travers la fumée des bombes semble quelque peu malsaine ; la Russie *que l'on ne voit pas* sent monter la sève sous son manteau de neige, elle se meuble d'hommes et se met en quête des trésors qui sommeillent dans son sein.

Vte G. D'AVENEL.

MÉMOIRES

DE LA

COMTESSE DE BOIGNE

II[1]

LA CAPTIVITÉ DE LA DUCHESSE DE BERRY

Nul, et je n'en excepte ni M. Thiers, ni même M. Maurice Duval, ne ressentit une plus vive satisfaction de l'arrestation de Mme la duchesse de Berry que M. de Chateaubriand. Son rêve sur le séjour de Lugano s'était dissipé en y regardant de plus près.

Cette presse libre, dont il espérait tirer de si splendides succès pour sa cause et surtout pour sa famosité personnelle, se trouvait soumise aux caprices d'un conseil de petits bourgeois, relevant lui-même d'une multitude intimant ses volontés à coups de pierres. On se procurerait une fort bonne chance d'être lapidé, dans une émeute suisse, en s'établissant à Lugano pour y faire de la politique légitimiste.

Privé d'ailleurs du tribut de louanges quotidiennes, libéralement fournies par le petit cercle où il passe exclusivement sa vie à Paris, M. de Chateaubriand périssait d'ennui et ne savait comment revenir, après les adieux si pompeux adressés publique-

(1) Voyez la *Revue* du 15 mars.

ment à sa patrie. Il avait beau se draper à l'effet dans le manteau d'un exil volontaire, on le remarquait peu; les Genevois trouvent qu'on doit se tenir très heureux d'être à Genève, et ne compatissaient point à des peines qu'ils ne comprenaient pas.

Dans l'embarras de ce dilemme, M. de Chateaubriand accueillit comme l'étoile du salut l'arrestation faite à Nantes. De nouveaux devoirs, en lui imposant une nouvelle conduite, lui évitaient le petit ridicule d'une palinodie trop rapide.

Oubliant ses griefs contre la princesse, il se jeta dans une voiture de poste et accourut à Paris pour lui porter secours. Chemin faisant, il médita le texte d'une brochure, qui parut incontinent après.

Un billet de Mme Récamier m'annonça son retour, et le désir qu'il avait de me voir chez elle. J'y courus. Je les trouvai en tête à tête; il lui lisait le manuscrit de la prochaine publication, originairement destinée à être imprimée à Lugano, mais qu'il avait arrangée pour la situation actuelle. Il continua à ma prière la lecture commencée.

Après un hymne très éloquent aux vertus maternelles de l'intrépide Marie-Caroline, lu avec émotion, il arriva à quelques phrases, admirablement bien écrites, sur Madame la Dauphine; sa voix s'entrecoupa et son visage s'inonda de larmes.

J'avais encore dans l'oreille les expressions de mangeuse de reliques d'Édimbourg et de danseuse de corde d'Italie, que si récemment je lui avais entendu appliquer à ces deux princesses, et je fus étrangement frappée de ce spectacle.

Cependant M. de Chateaubriand était sincère en ce moment aussi bien que dans l'autre; mais il possède cette mobilité d'impression dont il est convenu en ce siècle que se fabrique le génie. Éminemment artiste, il s'enflammait de son œuvre; et c'était à l'agencement de ses propres paroles qu'il offrait l'hommage de ses pleurs.

Ce n'est point comme un blâme que je cite ce contraste, mais parce que j'en ai conservé une vive impression; et que les hommes, de la distinction incontestable de M. de Chateaubriand, méritent d'être observés avec plus d'attention que le vulgaire.

Il avait réclamé ma visite pour me charger de demander son admission au château de Blaye. En qualité de conseil de Mme la duchesse de Berry, il voulait conférer avec l'accusée. Cela était de droit, selon lui, ainsi que la libre correspondance avec les

personnes chargées des affaires de ses enfans dont elle était tutrice.

Sans partager son opinion, je me chargeai du message. La réponse fut négative. Comme conseil judiciaire, sa présence à Blaye était inutile, puisque aucune procédure ne devait être dirigée contre la princesse; et le gouvernement n'était pas assez niais pour le lui envoyer comme conseil politique.

Il ne pouvait non plus, par les mêmes raisons, autoriser la correspondance libre et fréquente demandée par M. de Chateaubriand. Mais les lettres ouvertes, soit d'affaires, soit de famille, seraient religieusement remises entre ses mains.

Je ne saurais exprimer la fureur de M. de Chateaubriand lorsque je lui transmis cette réponse si facile à prévoir. J'en fus confondue et Mme Récamier consternée. Mais je dois dire qu'elle tomba principalement sur cette « misérable, » qui n'avait pas su se faire tuer pour léguer du moins un martyr à son parti; et n'avait réussi, par toutes ses extravagances, qu'à en constater la faiblesse et à préparer des succès, couronnés de l'ostentation d'une fausse modération, à ses antagonistes.

Évidemment, la conduite adoptée envers Marie-Caroline déplaisait fort aux siens et cela m'y réconciliait un peu.

Nous la savions arrivée à Blaye, le 15 novembre, en assez bonne santé, malgré une traversée pénible, orageuse, dangereuse même, où elle montra son intrépidité accoutumée; intrépidité qui lui valait partout l'admiration des militaires et acheva de gagner le cœur du colonel Chousserie.

Il l'avait accompagnée de Nantes et demeura son gardien à Blaye où il prit le commandement du fort, tandis que la *Capricieuse* et quelques autres petits bâtimens croisaient dans la rivière.

Les appartemens de Mme la duchesse de Berry étaient suffisamment vastes, convenablement meublés; et, hormis la seule chose qu'elle eût voulue, la liberté, on s'empressait à satisfaire à ses souhaits.

Malgré la parole arrachée à la Reine, de ne plus se mêler en rien de son sort, elle s'occupait constamment de lui procurer les allégemens compatibles avec sa situation. M. Thiers eut ordre de faire trouver à Blaye des livres, de la musique, un piano; ainsi que les atours et les recherches nécessaires à sa toilette et à ses habitudes connues de sa tante.

Les ouvriers de Paris, accoutumés à la servir, les fournirent. Toutefois, le petit sanhédrin des dames du faubourg Saint-Germain firent d'amples lamentations sur ce que Mme la duchesse de Berry avait été enlevée sans aucune espèce de bagage, et s'offrirent à lui procurer par souscription un trousseau.

Mme de Chastellux fut députée vers moi pour me charger de solliciter de M. Thiers l'autorisation de cet envoi. J'eus la satisfaction de pouvoir répondre que tout avait été prévu à ce sujet. Il ne manquait rien à l'illustre prisonnière, et je le savais mieux que personne, y ayant été employée.

Mais cela ne suffisait pas à un parti accoutumé à se repaître de niaiseries. Les patronnesses voulaient une souscription ayant un certain retentissement. On décida que la princesse ne devait pas porter des vêtemens fournis par ses persécuteurs; et je consentis à demander l'entrée à Blaye de ceux qu'on y voulait expédier.

Je l'obtins à grand'peine. Et, pendant trois semaines, les salons légitimistes furent exclusivement occupés de cet envoi. Chacun ajoutait un petit symbole de zèle ingénieux, et de dévoûment spirituel, à son offrande. Mais tout cela prenait un certain temps, pendant lequel la recluse était forcée à porter ces chemises de Nessus si redoutées pour elle.

Ajoutons, en passant, que la princesse ne partageait apparemment pas les scrupules de ces personnes dévouées; car, en quittant Blaye, elle a emporté non seulement les effets destinés à sa personne, mais encore les meubles les plus élégans de son appartement, disant qu'elle n'en trouverait pas d'aussi bien fabriqués à Palerme.

L'offrande des dames du faubourg Saint-Germain, on doit le comprendre, fut soumise à un rigoureux examen. Un livre de prières, par la largeur de ses marges je crois, excita l'attention des personnes accoutumées à ces sortes de visites. Il était le don de Mme de Chastellux. On y trouva, en effet, beaucoup d'écriture à l'encre sympathique, des assurances de fidélité éternelle, des conseils sur la conduite à tenir, des espérances de bouleversement prochain, etc.

La chose la plus importante était l'avis donné que toutes les promesses pécuniaires, qui seraient faites par Mme la duchesse de Berry pour gagner les gens dont elle était entourée, soit pour

recouvrer la liberté, soit pour établir des communications au dehors, se trouveraient immédiatement acquittées.

M. Thiers me vint raconter cette trouvaille, me témoignant assez d'humeur de ma persévérance à obtenir l'accomplissement d'une œuvre qui, je l'avoue, me semblait parfaitement insignifiante et dont le refus aurait fait crier à la persécution.

Je fus un peu déconcertée de l'aventure du livre. Heureusement, M. Thiers ne se souciait guère de se faire de nouvelles affaires et ne redoutait nullement les conspirations de ces dames; il se calma et garda le silence sur sa découverte. Je ne pense pas que Mme de Chastellux en ait été instruite, du moins ne lui en ai-je jamais parlé.

Cependant l'ouverture des Chambres avait eu lieu, et mes prévisions de malheurs s'étaient justifiées; on avait tiré sur le Roi. C'est le commencement d'une détestable série de tentatives d'assassinat. Bergeron, qui s'échappa, fut enfin arrêté, jugé et acquitté d'un crime, dont lui-même depuis s'est publiquement vanté.

Il professait les idées républicaines, mais la suite l'a montré trop vénal pour être à l'abri du genre de séduction que le parti carliste avait à sa disposition, et il était bien exaspéré dans ce moment.

Quoi qu'il en soit, dès la discussion de l'Adresse, M. Thiers avait dû défendre son prédécesseur, M. de Montalivet, contre l'opposition de gauche, pour la non-arrestation de Mme la duchesse de Berry; et lui-même, contre l'opposition de droite, pour son incarcération.

M. Berryer, revenu de ses terreurs en voyant la longanimité si manifeste du gouvernement, fit une sortie violente sur ce que la liberté individuelle du citoyen français avait été violée en sa propre personne, sous le régime atroce de la mise en état de siège; et eut l'audace de reprocher la détention arbitraire de Mme la duchesse de Berry, que le despotisme prétendait soustraire au jugement des tribunaux.

M. Thiers répondit victorieusement à tous les argumens et obtint une forte majorité.

Il ne serait pas impossible, au surplus, que, dans des intérêts de parti ou dans la pensée de s'illustrer par l'éloquence d'une défense, ne présentant à cette heure aucun danger pour lui, M. Berryer désirât sincèrement le scandale d'un procès. L'envie

qu'il en témoignait, au reste, servait à en éloigner l'immense majorité des députés.

La prise d'Anvers, arrivée avant la fin de l'année, consolida le Cabinet et lui donna la force dont il a vécu jusqu'au moment où lui-même s'est divisé. Mais ceci appartient à l'histoire; je reprends ma spécialité et retourne au commérage.

L'absence de Mlle de Kersabiec allait laisser Mme la duchesse de Berry sans dame autour d'elle. Lui en nommer d'office semblait une aggravation à sa captivité. La Reine s'en préoccupait fort lorsqu'elle reçut de la duchesse de Reggio, — la maréchale Oudinot, — dame d'honneur de Mme la duchesse de Berry, la demande d'aller rejoindre sa princesse.

Rien ne pouvait être plus désirable. Mme de Reggio joint à beaucoup d'esprit un tact exquis des convenances, et elle aurait maintenu les formes les plus dignes autour de la princesse. Celle-ci le savait bien, aussi refusa-t-elle d'accueillir la maréchale.

Elle désigna Mlle de Montaigne, dont la famille éleva des difficultés. Mme de Gourgue s'offrit à son tour et fut repoussée. Mme la duchesse de Berry et la comtesse Juste de Noailles, sa dame d'atour, se refusèrent mutuellement et simultanément.

On en était là de cette négociation, — la Reine désirant vivement une dame sortable auprès de sa nièce sans oser s'en mêler ostensiblement et la princesse ne s'en souciant guère, — lorsque je reçus une lettre de la comtesse d'Hautefort, alors chez elle en Anjou, me demandant, au nom de notre ancienne amitié, de supplier la Reine de l'envoyer à Blaye.

Elle s'engageait à ne prendre part à aucune intrigue, à ne recevoir aucune visite. Elle voulait uniquement se consacrer à alléger à la princesse, dont elle était dame, les longues heures de la captivité. Elle m'aurait une reconnaissance éternelle si je pouvais lui obtenir cette faveur.

Je lui répondis immédiatement combien j'appréciais et je comprenais ses sentimens et ses vœux. Ce qu'elle demandait n'était pas à la disposition de la Reine, mais sa lettre serait mise sous les yeux des personnes aptes à en décider.

En effet, j'en parlai à M. Thiers. Je lui dis, ce que je crois encore, Mme d'Hautefort trop honnête personne pour manquer à ses engagemens. La surveillance établie à Blaye, d'ailleurs, serait nécessairement exercée sur elle. Et, avec l'intention, où il m'as-

surait être, de prodiguer les soins et les égards à l'auguste captive, lui-même devait désirer des témoins, sincères quoique hostiles, qui le pussent affirmer.

La lettre, lue en conseil, détermina à proposer Mme d'Hautefort à Mme la duchesse de Berry, en même temps qu'on lui faisait savoir le refus de Mlle de Montaigne. Elle consentit froidement; et je fus chargée d'informer Mme d'Hautefort que les portes de la citadelle lui seraient ouvertes, à la condition de s'y rendre directement et sans passer par Paris.

Elle me répondit par des hymnes de reconnaissance et se mit en route sur-le-champ.

J'ai regret de n'avoir pas conservé cette correspondance, elle ne laisserait pas que d'être assez curieuse; mais je ne m'avisais point en ce moment que Mme d'Hautefort et moi nous faisions de la chronique, si ce n'est tout à fait de l'histoire. Je n'étais mue que par la pensée de l'obliger, le désir d'être utile à Mme la duchesse de Berry, et la certitude de complaire aux vœux de la Reine.

J'ai lieu de croire que la personne de la comtesse d'Hautefort fut accueillie à Blaye tout aussi froidement que l'avait été l'offre de son dévoûment, et qu'elle en fut très blessée.

On eut encore recours à moi pour obtenir de M. Thiers l'envoi d'une femme de chambre dont Mme la duchesse de Berry souhaitait fort la présence. L'aventure du livre de prières le mettait en garde contre mes sollicitations et je le trouvai récalcitrant.

Cependant, à force de lui démontrer les avantages, que je croyais très réels, d'environner la personne de Mme la duchesse de Berry de gens à elle, pouvant attester les bons procédés employés à son égard, je parvins à enlever son consentement, à la condition d'en garder le secret et même de communiquer un refus.

Quelques jours après, il m'écrivit de lui envoyer Mme Hansler sans lui laisser le temps de parler à personne. Un de mes gens l'alla chercher et la conduisit chez le ministre où il la laissa. M. Thiers lui annonça que si elle voulait aller à Blaye, il fallait partir sur-le-champ.

Après quelques hésitations, et de nombreuses objections, elle se soumit. On la fit monter dans une calèche tout attelée de chevaux de poste, et elle se mit en route sous l'escorte d'un agent

de police. Elle obtint, par concession, de passer chez elle pour y prendre des effets à son usage, soumis à l'inspection de son camarade de voyage.

Je ne m'attendais pas à un si brusque enlèvement, quoique M. Thiers m'eût énoncé la volonté de l'isoler des conseils de la coterie qui l'expédiait. Celle-ci, en effet, comptait bien endoctriner Mme Hansler et avait réservé les avis les plus importans pour le dernier moment ; elle se trouva fort désappointée de ce départ improvisé, et m'en sut très mauvais gré comme si c'était faute.

Les services que j'avais été à même de rendre dans ces circonstances me valurent, comme de coutume, un redoublement d'hostilité du parti henriquinquiste. Je fus tympanisée dans ses journaux, et on répandit la belle nouvelle que j'allais épouser M. Thiers. J'étais fort au-dessus de m'occuper de ces sottises, et on ne réussit même pas à m'impatienter.

Tous les partis sont ingrats, et surtout celui-là qui s'intitule par excellence le parti des honnêtes gens. Au demeurant, le but où je tendais a été atteint. Car, à travers toutes les vociférations de la haine, de la colère, de la vengeance, personne n'a osé prétendre que la captive de Blaye ne fut pas traitée avec les égards qui lui étaient dus.

A peine Mme la duchesse de Berry était-elle sous les verrous que M. Pasquier se préoccupait des moyens de les lui faire ouvrir. Il n'en voyait la possibilité, dans les circonstances données, que par une amnistie générale où elle serait comprise; et l'intérêt gouvernemental, encore plus que celui de la princesse, le décida à la conseiller dans une note remise au Roi.

Les cours de Blois, de Nantes, de Rennes, d'Aix, de Montauban, etc., allaient être appelées à juger les complices de Marie-Caroline, et ne manqueraient pas de réclamer sa présence. Ce serait une première difficulté d'avoir à la refuser. Ne devait-on pas craindre, et cela est effectivement arrivé, que l'absence de la principale accusée ne fît acquitter tous les inculpés?

Or ces acquittemens, quoique purement de fiction légale, seraient exploités comme un encouragement national par le parti légitimiste ; la voix du juré, pour le coup, serait proclamée la voix du pays. Tandis qu'en publiant une amnistie, — fondée sur le point de vue de la guerre civile vaincue et de l'Ouest pacifié par l'éloignement et la dispersion des chefs, — on évitait ce

danger en se plaçant dans la meilleure et la plus généreuse attitude.

D'ailleurs, ajoutait M. Pasquier, si on ne profitait pas de ce moment, quand pourrait-on terminer une captivité qui serait toujours une source de peines et d'inquiétudes pour la famille royale?

Ce ne pourrait être lorsque l'acquittement des autres accusés aurait donné une sorte de bill d'indemnité à Mme la duchesse de Berry, et nulle circonstance favorable n'était à prévoir.

Cette note, lue au conseil, y trouva peu de faveur; moins accoutumés aux scrupules de la magistrature, les ministres ne voulurent pas admettre la possibilité de voir les complices de la princesse, gens si évidemment, si palpablement coupables, innocentés.

Peut-être aussi la connaissance qu'avait M. Thiers de la répugnance de M. Pasquier à voir l'arrestation de Mme la duchesse de Berry, lui faisait-elle croire à une prévention personnelle, dans cette circonstance, et attacher moins d'importance à son opinion.

D'autant, qu'à l'occasion de pétitions, dont les unes demandaient que la princesse fût mise en jugement, les autres qu'elle fût rendue à la liberté, le ministre obtint des Chambres un vote approbatif des mesures qu'il avait adoptées.

Les assises de Montauban, où l'on devait juger les passagers et l'équipage du *Carlo-Alberto*, exigeant la comparution du comte de Mesnard, il dut quitter Blaye. Mme la duchesse de Berry ne témoigna aucun chagrin de son départ, mais elle fut vivement contrariée de le voir remplacer par le comte de Brissac, son chevalier d'honneur.

Celui-ci, très dévot et rigide dans ses mœurs, n'était nullement agréable à sa princesse, qu'on n'avait pas consultée pour accepter la proposition faite par lui de remplacer M. de Mesnard, et elle le reçut encore plus mal que Mme d'Hautefort.

Toutes les préférences étaient alors pour M. Chousserie, colonel de gendarmerie. Il l'avait accompagnée de Nantes, où il avait aidé à sa capture, et commandait à Blaye. De longues conversations, d'éternels tête-à-tête s'établissaient entre-eux, au point que les témoins en étaient étonnés et parfois scandalisés.

Le colonel Chousserie a raconté postérieurement qu'il était dans la confidence de son état et avait pris l'engagement de faire disparaître l'enfant sans qu'il en fût autrement question.

Selon lui, la difficulté de cacher cette aventure à M. de Mesnard la préoccupait beaucoup; et c'est pour cela qu'elle avait vu son départ avec tant de satisfaction. L'arrivée de M. de Brissac pourtant avait fort tempéré sa joie.

En apprenant l'intimité journellement croissante entre le commandant et sa prisonnière, M. Thiers conçut des inquiétudes et se décida à le faire changer. Il consulta M. Pasquier, devant moi, sur la convenance de le faire remplacer par un de nos amis communs, le général de Lascours, beau-frère du duc de Broglie.

Les cris que nous jetâmes l'un et l'autre avertirent M. Thiers des objections à faire à un pareil emploi, que lui regardait comme une faveur. Assurément M. de Lascours aurait refusé une si maussade commission.

Nous fûmes très étonnés de la savoir acceptée par le général Bugeaud, député assez influent, bon officier, homme d'honneur et d'esprit; mais ayant l'épiderme suffisamment calleux pour ne point souffrir de tout ce que le métier, dont il se chargeait, présentait d'odieux.

Depuis quelque temps déjà les rapports du colonel Chousserie annonçaient la princesse très souffrante. Les lettres de Mme d'Hautefort et de M. de Brissac parlaient d'une toux opiniâtre et d'un grand amaigrissement. Elle ne se plaignait pas, mais ses forces diminuaient.

L'inquiétude gagna le cabinet. M. Pasquier ne négligea rien pour l'exploiter, d'autant plus qu'il la partageait.

Dans une nouvelle note remise au Roi, il rappela que la mère, l'archiduchesse Clémentine, était morte poitrinaire peu de temps après la naissance de Mme la duchesse de Berry. Il observa combien les fatigues d'une vie aventureuse qui avait dû exposer la princesse aux intempéries des saisons étaient propres à développer le germe de cette maladie héréditaire.

Il insista sur le fatal effet que produirait sa mort dans les murs de Blaye. Les contemporains établiraient, et la postérité croirait, que sa vie y aurait été sacrifiée.

Cette note donna lieu à une discussion en conseil, à la suite de laquelle deux médecins de Paris, les docteurs Orfila et Auvity, furent expédiés à Blaye.

Leur rapport officiel, inséré au *Moniteur*, se trouva satisfaisant sur l'état de la poitrine et les conditions sanitaires du séjour

de la citadelle. Leurs propos confidentiels exprimèrent la pensée d'une grossesse assez avancée. Toutefois la princesse avait éludé les observations qui l'auraient tout à fait constatée.

C'est le premier soupçon que le gouvernement en ait eu; car on a vu que ceux conçus par M. Thiers, avant l'arrestation de Mme la duchesse de Berry, s'étaient entièrement dissipés. Et, au fond, cette grossesse était si peu avancée au mois d'octobre que les confidens les plus intimes en pouvaient seuls être instruits.

Le docteur G..., de Bordeaux, avait été appelé auprès de la princesse par le colonel Chousserie. On lui savait les opinions carlistes les plus exaltées. Il était, selon toutes les probabilités, dans leur confidence et aurait prêté assistance au moment opportun.

Le triste secret, renfermé jusque-là dans les murs de Blaye, ne tarda pas longtemps à être divulgué. Je ne sais d'où vinrent les indiscrétions; mais les petits journaux commencèrent une série de plaisanteries dont les partisans de la princesse se tinrent pour justement offensés.

Il s'ensuivit un nombre considérable de duels. Une légion de « chevaliers français » se forma pour défendre la vertu de Marie-Caroline envers et contre tous. Un de mes cousins, le comte Charles d'Osmond, se battit avec le rédacteur du *Corsaire*. Cette manie gagna les provinces; on olindait partout. Il fallut que le gouvernement et les chefs des différens partis s'interposassent pour mettre un terme à ces sanglantes prouesses.

Le rapport du docteur Orfila, d'une part, et ceux de Blaye, qui continuaient à représenter Mme la duchesse de Berry comme très souffrante de l'autre, décidèrent un nouvel envoi de médecins.

Les réclamations des carlistes furent d'autant plus violentes et insultantes sur l'infamie d'avoir mis au nombre M. Dubois, chirurgien des plus habiles, mais connu comme ayant accouché l'impératrice Marie-Louise, qu'eux-mêmes furent induits en erreur par leurs propres agens.

Le docteur G..., que la commission venue de Paris s'associa, se trouvait dans le secret de la grossesse. Mais, ayant mal interprété les réponses de la princesse, et de sa femme de chambre, Mme Hansler, qu'il ne put interroger en particulier, il crut le danger conjuré par quelque accident; et, à son retour à Bordeaux, il affirma les bruits, répandus sur la grossesse de Mme la

duchesse de Berry, entièrement faux et parfaitement calomnieux.

Sur cette assurance, M. Ravez, ami intime du docteur, publia la ridicule protestation où il répond sur sa tête de la vertu de Madame. Tout le parti reprit une complète sécurité et un redoublement de violence.

Le duc de Laval, le duc de Fitz-James, le comte de La Ferronnays, écrivirent de Naples pour demander à remplacer Mme la duchesse de Berry « dans les cachots » et lui servir d'otages. Otages de quoi? Ils ne l'expliquaient pas.

Cela me rappela qu'avant de partir pour aller passer l'hiver à Naples, où la colonie des mécontens français menait bonne et joyeuse vie, dansant au bal et jouant la comédie, le duc de Laval m'avait dit : « Ne vous y trompez pas, chère amie, nous entrons dans les temps héroïques. »

Tout le monde jouait au roman historique, avec d'autant plus de zèle que c'était sans danger. Sir Walter Scott avait remis les propos chevaleresques à la mode, aussi bien que les meubles du moyen âge; mais les uns et les autres n'étaient que de misérables imitations.

Les lettres de Mme d'Hautefort devenaient plus gênées, moins explicites, un profond mécontentement y perçait parfois; et pourtant le parti carliste, fort des paroles du docteur G..., demeurait en sécurité.

Le gouvernement, en revanche, éclairé par les autres médecins et les rapports du général Bugeaud, ne formait guère de doutes sur l'état de la princesse.

La brochure de M. de Chateaubriand, dont j'avais entendu lire quelques passages manuscrits, — *Mémoire sur la captivité de Mme la duchesse de Berry*, — avait produit une assez grande sensation, occasionné des manifestations bruyantes et forcé l'autorité à la saisir.

La phrase qui la terminait : « Madame, votre fils est mon Roi, » était devenue comme une sorte de mot d'ordre pour le parti. Un certain nombre de jeunes gens venaient la crier dans la cour de M. de Chateaubriand, et la répétaient en toast dans les banquets où l'héroïne de Nantes était célébrée.

Les journaux carlistes rendaient un compte exagéré de ces événemens, et il avait fallu sévir, malgré soi, contre des actes si publiquement hostiles au gouvernement établi.

M. de Chateaubriand fut acquitté, par respect pour son nom, à la suite d'un discours habile, digne et modéré de sa part, et d'une plaidoirie fort ampoulée de M. Berryer, où l'avocat se remarquait bien plus que l'homme d'État.

Mais ce triomphe fut cruellement empoisonné, car, ce jour-là même, le *Moniteur* contenait la déclaration faite par Mme la duchesse de Berry d'un mariage secret. Personne n'en fut dupe et le parti s'en trouva atterré.

Je me souviens d'avoir assisté la veille à un grand dîner chez le baron de Werther, ministre de Prusse. Nous étions une quarantaine de personnes, la plupart assez bien informées pour savoir la nouvelle reçue par le gouvernement à la fin de la matinée, mais aucune ne se souciait d'en parler la première.

Je ne pense pas qu'il y eut dix paroles échangées avant de se mettre à table. Il régnait dans ce salon une sorte de honte générale, mêlée à la tristesse.

Pendant le dîner, chacun chuchota avec son voisin, et, en sortant de table, on s'abordait en se demandant, sans autre commentaire, « si cela serait en effet dans le *Moniteur* du lendemain. »

La pudeur publique y répugnait, car tout le monde lisait le mot de grossesse à la place de celui de mariage. Mais Mme la duchesse de Berry avait exigé la publicité de sa déclaration.

Quoique réelle, notre consternation n'approchait pas de celle de la Reine. Je la vis le matin et la trouvai désolée. Affligée comme parente, elle se sentait encore atteinte et comme reine, et comme princesse, et comme dame, et comme femme. Elle joignait les mains et pliait la tête.

Pour elle la surprise était jointe au chagrin. Les ministres, ni le Roi, n'avaient jamais osé lui parler des soupçons qu'on avait conçus. Accoutumée aux infâmes propos des journaux, elle n'y avait aucune attention sérieuse. Et même, M. le duc d'Orléans ayant, quelques jours avant, hasardé une allusion à ce sujet, sa mère, si douce pour lui habituellement, l'avait traité avec une très grande sévérité. Le coup qui la frappait lui était imprévu.

J'osai m'étonner et regretter que Mme la duchesse de Berry n'eût pas eu recours à elle dans son malheur.

— Ah ! ma chère, que ne l'a-t-elle fait !... Ils auraient dit ce qu'ils auraient voulu ; mais rien ne m'aurait empêchée d'aller

la soigner moi-même, si on n'avait pas voulu la mettre à l'abri de cette honte!... Après tout, c'est la fille de mon frère!... Et encore, c'est de Blaye que je m'occupe le moins. Mais cette pauvre Dauphine! Oh! mon Dieu, cette pauvre Dauphine!... si pure, si noble, si sensible à la gloire! quelle douleur! quelle humiliation! voir salir ses malheurs! Ah! je sens tout ce qu'elle souffre, mon cœur en saigne, et je n'ose pas même le dire!

Les larmes de la Reine coulaient abondamment.

Elle ne se faisait aucune illusion sur ce prétendu mariage. Je sais pourtant que, malgré la promesse donnée de ne plus se mêler du sort de Mme la duchesse de Berry, elle essaya de tirer de cette déclaration, qui de droit annulait les prétentions à la Régence, un argument pour solliciter l'ouverture immédiate des portes de Blaye.

Mais la Reine avait contre elle le Cabinet, M. le duc d'Orléans; je suis fâchée de l'avouer, Madame Adélaïde, et même le Roi qu'on avait enfin persuadé, et elle ne put rien obtenir. Je l'en ai vue tout à la fois désolée et courroucée.

On lui objectait qu'à peine rendue à la liberté, Mme la duchesse de Berry nierait son mariage apocryphe, prétendrait sa déclaration arrachée par la violence; affirmerait le bruit de sa grossesse inventée, répandu, accrédité par le Cabinet des Tuileries, le traiterait de fable infâme; trouverait le moyen d'accoucher dans un secret, dont personne ne serait dupe, mais où tout son parti l'assisterait. Et enfin que, pour mettre à couvert l'honneur impossible à sauver de la princesse, on compromettrait celui du Roi et du gouvernement français.

Tout cela se pouvait dire, quoique à tort selon moi. La Reine, accoutumée à céder, se soumit. Ce ne fut pas sans combats et elle en conserva une tristesse profonde pendant longtemps.

Je reviens à Blaye. Ici, on le comprend, je suis nécessairement livrée aux conjectures. Mais j'ai lieu de croire qu'il y avait eu un malentendu entre la princesse et ses confidens; les communications ne pouvant être ni fréquentes, ni faciles, ni peut-être très explicites. Elle croyait avoir reçu le conseil de donner une grande publicité à une déclaration qu'on lui présentait au contraire comme une révélation secrète à confier dans un cas extrême.

Les carlistes ont avancé et soutenu que l'aveu de son état avait été fait par elle à la Reine, et qu'elle avait réclamé son

assistance, avant de faire cette déclaration de mariage. Cela est positivement faux de tout point, comme je viens de l'attester.

Mme la duchesse de Berry n'attachait pas une grande importance à la situation où elle se trouvait, et elle aurait cru déroger bien davantage à ses idées d'honneur en demandant la protection de la Reine.

J'ai été bien souvent étonnée que, poussée par la honte d'une position qui conduit fréquemment une servante d'auberge à se noyer dans un puits plutôt qu'à la voir divulguée, Mme la duchesse de Berry, à laquelle on ne peut refuser un courage peu ordinaire et dont les idées religieuses ne lui faisaient certainement pas obstacle, n'ait pas préféré se précipiter du haut de ces remparts de Blaye où elle se promenait chaque jour.

Léguant ainsi à son parti une noble victime à venger, à ses ennemis un malheur irréparable à subir, et se plaçant au premier rang dans le cœur de ses enfans aussi bien que sous le burin de l'histoire. Car personne n'aurait osé prendre l'odieux de proclamer le motif réel de son désespoir.

Je crois que tout simplement elle n'avait pas compris l'énormité de sa chute. Elle n'attachait aucun prix à la chasteté ; ce n'était pas sa première grossesse clandestine. Elle croyait les princesses en dehors du droit commun à cet égard, et ne pensait nullement que cet incident dût influer sur son existence politique d'une façon sérieuse.

Elle s'était même persuadé qu'en annonçant un mariage quelconque elle s'ouvrirait les portes de la citadelle, et se promettait bien de ne donner aucune suite à ce mensonge, quitte à le qualifier de ruse de guerre.

Quoi qu'il en soit, un jour où le général Bugeaud, qu'elle cajolait fort depuis quelque temps, entra chez elle pour lui rendre ses hommages quotidiens, elle se jeta inopinément dans ses bras, fondant en larmes et criant à travers ses sanglots : « Je suis mariée, mon père, je suis mariée. »

Le général parvint à la calmer. Et alors cette personne si noble et si digne à Nantes, se donna la peine de jouer à Blaye une véritable scène de proverbe. Semblant toujours au moment de révéler le nom de cet époux si chéri, et pourtant toujours arrêtée par la crainte de lui déplaire en le nommant sans sa permission.

Elle donnait à entendre que c'était une alliance parfaitement

sortable. De nouvelles réticences y laissaient presque entrevoir un caractère politique. Puis, s'apercevant qu'elle dépassait le but, elle revenait à l'amour, l'amour passionné, irrésistible.

Bugeaud, bon homme dans le fond, avait commencé par être ému. Mais ces tergiversations l'empêchèrent d'ajouter foi à ses paroles; il y vit une scène montée à l'avance.

Cependant, lorsque la princesse demanda à faire la déclaration de son mariage, à la condition qu'elle serait immédiatement insérée au *Moniteur*, il lui répondit que le nom de l'époux était indispensable à la validité du document. Elle s'y refusa obstinément.

La pauvre femme aurait été bien empêchée à le fournir, car ce mari postiche n'était pas encore découvert.

Mme la duchesse de Berry chargea M. Bugeaud de faire sa triste confidence à Mme d'Ilautefort et à M. de Brissac. Était-ce un moyen de mettre leur responsabilité à l'abri, ou bien avait-elle en effet gardé le silence envers eux jusque-là? Je ne sais. Mais ils montrèrent plus de chagrin que de surprise.

Il est positif que, dans le même temps, M. de Mesnard s'exprimait à Montauban, où le procès dit du *Carlo-Alberto* le retenait encore, dans des termes qui ne permettaient pas de le croire instruit de l'état de Mme la duchesse de Berry et la déclaration de mariage le jeta dans le désespoir.

Déjouée dans la pensée d'être aussitôt remise en liberté, et le gouvernement annonçant le projet de lui laisser faire ses couches à Blaye, il paraît que la princesse se plaignit amèrement à ses confidens du mauvais conseil qu'on lui avait donné. Mais elle ne dissimula plus sa grossesse et bientôt elle fit demander à Deneux, son accoucheur attitré, de se rendre auprès d'elle.

Elle continuait à entretenir le général Bugeaud, avec lequel elle s'était mise sur le ton de la familiarité la plus grande, des mérites de son mari, de l'amour qu'elle lui portait. Et quoiqu'il sût que dans son plus intime intérieur, elle se riait de la crédulité qu'elle lui supposait, les bontés des grands ont une telle fascination qu'il en était séduit.

Tandis que le premier acte de cette comédie se jouait à Blaye, le second se préparait à la Haye.

Le goût de l'intrigue et celui de l'argent, si chers à tous deux, y avaient réuni en fort tendre liaison M. Ouvrard et

Mme du Cayla. Ils étaient auprès du roi Guillaume les agens de Mme la duchesse de Berry.

Ouvrard s'occupait de l'emprunt dont Deutz avait révélé le projet; et Mme du Cayla cherchait à prendre sur le vieux roi de Hollande la même influence exercée naguère sur le roi Louis XVIII.

J'ignore si elle reçut, ou si elle se donna, la commission de trouver un mari pour Marie-Caroline; mais il est certain qu'elle en a eu tout le mérite.

M. de Ruffo, fils du prince de Castelcicala, ambassadeur de Naples à Paris, se trouvait de passage à la Haye dans ce moment. Toute sa famille, et lui-même, étaient fort attachés à Mme la duchesse de Berry. Le jeune Ruffo lui avait fait sa cour à Massa.

La comtesse du Cayla, considérant les termes de la déclaration faite à Blaye, s'avisa que ce serait là un mari possible; et dans un long tête-à-tête elle employa toutes ses plus habiles insinuations à préparer M. de Ruffo à accepter cet emploi.

Elle réussit du moins à se faire comprendre. Car, à peine rentré à son auberge, il fit ses paquets, demanda des chevaux, et le lendemain matin la négociatrice désappointée apprit qu'il s'enfuyait à grande course de la Haye.

Cependant le temps pressait. Loin de prendre la déclaration de Blaye comme une ruse de guerre, le roi Charles X exigeait que le frère de ses petits-enfans eût un père avoué et nommé. Sa colère n'épargnait pas les épithètes les plus offensantes à la mère.

Madame la Dauphine était tombée dans le désespoir à la nouvelle de cette honte de famille si solennellement publiée. Elle savait dès longtemps l'inconduite de sa belle-sœur, mais ce scandale historique ne lui en était pas moins cruel. Elle aussi réclamait un mariage.

Il n'y avait donc pas à reculer. Et, sans y regarder de si près, Mme du Cayla mit la main sur un attaché à la légation de Naples, jeune homme de belle figure, de haute naissance (1)...

Le parti carliste, d'abord écrasé par la chute de son héroïne, ne s'était pas trompé au sens de la déclaration et n'avait pas même cherché à l'expliquer autrement que nous.

(1) Le comte Hector de Lucchesi-Palli.

Mais, se relevant petit à petit, il voulut faire une énigme de ce qui n'était que trop clair. Les uns l'annonçaient une ruse de guerre inventée par la princesse, d'autres la niaient absolument, un certain nombre la proclamait imposée par la violence matérielle ; mais tous étaient d'accord pour supposer cette révélation arrachée par ce qu'ils nommaient des tortures morales.

On faisait mille contes à ce sujet. Il est positif cependant qu'elle a été entièrement spontanée. Personne n'en a été plus surpris que le général Bugeaud, si ce n'est le ministère. Mme la duchesse de Berry ne l'a jamais nié en aucun temps.

Je crois bien, à la vérité, que si elle avait espéré trouver dans M. Bugeaud la même assistance clandestine que dans M. Chousserie, elle l'aurait préféré; et encore cela est-il douteux.

J'ai vu soutenir à de fort belles dames qu'elles auraient constamment refusé tout aveu et seraient accouchées en criant à tue-tête : « C'est une atroce invention de mes bourreaux... je ne suis pas grosse... » Mais, cet excès d'impudence est plus facile à rêver qu'à mettre en action.

D'ailleurs, Mme la duchesse de Berry, je l'ai déjà dit, n'attachait pas une très grande honte à un événement qui n'était pas nouveau pour elle; et dont les exemples se rencontraient dans sa propre famille.

De plus, elle entendait être convenablement soignée, témoin le souci pris par elle-même d'appeler Deneux, qui exigea un ordre de sa main ; et, dans ce but, elle se serait sans doute décidée à faire confidence de son état au général Bugeaud, comme elle l'avait fait au colonel Chousserie, à la dernière extrémité.

Mais j'ai lieu de croire, je le répète, qu'un conseil venu du dehors, et mal compris par elle, l'entraîna à exiger la publicité d'une déclaration dont le modèle lui avait été envoyé, mais qui devait rester enfouie dans les murs de Blaye avec le triste secret qui s'y renfermait.

Aucun des partisans les plus dévoués de la princesse ne prenait au sérieux ce prétendu mariage, ni ne songeait à l'invoquer pour excuse. A la vérite, en ôtant toute chance possible de régence à Marie-Caroline, il lui enlevait son existence politique et les contrariait encore plus que la grossesse, que cependant, tout en y croyant parfaitement, ils s'étaient repris à nier ; par-

tant de ce principe que les gens capables de la proclamer devaient l'avoir inventée.

Lorsqu'on leur représentait que la déclaration parlait uniquement du mariage, plus sincères en cela qu'il ne leur est ordinaire, ils s'écriaient : « Ah bah ! le mariage !... »

Un jour Mme de Chatenay entra chez moi en riant : « Je viens de rencontrer Mme de Colbert au coin de votre rue, me dit-elle, vous savez que malgré notre liaison d'enfance elle me tient rigueur pour mes mauvaises opinions ; aujourd'hui elle m'a arrêtée. « J'espère, ma chère, que nous n'êtes pas de ceux qui croient à cette abominable invention contre Mme la duchesse de Berry ?

« — Hé ! bon Dieu, j'aimerais fort à n'y pas croire, mais que voulez-vous, elle l'avoue elle-même ; on dit qu'elle a mandé Deneux.

« — C'est un mensonge ! c'est une horreur ! c'est votre horrible gouvernement qui dit cela.

« Tandis qu'elle se répandait en invectives contre le Roi, les ministres, la famille royale et tous leurs adhérens, et que j'attendais avec impatience un instant de répit pour m'esquiver, un cabriolet passe où était M. de Mesnard, qui nous salue. Mme de Colbert, changeant tout à coup de texte, s'écrie : « Ah ! l'infâme, ah ! le scélérat, je voudrais l'étrangler de mes propres mains : le misérable ! » et se retournant vivement à moi : « C'est lui qui l'a fait, ce malheureux enfant !

« — Je vois que vous y croyez et que vous en savez plus que moi, ma chère.

« Mme de Colbert un peu décontenancée m'a souhaité le bonjour, nous nous sommes séparées à votre porte et voilà, dit Mme de Chatenay en achevant son récit, ce qui me faisait rire. »

Mme de Colbert ne manquait pas d'esprit ; mais elle était fort passionnée et représentait, assez exactement, les extravagances de son parti.

J'ignore de quelle façon Mme la duchesse de Berry fut informée du nom de son prétendu mari. Elle avait certainement des moyens de correspondance occultes.

Aussi, le 10 mai 1833, M. Deneux fit par son ordre, en sa présence, et devant des témoins officiels, la présentation d'un enfant du sexe féminin, né en légitime mariage de Marie-Caro-

line, duchesse de Berry, et de Hector, comte de Lucchesi-Palli des princes de Campofranco.

Ce fut la première révélation donnée de ce nom. La princesse en avait gardé le secret, et ses entours, aussi bien que ses plus dévoués partisans, l'apprirent avec le public. On alla aux informations, et bientôt le rire simultané de toute l'Europe accueillit la paternité postiche d'un homme qui n'avait pas quitté la Haye depuis deux ans.

Probablement Mme la duchesse de Berry ignorait cette circonstance. En tout cas elle affectait une grande satisfaction de son choix. Lorsqu'on lui annonça le sexe de son enfant : « Ah! j'en suis bien aise, dit-elle, mon bon Lucchesi désirait beaucoup une fille ; cela lui fera plaisir. »

Mme d'Hautefort et M. de Brissac refusèrent de signer le procès-verbal rédigé en leur présence. La princesse leur en sut extrêmement mauvais gré. Au reste elle était fort mal avec eux depuis longtemps.

En s'enfermant à Blaye auprès d'elle, ils croyaient avoir à soigner de plus nobles infortunes et ne dissimulaient pas leur mécontentement, accru encore par la légèreté des propos de la princesse et son étrange familiarité avec les officiers de la petite garnison du château.

Toutefois, Mme d'Hautefort se résigna à écrire, sous la dictée de Mme la duchesse de Berry, quelques lettres où, en annonçant la naissance de la petite Rosalie, elle représentait la maison de Lucchesi-Palli comme tellement illustre et le comte Hector comme si personnellement distingué, qu'en vérité tout l'honneur de l'alliance se trouvait pour la fille des rois.

Cette maladresse augmenta l'hilarité des malveillans et la tristesse des gens qui désiraient jeter un voile sur cette déplorable aventure.

On ne s'occupa plus à Blaye qu'à hâter le rétablissement de la princesse. Elle eut la promesse d'être reconduite en Sicile dès que sa santé le permettrait. La première pensée avait été de la diriger sur Trieste ; mais le roi Charles X refusait positivement de la recevoir. Il devenait plus opportun alors de la remettre aux mains de son frère. On négocia à cet effet avec lui ; il n'en voulait pas à Naples, mais l'accepta en Sicile.

Mme d'Hautefort et M. de Brissac prétextèrent des affaires

personnelles pour ne la point accompagner, elle-même s'en souciait peu. N'ayant pas encore compris à quel point elle était déchue, elle demanda de nouveau Mlle de Montaigne en promettant de la garder auprès d'elle ; celle-ci se trouva d'accord avec sa famille, cette fois, pour refuser.

Mme la duchesse de Berry, dont les correspondances étaient parfaitement libres maintenant, s'adressa à la princesse Théodore de Bauffremont, et lui écrivit en l'engageant à venir assister à Palerme à ces fêtes de la Sainte-Rosalie dont elle lui avait si souvent parlé.

Mme de Bauffremont hésita à se rendre à une demande si singulièrement rédigée. Cependant elle avait été tellement avant dans toute cette intrigue politique, et sa réputation de femme était si bien établie, qu'elle consentit à deux conditions : son mari serait du voyage, et, loin de s'arrêter à Palerme, Mme la duchesse de Berry se rendrait directement en Bohême où tous deux l'escorteraient.

M. de Mesnard, acquitté par le jury de Montauban, comme tous les passagers du *Carlo-Alberto*, et que nous venons de voir courant très librement les rues de Paris, remplaça M. de Brissac à Blaye.

Quoique fort irritée de sa naissance, Mme d'Hautefort, très bonne personne dans le fond, montrait de l'intérêt à la petite Rosalie et la mère en raffolait. La scène changea à l'arrivée de Mme de Bauffremont : celle-ci la traita du haut de son mépris, ne daignant pas la regarder.

M. de Mesnard ne cachait pas la répulsion qu'elle lui inspirait, et Mme la duchesse de Berry s'en occupa beaucoup moins.

Le curieux de l'aventure, c'est que la pauvre Mme d'Hautefort fut accueillie par tout le parti carliste avec la plus excessive malveillance. Dans sa province d'Anjou les portes lui furent presque fermées ; et l'hiver suivant elle eut la naïveté de me faire dire, par un ami commun, qu'elle n'osait pas venir chez moi dans la crainte d'accréditer le bruit répandu qu'elle était vendue au gouvernement.

Malgré l'étrange rôle qu'elle nous faisait jouer, par là, à toutes deux, cela m'a paru si ridiculement absurde que j'ai toujours négligé de m'en fâcher. J'ignore, au reste, ce qu'on lui reprochait ; mais il n'y a pas d'invention saugrenue dont les exaltés du parti carliste ne soient capables.

Le 8 juin 1833, Mme la duchesse de Berry s'embarqua, à bord de la frégate l'*Agathe*, avec sa fille, le prince et la princesse Théodore de Bauffremont et le comte de Mesnard.

A son instante prière, le général Bugeaud consentit à l'accompagner; il manda à Paris ne pouvoir refuser cette marque d'amitié à toute l'affection filiale qu'elle lui montrait. Il avait la bonhomie d'y croire; son erreur ne fut pas de longue durée.

Dès que les côtes eurent suffisamment disparu pour ne plus laisser chance de retour, la princesse changea de procédés. Et, parvenue en rade de Palerme, elle ne daigna pas prendre congé de lui sur le vaisseau, ni l'inviter à la venir voir à terre.

Bugeaud avait innocemment pris au positif les protestations de Marie-Caroline de le considérer comme un père. Il fut outré, et courroucé surtout du maussade voyage entrepris par pur zèle à sa suite. Il écrivit ici des lamentations sentimentales sur l'ingratitude de Mme la duchesse de Berry qui ne laissèrent pas d'être fort divertissantes.

Il fallait un grand fond d'ignorance des princes, de la Cour et du monde en général pour croire sincères les cajoleries dont on le comblait à Blaye. Et, il faut en convenir, Mme la duchesse de Berry n'avait pas de motif pour aimer à s'entourer des témoins du triste séjour qu'elle y avait fait.

Sa gaîté, au reste, ne se démentit pas un instant pendant tout le voyage. Son unique préoccupation était la crainte de manquer à Palerme les fêtes de Sainte-Rosalie; elle y avait assisté dans son enfance et en conservait un très vif souvenir.

La faveur de la petite Rosalie allait toujours en décroissant; mais elle fut entièrement mise de côté lorsque le père qu'on lui avait inventé et que Mme la duchesse de Berry ne s'attendait pas à trouver en Sicile, se présenta à bord de l'*Agathe*.

Ce pauvre petit enfant, repoussé de tout le monde, est mort bientôt après à Livourne, chez un agent d'affaires où on l'avait déposé comme un paquet également incommode et compromettant.

Je ne sais si le nom du véritable père demeurera un mystère pour l'histoire, quant à moi je l'ignore. Faut-il en conclure, ainsi que M. de Chateaubriand me répondait un jour où je l'interrogeais à ce sujet : « Comment voulez-vous qu'on le dise, elle-même ne le sait pas ! »

Une véritable séide de la princesse, — je puis aussi bien la nommer, Mme de Chastellux, — dans un premier accès de colère contre elle, me tint à peu près le même langage : « Figurez-vous, ma chère, me dit-elle, qu'elle a eu l'incroyable audace d'oser qualifier ce misérable enfant d'enfant de la Vendée ! en un sens elle a raison..., » ajouta-t-elle plus bas.

Les grandes fureurs assoupies, le mot d'ordre fut donné, et le parti carliste s'y soumit merveilleusement, d'accorder les tristes honneurs de cette paternité à M. de Mesnard. Les anciennes relations qu'on lui supposait avec la princesse leur rendaient, je ne sais pourquoi, cette version moins amère.

Charles X sembla l'accréditer en témoignant une grande animadversion au comte de Mesnard et en lui défendant obstinément sa présence ; ce qui, pour le dire en passant, était une gaucherie, dès qu'il feignait d'admettre l'authenticité du mariage.

En Bretagne, personne ne croyait à M. de Mesnard ; l'opinion la plus généralement admise désignait l'avocat Guibourg. Deux hommes également bien placés pour être des mieux informés m'ont nommé : l'un, M. de Charette, l'autre, un fils du maréchal Bourmont. Peut-être le temps révélera-t-il ce honteux secret ; personne jusqu'ici n'a réclamé une si triste célébrité.

Le départ de France de Mme la duchesse de Berry fut un grand soulagement pour tout le monde. Les gens de son parti ne fixaient pas volontiers leur vue sur Blaye ; et ceux qui tenaient au gouvernement pouvaient sans cesse y redouter une catastrophe.

On le fit suivre très promptement par la levée de l'état de siège dans les provinces de l'Ouest. C'était de fait une amnistie ; mais comme elle arrivait à la suite des jugemens d'acquittement, simultanément rendus par les divers tribunaux envers tous les accusés politiques, on n'en sut aucun gré au gouvernement et cela passa pour un signe de faiblesse.

Je puis me tromper, mais je crois encore que la déportation de Mme la duchesse de Berry en Bohême au moment de son arrestation, et l'amnistie déclarée en même temps, auraient placé le trône nouveau sur un meilleur terrain.

Sans doute Mme la duchesse de Berry serait restée un chef de parti pour quelques imaginations exaltées et un certain nombre d'intrigans. Toutefois, on venait d'avoir la mesure de ce qu'il

était en sa puissance d'accomplir dans les circonstances les plus favorables pour elle. Cela n'était pas bien formidable, et la longanimité du gouvernement, la générosité du Roi auraient ramené beaucoup de gens qui ne demandaient qu'un prétexte pour rester tranquilles.

On savait le roi Charles X et Mme la Dauphine peu disposés à encourager les entreprises de Mme la duchesse de Berry. Une fois à Prague, et il était facile d'exiger qu'elle y arrivât, elle serait retombée dans leur dépendance et aurait été forcée à plus de sagesse.

Il faut le reconnaître, d'ailleurs, les prévisions les plus sagaces ont un terme. Il était impossible d'imaginer que la captive jouerait si obstinément le jeu de ses adversaires. Mais, je dis plus, en eût-on eu parole, il aurait été plus habile, à mon sens, de ne s'y point exposer.

Car, pour le léger avantage de perdre un chef en jupes, dont l'événement a montré du reste toutes les faiblesses, on a accumulé beaucoup de haines et de reproches légitimes sur des têtes royales. Dans un temps où le manque de respect pour les personnes et pour les choses se trouve une des grandes difficultés du pouvoir, on s'est plu à traîner dans la boue une princesse, que son rang et quelques qualités brillantes devaient tenir à l'abri de l'insulte du vulgaire.

On a fait répéter, avec une apparence de vérité, comment les familles royales étalaient sans honte les plaies que les familles bourgeoises cachaient avec soin; et comment les haines politiques l'emportaient dans leur cœur sur les liens de la parenté et toutes les affections sociales.

Cela pouvait être sans risque autrefois, alors que les grands seuls avaient droit de parler aux peuples d'eux-mêmes. Mais actuellement que leur conduite passe au creuset de la publicité, et de la publicité malveillante, il leur faut dans les actions de leur vie publique et privée l'honnêteté, la pudeur et la délicatesse exigées du simple particulier. Je persiste donc à croire que personne n'a gagné au triste drame de Blaye, pas même ceux qui semblent y avoir triomphé.

La tâche de Mme du Cayla n'était pas achevée. Non seulement le roi Charles X avait voulu qu'on lui présentât un mari, mais encore il exigeait la preuve d'un mariage fait en temps opportun. Mme du Cayla se rendit en Italie à cet effet, et, grâce au

désordre existant dans les registres de l'état civil, fit fabriquer un certificat de mariage dans un petit village du duché de Modène.

Le monde entier savait M. de Lucchesi en Hollande à la date que ce document portait. Mais, soit que Charles X l'ignorât, soit qu'il lui convînt de fermer les yeux, il s'en contenta et consentit à recevoir M. et Mme Lucchesi-Palli lorsqu'il aurait acquis la certitude qu'ils faisaient bon ménage.

Le Roi voulait enchaîner sa belle-fille à ce mari qui terminait sa carrière politique et lui enlevait tous ses droits de tutrice sur l'avenir de ses enfans. Ce n'était pas le compte de la princesse. Elle entendait conserver son nom, son rang, et même ses prétentions à la régence, que Charles X, au reste, n'avait admises en aucun temps; car elle n'a jamais compris à quel point elle était déchue dans l'opinion publique.

Les dissensions dans la famille exilée entraînèrent de longues négociations où M. de La Ferronnays et M. de Chateaubriand furent employés sans succès. Il n'entre point dans mon projet d'en donner les détails; d'ailleurs je les sais mal.

Charles X s'obstina fort longtemps à nommer la princesse « Madame de Lucchesi. » Celle-ci, de son côté, ne voulut pas accepter cette position et se contenta de prouver qu'elle faisait bon ménage en accouchant publiquement tous les ans et produisant ses nouveaux enfans à tous les regards.

A la fin, et par l'intercession de Mme la Dauphine, le Roi s'adoucit. Mme la duchesse de Berry obtint le permission de passer quelques jours dans sa famille, mais elle a cessé d'en faire partie.

Je crois ne pouvoir mieux terminer ce récit que par une lettre dont l'amiral de Rigny m'a laissé prendre copie dans le temps. Je la donne tout entière pour lui conserver son caractère de franchise et de vérité (1) :

Actéon, Rade de Toulon, 11 juillet 1833.

« Vous savez, sans doute, mon cher monsieur Coster (2), que j'ai été envoyé à Palerme; j'ai fait un rapport officiel et je

(1) Lettre du capitaine de corvette Nouay.

(2) M. Coster, chef de division de la direction des ports au ministère de la Marine.

n'ai pu y insérer quelques petits détails qui sont en dehors de ma mission. J'avais bien pensé à les adresser particulièrement à l'amiral, mais dans la crainte que cette liberté lui déplût, je me suis décidé à vous les donner; en vous priant de les lui communiquer si vous le jugiez convenable.

A mon arrivée à Palerme, j'ai recherché tout ce qui concernait l'arrivée prochaine de la duchesse de Berry. Le soir j'ai été présenté à son frère le prince Léopold, lieutenant général de la Sicile et au prince de Campofranco, ministre dirigeant.

J'ai vu aussi plusieurs autres personnes, et enfin j'ai reconnu que cet événement faisait peu de sensation dans le pays. On y est habitué aux écarts des princes et princesses, et, comme l'immoralité est dans les mœurs de tous, aucun n'est étonné qu'une Altesse ait un enfant d'un père inconnu.

J'ai dit père inconnu. En effet, le comte Hector de Lucchesi, jeune et beau garçon, est arrivé à Palerme vers le premier juillet, il venait de Naples et de la Haye où il vivait dans l'intimité de Mme du Cayla.

La paternité et l'épouse avaient été offertes à trois ou quatre jeunes princes napolitains ou siciliens.

M. Ouvrard sut vaincre, avec ses argumens ordinaires, les scrupules du comte Hector, qui a accepté le tout.

Ce qui préoccupait le plus les Palermitiens, c'était de savoir comment le jeune Hector s'en tirerait avec la vieille princesse de ***, avec laquelle il a été lié à Madrid lorsqu'il y était secrétaire d'ambassade.

Cette femme est très jalouse, on présume qu'elle fera quelques scènes à la duchesse de Berry, qui lui enlève celui de ses amans qu'elle aime le mieux. Du reste, toute cette affaire occupe peu à Palerme.

Tout le monde se prépare pour les fêtes dispendieuses qui auront lieu du 11 au 15 juillet en l'honneur de Sainte Rosalie, patronne de la Sicile; et personne ne met en doute que l'héroïne de Nantes n'y prenne une part fort active.

Dès que l'*Agathe* parut, je me rendis à bord (1). J'y ai passé toute la journée, et n'ayant qu'à attendre les ordres de Turpin (2), il m'a été facile d'observer le rôle que chacun a joué dans cette journée historique. En arrivant, j'ai été présenté à la

(1) Mme la duchesse de Berry arriva à Palerme le 5 juillet 1833.
(2) Capitaine de frégate commandant l'*Agathe*.

duchesse par Turpin, elle a été fort aimable, gaie et même empressée.

Je lui ai fait mes offres pour la France, ainsi qu'aux personnes fidèles qui l'entouraient. Sa santé est parfaite: elle m'a dit que le mal de mer l'avait d'abord éprouvée, mais qu'aujourd'hui elle se portait mieux que jamais.

Pendant la journée, elle m'a adressé plusieurs fois la parole et avec un enjouement, une liberté d'esprit qui m'ont étonné dans la circonstance. Pendant le voyage, elle s'est attachée à se faire aimer de la marine et a montré de l'éloignement pour le général Bugeaud, qu'elle nomme son geôlier.

Je me suis aperçu que ce dernier, brave et franc militaire, n'avait pas mis les formes douces et polies que les officiers et le capitaine de l'*Agathe* emploient dans toutes leurs relations avec les déportés. Il est vrai de dire que son rôle à Blaye nécessitait des mesures de surveillance qui paraissent oppressives et qui deviennent inutiles à bord. De là, l'aversion de la duchesse qui trouvait une grande différence entre le traitement à la citadelle et à bord de l'*Agathe*.

Aussi le général Bugeaud est-il fort mécontent de la duchesse, qu'il appelle ingrate; et je crois aussi un peu de la marine qui, selon lui, a été trop obséquieuse envers l'héroïne de Nantes.

Je n'ai pas vu une seule fois la mère embrasser son enfant ou s'en occuper; elle était toute à la joie de recouvrer la liberté et au plaisir d'arriver juste pour les fêtes de Sainte-Rosalie qu'elle craignait beaucoup de manquer.

La petite fille est forte et bien portante; c'est la nourrice ou une femme de chambre qui la tient toujours. Pendant la traversée, la mère s'en est un peu occupée. Cette petite lui ressemble, et elle-même n'a pas embelli, elle est maigre, noire et peu attrayante.

Je ne vous parlerai pas de sa suite, de la petite princesse de Bauffremont, minaudière s'il en fut, et de son époux, grand, froid et plus qu'ordinaire — on le nommait prince Toto à la Cour.

M. de Mesnard mérite cependant une mention particulière, à cause de la mine qu'il fit dès que le comte Lucchesi parut. Il y avait dans sa contenance de la jalousie, du dépit, de la résignation. Son nez était écarlate, — on dit que chez lui c'est un

indice de colère, — mais en habile courtisan, c'est le seul qu'il ait laissé percer.

On dit que, pendant la traversée, ses manières avec la duchesse avaient toute la gêne d'un ancien amant qui a échangé les douceurs de l'amour contre l'importance et l'influence d'un vieil ami.

Vers deux heures, le comte Lucchesi est venu à bord, en frac, dans un bateau de passage, et seul. Il a demandé à voir la duchesse et s'est nommé. Aussitôt, on l'a introduit et on les a laissés seuls (1); l'entretien a dû être curieux. La petite était sur le pont; on ne l'a pas demandée.

Une heure après, les époux sont venus sur le pont en se tenant sous le bras. La petite fille était là; il n'en a pas été question. Le prétendu père n'y a pas fait la moindre attention. J'ai bien observé cette circonstance, qui est importante dans l'affaire, j'ai aussi remarqué que les fidèles voyageurs traitaient l'époux assez légèrement.

C'est le moment de vous en parler. Il peut avoir cinq pieds six pouces, beau, brun, un embonpoint convenable aux conditions qu'il a acceptées. Il a l'esprit borné et peu orné; il parle cependant plusieurs langues. Il est renommé à Palerme pour ses succès de femmes, il a été secrétaire d'ambassade à Madrid, où il vivait avec l'ambassadrice et à la Haye où il vit avec une autre vieille femme; et enfin il justifie son goût des vieilles amours en se fixant avec la princesse.

En paraissant sur le pont avec sa femme sous le bras, ils avaient l'un et l'autre l'air très embarrassé. Ce premier moment méritait un peintre habile, la curiosité sur toutes les figures; la bassesse masquée par la politesse dans les manières des courtisans.

Le nez de M. de Mesnard a rougi aussitôt; des favoris, des moustaches, une barbe blanche qu'il a laissée croître lui donnaient une physionomie étrange, il semblait un coq blanc se préparant à la bataille. On voyait son dépit, son chagrin, sa colère; mais, quand il parlait au préféré, sa figure était gracieuse, elle reprenait son autre aspect dès qu'il ne se croyait plus aperçu par Hector.

(1) M. de Lucchesi n'était pas absolument inconnu à Mme la duchesse de Berry. Il avait été présenté à la Cour de France en 1828 ou 1829 et bien accueilli de la princesse en sa qualité de seigneur sicilien. (*Note de Mme de Boigne.*)

Mes regards se portaient surtout sur le père; je tenais à m'assurer qu'il ne s'occupait pas de la petite fille. En faisant observer cette circonstance au général Bugeaud, nous nous rappelions qu'elle dit en accouchant : « Que le bon Lucchesi sera content, lui qui désirait tant une fille. »

Le prince Léopold, frère de la duchesse, lieutenant général de la Sicile, ne vint pas à bord la voir; il envoya le commandant de la marine Almagro pour la complimenter et l'accompagner à terre.

L'*Agathe* était entourée d'au moins cent cinquante canots et bateaux, contenant des curieux, des musiciens; qui tous parlaient, criaient, chantaient et jouaient des instrumens; le tout faisait un vacarme tel qu'on ne s'entendait pas à bord de la corvette.

Je ne vous ai encore rien dit de M. Deneux, le fidèle accoucheur que la duchesse accablait de préférences, d'attentions à Blaye, et qu'à bord elle n'a plus regardé. Le jour du débarquement elle ne l'a pas engagé à venir la voir à terre, non plus que M. Mesnière, le jeune médecin. Ces deux messieurs en ont été fort blessés, d'autant plus qu'elle a fait toutes ses grâces aux autres, et pourtant elle leur a quelque obligation.

Quand le général Bugeaud a été lui faire ses adieux, elle n'a pu s'empêcher de lui dire qu'elle estimait son caractère et qu'elle reconnaissait qu'il avait rempli sa tâche difficile avec modération et franchise.

Enfin, vers quatre heures et demie, elle s'est embarquée dans le canot de Turpin qui lui donnait le bras. Les officiers rangés en haie l'ont saluée de l'épée; puis vingt et un coups de canon lui ont été tirés en hissant les pavois. Dans le premier canot se trouvaient dans l'ordre suivant de leur embarquement : 1° la duchesse, M. et Mme de Bauffremont, M. de Mesnard, et M. Lucchesi; remarquez que le mari a passé le dernier, et que la petite fille est restée pour le canot des domestiques.

Cette petite m'intéressait toujours, l'abandon dans lequel la laissaient sa mère véritable et son père supposé m'occupait beaucoup, et je faisais des questions insidieuses aux acteurs principaux pour en conclure quelque chose...

Toute la population de Palerme était sur les quais. Aussitôt qu'elle a été à terre, un canot est venu porter au général Bugeaud une lettre du prince Campofranco, premier ministre,

père de Lucchesi, par laquelle il reconnaissait que Mme la duchesse de Berry et sa fille avaient été débarquées à Palerme en parfaite santé.

Ainsi finit cette affaire qui dure depuis quatorze mois, et qui a irrité les esprits, qui est peu connue des masses en raison des récits et conjectures contradictoires qui ont été débités à dessein et accrédités par les ayans cause afin de cacher la vérité qui n'est plus obscure pour moi.

La duchesse de Berry conserve toujours dans ses propos un espoir de retour en France avec lequel elle récompense ceux qui lui témoignent de l'intérêt. Elle a donné vingt jours de solde à l'équipage de l'*Agathe*, ce qui fait environ deux mille cinq cents francs. Elle a été fort gracieuse avec les officiers quand ils ont pris congé d'elle.

Elle a dit et fait dire que plus tard, quand elle serait en France, elle récompenserait dignement l'état-major et l'équipage de la corvette. Dans tout ceci elle s'est montrée reconnaissante, car il n'est pas possible de mieux faire les choses que Turpin : il a su y mettre les égards et les attentions que mérite le malheur, tout en conservant les convenances de sa position.

C'est ainsi qu'il a refusé de dîner avec la duchesse parce qu'il a su qu'elle n'inviterait pas le général Bugeaud, et il l'accablait de prévenances, de politesses les plus recherchées. Ne croyez pas que ma vieille amitié pour Turpin m'ait aveuglé. S'il en était autrement, je le dirais de même. J'aime mes amis, mais je ne suis ni aveugle, ni muet sur leurs fautes et leurs défauts.

D'ailleurs là, je fais presque de l'histoire, je dois donc être avant tout véridique, et vous savez que je le fus toujours.

Encore une anecdote. Peu de jours après le départ de Blaye, la casquette du général Bugeaud tomba à la mer. La duchesse lui dit : « Général, si on rapportait votre casquette à Mme Bugeaud, elle vous croirait noyé.

— Bah ! répondit le général, cela ne fait rien madame, une veuve trouve toujours de beaux garçons pour la consoler.

Il est presque certain que la duchesse se rendra sous peu à Prague.

On assure que c'est à cette condition que MM. de Mesnard et de Bauffremont ont consenti à l'accompagner. On veut en imposer au parti et voilà tout ; car on a saisi à travers les propos

de ces messieurs qu'ils ne seraient pas éloignés de se rallier à l'ordre de choses actuel.

Le premier, M. de Mesnard, disait au général Bugeaud que la branche aînée avait laissé tomber la couronne, et que Louis-Philippe n'avait fait que la ramasser. « Oui, lui répondit le général; mais nous l'avons attachée sur sa tête, et nous saurons nous battre pour la lui maintenir. » Le propos est un peu militaire, mais il faut convenir qu'il est vrai et surtout bien adressé (1).

Voilà à peu près, mon cher monsieur Coster, les principaux événemens de mon voyage à Palerme; il a été riche en récolte pour mes souvenirs. Le consul voudrait souvent un bâtiment de guerre ici et à Naples, Messine, Catane, etc. Il croit et affirme qu'il serait utile au commerce et à la politique, ceci n'est plus de mon ressort. L'*Actéon* est bien, fort bien, il faudrait quinze hommes de plus pour le manœuvrer; il marche bien, j'ai retrouvé son ancienne vitesse, enfin j'en suis enchanté et je suis bien disposé à tout faire.

A revoir, portez-vous bien, répandez complimens et amitiés pour moi autour de vous, et recevez l'assurance de ma vieille amitié et de mon dévouement.

Je vous serre la main de cœur. »

(1) On sait que le maréchal Bugeaud fut nommé commandant militaire de Paris au moment de la révolution de 1848.

RUSKIN ET LA VIE

II[2]

LA MORALE ET L'ÉDUCATION

I

L'homme idéal sera donc le plus vivant. Et comment le plus vivant? A quel trait se révélera la plénitude de sa vie? D'abord à sa sensibilité. Là est le premier caractère de la vie, bien vague, insaisissable au plus bas de l'échelle animale, mais de plus en plus précis à mesure que monte la série des espèces. Et ce progrès se continue chez l'homme : chaque être humain s'élève en dignité à mesure que chez lui s'affine et s'accélère le sentir.

Par sentir, Ruskin entend surtout ce que nos pères admiraient dans leur « homme sensible : » puissance de passion, faculté d'être ému, spécialement « d'aimer et de haïr, de reconnaître entre ce qui est digne d'amour et ce qu'il est juste de haïr. » La vie chaude, frémissante, enthousiaste, voilà son thème, et vers 1860, cette prédication-là est neuve autant que nécessaire en pays anglais. Elle s'adresse alors au pays classique de la tristesse et de la laideur, à son âme pétrifiée par le dur positivisme utilitaire des Dombey et des Gradgrind, réduite à des automatismes de machine industrielle et de machine arithmétique, dé-

(1) Voyez la *Revue* du 15 février.

primée par un puritanisme hostile à la beauté comme à la joie. Ce que fut cette Angleterre-là, combien rigidement appliquée à ses besognes d'échange et de production matérielle, Dickens et Mrs Gaskell nous l'avaient appris, et de quelle ombre, aussi funèbre que la fumée de ses grandes cités, pesait sur sa vie, déjà si morne, le rêve religieux de sa *middle class*. Ils nous ont dit la dégénérescence du bas peuple citadin, le contraste de sa fangeuse misère et des énormes fortunes aristocratiques et marchandes. Vingt-cinq ans plus tard ces maux ne sont pas guéris. Entre 1860 et 1870, Taine constate encore l'accablement de l'humanité anglaise sous sa propre œuvre, la douloureuse monotonie de son effort, les lugubres aspects du monde hors nature qu'elle s'est créé, les tares organiques et morales de sa plèbe. Vers cette époque, au moment le plus intense de l'œuvre de Ruskin, Matthew Arnold commence la sienne, très analogue : il dénonce une Angleterre de « barbares » (l'aristocratie) et de « philistins » (les bourgeois, les *gig-people* de Carlyle), un bas peuple brutal et vulgaire (1), pétrifié dans ses préjugés insulaires, ses routines et son âpre effort de production matérielle, ennemi des idées, de l'art, du plaisir, de la vie lumineuse et douce, de tout ce qu'il désigne par ces mots : *sweetness and light*. A cette Angleterre il enseigne la noblesse et le bonheur de la culture et de la pensée. Tandis que Ruskin tâche à la réveiller et la vivifier, il veut qu'elle se civilise. Mais par des voies différentes, c'est à la même œuvre que tous deux se sont voués. L'un et l'autre exhortent la vie anglaise à se libérer : ils l'appellent aux joies et travaux, à la riche variété, à toutes les passions et sensations de la vie véritablement humaine.

Difficile entreprise, car ce monde industriel qu'ils attaquent s'est inventé la morale qui le soutient et le consacre, une morale très consciente, très précise et définie, qui voit le bien dans ce que Ruskin appelle mal, et le mal dans ce qu'il appelle bien. Ruskin le sait : la vertu reconnue, depuis que la bourgeoisie anglaise s'est condamnée aux seules besognes du comptoir et du bureau, c'est de travailler, travailler, avec l'exactitude et l'impassible rigidité d'une pièce d'acier ; la consigne acceptée, c'est d'étouffer en soi la sensation et la passion, lesquelles sont mal

(1) *Vulgarized, brutalized, materialized*, voilà les épithètes qu'il applique à son Angleterre.

famées, tout au moins d'en réprimer les gestes (1). « Passion, sensation, je n'ai pas peur de ces mots-là, et moins encore de leur réalité. Vous les avez entendu dénoncer de toutes parts, mais moi je vous dis que ce n'est pas moins de sensation qu'il vous faut, mais davantage !... Que croyez-vous que l'on entende par une âme vulgaire ? La question vaut qu'on la médite. En deux mots, le défaut de sensation, voilà l'essence de toute vulgarité. C'est une insensible dureté de pierre, qui procède sans crainte, sans joie, sans horreur ni pitié. Que la main s'alourdisse, que le cœur se dessèche, que l'habitude se pétrifie, que la conscience se glace, et l'homme devient vulgaire. Il l'est en proportion de son manque de sympathie, d'intelligence agile, de tout ce qu'on peut appeler tact, en donnant son sens juste et profond à un mot banal : tact, ou faculté de se sentir touché, — délicatesse et force de sensation, plus précieuses que la raison. Car la raison ne connaît que le vrai ; c'est la divine humanité du cœur qui perçoit le divin, le bien et le beau dans les choses (2). »

Ces « philistins » de Matthew Arnold, tous ces hommes réduits aux gestes de l'usine et du bureau, employés éteints et maîtres sans pitié, ils avaient plus besoin que nous qu'on les excite à sentir ! Mais, on s'en doute, l'esthéticien Ruskin n'enseigne pas le culte esthétique de la sensation pure, celui dont procède cette excitante et déprimante littérature parisienne dont il ne voulait pas un seul volume dans les bibliothèques populaires (3). Il sait bien qu'à nerveusement et passivement frémir, sans rien graver ni fortement coordonner en soi, l'être qui cède à toutes les influences tend à se désorganiser et se défaire, que

(1) Ruskin a écrit de sa mère qu'il aimait et qu'il admirait : « Je ne lui ai jamais entendu prononcer un mot d'affection ou d'émotion. » De même l'Alton Locke de Charles Kingsley avait dit : « Ma mère ne faisait rien que par règle, méthode et ce qu'elle appelait la loi de Dieu. Elle souriait rarement. Ses paroles avaient quelque chose d'absolu. Elle ne commandait pas deux fois sans punir. Et pourtant des abîmes de tendresse se cachaient en elle. Mais cette tendresse, elle se croyait obligée de la refouler. »

(2) *Sesame and Lilies*, I, § 28.

(3) *Not one French book*. Réponse de Ruskin à un journal qui demandait aux écrivains anglais les plus connus de dresser une liste de cent volumes pour bibliothèques populaires. Il faut faire ici la part de l'outrance et de la boutade si fréquentes chez Ruskin et se rappeler qu'il n'a pas mieux parlé de l'Angleterre. Il admirait quelques écrivains français, non seulement Casimir Delavigne qu'il a commenté dans les *Modern Painters*, mais, chose inattendue chez ce dogmatique autoritaire, M. Anatole France, dont *le Crime de Sylvestre Bonnard*, qu'il connut dès son apparition, l'enchantait.

là sont le déséquilibre et la névrose, et il révère trop la force et la forme de la vie pour ne pas abominer d'instinct, d'une horreur égale à celle de Nietzsche, tout ce qui débilite la première et dissout la seconde.

Aussi bien la sensibilité n'est que le premier signe de la vie. Son essence est active; elle réside d'abord dans l'organique et sourde volonté qui construit la forme du corps, — et nous pouvons ajouter de l'âme, laquelle s'assemble et s'édifie peu à peu, — puis dans la claire volonté consciente, la puissance autonome qui produit les actes personnels, logiques et précis.

L'intégrité de son énergie vitale, tel est donc le premier bien de toute créature. Toujours à propos d'un homme, à propos d'un peuple aussi, la question à se poser avant toute autre est celle-ci : Quel est son degré de vitalité? Est-ce un demi-cadavre incapable d'action et de réaction? Aux événemens du dehors, son cœur, son cerveau peuvent-ils répondre avec justesse et promptitude?

Routines, préjugés, automatismes, paresses, ankyloses de l'âme et de l'esprit, rigidité de la mort qui commence ou de la mort achevée, les prendrons-nous pour la vie véritable ?... La vie véritable est la force indépendante qui absorbe, façonne et gouverne les élémens extérieurs; c'est une puissance d'assimilation qui transforme les choses du dehors en nourriture ou se les soumet comme instrumens... La vie fausse, toute proche de la stupeur et de la mort, peut agir encore, alors même qu'on ne peut pas dire qu'elle anime; il n'est pas toujours facile de la distinguer de l'autre. C'est cette vie de la coutume et de l'accident, où tant de nous consument leurs années, où nous faisons ce que notre volonté n'a pas voulu, où nous disons ce que notre esprit n'a pas pensé; cette vie qui, loin de grandir et fleurir sous le bienfait de la rosée, ne peut que s'y pétrifier et s'en couvrir comme d'un givre, en devenant à la vie spirituelle ce qu'une arborescence de glace est à une verte plante : une cristallisation de pensées et d'habitudes, friable, dure, gelée, incapable de fléchir ou de croître, et qui se pulvérise à tous les chocs. Tous les hommes peuvent se laisser engourdir ainsi, au moins à la surface; tous sont plus ou moins chargés, encroûtés de matière inerte et parasite. Seulement, s'ils ont en eux l'énergie de la vie, toujours ils font éclater cette écorce, qui tombe alors et pend autour d'eux comme les lambeaux noircis d'un bouleau qui pèle, témoignage de leur propre énergie intérieure. Mais quel que soit notre effort, une grande partie de nous-mêmes se meut dans une sorte de rêve. Nous y jouons à peu près nos rôles, du moins aux yeux de nos compagnons de rêve, mais sans claire conscience de ce qui nous entoure et de ce qui est en nous (1).

(1) *Seven Lamps of Architecture*, v, § 3.

Que cette langueur devienne générale dans un peuple, que faiblissent les croyances qui nourrissaient ses forces et les assemblaient en un vouloir, et ce peuple aussi devient vieillard. « Presque toujours l'histoire d'une nation est celle d'un flot de lave, lumineuse, ardente à l'origine, puis alanguie, figée de plus en plus profondément, n'avançant plus enfin qu'en renversant et bousculant ses propres blocs solidifiés. » De cette mort graduelle d'une société, chaque moment vient s'inscrire, comme on l'a vu, dans ses œuvres d'art, surtout dans son architecture dont la beauté dépend exactement de la température de la vie collective. « Qu'y a-t-il de plus opprimant à l'âme qu'une architecture inanimée? La faiblesse de l'enfant est toute chargée de promesses; l'effort du savoir imparfait peut être beau d'énergie et de constance. Mais voir l'inertie et la rigidité glacer peu à peu la forme développée, voir l'image qui fut autrefois marquée au coin de l'idée, aplatie, émoussée par l'usage, voir la coquille ternie, sans couleur, vide de sa vie intérieure, un tel spectacle est plus mélancolique et plus humiliant que celui des destructions achevées (1). »

C'est donc plus que de la volonté que prêche Ruskin, c'est la jeunesse elle-même, avec sa vitesse d'action et de réaction, ses souplesses, sa joie, sa danse, ses rayonnemens de foi, d'espoir, d'amour, ses puissances d'entreprise et de bonheur, la jeunesse qu'il aima comme la lumière et qui fut si longtemps la sienne. Là dans cette plénitude magnifique et cette souple harmonie des forces, est le seul bien qui compte, bien absolu puisqu'il fait la valeur de tous les autres. Non dans la possession, non pas même dans le droit conquis, réside le principe du bonheur, mais dans le sujet vivant, dans son aptitude à ce bonheur, si sa force et son équilibre sont intacts. « Toujours être valeureux de cœur, valeureux d'esprit, magnanime, c'est vraiment être grand dans la vie. Celui-là *réussit* dont le cœur devient plus tendre, le sang plus chaud, le cerveau plus prompt, dont l'âme entre dans la paix vivante. Les hommes qui possèdent en eux cette vie-là sont les vrais seigneurs de la terre (2). » Ceux-là sont les forts, et ceux-là ont le droit. Voilà ce qu'entendait Carlyle quand il écrivit dans sa *Révolution française* sa phrase célèbre sur la Force et le Droit. Les nigauds se sont scandalisés de cette adoration de

(1) *Seven Lamps of Architecture.*
(2) *Sesame and Lilies*, § 42.

la Force. « Mais au nom des trois Mages qu'est-ce qui mérite d'être adoré? force de cerveau, force de cœur, force de main, allons-nous détrôner ces puissances-là pour adorer l'apoplexie? Mépriserons-nous le souffle du ciel pour vénérer la tuberculose? Toute idolâtrie se résume en un seul péché général : refuser d'adorer la Force et décider d'adorer ce qui n'est pas la Force, s'incliner devant un écu de cinq francs et nier le Dieu Tout-Puissant (1). » Car la Force, ici, c'est la Vie, et la Vie, créatrice des formes et du beau, c'est l'Athéné des Païens, c'est l'Esprit Saint à l'œuvre sur la terre.

*
* *

Mais comment la vie produit-elle ses formes? Par des partis pris constans, patiens, rigoureux, en s'astreignant à certaines directions systématiques, en s'interdisant les autres. De la forme vivante on peut répéter le mot que Gœthe appliquait à l'art : « Elle est dans la limite, » dans la restriction, en d'autres termes dans les disciplines, dans certaines consignes que la volonté, dès qu'elle arrive à la conscience, reconnaît pour *devoirs*. « Comme la science est le savoir méthodique, de même la passion et la volonté efficace sont la volonté et la passion disciplinées. » Non seulement dans la quantité des énergies mais dans leur ordre précis et stable est la perfection de la vie, — mais peut-être cet ordre dépend-il de cette quantité, comme la précision et la stabilité d'un tourbillon varient suivant la vitesse de sa rotation. Aussi l'indice le plus certain d'une profonde atteinte à la vie, ce n'est pas quand diminuent ses mouvemens visibles, mais quand fléchissent ses lignes personnelles. Alors nous savons que la loi qui si rigoureusement commandait tous les modes de l'être tend à faire place au désordre : la dissolution s'annonce. Déséquilibré par la fatigue ou la maladie qui l'a touché jusque dans son fonds vital, l'homme peut être capable de gestes, actes, idées, élans aussi rapides et nombreux qu'auparavant; on voit même que ceux-ci peuvent s'accélérer : ils ont cessé d'être harmoniques et cohérens. On dit alors que l'être est « instable. » Sa volonté sans constance procède par à-coups. Ses idées, ses images intérieures ne composent plus la trame continue de la pensée : il rêve. Ses sentimens dissociés on-

(1) *Fors Clavigera*, 13.

doient au hasard : du désir il tourne au dégoût, de l'espoir au découragement, de l'excitation à la tristesse. Il ne sait plus fixer son attention ni son effort. Il hésite, il s'inquiète, il s'irrite, il sursaute. Le profond vouloir qui maintenait sa personne s'étant détendu, celle-ci cède à toutes les attaques du dehors. A chaque impression il obéit, et si l'idée fixe le mène autant que l'idée vagabonde, c'est qu'elle n'est pas davantage un élément personnel et bien intégré de la pensée, c'est-à-dire un principe de volonté véritable, mais une étrangère, une parasite qui envahit le cerveau anarchique et, faute d'y rencontrer la résistance organisée, le vigoureux antagonisme des disciplines mentales nécessaires à la santé et l'équilibre de l'esprit, sort du rang pour exercer un despotisme imprévu.

De la même façon baisse la vitalité d'un peuple : son principe de forme faiblit d'abord. L'idée centrale et durable qui l'organisait se défait. A l'autorité de la croyance, des traditions et des coutumes, succède l'anarchie des intelligences, le règne des modes et des caprices. La société se dissociant, la foule apparaît, irritable et contradictoire, violente et pourtant instable, elle aussi, docile comme un enfant à toutes les impulsions et influences passagères, — pure poussière qu'assemblent en éphémères tourbillons les volontés changeantes ou tyranniques des meneurs ou des Césars de rencontre. Une foule, c'est-à-dire une chose et non plus une créature. « Avec des mots, on la mène où l'on veut; ses sentimens peuvent être généreux et justes : nulle assise résistante ne les fixe; elle ne sait pas les maintenir ou les retenir. En la taquinant, en la chatouillant on peut lui suggérer ceux que l'on veut. Elle pense par contagion. Rien de si frivole dont elle ne se puisse passionner jusqu'à en écumer et en rugir, rien de si grand qu'elle ne puisse l'oublier au bout d'une heure. » Elle n'est plus que nombre et que hasard.

Telle est la dissolution finale où tendent les sociétés modernes parce qu'elles méconnaissent la profonde raison des disciplines. Partout dans le domaine de l'esprit comme dans celui de la matière vivante, dans un peuple, dans une âme, comme dans un corps organisé, le mal et le laid, c'est l'état amorphe; le bien et le beau, c'est l'état cristallin, résolu, où l'être sent sa plénitude et l'équilibre sain de ses forces orientées dans le même sens; c'est la fidélité de cet être à son principe, la liaison mutuelle des parties, la soumission de l'élément au dessein de l'en-

semble, le choix systématique entre des tendances de développement et d'activité. En un mot, c'est le caractère considéré d'abord au point de vue vital, puis au point de vue esthétique. Parce qu'une Venise primitive entre toutes les cités fut marquée de caractère, Ruskin l'a jugée noble et belle entre toutes, noble par sa vertu et belle par son style. Que le caractère soit précis, complet, entièrement déterminé, véritablement *un*, que toutes les énergies de la créature ou du groupe convergent pour le produire, que tous ses aspects et ses actes concourent à le manifester, voilà, comme le savent les psychologues de la volonté, la plus difficile, la plus rare, la suprême opération de la vie, celle qui n'aboutit tout à fait dans l'humanité que chez les héros et les peuples héroïques, celle que l'art s'efforce de répéter avec plus de rigueur, en surpassant les réussites ordinaires de la vie.

Par quelles disciplines la vie humaine trouvera-t-elle son caractère? D'abord par les plus générales et les plus nécessaires de toutes, les disciplines absolues du devoir. Ces éternels impératifs, ces tables de la Loi, Ruskin, après Carlyle, en est spécialement le gardien, le prophète irrité dans la seconde moitié du XIXe siècle en Angleterre. De ses livres d'esthétique pas une page qui ne les proclame ou ne les commente. C'est que le devoir est un principe de forme. A l'avance il dessine dans l'âme les grands tracés de ses gestes et lui interdit les autres; à l'avance il limite, il détermine, il façonne. Dire que sur cette âme son autorité s'est établie, c'est dire qu'en elle certaines idées et tendances se développent à l'exclusion des autres et se coordonnent à demeure, qu'en elle des synthèses de volonté, sentiment et certitude sont achevées, fortes contre les paniques de l'émotion qui, brusquement, désorganise, résistantes aux lentes influences qui démoralisent et déforment.

Mais bien plus puissantes seront les synthèses, bien plus promptes et certaines les réactions aux attaques du dehors, des forces qu'elles assemblent, si les impératifs s'associent invinciblement à cet autre système tout fait de croyances et d'images qu'on appelle une religion, et qui les représente à l'imagination en fortifiant leurs automatismes du sien. Une morale, une religion sont des partis pris invétérés; la première est un pli de la volonté, la seconde un pli de l'esprit, l'un et l'autre plus tenaces quand ils s'appuient l'un à l'autre. Quand ils sont tout à fait

tenaces, quand ils tendent toujours, à l'encontre de toute pression à se reformer d'eux-mêmes, quand ils sont rebelles au raisonnement, aux tentations, aux muettes suggestions de l'exemple contraire, on peut dire que la personne est véritablement construite, soutenue du dedans comme par une armature.

Mais tant de constance n'est possible que si la morale et la religion sont enfoncées au plus profond de l'être ; leur force est celle des habitudes quasi héréditaires, cultivées et précisées dès la première enfance.

La religion d'un homme est le sentiment qui le soumet, en dehors de tout raisonnement, à l'accomplissement de devoirs, à l'acceptation de croyances propres à une *certaine société* dont il est membre, et qui se distingue du reste de l'humanité. Je dis *en dehors de tout raisonnement*, car ce sentiment ne relève pas de la raison et souvent lui est supérieur, analogue à celui qui ramène l'abeille à sa ruche et l'oiseau à son nid. La religion d'un homme est la forme de repos mental, la demeure d'âme que ses pères lui ont en partie construite, et qu'en partie il s'est construite lui-même par son juste respect pour la coutume ancienne. Il se peut qu'un soudain afflux de savoir nouveau l'oblige à laisser aux chauves-souris et aux taupes les idoles d'autrefois. Mais il faut un événement d'espèce vraiment miraculeuse pour qu'il lui soit permis de quitter la religion des aïeux, et, à coup sûr, l'événement est non providentiel, mais néfaste, s'il excite l'homme à insulter la foi qu'il abandonne (1).

Ces points de vue sont tout anglais et pratiques. Une religion pour Ruskin, c'est d'abord l'enveloppe ancienne et vénérable où se conserve une morale, et dans le christianisme vit la morale la plus altruiste qui soit, la plus sociale, puisqu'elle enseigne d'abord le commandement d'amour. Lui-même est surtout un *social* qui souffre sa pire douleur à la vue de la misère, des erreurs et des vices qui diminuent son groupe, et qu'une ardente réaction précipite alors en avant pour combattre ou sauver. Si l'on veut prendre idée de ce que fut chez lui la force de cet instinct, il faut lire son *Sésame et les Lys*, la plus véhémente de ses prédications, passionnée jusqu'au lyrisme visionnaire, surtout le finale, étrange, tremblant et transporté du sermon intitulé *Jardins de Rêve*. Il faut connaître sa vie, ses charités, ses entreprises, toutes les œuvres d'éducation et de réforme dont il fut le fervent inventeur et qui lui prirent le plus clair de sa fortune et de son temps. A constater en lui tant de puissance de

(1) *Val d'Arno*, IX.

sympathie, de tels retentissemens de la souffrance d'autrui, de tels élans secourables, on comprend son impérieuse éthique. Pour Ruskin, l'individu ne se possède pas lui-même : il appartient à son groupe. Il a son être dans la cité, comme la cellule d'un corps vivant dans ce corps, et la fonction de la morale est de le modeler suivant la forme qui servira la forme de la cité. C'est de la cité même, puisqu'elle s'est fait sa morale, qu'il reçoit cette forme, comme, sans doute, la structure de la cellule dépend de la structure spécifique du corps vivant en même temps qu'elle concourt à le produire. Que la morale baisse, qui construit la cité en construisant l'individu, et la cité se décompose. Cette morale et la religion qui la fonde sur l'absolu, sont proprement son âme, son principe de vie et de forme, analogue à celui qui anime la créature particulière, son *pneuma* plastique, tout autre que celui de la machine à vapeur, et qui, fût-il même réductible à quelque formule thermo-dynamique, resterait, comme on l'a vu, d'essence inaccessible, justement parce qu'il est la vie et qu'il a mis au jour une forme véritable. A Ruskin sociologue, comme à Ruskin moraliste et théoricien d'art, c'est toujours le caractère qui importe par-dessus tout. L'individu ne trouve le sien que dans son groupe, et en s'y subordonnant. Qu'il se déracine à la moderne, à l'américaine, qu'il prétende se suffire et n'ait foi qu'aux seuls calculs de sa claire et courte raison particulière, qu'il se considère comme dupe s'il cherche autre chose que son succès et son plaisir, et l'intérêt qu'il présente diminue dans la proportion où il se limite à lui-même. Finalement Ruskin le méprise, comme il abomine les sociétés nouvelles fondées sur le culte de l'individu et de la raison, les sociétés à demi dissociées où ce type abonde.

De là tant de traits secondaires de sa pensée et de sa doctrine, d'abord sa préférence pour les époques où l'individu fixé au sol natal et dans son rang social, moralement et physiquement localisé, recevait son fort et précis caractère de sa religion et de sa cité, de sa caste, de sa corporation, de sa famille, toutes ses pensées déterminées par les idées maîtresses d'une certaine civilisation, tous ses gestes régis par les commandemens très stricts de la tradition et de la coutume. De là encore sa prédilection pour les arts et les monumens de ce passé qui manifestent, non pas un génie personnel, mais une âme collective, pour les

architectures anonymes, pour les ferventes peintures primitives où se traduit l'essence d'un siècle et d'un peuple, — celles qui ne proclament pas la science, le talent, ni surtout l'originalité voulue d'un artiste, mais, en des types et des attitudes traditionnels, le Christ universel ou bien les saints patrons de la paroisse ou de la commune. Quelles images il s'est faites de ce monde chrétien du moyen âge, les teintant des couleurs d'une imagination nourrie dès l'enfance d'un double rêve puritain et romantique, de Bible, d'Évangile, de Walter Scott et de l'*Italie* du poète Rogers! C'est là, dans les communes du XIIIe siècle, dans celles d'Italie surtout, une Pise, une Florence, une Venise primitive, qu'il trouve et montre à l'homme et à la société d'aujourd'hui les modèles de l'homme et de la société.

Des cités point trop grandes, pénétrées des influences de leur mer ou de leurs collines et de leurs oliviers, où l'homme, tout enveloppé par la nature, tenu et soutenu par les plus fortes idées collectives, animé d'une foi religieuse et d'une foi civique, cultivé, affiné par des disciplines anciennes, est capable de l'art profond, essentiel, qui puise à la nature, pour en styliser, ordonner à sa fantaisie les images, en couvrir les monumens que l'effort et la volonté de tous élèvent à la gloire de la religion et de la patrie. En de telles cités, les âmes comme les corps atteignent des formes parfaites, aussi stables que nettes et vigoureuses, — perfections attestées par l'histoire de ces communautés-là, par la constance, l'énergie et l'originalité de leur rêve national, par la grandeur, la fervente et spirituelle beauté de leurs œuvres, — plus directement encore, par tant de peintures et statues religieuses, tant de dalles mortuaires où les figures que modelèrent les hautes et rigoureuses disciplines de ces époques, s'éternisent en simples, sérieuses et sereines effigies. Les voici, les figures favorites de Ruskin, celles qu'il invite les modernes à étudier et scruter aux tombeaux des doges et des capitaines de Venise, aux fresques de Giotto et de Simone Memmi, s'ils veulent connaître les types du vouloir intense, de la conscience stricte, du christianisme vivant, de la souveraine beauté : figures de citoyens, de chevaliers, de moines, de princes et chefs véritables, figures d'un Dandolo, d'un Dante, d'un François d'Assise, d'un saint Louis (1), — celle-ci mince et claire comme une

(1) Par Giotto, à Santa Croce de Florence.

épée, réduite par l'ascétisme et la volonté, d'une pureté presque glaciale, vraiment radieuse de tous les rayons de l'âme, chrétienne et royale souverainement. Si nous cherchons quelle formule de vie a produit ces types suprêmes, nous trouvons celle de la règle franciscaine, que Ruskin reprend, et qu'il prêche aux hommes de son pays : la Foi, l'Obéissance et la Paix, — la première illuminant les âmes et leur soufflant les énergies actives, la seconde disciplinant chacune d'elles et lui donnant sa forme, disciplinant la communauté et lui donnant sa forme, — la troisième assurée par les deux premières : paix de ces âmes dont les forces s'assemblent dans la foi qui les régit. Oui, dans la suprême énergie de ces purs visages s'atteste « la foi qui monte jusqu'à la sérénité de ce savoir certain : je sais que mon Rédempteur vit (1), » — la foi autoritaire que nous enseigne le Christ triomphant d'Amiens : « je sais que si je *fais*, que si je *suis* ceci, je vivrai, que si je ne *fais pas*, que si je ne *suis pas* ceci, je mourrai (2), » — la foi dont la puissance active a toujours gouverné et toujours gouvernera le monde.

I

Mais laissons la contemplation du passé. Ces figures sublimes d'autrefois, radieuses de la lumière de l'Évangile, qu'elles nous aident surtout à concevoir notre idéal actuel, le rêve de vie harmonieuse et forte, joyeuse et grave, que malgré nos circonstances différentes, — et même si la simple foi chrétienne n'est plus possible à tous les hommes d'aujourd'hui, — nous tâcherons encore, dans notre Angleterre, à réaliser. Prenons la créature humaine à sa naissance, si vague, indéterminée, et que nous laissons généralement au hasard de déterminer pour son bien ou pour son mal, — pour son mal plus souvent que pour son bien. Comment faire pour la développer dans le sens que nous savons maintenant celui de sa perfection, c'est-à-dire, d'une part, vers la pleine floraison de toutes ses énergies, et, d'autre part, vers cet ordre durable des énergies bien assemblées, vers cette fermeté des contours qui feront, avec le caractère accentué de la personne, sa puïssance et sa dignité ?

Au commencement de tout, que l'homme soit un animal

(1) *Fors Clavigera*, lettre 92.
(2) *Bible of Amiens*, IV.

sain ! « Faites son corps dans sa jeunesse aussi fort et beau que possible. S'il faut que l'Angleterre le destine, comme aujourd'hui la plupart de ses enfans, à quelque métier qui, le dégradant, abrégera sa vie, au moins qu'avant de le tuer elle lui laisse goûter la vigueur et la joie de sa jeunesse pour en épanouir la beauté. Ensuite, si tel est son plaisir, qu'elle l'empoisonne ! Économiquement, l'arrangement sera plus sage, car il faudra plus de temps pour tuer l'homme que si on l'avait attelé dès l'enfance à sa tâche, et elle bénéficiera d'un surplus de travail qui la remboursera, — et au delà, — de ses frais d'éducation. »

Donc enseignez, et surtout appliquez à l'enfant « les lois de la santé. » A cette fin, mettez vos écoles dans la verte campagne, « dotez-les en toute propriété de grands espaces de terre. » Et que les économistes ne protestent pas au nom de leur économie ! L'argent est une semence qui doit fructifier en vie. « Courir, monter à cheval, tous les exercices individuels d'attaque et de défense, voilà les premiers points de l'éducation (1). » La danse aussi, pour que le corps s'entraîne aux gestes de grâce et de rythme, et le chant qui fait l'âme joyeuse, aussi bien qu'il traduit sa joie. « Il devrait être plus honteux de ne savoir point chanter que de ne savoir ni lire ni écrire. Car il est parfaitement possible de mener sans livres ni encre une vie heureuse et belle, mais non de n'avoir pas envie de chanter si l'on est heureux. »

En ces écoles de campagne où viendront les enfans des villes, les âmes aussi s'épanouiront. Là-dessus rappelons-nous la mystique idée de la nature qui soutient toutes les théories d'art de Ruskin : la beauté de la terre, du ciel et de la mer, c'est la trace spirituelle de Dieu sur son œuvre, une mystérieuse présence qui, lentement, en silence, agit sur l'homme et le vivifie. C'est d'elle que Ruskin enfant reçut sa force ; il avait quinze ans quand, à la vue des Alpes, « sa destinée se fixa pour toujours dans ce qu'elle devait avoir d'utile et de sacré, » mais dès ses premières années, si solitaires et toutes passées dans le même jardin, « les fleurs et les pierres mêmes lui étaient comme du pain (2)... A mesure que l'on connaîtra mieux l'art de la vie, on découvrira que toutes les choses naturelles de beauté sont *nécessaires :* la fleur sauvage au bord de la route, aussi bien que

(1) *Time and Tide,* XVI, § 95.
(2) *Praeterita.*

le champ de blé, les oiseaux de la forêt, aussi bien que le bétail domestique, car l'homme ne vit pas seulement de froment, mais aussi de la manne du désert, de toute parole mystérieuse et de toute œuvre incompréhensible de Dieu. Heureux de ne point les comprendre, non plus que ne les comprenaient ses pères, et qu'autour de lui s'étende jusqu'à l'infini l'émerveillement de son existence (1)! »

Et plus heureux encore ces enfans-là qui peuvent connaître les choses et les créatures des bois et des champs, sans quitter leur maison natale. Entre toutes les disciplines qui dessinent et serrent les contours de la personne humaine, celles de la famille sont les premières à modeler l'âme en la fixant à un groupe et une tradition. Avec quel enthousiasme grave Ruskin a parlé des peuples et des temps où chaque génération se reliait fortement à la précédente ! — continuité rendue visible par la permanence de la demeure ancestrale. Alors la maison des aïeux, sérieuse par la masse et l'honnêteté de ses matériaux, était comme une personne, et presque humaine, pénétrée de l'âme que lui faisait son passé, animée d'un esprit qui se jouait dans son architecture en fantaisie d'ornemens inventés avec joie pour elle, et non point tristement fabriqués au moule. De la personne qu'était une telle maison, quelque chose se mêlait pour toujours à la naissante personne de l'enfant. Là, sous les poutres que ses pères ont assemblées, le jeune homme apprenait qu'il n'est pas solitaire, indépendant, mais un anneau dans une chaîne, et ce qu'il doit à ses morts. Là surtout, il commençait à prendre idée de cette cité que Burke appelait une société de morts et de vivans fixée sur une certaine terre. « Car dans la demeure qu'ils ont laissée, l'esprit des morts habite bien plus que dans leurs tombes. » Inerte est le monument de la tombe, mais vivant est le monument de la maison, chargé des influences qu'y ont laissées les morts et qui s'exercent sur leurs fils. Quelle forte enveloppe à la vie que les murs respectés d'une telle demeure ! Comme elle s'y moule et s'y abrite contre les agitations du dehors ! Comme elle y apprend le respect de la règle, les journées bien rythmées, la paix, cette paix tant aimée de Ruskin, celle des formes justes et des équilibres assurés !

La jeune créature ainsi animée, enveloppée, protégée, son

(1) *Unto this Last*, IV.

éducation proprement dite commence. Enseignez-lui d'abord les trois « grâces principales de l'âme : le respect, par les leçons de l'histoire, en insistant sur les plus nobles exemples d'action et de passion humaines, en lui faisant comprendre la petitesse de son propre savoir et de ses propres forces, » — la compassion, en lui montrant avec détail autour d'elle ces réalités de la souffrance qu'une jeune vie radieuse a tant de mal à concevoir, — « la véracité, gardienne et gage des deux premières vertus, en lui présentant le mensonge comme le principe du déshonneur, » en la disciplinant à l'observation et à l'expression scrupuleusement exactes. Il s'agit de la modeler dans le sens harmonique et utile à la société où elle a sa place, suivant l'espèce et le degré de ses facultés, et puis de lui apprendre à travailler.

C'est une question de savoir jusqu'à quel âge on laissera des garçons et des filles de belle race courir en liberté comme des poulains sur la prairie, avant de les soumettre au mors et à la bride. Mais assurément, plus tôt on les attellera à la tâche dont leur nature est capable, et mieux cela vaudra. L'éducation morale est achevée quand la créature sait faire son travail avec joie et complètement (1).

Avec joie, c'est-à-dire d'un élan tota et spontané de son être qui trouve là, s'il est bien dressé, si d'autre part la tâche est proportionnée à ses forces, l'activité quotidienne nécessaire à son équilibre et à son bonheur. Avec joie, et pourtant avec peine, l'homme étant né pour la peine et pour la joie qui s'unissent dans le travail et font sa noblesse en même temps qu'elles en reçoivent leur dignité. Car « le travail sans joie est vil, comme aussi le travail sans peine, et la peine sans le travail est dégradante comme aussi la joie sans le travail (2). »

Or, pour la plupart des hommes, il n'est de peine et de joie à la fois, il n'est de noblesse que dans l'effort double et simultané du corps et de l'esprit : le labeur manuel accompagné de quelque pensée ou invention où s'exprime dans ce qu'elle a d'unique, tendances et rythmes individuels, toute la personne. Certes, il est d'inévitables travaux qui ne relèvent pas directement de l'esprit, ceux de la terre. Non seulement les hommes ne peuvent

(1) *Fors Clavigera*, 67.
(2) *Time and Tide*, V, § 21.

s'y soustraire, mais tous y doivent participer (1). Ils sont d'ordre fondamental, toute nourriture humaine étant prise à la terre ou à la mer, à la force des bras humains. « Tu gagneras ton pain à la sueur de ton front. » Mais cette tâche-là n'est point avilissante ; même, parce qu'elle est de commandement divin, l'homme déchoit qui refuse de s'en acquitter. Là-dessus l'idée de Ruskin est la même que celle de Tolstoï. « Il n'est pas possible qu'une foi religieuse, une morale pure subsiste dans une classe sociale qui ne gagne plus son pain du travail de ses mains (2). »

Elles sont simples en même temps que rudes, ces éternelles besognes humaines; ni la pensée ni le vouloir n'y apprennent leurs suprêmes efforts. Mais quand elles ne sont pas excessives ni imposées par un « maître d'esclaves, » l'âme y trouve encore son aliment. Alors, en effet, elle est naturellement dans la nature. C'est en poussant leurs charrues dans la plaine d'où le corbeau se lève pesamment sur l'infini clair ou le lourd nuage, c'est en ramenant leurs troupeaux à l'heure où la tremblante étoile se révèle dans l'azur apaisé, c'est en regardant la mer pour y jeter leurs filets, que, très vaguement, mais profondément, paysans et pêcheurs de tous les siècles ont perçu les secrètes voix silencieuses des choses et subi leurs solennelles influences.

Mais plus directement éducatrices, ces vieilles industries manuelles qui, pour l'usage et le plaisir des hommes, façonnaient la matière, tissage, broderie, poterie, reliure, et toutes les belles techniques anciennes du fondeur, de l'émailleur, du ciseleur et du forgeron. A de tels métiers, l'âme de l'artisan s'exerce. Quelque chose de lui-même veut se communiquer à la pierre, au bois ou au métal soumis à son effort plastique. Cet effort participe du libre jeu, de cette danse s ontanée qu'est toute tentative d'art, et tout l'être de l'homme y devient plus vivant.

Que l'Angleterre se remette ou non à ces métiers-là, ses enfans y seront mis. A l'école, des établis, des forges, les outils et les modèles des principaux arts industriels, pour que les yeux s'affinent et que les doigts se forment à l'adresse et la patience, mais surtout que la jeune âme apprenne le travail honnête, exact et joyeux où elle jettera cordialement tout son effort,

(1) En 1875, à Oxford où il était professeur d'esthétique, Ruskin entreprit avec ses étudians de construire une route.

(2) *Sesame and Lilies*, I, § 44, 45.

l'allégresse de l'activité complète et de l'œuvre aussi personnellement accomplie que possible.

*
* *

Car il importe bien moins d'instruire l'esprit que de construire l'âme, de la construire saine, résistante, capable d'effort et d'attention, joyeuse de son énergie, de lui apprendre l'obéissance, la fierté, la tenue, de l'adapter entièrement, pour une certaine fonction, à la société où elle a sa place et qu'elle doit servir, de la dresser suivant les lignes et les axes qui feront son style, — bref de produire des créatures humaines de *valeur*, — c'est-à-dire belles, vigoureuses, efficaces, valeur de même ordre que celle du cheval que l'on a ménagé dans sa jeunesse, que l'on a longtemps laissé libre dans la prairie, et qui, soigneusement tenu, lavé, étrillé, brillant de santé, a bien appris à trotter juste et généreusement tirer.

Un individu sans valeur, ou plutôt de valeur négative, élément amorphe non d'un peuple, mais d'une populace, c'est par exemple le flâneur à face pâle, à l'attitude veule, l'homme de paresse et de vagues besognes que l'on rencontre, adossé aux vitres des *gin houses*, dans les bas quartiers des grandes villes anglaises. Qu'il écoute, comme il arrive, les conseils du sergent recruteur, qu'il endosse l'habit du roi, et comme nous l'a montré Kipling, par l'effet de la nourriture meilleure, de l'eau froide, des consignes autoritaires et précises, de jour en jour il se régénère et se forme. Il apprend l'obéissance en même temps que le respect de soi-même et le bel orgueil de son métier. Sa poitrine qui se bombe en avant, sa démarche énergique, son geste prompt et net, son regard clair et droit, disent cette fierté de la force disciplinée. A présent tonifié, rythmé, orienté dans un sens utile, fixé à des devoirs, encadré dans une hiérarchie certaine, appuyé au groupe de ses pareils, maintenu dans son type par les suggestions muettes qu'ils exercent sur lui, tout son être a pris du style et de la valeur. Il est une créature belle et vaillante parce qu'il est dressé. Ce n'est qu'un soldat, mais Ruskin l'appelle bien élevé : *well bred*. Mêmes contrastes chez les riches, entre un homme de plaisir, de caprice et d'ennui qui ne se connaît point de tâches, qui n'est plus capable d'une tâche, et le véritable et rare gentleman, préparé de bonne heure à ses responsabilités et ses devoirs, qui, d'un effort réglé, con-

stant, sans autres détentes que celles du repos nécessaire, avec une attention, une réflexion entraînées, une parfaite maîtrise de soi, travaille non pas seulement pour gagner sa vie, mais parce qu'il a du cœur, et que son travail propre, qui l'intéresse comme l'artiste son art, lui est l'activité, maintenant nécessaire et régulièrement spontanée, où sa vie trouve santé, joie et rythme quotidiens. C'est ainsi qu'aux empreintes de la famille, de la caste et de l'école, celle du métier se superpose, achevant de façonner l'homme à demeure, dans sa physionomie visible autant que dans sa personne profonde. Alors seulement il atteint à cette beauté grave et forte qui, dépassant l'individu, signifie quelque chose de général. Les voyez-vous, ces simples, énergiques et sérieuses figures de gentlemen campagnards, officiers, prêtres, professeurs, magistrats, médecins, aussi bien que de soldats, marins, artisans, fermiers, celles à qui Ruskin garde ses sympathies dans cette humanité moderne qu'il n'aime pas? De toutes les influences permanentes du milieu social et du milieu professionnel, de toutes les attitudes mentales et physiques, de tous les gestes mille fois répétés du métier, chacune a reçu son type vigoureux. Chacune, aux traits d'une si forte unité, traduit aux yeux le grand parti pris d'une vie bien orientée. Ces figures-là, que nous ne connaissons plus aujourd'hui dans leur plénitude et leur énergie d'accent, sont parentes de celles que Ruskin a tant aimées dans les effigies du moyen âge. Aux romanciers et poètes conservateurs de l'Angleterre, aux Tennyson comme aux Kipling, elles servent de thèmes et de modèles. Elles font partie de l'idéal tory. Car elles annoncent des groupes humains fortement ordonnés, où la coutume et la tradition sont puissantes, des principes de vie et de société dont l'autorité n'est point mise en question. Comme elles s'opposent à celles qui peuplent les grandes cités où nous vivons aujourd'hui! Physionomies instables, celles-là, sans force, sans accent ni dignité, d'expression fugitive et molle, traversées de mille plis changeans. Physionomies nerveuses, toutes d'inquiétude, d'excitation et de souci. Que d'influences contraires, que d'idées sont venues s'y entrecroiser, quelles âmes sans forme, instables, frissonnantes, elles nous révèlent! Quelle diminution de l'énergie dont le premier signe est fermeté des contours et de la personne! — quel fléchissement des idées directrices, quelle soumission aux circonstances mobiles, à l'accident variable, quelle avidité à saisir la distraction

ou l'excitation du moment, à s'y absorber et oublier! Quelle aptitude aussi à souffrir, la raison de la souffrance étant bien moins dans le fait extérieur que dans l'être lui-même, dans l'amoindrissement de l'être qui cède à tous les souffles du dehors! Et comme on comprend que l'art de cette anxieuse et faible humanité nouvelle, se prenne, — peinture, littérature ou musique, — non plus aux élémens permanens, aux lignes fondamentales et classiques de l'âme et des choses, mais à l'évanescente impression, au jeu mobile des plus fugitives apparences, des plus brèves, aiguës et frémissantes sensations!

*
* *

De toutes les causes qui concourent à nous débiliter et nous dissoudre ainsi, la plus certaine, avec l'effort et les combats pour le succès et pour l'argent, c'est la disproportion de notre savoir et de notre force. Déesse de la science et déesse du *Getting on* nous possèdent. Que fait-on de notre jeunesse que la vouer au culte de ces deux idoles? « La vraie fin de l'éducation n'est pas de diminuer le nombre des paysans ni d'augmenter celui des savans, » mais, en chacun, de développer et diriger, pour son bien et le bien de son groupe, la force qui est lui-même. « Vous ne formerez pas un homme en lui apprenant ce qu'il ne savait pas, mais en le faisant ce qu'il n'était pas (1). » Car non seulement le savoir n'ajoute rien aux puissances de volonté qui constituent notre être profond, mais souvent le savoir est antagoniste de l'être. Sur ce point comme sur tant d'autres, le chrétien Ruskin juge comme l'antichrétien Nietzsche. Répétons-le : rien ne vaut que la vie, dont le bel élan direct et jaillissant se déconcerte, hésite aux incertitudes de la réflexion, fléchit sous les surcharges de la science. « Essayons d'utiliser ce que nous avons appris : presque toujours c'est bien au delà de ce qui nous peut servir et le reste n'est que fardeau. » Ici encore il en est de notre savoir comme de notre avoir ; sa valeur est fonction de notre valeur. « Sommes-nous capables de le porter et de le garder en nous sans trop d'effort? De le tenir bien classé dans notre esprit, et vite utilisable? De l'employer à nos devoirs et à notre bonheur? Vaut-il le temps et la peine qu'il nous a coûté (2)? » Suivant la réponse, nous pouvons nous réjouir ou

(1) *Crown of Wild Olive*, § 144.
(2) *Stones of Venice*, III, II, § 24.

nous attrister. Souvent ce que sait telle vieille femme illettrée de la campagne, héritière de la sagesse proverbiale des générations qui vécurent devant les mêmes prairies, dépasse en valeur vraie, en valeur vitale, l'acquis de telle jeune fille du village élevée à l'école primaire supérieure, qui lit des romans et des journaux, et rêve de la ville et du plaisir. Son expérience qui s'ajoute à la sagesse proverbiale des ancêtres est directe, personnelle; elle lui vient de sa vie; elle correspond exactement aux tâches et devoirs de cette vie, à ses circonstances actuelles ou possibles, parce qu'elle se limite à ses horizons fixes et certains. Cette expérience est de l'espèce voulue par la nature et qui sert à la vie; enregistrée dans le fond organique de l'être, devant une difficulté, elle commande et dirige immédiatement un acte. Il ne faut pas dire qu'un tel esprit soit inerte ou vide. Ignorante de l'arithmétique, cette paysanne calcule de tête; sa mémoire est plus sûre de n'avoir jamais compté sur le secours de la lettre écrite ou imprimée. De ce qu'elle a vu, appris, compris, rien qui n'y soit fortement inscrit. Elle ne raisonne pas de toutes choses, mais seulement de celles qui sont ses réalités, réalités bien générales, étant celles d'une existence humaine, et qu'elle a lentement méditées en silence : joies, souffrances, deuils, résignations, devoirs d'une femme et d'une mère, et les travaux de tous les jours, et les choses des bêtes et des champs. A son être vrai la lecture n'a jamais substitué de personnage imaginaire, superposé un vague rêve *d'ailleurs* et *d'autrement*. Ses contours d'âme sont demeurés simples, de plus en plus fermes à mesure qu'elle a vécu. Elle est elle-même, avec contentement et gravité, et de là, sur son visage, ces traits vénérables de constance et de sérénité, ces plis sérieux de travail et d'ancienne réflexion, cette patience, ce caractère de haute dignité que nous respectons dans les fermes et sérieuses figures que peignit un Holbein, que nous retrouvons encore dans les seules physionomies modernes de beauté véritablement générale et profonde, celles des vieillards de nos campagnes, — de ces campagnes-là surtout, Bretagne, Écosse, pays des lacs anglais, où les traditions sont tenaces, où la foi reste pour les âmes ce que nul savoir ne peut être : un principe de force, de forme et d'unité, c'est-à-dire, encore une fois, un aliment de vie.

Le vrai, c'est que bien peu d'hommes sont faits pour voir plus loin que le petit champ de leur existence.

La plupart sont destinés à être sages comme leurs coqs et leurs bœufs, rien de plus, justement savans des choses de la basse-cour et du pâturage, paisiblement ignorans de ce qui est au delà. Être fier, être fort, en restant à sa place, dans son métier, voilà qui est permis et commandé au plus simple... D'un bout à l'autre de mon enseignement, j'ai affirmé que le devoir des hommes de culture est de partager leur pensée avec les hommes sans culture et de prendre aussi quelque part à leurs travaux. Mais jamais je n'ai dit que l'éducation doit être la même pour tous, et qu'il ne faut point distinguer entre maître et serviteur, esprit de rustre et de lettré. Que la culture soit accessible à tous, cela est nécessaire autant que de permettre à tous la vue du ciel ; mais il est aussi nécessaire de ne l'imposer à personne et de laisser la bienfaisante nature mener ses enfans, hommes ou bêtes, pour prendre ou laisser suivant leur instinct. Conduisez le cheval et l'homme à l'abreuvoir,... qu'ils boivent s'ils veulent et quand ils veulent ; l'enfant qui sent le besoin de la culture en recevra le bienfait, l'enfant qui s'en approche avec dégoût ne saurait qu'en être dégradé (1).

Car la connaissance n'est qu'aliment de l'esprit. Si l'esprit la reçoit sans désir, c'est qu'il n'est pas de force à en élaborer la masse et la transmuer en sa propre substance vivante, en énergie de pensée. Elle l'étouffe ou l'empoisonne, ce qui arrive avec les nourritures trop copieuses ou trop fortes que l'on ingère méthodiquement et par contrainte dans les écoles, et n'arrive pas avec les fruits sauvages que nous cueillons nous-mêmes aux libres chemins de la vie.

Quelle que soit votre chère, soyez plus sage que le serpent ; ne la mangez point sans la goûter. Je parle de toute espèce de chère, mais de celle-là surtout qui fut recommandée par le serpent : la science. Pensez au goût délicieux et délicat qu'on trouvait jadis à cette nourriture-là quand elle n'était pas aussi commune qu'aujourd'hui, quand les jeunes gens, — ceux de belle race, — réellement en avaient soif et faim... Ceux d'aujourd'hui ne vont plus à l'Université que pour ingurgiter, — et non pas même, hélas ! avec jouissance, à la façon du glouton, mais exactement et tristement comme le boa constrictor, sans rien goûter au cours de l'opération. Rappelez-vous ce que le professeur Huxley vous a dit du grand boa qui n'avale pas, au vrai sens du mot, sa viande, mais s'y accroche et s'y pousse, en s'en remplissant comme un sac ouvert que l'on traîne sur du charbon. — C'est de cette façon que l'on demande au malheureux étudiant moderne de s'accrocher à son repas, en y enfonçant ses dents, en l'enveloppant de sa propre peau contractée (1).

Rien d'étonnant s'il finit par entrer en torpeur. Ainsi s'alentissent et s'alourdissent celles-là de nos années, qui devaient

(1) *Fors Clavigera*, lettre 95.
(2) *Deucalion*, II, 1.

être les plus vivantes. Elles passent, et nous découvrons un jour ce que nous en avons sacrifié : essors d'espoir et de rêve, force d'aimer et de vouloir, et tout notre émerveillement de la beauté du monde. Alors nous regrettons le temps de l'ignorance infinie et de l'infinie puissance, cette prime-sautière et créatrice jeunesse à laquelle savent revenir les hommes de génie, en se déchargeant, à mesure qu'ils vieillissent, des fardeaux imposés. Nous nous sommes accablés d'un magasin de choses mortes, sues et cataloguées : que d'énergie dépensée là, et qui aurait pu se produire en action saine, heureuse ou bienfaisante !

Que d'âmes vivantes nous n'avons pas aidées ou consolées, tandis que nos yeux s'usaient sous la lampe ! Que de chaudes sympathies sont mortes en nous, tandis que nous mesurions des lignes et comptions des lettres ! A combien de souffles de l'air marin, de pas sur l'herbe de la montagne, de visions du ciel n'avons-nous pas renoncé pour notre science ! Et si l'un de nous, regardant en son propre cœur, peut témoigner que son savoir lui fut fécond, qu'il songe à tous ceux que les inflexibles mécanismes de l'éducation moderne astreignirent à des tâches qui répugnaient à leur nature, au point que leur jeune âge en fut tari de toute sa sève d'énergie, et qu'il juge alors avec crainte en quelle mesure, en combien de sens, il est vrai de dire que la sagesse de ce monde est folie devant Dieu (1) !

Et puis rappelons-nous la brève portée de la science. Elle a mesuré, pesé, désigné chaque créature vivante. Qu'a-t-elle compris de leur vie, de la force qui, par une chimie qui transcende celle des chimistes, a su de jour en jour extraire, de l'infini milieu ambiant, les molécules nécessaires à la substance vivante, en construire des cellules, tissus, organes, produire la créature éphémère suivant la loi et dans la beauté de son type éternel ? Parce qu'elle ignore tout de cette force et de cette beauté, l'esprit moderne, qu'elle a formé, ose nier cet élément spirituel du monde que les hommes de jadis percevaient directement, avec une émotion d'une bien autre valeur que la connaissance méthodique, puisqu'elle est la réponse, la réaction directe de l'âme à l'ineffable et l'invisible réalité. Carlyle l'avait dit : « L'homme qui ne sait pas habituellement vénérer et adorer, quand il serait le président de cent Sociétés royales, quand il porterait dans sa seule tête toute la *Mécanique Céleste* et toute la philosophie de Hegel, l'abrégé de tous les laboratoires et de

(1) *Stones of Venice*, III, II, § 29.

tous les observatoires avec leur résultats, cet homme n'est qu'une paire de lunettes derrière laquelle il n'y a point d'yeux. Vos Instituts, vos Académies des sciences luttent bravement et, parmi les myriades d'hiéroglyphes inextricablement entassés et entrelacés, recueillent par des combinaisons adroites quelques lettres en écriture vulgaire qu'ils mettent ensemble pour en former une ou deux recettes économiques fort utiles dans la pratique. » Et nous ajoutons : « Cette indifférence aux antagonismes du laid et du beau, du bien et du mal, du maudit et du sacré, est le trait le plus remarquable de l'esprit scientifique moderne. Nulle superstition des primitives imaginations n'est signe d'une baisse de l'intelligence humaine comme cette disparition de la sensibilité au divin et à ses deux grandes expressions dans notre monde : le beau dans les apparences et l'héroïsme dans les âmes (1). »

Au culte de la science substituez donc le culte de la vie, — surtout à l'école, où l'on immole à la science la promesse en fleur de la vie. Que l'enseignement parle d'abord au cœur et aux yeux de l'enfant ! Une histoire naturelle qui ne croie pas avoir tout expliqué quand elle a tout disséqué, mais qui, derrière l'ordre, montre à la jeune intelligence le mystère, — une histoire humaine qui ne soit pas une morne chronologie, un catalogue de batailles et de traités, mais un fervent récit des idées, efforts et volontés des peuples, dégageant (comme l'histoire des pierres de Venise) la raison morale de leurs destinées, — un enseignement des lettres qui ne soit pas une philologie, mais une certaine révélation de l'âme qui respire pour toujours dans l'œuvre des grands poètes. A l'école primaire, des classes spéciales où ceux qui répugnent à la lecture, l'écriture et l'arithmétique, lesquelles ne sont absolument pas nécessaires, « et profitent à bien peu, » apprendront de la bouche du maître, avec les plus belles histoires de héros et de poètes, avec le chant, le dessin et les danses, les choses qui seront les réalités quotidiennes de leur vie, — les enfans des champs, celles des champs, les enfans de la côte, celles de la mer et de la pêche, les enfans de la ville, du calcul mental, du dessin linéaire, et par groupes, les principaux métiers manuels de la ville.

(1) *Aratra Pentelici*, III.

Dans toutes ces écoles, une certaine perfection du décor : des architectures simples et de proportions justes; sur les murs, des images de la Nature et de la Vie, des photographies des grandes œuvres d'art classiques, et, spécialement, des plus émouvans tableaux d'histoire; dans les vitrines, des spécimens de la « création : » oiseaux, cristaux, insectes, spirales et nacres de coquillages; par les fenêtres, le plus d'air pur et de lumière possible; dans les jardins, des fleurs que l'enfant cultivera et dessinera, — bref, de tous côtés les silencieuses et constantes présences de la Nature et de la Beauté qui joindront leurs pouvoirs à l'action explicite du maître pour incliner la jeune âme à l'admiration, l'amour et la joie. « Tout art, littérature et science sont vains, qui n'ajoutent pas à notre énergie et notre joie. »

*
* *

Mais l'essentiel reste : la formation directe et nécessaire de l'enfant aux disciplines morales, un rigoureux dressage, aboutissant à l'obéissance, à la soumission automatique et complète de la vie au devoir, à ces éternelles lois, qui, si leur autorité prévaut, feront la splendeur visible comme la dignité de l'homme. Elles participent de l'absolu, comme celles de l'esthétique. On peut lier leur enseignement à celui d'une religion : elles en seront fortifiées, la créature étant plus noble et vigoureuse quand elle connaît l'adoration. Mais qu'il soit bien entendu qu'elles valent par elles-mêmes, indépendamment de toute croyance, qu'elles constituent un ordre éternel, prescrit à la vie humaine. Elles n'ont point leur fondement dans la religion. C'est la religion qui se fonde sur elles. Quand même on ne croirait plus aux dogmes chrétiens de la révélation, la divinité de la Bible subsiste par l'inextinguible volonté de bien qui s'y produit. Elle est la plus haute et la plus ancienne attestation de la tendance de l'homme vers son bien, de cette tendance qui le dirige dans le sens de l'univers, et qu'un Matthew Arnold ne distingue pas de Dieu. C'est par là, bien plus que par son dogme monothéiste, qu'elle reste le livre des livres. « Dirons-nous qu'il faut être honnête par peur de perdre le ciel, et même simplement et généseusement, par peur d'offenser Dieu? Ou bien encore par calcul, à la façon des utilitaires, parce que l'honnêteté est la meilleure politique, — en s'attachant à la vertu comme à une valeur de Bourse qui ne peut pas baisser? Ma réponse est *non*. Ni sur

la politique, ni sur la religion vous ne fonderez votre honnêteté, mais sur l'honnêteté vous fonderez votre religion et votre politique. L'honnêteté, comme le soleil, n'a pour fondement que le vide de l'espace : elle s'y suspend comme ces feux du ciel qui sont les régulateurs de la nuit et du jour. Si vous demandez pourquoi vous devez être honnête, par cette question même vous vous déshonorez. Parce que vous êtes un homme : il n'y a pas d'autre réponse. Faites des hommes, d'abord, de vos enfans, des hommes religieux ensuite, et tout sera bien. Mais la religion d'un coquin est en lui ce qu'il y a de plus pourri (1). »

Et que cet enseignement de l'absolu soit absolu ! que personne ne parle de sa liberté de juger et d'interpréter : en dehors de nous, de notre personne périssable, il est des commandemens éternellement précis et certains, — qu'on obéisse !

« Vous n'avez pas à faire ce que *vous* pensez juste, mais quoi que vous puissiez penser, ce qui *est* juste. — Mais je dois suivre les avis de ma conscience. — En aucune façon, mon consciencieux ami, à moins que vous ne soyez sûr que votre conscience n'est pas celle d'un âne. — Mais je fais de mon mieux : peut-on faire davantage ? — Vous pourriez faire beaucoup moins, et pourtant mieux. Peut-être faites-vous de votre mieux pour produire une chose éternellement damnable. — Mais, sûrement, il est des degrés entre la sagesse et la folie. — Non, l'insensé, quelle que soit son intelligence, est celui qui ne connaît point son maître, qui s'est dit dans son cœur : Ni Dieu, ni Maître... Celui-là est le sage qui se reconnaît un maître. Suivant son degré de sagesse, l'autorité qu'il respecte est plus ou moins haute, mais c'est toujours une créature plus grande que lui-même, une loi plus sainte que la sienne, une loi qu'il faut chercher, apprendre, aimer, suivre avec obéissance. Mais pour la trouver, commencez par obéir à ce que vous connaissez de meilleur. « Obéissez à quelque chose et il y a des chances pour qu'un jour vous découvriez ce qui est le plus digne de votre obéissance. Si vous commencez par n'obéir à rien, c'est à Belzébuth et à ses sept compagnons que vous finirez par obéir (2) ! »

L'obéissance ! mot le plus fréquent, peut-être, et le plus fortement accentué de la prédication ruskinienne. Il sonne étrangement pour les peuples qui ne conçoivent de progrès que par l'affranchissement de l'individu. C'est peut-être, pense un Ruskin, qu'ils se sont affranchis à la façon des anciens esclaves, et que de soumissions, ils se rappellent trop celles d'espèce servile pour

(1) *Time and Tide*, § 33.
(2) *Fors Clavigera*. Lettre 54.

en imaginer d'autres. Car ne l'oubliez pas : si le moraliste anglais veut « la créature obéissante, » il la veut droite et fière aussi. Obéissance non de la peur, mais du respect, du respect sincère et spontané, et qui, par là, mérite et reçoit en retour le respect, attitude naturelle et saine de l'homme qui vaut, vis-à-vis de celui que, d'un instinct sûr, il sent valoir davantage, de l'hésitant ou de l'ignorant vis-à-vis du chef reconnu qui veut et qui sait et, d'un geste précis, dirige. Si cette conception prévaut en Angleterre, c'est que nulle guerre sanglante et séculaire de classes n'y a laissé les âmes haineuses à l'idée d'un supérieur, méfiantes en face de l'inférieur; c'est que la hiérarchie sociale reste encore, malgré tout, très précise, et qu'elle correspond d'ailleurs à certaines différences réelles de valeur humaine. Par exemple, le journalier agricole (1) est, certainement, au point de vue du jugement, de la volonté, de toutes les forces d'âme et de corps, sans doute aussi de la conscience et du cœur, au-dessous du fermier, le manœuvre au-dessous de l'ouvrier professionnel, et, plus évidemment encore, le petit bourgeois, commis ou commerçant, au-dessous du gentleman élevé au grand air, dressé aux exercices d'adresse et de vigueur, aux notions d'honneur et de responsabilité, à la calme et fière tenue de l'homme qui se maîtrise. Que chacun reconnaît ses « *betters*, » des supérieurs à respecter, cela est entendu encore en Angleterre au moins dans les campagnes.

Mais faire acte de respect n'est pas faire acte de servilité. Le fermier que ses *cottagers* saluent, dit *sir* à son squire (2), mais il suit librement à cheval la chasse de son squire. Leurs fils s'exercent ensemble sur la même pelouse, figurent ensemble dans les parties de cricket et de football qui mettent aux prises les champions des paroisses et des comtés. Dans le *Richard Feverel* de Meredith, un jeune squire, ayant fait tort au fermier de son père, sait ce qu'il lui doit sous peine de rester déshonoré, non pas d'abord une indemnité d'argent, mais d'abord des excuses, et celui-ci, qui les attendait, les reçoit avec flegme, en homme

(1) *Labourer, cottager.* Cette classe rurale est une véritable basse caste créée par l'ancienne loi sur les pauvres qui secourait à domicile tous les besogneux. Ce journalier agricole l'est de père en fils; il ne devient jamais fermier. Il ne sort de sa condition qu'en émigrant à la ville, — pour y stagner d'ailleurs dans la plèbe misérable et dégénérée des manœuvres qui n'arrivent que rarement à la dignité d'ouvrier professionnel.

(2) *Sir*, dans la conversation, signifie la déférence.

qui sait ce qu'on lui doit. Dans *His Private Honour* de Kipling, un lieutenant, par une orageuse, énervante journée de l'Inde, se laisse aller à un mouvement nerveux et touche de sa badine un soldat balourd dont la maladresse à la manœuvre l'exaspère. A peine le geste fait, il revient à lui. Tous deux se regardent et se taisent, car tous deux sentent qu'une chose énorme vient d'être accomplie. Après deux jours de souffrance et de silence, le jeune officier, pour ne pas être forcé de quitter le régiment, et parce qu'il se méprise, vient offrir à l'homme la réparation nécessaire : non pas un duel proprement dit, — l'opinion et les règlemens l'interdisent, — mais une bataille à coups de poing, où les nez saignent et les yeux se tuméfient, mais après quoi chacun peut cordialement serrer la main de l'autre et reprendre sa place, celui-là pour commander, celui-ci pour obéir. Le principe, c'est qu'il est des différences certaines et fondées de rang social, que dans une société, non pas informe et anarchique, mais active, saine, ordonnée, certaines catégories d'hommes, à différens degrés, à différens postes, savent, calculent, dirigent et sont responsables, comme dans une usine il est des directeurs, des ingénieurs, des chefs d'équipe, des ouvriers spécialistes et des hommes de peine, comme dans un régiment il est un colonel, des capitaines, des sous-officiers et des soldats, que sans hiérarchie de ce genre, où s'échelonnent les capacités, nulle œuvre collective n'est possible, mais qu'au point de vue absolu, en matière d'honneur et de conscience, en certains champs réservés aussi, ceux du sport, de la boxe, de la politique, il n'est que des égaux.

Apprendre à l'enfant à obéir et, s'il en est capable, à commander aussi, c'est un des principaux objets du dressage très spécial qu'est l'éducation anglaise. De là ce système du *fagging* qui n'a pas encore tout à fait disparu, et qui soumettait un jeune lord, pendant ses premières années d'école, au service d'un aîné qui pouvait être fils de marchand. De là, aujourd'hui, la règle scolaire qui impose à chacun les jeux « éducateurs, » cricket et football, non seulement pour le bienfait de l'exercice physique, mais parce que ces jeux exigent une discipline, le dévouement de l'individu à une action commune, son renoncement à un rôle à part et brillant (1), sa subordination à un chef dont

(1) Le reproche général adressé par les joueurs de football anglais aux champions français est de mener la partie d'une façon trop brillante et trop « individualiste. »

il a éprouvé la supériorité de sang-froid et de stratégie, — et parce que, d'autre part, celui qui possède ces qualités de maître s'y révèle en même temps qu'il s'y exerce à commander. Aujourd'hui, à Cambridge, c'est un titre, pour un candidat au *civil service* d'Égypte, d'avoir été capitaine de cricket, une note à son actif, et qui contribue, comme les renseignemens que donne l'Université sur sa conduite, sur sa connaissance du droit, de l'histoire et de l'arabe, à le désigner au choix de la commission qui décide.

Mais qui commande n'est digne de respect que s'il obéit aussi, le plus souvent à l'autorité d'un chef, dans tous les cas à l'autorité d'une consigne morale. Là seulement l'âme humaine trouve son ordre, c'est-à-dire sa dignité, la même chez le chef et chez le subordonné, car toute obéissance est honorable, qui n'est pas imposée du dehors, mais véritablement voulue : obéissance à ces idées impératives et strictes du devoir qu'intégra l'éducation dans la personne, et suivant lesquelles, spontanément, elle se dirige. D'un froid et silencieux Wellington, comme du simple *private* qui, pendant des heures, obscurément, reste à sa place dans le carré que déchirent les boulets ; d'un laconique Nelson qui ne prononce au moment de la bataille que le mot *devoir*, et de l'humble matelot que ce mot, mieux qu'une vibrante proclamation, insensibilise à l'idée de la mort, la beauté est la même, bien autre, aux yeux du puritain, que si l'idée de gloire les avait dressés et soutenus, celle-ci étant relative à l'opinion des hommes, contemporains et postérité, d'ordre social, — le commandement de la conscience n'étant relatif à rien, d'ordre éternel et absolu, d'autant plus astreignant que l'âme est d'espèce plus noble et plus éprise du dévouement qui fait sa noblesse.

Un seul être est méprisable : celui dont rien ne lie la volonté, libre absolument, puisqu'il n'agit que pour son caprice et son plaisir.

De cette créature tout à fait libre, le vrai type, c'est la mouche, la mouche qui zigzague à sa fantaisie, — non seulement libre, mais brave, dénuée de tout sens de respect, à un degré qui dépasse celui de la philosophie républicaine la plus avancée. Roi ou paysan, peu lui importe qui elle taquine. Chaque pas de sa marche rapide et mécanique, chacune de ses poses si décidées, traduit son parfait égotisme, sa complète indépendance et confiance en soi, sa conviction que le monde n'est fait que pour les mouches. Levez la main pour la chasser : elle s'envole et se pose au dos de votre main. Impossible de lui faire peur, de la gouverner, de la persuader

ou la convaincre : sur toutes choses elle a son opinion certaine, opinion qui n'est point sotte, et se rapporte bien à ses propres fins. Nulle tâche, nul instinct tyrannique ne l'obligent. Le ver de terre a ses trous à creuser, l'abeille a ses récoltes et ses constructions, l'araignée sa toile, la fourmi ses trésors et ses comptes. Auprès d'elle toutes ces bêtes sont esclaves, tout au moins créatures de besognes vulgaires. Mais votre mouche, libre dans votre chambre comme dans le plein air du jardin, noire incarnation du caprice, et qui erre, explore, zigzague, quête, voltige à mille festins faciles, — de l'étalage sucré de l'épicier aux pourritures de l'arrière-cour du boucher, de la plaie sur le dos d'un cheval de fiacre à l'ordure brune sur la route, d'où le sabot du cheval la fait lever dans un bourdonnement de républicaine colère, — quelle liberté pouvez-vous comparer à la sienne ?

Et de servitude, au contraire, est-il exemple plus pitoyable que celui de votre pauvre chien de garde? Le mien, certes, est à plaindre. Il fait beau, mais j'ai ceci à écrire, et je ne puis sortir avec lui. Il est enchaîné dans la cour parce que je n'aime pas les chiens dans la maison, et le jardinier ne les aime pas dans le jardin. Il n'a rien que ses monotones et tristes pensées pour compagnie, et une troupe de ces libres mouches que, d'un mouvement de tête, il cherche toujours à attraper, toujours avec la même surprise de l'insuccès. S'il lui reste un vague espoir de sortir avec moi, lentement, d'heure en heure, cet espoir est désappointé, ou pire, brusquement éteint, changé en morne désespérance par un *non* autoritaire qu'il comprend bien. C'est sa fidélité qui scelle son destin. S'il ne gardait pas la maison, je m'en débarrasserais; il irait chasser avec quelque maître plus heureux. Mais il fait son métier de gardien ; il est sage, il est fidèle, il est misérable. Sa haute intelligence animale l'élève à ces méditatifs pouvoirs d'étonnement, de tristesse, de désir et d'affection, qui lui font sa captivité plus amère. Et pourtant, s'il fallait choisir, chien ou mouche, quel parti prendrions-nous (1)?

Nul doute possible pour Ruskin, la valeur morale de la libre mouche étant de même ordre que celle de la poussière qui vole, la dignité du chien, de même ordre, sinon de même degré que celle de l'homme, parce qu'il se connaît un devoir et s'y asservit. Point d'autre raison d'être à nos soixante ou soixante-dix années de conscience et d'activité entre deux abîmes, que l'effort par lequel nous collaborons à l'ordre éternel. A l'homme sain rien n'importe que sa tâche : son instinct, sa joie sont de s'y assujettir.

Ce n'est pas de liberté que vous avez besoin, mais de n'importe quel gîte bien à vous, où vous ayez la paix, avec de la lumière, pour y travailler, — rien d'autre. Et s'il vous fallait autre chose, ce ne serait toujours pas de la liberté, mais quelque direction, quelque enseignement,

(1) *Queen of Air*, III.

quelque critique, quelque sympathie. L'homme sans force ni caractère, incapable d'un vrai désir, est le seul qui demande à être libre. Celui-là choisit de librement manger, de librement tomber, pour finir par se maudire lui-même et mourir. La mort est le seul affranchissement qui nous soit permis; mais alors, c'est l'affranchissement absolu : permission à chaque particule du corps qui pourrit de quitter sa voisine et de ne dépendre que de soi. Vous appelez cela corruption de la chair; mais avant celle-là, il en est une autre : toute liberté est une corruption de l'esprit. Vous réclamez la liberté de penser, mais si vous n'en savez pas suffisamment pour penser, vous n'avez pas le droit de penser; et si vous en savez assez, vous n'avez pas le droit de penser de travers. Une seule pensée vous est possible, si vous avez quelque sagesse : à savoir que la liberté d'un homme est en raison géométrique de sa folie (1).

C'est ici un idéal proprement protestant, puritain, aristocratique et stoïque, celui du devoir, qui s'est exprimé avec la même véhémence impérieuse par la bouche de Carlyle, son grand prêtre de la génération précédente, et s'oppose encore une fois à l'idéal français, rationaliste, révolutionnaire, égalitaire et démocratique, celui du droit. Mais la prédication de Ruskin est humaine et claire. Il ne parle pas en Moïse solitaire sur la montagne, au-dessus des hommes, et qui reçoit du mystère, dans l'obscurité des nuées et le sillonnement de la foudre, les tables de la Loi. Il vit avec les vivans; en même temps que les âmes, il a scruté les formes, celles de l'art et de la nature. Passionnément il a médité les problèmes et les misères de son époque et de son pays, et toujours, des créatures comme des œuvres et des sociétés humaines, la beauté et la laideur, le bien et le mal lui sont apparus comme ordre et désordre, obéissance et désobéissance à une loi. Si d'un bout à l'autre de son œuvre, il affirme le devoir, ce n'est pas seulement parce que dans le devoir il sent de l'absolu, mais parce que le devoir, à ses yeux, c'est l'ordre, et que l'ordre, c'est la victoire contre les forces d'inertie et de dissolution, en d'autres termes, la vie, sa beauté et sa joie quand elle est pure et triomphante.

Ordre, c'est-à-dire discipline et cohésion des parties, leurs dévouemens et fidélités mutuelles, leur obéissance à une idée centrale. Ordre d'un cristal, dont les milliards de molécules s'orientent chacune suivant un axe, toutes ensemble suivant un axe général. Ordre d'un corps vivant dont les millions de cel-

(1) *Queen of Air.*

lules ne se développent et ne s'agencent que suivant un plan. Ordre d'une œuvre d'art dont chaque partie dépend des autres et collabore à l'expression d'une idée. Ordre d'une âme humaine, d'une âme supérieure, douée de toutes les énergies de volonté et de pensée, capable de tirer de soi la volonté nécessaire pour se maintenir et se mouvoir dans les seules directions du devoir, d'une âme ordinaire, enfin, qui, seule, indépendante, libre, suivant la formule moderne, resterait vague, vacillerait, se déformerait à tous les chocs et toutes les actions du dehors, souffrirait et languirait de son incertitude, de sa faiblesse, de son incohérence, mais qui, protégée et soutenue par son groupe, obéissant au chef qui décide ce qu'elle n'est pas capable de décider, astreinte à une règle, ordonnée enfin parce qu'elle se subordonne, trouve son caractère, sa résistance, son calme, sa rectitude et son bonheur, devient belle, par conséquent, de tous les élémens de beauté qu'a dégagés l'analyse esthétique de Ruskin.

Ces idées-là sont courantes en Angleterre. En même temps que Ruskin, après lui, d'autres ont proclamé cet idéal, aussi opposé aux révoltes, fièvres et turbulences des romantiques, qu'au pessimisme, aux frémissemens et langueurs plus modernes de la névrose. Cette conception du bien s'est exprimée par cent personnages de poèmes et de romans, stoïciens et dont la force imperturbable peut se faire douce jusqu'à la tendresse, — patiens, résistans jusqu'à l'héroïsme, sains jusqu'à la beauté, et que les disciplines morales et professionnelles marquent du plus magnifique caractère, depuis le John Halifax de Mrs Craik, depuis l'Adam Bede et le Felix Holt de George Eliot, depuis les chevaliers de Tennyson, son roi Arthur ou son sir Galahad, énergiques et calmes incarnations de l'idée de loi, de loi spirituelle (1), fondateurs de l'ordre contre les dragons et les barbares, jusqu'aux figures préférées de George Meredith, gentlemen de conscience stricte, d'esprit lucide et certain, de jeunesse intarissable et pure, ignorans de l'angoisse et de l'incertitude (2), jusqu'au David Grieve ou au Jacob Delafield de

(1) Voyez surtout l'Ode sur la mort du duc de Wellington de Tennyson :

Mourn for the man of long enduring blood
The statesman warrior, moderate, resolute
Whole in himself, a common good.

(2) Voir surtout les types de lord Romfrey, dans *Beauchamp's Career*, et de Dartrey Fenellan, dans *One of our Conquerors*.

Mrs Humphrey Ward, jusqu'aux officiers et soldats de Kipling, jusqu'à son Mac-Andrews, l'ingénieur écossais qui rêve dans la chambre de chauffe, triste, il est vrai, de toute la tristesse du calvinisme et de la vieillesse solitaire, mais qui, devant le va-et-vient régulier des machines énormes et travailleuses, leur fidélité au rythme prescrit, la tranquille exactitude de leurs mouvemens accordés, s'enthousiasme, parce que tant de force rigoureuse lui répète l'éternelle et précise loi du devoir :

They are all awa'; true beat, full power, the clanging chorus goes :
Interdependence absolute, foreseen, ordained, decreed !...
Now a'together, hear them lift their lesson, theirs an'mine,
Law, Orrder, Duty an'Restraint, Obedience, Discipline ! (1)...

Il ne s'agit pas ici d'un idéal inventé par des littérateurs et des philosophes. Cet instinct de l'ordre est dans la race. C'est de lui que procède l'orgueilleux respect de ce peuple pour ses institutions établies, ses traditions, ses coutumes, croyances et idées constituées, pour tout le passé où s'est organisée et rythmée son énergie, pour tout ce qui manifeste actuellement une autorité, pour la puissance publique, légale, et surtout les apparences de décence, de vertu et de dignité. De là encore l'admiration populaire pour les athlètes disciplinés, pour les officiers, les gentlemen, ceux-là comme ceux-ci respectés pour leur force calme, leurs gestes nets, leurs figures claires et bien rasées, leurs traits en vigueur, leurs belles statures, leur impeccable tenue. De là le dédain général pour tout ce qui est veule, vague ou déprimé, excessif ou excité, pour les gestes, les cris et les pleurs, pour tout ce qui participe de l'hystérie ou de l'insurrection, pour tout ce qui est populace. Là-dessus rappelons-nous la *Jungle* de Kipling, et ce qu'y signifie la horde des singes. Créatures de caprice et d'impulsion, passant de l'impudique culbute à la furie, puis à la panique, vantant leur république à grands cris et ne cessant pas de se quereller, méprisés des tribus fortes et sérieuses, ils sont à part dans la Jungle parce qu'ils y sont le peuple *sans loi*.

Ce sérieux sentiment de la règle est ancien en Angleterre, ses racines sont multiples ; il est d'origine germanique peut-être, d'origine protestante, c'est certain. En même temps, il signifie

(1) *Mac Andrew's Hymn*, dans *The Seven Seas*.

de vigoureuses santés, des esprits solidement équilibrés, où les idées ne surgissent pas en subites fusées lumineuses, et qui même dédaignent les idées, des nerfs paisibles dans des corps bien nourris, bref, tout ce qui s'affirme dans le type du John Bull respectable, énergique, florissant et bien sanglé dans sa redingote de chasse, tout ce qui s'oppose à la misère, la gesticulation et la fantaisie irlandaises, et que l'on trouve au moins dans les classes dominantes : aristocratie, *gentry*, clergé anglican, et leurs clientèles de fermiers, serviteurs, gardes-chasse, c'est-à-dire dans cette Angleterre officielle qui, superposée à la plèbe dégénérée, souffrante, anonyme, des journaliers agricoles, des ouvriers industriels et dissidens, a si longtemps semblé toute la nation, et dont l'Église établie, par son esprit de décorum, ses apparences de force et de calme, ses richesses, sa hiérarchie visible, satisfaisait tous les instincts. Avant la lutte contre la Révolution française, ce profond sentiment de l'ordre et de la santé s'est affirmé de deux façons : d'abord clairement, dans la pleine lumière d'une intelligence de génie, par cette théorie du traditionalisme que Burke oppose à nos Jacobins, leur montrant au fond de tout ordre social spontanément formé au cours des âges, un mystère de vie analogue à celui qui nous échappe dans les organismes de la nature, en sorte qu'on ne saurait l'altérer tout d'un coup et profondément sans mettre en danger les mystérieuses opérations de la vie, — les maudissant pour avoir touché à « ces organes d'une constitution qui changent en sociétés et en nations les séries et les collections d'individus. » Même instinctive antipathie pour le désordre et le malsain chez le populaire qui se représentait à la même époque nos révolutionnaires français comme une canaille sordide et famélique, maigres hères aux pommettes saillantes, mangeurs de grenouilles devenus frénétiques, buveurs d'eau changés en buveurs de sang, que le John Bull magnifiquement nourri de roastbeef, dévot de ses institutions, fier de son roi et de ses nobles, autant que de sa propre carrure, se promet, à coups de boxe honnête et virile, de mettre à la raison.

Au cours du XIXe siècle, tout cet idéal a beaucoup et plusieurs fois changé, en même temps que changeait la condition moyenne de l'homme, l'idéal variant toujours comme le réel dont il est une projection dans le rêve. D'abord, et pendant la plus grande partie du siècle, l'idée s'est attristée, avec le développement

énorme de la grande industrie, avec la concentration de l'humanité en des villes trop grandes et trop noires, avec l'arrivée au pouvoir de la bourgeoisie commerçante, avec le pullulement si rapide du peuple ouvrier, avec le retrait de la loi sur les blés, après quoi la société agricole ne fut plus guère qu'une survivance. Elle s'est faite plus sévère et plus religieuse aussi, cette idée, avec le progrès du protestantisme évangélique et dissident, avec la prise de plus en plus forte sur les âmes, réveillées des rustiques somnolences et repliées sur elles-mêmes par l'effort ou la souffrance, du rêve de salut et de damnation. Pour la grande *middle class* qui, à partir de 1832, est l'Angleterre, parce qu'elle produit le travail, la richesse et la force de l'Angleterre et décide sa législation, pour les hommes de cette classe prépondérante, le bien, c'est de lire la Bible tous les matins, dans la salle à manger claire d'une maison à péristyle grec, devant leurs serviteurs et leurs enfans. C'est d'aller, dans leur *gig* (1), à la chapelle (2), le dimanche, pour y chanter des hymnes. C'est de commander à beaucoup d'ouvriers, d'en être respectueusement salué, et de les payer le plus petit salaire possible. C'est d'observer le Décalogue, et surtout ces commandemens : *Tu ne voleras pas*, — *Tu ne prendras pas le nom de Dieu en vain*, — *Tu ne seras pas adultère*. C'est de travailler, travailler pour fabriquer à meilleur marché et vendre plus cher que son concurrent. Le bien, pour l'ouvrier professionnel, celui qui se respecte, c'est aussi de chanter des hymnes. C'est encore ce que, dans une phrase rendue typique et célèbre par Matthew Arnold, une mère proposait à son fils pour suprême objet de la vie, en lui montrant l'usine où travaillait le père : « Dis-toi bien qu'un jour il faut que tu sois à la tête de cette affaire-là ! » Pour le patron comme pour l'ouvrier dissident, c'est à la fois l'adoration de l'Éternel et ce culte de la « Déesse du succès, » cette *Goddess of Getting on* que Ruskin a poursuivie de si passionnés sarcasmes. Pour la plèbe anémique des *slums*, populace de journaliers qui vivent au jour le jour et dont les mornes besognes ne demandent ni apprentissage, ni pensée, le bien n'existe pas, ou le bien c'est, le soir, quand la brume est piquante dans la nuit

(1) Cabriolet. On sait que, dans la langue étrange de Carlyle, *gig people* voulait dire la bourgeoisie aisée. Il avait été frappé de la réponse d'un témoin dans un procès à la question suivante : *Was he respectable? — Yes, he kept a gig.*

(2) *Chapel*, par opposition à *Church*, signifie un temple dissident.

noire, le bon refuge du *public-house* où l'on trouve à la lumière du gaz, dans une chaude bouffée, les troubles et subites énergies de l'ivresse.

Ce fut l'œuvre de Ruskin et des penseurs et poètes contemporains, des Kingsley, des Denison Maurice, des Matthew Arnold, des Robert Browning et des Tennyson, d'avoir ressuscité le rêve d'équilibre et de belle santé humaine. On a vu ce qu'est cette morale, quelles valeurs elle pose comme prépondérantes : la vie d'abord, la divine énergie de la vie et toutes ses expressions, — non pas le savoir, non pas même l'intelligence qui peut rester intacte dans la déchéance de la volonté, mais le ton général qui fait l'allégresse de la créature, son élan d'espoir ou d'admiration, ses pouvoirs de résistance ou de patience, — toute cette vie, toutes ces forces assujetties à des disciplines qui les conservent, les assemblent et les dévouent à la vie du groupe, — déterminées, définies dans leurs contours, maintenues dans leur unité et leur direction par l'obéissance aux devoirs, et dans la plupart des cas, à des chefs reconnus. Cet idéal, qui n'a pas cessé d'être actif, ne ressemble pas à celui qui, ailleurs, donne le pas sur les vraies forces morales à l'intelligence, au savoir, au talent, à l'originalité ou la richesse de la sensibilité et de la pensée, nous faisant admirer plus qu'un homme véritable le « grand homme » qui, suivant le profond mot de Nietzsche, bien souvent n'est même pas un homme, tant son âme est en voie de dissolution, souffrante, instable, fragmentaire, réduite au caprice, incapable d'une volonté vraie, douloureuse et sensible à tout, — tant son talent est fait de maladie. Le jeune premier des drames et romans anglais populaires n'est ni un artiste ni un poète, ni même un ingénieur sorti premier d'une grande école, mais surtout un frais et bel animal, joyeux et bien dressé, à la voix cordiale, à l'œil clair, brave avec les forts, doux avec les faibles, qui se lève d'un bel élan au mot de *duty*, très différent de l'orgueilleuse créature massive et surnourrie qui remerciait le Seigneur de n'être pas comme son maigre voisin révolutionnaire et nerveux, — bien plus entraîné au travail, d'esprit certain, lucide et prompt, de volonté claire, de corps vif, élancé suivant des lignes d'agilité, de chair dense et réduite, et que l'on respecte autant parce qu'il sait obéir que parce qu'il sait commander et se commander (1).

(1) Voir le *Brushwood Boy* de Kipling.

Une telle conception du bien, malgré ce qui lui vient de la Bible, n'est pas sans élémens communs avec le paganisme héroïque de Nietzsche, puisque, tout en subordonnant la vie au devoir, elle affirme la valeur essentielle de la vie. Et cela sans contradiction : le devoir est d'ordre absolu, mais la vie est d'essence divine, et reste telle, elle-même, dans la plénitude de sa beauté, sans se dégrader ni se déformer, quand elle se rythme sur la loi de son devoir. Mais réciproquement, cette vie n'obéit rigoureusement à cette loi que si elle possède la suffisante énergie qui fera sa résistance et sa volonté. Nul homme de devoir qui ne soit d'abord véritablement un homme, capable de vouloir et d'effort constans, de résolution froide, fort contre les suggestions et les entraînemens de l'exemple, les ivresses de l'excitation, les déroutes de l'émotion subite, les morbides détentes du ton vital. Toute la morale de Ruskin pourrait se transcrire en termes de psychophysiologie. Cette science qui ne fait que naître, et que l'intransigeant idéaliste eût abominée plus que les autres, parce que son analyse démonte l'esprit pour en réduire le mystère à des mouvemens de pulpe grise ou blanche, cette science vérifie les principales intuitions ruskiniennes. Déjà elle nous apprend que la santé d'une âme, laquelle est un composé peu à peu construit et complexe, c'est la résistance de ses *synthèses*, — synthèses de sentiment, de croyance, de volonté, — son ordre durable, l'obstacle qu'elle est aux attaques du dehors, sa cohésion plus forte que les secousses d'émotion qui veulent la disloquer. D'où l'utilité des formes toutes faites et de tout ce qui les assure : prestige des traditions, plis tenaces de la coutume, grands partis pris de conviction, où l'esprit trouve ses axes, autorité des idées religieuses, de toutes les plus chargées d'énergie, parce qu'elles ouvrent à l'âme les infinis espoirs, rigide et impérieuse éducation morale, habitudes de règle, d'ordre, de discipline, d'obéissance, celles-ci nécessaires à presque tous les hommes, qui sont faibles, vagues, et vacillent, — les déterminant, leur communiquant les forces de la certitude, liant ensemble les activités de chacun pour l'orienter vers une fin précise. Et, inversement, le mal moral, pour Ruskin comme pour Nietzsche, c'est celui qui relève de la psychologie morbide, la subtile maladie qui se prend au plus profond de l'être personnel, pour le diminuer dans son énergie, dans ses pouvoirs d'attention et de volonté, pour débiliter l'élan et la joie de sa

vie, — celle qui le frappant de déchéance l'abandonne tantôt aux impulsions du dehors, tantôt aux envahissemens de l'idée fixe. C'est l'émiettement même de l'être : hésitation, instabilité du sentiment et du vouloir, impuissance et contradiction des désirs mort-nés, — toute la fatigue, toute l'anxiété, toute la tristesse irritable et l'agitation, toute l'anarchie des peuples et des époques où les âmes et les sociétés tendent à se défaire en même temps que leurs essentielles idées formatrices.

Affaissement et détente des formes et des énergies morales, voilà donc ce qu'un sûr instinct appelle *mal* en Angleterre et contre quoi tant d'œuvres sociales et religieuses sont dirigées. Faire des âmes vigoureuses, bien assemblées, et qui soient pour leur groupe des élémens de force, *make men*, faire des hommes : telle est encore la formule régnante. Ce n'est pas assez de soulager ou défendre les pauvres, de sauver les malades, ni même d'assurer à tous instruction et bien-être matériel. Rien de tout cela n'est fin véritable. Par exemple il importe plus encore de faire la guerre à l'alcoolisme, lequel peut dégrader de la belle matière humaine, qu'à la tuberculose, laquelle emporte surtout les faibles, un déchet humain. Le principe est toujours d'ajouter au nombre de ceux qui valent, de dresser les lâches, les affaissés, les vagabonds de la vie, à l'amour et l'habitude de la règle, de la tenue, de l'effort et du travail complets (*thorough*), au respect de soi-même, de leur apprendre la joie et l'espoir, de changer un *loafer* des faubourgs en laboureur et plus tard en fermier au Canada, un dégénéré en régénéré, d'assurer contre les influences de vice ou de misère l'intégrité des forces humaines, de les développer et diriger par l'éducation, de leur apprendre à se concentrer pour s'appliquer, bref d'accroître la valeur humaine, efficace, l'*efficiency* de chacun, et ce que Ruskin appelait la *quantité de vie* de la nation.

Ainsi c'est toujours le point de vue de la vie qui prévaut en Angleterre — et c'est un des secrets de ce pays — sur ceux de la logique et de la raison. Qu'importe que telle institution, coutume ou croyance soit irrationnelle? pour la juger il n'est qu'une seule question : *how does it work?* — est-elle efficace, créatrice d'ordre ou de vouloir? Les probabilités sont pour un oui. Car déjà son être assure son prestige, c'est-à-dire sa force active, et nous répond de sa raison cachée. Elle est un produit spontané de la vie apparu au cours des âges pour servir à la vie. Qui

donc oserait affirmer qu'elle n'est plus qu'une survivance? les fonctions d'un organe sont rarement évidentes. Même rudimentaire elle est encore un signe touchant du passé; elle agit en nous assemblant dans le souvenir de ce passé. Partageons, répète un Ruskin comme un Burke, la saine, l'instinctive méfiance de la foule anglaise pour les idées et les constructions d'idées; gardons-nous de qui veut analyser tout ce que nous respectons. N'allons pas nous prendre pour notre propre sujet d'expérience. La science qui dissèque la créature vivante, sans rien atteindre du secret de la vie, ne la ressuscite jamais. Au bout de l'anatomie d'un cerveau, on rencontre des fibres, des cellules, avec leurs noyaux et vacuoles : on ne rencontre pas le commencement de la conscience. Pas davantage au bout de la science totale, celle de l'univers, on ne rencontrera Dieu, que le simple sent d'instinct: seulement quelque formule vide, quelque A = A, vérité des vérités, sans doute, et fin réalisée de tout l'effort intellectuel des hommes, mais dont ils ne vivront pas. Notre grande affaire n'est pas de connaître le mécanisme de l'univers, ni de la conscience, ni du cerveau, — nous ne pouvons rien connaître jusqu'au fond, et tout émerge du mystère; — « mais, en vivant suivant l'éternelle loi, de nous faire un vigoureux cerveau, une conscience lucide, de sentir la beauté visible de l'univers et d'en être heureux. »

A ces conclusions pratiques — on dirait aujourd'hui pragmatiques — aboutit le mysticisme anglais. La vie est souffle de Dieu, et la pensée se subordonne à la vie. Une seule chose importe à l'individu : respecter et garder en soi cet esprit originel, sa véhémence et sa flamme, et pour cela suivre le commandement du devoir. Et pareillement une seule chose importe à la société : compter le plus grand nombre possible d'individus qui réussissent dans cet effort, et de leur vies fortes et dévouées composer une ardente vie totale de foi et de vouloir. De la vertu des âmes dépend l'énergie d'une société. Voilà le premier principe de ce torysme social qui cherche ses modèles dans le moyen âge, dont Carlyle est l'inventeur et que Ruskin enseigne après lui.

André Chevrillon.

POÉSIES

LA FANTAISIE

Elle est déconcertante, elle est capricieuse,
Son charme ensorcelant est souvent mensonger,
Mais ses yeux sont si doux, son pas est si léger,
Elle est si finement irrévérencieuse !...

Des dieux, elle est l'enfant adorée et joyeuse
A qui tout est permis sans crainte et sans danger
Et qui vient ici-bas renverser et changer,
Au gré de son humeur, mainte chose ennuyeuse.

Elle s'en prend aux us figés et surannés,
Aux sentimens mesquins des cœurs trop tôt fanés,
A tout ce qui pourrait s'orner d'un peu de grâce;

Elle sème, en passant, le rêve et le désir...
Mais elle est déjà loin lorsqu'on la croit saisir
Et que s'égrène encor son rire dans l'espace !

LA DANSEUSE

Le temple de Vénus s'élève, portes closes,
A l'abri des vents froids et du faune malin
Au bord de l'Archipel, sous le dôme opalin
De la nuit qui s'étend, calme, sur toutes choses.

La danseuse sacrée a caché ses seins roses
Sous les plis vaporeux de son voile de lin,
Car, devant la Déesse au regard sibyllin,
Très souple, elle se penche en de classiques poses.

Elle marche en cadence, et lève ses bras blancs,
Et tous ses mouvemens sont rythmiques et lents,
Faits pour s'harmoniser avec l'âme nocturne;

Et la Déesse rit, sans daigner se fâcher,
En la voyant, confuse et prompte, rattacher
L'étroit ruban d'argent qui retient son cothurne.

BYBLIS

Byblis, fiévreusement, marche depuis l'aurore.
Qu'est devenu Caunos, le frère bien-aimé ?
Ses cris frappent en vain le bois inanimé,
Mais elle ne veut pas désespérer encore.

« Caunos, frère chéri, toi que mon âme adore,
Pourquoi n'entendre plus ton rire accoutumé?
Notre innocent amour n'a-t-il pas désarmé
Les jalouses fureurs du faune et du centaure?... »

Or voici qu'elle arrive en des lieux inconnus.
Il fait nuit. Les cailloux déchirent ses pieds nus
Et son cœur est empli d'une indicible peine.

Soudain, les pleurs brûlans qui venaient l'aveugler
Lentement, sans arrêt, se mettent à couler...
Et Byblis par les Dieux est changée en fontaine.

LE TRIOMPHE DE PHRYNÉ

Celui qui poursuivit la Beauté souveraine,
Praxitèle, a taillé dans un marbre très blanc
La forme de Vénus-Astarté déroulant
Ses longs cheveux bouclés au doigt d'une sirène.

Le maître, pour modèle, a pris le corps troublant
De Phryné qui sourit, immobile, sereine...
Et toujours le ciseau que son génie entraîne
Dans le marbre sans tache avance, sûr et lent.

Et voici cependant que la Vénus s'achève.
Praxitèle, chassant la fatigue et le rêve,
Contemple tour à tour et son œuvre et Phryné;

Mais sur la Femme enfin son regard obstiné
S'arrête, — ayant jugé l'Image décevante,
Et qu'il n'est de Beauté que la Beauté vivante !

LA CAMPAGNE ROMAINE

(Rome, avril 1907)

La « campagna » s'étend, muette, autour de Rome
Comme une mante ouverte aux plis mystérieux
Et le soleil d'avril se lève, glorieux,
Sur l'antique cité — vaste et lointain fantôme...

C'est l'heure matinale où tout, à l'horizon,
Se détache moins net sous des gazes de brume,
Où s'en vont par troupeaux, fumans et blancs d'écume,
Les buffles du pays à la rude toison;

Où, du lac de Nemi, l'onde calme s'irise,
Telle lorsque Diane y mirait son front pur,
Et c'est l'heure où descend des forêts sur Tibur
Le souffle caressant et léger de la brise.

Mais rien ne vient répondre aux appels d'autrefois,
Car le temps a semé la mort sur son passage.
Les palais des Césars s'effritent d'âge en âge
Et des dieux oubliés nul n'entend plus les voix.

Le Latium déchu de sa splendeur païenne,
Qui n'est plus aujourd'hui que ruine et que deuil,
Que temples écroulés du faîte jusqu'au seuil,
Que souvenirs épars sur la voie Appienne.

Le Latium s'étend muet, inconsolé,
Sous la blanche lueur du soleil qui se lève
Et semble s'abîmer dans la douceur du rêve
Où rit une bacchante au torse dévoilé!

NOCTURNE

(Avril 1907)

Sereine nuit d'avril qu'argente le croissant
De la lune... Douceur de la ville apaisée
Dans un souffle d'amour tiède et frémissant...

Lourd silence qui plane au pied du Colisée...
Passé mort qui surgit encor, majestueux,
Sur un temple détruit dont la pierre est usée...

Tibre profond qui fuit le long des quais brumeux,
Qui garde le secret des choses en allées
Et qui semble un ruban fluide et sinueux...

Formes vagues, que l'ombre a lentement voilées...
Souvenirs évoqués, somptueux et divers,
Et splendeurs que le temps barbare a mutilées...

Toits, dômes et clochers... Jardins de chênes verts
Qui frissonnent au vent venu de la campagne...
Vieille Rome endormie au sein de l'univers...

Sereine nuit d'avril dont la langueur me gagne...

LE PRINTEMPS

Le vieil Hiver est mort, et Printemps va paraître
Dans une éclosion de clartés et de fleurs.
Printemps va se vêtir des plus vives couleurs,
Et veut que le soleil brille à chaque fenêtre.

Il court par les sentiers où les agneaux vont paître,
Où les petits oiseaux sifflent des airs moqueurs,
Et lance à pleines mains, dans tous les jeunes cœurs,
Les savoureux désirs des amours qui vont naître.

— Salut, bourgeons; salut, rouges fraises des bois,
Feuilles, fleurs qui semblez vous ouvrir à ma voix
Et qui donnez votre ombre à la terre ravie...

En mon être assoupi passe un frisson joyeux,
Mon cœur lassé tressaille, et j'ouvre grands mes yeux
Pour les emplir d'amour, de lumière et de vie!

NUIT D'ÉTÉ

Le jour se meurt, chargé de brises embaumées.
Tout s'estompe... Les feux du couchant sont éteints,
Laissant flotter encor les contours incertains
Des nuages, pareils à de pourpres fumées.

La caresse du vent, sur les roses charmées,
Furtivement s'attarde en baisers clandestins;
Et voici que déjà, clignant leurs yeux lointains,
Les étoiles se sont, une à une, allumées.

Sur la campagne grise et dans les airs, nul bruit
Ne vient troubler la paix du silence; la nuit
Déroule lentement ses voiles et ses gazes,

Et la lune argentée agrafe son croissant
Dans le ciel qui s'étend immense, éblouissant,
Comme un royal manteau constellé de topazes.

L'AME ÉPARSE...

Je me suis demandé souvent
Où s'en vont les âmes subtiles
Des mots, des gestes inutiles,
Des songes fous, vains ou futiles,
Du rêve illusoire et fervent;

Des heures d'amour oubliées,
Des promesses et des sermens
Dont se bercèrent les amans,
Des étreintes aux bras charmans
Par la fatigue déliées...

Car de tout ce qui vibre en nous
Je crois qu'un peu d'âme subsiste,
Tel un souvenir qui persiste
Indifférent, joyeux ou triste,
Tel un parfum tenace et doux.

Je crois que tout se manifeste
Au delà de nos faibles yeux
Dans un monde mystérieux
Et que, dans le livre des dieux,
Chaque regret s'imprime et reste!

LE BONHEUR

Qu'est-ce que le Bonheur que l'on poursuit sans trêve?
Le Bonheur inconnu, magique, décevant; —
Illusion suprême, espoir toujours vivant,
Vaste comme le monde et vague comme un rêve...

Qu'est-ce que le Bonheur? Est-ce l'amour fervent,
L'amour né d'un sourire et qu'une larme achève?
Est-ce l'humaine gloire impondérable et brève,
Ou n'est-ce qu'un fétu balayé par le vent?...

Qu'est-ce que le Bonheur? Une vaine chimère,
Une ombre, un souvenir, une joie éphémère,
La folle inanité d'un éternel désir;

C'est un roi détrôné, chassé de son domaine,
Et qui, depuis ce jour, sans sujets et sans reine,
Nous a laissé pleurer dans les bras du Plaisir!

RONDEL

Le cœur a des raisons bizarres et profondes,
Dont nul n'a deviné le secret ni la loi,
Et nul ne sait, et nul ne me dira pourquoi
Je donnerais mes jours pour ces deux nattes blondes!

Un sourire, — un regard... C'est en quelques secondes
Que l'éternel amour s'est emparé de moi.
Le cœur a des raisons bizarres et profondes,
Dont nul n'a deviné le secret ni la loi.

Subtile affinité de forces vagabondes,
Puissant, délicieux et redoutable émoi,
Attirance invincible, impérieuse foi
Qui confondit toujours les sages des vieux mondes...

Le cœur a des raisons, bizarres et profondes.

L'ADIEU

Bald fliesset zwischen meinem Herzen
Und deinen Augen die weite See.
H. Heine.

Vos rêves m'appelaient, chère, et je suis venu,
Car le hasard se plaît aux choses malaisées.
Nos deux routes se sont, pour un instant, croisées,
Et mon cœur est resté près de vous retenu.

Mais, hélas! ces deux mains que j'ai cent fois baisées,
Ces cheveux blonds, ces yeux adorés, ce sein nu,
Je les quitte pourtant, et sans avoir connu
La puissante langueur des amours épuisées...

Je les quitte ce soir, de crainte que demain,
Plus épris qu'aujourd'hui, plus lâche ou plus humain,
Dans vos bras dangereux captif je ne demeure.

Pour la dernière fois, vous m'avez fait accueil,
Et, sans me retourner, je passe votre seuil,
De crainte que l'adieu sur mes lèvres ne meure!

CŒURS...

Cœurs, premiers berceaux du rêve,
Tombes de tous les amours,
Cœurs blessés, tristes et lourds,
Cœurs qu'un idéal relève;

Cœurs légers, cœurs violens,
Chimériques ou fantasques,
Cœurs battus par les bourrasques,
Cœurs farouches ou tremblans;

Cœurs d'ombre, cœurs de mystère,
Cœurs fermes, cœurs tourmentés, —
Innombrables unités
Dont la lutte est solitaire;

Cœurs que l'on ne comprend pas,
Cœurs où nul cœur n'a su lire,
Cœurs vibrans comme une lyre,
Cœurs dédaignés et cœurs las;

Cœurs de pardon, cœurs de haine,
Dans les poitrines sans bruit,
Sans relâche, jour et nuit,
Vous rythmez la vie humaine!

LES RIDES

Légers sillons, marqués sur mes traits las de vivre,
Vous avez un poignant et douloureux passé.
Chaque jour révolu s'est en vous retracé,
Et je puis à présent vous lire comme un livre.

Ce miroir, qui jadis a connu ma beauté,
Me révèle aujourd'hui toutes vos flétrissures,
Car, tandis que mon cœur saignait de ses blessures,
Vous paraissiez, fatals, contre ma volonté.

Vous avez sur mon front mis votre dure touche
Le jour où j'ai pensé pour la première fois,
Et le doute a creusé ces rides que je vois
Barrer amèrement les deux coins de ma bouche.

Vous avez, encadrant mes regards éplorés,
O sillons, dessiné des lignes implacables,
Depuis les sombres jours, — hélas ! irrévocables, —
Où la mort m'a repris des êtres adorés.

Vous avez tout surpris de mes tendresses vaines,
Espoirs trop tôt déçus ou rêves avortés.
Mes soucis et mes maux, vous les avez comptés,
Et je retrouve en vous bonheurs, regrets et peines...

Tristes sillons, creusés jour par jour, lentement,
Le monde apprend par vous que tout s'altère et passe,
Et l'on dit que c'est Dieu lui-même qui vous trace
Comme une empreinte auguste ou comme un châtiment!

LE CIMETIÈRE DE MENTON

C'est un vieux cimetière au flanc de la colline;
Il domine la ville et regarde la mer.
Une route à lacets y conduit, et dans l'air
La poussière s'étend comme une mousseline.

— D'un côté, le vallon aux contours onduleux,
Ici, des orangers s'étageant en terrasses;
Aux fentes des rochers, de lourdes plantes grasses
Et des géraniums grimpant aux murs calleux;

La nature partout puissante et vigoureuse,
Partout le clair rayonnement d'un ciel d'azur,
L'éclat éblouissant, impitoyable et dur
Du soleil qui sourit à la terre amoureuse;

Et puis là-bas, à l'infini se prolongeant,
La Méditerranée immense, d'un bleu sombre,
Plus calme que ces lacs dont les remous sans nombre
Se frangent çà et là d'une écume d'argent.

Oui, partout la beauté, la vie heureuse et chaude,
La couleur plus intense et le rêve exprimé, —
Et la brise exhalant un souffle parfumé
Sur la mer de saphir aux reflets d'émeraude...

— Et pourtant, à mes pieds, sous mes pas incertains,
Parmi les mimosas, les jasmins et les roses,
Des marbres blancs cachant des lèvres toujours closes
Et voilant le soleil à des regards éteints...

Hélas! songer qu'ici la Mort inanimée
Fige des corps vivans dans l'éternel sommeil
Et que, sous le ciel clair de ce site vermeil,
Je vien m'agenouiller sur une tombe aimée!...

BARONNE ANTOINE DE BRIMONT.

PAYSAGES DE GRÈCE

I. — EN RADE D'ALEXANDRIE

27 juin 1906.

C'est l'exode estival des Hellènes d'Égypte vers les hôtels et les casinos de la mère patrie.

Partout, sur le pont du bateau, des femmes en toilettes claires : les unes, affalées dans la poche de toile des fauteuils-plians; les autres, plus vaillantes, accoudées au bastingage. Des bambins pendus à leurs jupes, des nourrices se promènent portant sur le bras le dernier-né d'une famille. (Les familles grecques sont volontiers nombreuses!) Des jeunes gens, aux cravates et aux chaussures trop belles, arpentent le plancher d'un pied fringant. Ils parlent très haut de leurs récens examens. Ils s'interpellent bruyamment, la plupart en français, quelques-uns en anglais, pour attester leur brillante éducation.

Sous la tente de la dunette d'arrière, les personnes tranquilles sont plongées dans la lecture du volume à couverture jaune acheté chez le libraire de la rue Chérif-Pacha : *Les Désenchantées* de Pierre Loti, ou la *Dixième Muse* de M. Georges Ohnet. Un pappas, en costume de médecin de Molière, fume un gros cigare. Personne ne songe à tourner les yeux vers Alexandrie qui disparaît à l'horizon.

Alexandrie ! Quel rêve !... Par un soir de juin comme celui-ci, voir le crépuscule descendre sur une grande ville maritime qui flamboie avec moins de magnificence dans les feux du couchant que dans l'imagination enivrée de souvenirs !...

On ne distingue plus les bâtisses du port. Seule, la blancheur des môles s'allonge dans la houle violette de la mer. Les côtes elles-mêmes se sont évanouies : elles sont si basses qu'elles se confondent avec la ligne d'écume qui cerne le rivage libyque. Et ainsi on n'aperçoit que la masse confuse des navires à l'ancre, des cheminées rouges, des carènes et des mâtures, vagues silhouettes, tellement diminuées par la distance, tellement transfigurées par les jeux des reflets, qu'on dirait, là-bas, un grand jardin mélancolique, tout plein de fleurs lumineuses, qui se balancent doucement sur les eaux.

Du côté de Cyrène, le ciel est empourpré par le vent, mais vers l'Est, il est d'un bleu vif qui se dégrade en nuances de mauve et d'améthyste. Pendant une minute, l'étendue tout entière est bleue, de ce bleu unique et merveilleux de l'Orient : couleur des étoffes légères dont s'enveloppent les femmes de fellahs, couleur des faïences peintes qui lambrissent les *mihrabs* des mosquées, bleu céleste des verroteries qui pendent en chapelet au cou des chameaux et des ânes, bleu laiteux des turquoises, qui luisent comme des gouttelettes d'azur sur les panses des buires !...

Lentement, le jardin fantastique s'efface dans les mirages alternés des bleus et des pourpres. C'est à peine un petit îlot splendide qui va sombrer sous les vagues. Au loin, l'éclair d'un phare rougeoie, une étoile s'allume. Le ciel pâli est diaphane comme une cloison de cristal... Maintenant, la place de la grande cité féerique ne se reconnaît que par un bouquet de lueurs qui agonisent : une poignée de pétales, des pivoines et des roses semées sur l'eau sombre d'un bassin !... Les lueurs suprêmes s'éteignent, et il n'y a plus rien, à perte de vue, que le bouillonnement glauque des plaines marines...

La nuit va venir : les liseurs ont déserté la dunette. Subitement incandescentes, les ampoules électriques de l'arrière n'éclairent à présent que des paquets de cordage et la grande roue dentelée du gouvernail.

Je me réfugie dans le fumoir, où des hommes attablés ont commencé des parties de poker, de domino et de jacquet. Ils s'apostrophent, se chicanent, se querellent, et les syllabes fluentes du grec moderne font un gazouillis singulier dans les gosiers rauques :

— A toi, Yani !

— Yorji, tu triches !...

Pris par la passion du jeu, ils ont les mêmes physionomies de calcul et de ruse que, la veille, derrière leurs comptoirs, ou sur le carreau de la Bourse.

Figures bénignes, avec des moustaches rébarbatives de pallikares, ils représentent les divers types d'Hellènes qui, tout à l'heure, au moment du départ, envahissaient le pont et les cabines, bloquaient les abords du bateau. C'était presque une émeute sur les quais. Des théories de parens, grossies encore par tout le contingent des amis et des connaissances, accompagnaient les partans. Des commis formaient un cortège d'honneur à leurs patrons. Des mains étaient chargées de bouquets, d'autres agitaient des mouchoirs. Tout ce monde faisait un grand embarras, dont chacun était ravi et flatté... Jusqu'au dernier coup de cloche, on n'entendit que des gens qui criaient :

— *Kalo taxidi ! Kalo taxidi !*

Et l'on s'empressait d'ajouter, en français, pour éblouir :

— Bon voyage ! Portez-vous bien !

De gros baisers claquaient sur de grosses joues déjà anémiées par les vapeurs de la moite Alexandrie. Des frères se baisaient sur la bouche, avec une simplicité antique. Car on s'aime énormément dans la ville de Cléopâtre, on y a le culte de la famille, et c'est toujours le pays des *philopators*, des *philométors* et des *philadelphes !*

En somme, les choses ont peut-être moins changé qu'on ne le pense !... Dans le salon des premières où nous voilà réunis pour le dîner, je crois reconnaître des visages, des attitudes, des habillemens que j'ai contemplés autrefois dans les livres d'archéologie, ou derrière les vitrines des musées.

Le courtier qui mange à côté de moi et qui parle avec placidité de ses spéculations sur les terrains du Caire, — c'est sûrement un Macédonien d'origine, un homme du Nord, — le Myrmidon aux yeux bleus. Ses prunelles inexpressives comme des boules d'agate, sa chevelure blonde aux boucles épaisses, son menton carré m'évoquent instantanément les effigies officielles de son royal compatriote, Alexandre. Les belles femmes brunes qui nous entourent, avec leur teint trop vif, leurs carnations trop abondantes, leurs corsages de voile mauve, leurs écharpes roses, — de ce rose laque si cher aux Orientaux, — ce sont les

sœurs vivantes des statuettes alexandrines, ces terres cuites aux polychromies un peu crues pour notre goût, d'une beauté légèrement poncive, et qui ne se sauvent d'être vulgaires qu'à force de fraîcheur et d'éclat.

Et pourtant, elles portent des toilettes ultra-modernes, tout ce qu'il y a de plus « parisien » pour l'Égypte. Leurs bijoux sont d'une facture très sobre, très européenne. Mais elles en ont trop. Les hommes eux-mêmes abusent des bagues, et, à chaque coup de leur fourchette, des rayons et des scintillemens s'échappent de leurs mains constellées de gemmes, comme les plaques d'or des icônes byzantines. Les tons violens des rubis et des émeraudes juxtaposés rappellent les rouges et les verts grossiers des bijouteries antiques. Ils ont beau faire, affecter des élégances toutes marseillaises, je sens que ces gens-là sont déguisés sous leurs vêtemens modernes.

Soudain, une apparition étrange qui semble arriver du lointain des siècles !...

Une femme passe, drapée de blanc du haut en bas. C'est par coquetterie sans doute, que cette Alexandrine porte le costume ancien des Phanariotes. Son voile de mousseline, agrafé à la naissance du cou, moule exactement l'ovale de sa tête menue, et, à la façon des Tanagréennes, elle pointe en avant son coude, d'un geste gracieux et provocant, sous le haïk de soie blanche qui se colle en mille plis au galbe de son corps. Et, comme tout ce pâle fantôme a la blancheur immaculée des marbres qui sont demeurés longtemps sous la terre, c'est une statue qui marche...

Elle a traversé le salon, sous les regards curieux qui la suivent.. Les conversations reprennent, non plus en français, comme tout à l'heure, mais en grec, cette fois, car, autour de la table, ils se sentent presque en famille. Deux jeunes Musulmans et moi nous sommes les seuls « barbares » fourvoyés dans cette agape d'Hellènes. De temps en temps, on quitte l'idiome national : des vantards content leurs gains fantastiques, des coups de bourse invraisemblables, et ils publient la nouvelle en français, afin que nul n'en ignore. C'est à qui étonnera le voisin. Certains ont étalé sur la nappe, dans des vases fournis par le maître d'hôtel, les somptueux bouquets qu'apportèrent les proches ou les commis, des bouquets trop chers, trop capiteux, attifés de fanfreluches et de rubans, comme des bouquets de

mariée, et qui suent le gros luxe des parvenus. Une intolérable odeur de jasmin et de tubéreuses sature l'atmosphère étouffante...

A l'écart, sous leurs tarbouchs écarlates, les jeunes Musulmans toisent, avec des mines dédaigneuses, tous ces *rayas*. Anciens élèves des Jésuites, ils plaisantent en français, eux aussi, ils dissertent sur l'Acropole et sur le Parthénon, car ils s'en vont, là-bas, saluer la patrie classique qu'on leur enseigna au collège.

Les dames grecques bavardent, s'épanouissent d'avance, à l'idée de parader sur les plages ou sur les terrasses des grands hôtels. Les hommes vantent les chanteuses napolitaines des cafés-concerts et des théâtres en plein vent. Il y a bien, dans le nombre, quelques valétudinaires qui s'en iront à Loutraki, sur le golfe de Corinthe, pour soigner leurs rhumatismes, ou jusqu'aux bains de Sylla, à l'autre bout de l'Eubée, pour leurs herpès. Mais la plupart doivent s'installer à Képhissia, qui est le Vichy d'Athènes, ou à Phalère qui en est le Trouville.

Au sortir de la fournaise égyptienne, ces bourgades les fascinent comme des lieux de délices, — et nous y courons, — tous, tant que nous sommes, — avec l'espérance paradoxale d'y trouver un peu d'air et d'ombrage.

Certes, il n'était que temps de fuir le Delta, enténébré par les souffles noirs du *Kamsin*, empoisonné de miasmes et de moustiques. Je l'éprouve cruellement sur le pont, où j'ai suivi les dîneurs avides de se rafraîchir au vent du large. L'Égypte encore prochaine nous envoie toujours la respiration torride de ses sables. La mer fume comme un vaste hammam, des brumes tièdes s'y déroulent. Une humidité continuelle, insupportable, se dépose sur tous les objets, transperce les vêtemens et vous liquéfie les membres.

Et, cependant, je me dis qu'il ne faut pas me plaindre. Assis sur un banc mouillé, tout en essuyant la sueur qui m'inonde, je remercie le destin propice de me faire voir la Grèce dans cette saison brûlante. J'aurai acheté par trois mois d'enfer, sous le soleil égyptien, l'avantage de la mieux goûter et peut-être de la mieux comprendre.

Je rêve à tout cela, dans le tiède brouillard nocturne...

Oui, avant mon pèlerinage en terre païenne, j'aurai subi jus-

qu'à la nausée l'atmosphère préparatoire. Ces Hellènes astucieux et bavards, dont je vois étinceler les bagues à travers la nuit, j'ai déjà suffisamment vécu avec eux pour les connaître. Je les ai rencontrés d'Alexandrie à Wadi-Halfa, au delà des Cataractes, dans tous les endroits où l'on trafique et où l'on s'engraisse de l'étranger. Et, ainsi, je n'aurai pas les ébahissemens du touriste naïf devant des âmes ou des morales qu'il ignore.

Mais, surtout, l'Égypte aura retrempé et fortifié mes yeux déshabitués depuis longtemps de la splendeur africaine. La nudité ardente des espaces désertiques aura confirmé mon goût pour les grands horizons dépouillés de toute vaine rhétorique végétale. J'aurai perçu, là-bas, dans son abstraction la plus pure, le poème naturel des lignes et des couleurs, j'aurai surpris le travail multiforme de cette géométrie éblouissante, les combinaisons et les nuances les plus instables de cette austère musique lumineuse. Le Français qui tombe brusquement dans l'aridité méridionale ne se console point, quoi qu'il dise, d'avoir perdu ses plaines et ses montagnes herbeuses, les parcs de ses châteaux, et toutes les gentillesses bocagères de son canton.

J'aurai donc ce bonheur de saisir le paysage grec à son maximum d'intensité. Nulle époque n'est plus favorable que celle-ci. L'été, c'est le midi de l'an, le midi du monde, l'instant précis où il donne tout son fruit et tout son parfum. Cela est vrai aussi des pays du Nord. Je suis sûr que les fiords de Norvège ne sont jamais si beaux qu'aux feux du soleil d'août. On s'explique mal l'erreur des gens qui, sur la foi des Cook et des Bædeker, s'obstinent à visiter l'Égypte ou la Grèce, par des ciels brumeux d'hiver, ou d'aigres ciels printaniers tout brouillés de nuages et tout grelottans de froidure. Quelle image médiocre ils doivent en rapporter! Évidemment, il en coûte une grosse fatigue d'escalader les mauvais sentiers de l'Arcadie ou du Taygète au plus fort de la canicule. Mais il faut souffrir un peu pour la beauté. Et même simplement pour bien voyager, il faut encore souffrir. Aujourd'hui, hélas! on ne veut plus prendre de peine. On ne sait plus voyager.

En vérité, c'est une dérision d'accorder quinze jours à la Grèce et de s'estimer quitte envers elle. Il ne suffit pas de traverser les pays, il faut y demeurer quelque temps, y prendre ses habitudes. Les artistes et les gens de lettres, dont l'imagination au moins se dépayse plus facilement, devraient donner l'exemple.

Combien peu y consentent! Chateaubriand lui-même, — à une époque où il n'y avait ni agences ni chemins de fer, — s'est borné à contempler la Grèce du haut de son cheval, entre Modon et le cap Sunium. Il a passé en tout quatre jours à Athènes, et il n'est monté qu'une seule fois à l'Acropole. Les admirables pages qu'il a écrites sur la plaine de Sparte et sur les frises du Parthénon ne nous laissent qu'un regret : c'est qu'il ait été si pressé !...

Que ne peut-on voyager encore, comme on faisait, voici dix-sept siècles, au temps du bon Apulée, — cet Africain de Madaure qui, d'un bout à l'autre de la Méditerranée, promena sa fantaisie de rhéteur et de dilettante amoureux d'art et de beau langage, son zèle de dévot curieux de toutes les religions ? Un Carthaginois ou un Romain de ce temps-là possédait, sans nul doute, une idée plus exacte et plus vivante de l'Orient qu'un Français d'aujourd'hui. Les voyages par mer étaient bien plus fréquens, à peu près, comme de nos jours encore, dans les Cyclades et dans l'Archipel grec. L'Empire étant partout, la distance ne comptait plus. On séjournait longuement dans les grandes villes, Athènes, Alexandrie, Éphèse, Antioche, — où l'Occidental retrouvait, avec le droit du préteur et la majesté du nom romain, une culture semblable à celle de sa patrie. On nouait, là-bas, des amitiés solides. L'hospitalité, scrupuleuse comme un devoir religieux, vous introduisait au cœur même du foyer domestique. On ne se contentait pas de flâner dans les théâtres, dans les bains, sur les agoras, on participait à la vie de ses hôtes, on devenait presque leur concitoyen.

Après un an, deux ans, on s'en allait plus loin. Et c'étaient les courses à cheval ou à pied, sous la pluie ou le soleil, par les chemins peu sûrs, — les auberges toujours infestées de vermine, mais où l'on soupait avec de joyeux marchands fertiles en histoires extraordinaires, — les attaques de brigands, les aventures d'amour, les philtres et les incantations des sorcières. Puis les leçons des rhéteurs, les spectacles olympiques, les jeux dans les stades, les liturgies dans les sanctuaires, — les étapes de l'initiation. On était chez soi dans tous les temples, on pliait le genou devant tous les dieux. Et les vérités transmises par la bouche des prêtres vous rendaient le mystère presque tangible et rattachaient notre pensée d'un jour à la tradition la plus auguste et la plus lointaine...

Alors l'homme qui avait vécu de cette vie, pouvait être véritablement un témoin pour les âges futurs. Il avait tout vu, tout étudié : les palais et les bouges, les comptoirs et les écoles, les gymnases et les théâtres, — les Temples et les Dieux.

C'est fini maintenant ! cette lenteur prudente du voyage n'est plus possible ! La vie moderne est trop fiévreuse et elle a des exigences qui excluent la sage paresse d'autrefois... Pourtant, je voudrais m'attarder en Grèce, et tenter de la voir, en rapetissant mon sujet à la mesure de mes loisirs, hélas ! encore trop parcimonieux ! Renonçons à décrire les âmes et les hommes : cela viendra peut-être plus tard. Tenons-nous-en au simple aspect de la terre, à la figure de ses ruines. La matière est encore assez belle, et, si présomptueux que cela paraisse, j'ose dire qu'elle est à peine déflorée.

En effet, — sauf la glorieuse exception de Chateaubriand, — on n'est venu ici que pour faire des fouilles, prononcer des prières sur l'Acropole, formuler des théories esthétiques et sociales ou les réfuter. On débarquait, l'esprit tellement offusqué d'idées préconçues, tellement écrasé de science et de littérature, qu'on en était aveugle devant la réalité des choses. La poursuite d'un passé insaisissable faisait négliger le présent. On s'évertuait à reconstruire, avec de maigres débris, l'image de la beauté grecque, et l'on se battait les flancs pour s'extasier sur ce qui n'exista jamais. Ou bien, on a conçu de la mauvaise humeur devant le peu qui reste de cette beauté et la singularité d'un art qui ne ressemble point au nôtre, — et l'on a crié très haut sa déception. La pâle lumière des livres a éteint, pour presque tous les yeux, l'éclatant soleil qui prête aux ruines elles-mêmes une vie toujours jeune et qui fait palpiter les grands paysages comme aux jours antiques. De grâce, laissons dormir Sophocle et Euripide : oublions Schliemann et Ottfried Müller, n'invoquons point les héros des Thermopyles et croyons que l'atelier de Phidias est à jamais clos pour nous. Ce que nous en savons de positif n'est que de l'érudition morte, impuissante à ranimer l'histoire. Mais il doit y avoir des matins radieux sur les montagnes de Phigalie, des midis tout blancs sur la plaine de Thèbes, des soirs lourds de volupté sur Nauplie et Corinthe. C'est cela que je voudrais regarder.

Allons-y bonnement, simplement, avec des yeux candides qui ne cherchent que la vérité des couleurs et des formes, sans

refréner pour cela nos enthousiasmes de Barbares. La poésie fait partie de la réalité grecque contemporaine. L'en dépouiller, c'est la mutiler. Il faut considérer dans un pays ou dans un homme tout ce que la reconnaissance ou l'admiration leur ont ajouté. Cette sympathie amoureuse qu'on leur témoigna et qu'ils ont su provoquer leur a permis de s'exprimer complètement. On ne peut pas juger avec justice un Napoléon en écartant sa légende. De même, avant d'aborder en Grèce, une certaine ferveur lyrique est nécessaire.

Que cette ferveur me sera facile, et comme je me sens prêt à l'aimer, cette Grèce ardente, moi qui, dans ma Lorraine natale, ai consumé toute une enfance maussade à rêver du soleil derrière un poêle ! Ma vraie patrie, c'est le double rivage de la Mer Latine. Ma fantaisie s'y échappait déjà, lorsque, à huit ans, je feuilletais les estampes du *Tour du Monde*, qui me révélaient l'Espagne et ses cathédrales, l'Afrique, le désert, les profondeurs vermeilles... D'instinct, mon cœur se précipite vers les terres heureuses qui, durant tant de siècles, fascinèrent l'âme inquiète des Francs, depuis les Croisades jusqu'à l'Expédition d'Égypte. Leurs villes m'accueillent, j'y entre sans embarras ni surprise, je comprends leur langage, j'y suis chez moi; Alger, Séville, Valence ont des carrefours et des terrasses, où le bruit de mes pas éveille des échos familiers et où je reviens, de saison en saison, m'asseoir à ma place, dans l'enchantement des musiques et des clairs de lune... Éternelle magie de la Méditerranée! Échelles du Levant et du Ponent! Vos ports, dans les levers de l'aube, et les couchers de soleil, m'offrirent les mêmes fêtes de lumière qu'à Claude le Lorrain, mon arrière-parent! Marseille avec ses rochers arides, Stamboul avec sa Corne d'Or furent les lieux où j'ai le plus ardemment souhaité que la splendeur changeante des formes se fixât et que la figure du monde fût éternelle !

Ceux qui prirent de la Grèce une idée d'après les livres, ou qui ne la voient qu'à travers des pages d'esthétique, ceux-là ne se persuadent point qu'elle puisse ressembler à ces prestigieuses voisines. Il importe qu'elle soit un miracle, un phénomène qui ne se rattache à rien. Ils s'inventent une Grèce de marbre blanc. Mais, d'abord, ce marbre-là, ce n'est pas celui de nos musées qui reste inerte et froid, dans une pénombre perpétuelle. C'est un marbre qui vibre et qui se colore, comme une chair, au choc animateur du soleil. Et puis, cela même n'est pas toute la

vérité! Je devine, par delà la Grèce des marbres, une autre Grèce plus éclatante et plus chaude!...

Il est minuit. Tout le monde dort sur le pont.

Avant de descendre dans la moiteur tiède des cabines, j'aspire une dernière bouffée d'air salin. La nuit, épanouie en myriades d'étoiles, semble éclore comme un printemps céleste aux floraisons débordantes. Au-dessus du navire, une voie lactée fabuleuse suspend ses grappes de clartés, et l'on dirait un immense berceau d'orangers et de lilas blancs dressé, là-haut, pour des noces divines !...

***

Le surlendemain, dans des tourbillons de poussière jaune soulevés par le mistral, nous longeons les côtes de l'Attique. Elles sont vraiment laides sous la lumière crue de midi, et le halo livide qui les enveloppe les fait paraître plus âpres et plus décharnées... Tout à coup, en entrant dans la baie de Phalère, un battement de cœur m'oppresse. Du côté d'Athènes, une roche vient de surgir, au sommet de laquelle se tord une flamme blanche, sous les coups de la rafale... Hélas! ce n'est que le Lycabette avec la chapelle de Saint-Georges!

Puis, peu à peu, à force de chercher et de tendre mon regard, je finis par découvrir un monticule, vague profil qui tremble dans le vent. Le Parthénon est là, une tache blanche, quelque chose comme un petit tas de chaux qui se distingue à peine, entre la colline du Stade et le mont des Muses, où se dresse, triomphal et de toutes parts visible, le monument de Philopappos, roi détrôné de Commagène!

II. — LES SOIRS SUR L'ACROPOLE

Pendant deux mois, j'ai eu presque constamment devant les yeux la citadelle d'Athènes, avec sa couronne de temples et de murailles. De mon hôtel de Phalère, je la saluais chaque matin. Le Parthénon, encore simplifié par la distance, m'apparaissait comme une épure un peu sèche dessinée sur le fond mat du ciel.

C'est l'heure ingrate pour lui. Il ne se montre en gloire qu'à

la première pointe de l'aube et surtout au couchant, lorsque la lumière qui se décompose le revêt de colorations plus nombreuses, plus suaves et plus splendides que les polychromies effacées de ses colonnes et de ses frises. A cette heure-là, j'ai contemplé l'Acropole sous tous ses angles, — de tous les endroits où les lignes mutilées de ses ruines s'ordonnent avec le plus de magnificence : sur l'esplanade du Théseion, sur la colline du Pnyx au pied du monument de Philopappos, sous les architraves rompues du temple de Jupiter Olympien, ou tout prosaïquement, comme les bourgeois de la ville, sur les terrasses du *Zappion* et du *Syntagma*.

Cependant, aucun de ces lieux ne me plaisait autant que le *Café du philosophe Socrate* qui est à mi-côte de la Colline sacrée. Je n'apercevais de là que le fronton ébréché du Parthénon, — lourd triangle d'or écrasé sous les pourpres du soir, — et les arches trapues du théâtre d'Hérode Atticus. Mais la silhouette aérienne de la Victoire Aptère, élancée au-dessus des masses architecturales, y prenait toute sa grâce et tout son envol triomphal.

Il n'y avait jamais beaucoup de monde autour des tables disséminées le long de la route : deux ou trois employés qui s'éternisaient sur leur verre de raki, quelquefois un soldat avec son amoureuse. Le soleil descendait derrière l'Hélicon formidable, et, quand mes yeux étaient las d'épier les splendeurs changeantes de la Victoire, je goûtais une douceur de solitude et une mélancolie pareilles à celles de nos petites villes méridionales au crépuscule. A l'extrémité de la route, sur la dépression qui sépare le Mouseion de la colline du Pnyx, la chapelle de Saint-Démétrios, avec sa cloche minuscule, me semblait puérile et charmante comme un ermitage dans une toile de primitif italien. De chaque côté, deux longs cyprès dépassaient un peu l'échancrure qui s'ouvre sur le golfe de Salamine, et leurs dernières branches se doraient encore, dans la nuit tombante..

*
* *

L'impression la plus étonnante que l'on reçoive de l'Acropole c'est sans doute, par un soir de juin ou de juillet, en sortant de la gare du Pirée, à l'entrée de la rue d'Athéna.

Au fond de l'avenue toute droite, où s'espacent les ballons

des lampes électriques, à travers les poussières voltigeantes, parmi les odeurs des crottins et des ruisseaux stagnans, une immense muraille violette a surgi. On croirait voir fumer un bûcher colossal. Les brumes transparentes qui l'enveloppent font songer à un écroulement de nuées chimériques, dans un ciel du Tiépolo. Au sommet, le portique jauni de l'Erectheion, avec ses grêles colonnes, s'amenuise mignardement comme un peti tabernacle portatif. Mais les pièces de bois des échafaudages accotés au rempart émergent et luisent, tels des obélisques de bronze sur la corniche d'un palais.

Ce mur énorme et fantastique, qui barre l'horizon et qui a l'air d'être maçonné avec des pierres précieuses, est un des spectacles les plus étranges et les plus grandioses que l'Athènes moderne puisse offrir.

On marche, et l'illusion, bien loin de se dissiper, semble grandir.

Cependant, l'ambiance est plutôt fâcheuse pour les personnes non averties. Ce boulevard rectiligne qui s'annonce d'abord si pompeusement est bordé de bâtisses communes et envahi par de sordides négoces. L'ignominie spéciale des officines de *bakals* se traduit par des effluves nauséabonds de basses épiceries et de comestibles en travail. Des plaques grouillantes de mouches recouvrent les tables des cabarets et, par les fenêtres ouvertes des *xénodochions* à punaises, de lamentables rideaux étalent leur misère prétentieuse. Sur le seuil des boucheries, au milieu du trottoir, on égorge les moutons : le sang coule dans le caniveau...

Comment ces laideurs et ces pauvretés s'harmonisent-elles avec l'invincible beauté qui rayonne là-bas, par-dessus les masures de la vieille ville?... On ne sait trop, mais cela s'arrange et se compose sans effort. La chaude atmosphère étouffe les relens d'animalité humaine, et toutes les choses s'apparentent et se fondent dans une égale intensité lumineuse. Les reflets vermeils qui fleurissent les métopes des temples sont les mêmes qui colorent les tas d'oranges et d'aubergines sur les éventaires des marchands de légumes. Tout se tient. A cette roche éblouissante et âpre de l'Acropole il faut le hâle et la poussière, le jour cru et le cadre débraillé de cette rue levantine! Elle serait déplaisante dans le décor trop fin d'une de nos avenues parisiennes.

Ne faisons pas les dégoûtés! Acceptons même les saignées de moutons sur le trottoir, en songeant qu'aux Panathénées, on égorgeait des taureaux avec aussi peu de cérémonie. Hypnotisés que nous sommes par nos idées littéraires, nous ne voulons pas nous rappeler que les fêtes antiques comportaient tout un programme de boucherie et de cuisine populaire, dont nos délicatesses eussent cruellement souffert. Les nobles draperies des spondophores nous font oublier la guenille et la pouillerie réelles de ces temps héroïques. Il est inutile d'aller les rechercher dans Aristophane : il n'y a qu'à considérer et à respirer la rue d'Athèna, avec le stoïcisme de l'historien et du critique, à qui rien de ce qui fut grec ne doit rester étranger.

Pour moi, j'avoue mon faible : cette animation vulgaire me réjouit. J'aime que le chemin qui conduit au temple ruiné de la protectrice des artisans, — de l'Ergané industrieuse, — soit encore tout rempli d'une rumeur ouvrière et commerçante, et que l'activité des vivans rende toujours témoignage à l'exemple et aux enseignemens que la Déesse donna jadis.

Au tournant de la rue d'Hermès, le décor change, mais le mouvement et la vie se perpétuent. On dirait presque un faubourg de sous-préfecture provençale : auberges crottées, boutiques de bourreliers et de maréchaux ferrans! Cela sent le cuir, l'écurie, le vin résiné et les fritures à l'huile d'olive. Des carrioles peinturlurées à la mode sicilienne stationnent, les brancards en l'air, devant les portes des cours. Çà et là, des paysans passent, les hanches ondulantes sous leurs fustanelles de toile, dont les plis empesés et réguliers rappellent les chitôns rigides de leurs lointains ancêtres, tels que les représenta la statuaire archaïque...

Et, tout à coup, sur une butte sablonneuse, le Théseion apparaît... Quelle déception devant cet édifice à peu près intact, — échantillon certain de l'art hellénique à sa plus brillante époque! On le dirait construit, comme le palais du roi Georges, par un architecte bavarois. On a beau se provoquer à l'admiration, on ne lui découvre pas d'autre mérite que la correction pesante d'un thème grec sans fautes.

Mais les alentours sont amusans. Il y a des guinguettes et des théâtres, voire une apparence de square avec un bassin. Les tables et les chaises des estaminets encombrent tout le

terre-plein. On boit le raki, on cause, on discute politique. Plus loin, on joue aux boules. La grosse chaleur est tombée, des bouffées d'air vif arrivent du Parnès, et c'est la détente qui suit l'oppression des jours caniculaires, la gaîté soudaine qui ranime les rues et les places engourdies de soleil, à l'heure où l'on prend le frais.

Cependant, une présence radieuse se fait sentir à travers tout l'espace, répand de la beauté sur cette liesse faubourienne et cette esplanade de pauvres : la roche dominatrice de l'Acropole, le mur d'améthyste et de cuivre rouge, où se reflète, en cette minute, l'embrasement suprême du couchant !

Elle vous fascine. On se hâte vers elle, — et l'on s'engage sur la route poudreuse qui s'intitule pompeusement Boulevard de l'Apôtre-Paul. On longe les escarpemens de l'Aréopage, — et, subitement, c'est comme si l'on pénétrait dans un autre monde.

Partout des tranchées, des excavations, des racines de murailles, des citernes béantes, toute la tristesse de la ruine travaillée par la science ! Les pierres sont en place, l'ordonnance des petites maisons exhumées est aussi nette que sur un plan. C'est aligné et propre comme une bibliothèque. L'éclairage même est terne, car, en cet endroit, les feux du crépuscule sont interceptés par les collines du Pnyx et des Muses. La dureté des premiers plans, les tons rêches des rocailles et des terrains arides exagèrent encore l'aspect rechigné de ce lieu scolaire.

Et puis on monte !... Bientôt, le haut de la citadelle se dégage, et le pinacle du grand temple frappé par toutes les flèches d'or de la lumière finissante.

Lorsque, pour la première fois, je le vis ainsi de tout près, j'eus le même battement de cœur qu'au matin de mon arrivée, en rade de Phalère. Vraiment, je le reconnaissais. Je me disais : C'est lui ! Il est bien tel que je l'imaginais, collégien penché sur mes livres, dans l'atmosphère empestée des salles d'études ! Ma longue attente n'a pas été trompée ! Enfin ! j'allais le toucher ! Il était là, réel, et ce brillant été, c'était celui de l'Attique !...

Par-dessus les rousseurs et les pourpres de la roche séculaire, le portique tout blanc des Propylées planait avec une douceur sereine. Les colonnes doriques projetaient de grandes ombres violettes contre les parois du vestibule. De l'or fluide

glissait le long des cannelures, et cette caresse magnifique du soleil agonisant semblait faire palpiter les beaux torses d'une vie légère et divine. Plus haut encore, la châsse immaculée de la Victoire Aptère siégeait en plein azur. Les contours délicats se voilaient à peine d'une vapeur mauve imperceptible, et, sous l'architrave ciselé comme un coffret d'ivoire, les doubles volutes des chapiteaux ioniques se teignaient du rose vivant des conques et des coquillages marins. Et tout cet ensemble s'enlevait sur un ciel d'un bleu miraculeux, ce bleu dense, éther incorruptible et comme supra-terrestre, qui, dans le tableau d'Ingres, baigne l'apothéose d'Homère.

La basse réalité expire au seuil de cette porte. Voici l'arche qui s'ouvre sur le monde idéal. C'est la scène immuable où l'on voudrait placer les plus nobles tragédies. Pour créer cette merveille et transfigurer cette roche stérile, il a suffi de quelques lignes pures et des jeux instables de la lumière.

Mais si l'on détourne les yeux de la citadelle et des frontons sacrés, immédiatement le mirage s'évanouit.

Athènes « la pierreuse » est en bas. Si différente qu'elle soit de la ville ancienne, il est probable que son cadre de plaines et de montagnes ne s'est guère modifié depuis le temps de Périclès. La campagne avoisinante est tout à fait dépourvue de grâce. Le gris des oliviers rampe comme une mince fumée sur les champs couleur de terre de Sienne, ou jaune pâle, jaune de poussière. Au milieu, les maisons blanches des nouveaux quartiers, et de loin en loin, les quenouilles brûlées de quelques cyprès. C'est médiocre et plat comme une fresque pompéienne aux tons passés et criards... Mais sur cet horizon ingrat, il y a le resplendissement de la Colline Sainte.

Arrêtons-nous pour en jouir ! Ce bloc de pierre, qui gît en face de la porte extérieure, est un siège propice à la contemplation. A ma droite, au-dessus de l'Odéon d'Hérode Atticus, un pilier solitaire se dresse, éclatant et svelte, comme un chandelier d'or...

Je regarde, j'essaie de ramasser en un coup d'œil tout le détail de la ruine, et, involontairement, je fais effort pour raccorder ce que je vois avec mes souvenirs anciens. Plusieurs choses me déroutent.

Ce piédestal démesuré, aussi haut qu'une tour, où se pava-

nait autrefois la statue de Marcus Agrippa, et dont la carrure trapue écrase la Victoire Aptère qui lui fait pendant, ce trophée romain, un peu sot en son enflure officielle, se confondait, dans les photographies et les gravures qui m'ont enseigné l'Acropole, avec la masse de la Pinacothèque, sa voisine. Je ne l'avais pas prévu. Et je sais que, là-haut, dans l'enceinte de la Déesse, on a dégagé les fondemens de l'Hécatompédon et aussi ceux du palais d'Erechthée. La physionomie de la citadelle s'est profondément modifiée depuis un siècle. Si Chateaubriand pouvait s'y promener encore, il ne s'y retrouverait plus. D'année en année, les changemens s'accusent davantage, et quand on revient après quatre ou cinq ans, on doit éprouver des surprises quelquefois douloureuses.

J'entends bien que ces bouleversemens sont utiles à la science, mais la beauté en souffre, et, peut-être autant, la vérité que l'on vient chercher ici. En somme, le résultat de tous ces travaux est de transformer cette petite colline en une sorte de laboratoire archéologique : cela devient une succursale de l'École des Hautes-Études. C'est à cette condition, je le veux bien, qu'on vérifie les textes, qu'on précise les dates, qu'on éclaircit les questions d'origines; mais, en revanche, on aboutit avec cette méthode à tout mettre sur le même plan, — un tas de pierres et le chef-d'œuvre de la Victoire, — à rendre contemporains pour nous des monumens qui ne l'étaient pas, enfin à juxtaposer des motifs architectoniques nullement destinés à composer un ensemble. De là des fautes de goût. On comprend trop, devant ces chantiers de construction qui se sont formés sur les vestiges du passé, que l'art et la science ne se proposent pas le même but.

Si celui de la science est la vérité historique, il faut convenir encore qu'elle y atteint médiocrement. De bonne foi, peut-on se flatter, avec l'image très incomplète que l'archéologie nous en offre aujourd'hui, de ressusciter le Parthénon du ve siècle? Le peu qu'elle a fait est moins propre à satisfaire l'esprit qu'à l'égarer. Regardons plutôt ces rangées de colonnes tronquées qui sont sous nos yeux, et dont quelques-unes ont été raccommodées avec des crampons de fer : ce débris factice, voilà pour nous les Propylées ! Nous aurons beau mettre à contribution les auteurs anciens et les archéologues modernes, nous n'arriverons jamais à soupçonner ce qu'elles ont pu être dans

leur intégrité. La moindre erreur de calcul peut défigurer jusqu'au grotesque le style et le caractère d'un édifice. Le pire, en cette matière, c'est que l'imagination, amorcée par une pâture toujours insuffisante, travaille à faux et se perd en divagations.

Rien de plus perfide, au fond, que la ruine restaurée, la ruine artificielle, produit de l'archéologie. Déjà, à Thimgad, je m'étais inquiété, sans oser le dire, devant ces belles rues trop bien alignées, ces maisons trop bien rebâties pour être *vraies*. L'érudition réussit peut-être à remettre en place, elle est impuissante à recréer. Trop d'élémens lui manquent : l'âme d'abord, ce qui fut la vie d'un art ou d'une époque. Mais il ne faut pas lui demander l'impossible. Quand il ne lui manquerait que cette collaboration obscure que le milieu, les circonstances, le hasard même ont prêtée à l'artiste, c'en serait assez pour exciter notre défiance.

Ne nous laissons donc point aller à une illusion trop séduisante. Renonçons une fois de plus à deviner le profil architectural qui occupait ce coin de ciel, voilà vingt-trois siècles. Il faut nous résigner à ne pas savoir. La science, en cernant le problème plus strictement, nous aura du moins rendu le service de nous montrer qu'il est vain d'en espérer la solution.

Nous avons d'ailleurs de quoi nous consoler ! Ces ruines énigmatiques conservent une beauté qui triomphe de tout. Ni le temps, ni les dévastations des guerres, ni le zèle maladroit des savans n'y font rien. Il n'y aurait plus là-haut que les murailles croulantes de l'Acropole, que ce serait beau encore, beau peut-être par la grandeur des souvenirs, mais plus beau incomparablement par les pompes de lumière que le soleil y célèbre tous les matins et tous les soirs.

Le soleil est couché maintenant. La féerie lumineuse s'est éteinte. Un peu de rose s'attarde encore sur les frises de la Victoire Aptère, et j'en emplis mes yeux, avant de redescendre vers la ville...

*
* *

Longtemps j'ai rôdé autour de l'Acropole, sans y entrer. Je pensais que l'attente augmenterait mon plaisir, et, — s'il faut tout avouer, — j'avais peur que ces vieilles pierres, qui m'en

chantaient de loin, ne me parussent plus, à dix pas, aussi extraordinaires.

Après la sieste, j'allais fréquemment au Zappion, où je pouvais tout à mon aise le regarder et prolonger fort tard la jouissance du spectacle.

Le Zappion proprement dit est une grande bâtisse de style néo-grec, qui sert de lieu d'exposition permanent. On l'appelle ainsi du nom de ses fondateurs, les frères Zappas, qui méritent, de ce chef, une place d'honneur parmi les évergètes de la moderne Hellade. Ce n'est pas que ce palais de l'Industrie, dont ils ont fait cadeau à leurs compatriotes, soit précisément une merveille architecturale. Pourtant, c'est un des mieux réussis d'Athènes. Mais, autour de ce palais, il y a un jardin public qui est fort agréable en été et qui est charmant par ses perspectives sur la campagne et sur la ville. Je concède que les ombrages en sont médiocres, les plates-bandes assez pauvrement fleuries et qu'il y a, de-ci de-là, des statues à faire frémir (il en est de françaises dans le nombre). Quand on a envie de se reposer et que la chaleur est accablante, on ne prend pas garde à tout cela. On bénit la reine Amélie d'avoir donné le bon exemple à ses sujets, en plantant quelques arbres derrière le Palais-Royal et commencé, pour ainsi dire, ce jardin. On s'installe à l'angle du Zappion, sur la terrasse où sont les cafés, — et l'on se délecte de la vue admirable.

En face, il y a bien une échappée assez laide sur la route de Phalère, mais on a l'Hymette à sa droite, — l'Hymette qui, à cette heure-là, est complètement rose, d'un rose vif et cristallin de groseilles fraîches. Au pied, c'est le lit à demi desséché de l'Ilissos, et, sur la berge opposée, une butte maigre, d'un brun argileux, où de petites maisons blanches, rouges, violettes, papillotent avec la même crudité de tons que dans une toile impressionniste espagnole. Sur ce fond rude et clair, les colonnes du temple de Jupiter Olympien éclatent en un relief prodigieux. Elles sont habituellement d'un jaune orange, qui, maintenant, luit de reflets métalliques, et les acanthes colossales des chapiteaux se recourbent comme de longues palmes dorées.

Mais, à gauche, une chose déconcertante attire les yeux tout de suite. Au bout d'une allée de square, entre une double rangée de lampadaires à gaz, le bastion oriental de l'Acropole dévale d'un jet perpendiculaire parmi des entassemens de roches.

Ramassé dans sa force, le pronaos du Parthénon s'enlève sur le bleu du ciel, l'air circule dans l'espace libre des entre-colonnemens, et ce mur de marbre, ainsi découpé à jour, semble une délicate et frêle balustrade penchée sur les éblouissemens du crépuscule.

Au milieu de l'allée, des bonnes en tabliers blancs surveillent des enfans qui jouent.

Le contraste peut sembler ridicule. Mais, aperçue de cet endroit, mêlée aux scènes familières d'un jardin public, environnée de choses toutes modernes, la silhouette du vieux temple vénérable me plaît davantage que dans le vide majestueux qu'on a fait autour de lui. On sent que, malgré tout, il appartient encore à la cité, qu'il continue à vivre de sa vie et qu'il en est toujours la glorieuse couronne.

Où ce sentiment s'impose avec le plus d'évidence, c'est sur la place du Syntagma, parce que toute la vie athénienne s'y concentre.

On vient là vers quatre heures, pour causer en prenant des glaces. A partir de ce moment, l'esplanade se transforme en un véritable salon de conversation, comme au Prado de Madrid. Il y manque le luxe, les attelages de mules, les mantilles et les bijoux héréditaires. Mais Athènes n'est une capitale que de nom. Pour nous Français, c'est une charmante ville de province, où nous saluons au passage les mêmes types connus et prévus que dans un de nos chefs-lieux de département, à l'heure de la musique. Voici les fonctionnaires, les commerçans, les officiers de la garnison. Le premier ministre lui-même s'assied avec une bonhomie toute démocratique sur les chaises de paille du café *Zacharatos*. Du côté des femmes, il y a de jolies figures en grand nombre, quelques-unes fort belles. Leurs toilettes sont très simples et d'un goût irréprochable. Une dame turque, qui n'a jamais vu que des Pérotes, me dit : « Vous les trouvez simples ! C'est parce qu'elles sont pauvres !... Si elles étaient riches, elles se mettraient sur le dos tout un magasin de nouveautés, comme leurs parentes du Caire ou de Smyrne !... » J'ai honte de rapporter ces médisances féminines, moi qui ne devrais que des remerciemens aux dames athéniennes, pour avoir illuminé de leurs grands yeux noirs mes flâneries du Syntagma !...

Ce Syntagma ! on y goûte vraiment toute la paresse méditerranéenne ! Quand on arrive d'Égypte, c'est un délice d'oublier le

soleil africain et toutes les boues de l'Islam dans une ville propre et blanche, où on a l'illusion de la fraîcheur. Les gens sont courtois, de manières aisées; et comme, dans presque tous les groupes, on parle notre langue, un Français peut se croire décidément en France.

Puis, tout à coup, un vieillard passe, coiffé de la calotte rouge à gland de soie, dans ses fustanelles évasées comme une jupe de ballerine, les knémides de laine blanche aux mollets. La Grèce des Pallikares vous ramène immédiatement à celle des temps antiques. On lève la tête, et, par-dessus les terrasses des hôtels et les aiguilles des cyprès, on reconnaît sans étonnement les escarpemens farouches de la grande roche violette et les édifices sacrés dont les frontons, de partout visibles, s'exaltent dans une gloire.

On comprend mieux alors la décence, le maintien digne de cette foule, son effort constamment tendu pour rejeter loin d'elle les tares secrètes de la servitude abolie. Sur cette place du Syntagma, l'Acropole préside du haut de son piédestal plus somptueux que tous les marbres de ses temples, et, naturellement, sans y penser, on tâche de se hausser jusqu'à la noblesse d'un tel témoin. Sous l'œil des morts illustres, on rêve peut-être de redevenir encore un grand peuple.

*
* *

Enfin, par un éclatant après-midi de juillet, je me décidai à franchir la Porte Beulé, — l'entrée extérieure de l'Acropole, — et lorsque je me mis à gravir l'escalier romain qui conduit aux Propylées, je me sentais moins écrasé par la chaleur et le prodigieux amas de toutes ces pierres suspendues au-dessus de moi que sous le poids des admirations accumulées ici depuis des siècles par les foules anonymes et les voyageurs illustres. Saurais-je m'élever au niveau de tels enthousiasmes, ou, tout au moins, ne rien penser de messéant en un tel lieu?

Pourtant, les marches périlleuses de cette rampe trop roide vous préparent mal au lyrisme admiratif. Des jeunes gens les escaladent d'un pied léger. Mais les personnes mûres et quelque peu empêchées d'embonpoint, — comme l'était, sans doute, l'auteur de la *Vie de Jésus*, lors de son séjour à Athènes, — doivent souffler péniblement pendant la montée et ne se hisser

jusqu'au sommet qu'avec beaucoup d'efforts. Il est vrai que l'horizon qu'on découvre de ce premier vestibule est déjà une récompense.

On s'y attarderait volontiers à savourer le plaisir de la halte et la griserie de l'air marin, si le petit temple de la Victoire Aptère n'était à deux pas.

Invinciblement, cette fine silhouette attire le regard, éclipse tout le reste. C'est d'ici qu'elle se présente sous son angle le plus favorable. D'en bas, l'effet était déjà frappant. Cependant, les masses de constructions qui la dominent, la rapetissent encore, la font ressembler à un puéril joujou architectural qu'on aurait oublié sur le mur. Et puis, on la voit de face, sous l'aspect ramassé d'un cube de maçonnerie qui, derrière le quadruple barreau de la colonnade, a l'air d'une cage à claire-voie, — tandis que, des Propylées, on l'aperçoit de trois quarts, avec des pleins et des vides. Les lignes élégantes du portique, considérées de biais, se détachent mieux sur le fond neutre de la cella, et, à droite comme à gauche, les dernières colonnes laissent passer de grands pans d'azur. Ainsi allégée par la perspective, séparée, pour le regard, de tout ce qui l'offusque ou l'amoindrit, la Victoire prend toute sa valeur. Elle plane véritablement entre terre et ciel.

Parmi toutes les vieilles choses de l'Acropole, rien ne doit plaire davantage à notre goût moderne que ce bijou de marbre pentélique. Il flatte en nous ce que nous sommes convenus d'appeler le sens artiste et, par là, il nous apprivoise aux beautés plus sévères et plus difficilement accessibles du Parthénon. Au fond, l'antique que nous aimons, c'est celui des Alexandrins dans ses affinités plus ou moins lointaines avec un certain esthétisme contemporain. Cette charmante petite chapelle toute fleurie de molles volutes ioniques et de sculptures précieuses nous fait songer aux chefs-d'œuvre menus de l'Anthologie : elle est la sœur des Éros d'ivoire célébrés par les émules des Méléagre et des Léonidas de Tarente.

Je sais bien qu'elle ne ressemble point à ce qu'elle était, lorsqu'elle sortit des mains de Mnésiclès. Ce que j'ai sous les yeux, c'est une fausse ruine encore ! Elle est l'œuvre de trois architectes allemands qui l'ont reconstruite de fond en comble avec des débris ramassés sous l'ancien rempart des Turcs. Mais elle est peut-être mieux ainsi. La balustrade, toute en bas-reliefs

qui l'entourait, la rendait sans doute plus massive, — et les frontons superposés aux délicates frises de l'architrave lui donnaient un profil pareil à celui de tous les temples grecs connus. Or, ce que je goûte en cette chapelle, c'est qu'elle est *singulière*, qu'elle ne rappelle rien. L'assiette même en est étrange. Elle est placée obliquement sur la plate-forme qui lui sert de piédestal. Son stylobate ne tient pas au sol. On dirait qu'on l'a apportée là toute construite et qu'on l'a mise sur ses pieds, sans nul souci de la symétrie. Ainsi se complète l'image qu'on évoque immédiatement devant ce gracieux édicule de la Victoire : celle d'un oiseau arrêté, un instant, à la crête d'une roche, et qui va prendre son vol.

En réalité, il n'y a pas, dans tout l'Acropole, d'endroit plus aérien, plus ventilé, mieux fait pour le repos, que cette étroite terrasse dallée de marbre poli. Sans doute, au Parthénon, c'est beaucoup plus grandiose. Mais un sublime de cette envergure ne se supporte que quelques minutes. Les proportions énormes des blocs et tout cet appareil fastueux vous humilient : on comprend trop qu'on est un intrus, un passant misérable! A côté de la Victoire, qui n'a pas beaucoup plus que la taille humaine, on se sent davantage à son aise. J'y suis resté de longues heures, assis sur les degrés disjoints de la cella, au bord de la corniche sans garde-fou qui couronne le bastion. La gargoulette du gardien rafraîchissait, à côté de moi, sous les colonnes. De temps en temps, je buvais quelques gorgées d'eau, et, le regard errant sur le vaste paysage, j'offrais mon front en sueur au fort Zéphyr qui venait de traverser la mer et les îles aux noms immortels.

*
* *

Pour une première visite, on n'a pas le temps de prolonger cette station à la Victoire. On se hâte de revenir vers les Propylées, on veut tout voir!...

Lorsque j'arrivai au seuil de la seconde enceinte, le soleil était encore très haut, l'air brûlait. Tout à coup, ce fut une stupeur : un cercle de neige s'étendait devant moi, — et cette neige chimérique recouvrait tout le sol bosselé de la colline, nappe de givre éblouissant, immaculé et bleuâtre comme celui des hautes montagnes. A cause de la réverbération intense, on

ne distinguait que lentement, dans cette blancheur, la jonchée des marbres et les affleuremens de calcaire, d'où naissait l'illusion. Le Parthénon offrait une identique apparence neigeuse. D'abord, il paraissait tout blanc, puis, quand on y fixait ses yeux, il se fonçait des mêmes reflets bleuâtres que la terre. Des bandelettes vermeilles glissaient le long des colonnes, et tout l'édifice resplendissait comme une lourde châsse chryséléphantine. Par derrière, l'Hymette était un amoncellement de bluets...

Le bel après-midi d'été! Quel air de joie on respirait dans cet enclos paisible, où le cri furieux des dures blancheurs caniculaires s'éteignait sous la symphonie suave des bleus et des mauves! Pas un arbre! Rien que des nuances et des lignes, de pures formes rayonnantes! Et cette neige illusoire, sous l'ardent soleil, mettait la volupté de l'ombre et de la fraîcheur parmi les pierres arides.

Le premier saisissement passé, on s'oriente, on cherche où poser son regard parmi toutes les beautés qui le sollicitent. On n'ose encore s'approcher du Parthénon. On se rejette sur l'Erechteion, et l'on rôde autour du portique oriental, dont les cinq colonnes ioniques ont excité maints enthousiasmes littéraires et même d'esthétiques amours.

On les a comparées à des jeunes filles, à des fleurs à longues tiges. Toutes ces comparaisons sont justes, mais aucune ne saurait rendre les fines broderies de marbre qui enserrent les gorgerins, à la façon d'un collier et qui ajoutent à tant de perfections on ne sait quel charme de coquetterie féminine.

Sans nul doute, cette partie du monument est tout à fait hors de pair. L'avouerai-je? J'ai été moins enchanté de l'ensemble. C'est exigu, en somme, — et très compliqué. Pour un édifice aussi restreint, il y a quatre portiques, dont on s'explique mal la destination. Celui des Caryatides est, au premier abord, absolument énigmatique. Les guides nous avertissent qu'il servait à masquer un escalier, et cette excuse nous chagrine. Habitués que nous sommes à proclamer la probité absolue de l'art grec, nous admettons à regret l'emploi de ce trompe-l'œil. Il faut d'ailleurs s'empresser de reconnaître que l'Érechteion est moins un temple qu'une juxtaposition de chapelles. Chacune avait son entrée particulière, leur niveau même est différent. N'empêche! ces petites chambres accolées dérangent nos idées latines sur l'unité du plan, et cet agencement un peu laborieux de la déco-

ration extérieure nous rappelle que les Hellènes ne furent pas toujours simples, qu'ils avaient un penchant à la subtilité et qu'ils ne dédaignaient pas un certain tarabiscotage. En tout cas, l'impression de netteté, de clarté absolue que nous laissent en général les œuvres classiques, on ne l'éprouve point devant cette ruine.

Il est vrai que l'Acropole est devenue un terrain vague qui a été fouillé et refouillé par les archéologues, où l'on a remué et entassé les décombres. On poursuit, sans grand succès, les vestiges du Palais d'Erechtée, du Pandrosion, de l'Hécatompédon, du temple d'Hygie. Les pierres recouvrent les pierres, les fondations chevauchent les fondations. Ceci est romain, ceci est byzantin ou turc. Voici du grec post-médique, et voici du grec anté-médique. On s'y perd, on renonce à se faire une idée précise de quoi que ce soit.

Allons-nous en concevoir de la mauvaise humeur? Une réflexion nous rassérène tout de suite : c'est que l'état ancien des lieux nous eût tout autant déconcertés. Qu'on songe plutôt à la quantité de constructions qui s'accumulaient dans cet espace resserré : temples, palais, chapelles, calcothèque, et pinacothèque, sans parler des statues, des stèles, des citernes et des autels. C'était la confusion d'une petite ville du moyen âge étranglée entre ses murailles. Rien de tout cela n'était disposé selon notre goût. Le spectacle ne fut point préparé pour nous, et il faut en prendre notre parti.

Oui, je le crains, bien des choses nous eussent choqués dans l'Acropole de Périclès! D'abord, le manque de perspective, car il est incontestable que le Parthénon, tout mutilé qu'il est, produit aujourd'hui un effet plus imposant qu'autrefois, lorsqu'il était bloqué par le foisonnement d'édifices et d'enceintes disparus. Certaines dispositions architecturales ne nous eussent pas agréé davantage : par exemple, l'entrée de la cella qui est tournée en sens inverse des Propylées. Nous sommes un peu déçus en constatant que cette porte fastueuse ne conduisait point directement au grand Temple qui, pour nous, est le centre monumental de la citadelle.

Il y a pis. Confessons toute notre pensée, au risque d'irriter les admirateurs quand même. Je me demande avec inquiétude si le Parthénon intact ne nous eût pas déplu. Peut-être l'eussions-nous accusé de lourdeur. Involontairement, le souvenir du

Théseion nous hante, et cette masse trapue nous suggère des comparaisons désagréables. Je sais bien que le Parthénon n'est pas le Théseion, que les proportions en sont autrement heureuses. Mais n'importe! Je suis bien assuré que, s'il y avait encore un mur compact derrière ces colonnes, qui s'espacent maintenant, avec un tel relief, sur un fond de ciel, l'impression de grâce robuste et de force triomphante, que nous en recevons, serait singulièrement diminuée.

Et ces polychromies, sur lesquelles on a tant discuté, j'imagine aussi qu'elles nous eussent ménagé des surprises. Voyez plutôt celles de l'Athènes moderne, — ces colonnades pseudo-antiques qui se détachent crûment sur du rouge sang de bœuf, ces frontons barbouillés de bleu d'outremer. Les archéologues prétendent que les polychromies anciennes étaient discrètes, et que d'ailleurs l'intensité de la lumière en adoucissait l'éclat. Quel paradoxe! Bon pour une cathédrale gothique, où la violence des tons s'atténue dans la pénombre! Mais en Grèce, — sauf peut-être en plein midi, — le soleil ne fait que souligner davantage la dureté de la couleur. Les polychromies égyptiennes qui subsistent, — et qui ne différaient guère sans doute des polychromies grecques, — nous fournissent une preuve à peu près concluante. Quoique pâlies par les siècles, elles sont étrangement criardes. Les bas-reliefs coloriés de Médinet-Abou m'apparurent de loin comme des cartes à jouer clouées sur un mur. Et plus je les examinais, plus se fortifiait en moi l'opinion que j'avais prise devant les bijouteries du Musée du Caire : c'est qu'une bonne moitié, au moins, de l'art antique nous échappe. Encore une fois, cela n'a pas été fait pour nous, cela froisse notre sensibilité et notre œil accoutumés à des nuances plus savantes ou à des techniques plus raffinées.

Ainsi du reste! Comment aurions-nous trouvé l'abattoir permanent qui fonctionnait auprès du Parthénon et qui desservait l'autel d'Athéna? Car on égorgeait, on dépeçait, on rôtissait des animaux en l'honneur de la Déesse aux yeux bleus, qui avait grand appétit en ce temps-là, et qui n'était pas encore devenue un anémique symbole d'académie. Ceux qui ont assisté, dans les cérémonies musulmanes, aux sacrifices de moutons et de chameaux, sentiront mieux ce que ces tueries comportaient de répugnant. Même la procession des Panathénées eût démenti, j'en suis certain, l'idée fausse et toute livresque que nous en avons

Nous ne pouvons plus nous représenter cette procession qu'à travers les frises de Phidias, qui en sont une image tout idéale. La réalité était sûrement autre chose. Ce que je crois en deviner paraîtrait sans doute grossier ou mesquin aux personnes qui se figurent l'antiquité comme un opéra perpétuel; mais je sens, pour ma part, que j'aurais regardé cette pompe familière avec la même curiosité et la même complaisance que le cortège du Beïram dans les rues de Damas.

N'essayons donc pas de voir plus loin que nos yeux. Le passé se dérobe et, souvent, nous rebute. Prenons l'Acropole telle qu'elle est et tirons-en tout notre plaisir. Si j'ai différé le mien par ces considérations préliminaires, ce n'est pas ma faute. Ceux qui sont venus ici pour disserter uniquement sur le Beau et sur les arcanes de l'art grec m'obstruaient en quelque sorte la vue du Parthénon. Il fallait d'abord déblayer le chemin.

Le soleil décline. Il est six heures du soir. L'illusion de neige a disparu. Maintenant, le sol est rose comme un champ de bruyères. Le Parthénon semble un gigantesque reliquaire de cuivre rouge, et ses colonnes allongent par terre de grandes ombres lilas.

Je monte, en glissant, les degrés du stylobate. Pour fouler ces marbres tièdes, il faudrait être pieds nus, comme les Orientaux, ou porter leurs souples babouches. Les semelles épaisses des chaussures européennes y sont mal assurées, et rien que ce détail insignifiant vous rappelle que vous n'êtes ici qu'un étranger.

Mais sitôt qu'on a pénétré dans ce quadrilatère éblouissant, on est tellement terrassé par la majesté et la splendeur de l'ensemble qu'on en oublie son indignité. Les souvenirs déferlent en vagues tumultueuses, du fond de la mémoire, des pensées confuses et grandioses se mêlent à l'harmonie sereine des lignes, au calme rayonnement des couleurs. On hésite entre la beauté du paysage et la perfection d'un art qui s'égale à l'énormité de sa matière. On se sent tout à coup isolé du reste du monde, dans un lieu saint et magnifique. Et voici qu'à présent on s'estime davantage, comme si l'on empruntait à ces pierres augustes quelque chose de la gloire visible dont elles vous environnent.

On voudrait s'arrêter longtemps devant chaque débris, mais on pressent que la fête sera brève, autant que l'agonie du soleil.

On se hâte de recueillir dans ses yeux les colorations inouïes dont flamboient, en cette minute fugitive, les colonnes et les murs du temple.

La patine même en est merveilleuse, comme celle de toutes les ruines méridionales. Les marbres ont l'air d'être peints ou dorés de main d'homme, — et les poussières accumulées, le travail des pluies, de la lumière et du vent y ajoutent des tons invraisemblables. En ce moment, l'éclairage est d'une fantaisie extraordinaire. On dirait un de ces palais chimériques que l'imagination somptueuse d'un Gustave Moreau incrustait du haut en bas et pavait de mosaïques de pierreries. Des pans entiers semblent recouverts par des plaques d'émaux violets, des lames de bronze ou de vermeil. A l'intérieur de la cella, les peintures byzantines à demi effacées s'allument sur le plâtre des fresques, comme de brusques jets de flammes...

Les reflets pâlissent. L'arrière-plan de l'horizon est envahi par les brumes. Il est temps de se retourner vers le ciel rouge du couchant, où se découpent en noir les contours dentelés des lointains sommets. On s'avance jusqu'à la colonnade de l'Opisthodome, par l'ouverture qui devint la porte d'entrée du Parthénon transformé en église de la Mère-de-Dieu.

Soudain, entre les chambranles de ce portail qui s'écartent superbement comme les parois rocheuses d'un défilé, on voit surgir la mer et les promontoires, sur les profondeurs empourprées du crépuscule. L'ivresse de l'espace vous gagne avec une espèce de vertige intellectuel, dès qu'on a conscience de dominer tant d'histoire, du haut de ce belvédère indestructible. Ni l'Acropole de Carthage, ni la mosquée d'Omar, ni la pyramide de Chéops ne m'ont bouleversé d'une émotion pareille. Il n'y a que le Saint-Sépulcre de Jérusalem et les hauteurs du Golgotha qui l'emportent pour moi sur le sanctuaire et la colline de Pallas. On n'y découvre point « les royaumes, » — ni la mer, ni les promontoires, — mais la vision spirituelle qui s'ébauche au bord de cette Tombe, si elle pouvait se prolonger, absorberait tous les infinis!...

Pourquoi donc, entre ces colonnes païennes, rêvé-je d'une Fête-Dieu catholique, — d'une Bénédiction du Saint-Sacrement qui descendrait de ce reposoir de marbre, — un des plus sublimes du monde, — sur l'immensité glorieuse du paysage?... Les deux antiquités ne sont-elles pas réconciliées dans cette ruine qui porte, sur ses murs, des images de saintes? Ici, on est

tellement ébloui du sublime qu'on ne distingue plus, que tout vous apparaît dans le rayonnement lyrique d'un même présent !... Voici les golfes, les sommets et les îles que les poètes ont chantés : Salamine, Éleusis, l'Acro-Corinthe, le Parnasse, le Cithéron! Tout se découvre à la fois, le passé tout entier ressuscite de lui-même, sans qu'on l'appelle. Et l'on ne sait plus ce que l'on admire davantage, de la beauté du soir épandue sur ces nobles montagnes et tous ces espaces, ou du voile de poésie que les grands Hellènes ont tissé sur la face de cette terre !

Oh! non, ne regrettons pas de n'avoir pu toucher de nos mains le voile sacré de la Déesse, ce péplos brodé de figures que des jeunes filles lui apportaient, le jour de sa fête. Rien ne vaut les vivantes images qui flottent encore aujourd'hui sur le seuil de son temple !

*
* *

Je suis monté à l'Acropole, un soir de lune, avec le romantique préjugé que ce serait plus beau.

Ici, comme au Caire, pour les pyramides de Gizeh, il y a tout un service de « Clairs de lune » régulièrement organisé. On demande à l'Éphore général des antiquités un billet d'entrée pour la nuit. Mais, quand on l'obtient, on trouve que la faveur est singulièrement parcimonieuse. On a tout au plus une heure, ou une heure et demie, à se promener à travers les ruines, sous la conduite d'un gardien grognon qui préférerait dormir à cette heure-là et que les plus généreux pourboires n'adoucissent point. Le rêve, ce serait de pouvoir y rester jusqu'à l'aube, et, du haut de ce balcon incomparable, d'assister au lever du soleil.

Pour comble de disgrâce, on n'est jamais seul. Le soir où j'y montai, j'avais pour compagnons des provinciaux de passage, qui avaient obtenu l'autorisation par l'entremise de leur député. (Cela valait encore mieux, pourtant, qu'une bande de Cook!) Un pappas égyptien, extrêmement bavard, pérorait au milieu du groupe. A tout instant, il faisait de grands éclats de voix. Les autres, plus respectueux, chuchotaient dans la pénombre. Quand je croyais les avoir dépistés, je les entendais encore. Et je sentais constamment derrière moi la surveillance inquiète du gardien : on ne saurait prendre trop de précautions avec un voyageur inconnu qui vient visiter, de nuit, les antiquités.

Nous avons franchi les Propylées. Nous voici dans l'enceinte de la citadelle.

La lune épanouie bleuit la couche des marbres amoncelés qui s'enfle et s'abaisse suivant les inégalités du terrain. C'est toujours le champ de neige, étendu comme un tapis jusqu'au stylobate du Parthénon. Blancheur spectrale, l'opisthodome diffuse, dans l'air, avec une douce lueur mystérieuse, l'influence calmante et purificatrice des lieux qu'ont habités les prières. Mais ce n'est pas plus admirable qu'en plein jour, à l'heure qui précède le crépuscule.

Cependant, la voix du pappas retentit, pédagogique et autoritaire, les provinciaux me poursuivent. Je me réfugie sur le banc de jardin qui, du côté de la mer, s'adosse à la cella du Temple. Impossible de s'y recueillir, inutile d'essayer!...

Des automobiles s'essoufflent sur la route de Phalère, brillante comme un long ruban de cristal. Je distingue les lentilles rouges des fanaux et je perçois le halètement rythmique des véhicules. Au loin serpentent les cordons de gaz des casinos. Vers le vieux port de Munychie, on tire un feu d'artifice. Des trains sifflent sur la ligne du Pirée, s'entre-croisent dans le noir, comme des étoiles filantes. Des faisceaux lumineux, projetés par les cinématographes du Zappion et du Syntagma, effleurent, en tournant, les fûts des colonnes et les inondent de brusques phosphorescences. En bas, les orchestres des cafés-concerts se démènent autour du Théseion... Comment les pâles mirages du passé, l'ombre et le silence nocturnes pourraient-ils se défendre contre tous ces feux et toutes ces rumeurs de vie?...

Il serait ridicule d'en gémir. Vient-on si loin pour éprouver les mêmes émotions que devant un moulage ou une photographie, et faut-il souhaiter, autour de cette colline, la solitude morne, l'air glacial d'un musée ou d'une bibliothèque? Les invocations sur l'Acropole ne se calligraphient que dans un bon fauteuil, parmi les livres d'un cabinet de travail. Mais, en ce moment, sur ce mauvais banc de bois, on ne peut que s'amuser de l'instant qui passe. Le spectacle, si profane qu'il paraisse, ne contredit que superficiellement les sentimens de piété suggérés pas ces ruines. L'agitation de plaisir ou de négoce qui remplit cette banlieue naguère déserte, cette renaissance d'une race tombée dans la barbarie, n'est-ce pas le plus éloquent hommage qui puisse se rendre au Génie tutélaire qu'on adora sur ces hau-

teurs. En réalité, c'est lui qui renaît avec la race, et dont la sagesse triomphe de nouveau, après des siècles d'oppression et de ténèbres... Se scandalise qui voudra! J'estime que les flonflons des trombones, les fusées des feux d'artifice, le tumulte des casinos et des chemins de fer, — cette confuse clameur d'un peuple qui cherche ses voies et qui se précipite vers la vie, cela glorifie mieux Pallas-Athéné que toutes les phrases d'un Renan...

Mais le gardien, qui s'impatiente, lance des appels impératifs et nous rabat vers la sortie. A tâtons, on redescend l'escalier monumental, dont les marches glissantes se dérobent sous le pied.

Hors de l'enceinte, parmi les roches encore tièdes de la chaleur diurne, l'atmosphère paraît plus étouffante. Les chouettes de la déesse mises en émoi par la canicule poussent d'étranges cris d'amour, en se cognant contre les vieux murs. En face, sur les blocs de l'Aréopage, où les Érinnyes poursuivirent Oreste parricide, des voyous pincent des guitares et glapissent des airs napolitains défigurés. Grisés par la belle nuit, ils chantent à la lune, éperdument.

Partout, on marche sur des gens roulés dans des couvertures, qui se sont installés parmi les décombres, pour dormir. Si les portes de l'Acropole n'étaient pas fermées par les soins de l'Éphorie, toute l'Athènes populaire y ferait ses dortoirs d'été. On se coucherait, comme autrefois, sur le seuil des temples, et l'on aurait, là-haut, le merveilleux réveil que j'ai vainement espéré.

*
* *

Derrière le Parthénon, il y a un trou envahi par les pierrailles et les herbes sèches, où se tapit une bâtisse quelconque, une sorte de maison d'école sans air ni lumière : ce lieu sinistre, c'est le Musée de l'Acropole.

Quelle horreur! — et pourquoi faut-il que la vieillesse de l'art soit la proie de la science? Comme si les débris qu'on a emmagasinés dans cet étouffoir ne seraient pas cent fois mieux au grand jour du dehors! A Cherchell, j'ai vu un musée en plein air, une collection de statues installées tout simplement dans une cour, — et ce spectacle m'a rempli de joie. Les marbres réchauffés

par le soleil, palpitans de vibrations lumineuses et comme nimbés d'un halo de nacre, revivaient vraiment d'une vie familière et divine. Ici, il suffirait qu'un artiste, — un sculpteur, — s'en donnât la peine pour transformer ce chantier de démolitions qu'est l'Acropole en une magnifique terrasse peuplée de formes harmonieuses. Les Hellènes, si respectueux de tout ce qui touche à leur passé, se garderaient bien d'en rien gâter. Il n'y aurait qu'à surveiller un peu les Anglais et les Américains pour préserver ces reliques de toute dégradation sacrilège.

Aujourd'hui, quand on pénètre dans ce logis aveugle avec ses planches et ses vitrines encombrées de cailloux poudreux, on a d'abord l'impression d'entrer dans un musée géologique.

Et puis, on s'habitue au milieu, à l'atmosphère épaisse d'archéologie, — et c'est un plaisir de rencontrer là une Grèce archaïque, plus réaliste et plus vivante que la Grèce classique du ve siècle. Oh! cela n'est pas précisément transportant! Il y a même des morceaux qui sont franchement hideux, comme ce fronton, encrassé de couleur, qui représente le Typhon à trois têtes. Mais il y a aussi des fragmens de cimaise provenant de l'Hékatompédon, où se déroulent des lotus peints en rouge, des aigles et des cigognes volantes. Si ces primitives enluminures sont d'une naïveté un peu farouche, elles nous renseignent au moins sur le goût décoratif des Athéniens du vi^e siècle. Il est probable que ces rudes figures signifiaient pour eux de la beauté.

On peut en dire autant du lot de poupées qui garnissent toute une salle du fond. Leurs robes d'une complication puérile, d'une mignardise quasi barbare, avec leurs applications de broderie et leur plissage artificiel, sont peut-être des documens authentiques pour le costume d'alors. Leurs yeux japonais, leurs lèvres retroussées par un sourire conventionnel, leurs cheveux tressés et divisés en une foule de petites nattes, selon la mode espagnole du temps de Philippe IV, — tout cela compose-t-il une physionomie locale? On voudrait le croire, sans en être très sûr. Ce qu'il y a de certain, c'est que ces *Korès*, — comme on les appelle doctement, — se rapprochent beaucoup du type marseillais populaire. En tout cas, elles nous changent complètement du type classique, — qui, d'ailleurs, devait être singulièrement idéalisé.

De celui-ci il ne reste à l'Acropole qu'un nombre fort restreint de spécimens. Sauf quelques torses désorbités de leur ensemble,

tout est parti pour Londres, — et les Grecs d'aujourd'hui s'en plaignent assez amèrement. (Le rapt de la Vénus de Milo excite chez eux les mêmes colères patriotiques que l'enlèvement d'Hélène.) Traversons donc rapidement la salle des moulages qui remplacent les frontons et les frises dérobés par lord Elgin, et réservons toutes nos admirations pour les trois bas-reliefs des Victoires qui rehaussaient autrefois la balustrade de l'Athéna-Niké.

Elles ont été bien souvent décrites et reproduites, ces Victoires ! Et pourtant, on a beau les connaître, on croit en avoir la soudaine révélation. On s'assied sur la banquette fripée qui est en face, et on les contemple avidement, avec un frémissement de jouissance, à l'idée qu'on rassasie enfin ses yeux de leur présence réelle.

D'abord, elles paraissent enveloppées de gazes blondes transparentes, puis, sous l'insistance du regard, ces draperies, diaphanes comme une onde, se teignent de nuances hésitantes. La Victoire à la couronne est rose, celle à la sandale est mauve, celle au taureau est d'un pourpre tournant au violet : ce sont les pâles colorations qui naissent sur l'épiderme d'une chair rappelée à la vie. Faut-il y voir des traces de polychromie ancienne, ou la patine contractée sous la terre ? On sait seulement que, dans la peinture des bas-reliefs et des statues, les Grecs usaient d'une liberté charmante qui nous scandaliserait. Au Musée national, ne trouve-t-on pas une déesse d'Éleusis qui a des cheveux roses?...

Les déesses que voici justifient les plus hyperboliques éloges. Si elles n'ont rien de l'austère et un peu dure perfection phidienne, elles réalisent et dépassent tout ce que nous comprenons sous ce mot : la grâce. Ainsi parées par les siècles, embellies par leurs mutilations mêmes, ces souples jeunes filles, aux lignes frêles et fuyantes, ondulent, sur leurs tablettes de pierre, comme la fleur exquise d'une matière subtilisée qui va se résoudre en formes aériennes et impondérables...

*
* *

Après un long séjour à Athènes, il est naturel qu'on s'efforce de mettre un peu d'ordre dans les souvenirs et dans les idées parfois contradictoires qu'on en rapporte. J'y songeais, le der-

nier soir que je passai sur la colline des Muses, devant l'habituelle féerie du crépuscule.

Je m'étais avancé jusqu'à la tribune du Pnyx, — un simple pavement mal dégagé de la terre où il était enseveli. Quel calme et quel désert autour de cette plate-forme jadis toute bruyante de clameurs oratoires et de vociférations populaires!... A dix pas de moi, une vieille Allemande lisait le *Berliner Tagblatt*, heureuse de se mettre au frais pour sa lecture. A nous deux, nous étions tout le public. Sur le versant occidental qui s'incline vers la route du Pirée, rien que des herbes brûlées et des éboulis de rocailles. Un troupeau d'ânes poursuivi par son berger galopait dans les décombres. En bas, des terrains vagues, avec des maisons d'ouvriers et des cabarets, d'où montait une ritournelle nasillarde de graphophone..

Mais de l'autre côté, — surplombant les escarpemens bleuâtres de l'Aréopage, — le rocher de l'Acropole rassemblait, en un prodigieux bouquet de couleurs, les reflets épars du crépuscule. Gris perle à la base, il se teintait progressivement de lilas et de violet sombre, moiré par places de grandes taches glauques pareilles à ces ombres céruléennes qui tournoient dans le vert livide des mers houleuses. Au-dessus du théâtre d'Hérode Atticus, une coulée rouge, or et mauve se précipitait comme un torrent de lave le long du rempart. Les colonnes des temples étaient striées de cannelures roses, et, entre les deux masses cuivrées du Parthénon et de la Pinacothèque, éclatait la symphonie en blanc majeur des Propylées et de la Victoire.

Ici, c'est un perpétuel contraste de fraîcheur éblouissante et de sèche aridité, de pauvreté et de magnificence. Cette citadelle elle-même qui resplendit, en ce moment, d'une telle suavité, je l'ai surprise fréquemment dans toute l'ingratitude de ses pires aspects. Je l'ai vue triste, poussiéreuse, hérissée comme un *bordj* arabe sur un monticule de sable jaune. Et je me rappelle les petites révoltes de mon goût déçu à propos d'une ruine ou d'un morceau de sculpture. Ces œuvres antiques sont d'une valeur très inégale, et l'inconvénient de l'archéologie (qui est, dans ce pays, notre seul guide), c'est de tout mettre sur le même plan.

Mais le problème de l'art grec ne peut pas m'intéresser, puisque je n'ai pas en main les élémens complets de sa solution. Écartons cette question oiseuse et bornons-nous à nous

demander : « Ce que j'ai vu est-il si étonnant que cela ? Ne me suis-je pas excité volontairement l'imagination?... »

Eh bien, non ! Cette ville, — prise en bloc, — est vraiment une chose unique au monde, moins peut-être par ses ruines que par son ciel et surtout par le site extraordinaire qu'elle occupe. Le rocher que j'ai sous les yeux, avec ses grandes surfaces lisses, ses portiques et ses frontons de marbre, est un colossal miroir dressé au centre d'une vaste plaine inondée de clarté, comme pour en capter toute l'opulence lumineuse. Le secret de son prestige est là. En somme, le coup de génie pour un Phidias, ç'a été d'obéir aux indications de la nature. Il a senti qu'il y avait dans cette roche, déjà consacrée par la religion, un piédestal tout préparé pour un chef-d'œuvre. Le chef-d'œuvre réalisé, ce fut la rencontre d'un grand artiste et d'un grand paysage.

Et c'est pour cela qu'il est absurde de séparer le Parthénon de son cadre. Descendez-le de sa colline, ôtez-lui les jeux de la lumière, l'atmosphère brillante et ventilée où il s'épanouit, le voilà presque rabaissé au niveau du Théseion. Tel qu'il est, au contraire, il surgit comme un étrange phare qui recueillerait tous les rayons et tous les reflets des matins et des soirs, pour les répandre en une changeante et brève illumination sur les montagnes et sur la mer...

Cela, c'est la grande beauté d'Athènes ; tout le reste n'est que de l'esthétisme, ou de la curiosité.

LOUIS BERTRAND.

REVUE LITTÉRAIRE

LA JEANNE D'ARC DE M. ANATOLE FRANCE

Poètes, romanciers, dramaturges se sont maintes fois essayés à tirer de la vie de Jeanne d'Arc un sujet de poème, de roman, de drame. Ils y ont tous échoué et quelques-uns d'une façon lamentable ou choquante. C'est qu'une telle matière ne souffre pas d'ornemens : tout ce qu'on y ajoute pour l'embellir la dénature et la gâte. Est-ce à dire qu'elle appartienne aux seuls historiens et que le littérateur n'ait pas de droits sur elle? Non certes. Mais celui-ci devra suivre l'histoire de tout près et réduire son ambition à n'être que le plus docile des biographes. Il trouvera dans ce rôle un assez large emploi de sa littérature, puisqu'il lui faudra peindre les choses et les gens, analyser les âmes, évoquer les faits, nous suggérer la vision du réel; or, pour égaler ici la réalité, ce n'est pas trop de tous les moyens de la littérature. C'est ce que M. Anatole France a parfaitement compris. Attiré par la figure de Jeanne, il n'a pas songé un seul instant à lui donner place dans quelque fiction romanesque. Il n'avait qu'un parti à prendre : écrire une *Vie de Jeanne d'Arc* (1) aussi exacte qu'il lui était possible. Sans se dissimuler à quel point la tâche était rude et délicate, il s'y est mis avec ardeur. L'ouvrage qu'il nous donne aujourd'hui représente des années de patient labeur. C'est aux yeux de l'auteur son œuvre capitale. De fait, il y a longtemps qu'un livre n'avait provoqué un tel mouvement de curiosité.

Certes nous n'attendions de M. Anatole France ni la découverte de documens nouveaux, ni l'éclaircissement de points obscurs : les

(1) Anatole France, *La vie de Jeanne d'Arc*, 2 vol. in-8 (Calmann Lévy).

études historiques, à la façon dont on les conduit aujourd'hui, impliquent un système de recherches et l'emploi de méthodes auxquelles il faut être préparé par une sévère discipline et un apprentissage de toujours. Mais combien il est intéressant de voir un des esprits les plus avisés de ce temps s'attaquer à un problème unique dans notre histoire ! M. Anatole France a eu soin de remonter aux sources, il a mis à s'y débrouiller une habileté que constatent les érudits. S'il a erré sur quelques points de détail, brouillé quelquefois les jours et les heures, ou pris avec la géographie quelques libertés, ce sont de légères inadvertances et qu'il n'y a même pas lieu de relever. De toute évidence, il n'a négligé aucun des moyens d'une information consciencieuse. C'est un hommage qu'on ne saurait trop pleinement lui rendre. Il a visité les lieux aussi bien qu'il a compulsé les documens; il s'est efforcé de restituer la figure et de raviver les couleurs du passé; surtout il a apporté toute la sincérité dont il était capable à réaliser en lui les conditions de la découverte historique. « J'ai écrit cette histoire avec un zèle ardent et tranquille; j'ai cherché la vérité sans mollesse, je l'ai rencontrée sans peur. Alors même qu'elle prenait un visage étrange, je ne me suis pas détourné d'elle. » A peine avions-nous besoin d'une telle déclaration, d'autant que les formules de ce genre sont, dans les travaux de critique et d'histoire, comme des clauses de style. C'est bien comme une étude que nous nous proposons d'envisager cette *Vie de Jeanne d'Arc* et non pas seulement comme une brillante fantaisie. Nous sommes d'avis qu'on ne saurait la lire de trop près, avec trop d'attention et de scrupule : tout y est instructif, et les mérites éminens qui y éclatent à chaque page et jusqu'aux insuffisances qui portent avec elles leur leçon.

M. Anatole France est avant tout un artiste; il est parmi nos écrivains d'aujourd'hui celui à qui convient le mieux ce titre; et nous avons toujours été d'avis qu'écrire l'histoire est, pour une bonne partie, un art. Il faut donner au lecteur l'impression de la vie : nous voulons voir d'abord s'évoquer devant nous le théâtre sur lequel monteront les personnages. Encore y a-t-il une mesure à garder : nous ne sommes plus aux temps romantiques et nous sommes bien revenus des excès du pittoresque et des débauches de la couleur locale. C'est par la sobriété que valent les descriptions de M. France. Quelques traits lui suffisent pour évoquer tout un paysage. C'est la vallée de la Meuse austère et triste, avec ces nuages opaques et ces sombres montagnes mouvantes que ramène l'hiver. « Le long des sentiers du haut pays, le passant matinal a cru, comme les mystiques dans leurs ravissemens, marcher

sur les nuées. » C'est la baie de la Somme « morne et grise, au ciel bas, traversée du long vol des oiseaux de mer. » Avec l'écrivain nous parcourons toute cette France ruinée par la guerre, nous voyageons au long des chemins mal sûrs, parmi les campagnes dévastées. Et soudain les villes nous apparaissent avec leur ceinture de murailles, de tours et de bastilles : Orléans, la ville populeuse, aux faubourgs grouillans, aux riches abbayes, aux églises toujours sonnantes; Chinon, telle que Jeanne put l'apercevoir, sur la montagne toute proche, lui montrant « les tours du plus beau château de tout le royaume, les fières murailles derrière lesquelles respirait ce Roi à qui elle venait conduite par un merveilleux amour. C'étaient trois châteaux qui se confondaient à ses yeux dans une longue masse grise de murs crénelés, de donjons, de tours, de tourelles, de courtines, de barbacanes, d'échauguettes et de bretèches; trois châteaux séparés l'un de l'autre par des douves, des barrières, des poternes, des herses. » Et Beaugency, assise sur le penchant d'une colline et ceinte de vignes, de jardins, de champs de blé; Auxerre, Paris, Rouen. Toute cette évocation des châteaux anciens, bijoux d'art autant que citadelles, est de premier ordre. M. France excelle aux sujets d'architecture comme à la peinture de paysage. A chaque instant on s'arrête, ravi. On croit feuilleter un manuscrit d'autrefois aux précieuses enluminures, dont le temps a respecté le dessin précis et les vives couleurs.

Derrière ces murailles qui sont celles de villes assiégées, comment vit-on ? Comment les habitans supportent-ils la garnison qu'on leur a donnée pour les défendre et qui abuse de la situation ? Que craignent-ils et qu'espèrent-ils ? L'écrivain nous dit l'attente qui énerve et les paniques soudaines, le découragement, la lassitude, puis, quand paraît la Pucelle, l'enthousiasme de la foule qui se presse sur ses pas et qui n'a plus foi qu'en elle seule. Les chapitres où il évoque ce qui s'est passé à Orléans pendant le siège, à Paris depuis que la ville est aux mains des Anglais, sont de purs chefs-d'œuvre. Les plus récens historiens de la guerre de Cent Ans, et notamment Siméon Luce, avaient donné l'exemple de retrouver dans les événemens généraux la vie intime, celle des petites gens, des obscurs dont la grande histoire ne parle pas. M. France s'est appliqué à reconstituer les sentimens de chaque catégorie de Français en présence du fait de la guerre. Les paysans d'abord. Ce sont eux qui ont le plus à souffrir. Armagnacs, Bourguignons, Anglais, ceux de tous les partis, commencent toujours par piller les cultures et enlever les troupeaux. Les bourgeois mis à rançon, les gens d'Église dont les offices sont interrompus,

souhaitent pareillement la fin de ces brigandages. Les gens de guerre qui vivent de la guerre et les courtisans qui s'entendent à tirer parti des malheurs publics, ne trouvent pas que les choses aillent si mal. Il y a des façons de penser et de sentir en commun, esprit de corps ou mentalité collective : M. France en comprend l'importance en histoire. Tour à tour il nous mène de la rue à l'enclos, de la chambre du Conseil à l'assemblée des docteurs, du champ de bataille au tribunal, à la place du supplice ; et chaque fois nous croyons y être avec lui.

Avec le même bonheur qu'il restitue les ensembles, M. France sait peindre les portraits des individus. Pas un des personnages engagés dans le grand drame historique dont il ne dessine, en l'introduisant, la physionomie, et qu'il ne nous présente dans sa double nature physique et morale, avec la complexité de ses passions et de ses intérêts, de ses vertus ou de ses vices. C'est le pauvre petit roi Charles VII, « tout mince, étriqué de corps et d'esprit, fuyant, craintif, défiant, » un pauvre jeune homme timoré, inquiet et doux ; les conseillers, La Trémouille, le premier usurier de France, Regnault de Chartres, avaricieux, sans scrupule, mais intelligent autant qu'ambitieux, et l'ardent frère Richard et ce falot duc d'Orléans, dont on dirait que l'image s'évanouit dans les brouillards anglais où il est retenu captif. Les traits sous lesquels l'auteur nous présente ces personnages sont-ils toujours d'une exacte ressemblance ? N'a-t-il pas ses favoris vers qui le guide une secrète préférence ? N'a-t-il pas été bien indulgent aux uns, bien sévère aux autres ? C'est une question à débattre. L'important ici est de noter qu'il n'y en a pas un qui ne s'anime sous la baguette du magicien, qui ne reprenne relief et couleur. Ils ne sont plus pour nous ces êtres vagues que l'histoire officielle caractérise d'une épithète. Nous les voyons jouer leur rôle, et celui même qu'il est dans les intentions de l'historien de leur faire tenir. Nous comprenons comment le jeu de leurs intrigues et le conflit de leurs rivalités a pu engendrer les faits dans l'ordre et avec la signification même qu'on veut leur prêter.

Tout cela vit et grouille. Tout est mis en scène. Gracieuses, touchantes, dramatiques, les scènes se suivent, se pressent et chacune d'elles se grave dans l'esprit en traits inoubliables. Entre tant de tableaux achevés s'il fallait en citer un, nous choisirions celui de l'entrevue à Chinon. Mais Jeanne au jardin, ou Jeanne à Vaucouleurs, mais l'entrée à Orléans, la prise des Tourelles, le Sacre, l'attaque de Paris, et la prison, et le bûcher, sont des morceaux d'une exécution aussi parfaite. Il y a là des trésors pour les anthologies de l'avenir.

Encore est-il juste d'en faire la remarque : détacher ces morceaux c'est leur nuire, aucun d'eux n'ayant été traité pour lui-même et sans souci de l'ensemble. Au contraire, tout s'enchaîne dans la trame d'un récit continu, toutes les nuances se fondent dans l'harmonie générale. Ajoutez que la fluidité de style particulière à M. Anatole France fait ici merveille et qu'elle est comme une convenance suprême du sujet. Pour nous faire entendre ces voix qui s'éveillent dans la paix de la nature ou se mêlent au son des cloches, pour nous faire « voir » ces voix qui « apparaissent » dans de la lumière, il fallait la magie d'un style immatériel.

Nous ne nous soucions guère de marchander l'éloge à cette *Vie de Jeanne d'Arc :* nous sommes d'autant plus à l'aise pour présenter nos réserves. Afin de donner au récit une teinte plus exacte encore et pour compléter l'illusion du lecteur, M. France n'hésite pas à introduire ici et là certaines expressions du vieux langage et certaines notes archaïques. Vient-il à parler de saint Denys et de saint Michel, il n'omettra pas de leur donner du monseigneur. Il dira la gratitude des Orléanais à monsieur saint Aignan et à monsieur saint Euverte. Il empruntera aux chroniqueurs telles tournures qu'eux-mêmes avaient retenues des conteurs épiques. « Là tombèrent messire William Stuart et son frère, les seigneurs de Verduzan, de Châteaubrun, de Rochechouart, Jean Chabot, avec plusieurs autres de grande noblesse et renommée vaillance. Les Anglais, non encore saouls de tuerie, s'éparpillèrent à la poursuite des fuyards. » Cet artifice produit l'effet contraire à celui qu'on aurait pu en attendre. Il nous donne soudain la sensation de la différence des époques. Il nous révèle la présence de l'auteur. Nous ne songions qu'aux personnages du drame : nous apercevons derrière eux M. Anatole France, qui s'efforce d'être naïf et qui n'y réussit pas toujours.

Ce défaut apparaît singulièrement plus grave dans le procédé auquel a eu recours M. France pour nous suggérer l'atmosphère de mysticité où se déroule l'histoire de Jeanne d'Arc. Car le xve siècle est tout fleuri de légendes de saints ; ces légendes composent pour les âmes simples d'alors toute l'histoire du monde ; elles leur tiennent lieu de science et suffisent aux programmes de l'enseignement dans ces temps religieux ; les détails en sont universellement connus ; on continue de vivre dans la familiarité de ces bienheureux et de ces martyrs ; on les associe aux moindres épisodes de l'existence quotidienne. Il fallait donc en quelque sorte introduire ces êtres merveilleux parmi les personnages réels, à la vie de qui ils ne cessaient d'être

mêlés; il fallait broder leurs aventures imaginaires sur la trame du récit historique. De là ces contes pieux que M. France intercale dans la biographie de Jeanne avec une monotonie voulue et une gaucherie étudiée de primitif. « Jeanne avait vu maintes fois à l'église madame sainte Marguerite peinte au naturel, un goupillon à la main, le pied sur la tête du dragon. Elle en savait l'histoire, telle qu'on la contait alors et à peu près de la manière que voici... » Suit l'histoire de sainte Marguerite suppliciée par Olibrius. « Madame sainte Catherine n'était pas non plus une étrangère pour Jeanne... » Suit l'histoire de sainte Catherine, décapitée sur l'ordre de Maxence. « Le village natal de Jeanne portait le nom du bienheureux Remi. Voici de quelle manière les clercs rapportaient la légende de saint Remi... » Suit l'histoire du baptême de Clovis et comment, au chant du *Veni Creator*, le Saint-Esprit était descendu tenant en son bec la Sainte-Ampoule. Ailleurs, c'est l'histoire du bienheureux Aignan, telle que les Orléanais la savaient; etc., etc. Et chaque fois la légende est contée, d'une façon délicieuse, cela va sans dire, avec des détails qui sont bien ceux de l'époque, mais dans un esprit qui en est aussi peu que possible. Il y court en effet une ironie légère, saisissable pourtant, et qui en modifie totalement le sens. Il apparaît que les saints sont des êtres tout à fait biscornus et risibles, reflétant en eux la sottise, la couardise, l'égoïsme et la grossièreté de ceux qui les adorent. Voulez-vous gagner leur faveur, faites-leur des présens de toute nature, mais particulièrement de cire vierge. Les saints du Paradis se mettent volontiers du côté de ceux qui les invoquent le plus dévotement : ainsi saint Michel est resté bon Français, mais saint Georges s'est tourné Anglais. Après cela, comptez sur leur assistance, mais en ayant soin de tout faire exactement comme s'ils ne vous assistaient pas. « Ainsi fit en 1424 Jean Ducoudray, natif de Saumur, qui, prisonnier au château de Bellême, se recommanda dévotement à madame sainte Catherine, puis sauta dehors, étrangla l'homme du guet, escalada le mur d'enceinte, se laissa tomber d'une hauteur de deux lances et s'en alla librement par les champs. Peut-être ces miracles eussent-ils été moins fréquens si les Anglais avaient entretenu plus de monde en France... » Çà et là le récit s'émaille d'anecdotes saugrenues, comme celle de la jeune fille de Reims qui éprouva qu'on peut pécher gravement contre l'Église en refusant de forniquer avec un clerc dans une vigne.

Ce qui est le plus inquiétant, c'est que l'auteur ne quitte pas toujours ce ton de raillerie quand il s'agit de l'histoire elle-même de

Jeanne. « Monseigneur saint Michel Archange n'avait pas fait une fausse promesse : mesdames sainte Catherine et sainte Marguerite vinrent comme il avait dit... En les voyant paraître, la villageoise se signait dévotement et leur faisait une profonde révérence. Et comme elles étaient des dames bien nées, elles lui rendaient son salut... Sans avoir toujours des choses très nouvelles à lui dire, etc. » A la prise de Jargeau, Jeanne apercevant sur la muraille un engin qui pourrait bien être mortel au duc d'Alençon, l'avertit à temps. « Le duc ne s'était pas écarté de trois toises, qu'un gentilhomme d'Anjou, le sire du Lude, ayant pris la place quittée, fut tué par une pierre du veuglaire. Le duc d'Alençon admira cette prophétie. Sans doute la Pucelle était venue pour le sauver et elle n'était pas venue pour sauver le sire du Lude... » Ce sont des plaisanteries, mais qui, dans un tel sujet, tirent à conséquence. L'esprit de M. France si compréhensif, si accueillant à toutes les idées, si ouvert, se ferme aussitôt que les croyances religieuses sont en jeu. Cela a de l'importance quand on écrit l'histoire d'une sainte qui vécut dans une époque mystique.

J'y insiste parce que c'est ici le point essentiel. C'est la clé de la nouvelle biographie de Jeanne d'Arc. Nous n'avons vu encore que la bordure et le cadre : nous attendons le peintre au portrait qu'il va nous tracer de son modèle. De quelle manière M. France envisage-t-il donc l'action de Jeanne et quel rôle lui a-t-il attribué ? Dépouiller l'histoire de Jeanne d'Arc de son caractère religieux, serait une absurdité : M. France en fait justement la remarque. Il dénonce la sottise d'organiser le culte de la Pucelle en cérémonie laïque : il est impitoyable pour ceux qui travestissent l'inspirée de Domrémy en une canonnière patriote ou encore en une libre penseuse spiritualiste. « L'histoire de Jeanne, je ne puis assez le dire, est une histoire religieuse, une histoire de sainte, tout comme celle de Colette de Corbie ou de Catherine de Sienne. » Et c'est bien la psychologie d'une sainte qu'il s'applique à tracer au cours du récit et à mesure que les événemens en font saillir un trait nouveau. Oui Jeanne a vécu en communication directe avec les êtres du paradis, et, suivant l'expression assez bizarre dont se sert M. France, elle a senti « à toute heure du jour et de la nuit, le ciel lui dégringoler sur la tête ; » elle a vu lui apparaître les personnages divins, elle a entendu distinctement leurs voix, elle a agi d'après leurs commandemens, elle a dû à ses extases des joies ineffables, et elle a été jusqu'au bout soutenue par l'illusion bienfaisante. Tout cela est l'évidence même : il faut être imbécile pour le nier. Reste à savoir ce qu'on entend par

la sainteté et quelle sorte de pouvoir on reconnaît à une sainte.

Est-il besoin de dire que M. France ne parle de Jeanne d'Arc qu'avec déférence? Sachons-lui gré d'avoir fait si peu d'état des « explications » dues à la physiologie et à la psychiatrie. S'il a eu le tort de publier une consultation médicale sur le cas de Jeanne d'Arc, du moins l'a-t-il rejetée en appendice. Comme tout biographe de Jeanne d'Arc, il a pris parti pour elle. Il est pour elle qui représente le peuple, comme il est contre les seigneurs, les politiques et les hommes d'armes. Il est pour elle surtout contre les gens d'Église, docteurs d'Université, clercs, inquisiteurs et autres pédans féroces. Tandis qu'il l'accompagne dans sa passion, « dans cet horrible procès où elle est torturée à la fois par des princes d'Église et des goujats d'armée, » il n'essaie plus d'affecter l'impassibilité : il s'emporte, il invective roi, conseillers, moines, et les parens mêmes de Jeanne, tous ceux qui, ayant profité d'elle, l'abandonnent si lâchement. Et lorsque arrive l'instant de l'agonie, sachant bien quelle est sur le lecteur la puissance de l'émotion contenue, ces pages, où il se garde de tout ce qui pourrait sembler mis pour l'effet, sont d'une rare intensité. C'était une sainte, et si ingénue, si charmante en sa naïveté juvénile, en son assurance rustique! Comment ne pas s'incliner devant la « petite sainte? » Mais aussi représentons-nous bien quel genre de secours un pays peut attendre d'une petite sainte, et n'allons pas croire ni qu'une petite sainte puisse concevoir l'idée du salut de l'État, ni qu'elle puisse, par aucune espèce de moyen, y travailler.

Jeanne ne pouvait rien, nous dit son biographe, et elle n'a rien fait. D'abord elle n'a pas chassé les Anglais. Il y en avait si peu d'Anglais en France! Leur domination avait poussé si peu de racines! Ils étaient à la veille de s'en aller. Jeanne a plutôt retardé leur départ en menant sacrer Charles VII à Reims, quand il eût été si facile, Orléans pris, de reprendre Paris, et quand il n'y avait qu'à le vouloir pour chasser les Anglais de Normandie! Cette campagne du sacre, c'est l'œuvre propre de la Pucelle, et elle a été funeste... Le défaut de l'argumentation de M. Anatole France saute aux yeux. Parce que le pouvoir des Anglais résidait surtout dans la terreur qu'ils nous inspiraient, il en conclut que ce pouvoir n'était pas réel. Certes, les Anglais étaient en petit nombre; mais avec ce petit nombre de combattans ils tenaient nos places fortes et mettaient en déroute nos soldats et nous imposaient des traités désastreux. Le découragement était complet dans nos rangs : on n'osait plus rien tenter. C'est une vérité reconnue que les peuples ne secouent jamais d'eux-mêmes

l'oppression et que chasser l'envahisseur n'a jamais été leur œuvre impersonnelle et anonyme. Il faut que l'âme de la révolte prenne corps dans un individu, sous peine de s'évanouir impuissante et de se dissoudre dans les airs. Il faut que quelqu'un appelle le peuple à la lutte et le guide, et lui dénonce la faiblesse de l'adversaire. Ce fut très exactement la part de Jeanne d'Arc. La délivrance d'Orléans avait été le signe auquel tout le pays reconnut que la mission de Jeanne n'était pas une imposture. Ce premier succès avait changé la face des choses. Mais il fallait prendre sur les Anglais un avantage décisif : c'est ici que la marche sur Reims s'imposait. Pour le contester, il faudrait ne se faire aucune espèce d'idée de la valeur et de la signification qui s'attachaient au sacre de nos Rois. Pour les gens du xve siècle la royauté n'existe que grâce à son caractère mystique. Charles n'est encore que le dauphin ; la France est comme lui hésitante sur la légitimité de son droit. Il ne sera le Roi qu'en recevant l'onction du Seigneur. La cérémonie de Reims devait avoir et elle eut en effet un retentissement énorme dans tout le royaume comme dans toute la chrétienté. C'est ce que Jeanne avait aperçu, sans aucun doute possible, dans une clarté éblouissante.

Au surplus, M. France en convient à l'occasion. Il lui arrive d'exprimer sur ce point particulier, au cours de son ouvrage, une opinion à peu près exactement contraire à celle qu'il annonce dans sa Préface. « Peut-être que le voyage de Reims assura au parti français, à ces Armagnacs décriés pour leurs cruautés et leurs félonies, au petit roi de Bourges compromis dans un guet-apens infâme, des avantages plus grands, plus précieux que la conquête du comté du Maine et du duché de Normandie, et que l'assaut donné victorieusement à la première ville du royaume. En reprenant sans effusion de sang ses villes de Champagne et de France, le roi Charles se fit connaître à son avantage... En terminant cette campagne de négociations honnêtes et heureuses par les cérémonies augustes du sacre, il apparaissait tout à coup légitime et très saint roi de France. » Ces demi-contradictions abondent dans le livre de M. France ; mais elles ne doivent pas nous surprendre. Elles ne sont pas, chez lui, un effet de l'indécision de la pensée : elles font partie d'un système. M. France est de ceux qui estiment que la vérité jaillit du heurt des contraires ou qu'elle réside dans leur harmonie. Pour trouver sa véritable pensée, il faut la dégager d'affirmations parfois peu concordantes.

Débarrassée de ses voiles, atténuations et repentirs, cette pensée apparaît d'ailleurs très précise. Elle tient dans quelques mots : c'est

que Jeanne fut un instrument. D'elle-même et de son initiative rien n'est parti. A quelque moment que ce soit, on s'est servi d'elle : ni le but, ni les moyens ne lui étaient connus. Elle allait, extatique et perdue dans son rêve, sans savoir où. Ceux qui l'ont dirigée n'ont pas été toujours les mêmes; mais elle a toujours été dirigée. Cela depuis l'origine. Elle avait des visions : ce fut le point de départ, le fait initial; aussitôt il se trouva un directeur pour s'en emparer et l'utiliser en vue de ses desseins. Ce directeur fut probablement un religieux... Cette hypothèse paraît à M. France la plus vraisemblable et cela suffit pour qu'il l'adopte, sans toutefois qu'il lui soit possible ni de la préciser, ni de l'appuyer sur aucun texte, ni de l'étayer d'aucun commencement de preuve. « *On est porté à croire* qu'elle avait subi certaines influences : c'est le cas de toutes les visionnaires : un directeur qu'on ne voit pas les mène. *Il en dut être ainsi* de Jeanne... *Elle dut* fréquenter des prêtres fidèles à la cause du dauphin Charles... » Qui est d'ailleurs cet « homme d'Église des bords de la Meuse » auquel le royaume de France dut son angélique défenseur? Qui est ce religieux dont il faut nous résigner à ne jamais connaître le nom? Quelles sont les « personnes pieuses » qui conduisent Jeanne chez le duc de Lorraine, après lui avoir dûment fait la leçon et qui, lors de la seconde visite à Vaucouleurs, prennent soin de rassurer la famille de la petite sainte? Ni M. France, ni âme qui vive n'en a jamais rien su. — L'histoire n'a pas à tenir compte de si vagues allégations.

C'est la fantaisie de l'auteur que la mission de Jeanne ait été inventée par des religieux amis du royaume ou plutôt amis de la paix. De même il lui plaira que la visionnaire ait été ensuite employée par les gens du Roi. Ceux-ci auraient aussitôt compris quel parti on pouvait tirer d'un tel auxiliaire habilement mis en œuvre. Donc l'assemblée des docteurs de Poitiers s'empresse de décider que cette Pucelle est bien vraiment envoyée de Dieu et non du diable. On l'équipe, on lui donne une escorte, on la mentionne en belle place dans les bulletins de victoire. On n'a garde de la contrecarrer dans ses desseins : on préfère lui suggérer celui qui peut le mieux servir la cause du Roi et celle de Mgr Regnault de Chartres, archevêque de Reims : c'est à savoir qu'il faut mener le Roi à Reims... Cette justification de Charles VII et de son entourage est originale, à coup sûr, et elle serait intéressante si elle n'était purement gratuite. Elle n'a convaincu personne. L'un des érudits qui connaissent le mieux la question, M. Germain Lefèvre-Pontalis, le savant commentateur de

la chronique de Morosini, écrit à ce sujet (1) : « Il n'en demeure pas moins que Charles VII ne saisit rien du fait triomphant de Jeanne d'Arc, rien des chances immédiates, magnifiques et totales qu'elle lui offrait. Son maire du Palais, Regnault de Chartres... aveugle et dupe, ne cessa de contrecarrer l'élan qui poussait à l'action prompte, alors la seule vraie, la seule efficace, la seule intelligente. Dans toute la campagne de Reims, vers sa ville d'archevêque cependant, son rôle est singulier. A mi-route, devant Troyes indécise et barrant les chemins, il ne tint pas à lui qu'on ne tournât bride vers la bonne Loire. Lui et son groupe, son « équipe » si l'on veut, semblaient avoir horreur d'un royaume élargi, d'un royaume qui n'eût plus été le facile, l'exploitable, le commode royaume de Bourges. » C'est cette opinion qui, faute d'élémens nouveaux et jusqu'à plus ample informé, continuera de prévaloir.

Autant Jeanne était simple et innocente aux choses de la politique, autant son nouveau biographe la tient pour inhabile au fait de la guerre. Elle ignore tout du métier des armes, et comment s'y entendrait-elle? Elle ne sait rien de la configuration de la France, et pour elle Orléans ou Babylone c'est tout un. Autant que la géographie elle ignore la stratégie et la tactique; et ses saintes en savent exactement ce qu'elle-même en sait. A Patay elle est arrivée quand tout était fini. Toute sa tactique consistait à empêcher les hommes de blasphémer le Seigneur et de mener avec eux des ribaudes. Toute son habileté ne va qu'à foncer en avant et répéter : « N'ayez peur! La ville est à vous. » Mais les villes ne se laissaient pas toujours prendre si docilement. On le vit bien au siège de la Charité, et pour une fois qu'on s'était rangé à l'avis de la Pucelle, on n'avait pas lieu de s'en applaudir. Aussi prenait-on le parti de ne jamais la consulter. On décidait de tout sans elle. Ce n'était pas elle qui menait les gens de guerre, comme elle se le figurait naïvement; c'étaient les gens de guerre qui la menaient avec eux... Que la petite paysanne lorraine fût peu versée dans la stratégie, cela est trop facile à montrer. Pour ma part, j'ai toujours eu bien de la peine à abonder dans le sens de certains militaires qui ont voulu faire de la Pucelle un capitaine d'une science consommée. Mais cela est-il nécessaire pour lui faire honneur d'une part importante dans les opérations où elle a figuré? Elle secouait l'inertie des gens de guerre. Elle les contraignait à aller de l'avant, malgré leur naturelle peur des coups et leur prudence professionnelle.

(1) Voyez l'*Opinion* du 22 février 1908.

Elle bousculait leur routine. Elle leur signalait le point sur lequel devait porter l'effort. Elle donnait le thème général de l'opération qu'il leur appartenait de faire exécuter. Il est rarement arrivé qu'elle se soit trompée.

A quoi donc s'est réduit, d'après M. Anatole France, le rôle de Jeanne d'Arc? A un rôle de parade et de figuration, sans plus. Elle inspirait peur aux uns, confiance aux autres; et il n'est pas besoin d'en chercher davantage. « A ceux qu'elle venait secourir, elle semblait une fille de Dieu; à ceux qu'elle venait détruire, elle apparaissait comme un monstre horrible en forme de femme. Ce double aspect fit toute sa force: angélique pour les Français et diabolique pour les Anglais, elle se montrait aux uns et aux autres invincible et surnaturelle. » Donc on la promenait, inconsciente et abusée. On l'exhibait comme un épouvantail, ou comme un porte-bonheur. C'est la mascotte du xve siècle.

A ce rôle de mannequin chanceux et de porte-bonheur inintelligent une autre eût pu être aussi propre qu'elle. Et il n'en manquait pas qu'on aurait à son défaut aussi utilement employées. Car notre admiration et notre gratitude ont fait du cas de la fille de Jacques d'Arc un phénomène unique; mais son cas n'est pas isolé. Elle n'était pas la première à dire qu'elle avait des révélations sur le fait de la guerre: on en avait eu avant elle, on en eut après elle. Aux côtés mêmes de la Pucelle se trouvaient plusieurs saintes femmes qui menaient, ainsi que Jeanne, une vie singulière et communiquaient avec l'Église triomphante. La Pierronne voyait Dieu long vêtu d'une robe blanche avec une huque vermeille, Catherine de la Rochelle voyait une dame blanche habillée de drap d'or. Ces saintes femmes formaient, suivant l'expression plaisante de M. France, un « béguinage volant » que frère Richard gouvernait à son gré, essayant de les faire vivre en bonne intelligence et n'y réussissant pas toujours. Car il y avait des jalousies, des rivalités. Et M. France s'en égaie! Et la figure de Jeanne est comme ternie par la médiocrité de ce vulgaire entourage!

L'ironie est un admirable agent de destruction. Elle fait à l'intérieur son travail de mine: où elle est entrée, rien ne semble changé, rien ne trahit son œuvre lente et sourde; mais on s'aperçoit soudain qu'il ne reste plus rien. L'historien Du Haillan avait naguère composé un ouvrage destiné à prouver que Jeanne d'Arc n'a jamais existé. La conclusion à laquelle aboutit M. France est à peine moins décevante: il a tenu cette prestigieuse gageure de nous conter la mission de Jeanne d'Arc sans Jeanne d'Arc. C'est le défaut de l'œuvre, et c'en est

l'enseignement. De toutes ses forces, M. Anatole France a tâché d'être l'historien sans prévention qui sait tout comprendre et tout dire; mais il y avait en lui quelque chose de plus fort que sa bonne volonté: c'était le pli longuement contracté du temps qu'il vivait dans la familiarité de M. Jérôme Coignard, de M. Bergeret et d'autres de ses amis intimes fort peu enclins à admettre le surnaturel. Ce voile philosophique, subtil et brillant, est resté continûment tendu entre l'historien de Jeanne et les faits qu'il nous conte. Il en est résulté un ouvrage étrange où M. France a mis tous les agrémens de son esprit et qui reste quand même aride. Peintre incomparable du décor et du costume, l'écrivain n'a pu atteindre jusqu'à l'âme : elle s'est dérobée à lui. Il a voulu éclairer la « naïve merveille » du xve siècle, en y projetant toutes les lumières du xxe: en essayant de la faire moins merveilleuse, il ne l'a pas rendue plus intelligible. « Certains, dit-il quelque part, s'apercevaient que Jeanne n'était pas une femme différente des autres; mais c'étaient des gens qui ne croyaient à rien et ces sortes de gens sont toujours en dehors du sentiment commun. » Ce qu'il importerait en effet de montrer, c'est en quoi Jeanne fut différente des autres; c'est l'étude que nous avions espérée d'un si pénétrant moraliste; c'est celle qu'il n'a pas su nous donner. Les visions de la sainteté sont comme les illuminations du génie: elles découvrent et elles créent l'avenir. Tel est ce « sentiment commun » auquel M. France a refusé de se rendre. Son livre est un livre « singulier, » qui, je le crains, n'ajoutera pas à la biographie de Jeanne d'Arc une contribution aussi aussi importante qu'on l'eût souhaité, mais qui est infiniment intéressant en lui-même et pour l'histoire de l'esprit si curieux de M. Anatole France.

René Doumic.

REVUES ÉTRANGÈRES

LE PREMIER MÉNAGE DE RICHARD WAGNER

Richard Wagner an Minna Wagner, 2 vol. in-8, Berlin, 1908.

Richard Wagner, comme l'on sait, n'a pas eu d'enfans de sa première femme, Minna, qu'il avait épousée en 1839, et dont il s'est tragiquement séparé en 1858 : et ainsi, grâce à Dieu, nous ne pouvons pas imaginer, dans le cas présent, que ce soit un fils ou un petit-fils de ce couple malheureux qui ait vendu lui-même, à un éditeur, des lettres que leur caractère tout particulier d'intimité pénible, et assez choquante, aurait dû préserver à jamais d'être publiées. Mais la lecture de ces lettres ne m'en a pas moins démontré combien il me sera décidément toujours difficile de me résigner à l'habitude, devenue désormais constante et universelle, de salir la mémoire des hommes qui nous sont les plus chers, en nous révélant des circonstances, plus ou moins inévitables, de leur vie privée qu'ils se sont efforcés, de leur mieux, à nous tenir cachées. Voici un noble et magnifique poète, le plus grand, peut-être, de nos temps modernes, et certes celui qui a remué nos cœurs le plus profondément : après avoir vécu près d'un quart de siècle avec une femme qu'il a passionnément aimée, et qui lui a prêté une assistance héroïque tout au long des cruelles épreuves de la première partie de sa carrière, il finit par se fatiguer d'elle, — une autre femme s'étant mise entre eux, — et il la renvoie d'auprès de lui, déjà très malade, — si épuisée par les angoisses et les privations qu'il la croit condamnée à une mort prochaine, — et il la laisse mourir isolée, désespérée, parmi des étrangers : conduite que, sans

doute, l'opposition de leurs tempéraments a rendue nécessaire, mais qui demeure, toutefois, l'unique passage que nous aimerions à pouvoir effacer d'une longue existence entièrement employée à nous pourvoir de vivante et bienfaisante beauté ; et voici que l'on nous contraint à connaître jusqu'aux moindres particularités de ce déplorable épisode, à suivre, de jour en jour, le grand poète dans le détail obligé de ses ruses et de ses mensonges, à rabaisser un peu la haute image que nous nous plaisions à concevoir de lui, — tout cela, simplement, parce qu'il a été grand, et sous prétexte que chaque ligne sortie de sa plume possède, en même temps qu'une valeur marchande, l'intérêt d'un document historique et psychologique !

En tête des deux volumes qui, naguère, nous offraient la série complète des *Lettres de Wagner à Mme Wesendonck*, se lisait une *Observation préliminaire* commençant par cet étrange aveu : « L'auteur des pages que nous publions aujourd'hui avait formellement exprimé le désir que ces pages fussent anéanties. » Le pauvre Wagner avait espéré que, après sa mort, nous ignorerions une aventure qui, au fond, n'avait rien eu que d'assez banal, et dont lui-même, du reste, n'avait point tardé à se fatiguer : non, l'héroïne de l'aventure a voulu que toutes les lettres de son ami d'un jour nous fussent livrées, jusqu'à celles où il s'ingénie à inventer des défaites pour empêcher son ex-amie de venir le rejoindre, et jusqu'à celle où nous apprenons que, par l'intermédiaire de sa seconde femme, il l'a priée de lui renvoyer toute la musique et tous les écrits que, jadis, il lui avait donnés ! Mais encore cette publication nous apparaît-elle excusable, et presque légitime, en regard de celle que l'on s'est avisé, maintenant, de lui juxtaposer : deux gros volumes tout remplis des lettres écrites, chaque jour, par Richard Wagner à sa première femme, pour tâcher, de mille façons diverses, à lui faire oublier qu'il ne peut plus l'aimer, ni même supporter sa vue, et qu'elle aura dorénavant à souffrir et à mourir loin de lui. Aussi bien, les deux volumes nous sont-ils présentés sous une forme singulière, et dont nous serions tentés d'attribuer l'excessive réticence à un certain sentiment de honte : car non seulement le titre ne nous dit point d'où nous viennent les lettre de Wagner, et par qui elles ont été cédées au libraire qui nous les transmet; les volumes ne contiennent, en outre, pas un mot d'introduction, pas une note, absolument aucune trace des mains entre lesquelles ces lettres ont passé avant d'arriver jusqu'à nous. Si bien que, de cette navrante histoire dont, auparavant, nous ne savions rien, — car les biographes de Wagner ont expressément

négligé de nous parler de sa première femme, ou parfois nous en ont affirmé des choses dont les lettres mêmes du mari nous prouvent, désormais, l'inexactitude, — de cette histoire nous avons à nous faire une idée à tâtons, d'après ces seules lettres fréquemment coupées de mystérieuses lacunes, sans pouvoir deviner rien de celles qui leur ont répondu, sans être le moins du monde informés de ce qui a eu lieu durant les intervalles que nous constatons entre elles : nous avons à reconstituer cette histoire aussi malaisément que s'il s'agissait, pour nous, de déchiffrer une dépêche en langage secret, et où la moitié des phrases aurait disparu !

Que si, cependant, nous nous obstinons à vouloir pénétrer la signification cachée du cryptogramme, nous nous apercevons, avec une véritable joie, que cette signification n'est pas aussi fâcheuse pour la mémoire de Richard Wagner que nous aurions pu le craindre, par exemple, en nous fondant sur le silence continu du musicien-poète au sujet de sa première femme, dans le recueil de ses lettres à Mᵐᵉ Wesendonck. A coup sûr nous aurions préféré ne pas savoir que Wagner a chassé d'auprès de lui la compagne fidèle et dévouée de toute sa jeunesse, et surtout ne pas être mis au courant des protestations mensongères et des fausses promesses qu'il a été forcé de lui renouveler, de jour en jour, pendant plusieurs années, pour la tranquilliser et la consoler : mais ses lettres, jusque dans leurs passages les plus déplaisans, nous montrent que lui-même a souffert infiniment des souffrances qu'il se croyait contraint d'infliger à sa victime ; et que longtemps il a fait, pour épargner à celle-ci ou pour lui adoucir ces souffrances, un effort d'autant plus touchant qu'il était fatalement condamné à rester inutile. Et puis aussi, peut-être, ces lettres nous révèlent qu'il a toujours aimé, jusqu'au bout, sa « très bonne Minna, » tout en ne se sentant plus le courage de vivre avec elle, ou du moins lui a toujours gardé un sentiment composite et bizarre, mélangé de remords et de reconnaissance, de compassion et de respect, d'un besoin invétéré de s'ouvrir à elle et d'une vague certitude que personne au monde ne l'aimait plus qu'elle, ne s'intéressait plus à lui, ni, au fond, n'était mieux fait pour l'écouter et pour le comprendre.

Voilà ce qu'il m'a semblé découvrir, sous l'extrême diversité des 269 lettres du recueil nouveau ; mais avec cela je dois avouer que jamais encore, en vérité, je n'ai lu un recueil de lettres aussi extraordinaire, à la fois pour ce qui est de sa forme et de son contenu. Cent pages, deux cents pages se succèdent qui ne sont remplies que de

simple et confiante tendresse, d'épanchement familier, de sollicitude inquiète ou joyeuse ; on se figure entendre le mari le plus content et le plus attaché, envoyant journellement à sa femme, — obligée de faire sans lui un voyage, ou un séjour aux eaux, — la relation minutieuse de l'emploi de ses heures, lui parlant de son travail et de ses distractions, l'instruisant avec soin de l'état de sa santé, et ne négligeant pas, non plus, de l'instruire de l'état de son linge et de ses vêtemens, lui communiquant tous ses rêves avec tous ses projets, lui énumérant les sommes qu'il a reçues et celles qu'il a dépensées, lui donnant des conseils sur le régime qu'elle aura à suivre, sur l'achat de ses robes, et toujours lui renouvelant son regret d'être séparé d'elle, ainsi que son pressant désir de la voir rentrer ou d'aller la rejoindre. Sur les 269 lettres du recueil, il y en a plus de 250 qui sont écrites de ce ton : des lettres qui, à les prendre isolément, ne respirent que l'abandon et la tranquillité, l'intimité sereine d'une vieille et profonde affection réciproque. Mais tout à coup, de loin en loin, tantôt après cent pages et tantôt après deux cents de cette aimable causerie ensoleillée, une lettre surgit, toute noire et terrible comme un soudain orage ; et nous comprenons aussitôt que la douceur paisible des lettres précédentes n'était qu'une illusion, un décor de théâtre derrière lequel se déroulait un drame ignoré de nous ; et désormais toutes les lettres suivantes nous apparaissent dévastées et lugubres, malgré le retour immédiat des mêmes confidences et des mêmes sourires, du même innocent décor de comédie ou d'idylle. Vingt fois, Wagner écarte patiemment, en quelques mots de gronderie amicale, les plaintes et les reproches que sa femme lui adresse ; et vingt autres fois, c'est la malheureuse femme elle-même qui, nous le sentons, s'efforce à retenir dans son cœur les angoisses incessantes dont elle est ravagée : mais brusquement une plainte plus vive, un reproche plus fortement accentué déchaînent, une fois de plus, la tempête toujours suspendue à l'horizon ; et Wagner, à son tour, se plaint et reproche, évoque la mémoire des luttes passées, obscurcit l'avenir par d'implacables menaces. Et quand, ensuite, il redevient l'ami indulgent et tendre que j'ai dit tout à l'heure, nous ne pouvons plus l'écouter sans avoir en même temps, dans l'oreille, l'écho plus ou moins confus d'un lointain grondement de tonnerre.

Une de ces lettres, en particulier, est évidemment d'une importance si considérable, pour l'histoire des rapports de Wagner avec sa première femme, que je ne puis me défendre de la citer, malgré la réelle impression de malaise que je ressens à devoir y toucher·

Mais d'abord, il faut que je rappelle une seconde lettre, antérieure à celle-là de plusieurs années, et que j'ai eu précédemment l'occasion de traduire ici, — car le recueil des *Lettres de Famille* de Wagner, publié en 1906, contenait déjà quelques-unes des premières lettres du poète à sa Minna, écrites durant cette période d'« épreuves » où le jeune couple ne pensait qu'à souffrir, à espérer, et à lutter en commun. Le 28 juillet 1842, Wagner, qui était venu à Dresde avec le projet d'y faire jouer son *Rienzi*, recevait une lettre de sa femme lui disant que, si son séjour et ses démarches devaient lui coûter trop d'argent, elle était prête, pour lui épargner une dépense supplémentaire, à attendre quelque temps avant de venir le rejoindre. A quoi le mari répondait, dans un admirable élan de reconnaissance et d'amour :

Ma Minna bien-aimée, il n'est pas possible que nous restions jamais séparés l'un de l'autre : je le sens de nouveau, à présent, du plus profond de mon cœur. Ce que tu es pour moi, rien au monde ne pourrait m'en tenir lieu... Tu me parles d'une *nécessité* qui, peut-être, nous obligerait à ne pas nous revoir quelque temps encore ! Où donc est cette nécessité ? Lorsque jadis, pour essayer d'exécuter mes plans et mes espoirs follement présomptueux, j'ai entrepris le voyage de Russie, dans des conditions qui auraient découragé l'homme le plus intrépide, est-ce que, dans ce moment-là, tu m'as parlé d'une *nécessité* de te séparer de moi ? Si tu l'avais fait alors, par Dieu, j'aurais dû te donner raison ; mais l'idée ne t'en est pas venue. Lorsque, pendant la traversée, la tempête et le péril étaient au comble, lorsque, pour récompense des peines que tu avais subies avec moi, tu voyais devant toi une mort effroyable, tu m'as simplement prié de te tenir bien embrassée, afin que, jusque dans la mort, nous ne fussions pas séparés. Lorsque, à Paris, nous nous trouvions immédiatement sur le point de mourir de faim, mainte occasion s'est présentée à toi de te sauver en me laissant à mon sort : pourquoi donc, à ce moment, n'as-tu jamais parlé d'une *nécessité* de nous séparer ? Alors, vois-tu, je n'aurais rien eu à te répondre ! Mais maintenant, où je sens que je tiens de plus en plus mon avenir dans mes mains, maintenant, je te le demande, pourquoi me parles-tu de cette nécessité ?... Viens, viens, viens ! Et tout de suite ! Lundi, lundi ! Ah ! si nous pouvions être déjà à lundi !

Et la lettre se terminait par une citation, un peu modifiée, du début de l'exquise chanson de ce *Hollandais Volant* que Wagner venait de composer sous les yeux de sa femme, et vraiment grâce à elle :

Mon cher vent du Sud, souffle encore plus fort !
Tout mon cœur désire et appelle ma Minna !

(1) Voyez la *Revue* du 1er janvier 1907.

Il y a, dans tout ce morceau, un accent qui ne trompe pas, un accent de sincérité absolue et d'amoureuse confiance; et ce même accent se retrouve dans toute la série des premières lettres de Wagner à Minna, jusqu'au moment où l'auteur de *Tannhäuser*, en 1848, accusé d'avoir pris part à l'insurrection, a été forcé de s'enfuir d'Allemagne. Les lettres de cette heureuse période sont, d'ailleurs, en très petit nombre, Wagner ne s'étant, jusqu'alors, presque jamais séparé de sa femme : toutes nous font voir un mélange charmant de tendresse expansive et de calme et complète familiarité. Non seulement le mari tient sa femme au courant des moindres faits de sa vie comme de sa pensée : nous sentons qu'il a besoin d'elle, et ne peut passer un seul jour sans la vouloir près de soi. Plus tard, depuis la séparation forcée, et fatalement prolongée, de 1848, le ton change un peu. Wagner continue à instruire sa femme de tout ce qui lui arrive, — c'est là un besoin qu'il gardera toujours : — mais nous ne sommes plus aussi certains que son cœur la désire, ni qu'il lui soit impossible de vivre loin d'elle. Cependant ils se rejoignent, s'installent ensemble à Zurich; et Wagner, lorsqu'il est obligé de quitter sa femme pour aller s'entendre avec des directeurs de théâtre ou pour diriger des concerts, lui envoie immanquablement, à peu près chaque jour, des lettres pleines d'expansion et de sollicitude, les lettres d'un parfait mari, désolé d'avoir eu à se séparer de sa femme.

Or voici que, le 17 mars 1850, il lui annonce brusquement qu'il n'est plus à Paris, où il était venu organiser des concerts, et que des amis l'ont décidé à passer quelques jours avec eux, dans leur maison de Bordeaux ! « Tu ne peux pas te figurer, lui dit-il, l'amabilité et le dévouement pour moi de cette famille ! Celle-ci consiste dans le jeune couple et la mère de la femme, qui est Anglaise, mais qui, de même que son mari, parle l'allemand aussi bien que nous. Et il y a en outre, à Bordeaux, une nombreuse colonie d'Allemands, tous riches, et qui tous ont pour moi la plus haute estime... Mais, pour te parler en toute franchise, le plaisir que j'éprouve ici ne m'empêche pas d'aspirer de tout mon cœur vers toi et vers notre maison ! Crois-moi bien, je ne connais pas d'autre bonheur que de pouvoir vivre avec toi, tranquille et satisfait, dans notre petit ménage ! » Et puis, exactement un mois après, voici l'effrayante lettre qu'il lui adresse, de Paris, où il s'est hâté de revenir pour préparer ses concerts :

Chère Minna !

Je t'appelle encore ainsi malgré la dernière lettre que j'ai reçue de toi !

« Chère Minna ! » ainsi je t'appelle encore dans l'heure bien lourde que je traverse, aujourd'hui, par ta faute ! Ainsi je t'appelais autrefois, lorsque n'était pas encore survenue entre nous une division atroce et irréparable ; et ainsi je continuerai toujours à t'appeler, dans mon souvenir !... Ce qui, jusqu'à présent, m'attachait invinciblement à toi, malgré des choses que je n'ai pas besoin de te rappeler, c'était l'amour, un amour qui dominait toutes les différences, — mais un amour que tu ne m'accordais pas au degré où je l'éprouvais moi-même. Peut-être ressentais-tu pour moi tout ce que tu es capable de ressentir ; mais ce dont j'avais besoin, l'amour sans condition, l'amour qui nous fait aimer autrui tel qu'il est et pour ce qu'il est, cet amour là ne pouvait entrer dans ton cœur, car depuis longtemps déjà tu as cessé de me comprendre. Depuis notre nouvelle réunion, c'est le devoir seul qui t'a inspirée, dans ta conduite envers moi ; et c'est encore le devoir, non l'amour, que tu nommais dans ton avant-dernière lettre...

A Dresde, déjà, ton mauvais sentiment contre moi s'est manifesté, et a constamment grandi à mesure que les intérêts de mon art et de mon indépendance d'artiste me rendaient plus insupportables les stupides exigences de mon métier de chef d'orchestre... Lorsque je rentrais chez moi, profondément indigné et attristé d'une nouvelle humiliation, d'un nouvel échec, qu'est-ce que ma femme avait à m'offrir, au lieu de consolation et de sympathie réconfortantes ? Des reproches, de nouveaux reproches, rien que des reproches ! Et moi, cependant, avec mon goût irrésistible pour la vie domestique, je restais chez moi ; mais ce n'était plus désormais pour m'épancher et recevoir du réconfort ; ce n'était plus que pour me taire, pour me laisser ronger par mon souci, et pour être *seul !...*

Mais assez là-dessus ! L'heure décisive a sonné : j'ai dû fuir en abandonnant tout derrière moi. Un unique désir me restait, avant de quitter l'Allemagne : le désir de revoir ma femme... Et jamais je n'oublierai la nuit où l'on m'a réveillé, dans ma cachette, pour accueillir ma femme ; froide et pleine de reproches, elle s'est dressée devant moi et m'a dit : « Voilà, je suis venue, puisque tu m'as demandée ; maintenant continue ton voyage, et moi, je vais repartir dès cette nuit ! » Enfin, quelque temps après, j'ai eu le bonheur d'obtenir que tu vinsses me rejoindre à Iéna, pour y échanger avec moi un chaud et cordial adieu. Cet adieu a été ma consolation dans l'exil, et je n'ai plus eu d'autre idée que de te ravoir pour toujours. Sur quoi j'ai reçu bientôt, aux environs de Paris, cette malheureuse lettre qui m'a glacé par son manque de cœur... Ce qui s'est passé depuis lors, tu ne l'as sûrement pas oublié. Dans ta lettre suivante, tu m'as annoncé ta résolution de venir près de moi à Zurich ; et tu es venue, et tu sais quelle a été ma joie ! Mais, hélas ! ce n'était pas vers *moi* que tu étais venue, mais vers l'homme dont tu supposais qu'il allait aussitôt composer un opéra pour Paris... C'est alors que, pour la première fois, je me suis senti infiniment seul en ta présence, car j'ai vu qu'il me serait impossible de te conquérir toute à moi !... N'importe, pour te procurer la paix, je me suis remis sérieusement à mes plans de Paris... Et je me suis rendu ici, où je n'ai eu qu'une préoccupation : la préoccupation non de moi-même, mais de toi et de notre vie commune. Une amitié de l'espèce la plus rare et la plus élevée s'est présentée à moi, qui, tout à coup, a éloigné de moi le souci de mon pain

quotidien. Et cependant, de Bordeaux même, je t'ai encore écrit que je ne connaissais qu'un bonheur, qui était de vivre tranquillement avec toi à Zurich, et de pouvoir y créer des œuvres à mon goût.

Mais maintenant ta lettre a tout rompu, tout anéanti ! Irréconciliable, tu cherches l'honneur là où je dois presque reconnaître la honte, et tu as honte de ce qui est pour moi une bienvenue providentielle !...

Désormais, que peut être mon amour pour toi ? Il ne peut plus être que le désir de te récompenser de la jeunesse que tu as inutilement sacrifiée pour moi, des épreuves que tu as subies avec moi, — le désir de te rendre *heureuse*. Mais est-ce que je pourrais arriver à cela en continuant à vivre avec toi ? Non, non, c'est tout à fait impossible !

Dans sa lettre suivante, du 4 mai 1850, Wagner, de plus en plus décidé à se séparer de sa femme, lui déclare qu'il va partir pour un grand voyage en Grèce et en Orient ; mais déjà les dernières lignes de la lettre sont d'une voix plus douce : « Adieu donc, adieu, chère Minna ! adieu, femme durement éprouvée, à qui je ne puis, hélas ! accorder aucune compensation, et que je me trouve même forcé d'abandonner ! Adieu, et, si tu le peux, garde un bon souvenir de moi ! Tu recevras de mes nouvelles, et peut-être nous reverrons-nous encore !... Ne sois pas fâchée de ce que j'aie dû me séparer de toi ! Adieu, très chère, très bonne Minna ! adieu ! » Et puis, dès la page d'après, sans l'ombre d'une transition ni d'une explication, nous trouvons une nouvelle lettre, probablement postérieure d'un an à la précédente, et qui n'est plus qu'affection, sourires, douce intimité. « Ah ! chère et bonne femme, qui m'as encore écrit une lettre si merveilleusement belle ! Combien je déplore seulement d'avoir à y répondre par écrit, au lieu de pouvoir t'en remercier oralement dès ce soir ! » Il est aux eaux, dans les environs de Zurich ; il a quitté sa femme la veille, et attend avec impatience le lendemain, où elle lui a promis de venir le rejoindre. Mais nous n'en demeurons pas moins, nous, sous l'impression imprévue et inquiétante de la lettre de tout à l'heure. Ces subites accusations de Wagner, ces durs reproches, que signifient-ils bien au juste ? et se peut-il que pas une ombre n'en soit restée sur l'heureux ménage que nous voyons, à présent, échanger des caresses et des confidences ?

En tout cas, la cause immédiate de l'éclat du 17 avril 1850 se laisse facilement deviner. Minna a reproché à son mari d'avoir accepté un don d'argent, que lui ont offert ses nouveaux amis et admirateurs bordelais. Ainsi s'explique cette phrase de la lettre : « Tu cherches l'honneur là où je suis presque forcé de reconnaître la honte — (c'est-à-

dire dans un emploi servile, dans des tâches banales, etc.) — et tu as honte de ce qui est pour moi providentiellement bienvenu » —(c'est-à-dire de l'argent donné par des amis). Mais d'autres passages, dans des lettres voisines, nous permettent de supposer que la désapprobation morale de Minna, ici comme toujours, s'accompagnait d'un fort élément de jalousie féminine, plus ou moins motivée. Si le généreux ami bordelais n'avait pas eu une jeune et très jolie femme, Minna, sans doute, ne se serait pas aussi vivement offensée de la manière dont Wagner avait mis à profit sa générosité.

La pauvre femme était d'une jalousie extrême : voilà ce qui est, dèsormais, trop certain, et qui a le plus contribué à exaspérer son mari. Quant aux autres défauts dont on a coutume de l'accuser, je ne crois pas qu'ils aient eu rien de bien grave, — à commencer par ceux que lui a reprochés, dans sa lettre, son mari lui-même. Assurément elle aurait préféré que Wagner eût un gagne-pain régulier, et composât une musique un peu plus lucrative : mais le goût qu'elle conserve pour *Rienzi* n'empêchera pas le poète, après leur séparation, de l'entretenir en détail des progrès de *Tristan*, et avec une certitude évidente de l'intéresser. Il n'est pas vrai non plus qu'elle ait manqué d'intelligence : jusqu'au bout, son mari lui a confié et lui confiera toutes ses pensées, avec une abondance et une précision qu'il s'est bien gardé d'employer, par exemple, dans ses lettres aux membres de sa famille, et qu'il aurait vite cessé d'employer vis-à-vis d'elle s'il l'avait sue incapable de les apprécier. Reste donc, au total, son désir de voir son mari en possession d'un emploi régulier; mais si vraiment ce désir, assez naturel, a eu dans son cœur des racines profondes, combien nous devons admirer l'héroïque courage avec lequel, sa vie durant, elle a dispensé son mari de tenter aucun effort pour le satisfaire! Car non seulement nous la retrouvons toujours auprès de Wagner, jusqu'au moment où celui-ci ne pourra plus supporter de vivre avec elle; non seulement son mari, par la façon dont il lui parle, atteste qu'il est parfaitement assuré de sa soumission, et ne craint pas de perdre son amour en continuant à mener sa libre vie d'artiste : mais la lettre furieuse qu'on a lue plus haut se charge de nous apprendre à quel point les résistances de Minna sont courtes, et bientôt oubliées. Lorsqu'elle vient le voir dans sa cachette, elle lui signifie qu'elle va repartir, et est décidée à ne plus le revoir ; mais, quelque temps après, voici déjà qu'elle l'a rejoint à Iéna, où elle échange avec lui « un chaud et cordial adieu! » Lui écrit-elle, ensuite, une lettre « qui le glace par son manque d'amour? » La

lettre suivante est pour lui annoncer « sa décision de s'installer avec lui à Zurich. » A tout ce qu'il exige elle cède, après l'avoir simplement agacé par un inutile semblant de refus ou d'hésitation ; et son unique tort, ainsi que Wagner le lui laissera entendre cent fois, aura été de l'aimer avec une passion trop entière, sans savoir se résigner à ce que d'autres femmes la remplacent dans son cœur, ou même soient admises à le partager avec elle.

Mais ce tort était très grave, et ne pouvait manquer d'avoir pour elle des conséquences infiniment désastreuses. Car Richard Wagner, après le bouleversement produit dans sa vie, et dans tout son être, par la catastrophe de 1848, s'était trouvé amené, par son âge à la fois et par les circonstances, à avoir, en quelque sorte, fatalement besoin de changer de femme, de même qu'il avait changé de patrie, et de profession, et d'idéal et de style artistiques. Involontairement, il aspirait à rencontrer une amie nouvelle, qui fût toute prête à le suivre, — sauf à s'imaginer qu'elle le conduisait, — dans les voies nouvelles où le poussait à présent son génie, aidé encore par les hasards de sa destinée. Et peut-être Minna, dont il continuait également à avoir besoin, peut-être serait-elle parvenue à conserver sa place auprès de lui si, s'étant rendu compte de ce changement, elle avait eu la force de tolérer qu'une autre femme pénétrât dans l'intimité de son mari, qui, d'ailleurs, — ainsi que le prouve l'épisode de Mme Wesendonck, — aurait vite fait de s'en fatiguer. Cette force, elle ne l'a pas eue : et toutes les souffrances des dernières années de sa vie, et toutes les angoisses de Wagner, ne sont sorties que de là. En vain, dans les nombreuses lettres qu'il lui écrit entre 1851 et 1858, lui prodigue-t-il les témoignages d'une affection que nous sentons encore très sincère : nous sentons, d'autre part, qu'il commence à l'aimer mieux de loin que de près, et que désormais sa curiosité, son ardeur sensuelle, ce désir de possession qui n'est, au reste, qu'une forme incomplète, passagère, et très superficielle de l'amour, que tout cela ne s'adresse plus à elle, et va sans doute maintenant à plusieurs femmes alternativement, suivant que Wagner est à Paris, à Londres, à Zurich, ou bien suivant les caprices divers de son humeur de poète, sans cesse devenue plus impressionnable et mobile, avec les années.

Le ménage en était à ce point lorsque, au mois de mai 1858, éclata la seconde catastrophe, préparée depuis longtemps déjà, et provoquée surtout par l'ardente jalousie de Minna Wagner. Celle-ci, ayant acquis la preuve certaine des relations sentimentales de son mari avec

Mme Wesendonck, était allée jusqu'à dénoncer ces relations à M. Wesendonck, qui, naturellement, — plus confiant, et ainsi plus heureux que le roi Marke, dont on veut qu'il ait été le modèle, — s'est toujours refusé à rien voir ni à rien entendre. Et Wagner, lui, a vu et compris aussitôt qu'il ne lui était plus possible de vivre en compagnie d'une femme dont les reproches continuels le troublaient dans son travail poétique, la seule chose qui lui tînt, proprement, au cœur : de telle sorte qu'il a, pour ainsi dire, donné simultanément congé à sa femme et à son amie, afin de pouvoir se consacrer tout entier à sa partition de *Tristan et Ysolde*, maîtresse plus tendrement aimée que ne l'avait jamais été aucune créature en chair et en os. Mais son âme généreuse, dès lors tout imprégnée de l'esprit chrétien, — malgré son soi-disant *schopenhauerisme*, — a d'autant plus souffert à l'idée des souffrances infligées, par son fait, à la fidèle compagne de toute sa vie que, comme je l'ai dit, il la savait très malade, et la croyait vouée à une mort prochaine. « Un médecin, en qui j'ai toute confiance, — écrivait-il, le 1er novembre 1858, à Mme Wesendonck, — m'a fait connaître, hier, la nature exacte de la maladie de ma femme. Tout porte à croire qu'elle est perdue. Un *hydrothorax* menace de se développer bientôt ; elle va beaucoup souffrir, et les douleurs iront toujours augmentant : l'unique délivrance possible est la mort. » Le souvenir de cet aveu nous est indispensable pour comprendre la vraie signification des lettres qui ont suivi le drame de l'été de 1858. Presque quotidiennes, et d'une longueur anormale, ces lettres contiennent, évidemment, une grosse part de mensonge, avec leur tendresse débordante, leurs assurances répétées d'un fidèle amour et de l'espoir d'un recommencement immédiat de la vie en commun : mais le mensonge qu'elles contiennent est celui que chacun de nous se trouve obligé de commettre au chevet d'un malade mortellement atteint ; et personne n'aura le courage d'en faire un reproche à Richard Wagner, quelque opinion que l'on ait de l'ensemble de sa conduite à l'égard de sa femme.

Encore nous est-il bien malaisé de savoir en quelle mesure, dans ces lettres, Wagner affecte des sentimens qu'il n'éprouve point. Il écrit à sa femme, par exemple, de sa retraite de Venise, qu'il a sur son piano une photographie d'elle, à côté du portrait de son père ; à Mme Wesendonck, le même jour, il écrit simplement qu'il a sur son piano le portrait de son père : à l'une des deux il ment, mais à qui ment-il ? Je suis bien tenté de supposer que ce n'est pas à sa femme : car toutes ses lettres à celle-ci ont un caractère d'expansion que sont

bien loin d'avoir les lettres adressées par lui, secrètement et librement, à Mme Wesendonck. En tout cas, ce n'est qu'à sa femme qu'il raconte, heure par heure, tous les détails de sa vie ; et quand, après l'avoir entretenue de l'avancement de son drame lyrique, il lui décrit tout au long un abcès qu'il vient d'avoir, ou la consulte sur l'achat d'un manteau, ou la remercie des chemises et des bas qu'il a reçus d'elle, nous avons l'impression que des lettres comme celles-là, avec toute la part de dissimulation qui peut y être renfermée, n'en traduisent pas moins une affection sincère. Le poète ne peut plus s'accommoder d'avoir sa Minna près de lui : mais, en même temps, il regrette l'absence d'une confidente longtemps accoutumée à le regarder vivre et à veiller sur lui ; et, tout en la plaignant, il garde pour elle un étrange amour qui, bien vite refroidi dès qu'ils sont ensemble, ne tarde pas à se réchauffer, une fois de plus, dans l'éloignement.

Telle est, en somme, la conclusion qui ressort de la plupart des lettres formant la seconde moitié du recueil ; mais de nouveau, par instans, entre ces marques de compassion, de respect, et de fidèle amitié, une lettre nous apparaît dont la dureté imprévue et soudaine nous inquiète et nous déconcerte, projette brusquement une lueur de doute sur la sincérité des lettres précédentes comme des suivantes. Ces brusques éclats ne sont-ils que l'expression d'un moment d'humeur, tout de suite apaisé ; ou bien nous dévoilent-ils des sentimens qui, désormais, siégeaient à demeure dans l'âme du poète, sous ses fausses démonstrations de tendresse, et sans que lui-même, peut-être, eût clairement conscience de leur intensité ? Ou bien encore, peut-être, dans une des âmes les plus complexes qu'il y ait eu au monde, ces sentimens trouvaient-ils le moyen de coexister avec leurs contraires, et le mari de Minna en était-il venu à haïr la pauvre femme tout en continuant à l'aimer ? Rien de tout cela n'est impossible, ni, non plus, certain : mais combien il eût mieux valu que les éditeurs du recueil, quels qu'ils soient, héritiers de la mémoire de Wagner ou de celle de sa première femme, nous eussent dispensés de connaître, au moins, ces quelques lettres-là !

T. DE WYZEWA.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

Nous assistons, depuis quelques jours, à un conflit du capital et du travail dont il est difficile de dire dès à présent comment il évoluera et se terminera. La Chambre syndicale des entrepreneurs de maçonnerie, après avoir constaté que le travail ne pouvait plus durer dans les conditions actuelles, a prononcé le lock-out, mot que nous avons emprunté à la langue anglaise et qui signifie le licenciement des ouvriers. Pendant la première période qui a suivi l'application de la loi de 1884 sur les syndicats professionnels, les ouvriers seuls se sont mis en grève lorsque les patrons n'ont pas cru pouvoir céder à leurs exigences, et on sait à quel point ils ont usé et abusé de ce moyen de pression. Ils en avaient le droit, nous le voulons bien ; mais les patrons l'ont aussi, et il était à prévoir qu'un jour ou l'autre ils en useraient à leur tour. S'ils ne l'ont pas fait plus tôt, c'est qu'ils sont plus raisonnables que les ouvriers, et qu'ils calculent mieux ce que l'interruption du travail leur fait perdre aux uns et aux autres. L'épreuve est dure pour eux comme pour les ouvriers : nous espérons qu'ils ne s'y sont pas engagés à la légère et qu'ils sont à même d'en supporter toutes les conséquences.

Le lock-out a commencé le 4 avril. La Chambre syndicale des entrepreneurs, désireuse de mettre l'opinion de son côté et, en tout cas, de ne pas la laisser s'égarer, a expliqué par voie d'affiche les causes du conflit. L'origine en est déjà assez lointaine : elle date de près de deux ans. A la suite du 1er mai 1906, les ouvriers de la maçonnerie ont émis des prétentions que les patrons n'ont pas voulu subir, et il en est résulté une grève qui a duré six semaines. Au bout de ce temps, les ouvriers avaient épuisé leurs ressources; ils ont demandé à reprendre le travail, et les chantiers qu'ils avaient désertés se sont

rouverts devant eux. On pouvait croire le conflit apaisé, au moins provisoirement; il n'en était rien; les ouvriers avaient seulement changé de tactique. La guerre, au lieu de se faire hors des ateliers, devait se faire dans les ateliers mêmes, sous une forme nouvelle, hypocrite, sournoise, et qui n'en était que plus dangereuse. Une des revendications principales des ouvriers portait sur les heures de travail. Les patrons maintenaient une durée de dix heures, non pas d'une manière constante, mais pendant certains mois de l'année, tandis que les ouvriers voulaient appliquer uniformément la durée de neuf heures. Ils avaient encore d'autres prétentions qui portaient sur le taux des salaires, mais la question de la durée du travail était pour eux au premier plan. A quoi bon, ont-ils pensé, nous mettre en grève pour la résoudre? Nous y perdrions nos salaires. Ne vaut-il pas mieux rester au chantier pendant dix heures, mais n'y travailler que neuf, ou même moins? Les patrons finiront par s'apercevoir qu'ils jouent un jeu de dupe, et ils céderont. S'ils ne le font pas assez vite, eh bien! nous emploierons la dixième heure à faire du sabotage : encore un mot nouveau, qui signifie détruire ou gâcher l'ouvrage déjà fait. Pénélope faisait la nuit du sabotage lorsqu'elle l'employait à défaire le travail de la journée. La dixième heure coûtera cher aux patrons, disaient effrontément les ouvriers, et ils s'arrangeaient pour faire de cette menace une réalité.

C'est alors que les patrons ont perdu patience : on l'aurait perdue à moins. Laisser le sabotage s'introduire dans les chantiers comme un régulateur nouveau des lois du travail, c'est plus qu'on ne pouvait décemment leur demander. Le jour où ils auraient capitulé, les ouvriers auraient eu en main un levier d'une puissance incomparable, et ils s'en seraient servi pour imposer l'intégralité de leurs revendications. Jusqu'où vont-elles? Les ouvriers ne le savent pas eux-mêmes, ou ils ne le savent que très confusément : mais ils ne parlent de rien moins que d'une révolution complète dans les conditions du travail, révolution à la suite de laquelle les rôles seraient renversés entre les patrons et eux. Ils seraient les maîtres de l'entreprise, les patrons n'en seraient plus que les banquiers obligatoires. La Chambre syndicale a estimé qu'il fallait couper court à ce qu'elle considérait comme une marche à l'abîme et elle a prononcé le lock-out. Les ouvriers ont été invités à reprendre leurs outils de travail et à les emporter : la porte des chantiers s'est fermée derrière eux. Combien sont-ils? On a donné d'abord, dans les journaux, des chiffres très élevés; on parlait de 50, de 100000 hommes, et même de

davantage. Ces chiffres sont excessifs; on n'a pas tardé à les ramener à des proportions beaucoup plus modestes. Le lock-out n'a privé jusqu'ici de travail que 20 à 25 000 ouvriers; mais s'il se prolongeait longtemps, leur nombre grossirait vite, parce que toutes les industries qui se rattachent au bâtiment, et qui sont naturellement solidaires les unes des autres, finiraient par être atteintes. Comment échapper à ce danger? M. Villemin, président de la Chambre syndicale des entrepreneurs, a conféré avec M. le président du Conseil et M. le ministre du Travail, et leur a annoncé que, d'ici à peu de jours, il présenterait aux ouvriers des propositions nouvelles. Si ces propositions sont acceptées, le lock-out prendra fin; mais pour qu'il ne recommence pas bientôt, il importe qu'elles le soient sincèrement et loyalement. Après la dernière grève, les ouvriers avaient paru déjà s'incliner devant les propositions patronales. On n'a pas tardé à s'apercevoir que leur geste n'avait été qu'une démonstration vaine et trompeuse : aussi les patrons exigeront-ils vraisemblablement pour l'avenir des garanties plus sûres. Les ouvriers, en effet, ne demandent qu'à reprendre le travail; mais s'ils le reprennent dans les mêmes conditions qu'hier, c'est-à-dire avec le correctif du sabotage, la question n'aura pas fait un pas. Dans leurs affiches, — car ils en ont fait eux aussi, — ils se donnent comme des victimes de la barbarie patronale : on les a, disent-ils, brutalement privés de leur pain quotidien et de celui de leur famille. Ils sont prêts à se remettre à la tâche après le lock-out comme avant : c'est aux patrons à reconnaître qu'ils ont fait une fausse manœuvre et se sont trompés. On voit que l'entente est facile, si on s'en tient à la forme, mais difficile si on va au fond des choses, et les patrons voudront certainement, cette fois, faire une œuvre sérieuse.

Nous ne sommes qu'au début d'une expérience nouvelle. On avait déjà parlé de lock-out; on en avait même esquissé l'application, mais on s'était arrêté dès le premier pas; aujourd'hui seulement on s'y est engagé avec une résolution qui paraît ferme, et qui l'est sans doute. Il est fâcheux, — mais ce n'est pas la faute des patrons, — que le fait se soit produit à la veille du 1er mai et des élections municipales. Si le lock-out n'est pas terminé le 1er mai, cette journée sera peut-être un peu plus mouvementée que les années précédentes. Les élections municipales du 3 pourront s'en ressentir à Paris. On a jugé à propos de créer un ministère du Travail : ce serait pour son titulaire une bonne occasion de montrer qu'il sert à autre chose qu'à éteindre les lumières d'en haut. S'il a acquis quelque influence sur

les patrons, et surtout sur les ouvriers, il pourrait rendre un vrai service à la paix publique.

Le Sénat a voté, non sans l'avoir amendée heureusement, la loi de dévolution des biens ecclésiastiques. La discussion a été longue, parfois passionnée, mais brillante et finalement utile : elle s'est toujours maintenue à un niveau élevé et fait grand honneur à l'assemblée où elle s'est produite. Certes, la loi reste mauvaise, détestable même à quelques égards; en dépit des efforts de l'opposition libérale, le Sénat lui a maintenu son caractère rétroactif. Toutefois, il en fait disparaître le trait le plus odieux, ce qu'on a appelé la confiscation des biens des morts, c'est-à-dire des sommes qui étaient affectées par les donateurs ou les fondateurs à la célébration de messes ou d'autres exercices religieux en vue du repos de leurs âmes. Déjà, à la Chambre, des voix éloquentes s'étaient élevées contre ce brutal abus de la force, mais la majorité n'avait pas tenu compte de leur protestation. Au Sénat, il en a été autrement, ce qui tient à deux causes : d'abord à ce que le milieu n'est pas le même; ensuite à ce qu'un travail s'est fait dans les esprits en dehors du Parlement. On s'est ému, on s'est indigné de ce qu'avait de répugnant cette spoliation de morts qui ne peuvent pas se défendre, et qu'on privait par surcroît de la défense qu'ils pouvaient trouver auprès des vivans. Le Sénat a fini par entendre le cri qui s'échappait de la conscience publique. Cela prouve qu'il ne faut jamais désespérer d'une bonne cause. Les orateurs et les écrivains de l'opposition n'avaient pas grande confiance, au début, dans l'efficacité de leurs efforts. Cependant ils ont parlé, ils ont écrit, ils ont lutté. Peu à peu les résistances ont fléchi devant eux, et finalement elles ont cédé.

La discussion a été soutenue par un trop grand nombre d'orateurs pour que nous puissions citer et résumer leurs discours. A droite, M. de Lamarzelle a fait preuve, comme à son habitude, d'un courage infatigable et d'une éloquence à laquelle tout le Sénat rend justice. Il est impossible d'être plus vif et plus pressant, sans être jamais blessant. Il en est de même de M. de Las Cases, qui a ouvert le débat avec beaucoup d'éclat. Enfin un orateur nouveau venu dans la haute assemblée, où il a fait récemment ses débuts en défendant les écoles congréganistes d'Orient, M. Jenouvrier, a montré une fois de plus un talent qui lui assure une place très distinguée parmi les orateurs de son parti. Au centre, parmi les progressistes, il faut citer M. Boivin-Champeaux, orateur qui sait tout dire en peu de mots, fermes,

précis, lucides, et MM. Louis Legrand, Guillier, Gourju, pour lesquels les questions de droit n'ont pas de secrets. Enfin, plus à gauche, M. Théodore Girard a prononcé un discours plein de force, qui était bien fait pour convaincre le Sénat du danger qu'il y avait à donner à la loi un effet rétroactif. Il ne l'a pourtant pas convaincu. La commission était représentée par son rapporteur, M. Maxime Lecomte, et par son président, M. Vallé. Les libéraux doivent quelque reconnaissance à ce dernier. Il a défendu tout le long du débat des théories qui sont loin d'être les leurs; mais il s'est déclaré respectueux des fondations pour les morts, et sa déclaration a fait pencher la balance du côté où il se plaçait lui-même très nettement. Que dire de M. Briand? Son talent, plein de ressources dont la subtilité avoisine parfois le sophisme, a certainement contribué à la bonne tenue de la discussion. Il a défendu, lui aussi, de bien mauvaises thèses; mais il s'est rallié dans les meilleurs termes à l'amendement de M. Philippe Berger, à qui revient l'honneur d'avoir assuré le respect des morts.

Avant de parler de cet amendement, qui a été, en somme, le morceau capital du débat, il faut dire un mot d'un hors-d'œuvre dont M. Briand d'une part, et les orateurs de la droite de l'autre, ont longuement fatigué le Sénat. M. Briand en avait déjà fatigué la Chambre. — Ce n'est pas notre faute, a-t-il dit et répété, si nous sommes obligés de nous emparer des biens ecclésiastiques, et nous ne le faisons pas d'un cœur joyeux. Nous avons voulu les laisser à l'Église; mais l'Église, en condamnant les associations cultuelles, a refusé de former l'organe qui devait les recueillir. Dès lors, que pouvions-nous faire? Il a bien fallu nous résigner à garder ces biens par devers nous, c'est-à-dire à les affecter aux œuvres charitables des communes: ils sont devenus les biens des pauvres, ce qui est encore une affectation pieuse. En cela nous sommes sans reproche: tout le monde ne pourrait pas en dire autant. — Naturellement, les orateurs de la droite ont protesté contre ce langage. Ils ont expliqué que le Pape avait bien fait de s'opposer à la formation des associations cultuelles, qu'il n'avait pas pu faire autrement, que l'intérêt de la hiérarchie ecclésiastique lui avait imposé à lui-même la loi qu'à son tour il avait imposée à l'Église de France. C'est là une question très grave; mais nous l'avons traitée en son temps, et nous n'y reviendrons pas. Il est d'ailleurs probable que, plus on la discutera, plus on amènera les uns et les autres à s'entêter dans leur opinion, sans aucun profit pour personne. Ce qui est fait est fait: on peut le regretter, on ne peut pas le

changer. Nous avons rendu justice autrefois aux efforts qu'a multipliés M. Briand pour amener l'Église catholique à la conciliation; nous continuons de croire qu'il était parfaitement sincère; mais il employait alors, bien qu'il n'ait pas réussi, des argumens plus habiles que ceux d'aujourd'hui. On a pu croire, dans certains passages de son discours au Sénat, qu'il regrettait de n'avoir pas vu établir une Église gallicane dont l'indépendance aurait été une limite pour Rome. N'est-ce pas expliquer la résistance de celle-ci? N'est-ce pas surtout s'exposer à la perpétuer et à la fortifier? Au surplus, tout cela n'avait aucun rapport immédiat avec la discussion actuelle. Il ne s'agissait plus de savoir si le Pape avait eu tort ou raison d'interdire les associations cultuelles, mais de déterminer quel serait le sort des biens en l'absence de ces associations. Une partie de ces biens aurait fort bien pu faire retour, soit au clergé, soit aux catholiques, sous des formes diverses. Ce qu'on vient de faire pour certaines fondations pieuses, qu'on a sans doute jugées plus intéressantes que les autres, on aurait pu le faire pour quelques-unes de celles-ci. On ne l'a pas fait parce qu'on ne l'a pas voulu, parce que le scandale de la confiscation a paru moins grand lorsqu'elle ne s'exerçait pas contre les morts parce que l'émotion des consciences a été moins vive, parce que les exigences de l'opinion se sont montrées moins impérieuses. Mais qu'on ne nous parle pas d'impossibilité. M. Briand a commencé par en parler pour les morts, aussi bien que pour les vivans; il a invoqué les mêmes principes contre ceux-là que contre ceux-ci; il a cédé toutefois lorsqu'il s'est aperçu que la majorité du Sénat ne le suivait pas. Il s'est ravisé alors et on a trouvé aussitôt l'organe de transmission qui permettait de respecter les fondations faites au profit des morts.

Deux amendemens étaient en présence: l'un était présenté par M. Chaumié, l'autre par M. Philippe Berger. Le premier était certainement le meilleur, mais M. Briand a préféré le second. M. Chaumié proposait tout simplement qu'une somme afférente aux fondations pieuses fût prélevée sur les biens transmis aux départemens ou aux communes, et mise à la disposition des prêtres qui officient dans les églises. M. Lhopiteau avait proposé quelque chose d'analogue à la Chambre et M. Briand l'avait combattu : il semble bien que ce soit pour ce seul motif qu'il l'a combattu aussi au Sénat; il n'a pas voulu se déjuger. — Depuis la séparation, a-t-il dit, nous ne connaissons plus les prêtres catholiques; ils n'existent pas pour nous; nous ne pouvons pas avoir plus de rapports avec eux qu'avec le néant, et cette

impossibilité qui nous incombe s'étend aux communes : le maire connaît tous ses administrés, à l'exception du curé. — Nous avons parlé des sophismes de M. Briand : en voilà un, et des mieux caractérisés. La loi de séparation a détruit les rapports officiels d'une certaine nature qui existaient auparavant entre l'Église et l'État, mais elle n'a pas supprimé l'Église aux yeux de l'État. M. Briand a dit à la Chambre que les prêtres étaient des citoyens comme les autres et qu'ils avaient les mêmes droits : nous dirons à notre tour que l'Église est une association comme une autre, qui a le droit d'exister dans les conditions prévues par la loi, et qu'il est ridicule de prétendre ignorer. Elle a cessé d'être une institution d'État ; mais cette métamorphose ne la condamne nullement à la mort civile et politique ; elle ne lui met pas au doigt un anneau de Gygès qui la rend invisible pour l'État, tandis qu'elle reste visible pour tout le monde. Il y a de nombreuses associations indépendantes de l'État, et il s'en formera toujours davantage quand la loi de 1901 sera passée dans nos mœurs. Je suppose que je fasse un legs à l'État, à un département ou à une commune, à charge pour eux de remplir une condition quelconque à l'égard d'une de ces associations : est-ce que l'État, est-ce que le département, est-ce que la commune me répondront qu'ils ne peuvent pas remplir la condition parce que l'association n'étant pas une institution d'État est imperceptible pour eux dans le temps et dans l'espace. Ce serait une réponse digne d'une comédie du Palais-Royal ! C'est pourtant celle que fait le gouvernement au sujet de l'Église catholique. M. Clemenceau reproche quelquefois à ses adversaires, et même à ses amis, d'avoir gardé la mentalité concordataire sous le régime de la séparation. Ne conserve-t-il pas lui-même, et M. Briand ne conserve-t-il pas comme lui l'obsession du Concordat, comme s'il existait toujours et s'il avait encore besoin d'être aboli ? Pour être plus sûrs de l'abolir, nos ministres abolissent l'Église elle-même : elle n'existe plus pour eux. M. Chaumié a eu le mérite de ne pas tomber dans cette puérilité.

Il a toutefois retiré son amendement. Nous ne le lui reprochons pas ; le gouvernement voulait le combattre, il était repoussé d'avance ; les esprits inclinaient du côté de l'amendement Berger ; on s'y était donné rendez-vous. L'amendement Berger se distingue de l'amendement Chaumié en ce qu'il crée un intermédiaire entre l'État ou les communes et le curé qui doit célébrer un office pour les morts : cet intermédiaire est une société de secours mutuels. Les prêtres, — nous avons dit qu'on veut bien reconnaître qu'ils sont des citoyens comme les autres, — peuvent former, comme les autres, des sociétés de secours

mutuels en vue de pourvoir aux besoins de leur vieillesse, et l'État consent à ne pas en ignorer. C'est fort heureux : dans la voie où il était entré, il aurait fort bien pu pousser la pudeur jusque-là. Mais tout le monde cherchait, comme l'a dit M. Philippe Berger, « un biais » pour sortir d'embarras, et son amendement a offert ce biais. M. Berger l'a soutenu avec éloquence : il a eu la bonne fortune de rallier une majorité de 221 voix contre 56. Si quelque chose nous étonne, étant donné la disposition générale des esprits, c'est qu'il se soit trouvé 56 voix contre l'amendement. Mais, parmi ces voix, il y a celle de M. Combes, et cela explique tout. Ses fidèles ont suivi M. Combes dans son intransigeante opposition.

M. Berger est protestant : rendons justice à ses coreligionnaires qui, tous ou presque tous, ont dans cette circonstance combattu pour la cause de la liberté des vivans et du respect des morts. M. Richard Waddington s'était déjà fait leur interprète devant le Sénat : il avait protesté en leur nom contre une loi abusive et spoliatrice, et cela avec un désintéressement complet, puisque les protestans ont, pour leur compte, formé des associations cultuelles et que les biens de leur Église n'ont pas subi le sort des biens de l'Église catholique. Nous en connaissons qui ont été au premier rang parmi ceux qui ont combattu la séparation de l'Église et de l'État, et surtout la manière dont elle s'est faite : on les a retrouvés au premier rang parmi ceux qui ont combattu la loi de dévolution et ont contribué à en faire disparaître les dispositions les plus iniques. Néanmoins, cette loi reste mauvaise, d'abord parce qu'elle appartient à tout un système qui est mauvais, ensuite parce que le Sénat lui a conservé un effet rétroactif. Pourquoi ? Il serait difficile de le dire. On comprenait que la loi eût ce caractère lorsqu'elle avait pour objet de faire tomber les procès en cours, peut-être même les jugemens ou les arrêts déjà rendus. Ce dessaisissement d'une nouvelle espèce avait, non pas sa justification, ni même son excuse, mais au moins son explication dans un intérêt réel et tangible. Mais aujourd'hui que l'amendement Berger est voté, la rétroactivité de la loi ne sert à rien, puisqu'il n'y aura plus de demandes en révocation ou en reprise pour cause de non-exécution des charges. Le Sénat a donc créé, sans motif, sans prétexte, sans avantage d'aucune sorte, un précédent extrêmement dangereux. Il est vrai que certains des amendemens qui enlevaient à la loi son effet rétroactif avaient été repoussés avant le vote de l'amendement Berger ; mais lorsque M. Théodore Girard est revenu à la charge, dans le langage le plus pressant, on pouvait déjà escompter comme cer-

tain le vote de cet amendement. La majorité a tenu bon, malgré tout. Elle a maintenu à la loi un caractère interprétatif qui est un défi à l'évidence, afin de lui maintenir aussi le caractère rétroactif. C'est le vice qu'elle porte avec elle. La Chambre, devant laquelle elle est revenue, aurait pu le faire disparaître ; mais elle n'en a rien fait. Elle était trop pressée de partir pour ses vacances ; elle a voté tel quel le texte du Sénat.

Le Sénat a amendé une autre loi venue du Palais-Bourbon, une loi d'amnistie. Le besoin d'une amnistie nouvelle se faisait-il vraiment sentir ? Au train dont vont les choses, il ne se passera bientôt plus une année sans qu'une amnistie vienne défaire l'œuvre que nos tribunaux répressifs auront faite l'année précédente. Il est à peine besoin de dire que l'énergie et l'efficacité de la répression en sont singulièrement affaiblies. Il y a un certain nombre de délits qu'on peut commettre en France à peu près impunément. Autrefois, c'étaient les délits de presse ; mais le vent a tourné, et on se montre aujourd'hui sévère contre la presse, au moins lorsqu'elle commet des délits de diffamation. Pour le reste, l'indulgence est extrême, et comme il y a dans presque tous les délits des circonstances plus ou moins atténuantes, on invoque ces circonstances pour supprimer la peine dont le délit a été frappé.

Nous ne voulons pas être plus rigoureux que les autres, et nous reconnaissons volontiers que les délits commis l'année dernière dans le Midi, pendant les troubles viticoles, n'étaient pas sans excuses. L'effervescence des esprits avait troublé la claire vision des choses ; l'entraînement était général ; enfin les souffrances étaient grandes, et, quelles qu'en fussent les causes, les effets en étaient cruels. Dans cette atmosphère surchauffée, les délits ont été matériellement plus nombreux, mais moralement moins graves qu'en temps ordinaire. Il fallait les réprimer énergiquement et rapidement, pour les empêcher de se multiplier encore davantage ; mais nous admettons fort bien que les peines prononcées ne survivent pas plus longtemps qu'il n'est nécessaire aux circonstances qui les ont provoquées. Quand le gouvernement a parlé d'amnistie pour le Midi, il a rencontré une adhésion générale. Bien que les délits soient d'hier, ils semblent être beaucoup plus lointains. Le Midi a retrouvé sa physionomie habituelle : sans doute une mesure de clémence, prise avec opportunité, contribuera-t-elle à apaiser les cœurs encore un peu émus. Tout en protestant contre les amnisties trop fréquentes, nous admettons celle-là. Le gouvernement y en a joint une autre, contre laquelle il n'y a peut-être

pas non plus grand'chose à dire, c'est celle qui s'applique aux délits commis contre la loi relative au repos hebdomadaire. Nous sommes partisan du principe de cette loi, mais elle a été si mal faite et a été appliquée si maladroitement, que le Parlement et le gouvernement, s'ils font leur examen de conscience, doivent se sentir quelque peu responsables des infractions qui se sont produites et des condamnations qu'elles ont entraînées. On nous propose de passer l'éponge sur tout ce passé et de l'oublier. Soit : mais il fallait s'en tenir là. Le gouvernement l'aurait bien voulu, il l'a même essayé : malheureusement, il n'a pas eu assez d'autorité sur la Chambre pour la retenir, et la Chambre s'est livrée à une débauche d'amnisties comme on n'en avait encore jamais vu. Le spectacle a été à la fois épique et comique. Il faut se rappeler que nous sommes à la veille des élections municipales pour comprendre avec quelle largeur et quelle largesse la Chambre a éparpillé sa mansuétude sur les délits ou contraventions de chasse, de pêche, de roulage, de vaine pâture, etc., etc. Un député prenait en main la cause des cochers de fiacre, un autre celle des manifestans à la gare Saint-Lazare qui, il y a quelques semaines, ont brisé des vitres et cassé des bancs parce que les trains de la banlieue étaient en retard. La bonté de nos députés s'étendait vraiment sur toute la nature. Seuls, et cette exception a son prix, les antimilitaristes et les antipatriotes n'en ont pas bénéficié. Le gouvernement, honteux et désemparé, regardait passer ce flot trouble qu'il ne pouvait plus ni contenir, ni endiguer. Heureusement le Sénat y a mis bon ordre : il a rétabli, à peu de chose près, le texte primitif du gouvernement. Il l'a fait malgré le gouvernement lui-même, qui craignait sans doute d'avoir de la peine à faire accepter par la Chambre les amendemens à la loi de dévolution et les amendemens à la loi d'amnistie. Mais la Chambre a tout accepté, et toujours pour le même motif, parce que nous sommes à la veille des vacances, que les élections municipales sont prochaines, et que tout le monde est pressé de quitter Paris.

Toutefois, M. Jaurès n'a pas voulu laisser échapper le ministère sans lui adresser une dernière interpellation. M. Jaurès devrait être un peu fatigué lui-même de son éloquence ; mais il laisse cette impression aux autres ; il est toujours prêt à parler ; il parle ; c'est une fonction de sa nature, c'est un besoin pour lui. Son interpellation de l'autre jour était particulièrement inutile. Elle devait produire un effet opposé à celui qu'il s'en proposait, c'est-à-dire donner une grosse

majorité au gouvernement. Ce n'est pas à la veille des vacances, ni surtout à la veille des élections, qu'on renverse un cabinet. A ce moment, les partis sont pris, les jeux sont faits, rien ne va plus.

Que reprochait d'ailleurs M. Jaurès au ministère? De n'avoir encore exécuté aucune des grandes et belles promesses qui ont été faites à la démocratie : par exemple de n'avoir pas racheté le chemin de fer de l'Ouest, de n'avoir pas fait voter les retraites ouvrières, d'avoir laissé en plan l'impôt sur le revenu. Au fond de l'âme, la plupart des députés radicaux et radicaux-socialistes, qui sont toujours prêts à adresser des injonctions au gouvernement pour qu'il réalise ces réformes, seraient bien fâchés d'être pris au mot. Le rachat de l'Ouest est une question de politiciens qui laisse le pays indifférent, excepté dans les régions intéressées où tout le monde y est contraire. Les retraites ouvrières sont devenues un casse-tête où le gouvernement ne se retrouve plus. L'impôt sur le revenu est un sujet d'inquiétude pour tous ceux qui ont un revenu, même modeste. Mais M. Jaurès, impitoyable, ne pardonne pas au ministère de n'avoir encore fait aboutir aucun de ces projets. Un seul ministre, M. Caillaux, trouve grâce devant lui : tous les autres lui paraissent suspects de modérantisme, comme on disait au bon temps. Comment ne le lui paraîtraient-ils pas? M. Jaurès a entendu un mot qui a déchiré son oreille : il en fait grief au gouvernement, bien que le gouvernement n'en soit pas responsable. M. Brindeau en est l'auteur. M. Brindeau a été nommé récemment président du groupe progressiste, et il a prononcé à cette occasion un excellent discours où il a dit quelque chose comme ceci : — Après les élections dernières, nous sommes entrés à la Chambre en vaincus, et aujourd'hui nos idées y triomphent. — Nous voudrions bien que cela fût vrai. Le mot est excessif; cependant il contient quelque vérité. La situation des progressistes n'est plus tout à fait ce qu'elle était naguère, et si leurs idées ne triomphent pas encore, elles sont appréciées et sérieusement cotées. Ils sont eux-mêmes un des élémens de la majorité; on compte avec eux; on les ménage. C'est contre ce phénomène, incontestablement nouveau, que M. Combes a protesté avec une indignation douloureuse dans un banquet offert à M. Brisson: il y a eu le contraire d'un succès. Sa mésaventure aurait dû servir de leçon à M. Jaurès; mais M. Jaurès s'est dit sans doute que M. Combes ne disposait pas des mêmes moyens oratoires que lui, et qu'avec son éloquence il ferait un tout autre effet. Il avait compté sans celle de M. Clemenceau, qu'il a le don de stimuler merveilleusement : que ne s'en est-il souvenu?

M. Clemenceau, qui était en verve, n'a pas eu de peine à lui répondre. Il a dit beaucoup de choses qui n'étaient pas nouvelles, même dans sa bouche, et qui ne le seraient pas non plus ici : c'est pourquoi nous nous abstiendrons de les reproduire. Il a montré, hélas! avec évidence que son programme n'était pas celui des progressistes; mais, a-t-il ajouté, « de ce que mon programme est éloigné du leur, il ne s'ensuit pas que je m'arroge le droit de les excommunier du parti républicain. » Quelle différence avec M. Combes! Quelle différence avec M. Jaurès. M. Clemenceau est allé plus loin. « Je déclare en outre, s'est-il écrié, que je ne prétends exclure aucune fraction de cette Chambre des droits attribués par la loi à tous les citoyens français: lorsqu'un membre de l'opposition se présente dans mon cabinet pour revendiquer son droit, mon devoir est de lui reconnaître ce droit. » Est-ce bien à M. Jaurès? n'est-ce pas plutôt à M. Combes que s'adressait ce discours? C'est la condamnation de toute la politique, de tout le système, de toute la méthode du bloc. M. Combes, néanmoins, a de quoi se consoler. Les discours de M. Clemenceau sont des mots agréables à entendre, et qui, si la réalité y était conforme, seraient de nature à ramener la paix, la tolérance, un peu de conciliation parmi nous. Mais si la parole de M. Clemenceau domine la Chambre, l'esprit de M. Combes continue de régner dans le reste du pays. L'administration s'en inspire, soit par goût, soit par crainte, et le cabinet de travail de M. Clemenceau est peut-être le seul où un membre de l'opposition puisse utilement invoquer un droit. Il y a loin, très loin, de la parole aux actes. La France est livrée au favoritisme le plus éhonté : il s'exerce exclusivement au profit de la bande qui la gouverne. Aussi, lorsqu'on en est venu au vote, les progressistes se sont-ils abstenus. Le gouvernement a eu 319 voix contre 86, ce qui est sans doute une belle majorité. Toutefois, cela ne fait pas 400 votans, et il y a près de 600 députés. Le ministère est-il consolidé? Non; il a eu une majorité de veille de vacances. Nous ne désirons pourtant pas sa chute, crainte de pire. M. Clemenceau était dans le vrai lorsqu'il a dit : « Vous vous plaignez que quelquefois M. Aynard, M. Ribot, M. Charles Benoist aient pour nous des mots aimables. Monsieur Jaurès, ils nous aiment contre vous. » Il est vrai que M. Clemenceau n'en aime quelquefois d'autres que contre M. Jaurès.

Nous ne dirons aujourd'hui qu'un mot sur la transformation qui vient de se produire dans le gouvernement anglais: elle était prévue

depuis quelque temps déjà et ses conséquences, si elle doit en avoir, ne se produiront que plus tard. Sir Henry Campbell Bannerman a donné sa démission pour des motifs de santé, malheureusement trop sérieux. Il emporte dans sa retraite, non seulement les regrets des libéraux, mais encore l'estime des conservateurs. M. Balfour a tenu à les exprimer au nom de ses amis, par une coutume qui fait honneur au parlementarisme anglais, et qui le distingue de celui que pratiquent d'autres pays. Sir Henry Campbell Bannerman n'avait d'ailleurs pas d'ennemis personnels : son caractère aimable et bienveillant ne pouvait pas lui en susciter. C'était une lourde tâche pour lui de succéder à M. Gladstone à la tête de son parti : il l'a remplie fort honorablement, avec des qualités différentes de celles du grand vieillard, mais très réelles, et qui lui ont permis de n'être jamais inférieur à ce qu'on attendait de lui. Son successeur était indiqué d'avance : le Roi n'a pas hésité dans le choix qu'il avait à faire. Le chancelier de l'Échiquier, M. Asquith, parlait, depuis quelques jours déjà, au nom du gouvernement à la Chambre des communes. Ses collègues s'effaçaient et s'inclinaient devant lui. Il a, à son tour, d'autres qualités que sir Henry Campbell Bannerman, plus de fermeté dans les allures et dans la parole, plus d'énergie dans la volonté, des vues plus étendues sur la politique générale, coloniale, internationale. Ses tendances impérialistes sont connues. Avec lui, la politique extérieure de l'Angleterre ne sera pas changée. Elle ne l'aurait d'ailleurs été avec aucun autre, car elle tient à des causes profondes et durables dont le pays a conscience, aussi bien que les pouvoirs publics. Il faut regretter surtout dans la retraite de sir Henry Campbell Bannerman les causes qui l'ont rendue nécessaire : son successeur ne mérite pas moins que lui confiance et sympathie.

FRANCIS CHARMES.

Le Directeur-Gérant,

FRANCIS CHARMES.

CINQUIÈME PÉRIODE. — LXXVIIIe ANNÉE

TABLE DES MATIÈRES

DU

QUARANTE-QUATRIÈME VOLUME

MARS — AVRIL

Livraison du 1er Mars.

Pages.

L'Ombre du passé, deuxième partie, par Mme Grazia DELEDDA 5

Esquisses contemporaines. — Ferdinand Brunetière. — I. Les deux premières incarnations, par M. Victor GIRAUD 32

L'Allemagne économique et financière au début de 1908, par M. Raphaël-Georges LEVY 83

Auguste Comte et Célestin de Blignières, d'après une correspondance inédite, par M. A. BOSSERT 115

Le Socialisme municipal en Angleterre. — A propos des dernières élections au conseil de comté de Londres, par M. Louis PAUL-DUBOIS 135

Dix années de roman français, par M. Eugène GILBERT 159

L'Évolution de l'éducation au Japon. — I. La Mentalité nipponne, par M. le comte VAY DE VAYA et DE LUSKOD 191

Revue musicale. — Réouverture de l'Opéra. — Faust. — Violonistes et violons, par M. Camille BELLAIGUE 216

Chronique de la quinzaine, histoire politique, par M. Francis CHARMES . . 229

Livraison du 15 Mars.

Mémoires de la comtesse de Boigne. — I. L'expédition de la duchesse de Berry en 1832 241

Les Origines du Culturkampf allemand. — V. Les Crises intellectuelles (1850-1869), par M. Georges GOYAU 276

Pages.
L'Ombre du passé, troisième partie, par Mme Grazia DELEDDA. 312
Le lac de Trasimène, par M. Ferdinand DE NAVENNE. 351
La Politique canadienne d'émigration française, par M. Louis ARNOULD. 375
Poésie. — Géorgiques, par M. Léonce DEPONT. 408
L'Œuvre de pénétration des méharistes sahariens, par M. le baron HULOT. 419
Revue dramatique. — *Les Trois Sultanes*; — *Arlequin poli par l'amour*, a la Comédie-Française; — *La Femme nue*, a la Renaissance; — *Ramuntcho*, a l'Odéon; — *Le Grand soir*, au théatre des Arts, par M. René DOUMIC. 445
Revues étrangères. — Les Pèlerinages napoléoniens d'un pasteur anglais, par M. T. DE WYZEWA. 457
Chronique de la quinzaine, histoire politique, par M. Francis CHARMES, de l'Académie française. 469

Livraison du 1er Avril.

Conspirateurs et gens de police. — L'aventure du colonel Fournier et la mystérieuse affaire Donnadieu (1802), troisième partie, par M. Gilbert AUGUSTIN-THIERRY. 481
Mémoires de la duchesse de Dino. — Souvenirs d'enfance. 523
L'Ombre du passé, dernière partie, par Mme Grazia DELEDDA. 550
Esquisses contemporaines. — Ferdinand Brunetière. — II. La dernière incarnation, par M. Victor GIRAUD. 590
La Révolution persane et l'accord anglo-russe, par ***. 622
Les débuts du Concordat a Paris, d'après une publication récente, par M. Raymond DE VOGÜÉ. 660
Les deux Autres, par Mrs Edith WHARTON. 673
Revue musicale. — *La Habanera* a l'Opéra-Comique; — *Ramuntcho* a l'Odéon; — *Oméa* aux concerts Colonne; — *Prométhée triomphant* aux concerts Chevillard, par M. Camille BELLAIGUE. 696
Chronique de la quinzaine, histoire politique, par M. Francis CHARMES, de l'Académie française. 709

Livraison du 15 Avril.

Aloÿse Valérien, première partie, par M. Édouard ROD. 721
La fortune de la Russie, par M. le vicomte Georges D'AVENEL. 769
Mémoires de la comtesse de Boigne. — II. La captivité de la duchesse de Berry. 808
Ruskin et la vie. — II. La morale et l'éducation, par M. André CHEVRILLON. 839
Poésies, par Mme la baronne Antoine DE BRIMONT. 877
Paysages de Grèce. — I. En rade d'Alexandrie. — Les soirs sur l'Acropole, par M. Louis BERTRAND. 887
Revue littéraire. — La Jeanne d'Arc de M. Anatole France, par M. René DOUMIC. 921
Revues étrangères. — Le premier ménage de Richard Wagner, par M. T. DE WYZEWA. 934
Chronique de la quinzaine, histoire politique, par M. Francis CHARMES, de l'Académie française. 946

Paris. — Typ. Philippe Renouard, 19, rue des Saints-Pères. — 47642.

GETTY CENTER LINRARY
3 3125 00675 1453